John Keegan

DE LA GUERRE

Anatomie de la bataille
L'art du commandement
Histoire de la guerre

Présentation
d'Arnaud Blin

PERRIN

John Keegan

DE LA GUERRE

Anatomie de la bataille
L'art du commandement
Histoire de la guerre

Présentation d'Arnaud Blin

PERRIN
www.editions-perrin.fr

DU MÊME AUTEUR

La Guerre de Sécession, Perrin, 2011.

Six armées en Normandie. Du jour J à la libération de Paris, 6 juin-25 août 1944, Albin Michel, 2004.

La Première Guerre mondiale, Perrin, 2003 ; coll. « Tempus » n° 108, 2005.

La Deuxième Guerre mondiale, Perrin, 1990 ; coll. « Tempus » n° 308, 2005.

Dictionnaire des grands noms de la Seconde Guerre mondiale, Presses de la Cité, 1989.

Anatomie de la bataille
© John Keegan, 1976.
L'Art du commandement
© John Keegan, 1987.
Histoire de la guerre
© John Keegan, 1993.

© Perrin, un département d'Édi8, 2016, pour la traduction française et la présente édition

Modèle d'artillerie du XVII^e^ siècle. Paris, musée de l'Armée.
© Musée de l'Armée / RMN-G

Éditions Perrin
12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01
www.editions-perrin.fr

EAN : 978-2-262-06960-5

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

Sommaire

Titre

Du même auteur

Copyright

presentation - John Keegan, la Renaissance de l'histoire de la guerre

ANATOMIE DE LA BATAILLE - Azincourt 1415, Waterloo 1815, la Somme 1916

1 - « De quelque ancien malheur distant »

A propos de l'auteur

L'intérêt de l'histoire militaire

Les défauts de l'histoire militaire

Le récit de bataille

Tuer, pas assassiner

L'histoire de l'histoire militaire

La tradition du récit

Verdict ou vérité ?

2 - Azincourt, 25 octobre 1415

La campagne

La bataille

Les archers contre l'infanterie et la cavalerie

Cavalerie contre infanterie

Infanterie contre infanterie

Le massacre des prisonniers

Les blessés

La volonté de combattre

3 - Waterloo, 18 juin 1815

La campagne

L'angle de vision personnel

Le caractère physique des événements

Catégories de combat

Le combat singulier

Cavalerie contre cavalerie

Cavalerie contre artillerie

Cavalerie contre infanterie

Artillerie contre infanterie

Infanterie contre infanterie

Désintégration

Conséquences

Les blessés

4 - La Somme, 1er juillet 1916

Le champ de bataille

Le plan

Les préparatifs

L'armée

La tactique

Le bombardement

La fin des préparatifs

La bataille

Infanterie contre mitrailleurs

Infanterie contre infanterie

Vu du no man's land

Les blessés

La détermination au combat

Commémoration

5 - Les batailles de demain

Le champ de bataille mouvant

La nature de la bataille

L'évolution de la bataille

Durée de l'épreuve

Dangers objectifs

Exposition au danger

Accidents

Difficultés techniques

Le visage inhumain de la guerre

La fin des batailles

Bibliographie

Historiographie

Azincourt

Waterloo

La Somme

Problèmes psychiques, motivation au combat et médecine militaire

Remerciements

L'ART DU COMMANDEMENT - Alexandre, Wellington, Grant, Hitler

INTRODUCTION - L'art du commandement avant l'âge héroïque

1 - Alexandre le Grand : l'âge héroïque du commandement militaire

Alexandre et son père

L'exploit

Le royaume de Macédoine

L'armée macédonienne

L'état-major d'Alexandre

Alexandre et ses soldats

Théâtre et cérémonies

Alexandre orateur

Alexandre sur le champ de bataille

Alexandre et le masque du commandement

2 - Wellington, ou l'antihéros

Wellington : l'homme

Wellington et l'art de la guerre en Occident

L'armée de Wellington

L'état-major de Wellington

La routine de Wellington

Comment Wellington se présentait aux autres

Wellington au combat

Observation et sensation

3 - Grant, ou le commandement sans héroïsme

Grant et les progrès de l'art de la guerre

La carrière professionnelle d'U. S. Grant

L'armée de Grant

L'état-major de Grant

Grant en campagne

Grant le combattant

Grant et la démocratie américaine

4 - Le faux héroïsme : Hitler commandant en chef

La place de la guerre dans le monde de Hitler

La guerre que Hitler a faite

Les soldats de Hitler

Le quartier général de Hitler

Hitler commandant en chef

Hitler et la mise en scène du commandement

conclusion - L'âge posthéroïque : le commandement dans le monde nucléaire

L'impératif de l'affinité

L'impératif de l'éloquence

L'impératif de la sanction

L'impératif de l'action

L'impératif de l'exemple

La légitimation de l'autorité nucléaire

Bibliographie

La guerre primitive

Alexandre le Grand

Le duc de Wellington

Le général Ulysses S. Grant

Adolf Hitler

L'art du commandement

Remerciements

HISTOIRE DE LA GUERRE - Du néolithique à la guerre du Golfe

Introduction

1 - La guerre dans l'histoire de l'humanité

Qu'est-ce que la guerre ?

Qui était Clausewitz ?

La guerre en tant que culture

Les Zoulous

Les Mamelouks

Les samouraïs

Une culture sans guerre

Intermède - Les limitations de la guerre

2 - La pierre

Pourquoi les hommes combattent-ils ?

Guerre et nature humaine

Les anthropologues et la guerre

La guerre chez quelques populations primitives

Les commencements de la guerre

Guerre et civilisation

Intermède - Les fortifications

3 - La chair

Les conducteurs de chars

Le char et l'Assyrie

Le cheval de guerre

Les peuples cavaliers de la steppe

Les Huns

A l'horizon des peuples cavaliers, 453-1258

Arabes et Mamelouks

Les Mongols

Le déclin des peuples cavaliers

Intermède - Les armées

4 - Le fer

Les Grecs et le fer

La phalange et la guerre

Les Grecs et la stratégie navale

La Macédoine et l'apogée de la phalange

Rome, mère des armées modernes

L'Europe après Rome : un continent sans armée

Intermède - Ravitaillement et logistique

5 - Le feu

Poudre à canon et fortifications

La poudre à canon à l'âge expérimental : premières batailles

La poudre à canon en mer

L'usage de la poudre à canon s'organise

Révolution politique et transformations militaires

La puissance de feu et la culture de la conscription nationale

Les armes absolues

La fin de la guerre et la loi

Conclusion

Remerciements

Notes

Index

PRESENTATION

John Keegan,
la Renaissance de l'histoire de la guerre

John Keegan fut le plus illustre historien de la guerre au XX^e^ siècle. Né en 1934, disparu en 2012, il laisse une œuvre capitale dont les trois textes réunis dans cette édition inédite constituent l'articulation fondamentale. Longtemps professeur à l'Académie royale de Sandhurst, Keegan se lança à l'âge de cinquante ans dans une seconde carrière, en tant que journaliste puis éditorialiste auprès du quotidien *The Guardian*. Cette transition eut un effet détonant sur sa production et c'est à partir de cette époque qu'il publia les grands textes qui firent sa renommée et établirent sa réputation.

D'origine irlandaise – catholique –, né à Londres, formé à Oxford, il avait cette relation singulière avec la culture britannique que peuvent avoir les ressortissants des régions aux marches du Royaume-Uni. Anticonformiste mais lui-même fortement imprégné de cette culture, il attribua à leur caractère insulaire la capacité qu'ont les Britanniques à jeter sur les conflits et sur leur histoire un regard neutre faisant parfois défaut, à ses yeux, aux continentaux, ces derniers entretenant par la force des choses un rapport beaucoup plus émotionnel avec la guerre. Au-delà de l'impact que purent avoir sur lui son éducation, sa formation universitaire et son professorat, son travail d'éditorialiste lui permit d'aiguiser ses capacités analytiques et de développer son esprit synthétique. Surtout, il libéra en lui les forces créatrices longtemps en ébullition sous la surface et, en l'espace de deux décennies, Keegan produisit un *corpus* de textes rapidement devenus des classiques.

Plus que tout autre individu, John Keegan aura révolutionné une discipline, l'histoire dite « militaire, » qui, en grande partie grâce à son propre apport, fait désormais partie intégrante de l'historiographie contemporaine et dépasse d'ailleurs de très loin la seule dimension militaire par laquelle on désignait et définissait cette thématique particulière mais indissociable de l'histoire du monde. Son parcours singulier contribua de manière significative à l'originalité de son œuvre : observateur exogène du monde militaire, sa position de professeur à Sandhurst lui donna l'opportunité de fréquenter de près, et durablement, les hommes qui font la guerre. Cette double appartenance lui conféra un angle unique sur l'objet de ses investigations, et il combina ainsi le détachement du scientifique à une perception personnelle aiguë des ressorts humains derrière la violence organisée. Ainsi, le quart de siècle qu'il aura passé à Sandhurst lui fournit une connaissance intime du monde militaire et aucun civil, peut-être, n'aura aussi bien saisi l'esprit du soldat et l'âme du combattant. La passion pour la dimension humaine de la guerre qui l'anima sa vie durant est omniprésente dans ses écrits et rares sont les historiens qui auront tenté de pénétrer aussi profondément dans les tréfonds psychologiques de la guerre. Héritier du stratégiste français Charles Ardant du Picq (1821-1870), dont il souligna abondamment l'apport à l'histoire militaire, Keegan sut redonner à l'étude du combat un souffle qu'elle menaçait de perdre à une époque où la stratégie nucléaire semblait infirmer toutes les théories sur l'art de la guerre. Ce regard extérieur qu'il porta sans concession sur un monde qu'il vivait de l'intérieur lui donna une hauteur de vue et un recul substantiels qui le disposèrent avec chaque nouvelle étude à étendre les frontières de son champ d'investigation.

Son intelligence, sa sensibilité, son érudition et ses talents d'écrivain firent le reste. Jamais, il ne chercha à tromper son monde en usant d'artifices de langage. On ne trouvera point chez lui de déterminisme historique ou de clés magiques prétendant réduire la complexité de la guerre à un élément ou à quelques principes. Au contraire, sa démarche fut en surface d'un grand classicisme, mais c'est justement parce qu'il s'appuya sur des bases solides qu'il put ensuite faire rejaillir toute son originalité. Outre les trois textes compris dans ce recueil, Keegan fut l'auteur, entre autres, de deux volumes sur les Première et Seconde Guerres mondiales, et d'un livre sur la guerre de Sécession. De surcroît, il dirigea sous l'égide du musée Smithsonian de Washington une remarquable série d'une quinzaine

de volumes sur l'histoire de la guerre et il collabora avec la BBC à divers documentaires sur le sujet.

Le premier texte figurant dans ce volume, *Anatomie de la bataille* (*The Face of Battle*, 1976), fut l'ouvrage qui fit sa renommée et réorienta sa carrière. Surtout, ce livre phare modifia considérablement l'approche classique de la relation de la bataille et mit en quelque sorte un terme au long purgatoire dans lequel l'« histoire-bataille, » longtemps symbole suprême de l'historiographie démodée, avait été confinée par les écoles historiques de l'entre-deux-guerres, notamment celle des Annales, sans parler des écoles marxistes ou des courants libéraux privilégiant l'économique, qui cherchaient à dépasser l'événementiel au profit d'une histoire globalisante.

Malgré tout, grâce à l'immense *best-seller* de l'ère victorienne d'Edward Creasy – dont la popularité égala en son temps celle de Darwin – sur les batailles « décisives » de l'histoire (*The Fifteen Decisive Battles of the World*, 1851), un genre s'était développé outre-Manche, qui attira parmi d'autres les plus grands spécialistes de stratégie et d'histoire militaire britanniques, et américains. Cependant, ces relations de batailles, à commencer par celle de Creasy, se voulaient attrayantes plutôt que scientifiques, quand elles ne servaient pas de prétexte, comme chez B. H. Liddell Hart, à soutenir une doctrine stratégique. C'est en France pourtant que la relation de la bataille renaît progressivement de ses cendres. Avec *L'Etrange Défaite* (1946), remarquable témoignage d'un événement vécu, de Marc Bloch – fondateur, avec Lucien Febvre, de l'école des Annales –, et surtout *Le Dimanche de Bouvines* (1973) de Georges Duby, une nouvelle lecture de l'événement, désormais adoubée par les meilleurs représentants de l'historiographie contemporaine, voit le jour. Elle profite des meilleurs apports méthodologiques et philosophiques produits par un mouvement qui avait fustigé l'histoire-bataille.

Keegan apparaît tout à la fois comme l'héritier de Creasy et l'élève de Bloch et Duby, avec en plus une sensibilité stratégique proche de celle d'Ardant du Picq. Comme ce dernier[*1], Keegan choisit de traiter un nombre restreint d'événements, en l'occurrence trois : Azincourt, Waterloo, la Somme, ce qui l'autorise à déchiffrer chaque bataille en détail tout en offrant un élément de comparaison. Ce choix aurait pu être dicté par une grille géoculturelle, par exemple, afin de mettre en exergue les différences entre les cultures stratégiques, mais Keegan lui préfère un autre schéma,

celui des variations technologiques des armements (il reviendra par la suite à la question culturelle). Par le biais de cette lecture, Keegan peut dresser un portrait à travers le temps de trois armées britanniques évoluant dans des contextes historiques et stratégiques extrêmement différents. Cette méthode vise à fournir des constantes culturelles et géographiques fixes – d'autant plus que les autres armées impliquées, à commencer par les armées françaises, sont aussi proches les unes des autres que peuvent l'être deux armées – et permet de mieux sonder le fossé séparant les époques où eurent lieu ces affrontements. A partir de là, Keegan nous entraîne à trois reprises au sein de la mêlée, soit autant de voyages virtuels qui nous laissent mesurer tout à la fois l'intemporalité de la guerre et sa dramatique évolution. L'esprit résolument pragmatique de l'auteur l'autorise à dresser un instantané avec tous les éléments tangibles en sa possession, à partir desquels il reconstruit les divers moments de la bataille, privilégiant la vision du combattant et, surtout, la multitude de sentiments contradictoires qui se bousculent dans sa tête, alors même qu'il est contraint physiquement par tout ce qu'il peut subir. Il en ressort une vision tout aussi captivante que la narration littéraire d'un Stendhal ou d'un Tolstoï, mais dont on sait qu'elle repose sur des faits avérés que va sous-peser, mesurer et évaluer l'historien maniant d'une main sa plume d'écrivain, de l'autre les instruments du scientifique. Cet équilibre savant entre la narration et l'analyse froide et sans concessions de l'événement est à l'image même de la chose qu'il décrit : un étrange condensé de passions incontrôlées que guide une mécanique plus ou moins maîtrisée qui, en l'espace d'un instant, dicte lequel des deux protagonistes l'emportera sur l'autre. S'en dégage le dénouement imprévisible de ce déchaînement de violence qu'est la guerre, qui défie la plupart des codes éthiques des sociétés ayant choisi de tout risquer, jusqu'à leur existence, pour imposer leur puissance à celle de l'adversaire.

Anatomie de la bataille deviendra le point de départ d'une longue réflexion sur le combat, et plus généralement sur la guerre. Avec *L'Art du commandement* (*The Mask of Command*, 1987), Keegan se projette du pied de la pyramide à son sommet. Là encore, il s'inscrit dans le droit fil d'une longue tradition qui remonte à l'Antiquité, celle des biographies de « grands capitaines ». Mais les portraits que dresse Keegan d'Alexandre le Grand, Wellington, Ulysses Grant et Adolphe Hitler ne sont pas des biographies. Ils servent plutôt de soubassement à une analyse pénétrante de l'essence du

processus décisionnaire et de la manière dont celui-ci s'est exprimé à travers le temps. En l'occurrence, le chapitre consacré à Wellington, axé sur ses journées à Waterloo, fournit l'occasion de faire un lien direct avec la relation de la bataille effectuée dans l'*Anatomie*. A partir du modèle héroïque incarné par Alexandre, Keegan souligne combien les caractéristiques du chef de guerre sont autant attachées à ses qualités personnelles qu'à la synergie qu'il parvient à créer avec la société dont il émane, et dont il se fait le symbole et défend les valeurs. Selon ce schéma, l'art du commandement passe par le filtre d'un masque que le généralissime place sur son visage avant la bataille et qui l'aide à créer une symbiose avec ses troupes. Ainsi, la mise en scène orchestrée par Alexandre correspond-elle à la démesure de son projet, alors que la retenue de Wellington traduit les valeurs aristocratiques du gentleman britannique qui n'a pas pour autant totalement abandonné le modèle héroïque. Avec Grant, la rupture est consacrée et le modèle démocratique qui écarte la mise en scène au profit de la froide efficacité caractéristique de la guerre industrielle se met en place. Le cas Hitler et son « faux modèle héroïque » illustre à la fois l'imposture totalitaire et le dysfonctionnement qui s'établit entre un Führer noyé dans sa théâtralisation de pacotille et un appareil militaire allemand formaté pour la guerre posthéroïque.

Avec l'*Histoire de la guerre* (*A History of Warfare*, 1993), Keegan complète le triptyque en couvrant l'ensemble du champ thématique. Cet ouvrage ambitieux part d'une question aussi simple que sa réponse peut être complexe : « Qu'est-ce que la guerre ? » A partir de là, l'historien britannique va effectuer un fantastique survol de l'histoire de l'humanité à travers la violence organisée. Celui-ci commence par un examen détaillé des origines de la guerre qui permet ensuite de dévoiler ses manifestations diverses et ses multiples évolutions dans l'espace et dans le temps. Comme à son habitude, Keegan invente une grille de lecture originale qui, cette fois, part des moyens du combattant : la pierre, le fer, la chair (= le cheval) et le feu. De cette manière, il s'octroie la liberté de faire des allers-retours dans le temps pour couvrir l'ensemble des cultures et leur rapport à la guerre.

Pour Keegan, la dimension culturelle apparaît comme l'élément déterminant de la guerre. A cet égard, la guerre orientale, « évasive, différée et indirecte » mais, aussi, idéologique et intellectuelle, est singulière. Lui est opposée une guerre occidentale qui, si elle emprunte à l'Orient, à partir des croisades, cette dimension idéologique, est caractérisée par une éthique de

la violence. Cette dernière lui est propre et se traduit par une approche frontale du combat mue par une stratégie d'anéantissement qui conduira au bout du compte à la guerre totale. Avec l'invention de la poudre et les progrès technologiques qui conditionnent le perfectionnement des armes à feu, l'Occident se dote d'une supériorité militaire incontestée jusqu'à ce que le degré de violence atteint menace de l'engloutir tout entier. Viendront ensuite les conflits asymétriques qui bousculent la logique stratégique après 1945. Avec une petite longueur d'avance sur Samuel Huntington[*2], et d'une manière plus subtile – et convaincante –, Keegan offre sur le temps long une vision du choc des civilisations entre Orient et Occident à travers lequel s'est dessiné dans le sang un épisode essentiel de l'histoire de l'humanité.

En réaction aux attentats du 11 septembre 2001, dans un éditorial du *Daily Telegraph* qui suscitera débat ("In this war of civilizations, the West will prevail", daté du 8 octobre), Keegan abondera d'ailleurs dans le sens de Huntington et ira jusqu'à prévoir l'inévitable succès des armées occidentales sur les djihadistes dans ce qu'il décrit effectivement comme un nouveau choc entre civilisations. A cette occasion, ses propos tranchés sur le contraste entre les manières de combattre des Orientaux et des Occidentaux lui vaudront de nombreuses critiques, en partie justifiées. Et aujourd'hui, après l'échec des interventions en Irak et en Afghanistan, cette supériorité supposée est largement remise en question, tout comme l'est l'idée d'un conflit généralisé entre grandes aires culturelles, même si c'est ce scénario que les djihadistes tentent d'écrire à grand renfort d'attentats. Pour autant, cette analyse sur le vif et un brin provocatrice de l'éditorialiste reflète-t-elle la réflexion en profondeur de l'historien ? Cette question n'est pas anodine. Elle ouvre toute la problématique de l'emprise que peut exercer l'esprit du temps sur l'historien et plus généralement celle des limites de l'objectivité historique. Or, en postulant comme élément moteur de l'histoire de la guerre le choc des cultures – et sous-cultures –, stratégiques, Keegan souscrivait effectivement à cette recherche d'un nouveau paradigme historique qui occupa les esprits au moment où la chute de l'URSS mettait un terme au schéma en faveur depuis 1945, alors axé sur les rivalités idéologiques Avant cela, l'historien Alfred Mahan et les géopoliticiens du début du XX^{e} siècle préféraient voir dans la rivalité entre puissances terriennes et puissances maritimes la clef de l'histoire géopolitique et militaire. Malgré tout, reconnaissons que le schéma de

Keegan a plutôt valeur pour lui de fil conducteur que de paradigme. Et si, historiquement, le choc des cultures stratégiques ne s'applique pas à toutes les guerres, loin s'en faut, force est de constater qu'il en explique souvent les plus importantes et les plus décisives. Avant que l'Occident n'impose son hégémonie culturelle sur une bonne partie du monde, les grands conflits, à commencer par les guerres coloniales, opposèrent très souvent des peuples et des armées d'une grande hétérogénéité. Que le recul de l'Occident contribue aujourd'hui à réintroduire cette dynamique est une question qui répond à notre désir de comprendre une actualité parfois déroutante et John Keegan eut au moins le mérite d'avoir tenté d'y apporter un élément de réponse en essayant d'interpréter l'événement en devenir à la lumière de l'histoire.

Mais, au-delà de ce débat, ce voyage fascinant au sein d'un monde à la fois étrange et familier auquel nous convie John Keegan à travers cette trilogie nous permet à son terme de comprendre pourquoi et comment les hommes se sont fait la guerre ; peut-être, aussi, pourquoi ils continuent de la faire.

Arnaud BLIN
octobre 2016

*1. Dans son *Etudes sur le combat* (1880), Ardant du Picq s'était penché sur les batailles de Cannes (-216) et de Pharsale (-48).

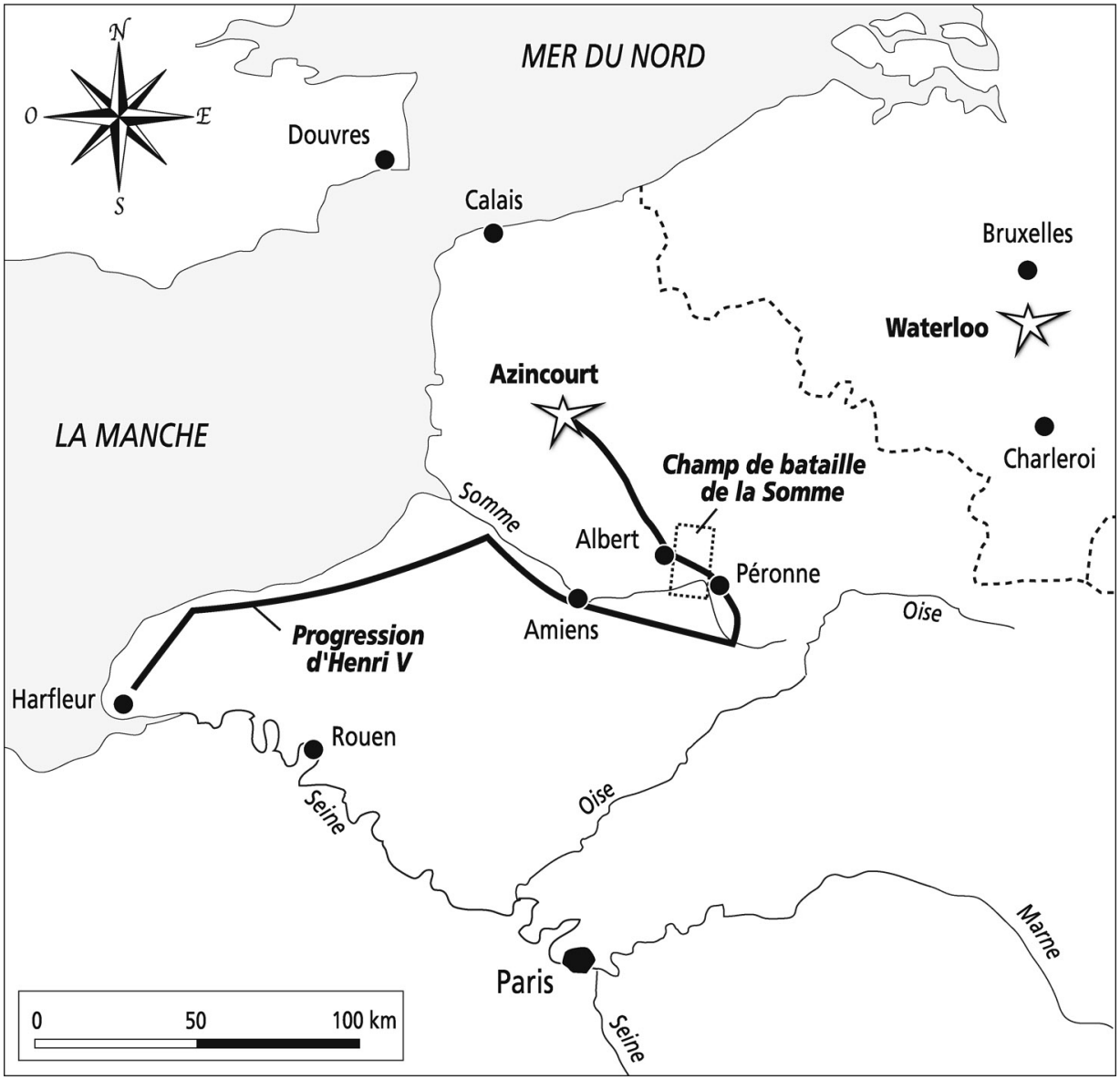
*2. Auteur, d'abord, d'un article (1993), où il exposait sa thèse, Huntington publia trois ans plus tard, à partir de cet article, son célèbre livre, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order* (Simon & Shuster, 1996).

ANATOMIE DE LA BATAILLE

Azincourt 1415, Waterloo 1815, la Somme 1916

A la mémoire de mon père et de mon beau-père

LES POSITIONS RELATIVES DES BATAILLES



1
« De quelque ancien malheur distant[1] »

A propos de l'auteur

Je n'ai pas participé à une bataille ; je n'en ai même pas approché une, ni même entendu ses échos au loin et je n'ai jamais visité un champ de bataille immédiatement après sa conclusion. J'ai questionné des personnes ayant participé à des batailles – parmi elles, mon père et mon beau-père ; j'ai visité des champs de bataille, en Angleterre, en Belgique, en France et en Amérique ; j'ai parfois pu y découvrir quelques reliques des combats – un morceau d'obus allemands de 150 mm sur le bas-côté de Polygon Wood à Ypres ; un projectile antichar rouillé, dans la haie d'un verger près de Gavrus, en Normandie, abandonné en juin 1944 par un soldat écossais du 2e *Argyll and Sutherlands* ; et j'ai parfois rapporté certaines de mes petites trouvailles chez moi (une balle Minié de Shiloh, et un éclat d'obus de la crête de Messines traînent au milieu de bobines de fil à coudre dans une petite boîte en papier mâché qui trône sur la cheminée de mon cabinet). J'ai naturellement lu des livres traitant de batailles, parlé de batailles, j'ai même suivi des conférences sur le sujet et, au cours de ces dernières années, j'ai pu assister au déroulement réel ou reconstitué de batailles sur l'écran de mon téléviseur. J'ai pu en voir bon nombre d'autres du début ou du milieu du XXe siècle, dans les actualités, dont certaines avaient l'air authentiques, mais aussi dramatisées dans des films, sans compter les innombrables images de guerre que j'ai pu contempler : photographies, peintures et même sculptures, avec des degrés divers de réalisme. Mais je n'ai jamais participé à une bataille. Et je suis de plus en plus convaincu que je n'ai qu'une toute petite idée de ce à quoi une bataille peut ressembler.

Dans tout ce que je viens de raconter, rien d'extraordinaire, rien de très remarquable. Rares sont en effet les Européens de ma génération (je suis né en 1934) qui ont eu l'occasion de connaître personnellement l'expérience du combat qui avait pourtant marqué l'existence de leurs pères et grands-pères. De fait, à part quatre ou cinq mille Français et leurs compagnons d'armes allemands, espagnols et slaves de la Légion étrangère qui ont survécu à la défaite de Diên Biên Phu, et les contingents à peine plus larges de Britanniques ayant participé à la campagne de Corée en 1950-51, je suis bien en peine d'identifier un groupe de personnes de mon âge et issues du vieux continent qui auraient participé à une bataille en tant que combattants. Mon utilisation des termes de « bataille » et de « combattants » indique naturellement que je fais des exceptions à cette règle générale, au premier rang desquelles, naturellement, tous ces Européens ayant vécu la Seconde Guerre mondiale en tant qu'enfants et dont les lieux d'habitation ont pu, à un moment ou un autre de la guerre, se trouver sur la ligne de front ; je pense aussi à ces milliers de soldats français ou britanniques qui ont participé militairement aux guerres de décolonisation en Afrique ou en Asie, auxquels il faudrait ajouter les conscrits portugais qui continuaient, dans les années 1970, à faire campagne en Angola et au Mozambique, ainsi que les soldats britanniques qui patrouillent, en armes, dans les villes et les campagnes de l'Ulster[2].

Le premier groupe s'exclut de lui-même de ma généralisation parce qu'il est constitué de personnes qui n'avaient pas l'âge de combattre au cours de la Seconde Guerre mondiale. Le second est également exclu car, malgré leur expérience de soldats, souvent dangereuse et parfois violente – et peut-être d'une violence extrême dans le cas des Français ayant servi en Algérie –, ces hommes n'ont jamais participé à une bataille. Car il y a une différence fondamentale entre les accrochages sporadiques qui ont été la marque de la guerre moderne et la *bataille* au sens où nous la caractérisons[3]. Une bataille obéit aux unités dramatiques de temps, de lieu et d'action. Et si les batailles modernes tendent de moins en moins à se conformer aux deux premières, s'étendant de plus en plus tant dans l'espace que dans le temps, les effectifs et les moyens disponibles pour les généraux s'étant considérablement accrus, l'action même de la bataille – qui vise à obtenir une décision par et grâce à ces moyens, sur un champ de bataille et dans une durée de temps limitée – est demeurée constante. Au cours des guerres de décolonisation livrées par les armées européennes, l'objet du « camp

d'en face » était précisément d'éviter toute décision, en tout lieu et en tout temps, car il présumait (avec raison) qu'il risquait fort d'être vaincu de la sorte ; et ce « camp d'en face », qu'il livre consciemment ou non une guerre d'esquive et de retardement, comme les guérillas communistes en Malaisie ou les partisans nationalistes en Algérie, ou qu'il mène une campagne de coups de main et de subversion en ayant pris conscience de son incapacité à effectuer tout autre type d'action, comme les Mau-Mau du Kenya, a systématiquement évité la bataille rangée. Je ne crois donc pas que mes contemporains d'Oxford des années 1950, qui ont passé le début de leur âge adulte à crapahuter dans les jungles de Johore ou à fouiller les forêts des pentes du mont Kenya, m'en voudront de dire que malgré leur statut de soldats, malgré le fait qu'ils ont effectivement participé à un conflit, ils ne sont pas plus au fait que moi des réalités d'une bataille.

A ce point de mon récit, le lecteur pourra se demander pour quelle raison j'insiste tant sur le fait que ma connaissance de la bataille est limitée, sinon inexistante. Depuis près de trente ans, les Européens ont la chance de tout ignorer des réalités de la bataille, et aux Etats-Unis on ne tire que peu d'enseignements des leçons que de très jeunes gens ont apprises à Pleiku et à Khe San. Si j'insiste tant sur ce point, c'est que j'y attache une importance toute personnelle qui, au fil des années, a fini par prendre la forme d'une sorte de secret coupable – ce qui n'empêche pas de le révéler publiquement. Car j'ai passé une bonne partie de ma vie d'adulte à décrire et analyser des batailles devant des cadets en formation à l'Académie royale militaire de Sandhurst ; soit des classes et des classes de jeunes gens qui ont certainement de bien meilleures chances que moi de vérifier si ce que je leur enseigne sur le sujet est juste ou non. Le caractère inconfortable de ma position saute aux yeux. Tout ceci a toujours été clair pour moi, mais à Sandhurst, lieu où s'exprime presque à son paroxysme le culte que les Anglais vouent aux bonnes manières, mes étudiants ont constamment accepté l'idée que ma relation à eux était celle de maître à disciples, et non, comme je le pense et comme je suppose qu'ils le devinent, celle d'un élève parmi d'autres, sans plus d'expérience qu'eux. Pour ma part, soucieux de ne pas trop profiter de leur grande politesse, je me suis toujours gardé de trop entrer dans les détails tactiques des batailles, ce qui me contraindrait à donner mon avis sur le comportement d'individus face à des situations qui me sont inconnues, et j'ai donc concentré mon enseignement sur les théories stratégiques, les politiques de défense nationale, les mobilisations

économiques, la sociologie militaire, etc. – des sujets qui, bien que cruciaux pour comprendre les guerres modernes, éludent ce qui, pour un jeune homme en train de se former au métier de soldat, demeure la question centrale : à quoi ressemble une bataille ?

L'importance de cette question – et de son pendant subjectif, « Comment me comporterais-je dans une bataille ? » – apparaît dès qu'elle est posée dans une salle de classe emplie de cadets – et apparaîtrait sans doute dans tout autre groupe de jeunes gens quels qu'ils soient – et ce de nombreuses manières : par une hausse soudaine de ce que l'on pourrait appeler la température émotionnelle, la hauteur des voix, et par ce qu'un sociologue pourrait décrire comme « le taux et le volume des échanges internes du groupe » ; par des signes de tension physique dans la manière qu'ont les cadets de se tenir ou de gesticuler – à moins qu'ils n'adoptent, comme certains, une allure faussement décontractée ; par ce qu'ils disent, enfin – un mélange bruyant de rodomontades peu convaincantes, de reconnaissance franche de leurs angoisses, de déclarations effrontées d'une couardise assumée, de railleries amusées ou inamicales, de références aux expériences des pères et des oncles sur « ce que c'est qu'une vraie bataille » et de disputes plus ou moins violentes sur ce que représente l'acte de tuer, d'un étalage de points de vue éthiques allant du « un bon ennemi est un ennemi mort » à des questionnements profonds sur la meilleure manière d'atteindre l'objectif de toute civilisation digne de ce nom : celui de ne pas faire couler le sang. Une telle discussion, pour faire court, ressemble à s'y méprendre à une thérapie de groupe. Les sentiments ici exprimés sont le reflet des peurs les plus profondes de l'être humain : peur d'être blessé, peur d'être tué, peur de mettre en danger la vie de ceux dont on est responsable. On touche ici aux passions les plus violentes qui traversent l'âme humaine : la haine, la rage, l'envie de tuer.

Certes, l'atmosphère de Sandhurst et son cadre ne se prêtent guère à un examen réaliste de ce qu'est la guerre. Il est bien possible qu'aucune école militaire n'y soit plus favorable. Mais Sandhurst est un lieu d'étude fort peu militaire. Le site même de l'école évoque un parc, bien agencé, pourvu de pièces d'eau et de coins paysagers, ses bâtiments font penser à de belles bâtisses ducales devant lesquelles s'étend une pelouse de plus d'un kilomètre carré, impeccablement entretenue, où l'on ne peut que difficilement imaginer plus violentes scènes que celles d'un match de hockey sur gazon. L'apparence et l'allure des étudiants contribuent à

renforcer encore le caractère bucolique du lieu ; ils déambulent ainsi en uniforme comme en tenue civile, car ils sont encouragés, dès leur entrée à l'école, à adopter la coutume des officiers britanniques consistant à quitter leur uniforme dès qu'ils ne sont plus en service. Ils me font penser, avec leurs cheveux courts et leurs vestes en tweed, aux groupes d'étudiants dont je faisais partie en 1953 à Oxford. Ce fait frappe plus encore les professeurs des autres écoles qui visitent les lieux. « Ils me rappellent, me disait un professeur d'Oxford que j'avais convié à une conférence, les jeunes gens avec qui j'étais à l'école avant la guerre. »

« Avant la guerre. » L'expression tombe tellement à point nommé qu'il n'est presque pas la peine de la développer. « Avant la guerre » est précisément l'état dans lequel se trouvent les étudiants des écoles militaires. Car, quels que soient leurs motivations, leur esprit combatif, la proportion en leur sein d'enfants, de petits-enfants ou d'arrière-petits-enfants d'officiers – elle est particulièrement importante à Saint-Cyr et Sandhurst –, leur connaissance de la guerre est théorique et de seconde main.

Sandhurst et Saint-Cyr concordent d'ailleurs sur ce qui justifie leur approche relativement désensibilisée de la guerre : c'est l'idée que toute introduction délibérée d'un savoir émotionnel concernant une matière déjà particulièrement sujette à émotion risque fort de gêner, dans sa pratique, le futur officier, si ce n'est de provoquer des catastrophes. L'objectif poursuivi, avec beaucoup de réussite, depuis plus de cent ans que l'éducation militaire est délivrée en Europe occidentale, est de réduire la conduite de la guerre à un ensemble de règles et de procédures – afin de rationaliser et de donner un sens à ce qui, par essence, est de l'ordre du chaos et de l'instinctif. Cet objectif peut se comparer – mais je ne souhaite pas pousser l'analogie trop loin – à l'enseignement délivré dans de nombreuses écoles de médecine où les professeurs entendent que leurs étudiants adoptent le même détachement à l'égard des douleurs, des blessures et du désarroi de leurs futurs patients.

L'intérêt de l'histoire militaire

L'histoire peut être utile pour familiariser le jeune officier avec la grande inconnue de la bataille. Il ne s'agit pas ici d'évoquer les grands mythes, comme la Légion étrangère à Camerone ou les fusiliers britanniques à Albuera, même si Moltke, le grand chef d'état-major de

l'armée allemande de la fin du XIX^{e} siècle, historien de renom, estimait que « continuer d'étudier certains récits traditionnels constituait un acte de piété et de patriotisme », ces récits pouvant être utilisés pour galvaniser les hommes. C'est souvent de cette manière qu'ont été rédigées ce que l'on appelle les « histoires officielles » publiées par les états-majors des armées. Mais ce type d'histoire officielle tend souvent à ranger les batailles dans de grandes catégories, parfois au mépris évident des faits : batailles de rencontre, batailles d'usure, batailles d'enveloppement, batailles de percée, et ainsi de suite. Une telle approche a sans nul doute quelque chose de brutal, tout comme il y a une certaine forme de violence dans la volonté de vouloir à tout prix distinguer un certain nombre de « grands principes » de la guerre, immuables et fondamentaux (concentration, action offensive, conservation des objectifs, etc.).

Mais cette approche n'est généralement pas celle de l'historien universitaire. De par sa formation, il a en effet appris à trier le général du particulier dans chaque événement, chez chaque individu, dans chaque institution et dans leurs relations les uns aux autres. Il ne peut ainsi prendre pour argent comptant, comme le lui suggérerait un livre du genre « L'Histoire militaire d'Hannibal à Hitler », que les batailles de Cannes, en 216 av. J.-C., de Ramillies en 1705, de la poche de Falaise en 1944 sont des batailles identiques puisqu'elles ont toutes trois débouché sur l'encerclement d'une armée. Il admirera sans doute avec quelle méticulosité ont été établies les cartes qui accompagnent ces textes, généralement porteuses de magnifiques symboles OTAN (le symbole d'une division d'infanterie identique à celui d'une légion romaine ; celui d'une brigade blindée à celui d'une unité de cavalerie française de la Maison du roi), mais il pourrait bien considérer que le fait que des batailles distantes de deux mille ans puissent être représentées par des symboles identiques et les mêmes repères cartographiques ne signifie pas pour autant qu'elles répondent à la grande logique universelle de la guerre. Il souhaitera sans doute obtenir des réponses à bien plus de questions – armes, équipement, logistique, moral, organisation, situation stratégique du moment – que le texte officiel établi par le Grand Etat-major ne peut lui fournir avant que de se sentir en mesure de se lancer avec autant d'aisance dans de telles généralisations.

De nombreux officiers ont des difficultés à envisager ou à parler de la guerre autrement que d'un point de vue professionnel. Nous sommes, pour

la plupart, capables de compartimenter notre esprit. Nous trouverions notre vie impossible si nous n'y parvenions pas et nous avons tous tendance à fuir comme la peste la compagnie de ceux qui en sont incapables : les fanatiques, les monomaniaques, les hypocondriaques, les représentants en assurances, les amoureux obsessionnels et les raisonneurs en tout genre. Un des grands plaisirs qu'il y a à frayer avec les milieux militaires est qu'il est presque certain que l'on ne trouvera aucun représentant de ces catégories et que ceux que l'on croisera seront fort rares. Les militaristes forcenés sont par exemple une denrée rare dans l'armée britannique, où l'on cultive une approche décontractée et peu dogmatique de la *grandeur* et des *servitudes*[4] du métier des armes. La franchise, l'absence d'hypocrisie, avec laquelle ces hommes sont en mesure de discuter des questions d'éthique de la violence ou du rôle de la force permet des conversations bien plus profondes que celles que l'on peut tenir dans les clubs ou les salles de réunions universitaires.

« Tuer des gens ne m'a jamais posé de problème », me disait un jour un officier d'infanterie aux cheveux gris, en m'expliquant comment il avait obtenu à trois reprises la Croix militaire au cours de la Seconde Guerre mondiale. Enoncé de la sorte, le propos paraît terrible ; mais, au son de sa voix, je comprenais qu'il voulait non seulement me signifier qu'à ses yeux l'acte de tuer était de ceux susceptibles de poser problème à toute personne et qu'il aurait donc dû lui poser problème ; et qu'en n'étant pas plus traumatisé ni choqué que cela par le fait d'avoir donné la mort, il était contraint d'admettre une certaine déficience de son propre caractère, voire même du caractère de l'humanité tout entière. Il était en effet intarissable sur ces deux sujets et nous les avons à maintes reprises évoqués. Il était peut-être un homme à part, mais certainement pas un cas isolé. C'est une figure que l'on retrouve régulièrement dans la littérature, avec des personnages ambivalents, violents mais aussi conscients, compatissants et réfléchis. De tels personnages existent aussi dans la vie réelle.

Les défauts de l'histoire militaire

Le récit de bataille, en tant que construction historique, est aussi vieux qu'Hérodote. Comme sujet de mythe, comme objet de saga, il est encore plus ancien. Les reportages d'actualité reprennent aujourd'hui quotidiennement ce genre, et quelques grands auteurs de la littérature

mondiale s'y sont frottés, tels Stendhal, Thackeray et Hugo. Chacun nous a donné sa version de la bataille de Waterloo, vue tantôt à travers les yeux hallucinés d'un soldat épargné par le canon, tantôt à travers ceux d'un passant distrait, tantôt encore à travers ceux d'un républicain inconditionnel et farouche. De son côté, Tolstoï, dans sa reconstitution de la bataille de Borodino (qui, pour le Russe du XIX^{e} siècle, est aussi capitale que Waterloo pour les coalisés), réalise non seulement un roman à grand spectacle mais ouvre aussi une brèche dans l'interprétation héroïque des faits historiques.

L'imagination et le sentiment, qui sont le terrain légitime des romanciers, constituent des écueils pour qui veut se pencher sur l'histoire des batailles. En fait, dans ce substrat imaginaire que Gillian Freeman appelle le « bourbier de la littérature », quand, sur un tel sujet, on flatte l'imagination et le sentiment, on obtient hélas souvent des productions littéraires d'une indécente gloriole qui donnent dans la pornographie de la violence.

Par tradition, les historiens se situent sur un autre plan que l'homme de lettres. Au moins une école d'historiens, celle qui a produit l'*Histoire britannique officielle de la Première Guerre mondiale*, a rempli son rôle qui était de relater l'une des plus effroyables tragédies mondiales sans le moindre recours au pathos. L'extrait qui suit donne la mesure du ton employé ; il fait référence à un engagement mineur, de tranchée à tranchée. Les fantassins sur le terrain sont appuyés par l'artillerie. La scène se déroule le 8 août 1916 à Guillemont, au cours du deuxième mois de la bataille de la Somme :

> Une certaine confusion s'empara de la brigade qui tenait la gauche du front. La 166^{e} brigade (brigadier-général L. F. Green Wilkinson) remplaçait la 164^{e}, relève très délicate, et bien que le 1er bataillon du 10^{e} *Kings* (*Liverpool Scottish*), collant au tir de barrage, soit arrivé au contact des barbelés allemands, il essuya de lourdes pertes au cours de ses deux tentatives infructueuses pour atteindre les tranchées ennemies. Presque tous les officiers furent touchés, y compris le lieutenant-colonel J. R. Davidson, qui fut blessé. Sur la gauche le 1er bataillon du 5^{e} régiment *Loyal North Lancashire* (155^{e} brigade) prit du retard malgré lui ; ayant commencé l'assaut après la levée du tir de barrage, il s'exposait à un échec. A la suite de quoi le 1er bataillon du 7^{e} régiment des *Kings* commença son attaque à partir de la position conquise la veille par sa brigade (la 165^{e}), mais sans plus de succès.

Admettons-le, voilà de l'histoire technique ; ce qu'on attend, entre autres, de ce genre de relations chronologiques, c'est un matériau qui puisse

servir à l'étude dans les universités et une base d'analyse pour d'autres historiens. Mais cette prose sans âme est-elle vraiment à la mesure de l'épreuve détestable subie, comme on le devine, par trois mille Britanniques devant Guillemont ce matin-là[5] ?

Une note nous renseigne sur la gravité de l'épreuve : « La *Victoria Cross* fut décernée au médecin du bataillon, le capitaine N. C. Chavasse, pour son remarquable travail de sauvetage des blessés sous un feu nourri. » La *Victoria Cross* sanctionne, en général, les actions menées au prix d'un risque maximal. Chavasse fait partie des trois seuls soldats à avoir mérité deux fois cette distinction, la seconde à titre posthume. Son bataillon fait partie des unités dites « Kitchener », c'est-à-dire composées de volontaires pleins de fougue, mais mal entraînés ; on imagine la scène, ce bataillon qui « s'exposait à l'échec » avait probablement pour voisins d'autres bataillons qui n'avaient pas quitté les tranchées ou qui y étaient retournés en hâte. A travers cet épisode qui se déroule dans le *no man's land* devant Guillemont, le 8 août 1916, nous est livré un échantillon des pires conditions auxquelles les soldats furent confrontés durant cette Première Guerre mondiale.

Nous pouvons conclure qu'il est dommage que les historiens officiels ignorent délibérément les questions affectives en matière d'historiographie militaire, alors qu'il est évident que cet aspect de la vie du combattant, pour ne rien dire de la tentation d'identification qu'il suscite en nous, est essentiel à la peinture de la vérité historique. Reste qu'on ne sait trop comment le peindre. Laisser les combattants s'exprimer n'est pas qu'un ingrédient acceptable, mais au contraire, quand il est exploitable, un ingrédient essentiel pour la description et l'analyse de la bataille. Le fait que jusqu'au XIX^e^ siècle la plupart des soldats aient été illettrés décourage ce type d'analyse. Malgré cela et au prix d'efforts méritoires, le professeur Christopher Duffy a consulté des archives obscures en Prusse et en Autriche et est parvenu à faire ainsi « parler » des soldats du XVIII^e^ siècle ; mais il faut attendre les guerres de la Révolution française pour trouver des Mémoires d'officiers de quelque importance et la Première Guerre mondiale pour que la voix du simple soldat s'élève (on observe tout de même de timides tentatives pendant la guerre civile américaine). Robert Rhodes-James, qui fait partie de la poignée d'historiens qui se sont interrogés sur la difficulté de trouver le ton juste en matière d'histoire militaire, est un farouche partisan de la méthode qui consiste à laisser parler

les acteurs de la bataille ; dans son livre *Gallipoli*, il nous en fournit un échantillon magistral.

Néanmoins cette méthode a ses limites, et pas seulement par suite de la pauvreté ou de l'inexistence des récits disponibles. L'une de ces limites consiste à accorder foi à des témoignages sur l'événement quand ils émanent de personnages qui ont quelque réputation à asseoir par leurs récits ; quand bien même leur seule propre estime serait en jeu, certains combattants n'hésitent pas à jouer les grenouilles qui se veulent plus grosses que le bœuf. Les *vieux* guerriers, surtout, entourés d'anciens compagnons qui les laissent volontiers s'étendre sur un de leurs morceaux de bravoure, dans l'espoir de pouvoir ajouter le leur au tableau, sont particulièrement sujets à ce phénomène. Les lettres, mieux encore les journaux intimes, forment un matériau plus fiable. Encore faut-il les utiliser correctement. Trop souvent ce n'est pas le cas. Au pire, ils sont réunis en une sorte d'anthologie sous des titres du genre « La Guerre de M. Tout-le-Monde » ; au mieux, ils servent de matériau de base à toute une façon anecdotique d'écrire l'histoire, délivrant un récit généralement aussi piquant que superficiel.

On ne doit certainement pas mépriser les anecdotes, à part celles dont l'authenticité est douteuse. Mais il s'agit d'un ingrédient parmi d'autres. Ceux-ci – rapports, comptes rendus, statistiques, tracés de plans, images et représentations photo, bref tout le matériau impersonnel – doivent être recoupés. L'historien doit aussi être à même d'abandonner ses papiers et d'aller sur le terrain quand le sol comporte encore de quoi nourrir sa réflexion. Un grand pionnier de l'histoire militaire, Hans Delbrück, qui vivait en Allemagne, a révélé qu'il était possible de démontrer l'absurdité de nombreux récits militaires traditionnels rien qu'en allant se promener sur les lieux des batailles. Le lieutenant-colonel A. H. Burne, un de ses disciples britanniques, en a même tiré un principe qu'il a mis à l'épreuve sur tous les grands champs de bataille d'Angleterre (la probabilité militaire inhérente) et qui, utilisé avec circonspection, constitue un concept aussi intéressant qu'intrigant[6].

On pourrait aussi ajouter qu'un historien militaire se devrait de passer autant de temps que possible au contact des soldats eux-mêmes. Autant ne pas en rester à la notion selon laquelle tous les militaires auraient la même chose dans le cœur, les historiens militaires consciencieux savent bien qu'il n'en est rien. Il arrive parfois qu'un fait particulièrement trivial permette

une compréhension intime de toutes sortes de problèmes du passé. Christopher Duffy, qui a eu la chance de passer plusieurs semaines en Yougoslavie pour apprendre à des miliciens employés comme figurants dans une version cinématographique de *Guerre et Paix* la technique du carré sous Napoléon, m'a expliqué un jour combien il avait compris de choses ce jour-là en échouant dans une manœuvre sur le terrain avec ses hommes. Alors qu'il était impossible de les tenir « en ligne », la disposition « en colonnes » semblait leur convenir. Dès lors il avait mieux compris la préférence de Napoléon pour cette dernière formation. Elle n'était pas faite, quoi qu'en dise la glorieuse tradition des récits de guerre, pour décupler l'ardeur révolutionnaire de ses troupes, mais parce que les dispositions plus complexes étaient inapplicables. Je me souviens d'une sorte de « choc archéologique » subi en regardant un sergent des *Guards* marcher à reculons devant sa section qui s'entraînait à marcher au pas sur la place d'armes de Sandhurst : l'angle formé par ses bras étendus et sa canne levée, son mépris souverain affiché pour tout ce qui pouvait se trouver derrière lui, son rictus d'exhortation me rappelaient, presque à l'identique, un tableau de Rowlandson d'un sergent des *Guards* dirigeant l'exercice de recrues des *Horse Guards* cent soixante dix ans auparavant. Je compris soudain les fonctions – chorégraphiques, rituelles et peut-être même esthétiques bien plus que tactiques – de la pratique de la manœuvre en ordre serré dans les grandes armées.

Un historien qui se sera confronté à la réalité intime de la vie militaire augmentera ainsi énormément l'acuité avec laquelle il saura se débrouiller dans le maquis des documents à sa disposition. Il laissera plus qu'un autre de côté toute la « grande » étude historique de la guerre – théorie stratégique, commandement, forces navales et terrestres en présence. C'est peut-être dommage. Mais si cela le conduit, comme ce fut mon cas, à se poser la question du « Comment raconter le combat au corps à corps ? » jusqu'à le persuader que les Mémoires de généraux ne sont pas les seules sources possibles, il aura fait un grand pas dans la connaissance réelle des batailles. En effet, il y ajoutera une part de l'affectivité qui le lie aux soldats qu'il connaît, une juste perception des règles d'hostilité ou de loyauté dans un groupe donné de camarades, une meilleure notion de ce qu'est le courage, la certitude que l'instinct de conservation ne quitte jamais le soldat le plus émérite, que la peur et la souffrance ne sont pas toujours surmontables. En bref, si l'historien peut se familiariser avec les données de

la bataille, à la lumière de ce que tout soldat – et pas seulement quelques-uns – peut ressentir en de telles circonstances, il aura franchi le premier et le plus décisif des pas du chemin qui le mènera vers la compréhension de la bataille telle qu'elle s'est déroulée.

Permettre une meilleure compréhension et non pas seulement une meilleure connaissance du passé, là est le vrai devoir de l'historien. Pour s'en faire une idée qui soit juste, tout en laissant de côté l'excès de documentation, il faut toujours accomplir un effort auquel la plupart des historiens militaires se refusent. Ceux qui sont spécialisés dans l'anecdotique se contentent de divertir le lecteur et négligent tout le reste. Les anthologistes, eux, se contentent, comme ils disent, de donner au lecteur les éléments qui lui permettront de juger lui-même, mais ils n'en fournissent qu'une partie. Les historiens « d'état-major » ne veulent pas non plus se donner cette peine, leur vérité est faite de la doctrine de commandement qui prévaut dans l'art de la guerre. Les faits qu'ils privilégient seront là pour l'illustrer, même s'il faut les rogner un peu, pour qu'ils entrent dans le cadre. Les stratèges, les biographes de l'école historique traitent eux aussi de la bataille selon leur angle de prédilection, même s'ils sont souvent formés à mettre le lecteur en garde, dès le début, contre les erreurs d'interprétation. Même les historiens militaires les plus ouverts tendent, de mon point de vue, et quelle que soit leur perception – souvent critique – des chefs, des stratégies et des travaux d'état-major, à éviter autant que possible de laisser transparaître leurs sentiments et leur vision. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'ils le font de manière consciente, ni que leurs récits ne sont pas le fruit de recherches méticuleuses. L'ennui est que la plupart d'entre eux rédigent leurs récits de batailles selon une forme littéraire très traditionnelle. Or, dans le cadre de cette convention, le matériau nouveau n'apporte rien. Il ne s'agit pas ici d'en accuser les historiens, mais plutôt de mettre en cause la « rhétorique » de l'Histoire, par quoi il faut entendre le dispositif verbal qui entoure les tentatives d'approche du passé. Dans le cas de l'histoire des batailles, il est non seulement beaucoup plus fort et rigide que dans toute autre étude historique, mais sa force et sa rigidité sont telles, et tellement sanctifiées par le temps écoulé, que l'historien militaire en est comme subjugué.

Le récit de bataille

Que signifie la « rhétorique » de l'histoire des batailles ? Quelles sont ses conventions ? Un passage l'illustre de façon caricaturale. Malgré son côté presque mythologique, il est tellement typique du récit de bataille classique que je ne résiste pas à l'envie de le citer.

Il s'agit de la façon dont le général sir William Napier décrit l'avance de la brigade des fusiliers (7e *Royal* et 23e *Royal Welch Fusiliers*) lors de la bataille d'Albuera, en Espagne, le 16 mai 1811. C'est le moment que l'on tient pour le plus crucial de l'engagement (Napier n'est pas directement témoin de la chose, il a été blessé à Fuentes d'Onoro quelques jours auparavant) :

> Cette ligne d'hommes si vaillants sortis de la fumée et s'arrachant rapidement à la multitude confuse eut de quoi impressionner l'ennemi puis poussa son avantage comme si elle ne doutait pas un instant de sa victoire ; dans les rangs ennemis on hésita, on louvoya, puis on essaya d'élargir le front en crachant un orage de feu et une pluie de projectiles venue de l'artillerie s'abattit sur les rangs britanniques. Myers fut tué ; Cole, les trois colonels, Ellis, Blakeney et Hawkshave, furent blessés, et les bataillons de fusiliers, fauchés par cette pluie de métal, furent agités par une sorte de roulis, tels des navires sur le point de sombrer ; mais, se redressant soudain, ils fondirent sur les noires colonnes ennemies, [auxquelles] ils surent montrer avec quelle force et quelle dignité le soldat britannique sait combattre. En vain, côté français, Soult s'époumona et gesticula ; en vain les vétérans les plus endurcis tentèrent-ils, en sortant de leurs colonnes massives, de se sacrifier pour permettre aux autres de s'étendre sur ce terrain plat ; en vain, la troupe française tenta même de faire jouer sa masse, tira sur tout ce qui était à portée, amis ou ennemis, cependant que les cavaliers piétinaient sur son flanc, attendant de charger. Mais rien n'entama la détermination de l'incroyable ligne de fantassins britanniques. Il n'y eut ni manifestation de téméraire enthousiasme, ni action isolée, rien ; leurs yeux pleins d'éclairs étaient fixés sur la ligne d'en face, leur pas martelait le sol [selon] un rythme imperturbable, leurs salves frappaient les premiers rangs devant eux, leurs cris assourdissants couvraient le tumulte et les plaintes qui montaient des lignes adverses tandis que le carnage continuait de plus belle jusqu'au sommet de la colline. Là, les troupes de réserve françaises vinrent se mêler à cette foule en déroute et au lieu de rétablir l'avantage elles augmentèrent la confusion. La troupe finit par céder, comme une falaise qui s'effondre. La pluie se mit à tomber, les eaux à ruisseler partout, mêlées de sang, et mille huit cents hommes indemnes, ce qui restait des six mille braves qui avaient donné la victoire au camp britannique, purent contempler triomphants ce spectacle, debout sur la colline.

Pour ce qui est du romantisme, ce texte est une réussite, les images sont riches, il est plein de rythme et de fureur, et l'émotion qui s'en dégage est puissante. On a presque l'impression que le papier vibre, que le livre va s'échapper des mains du lecteur. On peut comprendre qu'il s'agisse de l'un des textes le plus souvent cités à propos de la campagne d'Espagne et l'un des préférés des compilateurs d'histoire militaire. Mais l'histoire descriptive

pose un problème important, pour ne pas dire vital : que nous apprend-elle en l'occurrence sur l'avance des fusiliers ? Et que nous apprend-elle de crédible ?

Soit, le martèlement du pas « [selon] un rythme imperturbable » n'est qu'une métaphore et la différence entre « cris assourdissants » chez les Britanniques et « tumulte et plaintes » chez les Français constitue un effet spécial littéraire du même genre que, sur le plan visuel, les ruisseaux « mêlés de sang ». De même on ne peut pas prendre pour argent comptant ce navire sur le point de sombrer, pas davantage que l'orage de feu craché par les fantassins en marche. Hélas, même une fois la part faite de l'exagération, nous nous retrouvons en fin de compte devant un récit des événements auquel il est difficile d'ajouter foi. Suis-je vraiment le seul à m'interroger sur le fait que des hommes même très bien entraînés, sachant que deux sur trois d'entre eux vont être tués ou blessés, continuent d'avancer vers le sommet de la colline sans qu'on n'assiste ni à des « actions isolées », ni à des traits de « téméraire enthousiasme » ? Doit-on vraiment croire que tout se passe dans la discipline, l'ordre, l'égalité d'âme ? Et comment s'effondre la « falaise » que forment les troupes françaises ? Sous le nombre ? Par combat au corps à corps ? Par la force des baïonnettes ? Par simple déferlement de panique dans leurs rangs ? Voilà un échantillon des obscurités qu'on aimerait bien voir levées par le récit de Napier, mais le lecteur reste frustré. Peut-être cet épisode fut-il aussi extraordinaire qu'il le dit. Même en l'admettant, l'auteur, en tant qu'ancien combattant, aurait au moins pu insister là-dessus. Or que voit-on ? Napier semble signifier, au contraire, que tout ce qu'il décrit est normal (*cf*. cette mention de la façon dont « sait combattre un soldat britannique »). Une brigade d'infanterie sans officiers (le général de brigade et ses trois colonels sont hors de combat) aurait donc défait, au prix de plus de la moitié de ses hommes, une force bien supérieure en nombre, composée de fantassins, d'artilleurs et de cavaliers, menée par l'un des meilleurs hommes de guerre de l'époque (Soult est déjà maréchal en 1811).

On peut déjà juger la cause entendue, rien qu'à souligner les exagérations dans la forme. Mais, outre ces extravagances de langage, d'autres éléments de ce récit méritent attention parce qu'on les voit resurgir dans les travaux d'historiens scientifiques au style pourtant plus sobre. Le premier, c'est l'extraordinaire uniformité de comportement : les Britanniques attaquent *tous* avec une vigueur identique (« ni manifestation

de téméraire enthousiasme, ni attaque isolée ») ; de leur côté les Français résistent également comme un seul homme (à l'exception des « vétérans les plus endurcis » qui sont envoyés au « sacrifice ») ; on ne voit personne prendre ses jambes à son cou, personne foudroyé par la mort, personne paralysé d'horreur à la vue de tout cela. Ensuite on s'aperçoit que ce récit est très abrupt, presque elliptique : l'avance britannique, l'échange des salves, le « carnage » qui suit, tout cela mène on ne sait trop comment à la déroute française. Enfin on assiste à une caractérisation plus ou moins honnête des forces en présence : les soldats britanniques sur le terrain sont des « fusiliers » et quand ils sont nommés, à l'exception d'un seul, ils sont officiers, tandis que du côté français, à l'exception de Soult et des vieux soldats cités, tout le reste appartient à « la foule », à « la troupe » ; quant à la falaise qui s'effondre, on conviendra que le terme ne donne pas une haute idée de leur formation. Cette façon de faire dire ce qu'on veut aux images, les unes appliquées aux Britanniques dans un sens favorable (« cette ligne d'hommes si vaillants… »), les autres aux Français dans le sens inverse (« les noires colonnes »), révèle le trait le plus caractéristique de l'approche de Napier : une description hypersimplifiée du comportement humain sur le champ de bataille. Elle reste implicite mais elle est très visible, et se manifeste par une division stricte entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent : chacun son comportement. Ce que l'auteur veut prouver c'est que les Français, malgré les exhortations de Soult et le sacrifice de leurs vieux soldats, ne font pas le poids devant les fusiliers anglais. Ces derniers, *même privés de leurs chefs*, combattent avec héroïsme et se rendent maîtres de leurs adversaires. On ne sait pas du tout ce qui est arrivé aux morts et aux blessés. Pourtant il semblerait naturel de s'en préoccuper. En effet, des hommes qui avancent ainsi en ordre serré dans un espace réduit doivent enjamber leurs camarades tombés pour poursuivre leur progression, sans parler des cadavres ennemis. On peut imaginer qu'il y a de quoi interrompre, ne serait-ce qu'un peu, le pas « imperturbable » de ces vaillants soldats. Et quelle contenance ont les blessés, ceux qui ne peuvent pas suivre le mouvement, pendant que les combats font rage autour d'eux ? Apparemment, dans le récit de Napier, morts et blessés se dissolvent dès qu'ils sont touchés, soit l'exact contraire de la tradition du paradis nordique, dans laquelle le guerrier, sitôt tué, se redresse pour reprendre le combat. Le portrait que nous dresse Napier n'est pas moins surnaturel que le récit des sagas.

Ce couplet critique peut paraître d'une grande sévérité envers Napier qui tentait, pour un auditoire peu accoutumé à considérer le soldat comme un individu, d'insister sur l'un des moments clés dans l'effort déployé par les Britanniques contre Napoléon.

Sévère, je le suis. Les historiens de l'école moderne savent bien qu'il faut, au préalable de toute recherche, se défier de l'« idée d'ensemble » et j'ai l'impression d'enfoncer des portes ouvertes, mais est-ce bien le cas ? Car, quand on s'intéresse à la façon dont les meilleurs historiens modernes décrivent les batailles, on découvre que la « méthode Napier » a encore de beaux jours devant elle. Le fracas des armes est un peu plus discret et le discours certainement moins xénophobe ; mais la pauvreté des interprétations, en ce qui concerne le comportement humain dans le stress d'une bataille, est identique. Voici, pour nous en convaincre, trois passages extraits des travaux d'historiens britanniques sortis des rangs de l'école historique d'Oxford.

Le premier, issu du livre *The British Army 1642-1970*, du général de brigade Peter Young, décrit la charge de la brigade de cavalerie lourde anglaise contre les Russes à Balaklava, le 25 octobre 1854. Cette action victorieuse fait suite à la charge désastreuse de la brigade légère.

> Dépassant les vignes, les *Royals* aperçurent les *Greys* devant eux, en train de se frayer un passage à coups de sabre au travers du centre russe, cependant que d'autres escadrons les menaçaient d'encerclement. Une vieille amitié existait entre les *Greys* et les *Royals*, et on entendit l'un de ces derniers s'écrier : « Mon Dieu, les *Greys* sont isolés, au galop, au galop ! » Le régiment poussa une clameur, les trompettes retentirent, et les rangs n'étaient pas encore entièrement formés que déjà ils tombaient sur le flanc et l'arrière des escadrons russes en marche. Les *Royals* fendirent les lignes ennemies mais le colonel York retint ses hommes et avant qu'ils se soient lancés à la poursuite des Russes il les rassembla et les remit en formation… Le 4e dragons des *Guards* s'était aussi repris et dès lors les Russes défaits galopèrent vers l'arrière dans le désordre, poursuivis par certains éléments de la cavalerie lourde et frappés par l'artillerie à cheval. Au cours de cette splendide charge menée par dix escadrons, soit trois mille hommes, on ne déplora que quatre-vingts morts ou blessés.

Le deuxième passage est tiré de l'ouvrage de David Chandler, *The Campaigns of Napoleon*, qui décrit la charge de la réserve de la cavalerie française contre les Russes à Eylau, le 8 février 1807 :

> Dans un ordre merveilleux, quatre-vingts escadrons de cavaliers revêtus d'uniformes splendides se répandirent sur plus de deux kilomètres carrés. Ce fut l'une des plus grandes charges de cavalerie de l'histoire. A l'avant, menant l'attaque, Dahlmann conduisait six escadrons de chasseurs, derrière lui Murat menait la réserve de la cavalerie, lui-même

> suivi, comme de juste, par Bessières et sa cavalerie de la Garde. Les troupes de Grouchy, d'Hautpoul, Klein et Milhaud se mirent en branle les unes après les autres. D'abord Murat se déploya à travers ce qui restait des Russes en train de quitter Eylau, après quoi il divisa ses troupes sur deux ailes, l'une devant fondre sur le flanc de la cavalerie russe qui attaquait la division Saint-Hilaire en plein combat, l'autre se frayant un passage au sabre à travers ce qui restait du 14e régiment d'infanterie qui s'adossait à ses morts. Même à ce moment-là l'énergie de cette charge fantastique ne faiblit pas. Poussant plus avant, les deux ailes fondirent sur les rangs denses du centre menés par Sacken, réussirent la percée, se reformèrent en une colonne unique, à l'arrière des Russes. Dès lors les cavaliers purent traverser le camp russe en déroute une nouvelle fois et se défaire des canonniers qui avaient décimé les troupes d'Augereau. Comme les Russes, assommés, essayaient de se remettre en ligne, Napoléon ordonna à la cavalerie de la Garde de continuer à semer le désordre, ce qui permit à Murat de se retirer sans dommage car ses hommes étaient épuisés. Au prix d'une perte totale de 1 500 hommes, Murat avait donné à Napoléon un répit providentiel.

Le troisième passage, issu de *The Franco-Prussian War*, de Michael Howard, décrit l'attaque de l'infanterie de la garde prussienne contre les positions françaises de Saint-Privat, le 18 août 1870 :

> Ainsi les lignes d'attaque de la Garde, appuyées de puissantes colonnes, s'étendirent-elles à travers les champs, sous Saint-Privat. Elles commencèrent à remonter vers les Français et le massacre débuta. Les officiers à cheval en furent les premières victimes. Les fantassins essayèrent bien de progresser sous le feu des chassepots, comme sous un orage dément, les épaules rentrées, les têtes courbées, se fiant aveuglément aux cris de leurs chefs, aux clameurs de leurs clairons et aux tambours qui roulaient. Toutes les formations furent dissoutes ; les hommes abandonnèrent leurs colonnes pour ne former bientôt plus qu'une seule ligne épaisse d'attaquants obstinés qui progressèrent sur le damier de cultures jusqu'à une distance d'environ six cents mètres de Saint-Privat. Alors ils s'arrêtèrent. Rien ni personne ne pouvait plus décider les survivants à aller plus loin. Ils ne purent que s'accroupir en position de tir, et là ils attendirent l'attaque des Saxons, sur qui ils avaient pris une avance désastreuse, et qui devaient arriver par leur flanc gauche. On déplora ce jour-là huit mille morts ou blessés, officiers et hommes de troupe, la plupart en une vingtaine de minutes ; soit plus du quart du corps d'armée présent. S'il était besoin de prouver l'efficacité du chassepot, tous ces cadavres d'aristocrates qui jonchaient le terrain entre Saint-Privat et Sainte-Marie-les-Chênes auraient largement suffi.

Bien entendu, ces trois extraits diffèrent considérablement par leur style. Le brigadier Young nous offre une jolie scène de genre, sa façon de nous décrire la violence n'est pas plus effrayante qu'un tableau baroque hollandais dépeignait une bagarre dans une taverne. Dans le cas de David Chandler, ce serait plutôt une toile monumentale, genre salon de peinture Second Empire, pleine de couleurs et de mouvement mais sans réelle perception de ce qui se passe. Le style de Michael Howard est plutôt néoclassique, sévère, sombre, les personnages sont comme pétrifiés dans une pose tragique, celle que leur a assignée un destin impitoyable.

Les différences concernent aussi la crédulité qu'on exige du lecteur. Le brigadier Young se contente de rester très vague sur ce qui se passe entre la cavalerie lourde et les Russes, sans doute par expérience personnelle de ce que l'action est difficile à circonscrire par une explication simple. Pourtant, l'élément qu'il distingue comme significatif – la vieille amitié entre les deux corps, la voix qui sort des rangs pour attirer l'attention sur le sort des *Greys* – ne suffit pas à expliquer comment une action si vaste a été menée par si peu d'hommes au prix de si peu de pertes.

David Chandler nous en dit plus. Le nombre exact d'escadrons qui chargent, la distance couverte, combien de lignes ils traversent chez l'adversaire, et bien d'autres choses ; il est assez précis sur la manœuvre française pendant cet épisode. Après une avance initiale, la division en deux ailes, chacune menant sa propre bataille avant la jonction, la traversée d'un dispositif russe particulièrement dense ; ensuite la reformation en une seule colonne, demi-tour, l'attaque à l'épée vers une quatrième ligne ennemie, puis la fin de l'engagement. L'impression est celle d'une complication extrême. Cela fait penser à quelque Kama-Sutra militaire, excitant, intrigant, mais qui semble bien plus compliqué à mettre en pratique qu'il n'y paraît à la lecture. Pour inspirer au lecteur un doute supplémentaire quant à la validité du récit, on peut se poser quelques questions à propos de ces Russes. Sur un champ de manœuvres en temps de paix, une telle action aurait déjà été considérée comme un tour de force, mais on se demande ce que fabriquent les fantassins russes. Le narrateur semble nous dire qu'ils restent figés : ils ne tombent pas, ils n'évacuent pas le terrain. On peut penser que nombre d'entre eux tombent, qu'ils fuient, sans quoi les Français n'auraient jamais pu se regrouper de l'autre côté de leur formation. En tombant, ces hommes doivent tout de même faire trébucher nombre de chevaux et de soldats français, et provoquer des collisions quand les chevaux font des écarts pour les éviter. Tout ceci se produit lors des grands sauts des steeple-chases, car les chevaux, même effrayés ou excités, détestent se heurter à des êtres vivants. On peut aussi se demander si la fuite des hommes à pied suffit à dégager le terrain. Les vitesses relatives du fantassin et du cheval ne sont pas à l'avantage du premier, à moins d'une avance initiale considérable. Or, si les fuyards ont pris une avance aussi importante de manière à libérer la voie pour les Français, on se demande comment les deux ailes peuvent fondre sur les lignes « denses » tenues par Sacken. Cela n'a pas de sens. Tout cela est assez troublant. Ce qui ne veut

pas dire que l'épisode n'a jamais eu lieu, ni que les choses ne se sont pas passées ainsi. On ne voit guère comment elles se sont passées, voilà tout.

Michael Howard, lui, décrit l'avance de la garde prussienne sans multiplier les sujets de perplexité pour le lecteur. Il se livre à la description sans détour d'un massacre sans mystère et le fait dans une prose qui sert très bien son propos et qui l'élève nettement au-dessus de tous les travaux d'autres historiens militaires contemporains. Reste toutefois une question importante : pourquoi la Garde n'a-t-elle pas tourné les talons et décampé devant un feu si terrible ? Howard a été lui-même décoré pour avoir mené au feu des soldats de la Garde contre l'ennemi – parmi lesquels se trouvaient peut-être des petits-fils des soldats qu'il décrit ici – et peut-être ne voit-il pas l'intérêt que revêt cette question du « pourquoi » pour le lecteur ? Elle demeure pourtant. Et il y en a quelques autres. Par exemple : est-ce que *tous* les grenadiers et fusiliers présents se contentent de rester accroupis sur la colline ? Est-ce que réellement les lois de la discipline et de la solidarité sont si parfaitement observées que personne ne tente de faire machine arrière ou de se protéger du feu en se cachant derrière les cadavres ? Depuis longtemps, les récits témoignent que sous un feu nourri les hommes peuvent développer des réflexes de troupeau et rester là, comme du bétail, pendant des heures. Par exemple, l'infanterie d'Ostermann-Tolstoï resta, à ce qu'on dit, deux heures sous le feu de l'artillerie à Borodino, le « seul mouvement », rapportèrent les témoins, « étant la chute des corps qui agitait la ligne ». Mais la mise entre parenthèses de l'instinct de conservation que supposent des épisodes de ce genre dépasse un peu la compréhension du lecteur moyen. A moins que l'auteur ne prenne soin d'en fournir une explication, le lecteur sera plus ou moins persuadé que les « détails » ont été sacrifiés à la production de la « vue d'ensemble ».

Que des choses soient passées sous silence, les trois auteurs le concéderaient volontiers, les sacrifices de ce genre sont le propre des historiens. Ils lasseraient s'ils alignaient toute l'information recueillie sur un sujet. Nos trois auteurs chercheraient aussi probablement à justifier, chacun à sa manière, ces omissions : le brigadier Young nous dirait sans doute qu'il n'avait pas le loisir de produire davantage qu'un croquis d'atmosphère sur la charge de la brigade de cavalerie lourde. David Chandler, occupé à écrire la vie militaire de Napoléon, s'est donné pour tâche de décrire la façon dont réagit le chef des troupes françaises ; le comportement de ces dernières lui

importe donc moins. Quant à Michael Howard, il écrit une histoire politique et stratégique de la guerre de 1870, d'où l'insistance mise sur ces deux aspects du conflit sur le destin de l'Europe, la vie des combattants apparaissant comme secondaire. Si tout ceci correspond bel et bien à l'explication qu'ils donneraient des choses, ils nous diraient que les événements d'une bataille ont moins d'importance que son résultat. Que, pour le devenir de l'armée britannique, pour la réalisation du dessein de Napoléon, pour trancher la rivalité franco-prussienne sur la suprématie en Europe, la seule chose qui comptait c'était le résultat respectif des batailles de Balaklava, Eylau et Gravelotte-Saint-Privat. L'expérience personnelle des participants importait peu.

Tuer, pas assassiner

Et pourtant on peut se demander pourquoi, si l'historien se préoccupe seulement de l'issue des batailles, il prend la peine de nous raconter leur déroulement. Une première réponse consisterait à dire qu'une bataille est un acte délibéré et pas un accident ; les généraux ont des plans et doivent faire fonctionner leur cerveau pour triompher des plans de l'ennemi. Etudier de manière pratique la façon dont ils déplacent leurs hommes sur le terrain exigu du champ de bataille, de cette lutte contre le temps, où la durée du jour, la résistance humaine et la quantité de matériel disponible serviront à les départager, est donc d'une importance cruciale si l'on souhaite comprendre pourquoi l'un des deux l'emporte sur l'autre – ou pourquoi la bataille se solde par une impasse, comme c'est souvent le cas. L'approche de l'histoire militaire qui se fie au seul résultat de l'engagement, tout comme celle d'ailleurs qui consiste à enchaîner causes et conséquences dans l'Histoire en général, oblige à rester dans un type de narration très précis. Il ne saurait en être autrement dans la mesure où « gagner » ou « perdre », concepts auxquels les chefs militaires et les chroniqueurs se cantonnent, n'ont rien à voir avec la façon dont leurs hommes perçoivent leur propre participation à l'événement. Leur réalité à eux, comme dans tous les cas où un être humain est confronté à un grave danger, est beaucoup plus simple : le problème de la survie personnelle leur apparaît déterminant, et le système de valeurs du chef militaire soit leur semble absurde, soit représente pour eux une menace directe.

La vision qu'a le soldat de base de l'événement est aussi beaucoup plus compliquée que celle du chef. Ce dernier voit la bataille depuis un lieu d'observation relativement épargné. Les officiers d'état-major qui l'entourent, pour préserver l'efficacité de leur travail, doivent eux aussi conserver leur calme et un comportement rationnel ; les mêmes raisons d'efficacité dans leur tâche les obligent à conserver une vision abstraite des choses : attaque, contre-attaque. Cavalerie lourde, *Guards*, autant de blocs monolithiques d'êtres humains manœuvrables selon des directives. Le soldat, lui, ne peut se reposer sur une vision des choses aussi claire et tranchée. La bataille, pour lui, se définit d'abord par un environnement émotionnel et physique terriblement instable. Même s'il passe la majeure partie de son temps d'engagement comme simple spectateur, il peut d'un instant à l'autre n'avoir plus pour horizon, et pendant des heures, que le trou où il s'est jeté pour survivre ; passer à tout moment de l'ennui à la satisfaction, à la panique, à la colère, au chagrin, se sentir soudain hors de lui ou même connaître cette émotion sublime qu'on appelle le courage. Quant à sa solidarité avec les autres soldats, elle fluctue dans la même mesure. Le corps de la Garde, une entité symbolique pour le commandant en chef allemand à Saint-Privat, qu'il en ait conscience ou non, a probablement cessé d'avoir la moindre importance pour le simple soldat de ce même corps dès qu'il est engagé ; il a cependant probablement développé un sentiment d'appartenance à son bataillon ou à sa compagnie avant d'être confronté à une menace immédiate pour sa propre sécurité. Il n'y a dès lors plus guère que le cercle restreint de ses camarades qui constitue pour lui un semblant d'identité collective, car sa survie dépend de ces hommes et la leur de lui.

Quand le danger personnel devient extrême, ce que veut le chef militaire (et le simple soldat n'en a qu'une vision sommaire du genre « en avant », « formez les carrés », « feu à volonté ») n'influence son comportement que dans une moindre mesure. Perdre ou gagner la bataille n'a plus guère de sens pour lui. Ce qui en a, c'est sa propre survie.

Bien entendu, je ne peux prétendre en témoigner à titre personnel ; encore une fois, je n'ai jamais participé à une bataille. Ce que j'en dis résulte d'une collection de lectures effectuées un peu au hasard mais couvrant une grande variété d'épisodes qui semblent aller dans ce sens. Les extraits qui vont suivre concernent tous une armée que je connais bien, l'armée britannique. Je puis dès lors m'appuyer sur ce que je sais de ses

codes et de ses méthodes pour faire le tri entre ce qui correspond à son éthique et ce qui s'en éloigne.

Le premier passage – issu du remarquable *Australian Official History of the Great War* – décrit un des épisodes du milieu de la troisième bataille d'Ypres (Passchendaele, 1917). Les combats se résument alors à une lutte pour la possession d'une ceinture de points d'appui allemands, position clé d'un secteur totalement désolé. Le témoin est un officier australien, le lieutenant W. P. Joynt, qui obtiendra plus tard la *Victoria Cross*. Le 20 septembre 1917, il tombe

> … sur un groupe de soldats de sa brigade encerclant un point d'appui allemand s'étendant sur deux niveaux, et qui dirigent leurs tirs vers une meurtrière du niveau supérieur, d'où proviennent des coups de feu. Un des hommes, qui se tenait fièrement debout sous la meurtrière en tirant dessus, tombe raide mort mais, bientôt, les Allemands du niveau inférieur décident de se rendre. Les soldats australiens se détendent immédiatement, mais c'est alors que de nouveaux coups de feu claquent, tuant l'un d'entre eux. Le tir provient des occupants du niveau supérieur, qui ignorent la reddition de leurs camarades, mais les soldats australiens sont trop indignés pour s'en rendre compte. A leurs yeux, cet acte constitue un acte de la plus abjecte vilenie et ils massacrent leurs prisonniers à la baïonnette. Un des Australiens, sur le point de transpercer un Allemand, réalise que sa baïonnette n'est pas fixée à son fusil. Tandis que l'homme sans défense implore sa pitié, le soldat fixe fermement la baïonnette au canon de son fusil et l'en transperce.

« En ce cas précis, les Allemands étaient totalement innocents, poursuit l'historien, sans une once d'émotion, mais de tels incidents sont inévitables dans le feu de l'action et ceux qui sont à blâmer sont ceux qui provoquent les guerres, pas ceux qui les mènent. »

Le deuxième incident est raconté par le professeur Guy Chapman, à l'époque jeune officier dans un bataillon Kitchener qui vient tout juste de participer à une des attaques britanniques sur la Somme, en 1916.

> Le visage de Blake était défait et hagard, mais cela n'était manifestement pas dû à la fatigue. Il m'accueillit d'un air maussade puis s'assit en silence, absent, perplexe.
>
> — Que se passe-t-il, Terence ? lui-demandai-je.
>
> — Oh, je ne sais pas. Rien de grave, en tous cas. Ecoute : nous avons fait pas mal de prisonniers dans ces tranchées hier matin. Au moment où nous arrivions dans leurs lignes, un officier est sorti d'un abri. Il avait une main au-dessus de sa tête et une paire de jumelles dans l'autre. Il a tendu ses jumelles à S…, tu sais, l'ancien marin avec sa médaille – et lui a dit : « Eh bien, sergent, je me rends. » S… lui a répondu « Merci bien, monsieur ! » et lui a pris les jumelles de la main gauche. Et, au même moment, il a retourné la crosse de son fusil et lui a tiré une balle en pleine tête. Qu'est-ce que j'étais censé faire ?
>
> — Je ne vois pas bien ce que tu aurais pu faire, lui glissai-je doucement. Que pouvais-tu faire ? Et puis, je ne trouve pas que S… soit particulièrement blâmable. Il devait être totalement surexcité quand il a atteint les tranchées. Je suppose qu'il ne se rendait même pas compte de ce qu'il faisait. Si tu demandes à un homme de commencer à tuer, tu ne

peux pas l'éteindre comme un moteur de voiture. Après tout, c'est un chic type. Il avait sans doute perdu la tête.

— Oui, mais il n'était pas le seul ; un autre a fait exactement la même chose.

— De toute façon, il est trop tard pour faire quoi que ce soit. J'imagine que tu aurais dû les abattre sur-le-champ. Le mieux, c'est d'oublier tout ça.

Le troisième extrait est tiré de l'ouvrage *History of the Irish Guards in the Second World War*. Le bataillon livre bataille dans une région montagneuse de l'Italie en 1943. Un officier raconte son expérience :

> Nous tombons alors sur un gros groupe d'Allemands et après quelques rafales de pistolet-mitrailleur et de fusil-mitrailleur, une quarantaine d'entre eux courent vers nous les mains en l'air. Exultant devant ce spectacle, nous décidons de réduire les autres sans perdre un instant. Le sergent Weir mène sa section d'infanterie à l'assaut d'un autre groupe d'Allemands. Mais ces derniers les attendent et les accueillent par des tirs nourris. Weir est touché à l'épaule, mais la balle ne l'arrête qu'un moment, le temps qu'il retrouve son équilibre. Il mène alors ses hommes au pas de charge sur les Allemands, et lui et sa troupe massacrent tous ceux qui tardent à se rendre avec ce *commentaire traditionnel* « trop tard, mon pote ». [Les italiques sont de moi.]

A quoi cela rime-t-il ? Dans chaque cas nous est décrite une forme de « violence inappropriée » – inappropriée et inqualifiable dans le premier extrait, excusable au vu des circonstances dans le deuxième cas et à peine admissible au vu du code tacite manifestement en vigueur au sein des *Irish Guards*. Voilà en tout cas le verdict qu'un lecteur avisé peut en faire. Mais, du point de vue du code des armées, il s'agit de délits qui doivent être traités comme tels. Le dialogue de Chapman – une reconstruction manifeste, mais due à un auteur réputé pour la véracité de ses dires – est symptomatique des discussions qui peuvent animer les classes d'officiers en formation. Il est presque possible de prédire mot pour mot la solution officielle que proposerait le comité pédagogique de Sandhurst : « Des incidents de cette sorte ne se produiront pas si les soldats sont correctement instruits et strictement encadrés par leurs officiers. Tout soldat qui tue un prisonnier doit être immédiatement mis aux arrêts et évacué avant d'être examiné par un psychiatre ; s'il est jugé responsable de ses actes, il sera jugé, conformément à la section tant du code… » L'armée, comme les cours de justice, déteste les situations extrêmes. Elle veut des sous-officiers fiables et conformistes, des hommes qui ne livrent pas bataille selon leurs propres règles – comme les Australiens à Ypres –, qui ne cherchent pas à « comprendre » le comportement de soldats qui violent ouvertement la convention de Genève ni, quand un ennemi vaincu se montre

momentanément peu coopératif, qui en reviennent, comme les soldats des *Irish Guards*, aux tristes méthodes des soudards de jadis.

Il serait sans doute plaisant de se dire que l'armée britannique réagirait de la sorte par humanité ; de mon propre point de vue, l'armée britannique se distingue d'ailleurs par sa doctrine d'emploi de la « force minimum nécessaire » et par une attitude très humaine à l'égard de la violence qui, si elle s'applique tout particulièrement dans les opérations de maintien de l'ordre, imprègne également son comportement sur des théâtres d'opérations plus classiques. Mais il est sans doute plus réaliste d'admettre que cette attitude est avant tout guidée par l'expérience, laquelle a montré que les mécanismes de commandement et de contrôle des opérations ne fonctionnent correctement que lorsque les officiers suivent scrupuleusement les procédures. Ces règles attribuent une égale valeur à tous les individus ou groupes qui peuplent le champ de bataille – « amis », « ennemis », « prisonniers », « blessés » – et imposent des limites strictes à l'application de la violence envers chacun de ces groupes, quelles que soient les circonstances. Voilà pourquoi les trois épisodes décrits constituent des exemples de « violence inappropriée » tant d'un point de vue humanitaire que d'un point de vue militaire.

Mais cette question de l'impropriété de la violence ne concerne pas l'historien militaire, du moins pas dans sa pratique professionnelle. Son métier consiste à se prononcer sur le caractère significatif ou non d'un événement, pas sur sa moralité ni même sur son utilité. Mais significatif à quel titre ? La réponse à cette question est plus délicate. En terme d'incidence sur l'issue de la bataille, ces trois incidents sont absolument insignifiants. Les Allemands tués s'étaient rendus ou étaient sur le point de le faire ; ce que nous appelons donc la « bataille » était alors « gagnée ». Comment l'historien de la bataille doit-il alors traiter ces événements ? Il ne fait guère de doute que le plus simple sera, pour lui, de les ignorer, comme un homme qui, se trouvant face à des vis et des boulons après être parvenu à faire à nouveau fonctionner sa montre, se dit qu'ils ne constituent manifestement pas des pièces essentielles et les range dans un compartiment de sa boîte à outils. Quand il mentionnera le bilan humain de la bataille (tant de tués, tant de prisonniers), il ne mentionnera pas le fait que certains des tués ont été, momentanément, des prisonniers et se contentera d'évoquer, en passant, le « comportement peu civilisé de petits groupes de soldats ».

Dès que l'on commence à s'intéresser aux « petits groupes » de combattants, l'issue de la bataille n'a plus guère de sens. Si l'on admet que le comportement d'un groupe de soldats sur le champ de bataille doit se mesurer à l'aune des conditions locales ou des circonstances, alors l'idée d'un chef militaire influant sur le destin d'une bataille par son aptitude à manœuvrer les hommes disparaît. Ceux qui étudient l'art du commandement trouveront que j'exagère, et c'est vrai. Mais, sous le prétexte que les actes et les décisions du chef contribuent apparemment davantage à l'issue de la bataille que ceux d'un groupe de subordonnés, on ne peut pas dire pour autant que ses actes et décisions sont plus importants que ceux de *tous* ses subordonnés. On ne peut prétendre non plus que son comportement soit plus digne d'étude que le leur. Puisque visiblement nous en savons davantage sur le commandement que sur les manières dont combat le soldat de base, reporter l'effort d'analyse historique des arrières vers le front paraît plus que nécessaire. Surtout si l'on considère le peu d'informations dont nous disposons sur cette frontière ultime que les soldats appellent la « pointe du combat ». L'essentiel de ce que nous en savons provient des services historiques de l'armée américaine qui, durant la Seconde Guerre mondiale, menèrent la première étude systématique du comportement des combattants.

Au premier chef, elle nous révèle que les soldats ordinaires ne se considèrent pas eux-mêmes, quand ils sont en danger de mort, comme les membres d'une quelconque organisation militaire mais comme des égaux au sein d'un groupe humain minuscule de six ou sept hommes, guère davantage. Bien entendu ils ne sont pas exactement égaux, l'un d'entre eux au moins est de rang plus élevé et, par le biais de celui-ci ou d'un autre, on assiste à une résurgence du commandement. Mais ce n'est pas suffisant pour donner aux hommes envie de se battre ou de continuer de se battre. C'est le souci de la survie personnelle qui entre d'abord en jeu, celle du groupe lui étant plus ou moins liée ; puis vient la peur d'être pris pour un lâche au sein du groupe. L'armée américaine et l'armée britannique ont pris très à cœur les résultats de cette enquête, et ont essayé dans la mesure du possible de faire coïncider l'organisation interne de leurs unités avec ce qu'elles ont appris de la « dynamique des petits groupes », si bien que l'une comme l'autre ont développé un double discours dès qu'il s'agissait du comportement humain sur le champ de bataille. Depuis peu, elles se

préoccupent du « domaine privé » du soldat, en admettant que finalement tout repose sur l'ardeur personnelle au combat, tout en continuant à pratiquer l'explication traditionnelle des choses, la version « académie militaire » de l'affaire, qui consiste à mettre l'accent sur la discipline et le rôle du commandement. En fait il n'existe pas de véritable contradiction entre les deux. Ces approches signifient simplement que le combat est la plus multiforme, la plus compliquée des activités humaines.

Alors, si les soldats eux-mêmes se sont aperçus que ce qu'ils désirent voir arriver sur le champ de bataille ne se produit jamais, on peut raisonnablement se demander pourquoi les historiens, eux, en tiennent toujours pour la doctrine du commandement et les grands mouvements de bataillons, comme s'il s'agissait là des seuls sujets dignes d'étude. On pourrait répondre plus facilement à cette question si l'historiographie militaire (c'est-à-dire en l'occurrence l'« histoire de l'histoire militaire ») était elle-même un sujet d'étude plus fréquenté. Etant donné le nombre de travaux historiques qui tournent autour de la guerre, on aurait pu s'attendre à ce que ce soit le cas. Hélas, il n'en est rien.

L'histoire de l'histoire militaire

La figure dominante en matière d'histoire militaire est le grand auteur prussien Hans Delbrück, déjà cité, l'un des élèves de Ranke, le premier des « rankéens » à s'atteler à cette tâche, et par conséquent le premier « scientifique », le premier « universel » dans son approche du sujet. Son influence fut sans conteste énorme, de même que celle d'autres Allemands. Toutefois, dans le II^{e} Reich, très militariste, tout ce qui avait trait à la guerre interférait tellement avec le nationalisme et ses mythes, qu'il était pratiquement impossible de réaliser une étude faisant la part de la discipline académique et celle de la littérature pure. L'histoire militaire était un sujet trop chargé, trop lourd d'implications relatives à l'unité nationale, à la survie de la nation, au prestige dynastique. Les Allemands étaient donc incapables d'aborder la question avec un minimum de détachement intellectuel. De sorte que les historiens étaient voués à devenir soit des obscurantistes, soit des thuriféraires. Delbrück penchait du côté thuriféraire, atteignit une position enviable et finit sa carrière, commencée comme précepteur du petit-fils du Kaiser, dans la peau d'un professeur de stratégie nationale pour tout le peuple allemand. En fin de compte, la tâche n'était

guère enviable : après avoir pendant quatre ans expliqué à ses compatriotes, dans des articles mensuels, pourquoi l'Allemagne allait gagner la guerre, il se retrouva, en 1918, investi de la délicate responsabilité d'aller expliquer au Reichstag pourquoi l'Allemagne l'avait perdue. Même si c'était injuste, parce qu'il n'avait jamais proféré de stupidités, sa réputation s'en trouva laminée. Il demeure néanmoins une figure importante, sinon comme historien, du moins comme le colonel du régiment des stratèges universitaires. Herman Kahn[7] n'est qu'un moderne Hans Delbrück.

La grande école historique française du XIX^e^ siècle n'a pas non plus trouvé de descendance. Dans ce pays qui a souvent connu la défaite, là encore, une approche objective de l'histoire militaire risquait de conforter la position de l'ennemi. Le développement des guerres napoléoniennes et la névrose nationale qui s'ensuivit compromirent toute évolution dans le bon sens. Un ou deux noms, Palat et Colin par exemple, se dégagent, mais, tous deux ayant été soldats, leur crédibilité était suspecte dans une société sujette à divisions et leur talent n'a jamais vraiment été reconnu en dehors des cercles patriotiques et des associations professionnelles.

Il n'y a réellement que les pays anglophones dont, à l'exception de l'Amérique au temps de la guerre de Sécession, les campagnes terrestres ont toujours eu lieu à l'étranger, qui élèvent l'histoire militaire au niveau d'une science. A quoi il convient d'ajouter un lectorat important et très au fait de ces questions. Les raisons de cette évolution sont évidentes : nos défaites n'ont jamais menacé la survie de notre territoire, nos guerres n'ont jamais par conséquent divisé profondément nos pays (à l'exception de celle du Vietnam peut-être) et nous n'avons jamais eu besoin de boucs émissaires (comme Bazaine, le prétendu « traître » de 1870) ou de titans (comme Hindenburg). Dans cet esprit, il est significatif de voir que le général le plus vénéré du monde anglo-saxon, le général Lee, est issu de la seule partie de la nation à avoir subi une catastrophe militaire, à savoir la Confédération sudiste. Pour la majorité privilégiée que nous constituons, la guerre, pendant cent cinquante ans – à peu près la période de développement de l'histoire moderne –, s'est réduite à un spectacle. De là notre appétence pour la bonne littérature traitant du sujet, de là le plaisir que nous y prenons. De là, aussi, notre peu d'intérêt pour les controverses historiques ou militaires. Les nôtres ne vont pas plus loin que la question de savoir si Montgomery a laissé Rommel lui filer entre les doigts par négligence après El-Alamein ou si Patton aurait dû ou non s'abstenir de gifler un soldat

commotionné. Nous ne nous posons pas de question comme celle qui consisterait à savoir si, au prix d'une attitude militaire plus intelligente, nous aurions pu conserver notre capitale historique, comme l'Allemagne d'après-guerre. Nous ne sommes pas en position de nous demander si nous aurions été à même d'éviter quatre années d'occupation étrangère, comme la France ; nous ne pouvons pas nous interroger non plus, comme la Russie, sur ce qu'il aurait fallu faire pour éviter d'envoyer à la mort vingt millions de nos compatriotes. Si nos débats nationaux étaient de cette nature, si l'histoire n'était pas seulement pour nous le moyen de faire de grosses ventes en librairie, nul doute que notre historiographie moderne porterait tous les stigmates de la circonspection, de l'hypertechnicité, de la prétention, des diffamations, de la xénophobie étroite et de l'inélégance stylistique qui, séparément ou conjointement, défigurent trop souvent à nos yeux les travaux des Français, des Allemands et des Russes.

Mais il y a une autre raison pour laquelle l'école continentale à la Delbrück n'a pas pu influencer la manière dont l'histoire militaire s'est développée en tant que science humaine dans le monde anglo-saxon. Cela n'est pas dû au fait que Delbrück n'a pas été traduit ; ce n'est pas non plus à cause de sa méthode critique idiosyncrasique (il l'appelait *Sachkritik*) qui sème le doute sur le reste de ses travaux chez les Anglo-Saxons. Ce n'est même pas que sa « philosophie de l'histoire » soit trop fortement marquée d'esprit prussien pour les libéraux que nous sommes. Si on laisse de côté les considérations chronologiques, ce dernier point aurait fort bien pu suffire à interdire toute exportation de ses idées et méthodes. En effet, bien que, à la différence de Treitschke, il ne soit pas un passionné de la guerre et de la violence, il s'accommode des deux avec une égalité d'âme dont on trouverait peu d'équivalents en Angleterre ou aux Etats-Unis. L'un des principaux objets de son travail, après tout, consistait à démontrer que tout système politique, s'il n'est pas une émanation du militaire, vit en symbiose avec lui. Dans les pays où l'armée a toujours été surveillée de près par les politiques, voilà un jugement qui passerait pour faux ou sulfureux. Mais, en fait, aucun de ces facteurs n'explique réellement pourquoi Delbrück n'a pas eu d'influence sur l'historiographie américaine et anglaise. C'est le facteur chronologique qui se révèle déterminant, dans la mesure où, cinquante ans avant la publication des premiers travaux de Delbrück, l'Angleterre avait déjà son propre philosophe de la guerre.

Cet homme, un historien amateur sorti du collège d'Eton, dirigeait la cour de justice à Ceylan. A l'époque où il publia son œuvre majeure, il était, entre deux postes, titulaire d'une chaire d'histoire à l'université de Londres. Pour être franc, son œuvre n'est pas couramment citée par la plupart des historiens modernes, et on ne peut pas dire non plus qu'ils la mettent souvent au programme des lectures de leurs étudiants, mais tous la connaissent pour l'avoir fréquentée, de près ou de loin. En effet, l'ouvrage de sir Edward Creasy, *Fifteen Decisive Battles of the World*, fut l'une des meilleures ventes de l'ère victorienne, au même titre que *De l'origine des espèces* de Darwin. Trente-huit fois réimprimé durant quarante-trois ans – entre 1851 et 1894 –, ce livre permettait d'échapper à un grave problème de conscience victorien. Au même titre que celui de Darwin, qui avait eu le mérite d'expliquer à la société de l'époque que la compétition sur laquelle elle était fondée trouvait son origine dans l'ordre naturel des choses.

« L'esprit de ce temps, écrivait Creasy dans sa préface, se caractérise par une aversion croissante, au sein des nations civilisées, à l'égard des intentions belliqueuses et de la violence. » Voilà sans conteste un trait victorien ; on apprend au passage, au moyen d'une allusion discrète, que nombre de gens s'intéressent à la question, et l'auteur se hâte d'expliquer que son propos n'est pas de flatter de bas instincts. « Ce serait, dit-il, une preuve de dépravation que de choisir de parler des batailles simplement parce qu'il s'agit de batailles et que des hommes par centaines de milliers s'y sont étripés. » La description du courage ou des vertus du commandement ne justifie pas non plus le propos, nous dit-il, « pour la simple raison que ces qualités peuvent servir le meilleur comme le pire ». Si nous devons étudier les batailles, c'est parce que, « indépendamment de la valeur morale des combattants […], certaines batailles nous ont faits ce que nous sommes […] parce que les intérêts des Etats dépendent parfois de l'affrontement de certains groupes […] et que ces affrontements comportent des conséquences non seulement à l'époque considérée mais sur le destin général de l'homme ».

Creasy ne revendique pas la paternité de ce point de vue mais il semble bien qu'il soit le premier à l'avoir développé systématiquement, et cela d'une manière que l'on peut définir comme l'interprétation très *whig* d'une histoire écrite avec le sang des hommes, son principal propos étant que tout ce qui mérite l'admiration dans le monde victorien – sagesse grecque, fermeté romaine, courage saxon, centralisme normand, foi chrétienne

protestante, liberté anglaise ou démocratie française – a été préservé par des exploits militaires et que les menaces qui pèsent encore sur ce monde-là, notamment l'autocratie russe, auraient pu être balayées si le bien avait toujours triomphé sur tel ou tel champ de bataille.

De quelque point de vue qu'on la considère, cette philosophie de l'histoire n'est pas très sophistiquée. Creasy était un écrivain trop talentueux pour la prendre lui-même au sérieux. Visiblement, son seul but était de composer un livre agréable à lire. Et il y est parvenu. Quelles que soient ses ambitions ou sa réussite à travers cet opus qui a connu un succès durable, il a donné ses lettres de noblesse à une façon de voir qui enrichit le vocabulaire historique. Presque aussitôt après la mort de Creasy, Malleson, historien de la révolte indienne, publie ses *Decisive Battles of India* (1883) ; quatre ans plus tard, l'Américain Thomas Knox publie *Decisive Battles since Waterloo* (la dernière des quinze batailles de Creasy), dont l'objectif déclaré est de « présenter un tableau du XIX^e^ siècle vu à travers ses événements militaires principaux ». Il s'agit là d'une version moins solennelle que celle des travaux de Creasy mais qui emprunte les mêmes chemins, notamment parce que Knox est comme lui persuadé que le XIX^e^ siècle est l'un des sommets de l'histoire humaine. La fin de la Première Guerre mondiale, théâtre de plusieurs de ces batailles que l'on qualifiait de décisives, donne lieu à la publication par le colonel Whitton d'un *Decisive Battles of Modern Times* (1922), suivi en 1929 par *Decisive Wars in History*[8], de Liddell Hart, et en 1939 de *Decisive Battles of the World (from Salamis to Madrid)* dans la version d'avant guerre, le reste ayant été publié en 1945 sous le titre *From Salamis to Leyte Gulf* par J. F. C. Fuller[9]. Après la guerre, la méthode de Creasy fait florès en Amérique, chez les historiens officiels. *Command Decisions* (1960), vente record, fait la synthèse de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Dans le même temps, assez curieusement, les Allemands eux-mêmes succombent à l'attrait de cette méthode. Deux des livres publiés après la défaite, *Les Décisions fatales* (1956) et *Les Batailles décisives de la Seconde Guerre mondiale*, ressortissent au même mode d'analyse. Dans le même temps le mot *Entscheidungsschlacht* (bataille décisive) est préféré à celui de *Hauptschlacht* (grande bataille) pour définir un engagement déterminant, dans le vocabulaire militaire allemand.

Les variations grand public sur ce thème sont nombreuses, il en existe des collections entières. Mais c'est surtout l'intérêt que la méthode suscite

auprès d'historiens militaires sérieux, comme Liddell Hart et Fuller, qui révèle son importance. Et naturellement cela tient, même si Creasy prétendait le contraire, à la liberté morale qui prévaut alors en Occident dans le travail de l'historien. Que celui-ci accepte ou non la morale chrétienne et son influence sur la dynamique des études historiques, il est certain que le dégoût chrétien de la guerre explique la répulsion avec laquelle on approche intellectuellement ce thème. Pour la théologie chrétienne, la guerre est l'œuvre du péché, à moins qu'on ne la mène à l'intérieur d'un code éthique que très peu de chefs militaires se trouvent à même de respecter. En particulier quand il est précisé qu'on doit s'assurer non seulement de poursuivre des buts légitimes, mais qu'il existe au préalable une chance raisonnable de victoire. Il ne faut pas longtemps pour s'apercevoir que la plupart des guerres sont déclarées pour des motifs ayant peu de chose à voir avec la justice, que les résultats obtenus ne sont pas ceux escomptés et se traduisent par de terribles souffrances infligées à des innocents. Les historiens modernes, qu'ils soient d'obédience chrétienne ou sceptiques, comme Gibbon, ont toujours essayé de dépeindre la guerre comme une calamité, une folie, une épidémie, à moins qu'on ne puisse la faire passer pour une croisade. En ce cas les chrétiens la jugent toujours juste. Elle sert aussi à dépeindre la vie et les hauts faits des grands hommes. De grands triomphes nationaux, comme Waterloo, ont toujours leurs chroniqueurs épiques ; mais les historiens sérieux qui doivent eux aussi parler de la guerre sont plus ou moins unanimes à douter de sa nécessité. Les mouvements intellectuels du XIX^e^ siècle mettent volontiers l'accent sur l'aspect discutable du rôle de la guerre et de son éthique. D'une part, l'école de Ranke insiste sur la nécessité d'adopter un point de vue qui aille plus au fond des choses et qui explique les phénomènes historiques sans s'arrêter à des faits superficiels comme le sort d'une bataille. D'autre part, l'école économique, bientôt dominée par la figure de Marx, invoque la dynamique capital-travail pour expliquer la conduite des affaires humaines – ce que font les armées est, dès lors, plus que secondaire. Parallèlement à ces idées, mais non sans rapport avec elles, celle du progrès joue un rôle puissant au XIX^e^ siècle, si important que, même démystifiée, elle est toujours vivante. La foi dans le progrès se promettait de prendre la place de la foi en Dieu. Et le phénomène de la guerre attente, s'il est possible, davantage encore à la première qu'à la seconde. Les chrétiens en effet ont toujours accepté l'idée que l'homme, individuellement ou non, est susceptible de se comporter

avec méchanceté, cruauté, violence. L'idée de progrès est bien plus exigeante quant à la nature humaine. On se demande dès lors comment, dans ces conditions intellectuelles et morales, les universitaires peuvent justifier un discours sur la guerre qui ne la condamne pas devant l'Histoire.

Creasy nous fournit une recette d'analyse : la guerre a un objet, elle a fabriqué le XIX^e^ siècle. En outre, l'étude de la guerre revient à étudier aussi le comportement de l'homme et de son libre arbitre.

> Je sais bien [écrit-il] que… le reproche de « fatalisme » est justement fait à ceux qui, comme les auteurs d'un pays voisin, ne voient dans l'histoire qu'une suite de phénomènes nécessaires, qui se suivent inévitablement les uns les autres. Mais quand, dans le présent ouvrage, je parle de probabilités, je ne parle que de probabilités humaines. L'occurrence des guerres dans le passé ne détermine en rien leur occurrence dans le futur : gardant cela à l'esprit en lisant la dernière de ces batailles décisives (Waterloo), il est plaisant de comparer la date à laquelle elle a eu lieu avec la date de l'écriture de cet ouvrage. Nous ne jouissons plus (et que cela dure le plus longtemps possible) de l'excitation de la gloire militaire, les étendards pris à l'ennemi ne viennent plus orner nos cathédrales, mais ce qui s'offre à nos yeux est un spectacle bien plus réjouissant. Nous voyons les drapeaux de toutes les nations civilisées flotter au-dessus des arènes lors des compétitions sportives qui nous voient nous affronter dans une forme d'art qui veille au bien-être et à la conservation de notre race au lieu de concourir à sa destruction. « La paix a ses victoires ; elles ne sont pas moins nobles que celles de la guerre. » Aucun champ de bataille n'a été le théâtre d'une victoire plus éclatante, que celle que l'Angleterre remporte, sous la conduite de sa noble Reine et de son Prince royal, en enseignant aux peuples de la Terre qu'il faut mettre un terme aux préjugés et aux querelles internationales afin d'aboutir à la promotion générale de l'industrie et du bien-être de l'Humanité.

La délicieuse hypocrisie de la formule de Creasy fournit à tout historien qui travaille sur les batailles les excuses dont il a besoin. Les batailles sont importantes, elles décident du destin des hommes, elles améliorent leur sort. Comment au juste ? Creasy laisse à l'historien le soin d'en décider et, même, il lui donne sa bénédiction. Toute une famille d'historiens modernes s'en sert pour se croire autorisée à multiplier les analyses de batailles du passé, le seul résultat de ces travaux étant de contribuer à rendre le monde encore plus laid. Ils décernent à tour de bras le label de « décisif » à des boucheries sans nom sous prétexte qu'elles ont en effet décidé de quelque chose, même si l'on ne sait trop de quoi. Ils s'enlisent dans les batailles pour le plaisir. Ils évitent de se poser la question de savoir à quoi ressemblait réellement une bataille en s'attachant surtout au résultat : gagnée ou perdue. Face à la puissance de cet argument simpliste, tout autre point de vue – comme l'idée défendue par ce pauvre vieux Delbrück, pour qui la bataille est avant tout un accroc dans le tissu social – n'a que peu de

possibilités d'être porté à la connaissance du grand public. Une minorité d'historiens en ont pourtant eu vent : Michaël Howard, qui a réalisé de véritables tours de force en mélangeant histoire militaire et histoire diplomatique ; dans une autre veine, signalons le travail d'Alistair Horne, sans oublier les rédacteurs américains des « histoires officielles » des conflits. Mais, pour la majorité, ce qui prédomine, c'est l'idée de la bataille « décisive », parce qu'elle est simple, tranchée, et qu'elle rassure auteur et lecteur. De là vient que, aujourd'hui, pratiquement tous les textes sur les batailles se ressemblent.

La tradition du récit

Le fait de savoir ce que veut le public ne nous renseigne guère sur le style narratif si particulier du récit de bataille, qui réduit les soldats à des pions, qui connaît des ruptures de rythme, qui donne dans l'imagerie conventionnelle, qui souligne les incidents et qui met l'accent sur le rôle du chef. Pour analyser cela, il faut aller plus loin que Creasy, choisir d'autres sources. Les historiographes modernes, tout comme les guerriers modernes, apparaissent à la Renaissance. Et sans nul doute les écrits des Anciens, qui ont servi de modèle pour raconter toute l'Histoire à partir de la Renaissance, ont influencé l'histoire militaire de cette époque. On s'est beaucoup interrogé sur le point de savoir à quelle hauteur. Végèce, écrivain romain tardif, a été énormément lu. Michaël Mallet, expert reconnu et auteur d'un magnifique ouvrage consacré aux combattants mercenaires, tempère cependant l'influence des Anciens :

> Le capitaine du XV^{e} siècle apprenait l'art de la guerre en côtoyant un condottiere établi, pas en lisant des livres. Il était sans doute heureux d'apprendre de la bouche d'un des humanistes de son entourage que ses tactiques ressemblaient à celles de César en Gaule, mais il est très peu probable qu'il les ait imitées consciemment. Ce n'est pas l'étude des tactiques de l'armée de la république romaine qui provoqua le regain d'intérêt pour l'infanterie mais les nécessités pratiques de la guerre au XV^{e} siècle.

Pour ce qui nous concerne, ce que lisent ou pas les soldats n'a pas d'intérêt. Car, si les soldats n'ont pas appris à livrer bataille en lisant des livres, les historiens militaires n'ont pas davantage appris à écrire leurs livres en assistant à des batailles. Les batailles sont extrêmement déroutantes ; face au besoin qu'il a de donner du sens à ce qu'il ne comprend pas, même l'esprit le plus brillant, et peut-être surtout le plus

brillant, finira immanquablement par se retourner vers la littérature traitant du même sujet pour guider son écriture. Et vers qui peut-il se tourner ? Nous venons de mentionner César.

Les *Commentaires* de César sont très célèbres au XV^e^ siècle en Italie. Les traductions dans d'autres langues européennes se multiplient au XVI^e^ siècle (français en 1488, allemand en 1507, anglais en 1530). Un spécialiste nous dirait sans aucun doute par quel cheminement les méthodes et idées de César ont ensuite été diffusées dans l'historiographie européenne en général. Pourtant, à ma connaissance, cela n'a pas été fait dans le domaine de l'historiographie militaire. A partir du XVII^e^ siècle, les pratiques militaires romaines, le maintien au poste, la discipline, l'uniforme et les idées des Romains sur le commandement, le courage, l'obéissance, l'abnégation, l'esprit de corps forgent le soldat européen. A la fin du XVIII^e^ siècle, le néoclassicisme fait resurgir les symboles romains : les Français sur qui les fusiliers tombent à Albuera ne marchent-ils pas derrière des aigles qui n'ont rien à envier à celles des légions romaines ? Les *Greys* et les *Royals* qui chargent à Balaklava portent sur leurs uniformes des miniatures d'aigles rappelant celles que leurs ancêtres des mêmes régiments avaient prises à Waterloo (sujet de fierté entre tous !). Les hommes de la garde prussienne qui meurent devant Saint-Privat arborent un casque qui reprend la forme de celui des légionnaires romains. Aujourd'hui, nous en savons assez sur les lectures des officiers supérieurs pour dire que les auteurs romains, à commencer par César, les ont influencés. Le jeune Napoléon encore écolier nous révèle dans l'un de ses cahiers qu'il a lu César ; Schlieffen, figure emblématique de l'officier d'état-major prussien, était affligé d'une obsession, celle de la défaite romaine de Cannes, ce qui contribua à précipiter la Première Guerre mondiale.

Puisque les Romains, et César au premier chef, ont influencé les armées d'après la Renaissance, nul besoin de démontrer pourquoi cette influence s'est traduite aussi dans la manière d'écrire l'histoire militaire. Toutes les caractéristiques du récit de bataille tel que nous le connaissons figurent déjà dans le récit que fait César de ses propres victoires. Prenons par exemple sa description de la défaite qu'il inflige aux Nerviens (sur la Meuse, en Belgique) :

> César avança, après avoir encouragé la X^e^ légion, sur sa droite, où il voyait ses hommes trop serrés pour pouvoir combattre aisément. Les enseignes de la XII^e^ légion

> avaient été réunies au même endroit. Tous les centurions de la 4e cohorte avaient été tués, les porte-enseignes aussi, et les enseignes dérobées par l'ennemi. Dans les autres cohortes, presque tous les centurions avaient été tués ou blessés, et le centurion primipile, Sextius Baculus, homme très courageux, était couvert de si nombreuses et si profondes blessures, qu'il ne pouvait plus se soutenir. Le reste était découragé ; des soldats des derniers rangs, se voyant sans chefs, quittaient le champ de bataille et se mettaient à l'abri des traits ; l'ennemi ne cessait d'arriver du bas de la colline, de presser le centre et de tourner les deux flancs ; nos affaires enfin étaient dans le plus mauvais état, et tout secours manquait pour les rétablir. César arrache alors à un soldat de l'arrière-garde son bouclier (car il n'avait pas le sien), et s'avance à la première ligne ; il appelle les centurions par leurs noms, exhorte les autres soldats, fait porter en avant les enseignes et desserrer les rangs, pour qu'on puisse plus facilement se servir de l'épée. Son arrivée rend l'espoir aux soldats et relève leur courage. Chacun veut, sous les yeux du général, faire preuve de zèle dans cette extrémité, et l'on parvient à ralentir l'impétuosité de l'ennemi.

Il y a tout, dans ce passage. *Le mouvement* : les légionnaires se marchent dessus, certains fuient ; César survient, fait monter les étendards en première ligne. L'attaque ennemie perd alors de sa force. *L'unité de comportement* : les ennemis attaquent tous, les légionnaires soit résistent faiblement, soit prennent la tangente jusqu'à l'arrivée de César qui leur rend l'ardeur au combat. *Les caractères simplifiés* : deux soldats seulement sont mentionnés par leur nom, un seul jouant un rôle important, l'auteur. *Les motivations simplifiées* : les subordonnés ont perdu leur volonté de combattre jusqu'à ce que le chef les y ramène à coups d'ordres simples et d'exhortations.

Nous savons que César poursuivait un but politique soigneusement calculé en écrivant ses *Commentaires sur la guerre des Gaules*. Et les lecteurs avisés, qu'ils aient pu le vérifier ou non, ont probablement soupçonné que l'auteur avait tendance à majorer l'importance de ses hauts faits. Or, curieusement, les historiens militaires n'ont jamais sérieusement mis en doute la réalité de ses descriptions de batailles de style « reportage ». Ils prennent souvent encore pour argent comptant sa peinture des comportements de légionnaires au combat, quelle que soit l'information disponible sur les batailles d'aujourd'hui. Certains sont excusables. Les humanistes de la Renaissance, qui avancent à tâtons à travers les règles de la critique historiographique, peu familiers de surcroît des armées du type des légions romaines, peuvent avoir été abusés par la description que fait César de ses troupes marchant au doigt et à l'œil et si promptes à se mouvoir au point de la reprendre dans leurs propres récits de batailles. Mais, par la suite, les historiens, habitués à d'autres règles de travail, dans des pays dotés de forces armées vivant en garnisons disciplinées, soldées,

auraient dû être plus perspicaces. Ne serait-ce que parce que l'Antiquité a fondé une tradition historiographique autrement plus subtile, soucieuse du comportement humain dans la bataille, que la romaine : ainsi l'histoire grecque, dominée par Hérodote au début du v^{e} siècle avant J.-C. et Thucydide à la fin du même siècle. Il y a deux siècles à peine que les historiens européens ont su retrouver un tel niveau scientifique et artistique.

Voici par exemple un extrait du récit par Thucydide de la bataille de Mantinée, en 418 avant J.-C., entre les Lacédémoniens et les Argiens, appuyés les uns et les autres par leurs alliés :

> L'armée lacédémonienne paraissait la plus nombreuse ; de combien de soldats étaient composées ces deux formations je ne saurais le dire précisément… et les hommes sont si enclins à augmenter le chiffre de leurs forces qu'on ne peut pas se fier aux estimations du nombre d'opposants. On peut toutefois procéder aux calculs suivants [suit en effet une série de calculs]. Les armées se trouvant à présent à la veille du combat, chaque contingent eut droit à son mot d'encouragement de la part de son commandant. Les Mantinéens s'entendirent rappeler qu'ils allaient se battre pour leur pays et pour éviter de sombrer de nouveau dans l'esclavage… les Argiens, pour punir un voisin et ennemi de milliers de crimes… les Lacédémoniens, pendant ce temps-là, exhortaient chacun de leurs braves à se souvenir de ce qu'il avait appris, conscients qu'un long apprentissage valait mieux qu'aucune brève exhortation verbale.
>
> Après avoir engagé la bataille, les Argiens et leurs alliés avancèrent avec fureur et précipitation, les Lacédémoniens lentement, au son de la flûte – tradition inébranlable dans leur armée, qui les oblige à progresser lentement au pas, sans rompre les rangs comme savent le faire les grandes armées au moment de l'engagement.
>
> Juste avant le contact avec l'ennemi, le roi Agis [des Lacédémoniens] analysa la manœuvre ainsi : toutes les armées au moment de passer à l'action font porter leur effort sur leur aile droite, et par conséquent débordent l'ennemi sur sa gauche ; la peur en effet oblige chaque homme à dérober son côté non protégé aux coups de l'adversaire en se portant à droite du côté du bouclier de son voisin, ainsi, plus les boucliers sont rapprochés, plus il lui semble être protégé. Le soldat qui est responsable de cela est le premier de l'aile droite, qui essaie de dérober à l'ennemi son côté non protégé ; et tous les autres suivent. [Les deux armées essaient de se déborder l'une l'autre par la gauche, de sorte qu'Agis, supérieur en nombre, ordonne de déployer à gauche. Mais il y a désobéissance. Les deux responsables sont Hipponoidas et Aristoclès, qui par la suite seront « bannis de Sparte pour avoir été reconnus coupables de lâcheté » ; Agis, aux prises avec cette insubordination, doit faire face à une soudaine attaque argienne.] Alors les Lacédémoniens, débordés sur le plan technique, se montrèrent supérieurs sur le plan du courage. Aussitôt qu'ils arrivèrent au corps à corps avec l'ennemi… [ils se donnèrent les moyens de la victoire].

Le récit de l'action qui suit est assez compliqué, rempli de noms d'alliés mineurs des deux côtés. Mais à tous égards le style de récit de Thucydide est supérieur à celui de César. Les soldats de César agissent en automates, ceux de Thucydide sont des êtres humains. Dans le cas de César, leur action dépend de sa présence, ceux de Thucydide sont déterminés par une volonté

personnelle (l'homme de l'extrémité droite) ou par leur lâcheté (Hipponoidas et Aristoclès). Quand César nous présente la position des étendards comme un élément extérieur qui influence leur comportement, Thucydide, lui, fait mention de l'influence de la musique, mais aussi du patriotisme, de la xénophobie, de la fierté militaire. On voit que les portraits de César ne sont que du carton-pâte (si Sextius Baculus n'était pas un soldat courageux, on se demande comment il serait devenu centurion primipile[10]), alors que du côté de Thucydide nous avons affaire à des individus, avec leur volonté propre, avec leurs douleurs (le bannissement de Sparte). Là où, chez César, l'intervention du chef remet les choses en ordre, chez Thucydide l'intervention du roi Agis les fait empirer lorsqu'il change de plan. L'impression générale dégagée par les deux récits diffère sensiblement : César ne nous dit rien de son armée, sauf qu'elle lui obéit. La chose la plus intéressante à ses yeux, au moins implicitement, c'est qu'il est le chef. L'armée de Thucydide, en revanche, est intéressante en elle-même comme institution, elle dégage des comportements non stéréotypés, qui sont le produit de volontés et de caractères singuliers à tous les niveaux. Bref, là où César écrit une histoire particulière, Thucydide écrit l'Histoire tout court, exercice à tous égards plus utile, difficile et riche d'enseignements.

L'objection généralement faite à cette dépréciation des talents historiques de César consiste à dire qu'il était avant tout un soldat dont la tendance à simplifier les situations et les motivations était due au fait qu'il avait été directement confronté aux difficultés concrètes de la guerre. Elle ne tient pas, car Thucydide lui aussi était un soldat accompli et son histoire de la guerre du Péloponnèse s'appuyait sur sa propre expérience et sur les témoignages d'autres soldats.

L'objection qui consiste à dire que César décrit une armée bien différente de celles des villes grecques a plus de poids. Les armées de ces dernières étaient composées d'hommes libres, alors que la sienne était vraiment une armée de métier, recrutée par volontariat et entraînée à la férule ; si ses hommes se comportent en automates, c'est pour y avoir été préparés. Cette objection est donc valide, mais elle n'est pas non plus un argument massue. Maurice de Nassau et Gustave-Adolphe de Suède pouvaient imaginer qu'en disposant d'assez d'argent et de temps, ils seraient à même de mettre sur pied des armées proches de celles que César avait créées. Si tel était le cas, ils poursuivaient sans doute une chimère.

D'ailleurs, aucune des institutions militaires que nous avons analysées de façon objective ne répond à la description monumentale, marmoréenne, presque monolithique qui caractérise le portrait des légions romaines par les écrivains classiques. Il pourrait bien s'agir d'une convention du même genre que celle qui veut que les prêtres soient des saints hommes, les temples, des lieux chargés de spiritualité et les vieillards, des gens pleins de sagesse.

La différence entre les historiographies romaine et grecque, d'après le professeur Michael Grant, est que la première « est née avec l'Etat et le politique », tandis que la seconde « résulte de la géographie et du comportement humain ». Il est normal que l'influence des historiens grecs sur l'historiographie européenne soit devenue perceptible au moment précis où un intérêt pour la géographie et le comportement humain se fit jour en Europe avec le romantisme.

Charles Ardant du Picq[11], au milieu du XIX^e^ siècle, se penche sur les batailles de l'histoire d'une façon originale, c'est-à-dire sous l'angle du comportement humain. Ardant du Picq est officier d'infanterie dans l'armée française, ancien combattant d'Algérie et de Crimée ; il est tué en août 1870 devant Metz. Sa carrière militaire à proprement parler n'est pas particulièrement brillante et une partie de ce qu'il nous dit sur la guerre paraît aujourd'hui discutable, à la lumière d'un siècle de combats. Il croit par exemple à la nécessité de former une caste d'officiers. Cependant, quand il recherche la vérité sur une bataille, sa méthode historique en la matière est unique : il fait passer parmi ses camarades officiers un questionnaire qui leur demande des réponses précises sur ce qui s'est passé au contact direct de l'ennemi. Le questionnaire est souvent mal reçu, beaucoup refusant de se prêter à cet exercice ennuyeux. Mais les questions sont intelligentes et originales et quand Ardant du Picq (nullement découragé par l'attitude des siens) met les faits à l'épreuve de sa méthode, celle-ci fournit des réponses passionnantes. Les Anciens, en particulier Polybe, un héritier de Thucydide, le fascinent particulièrement parce que leur franchise est selon lui supérieure à celle des Modernes dès qu'il s'agit d'analyser la cause et les circonstances des désastres guerriers. Les conclusions auxquelles il parvient ne sont pas entièrement originales. En effet, le maréchal de Saxe et Guibert l'ont précédé d'un siècle en affirmant que ce n'est pas le « choc » qui oblige les hommes à fuir.

Ardant du Picq ne croit pas au « choc », c'est-à-dire à la confrontation de deux masses d'hommes armés jetées l'une contre l'autre. Il a une bonne raison de ne pas y croire – et une mauvaise. La bonne, c'était la démonstration qu'il a pu faire, en s'appuyant sur des informations, que des troupes entières de soldats ne se rencontrent pas ainsi. Soit parce que l'une cède au dernier moment, soit parce que les assaillants perdent de leur superbe en route et arrivent sur l'objectif beaucoup moins nombreux que leurs adversaires. Dans les deux cas le camp qui rompt ne le fait pas à cause du choc physique mais parce que ses nerfs ont lâché. L'autre raison, la moins bonne, repose sur une argumentation plus complexe : des unités de soldats « civilisés », nous dit-il, écrasent toujours des « barbares » désordonnés. Or, au corps à corps, les barbares sont réputés plus farouches que les civilisés. Aucun choc n'a donc pu avoir lieu entre des barbares et des soldats civilisés, car s'il avait eu lieu, les premiers l'auraient nécessairement emporté, en conclut-il.

Cet argument est moins plausible, parce que les barbares sont moins inaptes au combat de masse que les civilisés au combat rapproché. Mais notre auteur poursuit sa démonstration contre la théorie du choc en mettant l'accent sur un élément plus intéressant de la nature réelle d'une bataille : les soldats qui fuient meurent davantage que les autres, pour cette raison que, en tournant le dos à l'ennemi, ils ne peuvent plus se défendre. Dans la façon dont le soldat civilisé envisage ce danger de la fuite, dans la discipline, qui le tient fermement, réside toute sa vertu, nous dit-il. Et quand il nous parle de discipline il ne brasse pas des abstractions mais fait référence à une organisation qui repose sur des sanctions infligées par les officiers. En somme, ce qu'il nous dit, c'est que les hommes combattent par peur : peur d'une punition s'ils refusent d'aller au combat, crainte de combattre médiocrement, ce qui les expose à être touchés.

Les idées d'Ardant du Picq sont, après sa mort, exagérément et improprement incluses dans la doctrine de l'armée française ; mais c'est en Amérique que leur destin est le plus vivace. La façon qu'il a de mettre en lumière l'importance de la peur sur le champ de bataille y est perçue comme un trait de franchise, un souci de coller à la vérité. La peur, tout le monde peut la comprendre et des milliers de soldats américains l'ont ressentie sur les champs de bataille de la guerre de Sécession. Lorsque la Première Guerre mondiale survient, la guerre de Sécession a déjà produit son comptant de Mémoires de soldats, où le point de vue adopté devant la

bataille est celui de l'homme de base, et non du général. Nombre de ces auteurs ne dissimulent pas la peur qu'ils ont éprouvée. Lors de l'entrée de l'Amérique dans la Seconde Guerre mondiale, l'armée américaine décide de consacrer un travail de documentation à son effort de guerre (chose négligée lors de la Première Guerre). Un groupe d'historiens, militaires et civils, décide dès le début de choisir sa méthode de récit et se prononce contre la grande stratégie et les problèmes logistiques, en faveur d'une approche à la Ardant du Picq. Comme il s'agit tout de même d'Américains, avec tout ce que cela suppose à l'époque de patriotisme, de populisme, de confiance en soi, d'optimisme triomphant, ils partent du présupposé selon lequel le moral des armées détermine leur succès ou leur échec, et que l'esprit américain suffit à assurer la victoire. Leur propos consiste surtout à expliquer comment le soldat américain arrive à surmonter sa peur pour accomplir son devoir.

Les conclusions auxquelles parviennent ces équipes d'historiens américains résultent de dizaines de milliers d'entretiens avec des individus sortant des combats, lesquels constituent le matériau de base d'une étude publiée sous forme condensée par l'historien majeur du théâtre d'opérations européen, le général S. L. A. Marshall. Voilà, en un sens, un Ardant du Picq américain. Tout en ayant emprunté à celui-ci son idée de base – le champ de bataille est un lieu de terreur –, il aboutit à des conclusions différentes quant à la façon dont le soldat doit surmonter le problème. Comme Ardant du Picq, Marshall pense que l'armée est un corps social obéissant à ses propres règles et que la discipline formelle que le commandement lui impose ne sert pas à grand-chose pour décider les hommes à combattre. Certes, Ardant du Picq écrit une phrase que n'aurait pas reniée Marshall – « Les soldats doivent créer une complicité qui permet le développement d'un esprit de corps » –, mais la suppression de la peur lui paraît relever du rôle de l'officier. Marshall, ce qui est typiquement américain, croit que ce devoir incombe à chacun. « Où que l'on suive les forces sur le champ de bataille, écrit-il dans son chef-d'œuvre *Men Against Fire*, on se rend compte que la peur est omniprésente mais que les hommes sont généralement soucieux d'éviter que leurs actes ne soient interprétés par leurs camarades comme un signe de lâcheté. La plupart d'entre eux ne souhaitent pas prendre de risques extraordinaires et n'ont aucune aspiration à l'héroïsme, mais ils ne souhaitent pas non plus se voir attribuer moins de valeur que leurs camarades. » Ainsi, à en croire Marshall, il est vital que l'armée favorise

une solidarité maximale entre soldats, la création de groupes d'amis centrés si possible autour d'une personnalité perçue comme celle d'un bon combattant. Dès lors, en raison de cette complicité de fait, les hommes ne craquent pas, ils ne cherchent pas à fuir. « Quand un soldat est connu de ceux qui l'entourent, il n'a aucune envie de perdre la chose qui lui est parfois plus précieuse que la vie : sa réputation parmi ses semblables. »

Verdict ou vérité ?

La méthode Marshall ne consiste pas seulement à déceler le côté déterminant de la peur chez le soldat. Ses travaux sur des fantassins qui rentraient à peine du front contre les Japonais dans le Pacifique et contre les Allemands en Normandie lui permettent de faire une curieuse découverte : même dans les unités réputées très motivées, même sous le feu, le nombre de soldats qui font usage de leurs armes contre l'ennemi ne dépasse pas un quart des effectifs. « L'armée ne peut pas défaire l'homme occidental », écrit-il dans son livre. Et il poursuit :

> Voilà qui nous rappelle que le soldat occidental vient d'une civilisation où l'agression et le fait de tuer sont interdits et inacceptables. Les enseignements et l'idéal de cette civilisation sont opposés au meurtre, au fait d'écraser l'adversaire. Cette peur de l'agression a été intégrée si profondément, elle vient de si loin – presque tétée au sein maternel – qu'elle fait partie chez nous du noyau émotionnel de la personnalité. C'est le principal handicap que le soldat doit surmonter en arrivant au combat. Il pèse sur le doigt qui presse la queue de détente de son arme sans qu'il ait pleinement conscience de l'existence de ce frein.

Que tous les hommes aient peur au combat, que leur culture et leurs valeurs déterminent leurs actes, voilà ce qui sous-tend les récits de guerre de Marshall et leur donne un ton si original. On peut l'appeler le ton américain dans la mesure où les historiens militaires de ce pays, spécialement ceux qui ont étudié avec des historiens de l'armée, en ont été marqués. Il est aussi typiquement américain parce qu'il se préoccupe davantage du soldat que du général, davantage de la majorité des hommes que des décisions d'une poignée de gradés, ce qui est tout à fait dans l'esprit de la vie américaine et de l'école historique de ce pays.

Mais l'utilité de la méthode Marshall et son applicabilité ne sont pas sans limites. Le but de ses écrits n'est pas seulement la description et l'analyse, si excellentes soient-elles, mais aussi de persuader l'armée américaine que sa façon de combattre n'est pas la bonne. Il veut prouver

que la victoire dans une bataille dépend de l'excellence des structures de l'armée ; il milite pour une structuration par petits « groupes de feu » centrés sur la personnalité d'un « combattant instinctif ». Ses arguments sont plutôt convaincants et, pour un historien, il connaît la satisfaction inhabituelle de voir ses idées non seulement acceptées de son vivant, mais mises en pratique. Pour toutes ces raisons, l'historien formé à ne pas simplifier la complexité des choses humaines, mais à en rendre compte doit être circonspect. Une dose de Marshall est donc utile pour corriger le tir, mais ne constitue en rien un *vade-mecum* des défauts de l'histoire militaire.

Tout comme elle ne constituerait pas un *vade-mecum* de l'approche de ces historiens forcenés de la « bataille décisive », ni de ceux qui mettent avant tout l'accent sur les actions des généraux – la narration « stratégocentriste », s'il faut lui donner un nom – dont César est le représentant. Lorsque l'on étudie et évoque des batailles, comme lorsque l'on traite de tout autre sujet, on aboutit forcément à une forme de jugement et il serait assez pervers d'ignorer ou même de minimiser l'influence des classes dirigeantes sur les événements. La question est davantage celle de savoir *comment* juger ces personnages et quelle place leur donner dans le récit et dans ses conclusions. Il ne peut ici y avoir de règle gravée dans le marbre. Mais on peut émettre des hypothèses et se lancer dans quelques analogies. La plus utile, de mon point de vue, consiste à comparer les systèmes judiciaires anglais et français. En Angleterre (comme en Amérique), la mission d'une cour de justice, dans les affaires criminelles, mission confiée à un jury, consiste à délivrer un verdict – « coupable » ou « non coupable » – en se fondant sur les preuves présentées tour à tour par les avocats de l'accusation et ceux de la défense. Les procès sont des conflits et les verdicts des jugements ; un des deux camps « perd » et l'autre « gagne ». En France, comme dans d'autres pays disposant d'un système inspiré de la loi romaine, l'objectif de la cour est d'établir la vérité, pour autant qu'elle puisse l'être, et une bonne partie de la procédure repose moins sur le jury que sur le *juge d'instruction*. Ce magistrat, inconnu dans le système judiciaire anglo-saxon, dispose de pouvoirs étendus pour interroger le suspect, sa famille, ses associés, enquêter sur les circonstances et le lieu du crime – sur lequel le suspect peut être présenté pour participer à des reconstitutions. Ce n'est que lorsque le juge d'instruction est convaincu qu'un crime a bien été commis et que le suspect en est responsable que l'affaire peut être portée devant les tribunaux.

Le caractère de ces deux approches est généralement défini comme « accusatoire » (en Angleterre) et « inquisitoire » (en France). Il est bien possible que l'élément accusatoire de l'approche anglaise ait eu un effet – souvenons-nous que Creasy était avocat – sur la forme qu'ont pu prendre les historiographies anglaise et américaine. Car la plupart des historiens militaires britanniques tendent, comme nous l'avons vu, à présenter quelque chose ou quelqu'un – un général ou une armée – à la barre, l'accuser d'un crime – défaite s'il s'agit d'un ami, victoire s'il s'agit d'un ennemi – et produisent les preuves établissant sa responsabilité. De fait, avec cette approche accusatoire, l'historien ne peut pas faire grand-chose d'autre. L'approche inquisitoire offre – ou, pour être plus précis, « pourrait offrir », car cette possibilité est, il faut le dire, rarement saisie – quant à elle bien plus de liberté de manœuvre.

Elle pourrait, par exemple, permettre à l'historien de discuter des batailles sans les envisager nécessairement comme des affrontements en vue d'une décision, mais comme des événements sans valeur intrinsèque – c'est en effet ainsi que la plupart des participants des batailles les vivent, en spectateurs. En se fondant sur leurs témoignages, aussi impartiaux que possible, on pourrait sans doute déterminer plus clairement la signification d'une bataille. L'approche inquisitoire permettrait également de libérer l'historien en lui donnant la possibilité de discuter, par exemple pour déterminer si une bataille définie comme telle a bien eu lieu. On a par exemple dit que les Allemands qui participèrent à la « bataille de la Marne » n'avaient pas le sentiment de la livrer au moment où elle se déroulait. Telford Taylor a également démontré que si, pour Churchill, la « bataille d'Angleterre » avait débuté au mois de juin 1940, aux yeux d'Hitler, elle n'avait pas même commencé. Pour continuer dans cette veine judiciaire, l'approche inquisitoire pourrait permettre à l'historien militaire de mener un véritable travail de détective, en suivant le chemin emprunté par les ordres, de leur émetteur à leur destinataire, comparant le moment de leur arrivée et de leur départ à la chronologie des événements sur le champ de bataille afin de déterminer l'exacte influence des généraux sur la conduite des opérations et l'issue de la bataille. Voilà un exercice auquel la plupart des historiens de la guerre navale sont rompus et qui a été également appliqué à l'étude de la bataille des Ardennes, régulièrement étudiée sous forme de *wargame* au sein des écoles d'état-major de l'armée américaine[12]. Mais rares sont les historiens militaires à oser envisager, sauf de manière

caricaturale, que les généraux puissent ne jouer *aucun* rôle dans l'issue des batailles.

Cette approche inquisitoire offre donc bien plus de liberté, mais n'est pas sans présenter des contraintes écrasantes. Elle offre en effet la possibilité de considérer, par exemple, les effets sur le long terme qu'une bataille, comme tout événement soudain et violent, peut exercer sur les attitudes nationales et culturelles. Tout comme le tremblement de terre de Lisbonne est réputé avoir provoqué un regain de religiosité en Europe au XVIII^e^ siècle, on affirme que le désastre de Stalingrad est un des mythes fondateurs de l'Allemagne démocratique. Est-ce bien sûr ? La répression sanglante de la Commune de Paris, en 1871, a sans nul doute laissé, dans la psyché des masses laborieuses en France, des traces qui se font encore sentir aujourd'hui. Mais quels ont été les effets sur la psyché française de la défaite de 1940 ? L'étendue même de cette question ne devrait pas décourager l'historien de tenter d'y répondre. Certains s'y sont essayés. Alistair Horne a tenté de démontrer que l'expérience de Verdun, en 1916, a poussé les Français, après la construction de la ligne Maginot, à bâtir le réduit de Diên Biên Phu, dont la chute provoqua l'effondrement de leur empire colonial. Mais un tel sujet nécessite, pour être vraiment examiné, d'un peu plus d'espace que celui dont dispose Horne à la fin de son livre consacré à la bataille de Verdun : il faudrait à la fois se plonger dans les archives, mais aussi voyager dans la création artistique de toute une nation, de *La Mort dans l'âme* de Sartre au script de *Jeux interdits* en passant par la bande-son du *Chagrin et la Pitié*.

Le traitement de la bataille dans les œuvres de fiction est un sujet qui n'intéresse guère les critiques littéraires mais auquel l'historien militaire, avec les outils d'analyse des faits et des probabilités dont il dispose, pourrait s'atteler avec profit. Il pourrait également s'exercer à raconter les batailles en les reliant plus fortement à leur contexte social. Quelle était la violence de la société et, plus précisément, de la classe dans laquelle était recrutée la « racaille » qui formait le gros des troupes de Wellington en Espagne ? L'esprit de sacrifice était-il si prégnant en Europe en 1914 qu'il puisse expliquer comment de très nombreux généraux ont pu perdre un fils ou un gendre dans les batailles dont ils assuraient la direction sans paraître flancher ? Comment, de manière très précise plutôt que générale, les pertes humaines – qui sont l'effet premier des batailles – ont-elles été ressenties au sein de telle ou telle localité qui en subissait soudainement un grand nombre

– comme, en France, dans le Nord et le Pas-de-Calais après la bataille de Morhange en 1914 ou à Belfast après la bataille de la Somme en 1916 – et quels en ont été les effets démographiques ? De manière plus positive, quelle était la valeur des liens forgés au cours d'une bataille particulière entre les hommes qui y avaient survécu ensemble et ces liens persistèrent-ils après la guerre ? Avoir fait partie du soulèvement de Pâques 1916 était un passeport obligatoire pour participer à la vie politique de l'Irlande indépendante, tout comme, dans une moindre mesure, le fait d'avoir servi au sein de la 2e DB constituait en France une sorte de brevet de gaullisme dans la France d'après-guerre. Il a existé aussi, bien qu'il n'ait jamais été véritablement exprimé, une sorte de lien, de convergence d'intérêts entre tous ceux qui avaient participé à la dernière guerre mondiale, lequel, de longues années durant, empêcha toute personne n'ayant pas « servi la Couronne » durant le conflit de prendre la tête du parti conservateur en Angleterre. Quelle était la nature de ce lien ? La compréhension de sa nature et de ses ressorts pourrait être utilisée avec profit par les historiens.

Voilà quelques-unes des directions que, selon moi, pourrait prendre l'étude des batailles. Bon nombre de ces approches me tentent, mais j'ai conscience que leurs dimensions et mes lacunes m'empêchent de les approfondir. Le but que je souhaite atteindre ici est plus modeste, mais malgré tout, je le crois, d'une grande importance : m'attaquer au concept même de la « narration de bataille » et voir jusqu'à quel point il est possible de la faire sortir des stéréotypes qui depuis trop longtemps la caractérisent. Je n'entends pas étudier les généraux ni l'art du commandement, sauf pour examiner de quelle manière la présence physique d'un officier peut avoir influencé la volonté de combattre de ses subordonnés. Je n'entends nullement évoquer les questions de logistique, de stratégie et très peu de tactique au sens formel. Et je n'entends pas non plus livrer un récit du point de vue des deux camps ; ce qui se déroule dans l'un des deux suffit, à mon sens, à faire ressortir les faits les plus marquants. J'entends par contre évoquer les blessures et la manière dont elles sont soignées, la mécanique de la capture de prisonniers, la nature du commandement à son niveau le plus bas possible, le rôle de la coercition pour maintenir les combattants à leur poste, l'incidence des accidents comme cause de décès au combat et, par-dessus tout, les dimensions du danger que présentent les différentes armes utilisées par les soldats sur le champ de bataille. On peut grossièrement, mais à mon sens de manière très valide, distinguer trois

grandes catégories d'armes : celles de corps à corps (l'épée, la lance…), celles de distance à action simple (l'arc, le fusil…) et les armes de distance à répétition (mitrailleuses, canons à tir rapide…). Pour illustrer mon propos, j'ai choisi trois batailles – Azincourt, Waterloo, la Somme –, guidé par la disponibilité des sources, le souhait de montrer les effets de ces trois types d'armes et d'examiner *comment* et *pourquoi* les hommes ayant été confrontés à celles-ci ont dompté leurs peurs, pansé leurs blessures ou trouvé la mort. Il s'agit donc d'une petite incision dans l'immensité de l'anatomie de la bataille.

2
Azincourt, 25 octobre 1415

Azincourt représente l'un des épisodes épiques les plus vivants et les mieux décrits de l'histoire anglaise, l'un de ceux que tout Britannique éprouve le plus de satisfaction à étudier. C'est la victoire du pot de terre contre le pot de fer, celle du soldat de base contre le chevalier monté, de la détermination sur la superbe, d'une troupe de soldats acculés loin de chez eux sur des seigneurs trop confiants. Visuellement le tableau rappelle les peintres préraphaélites, ou une bataille tirée de la galerie Médicis, une composition où s'affrontent l'horizontal et le vertical, un contraste entre les verts et les rouges les plus profonds, les bleu acier, les gris écaille. Il s'agit d'une image d'Epinal de la guerre, d'une sorte de son et lumière. On imagine presque Laurence Olivier en armure. Bref, voilà une leçon que même l'écolier anglais le moins passionné d'histoire peut retenir ; sans parler de la vertu de cette démonstration clé en main de la supériorité morale de l'Angleterre. Cet épisode en est devenu un point de passage obligé dès que l'on veut réveiller l'ardeur nationaliste. Accessoirement, Azincourt a aussi été une monstrueuse boucherie et un débordement d'atrocités.

La campagne

Pour l'historien militaire, les événements de la campagne d'Azincourt sont faciles à retracer. La documentation est étonnamment abondante, on peut dresser la chronologie de l'engagement avec précision et il n'existe nulle controverse non plus à propos des lieux, la topographie n'ayant guère changé en cinq siècles. Quant aux forces en présence, c'est l'un des rares cas pour lesquels on possède des chiffres à peu près sûrs.

A la fin de l'été 1415, Henri V, âgé de vingt-sept ans et roi d'Angleterre depuis deux ans, s'embarque pour conquérir la France. Il souhaite revendiquer ses droits sur les territoires que pendant près d'un siècle son pays a conquis et perdus au fil de ce qu'on appelle la guerre de Cent Ans. Certes, l'Angleterre a conservé certaines de ses conquêtes en France : Calais et son arrière-pays, Bordeaux et une large enclave qui se prolonge au sud le long de la côte (zone qui englobe aujourd'hui tout ou partie des départements des Landes, des Basses-Pyrénées, de la Gironde, de la Dordogne, de la Charente et de la Charente-Maritime). Mais les possessions datant de 1360 (traité de Brétigny après la conquête d'Edouard III) s'étendaient jusqu'au Poitou et à l'Aquitaine – soit les régions situées au nord et à l'est de Bordeaux et qui constituaient alors presque un tiers du territoire de la France. Ce sont ces dernières qu'Henri V prétend reconquérir, encore qu'elles ne soient pas les seules, comme on le verra, puisqu'il s'intéresse aussi au duché de Normandie, perdu par le roi Jean en 1204.

La stratégie militaire choisie est le seul point pour lequel nous sommes réduits aux conjectures. Les contrats passés avec les commandants des contingents principaux qui devaient soutenir le roi font mention de deux opérations, l'une au nord, l'autre au sud de la France, mais il semble difficile de croire qu'Henri ait voulu dès le début pénétrer profondément dans le pays. Au cours des trente dernières années du siècle précédent, plusieurs armées anglaises s'étaient épuisées dans des opérations semblables. Quant aux Français, ils en avaient profité pour nettoyer le réseau des villes et des châteaux sur lesquels les Anglais pouvaient s'appuyer. Les plans qu'Henri semble caresser sont à l'opposé de ceux de Jean de Gaunt et du Prince Noir. Pour lui, il s'agit de s'assurer une base solide avant de s'embarquer dans une campagne de mouvement, et cette base doit se trouver au terme de la route maritime la plus courte. Le choix du lieu de débarquement est donc limité aux côtes de Normandie, de Picardie, de l'Artois ou des Flandres. Ce sont à peu près les mêmes considérations qui guideront les Anglo-Américains dans leur choix de la Normandie pour le jour J du débarquement quelques siècles plus tard. Henri choisit la baie de la Seine, et précisément le port d'Harfleur.

L'armée embarque à Portsmouth durant la deuxième semaine d'août et prend la mer le 11 août. Les forces se sont rassemblées depuis le mois d'avril, pendant qu'Henri menait avec Charles VI des négociations

destinées tout exprès à ne pas aboutir. L'armée est forte de dix mille hommes, si l'on exclut le personnel d'intendance : huit mille archers à pied et deux mille cavaliers. Une grande partie de la place disponible dans les mille cinq cents embarcations est occupée par le matériel et par les chevaux de l'expédition ; au moins un par cavalier, sans parler de ceux qui transportent les bagages et qui tirent les chariots. La traversée de la Manche prend un peu plus de deux jours. Au matin du 14 août, l'armée commence son débarquement sans coup férir sur une plage située à un peu plus de cinq kilomètres d'Harfleur. Il faut trois jours pour dresser le camp et, le 18 août, on commence à investir la ville. La garnison locale n'est pas très importante mais ses défenses naturelles et artificielles sont fortes : la Seine, la rivière Lézarde et toute une ceinture de marécages la protègent au sud, au nord et à l'est. Une tentative pour percer un tunnel sous les douves, à l'ouest, ayant été repoussée par les Français, on doit passer au bombardement de cette partie des murs à l'aide de trois canons. La chose dure près d'un mois et est marquée par plusieurs épisodes, dont l'effondrement d'une porte, des tentatives de sortie des assiégés, et l'absence remarquée d'une armée de secours française, après quoi la garnison se rend. La ville ouvre ses portes à Henri le dimanche 22 septembre 1415.

Celui-ci jouit à présent d'une base dans le pays, mais n'a ni assez de temps ni assez de forces pour continuer à mener campagne cette année-là. Au moins un tiers de son armée est hors de combat, principalement à la suite de maladies causées par les pluies de l'automne. Au mois de septembre, le roi avait confié par écrit son intention de marcher le long de la Seine vers Paris puis de faire route vers Bordeaux, dès la chute d'Harfleur. C'est désormais impossible mais, pour l'honneur, il lui faut au moins, avant de quitter le pays, traverser avec précaution certaines des terres qu'il réclame. C'est pourquoi, au cours d'un long conseil de guerre qu'il tient le 5 octobre, il convainc ses alliés qu'ils pourraient à la fois prétendre rechercher le combat avec les armées françaises en train de se rassembler et le refuser en les distançant et en filant vers Calais. Le 8 octobre l'armée se met donc en marche.

La route la plus directe est longue d'environ deux cents kilomètres, et il faut traverser une série de rivières, la Somme seule constituant un véritable obstacle. Henri commence donc à suivre la côte jusqu'à la Béthune, qu'il franchit le 11 octobre. Le ravitaillement de l'armée a lieu à Arques. Le lendemain, celle-ci traverse la Bresle près d'Eu, soit une progression

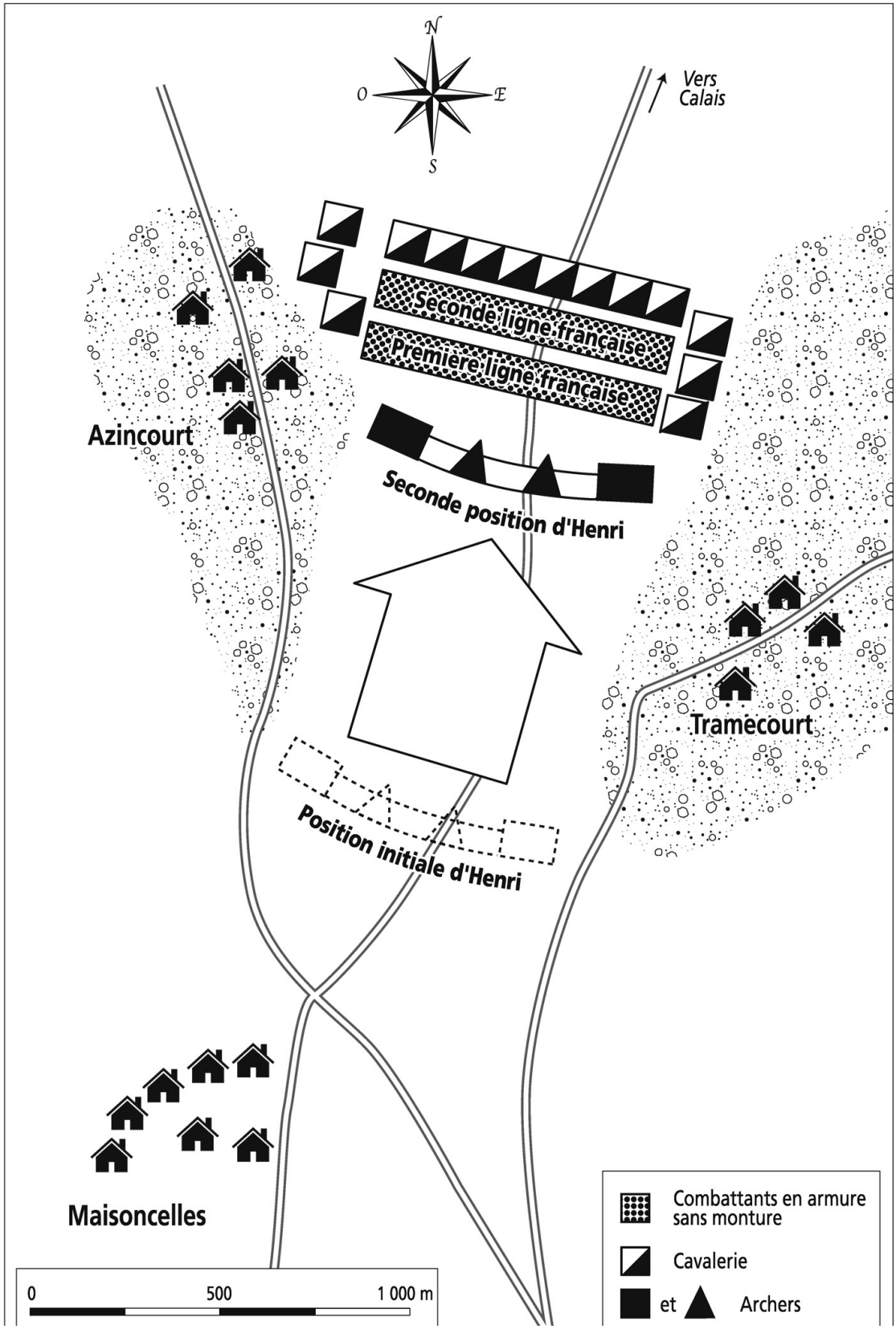
d'environ cent trente kilomètres en cinq jours. Le 13 octobre, elle s'enfonce dans l'arrière-pays pour franchir l'estuaire de la Somme à sa naissance. Pendant la progression, toutefois, le roi commence à recevoir des nouvelles alarmantes au sujet des troupes ennemies. Six mille hommes lui défendent le passage de la Somme le plus proche. Après discussion, Henri renonce néanmoins à battre en retraite et file vers le sud-ouest en longeant la rivière jusqu'à ce qu'il trouve un gué non gardé. Pendant les cinq jours qui suivent, lui et ses hommes, de plus en plus affamés, sont poursuivis par les Français, qui longent les berges sur la rive nord. Le sixième jour, après une marche forcée dans la plaine de Santerre (là où devait avoir lieu la grande bataille de blindés britanniques le 8 août 1918), il parvient à les doubler et trouve deux passages, non gardés mais mal entretenus, à Béthencourt et à Voyennes. Une réparation de fortune permet de traverser le cours d'eau et, le soir du 19 octobre, l'armée dort sur l'autre rive. Le lendemain, Henri octroie à ses hommes un jour de repos, bien nécessaire si l'on songe qu'ils ont parcouru à pied plus de trois cents kilomètres en douze jours. Mais l'arrivée de hérauts français porteurs d'un message de défi lui rappelle qu'il n'est pas temps de traîner. Le 21 octobre les troupes anglaises progressent de vingt-cinq kilomètres, échappent de peu à une importante armée française et, les deux jours suivants, avancent encore de soixante-dix kilomètres. Les Anglais ne sont désormais plus qu'à deux ou trois jours de marche de leur objectif. Mais tout le monde sait que les Français ne sont pas loin et qu'ils remontent par la droite. Le soir du 24 octobre, des éclaireurs viennent dire à Henri que l'ennemi lui barre la route, déployé en ordre de bataille. Henri ordonne alors à ses troupes d'en faire autant, mais, l'obscurité tombant, les Français se replient légèrement au nord pour y passer la nuit, dans une base située près de la route de Calais.

L'armée anglaise s'abrite comme elle peut pour la nuit dans la zone du village de Maisoncelles et mange le peu de provisions dont elle dispose encore. On confesse ses péchés, on assiste à la messe et on se prépare à l'engagement. D'abord, des écuyers et des archers vont se placer en position entre deux forêts. L'armée française, composée presque exclusivement de chevaliers ou de soldats en armure, se trouve alors à un millier de mètres, déployée selon une disposition comparable. Pendant quatre heures on se contente d'occuper le terrain. Henri espère visiblement une attaque des Français. De leur côté, ces derniers, sachant qu'il lui faudra bouger tôt ou tard – soit en attaquant, ce qui leur conviendrait, soit en

fuyant, ce qui leur conviendrait mieux encore –, restent à deviser en prenant leur repas du matin. Finalement, Henri décide d'avancer. Il progresse jusqu'à environ trois cents mètres des lignes adverses. Ses archers plantent leurs pieux de défense et commencent à envoyer des volées de flèches. Les Français, comme Henri s'y attendait, répondent par une attaque : elle est effectuée sur les flancs et est menée par des chevaliers. Avant même qu'ils aient franchi la distance séparant les deux armées, les fantassins français en armure leur emboîtent le pas. Les cavaliers échouent devant les lignes anglaises, les archers en tuent un bon nombre, et les premiers doivent se retirer. En regagnant leurs propres lignes, de nombreux cavaliers et chevaux se heurtent aux hommes d'armes français qui montent en ligne. Continuant leur mouvement malgré ce désordre, ils concentrent leurs attaques sur les hommes d'armes anglais, divisés en trois groupes entrecoupés de formations d'archers qui les protègent sur les flancs. Les Français ne souhaitent manifestement pas s'abaisser à combattre les archers, malgré les pertes qu'ils leur infligent. Ils foncent sur le milieu des lignes anglaises en hâtant le pas dans les derniers mètres et viennent s'écraser contre elles. Les Anglais paraissent d'abord céder. Mais les Français se présentent en rangs si serrés qu'ils ne peuvent même pas faire proprement usage de leurs armes pour élargir la brèche. Les chevaliers anglais se reprennent alors et contre-attaquent, appuyés par de nombreux archers qui, laissant tomber leurs arcs, se lancent à présent à l'assaut de l'ennemi à coups de hache, de gourdin et d'épée, sans parler des armes abandonnées sur le terrain par les Français. Le corps à corps qui s'ensuit est bref mais féroce. Seuls les Anglais disposent de la liberté de mouvement nécessaire. Nombre de fantassins français en armure perdent pied et sont tués pendant qu'ils se débattent à terre. D'autres, qui étaient parvenus à rester debout, ne peuvent rien faire pour se défendre, des coups aux jointures de l'armure ayant raison d'eux, sans parler des coups de gourdin bien placés. C'est alors au tour de la deuxième ligne française de s'empêtrer dans la première sans parvenir à retrouver l'avantage, malgré une supériorité numérique énorme. Les Français qui parviennent à échapper à la mêlée retournent vers la troisième ligne des leurs, composée de cavaliers qui assistent à ce massacre sans broncher. Les Anglais, qui combattent les soldats français à pied, les affrontent parfois, d'après les récits, sur des tas de cadavres ou de blessés « hauts comme un homme ». Certains Français légèrement blessés ou désarmés sont faits

prisonniers, réunis pour être emmenés à l’arrière et maintenus sous bonne garde.

AZINCOURT : 25 octobre 1415



Pendant que cette scène se déroule, un noble français, le duc de Brabant, arrivé après le début de l'engagement pour s'être attardé à un baptême, lance une charge improvisée repoussée par les lignes anglaises intactes. Prudemment, Henri a donné l'ordre de rester sur ses gardes à cause de la troisième ligne française qui n'attend que le moment favorable pour fondre sur les Anglais, à savoir celui où ceux-ci rassembleront et dépouilleront les prisonniers. Au milieu de l'après-midi, certains signes indiquent que les Français vont attaquer de toute façon ; c'est alors qu'une troupe de paysans en armes, menée par trois chevaliers, fait main basse sur divers objets de valeur dans le campement anglais, dont une des couronnes royales, et tue quelques Anglais avant d'être repoussée.

Cet incident, ou la menace de la troisième ligne française qui n'a toujours pas attaqué, décide alors Henri à faire massacrer ses prisonniers. L'ordre n'est pas immédiatement suivi d'effet, pour des raisons compréhensibles. Laissons de côté les réticences morales ou physiques du côté des vainqueurs. Ne nous arrêtons pas davantage au fait que les raisons d'un tel ordre paraissent incompréhensibles (il s'agissait tout simplement d'éviter que les prisonniers, saisissant des armes abandonnées, ne se retournent contre les arrières des Anglais pendant que la troisième ligne française attaquerait de face). La seule raison plausible reste que les soldats anglais les plus pauvres, mais peut-être pas seulement ceux-ci, répugnent à tuer les prisonniers car cela compromet leurs profits éventuels, sous forme de rançons. Mais Henri se montre inflexible : il désigne un responsable et deux cents archers pour procéder à l'exécution et n'arrête l'opération que lorsqu'il devient clair que la troisième ligne française quitte le terrain. De très nombreux Français ont été tués ; il semble même que certains Anglais aient fait périr par le feu des prisonniers blessés qui s'étaient réfugiés dans des masures voisines.

Les prisonniers les plus nobles et les plus riches sont toutefois épargnés. Ce soir-là, ils dînent en compagnie du roi, à Maisoncelles, où il s'est installé depuis la veille. Le roi en profite pour convoquer les hérauts des deux armées qui ont assisté ensemble à la bataille depuis une hauteur et, en accord avec le chef des hérauts français, donne à cette bataille le nom d'une place forte voisine, Azincourt. Le matin suivant, après avoir rassemblé l'armée et les prisonniers, réparti les blessés et le butin tout le long du

convoi, Henri conduit ses hommes à travers le champ de bataille vers Calais. Un certain nombre de Français blessés se sont fait aider pour quitter les lieux ou les ont quittés seuls ; ceux qui sont encore en vie, à l'exception de ceux pour lesquels on peut exiger une rançon, sont tués jusqu'au dernier. Le 29 octobre, les Anglais et leurs deux mille prisonniers atteignent Calais. Le roi s'embarque séance tenante pour l'Angleterre, où il est accueilli par une ovation des citoyens de Londres venus en masse.

Voilà donc les faits, tels qu'ils ressortent des récits de sept ou huit chroniqueurs. Il n'y a pas de divergence entre eux, qu'il s'agisse du déroulement des événements, de leur caractère, de leur signification. Bien entendu, même si trois ont vu la bataille, aucun n'a assisté à tout, aucun même ne peut se vanter d'avoir vu grand-chose. Néanmoins, à la veille d'une bataille, dans une armée, particulièrement de taille réduite, comme celle d'Azincourt, les informations circulent. Il est probable qu'un esprit avisé pouvait se rendre assez vite et assez précisément compte de ce qui se passait, même s'il n'en savait peut-être ni le pourquoi ni le comment. On peut estimer raisonnablement que les récits d'Azincourt ne sont pas sujets à caution ; mais mieux vaut y regarder de plus près.

La bataille

Nous ne savons presque rien des modalités pratiques du combat, et pas davantage de l'état d'esprit des combattants, de ce à quoi ils ressemblaient, de leurs qualités dans l'action. Ce sont des traits qui relèvent du témoignage visuel. Nous ne pouvons pas avoir la vision que les chroniqueurs ont eue de ces nuées de flèches qui volaient au-dessus de la scène, nous ne pouvons pas les entendre ; nous ne pouvons pas savoir où portait l'effort de l'homme en armure sur son adversaire lors du premier choc ; quelles étaient la densité de la charge de la cavalerie française, sa vitesse. Nous ne savons pas non plus ce que voyait un témoin extérieur à la mêlée, par exemple l'un des soldats de la troisième ligne française. Nous ignorons le niveau sonore atteint par l'engagement et comment les commandants sur le terrain arrivaient à se faire entendre, s'ils y parvenaient. Autant de questions qui nous incitent à en poser d'autres moins évidentes : comment s'exerçait l'autorité du commandement une fois que l'engagement avait commencé ? Par l'exhortation ou l'exemple ? L'action sur le terrain, les mouvements d'ensemble avaient-ils été répétés à l'entraînement ou bien n'y avait-il pas

de commandement du tout, et chaque brave était-il laissé à lui-même ? Nous ignorons aussi ce que signifiait au juste la bravoure dans un combat médiéval. De quelle manière les hommes affrontaient psychologiquement le danger. Le soldat de base était-il plus effrayé par les chevaux ou par leurs cavaliers ? Les hommes en armure craignaient-ils davantage d'avoir à subir l'attaque des archers que d'affronter leurs homologues ? Au moment le plus désespéré, valait-il mieux combattre ou se rendre ? Etait-il plus dangereux de fuir que de rester à son poste ?

La réponse à certaines de ces questions demeure du domaine de l'hypothèse, même si celle-ci est parfois intéressante. Pour d'autres, en revanche, il est possible de donner des réponses qui relèvent de la probabilité parce qu'il s'agit de technique. Vitesse de mouvement, densité des formations sur le terrain, effet des armes, sur tout cela on peut se fier au moins à ce que l'on sait de la résistance des cuirasses, du pouvoir de pénétration d'une flèche, des limites du corps humain, de la charge des chevaux et de leur vitesse de déplacement. De tous ces éléments de mécanique militaire, nous pouvons inférer la dynamique de la bataille elle-même et l'état d'esprit dans lequel se trouvaient les armées en présence.

Pour commencer, divisons la bataille en épisodes successifs, même si le procédé est artificiel. Au début, comme nous l'avons vu, les deux armées se rassemblent dans la lumière du petit matin. Les chroniqueurs ne nous disent pas s'il s'agit de la première lumière ou de l'aube « officielle » – aux alentours de 6 h 40 –, aussi les spécialistes en sont-ils réduits aux suppositions. Les chroniqueurs manquent encore plus de précisions quant aux chiffres, surtout concernant le camp français. Si du côté anglais, après recoupements, l'on arrive à dénombrer de cinq à six mille archers pour un millier d'hommes en armure, les effectifs français varient selon les sources entre dix mille et deux cent mille hommes. Le colonel Burne propose un moyen terme probable de vingt-cinq mille, avec une large proportion d'hommes en armure. Parmi ces derniers, un millier sont arrivés à cheval sur le champ de bataille, les autres ont combattu à pied.

Les deux armées se rassemblent, au début, à environ un kilomètre l'une de l'autre, le long d'un labour plat entre deux forêts. La largeur du champ, fraîchement planté de blé d'hiver, est d'un peu plus d'un kilomètre du côté français. Les bois sont plus rapprochés du côté anglais, et l'on peut estimer que la trouée est d'environ neuf cents mètres à l'endroit où les deux armées se rencontrent. Les zones forestières n'ont guère évolué depuis ce temps-là,

et il est vrai qu'à travers les siècles les limites des champs sont souvent remarquablement stables.

Les Anglais en armure, la plupart à pied, prennent position en trois groupes, sous le commandement du duc d'York à droite, celui du roi au centre, et de lord Camoys à gauche, les archers étant déployés entre eux et sur les flancs. La ligne est épaisse de quatre ou cinq hommes. Il est probable que les deux flancs soient légèrement avancés, en biais par rapport à la ligne, et que les deux groupes du milieu aient adopté une disposition en pointe ; il suffit pour cela que les hommes en armure se tiennent légèrement en retrait. En face, les Français sont déployés sur trois lignes, la troisième à cheval, de même que les deux groupes des extrémités qui comptent cinq cents hommes chacun. Les deux lignes de devant, mêlées d'arbalétriers et de canons plutôt inefficaces aux deux extrémités, comptent huit mille hommes : ce qui donne huit hommes en épaisseur. Des deux côtés, les chefs des différentes unités, nobles et chevaliers, déploient les bannières armoriées sous lesquelles combattent leurs hommes. Du côté français, il semble qu'on ait eu quelques difficultés à faire monter les bannières en première ligne lors du déploiement de l'armée.

Une fois en position et prêtes à combattre, les armées peuvent se lancer dans une bataille qui se découpe en douze épisodes distincts : attente ; avance anglaise ; tirs des archers anglais ; charge de la cavalerie française ; avance de l'infanterie française ; corps à corps entre Français et Anglais ; intervention des archers anglais ; fuite des survivants français ; attente pendant laquelle la troisième ligne française menace d'attaquer et va jusqu'à esquisser une charge ; attaque française sur le convoi anglais ; massacre des prisonniers français ; et, finalement, départ des deux parties du champ de bataille. Reste à imaginer à quoi ressemble chacun de ces épisodes et son influence sur le cours général des événements.

La période d'attente, trois ou quatre heures, de 7 à 11 heures du matin, doit être éprouvante. Deux chroniqueurs mentionnent que les soldats du premier rang s'assoient et commencent à manger et à boire, poussant de nombreux cris, s'apostrophant bruyamment. Côté français, il faut défendre son droit à figurer au premier rang. Il ne s'agit pas d'un affrontement à proprement parler, mais d'un processus d'intimidation qui fait que les plus forts, les plus braves, s'arrogent cette position aux dépens des plus faibles. Rien de semblable chez les Anglais : étant donné ce qu'ils ont déjà enduré et la faiblesse des troupes qu'ils alignent, ils n'ont certainement pas le cœur

à se disputer les places d'honneur. Quant à la nourriture, dans la mesure où ils en ont manqué pendant neuf jours, il est improbable qu'ils festoient avant la bataille. On raconte que les archers, lors des dernières étapes, en sont réduits à cueillir les mûres et les noisettes. Cette attente, pour les Anglais, doit être une épreuve à la fois physique et nerveuse. Il a plu, le sol est fraîchement labouré, la température doit être à peine supérieure à dix degrés et la dysenterie fait alors des ravages dans les rangs. Dans la mesure où il est peu probable que les hommes soient autorisés à quitter les rangs une fois en position, on se soulage sans doute sur place. Dans ces conditions, on imagine que les hommes en armure ne sont pas les mieux lotis.

L'ordre d'avancer, donné par le roi après que les combattants aguerris ont parié avec lui que les Français ne bougeraient pas, est probablement accueilli avec faveur. Ce mouvement permet au moins de se réchauffer : les hommes en armure grelottent dans leur habit de métal depuis le matin. Cela ne veut pas dire qu'au signal ils avancent très vite. Avancer en ligne, surtout pour une armée où les disparités de charge et d'équipement sont grandes, signifie aller lentement. Il ne s'agit pas, en outre, de charger mais de changer de position, et le roi, comme ses vassaux, est certainement conscient du danger de perdre sa cohésion devant l'ennemi, qui pourrait en profiter pour lancer une attaque. Plusieurs chroniqueurs font état de ce que, sur l'ordre du roi, un chevalier, sir Thomas Erpingham, inspecte les archers avant la mise en mouvement pour « vérifier leur tenue » comme l'eût fait un sergent, et s'assurer que leurs arcs sont en état. Les groupes d'hommes en armure, bien plus réduits, suivent la bannière de leurs seigneurs, lesquels marchent derrière celle du roi.

L'armée doit franchir environ sept cents mètres de labours boueux, en marchant lentement (aucune armée de l'époque ne marche au pas, aucune armée d'aujourd'hui n'aurait pu le faire sur un tel terrain). En comptant les haltes pour contrôler l'équipement, elle doit parvenir à destination en dix minutes à peu près. On peut toutefois supposer que l'allure faiblit un peu quand les Anglais approchent des Français, leurs chefs supputant qu'ils se trouvent alors à portée de tir. La « portée maximale des arcs », distance à laquelle Henri a sans doute choisi de s'arrêter, est traditionnellement estimée à trois cents mètres. Elle est particulièrement longue pour un arc. Deux cent cinquante mètres paraissent plus raisonnables. C'est donc à cette distance, selon toute vraisemblance, que son armée fait halte devant les

Français. Si les archers situés sur les flancs ont avancé un peu plus, le centre du dispositif se trouve en retrait ; et si, comme le rapporte un chroniqueur, une partie des archers se trouvent à couvert dans les bois, la distance entre les deux armées est encore plus grande. On peut donc estimer la fourchette entre deux cent cinquante et trois cents mètres.

Il doit alors y avoir une deuxième pause, même si elle est de courte durée. En effet, les archers qui, depuis le dixième jour de marche, portent chacun un solide pieu taillé en double pointe, doivent le planter dans le sol selon un angle précis calculé pour embrocher un cheval en pleine charge. Une fois l'opération terminée, il leur faut aiguiser de nouveau, à la hâte, la pointe apparente. Henri a demandé que ces pieux suivent la troupe, en prévision d'une éventuelle attaque par la cavalerie ennemie sur le convoi. Mais le fait de les disposer sur le champ de bataille représente une innovation, même si l'idée n'est pas tout à fait originale. Les Ecossais à Bannockburn, les Anglais eux-mêmes à Crécy et les Flamands à Courtrai ont ainsi réduit la dimension du front, mais en creusant des fossés visant à briser les jambes des chevaux en train de charger. Ici le principe est le même. On ignore s'il s'agit pour les archers de construire une palissade mais une chose est sûre : s'il faut planter les pieux sur une seule ligne, cela suppose pendant un temps de tourner le dos à l'ennemi. N'est-il pas plus probable que chaque pieu soit planté assez près du voisin pour arrêter les chevaux mais assez éloigné tout de même pour livrer passage aux hommes à pied ? Cela expliquerait pourquoi le chroniqueur Monstrelet nous dit que « chaque archer plantait un piquet devant lui ». Cela permettrait aussi de corroborer les chiffres dont nous disposons. Le colonel Burne, dont l'estimation n'a jamais été mise en doute, estime que le dispositif anglais est large de neuf cent cinquante mètres. A raison d'un millier d'hommes en armure et en rang sur une ligne de quatre hommes d'épaisseur, les chevaliers à pied et hommes d'armes occupent un espace de deux cent cinquante mètres. Si les cinq mille archers, disposés sur les sept cents mètres restants, avaient planté leurs pieux côte à côte, l'intervalle entre chaque pieu aurait été d'une vingtaine de centimètres. L'obstacle aurait été impénétrable pour les Français, mais les archers anglais n'auraient pas pu passer non plus[1]. Or, leur liberté de mouvement est, comme nous le verrons, essentielle pour préserver leurs chances de victoire. Si l'on veut se représenter la formation qu'adoptent les archers, il est probable, dès lors, qu'ils sont situés à un mètre environ les uns des autres, sur six ou sept

rangées distantes elles-mêmes d'un mètre, une disposition en échiquier permettant à chaque homme de voir et de tirer, à quelque rang qu'il se trouve. L'ensemble du dispositif représente une sorte de ceinture d'une dizaine de mètres d'épaisseur semée de pieux obliques. On ignore, et c'est un sérieux handicap pour notre compréhension des événements, qui dirige les archers. Les hommes en armure se trouvent sous la bannière de leurs chefs, et les contingents les plus importants, comme celui du comte de Suffolk, incluent des chevaliers qui combattent en tant que vassaux. On visualise assez bien la façon dont le commandement s'exerce au sein de ces groupes réduits et compacts, lequel laisse d'ailleurs une certaine marge – ce qu'un officier d'aujourd'hui estimerait antimilitaire – comme la possibilité de livrer des combats singuliers ou de défier l'adversaire à titre personnel. Mais, si le corps des officiers (si l'on peut dire dans un pareil contexte) n'est voué qu'au commandement d'une partie des troupes, qui commande le reste ? Il n'est pas totalement absurde de penser qu'une forme de contrôle et de discipline régit les actions des archers. Le système qui prévalait sous Edouard I^{er} était celui de groupes d'une vingtaine d'archers réunis sous l'autorité d'un « double solde », ces groupes étant eux-mêmes rassemblés en centaines, sous la responsabilité d'un chef. Cette organisation a-t-elle survécu ? C'est probable. Mais on ne sait pas à qui les responsables des unités de cent archers rendent des comptes, ni par quelle voie hiérarchique il est possible d'atteindre le roi.

Les archers contre l'infanterie et la cavalerie

Les archers se trouvent à présent à même d'ouvrir le feu, pour parler en langage moderne (l'ère de la poudre à canon commence à peine). Chaque homme dispose ses flèches à sa guise. Un carquois, peut-être deux, chacun contenant vingt-quatre flèches, forment la réserve de munitions, et les flèches sont probablement plantées devant chaque tireur, pointe en bas, avant l'engagement. Les hommes des deux premiers rangs ont une vue dégagée sur l'ennemi, les autres font ce qu'ils peuvent. On peut donc imaginer que la transmission des ordres se fait par le bouche-à-oreille. La chose est essentielle : la tâche des archers est de provoquer l'attaque adverse, il est donc important de grouper le tir sur un même objectif. Pour donner un équivalent dans le langage des artilleurs modernes, il leur faut contrebattre une zone de cent degrés (l'arc où tous les projectiles doivent

tomber) tout en faisant en sorte que toutes les flèches frappent en même temps.

Il serait un peu vain de vouloir s'imaginer ce que ces gens ressentent. Ils ont de l'expérience ; leur tir n'est pas tendu mais parabolique, « indirect », leurs flèches ne sont pas destinées à frapper directement le visage des ennemis mais à les atteindre d'en haut. A ce stade, ils n'ont donc pas le sentiment d'initier un meurtre ; dans un premier temps, seule leur capacité technique à remplir leur tâche les préoccupe, le « vrai » combat aura lieu plus tard.

On peut supposer que les archers ont reçu au moins deux ordres. Le premier, de tendre leurs arcs, le second, de tirer. Comment l'exécution des ordres est-elle synchronisée entre les différents groupes d'archers ? Impossible de le savoir. Mais quand l'ordre est donné verbalement, ou quand la bannière s'agite, quatre nuages de flèches partent des lignes anglaises pour monter jusqu'à une trentaine de mètres avant de s'abattre sur les armures françaises en face. Etant donné leur vitesse et leur angle, ces flèches ne font sans doute pas grand mal à l'ennemi, du moins quand il porte cuirasse. Au début du XV^{e} siècle, la cotte de mailles a laissé place à la cuirasse d'acier, le maillage de fer n'est plus désormais utilisé qu'aux jointures, aux épaules et à l'aine. L'armure est de surcroît étudiée pour dévier l'impact, le casque de l'époque spécialement conformé pour protéger ainsi la tête et les épaules. On peut donc supposer que l'armure est utile dans les premiers instants de la bataille. Cependant, la pluie de flèches a aussi un impact psychologique, ne serait-ce qu'à cause du son qu'elle produit, une sorte de cacophonie qui résonne sur les cuirasses et sur les têtes. Dans les groupes de cavaliers d'accompagnement, si les chevaux sont touchés, c'est sans doute profondément, même à pareille distance. Ils ne sont protégés que sur la poitrine et le chanfrein, les flèches peuvent traverser l'étoffe qui leur couvre le dos ; il faut donc ajouter au vacarme métallique leurs cris de douleur.

Cavalerie contre infanterie

On peut également se figurer ce que doivent être les menaces et malédictions proférées côté français. La pluie de flèches a rempli son office. Les chroniqueurs ne nous disent pas dans quels délais ; mais, dans la mesure où un archer entraîné peut tirer une flèche toutes les dix secondes, il

ne faut probablement pas plus de quelques minutes pour provoquer l'attaque des Français. Comme nous l'avons vu, ces derniers sont alors sûrs de leur victoire. Ils n'attendent qu'un prétexte tactique : une volte-face anglaise, ou au contraire une initiative présomptueuse. Il suffit donc d'une ou deux volées de flèches. Quand la première s'abat, les deux escadrons de cavaliers qui garnissent les flancs du dispositif s'approchent. Ou bien peut-être l'approche a-t-elle lieu pendant l'avance anglaise. En tout cas les cavaliers se détachent et commencent à charger.

Contre qui ? Les deux chroniqueurs qui évoquent cette charge précisent que les deux groupes de cinq ou six cents hommes qui se lancent contre l'adversaire, derrière Clignet de Brabant et Guillaume de Saveuse pour l'aile gauche, tombent sur le flanc des archers anglais. Leur but est certainement d'en finir avec eux afin de dégager le centre du dispositif anglais. Les hommes en armure leur sont très inférieurs en nombre et ne sont protégés que par des groupes réduits d'archers. L'infanterie française est ensuite censée les déborder. C'est une décision dangereuse, à moins de supposer que les archers ont planté leurs pieux à l'intérieur de leurs rangs, et que les Français ne sont pas en mesure de voir l'obstacle. En ce cas, on peut se représenter la charge des Français ignorants de ce qu'ils vont trouver derrière les rangs adverses et les Anglais reculant à la dernière minute pour qu'ils se précipitent dans le piège. Le moment du contact pose sans cela une question importante, sinon vitale. On peut se figurer facilement le début de la charge : les cavaliers éperonnant leurs montures pour se serrer et former les rangs par deux ou trois sans doute. Ainsi, en fondant genou contre genou sur l'adversaire, ils présentent une ligne de deux cents ou trois cents lances pratiquement de même largeur que la ligne d'archers d'en face, disons trois cents mètres. On les imagine prêts à charger, assis droits sur leurs selles à arceau et troussequin, les jambes tendues et le corps en avant, les orteils crispés dans les lourds étriers, une lance sous le bras droit, la main gauche tenant les rênes (la cuirasse les dispense de bouclier) ; on peut se représenter aussi leur mouvement, une allure modérée qui doit leur permettre de franchir les derniers deux ou trois cents mètres, après quoi, dans les cinquante derniers mètres, à coups d'éperons, il ne faut qu'une quarantaine de secondes pour se retrouver sur les archers, à un peu plus de vingt kilomètres-heure[2].

Jusque-là, tout va bien. La distance se rétrécit entre cavaliers et archers. Les archers ont tiré trois ou quatre salves de flèches en direction de leurs

attaquants qui avancent tête courbée. Ils en tirent une nouvelle. Certains chevaux sont déjà tombés ; leur train arrière effondré, ils poussent des hennissements de douleur, d'autres tombent encore, semant le désordre parmi leurs voisins, mais le gros de la troupe avance, et… Et quoi ? Il convient ici de faire la différence entre ce qui se passe durant une bataille et les événements qui se produisent au cours d'un accident violent. Normalement, un cheval ne galope pas vers un obstacle qu'il ne peut sauter ou franchir, ce qui est le cas s'il se trouve face à une ligne d'hommes fermement constituée. Il aura encore moins tendance à le faire si la ligne est hérissée de pieux. De la même façon, un homme ne reste pas sous les sabots d'un cheval lancé : il s'écarte, cherche un refuge ; seuls les caractères exceptionnellement trempés ne cèdent pas d'un pouce. Pourtant la collision peut se produire par accident : si les hommes calculent mal leur coup, s'ils sont trop lents à dégager le terrain, les chevaux font certes un écart, mais le choc a bien lieu, avec toutes les conséquences déplorables que cela comporte pour l'homme. Difficile par conséquent de dire que ces collisions, qui ne sont ni naturelles ni fréquentes, ne se produisent pas entre archers et cavaliers à Azincourt. Les archers sont d'ailleurs entraînés pour y faire face, les chevaux aussi : les cavaliers ont pour tâche principale de les aiguillonner suffisamment pour qu'ils ne renâclent pas d'instinct devant l'obstacle. Cependant, deux des témoins oculaires, saint Remy et un prêtre anglais dont le récit est conservé au sein de la Bibliothèque cottonienne, disent qu'ils n'ont assisté à aucune collision.

Les deux éléments clés du maniement d'armes que les théoriciens militaires mettent en avant généralement sont inutiles : l'élément « projectile » ne suffit pas à arrêter la course des cavaliers ; quant à ces derniers, malgré l'élément « choc », ils n'ont pas raison de l'infanterie. Ici, « avoir raison de » signifie plutôt faire fuir qu'écraser. Le choc dont il s'agit est plutôt moral que physique. Les pieux de bois rétablissent l'équilibre. Les Français, en pressant l'allure sur une courte distance, échappent aux pertes qui seraient survenues dans leurs rangs en cas de course à moindre allure ; les Anglais, confiants dans la puissance de leurs pieux hérissés, s'écartent quelques instants à peine avant l'affrontement. Du coup, les chevaux se retrouvent sur l'obstacle trop tard pour le refuser ; d'où une collision brève, violente et bruyante.

Certains des chevaux s'échappent par les côtés en longeant le dispositif des archers vers les bois ; certains des cavaliers de l'arrière font volte-face.

Mais au moins trois, dont Guillaume de Saveuse, voient leurs montures s'empaler sur les pieux et trouvent la mort après leur chute, soit à coups de gourdin, soit par les coups portés aux jointures de leur armure. La charge, d'abord effrayante pour les Anglais parce qu'émanant d'hommes qui, juchés sur leur monture, sont deux fois plus hauts qu'eux et, de surcroît, se déplacent à vingt kilomètres-heure sur des chevaux couverts d'acier, cette charge terrible se solde par un désastre pour l'ennemi. En quittant le terrain, les archers, animés de la colère qui saisit toute personne soulagée d'avoir échappé à un danger mortel, continuent de tirer, tuant encore plus de chevaux, tandis que d'autres montures effrayées fuient le champ de bataille en tous sens.

Infanterie contre infanterie

Mais le résultat de ce choc va bien au-delà de la démoralisation des survivants. Tandis que leurs chevaux repartent, ces hommes rencontrent la première ligne des fantassins français en armure, qui marchent vers le centre des positions anglaises. Ils sont peut-être huit mille déployés entre les deux forêts sur des rangs épais d'une dizaine d'hommes, et il leur est difficile de livrer passage aux fuyards. On se figure dès lors assez bien les conséquences, il suffit de se rappeler le sort de certaines manifestations comme celle qui eut lieu à Londres contre la guerre du Vietnam en 1968. Un cheval de la police montée, fuyant les manifestants, s'était jeté sur les policiers à pied. Ceux qui se trouvaient sous ses sabots s'écartèrent, donnant naissance à un curieux mouvement ondulatoire assez violent qui se répercuta alors des deux côtés des rangs, chacun s'appuyant sur son voisin pour retrouver l'équilibre. Ce phénomène est connu de quiconque s'est retrouvé un jour au sein d'une foule dense en mouvement, et voilà sans doute ce qui se produit, plus soudainement encore, parmi ces fantassins français soumis à la charge inopinée de leur propre cavalerie. Comme devant les archers, nombre de chevaux renâclent sans doute, refusant le contact. Mais ceux qui pénètrent les rangs, les chroniqueurs nous le disent, renversent quelques hommes et brisent le rythme de la marche – sans parler des difficultés que l'on éprouve à se relever quand on est cloué ainsi sur un labour avec trente kilos de métal sur le dos.

L'interruption de ce mouvement qui aurait dû mettre la première division des Français à portée d'armes des Anglais en trois ou quatre

minutes donne au moins aux chevaliers d'Henri le temps de se préparer à l'affrontement. De même les archers – ceux du centre, les moins nombreux, comme les autres, déployés aux ailes – ont-ils plus de temps pour envoyer leurs flèches. La portée du tir se réduit au fur et à mesure de l'avancée de l'ennemi, et les flèches, dont la trajectoire est soudain plus plate et qui partent par volées de cinq mille toutes les dix secondes, doivent se révéler redoutables pour les fantassins français. Ces derniers ont beau courber la tête et la rentrer dans leurs épaules, ne leur opposant que des surfaces dures (cuirasses, heaume, écailles de métal à la taille et devant les parties génitales), il est probable que certaines flèches trouvent les défauts des cuirasses, par exemple à l'épaule, sans compter qu'à tir tendu elles peuvent traverser l'armure même. La vitesse terminale d'une flèche est suffisante pour pénétrer le tronc d'un chêne sur trois centimètres et, si l'angle de tir était bon, une plaque de métal.

Pourtant les archers n'arrivent pas à arrêter l'avance française. Mais ils parviennent – ou contribuent – à réduire la largeur du front. Il semble en effet que, au contraire des cavaliers, les fantassins français n'aient pas voulu attaquer les positions des archers. Comme ils arrivent face aux premiers rangs anglais, dit un chroniqueur, « leur propre ligne avant, soit par peur des flèches, soit parce qu'ils voulaient pénétrer le camp anglais plus rapidement pour atteindre les étendards (du roi, du duc d'York et de lord Camoys), se divise en trois, chaque groupe vers une des trois bannières ». On peut aussi supposer que le retour de la cavalerie joue un rôle dans la compression latérale de la ligne d'infanterie. Le phénomène s'amplifie peut-être (encore qu'on n'en sache rien) en raison de la répugnance que ces hommes en armure ont à croiser le fer avec les archers qui, pour eux, sont de la piétaille. Ils préfèrent combattre leurs homologues, pour la gloire et pour faire des prisonniers. Plusieurs récits convergent sur les conclusions : les rangs de devant se divisent en trois et foncent droit sur ce que le colonel Burne, par analogie topographique, définit comme les trois « golfes » décrits par le dispositif anglais où les hommes en armure se trouvent en retrait par rapport aux archers.

La charge connaît un premier succès : il est dit qu'au premier contact les hommes d'armes anglais reculent « d'une lance ». Quelle distance exacte cela représente pour le chroniqueur, on ne le sait pas au juste, et encore moins dans la mesure où les Français, pour combattre à pied, ont justement coupé leurs lances. Cela signifie sans doute « juste assez pour

faire perdre aux Français le bénéfice de l'impact initial ». Il faut s'imaginer ces hommes essoufflés par leur progression à travers trois cents mètres de labours, accélérant dans les derniers mètres à une vitesse qu'ils estiment propre à leur permettre de piquer l'adversaire à la poitrine. Il s'agit pour eux d'ouvrir une brèche et de tuer le plus d'adversaires possible, d'en isoler certains pour en avoir raison plus facilement ou de les pousser sur les armes de leurs compagnons : bref, de semer le désordre. Pour éviter cela, les Anglais, s'ils avaient été plus nombreux, auraient pu foncer sur l'ennemi avant le choc ; mais, étant inférieurs en nombre, il est plus prudent pour chacun, et tactiquement plus payant pour tous, de reculer de bonne grâce à l'approche de l'adversaire et de le prendre ainsi à contre-pied (un lancier doit calculer son élan et prendre appui sur la jambe opposée, soit la jambe gauche) ; ainsi naît dans les rangs un repli qui réduit le choc frontal. Les Anglais brandissent leurs propres lances et, comme le combat marque alors une pause, on peut se figurer ces hommes face à face à une distance de trois à cinq mètres, séparés par un entrecroisement de lances se heurtant en tous sens, le bruit de cette mêlée ressemblant à peu près à celui d'un engagement de hockeyeurs amplifié plusieurs centaines de fois.

Dès lors, l'affrontement entre hommes en armure peut commencer, sans plus de dommages d'un côté que de l'autre, comme dans beaucoup de batailles médiévales. Les Français continuent peut-être à souffrir de l'action des archers au moins aussi longtemps qu'ils sont à portée de tir et que leurs adversaires gardent des munitions (en principe, à ce moment-là, ils n'en ont presque plus). On peut estimer que trois éléments dissuadent les combattants de s'éloigner de leurs adversaires : d'abord, les Anglais n'ont aucun intérêt à quitter leur position appuyée entre deux forêts pour filer à découvert à travers champs ; ensuite, les Français sont sûrs de leur victoire ; enfin, le nombre des soldats présents est énorme. Si on se souvient qu'ils sont à présent divisés en trois colonnes et que la première ligne de chacune de ces colonnes est aussi large que celle des Anglais qui leur fait face, disons environ quatre-vingts mètres, avec des intervalles du même ordre, on peut imaginer qu'à vol d'oiseau le dispositif se présente comme une sorte de trident, les branches du trident formant des colonnes épaisses de vingt hommes pour cinq mille en tout, sa base constituée d'environ trois mille soldats, et aucun de ces hommes, excepté les sept ou huit cents qui se trouvent dans les premiers rangs, ne voyant ce qui se passe, tous confiants

dans l'issue de la bataille, et la plupart impatients d'aller achever les derniers survivants anglais.

Aucune autorité ne coordonne l'action, il n'existe pas de mécanismes internes pour transmettre les ordres, d'où une conséquence inévitable : la pression de l'arrière. Ceux qui sont aux avant-postes sont poussés sur les armes anglaises, ou du moins perdent-ils leur marge de manœuvre, condition de l'efficacité en attaque comme en défense. Il en résulte un désastre. Car si l'on veut comprendre Azincourt il est important de se souvenir que toutes les actions des fantassins, même celles qui sont menées dans un ordre rigoureux, ne sont pas des affrontements entre masses, mais la somme de milliers de combats individuels – un contre un, un contre deux, trois contre cinq. Et il en est ainsi pour la simple raison que les armes individuelles restent de portée très limitée. A Azincourt, un homme en armure porte lance, épée, dague, gourdin ou hache de bataille. Sa capacité à blesser ou à tuer l'adversaire se limite donc à son voisinage immédiat. Incapables, du fait de la pression qu'ils subissent dans le dos, d'échapper aux coups et aux tirs des Anglais, les Français perdent sans doute rapidement la possibilité de livrer un corps à corps et, dans la pluie de coups qui s'abattent sur leur tête malgré l'armure, il s'en trouve sans doute plus d'un pour vaciller et perdre pied. En quelques minutes, peut-être quelques secondes, certains se retrouvent à terre aux pieds de leurs camarades, contribuant à entraver davantage la progression générale et à faire trébucher leurs compagnons.

L'élément crucial dans le développement de la bataille se trouve là. Si la première ligne française avait gardé l'équilibre, la pression du nombre, largement à leur avantage, aurait fait reculer le camp anglais. Mais, une fois les hommes de devant tombés, ceux du rang suivant ont sans doute l'impression de pouvoir atteindre l'ennemi en enjambant simplement les leurs. Si l'on imagine la pression qui s'exerce par-derrière, ils n'ont d'ailleurs d'autre choix que d'avancer. Du coup, ils deviennent encore plus vulnérables dans le combat, dans la mesure où, juchés sur le corps d'un compagnon, ils se trouvent en équilibre instable, et si l'homme tombé se trouve derrière eux, ils ne peuvent reculer, en cas d'attaque frontale violente. Bref, une fois que la colonne française est arrêtée, l'avant bloqué par les hommes à terre, les rangs pressés par l'arrière, les choses ne peuvent qu'empirer.

Le phénomène n'en reste pas moins soudain et de courte durée. La pression a fort bien pu provoquer des sorties désespérées de la colonne. En ce cas les soldats français se seraient probablement répandus vers les archers qui, à ce qu'il semble, étaient alors à court de flèches. Ces derniers n'étant certainement pas en mesure de supporter une attaque d'hommes en armure, ils auraient fui, laissant leurs propres hommes en armure à découvert et soudain vulnérables. En réalité, rien de tel ne s'est produit. Les chroniqueurs précisent que, au contraire, ce sont les archers qui attaquent. Assistant à l'effondrement des Français à la tête de la colonne tandis que ceux des côtés se trouvaient encore aux prises avec la dernière volée de flèches, les archers profitent de la confusion. Ils saisissent des épées, des armes lourdes comme les gourdins dont ils se servaient pour planter leurs pieux, puis quittent les positions qu'ils défendaient pour se ruer sur les hommes en armure.

La chose est difficile à se représenter. Ils ne peuvent pas avoir attaqué la tête de la colonne française, c'est là que se trouvent au coude à coude les hommes en armure anglais, rendant le passage impossible. Restent les flancs, où les Français n'ont pas encore subi de lourdes pertes et qui ne sont pas encombrés de cadavres ; là, l'affrontement semble possible. La source selon laquelle les hommes de l'avant ne pouvaient même pas lever leurs armes ne s'applique pas à ceux des flancs. Si les archers ont réellement attaqué les hommes en armure, et il semble que ce soit le cas, c'est autrement que par assaut direct sur des rangs formés.

L'explication la plus plausible est que de petits groupes d'archers commencent par attaquer des éléments de fantassins isolés par le retour de la charge de cavalerie, ou des cavaliers désarçonnés. Les charges sont intervenues sur les deux flancs. De sorte que devant le corps principal des archers, à une distance comprise entre cinquante et deux cents mètres, on doit voir, dans les deux ou trois minutes qui suivent la charge des cavaliers, un certain nombre de Français désemparés, un genou à terre ou plus ou moins incapables de se défendre. Ceux qui sont tombés doivent avoir les pires difficultés à se relever sur ce sol boueux, sous le poids de leur armure (trente kilos). Ceux qui sont encore debout rencontrent les mêmes difficultés à regagner le couvert des rangs formés. En tout cas, ils ne peuvent échapper aux archers. Du moins si nous supposons – et saint Remy, qui était au combat, semble le confirmer – que lesdits archers prennent alors le risque de quitter leurs positions de défense pour aller les chercher[3].

« Aller les chercher », en l'occurrence, signifie à deux ou trois contre un, autrement dit : pendant qu'un archer se jette sur un homme en armure, un autre lui assène un coup de gourdin sur la nuque ou de hache derrière le genou. Une fois par terre la situation du malheureux est désespérée. Il suffit d'un coup sur le visage, s'il porte un bassinet, à travers la visière ou la cotte de mailles à la jointure de l'épaule ou de l'aine, pour qu'il meure sur-le-champ ou se vide de son sang. Chacune de ces mises à mort ne prend pas plus de quelques secondes ; une pluie de coups parés maladroitement, une chute au sol, deux ou trois personnes qui se penchent sur un de leurs compagnons ainsi tombés, quelques coups mortels, un cri d'agonie, voilà qui se déroule rapidement. « Deux mille livres d'éducation réduits à néant par une pétoire à dix roupies », comme disait Kipling. Des scènes de ce genre doivent se reproduire partout entre les bois et tout le long du dispositif français après le premier engagement. La seule façon qu'ont les Français ainsi piégés de ne pas mourir aux mains des archers est de leur demander grâce, et, à ce stade précoce de la bataille, il n'est pas sûr que ceux-ci soient disposés à l'accorder, malgré les perspectives de rançon. Un ennemi qui a offert sa reddition doit être mené hors du champ de bataille, perte de temps et d'hommes que les Anglais ne peuvent alors pas se permettre tant ils manquent d'effectifs.

L'affrontement sur la première ligne et la boucherie à laquelle on assiste sur les ailes semblent rapidement tourner à l'avantage des Anglais. Si l'on en croit saint Remy, le retour de la charge de cavalerie française a semé la panique dans leur camp, et il est probable que cette panique s'est répandue jusqu'aux flancs et aux premiers assaillants eux-mêmes[4]. Si tel est le cas – et sans cela on comprend mal ce qui va se passer –, il faut imaginer que les troupes françaises sont alors agitées d'un nouveau mouvement de masse. Les soldats de l'arrière, ceux qui ne peuvent rien voir, continuent à pousser. Quant aux autres, une fois qu'ils ont constaté à quel travail les archers sont en train de se livrer, ils prennent la tangente par les côtés. Doit alors se développer chez les hommes en armure, sinon un mouvement de fuite, du moins une pression inverse afin de se ménager assez d'espace sans risquer de tomber parmi les corps qui jonchent déjà le sol. Ces mouvements peuvent fort bien avoir modifié l'aspect du dispositif français, augmentant les brèches entre ses ailes et les bois alentour, ce qui permet aux archers d'envelopper les assaillants. Enhardis par les pertes causées à l'ennemi par un petit nombre d'entre eux, les archers, soit d'eux-mêmes, soit sur ordre du

roi, sortent sans doute en masse de leurs positions protégées et se ruent en formation sur le flanc français.

« Sur le flanc » désigne bien cette attaque de côté qui tombe sur l'adversaire à moitié détourné. Il est probable que lorsque les archers tombent sur le flanc des Français, l'avantage est déjà manifeste. Sur les bords du dispositif, des hommes en armure sont en train de se replier, parfois à la hâte. Le phénomène s'accentue sans doute à l'arrivée des Anglais, et ils exposent ainsi des compagnons du gros de la troupe, ceux qui, l'attention fixée sur la ligne avant, ne s'attendaient pas à combattre si tôt. Assaillis soudain de droite et de gauche, ils n'ont guère le loisir de se retourner pour affronter l'adversaire. Déjà leurs compagnons gisent à leurs pieds. Si les archers se trouvent à présent en mesure de provoquer, sur le flanc du dispositif, le même mouvement de reflux qui a saisi l'avant, la victoire est à leur portée. En effet, dans les batailles, la plupart des pertes interviennent dans des zones étroites et bien définies, dont le *no man's land* de la guerre de tranchées fournit l'illustration la plus commune. La profondeur de la zone des combats est fonction de la portée de l'arme la plus efficace sur le champ de bataille. Dans les batailles de fantassins, cette portée est relativement limitée et, dans les corps à corps, elle se réduit à quelques mètres. Dans ces conditions, plus le camp des vainqueurs arrive à étendre la zone des combats, plus il cause de pertes à l'adversaire. Si les Anglais se trouvent en mesure de déplacer la zone de contact tout le long des flancs français (attaque « enveloppante »), ils sont à même de causer de lourdes pertes.

Etant donné la situation, les Français présents sur le terrain à ce moment-là auraient dû retraiter. Le fait qu'ils ne puissent pas le faire est dû à leur nombre. Jusque-là, en effet, seule leur première ligne s'est portée au combat. Les deuxième et troisième sont restées passives, mais tandis que se confirme l'effondrement de la première, grâce aux messagers qui remontent des flancs en fuyant, la deuxième commence à s'avancer sur le sol détrempé pour lui porter secours. C'est exactement ce qu'il ne fallait pas faire. Si la cavalerie, alors en troisième ligne, s'était lancée dans une seconde charge contre les archers, maintenant qu'ils étaient hors de protection de leurs pieux et sans arcs, elle aurait fort bien pu sauver l'infanterie française. Mais, pour des raisons impossibles à déterminer, personne ne songe à la mettre en mouvement[5]. Au lieu de cela, la deuxième division des fantassins

fait son apparition. Poussant dans le dos leurs compatriotes épuisés et à genoux, elle les oblige à rester dans cette boucherie.

Nous pouvons supposer, d'après les récits des chroniqueurs, qu'à ce point de la bataille la plupart des Français en première ligne sont soit morts, soit blessés, soit prisonniers ou en passe de le devenir si la fuite leur est interdite. Plusieurs avaient proposé leur reddition (le prêtre dont le témoignage est conservé dans la Bibliothèque cottonienne rapporte sournoisement que « certains, et parfois parmi les plus nobles, ont proposé plus de dix fois leur reddition ce jour-là »). Certains se la voient refuser : le duc d'Alençon, encerclé après une percée éclair pour atteindre le duc de Gloucester, crie qu'il se rend en s'adressant au roi par-dessus la tête de ses adversaires, alors que ce dernier vole au secours de son frère, lequel est tué avant qu'Henri ait le temps d'intervenir. Néanmoins, un nombre très important de Français, sur promesse de rançon, sont faits prisonniers, sans doute à partir du moment où les Anglais comprennent que la victoire ne peut plus leur échapper. La retraite de certains, la mort des autres, l'effondrement moral et physique de ceux qui restent ont ouvert des brèches suffisantes chez l'adversaire pour que les Anglais abandonnent leurs formations et pénètrent les rangs d'en face. Cette avance les met en fait au contact de la deuxième ligne – une demi-heure seulement s'est écoulée depuis le début de l'engagement. A ce moment-là, eux-mêmes doivent être fatigués. L'excitation, la peur, la dépense physique du combat au corps à corps à l'aide d'armes lourdes, le tout en armure, cela épuise le corps, en dépit des décharges d'adrénaline dues au stress. Néanmoins, ils ne sont pas repoussés par la deuxième ligne française. Il semble en fait que l'intervention de celle-ci dans le combat n'ait guère eu d'effet. Un cliché de la théorie militaire est qu'il « ne faut jamais renforcer un échec », ce qui signifie ne pas envoyer de renforts en pure perte à des soldats dont l'attaque a échoué, et qui en se repliant ruinent les efforts de leurs compagnons montant à l'assaut, sans parler du moral. Et, de fait, la deuxième ligne affronte manifestement les Anglais dans un état de précipitation désespérée. Les chroniqueurs ne nous disent pas précisément ce qui se passe dans leurs rangs, sans doute parce que cela rappelle exactement ce qui est arrivé à la première ligne. Nous pouvons pourtant supposer qu'un nombre important de soldats de cette deuxième ligne, dès qu'ils prennent la mesure du désastre, repartent d'où ils sont venus ; certains sont même ramenés par leurs serviteurs et écuyers.

Quant aux faits relatifs au moment culminant du corps à corps, il est difficile de les reconstituer. Les Anglais semblent avoir disposé d'une liberté de mouvement considérable puisqu'ils ont fait des centaines de prisonniers et que le roi et sa suite ont traversé la deuxième ligne. (C'est peut-être là qu'il reçoit le coup dont témoigne son casque cabossé sur sa tombe à Westminster Abbey.) Et pourtant, au moins en trois endroits, selon le récit du prêtre qui s'est trouvé à l'endroit de la première charge contre les Anglais, les cadavres de Français sont entassés « jusqu'à hauteur d'homme et au-delà ». Il est dit ailleurs que les Anglais doivent escalader ces monticules humains et tailler dans le vif à coups d'épée ou de hache.

L'empilement d'un mur de cadavres constitue peut-être le fait le plus célèbre de la bataille. S'il s'est bien produit, on ne peut toutefois pas croire que le roi et sa suite en armure ont réellement pu se déplacer sur le champ de bataille jusqu'à la fin ; cet entassement et bien d'autres ont dû les obliger à s'immobiliser à un moment ou à un autre. D'ailleurs, on ne tarde pas à se dire que ce mur de cadavres « jusqu'à hauteur d'homme » est une exagération de chroniqueur. Même si on rassemble des cadavres au moyen d'un bulldozer, on n'obtient jamais un mur mais un tas informe. Quand la rigidité cadavérique est intervenue, on peut en effet empiler les corps, comme on le voit dans un film d'archives de l'armée française après une attaque en Champagne en septembre 1915. Mais les hommes tombés au front et ceux qui les suivaient et butaient dessus, ne s'empilaient ainsi qu'à raison de deux ou trois. Pour que la hauteur du tas augmente, il aurait fallu que les victimes suivantes aient déjà grimpé dessus ; et le tas de cadavres « grand comme un homme » à Azincourt ne se conçoit que si les combattants des deux camps consentaient à se livrer bataille en titubant, juchés sur les corps d'une trentaine de leurs camarades. C'est plus grotesque que terrible.

Le tas de morts à Azincourt était sans doute épais, et il est probable qu'en effet, dans les trois endroits où le combat était le plus acharné, il l'était plus qu'ailleurs. Ce qui se produit, selon toute vraisemblance, c'est que les Anglais réussissent à encercler les positions françaises de l'avant, que des groupes entiers se retrouvent coupés de leurs arrières et qu'une fois jetés à terre, ils sont tués les uns sur les autres. Mais ce tas de cadavres n'était pas assez haut pour empêcher les Anglais de pénétrer les rangs français.

Le massacre des prisonniers

Donc, peu après midi, les Anglais sont maîtres du terrain. Cela signifie qu'ils peuvent aller et venir librement entre les cadavres, les blessés et les fugitifs qui sont tout ce qui reste alors de l'armée adverse. Les fuyards qui ne sont pas assez rapides pour aller se cacher dans les bois ou derrière les cavaliers de la troisième ligne encore intacte sont culbutés par des poursuivants. Cependant on sépare les vivants des morts sur le terrain, et « dans l'espoir d'une rançon on propose aux vivants de les garder en vie ». A l'arrière du champ de bataille, on sépare les prisonniers selon leur valeur. Ils portent encore leur armure mais ils ont donné leur gant droit en gage de soumission – et aussi pour une identification future. Ils ne portent plus leur casque, sans lequel aucun combat n'est possible.

Henri ne peut autoriser ceux qui ont fait des prisonniers à les garder individuellement parce qu'il convient de garder l'armée en ligne de bataille tant que la troisième ligne française menace. Aussi le gros de la troupe des archers et des hommes en armure reste-t-il à son poste, cependant que de petits groupes, tantôt à l'écart tantôt au sein même des rangs, supputent le bénéfice à tirer de la bataille. On se trouve alors à deux ou trois cents mètres de la ligne sur laquelle est tombée la première charge française. Les précautions d'Henri sont justifiées. Peu après midi, le duc de Brabant, arrivant à la hâte, mal équipé, flanqué d'une suite réduite, charge les rangs anglais. Il est défait et repoussé. Mais ce morceau de bravoure inspire à deux nobles français de la troisième ligne, les comtes de Masles et de Fauquemberghes, l'idée d'emmener à la charge quelque six cents hommes. On peut les voir nettement se rassembler à trois cents mètres des lignes anglaises et leurs intentions sont évidentes. Au même moment, on annonce qu'un coup de main ennemi vient d'avoir lieu sur le convoi des bagages à l'arrière, où la garde est presque inexistante.

Ces événements précipitent la célèbre décision d'Henri de faire tuer les prisonniers. En fait la charge n'a pas lieu et le coup de main sur les bagages est le fait d'une poignée de paysans locaux guidés par le seigneur d'Azincourt. Mais c'est assez pour convaincre le roi que cette victoire à laquelle il ne croyait qu'à peine se trouve menacée. Si la troisième ligne française attaque les Anglais sur leurs positions actuelles, elle n'en fera qu'une bouchée, pense le roi. Les archers se trouvent sans armes et sans épieux, les fantassins sont épuisés après une matinée de combat en armure, tous sont affamés, à moitié morts de froid et affaiblis par le contrecoup de la

peur intense et des épreuves du combat. Impossible de résister dans ces conditions à un assaut venu de l'arrière, de la part de prisonniers dont la garde laisse à désirer. De surcroît, des armes abandonnées jonchent le sol. Dans ces circonstances on peut comprendre pourquoi l'ordre est donné. On peut le comprendre au moins en termes tactiques ; pour ce qui est de l'humanité, de l'éthique, c'est autre chose. Henri, roi chrétien, est aussi un soldat expérimenté et il connaît le code complexe des comportements de l'époque à l'égard des prisonniers, dont l'un de ses traits principaux est que la sauvegarde du prisonnier tient à la rançon future, un autre étant que soupçonner un prisonnier de vouloir tricher, même avec raison, ne justifie pas son passage par les armes. D'une manière plus fondamentale, la loi chrétienne, même si elle est, au XV^e^ siècle, interprétée très librement, interdit le meurtre. Si Henri peut donner l'ordre en question, au risque d'être blâmé par ses pairs, par l'Eglise, et par les chroniqueurs, c'est sans doute que le champ de bataille représente à ses yeux une sorte de *no man's land*, et la bataille elle-même une parenthèse dans la loi générale.

Il n'en demeure pas moins que ses subordonnés refusent de lui obéir. Est-ce par scrupule de conscience ? Les spécialistes de l'histoire médiévale nous disent que non, insistant sur le fait que le roi n'a pas à se mêler de leurs affaires car la relation qui s'établit entre auteurs et victimes de capture est personnelle. Les prisonniers, n'appartenant ni au roi ni à l'armée, deviennent les vassaux de ceux qui acceptent leur reddition. Au pire, il s'agit d'une question d'argent ; les ravisseurs ne veulent pas abandonner la perspective d'un gain important. Il n'y a en effet aucun moyen pour un homme de l'époque de faire fortune rapidement, excepté sur le champ de bataille. Il est significatif que, pour accomplir la besogne, le roi doive désigner deux cents archers et les placer sous le commandement d'un chevalier. Cela voudrait dire que les hommes en armure ne sont pas seulement animés par des sentiments de convoitise en refusant de tuer leurs prisonniers. Entre le combat – même si la mort est au bout – et la boucherie systématique, il existe une différence importante, et cette différence est particulièrement forte au Moyen Age, où l'acte de tuer est tenu pour glorieux. Affronter un adversaire dont l'équipement est comparable au sien, voilà à quoi s'entraîne le soldat en armure pratiquement tous les jours depuis l'adolescence. Vaincre représente un triomphe, la forme la plus raffinée d'expression personnelle pour un noble de l'époque. Les événements de cette fin de matinée à Azincourt, quand les hommes se

jettent les uns sur les autres, se taillent en pièces, bref se comportent d'une manière qui nous semblerait horrible et grotesque aujourd'hui, représentent pour eux une apothéose. Cela donne un sens à leur vie, et constitue peut-être la promesse de connaître une gloire posthume (la plupart des chroniqueurs se cantonnent à la célébration des faits d'armes individuels). Mais il n'y a aucune gloire à tirer du massacre d'un égal désarmé après reddition. Au contraire, le risque d'y perdre son honneur est considérable ; si grand qu'il dissuade même les hommes en armure d'obéir au roi.

Les archers sont étrangers au système chevaleresque. Ils n'ont pas non plus les vertus de l'homme de bien. Ceux de l'armée d'Henri ne sont pas seulement de rudes soldats ; on sait désormais que beaucoup d'entre eux se sont enrôlés pour échapper à des condamnations pour violences et parfois pour meurtre. Les chroniqueurs nous disent clairement que lors du combat, au moment où l'on fait des prisonniers après la défaite de la deuxième ligne française, se produit une première vague de massacres, dont les archers sont les principaux auteurs, sur les plus pauvres ou les plus blessés de leurs adversaires. Il vaut mieux dès lors ne pas s'arrêter davantage à la question de savoir s'ils ont des scrupules à obéir aux ordres.

Mais une pause est nécessaire pour que l'exécution ait lieu. Un ou deux milliers de prisonniers rentreront dans les bagages du roi après la bataille, pour la plupart capturés avant l'ordre du massacre. Les chroniqueurs nous disent que les prisonniers de valeur sont épargnés, et que le massacre cesse dès que le roi est assuré que la troisième ligne française n'attaquera pas. On peut en déduire que les bourreaux sont nettement inférieurs en nombre à leurs victimes, sans doute dans la proportion d'un pour dix. La raison que l'on donne de ce massacre est que les victimes sont susceptibles de se réarmer. Mais on se demande pourquoi elles ne le font pas au moment où la mort les menace ; l'ordre du roi est pourtant « claironné » et le refus des soldats anglais de l'exécuter aurait dû leur mettre la puce à l'oreille. On se demande aussi comment les archers gardent ces malheureux à leur portée ? Ils sont peut-être attachés (certaines images de la bataille nous montrent en effet des prisonniers que l'on pousse les mains liées) ; mais en ce cas ils ne présentent pas un danger, ou alors très faible, pour les arrières de l'armée, et l'ordre du massacre devient injustifiable. Et, même s'ils sont attachés, on se représente mal le massacre lui-même. On peut imaginer qu'après reddition, épisode marqué par la lassitude et le dégoût de soi, ces guerriers fiers et

valeureux ne sont plus qu'un vague bétail attendant par paquets de dix qu'un homme de rang social inférieur vienne les tuer à coups de hache.

Cela semble très peu certain. Ce que nous savons des massacres de masse au XX^{e} siècle montre qu'il est très difficile à des bourreaux peu nombreux, même armés de mitrailleuses, de tuer des gens sans défense et sans armure. On peut par conséquent tenir pour probable que l'ordre d'Henri a pour objet, non de mener au massacre, mais de maintenir les prisonniers dans la terreur de leur sort, quoique de manière moins « clinique » que les *Sonderkommandos*. Il est possible que les gardiens de ces hommes clament leur refus d'obéir, et peut-être rassurent-ils leurs prisonniers en leur promettant qu'ils ne leur feront aucun mal. On peut aussi imaginer des disputes, et même que certains captifs non attachés en viennent aux mains avec les membres du peloton d'exécution, et qu'alors s'ensuit une sorte de transhumance du troupeau de prisonniers que les archers repoussent hors du champ de bataille même, vers le convoi des bagages, où les Français ne représentent plus une menace. Certains laissent sans doute leur vie dans l'opération, mais leur nombre ne se chiffre ni en milliers, ni même sans doute en centaines.

Quoi qu'il soit arrivé, cela cesse quand le roi voit la troisième ligne française quitter le champ de bataille. Il est environ 3 heures de l'après-midi, il reste deux heures avant la tombée de la nuit. Les Anglais commencent alors à se répandre sur le terrain à la recherche d'autres prisonniers dans les endroits qui n'ont pas été ratissés. Le roi fait le tour des lieux et en revenant vers ses quartiers, à Maisoncelles, il convoque les hérauts des deux camps.

Les blessés

Les hérauts français et anglais ont observé la bataille ensemble et, bien que leur armée soit partie, les Français demeurent sur le terrain. Les hérauts appartiennent en effet à une sorte de corporation internationale servant de médiatrice en matière d'actes de guerre dans les pays civilisés. Henri est impatient de savoir ce qu'ils ont à dire sur les combats du jour et de donner un nom à cette bataille, afin que les chroniqueurs puissent s'en emparer pour glorifier les hauts faits auxquels on a assisté. Montjoie, chef des hérauts français, confirme qu'il s'agit d'une victoire des Anglais et il lui attribue le nom du château voisin, Azincourt.

Cette décision met un terme à la bataille en tant qu'épisode militaire et historique. Les Anglais emmènent leurs prisonniers ainsi que leurs propres blessés à Maisoncelles pour la nuit, et les vingt chirurgiens de l'armée se mettent au travail. Les dommages côté anglais ne sont pas très nombreux : le duc d'York, qu'on a tiré d'un amoncellement de corps, est mort étouffé ou d'une attaque cardiaque. Le comte de Suffolk est, avec lui, la seule victime d'importance. Pour le reste, on ne compte que quelques centaines de blessés, pour la plupart légers. Les Anglais n'ont pas reçu de flèches, la plupart des blessures résultent de lacérations, et non de pénétrations ; même si les plaies sont profondes, au prix d'un pansement convenable, la guérison est au bout. Les fractures ne sont pas rares, et celles au crâne ne sont pas soignées. On a perdu les secrets de la trépanation. Mais on sait réduire les fractures des bras et jambes. Les blessés français, eux, sont en plus mauvaise posture. Beaucoup ont été transpercés, soit par flèche, soit par coups portés à travers les points faibles de l'armure. Si les intestins se vident dans l'abdomen, le pronostic est fatal, la péritonite, assurée. Les pénétrations au niveau de la poitrine accompagnées de l'intrusion d'un morceau d'étoffe mènent à la septicémie. Nombre de Français souffrent d'enfoncements de la boîte crânienne, et l'on doit voir un bon nombre de fractures de la colonne vertébrale causées par les chutes de cheval. Pratiquement toutes ces blessures mènent à la mort, les chirurgiens de l'époque étant incapables de les traiter. La plupart des blessés français, bien entendu, n'ont pas été ramassés sur le champ de bataille et, s'ils ne se sont pas vidés de leur sang, le choc et la température les tuent pendant la nuit où le thermomètre descend probablement au-dessous de dix degrés. Et sans doute n'est-ce pas par cruauté que les Anglais tuent les survivants en traversant le champ de bataille le lendemain. En tout cas, ils sont tous morts quand les paysans locaux, sous l'autorité de l'évêque d'Arras, commencent à creuser les tombes sur le site. On évalue à six mille le nombre de victimes du côté français.

La volonté de combattre

On se demande ce qui anime les hommes dans un combat comme celui-là. Certains facteurs que l'on retrouve dans toutes les batailles, comme nous le verrons, ou qui appartiennent plus spécifiquement à celle-là, se dégagent d'emblée. L'usage de la boisson est le plus évident. Les Anglais, qui

manquaient de nourriture, ont probablement aussi moins de réserves que les Français dans ce domaine. La boisson va bon train des deux côtés pendant l'attente et il est probable que plus d'un soldat de part et d'autre a bu plus que de raison – pour ne pas dire que beaucoup arrivent ivres au combat. Chez les Anglais, la présence du roi constitue aussi ce que les soldats modernes appellent un « facteur moral » dont l'importance n'est pas négligeable. Le lien personnel entre le chef et ses hommes conditionne tout ce qui arrive ou non au cœur d'une bataille ; et ce lien connaît un paroxysme dans les sociétés militaires comme l'Angleterre du XV^{e} siècle, ou les Etats guerriers de l'Inde que les Anglais ont su gagner à leur cause impériale. La nature d'un tel lien est plus complexe et certainement plus prosaïque que ce que les ethnologues modernes voudraient nous faire croire mais son importance ne doit pas être sous-estimée. Et, si le soldat du haut Moyen Age ne doit de loyauté immédiate qu'à son capitaine, la présence sur le terrain d'un roi, qui risque ostensiblement sa vie sous ses yeux au milieu de la mêlée, doit compter pour beaucoup dans sa résolution.

Autre élément qui contribue à renforcer encore celle-ci, le soutien de la religion. Les problèmes moraux posés par la mort qu'on inflige ne sont guère perçus comme affectant le soldat mais le chevalier chrétien, soit qu'il corresponde au type idéal décrit par les chroniqueurs, soit qu'il ressemble aux figures de l'Histoire que nous connaissons. Les conditions légitimes ou non d'infliction de la mort sont clairement définies en temps de guerre, et la loi militaire, civile ou religieuse dispose d'un arsenal de sanctions. La mort infligée légalement, en revanche, est codifiée par les préceptes religieux et strictement limitée aux guerres servant une juste cause. Et, quel que soit le peu d'influence que la doctrine religieuse exerce sur le soldat de base ou le chevalier mécréant, la préparation religieuse à laquelle l'armée anglaise est soumise avant Azincourt doit être tenue pour l'un des facteurs les plus importants de son soutien moral. Henri lui-même assiste à trois messes avant la bataille et il communie, comme probablement la plupart des membres de sa suite. L'expédition compte d'ailleurs tout un bataillon de prêtres. Avant le combat, les soldats reçoivent traditionnellement la bénédiction. Ils s'agenouillent, se signent, et portent de la terre à leur bouche, représentation symbolique de la mort et de l'enterrement auxquels ils s'exposent.

La boisson et la prière doivent toutefois être considérées comme des soutiens de dernière minute chez le soldat médiéval (nous verrons que cela

continuera). Mais surtout, et davantage encore pour le soldat de base que pour l'homme en armure, étant donné la disparité de leurs statuts, il y a la perspective de l'enrichissement personnel. La guerre médiévale, comme toutes les guerres, est porteuse d'une foule de significations, mais, dans la bataille médiévale au niveau individuel, seuls trois faits ont de l'importance : d'abord, vaincre, les conséquences d'une défaite étant parfois très fâcheuses ; ensuite, se distinguer personnellement au combat singulier, ce qui concerne davantage le chevalier que l'archer ; enfin, le plus important, piller et rançonner. Azincourt rapporte gros, si on la compare à d'autres batailles médiévales. Et il faut surtout s'attacher à analyser la fièvre de convoitise, le côté « ruée vers l'or » de l'opération si l'on veut comprendre l'événement.

Ce dernier point doit être tempéré par deux autres éléments : le premier est le poids de l'autorité. Le rôle de la coercition physique, de l'obligation quand on rassemble des hommes pour affronter pareille épreuve est pratiquement toujours minimisé ou ignoré par les historiens militaires. Et pourtant à Azincourt on voit bien que le poids de l'obligation de combattre est déterminant. Les Anglais essaient par tous les moyens de refuser l'affrontement pendant la longue marche commencée à Harfleur et, bien que le 25 octobre ils finissent par se rendre à cette nécessité parce qu'elle est la seule qui puisse les sauver de la défaite et d'une longue captivité, ce qui les y oblige, c'est le froid et la faim. Les Français eux aussi ont espéré que la confrontation n'allait pas tourner à l'affrontement. Et on peut supposer que nombre de ceux qui tombent sous les coups d'épée ou de massue des Anglais étaient partis au combat avec une détermination médiocre.

Le second facteur est plus ou moins la conséquence du précédent. Il concerne la banalisation de la violence dans la société de l'époque. L'imagination moderne est indignée par ce qui se déroule à Azincourt ; en dépit de notre accoutumance à l'idée de la violence, nous la voyons rarement autour de nous et elle nous scandalise. Ce sens du scandale est sans doute aussi vif, à l'époque, pour la victime. Mais, dans un monde où les querelles de voisinage se règlent à coups de couteau ou d'épée, le fait lui-même est moins surprenant qu'aujourd'hui. Le langage juridique anglais issu de cette époque porte d'ailleurs encore la marque de ce mélange entre les différents niveaux d'exercice de la violence, le privé, le civil et le militaire par la guerre hors des frontières. Ainsi, une bataille, même si

l’expérience était exceptionnelle, ne représente pas quelque chose d’inimaginable, ne bouleverse pas de fond en comble l’horizon individuel : elle constitue un paroxysme de risque dans l’existence du soldat. Mais il y est préparé.

3
Waterloo, 18 juin 1815

Le duc de Wellington désavoua avec vigueur toute tentative de faire de Waterloo un monument de littérature ou d'histoire. Son propre compte rendu officiel de l'affaire était presque expéditif et il avait donné à un correspondant qui l'interrogeait sur l'événement le conseil de raconter la bataille de Waterloo telle qu'elle avait été, tout simplement. L'attitude du duc s'expliquait en partie par son dédain du sensationnalisme. Quant au reste, il nourrissait des doutes légitimes sur la possibilité d'enchaîner causes et effets pour en expliquer l'issue. « On ne raconte pas l'histoire d'une bataille comme on raconterait un bal, disait-il, quelques personnes peuvent bien rassembler les petits événements dont la somme résulte en une bataille gagnée ou perdue, mais nul ne peut reconstituer leur ordre, ni le moment exact de leur manifestation, qui sont, pourtant, ce qui en fait la vraie valeur et l'importance. »

Dès le début, le souhait exprimé par le duc fut ignoré, comme on pouvait le prévoir. On eût dit, pour les contemporains de l'événement, que Waterloo renversait le cours de l'histoire européenne. Presque tous ceux qui avaient pris part à la bataille et qui se trouvaient encore à même de tenir une plume inondèrent le marché de leurs récits. On en redemandait. De surcroît, les assauts de reconnaissance officielle obligeaient les chroniqueurs à se montrer héroïques et déclamatoires dès l'entrée en matière. Pour la première fois dans l'histoire de l'armée britannique, chaque ancien combattant reçut une médaille commémorative. Il suffisait d'avoir été sur le champ de bataille un seul jour, ce 18 juin 1815, et cela valait deux années de pension. A lui seul, ce simple fait suffisait à convaincre le soldat le plus dénué d'imagination qu'il avait participé à un événement d'une envergure extraordinaire. Les officiers n'eurent pas le moindre doute à ce sujet dès

l'issue de la bataille, on le voit dans leurs lettres. La plupart, écrites pour rassurer leur entourage et leur famille, comportaient une note de triomphe relevée par presque tous les commentateurs historiques qui se sont penchés sur le sujet. Même les Français, par un curieux phénomène de transfert, s'arrangèrent pour faire de cette défaite un événement chargé de valeur épique. Et les deux figures littéraires les plus remarquables inspirées par cette bataille, Byron et Victor Hugo, ont donné dans le lyrisme.

Curieusement, les résultats, *Childe Harold* et *Les Châtiments*, restent plutôt passionnants à la lecture. Mais les effets de tant de pathos à propos de cette bataille, traitée comme si le lecteur se trouvait lui-même au cœur du combat, sont que les faits militaires et humains qui la caractérisent se retrouvent englués dans l'imaginaire. Même Siborne, dont la méthode d'approche est parfaite, se sent obligé de conclure son pavé sur un feu d'artifice d'adjectifs.

> Ainsi s'achevait cette bataille mémorable à jamais, remarquable par le spectacle qu'elle offrait : une bravoure de la plus noble, de la plus imperturbable espèce ; une endurance toute de calme, de dignité et de sublime ; un patriotisme, une loyauté unanime et inflexible. Mais aussi, un courage téméraire et presque insensé dans les assauts ; une dévotion aux chefs, des plus zélées, qui ne connaissait pas de limites [*sic*] ; et pour finir, une abnégation morale et un engagement physique sans exemple dans l'histoire militaire moderne. Ainsi a été consommée cette victoire, la plus brillante dans son développement, la plus totale quant au résultat, de toutes celles qui ont permis d'interrompre le calvaire si longtemps subi par les nations européennes.

Des générations d'écrivains, pour lesquels l'engagement de Napoléon ne revêtait pas la même signification politique et morale que celle avancée par Siborne et ses contemporains, n'en ont pas moins considéré l'issue de la bataille comme un triomphe sur la tyrannie. Dans le même temps, l'imagination visuelle des lecteurs et des commentateurs se trouvait alimentée par une pléthore de toiles aux couleurs chatoyantes sortant des ateliers de peintres en vogue – Dighton, Phillipoteaux, Raffet, Bellangé, Caton Woodville – chez qui le mélange entre l'œil photographique et le défi permanent aux lois de la physique préfigure les travaux des surréalistes. Une grande part de l'imagerie propre à la bataille archiressassée de Waterloo – l'éclair des sabres, les carrés en déroute et la chair fumante des chevaux – n'a pris naissance en vérité, du moins peut-on le supposer, que dans l'imagination d'artistes ayant visité le champ de bataille en touristes, s'ils ont jamais fait le voyage.

Récemment, quelques auteurs se sont élevés contre la dramatisation rituelle de l'approche des faits. David Howarth, dans son livre *A Near Run Thing*, s'est distingué par un souci remarquable de raconter la bataille à travers les souvenirs des combattants et des témoins. Jac Weller, un spécialiste au regard très original, s'est lancé dans une entreprise ambitieuse et réussie dans une large mesure : « Raconter la bataille sans disposer de plus d'informations que Wellington n'en reçut à la fois ce jour-là. » Expert en matériels d'armement, il fournit en outre dans son livre une évaluation précise des dommages que des armées de ce type pouvaient s'infliger mutuellement, sans parler de la nature des épreuves subies sur le terrain par les individus. Mais aucun des deux livres n'est pleinement satisfaisant. Les individus décrits par Howarth restant des individus, le lecteur s'interroge sur leur représentativité : on ne sait pas si l'expérience rapportée est typique ou non. Weller se lance dans une tentative de généralisation pleine d'imagination mais, après avoir appelé son livre *Wellington à Waterloo*, il ne pouvait faire autrement que de se laisser piéger par les limites de l'approche biographique.

Ce que l'expérience humaine et le fait militaire réclament de l'historien, dans une combinaison plus ou moins heureuse entre les méthodes de Howarth et celles de Weller, c'est un mélange entre la passion du premier et les facultés d'analyse du second. Ce qui est curieux, c'est que personne n'ait encore essayé. Pour ce qui concerne l'archéologie militaire de 1815 – dispositifs de formation, portée et effets des armes utilisées, mécanismes de commandement, mobilité sur le terrain –, cela reste à étudier et certes Weller l'illustre, mais il conviendrait de gratter une couche de poussière. En outre, depuis plus d'un siècle, une incroyable quantité de souvenirs personnels sont à la disposition des curieux. A vrai dire, ces témoignages vécus dépassent en intérêt tout ce qui concerne les batailles du XX^{e} siècle. Des mémoires recueillis auprès d'anciens combattants britanniques, français, allemands, hollandais et belges, des lettres envoyées dans les jours qui suivirent la bataille, et aussi des documents officiels qui la concernent, l'armée britannique peut tirer une somme de renseignements qui n'a pas eu d'équivalent jusqu'à l'instauration par le général Marshall du reportage de guerre dans l'armée américaine durant le dernier conflit mondial. La qualité de ces archives est éblouissante, et elles proviennent réellement de toutes les origines. Le capitaine Siborne, qui les récolta, conçut en 1830 le projet de réaliser une énorme fresque de la bataille au plus fort de l'action, et il

reçut de ses supérieurs la permission de se déplacer pour recueillir les témoignages des officiers survivants. Le résultat d'une telle opération aurait pu être un cafouillage, mais cet homme était méthodique et dressa une liste de questions précises pour ses correspondants. Naturellement, quelques-uns sortirent un peu du cadre ainsi assigné, d'autres au contraire s'y conformèrent exagérément, mais le résultat de l'affaire fut une vision très omnisciente de la bataille, au moins du côté britannique. Ce travail a d'ailleurs servi de base à la plupart de ceux qui l'ont suivi. L'énorme livre de Siborne lui-même s'en inspirait, la plupart des chapitres consistant en une version à peine adaptée des témoignages adressés à l'auteur par des lettres d'officiers. Depuis, une foule de commentateurs, attirés par le sujet du fait que ce travail de Romain leur a mâché la tâche, se sont jetés dessus sans citer la source de leurs prétendues découvertes.

Il n'est donc pas douteux que le matériau existe pour dresser l'histoire humaine de cette bataille, sans négliger l'histoire militaire. D'autant plus que la plupart des sources n'ont même pas été effleurées. La raison en est que Waterloo, plus que toute autre bataille, a été commentée selon l'angle victoire/défaite. Comme nous l'avons vu, il s'agissait de la quinzième et plus importante des « batailles décisives », selon le livre de Creasy, et la plupart des auteurs ont fait comme lui : ils ont donné la priorité à la question de savoir comment Wellington a remporté la victoire et Napoléon a connu la défaite (ou été privé d'une victoire par tel ou tel événement qui ne s'est pas produit). « Après une lecture exhaustive de la littérature concernant cette bataille, il suffit qu'une phrase commence par *si* pour que le livre me tombe des mains », écrit Weller.

Bien plus, les témoins, quasi systématiquement, s'arrangent pour établir le lien entre leurs propres actions et l'effondrement de Napoléon. Et Siborne, dont le travail est si richement nourri de l'expérience humaine du champ de bataille, n'a en fait collecté cette manne qu'en poursuivant une tâche moins noble, bien que fondamentale : il s'agissait pour lui de repérer les lieux et le minutage des faits pour enchaîner causes et effets. Mais c'est précisément parce que tant d'informations qui relèvent de l'humain nous sont parvenues par hasard qu'elles nous sont précieuses ; et pour cette raison, en comparaison avec ce que nous savons d'Azincourt, elles sont si nombreuses que nous pouvons cette fois nous faire réellement une idée de ce que fut l'événement pour ses protagonistes.

La campagne

Commençons par le début de la campagne qui précède de peu la bataille elle-même. Napoléon, vaincu par les armées alliées de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie en 1814, exilé sur l'île d'Elbe, rentre en France le 1er mars 1815. Louis XVIII, revenu sur le trône grâce à l'appui des armées alliées, doit quitter Paris pour Gand en Belgique, le 20 mars. Napoléon entre à Paris le jour même.

Il espère que les alliés ne s'opposeront pas à son retour, mais une semaine plus tôt ceux-ci se sont au contraire entendus pour lui faire la guerre, et l'accord tient bon. Pendant que Napoléon s'occupe de reconstruire sa Grande Armée, en grande partie démobilisée sous la Restauration, les alliés élaborent des plans de concentration de troupes et quatre armées importantes se disposent aux frontières de l'Est et du Nord-Est. Deux cent mille soldats autrichiens doivent pénétrer en France par l'Alsace-Lorraine, cent cinquante mille les relayer au creux de l'été en provenance de Russie ; une armée prussienne de cent mille hommes doit emprunter la route passant par le sud de la Belgique et les forces anglo-hollandaises, déjà constituées aux Pays-Bas, prévoient d'attaquer par le nord. Quand tout le monde sera en place, les quatre armées convergeront vers le territoire français.

Napoléon ne peut espérer tenir tête à une telle puissance. En revenant, il n'a trouvé que deux cent mille hommes sous les drapeaux, et, obligé de reconnaître que la suppression de la conscription par Louis XVIII, trop populaire, ne peut être rapportée, il doit avoir recours à des exhortations et à divers subterfuges pour grappiller quelques forces supplémentaires. Son infériorité numérique ne lui laisse que deux solutions : une stratégie de défense et de temporisation qui, s'il tient assez longtemps, peut mener à un traité de paix avec des alliés lassés ou bien une offensive périlleuse contre les armées anglo-alliée et prussienne en Belgique. En cas de victoire, les Autrichiens et les Russes pourraient fort bien être dissuadés de tenter l'aventure. Le penchant naturel de Napoléon étant l'offensive et les alliés n'excédant pas de beaucoup ses propres forces, il choisit la seconde solution. Elle présente l'avantage de repousser la deuxième invasion du territoire national en l'espace de dix-huit mois.

Il n'est toutefois pas assez puissant pour affronter les deux armées anglo-alliée et prussienne réunies. Ses plans consistent donc à provoquer

l'une avant l'autre, mais de manière que l'armée non engagée ne puisse venir en aide à l'autre que trop tard. Toute la difficulté consiste à choisir le premier adversaire. Une étude des lignes de communication le met sur la voie. La base de l'armée anglaise est située sur les ports belges, les Prussiens sont stationnés sur le Rhin. Quiconque recevra le premier assaut se repliera sur ses bases, et par conséquent s'éloignera de son allié ; une attaque dirigée vers les Anglais pourrait porter les Prussiens à venir les défendre, mais, à l'inverse, Napoléon trouve improbable que Wellington accepte de se couper des ports afin de porter secours à Blücher. C'est pourquoi il décide d'abord d'attaquer les Prussiens.

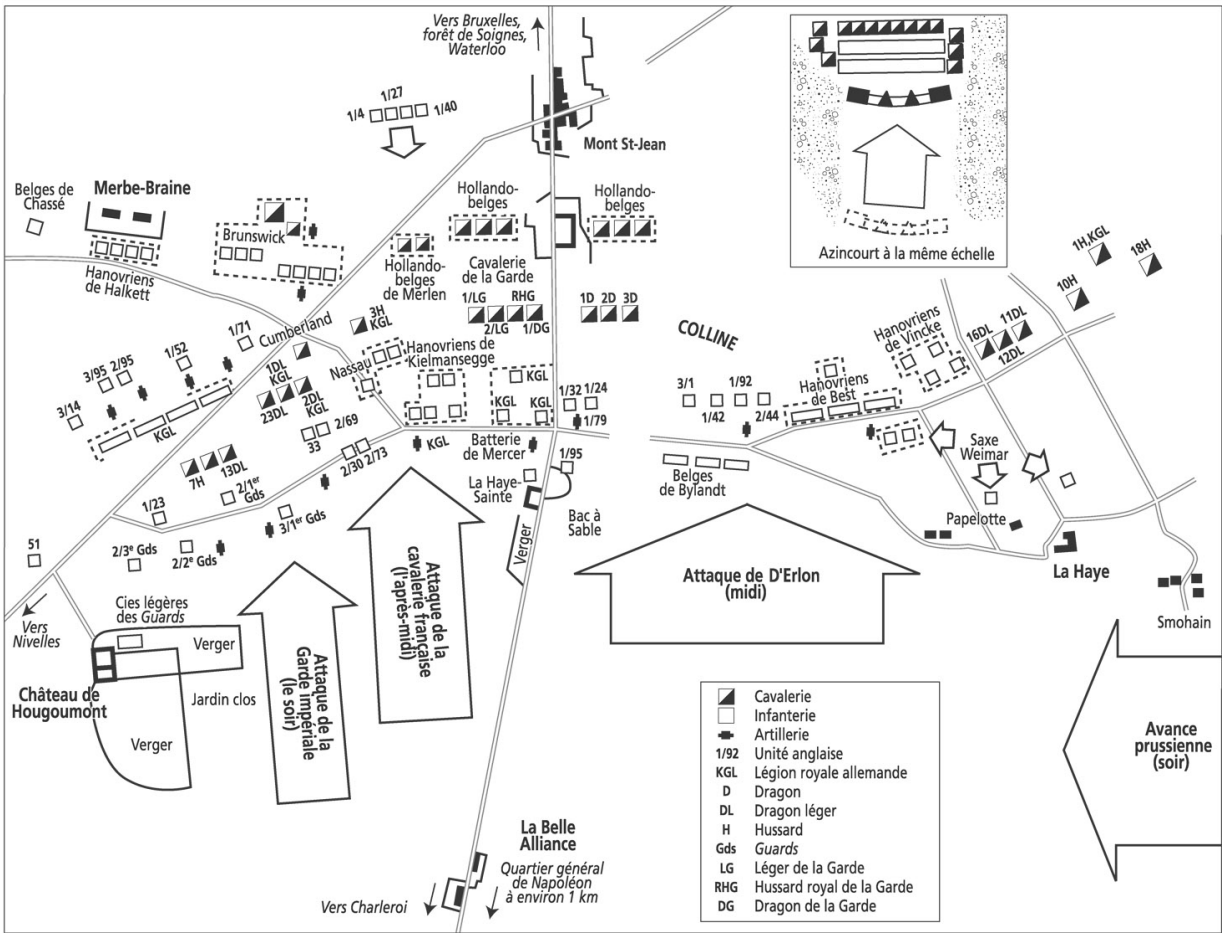
Les suppositions de Napoléon sur les réactions britanniques ne sont flatteuses ni pour l'Angleterre ni pour Wellington, le duc étant plus que déterminé à la bataille. Il n'en demeure pas moins que le début de la campagne peut laisser penser que Napoléon a eu raison. Il se débrouille pour positionner son armée à la frontière belge tout en trompant ses adversaires sur ses intentions véritables. Le 16 juin, il réunit la plupart de ses forces pour tomber sur les Prussiens à Ligny et pour les battre. Ce jour-là, à la fin de la bataille, les Anglais font une apparition sur le flanc ouest du théâtre d'opérations, aux Quatre-Bras ; mais, repoussés par un détachement français, ils refluent vers le nord comme Napoléon l'avait souhaité et prévu. Pendant ce temps, selon toute apparence, les Prussiens prennent la fuite vers l'est.

Jusque-là, tout va bien : stratégiquement, la campagne est une réussite. Il ne lui reste désormais plus qu'à battre les Britanniques qu'il a isolés. De surcroît cette armée britannique est bien moins redoutable et moins homogène que celle qui l'a combattu en Espagne : moins de la moitié de ses représentants sont britanniques, les autres étant allemands, hollandais et belges ; en outre, nombre de ses régiments sont composés de troupes sans expérience.

La cavalerie couvre cependant efficacement la retraite de l'armée britannique le 17 juin et le lendemain, quand le jour se lève, Napoléon la trouve déployée pour la bataille entre Bruxelles et la forêt de Soignes. Le front mesure quatre kilomètres et ses deux ailes sont bien protégées, à l'est par les fermes et divers bâtiments de Papelotte, Frichermont, La Haye, à l'ouest par le village de Braine-L'Alleud. Le centre de la position est renforcé par deux fermes aux bâtiments imposants, La Haye-Sainte et Hougoumont, lesquelles rendent toute attaque frontale assez délicate. Mais

contourner le dispositif, avec une armée prussienne qui se trouve dans les parages sur sa droite, semble encore plus dangereux et risque de faire perdre trop de temps. Napoléon décide donc de foncer droit devant.

WATERLOO : 18 juin 1815 vers 11 heures du matin



Il n'est pas question que les Britanniques prennent l'initiative. Bien que les deux armées soient à peu près aussi nombreuses l'une que l'autre, environ soixante-dix mille hommes, il y a tellement de soldats allemands et hollando-belges chez Wellington, soldats d'une fiabilité politique ou militaire discutable, qu'on ne peut pas prétendre les utiliser autrement qu'en résistance statique. Les Allemands de la Légion royale (*King's German Legion*), une force régulière composée d'émigrés du Hanovre qui a déjà combattu en Espagne, sont, eux, assez motivés pour être utilisés n'importe où. Les officiers et les soldats britanniques les tiennent pour leurs égaux. Mais la plupart des troupes du Hanovre proprement dites sont inexpérimentées et sous-entraînées. Quant aux troupes hollandaises et

belges, la rumeur court qu'elles préfèrent Napoléon à leur prince d'Orange qui vient de retrouver son trône. Wellington les dispose par conséquent là où ils peuvent causer le moins d'ennuis. La plupart des Hollandais et des Belges se retrouvent donc à Braine-L'Alleud d'un côté de la ligne, à La Haye et à Papelotte à l'autre extrémité. Afin d'épaissir au minimum sa ligne de front dans la partie centrale, Wellington panache les forces britanniques et allemandes de régiments sûrs. Une fois son armée ainsi déployée au sommet d'une pente douce, il attend de voir où et comment Napoléon va lancer son attaque.

Napoléon choisit d'attaquer à peu près à 11 heures du matin vers le château de Hougoumont, où sont stationnés les *Foot Guards* britanniques. Cette première des cinq phases entre lesquelles les historiens divisent traditionnellement la bataille doit s'entendre comme une diversion. Il s'agit pour Napoléon de distraire une partie des troupes du centre de la ligne, où sa véritable attaque va porter.

Les *Guards* se montrent pourtant capables de tenir seuls leur position, un bâtiment énorme. Le commandement français, dans le feu de l'action, semble oublier plus ou moins l'objet de cette diversion et envoie de plus en plus de soldats se casser les dents sur ce pôle de résistance. Dès lors, le combat pour Hougoumont devient, comme souvent quand il s'agit de conquérir ainsi un carré de terrain, une bataille dans la bataille qui continue pendant l'engagement général jusqu'à ce que les Français soient contraints d'y renoncer par la retraite de l'armée entière.

La deuxième phase de la bataille, l'attaque de l'infanterie du général d'Erlon, doit être lancée par conséquent contre des lignes centrales anglo-alliées non affaiblies, la diversion ayant échoué. Elles ont essuyé le feu de quatre-vingts canons pendant une demi-heure quand, vers 13 h 45, quatre divisions françaises commencent à s'engager dans le vallon qui sépare les deux armées. Deux importantes positions des lignes alliées sont prises, Papelotte et le « bac à sable », d'où opèrent les tirailleurs britanniques, mais La Haye-Sainte, bien que les forces françaises parviennent à y pénétrer, ne tombe pas. Comme les Français approchent de la crête, l'une des brigades hollando-belges qui a le plus souffert de la canonnade initiale s'enfuit. Une contre-attaque de l'infanterie britannique, menée par le général Picton, permet de reformer les lignes et une charge de deux brigades de cavalerie lourde anglaise sème le désordre dans le dispositif français.

La troisième phase, qui commence vers 4 heures, voit une série de charges de cavalerie françaises se développer contre le centre des lignes anglaises dans les parties qui n'ont pas été attaquées par d'Erlon. La décision de cet engagement a été prise par Ney, chargé du commandement opérationnel des forces françaises, qui a mal interprété les mouvements alliés derrière les lignes de front, et croit que la voie est libre. En fait, la section que la cavalerie française affronte est parfaitement préparée à l'assaut : elle se met en carré et repousse toutes les charges les unes après les autres. Les cavaliers qui survivent à cette opération se retirent finalement, poursuivis par la cavalerie britannique, et l'engagement continue au grand galop. Napoléon, conscient que les Prussiens ne sont désormais plus très loin du champ de bataille, envoie rapidement vers Ney la cavalerie de la Garde impériale et deux divisions de cuirassiers. Ils sont repoussés eux aussi par les carrés britanniques et hanovriens, de même qu'une poignée de fantassins envoyés tardivement, vers 6 heures.

Les artilleries des deux armées jouent un rôle dévastateur dans les deuxième et troisième phases. Mais la quatrième phase est presque uniquement celle de l'infanterie. Elle est relativement brève et se distingue des autres parce qu'il s'agit du premier succès indiscutable des Français dans la bataille, avec la prise de La Haye-Sainte, abandonnée, faute de munitions, par la Légion royale allemande. Ce revers met les troupes alliées déployées juste derrière en réel danger et Ney parvient presque alors à percer leurs lignes avec une nouvelle attaque d'infanterie. Mais il commence à manquer de troupes, la plupart des hommes combattant désormais contre les Prussiens, cependant que Wellington, plus économe, peut encore aligner assez d'hommes pour renforcer ses lignes. Vers 6 h 30, la situation au centre de celles-ci est rétablie.

Les ennuis commencent alors du côté français. Napoléon est lourdement engagé sur deux fronts à la fois et menacé d'encerclement par les Prussiens en marche. Pour interrompre la manœuvre et recouvrer l'équilibre des forces il ne lui reste plus que l'infanterie de la Garde impériale. A 7 heures environ, elle quitte la position qu'elle occupait à l'arrière et remonte la pente à l'est de Hougoumont. Les bataillons britanniques délivrent un feu nourri contre elle, notamment sur son flanc, grâce au 52^{e} d'infanterie légère anglaise, qui lui inflige des pertes sévères et de manière inattendue. Après quoi, à la surprise générale, on voit la Garde battre en retraite et disparaître dans la fumée d'où elle était sortie. A ce

moment, Wellington donne le signal d'une avance des Anglo-alliés derrière ce qui reste de sa propre cavalerie. La bataille de Waterloo est presque terminée. En fait, Napoléon reste aux prises avec les Prussiens sur le flanc est, mais les jeux sont faits, il est battu.

L'angle de vision personnel

Il est probablement vain de souligner qu'aucun des combattants ne perçoit sur le moment ces cinq fameuses « phases » de la bataille, pas même Napoléon ou Wellington, malgré leur position privilégiée et leur intervention directe sur le cours des choses. Les « cinq phases » ne sont évidemment qu'une convention, une commodité de récit. Mais il est important de souligner, avant de se pencher sur l'expérience humaine au sein des lignes, combien la vision que chacun se forgea de l'événement est partielle. Un exemple saisissant nous en est fourni par le cas du 27e régiment, les *Inniskillings*. Utilisés en arrière-garde quand leur armée battait en retraite, dans la nuit du 17 au 18 juin, ils ne parviennent à leur bivouac que le matin de la bataille à 11 heures. Là, autour du mont Saint-Jean, à environ un kilomètre du front, ils s'allongent pour dormir. Nombre d'entre eux dorment encore quand, vers 3 heures de l'après-midi, c'est-à-dire *quatre heures* après le début de l'engagement, on leur ordonne de se rendre au carrefour de La Haye-Sainte. Près de cet endroit, ils se forment en colonnes par compagnies, et parfois on leur demande de se disposer en carré. Quatre cent cinquante des sept cent cinquante officiers et hommes de troupe de ce régiment sont tués ou blessés, pratiquement tous par le feu du canon qui se trouve à quelques centaines de mètres ou par des tirailleurs français. L'ordre d'avancer ne leur est transmis que quatre heures plus tard. Les pertes sont si nombreuses parmi les officiers (un sur dix-huit seulement s'en tire indemne) qu'on a très peu écrit sur ces quatre heures après la bataille. Ce qu'on peut supposer, c'est que les *Inniskillings* n'ont pas le loisir de voir autre chose de Waterloo que l'horreur où on les laisse s'enfoncer. Et si la formation en carré permet aux hommes de l'arrière d'être protégés du feu direct par les quatre rangs de devant, ils tournent pour la plupart le dos aux opérations, ils ne voient rien, leurs nerfs sont figés dans la seule attente du boulet de canon qui peut leur arriver par-derrière. On n'aurait pas appris grand-chose de ceux-là si on leur avait demandé de raconter la bataille.

Nombre des correspondants de Siborne tiennent à avertir le destinataire de la partialité, du caractère incomplet de leur témoignage. Thornhill, adjoint du commandant de la cavalerie, raconte qu'il est tellement occupé à transmettre rapidement les ordres qu'il a très peu de temps pour contempler des événements dont le sens lui échappe ; Robbins, du 17e hussards, relève que jusqu'à l'instant de sa blessure, en fin de journée, c'est à peine s'il a vu l'ennemi, bien que son régiment ait changé trois fois de position et se soit trouvé souvent sous le feu ; et qu'au cours de son seul engagement direct avec la cavalerie française il est, de son propre aveu, trop occupé par ses hommes pour pouvoir s'apercevoir de ce qui se passe réellement autour de lui. Browne, un lieutenant du 4e régiment d'infanterie, voisin des *Inniskillings* mais moins exposé qu'eux au feu ennemi, s'explique très précisément sur ce point : « La fumée, dit-il, le vacarme, choses qui sont inévitables quand on se frotte à l'ennemi, et l'attention que les officiers doivent à leurs hommes, tout cela les rend particulièrement incapables de dresser le compte rendu des batailles auxquelles ils ont pu être mêlés. » Pratt, le lieutenant commandant la compagnie légère des *Inniskillings*, qui a partagé la terrible attente immobile sous la canonnade ennemie, développe le même point de vue de façon plus imagée :

> Je pense que vous serez de mon avis, un jeune officier subalterne, épuisé après deux journées de marche, de combat et affamé de surcroît, n'était pas particulièrement à même de prendre des notes sur la nature du terrain où il progressait. Les préoccupations immédiates, le comportement des quelques hommes qui marchaient à ses côtés, voilà toute l'étendue de ses observations.

On peut expliquer ce manque de vision globale par d'autres raisons que le simple souci du devoir. Beaucoup de régiments passent un temps très long allongés à contre-pente de la crête dont ils ont la garde, ce qui veut dire qu'ils ne peuvent voir ce qui se passe derrière. Mercer, dont la description détaillée du champ de bataille dans son *Journal* constitue l'un des passages littéraires les plus poignants sur Waterloo, livre un témoignage enrobé mais très convaincant à Siborne, notamment dans ce paragraphe où il décrit la situation de sa batterie au début de l'après-midi :

> De ce qui se passait sur la ligne de front, nous ne pouvions rien voir, parce que nos premières lignes se trouvaient bien plus haut que nous sur le terrain. Nous n'apercevions que les quelques carrés d'infanterie qui se trouvaient à notre portée et leurs batteries. De temps en temps des unités de cavalerie arrivaient de l'autre versant de la colline, se mêlaient aux carrés puis, se dispersant vers l'arrière, disparaissaient je ne sais comment.

Il suffit donc de quelques mètres pour faire la différence entre le point de vue de l'oiseau et celui du ver de terre. Et, en effet, sir John Colborne, commandant le 52e d'infanterie légère, se dit « persuadé que personne, sauf les officiers à cheval, ne peut donner un compte rendu fidèle de la bataille » (or, comme nous l'avons vu, les cavaliers eux-mêmes n'en sont guère capables). Mais, même du sommet de la colline, des obstacles physiques peuvent limiter sévèrement la vision des soldats. En nombre d'endroits, au moins au début de la bataille, les cultures dans les champs sont assez hautes pour permettre à un tireur ennemi de s'approcher des lignes. Aux Quatre-Bras, « les cultures étaient si hautes, raconte Levellyn, du 28e régiment, que l'ennemi, même quand il attaquait nos carrés, était obligé d'envoyer un éclaireur pour planter un drapeau, une marque à la pointe de nos baïonnettes ». A Waterloo, où la bataille est plus longue, tout est aplati (raconte Albemarle, du 14e régiment) mais, un peu plus tôt le même jour, la compagnie légère du 51e régiment, à l'extrême ouest de la position, essuie le feu de l'infanterie française qui s'est approchée à cent mètres des lignes grâce à la couverture de la végétation ; cependant que le lieutenant Sharpin de la batterie Bolton rapporte avoir reçu le premier indice de l'approche de la Garde impériale, au plus fort des combats, quand il a vu « les bonnets français émerger du maïs, à une centaine de mètres de nos fusils ». Une fois de plus, les hommes qui se trouvent placés à l'intérieur ou à l'arrière de ces colonnes denses, du type de celles que forme la Garde pour avancer, ne voient pas grand-chose de la bataille, si ce n'est des chapeaux, des nuques et des dos, à quelques centimètres, alors même que leurs camarades de l'avant ont déjà affaire au feu ennemi. Et chacun, même s'il était mieux placé, n'aurait de toute façon vu la scène, enveloppée d'épais nuages de fumée, apparaître que par intervalles.

La fumée ne limite pas seulement la visibilité (bien que ce soit son principal inconvénient) ; elle provoque quasiment des hallucinations. Cathcart, l'un des aides de camp de Wellington, raconte que la Garde avançait en « colonnes noires, apparitions soudaines dans le brouillard et la fumée » ; les soldats du 1er régiment des *Foot Guards*, qui engagent les premiers la bataille, décrivent la Garde comme « formée de géants, avec leurs grands bonnets se déplaçant dans la brume » ; et un officier de la division Picton, observant l'affrontement des deux corps d'élite à peu de distance, se souvient : « Les rayons obliques du soleil déclinant, qui nous

parvenaient à travers la fumée des canons, donnaient à tout cela une atmosphère de chambre noire géante, les figures des hommes paraissaient plus grandes et comme frottées de charbon. »

Pourtant malgré la distance, la fumée, les particularités du terrain qui limitent leur point de vue, plusieurs participants relatent des anecdotes détaillées, plus ou moins longues, et reconnaissent même des personnalités sur le champ de bataille. Albemarle, du 14e régiment, voit Jérôme Bonaparte et son escorte franchir la ligne de front avant le début de la canonnade ; peu après, Vivian, qui commande la brigade des hussards, raconte qu'il a vu Napoléon avec toute sa suite d'officiers « parmi les colonnes qui se formaient devant nos lignes ». Un très grand nombre d'officiers et de soldats anglais disent avoir vu Wellington, même de très près, et certains ont été jusqu'à échanger quelques mots avec lui. Le lieutenant Drewe, des *Inniskillings*, se rappelle être passé sous son balcon dans le village de Waterloo. De là, le duc regardait ses troupes en marche peu après 6 heures du matin. A 10 heures, on le voit à l'ouest de Hougoumont, où quelques hommes de Nassau paniqués tirent sur lui parce qu'il les renvoie à leurs positions, et il reste dans ce secteur jusqu'à ce que les Français lancent l'attaque sur le château lui-même. Au début de l'après-midi, il se trouve au centre des lignes, pendant la succession d'assauts menés par d'Erlon, parfois à proximité même de « son arbre » (un orme au croisement de La Haye-Sainte), parfois à l'intérieur d'un carré de soldats. Une fois l'attaque de D'Erlon repoussée, il visite les compagnies du 95e fusiliers dans le *Sandpit*, le bac à sable, à l'est de La Haye-Sainte, après avoir accompagné le premier bataillon de la Légion royale allemande qu'il a envoyé à leur secours. Plus tard dans l'après-midi, il reste principalement dans la partie droite du centre des lignes, où il se trouve face à la cavalerie française. Rudyard, de la batterie Lloyd, dit l'avoir vu souvent derrière le carré des 33e et 69e régiments. Calvert, commandant au 32e régiment, voit le duc à l'est du croisement de La Haye-Sainte pendant l'assaut – vers 5 heures, dit-il, mais sans doute plus tard – et il se trouve dans le voisinage de la ferme elle-même (« et de très mauvaise humeur », précise l'un de ses aides de camp, Cathcart) au moment où sa défense s'effondre. Durant la phase finale, celle de l'attaque de la Garde impériale, de nombreux soldats se souviennent de l'avoir aperçu, peut-être parce que sa suite a été décimée et qu'on peut alors le voir seul ou avec un seul compagnon. Gawler, du 52e régiment, le voit se rendre à cheval sans escorte à l'est de Hougoumont

et Hunter Blair, général de la 3e brigade, échange quelques mots avec le seul officier d'état-major qui suit le duc à ce moment-là (un officier de liaison sarde qui ne parle pas anglais). Mais le duc est plus visible à la fin de la bataille parce qu'il commande lui-même les opérations la plupart du temps. Si la phrase qu'on lui attribue, « En avant les Gardes, foncez sur eux ! », est apocryphe, il donne certainement des ordres directs à Maitland, commandant la brigade des *Guards*, et plus tard au 52e d'infanterie légère. Après la retraite de la Garde impériale, Wellington parcourt à cheval toutes ses lignes vers l'est, son approche étant accueillie par une ovation des siens, de bataillon en bataillon. Dans la percée générale qui suit, il parvient à se placer derrière les colonnes de tête, où il rejoint Blücher, entre 9 et 10 heures du soir. Tout de suite après, il revient à son quartier général à l'auberge du village de Waterloo, s'y étend pour dormir un moment, à même le sol parce qu'un officier d'état-major est en train d'agoniser dans son lit.

Cette chronologie des mouvements du duc durant la journée de la bataille de Waterloo ne fournit pas seulement une idée de la dureté des combats aux différents moments de la journée (il s'arrange en effet pour être présent partout où l'affrontement est le plus sévère), elle permet aussi d'estimer *ce qu'il n'a pas vu*, c'est-à-dire en quoi sa vision des événements a pu différer de celle d'autres combattants qui ne jouissaient pas de la même liberté de mouvement. On peut sans doute affirmer qu'il n'a pas connaissance de ce qui se passe dans la ferme de Hougoumont (ce qui ne l'empêche pas de donner des ordres avisés en se fiant seulement aux flammes qu'il voit envahir le bâtiment). Il est probable en outre qu'il n'a su que très peu de chose sur le sort de Papelotte parce qu'il n'a guère traversé le champ de bataille jusqu'à l'est. Il n'assiste pas davantage à l'épilogue de la charge de l'*Union Brigade* (brigade de cavalerie), qui se déroule assez loin à l'intérieur des positions ennemies. Il n'est pas non plus le témoin de l'épreuve endurée par les *Inniskillings* au carrefour où ils sont déployés, parce qu'il est souvent occupé ailleurs. Mais même s'il n'est ni le témoin ni l'acteur des combats de l'infanterie, s'il n'est pas le témoin du sort de la garnison de Hougoumont, pas plus que d'une charge de cavalerie (du type de celle menée par Ney au cours de l'après-midi), ni de l'épreuve de la canonnade subie par les *Inniskillings*, on ne peut pour autant prétendre que sa vision de la bataille est moins « réelle » que d'autres. Cette vision, Wellington se l'est forgée au prix d'un risque personnel très important (au

moins deux de ses officiers, Gordon et Lancey, ont été mortellement blessés à ses côtés), celui qu'ont payé la plupart de ceux qui ont pu ensuite arborer des médailles et dont il a partagé l'expérience. Son approche est beaucoup plus étendue dans le temps que celle de beaucoup de combattants : les *Inniskillings*, comme nous l'avons vu, manquent les quatre premières heures de l'engagement, alors qu'il se dépense déjà le long des lignes bien avant la bataille. Il assiste également à des faits bien plus variés que la majorité de ses soldats. Les hommes du 1er bataillon du 95e régiment de fusiliers, par exemple, passent la majeure partie de la bataille dans ce qu'on appelait le *Sandpit*, pendant que Wellington fait sans cesse l'aller-retour entre Hougoumont et La Haye-Sainte. Si les jeunes officiers et les recrues se remémorent ses déplacements comme autant de points d'ancrage dans leur souvenir de la bataille, sa propre chronologie des faits a probablement d'autres types de jalons. On ne peut pas réellement deviner lesquels (bien qu'il ait longtemps après rapporté, lors d'un entretien, qu'il a enfilé et ôté sa cape cinquante fois pendant la bataille – voilà bien le type de détails qui s'accroche à la mémoire des esprits les moins observateurs). En montrant combien le regard de Wellington diffère de celui de ses soldats, combien ces soldats eux-mêmes ne voient pas la même chose les uns et les autres, cavaliers ou artilleurs, hommes de l'arrière ou carrés soumis au feu de l'avant, blessés et indemnes, le caractère général de la bataille finit par se dégager.

Le caractère physique des événements

Il faut ajouter à ces quelques paragraphes sur l'expérience individuelle de la bataille plusieurs éléments qui permettent d'en dresser le contexte humain. Le premier est la fatigue. On peut sans se tromper prétendre que tous les soldats de toutes les armées, au moins avant le développement des moyens de transport mécaniques, vont au combat fatigués, ne serait-ce qu'à cause du poids de leur attirail. L'armée anglaise d'Azincourt était certainement très fatiguée, affamée, transie, trempée avant l'engagement. Le matin de Waterloo les deux armées ne valent pas mieux. L'une et l'autre ont marché toute la journée précédente, chaque homme a porté de vingt-cinq à trente kilos, a combattu l'avant-veille, et le dernier ravitaillement remonte à l'avant-avant-veille. Tous ces soldats ont dormi dans les champs en cette nuit du 17 au 18 juin où il a plu à verse et ils se sont réveillés dans

la grisaille et l'estomac vide. On peut estimer l'étendue de la détresse physique de la plupart des régiments britanniques avec une précision presque clinique. Le 2e bataillon du 30e régiment a quitté Soignies le 16 juin à 2 heures du matin et marché quarante kilomètres jusqu'aux Quatre-Bras, qu'il a atteints à 5 heures de l'après-midi. Le lendemain, il a dû faire retraite vers Waterloo après avoir laissé derrière lui quarante hommes morts ou blessés. Pertes légères en comparaison des sept régiments qui souffrent davantage aux Quatre-Bras qu'à Waterloo : ces régiments comptent environ six cents hommes, et chacun de ceux-ci a perdu entre cent et trois cents soldats.

Aucun n'a eu ni dîner ni petit déjeuner. D'après un témoin, « du repas de midi du 15 juin jusqu'au matin du 19 les hommes n'ont reçu en tout et pour tout que deux jours de ration de pain (deux kilos) et deux jours de viande (une livre) sans avoir eu le temps de cuire quoi que ce soit. On avait bien essayé de le faire pendant la halte de Braine-le-Comte, mais la marche a recommencé avant que ce soit fini, soupe et viande ont fini dans le caniveau ».

Les hommes du 1er bataillon du 40e régiment ont eu plus à manger mais ils ont probablement mal aux pieds. Ils ont quitté Gand très tôt le matin du 16 juin, marché plus de cinquante kilomètres ce jour-là et environ trente le lendemain, pour arriver à Waterloo à 11 heures du matin le 18. Ils ont donc parcouru quatre-vingts kilomètres avec deux brèves pauses de quelques heures en deux jours et deux nuits. Les deux autres bataillons de leur brigade ont fait à peu près la même chose ; l'un d'entre eux est celui des *Inniskillings* ; on peut imaginer combien ces hommes-là sont mal préparés à endurer l'horreur qu'ils vont subir, la fatigue les ayant déjà réduits à un état semi-comateux.

Ces cas ne sont pas des exceptions. La brigade Adam a passé pratiquement deux jours sur la route. Le 71e régiment, qui en fait partie, a quitté Leuze tôt le 16 juin, sans se nourrir, et marché trente-six heures, sans pause de plus de trente minutes, pour atteindre Waterloo à temps. Ensuite, les hommes ont passé la nuit du 17 au 18 sur leur paquetage et le petit déjeuner qu'ils prennent le lendemain est leur premier repas depuis deux jours. Les soldats du 4e régiment sont si fatigués le matin du 18 qu'ils peuvent à peine tenir debout. En compagnie des *Inniskillings*, qui font partie de leur brigade, ils dorment pendant les quatre premières heures de la bataille, couchés en plein air à moins d'un kilomètre de la ligne de feu.

Au moins ceux-là dorment-ils mieux que les soldats des régiments qui, après avoir combattu aux Quatre-Bras, sont arrivés à Waterloo sur leur lieu de bivouac avant la tombée de la nuit. La pluie et le froid en cette nuit du 17 au 18 juin rendent en effet le sommeil presque impossible. Le capitaine Cotter, du 69e régiment, avoue pour sa part qu'il préféra « aller et venir jusqu'au lever du jour plutôt que de s'étendre, parce que la boue était si profonde qu'on s'y enfonçait jusqu'aux chevilles ». Albemarle, du 3e bataillon du 14e régiment, se rappelle quant à lui que la pluie s'est apaisée après le coucher du soleil, a ensuite redoublé après une heure avec tonnerre et éclairs, et qu'après avoir longtemps hésité debout, il a « fini par s'allonger dans la pente, ce qui revenait à coucher dans le lit d'un torrent de montagne ». Malgré tout, il dort à poings fermés jusqu'à 2 heures du matin, où son aide de camp le réveille. Simmons, un lieutenant du 1er bataillon du 95e fusiliers, peut « disposer une vieille couverture sur la boue et s'étendre sur un lit de paille ». Il reste ainsi relativement au chaud. Mais le matin qui suit, au sein du 30e d'infanterie, Macready rapporte : « Nous étions tellement pétrifiés par le froid que nombre d'entre nous ne pouvaient même pas se lever ; certains paraissaient frappés de stupeur. » Les *Highlanders* du 92e, vétérans de la campagne d'Espagne, dorment par quatre sous des couvertures collectives mais sont réveillés à minuit par une fausse alerte et doivent se tenir éveillés quelque temps. Les hommes des *Scot Greys* sont sans cesse dérangés par leurs chevaux qui, effrayés par les coups de tonnerre, n'arrêtent pas de piétiner leurs cavaliers couchés devant eux. Le capitaine Wood, du 10e hussards, se souvient : « Tout le monde était trempé. On était sous un mur d'eau. Nos chevaux, effrayés, bronchaient sans cesse, leurs sabots martelaient le sol. »

Les régiments des Quatre-Bras ne sont pas mieux servis en termes de nourriture que ceux qui ont marché depuis Bruxelles. Leeke, enseigne dans le 52e d'infanterie légère, n'a pour petit déjeuner qu'« une demi-bouchée de soupe et un biscuit », c'est tout ce qu'il avale jusqu'à la fin de la bataille. Cinq officiers du 32e, qui n'ont rien pris depuis la fin de la journée du 15 juin, partagent un poulet et une poignée de biscuits pour tout souper le soir du 17 juin, après quoi il semble qu'ils n'aient rien mangé le lendemain matin. Mercer et ses officiers, qui ont eux aussi partagé une volaille le soir du 17, commettent la grave erreur, le lendemain, de ne pas manger le brouet de céréales préparé par les artilleurs mais d'attendre une hypothétique

cuisson de viande. Comme pour le 30e régiment l'avant-veille, la cuisson doit être abandonnée, interrompue par l'ordre de mise en marche, et ils doivent combattre le ventre creux.

Non seulement les soldats sont affamés et épuisés par leur équipement, mais ils sont aussi trempés jusqu'aux os. Les régiments qui ont passé la nuit à marcher se sont allongés dans leurs vêtements mouillés, et se réveillent probablement dans la même humidité. Ceux qui ont passé la nuit dans les champs, bien qu'ils aient très mal ou pas du tout dormi, trouvent souvent le moyen de sécher leurs vêtements au lever du soleil. Un jeune officier du 32e, qui se réveille trempé, se débrouille pour atteindre un bivouac doté d'un feu. On allume des brasiers dehors. Les hommes de la compagnie légère du 3e régiment des *Guards*, qui ont passé la nuit « recroquevillés le long d'un ruisselet » au sud de Hougoumont, allument un feu qui sert, dit l'un d'eux, « à sécher nos vêtements et nos équipements », et Leeke, du 52e, en trouve même un assez grand pour pouvoir dormir quelques instants près de sa chaleur. Wood, du 10e hussards, officier dont les lettres de Waterloo reflètent tout l'esprit de la cavalerie, se débrouille pour atteindre, écrit-il, « une petite maison non loin de notre bivouac, où la plupart d'entre nous restèrent nus à sécher leurs vêtements devant la cheminée ; le vieux Quentin y brûla même ses bottes, il ne pouvait plus les remettre ». D'autres cavaliers connaissent des mésaventures comparables, ainsi les vestes rouges des *Scot Greys* ont déteint sur leurs ceintures blanches au cours de la nuit. Le sergent Coglan du 18e hussards essaie de sécher ses vêtements en les accrochant à des branches. Le rassemblement sonne avant la fin de l'opération et, dit-il, « il fallut donner l'ordre de monter en selle à mes hommes, en hâte ». Aussi ceux qui, comme Coglan, ne peuvent pas approcher d'un feu, doivent sans doute rester dans des vêtements humides bien après l'heure de midi. Le « kaléidoscope » de Houssaye, qui mêle dans la légende « tous les tons de la palette aux éclairs métalliques », « vestes d'un vert éclatant, cols d'un bleu impérial, culottes blanches, cuirasses d'or, manteaux bleus et écarlates, plastrons bleus, pourpoints rouges, manchettes vertes brodées de motifs jaunes, ses pelisses rouges bordées de fourrure », doit avoir eu pour modèle dans la réalité de pauvres effets défraîchis, des chemises mouillées et des chaussettes sales.

Dans quelle mesure les armées sont-elles préparées à la bataille psychologiquement ? La pratique religieuse, qui a joué un rôle si important

dans la préparation à la bataille d'Azincourt pour l'armée anglaise, ne semble pas avoir été importante à Waterloo, et elle a peut-être même été inexistante. Les aumôniers, si nombreux dans les armées anglaise et française au Moyen Age, ont presque disparu de celles du XIX^e^ siècle (il faudra attendre les règnes de Victoria et Napoléon III pour assister à leur résurgence). Le grand Napoléon semble s'en être passé, ses soldats faisant d'ailleurs partie des derniers grands défenseurs des valeurs laïques de la Révolution. Quant à l'armée de Wellington, animée de plus d'indifférence que d'hostilité à l'égard de la religion, elle dispose d'un aumônier par division, mais on ne peut pas dire qu'ils soient respectés ou estimés. En fait, ces aumôniers sont principalement entretenus dans les rangs de l'armée afin de combattre l'extension du méthodisme, que la hiérarchie militaire considère comme subversif. Or, de prières en petit comité, à quoi le méthodisme invite ses adeptes, on ne trouve pas trace dans les récits de Waterloo. Leeke, d'un tempérament religieux et qui obéit, lui, aux préceptes de l'Eglise anglicane, avoue : « Je n'ai pensé au salut de mon âme que très tard dans la bataille. » Bull, commandant de l'une des batteries de l'artillerie royale à cheval[1], a pris l'habitude, lors de la campagne d'Espagne, de prier avec ses artilleurs, et il est possible qu'il l'ait fait avant Waterloo, mais la mention n'en figure nulle part. Les récits émanant des divers régiments ne font pas non plus mention d'un service religieux quelconque avant la bataille, même si le 18 juin se trouve être un dimanche, et même si au moins l'un des commandants de régiment – Colborne, du 52^e^ – est connu pour sa dévotion.

La raison la plus probable pour laquelle aucune des différentes confessions n'observe le jour saint et l'explication du manque de préparation spirituelle individuelle tiennent à l'incertitude dans laquelle se trouvent alors ces deux armées épuisées quant à la tenue même de la bataille. Et cela dure jusque assez tard dans la matinée. Les commandants, de leur côté, sont déjà résolus à l'engagement, Napoléon depuis la veille, Wellington depuis l'aurore, quand il reçoit l'assurance que Blücher viendra à la rescousse. Mais aucun ne peut lire dans les pensées de l'autre et, jusqu'à ce qu'ils manifestent leur décision, leurs subordonnés en restent aux hypothèses à propos de ce 18 juin : jour de marche ou jour de bataille ? Nul ne le sait. Mercer, qui fait un tour parmi les soldats au bivouac près de la position qu'occupe sa batterie, entend « toutes sortes d'opinions ». « Certains pensaient que les Français avaient peur de lancer l'attaque,

d'autres qu'ils n'allaient pas tarder, d'autres que le duc n'attendrait pas jusque-là, d'autres encore qu'il attendrait, mais qu'il ne les laisserait certainement pas aller jusqu'à Bruxelles. » Un officier de la division Picton se souvient quant à lui que ses frères d'armes officiers étaient « généralement gais et ne pensaient en apparence pas du tout au combat qui approchait » ; mais ce n'est qu'après coup qu'il le voit « approcher », puisque pour l'instant et comme les autres il attend les ordres.

Gibney, assistant chirurgien du 15e hussards, juge cette attente interminable. « Nous étions impatients de bouger, témoigne-t-il, ne serait-ce que pour nous dégourdir les jambes. » L'armée anglaise avant Azincourt a elle aussi trouvé éprouvante physiquement l'attente avant le combat, sans parler de la tension émotionnelle. Une fois donné l'ordre de combattre, il est accueilli avec un sentiment de soulagement et il est bien possible que lorsqu'on sonne le rassemblement à Waterloo, le 18 juin, dans les deux camps les réactions soient comparables. Lorsqu'on essaie de mesurer l'état de préparation à l'engagement, il faut se rappeler que les soldats présents sur le terrain sont pour la plupart des hommes d'expérience. L'appétit de combat ne s'accentue, au fil des batailles, que chez des caractères exceptionnels. La plupart des vétérans pensent sans doute « plutôt aujourd'hui que demain », parce que demain signifie une nuit de plus dans l'humidité pour une bataille de toute façon inéluctable. Keppel, enseigne au 14e régiment, bien qu'il ne soit pas un vétéran, résume ce qui doit être le sentiment général quand il définit cette longue attente en disant : « Nous souhaitions que le combat s'engage une bonne fois pour toutes. »

Le 14e est le seul des régiments de Wellington encore novice au combat. Les sept autres régiments qui n'ont pas fait la campagne d'Espagne viennent de combattre aux Quatre-Bras. Le 2e bataillon du 1er régiment des *Guards*, le 2e bataillon du 69e et le 33e ont même essuyé de lourdes ou de très lourdes pertes.

Bien entendu, nombre de régiments ayant combattu en Espagne comportent de jeunes recrues, mais la majorité de leurs sergents et officiers sont des anciens. Les régiments du Hanovre, levés à la hâte, manquent d'officiers expérimentés. Pour cette raison, Wellington a organisé ses divisions et, quand c'était possible, ses brigades de manière à ce que les portions de sa ligne de front tenues par des troupes sans expérience soient le moins longues possible.

La marge de manœuvre de Napoléon est moins réduite que celle de ses adversaires. Son armée est issue d'une seule nation et composée pour l'essentiel de soldats expérimentés. La Vieille Garde est uniquement composée de vétérans de longue date et, même dans le rang, la majorité des soldats ont connu le feu. Ils sont déjà habitués à la fatigue d'une campagne, et ni le bruit ni la fumée ne sont des nouveautés pour eux. La fumée était pratiquement absente du champ de bataille à Azincourt, car l'artillerie était alors balbutiante et n'avait tiré – et encore, dans le meilleur des cas – qu'une ou deux fois. Les armes à poudre noire qu'utilisent les artilleurs et fantassins présents à Waterloo dégagent, elles, une intense fumée, formant des nuages gris-blanc qui, en l'absence de brise, se répandent près du sol et obscurcissent le front des unités les plus engagées. On peut se faire une idée de la gêne que représente cette fumée d'après les remarques incidentes des témoins. Ainsi le lieutenant Wilson, de la batterie Sinclair, positionnée à trois cent cinquante mètres au nord-ouest de La Haye-Sainte, rapporte que durant l'attaque de D'Erlon « la fumée était si dense qu'on ne distinguait pas les lignes françaises » (il veut sans doute parler de celles qui tirent à ce moment-là sur les Britanniques). Il ajoute : « Ayant reçu l'ordre de tirer, j'ai dirigé le feu sur des chevaux morts que je voyais devant. » Ingilby, un autre artilleur dont la batterie se trouve à l'extrémité gauche des lignes britanniques et qui jouit d'une vue latérale assez étendue, parsème le témoignage qu'il a livré à Siborne de remarques selon lesquelles « le tir ininterrompu des fusils, ajouté à la fumée dense de l'artillerie ne me permettait pas de juger de l'efficacité de nos tirs. Ce n'était que lorsque le vent soufflait la fumée, que nous pouvions distinguer les autres charges et les mouvements des deux armées ». En fait sa batterie doit atteler pour ne pas perdre le contact avec les Français : « Pendant un temps nous ne voyions rien du tout après les rangs de l'infanterie (qui avançait lentement), tout était noyé par la fumée des salves de l'infanterie. » Les souvenirs de bataille de l'infanterie font mention de ces nuages de fumée qui masquent les rangs bien plus que les tirs de l'artillerie (une salve d'artillerie brûle plus de poudre ; mais le tir de l'infanterie se renouvelle sans cesse). Plusieurs récits de régiments rendent eux aussi compte de la présence de cette fumée épaisse qui ne les quitte pas durant la plus grande partie de la journée. Les soldats du 1er bataillon du 4e régiment du roi, disposés en carré près du croisement de La Haye-Sainte, ne parviennent pas à distinguer la ferme, bien qu'ils se trouvent à moins de quatre cents mètres du bâtiment au

moment où les Français lancent l'assaut. Ils ont connaissance de l'engagement en entendant les bruits du combat, mais ils ne voient rien ; et quand ils avancent, à la fin de la bataille, le mouvement, disent-ils, « permet de sortir de l'obscurité dans laquelle nous sommes restés une grande partie de la journée ». L'officier qui commande le 18e hussards, Murray, se souvient, lors de l'avance à la fin de la bataille, d'avoir « débouché soudain d'une atmosphère de *fog* londonien vers un soleil brillant ». Et Vivian, qui commande la brigade des hussards au moment de la grande attaque de la cavalerie française au centre droit des lignes, décrit la fumée comme « si dense qu'on ne voyait littéralement rien à dix mètres ». La fumée n'affecte pas que la vue. Quand Gronow décrit ce qui se passe à l'intérieur du carré formé par le 3e bataillon du 1er régiment des *Guards*, vers 4 heures de l'après-midi, il souligne que ladite fumée fait presque suffoquer tant elle est épaisse (Leeke remarque aussi « cette odeur particulière qui mêlait celle du foin coupé et celle de la poudre à canon »). Mercer, qui est entré dans la bataille à 3 heures, dit qu'il découvre là une « autre atmosphère, l'air était étouffant, on eût dit l'haleine d'un four. Nous étions enveloppés dans une épaisse fumée »…

Si la fumée est une épreuve pour les sens, on peut dire que le bruit, lui, atteint le combattant au plus profond. A Azincourt, le bruit était principalement dû à des cris humains et animaux émergeant du fracas des armes. Certes, à Waterloo, une partie de la rumeur est encore d'origine humaine : un officier de la division Picton se souvient de cette rumeur des hommes se préparant au combat. Il la décrit tel « un lointain murmure comme celui des vagues de l'océan, qui viendraient se briser contre une côte cuirassée de métal ». Une fois que la bataille est engagée, il y a aussi des clameurs. Leeke, comme plusieurs autres témoins, fait mention de « Vive l'Empereur ! » continuels lancés pendant l'attaque de la Garde impériale ; les hommes du 32e régiment poussent « un hurlement à la mort » quand les Français arrivent à trente mètres de leurs lignes. Un officier du 73e décrit la percée française comme « très bruyante et impressionnante ». Les cris de douleur et les clameurs des blessés s'élèvent – mais les témoignages sont assez contradictoires : Mercer prétend avoir été touché jusqu'à l'âme par le cri d'un artilleur dont le bras avait été emporté, mais Leeke dit que justement, ce qui frappe, c'est le silence inhabituel des blessés. A quoi naturellement il faut ajouter les cris des ordres, sans compter la musique : Gronow, Leeke et Standen se souviennent d'avoir

entendu les tambours frapper le « pas de charge » (lequel, d'après l'un des officiers de Picton, était surnommé par les Anglais depuis la campagne espagnole l'« air des Vieux Pantalons »). On entend aussi les cornemuses des régiments écossais. Le 71e par exemple joue et rejoue *Hey Johnnie Cope* et le *piper* (joueur de cornemuse) Mc Cay, du 79e, s'échappe même de son carré pour affronter seul le feu français en interprétant *Cogadh na Sith*.

Mais le bruit de loin le plus fort et le plus insistant à Waterloo est celui des armes. On entend d'ailleurs quelques sons inattendus. Le lieutenant Wyndham des *Scot Greys* fait mention de la « façon extraordinaire dont les balles qui pleuvaient sonnaient sur nos épées ». Il s'agit là d'un phénomène décrit par certains mémoires du XVIIIe siècle et qui produit, paraît-il, une vibration d'une harmonie très étrange. Les baïonnettes rendent, sous cette grêle de projectiles, un son comparable, quelque chose de régulier qui peut se comparer au son d'un bâton que l'on promènerait sur la grille d'un jardin public. Leeke, quant à lui, relève le tohu-bohu qui s'élève au cours de l'assaut, le choc entre les armes et les équipements. Gronow, dans un témoignage souvent cité, compare l'impact des balles de ses gardes sur les cuirasses des cavaliers de Kellermann et Milhaud au « bruit d'une pluie de projectiles sur des plaques de verre ». Il y a aussi des sons qu'on ne peut percevoir qu'à proximité immédiate de leur origine, faute de quoi la rumeur générale de l'artillerie et des fusils les couvre entièrement. Plusieurs témoins se rappellent, outre leur trajectoire visible, le sifflement des projectiles, qui couvre le son du canon. Mercer le décrit comme « un gémissement mystérieux, quelque chose comme le bourdonnement de milliers d'insectes noirs un soir d'été ». Pour un officier de la division Picton, il s'agit bel et bien d'un sifflement, d'une musique familière. Pour un officier de seize ans servant dans les *Scot Greys*, cette découverte se traduit par « une sorte de frôlement, ça avait quelque chose de vraiment formidable » – mots qui trahissent bien le jeune âge de leur auteur ! L'officier médecin de Mercer, qui entend lui aussi pour la première fois ce « carillon infernal sonnant à ses oreilles », rapporte un témoin, se met à rouler des yeux effarés d'une manière des plus comiques en se tortillant et en s'écriant : « Mon Dieu, mais qu'est-ce que c'est ? Qu'est-ce que ce bruit ? C'est inouï, vraiment inouï ! » Et quand un boulet de canon lui siffle au-dessus du crâne pour se perdre au loin il s'écrie : « Regardez ça ! Ça, là-bas ! Qu'est-ce que c'était ? »

Ces sons émis dans un registre élevé ne sont perceptibles des hommes que parce qu'ils signifient un danger intermittent, le reste relève plutôt des rumeurs d'orage ; les mots les plus fréquents qui reviennent sont ceux de « tonnerre », « rugissement », « grondement », « explosion », et la plupart des protagonistes de l'événement ne se soucient pas d'affiner davantage leur vocabulaire, ce qui n'est guère surprenant. Même si les explosions de boulets à proximité et les salves des fusils se différencient du point de vue sonore et, les deux ensemble, des déflagrations plus lointaines de l'artillerie, les différences ont tendance à être estompées par le volume sonore général. Celui-ci est en effet considérable. Murray, avec la sobriété du cavalier, dit simplement qu'on en devient sourd ; Gibney, assistant chirurgien du 15e hussards, rapporte que le bruit était « si fort et ininterrompu que l'on pouvait difficilement entendre ce qu'on disait à côté de vous » (il fait mention surtout des débuts de la canonnade). Mercer, à la fin de la journée, se dit presque sourd lui aussi, et on peut le croire à la lettre. Comme commandant d'une batterie ayant tiré un total de sept cents projectiles divers durant la bataille (chiffre saisissant !), il s'est trouvé suffisamment longtemps au cœur de l'orage pour que ses tympans en soient affectés. Beaucoup d'hommes de l'infanterie ayant servi dans les premières lignes connaissent la même expérience, avec derrière eux des lignes de fantassins tirant des salves en permanence.

A la faim, au bruit, à la fumée, à la fatigue il convient d'ajouter d'autres éléments secondaires ; nombre de combattants précisent que le sol était humide. Même si l'on peut se féliciter que les ricochets des boulets de l'artillerie soient, du coup, moins nombreux – les boulets finissent généralement leur course enterrés –, le terrain glissant est fort désagréable. Le 40e régiment, en bordure de La Haye-Sainte, s'est enlisé « presque jusqu'aux genoux » dans la boue vers la fin de la journée, à cause de la fréquence des piétinements sur la même position quand on passe de la colonne au carré. Il faut aussi se souvenir que les hommes, qui ne peuvent pas quitter les rangs durant la bataille, sont bien obligés de se soulager sur place. Mais tous ces détails, bien qu'assez présents pour avoir été mentionnés par nombre de témoins, ne sont que des péripéties comparés au reste : ce qui demeure dans l'esprit des survivants, c'est le combat lui-même, leur comportement, celui de leurs camarades, l'action face à l'ennemi et l'effet des armes sur le terrain. Est-il possible, en se fiant seulement aux dizaines de témoignages dont on dispose, de dégager de

toutes ces expériences individuelles un modèle véritable, la réalité concrète des faits, une sorte de pôle de référence qui définisse la guerre de l'époque, qu'on pourrait appeler celle de la guerre à l'ère de la poudre noire ?

Catégories de combat

Même la plus modeste tentative en ce sens réclame que l'on sépare d'abord les diverses catégories de combats observables ce jour-là : homme contre homme, homme contre armement. Si l'on compare Waterloo à la bataille d'Azincourt, la variété des formes d'engagement est plus grande, certes, mais pas aussi grande qu'on pourrait le croire. L'armée d'Henri V était composée d'hommes de l'infanterie qui tiraient des projectiles et de cavaliers en armure, la plupart de ces derniers, finalement désarçonnés, combattant à pied, quelques-uns continuant à briser des lances, juchés sur leur monture. On comptait aussi quelques canons sur le théâtre d'opérations. L'armée de Napoléon compte de même des fantassins qui tirent des projectiles et des cavaliers, quelques-uns arborant une armure, quelques-uns portant des lances. Mais il y avait à Waterloo deux cent cinquante canons, et c'est la présence de ces armes qui explique pourquoi les combats du XIX^{e} siècle ont été globalement plus dévastateurs que ceux du XV^{e} siècle. C'est aussi l'artillerie qui contribue au premier chef à multiplier les foyers d'affrontement homme-homme et homme-armement sur le même champ de bataille. A Azincourt, il y avait eu en fait trois types d'affrontements : le combat singulier (corps à corps, à cheval ou non), les fantassins qui tiraient leurs projectiles contre la cavalerie et les fantassins tirant sur d'autres fantassins (il s'agissait alors de chevaliers à pied). A Waterloo, on peut relever en revanche sept types d'engagements, au moins : combat singulier, cavalerie contre cavalerie, cavalerie contre artillerie, cavalerie contre infanterie, infanterie contre infanterie, tireurs contre tireurs dans l'infanterie et artillerie contre artillerie (en fait à sens unique, puisque Wellington a interdit les duels d'artillerie à ses unités).

Le combat singulier

Le combat singulier à Azincourt était principalement le fait de chevaliers combattant intentionnellement à pied, tant du côté du roi Henri V que de celui des nobles français qui voulaient se mesurer à lui. Mais à Waterloo il est exclusivement l'affaire de la cavalerie et il se présente

comme le prolongement de charges qui perdent leur vigueur initiale et finissent dans le désordre. Il convient tout de suite de préciser que plusieurs témoignages font état de combats singuliers entre cavaliers désarçonnés ; Gawler, du 52e, décrit assez crûment la scène d'attaque d'un de ses fantassins légers par un officier français : « Il esquive son attaque, l'agrippe, le jette par terre et, l'immobilisant d'un pied, il retourne son fusil » ; alors, poursuit le témoignage, malgré une « réaction de dégoût » qui monte des rangs de ses camarades, il le tue « d'un seul coup de baïonnette ». Toutefois, cette scène a lieu lors de la dernière étape de la bataille, au moment où les troupes ont quitté leurs positions de défense et avancent sur le champ de bataille dans un relatif désordre. Au cours des épisodes les plus sévères de l'assaut, les exigences de la discipline interdisent aux fantassins la liberté de mouvement qui, seule, autorise le combat singulier.

Les tirailleurs, qui opèrent sur le front des colonnes formées, ont quant à eux la latitude souhaitable. Mais il leur est demandé d'éviter le combat rapproché avec l'ennemi (les instructions du 30e régiment sont très précises sur ce point). Nombre de cavaliers, par exemple, sont jetés à bas de leur monture par des tireurs isolés (le colonel Muter, du 6e dragons, voit « un soldat français à genoux qui vise posément l'adjudant-major et lui loge une balle en pleine tête » ; un des officiers de Picton peut « voir distinctement un soldat français lever son arme vers un officier des *Greys*, faire feu, et l'officier rouler par terre ». Ils meurent sans avertissement et sans aucune chance d'en réchapper. Or le combat singulier, corps à corps, souffles mêlés, face à face, suppose, par définition, une égalité des risques encourus. Les deux parties doivent y consentir mutuellement : c'était toute la gloire de la chevalerie. Le consentement est-il mutuel à Waterloo ? Et, quand bien même ce serait le cas, ne s'agit-il pas plutôt d'une situation du type « c'est lui ou moi » ? Le trompette Gape, du régiment des *Greys*, écrit à sa mère que, lors de sa première charge, « les hommes étaient trop impétueux, rien ne pouvait les arrêter, ils faisaient cavalier seul et combattaient de leur côté » ; et le fameux caporal Shaw des *Life Guards* défait personnellement plus d'un soldat ennemi ; on rapporte qu'« on ne voyait que lui, il laissait des cadavres partout autour de lui ». Mais les *Greys* n'ont pas participé à une bataille depuis 1794 et Shaw, champion de boxe (à cette époque, tous les coups y sont permis et les morts ne sont pas rares), est probablement ivre mort. Dans les régiments expérimentés, quand une charge ne parvient pas à chasser les unités de cavalerie qui se trouvent sur son chemin, les

cavaliers se retrouvent mêlés aux soldats ennemis et l'on affronte alors individuellement, comme à l'exercice, l'adversaire le plus proche et le plus menaçant. Le lieutenant Hamilton, des *Greys*, donne de cette mésaventure sans doute commune un récit convaincant :

> Un lancier rouge [cavalier de la Garde impériale, (*N.d.T.*)] visa la tête de mon cheval avec sa lance, je lui infligeai une blessure au bras et poursuivis mon chemin ; et comme j'avais manqué de me retourner pour vérifier si je l'avais touché lui, ou seulement sa lance, je ne me serais pas rendu compte que je l'avais touché au bras sans les traces de sang que projeta l'entaille que j'avais faite avec mon sabre sur la courroie blanche portant ma giberne. C'est ainsi que j'ai compris que je l'avais blessé, et que j'avais sans doute du même coup sauvé ma vie. Ma seule crainte, quand je le vis tenter de me poursuivre, était qu'il ne me tire dessus avec son pistolet, car on disait que c'était dans les habitudes des lanciers rouges.

Le combat individuel ne s'engage pas seulement par souci de défense personnelle. La vue du drapeau d'un régiment ennemi ou d'un groupe de combattants en train de s'emparer du vôtre tend à décupler la férocité des hommes. Le sergent Ewart, des *Greys* – un des plus célèbres héros de Waterloo –, se retrouve un moment dans le voisinage de l'aigle du 45^{e} régiment français, pendant la période de confusion qui suit l'attaque de D'Erlon. Il frappe le porte-enseigne, lequel tente de le toucher à l'aine : « J'esquivai le coup, dit-il… lui portai un coup fatal à la tête, un des lanciers essaya de m'atteindre mais il échoua, de mon côté je lui plongeai mon sabre sous le menton, la lame ressortit entre ses dents, ensuite un soldat à pied se jeta sur moi ; après avoir déchargé en vain son fusil sur moi il m'attaqua à la baïonnette, mais je lui plongeai mon sabre dans le crâne. »

Un soudain renversement de situation peut aussi mener à un combat singulier à mort. Leeke, à la fin de la bataille, voit un cuirassier français en train de poursuivre un dragon léger allemand « qui s'enfuyait à toute vitesse, la tête penchée sur l'encolure de sa monture, son sabre sur sa propre nuque, mais, arrivant au milieu des siens, il dressa soudain son cheval sur ses pattes arrière, et s'arrangea pour atteindre le cuirassier au visage ; ce dernier le contourna afin de tenter de l'engager en combat singulier, mais l'Allemand se débrouilla pour le toucher encore au visage. L'autre roula de côté, alors son assaillant lui perça le flanc sous le bras et le tua ». Bien peu de chevalerie là-dedans, comme on le voit ; et encore moins dans ce que rapporte le général Vivian, qui, le bras droit en écharpe, est attaqué par un cuirassier : « J'ai eu la chance de pouvoir le frapper au niveau de la nuque

avec ma main gauche… et au même instant mon petit officier d'ordonnance allemand s'est porté à mon secours, le jetant bas d'un coup de sabre. »

Cavalerie contre cavalerie

Les témoignages permettent-ils de dresser un tableau de l'engagement massif de la cavalerie dans cette bataille ? Le sentiment général et les récits populaires établissent l'idée d'un choc de deux formations denses se rencontrant à grande vitesse. Les deux premières charges, d'un côté comme de l'autre, obéissent à ce schéma héroïque. En outre, au moins deux officiers britanniques prétendent que ce fut le cas de toutes : Waymouth, du 2e régiment des *Life Guards*, dit à Siborne que la brigade et les cuirassiers chargent « comme deux murs, parfaitement alignés ». Wood, du 10e hussards, dans une lettre à l'un de ses amis, dément ce qu'écrivent alors les journaux, qui prétendent que « les dragons légers ne pouvaient pas rivaliser avec les cuirassiers français ». « Notre régiment s'est lancé à l'assaut de leurs lignes, dit-il, je voudrais bien qu'on me dise quels hommes lancés à plein galop dans les soixante derniers mètres seraient capables de freiner des quatre fers à cinq mètres du but. S'ils n'ont pas pénétré les lignes ennemies je veux bien être pendu ! »

Wood, en vérité, ne va pas jusqu'au bout de la charge ; il est gravement blessé alors que son régiment se rassemble pour la lancer. Waymouth, quant à lui, tient son témoignage d'un compagnon d'armes. En outre, le simple bon sens oblige à dire que des cavaliers qui se chargent mutuellement « comme un mur », et de surcroît « au grand galop », ne peuvent terminer leur course que dans une mêlée effondrée de cavaliers et de chevaux blessés, dont la masse ne peut que croître au fur et à mesure que les rangs de derrière, mus par leur élan, viennent heurter les premiers. Une brève analyse permet de se rendre compte, au contraire, que les rangs sont bien moins denses et la vitesse de charge bien plus faible que certains témoignages douteux ne le prétendent, sans parler de ceux des peintres de salon. La cavalerie anglaise est trop peu nombreuse pour couvrir un terrain bien large. Si, du côté français, les formations sont assez denses, leurs chefs s'efforcent constamment, même pendant les charges entre La Haye-Sainte et Hougoumont, de maintenir un intervalle entre les escadrons des régiments composant les lignes successives. Cela signifie que les cent vingt hommes d'un escadron avancent en ligne sur deux rangs, l'un derrière

l'autre, à peu de distance, mais que l'escadron de la ligne suivante se trouve souvent à une centaine de mètres en arrière. En théorie, l'escadron peut opérer au galop, disons, à une vitesse d'environ trente-cinq kilomètres-heure, mais dans ce cas la cohésion de l'ensemble est compromise par les différences de condition physique entre les chevaux, les plus puissants dépassant les autres ; et, de toute façon, ni les distances ni la configuration du terrain ne permettent de supposer qu'on soit souvent allé aussi vite durant la bataille. L'affrontement « classique » décrit par Waymouth entre le 2e régiment des *Life Guards* et les cuirassiers français est effectivement ce qui se rapproche le plus ce jour-là d'un choc frontal, dans le sens où les deux adversaires se rencontrent de face et en mouvement. Mais les Français ont fait beaucoup de chemin, plus d'un kilomètre et demi, et la dernière partie de la charge est effectuée à contre-pente. En face, les Anglais, même s'ils ont moins de distance à parcourir, doivent se battre contre une succession d'obstacles : d'abord la route, au bord de leurs positions, « trop large pour être sautée, avec des fossés difficilement franchissables », puis l'enclos qui entoure la ferme de La Haye-Sainte, après quoi seulement ils peuvent se porter vers les lignes françaises. C'est pourquoi l'accélération au « grand galop », de quelque côté que ce soit, paraît difficile à imaginer. D'ailleurs, Waymouth raconte que le choc se traduit par une « brève lutte » au sabre, et que c'est à la pointe de leurs lames que les Britanniques se fraient un passage à travers les lignes françaises. En d'autres termes, les deux lignes sont presque à l'arrêt quand elles se rencontrent, et les Britanniques doivent leur percée au fait qu'ils trouvent ou créent des espaces dans la ligne française.

On peut en trouver confirmation dans les récits d'autres témoins. Morris, sergent au 73e, racontant sa vision des événements durant la grande attaque de la cavalerie française de l'après-midi, écrit : « Les *Life Guards* se rassemblèrent en masse et foncèrent de nos lignes arrière vers les Français. Les Français attendirent, avec le plus grand sang-froid, leur arrivée, ouvrant leurs lignes pour les laisser pénétrer. » Le consentement mutuel, condition du combat singulier proprement dit, est indispensable si l'on veut parler de ce type d'engagement entre deux unités de cavalerie ; or elles ne se battent pas en formations, mais en petits groupes ou dans une succession de combats individuels. Morris continue son récit en nous décrivant la façon dont se traduit au combat cette traversée des rangs adverses : « J'ai vu un *Life Guard* se faire attaquer par deux cuirassiers en même temps, il s'est

débarrassé de l'un d'eux par un coup mortel à la gorge, son combat avec l'autre a duré cinq bonnes minutes. » Nous voilà de nouveau en plein combat singulier.

En fait, à moins que l'engagement de la cavalerie ne dégénère ainsi en une série d'actions individuelles, il ne présente pas grand danger. Mercer se souvient de deux lignes de cavaliers français et britanniques s'affrontant entre les deux armées le soir du 17 juin : « Les combattants d'avant-garde dans chaque formation étaient à quelques mètres les uns des autres, chevauchant sans arrêt, d'avant en arrière, tirant avec leurs pistolets et leurs carabines et rechargeant tout en galopant… Je n'ai pas vu un homme tomber d'un côté ou de l'autre ; cela finissait par devenir plutôt ridicule ; et si on n'avait pas entendu les balles siffler au-dessus de nos têtes, on aurait pu croire qu'il s'agissait d'un simulacre de combat. » Il fait également mention du caractère plutôt inoffensif de l'affrontement entre cavaliers quand il décrit le moment de la charge et du choc. Il évoque alors un engagement qui s'est produit durant l'après-midi : « Un régiment de cavalerie, de la légion allemande, je crois, s'était rassemblé pour attaquer un régiment français. Les Français s'avisèrent immédiatement de ce danger, se déportèrent sur la gauche en formation, et les deux troupes de cavaliers se rencontrèrent au galop. Le choc paraissait formidable, et pourtant rien n'arriva, les deux formations se croisèrent et reformèrent les rangs intactes. » Grâce à cette autre explication on comprend encore mieux ce qui s'est passé :

> Il n'y eut aucune hésitation, ni d'un côté ni de l'autre, les deux parties ont fondu l'une sur l'autre avec une détermination furieuse, et tout le monde s'attendait à un horrible choc, or nous ne vîmes rien. De part et d'autre, comme s'ils s'étaient entendus, ils ouvrirent leurs lignes pour laisser passer l'adversaire à la charge, un peu comme les doigts de la main gauche livrent passage à ceux de la main droite. Très peu tombèrent de cheval. Les deux corps se reformèrent après cela, et dans un scintillement d'armes ils disparurent, on ne sait comment ni où.

La cavalerie, dans ces deux cas, n'a pas encore été engagée – ses chevaux sont donc frais, ce qui est le plus important – et conserve sa formation durant l'engagement en conservant son calme. Mais elle peut aussi souffrir très sérieusement si les nerfs viennent à lâcher, si des chevaux sont touchés, ou si l'armement n'est pas le même de part et d'autre. Les lanciers français, qui disposent d'une arme (la lance) leur donnant l'avantage parce qu'elle est plus longue que celle des Anglais, qui ne sont

équipés que de sabres, touchent souvent l'adversaire sans dommage pour eux-mêmes. Les cuirassiers, qui s'effacent devant la charge des *Life Guards* près de La Haye-Sainte, s'enfuient par un chemin creux et « le 1er *Life Guards* fit un carnage parmi les cuirassiers qui s'étaient engagés dans cette nasse ». Voilà bien l'illustration la plus patente de la théorie d'Ardant du Picq selon qui le pire qui puisse arriver à une unité est de battre en retraite lorsqu'elle est en contact rapproché avec l'ennemi. Une telle action produit exactement le résultat contraire de ce qui se passe en combat singulier par consentement mutuel et semble provoquer chez les poursuivants un irrépressible besoin de tuer. C'est ce danger qui rend si périlleuse pour la cavalerie une charge qui démarre trop tôt et trop loin de son objectif, parce que les hommes se retrouvent finalement, seuls ou divisés, sur des chevaux essoufflés, loin à l'intérieur des positions ennemies. De là les lourdes pertes subies par les *Scot Greys* qui, emportés par leurs succès et leur inexpérience, traversent le vallon séparant les deux armées après avoir repoussé l'attaque de D'Erlon. « Nos hommes étaient incontrôlables », écrit l'un des officiers d'état-major présents.

> Tous les officiers, autant qu'ils purent se faire entendre, faisaient leur possible pour remettre les hommes en formation ; mais l'ennemi semblait à ce point fragile que la tentation était trop grande pour les dragons et nos efforts restèrent vains. Il était évident que les réserves ennemies de cavalerie allaient tôt ou tard tirer parti de notre désordre. Si nous avions rassemblé une centaine d'hommes nous aurions pu nous replier de manière honorable et épargner beaucoup de vies ; mais il était impossible de reprendre la formation, nous étions aussi démunis devant leur attaque que leur infanterie l'avait été devant la nôtre. Tout le monde voyait ce qui allait se passer, ceux qui avaient de bons chevaux, ou dont les chevaux étaient moins épuisés, s'enfuirent. La plupart des autres tombèrent aux mains de l'ennemi, c'est lors de cette étape qu'on déplora le plus de pertes dans la brigade.

Les *Greys* perdent près de deux cents hommes et plus de deux cents chevaux en un laps de temps très court, car ils sont culbutés par les lanciers français qui n'épargnent personne, ni les hommes à pied, ni ceux qui restent à cheval, ni même les blessés. Ponsonby, le commandant de la brigade, fait partie des victimes, et perd d'ailleurs la vie à cause d'un malencontreux souci d'économie. Il a laissé à l'arrière sa meilleure monture, qui vaut bien plus que le dédommagement qu'en aurait offert le gouvernement en cas de perte, et monte ce jour-là un cheval de qualité médiocre. Les lanciers le cueillent au moment où il s'efforce de s'échapper sur un terrain détrempé ; ils n'ont aucune difficulté à le rattraper et le frappent à mort.

Cavalerie contre artillerie

La cavalerie est aussi vulnérable devant la cavalerie adverse quand cette dernière est appuyée par de l'artillerie à cheval, même si les deux corps sont de force égale. En se repliant sur Waterloo après la bataille des Quatre-Bras, le 7e hussards britannique charge des cavaliers légers français : « Sans grand résultat, dit un témoignage, nous n'avions pas perdu de terrain, mais eux non plus. Cette situation a duré quelques minutes, jusqu'à ce qu'ils soient appuyés par de l'artillerie légère. » Ces pièces tuent plusieurs Britanniques, ce qui incite leur commandant à donner rapidement le signal de la retraite. Sur le champ de bataille, cependant, l'artillerie mobile ne représente généralement pas une menace pour la cavalerie : elle est trop précieuse pour qu'on prenne le risque de la perdre lors d'une action ponctuelle, où l'ennemi peut facilement s'en emparer. Mais à Waterloo, comme dans nombre de grandes batailles de cette époque, les chevaux des attelages de l'artillerie sont envoyés à l'arrière une fois que les pièces d'artillerie sont déployées, généralement parmi les fantassins ou légèrement en avant de leurs lignes, après quoi les artilleurs commencent à tirer. Cette artillerie statique, dont les servants sont très exposés aux charges des cavaliers, constitue l'un des deux principaux dangers que redoute la cavalerie (avec le tir des carrés d'infanterie). Les artilleurs britanniques à Waterloo ont à leur actif une très large proportion des pertes causées aux cavaliers français. Rudyard, un officier de la batterie Lloyd, écrit à Siborne, à propos de l'attaque de l'après-midi :

> Les cuirassiers et la cavalerie ont peut-être chargé vers nos rangs six ou sept fois, nous obligeant à nous réfugier dans les carrés ou sous nos canons. En général, un escadron ou deux remontaient la pente juste devant nous, et dès qu'ils se repliaient sous la menace de la charge de notre propre cavalerie, nous en profitions pour faire feu vers eux. Sous la canonnade je me souviens que j'ai vu quatre ou cinq hommes et leurs chevaux empilés comme des cartes, les hommes n'ayant même pas quitté leurs selles.

Voilà qui réclame un petit commentaire, car nous avons affaire ici à un témoignage qui décrit très précisément le rôle de l'artillerie durant la bataille. Rudyard nous dit que les canons se trouvent à quelque distance, peut-être vingt ou trente mètres, *devant* l'infanterie (ce qui aurait été inconcevable un siècle avant ou après). Ils tirent des projectiles multiples, qui, précise-t-il, sont « constitués de petites balles réunies dans une boîte de métal qui explosait lors du tir » (il s'agit de mitraille) et qui portent à une

centaine de mètres. Les Français qui survivent à ces salves, nous dit-il (ils en essuient deux ou trois durant leur approche), contournent les pièces en arrivant près d'elles, pendant que les artilleurs anglais se réfugient au sein des carrés de fantassins de leur camp. Après quoi la cavalerie, qui doit affronter le tir du carré de fantassins, perd ce qui lui reste d'élan. Apercevant son homologue anglaise derrière les carrés, elle fait volte-face et repart, laissant les canons où ils se trouvent, faute de moyens pour les emporter. Il reste alors aux artilleurs à les réutiliser aussitôt contre les cavaliers qui s'en vont. Le témoignage de Mercer nous permet de comprendre comment les artilleurs peuvent rester à leur poste aussi longtemps : il définit l'allure des cavaliers comme un « trot alerte » (« rien à voir, dit-il, avec le galop furieux que l'on prétend »). Il relève que l'impact de la première salve d'artillerie, tirée à une cinquantaine de mètres, réduit l'allure au pas, et que la deuxième salve et les suivantes laissent sur le terrain des tas de cadavres si hauts que les survivants ne peuvent pas les franchir ou tombent eux-mêmes en s'y risquant sous le feu. Pourtant, certains parviennent à se glisser entre les canons puis entre les carrés et à refaire le chemin en sens inverse. Pendant ce temps-là, d'autres tombent sans s'être approchés à distance de charge de l'artillerie, parce que les armes de Mercer sont chargées de deux types de projectiles et que les boulets qui suivent la mitraille s'enfoncent en profondeur dans les rangs des Français, tuant à la file plusieurs hommes et leurs montures. On ne s'étonne guère, dès lors, que « les survivants se battent entre eux », et que le même témoignage fasse état de « soldats utilisant le pommeau de leur sabre pour se frayer un passage hors de la mêlée, poussant furieusement devant eux, tâchant simplement de sauver leur peau… jusqu'à ce que le reste de la colonne, arrivant là-dessus, ne finisse par élargir la voie, après quoi on les voyait tous repartir plus vite qu'ils n'étaient venus ». Même dans ce cas, ils ne sont pas tout de suite hors de danger. « Les artilleurs placés devant le 14^{e} régiment qui, à l'approche de la cavalerie française, s'étaient protégés en se jetant aux pieds de nos soldats de première ligne, revinrent à leurs pièces et firent feu sur l'ennemi qui se repliait… Quand la fumée se dissipa… la colline était couverte de morts et de mourants, de chevaux errant sans cavaliers et de cuirassiers fuyant sous le feu aussi vite que leurs armures le leur permettaient. »

Ainsi le combat cavalerie contre artillerie à Waterloo paraît-il à sens unique et en faveur de cette dernière presque uniquement : même quand les

Français se rendent maîtres des canons britanniques, ils sont incapables de les emporter, n'ayant ni harnais ni attelages. On s'est souvent étonné qu'ils ne tentent pas de les clouer (en enfonçant un gros clou dans la lumière par laquelle on provoque la mise à feu de la pièce, on la rend inutilisable) ou ne réussissent pas à le faire : l'explication probable est que l'opération exige d'un cavalier qu'il démonte le canon, chose qu'aucun d'entre eux ne semble disposé à faire devant l'ennemi, par bravade, stupidité, fierté de caste ou instinct de survie.

Cavalerie contre infanterie

La cavalerie se débrouille-t-elle mieux contre l'infanterie ? Il est difficile de répondre à cette question de manière nette, parce que ce type d'affrontement présente une plus grande variété de situations. La cavalerie peut théoriquement être redoutable pour l'infanterie. Les régiments de l'*Union Brigade* qui chargent le flanc de D'Erlon, à un moment où il se trouve sous le feu et tente de passer de colonnes à lignes, sèment le désordre chez l'ennemi en quelques instants. « Comme nous approchions à une allure modérée, écrit Evans, officier de la brigade, les lignes avant et les flancs commencèrent à converger en reculant, cependant que l'arrière des colonnes avait déjà commencé à fuir… En dévalant la colline la brigade fit environ deux mille prisonniers que nous pûmes emmener vers l'arrière. L'ennemi se répandit comme un troupeau de moutons par toute la vallée, les dragons n'avaient qu'à les cueillir. » Shelton, officier au 28^{e} régiment qui suit ces dragons à pied, les voit distinctement « charger la colonne de réserve et y faire leur percée. La plupart des Français jetèrent les armes en voyant la cavalerie faire irruption ». (Tomkinson, du 16^{e} dragons légers, voit plus tard ces armes alignées « en deux rangées presque aussi régulières que s'il s'était agi d'un exercice de parade ».) Mais des Français tiennent bon. « Un bon nombre d'entre eux, raconte Marten, du 2^{e} régiment des *Life Guards*, s'étaient jetés à terre où ils restèrent jusqu'à ce que nous passions, puis se relevant nous tirèrent dessus. » Mais ces fantassins ne subissent pas de lourdes pertes, le simple fait de s'étendre par terre suffisant à les mettre hors de portée des coups d'épée (pas des coups de lance, toutefois), et ceux qui font les morts sont épargnés par la cavalerie, trop occupée à se ruer vers les lignes ennemies ; ceux qui offrent leur reddition la voient acceptée sur-le-champ, on est encore au début de la bataille, il reste nombre de dangers à

traverser, on n'a ni le temps ni le goût des massacres inutiles. Pourtant, à la fin de la journée, des unités d'infanterie isolées dont la détermination à combattre a disparu et qui ne peuvent espérer d'aide de personne subissent des pertes, avec des blessés et des tués, lorsqu'elles s'enfuient ou se rendent. Duperier, un officier subalterne du 18e hussards, rapporte dans son langage fruste : « On a tombé sur un régiment de fantassins frençais qui disaient "Vive le roi", trop tard, d'ailleurs personne chez nous ne conprenait le frençais, on les a tailler en pièces jusqu'à ce qu'on est atteint la réserve et là on a reçu un salve presque à bout portan, alors on a fait demi-tour et on s'est autant régalés au retour qu'à l'aller. » Murray, qui commande le régiment, se retrouve au milieu des fugitifs et l'un d'entre eux se jette sur lui avec sa baïonnette : « son ordonnance fut contrainte de tuer cinq ou six adversaires à la file pour protéger son maître » (voilà qui n'aurait sans doute pas convaincu une commission d'enquête !).

Mais, même tard dans la journée, les fantassins français qui tiennent encore peuvent voir arriver la cavalerie anglaise sans inquiétude. Taylor, du 10e hussards, aperçoit, à peu près au moment où Duperier massacre les malheureux fugitifs, « une trentaine d'hommes du 18e charger avec un panache inutile un carré juché sur la colline qui les repoussa ». C'est l'épisode que l'on trouve le plus fréquemment dans les récits de la bataille de Waterloo, celui de la charge de cavalerie repoussée par un carré de fantassins. Toutes les tentatives ne sont pas absolument vouées à l'échec : le 69e régiment, sur lequel les Français tombent avant qu'il ait eu le temps de se former en carré aux Quatre-Bras, voit trois de ses compagnies taillées en pièces par la cavalerie française et perd l'un de ses drapeaux (désastre d'autant plus fâcheux qu'il en a déjà perdu un l'année précédente à Berg-op-Zoom). A Garcia Hernandez, en 1812, les dragons de Bock, de la Légion royale allemande, enfoncent un carré bien formé de fantassins français, qui fait pourtant feu sur eux. Le déroulement de cet épisode permet d'expliquer pourquoi rien de semblable ne se produit à Waterloo. Il s'agit d'un cas rarissime dans la guerre moderne : l'événement a lieu parce que l'un des chevaux des dragons, lancé au galop à une certaine vitesse, est tué, ainsi que son cavalier, en pleine course ; continuant leur chemin comme des automates, ils ne tombent pas tout de suite mais s'effondrent sur les premiers rangs de fantassins adverses. La brèche est ouverte, une poignée d'assaillants s'y engouffre, puis le reste du régiment. Le cheval mort réussit là où de la chair bien vivante aurait échoué. Il joue le rôle d'un projectile

géant et ouvre le passage. La cavalerie française tente à plusieurs reprises de percer des carrés ennemis à Waterloo ; on compte peut-être une douzaine d'assauts de ce genre cet après-midi-là. Cependant, en dépit des pertes sévères infligées aux fantassins, jamais ces tentatives ne sont couronnées de succès. L'expérience accumulée par les cavaliers contre des troupes moins entraînées les a mis exagérément en confiance : ils escomptent une hésitation dans les premiers rangs des tireurs qui leur permettrait de franchir les cinquante derniers mètres, une salve moins dense, signe d'une détermination moins forte, et puis une soudaine irrésolution générale qui devrait se traduire par un désordre – après quoi le régiment devrait s'enfuir, le dos tourné, la tête dans les épaules, en cherchant désespérément à échapper aux sabots des seigneurs de la bataille. Normalement, voilà comment les choses devraient se passer. Ce scénario est d'ailleurs sur le point de se vérifier en maintes occasions le long des premières lignes de Wellington, bien plus souvent que le désastre final essuyé par la cavalerie ne le laisse supposer à première vue. « La première fois que des cavaliers approchèrent de mon carré (le 79e régiment), écrit un officier du *Royal Engineer*, les hommes, tous de jeunes soldats, parurent inquiets. Ils tirèrent trop haut, sans résultat, et dans l'un des angles de la formation l'hésitation était assez perceptible pour m'infliger un sentiment d'inconfort. » Morris, un sergent du 71e, témoigne quant à lui de la forte impression psychologique produite par ces vagues d'attaquants à cheval : « Un nombre considérable de cuirassiers français firent leur apparition, au sommet de la colline juste en face de nous, se rendirent maîtres de l'artillerie que nous avions disposée là et fondirent, ensuite, droit sur nous. Leur aspect était effrayant – aucun ne faisait moins de deux mètres, ils portaient des casques de métal et des cuirasses sur la poitrine, taillées en gorge de pigeon pour dévier l'impact des balles. Ils avaient l'air dotés d'une constitution formidable, j'ai songé que nous n'avions pas la moindre chance en face d'eux. » Dans tous les cas, toutefois, le même scénario se reproduit presque exactement, l'élan de la cavalerie est brisé et l'avantage psychologique passe des assaillants aux défenseurs. D'abord, la cavalerie bifurque, ralentit ou même s'arrête en arrivant à portée efficace des fusils. Parfois c'est à cause du feu de l'artillerie placée en protection ou d'une salve d'infanterie tirée au bon moment, qui abat des chevaux dans les premiers rangs de l'ennemi. Leeke, du 52e, décrit leur approche : « Leur style ne manquait pas de panache, ni leur ordre de rigueur, d'abord au trot, ensuite au galop,

jusqu'à ce qu'ils arrivent à trente ou quarante mètres devant le carré, alors, un cheval ou deux ayant été abattus, en voulant les éviter la troupe changeait légèrement de direction, ce qui la portait d'un côté ou de l'autre de nos positions, et ils préféraient cela à l'affrontement direct et frontal avec nos baïonnettes. » Ecoutons Eeles, du 95e :

> J'ai empêché tous mes hommes de tirer jusqu'à ce que les cuirassiers approchent à une trentaine de mètres du carré, après je fis tirer une volée de plomb par ma compagnie qui a eu pour effet de descendre nombre de chevaux tandis que le 71e tirait aussi. Il est devenu pratiquement impossible à l'ennemi de continuer sa charge. Je pense ne pas me tromper en affirmant que la moitié des assaillants se retrouva par terre, quelques-uns tués avec leurs chevaux, d'autres blessés. Mais la plupart d'entre eux étaient bien vivants. Au bout d'un moment, ils purent se dégager et ils partirent en courant vers leurs arrières, quelques-uns à cheval, mais la plupart sans leur monture.

Quelquefois, ce coup d'arrêt se produit parce que les chefs des assaillants essaient de feinter l'ennemi ou de lui faire peur, afin qu'il ouvre le feu avant que la cavalerie ne soit à portée, après quoi il reste aux cavaliers à profiter des quinze secondes nécessaires pour recharger les fusils. Le duc de Wellington lui-même se souvient d'avoir vu des carrés qui « retenaient le feu en attendant la charge des cavaliers, mais eux-mêmes ne chargeaient pas avant le tir » ; le stratagème ne prend pas contre les soldats britanniques, entraînés à garder la moitié de leur capacité de feu en réserve. Parfois les Français arrêtent leur charge tout simplement parce qu'ils ont peur d'aller plus loin. La chose a lieu souvent après la première pénétration dans la zone de portée du tir d'infanterie, juste devant le carré, alors que l'attitude la plus sûre consiste sans doute à continuer, plutôt qu'à marquer le pas. Reynell, qui commande le 71e, parle des « visites répétées » des cuirassiers. « Je ne dis pas *attaques* parce que ces colonnes de cavaliers n'essayèrent jamais de pénétrer notre carré, ils limitèrent leur approche à une quinzaine de mètres de nos premiers rangs, alors ils nous longeaient, recevaient du plomb, puis s'exposaient de même au carré voisin. »

Même s'il est considéré comme honteux pour la cavalerie de lâcher prise et de s'éloigner des carrés qui font feu, l'attitude qui consiste à tourner autour, comme les guerriers indiens, ou à avancer lentement pour effrayer l'adversaire est encore pire. La peur que peut inspirer la cavalerie aux fantassins est limitée par la fumée de la première salve. Le soldat du *Royal Engineer*, à couvert dans le carré du 79e, remarque à quel point la supériorité morale est sujette à éclipses :

> En fait nous ne subîmes aucun dommage. De temps en temps un individu un peu plus audacieux que les autres se jetait sur nos baïonnettes, brandissait son épée et faisait le matamore ; mais le gros de la troupe restait apathique, elle montait de quelques mètres, comme si malgré la crainte elle ne se résolvait pas à tourner les talons. Nos hommes se sont rapidement aperçus qu'ils avaient le meilleur rôle, et même après, quand ils entendirent approcher la cavalerie, visiblement ils trouvaient que c'était encore préférable à la canonnade.

Macready, du 30e, se souvient que ses hommes « commençaient à avoir pitié de l'insistance inutile de leurs assaillants et qu'à chaque nouvelle attaque ils grommelaient "Voilà que ces f… idiots remettent ça !" ». Prenant confiance, et même plutôt enivrés par leur propre faculté de résistance aux attaques des escadrons français (après leur deuxième dispersion d'une charge française aux Quatre-Bras, on s'est « copieusement serré les mains et congratulé » dans le carré du 30e régiment), les fantassins britanniques commencent à infliger à l'ennemi des pertes importantes, au moins tant qu'il est assez fou pour rester à portée de tir. Saltoun, qui commande les compagnies légères des gardes, ordonne à ses troupes de faire feu sur un groupe de cavaliers français qui « se mirent alors à longer le front du 52e régiment, dans le but de le prendre par le flanc droit, mais ils furent anéantis par le feu de ce régiment ». Le 40e, mis en alerte par un vieux sergent qui crie « ils portent une armure, tirez sur les chevaux ! », descend des cuirassiers par tombereaux. « C'était presque risible de voir ces gardes aux armures rutilantes essayant de fuir en vain devant les soldats de nos compagnies légères, déployés en tirailleurs, qui les capturaient en grand nombre. »

Cette mention des pertes en chevaux nous rappelle opportunément que les troupes françaises ne se battent pas seulement contre des fantassins britanniques en armes mais aussi contre leurs propres montures. Gronow, observateur très précis de la bataille, depuis l'un des carrés des *Foot Guards*, raconte que « les chevaux des premiers rangs de cuirassiers, malgré l'effort de leurs cavaliers, finissaient par rester tétanisés, agités de tremblements, l'écume aux naseaux, à une distance d'une vingtaine de mètres… et ils résistaient généralement à toutes les tentatives qui visaient à les jeter contre le hérissement d'armes devant eux ». Une chose assez identique se produit devant la batterie de Mercer : « Une masse informe fondit sur nous… des hommes essayant en vain d'obliger leurs chevaux à franchir les dépouilles de leurs compagnons morts. » Comme les pertes se multiplient, tandis que le rythme des attaques françaises faiblit, à mesure

que s'élève le tas de cadavres le long de la limite de portée des armes de l'infanterie, il devient de plus en plus difficile de forcer les chevaux à s'exposer au feu. Les unités françaises les moins résolues abandonnent un peu plus d'une centaine de mètres avant le contact, laissant les cavaliers en fourrageur décharger leurs pistolets sur les lignes britanniques, ou trotter de bas en haut de la colline en faisant feu avec leurs carabines. Le procédé est d'une inefficacité parfaite et presque pathétique. Un lecteur d'aujourd'hui peut se demander si le genre de compassion – à supposer qu'on puisse parler de compassion – que peuvent éprouver les fantassins en carré pour les cavaliers n'est pas déplacé. Si l'on y regarde de près, les épreuves endurées par les bataillons soumis à ces orages mortels sont à couper le souffle. (Mercer compare l'assaut général de la cavalerie française sur les carrés britanniques disposés en échiquier par Wellington à « une vague énorme venant se briser sur une côte hérissée de rochers, contre lesquels cette masse d'eau se brisait avec un rugissement furieux, et bondissait dans un bouillonnement sonore jusque très loin sur la plage voisine ».) Mais, comme l'a montré Jac Weller dans son étude sur l'épaisseur des formations présentes sur le terrain, le nombre de cavaliers dans une ligne d'attaque est toujours plus faible que celui des fantassins adverses. Si la taille moyenne d'un bataillon est de cinq cents hommes environ, il forme un carré d'une vingtaine de mètres de côté, qui oppose cent quarante hommes par face, sur trois rangs, à la cavalerie française. A cause des chevaux, celle-ci ne peut aligner qu'environ dix-huit hommes sur la même largeur de front, et le même effectif immédiatement derrière. Ces trente-six hommes reçoivent le feu d'une seule face d'un carré à eux seuls. Mais, même si la première salve est la plus meurtrière, ils appartiennent à un escadron de cent vingt hommes seulement. S'ils ne parviennent pas à prendre l'ascendant moral sur leur adversaire, comme c'est à chaque fois le cas à Waterloo, chaque cavalier devient donc la cible de quatre fantassins. Quand on examine les choses sous cet angle-là, la phrase « Voilà que ces f… idiots remettent ça » prend tout son sens.

Artillerie contre infanterie

En fait, la cavalerie peut raisonnablement espérer pénétrer les rangs d'une infanterie avec l'appui de l'artillerie. D'où la présence d'une « artillerie à cheval » dont le rôle est d'accompagner la cavalerie jusque

dans le voisinage des fantassins et, positionnée hors de portée de leurs fusils, d'ouvrir dans leurs rangs une brèche assez large pour les paralyser ou les contraindre à fuir. Mais Waterloo, en matière d'artillerie, n'est pas une bataille ordinaire. Le nombre d'hommes par mètre carré est si élevé, spécialement dans le passage étroit entre Hougoumont et La Haye-Sainte, où durant l'après-midi dix mille cavaliers français piétinent sur un front de seulement huit cents mètres, que l'artillerie censée accompagner la cavalerie dans la charge ne dispose pas de la place nécessaire pour se déployer. Aussi le combat des fantassins contre la cavalerie se limite à ce strict affrontement, au grand bénéfice et pour la plus grande sécurité des fantassins.

L'approche immédiate des cavaliers a pour effet d'interrompre le tir des canons vers les lignes britanniques, la vue étant bouchée par la cavalerie en mouvement et le risque de toucher les siens devenant trop grand. Ainsi, comme l'écrit Leeke – et il n'est pas le seul de l'infanterie à exprimer le même sentiment –, « les charges de cavalerie représentaient pour nous un soulagement ». Certes, les quelque quatre-vingts pièces de la grande batterie française située à sept cents mètres des Britanniques ne peuvent pas causer de dommages aussi importants sur les formations de fantassins que l'artillerie à cheval vomissant sa mitraille à courte distance. Mais la chute des boulets est si fréquente, l'effet des projectiles sur la chair humaine si dévastateur, l'angoisse des hommes qui restent debout si intense que la canonnade est l'élément le plus susceptible de percer les lignes britanniques. Partout où il le peut, dès que la chose est possible, Wellington positionne ses bataillons à contre-pente, derrière la ligne de crête, ce que les soldats appellent l'« angle mort » et qui leur permet la plupart du temps de s'étendre pendant que les balles sifflent sur leurs têtes. Nombre de bataillons doivent toutefois passer une partie de la journée sous le feu direct. Les Hollando-Belges de Bylandt, à l'est de La Haye-Sainte, perdent confiance sous ce déluge et décampent. Les *Inniskillings*, qui tiennent bon, traînent leurs blessés à l'intérieur du carré, jettent leurs morts hors de leurs lignes, reforment leurs rangs mais finissent par être anéantis.

Même à l'abri de la colline, certains bataillons déplorent des pertes. Reed, du 71e, raconte que l'artillerie française à gauche de Hougoumont « était en mesure de tirer sur nos positions derrière la crête, nous y avons perdu des hommes, une cinquantaine je pense ». Quant au 1er bataillon du 95e, il est « agacé » par des tirs au canon qui « roulaient par-dessus la crête,

sur nos positions ». Le sergent de Leeke l'empêche d'essayer d'arrêter l'un de ces projectiles, qui « roulait comme une balle de cricket », en lui disant qu'il risque d'y laisser son pied. Quand l'approche des cavaliers ou des fantassins français oblige les fantassins britanniques à se relever, en faisant des cibles faciles, un seul coup au but peut avoir des effets dévastateurs. Leeke, qui a observé, fasciné, les servants français d'une pièce d'artillerie charger, pointer, et mettre à feu leur pièce dans ce qui lui apparaît être sa direction, et qui dit avoir même aperçu le boulet quitter la gueule du canon, voit les quatre hommes de la file la plus proche de la sienne tomber morts ou mutilés deux secondes après. Dans le carré voisin du 71e régiment, un seul boulet de canon tue ou blesse dix-sept hommes ; et le 40e régiment, pourtant en colonne ouverte, connaît une succession d'horreurs que décrit ainsi le lieutenant Hugh Wray :

> Trois de nos compagnies furent presque taillées en pièces, un boulet tua ou blessa trente-cinq hommes dans la 4e, un autre faucha la vie du capitaine Fischer et de dix-huit hommes de notre compagnie, un autre encore tomba sur la 8e et tua ou blessa vingt-trois hommes… Au moment où le pauvre Fischer fut touché j'étais en train de lui parler, je fus soudain couvert de sa cervelle, sa tête avait volé littéralement en éclats.

Quand l'artillerie des deux camps parvient à « coopérer » avec d'autres armes, elle est généralement plus efficace. Coopérer signifie en l'occurrence faire coïncider ses attaques avec celles de l'infanterie et de la cavalerie contre une même formation ennemie (opération délicate, nous l'avons vu, à cause du risque de tirer sur son propre camp). La menace que constitue la présence de soldats ennemis à proximité oblige les formations placées en défense à tenir le terrain debout et immobiles, et cette « station debout sous la canonnade, sans autre chose à faire, compte parmi les expériences les plus désagréables que puisse connaître un soldat ». « Tirez-nous de là, demandent à leurs officiers certains hommes de la division Picton ; vous allez nous laisser massacrer ? Laissez-nous combattre. » Les Français qui se sont débrouillés pour envoyer quelques canons en avant du corps de D'Erlon les détellent à environ cent vingt mètres du 32e régiment « et ouvrent de terribles brèches dans les carrés d'en face ». La batterie Bull, qui soutient les *Scot Guards* face à la Garde impériale près de Hougoumont, fait exploser des obus « en telle quantité au milieu de ces gaillards que l'on pouvait voir distinctement, au-dessus de la fumée, les morceaux d'hommes, des bonnets de grenadiers, des fusils et des ceintures

voler dans les airs ». Dans ces deux cas, l'artillerie sème la désolation parce qu'elle prend pour cible de l'infanterie en rangs serrés qui, se trouvant à proximité de fantassins ennemis, ne peut se protéger des effets de son tir.

Infanterie contre infanterie

Ce type d'affrontement, bien qu'il soit, presque partout, bien plus limité dans le temps que ceux dont il vient d'être question, revêt une importance décisive. On peut dire la même chose de presque toutes les batailles engagées dans cette période historique qui va de la fin du cavalier en armure au XIV^e^ siècle jusqu'à l'avènement du véhicule blindé au XX^e^ siècle. La raison en est que l'affrontement entre cavalerie et artillerie d'une part et infanterie d'autre part n'est qu'un épiphénomène, un préliminaire. L'infanterie se contente de demeurer patiente devant le massacre des siens. Bien entendu, il revient aux officiers de protéger leurs hommes contre la canonnade ou les attaques de cavalerie autant qu'ils le peuvent. Mais, comme l'infanterie est (et demeure) la seule force à même de tenir le terrain (cette occupation physique, base même de la guerre, lui incombe au premier chef), il est impossible de lui faire quitter une position vitale par simple souci de ménager la vie des hommes. (Wellington, à qui Halkett demande que sa brigade, qui a perdu les deux tiers de ses hommes, soit relevée pour un moment, lui fait répondre : « Dites-lui que c'est impossible, tout le monde, lui, moi, et tous les Britanniques présents sur le terrain en ce moment doivent mourir là où ils sont. ») Au contraire, l'infanterie qui refuse de quitter le terrain convoité par l'ennemi, malgré les efforts conjugués de la cavalerie et de l'infanterie, doit finir par affronter l'infanterie adverse.

Mais « finir » en l'occurrence ne signifie pas nécessairement « après l'échec de toutes les autres méthodes » ; cela peut aussi vouloir dire « parce que diverses tentatives et divers échecs y ont conduit ». En fait, l'attaque de la Garde impériale à la fin de la journée a précisément lieu à ce moment-là parce que toutes les autres solutions ont échoué. L'attaque des fantassins sur Hougoumont, au début de la bataille, est décidée parce qu'on estime que les autres moyens seraient inefficaces. Les affrontements entre les tirailleurs

des deux camps, qui opèrent devant la ligne de front de leurs armées respectives, est un élément des combats dont l'expérience a montré la nécessité.

C'est l'excellence des Français dans ce domaine particulier qui leur a permis, au cours des premières années des guerres de la Révolution et de l'Empire, d'infliger de lourdes pertes à l'infanterie adverse sans engager la leur au corps à corps. Les ennemis ont alors compris la nécessité de déployer eux aussi des voltigeurs et certaines des formations spéciales constituées par les Britanniques (comme le 95e ou le régiment léger de la Légion royale allemande) ont pour mission de les imiter. La plupart de ces régiments, à Waterloo, sont déployés derrière la ligne de crête ; mais ils détachent des compagnies en avant, qui fournissent un écran de couverture, et y sont rejointes par les compagnies légères spécialement entraînées des régiments d'infanterie ordinaire. Pratt, lieutenant commandant la compagnie légère du 30e régiment, raconte sa journée de bataille à Waterloo d'une façon qui met parfaitement en lumière le rôle des troupes d'attaque de l'infanterie légère. Les instructions qu'il a reçues de son supérieur sont les suivantes : « Couvrir et protéger nos batteries. Il nous faut nous déployer aussi loin qu'il est prudent de le faire, conserver des intervalles importants, afin de nous préserver du feu de l'artillerie. Faire preuve d'une résistance sans faille contre l'infanterie légère adverse, mais ne rien tenter contre la cavalerie, se retirer au contraire vers les carrés à l'arrière. Et une fois la charge repoussée, retrouver nos positions ! » Il suit ces ordres à la lettre, « en se glissant jusqu'en bas de la colline », d'où il délivre un « feu désordonné vers l'infanterie légère française », combat marqué par « une succession d'avances et de reculades », ces dernières vers un carré de la Légion royale allemande ou de Hanovriens, parfois vers le sien. « Vers la fin de la journée, je me trouvais pour la dernière fois au pied de la pente au milieu des troupes d'infanterie légère qui restaient », et qui « se retiraient peu à peu à cause de la puissance du feu adverse ». Le moment auquel il fait allusion se situe juste après la perte de La Haye-Sainte ; il est alors blessé et avoue avoir « cessé de pouvoir témoigner *de visu* de ce qui s'est passé après ». Mais, à ce moment-là, l'infanterie légère a déjà joué son rôle. Le paroxysme de la bataille, l'affrontement entre les deux corps d'infanterie lourde, va pouvoir commencer.

La bataille a d'ailleurs commencé par un affrontement identique : celui que se sont livré les *Foot Guards* et les Français de Jérôme Bonaparte pour

le contrôle de Hougoumont. Voilà un point du champ de bataille où le commandement a, dès le début de l'action, décidé d'engager l'infanterie au corps à corps et ne « finit » donc pas par l'engager après que d'autres approches ont échoué. Il s'agit pour Napoléon d'une décision indispensable (bien que les résultats ne soient sans doute pas à la hauteur). Les murs épais du château, percés de meurtrières, constituent une menace mortelle pour n'importe quelle formation de cavalerie venant à passer à proximité. En outre, ils peuvent résister à l'artillerie de campagne, même aux pièces lourdes. Mais, pour indispensable que soit cette décision, elle est aussi désespérée, car la solidité, la complexité, la taille même des bâtiments de Hougoumont et des dépendances du château, sans parler des forces qui s'y trouvent, rendent l'endroit presque imprenable par l'infanterie. Les Français réussissent pourtant bel et bien, à un moment, à forcer l'entrée de la cour principale, mais les défenseurs britanniques peuvent refermer la porte derrière la petite troupe qui s'y est engagée. Tous y laissent la vie, sauf un jeune tambour qui est épargné. La férocité exceptionnelle de cet épisode montre combien la bataille pour Hougoumont est singulière. On a souvent parlé de « bataille dans la bataille ». Elle est le fait de deux forts détachements qui ne s'occupent pratiquement pas de ce qui se passe par ailleurs, et en ce sens on peut dire que l'expression est juste. Les passionnés de stratégie d'aujourd'hui sont sans doute plus attentifs au côté particulièrement « territorial » de l'affrontement. Malgré tout ce que ce concept peut avoir de tautologique, les défenseurs de Hougoumont, et de la position plus modeste de La Haye-Sainte, ne font que se battre pendant plusieurs heures pour préserver l'intégrité de zones extrêmement précises où ils ne tolèrent aucune intrusion : à La Haye-Sainte, on se fait tuer pour la cour de la ferme et le jardin, à Hougoumont, on défend le château, le jardin, le verger. Les hommes se battent pour défendre un lieu cerné et découpé par des murs et des murets ; le choix des parties à défendre ou à abandonner est largement dicté par le plan même des lieux. Or, dans les combats territoriaux chez les animaux au sein d'une même espèce, on sait désormais, grâce à la théorie moderne du comportement, que se développe un rituel précis. Le titre de propriété résulte des lois de la nature : celui qui détient le terrain, la plupart du temps, n'a qu'à simuler une attaque sur le prétendant, lequel bat en retraite après quelques signaux convenus de soumission. Le combat prend fin aussitôt. Le titre de propriété en question ne donne pas, toutefois, les mêmes prérogatives en cas de conflit armé. Certes, on observe

la même attaque ritualisée, le même marchandage défense/soumission. Un exemple célèbre en est la demande présentée par le commandement allemand de l'arsenal de Cherbourg le 27 juin 1944, selon lequel un char devait être autorisé à tirer, pour le principe, devant l'entrée principale, afin de sauver la face avant sa capitulation. Le même élément rituel peut être décelé dans l'insistance des cavaliers à multiplier les attaques sanglantes contre les carrés. (Rappelons le témoignage selon lequel « de temps en temps un soldat plus audacieux que les autres se lançait à l'assaut des baïonnettes et gesticulait avec son sabre en faisant le matamore ».) On peut dire aussi que, chez l'homme, les attaquants concèdent aux défenseurs un certain droit (que l'on pourrait qualifier de moral si le terme n'apparaissait pas si déplacé) à défendre leur territoire, fût-il un morceau de colline pilonné par l'artillerie ou une tranchée pleine d'eau, qui peut expliquer pourquoi la posture défensive a tendance à l'emporter sur la posture offensive et qui explique également pourquoi l'effet de surprise, qui permet aux attaquants de profiter de l'apathie adverse, est très prisé des officiers les plus agressifs.

On mesure les limites de la théorie du comportement « territorial » appliquée aux conditions du champ de bataille. Car, en temps de guerre, l'offensive échoue généralement après que la peur a été véritablement suscitée, l'humiliation réellement infligée et le sang vraiment versé. En fait, à considérer la chose de près, le comportement observable sur le champ de bataille est exactement le contraire de celui que suggère la nature : le droit de propriété sur le terrain est illusoire, c'est le combat qui fait la différence.

Un des principes qui régissent le comportement animal, et qui paraît applicable en revanche, tient à ce que le zoologue Hediger appelle la « réaction critique ». Sa théorie résulte d'une observation des réactions animales au danger. La réaction est proportionnelle à la distance. Au-delà d'un certain degré de proximité, degré variable selon les espèces, il attaque, dans le cas contraire il bat en retraite. Hediger appelle les distances en question « distance critique » et « distance de fuite » selon qu'elles disposent le sujet à l'offensive ou à la fuite. Il donne de la chose un exemple lumineux : « Les dompteurs matent leurs fauves en jouant dans la cage un jeu dangereux entre distance de fuite et distance critique. »

On peut même prétendre (chacun en fait l'expérience quotidienne) que l'instinct permet aux hommes de connaître chacune de ces deux distances. On a pu prouver, par exemple, que certains humains considérés comme

porteurs d'une violence anormale sous-estiment notablement la distance qui les sépare des autres. D'où le sentiment de menace éprouvé devant des gestes innocents et leur soupçon permanent d'agression. Les soldats, eux aussi, jouent certainement avec ces deux notions de distance critique et de distance de fuite. L'opinion de Sun Tse, auteur chinois de *L'Art de la guerre*, était que la confrontation avec l'ennemi devait commencer par une phase d'intimidation, au moyen de masques effrayants et de cris de guerre, après quoi seulement on avait recours aux armes. Cette théorie contient déjà celle de la « réaction critique » ; et une bonne part des pratiques de la guerre primitive – les danses de guerre, les tam-tams, le fait de brandir les armes – intègrent manifestement la notion de distance critique. En fait, on peut prétendre que plus les peuples sont primitifs, moins ils sont disposés à franchir la distance critique. En revanche, même les chefs modernes les moins timorés se montrent prêts, dans certaines circonstances, à respecter la distance critique. Les démonstrations de force aériennes et maritimes auxquelles les Américains se livrèrent devant les îles tenues par les Japonais, durant la Seconde Guerre mondiale, avaient en partie pour objet (même si cela se révéla inutile) l'intimidation de l'adversaire ; quant à la grande revue organisée par Napoléon le matin de Waterloo, son but était probablement d'intimider les Belges, et peut-être les Anglais, afin qu'ils quittent leurs positions.

Mais, si nous voulons réellement juger de l'influence des distances critiques dans la bataille de Waterloo, il faut se pencher sur les deux pôles de défense principaux. A La Haye-Sainte, la garnison, quand elle vient à manquer de munitions, est débordée par les tirailleurs français qui se fraient un passage au cœur des bâtiments. Nombre de ceux-ci sont tués à la baïonnette et on se sert de leurs cadavres pour élever une barricade à l'entrée, mais leurs camarades parviennent à escalader le toit et, tirant d'en haut, ils obligent les Britanniques à la retraite. A Hougoumont, comme nous l'avons vu, les Français ont moins de chance. La garnison a encore des munitions, elle parvient à séparer les premiers assaillants de ceux qui les suivent, et, une fois les portes fermées, à exterminer les envahisseurs. Un combat sans merci a lieu peu avant, au franchissement du mur d'enceinte, et le résultat est le même : aucun Français n'en réchappe. Nul doute que l'on puisse donner de ce qui se passe en ces trois endroits différentes versions ; mais on peut au moins avancer que les Français suscitent chez les Britanniques une « réaction critique » qui les oblige à répliquer férocement.

Cela permet d'expliquer pourquoi les témoignages qui évoquent les combats de La Haye-Sainte et de Hougoumont, en dépit de leur caractère plus ou moins abominable, sont en même temps compréhensibles. Murs, passages et recoins mettent les hommes brutalement en présence les uns des autres, diminuent leur marge de manœuvre et leur interdisent souvent la retraite. Si les récits de La Haye-Sainte et de Hougoumont nous sont familiers, s'ils ont des accents de déjà-vu, ce n'est pas seulement parce qu'ils évoquent à nos mémoires modernes des batailles urbaines, au milieu des ruines, comme celles de Stalingrad ou de Hué. La nature du combat dont il s'agit serait comprise par un guerrier de la Jérusalem de Tancrède ou de la bataille de Troie.

La rencontre qui dépasse l'entendement du lecteur moderne, bien qu'elle voie également deux masses d'infanterie s'affronter, est d'une nature différente. Il nous faut à présent examiner le mouvement déterminant de toute bataille de l'époque : l'attaque frontale de l'infanterie à courte portée en rangs serrés face à des rangées de fusils pointés. Si l'on excepte l'attaque qui mène à la chute de La Haye-Sainte, laquelle prend la forme d'un combat de tirailleurs livré à grande échelle, soutenu par de l'artillerie légère dépêchée pour l'occasion, on relève seulement deux de ces mouvements devant les troupes de Wellington. Le premier est celui de l'attaque du corps de D'Erlon, le second celui du paroxysme de la bataille : l'attaque de la Garde impériale dans le secteur de Hougoumont à l'extrême fin de l'engagement. Dans les deux cas, des rangées très denses de fantassins français font mouvement à travers toute la largeur du vallon séparant les deux armées jusqu'à quelques mètres des lignes anglo-alliées, sur lesquelles elles font feu très brièvement avant de faire sommairement demi-tour et de prendre la fuite.

Ce qui est difficile à visualiser pour l'imagination d'un lecteur moderne dans une scène pareille, c'est le face-à-face entre les combattants qui s'infligent en effet la mort à une distance où l'on voit plutôt les gens aujourd'hui échanger des conseils de jardinage. Et pourtant les descriptions sont sans équivoque. Mountsteven, officier du 28^{e} régiment, qui se souvient d'avoir regardé « au-dessus de la mêlée », avoue avoir « admiré la façon pleine de panache dont les officiers français déployaient leurs compagnies ». Il estime qu'ils se trouvaient à une quarantaine de mètres quand « nous avons délivré nos premières salves et foncé vers leurs rangs, après quoi l'ennemi s'est mis à fuir avant que nous ne l'ayons atteint et cela

dans la plus grande confusion ». Un officier d'un régiment voisin, le 92e, évalue la distance à une vingtaine de mètres et affirme qu'il aurait eu du mal à croire, s'il ne l'avait vu de ses yeux, « que l'on puisse faire autant de dégâts en si peu de temps ». Les récits provenant des brigades de l'autre flanc qui repoussent la Garde impériale ressemblent fort à celui-là. Dawson Kelly se trouve avec le 73e régiment

> … quand la dernière colonne fait son apparition dans la fumée qui, pendant toute la journée, avait couvert le sol. Leur mouvement est, conformément à l'habitude chez les Français, très bruyant et effrayant, les officiers marchant devant pour exhorter leurs hommes. Toutefois ils n'arrêtent pas de tirer de manière confuse en avançant ; nous ne répliquons pas jusqu'à ce qu'ils soient presque à notre niveau. Une salve bien appliquée de notre part sème un désordre dont ils ont du mal à se relever, et après un duel au fusil entre les deux armées, ils tournent les talons comme un seul homme et s'enfuient.

Powell, du 1er régiment des *Foot Guards*, qui se trouve exactement sur le chemin de la principale colonne française, voit les grenadiers

> … monter vers nous au pas de charge en criant *Vive l'Empereur*. Ils continuèrent à avancer jusqu'à une cinquantaine de pas de nos positions. Je ne sais pas si c'est la vision d'un corps ennemi soudain si proche d'eux, et qui semblait sorti du sol, ou la puissance du feu que nous dirigions sur eux, mais la Garde, qui n'avait jamais échoué dans une charge, soudain s'arrêta net. Ceux qui se trouvaient à l'écart, ou à côté, et qui purent assister à toute la scène nous racontèrent que notre tir semblait avoir littéralement rejeté leurs rangs en arrière.

Un autre membre des *Guards*, Dirom, confirme :

> Les colonnes françaises parurent marquer le pas, entrer en convulsions. Une partie des hommes voulait avancer, une autre voulait s'arrêter pour faire feu, et d'autres, spécialement ceux du centre et de l'arrière, paraissaient tourner en rond. A notre approche, toutes les colonnes françaises tournèrent les talons et se mirent à fuir.

Aucun doute sur les faits : les Français s'approchent assez des Britanniques pour pouvoir leur parler, ils sont paralysés par leur feu, ne parviennent pas à le faire cesser en y répliquant, et finissent par repartir.

En réalité, les attaques dont il vient d'être question sont un peu plus complexes que les témoins ne le disent. Une série d'escarmouches précèdent ces événements, accompagnées d'une canonnade à courte distance, avec des canons que l'infanterie française avait apportés. Mais, pour autant que l'on puisse parler d'affrontements d'infanterie « purs » sur les champs de bataille napoléoniens, ces épisodes en sont.

Comment expliquer la soudaineté et l'étendue de l'effondrement français dans ces deux cas ? Les Français sont plus nombreux que les Britanniques et n'ont pas été encore engagés (« Il ne semblait pas qu'ils eussent souffert de leur avance et leurs formations étaient aussi régulières qu'un jour de manœuvre », écrit Dirom à propos de la Garde impériale). Les deux formations sont composées d'excellents soldats d'expérience. Toutes deux sont bien encadrées – cinq généraux marchent devant les gardes et Ney, le « brave des braves », quitte le cinquième cheval tué sous lui ce jour-là pour finalement marcher aux côtés des troupes. Toutes deux ont plus que correctement préparé leur attaque, au moyen de nombreuses charges de cavalerie préalables ou de bombardements prolongés, parfois l'un et l'autre. Toutes deux mènent des assauts plus sophistiqués qu'une simple attaque « en colonnes » : après le premier tir britannique, les chefs de chaque formation essaient de déployer leurs hommes de manière à établir une ligne de feu capable de répliquer à l'ennemi. Pourtant ce sont les Britanniques, et non les Français, qui l'emportent au feu, ce qui leur permet de remporter une victoire, non pas partielle mais totale. Pourquoi ?

Nous avons laissé de côté quelques éléments qu'il faut prendre en compte. D'abord, l'artillerie britannique se déchaîne, tant contre d'Erlon que contre la Garde impériale, et cause dans leurs rangs des pertes importantes. La détermination des troupes s'en trouve affaiblie quand il s'agit d'affronter de près les fusils des fantassins. Ensuite, le repli des troupes de D'Erlon est précipité et rendu général par une charge imposante de la cavalerie anglaise, tandis qu'une autre, plus modeste, accélère le retrait de la Garde impériale. En troisième lieu, les deux opérations ne sont pas exemptes de succès locaux, notamment au début. Les troupes de D'Erlon délogent la brigade hollando-belge de Bylandt, cependant que les 3e et 4e régiments de grenadiers de la Garde impériale accrochent les 30e et 73e britanniques et mettent en fuite les contingents de Nassau et de Brunswick, que la cavalerie britannique essaie de dissuader de battre en retraite. Malgré tout, les deux attaques se limitent finalement à des affrontements entre fantassins et se soldent par une victoire nette des Britanniques : lors de l'attaque de la Garde impériale, cinq bataillons (52e, 33e, 69e régiments d'infanterie, 2e et 3e bataillon du 1er *Foot Guards*)[2] contre cinq (1er et 2e bataillons du 3e chasseurs, 1er et 2e bataillons du

4e chasseurs, 2e bataillon du 3e grenadiers) ; dans celle de D'Erlon, sept bataillons contre vingt-quatre.

Prétendre que ce résultat est obtenu grâce à des feux mieux délivrés n'explique pas grand-chose, même si les mécanismes sont faciles à décrire : les bataillons anglais sont déployés sur deux rangs, parfois quatre, et en ligne. Ainsi un bataillon à plein effectif, comme le 52e d'infanterie légère, peut aligner deux cent cinquante hommes de front, avec trois rangs derrière. Ses hommes peuvent espérer atteindre leur cible à plus de cent mètres, mais les chefs, comme il est de coutume, ont donné l'ordre de ménager les munitions jusqu'à ce que l'ennemi soit plus près. Une fois la salve délivrée, il faut compter vingt ou trente secondes pour recharger ; mais, après le premier feu, il est fréquent que les Britanniques tirent par peloton ou par rang. Certains tirent pendant que d'autres rechargent. Au final, un tel bataillon peut en moyenne tirer la bagatelle de deux mille projectiles de plomb par minute.

Les Français, au moins au début, se trouvent en colonnes, ce qui nous permet de mieux comprendre leur effondrement. Les colonnes sont en effet, par définition, plus épaisses que les lignes. Les hommes des bataillons de la Garde impériale sont probablement alignés par neuf et les bataillons se trouvent les uns derrière les autres à peu de distance. La même disposition chez d'Erlon est largement responsable de l'inefficacité de la formation sur trois rangs choisie pour ses bataillons. Ainsi, que l'on ait affaire à une formation large, comme chez d'Erlon, ou étroite, comme pour la Garde impériale, toute colonne est vouée à être débordée sur son front par les bataillons britanniques. La principale colonne de la Garde impériale en affronte cinq, deux en face, deux sur un flanc et le dernier sur l'autre flanc. D'Erlon, qui a vu que ses colonnes risquent d'être piégées par le feu ennemi, espère se garder de ce danger en déployant ses colonnes plus larges en lignes d'égale longueur à celles de Wellington au moment où elles vont atteindre la zone de portée des fusils. Mais les Britanniques le devancent.

La Garde impériale, dont le commandant n'a pas pris la même précaution, est prise au piège alors qu'elle se trouve encore en colonnes étroites. Dès lors elle n'a plus la moindre chance, même théorique, de faire pièce au feu qu'elle subit. La formation en colonnes, cela va de soi, réduit pratiquement à l'impuissance la majorité des soldats prisonniers des rangs. Seuls ceux qui se trouvent dans les premiers rangs et sur les côtés peuvent

faire usage de leurs armes ; les autres, même s'ils aperçoivent l'ennemi, ne peuvent lever leurs fusils.

Ainsi les hommes de D'Erlon, comme six heures plus tard ceux de la Garde impériale, sont « vaincus au feu » parce que les combattants du premier rang et ceux des côtés font face à des tireurs plus nombreux. Les pertes traduisent cette inégalité. Et encore, on peut dire que les Français ne subissent pas toutes celles auxquelles mathématiquement ils se sont exposés. A cinquante mètres, chaque bataillon anglais aurait dû faire mouche, ce qui veut dire, par exemple, que l'ensemble de la colonne principale des gardes impériaux aurait dû rester sur le terrain dès le premier tir. Or, au contraire, nombreux sont les Français qui y survivent : Shelton, du 28e, se souvient que l'une des colonnes de D'Erlon « essaya de se déployer par la droite » après que son régiment lui eut envoyé « une salve bien appuyée ». Dawson Kelly, du 73e, fait mention quant à lui d'une « brève riposte » des Français lors du « paroxysme de la bataille ». Voilà qui non seulement nous renseigne sur l'adresse au tir des soldats de l'époque (même à cinquante mètres une forte proportion d'entre eux manquent leur cible) mais renforce les soupçons selon lesquels de nombreux fantassins ne visent pas. Un souvenir d'officier semble aller dans ce sens : il prétend que l'ordre en usage lors de l'attaque est généralement « Braquez les armes » et non « Visez ». Mais le fait que l'on soit pratiquement assuré de mourir à l'avant des colonnes françaises oblige à examiner un autre élément significatif. Certes ce sont ceux-là qui souffrent le plus du tir, mais ce sont aussi les seuls qui font ce qu'ils peuvent pour y répliquer. Les hommes de l'arrière ne font rien, ou rien d'utile. On peut même aller plus loin : l'effondrement français commence par l'arrière, qui se met à fuir bien avant les hommes du front.

Plusieurs témoignages militent en faveur de cette thèse : Colborne, qui commande le 52e, voit l'ennemi « dans la plus grande confusion, certains tiraient, d'autres se défaisaient de leur paquetage et filaient à l'arrière ». Et, à moins que les hommes de devant ne soient disposés à courir sous le feu de leurs propres arrières, on peut soupçonner que ce sont eux qui tirent et les autres qui fuient. Dirom est catégorique : après le tir des Gardes anglaises, « une partie des colonnes françaises semblait pencher pour l'avance, une partie fit halte et tira, et les autres, *plus particulièrement ceux du centre et de l'arrière*, parurent tourner en rond ». Sir de Lacy Evans, qui a chargé le général d'Erlon avec l'*Union Brigade* six heures auparavant, remarque le

même phénomène : « Comme nous approchions à allure modérée, les flancs et l'avant commencèrent à converger vers l'arrière, *et l'arrière lui-même avait déjà commencé à fuir*. » En d'autres termes, ceux qui risquent le moins sont les premiers à partir. Ce sont des comportements de ce genre, plus que l'action des Britanniques, qui minent l'efficacité des attaques françaises les plus audacieuses et conduisent à la défaite de Napoléon. Comment l'expliquer ?

On peut être tenté d'appliquer le concept de distance critique et de distance de fuite : mais ce serait une explication trop mécanique de la situation. La théorie de la « réaction critique » concerne davantage les individus que les masses. Il faudrait plutôt examiner quelles sont respectivement les conditions de la bataille à l'avant et à l'intérieur des colonnes françaises. Devant se trouvent les officiers. Mountsteven avoue avoir admiré le panache de ces hommes durant l'attaque de D'Erlon ; Dirom, quant à lui, se souvient des « officiers des régiments de tête, brandissant leurs épées ». Dawson Kelly décrit les « officiers marchant en tête et exhortant leurs troupes ». S'il se trouve des officiers au sein des colonnes, eux n'ont pas la latitude de les exhorter de la sorte, pour la bonne raison qu'ils ne voient pas plus qu'eux ce qui se passe devant et que personne ne les voit. Les hommes des premiers rangs, eux, peuvent voir leurs officiers et l'ennemi, ils peuvent se forger une vision du danger auquel ils sont exposés, et raisonner sur les moyens d'y faire face. Les hommes de l'arrière et du centre ne voient rien d'autre que le reliquat, sur le sol, des attaques qui ont échoué avant la leur – armes abandonnées, cadavres et blessés, qu'ils doivent peut-être enjamber ou piétiner. De l'avant leur parviennent la rumeur du feu, des nuages de fumée, des cris indistincts et, plus importantes, plus pressantes, des ondes des mouvements en cours qui les précipitent d'avant en arrière, les uns contre les autres. Une véritable foule livrée à elle-même, sans information sur ce qui se passe devant, sujette à des rumeurs soudaines, des stimuli minuscules dont nous ne pouvons pas connaître la nature (Dawson Kelly parle, [les italiques sont de lui], de « mouvement sans cause *apparente* »). Il suffit donc d'un rien pour transformer cette masse ordonnée en une foule éperdue désertant le champ de bataille. Canetti, dans son étonnant livre *Masse et puissance*, nous donne une vision de ce qui a pu se passer après, et pourquoi :

> La foule en fuite est une créature enfantée par la menace. Tout le monde se hâte, tout le monde se presse, le danger est le même pour tous, l'excitation voyage d'un cœur à

> l'autre, l'énergie se propage entre tous… Tant que la foule reste soudée, le danger est divisé, nul ne peut penser qu'il puisse être désigné parmi tant de gens rassemblés pour être la victime, et comme le mouvement général est d'aller vers le salut, chacun est persuadé qu'il peut y prétendre. Celui qui tombe incite les autres à plus d'énergie. Le destin qui l'a jeté par terre épargne les autres. Il est la victime expiatoire offerte au danger. Quelque secourable qu'il ait pu être pour certains de ses compagnons dans la fuite, en tombant il rend service à tout le monde… Le terme de la fuite, c'est le but atteint, la sécurité ; après quoi la foule se dissout.

On peut privilégier ce rôle de l'irrationnel pour trois raisons : d'abord sur le plan physique, les hommes à l'avant d'une formation en péril ne peuvent pas, comme nous l'avons vu à Azincourt, prendre la fuite avant que ceux de l'arrière ne dégagent la voie. Deuxièmement, des témoignages font état d'un comportement de foule éperdue à l'arrière des colonnes françaises, que ce soit pendant l'attaque de D'Erlon ou pendant celle de la Garde impériale : un officier du 52e, écrivant longtemps après l'événement, parle de fuite comparable à celle d'un attroupement dans Hyde Park quand il est chargé par la police. Troisièmement, les mouvements de foule sont inévitables au sein des armées. Dans chaque armée, une partie des hommes luttent pour sortir du guêpier, et la terreur de tous les chefs, l'attitude plus redoutée encore que la défaite ou même la mutinerie, c'est de voir les hommes revenir à cet état de foule inorganisée, par la faute d'une erreur de commandement. Car la foule est le contraire d'une armée, une assemblée d'hommes que plus rien ne gouverne, sinon l'humeur immédiate, le développement d'émotions passagères et contagieuses qui réduit à néant la subordination générale. C'est pourquoi les insultes les plus blessantes chez les militaires font toujours référence au comportement de la foule – « populace », « racaille », « canaille », « bons à rien », « plèbe », etc. – et il n'est de pire mépris dont un chef militaire puisse être accablé que celui qui frappe les officiers dont l'armée s'est ainsi évaporée : Cadorna, Kerenski, Gough, Gamelin, Percival.

Nombre d'armées ne sont au départ que des foules, comme la milice des « volontaires de quatre-vingt-dix jours » levée par Lincoln ou les « nouvelles armées » britanniques de 1914. La transformation d'une bande inorganisée de ce genre en armée vaut à elle seule un titre de gloire pour un officier. Kitchener, dont la réputation a par ailleurs beaucoup souffert, se voit encore reconnaître une action émérite d'ordonnateur des troupes en 1914-1915. Carnot et Trotski – ce dernier encore moins général en chef que l'autre – doivent leur réputation posthume de chefs militaires à la façon

dont ils sont parvenus à discipliner les bandes de révolutionnaires qui venaient de renverser l'ordre social ancien.

Son origine de foule, l'armée a souvent du mal à s'en défaire. Les grandes hordes médiévales, liées les unes aux autres par des règles d'alliance et de devoir mutuel, ne sont redoutables qu'en raison de leur taille et parce que leurs membres possèdent des talents militaires variés. Mais, tactiquement sans articulation, elles restent vulnérables à toute force organisée, déterminée et homogène. Clive et Gordon, à la tête d'armées européennes minuscules, parviennent à défaire les armées orientales numériquement supérieures qu'ils rencontrent. Ces dernières ne sont en effet que des hordes, dont la masse même tend à gêner le petit noyau d'authentiques combattants qu'elles contiennent.

Le remplacement des foules armées par de petites armées de métier est l'un des phénomènes les plus importants et des plus complexes de l'histoire européenne. La complexité de la chose mériterait à elle seule un livre ; mais au moins un des aspects de la question mérite qu'on s'y attarde : la singularité de l'institution née de cette évolution. Quelle que soit l'origine de cette armée moderne – formée à partir de milices paysannes nées d'une guerre civile, comme ce fut le cas pour l'Angleterre, de l'encadrement de serfs par des mercenaires étrangers, comme en Russie –, la nouvelle armée qui naît dans la plupart des nations européennes au XVII^e^ siècle devient une société à part, tant à l'égard des autres composantes de l'appareil d'Etat qu'en ce qui concerne le quotidien et l'imaginaire de ceux qu'elle recrute. Aucun groupe social ne subit le poids de l'Etat de manière si rigoureuse et si permanente. Dans aucun autre groupe – si ce n'est les ordres religieux, et singulièrement celui des Jésuites, le plus récent, le plus moderne et qui se réclame ouvertement de l'organisation militaire – on n'assiste à une telle régulation des comportements au nom de la discipline et des exigences de l'emploi du temps. Tel est le cas au moins jusqu'à l'industrialisation et à l'établissement de l'école obligatoire qui, deux siècles plus tard, transforment la vie des populations urbaines. Même alors, l'armée demeure pour les civils une école de discipline et de volonté, spécialement aux yeux des dirigeants des mouvements ouvriers, nés de l'industrialisation et qui en deviennent les adversaires.

Les révolutionnaires tirent la leçon de l'incapacité de leurs « hordes » à vaincre les armées qui leur font face dans la rue après 1830 (l'échec est encore plus complet après 1871). Qu'ils soient réformistes ou partisans de

l'action violente, ils ont pour ambition d'offrir à leurs partisans les avantages de l'ordre, de l'organisation et de la flexibilité dont bénéficient leurs « ennemis de classe » (nouveaux mots, nouvelle notion). La conversion qu'ils opèrent, de la foule imprévisible, spontanée, à la discipline des grands partis de masse, est aussi importante pour le destin des nations que l'avait été naguère l'avènement des armées modernes. Aussi importante mais moins originale. Maurice de Nassau et Gustave-Adolphe, pour forger leurs instruments militaires, n'ont guère trouvé de modèles : des récits incomplets d'écrivains classiques et l'exemple, peu recommandable, de compagnies de mercenaires. Bebel, créateur du *Socialdemokratische Partei Deutschlands*, et Jaurès et Guesde, fondateurs de la section française de l'Internationale ouvrière, trouvent des exemples d'organisation militaire dans l'armée de leur nation et les appliquent dans leurs efforts de mobilisation du prolétariat. La deuxième génération de partis politiques de masse, populistes et antimarxistes, comme les nazis et les fascistes italiens, adopte pour sa part la structure et l'uniforme de l'armée (le langage des partis de masse, comme l'avait souligné Baudelaire, a lui aussi subi l'influence militaire pendant un demi-siècle). En Allemagne, le phénomène va jusqu'à précipiter une crise politique très profonde, lorsque le parti en uniforme réclame soudain que lui soient transférés les pouvoirs de l'armée. Le phénomène aurait paru encore plus détestable aux généraux concernés s'ils avaient compris qu'il plongeait ses racines dans le socialisme d'avant 1914.

Mais lesdites racines plongent peut-être plus loin encore. La dilution rapide des idéaux de la Révolution dans la France révolutionnaire est l'un des tours de passe-passe les plus ahurissants de l'histoire moderne européenne. On s'est beaucoup employé à la démystifier ; et peut-être en effet convient-il de ne pas exagérer les effets de l'absorption par l'armée des hommes et des idéaux radicaux de 1789. Malgré tout, l'existence de ses armées et leurs succès réguliers sans doute a contribué grandement à réconcilier tant les libéraux que les radicaux qui, main dans la main, se sont appliqués à vider la Révolution de sa substance révolutionnaire après 1794. L'une des grandes idées implicites de la Révolution française est que « le militarisme, c'est la force au service du vol » et que l'armée, par sa seule existence, est à même d'empêcher toute protestation, manifestation, intimidation, émeute, etc. – tous droits d'expression dont on peut soupçonner qu'ils étaient pleinement exercés avant que le roi ne dispose

d'une armée pour les limiter. La façon dont Napoléon s'est rendu maître de l'armée scelle son accession au pouvoir et permet l'instauration d'un régime plus efficacement répressif que ne le fut jamais la royauté. Pourtant, la répression qu'il instaure ne paraît pas marquée de trahison car l'armée, dernier rempart de l'Empire, reste fidèle dans sa philosophie aux idéaux de la Révolution : anti-Bourbon, anticléricale, égalitaire, ouverte aux talents nouveaux. Des milliers de jeunes Français tentent certes d'échapper à la conscription. Mais tant que les emblèmes restent tricolores, tant qu'ils entendent promouvoir la Liberté, l'Egalité, la Fraternité, ceux qui servent sous les drapeaux peuvent encore se consoler en se disant que l'idéal révolutionnaire est toujours vivant dans l'institution. L'armée, cet organisme extraordinaire qui par un seul mot peut ébranler des millions de bottes allant soudain au pas, qui fixe l'heure du lever, du repas, du sommeil des hommes, qui les oblige à la ponctualité permanente, à la marche au rythme du tambour, à l'apprentissage des règles de la soumission et du commandement, qui exige d'eux une plus grande loyauté encore que la famille ou le village, cet organisme est unique en France. Vêtue de blanc, elle avait été à la fois le symbole et l'agent de la puissance du roi. Vêtue de bleu, elle l'emporte aux Tuileries et au Champ-de-Mars et représente, malgré tous les débordements, le principe de la souveraineté du peuple.

Par conséquent, ce qui se produit derrière Hougoumont au soir du 18 juin 1815 est d'une importance cruciale à plus d'un titre. Le cri d'agonie incrédule « La Garde recule ! » signifie certes la défaite de Napoléon, comme en témoigne l'ordre donné par Wellington à Colborne, le commandant du 52^{e} : « Allez-y, Colborne, allez, ils ne tiendront pas, ne leur laissez pas le loisir de se reformer. » Les dernières réserves de Napoléon sont alors véritablement en déroute.

Mais cette déroute de la Garde impériale marque aussi le renversement du plus puissant courant historique de l'Europe moderne. La Révolution de 1789 a débuté par la défaite ou le ralliement des troupes royales face aux Parisiens en colère. On peut dire que le retour de la Garde impériale à l'état de foule éperdue, tout esprit de corps oublié, toute solidarité ignorée, tout esprit de combat disparu, chacun voulant avant tout sauver sa peau, marque la restitution du pouvoir à ses anciens détenteurs. Louis XVIII, au moins, ne s'y trompe pas. Après sa seconde Restauration, osant soudain ce qu'il n'avait pas osé en 1814, il entreprend de dissoudre l'armée existante pour la réorganiser selon des règles nouvelles. D'un point de vue strictement

militaire, toutefois, la débandade de la Garde à la fin de la bataille, malgré toutes les tentatives plus ou moins vaines d'explication, revêt moins d'intérêt que ce qui se passe dans les rangs des vainqueurs. (Il ne semble pas, en effet, que l'on puisse véritablement appliquer aux soldats en fuite les concepts, à la mode chez les socio-psychologues, d'anomie ou de « névrose collective ».)

Car si la déroute complète et soudaine de la Garde impériale n'est que l'issue critique d'une épreuve préliminaire, elle est bien peu de chose comparée aux souffrances subies par les Britanniques : ces derniers ont été sous le feu pendant cinq, six ou sept heures avant que la Garde impériale ne reçoive l'ordre de quitter sa position abritée, non loin de l'auberge de la Belle Alliance.

Comment ces régiments sont-ils parvenus à rester debout ? Car, en effet, debout, ils le sont restés. Les régiments, les unités, les individus sont autorisés à se mettre à l'abri et ne s'en privent pas : Saltoun, arrêté par Wellington quand il quitte le verger de Hougoumont avec sa compagnie légère de gardes, ordonne à ses hommes de se coucher par terre « comme de coutume », dit-il dans ses Mémoires. Les *Royal Scots*, pendant la deuxième attaque de D'Erlon, sont poussés vers l'avant : « on leur ordonna de se mettre en ligne derrière une haie et de se coucher » ; les *Life Guards* se couchent eux aussi avant leur grande charge ; les hommes du 3e bataillon du 14e régiment sont également invités à s'étendre en carré, « alignés comme des harengs dans un tonneau » ; et les hommes d'un régiment de la division Picton, étendus derrière la colline pendant l'après-midi, passent le temps en lisant les lettres échappées du paquetage de soldats français morts pendant l'attaque de D'Erlon. Mais, à moins d'en avoir reçu l'ordre, le fait de s'étendre ainsi, ou même de s'accroupir, est considéré, au mieux comme une lâcheté, au pire comme un signe de désobéissance. Leeke met en avant le cas d'un jeune sergent du 52e qui évite un boulet de canon en « se baissant parce qu'il avait vu la trajectoire aller vers lui, chose rendue possible par le fait que ses compagnons étaient à terre ». Peu après, placé lui-même dans une situation semblable, Leeke dit avoir renoncé à bouger : « J'ai rassemblé mes forces et je suis resté debout, l'étendard dans la main droite » (c'est lors de ce même épisode que quatre hommes sont tués à côté de lui). Et peu après, quand un obus tombe au milieu du carré du 52e, un officier crie : « Du calme, les gars ! », un autre dit : « Jamais je n'ai vu des hommes plus fermes, le projectile tomba et sept pauvres diables furent

atteints par les fragments. » Les hommes qui faiblissent subissent des reproches : alors qu'un autre de ces obus passe au-dessus du 52e, « les hommes baissent la tête instantanément » ; Colborne, leur officier, crie : « C'est honteux, honteux ! C'est le deuxième bataillon, j'en suis sûr ! (il est composé de jeunes recrues). Alors, en un instant, les hommes se redressent. » Mercer blâme également ses artilleurs qui se jettent à terre dès qu'un obus tombe, « avant même l'explosion », et se dit pour sa part « obligé de rester debout » quand, un peu plus tard, l'un d'eux tombe non loin de lui, explosant heureusement sans dommage.

Son attitude ressortit au code d'honneur militaire, comme on le mesure à son dédain devant l'attitude d'un des médecins de son unité : « Un tir passant près de lui, on le vit tomber à quatre pattes, et il se mit à marcher ainsi comme un singe, regardant apeuré en arrière comme s'il redoutait le tir suivant, cependant que nos hommes faisaient retentir leurs cris de guerre. » Les fantassins qui, certes, partagent le même code d'honneur, ont de meilleures raisons de prôner la station debout. Le but de toute artillerie est en effet de semer le désordre dans les formations adverses. Le 30e et le 73e, à qui on a ordonné « au pire moment » de la bataille de se placer derrière un talus à couvert du feu de deux canons français soutenant une attaque de la Garde française, sont « mis en désordre par les blessés qui s'accrochaient à leurs camarades de crainte d'être abandonnés ». Par bonheur, ajoute ce témoignage, « l'ennemi n'en profita pas ». A d'autres moments, à d'autres endroits, des confusions soudaines de cette sorte précipitent une charge à cheval ou à la baïonnette et peuvent provoquer la défaite d'une armée entière.

Aussi, comment se fait-il que, même dans les moments de danger et de désordre comme ceux-là, des hommes « rassemblés au coude à coude et contraints de se replier sous la pression des pertes » puissent continuer à « plaisanter… tout en jouant des coudes pour s'extirper de ce capharnaüm et s'écrier "Ma foi, j'aimerais bien m'arrêter, mon colonel, mais je ne commande plus mes jambes" » ? La « motivation au combat » individuelle ou collective du simple soldat de la période est presque impossible à analyser, car nous ne savons presque rien de lui. Il ne faut pas négliger le rôle du simple courage, pas plus que le désir de garder la tête haute devant ses compagnons. Mais le fantassin de ligne, au contraire du voltigeur ou du cavalier, a peu d'occasions de faire preuve d'initiative et d'attirer l'attention

sur sa bravoure. Son rôle est plutôt obscur, il s'agit pour lui de rester debout et de se faire tirer dessus. Comment fait-il pour le supporter ?

Pour commencer, tous les fantassins ne le supportent pas. Les troupes alliées de Wellington, en particulier quelques Hollandais et Belges et certaines unités allemandes, font plus ou moins ouvertement défection ; la plupart des cavaliers de ces nationalités refusent de charger, et parfois s'enfuient. Une bonne partie de leurs fantassins finissent par s'éloigner du théâtre d'opérations ou doivent être maintenus sur leurs positions par la force. Les hommes déployés sur le côté droit du carré du 14e régiment, irrités par la conduite d'une partie de la cavalerie belge, qui commence par refuser de charger avant de s'enfuir bel et bien, « dans un élan unanime dirigent leurs fusils sur eux et tirent ». Les hussards du duc de Cumberland, régiment volontaire de riches et jeunes cavaliers hanovriens, fuient à l'approche de D'Erlon vers Bruxelles où ils répandent la nouvelle que Wellington est vaincu. Les Brunswickois, qui ont passé la nuit suivant la bataille des Quatre-Bras à fuir au bruit des sabots des chevaux de Mercer qui marchaient derrière eux, s'effondrent dès qu'ils aperçoivent la Garde, mais ils sont rejoints par le duc de Wellington qui les ramène vers leurs positions ; un peu plus tôt, des cavaliers du 16e dragons légers britannique voient des fantassins belges « en train de vider leur fusil en l'air et essayant de tirer parti de la confusion pour filer ». Le duc de Wellington doit là aussi les ramener à leurs positions.

Aucun régiment britannique ne fait défection. Mais certains canonniers paniquent durant l'attaque de D'Erlon et quelques régiments ne montrent pas toute la détermination souhaitable. Certains individus lâchent prise. Un cordonnier militaire du 16e dragons légers, vieux soldat un peu « dérangé », disparaît le matin de la bataille et reparaît le soir. « Les hommes ne lui reprochèrent pas cette défection, on savait que c'était un simple d'esprit. » Un autre, de la même unité, qui d'après les témoignages s'est éloigné pendant la marche pour aller piller, est repéré, dénoncé à son chef et corrigé par ses camarades le lendemain de la bataille.

Peut-être n'est-ce pas sa lâcheté qui lui vaut d'être battu par les siens. Le pillage est manifestement si répandu et féroce au cœur même de la bataille, sur la ligne de feu comme lors des manœuvres d'approche, qu'il est bien possible que cet homme ait été puni par les siens pour avoir voulu les doubler dans cette activité. Il ne faut certainement pas sous-estimer le poids de la convoitise, la perspective d'un pillage éventuel, pour expliquer le fait

que les hommes demeurent à leur poste. Au plus fort de l'engagement un officier de Picton se rend compte (« il faut bien dire la vérité ! » précise-t-il) que les soldats britanniques sont « plus nombreux à faire les poches des morts et même des blessés, que je ne l'aurais souhaité. Nous les avons interrompus avec difficulté. Ceux qui étaient de notre régiment reçurent des coups de plat d'épée, infligés par notre colonel qui les frappa jusqu'aux limites de ses forces ; les hommes savaient qu'ils le méritaient, mais leur grand argument était que, s'ils n'avaient pas raflé ces objets, d'autres l'auraient fait ». Un épisode identique nous est rapporté par Seymour, aide de camp d'Uxbridge, qui se trouve jeté à bas de sa monture près de Picton au moment de sa mort, pendant l'attaque de D'Erlon : « Un grenadier du 28e essayait d'arracher les lunettes et le porte-monnaie qui dépassaient des poches de la culotte de Picton. » Un peu plus tard, quand le 44e régiment est chargé de dos par un Français isolé, un soldat le désarçonne d'un seul tir devant le régiment tout entier, se jette sur lui pour le tuer et lui fait les poches aussitôt avant de rejoindre les rangs.

Les soldats ont toujours pillé. Le fait de dérober quelque chose à l'ennemi, spécialement s'il est tombé en combat singulier, surtout s'il s'agit d'un objet dont la valeur est symbolique – ornements ou armes des vaincus –, constitue un moteur important. Mais il est vrai que l'aspect économique de la question n'est pas à écarter. La capture, par le guerrier médiéval, d'un otage libérable contre rançon est un bon moyen de se constituer une fortune rapide. La rançon s'est longtemps pratiquée et son substitut institutionnel, la prime, ne présente pas les mêmes avantages, même s'il offre le bénéfice de la légalité. Les primes de Waterloo sont de deux livres et onze shillings. On peut gagner bien davantage (quarante jours de solde parfois) en détroussant les cadavres ou les blessés, parce que le seul moyen de garder quelque bien, c'est de l'avoir sur soi. Les officiers n'ignorent pas où finira le contenu de leurs poches, leurs montres et leurs pièces d'or s'ils sont touchés ; de là tous ces récits, qu'on adorait dans les salons victoriens, où l'on évoque des officiers blessés confiant leurs objets à des amis dévoués. Sir William Ponsonby est en train de tendre sa médaille à son aide de camp quand les lanciers français les transpercent. Howard, du 33e, est réclamé plusieurs fois près de son ami Furlong, grièvement blessé, « mais en vain, alors il lui fit dire qu'il mourait et lui fit adresser sa montre ». Furlong guérit et peut réclamer qu'on lui rende l'objet. Ce soir-là « on vendait un tas d'objets récupérés, or et argent, des montres, des

anneaux, etc. ». Un officier de la division Picton raconte : « J'aurais pu en acheter une poignée pour une livre, mais je ne pense pas qu'aucun officier le fit, il savait probablement comme moi que dans quelques jours (on s'attendait à une autre bataille) nos poches allaient être vidées comme l'avaient été celles des Français. »

Cette vente du produit des pillages à des prix dérisoires semble aller à l'encontre de la thèse de la convoitise considérée comme un catalyseur chez le soldat de base. Il faut donc se pencher sur d'autres facteurs.

La boisson joue certainement un rôle. La fatigue aide beaucoup à apaiser la peur, et tout le monde est fatigué. De nombreux soldats boivent de l'eau-de-vie avant la bataille, et ils continuent pendant l'action. Shaw, bouillant cavalier des *Life Guards*, d'après le sergent Morris qui l'a vu avaler du gin vers midi, est titubant et ivre mort quand il est transpercé par les cuirassiers français ; Morris fait lui-même livrer trois bidons pleins de gin aux blessés, mais il en partage quelques tasses avec un ami ; le supérieur du sergent Lawrence, au 40e régiment, n'arrête pas de revenir vers lui durant la bataille pour lamper quelques gorgées d'alcool de la gourde qu'il porte. Et Dallas, l'intendant de la 3e division, se voit adresser par son général la requête suivante : « Mes pauvres gars sont à bout de forces et assoiffés, où est l'eau-de-vie que vous leur aviez promise ? » On se débrouille pour avancer un chariot, puis un tonneau est roulé à l'intérieur du carré, où l'on vient puiser pendant les dernières heures de la bataille.

Presque tous les souvenirs font état de ces distributions d'alcool. Mais il ne faut pourtant attribuer à la boisson qu'un rôle indirect dans le maintien des positions. Un élément bien plus efficace pour dissuader ceux qui ont envie de partir est l'emploi de la force. La plupart des témoignages émanent de soldats britanniques, spécialement des cavaliers, qui essayaient d'empêcher les soldats alliés de quitter leurs rangs. Le 10e hussards se tient derrière des soldats du Brunswick pendant les attaques de la cavalerie française et ils « serrent les rangs » pour empêcher leurs voisins de filer. Le 11e hussards fait à peu près la même chose, ainsi que le 16e dragons légers. Vivian campe ses hussards « dix mètres derrière l'infanterie qui prenait la tangente. Ils revinrent à leurs lignes, nos cavaliers les encourageant, et ils se remirent à faire feu ». Duperier, officier subalterne du 18e hussards, passe devant des troupes belges : « Je les ai vus de mes yeux poussés (comme les bergers d'Espagne font avec leurs troupeaux) par des officiers qui voulaient

les ramener vers l'odeur de la poudre. » Plus tard, durant l'attaque de la Garde impériale, « nous dûmes former une ligne proche de l'infanterie [qui doit être britannique], juste derrière eux. Eux avaient presque le nez sur les Français. Pour passer le temps je fis comme les officiers belges, tous ceux qui se retournaient, je les menaçai avec mon épée en disant que s'ils ne se retournaient pas, je leur passerais ma lame à travers le corps. Le procédé fut efficace et ils gardèrent leurs positions ».

Mais d'autres officiers que les Belges peuvent être brutaux avec leurs propres soldats. Mercer remarque que les rangs de ceux du Brunswick « présentaient des failles de plusieurs rangées que les officiers et les sergents essayaient de boucher en poussant parfois durement leurs hommes à se rassembler ; cependant que les soldats, eux, semblaient frappés de stupeur et complètement perdus ». (Peut-être sont-ils ivres ?) « Je devrais ajouter qu'on eût dit de vrais gosses, aucun d'eux n'avait plus de dix-huit ans. » Les Français en viennent aussi aux mains avec leurs hommes. Leeke dit avoir vu « un officier frapper un fantassin du plat de l'épée, et celui-ci se sauver vers l'arrière ». Un officier du 45^{e} régiment français est vu en train de « pousser un soldat devant lui » quand l'*Union Brigade* donne la charge.

Même si les témoignages rapportant des scènes identiques entre les officiers britanniques et leurs soldats sont indirects, on peut penser qu'ils disent vrai. La formation en carré, adoptée pour des raisons uniquement tactiques, pense-t-on, a également un pouvoir coercitif qu'il ne faut pas sous-estimer. L'infanterie en ligne, surtout sur quatre rangs, peut tirer sur la cavalerie en approche avec la même efficacité que les carrés. Mais, en ligne, le pourcentage d'officiers par mètre d'attaquants est inférieur à ce que permet le carré. Là, en effet, les officiers se trouvent groupés au centre et peuvent se porter à tout moment sur les côtés du carré qui semblent pris de faiblesse ; de plus, les armes qu'ils portent, ainsi que les sergents (des épées et des espontons), peu efficaces pour combattre, sont particulièrement adaptées au maintien de l'ordre face à des soldats fuyards. Dans l'un des tableaux du général Lejeune qui décrit une bataille napoléonienne à laquelle il a participé, on voit un sergent français poussant un soldat aux reins en utilisant son esponton horizontalement, des deux mains, dans le but évident d'immobiliser l'homme sur place. Il n'est pas impensable que les officiers anglais aient dû faire la même chose avec leurs propres troupes à Waterloo.

Il serait très réducteur de ne voir dans le carré de fantassins qu'une formation de type disciplinaire. Il ne faut pas perdre de vue deux éléments,

sans doute les plus importants quand on se penche sur l'ardeur au combat des troupes britanniques : la solidarité dans le groupe et le charisme du chef. Rien n'illustre mieux le rôle déterminant que joue le groupe vis-à-vis de l'individu que ce petit incident pathétique rapporté par Albemarle à propos d'un cornet du 51e régiment. Envoyé tirailler contre l'ennemi, il se trompe de carré en repartant et rejoint celui du 14e. « Me voilà sauf », dit-il, tout heureux d'être rentré au bercail. Dans l'instant, un boulet de canon lui arrache la tête. Il est probable qu'il était plus en sécurité quand il tiraillait, les Français gaspillant rarement des boulets de canon sur des voltigeurs ; le boulet qui le tue est d'ailleurs suivi de deux autres qui mettent six hommes hors de combat et blessent mortellement un sergent. Bien que la position immobile soit plus dangereuse que celle du tirailleur, *dans la plupart des circonstances*, il n'en demeure pas moins que l'on se *sent* plus en sécurité à l'intérieur d'un carré. De fait, en cas de blessure la position est somme toute plus confortable, puisqu'on est emmené au milieu du carré, quand les conditions le permettent, pour y être soigné. Rien de tel pour un tirailleur. C'est d'ailleurs la perspective d'être abandonnés qui sème la panique parmi les blessés du 30e régiment quand le carré se déplace. Mais lorsque le carré se trouve sous le feu, alors que les hommes tombent en nombre, les rescapés semblent garder la force de rester près de leurs camarades touchés. Ils restent dans le carré, lieu défini, tangible, dont ils reconstituent sans cesse la forme, quitte à devenir une cible facile. « Que fait ce carré couché par terre là-devant ? » demande sir Alexander Cadogan, à ce que l'on prétend, durant l'attaque de La Haye-Sainte. La réponse est : « C'est la position que viennent de quitter le 30e et le 73e », laissant trois cents morts sur le champ de bataille, à l'endroit même où ils sont tombés dans le carré.

Pour symboliser l'intégrité du carré et celle du régiment qui l'a formé, les étendards flottent au-dessus des rangs. Chaque régiment britannique possède deux drapeaux, un *Union Jack* (dit « *King's Color* ») et un autre de la couleur distinctive du régiment (bleu, jaune, vert, blanc, etc.). Les étendards modernes ont des proportions raisonnables, mais ceux de Waterloo sont énormes, deux mètres carrés, et requièrent une grande force physique pour être brandis par tous les vents. Ils sont portés par les deux plus jeunes officiers du bataillon, chacun escorté par deux sergents d'expérience, car au combat ces postes sont de loin les plus dangereux. Le sergent Lawrence, du 40e, commis à la garde des couleurs à 4 heures de

l'après-midi, se souvient de son appréhension : « Voilà un boulot que je n'aimais pas du tout. Mais je fis de mon mieux. Quatorze sergents étaient déjà tombés morts ou blessés dans la défense des couleurs, sans parler des officiers correspondants, les hampes comme les étendards étaient presque en morceaux. »

Curieusement peu de mémoires de l'époque font mention de ces éléments mais, lorsqu'il en est question, ils s'y étendent. Les drapeaux sont souvent cités comme élément catalyseur et point de ralliement. On s'aperçoit mieux de leur importance, ne serait-ce qu'implicitement, lorsqu'on examine les nombreux récits qui témoignent de traits de bravoure extraordinaires dans l'attaque des étendards adverses ou la défense des siens. Plusieurs Français mènent des actions quasi suicidaires pour se rendre maîtres des drapeaux britanniques et les ramener dans leurs lignes. Belcher, porte-étendard du 32e régiment, se trouve ainsi aux prises avec un officier ennemi désarçonné pendant l'attaque de D'Erlon. Au lieu de s'éloigner avec ses hommes en pleine retraite, le Français, écrit Belcher, « se planta soudain face à moi et prit la hampe, moi je retenais la soie de mes poings, au même moment il essaya de tirer son sabre, mais avant qu'il ait pu le faire, le sergent qui couvrait les couleurs, un nommé Switzer, lui perça la poitrine et l'homme qui gardait le détachement à droite, un nommé Lacy, lui tira dessus. Il tomba mort à mes pieds ».

Il y a bien d'autres anecdotes, certaines épouvantables, relatant les actes de bravoure d'officiers britanniques autour des étendards régimentaires. L'enseigne Christie, du 44e, est chargée par un cavalier français dont la lance lui entre « dans l'œil gauche pour ressortir dans la mâchoire inférieure ». Christie, malgré sa blessure terrible, se jette sur son étendard, l'arrache au Français et s'effondre par terre en le couvrant de son corps. Il survit à sa blessure et meurt d'une fièvre en Jamaïque en 1833. Le volontaire Clarke, qui porte le nouvel étendard régimentaire du 69e – lequel a perdu l'ancien à Berg-op-Zoom l'année précédente –, veut épargner à son régiment la honte de le perdre à nouveau aux Quatre-Bras, au prix d'une courageuse obstination qui manque de lui coûter la vie. Isolé quand son régiment est chargé alors qu'il n'a pas fini de se former en carré, il reçoit vingt-deux coups de sabre, mais ne lâche pas son drapeau et tue trois cavaliers français de sa main. Pendant cette mêlée, le drapeau royal lui est pris, de sorte que le 69e aurait bien pu combattre sans drapeau à Waterloo.

Clarke a seulement seize ans, il s'est porté volontaire pour la campagne alors qu'il servait dans les cadets de Sandhurst.

Quels que soient l'importance des symboles et le sens du groupe dans la capacité de résistance des Britanniques et d'attaque des Français, on perdrait son temps à essayer de les définir, parce que le sens des symboles ou la solidarité dans le groupe ne sont pas des qualités *ex cathedra*, que chacun se forge tout seul. Ils procèdent de l'influence des chefs et de ceux qui manipulent les hommes en général ; dans le cas des armées, le corps des officiers. L'exemple et le charisme des officiers sont déterminants dans cette bataille. Que déduire d'autre, par exemple, de l'expérience du 40e régiment ? Il arrive à Waterloo mort de fatigue après une marche de soixante-quinze kilomètres en quarante-huit heures ; trois semaines plus tôt il a débarqué d'Amérique après six semaines de traversée. Pendant la journée de Waterloo, le régiment a deux cents morts ou blessés sur sept cents soldats. Quatorze de ses trente-neuf officiers sont touchés. « Les hommes, à bout de forces, écrit le sergent Lawrence, commençaient à désespérer au milieu de l'après-midi mais les officiers n'arrêtaient pas de les exhorter. » Quand la cavalerie française les encercle, « avec des gesticulations farouches et des grimaces de colère où l'on montrait les dents », les officiers s'écrient : « Maintenant, faites bonne figure ! » Et à la fin de la journée, tandis que les hommes subissent un dernier assaut, le cri des officiers s'élève encore : « Ne laissez pas un pouce de terrain, les renforts arrivent. »

Le récit sobre de Lawrence indique que le comportement des hommes de troupe dépend de celui des officiers. Malheureusement nous ne comprenons guère sur quoi reposent les relations entre hommes de troupe et officiers dans l'armée de Wellington. (Le caractère très répandu des châtiments corporels constitue une différence notable avec l'armée anglaise moderne.) D'une façon générale, tout ce qui trouve son origine dans l'affectivité résiste à l'analyse. Toutefois, on peut déduire de la manière dont les mémorialistes rapportent les faits que les relations entre les officiers et les hommes n'ont rien de très personnel, alors que, dans l'armée britannique moderne, l'officier subalterne est encouragé à entretenir de tels liens avec les hommes de sa section. Les soldats, à en croire les officiers qui les dirigeaient et qui écrivent à leur sujet, ne sont gratifiés que de dénominations vagues – « mon ordonnance (un nommé Dwyer) », « un jeune soldat… dont j'ai oublié le nom », « témoignage de… Aldridge, futur

caporal », « un soldat (Penfold – j'ai oublié son prénom) » – et leurs faits et gestes, leurs souffrances ne sont guère mentionnés. Macready, du 30e, décrivant la mort de l'un de ses hommes, se souvient que ce dernier pousse à son endroit « une sorte de grognement courroucé » et s'en excuse aussitôt : « Nom de Dieu, je n'ai pas pu m'en empêcher ! » dit-il. Mais le sens de la responsabilité de l'officier à l'égard de ses soldats au sens où on le verra dans l'armée anglaise de la fin du XIXe siècle est plutôt rare. Etant donné la distance qui existe alors entre les classes sociales, et la différence de niveau colossale entre les officiers et les hommes de troupe, on ne peut guère s'attendre à autre chose. Alors, si le charisme du chef n'est pas motivé par une sympathie personnelle, comment s'explique-t-il ?

La théorie militaire moderne insiste beaucoup sur le professionnalisme de l'officier, qui impressionne le soldat ; et plusieurs officiers de Waterloo dans leurs souvenirs de bataille n'omettent pas de mentionner les compliments qu'ils reçoivent ou qu'ils méritent pour telle ou telle action. Maitland se souvient d'avoir attendu pour faire tirer que les Français soient à vingt pas. MacDonald, des *Royal Scots*, rapporte une conversation qu'il a eue avec son commandant de brigade : « Vous pensez que vous pouvez attaquer ces gars-là ? – Non, mais plus à droite je pense que je le peux. » Mercer raconte comme il a estimé la vitesse de charge des Français avec exactitude afin d'optimiser l'effet de son tir. Mais les officiers ne sont pas les derniers à relever les manquements, et les erreurs commises en technique militaire. Saltoun, écrivant à propos du commandement du 1er régiment des *Foot Guards* durant le paroxysme de la bataille, nous dit ceci : « Les ordres étaient *Halte, de face, en formation* et c'était la seule solution possible » – bien que ce ne soit pas précisément le genre d'ordres que l'on trouve dans le manuel. Davis, du même régiment, décrit complaisamment le désordre qui règne dans la ligne formée sur carré dans un moment délicat de l'après-midi. Et Mountsteven, du 28e, racontant comment son propre régiment répondit à l'attaque de D'Erlon, écrit : « En ce qui concerne le mouvement connu sous l'appellation *l'aile droite se porte à gauche par sections*, je peux vous dire que je n'ai rien vu de si ordonné se produire sur le champ de bataille. » Voilà un témoignage que devraient retenir nombre d'historiens modernes qui confondent récits de bataille et commentaires chorégraphiques.

L'incompétence technique n'est évidemment pas bien vue parmi les officiers. Quelles sont donc les choses qui trouvent grâce à leurs yeux ? Le

courage, d'abord. Mais là encore il faut se garder de juger de ce courage en termes modernes. L'engagement en combat singulier, sommet de la bravoure militaire pour un guerrier médiéval, a perdu de son prestige. On ne peut pas dire pour autant que l'officier de l'époque juge indigne de lui de tuer un ennemi, comme c'est plus ou moins le cas un siècle plus tard. Mais il est significatif de voir qu'il porte déjà des armes qui ne sont guère redoutables. L'officier d'infanterie a davantage le rôle de directeur d'opérations que celui de baroudeur. Le capitaine Wyndham, à l'intérieur de Hougoumont, en voyant un grenadier français monter à l'assaut de la porte, rapporte qu'il « appela le sergent Graham, qui transportait une poutre et dont il tenait le fusil, afin qu'il abandonne sa charge et s'empare de son fusil pour faire feu sur l'intrus ». La mort infligée constitue pour l'officier de Waterloo une source de remords ou de dégoût. La réaction de l'enseigne Charles Fraser, « homme au verbe et aux manières également raffinés », peut faire sourire dans l'horreur. Quand un boulet français fait exploser la tête du trompette du régiment, éclaboussant tout le bataillon de sa cervelle (« et particulièrement les étendards et les enseignes », raconte-t-il), il s'écrie : « Mais c'est tout à fait dégoûtant ! » Il faut plutôt prendre la chose comme un trait de hauteur. Par contraste, Albemarle, du même bataillon, rapportant un épisode comparable, nous livre une réflexion qu'on ne serait pas surpris de trouver dans un manuel de psychiatrie moderne :

> Comme je me relevais, un boulet toucha un homme de ma compagnie, un nommé Overman. Il tomba en arrière, sur moi, avec tout son équipement, et m'envoya à terre. Je réussis à m'extraire de dessous lui ; il semblait être mort sur le coup. Je lui ai marché dessus, et ce souvenir me poursuit encore.

Plus conventionnel, mais tout aussi révélateur, Leeke se souvient d'avoir versé des larmes à la vue du premier soldat tué dans le 52^{e} ce 18 juin. L'un des thèmes les plus fréquents des lettres d'officiers, après la bataille, est celui des blessures subies par leurs compagnons, et leur ton est très compatissant. Wray, du 40^{e}, écrit :

> Le pauvre major Heyland qui commandait fut touché au cœur et le pauvre Ford à la colonne vertébrale mais il resta un moment en vie après son transfert. Le pauvre Clarke perdit son bras gauche, je crains que Browne ne recouvre jamais sa jambe, la partie supérieure est en morceaux, l'os très atteint. Huit autres de nos officiers sont blessés, mais leurs jours ne sont pas en danger excepté pour Tornhill qui a été blessé à la tête. Anthony a ramassé sa huitième blessure au combat et se porte à merveille.

Nous voilà au cœur de ce qui est peut-être la motivation principale des officiers. C'est le fait de recevoir une blessure plutôt que d'infliger la mort qui signe le courage de l'officier. Tout cela est encore sublimé par une obstination à ne pas quitter son poste une fois touché, ou bien à y retourner après des soins sommaires. La blessure est encore plus glorieuse pour l'honneur d'un officier lorsqu'elle est reçue par suite d'une obéissance pointilleuse aux ordres. En somme, les officiers ne se préoccupent que de l'opinion de leurs égaux. L'honneur est tout, et c'est en donnant la preuve de son honneur qu'on mérite la confiance de ses hommes. « Deux de nos officiers, écrit Albemarle, n'étaient pas en bons termes ; l'un d'eux vit l'autre se comporter vaillamment sur le champ de bataille, il vint à lui et lui dit : "Serrons-nous la main, c'est du passé, je vois bien que vous êtes un noble cœur." » Les règles de l'honneur sont particulièrement bien illustrées par les cas du commandant Howard, du 10e hussards, et de lord Portarlington du 23e dragons légers. Howard, à l'extrême fin de la journée, reçoit l'ordre de charger un régiment français ; il demande à un autre officier ce qu'il pense de ses chances, l'autre répond que « sans le concours de l'infanterie il valait mieux s'abstenir parce que le carré adverse était bien formé. Cependant Howard déclara que c'était un ordre et qu'il serait inadmissible de ne pas y obéir ». Grove, du 23e dragons légers, le voit s'avancer : « Nous nous sommes salués, il avait vraiment fière allure, et il paraissait parfaitement conscient que sa dernière heure était venue. » Peu après « il donna l'ordre de charger, qui fut suivi d'effet, bien que l'ennemi tînt fermement sa position, les officiers britanniques tombant littéralement sur les baïonnettes adverses. Le commandant Howard lui-même tomba de telle sorte qu'un homme du carré sortit du rang et le tua à bout portant » (il lui tira une balle dans la tête). La mort de Howard, les paupières ouvertes, semble incarner le sens de l'honneur qu'on pouvait attendre d'un officier de Waterloo. Son nom est cité plus que celui de tout autre soldat présent ce jour-là et Byron, qui était son parent, composa pour lui une ode funèbre.

Portarlington, en revanche, se distingue par sa conduite pour le moins contestable – même s'il en rajoute, manifestement. Officier en charge du 23e, il a quitté son régiment pour aller à Bruxelles, dans le but probable de s'amuser, et ne le rejoint qu'après le début des hostilités. Il arrive très tard dans la journée pour trouver ses hommes déjà aux prises avec l'ennemi, et, mû par la honte, se joint à une charge du 18e hussards durant laquelle il perd

son cheval. On a beaucoup excusé sa conduite – on l'a prétendu « gravement malade, agité de spasmes et de maux de ventre violents » qui expliquent selon certains son retard. Mais, les rumeurs continuant d'aller bon train, il doit abandonner son grade de colonel en 1815. Voilà un destin bien pathétique : il réintégra les rangs de l'armée comme simple enseigne et finit, célibataire, sans le sou, au désespoir, dans un taudis londonien en 1845.

On se demande comment pardonner à Portarlington quand on compare son attitude à celle de Picton, blessé aux Quatre-Bras mais continuant à souffrir jusqu'à la mort à la tête de sa division qu'il mène près de La Haye-Sainte. Ou bien encore à celle d'Uxbridge, qui, d'après les mots de Duperier, « fut touché à la jambe ». « Et la fracture était telle qu'il dut nous laisser, mais il le fit avec tant de discrétion que personne ne s'en aperçut. Je l'ai deviné d'après son allure et le fait qu'il serrait la main de Vivian. » On pourrait encore citer le cas d'officiers anonymes de la division Picton, qui, « ayant été blessés le 16 juin, refusèrent de quitter les rangs jusqu'au soir du 17 » ; ou celui de Bull, officier artilleur qui « souffrait énormément et perdait beaucoup de sang, mais revint à l'arrière se faire mettre un garrot avant de revenir au combat une demi-heure plus tard ; ou encore des six officiers d'un régiment de la 5e division, « qui avaient été blessés, soignés à l'arrière, pour revenir participer à l'avance finale » ; ou enfin des officiers du 10e hussards qu'un de leurs camarades a vus revenir de l'arrière, la tête bandée, le bras en écharpe, pour reprendre leur place à la tête de leurs soldats. Parallèlement à ces témoignages d'abnégation le récit de l'expédition du débauché Portarlington à Bruxelles et ses efforts maladifs pour retrouver ensuite une réputation perdue paraissent en effet dérisoires. Les autres ont su prouver qu'ils avaient de l'honneur, lui non.

Le concept d'honneur tel qu'illustré à Waterloo doit beaucoup à la notion classique d'héroïsme. C'est particulièrement le cas si l'on applique les théories de Finley, car il n'y a pas ici d'« obligation sociale ». Un siècle plus tard, les devoirs de l'officier britannique se résument à ceux qu'il a contractés envers le régiment, lequel l'a quasiment nourri depuis sa naissance et au sein duquel il sert toute sa carrière. Mais le régiment moderne n'est pas encore né à Waterloo. Les officiers restent à l'époque des *gentlemen* indépendants, achetant leur grade, lequel a un rapport étroit avec l'assise sociale de leur famille, et ils changent presque de régiment comme de chemise. Ils démontrent au combat leur capacité à tenir leur rang, mais

leur comportement, bon comme mauvais, ne rejaillit pas sur le régiment, mais sur eux seuls. Pourtant, les officiers de Waterloo, dans leur concept d'honneur, diffèrent des héros d'Homère à deux titres importants : comme l'explique le professeur Finley, le héros homérique ne saurait l'être sans « proclamation publique, aucune proclamation publique sans qu'on exhibe un trophée ». Cependant, le trophée ne se conquiert qu'en combat singulier, lequel ne peut s'achever que par une mort violente, suprême satisfaction du vainqueur. Or on ne voit rien de tout cela à Waterloo. Les agonies sur le champ de bataille sont racontées par ceux qui les ont vues, et parfois infligées, avec une touche de regret romantique. L'honneur, si concret chez Homère, est pour l'officier anglais de 1815 un idéal presque entièrement abstrait, une manière de se comporter faite d'abnégation devant la mort, d'acceptation de sa venue et de satisfaction, si l'on en réchappe, quant à l'accomplissement d'un devoir non écrit.

Par conséquent, en un sens, les commentaires les plus éculés et les plus connus sur la bataille de Waterloo sont sans doute les plus justes : celui par exemple qui voudrait que la bataille ait été « gagnée sur les pelouses du collège d'Eton ». Le duc de Wellington, qui sortait de cette institution, savait fort bien qu'une part très faible de ses officiers étaient dans le même cas et que l'habileté sur un terrain de sport a peu de chose à voir avec la guerre. Mais, en proférant ces mots, il ne parlait pas de lui-même, non plus qu'il ne prétendait que Waterloo était un jeu. Il exposait en fait une idée plus subtile : les Français n'avaient pas été battus, à l'en croire, par un meilleur commandement, une tactique émérite, un patriotisme supérieur, mais par la patience et l'endurance, le souci de bien faire, la pratique de vertus individuelles que l'on apprend par le sport, lequel était une activité capitale dans la vie d'un *gentleman* anglais de l'époque.

Napoléon a engagé toutes ses formations les unes après les autres. Elles sont commandées par de bons officiers. Nombre de Britanniques rendent d'ailleurs hommage à leur bravoure. Mais les officiers français sont incapables d'emmener leurs troupes à la victoire finale. Toutes les formations, les unes après les autres, tournent casaque et dévalent la pente. A la fin, quand il ne reste plus personne pour avancer, les Britanniques se contentent de tenir les positions prescrites par Wellington, positions défendues au premier chef par le contrôle que les officiers ont su garder d'eux-mêmes – donc de leurs hommes. En un sens, si l'on peut dire, c'est l'honneur qui a gagné la bataille.

Désintégration

Dans la dernière heure de la bataille, celle qui suit la déroute de la Garde impériale, l'ordre maintenu au sein des deux armées par la tension même du combat semble se dissoudre. Chez les alliés, ce désordre se traduit par une foule de morts accidentelles et de blessures inutiles provoquées par des tirs fratricides entre des unités de diverses nationalités qui croient avoir affaire à des Français. Chez les Français, on assiste plutôt à des vagues de redditions paniquées, de nombreux régiments trouvant leur seule voie de retraite barrée ou menacée de l'être.

Les accidents sont l'un des dangers majeurs du champ de bataille et l'obsession des soldats professionnels pour l'exercice, si souvent moquée, vise principalement à les éviter. Car, au sein de troupes rangées au coude à coude, le fusil du voisin représente une menace bien plus immédiate que celui de l'ennemi. Le lieutenant Strachan, du 73e, est tué par la décharge accidentelle d'un fusil dans les rangs lors de la retraite des Quatre-Bras ; sans un respect scrupuleux des différentes étapes, *approvisionnez – prêt-portez-arme-feu* –, bien d'autres auraient connu le même sort. Le colonel Hay, du 16e dragons légers, est tué par des fantassins britanniques pendant la contre-attaque contre d'Erlon (le 10e hussards subit plusieurs pertes à cause de l'artillerie britannique quand il se lance à la poursuite de cavaliers français). Le 52e fait feu par erreur sur le 23e dragons légers au moment où la Garde impériale est repoussée (ils se débrouillent même pour tuer le cheval de leur propre colonel !). Le lieutenant Anderson entend le colonel du 23e se plaindre à la vue du nombre « considérable » de ses hommes tombés à proximité du 52e : « C'est toujours ainsi, dit-il, nous perdons toujours plus d'hommes à cause des nôtres qu'à cause de l'ennemi. » Il exagère, mais on ne compte plus les récits de pertes causées par des tirs fratricides à Waterloo, quand il ne s'agit pas de coups de sabre. Mercer décrit en longueur les souffrances que lui inflige une batterie prussienne qui a pris ses troupes pour des Français, et lui cause plus de pertes qu'il n'en a subies durant la journée. Le tir n'est interrompu qu'à l'arrivée d'une batterie belge, « ils étaient saouls comme des ânes et ne savaient plus où ils tiraient ». A leur tour en effet, ils prennent les Prussiens pour l'ennemi.

Parmi les cavaliers, le 11e hussards manque de charger les hussards de la Légion royale allemande, lesquels se préparaient à les charger aussi. La

méprise est évitée parce qu'on reconnaît leurs cris. Les 10e et 18e hussards, eux, échangent bel et bien des coups de lame avec un régiment de cavaliers prussiens dont ils blessent ou tuent plusieurs hommes. Tomkinson, du 16e dragons légers, raconte comment des hommes qui se connaissent très bien peuvent se blesser l'un l'autre : un Français feint de se rendre, avant de faire feu : « Le lieutenant Beckwith tenta de lui donner un coup de sabre, mais il le manqua et faillit me transpercer d'outre en outre, parce que j'étais en train de poursuivre cet homme à cheval. » Cet incident se produit au milieu d'une foule de Français dont la plupart sont en train de se rendre ou sont en proie à la panique. Leur conduite, que Tomkinson décrit avec précision, est singulière et éclaire assez bien la plus mystérieuse des transactions en temps de guerre : la manière dont les soldats parviennent à faire accepter leur reddition. Leeke observe cruellement que « les soldats d'une armée vaincue ne peuvent jamais être tout à fait sûrs que leur vie sera épargnée s'ils tombent entre les mains de l'ennemi ». Et c'est un fait qu'à ce moment-là les Prussiens, de l'autre côté du champ de bataille, passent de bon cœur au fil de leurs baïonnettes tous les Français blessés qui tombent à leur portée. Un peu plus tôt dans la bataille, alors que les Français sont encore nombreux à combattre, on en voit se rendre sans difficulté dès qu'ils sont acculés. Il leur suffit de jeter bas leurs armes et de crier : « Prisonnier ! » Cela ne les empêche pas de revenir à leurs lignes si l'occasion se présente. Mais ils prennent alors le risque de se faire tirer comme des lapins. C'est ce qui arrive à des cuirassiers français capturés par le 51e à 2 heures de l'après-midi. Quoi qu'il en soit, Tomkinson et d'autres jugent que les Français, pris individuellement ou en groupe, laissent rapidement tomber toute fierté militaire pour demander à être considérés comme captifs. On peut expliquer leur attitude par le fait qu'ils savent alors que tout espoir est presque perdu. Murray, du 18e hussards, raconte comment l'infanterie de la Garde se jette par terre, « à part deux carrés qui résistèrent mais ne firent pas grand ravage, les prisonniers criaient "Vive le roi"… Pendant notre charge, non seulement les fantassins se couchèrent, mais également les cavaliers qui sautèrent à bas de leurs montures en criant "grâce", nombre d'entre eux se traînant à genoux ». Tomkinson, du 16e dragons légers, raconte aussi : « Nombreux furent les fantassins qui jetèrent leurs armes et se rassemblèrent pour plus de sûreté. Quant à nous, nous courions dans toutes les directions pour rattraper les fuyards. » Après

quoi il poursuit son témoignage en citant un épisode qui peut nous aider à comprendre les « tas de cadavres » si extraordinaires sur le champ de bataille d'Azincourt : « Les ennemis montaient les uns sur les autres pour sauver leurs vies, il y en avait un tas de deux ou trois mètres d'où s'échappaient les cris de ceux qu'on écrasait ou que piétinaient les chevaux. » L'explication ne serait-elle pas qu'au paroxysme de la peur les hommes ne se rassemblent pas seulement, mais se recroquevillent par terre ? Dans les souvenirs d'enfance on retrouve toujours quelque chose de cette immunité que l'on ressent à se jeter ainsi les uns contre les autres au cœur de la colère parentale, les plus noyés par le groupe étant les plus à l'abri. S'il est vrai que les hommes soumis au danger « appellent leur mère », comme on le prétend volontiers, ne peut-on pas imaginer que leurs actes traduisent, eux aussi, cette sorte de retour au cocon ?

Conséquences

Le rassemblement des prisonniers dure jusqu'aux dernières lueurs du crépuscule. La poursuite de ce qui reste de l'armée de Napoléon, travail mené principalement par les cavaliers prussiens, continue jusque tard dans la nuit. Les Anglais n'y participent presque pas : « Après avoir été près de douze heures en armes, dix heures sous le feu et peut-être huit d'entre elles au cœur d'une action soutenue », comme le dit un officier, la plupart des hommes de Wellington sont trop fatigués. La dépense physique et nerveuse de la journée leur permet tout juste d'aller se coucher. La plupart des simples soldats, comme le domestique du lieutenant Keowan, partent piller. Plusieurs officiers anglais blessés racontent s'être fait dépouiller, et ces récits seraient sans doute plus nombreux encore si les pillards ne tuaient pas leurs victimes. Mais le sommeil est ce soir-là le bien le plus précieux, plus que la nourriture. Keowan, avant de se confectionner un lit de paille, comme l'un de ses compagnons, « afin de ne pas être pris pour un cadavre par les pillards », trouve « une patte d'animal indéterminé », qu'il nettoie « dans de l'eau mêlée de sang », la seule qu'il a pu trouver. Et de conclure : « Voilà tout le vin qui arrosa ce repas de cannibale ! » Mais la majorité des soldats, quel que soit l'abri qu'ils trouvent, se laissent simplement tomber par terre. Un officier du 52^{e} rapporte toutefois qu'il a envoyé son ordonnance lui chercher une couverture dans le paquetage des Français de la Garde impériale morts à Hougoumont. L'un des officiers de Picton dit

avoir sombré dans le sommeil à la minute même où on a sonné la halte. Il ne pense à manger qu'au milieu de la nuit et se met à cuire quelques morceaux de viande dans la cuirasse d'un soldat mort. (La viande grillée au creux d'une cuirasse est un mets très à la mode durant la campagne de Waterloo, en attendant les rats à la broche sur baïonnette de 1871 et le champagne dérobé aux caves des châteaux de 1914.)

« Vers 4 heures, poursuit l'officier, nous nous sommes assis et nous avons commencé à bavarder, l'esprit occupé surtout par ce qu'on allait dire de nous en rentrant. Il n'y avait pas d'exaltation, pas la moindre ! Beaucoup d'entre nous, lors de la campagne d'Espagne, avaient pu mesurer l'assurance des troupes françaises, nous étions en fait persuadés que la présente campagne ne faisait que commencer, qu'un autre combat sans merci aurait lieu dans un jour ou deux, et nous réservions les manifestations de joie pour le jour où nous sortirions vivants de ce guêpier. » D'autres revivent la bataille. Keowan, endormi sous le manteau d'un dragon français mort, est « poursuivi par le cri des soldats agonisants ». « L'agitation de nos esprits continuait, comme après le passage de l'orage les vagues continuent de remuer la mer. Pour ma part, je n'arrêtais pas de rêver à ce que j'avais vécu. » Cet exemple du choc psychologique de la bataille rappelle le témoignage de René Cutforth, qui rapporte que durant la Seconde Guerre mondiale, ayant passé la nuit dans une cabane avec plusieurs prisonniers, il était sans cesse réveillé par les cris et gémissements de ceux qui revivaient le combat dans le sommeil. Quant au lieutenant Hamilton, pour en revenir à Waterloo, il nous livre un témoignage légèrement différent :

> Entrant dans une maison, nous trouvâmes chaque pièce occupée par des blessés parfois à l'agonie. Moi, je fus content de trouver là une chaise et je m'assis à une table, dans une pièce vaste où des malheureux gémissaient. Le maître de maison nous ayant apporté un morceau de pain et un pichet de vin, nous fîmes le tour des événements de la journée ; et comme pendant des années cet homme avait lui-même compté parmi les soldats de Napoléon, nous ne manquâmes pas de sujets de conversation. Après que nous eûmes fini ce dîner qui fut une bénédiction, malgré la présence de tous ces pauvres blessés nous trouvâmes un morceau de plancher où nous étendre et nous dormîmes.

Une telle indifférence aux souffrances des blessés qui gisent à ses pieds s'explique seulement par une sorte de mécanisme de défense psychologique ; peut-être retrouve-t-on le même mécanisme dans l'attitude de l'armée entière. En effet, si fatiguée qu'elle ait été ce soir-là, elle aurait pu offrir au moins les premiers soins aux blessés, or, justement, on observe dans les témoignages une concordance particulière, une sorte d'insistance

sur le fait que rien n'est entrepris avant le jour, et parfois longtemps après le matin, pour soulager leurs souffrances. Aussi cruel que cela paraisse, c'est bien dans la ligne du comportement humain en situation de catastrophe : plus le désastre est grand, plus les victimes sont nombreuses, plus les survivants se sentent démunis et impuissants. Ce qu'ils traduisent en ne faisant rien du tout. Toutes les batailles sont plus ou moins, quel que soit le nombre de victimes, des désastres. Celui de Waterloo est considérable. Dans un espace de quatre kilomètres carrés de terrain à découvert, sans eau et presque sans maisons, où les cultures étaient encore debout aux premières heures du matin, on peut voir à la fin de la journée quarante mille humains et dix mille chevaux couchés, la plupart encore vivants et souffrant terriblement. Les Français, qui auraient pu emmener les leurs, se sont enfuis. Les Prussiens les suivent à la trace. Et les Britanniques qui restent là préfèrent baisser les yeux. Ils savent parfaitement qu'un régiment qui ne dispose que de trois chirurgiens avant la bataille, qui a perdu un tiers de ses effectifs et n'a aucun moyen de transporter les blessés graves ne peut pas faire grand-chose pour venir en aide à ceux qui souffrent.

Mais ce n'est que le lendemain matin que l'impuissance générale est patente.

Les blessés

Les blessés les moins sérieux de la bataille des Quatre-Bras sont envoyés à Bruxelles sur les montures du 7^{e} dragons de la garde, qui officient comme ambulanciers sur ordre du duc de Wellington. Ceux qui ne peuvent pas monter à cheval font la route dans des chariots. Les blessés de Waterloo, eux, sont ramassés le lendemain de la bataille par les leurs, les cas les moins sérieux étant traités sur place par les chirurgiens du régiment, les autres à Bruxelles dans un hôpital. Des moyens de transport additionnels, la plupart locaux, sont mobilisés pour évacuer ceux que les régiments ne peuvent emmener. En général, les Britanniques sont les premiers évacués. Certains Français bénéficient de la même rapidité de secours ; mais il en reste après le départ de tous les Britanniques. Certains restent là deux jours et trois nuits, ils ne sont pas ramassés avant le 21 juin. Le choc et les hémorragies ont eu raison de la plupart des blessés les plus graves. Quand on n'a pu distribuer d'eau, c'est à la déshydratation que même les plus légèrement atteints succombent.

Quelques-uns des blessés ont été évacués au milieu même de la bataille : Howard, du 33e, écrit aux siens : « Nous faisions face à des charges si violentes que nous pouvions difficilement envoyer les officiers blessés à l'arrière, et encore moins les hommes de troupe. » Voilà qui nous renseigne non seulement sur l'organisation des secours, mais aussi sur les distinctions sociales qui prévalent dans les rangs. Les blessés sont pris en charge par les infirmiers qui n'ont pas d'autre tâche sur le champ de bataille que de bander les plaies ; ils ont aussi la réputation d'être de fieffés voleurs. Les blessés les moins touchés doivent revenir à leur poste. D'autres sont déplacés sur une porte, comme le colonel du 15e hussards. Les officiers à cheval quittent le champ de bataille sur leur monture, comme Ellis, qui commande le 23e régiment et qui est touché d'une balle à la poitrine : « Il demanda au côté arrière du carré de s'ouvrir, partit au galop, son cheval l'éjecta en sautant un ruisseau, on le ramassa, on le mit à couvert dans une cabane, qui fut ensuite incendiée. Epuisé par tant de chocs, il finit par mourir. »

La nature des blessures traitées par les chirurgiens est toujours plus ou moins la même. Quelques hommes sont seulement en état de choc. Leeke décrit un jeune palefrenier : « Effleuré par un tir de canon dans notre compagnie et emmené évanoui, pâle comme un linge. Nous avons pensé qu'il était mort, mais deux ou trois jours après, je pouvais à peine en croire mes yeux, je le vis aller et venir au bivouac. Le choc n'avait fait qu'emporter sa giberne, c'est la terreur qui l'avait assommé. » Mais Leeke témoigne également des effets d'une véritable blessure provoquée par un boulet de canon : « Woods en avait pris un sur le genou, on l'a emmené dans le carré, sa cuisse, en peu de temps, était devenue aussi épaisse que le corps de l'infortuné. » Leeke lui-même se voit infliger une blessure atroce : un morceau d'os, provenant du corps d'un homme tué devant lui, se plante dans son pouce, alors qu'il brandit les couleurs du régiment. « Le lendemain matin le doigt touché était tout noir et douloureux », dit-il. Il est également le témoin d'une autre blessure : deux soldats en train de reculer au coude à coude sont frappés par un boulet qui se fraie un passage entre eux : « Ils furent touchés exactement au même endroit, une dizaine de centimètres sous l'épaule, le bras ne restait plus attaché au corps que par une mince bande de chair et de peau, chacun d'eux le rattrapant de l'autre bras. » On soigne ce jour-là nombre de blessures causées par les sabres, les lances, les baïonnettes aussi, mais la plupart de ces dernières sont infligées

à des soldats déjà blessés, ce qui tend à prouver qu'il n'y a pas eu de duel à la baïonnette à Waterloo (d'ailleurs pas plus que dans les autres batailles). La plupart des blessures à l'épée ou à la lance sont infligées aux cavaliers, ce qui ne veut pas dire que ceux-ci n'ont subi que des blessures à l'arme blanche. La liste des blessures recensées parmi les vingt-deux officiers du 13e hussards le montre bien : deux sont mortellement touchés par balle, un tué par un boulet de canon, un blessé par un éclat dans la hanche, deux par balle dans la tête, l'un d'eux touché aussi par de la mitraille dont il dit qu'elle a atteint sa montre, un autre au bras par balles, un à la main (on ne sait pas de quoi), un est jeté à bas de son cheval, un assommé avec le plat d'un sabre (il n'a pas quitté le champ de bataille).

Dans les régiments d'infanterie, la majorité des blessures subies sont liées à des projectiles. Les pires sont dues aux boulets de canon : têtes arrachées, morts en ligne, chevaux et cavaliers tués en même temps, etc. A moins de n'être touché qu'à un membre, être heurté par un boulet de canon signifie la mort à coup sûr. Le tir de mitraille cause à peu près autant de dégâts, mais la mort n'est pas aussi automatique. Ainsi le lieutenant Doherty est frappé par de la mitraille au ventre et, l'instant d'après, reçoit une balle dans la tête, mais il survit et raconte son aventure en 1834. Les balles, les plus légers des projectiles, tuent facilement. Canning, l'un des aides de camp du duc de Wellington, « reçut un coup de fusil au milieu de l'abdomen, et bien que parfaitement serein, pouvait à peine articuler sous l'effet de la douleur… Nous l'assîmes comme nous le pûmes en lui calant un paquetage contre les reins mais il ne vécut que quelques minutes ». En raison de la faible vélocité de ces projectiles, les hommes peuvent être grièvement blessés sans en prendre immédiatement conscience, ce qui explique le nombre important de témoignages où le blessé est l'interlocuteur de celui qui raconte, la blessure apparaissant soudain comme au détour de la conversation. Dawson Kelly est en train de parler au général Halkett quand ce dernier « est blessé à la figure, la balle lui traverse la bouche ». Et Hamilton, du régiment des *Greys*, raconte la blessure d'un cavalier des *Royal Dragons* dont la joue « s'est ouverte au moment où je lui parlais, et, dit-il, la balle m'a ensuite effleuré la lèvre ».

Ce genre de blessure est déjà assez horrible, mais ce qui rend le sort de ces hommes encore plus pitoyable, c'est qu'ils risquent plus que les autres d'être atteints à nouveau à moins d'une évacuation rapide. A Waterloo, bon nombre de blessés le sont plusieurs fois, souvent mortellement et de

manière délibérée. Jackson, l'un des officiers d'état-major de Wellington, voit les Prussiens passer des Français blessés au fil de la baïonnette, près de Rossomme, le soir de la bataille. Il parvient à sauver un dragon léger britannique alors qu'ils s'interrogent sur son sort, en hurlant : « *Er ist ein Englander !* » Les lanciers français, dont les armes permettent de clouer si facilement un soldat au sol, ne s'en privent pas sur les cavaliers désarçonnés de l'*Union Brigade*. On retrouve plusieurs corps percés d'une douzaine de blessures par lance, l'un d'eux n'en reçoit pas moins de dix-huit, mais l'homme survit. Cette pratique est également en usage chez les cavaliers britanniques contre les Français à terre. Un officier de la division Picton raconte ce qu'il a vu pendant l'avance finale : « Bien que la guerre tende à endurcir le caractère, nous ne pouvions pas jeter les yeux sur les blessures infligées par nos cavaliers sans avoir honte. Des hommes sans défense étaient sacrifiés à terre à l'ivresse du triomphe. Un pauvre soldat français se tenait la mâchoire qu'on lui avait pratiquement sectionnée d'un coup de sabre ; il essayait de la remettre en place, alors même qu'il était gravement blessé par ailleurs. »

Le fait que nombre de ces blessures soient dues à des cavaliers et infligées à des fantassins ou à des cavaliers désarçonnés amène à se demander si un facteur d'un autre genre n'est pas à prendre en compte. Peut-être que les soldats à cheval se sentent différents et supérieurs aux autres jusqu'à éprouver moins de scrupule à les tailler en pièces. On connaît peu de cas où des fantassins se jettent ainsi, sans merci, sur d'autres fantassins désarmés. Ce qu'on connaît en revanche c'est l'antipathie qui existe entre les fantassins et les cavaliers. On l'attribue en partie au fait que la cavalerie a toujours été utilisée pour mater les mutineries de fantassins. Mais il se peut bien aussi qu'elle soit due à cette façon qu'elle a de clouer les « rampants » à terre sur le champ de bataille.

On peut aussi se demander si le concept de cruauté s'applique bien aux blessures infligées sur le champ de bataille, dans le feu de l'action, sur un homme à terre.

En fait, il semble que oui. S'il est vrai que le combat soumet les hommes à un stress extrême, et bien que l'essentiel de la procédure militaire soit orienté vers l'action de tuer (*cf.* les ordres : *Chargez, feu*), ni les ordres ni les circonstances ne privent entièrement les soldats de leur libre arbitre et ne dispensent des ennemis de se reconnaître mutuellement comme animés de sentiments humains. La description que fait le caporal Dickson de son

comportement durant la charge de l'*Union Brigade* est un témoignage brutal qui a le mérite de l'honnêteté : « Alors on s'est jeté sur les fusils, quel carnage ! J'entends encore les Français crier *Diable* quand on les passait au fil de l'épée, et le soupir qu'ils poussaient quand la lame les quittait… Les soldats du train de l'artillerie, montés sur leurs chevaux, hurlaient de terreur quand nous sommes arrivés sur eux ; les pauvres types !… » Pour démontrer que les hommes peuvent toutefois se comporter un peu mieux au combat, faire preuve d'une véritable générosité, il suffit de lire le récit de Murray, qui commandait le 18e hussards et qui ordonne à ses troupes, dans des circonstances comparables, de ne pas tirer sur des canonniers français. Hughes, adjudant au 30e, ramasse un officier français du 6e cuirassés, désarçonné, pour l'arracher aux baïonnettes des siens et l'emmener au sein du carré afin de le mettre en sûreté. Un sergent du 14e régiment dont les hommes sont sur le point de tuer un cavalier français qui a fait demi-tour pour ramasser un de ses camarades désarçonné, crie : « Non, ne tirez pas, laissez-le. C'est un brave. » Un cuirassier français détourne son sabre en constatant la jeunesse d'un trompette des *Life Guards* qu'il tient à sa merci. Un autre, à qui un commandant de la Légion royale allemande a montré son bras droit en bandoulière, le salue de son sabre et file au galop. L'histoire de Waterloo foisonne de cas où un comportement humain finit par prévaloir entre des soldats qui ne portent pas le même uniforme. On voit des Britanniques de l'infanterie étendus à terre parmi les blessés français de la dernière attaque qui leur demandent comment ils pensent que tout cela va finir. Des hommes se sourient, échangent des regards, parviennent à reconnaître l'humanité de celui qui leur fait face alors même que les formations vont et viennent en direction les unes des autres. Si l'abnégation et la générosité sont présentes sur le champ de bataille, elles côtoient la cruauté la plus intolérable.

Une fois le choc de la bataille consommé, le spectacle du terrain lui-même affecte profondément les survivants. Les souffrances des chevaux paraissent encore plus insoutenables une fois le calme revenu. Elles en ont d'ailleurs ému certains davantage que celles des hommes durant la bataille. Albemarle décrit combien les soldats du 14e sont émus de voir les « chevaux blessés qui semblaient rechercher la protection du carré ». Ils ont subi la même variété de blessures que les hommes, mais à la plupart d'entre elles on n'a pas d'autre remède à apporter que la mort. Or, même pour le coup de grâce, ils doivent attendre que les blessés humains aient été

ramassés. Le 19 juin est aussi un triste jour pour une autre raison : il meurt presque autant d'hommes le lendemain de Waterloo que le jour même. L'état de choc, les péritonites, la déshydratation, les hémorragies (la plupart sous saignées « curatives »), tous ces grands fléaux pour les troupes de l'époque ont raison de nombre de survivants. Au sein du 32e régiment, qui perd vingt-huit hommes dans la bataille, dix-huit autres meurent le 19 juin. Entre le 27 juin et le 28 juillet, vingt-trois autres périssent ; et il y a sept morts de plus par la suite, le dernier le 16 janvier de l'année suivante. D'autres victimes succombent encore plus tard ; un officier des *Foot Guards*, qui a perdu langue et mâchoire à la bataille, meurt de malnutrition deux ans plus tard.

On garde assez peu de descriptions des soins apportés aux blessés ayant survécu. Dans la plupart des cas il n'y en a pas. Il convient de citer cependant le dévouement héroïque de sir Charles Bell, qui se déplace en hâte à Bruxelles avec quelques médecins anglais pour y travailler dans des hôpitaux de fortune. Les aquarelles qu'il a laissées, dépeignant les blessures qu'il a eu à traiter, sont extraordinaires. Mais le meilleur rapport que l'on puisse trouver sur les soins provient de l'un des blessés, le lieutenant George Simmons, de la brigade des fusiliers. Blessé au dos alors qu'il était en train de se féliciter de son apparente invulnérabilité, il est emmené à l'arrière, où la balle qui s'est logée sous le sein droit est extraite par le chirurgien au prix d'une importante perte de sang. On le transporte vers Bruxelles juché sur un cheval, au prix de souffrances aiguës, et il est confié à des amis. Pendant les trois semaines qui suivent, on le saigne plusieurs fois par jour, jusqu'à ce que ses serviteurs endommagent l'instrument qui servait à cette opération, après quoi il sombre dans un état fiévreux et comateux pendant plusieurs jours, avant de reprendre ses esprits. Enfin, le 14 juillet, la blessure s'ouvre, laissant échapper une grande quantité de pus, et l'amélioration s'ensuit immédiatement. Son cas a été diagnostiqué par un médecin d'aujourd'hui comme un « abcès sous phrénique avec fièvre et convulsions ». Le traitement qu'il reçoit est exactement le contraire de ce qu'il serait de nos jours : on le transfuserait, au lieu de le saigner, et on lui donnerait des antibiotiques avant de drainer l'abcès. A la lumière du cas qui vient d'être décrit, peut-être n'est-il pas plus mal que le docteur Bell puisse écrire, en rentrant de l'hôpital des prisonniers français : « Le deuxième dimanche (soit le 25 juin) de nombreux blessés ne sont pas encore pansés. »

A ce moment-là, les armées sont loin. Les jeunes officiers qui, comme Macready, se sont demandé au soir de la bataille si la journée allait passer à la trappe de l'Histoire sous le nom d'« affaire » ou deviendrait une vraie bataille ont la réponse qu'ils attendaient. Ceux qui redoutaient de combattre encore un jour ou deux sont rassurés. Le 18 juin a permis de remporter une victoire sans discussion, les chefs du camp vainqueur en sont déjà à se demander quel nom lui donner. Le général Vivian vient d'écrire en Angleterre et dans sa lettre il exprime le vœu que chaque combattant britannique reçoive une médaille portant le nom de Mont-Saint-Jean. Blücher, lui, propose la Belle Alliance et c'est finalement Wellington qui décide que ce sera Waterloo, parce que ce nom-là convient mieux à la langue anglaise. L'enseigne Howard, du 33^{e}, écrivant chez lui de Paris le 3 juillet, dit à sa famille : « J'ai souvent exprimé le vœu de voir un engagement grandeur nature. J'ai été – et je suis – pleinement exaucé. »

4
La Somme, 1er juillet 1916

Le champ de bataille

> La Somme : département français qui fait partie de la Picardie. Préfecture : Amiens. Sous-préfectures : Abbeville, Montdidier, Péronne. 4 arrondissements, 41 cantons, 835 communes ; cour d'appel et siège épiscopal à Amiens ; le département tient son nom de la rivière qui l'arrose.

« Qui l'arrose mollement », serait-on tenté d'ajouter. La Somme est en effet une rivière lente, dont les méandres brumeux parcourent des vallées semées de tourbières, plantées de hêtres sur de grandes plaines crayeuses. La campagne elle-même semble se dérouler lentement sous les yeux du voyageur qui emprunte l'une de ces longues voies romaines dont le pays est sillonné sur les axes nord-est, est et sud-est en partant d'Amiens. Collines basses, courts plateaux séparés par les vallées des affluents de la Somme, l'Aire, l'Ancre, la Noye, l'Avre, la Buce, tout se succède avec monotonie, sans haies et presque sans forêts. C'est une région de cultures intensives, à la population dense. Entre la Noye et la Somme, dans la plaine de Santerre, le terrain est parfaitement plat et favorable à la production de la betterave à sucre, difficile à cultiver mais dont le pays tire son revenu. En septembre, les routes du pays de Santerre sont grasses de boue mêlée de jus de betterave et les panneaux « Attention betteraves » fleurissent autour des petites raffineries dont les grandes cheminées solitaires sont autant de lointains piquets signalant les villages sur la plaine. En octobre, les raffineurs invitent leurs voisins à tirer le lièvre et la perdrix dans les fourrés. Ils s'asseyent le soir venu pour un casse-croûte sous un arbre centenaire. En novembre, d'énormes engins agricoles sortent des hangars pour être tractés par câble entre des groupes moteurs fixes entourés de chaque côté de

champs de près de deux kilomètres. L'allure générale de la vie dans ce pays est à la mesure de la lenteur de la rivière, elle suit de près le rythme de la nature.

Quand on promène ainsi les engins de récolte, de petits tas d'objets font leur apparition à la croisée des chemins. Rouillés, grossiers, pris dans la glaise, ces petits cônes et ces sphères finissent par livrer leur secret : ce ne sont pas les fruits de la terre mais de la guerre. Bombes de mortier, obus, torpilles aériennes, 75, 77, 18 livres, 210 mm, *Jack Johnsons*, etc., les anciens combattants retrouvent le nom qu'ils portaient soixante ans plus tôt sans la moindre hésitation, même s'ils cheminent sur ces sites avec d'infinies précautions. A la fin de la saison des récoltes, des artificiers de l'armée française emportent le produit de ce ramassage pour le faire sauter à l'écart. Parfois, l'un d'entre eux y laisse la vie. Malgré tout le temps passé, les détonateurs restent actifs, et la charge dangereuse.

Des artificiers succombent aussi du côté de l'Yser en Belgique et sur les hauteurs qui entourent Ypres, vers l'est. Sur le sol français, au sud de la Somme, dans les vignes de Champagne et les champs de blé de Lorraine, même danger. Mais les reliques de la Somme diffèrent des autres à deux titres : d'abord, le volume en est plus important. La Somme n'a pas été le plus arrosé des champs de bataille du front Ouest. Le taux d'obus au mètre carré place Verdun au premier rang. En durée des bombardements, ce sont les hauteurs de l'Aisne et le Chemin des Dames qui méritent la palme ; en cruauté de pilonnage, le secteur d'Ypres l'emporte. Mais pour toutes sortes de raisons les obus non éclatés remontent davantage à la surface dans la Somme. Près de Verdun et dans l'Argonne, autres secteurs truffés de projectiles, on cultive moins la terre ; tout comme dans les contreforts des Vosges, couverts de forêts avant la guerre et replantés depuis. En Champagne, historiquement le principal terrain d'exercice de l'armée française, on a toujours employé de larges zones à l'entraînement des artilleurs, et les obus non éclatés de la Première Guerre mondiale viennent en surcroît. On n'y prête guère attention. Les hautes terres crayeuses de l'Artois, sur les pentes desquelles les Français et plus tard les Britanniques et les Canadiens ont progressé durement vers les crêtes de Vimy et Notre-Dame-de-Lorette, sont revenues à leur vocation : le pâturage. Dans les Flandres, le sol boueux aspire le pied du promeneur, comme il a avalé au fil des années les casemates de ciment construites par Hindenburg pour contenir les Britanniques et les Belges sur le flanc d'Ypres et dans les

vallées humides de l'Yser et de la Lys. C'est donc dans la Somme, où le sol est friable et l'agriculture intensive, que les dangereux vestiges des grandes offensives remontent le plus communément.

La plupart sont britanniques – et voilà la deuxième différence avec les autres sites du Nord ou du Sud. La Somme est, plus que tout autre champ de bataille de la Première Guerre mondiale, un territoire britannique. Ypres, naturellement, au fil des hostilités devient presque une partie de la terre natale ; et, avec son église anglaise, ses pubs, son école anglaise pour les enfants du Commonwealth, ses jardiniers du cimetière militaire, et la foule des monuments du souvenir, la zone le demeure aujourd'hui encore. Mais ç'a toujours été un champ de bataille minuscule à propos duquel le général Haig, même en plein délire offensif, ne pensa jamais qu'il était possible de caser plus d'une demi-douzaine de divisions pour l'attaque. En outre, les Britanniques n'ont remporté aucune victoire à Ypres, si l'on excepte celle de l'esprit national qui continue de les ramener à cet endroit. Les survivants se recueillent sur la colline près de l'arche de la *Menin Gate*, écoutent la sonnerie aux morts ou viennent s'asseoir sous les saules au cimetière des remparts. Là, le gazon pousse sur le toit du petit poste de secours de *Lille Gate*, les cadavres qu'on en sortait sont enterrés en rang sous la tourbe. La Somme, au contraire, présente un front d'attaque d'une longueur immense où trente divisions pouvaient monter à l'assaut au coude à coude. Et, en dépit de toutes les souffrances endurées à cet endroit, c'est aussi un lieu de victoire. C'est là que les Britanniques utilisent pour la première fois des chars d'assaut, dans le village en ruine de Flers, le 15 septembre 1916. Deux ans après, ils effectuent devant Amiens la première grande percée blindée de la guerre moderne. Et un peu plus tard, durant l'année 1918, après le terrible effondrement d'une de leurs armées, ils portent un coup d'arrêt à la plus grande offensive des troupes de Hindenburg. Ce sont ces batailles, entrecoupées de longues périodes plus calmes, qui font de la Somme un secteur plus britannique que français, belge ou américain. Les Américains, eux, pensent à l'Argonne ; ce secteur maudit de forêts dévastées et de brumes tenaces, voilà leur champ de bataille. Les Belges penchent plutôt pour l'Yser où ils menèrent une guerre semi-amphibie pendant près de quatre ans. Les Français, qui ont versé leur sang à chaque borne le long des huit cents kilomètres entre Nieuport et la Suisse, considèrent une demi-douzaine de points de la ligne de front comme des *champs d'honneur*, et spécialement ceux qu'ils ont tenus. Verdun, bien sûr ;

le Chemin des Dames (le nom provenait de ce que Louis XV avait fait construire cette route pour ses filles en raison de la vue superbe qu'elle offrait sur l'Aisne) ; Tahure et la Main de Massiges en Champagne ; Les Eparges sur la colline de Saint-Mihiel (où les Américains mènent plus tard une offensive) et Sainte-Marie-aux-Mines ; enfin le *Hartmannswillerkopf* (le Vieil Armand) dans les Vosges, où les chasseurs alpins et les *Jäger* ont raffiné l'art si particulier de la guerre en montagne pendant l'année 1915. Le Mort-Homme, la Côte 304, Neuville-Saint-Vaast, Somme-Puy, Malmaison, le Moulin de Laffaux, autant de noms qui marquent des luttes acharnées pour des lieux banals, qui en deviennent bien plus français qu'auparavant. De même ce sont les batailles de 1916 et 1918, Bazentin, Pozières, Morval, Thiepval, Transloy, Villers-Bretonneux, qui font de la Somme une terre « britannique ». La plus importante à cet égard est la première, la bataille d'Albert, qui débute le 1er juillet 1916.

La Somme, en 1916, est une découverte pour nombre de soldats britanniques. Au milieu de l'année précédente, un petit secteur situé au nord de la rivière a été conquis par la 3e armée britannique, alors embryonnaire. La politique des Alliés consiste à cette époque à réduire la longueur du front sous contrôle français, mais le gros des troupes du corps expéditionnaire anglais reste en Flandres. A mesure qu'il grossit, il s'étend vers le sud, suffisamment pour traverser les marécages en bordure de la Lys vers les tristes terres de houillères qui s'étendent à l'est de Lille. Là, durant l'année 1915, ont lieu toute une série de combats de tranchées meurtriers mais limités – Neuve-Chapelle, crête d'Aubers, Festubert, Givenchy – sans parler d'une offensive importante, qui échoue, à Loos. Tous ces lieux voient des combats d'une grande férocité se dérouler sur un terrain particulièrement éprouvant pour les hommes. Entre Ypres et Armentières, l'eau affleure un peu partout à la surface du sol et la plupart des lignes doivent être protégées par des sacs de sable, faute de pouvoir creuser des tranchées. De leur côté, presque partout, les Allemands tiennent des positions élevées : près d'Ypres, la colline de Passchendaele et la colline de Messines ; du côté des houillères, ils tiennent la plupart des terrils et, jusqu'à leur destruction, les tours des mines elles-mêmes. Obligés de lutter pour la conquête d'un terrain plus élevé et plus sec, les Anglais, en de nombreux endroits, ont leurs lignes à portée de voix des lignes allemandes ; à Spanbroekmoelen, au sud d'Ypres, les tranchées sont séparées par une seule barrière de fils de fer barbelés « internationaux », que chaque camp

regarnit à la nuit tombée. Mais, malgré le taux de pertes constant – environ trois cents hommes par jour – que cette proximité coûte aux Britanniques, les Flandres deviennent comme le foyer du corps expéditionnaire (BEF – *British Expeditionnary Force*). Derrière les lignes, les villages permettent de se fournir en abris, paille, bière, pommes frites, de trouver un terrain de football ; et les bataillons sont relevés dans les tranchées à intervalles assez réguliers. A mesure que les paysans locaux augmentent leurs prix, les armées et les Eglises érigent en guise de cantines des cabanes où la bière est à la fois meilleure et moins chère et où l'on trouve aisément du thé, boisson que les locaux ignorent. Encore plus à l'arrière, dans les petites villes commerçantes des Flandres, à Poperinge – qu'on appelle *Pop* –, à Bailleul, à Béthune, les cafés et les restaurants font recette, rassemblant des groupes de jeunes officiers qui festoient pour célébrer leur retour à l'arrière. D'autres lieux de rassemblement commencent à connaître une certaine renommée : des clubs où l'on organise des concerts, avec des orchestres venus d'Angleterre ou fournis par la division ; des lieux de recueillement spirituel et de délassement, comme la *Talbot House – Toc H*, comme on disait[1] –, au seuil desquels les visiteurs abandonnent leur position sociale ; des maisons plus profanes aussi, où les officiers entrent en rasant les murs. La géographie de l'ouest des Flandres, du Nord et du Pas-de-Calais devient ainsi familière pour le BEF. Le réseau des routes, des virages et des carrefours (déjà bien rénové) est connu de tous et la topographie des noms est largement diffusée. Non seulement les hauts lieux, dont on parle au pays sous leurs noms familiers – *Armenteers* (Armentières), *Wipers* (Ypres), *Vlam* (Vlamerthinge), *Eetaps* (Etaples) ; mais aussi les autres, les petits sites d'une importance tactique très locale. Les noms donnés par les simples soldats britanniques, les Tommies, à certains d'entre eux font le tour de l'Angleterre : *Plugstreet* pour Ploegsteert, *Wood and Whitesheet* pour Wytschaete. La plupart de ces noms répondent à un code privé : *Tram Car Cottage, Battersea Farm, Glencorse Wood, White Horse Cellars*, etc. L'origine de la plupart de ces surnoms attribués durant la période glorieuse d'octobre et novembre 1914 s'est déjà perdue dans les mémoires l'été suivant. A la fin de 1917, les endroits qu'ils désignent sont eux-mêmes effacés de la carte. Mais on continue à se transmettre les noms, tandis que de nouveaux bataillons prennent la place des premiers parmi les terrils, les vallées et les bois noyés dans le brouillard.

La Somme, par conséquent, est un territoire où les divisions qui y sont redéployées, en mars 1916, ne se sentent guère en confiance. Les petits secteurs défendus depuis l'été précédent par la 3e armée paraissent familiers à la 4e fraîchement constituée : les tranchées sont établies selon le règlement et bien entretenues, couvertes sur leur front par des ceintures régulières de fil barbelé, pourvues de parapets, de parados et de traverses, ces cassures dans la ligne qui empêchent un assaillant qui se serait rendu maître d'une partie de celle-ci d'ouvrir le feu sur toute sa longueur. Il existe également une ligne de soutien et une de réserve, situées respectivement à deux cents et quatre cents mètres de la première. Elles communiquent entre elles au moyen de boyaux.

Avec de pareilles positions, les brigades de la 4e armée peuvent organiser des rotations dans les tranchées, chacun des quatre bataillons de la brigade passant du front à la réserve, de la réserve à l'arrière sur un cycle de seize jours. Mais les divisions de la 3e armée, qui héritent d'un secteur anciennement tenu par les Français, ne gagnent pas au change. Leurs prédécesseurs sur le terrain n'ont de toute évidence pas aménagé des systèmes de tranchées dignes de ce nom, en tout cas pas selon les règles en vigueur au sein du BEF[2]. Des fleurs poussent sur les talus ; le premier bataillon du 4e régiment *Ox and Bucks* investit, prétend-on, une tranchée dite « des Marguerites » après les Français. Ces lignes de tranchées ne sont d'ailleurs pas vraiment continues, mais formées de petites positions indépendantes, plutôt confortables, au moins pour une petite garnison, avec de petites niches au flanc des tranchées et des abris clayonnés au coin des traverses, le tout hélas dangereusement inadapté aux raids contre l'ennemi comme à la défense statique du bataillon.

En fait, pour dire la vérité, les Français n'ont pas mené de guerre de tranchées sur la Somme. Pour eux, il s'agit d'un secteur « dormant » qu'ils se contentent de tenir avec le minimum d'infanterie sur les lignes avant, les pièces de 75 mm de l'artillerie des corps et des divisions ayant pour mission de dissuader les Allemands d'attaquer. De l'autre côté, les Allemands ne les ont jamais mis en difficulté. Leur haut commandement considère également la Somme comme un secteur sans histoire et a placé là des divisions de réserve autorisées à mener une vie convenable à condition qu'elles renforcent leur ligne de front – en creusant des tranchées et en les garnissant de barbelés. Leur rôle consiste à contenir les Français au-delà du *no man's*

land. Quelques-unes des divisions allemandes sont donc présentes sur ce secteur depuis septembre 1914 avec de rares pertes, à l'exception des périodes où elles sont détachées pour repousser des attaques alliées en Flandres ou en Champagne.

Le plan

Mais tout va changer. Depuis décembre 1915, Français et Britanniques méditent une grande offensive sur le front de l'Ouest et le secteur qu'ils ont choisi est celui de la Somme. Ce n'est pas la première offensive menée sur ce front. En vérité, le tracé du front de l'Ouest, qui décrit un S, résulte de plusieurs offensives menées depuis 1914. La première, montée par les Français en Lorraine, a fixé la boucle basse du S le long de la ligne des Vosges et suit le tracé de la Meurthe ; la deuxième, due à feu Schlieffen, en direction de Verdun, a fixé la partie centrale du S sur l'Aisne, après avoir manqué de peu se fixer sur la Marne ; la troisième offensive, bataille de mouvement entre Français et Allemands, connue sous le nom de « course à la mer », se déroule parallèlement aux principales routes ferroviaires du nord-est de la France, à travers l'Oise, la Somme, le Pas-de-Calais et le Nord, la partie haute du S se trouvant enfin fixée sur l'Yser. Là, en octobre et novembre, sur la seule partie du front présentant une ouverture vers l'ouest, les Français, Anglais, Belges et Allemands se sont accrochés à leurs derniers espoirs de voir surgir une victoire rapide. Cette fois, s'ils veulent prendre l'avantage, il faut aller le chercher aux extrémités des lignes de tranchées.

Mais la plupart des terrains que traversent lesdites tranchées ne sont guère favorables aux percées décisives. Au nord d'Ypres, des deux côtés on est piégé par les marais ; au sud de Verdun, l'entrelacs de cours d'eau, de forêts et de montagnes limite toute avance d'envergure, quand bien même on en entreprendrait une. Entre l'Oise et l'Aisne, au centre, le terrain vallonné n'offre aucune chance de brèche significative. Et on compte nombre de petits secteurs tout aussi incommodes, la vallée de la Lys, au sud d'Ypres, la forêt d'Argonne, à l'ouest de Verdun. Les rares secteurs qui demeurent n'inquiètent pas beaucoup les Allemands. Une fois qu'ils ont compris que le plan « décisif » de Schlieffen a échoué, ils se contentent de tenir une position défensive à l'ouest pendant que leurs troupes remportent des victoires contre les Russes. Mais les Français ne peuvent se contenter

d'une telle attitude, en raison du coup porté à leur honneur national ainsi qu'à une bonne partie de leurs ressources industrielles ; quant aux Britanniques, dont les effectifs ne cessent de grimper, ils cherchent un champ de bataille pour montrer à la fois leur puissance et leur dévouement à la cause alliée.

D'un point de vue stratégique, il n'y a que trois secteurs dont la configuration du sol et l'axe des lignes de chemin de fer peuvent favoriser une offensive des Alliés : la Somme, l'Artois et la Champagne. Durant l'année 1915, Français et Britanniques ont concentré leurs forces sur les deux derniers. Le terrain y est assez élevé, sec, crayeux, avec un arrière-pays plat, permettant une avance rapide en cas de percée des lignes de tranchées. Mais c'est moins la nature du terrain que les liens entre ces différents champs de bataille qui préoccupe l'état-major français. Rongeant son frein depuis la bataille décisive qui s'est refusée à lui en 1914, Joffre persiste à voir dans le front de l'Ouest un véritable « théâtre d'opérations », et pas seulement la position fortifiée qu'il est devenu, et considère son centre comme un « saillant majeur » dans le dispositif des Alliés. Il a raison à cet égard : le front entre Verdun et Ypres décrit un demi-cercle formant la boucle supérieure du S, dont l'extrémité sud se trouve en Champagne et l'extrémité nord en Artois. Il est toutefois illusoire, comme les faits vont rapidement le démontrer, de prétendre qu'une attaque portant sur ce « saillant majeur » serait pertinente. Rien n'indique que l'attaque aux extrémités nord et sud produira les résultats escomptés en 1915. Il y a même beaucoup de raisons de penser le contraire. On peut deviner les premières à la lumière de ce qui se déroule lors de l'offensive française du printemps 1915. La seconde bataille d'Artois – c'est le nom qu'on lui donne – échoue devant la crête de Vimy. D'autres éléments d'appréciation encore plus significatifs sont révélés par l'offensive de septembre suivant, qui voit les Français attaquer en Champagne et les Franco-Britanniques côte à côte en Artois. Une fois encore, Vimy ne tombe pas aux mains des Français ; les Britanniques, eux, se rendent maîtres du village de Loos (alors qu'ils espéraient provoquer une percée exploitable par la cavalerie). Pendant ce temps, la grande offensive des Français en Champagne – la dernière où ils s'élancent drapeaux et musiciens en tête – se dissout dans le sang et les larmes sur les pentes de Tahure et la Main de Massiges.

En 1916, les Alliés doivent donc se munir d'un nouveau plan d'attaque. Joffre décide d'ouvrir un nouveau front. Ce choix repose d'abord sur son

observation qu'un front souvent attaqué se dote d'un réseau incessant de nouvelles tranchées qui diminue les chances de succès d'une offensive ; mais il tient aussi à faire participer les forces britanniques à un effort offensif majeur en 1916. En les soupçonnant de tiédeur, il commet une injustice. Haig, qui s'est taillé une belle réputation par sa défense d'Ypres à la fin de 1914, a, dès sa prise de commandement du BEF, en décembre 1915, mis son état-major au travail à une nouvelle offensive dans le même secteur. En choisissant le front de la Somme, point de jonction des positions françaises et britanniques, comme point de départ de l'offensive alliée de 1916, Joffre peut au moins être sûr que les efforts conjoints des deux armées œuvrent dans le bon sens, c'est-à-dire pour une défaite de l'Allemagne sur le sol français et sous son autorité, même si le moyen envisagé relève plus, de son propre aveu, de la guerre d'usure que de la percée décisive, que les Britanniques espèrent et en laquelle ils continuent de croire.

La guerre d'usure est un jeu qui se joue à deux. Les Français et les Britanniques considèrent comme acquis depuis fort longtemps que la position des Allemands sur le front de l'Ouest est défensive. Aussi lorsque, au milieu du mois de février 1916, les Allemands lancent une offensive importante et inattendue à Verdun, le choc est rude, tant psychologiquement que physiquement. Dès le début, les Français comprennent que l'objectif consiste à leur imposer, soit un repli humiliant, soit de tenir au prix d'une boucherie prolongée. Ils optent pour la boucherie. Mais, dès le début de l'offensive, leurs discussions avec les Britanniques perdent le ton posé et presque scientifique qui prévalait jusqu'alors, et l'urgence devient manifeste à mesure que le nombre de morts croît à Verdun : fin mars, soit six semaines seulement après le début de l'offensive, les Français ont déjà perdu quatre-vingt-dix mille hommes, morts et blessés. En mai, quand Joffre rend visite à Haig à son quartier général, on estime qu'à la fin du mois les pertes auront atteint deux cent mille hommes. Haig consent à fixer une date plus rapprochée pour le début de l'offensive de la Somme. Il propose la période du 1er juillet au 15 août. A la mention de cette dernière date, Joffre, extrêmement agité, s'écrie que « l'armée française aura cessé d'exister » si rien n'est entrepris avant. On se met d'accord sur-le-champ pour le 1er juillet. Les Britanniques vont donc attaquer avec une douzaine de divisions au nord de la Somme, les Français en envoyer vingt au sud.

Les préparatifs

L'état-major de Haig s'attelle à la préparation de l'offensive. Au cours des premiers mois de l'année, il a fait constituer, en arrière du front de la Somme, tout un réseau de routes, de prolongements de voies ferrées, de camps et d'hôpitaux, de stations de pompage, de dépôts de matériel sans lesquels on ne peut lancer une offensive à l'époque industrielle. La portion la plus importante de ce travail de fourmis a consisté à accumuler des munitions pour l'artillerie, soit environ trois millions d'obus (à titre de comparaison Napoléon disposait de vingt mille boulets à Waterloo). L'élément central du plan est donc l'usage de l'artillerie. Il se divise en deux parties : la première consiste en un pilonnage d'une semaine des lignes allemandes, particulièrement des tranchées de première ligne, mais aussi vers l'arrière, afin d'« interdire » (c'est-à-dire d'empêcher l'utilisation) les routes qui mènent à ces tranchées. La seconde étape est le *barrage*. Ce mot français, encore nouveau pour un Anglais en 1916, désigne une retenue sur un cours d'eau, mais également un obstacle en travers d'une route visant à « interdire le mouvement », fonction également du *tir de barrage* ; l'expression désigne un tir d'obus formant un rideau de feu qui précède l'avance de l'infanterie. Il s'agit d'empêcher l'infanterie ennemie de quitter ses positions abritées pour gagner ses postes de combat avant qu'il ne soit trop tard pour s'opposer aux attaquants. En théorie, le barrage, qui précède la marche de l'infanterie qu'il couvre par une suite de « sauts » successifs vers l'avant, doit permettre à l'infanterie ainsi protégée de progresser à l'intérieur des lignes ennemies sans subir la moindre perte due aux tirs de l'infanterie ennemie.

La seule limite théorique de la protection offerte par le barrage, c'est la portée des canons. Cela signifie qu'au-delà de six kilomètres environ de la première ligne d'artillerie, soit cinq kilomètres en avant de ses lignes de départ, l'infanterie assaillante ne peut plus prétendre être protégée par l'artillerie dans sa progression. Mais la portée du tir « efficace » est considérée comme plus courte – ce terme de « tir efficace » a par ailleurs beaucoup changé depuis Waterloo. En 1815, comme nous l'avons vu, « efficace » veut dire « de quelque effet sur l'ennemi », ce qui n'est alors pas le cas des projectiles tirés à longue portée, qui perdent rapidement de leur vélocité et de leurs capacités létales. En 1916, les performances de l'artillerie ont été multipliées par dix, notamment grâce au développement

des charges explosives qui rendent l'obus redoutable, même à longue distance. Le terme « efficace » veut alors plutôt dire « observable ». Il s'agit d'un tir dont un officier peut observer le point d'impact, afin de communiquer des indications de correction de trajectoire à sa batterie. Il doit se trouver directement derrière la première vague d'assaut – on attend également dudit officier qu'il veille à la conservation des fils qui lui permettent de rester en liaison téléphonique avec sa batterie, on voit pourtant mal comment, la limite d'efficacité du feu étant étroitement dépendante de sa capacité à observer le point de chute des obus. En combinant la distance maximale que peut observer un officier depuis le sol avec la distance qui peut au maximum le séparer de ses propres lignes tout en maintenant un contact téléphonique, on est à même de fixer la distance d'efficacité d'un tir de barrage à un maximum de quatre kilomètres de distance de la première ligne des tranchées.

Voilà exactement la distance maximale fixée pour l'avance de chacune des formations de fantassins en ce 1er juillet, ce qui n'a rien d'étonnant, les « objectifs » ayant été précisément fixés en tenant compte de ce calcul. Sur le front de certaines divisions, l'objectif final est plus proche de la ligne de front britannique si la ligne de front allemande l'est aussi. Mais, sur un peu moins de la moitié du front, les objectifs sont fixés sur la deuxième ligne allemande, ce que les Allemands ont naturellement anticipé en faisant le même calcul que les Britanniques.

Les fantassins britanniques vont donc être lancés dans une offensive dont l'issue, même victorieuse, va laisser aux Allemands la possession d'un système de fortifications indépendant et intact. Pour avoir raison de ce dernier, il va falloir redéployer vers l'avant l'artillerie et ses munitions et répéter cet assaut un autre jour, à une autre heure. On comprend assez bien que cette perspective n'enthousiasme ni les hommes ni les officiers. Il suffit de connaître les ordres donnés par l'état-major et répercutés vers les troupes : le premier travail de destruction, disent-ils, des défenses et des troupes ennemies doit être mené à bien par l'artillerie avant l'heure H. Les lignes de barbelés seront alors totalement cisaillées, les batteries de l'ennemi réduites au silence et les garnisons enterrées vivantes dans leurs abris. La tâche de l'infanterie va se limiter à marcher jusqu'aux objectifs désignés sur les cartes des officiers en adaptant son rythme de progression au barrage roulant qui frappe devant elle. Finalement, une fois sur place, il suffira de s'installer dans les tranchées allemandes de réserve pour être de

nouveau en sécurité. Si l'expression « *l'artillerie conquiert, l'infanterie occupe* » est déjà en vigueur, elle doit être sur toutes les lèvres. L'optimisme de l'armée britannique s'explique pour une large part par sa confiance. Les Britanniques croient aux assurances répétées par l'état-major, qui, de son côté, affecte d'y croire aussi. Ils croient à la supériorité de leur équipement sur celui des Allemands, à la bravoure et à l'abnégation de leurs officiers de bataillon – ce en quoi ils n'ont pas tort. Mais ils croient d'abord en eux-mêmes.

L'armée

Le corps expéditionnaire britannique (BEF) de 1916 est une des formations militaires les plus remarquables et les plus admirables jamais alignées sur un champ de bataille. Les 3e et 4e armées, qui doivent attaquer sur la Somme, fournissent une vue en coupe à peu près parfaite des unités qui les composent. Quatre des treize divisions font partie de l'armée régulière, c'est-à-dire de volontaires pour un service long. La 4e division d'infanterie représente un bon échantillon : ses douze bataillons d'infanterie sont des unités expérimentées, deux d'Irlandais, un d'Ecossais, cinq des Midlands ou du Nord, deux de l'ouest de l'Angleterre, un de l'est, et un de Londoniens ; et, malgré un service ininterrompu depuis la bataille de Mons d'août 1914, la plupart des officiers et sous-officiers de l'armée d'avant guerre sont encore vivants. Les 7e et 8e divisions comportent moins de troupes régulières, avec chacune une brigade de type « Kitchener » créée après le début du conflit (trois brigades de quatre bataillons par division), mais l'esprit reste assez proche de celui des réguliers. C'est également le cas dans la 29e division, qui compte deux unités créées après le début de la guerre, le *Public School Battalion* et le *Newfoundland Regiment*, mais qui est pour le reste composée de soldats endurcis au combat, de ceux que l'Empire britannique déployait encore partout sur le globe en août 1914. Trois des divisions « Kitchener » disposent aussi de bataillons réguliers. Les 21e, 30e et 32e en comptent un dans chacune de leurs brigades ; le reste de leur infanterie, comme dans les 18e, 31e, 34e et 36e divisions, est de type « Kitchener » ou « Nouvelle Armée ». Quelle est donc la particularité de ces bataillons (quatre-vingt-dix-sept sur les cent quarante-trois voués à l'attaque) ?

Tout d'abord, ils sont constitués de volontaires. Certes, les bataillons de réguliers recrutent aussi des volontaires enrôlés, mais ce qui pousse un civil à en prendre pour « sept plus cinq » *en temps de paix*, c'est-à-dire sept ans d'active et cinq de réserve, est souvent la pauvreté. « Je t'enterrerais plutôt que de te voir partir sous les drapeaux », dit à son fils la mère de William Robertson, simple soldat devenu maréchal, en apprenant qu'il vient de s'engager. Voilà qui en dit long sur le sentiment que nourrit une respectable famille d'ouvriers sous l'ère victorienne quand l'un de ses fils part pour l'armée. On préfère le voir embrasser n'importe quelle autre profession. Devenir soldat signifie l'exil, la fréquentation de gens peu recommandables, un risque d'alcoolisme et la perte de toute chance de se marier. En résumé, cela compromet toutes les valeurs grâce auxquelles les pauvres de l'ère victorienne espèrent s'en sortir. C'est à la lumière de cela qu'il faut considérer comme extraordinaire l'enthousiasme avec lequel les jeunes Britanniques se sont enrôlés à l'automne 1914, à raison de deux millions de volontaires pour une période d'un peu moins de six mois.

Parmi les cent premiers mille – pour des raisons administratives, les séries de volontaires sont divisées ainsi –, nombre de nouvelles recrues sont sans travail. A l'été 1914, le bâtiment connaît une crise sévère. Certains de ces hommes sont peut-être séduits par l'idéal militaire, mais d'autres tirent probablement prétexte du péril national pour dissimuler leur déroute personnelle dans les rangs de l'armée. Pourtant, dès le début, de nombreux soldats quittent un travail bien payé et stable pour s'engager, en tel nombre que l'armée n'a bientôt plus la capacité de les habiller, de les armer et de les former. Kitchener, nommé à la hâte ministre la Guerre, a d'abord demandé le recrutement de cent mille hommes, qui doivent grossir les rangs de l'armée régulière. Au printemps 1915, il se retrouve avec six fois cet effectif additionnel, qu'il répartit en cinq « nouvelles armées » de six divisions chacune. Les deux premières centaines de milliers d'hommes fournissent deux séries de six divisions, correspondant dans une large mesure aux divisions géographiques de la Grande-Bretagne. La 9^{e} et la 15^{e} sont appelées écossaises, la 10^{e} et la 16^{e} irlandaises, la 11^{e} et la 17^{e} du Nord, la 12^{e} et la 18^{e} de l'Est, la 13^{e} et la 19^{e} de l'Ouest, et les 14^{e} et 20^{e} légères (formées de Londoniens et d'habitants du Sud réunis en bataillons d'infanterie légère). Mais ce débordement soudain de nouvelles recrues finit par balayer les structures mises en place par le ministère de la Guerre pour le canaliser. La démographie joue aussi son rôle, car la

population des îles Britanniques ne se divise pas si facilement en six. Les grandes réserves de personnel militaire se trouvent dans le Nord, dans les Midlands et à Londres, et cette prépondérance se retrouve dans les troisième et quatrième tranches de cent mille hommes et les suivantes. Ceux dont le recrutement date de cette période peuvent choisir le nom de leur unité, dans certains cas leurs officiers, et dans la plupart des cas leurs camarades. On appelle ces unités les *« Pals' Battalions »*, les « bataillons de copains ».

Aucune histoire de la Première Guerre mondiale n'est plus émouvante que celle des *Pals*. Elle traduit un mouvement de masse spontané et authentiquement populaire qui n'a aucun équivalent dans la communauté anglophone moderne et sans doute aucun non plus en dehors de son époque et de son lieu de naissance, une période de patriotisme intense, presque mystique, et d'élitisme irrationnel de la classe laborieuse d'une puissance impériale ; un lieu caractérisé par une vie urbaine bouillonnante et intense, riche de ses différences, mue par un fort sentiment d'appartenance à sa communauté – celle du lieu de travail, de l'usine, de la fabrique, des syndicats, des églises, des chapelles, des organisations charitables, des clubs, des *Boys Scouts*, des *Boys Brigades*, des écoles du dimanche, des équipes de cricket, de football, de rugby, etc., bref, de tous ces corps où le Britannique de l'ère édouardienne puise le sentiment de son identité et sa stabilité dans l'existence. Tout ce réseau d'associations constitue un vivier émotionnel favorable à la levée en masse des hommes du pays. Ceux qui sont chargés du recrutement, des bénévoles très actifs en cette période d'enthousiasme des débuts de la guerre, en jouent, sans toujours être conscients du pouvoir de ces structures. Le premier d'entre eux est le comte de Derby qui, dans son rôle de grand responsable militaire du Nord-Est commerçant, affirme, en août 1914, aux jeunes gens travaillant dans les bureaux des nombreuses sociétés commerciales de Liverpool que Kitchener lui a garanti que « tous ceux qui s'engageront ensemble serviront ensemble ». Les effectifs des premiers bataillons sont complets dès la première session de recrutement et, grâce au surplus, on en forme deux autres. Les employés de la compagnie maritime White Star forment une unité, ceux de la Cunard une autre, les gens du Comptoir du coton, des banques, des assurances, des grands magasins fournissent d'autres contingents, de sorte que, du vendredi 28 août au mardi 3 septembre 1914, une brigade de quatre bataillons d'infanterie (quatre mille jeunes hommes)

est formée. Ils se donnent eux-mêmes les noms de 1er, 2e, 3e et 4e bataillons de Liverpool. Plus tard le ministère de la Guerre leur attribue ceux, plus réglementaires, de 17e à 20e bataillons du *King's Regiment (Liverpool)*, en conformité avec les appellations d'avant guerre. Ils forment la 89e brigade de la 30e division. Mais ils continuent de se considérer comme les *Liverpool's Pals*, les gars de Liverpool.

Le système des *Pals* excite tout autant l'imagination de villes plus petites et obscures que celle de Liverpool. Accrington, la petite ville cotonnière de l'est du Lancashire, et Grimsby, le port de pêche du Nord, ont rapidement leurs *Pals*, comme Llandudno et Blaenaw Festiniog, stations balnéaires du pays de Galles. De même pour les quartiers pauvres de Londres : Shoreditch, Islington, West Ham, Bermondsey. Camberwell, Wearside, Burnley, Lee Green et Lutham St. Anne fournissent des brigades d'artilleurs. Tottenham, Cambridge, Barnsley, Ripon fournissent des contingents du génie, et l'on voit fleurir des sous-appellations du style « Chemins de fer Nord-Est », « 1er des Footballeurs », « Gars de l'Eglise », « 1er des Travaux publics », « Empire », « Arts et Métiers », « Forestiers de Dean », « Employés de banque », « Ligue de l'Empire britannique » ou « Mineurs ».

Les mineurs anglais, qui sont un million deux cent mille en 1914, soit six pour cent de la population active, et dont les lieux de travail sont concentrés presque exclusivement dans les West Midlands, les Galles du Sud, le Nord-Est et les Lowlands d'Ecosse, fournissent un nombre de recrues disproportionné par rapport au reste des hommes et des unités. Ils sont souvent si petits en taille que dans un premier temps on les juge inaptes au service ; mais par la suite on les incorpore dans des unités dites « Bantam », où leur robustesse est appréciée, et dans lesquelles on autorise leur recrutement à partir de 1,55 mètre. Le spectacle de ces soldats minuscules en uniforme excite la fibre patriotique de bon nombre de journalistes déjà passés maîtres dans le bourrage de crâne antiallemand. Certaines recrues, qui n'ont rien de commun avec les mineurs excepté leur petite taille, se révèlent inaptes au combat, et leurs unités de même. Mais ce sont des exceptions. En capacités physiques, en subordination, en motivation, en abnégation, les soldats des armées Kitchener, les « citoyens-soldats », comme on disait alors, pour une fois à juste titre, sont insurpassables à bien des égards. Ils ne sont égalés que par les magnifiques

volontaires blancs des *Dominions* et ceux de l'*Ersatz Corps* allemand, composé de lycéens et d'étudiants, décimés au *Kindermord* (le « massacre des Innocents ») à Ypres en octobre et novembre 1914.

Le *Kindermord* représente une mise en garde à l'adresse des soldats de l'armée Kitchener. En 1914, l'*Ersatz Corps*, pourtant très supérieur en nombre au BEF embryonnaire, est balayé par la supériorité technique de soldats bien entraînés. Les bataillons Kitchener n'ont – et n'auront pendant de longs mois – aucune formation militaire. L'appellation de bataillon, qui suppose tout de même un minimum d'organisation militaire, est usurpée. Certains de ces « bataillons » découvrent la vie militaire quand un train décharge un millier de leurs recrues sur le quai d'une gare rurale face à l'officier chargé de les commander. Peu parmi eux, après ceux des deux premières « tranches » de cent mille, possèdent plus de trois officiers et trois sous-officiers de l'armée régulière, ces derniers très souvent choisis parmi les éléments les plus médiocres – cavaliers des régiments de l'armée des Indes à la retraite, colonels de milice, pensionnés pour invalidité. Parfois le choix est plus relevé (mais il est forcément limité par la nécessité où l'on se trouve alors de faire servir les officiers aptes et opérationnels sur le territoire français). Le plus intelligent de ces officiers de fortune prescrit après quelques instants aux recrues de se retirer pour élire leurs propres sous-officiers, ou bien il se met en quête de ceux qui ont déjà une expérience du commandement. En dépit de l'état d'esprit résolument égalitaire qui prévaut au sein des armées Kitchener, on n'a pas trop de mal à éveiller des vocations, souvent parmi celles qui se sont déjà manifestées et n'aspirent qu'à être confirmées.

Si cette méthode permet de dégager des sous-officiers, elle ne permet pas de doter les nouvelles armées d'officiers. Le ministère de la Guerre refuse d'attribuer les promotions à moins que les aspirants n'aient donné la preuve de leurs capacités. Bien que le pouvoir de définir la capacité du candidat appartienne aux officiers recruteurs, la notion qu'ils ont de cette fameuse compétence coïncide avec celle du ministère. Les officiers doivent être des *gentlemen*. Mais, de même que les divisions de la population active ne coïncident pas exactement avec l'organisation régimentaire de l'armée britannique, la géographie sociale ne coïncide pas non plus avec la géographie humaine à travers le pays. La Grande-Bretagne de 1914 est aussi divisée en deux qu'elle l'était soixante-dix ans plus tôt. Ainsi, à travers le Nord industriel, les Midlands de l'Ouest, les Galles du Sud et les

Lowlands d'Ecosse, existent des couches de population productives et populaires desquelles aucune élite professionnelle (donc aucun officier) ne peut se dégager. Les jeunes gens qui ont les qualifications nécessaires – un certificat A ou B attribué par un officier formateur est généralement exigé, mais la fréquentation d'une école publique, dont celles qui offrent une formation militaire, est aussi acceptée[3] – proviennent pour la plupart du Sud et de l'Ouest, et sont issus d'une demi-douzaine de grandes villes. Ainsi on assiste, durant les deux premières années du conflit, à l'une des plus curieuses confrontations sociales de l'histoire anglaise. Dans ses conséquences à long terme, c'est aussi l'une des plus fertiles. Il s'agit dans la plupart des cas de la rencontre de deux mondes éloignés. Parfois de la rencontre de quasi-étrangers. John Masters, qui raconte les circonstances de son recrutement au sein du 4e Gurkhas de l'antique armée des Indes dans les années 1930, a merveilleusement résumé l'incompréhension mutuelle, pleine d'humour mais totale, qui peut exister entre une unité et son officier fraîchement débarqué d'Angleterre. Quelque chose d'assez semblable se déroule dans les armées Kitchener durant l'hiver 1914, quand des jeunes gens bien élevés en provenance des villes de l'ouest ou du sud de l'Angleterre se retrouvent face à quarante gueules noires de Durham, à des métallos du Yorkshire, à des riveteurs de la Clyde et, d'un côté comme de l'autre, on a même peine à user d'un vocabulaire commun. Seul le désir réel de former, d'encourager, d'être accepté chez les uns, et celui d'apprendre et d'obéir chez les autres permettent une mutuelle découverte. Dans le processus, qui inclut la découverte de la vie militaire elle-même, un bon nombre d'officiers sans formation finissent par se prendre d'amitié pour ces malheureux, amitié qui va provoquer une transformation profonde des rapports entre la classe moyenne et les pauvres, transformation qui a été le fait social le plus important de l'histoire britannique au XXe siècle[4]. Nombre de Tommies des armées Kitchener doivent percevoir dans l'attitude de leurs officiers une authenticité qui permet la réalisation de ce processus. Siegfried Sassoon raconte comment sa vie se trouva bouleversée par l'expression de confiance totale et de dévouement qu'il lit sur la figure de ses soldats quand ils le dévisagent pendant qu'il inspecte leurs pieds après une longue marche.

L'examen des pieds représente un rituel dans l'armée régulière auquel les officiers des armées Kitchener ont été initiés très tôt, sans doute parce qu'il s'agissait d'une chose à laquelle leurs subalternes, issus de la vie

civile, n'étaient pas du tout habitués. A cette époque de guerre non motorisée, la mobilité d'une armée dépend de l'endurance des soldats à la marche, et des ampoules aux pieds peuvent clouer un bataillon sur place. De surcroît, la marche à pied est, pendant les premiers mois de leur existence militaire, la seule forme d'entraînement à laquelle les hommes des armées Kitchener sont soumis de manière régulière. Pendant plusieurs mois on manque de fusils, et même d'uniformes, ainsi les *Pals Battalions* ont-ils beaucoup de mal à se comporter comme des soldats. C'est seulement à force de marcher au pas, interminablement, que ces milliers de civils, encore vêtus de leur tweed, un peu plus tard en uniformes de facteurs des Postes – en raison d'un surplus de production en 1915 –, rappellent aux passants qu'ils sont voués au Grand Sacrifice. Parfois ils s'en souviennent ainsi eux-mêmes. Nombre de divisions ne reçoivent assez de fusils pour équiper chaque homme qu'au moment de partir en France, à l'automne 1915, et l'équipement des artilleurs arrive encore plus lentement. Au moins trois divisions qui devaient attaquer le 1er juillet 1916 se retrouvent sur le front de l'Ouest avec un degré d'entraînement que l'on peut considérer comme insuffisant. Les 30e, 32e et 34e (toutes issues de la quatrième tranche de cent mille, la K4 en jargon de l'époque) ont été constituées en décembre 1914. Elles ont reçu le quota minimum d'officiers et de sous-officiers. Leur complément d'armement n'est arrivé qu'à l'automne 1915 et en janvier 1916. La tragédie qui attend ces troupes d'innocents en uniforme est encore plus redoutable du fait de leur recrutement territorial étroit. Ce qui représente à leurs yeux une consolation, le fait d'être tous issus du même voisinage, constitue en fait la menace d'une catastrophe. Le cas de la 30e, par exemple, avec ses trois brigades de Manchester et Liverpool, est déjà grave, mais celui de la 34e l'est encore plus : elle est non seulement formée des *Tyneside Irish* et *Tyneside Scottish Brigades* (huit mille jeunes hommes tous originaires de la zone de Newcastle-on-Tyne), mais aussi d'un bataillon de pionniers, le 18e fusiliers du Northumberland, recruté, par l'intermédiaire de la chambre de commerce de Newcastle et Gateshead, parmi les employés des magasins de la ville : quand on imagine ces gens sous les drapeaux, on comprend ce que le recrutement des *Pals* a de poignant.

On pourrait déduire de tout cela que la composition de la 36e division – dont il n'a pas encore été question – est tout aussi problématique ; il s'agit

pourtant de la formation la plus solide de toutes les armées Kitchener. Son infanterie provient en totalité de l'Ulster, dont la division a pris le nom. Elle témoigne de la combativité et de la tradition militaire des protestants qui la composent exclusivement. Bien que les neuf comtés de l'Ulster soient à moitié catholiques, il n'y a pas de catholiques dans la 36e. L'unité dont elle est issue – les volontaires de l'Ulster – a été constituée bien avant le début des hostilités comme une arme de la communauté protestante contre la *Home Rule* accordée à l'Irlande (que les protestants ont baptisée *« Rome Rule »*, la « Domination du Vatican ») ; et le fait que ce corps surentraîné soit proposé au gouvernement britannique est accueilli avec soulagement en 1914, à une époque où l'on se demande si le royaume n'est pas menacé de guerre civile en Irlande en même temps que d'une guerre à l'étranger.

Pour compléter la composition de l'armée qui doit attaquer sur la Somme on fait appel à des formations dont la constitution date également d'avant 1914, bien antérieurement à celle des volontaires de l'Ulster, comme les divisions territoriales (46e *North Midland*, 48e *South Midland*, 49e *West Riding*, 56e Londres) nées de la passion victorienne pour les milices de soldats amateurs, de la peur de voir les forces navales du Second Empire français menacer les blanches falaises de Douvres et du plaisir bourgeois de se pavaner en uniforme et de s'octroyer des grades militaires. Ces volontaires (à qui ceux de l'Ulster plus tard empruntent la même appellation) finissent par faire partie du paysage social victorien même s'ils paraissent un peu dérisoires. Les gens honorables les tolèrent mieux que l'armée régulière, parce qu'ils en prônent les vertus sans en partager les vices. Mais on les trouve un peu ridicules, parce que leurs prétentions dépassent leurs capacités. Pourtant quelques bataillons territoriaux, particulièrement ceux qui viennent de Londres, finissent par devenir de très bonne qualité, parce qu'ils recrutent des jeunes gens bien éduqués qui ne manquent pas d'entraînement sportif. Dans un livre de Conan Doyle, Sherlock Holmes définit l'un de ses personnages, un commis d'agent de change, comme « représentatif de cette sorte de jeunes gens que l'on trouve dans nos meilleurs régiments de volontaires londoniens ». Il évoque sans doute la *London Rifle Brigade* encore appelée *Queen Victoria's Rifle*, versée en 1916 dans la 56e division qui va combattre à Gommecourt. Et, après la réorganisation de 1908, même les unités de volontaires les plus frustes sont parvenues à un niveau d'entraînement comparable à celui des réguliers. A cette date, ils changent leur appellation de volontaires en celle de

territoriaux, perdent leur numéro de bataillon et apparaissent dans la liste des régiments réguliers. Par conséquent, la liste des régiments composant la 46e (*North Midland*) division sonne comme une liste d'unités de l'armée régulière : on y trouve les 5e et 6e bataillons du régiment *South Staffordshire*, les 5e et 6e *North Staffordshire*, les 4e et 5e *Lincoln*, les 4e et 5e *Leicester*, les 5e, 6e, 7e et 8e des Forestiers de Sherwood (*Nottinghamshire* et *Derbyshire Regiments*). Mais, en termes de composition, chacun de ces bataillons est le reflet de l'incorporation de soldats à mi-temps, recrutés dans les Midlands en milieu rural ou industriel : Walsall, Wolverhampton, Burton, Hanley, Leicester, Loughborough, Lincoln, Grimsby, Newark, Nottingham, Derby, Chesterfield. Leur ancrage territorial est encore plus fort, nombre d'entre eux étant composés de compagnies issues d'un même quartier de banlieue, où la salle de gymnastique fait autant partie du paysage que la chapelle puritaine ou anabaptiste, et est souvent gérée avec les mêmes moyens dérisoires. Certains sont composés de soldats recrutés dans un seul village. On retrouve cela dans l'artillerie, le génie, l'intendance de la division. La 46e a ses batteries à Louth, Boston (Lincolnshire), Stoke-on-Trent (pays d'Arnold Bennett), West Bromwich, la banlieue maussade de Birmingham, et Leek. Les compagnies du génie sont basées à Smethwick, autre banlieue sinistre de Birmingham, et à Cannock, petite ville rurale en bordure de la campagne magnifique de la Chase mais entourée de mines de charbon.

D'une façon plus diffuse et plus traditionnelle que dans les unités de l'armée Kitchener, les forces territoriales correspondent d'assez près à la division géographique des lieux de recrutement. A l'été 1916, le BEF des origines est frappé par un taux de mortalité ou d'invalidité important. A la suite du laminage du corps expéditionnaire des réguliers en 1914, ce sont les territoriaux qui, en arrivant en France au début de 1915, ont tenu les lignes en attendant les armées Kitchener. Au printemps de 1916, un bataillon régulier comme le 2e *Royal Welch Fusiliers* (extraordinaire bataillon de poètes, qui réunissait Siegfried Sassoon et Robert Graves) ne compte plus que deux cent cinquante hommes parmi ceux qui étaient arrivés en France dix-huit mois plus tôt, soit une perte d'environ dix hommes par semaine. Les territoriaux, bien qu'exposés moins longtemps, ont subi des pertes équivalentes avec des effectifs de départ plus faibles. En outre, ils doivent détacher certains de leurs hommes vers l'arrière comme

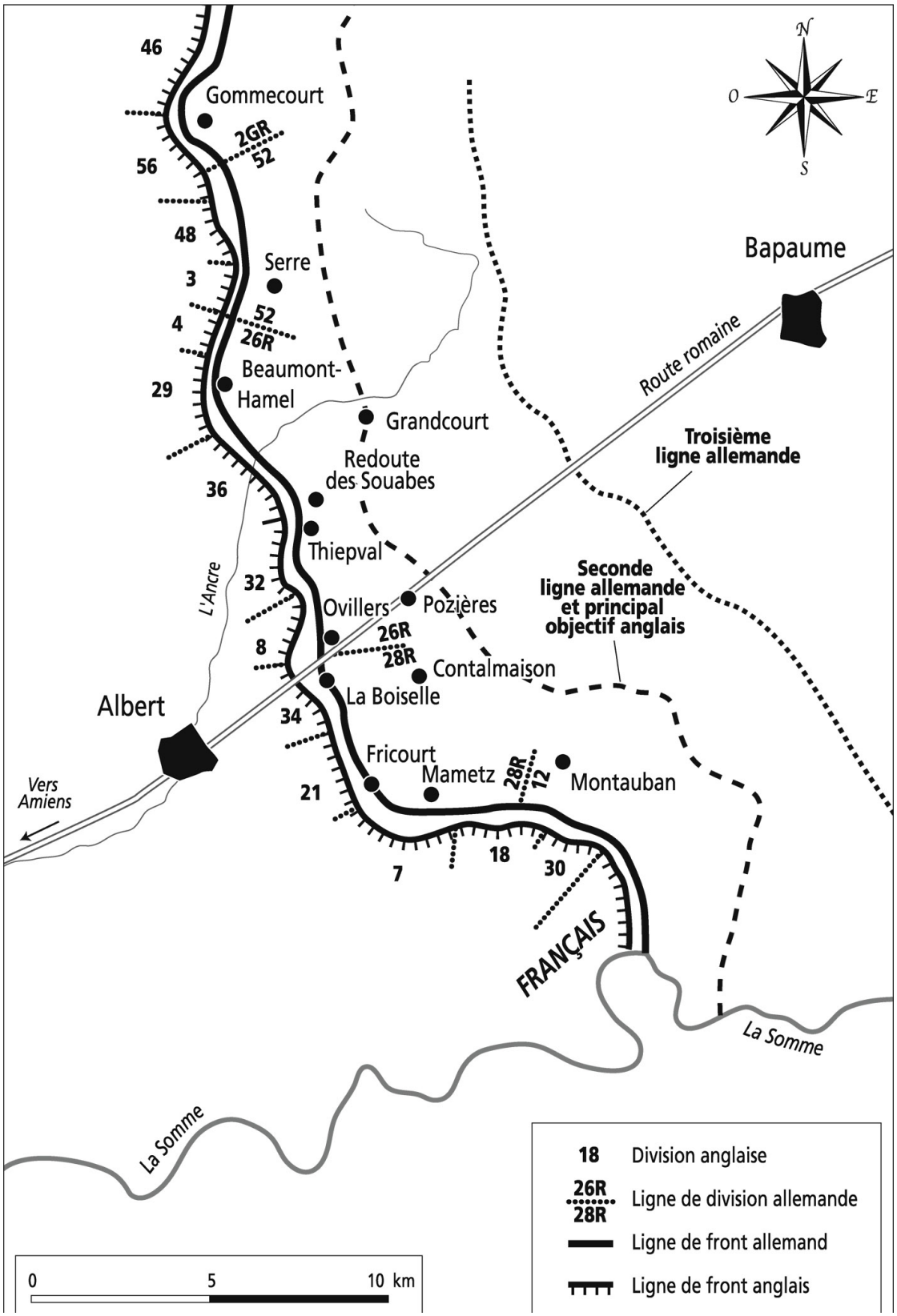
cadres pour la formation de ceux qui vont monter en ligne. Pratiquement aucun des bataillons destinés à l'attaque du 1er juillet ne compte plus d'un quart d'hommes ou d'officiers ayant commencé à servir avant la guerre. Certains bataillons réguliers, en puisant parmi les réservistes, sont presque entièrement composés de soldats de métier. Mais, pour les autres, il n'y a guère de différence, en termes d'expérience militaire, entre les premiers recrutés et les derniers arrivés.

La tactique

Au quartier général de la 4e armée, on est conscient de ce manque d'expérience et l'état-major a donc conçu un plan d'une extrême simplicité pour l'infanterie. Les onze divisions de première ligne de la 4e armée, dont six n'ont jamais combattu, doivent, dès la fin de la phase de préparation de l'artillerie et sous le couvert du barrage roulant, sortir hors de leur tranchée sur un front de vingt kilomètres et avancer sur une profondeur de deux kilomètres. Au centre du front, une progression un peu moindre leur assurera le contrôle des deuxièmes lignes de tranchées allemandes : dans le secteur nord, il faudra progresser sur environ trois kilomètres pour parvenir au même résultat, au sud, la position allemande visée est considérée comme trop lointaine pour pouvoir être atteinte en une seule journée et on révise l'objectif en conséquence. Non loin des Britanniques, sur le front Sud, se trouvent des troupes françaises, que les ponctions incessantes d'effectifs pour Verdun ont réduites à treize divisions le 1er juillet. Elles doivent attaquer sur les deux rives de la Somme, soutenues par un tir nourri d'artillerie. La tactique française a été perfectionnée au cours des deux années précédentes. Elle consiste à monter à l'assaut par petits groupes et par vagues, le tir des uns soutenant le mouvement des autres, une tactique qui va devenir la règle au cours de la Seconde Guerre mondiale. Cette nouvelle combinaison du feu et du mouvement est connue des Britanniques, mais leur état-major considère qu'elle est trop difficile à assimiler pour les divisions Kitchener. Peut-être a-t-il raison. Mais les ordres qu'on leur donne à la place sont trop simplifiés : les divisions doivent attaquer sur un kilomètre et demi de front, deux brigades montant à l'assaut pendant que l'une reste en réserve. Cela signifie sur le terrain que deux bataillons d'un millier d'hommes, formant la vague d'assaut de la brigade, doivent se hisser hors de leurs tranchées par les échelles qui s'y trouvaient adossées pour

franchir le parapet, disposer leurs soldats sur quatre lignes, une compagnie par ligne, les hommes écartés les uns des autres de deux ou trois mètres, les lignes de cinquante à cent mètres. Après quoi, on avance vers les fils de fer barbelés allemands. On espère les trouver en mauvais état, sinon détruits, et l'étape suivante consiste à les traverser pour fondre sur les tranchées allemandes. Là, on liquide à coups de fusil, de grenade ou de baïonnette quiconque résiste, puis on s'installe. Après quoi les vagues de la réserve prennent le relais, traversent le *no man's land* et s'emparent de la deuxième ligne allemande par une méthode identique.

LA SOMME : 1er juillet 1916



La manœuvre doit être accomplie avec calme et résolution, les hommes portant trente kilos d'équipement, le réapprovisionnement en munitions et en nourriture ne pouvant être garanti durant la bataille. Dans ces circonstances, on comprend que le sort de la bataille dépend entièrement de ce que l'artillerie peut faire pour l'infanterie, avant et pendant l'assaut.

Le bombardement

Le plan de tir de l'artillerie est aussi complexe que celui des fantassins est simple. L'artillerie de l'époque compte une grande variété d'armes qui tirent différents types de munitions : l'artillerie de campagne, la plus variée, compte des canons dits de 18 livres (*18 pounders*) et des obusiers de 140 mm qui tirent des shrapnells, des obus explosifs ou (plus rarement) des obus à gaz jusqu'à six kilomètres. L'artillerie moyenne est composée de *60 pounders* (127 mm), et de pièces de 120 mm et 152 mm qui tirent des obus explosifs jusqu'à dix kilomètres. On compte également toute une variété d'obusiers de 152 mm, 233 mm, 305 mm et 381 mm envoyant des obus de 50 à 700 kilos suivant une trajectoire parabolique, avec une portée de cinq à onze kilomètres. En outre, les brigades d'infanterie ont leurs propres mortiers de tranchées, de simples tubes qui envoient des bombes de 50 mm, 77 mm et 125 mm selon une trajectoire courbe destinée à franchir le *no man's land* d'une tranchée à une autre.

Portée, poids des obus et trajectoire déterminent les tâches attribuées à chacune de ces armes. Les mortiers de tranchées, avec leur portée courte et un faible potentiel de pénétration, visent les objectifs de surface, les tranchées ennemies, qu'ils ont pour mission de faire s'effondrer, et les fils de fer barbelés, qu'ils doivent cisailler. La destruction des fils de fer barbelés est en fait la mission essentielle de l'artillerie. Si le réseau barbelé des Allemands reste intact au matin du jour Z (c'est ainsi qu'on appelait celui de l'offensive) l'infanterie ne pourra pas s'extraire du *no man's land*, car ces ceintures défensives sont très épaisses. C'est pourquoi les canons de 18 livres de l'artillerie de campagne divisionnaire sont employés presque exclusivement au balayage de ces lignes. Mais les obus de l'époque, pourvus d'un détonateur lent, ont tendance à exploser dans le sol, et non à la surface, ce qui ne leur permet pas de couper les fils. Certaines de ces

pièces sont utilisées pour des tirs de contre-batterie – c'est-à-dire contre les positions estimées des batteries d'en face, afin de les réduire au silence avant qu'elles ne puissent ouvrir le feu sur l'infanterie britannique qui enjambe le parapet de ses tranchées et se déploie dans le *no man's land*. Les rares obus à gaz sont réservés à un tir de contre-batterie de dernière minute. Les artilleurs britanniques savaient combien il serait difficile à leurs homologues allemands de servir leurs propres batteries en portant des masques à gaz.

Les obusiers et les calibres les plus lourds ont une mission de destruction matérielle – boyaux, routes d'approche, voies de desserte ferroviaire, tout ce qui peut faciliter le mouvement des hommes et du matériel vers les tranchées doit être pilonné, surtout les points d'appui et les emplacements de mitrailleuses. Il en existe de plusieurs sortes. En certains endroits, quand les positions allemandes coïncident avec l'emplacement d'un ancien village, les défenses sont sensiblement plus fortes qu'en rase campagne. Si les Allemands ont, à intervalles réguliers, creusé des abris à dix mètres de profondeur le long de leurs lignes, se protégeant ainsi contre un impact direct d'obus de quelque calibre qu'il soit et s'assurant que leurs hommes sont en mesure de survivre à un pilonnage anglais prolongé, ils ne peuvent donner à ces réseaux en rase campagne la complexité de ceux installés dans des zones habitées. En certains endroits, comme le saillant dit de Leipzig, entre les ruines des villages de Thiepval et Pozières, des attaques et contre-attaques sporadiques ont laissé un réseau de tranchées aussi complexe que n'importe quelle ruine. Ailleurs, comme à la redoute des Souabes, les Allemands ont trouvé que le site valait la peine d'y creuser un réseau de tranchées très fortifié. Mais les villages eux-mêmes sont les points forts du dispositif allemand ; et, pour défendre ces points d'appui, l'élément le plus important est le déploiement de mitrailleuses. C'est précisément à leur destruction, à l'ensevelissement de leurs servants que doit travailler l'artillerie lourde anglaise pendant les six jours de « préparation ».

J. F. C. Fuller, qui fait partie de ces théoriciens militaires *enragés* que la Grande Guerre a engendrés, devait définir la mitrailleuse comme un « concentré d'infanterie ». L'invention de cette arme permet en effet à un seul homme d'en remplacer quarante en termes de puissance de feu. Si l'on considère qu'un bon tireur ne peut pas tirer plus de quinze coups par minute et qu'une arme de ce type peut en tirer six cents, on comprend ce qu'il veut

dire. Mais Fuller aurait sans doute convenu qu'une mitrailleuse et ses servants ne représentent pas simplement l'équivalent comprimé de nombreux fantassins. Les fantassins, même bien entraînés et bien armés, même résolus, même déterminés à tuer, n'en restent pas moins des agents de destruction désordonnés. A moins qu'une direction centrale ne se manifeste, ils choisissent – parfois mal – leurs cibles et leur moment pour faire feu, ils perdent momentanément leur cible quand l'ennemi réplique, ils sont distraits par les blessures autour d'eux, ils se laissent gagner par la peur ou l'excitation, ils tirent trop haut, trop bas, trop loin, etc. C'est pour lutter contre des impondérables de ce genre, sans parler des risques d'accidents dans les rangs trop serrés, que les armées des XVII^{e} et XVIII^{e} siècles ont développé pour le tir la technique du carré, de la ligne et de la colonne. Aussi, les régiments d'infanterie du début du XIX^{e} siècle (Waterloo) sont sans doute bien plus dangereux à approcher qu'un régiment de la fin du XIX^{e} siècle, comme un de ceux de la guerre des Boers. Si ce dernier dispose de meilleures armes que le premier, et qui tirent à bien plus longue portée, ces avantages techniques sont, sinon balayés, du moins amoindris par la dispersion des soldats qu'imposait l'amélioration des armes à feu. Dispersion signifie manque de contrôle, ce qui veut dire efficacité médiocre du feu et explique la satisfaction avec laquelle est accueillie l'invention de Maxim, qui fabrique la première mitrailleuse opérationnelle. Le commandant de régiment retrouve avec elle le moyen d'infliger des dommages multiples et simultanés au cri d'un seul ordre. Mais il s'agit de bien plus que d'une simple réappropriation de prérogatives anciennes. Les mitrailleuses sont des machines d'un type perfectionné, une sorte d'équivalent des machines-outils de haute précision, ou des presses de l'industrie. Comme les machines-outils, il faut les installer, pour qu'elles puissent opérer dans des conditions optimales ; sur la mitrailleuse Maxim, dont bon nombre d'armées de la Grande Guerre sont dotées, l'effet est obtenu par l'ajustement du tube sur la plateforme de tir afin d'en modifier la hausse et par le resserrage ou le desserrage d'un pas de vis transversal. Après quoi, selon le principe de la presse mécanique, sur un simple mouvement imprimé à la queue de détente, l'engin se met à fonctionner tout seul et ne requiert que très peu d'attention humaine, générant sa propre énergie et n'ayant besoin, pour fonctionner efficacement, que d'un approvisionnement constant en munitions et d'une petite routine de maintenance. Il faut donc considérer le servant de la Maxim comme une

sorte d'automate dont le seul rôle est d'insérer les bandes de munitions, ce qu'il peut faire pendant que la mitrailleuse est en action. En plus de cela, il alimente régulièrement en eau le réservoir de refroidissement de l'arme et déplace sa machine de gauche à droite, et inversement, dans les limites de la plateforme. Ce mouvement de va-et-vient est pratiqué dans l'armée britannique grâce à une technique éprouvée : le servant bien entraîné apprend à taper de la paume de la main le côté de la culasse de manière qu'elle vienne frapper sur la butée en lui imprimant un mouvement latéral de cinq centimètres. Une succession de martèlements d'un côté de la culasse jusqu'à atteindre la butée, puis de l'autre, permet de délivrer un rideau de projectiles si dense que personne ne peut le traverser sans être touché, à condition, bien entendu, que le servant tire bas et que le terrain soit dépourvu d'obstacle. La mitrailleuse ne *discipline* donc pas l'acte de tuer – ce que les formations d'infanterie du XVIII^{e} siècle avaient fait –, elle le *mécanise*, elle l'*industrialise*.

Ce caractère automatique et impitoyable des mitrailleuses explique pourquoi les postes où elles opèrent figurent en tête des objectifs de l'artillerie lourde entre le 25 et le 30 juin. Malheureusement pour l'infanterie britannique, les obusiers lourds de 1916 sont bien moins proches de la perfection technique que les mitrailleuses. Les qualités que l'on attend de la mitrailleuse, indépendamment de l'efficacité, sont la portabilité, la facilité de dissimulation et la compacité. La Maxim remplit correctement la première condition, les deux autres très bien. Les qualités que l'on attend des obusiers lourds sont la précision du tir et l'efficacité de l'impact. Or, ni le 152 mm ni le 203 mm ni même le 230 mm ne présentent ces caractéristiques (inutile de mentionner les autres pièces plus lourdes, elles sont trop peu nombreuses). Leur imprécision (les obus frappent dans un rayon de vingt-cinq mètres autour du point d'impact visé) et leur pouvoir de destruction à l'impact les rendent inefficaces pour provoquer l'effondrement des abris profonds, dits « de mineurs » (selon la terminologie britannique, parce qu'ils étaient creusés jusqu'à dix mètres sous la surface, selon des techniques dérivées de la mine). Au fond de ces abris se terrent les servants des mitrailleuses et leurs machines. Les Britanniques sont donc incapables de détruire le noyau des points d'appui allemands. Le seul résultat qu'ils peuvent espérer est de piéger les défenseurs et leurs mitrailleuses dans les abris en bouchant l'accès avec des débris de la tranchée ; mais, pour repérer ces entrées et les frapper

autrement que par un coup de chance, il faut posséder des clichés photographiques de bien meilleure qualité que les photos aériennes que fournissent les équipages du *Royal Flying Corps* ou effectuer des raids, souvent coûteux en vies humaines, à travers le *no man's land* pour repérer précisément ces entrées.

Dès lors, si l'on considère les préliminaires de l'attaque du 1er juillet comme une lutte de technologies entre le pouvoir manifeste des obusiers lourds britanniques et celui plus latent des mitrailleuses allemandes, il est clair que les Britanniques ne partent pas vainqueurs. Et c'est un désavantage qu'ils ne parviennent pas à renverser, malgré des destructions spectaculaires provoquées chez l'ennemi. Le bombardement commence le 24 juin. Il est censé durer cinq jours, mais on repousse le jour de l'offensive pour qu'il en dure sept. Pendant cette période, environ un million et demi d'obus sont tirés – cent trente-huit mille le 24 juin, trois cent soixante quinze le 30. La munition de loin la plus tirée – plus d'un million – est un obus à shrapnell en provenance des canons de 18 livres. Les obusiers de 152 mm tirent quatre-vingt mille projectiles, les 203 mm et les 230 mm, cinquante mille respectivement. Ces chiffres sont impressionnants. Pour les atteindre, les servants d'artillerie doivent travailler dur afin de déplacer les munitions et réaligner leurs pièces (l'obusier de 203 mm pèse neuf tonnes). Cette tâche épuisante se prolonge tard dans la nuit. De l'autre côté, les chocs, le vacarme et les destructions sont extrêmement difficiles à supporter. Les Allemands dans les tranchées d'en face croient d'abord que ce bombardement annonce une attaque imminente et se tapissent en armes au fond de leurs tanières. Puis, comme le pilonnage continue, prenant tantôt de l'ampleur et tantôt s'apaisant, ils comprennent qu'il s'agit d'un bombardement de longue durée et s'enterrent pour le supporter au mieux.

Voyons le témoignage du capitaine G. C. Wynne dans son livre *If Germany Attacks* (1940) :

> Le 25 juin… le feu des batteries britanniques se mit à croître. Les jours précédents les neuf dixièmes des munitions tirées étaient du shrapnell ou du petit calibre [le shrapnell n'est guère apprécié car, s'il peut tuer facilement les hommes, il laisse les tranchées intactes]. Désormais les gros calibres dominaient. Les obus fracassaient les tranchées, secouant le sol, effondrant les galeries. Parfois les deux bords d'une tranchée se refermaient littéralement. Des monceaux de terre déboulaient dans les galeries, obstruaient les entrées [lesquelles sont naturellement ouvertes à l'opposé des tranchées ennemies] et, le soir venu, certains secteurs des lignes allemandes étaient déjà méconnaissables, on eût dit des champs de cratères.

Puis les Britanniques commencent à mêler leurs tirs d'obus à des gaz envoyés par des projecteurs sommaires et qui profitent des vents dominants pour traverser le *no man's land* :

> Aux premières heures [du 26 juin] des nuages de chlore parvinrent jusqu'aux positions allemandes près de Fricourt et, plus lourds que l'air, ils remplirent toutes les cavités du sol. Les fumées épaisses se mirent à ramper comme des êtres vivants le long des marches qui menaient aux galeries, les remplirent de poison jusqu'à ce que les dispersants prennent le dessus… Durant l'après-midi des torpilles tirées par les mortiers placés sur la ligne de front britannique commencèrent à frapper. En tombant presque à la perpendiculaire depuis une hauteur importante, ces engins monstrueux se plantaient profondément dans le sol avant d'exploser. [L'auteur confond probablement les projectiles des mortiers et les obus des obusiers lourds qui, heureusement pour les Allemands, ne sont guère nombreux.] Des tonnes de terre et de gros blocs de craie étaient alors projetés en l'air, laissant des cratères d'environ quatre mètres de profondeur et d'un diamètre de cinq. Seules les galeries profondes et de construction solide pouvaient résister à pareil choc… Les Allemands, qui jusqu'alors avaient enduré cet enfer avec une relative indifférence, commencèrent à s'alarmer. Les nerfs en boule, ils restaient assis à écouter ce bruit diabolique, ils attendaient la rumeur de l'enfouissement de l'obus suivant, puis l'explosion fracassante. [Une expérience voisine, consistant à suivre la progression des obus de 420 mm des obusiers de siège Krupp, rend fous certains hommes qui tiennent les fortifications de Liège en août 1914.] L'onde de choc suffisait à éteindre les bougies et les lampes à acétylène dans les galeries les plus profondes. Les parois dansaient comme celles d'un navire et l'obscurité se trouvait envahie de fumée et de gaz… Les 27 et 28 juin ce fut la même chose… Le bombardement continua sans ordre apparent, une sorte de déchaînement d'obus presque sauvage, tantôt du tir par des batteries lourdes, tantôt des mortiers de tranchées, tantôt des torpilles aériennes ou des attaques au gaz, puis une nouvelle volée d'obus, enfin parfois une période de calme total.
>
> Le 30 juin fut une répétition des six jours précédents. Les défenses allemandes n'existaient plus en tant que telles… mais malgré l'ampleur des destructions de surface, les défenseurs protégés par les galeries les plus profondes, intactes (la majorité), avaient survécu. Pendant sept jours et sept nuits ils étaient restés assis sur leurs bancs de bois ou couchés sur leurs lits de fer dans un cloaque situé à sept ou dix mètres sous terre. Le vacarme et la nécessité de veiller leur avaient ôté le sommeil la plupart du temps, sans parler de la menace permanente de voir leur abri se transformer en tombeau. Impossible de se nourrir d'aliments cuits, ils eurent à survivre sur leurs conserves.

Mais ils sont vivants.

> A 6 h 30, toutefois, le 1er juillet, un bombardement d'une intensité inédite se manifesta tout le long de la ligne de front. D'abord le centre fut le plus touché, du côté de Thiepval et Beaumont, puis toute la ligne s'embrasa, du nord de l'Ancre au sud de la Somme… Pendant l'heure qui suivit, de véritables fontaines permanentes de terre, de rochers, de fumées et de débris agitèrent l'atmosphère… Les explosions géantes des obus les plus lourds trouaient parfois ce vacarme continu, les intervalles de ces coups plus puissants semblant battre la mesure. Tout était balayé dans les tranchées, à quelques exceptions près le téléphone était coupé avec les lignes arrière, malgré l'ensevelissement des lignes sous deux mètres de terre. Quand on jetait un œil par les périscopes installés

> dans les abris, on voyait un rassemblement de casques d'acier derrière les parapets britanniques… Les Allemands dans leurs galeries, la ceinture chargée de grenades à main, attendaient là-bas l'arme au poing que le bombardement passe des premières lignes aux défenses arrière. Il était d'une importance vitale de sortir des abris avant que l'infanterie britannique ne soit sur place.

La bataille va commencer. Et pour les Britanniques la première étape, décisive, consiste à enjamber le parapet et à se précipiter jusqu'à l'autre extrémité du *no man's land*, tandis que les Allemands s'extraient de leurs abris souterrains. Le premier arrivé sur le parapet allemand est sauvé. L'autre est mort, tué soit d'une grenade dans la tranchée où il se terre, soit en surface devant la tranchée. Tous les efforts des Britanniques sont orientés vers ce but : gagner la « course au parapet » – soit ne donner aucune chance à l'adversaire de se mesurer à eux. Mais, comme nous l'avons vu, le jour de l'attaque à l'heure H, la plupart des Allemands sont encore en vie. Comment les efforts britanniques, pourtant énormes, ont-ils pu mener à un résultat si médiocre ?

On peut en comprendre la raison essentielle en étudiant la partie active du pilonnage, c'est-à-dire celui qui s'est réellement abattu sur les lignes de défense allemandes. Le poids total des obus mis à disposition de l'artillerie britannique est de vingt et un mille tonnes, si l'on exclut les charges propulsives (qui explosent au moment du tir et propulsent l'obus). Cinquante mille artilleurs (pratiquement le nombre des soldats de Wellington à Waterloo) travaillent pendant sept jours pour charger ces obus dans leurs pièces et les tirer sur l'ennemi ou, pour être plus précis, sur une zone de vingt-cinq kilomètres de long pour deux de profondeur. Grossièrement, cela signifie donc qu'il tombe à peu près une tonne d'obus tous les deux mille cinq cents mètres carrés ; en nombre d'obus (environ un million et demi tirés), cela fait trente pour mille mètres carrés. Mais un million d'entre eux environ sont des shrapnells tirés par les *18 pounders* des artilleries de division, et leurs billes de métal qui se répandent dans toutes les directions quand ils explosent ne sont pas très dangereuses pour les réseaux souterrains. Quant à leur effet sur les fils de fer barbelés, il est à peine meilleur, alors qu'ils sont précisément employés en masse pour les cisailler. Si les dix-huit *pounders* tirent des shrapnells, c'est tout simplement parce que les usines de munitions britanniques ne sont pas encore à même de produire des obus explosifs en quantité suffisante. Et pourtant tous les membres du BEF, de l'officier de quartier général au

simple artilleur de base, ont conscience que seuls les obus explosifs lourds peuvent causer des dommages aux tranchées ennemies.

Si l'on excepte donc les shrapnells, il reste les obusiers et les canons lourds – environ cinq cent mille obus pour un poids total de douze mille tonnes. L'obus le plus léger et le plus utilisé est celui tiré par l'obusier de 4,5 pouces (114 mm), il pèse dix-huit kilos ; le plus lourd, celui tiré par les obusiers de 15 pouces (380 mm), pèse sept cents kilos, mais leur nombre est strictement limité, car il n'y a que six de ces monstrueux canons sur le champ de bataille. Pourtant, leur contribution au bombardement (environ mille cinq cents obus pour un millier de tonnes) est impressionnante, surtout si nous nous souvenons que Napoléon à Waterloo n'avait, en tout et pour tout, qu'une centaine de tonnes de projectiles. La comparaison entre l'effort d'artillerie des deux époques n'a toutefois guère de sens, dans la mesure où les artilleurs de Napoléon avaient une tâche plus simple : envoyer des boulets de canon à courte portée sur des formations denses de soldats, chaque coup au but provoquant des pertes ; les canonniers de Haig, eux, ne voient pas leur cible et ne peuvent s'assurer, même en cas de coup au but, de ses effets. Cela est grandement dû au fait que la partie explosive de l'obus est réduite. L'obus de sept cents kilos contient, à titre d'exemple, cent kilos d'explosif (de l'ammatol, un mélange de TNT et de nitrate d'ammonium) ; l'obus de dix-huit kilos des obusiers de 4,5 pouces n'en contient que deux kilos et demi. Les raisons de la disparité entre la charge et son contenu explosif sont de deux ordres : le choc provoqué par le tir de l'obus requiert que son enveloppe soit très solide, donc lourde, pour éviter qu'il n'explose dans le fût du canon avec des effets catastrophiques. L'objectif de tels obus, dans l'esprit de leurs concepteurs, est de produire un grand nombre d'éclats mortels résultant de leur explosion. Nombre d'obus sont par conséquent conçus pour exploser à l'impact, avec pour résultat les énormes geysers de terre soulevée et de fumée caractéristiques des scènes de bataille de la Première Guerre mondiale.

Sur les douze mille tonnes envoyées sur la zone allemande, seules neuf cents tonnes sont des obus explosifs. Et la plus grande part de cette faible portion d'explosif se dissipe dans les airs, projetant vers le ciel une masse de matériaux divers et d'éclats d'acier, nécessairement impressionnants pour l'observateur, mais dont l'onde de choc est rapidement atténuée par la masse de terre qui sépare l'impact des abris souterrains occupés par les garnisons allemandes. Chaque portion de dix mètres carrés ne reçoit

qu'environ cinq cents grammes d'explosifs, soit environ vingt tonnes par kilomètre carré. Vingt-huit ans plus tard, les forces aériennes alliées envoient, sur les positions allemandes de Normandie, quelque chose comme cinq cents tonnes de bombes pour la même surface, la plus grande part de ce tonnage étant composée de charges hautement explosives, lâchées par la simple ouverture d'une soute et qui, n'étant pas soumises à la pression initiale d'un tir, sont donc pourvues d'une enveloppe métallique fine et légère. Au milieu des années 1970, la doctrine tactique de l'OTAN aurait vu dans la Somme un objectif type pour une poignée de têtes nucléaires, chacune représentant plusieurs milliers d'équivalent TNT au kilomètre carré. Mais, même en ce cas, quelques-uns des défenseurs bien enterrés pourraient survivre, comme nombre de ces soldats allemands qui lors des opérations *Goodwood* et *Cobra*, en 1944, parviennent à maintenir leurs armements opérationnels et peuvent accueillir les chars anglo-américains qui émergent de la fumée produite par le bombardement.

On voit bien dès lors que le grand pilonnage sur la Somme, même brutal et bruyant, correspond imparfaitement aux objectifs que lui a fixés le commandement. Les obus tirés par les Britanniques sur les tranchées allemandes, tout comme ceux qui ricochent ou se brisent sur le blindage des navires allemands dans le Jutland un mois plus tôt, ne sont pas assez puissants et sont souvent défectueux. Mais il y a pire : si les servants britanniques des pièces de marine sont capables de voir et savent comment frapper leurs cibles, les artilleurs britanniques de la Somme, amateurs pour la plupart, tirent essentiellement au jugé sur les abris où se terrent leurs cibles, les servants des mitrailleuses, et n'ont souvent pas les compétences nécessaires pour faire tomber leurs obus où ils le souhaitent. Voilà qui explique, malgré un plan de tir très précis, cette impression de pilonnage désordonné, parfois sur l'objectif, parfois au-delà, parfois en deçà même des lignes de barbelés. La plupart des témoins en font état.

La fin des préparatifs

Les fantassins, heureusement, demeurent largement ignorants du peu d'effet du bombardement dont le vacarme résonne à leurs oreilles pendant sept jours et sept nuits. L'appréhension est forte au sein de la troupe. « C'était la première bataille de la division, écrit l'historien de la 18e, et la solennité de la circonstance n'épargnait personne. » Des exemples : le

deuxième classe Gilbert Hall, de la première des *Pals* de Barnsley (13e *York and Lancs*), ne se sent pas bien et se plaint d'une migraine durant le bombardement. Le capitaine E. C. T. Minet, officier mitrailleur du 11e *Royal Fusiliers*, raconte : « J'étais en sueur à l'heure H. Mais j'imagine que c'était d'excitation nerveuse. » Le soldat Frank Hawkings, des *Queen Victoria's Rifles*, rapporte que « depuis le 29 juin l'attente était très éprouvante et les hommes très agités ». Mais la longue préparation à la bataille à laquelle chacun des participants a été soumis a permis à tous de trouver un mode de gestion personnel de la peur. (Au passage on peut relever cette nouveauté dans l'art de la guerre : les batailles de l'ère industrielle imposent désormais une préparation complexe.) La plupart des hommes ont écrit à leurs familles, rédigé leurs dernières volontés, se sont serré la main. Nombre d'entre eux ont été à l'église. Chaque bataillon du BEF, à une époque et dans une nation où l'on allait à l'église, se doit d'avoir son aumônier. On a organisé des services religieux à l'arrière, pendant un jour ou deux. Le sous-lieutenant John Engall, du 16e de Londres, écrit : « La veille du jour le plus important de ma vie, j'ai communié avec des douzaines d'autres, parmi les promis à l'attaque du lendemain. Je n'ai jamais assisté à un service plus impressionnant. J'ai remis mon salut entre les mains de Dieu et suis parti combattre avec son nom sur les lèvres, plein de confiance en sa clémence. » Comme nombre d'officiers subalternes de la division de Londres, Engall va mourir devant Gommecourt. Sa piété si manifeste aurait tranché sur celle de la plupart des enseignes de l'armée de Wellington. Elle lui vient ici aussi naturellement que l'indifférence était de mise chez ses prédécesseurs. Cela ne veut pas dire qu'ils en auraient été surpris. Ce qui les aurait étonnés plutôt, c'est la participation à la communion (anglicane) des *dizaines* d'autres soldats qu'il mentionne. L'irréligiosité des soldats était en effet bien plus forte sous Wellington que chez les plus endurcis des hommes de troupe de 1914.

Dans les dernières heures, pour apaiser la peur, la moindre chose qui comble l'emploi du temps constitue une aide précieuse. Les bataillons d'attaque, qui se trouvaient auparavant en réserve, marchent vers les tranchées, d'abord par la route, puis à travers les boyaux qui sillonnent les derniers kilomètres. En progressant, les hommes accumulent les éléments de paquetage. Cela commence par deux cents cartouches et des rations pour deux jours, puis on leur donne des sacs à sable vides (pour fortifier les positions prises), un pieu pour fixer des barbelés (pour la même raison), des

grenades, des pelles, des fusées et parfois des paniers à pigeons – ces deux derniers éléments permettront aux officiers de communiquer avec l'arrière une fois qu'ils auront quitté les tranchées et leurs terminaux téléphoniques. Tout cela prend du temps. Les colonnes piétinent dans les tranchées en croisant le flot des bataillons relevés. Enfin arrivés sur leurs positions de départ, les hommes sont trop heureux de pouvoir enfin s'étendre sur une couverture, une vareuse, ou à même le sol de la tranchée, pour prendre un peu de repos.

La plupart d'entre eux s'éveillent tôt. Une pluie légère commence à remplacer la petite brume de l'aube. Par endroits, la brume stagne même après le bombardement du matin qui se déclenche à 6 h 25. Le lieutenant Chetwynd-Stapleton, qui se trouve alors en patrouille aérienne au-dessus du front, raconte que l'on voit une « mer de nuages, déchirée par endroits par le bombardement formidable qui avait lieu en bas. On aurait dit une couverture d'ouate, où l'on jetait des milliers de pierres ». Sur la partie la plus large du front, toutefois, le brouillard se dissipe rapidement, laissant place à un soleil éclatant. On voit seulement s'élever les petits panaches de fumée qui s'échappent des lignes britanniques où les hommes préparent leur petit déjeuner. Ordre a été donné d'approvisionner les hommes des vagues d'assaut en nourriture préparée à l'arrière et, dans les bataillons les mieux organisés, celle-ci arrive chaude et à l'heure. Le lieutenant-colonel Crozier, qui commande le 9e *Royal Irish Rifles* (le bataillon des quartiers ouest de Belfast de la force des Volontaires de l'Ulster), félicite ce jour-là son sergent cuisinier pour les pains grillés, le bacon, la confiture et le thé. On prépare aussi un mélange de thé froid et de citron destiné à remplir les gourdes des hommes qui vont traverser le *no man's land*. Les officiers se voient apporter de l'eau chaude pour se raser et arrangent leur uniforme, qui se démarque ostensiblement de celui des soldats – à moins qu'ils n'appartiennent à des bataillons où il n'est pas mal vu pour les officiers de revêtir l'uniforme en toile de serge porté par les Tommies. Le commandant Jack, à la tête d'une compagnie du 2e *Cameronian*, arbore pour l'occasion ses éperons d'argent. Son ordonnance, raconte-t-il, l'attend pour le « dernier coup de brosse ». Très peu portent leur épée (si aucun d'eux l'a jamais portée). Et, pourtant, même les officiers à titre temporaire en achètent une quand ils reçoivent leur brevet. Tous en revanche sont munis du fameux « stick » en bois de prunellier poli orné d'une bague d'argent dans les régiments irlandais et, pour les autres, des cannes en malacca à pommeau

semblables à celles que l'on trouve parfois chez les buralistes des stations balnéaires du sud de l'Angleterre. Certains, convaincus que le rôle de l'officier consiste à donner des ordres mais pas à tuer, ne portent rien d'autre, pas même un revolver. D'ailleurs, nombre d'entre eux sont convaincus que le bombardement rend son usage inutile.

Entre 6 h 30 et 7 h 30, le vacarme des bombes atteint un niveau inédit. Toutes les pièces, quel que soit leur calibre, envoient leurs salves finales vers les tranchées allemandes des premières lignes. Hawkings, des *Queen Victoria's Rifles*, était en train de contempler le vol d'une alouette au-dessus de Gommecourt à l'instant où l'artillerie, qui tirait alors de manière irrégulière,

> se déchaîna dans un rugissement formidable. On distinguait à peine les détonations sourdes des canons lourds en fond sonore, derrière le crépitement incessant des *18 pounders* et des obusiers de 120 mm plus proches des lignes. On eût dit qu'un fleuve continu de projectiles mugissait là-haut, vers les positions ennemies, où les déflagrations ajoutaient au vacarme général. Les obusiers de 420 mm et les obus de 230 tombaient sur la forêt de Gommecourt, dont les troncs déracinés étaient soulevés du sol tandis que l'incendie ravageait le reste de la futaie. Le paysage semblait déjà gommé par le flot de fumée ; mais, comme une partie de notre plan consistait à dresser un rideau opaque, nous commençâmes à envoyer nos fumigènes.

Sous cette canonnade, les Allemands se terrent dans leurs galeries en attendant qu'on leur donne le signal de sortir des abris. Pendant ce temps les soldats du 1er bataillon d'infanterie légère du Somerset, assis sur le talus des tranchées d'en face, applaudissent à chaque déflagration.

D'autres soldats sont déjà sortis des tranchées après avoir reçu, pour dernier viatique, une solide lampée de rhum de la *Navy*, à fort titrage alcoolique. Au sein du 11e *Suffolk*, deux soldats s'arrogent une ration d'ivrogne, et sont à ce point saouls qu'ils ne tiennent plus sur leurs pieds ; et J. F. C. Fuller, qui mène ensuite l'enquête sur la confusion régnant alors au sein de la brigade des Forestiers de Sherwood, obtient des témoignages selon lesquels la totalité de la première vague d'attaquants était ivre. Selon lui, l'affirmation est exagérée – il a très certainement raison – mais, si l'on considère que dans la plupart des cas les hommes préfèrent ne rien manger avant la bataille « parce qu'ils craignent de prendre une balle dans un estomac plein », et que, par ailleurs, pour des raisons mal établies, les premiers attaquants se voient attribuer la ration d'alcool de la seconde vague en plus de la leur, Fuller conclut que « pas mal d'hommes, en première ligne, devaient avoir sombré dans l'ivresse avant l'heure H ».

Quel que soit son effet sur l'efficacité des hommes au combat, ce rhum est probablement un réconfort providentiel pour ceux qui ont reçu l'ordre de se jeter à plat ventre dans le *no man's land* avant l'heure H. Il s'agit des 8e, 36e, 46e, 56e divisions et d'une partie de la 32e division.

Le signal de l'avance, qui signifie pour ceux des tranchées le franchissement du parapet vers le *no man's land*, se manifeste par les coups de sifflet des officiers, synchronisés à la minute près (leurs montres ont été mises à la même heure) : 7 h 30. En quatre endroits pourtant, Mametz, sur le front de la 7e division, Fricourt (21e division), La Boiselle (34e) et Beaumont-Hamel (29e), le signal, environ dix minutes avant l'heure H, est celui de la détonation des huit énormes mines qu'on a placées sous les tranchées allemandes en creusant une galerie bourrée de dynamite.

La bataille

Si la machinerie de la guerre et la guerre elle-même sont devenues bien complexes en Occident depuis 1815, la bataille de la Somme se présente à de nombreux égards comme un événement plus simple à analyser que Waterloo. Moins, sans doute, du point de vue des exigences du commandement qu'en ce qui concerne la nature et l'étendue des affrontements entre diverses catégories de personnel militaire sur le terrain. A Waterloo, nous avons relevé de nombreux types d'affrontements : artillerie contre artillerie, infanterie contre cavalerie, cavalerie contre cavalerie et infanterie, infanterie contre infanterie, et combat singulier. Plusieurs d'entre eux ne peuvent avoir lieu sur le champ de bataille de la Somme. Les chevaux, pour commencer, ont disparu, et presque tous les soldats le regrettent – même les officiers d'infanterie parlent affectueusement de leur monture. Les affectations temporaires aux sections de transport hippomobiles des divisions d'infanterie sont des missions prisées par les soldats, qui semblent exprimer dans le soin qu'ils apportent aux chevaux ce besoin de douceur auquel ils ne peuvent laisser libre cours avec leurs compagnons d'armes. Haig dispose au départ de trois divisions de cavalerie sur le front de la Somme, mais il n'est pas question qu'elles jouent le moindre rôle le 1er juillet, et elles ne vont d'ailleurs en jouer aucun durant toute l'année 1916. Le combat singulier, lui aussi, a fait son temps. Les soldats déployés sur un champ de bataille sillonné par les balles n'ont guère le temps de mêler leur sang à celui de l'ennemi, même si l'occasion

peut se présenter. Ce qui se rapproche le plus du combat singulier dans cette guerre de tranchées (si l'on excepte le duel éclair à la baïonnette) est sans doute l'opération consistant à lancer des grenades de part et d'autre d'un coude du système de tranchées avant de s'élancer à l'assaut. Le trait le plus frappant de ce type d'opération, si caractéristique de la Première Guerre mondiale, c'est qu'on ne voit jamais l'ennemi vivant.

Ainsi peut-on seulement distinguer trois sortes d'affrontements possibles sur la Somme : artillerie contre artillerie, artillerie contre infanterie, infanterie contre infanterie. Si l'on considère toutefois les servants des mitrailleuses comme une catégorie à part, il faut mentionner l'affrontement mitrailleurs-infanterie, et infanterie-mitrailleurs.

Nous avons déjà vu que l'artillerie n'a guère été efficace dans ses attaques contre l'infanterie et les mitrailleuses, mais elle l'a été un peu plus contre l'artillerie. Nombre de batteries allemandes ont été mises hors d'usage et leurs servants ont été tués pendant le bombardement préliminaire. Mais il en reste assez pour pilonner efficacement le front britannique au moment de l'attaque. Une compagnie des *Queen Victoria's Rifles*, regroupée dans une tranchée de départ, essuie un bombardement nourri vers 7 heures et une quarantaine d'hommes sont tués ou blessés en quelques minutes. De même, dès qu'on lui signale que les Britanniques quittent leurs tranchées, l'artillerie allemande fait pleuvoir un tir de barrage sur le *no man's land*.

Ces affrontements mis à part, comment les deux infanteries se comportent-elles, une fois que l'assaut hors des tranchées est ordonné côté anglais ?

Infanterie contre mitrailleurs

On possède les témoignages de plusieurs survivants de cette première attaque. Les *Queen Victoria's Rifles*, un des bataillons de première ligne de la 56e division de Londres, au sein du 7e corps chargé de l'attaque de diversion sur le flanc nord de la 4e armée, a environ cinq cents mètres de *no man's land* à traverser. Les compagnies du génie envoient des fumigènes pour les couvrir. Peu après 7 heures, les Allemands, dit un témoin,

> commencèrent à arroser nos parapets à la mitrailleuse, et peu avant l'heure H [7 h 25 pour cette division-là] nous avons disposé nos échelles et commencé à sortir. Les obus éclataient partout et, à travers les nuages de fumée devant nous, les lignes ennemies étaient visibles et

> les silhouettes grises des soldats d'en face aussi… Nous avançâmes en formant de longues lignes, qui trébuchaient à moitié entre les cratères d'obus, les débris, les barbelés, et derrière nous la vague de la relève était déjà prête.

Au centre du front de la 4e armée, le 9e des *Royal Inniskillings Fusiliers* de la 36e division de l'Ulster se trouve lui aussi aux avant-postes. Son commandant, Ricardo, raconte :

> J'étais debout sur le talus pour leur souhaiter bonne chance… Ils y allèrent sans délai, sans hâte, sans cris, sans gesticulations, tout se passa dans le calme et la fermeté à l'image de ces hommes eux-mêmes [il s'agit de fermiers originaires du comté de Tyrone]. De temps à autre un gars me saluait de la main quand je criais bonne chance avec mon porte-voix. Ils faisaient tous très bonne figure. La plupart portaient du matériel. Imaginez la progression contre un tir nourri, avec un rouleau de fil de fer barbelé sur l'épaule !

Dans sa description d'une attaque de la deuxième vague, dont les enseignements s'appliquent très bien à la première, Gilbert Hall du 1er bataillon des *Barnsley Pals* (13e *York and Lancs*, 31e division) dit avoir entendu le sifflet de son officier, après quoi « la compagnie C franchit le parapet et avança vers une longue pente couverte d'herbe qui montait doucement vers une série de petites collines à environ six cents mètres du front. Les tranchées allemandes étaient très visibles, trois lignes de fortifications avec leurs parapets couverts de sacs de sable. La configuration de la pente permettait aux deuxième et troisième lignes de tirer par-dessus la ou les lignes de devant en direction des soldats britanniques qui s'avançaient. Devant les lignes ennemies, on voyait d'épais réseaux de barbelés où les brèches étaient rares et étroites ». C'est vers ces barbelés que les *Pals* de Barnsley avancent, comme six mille autres fantassins qui quittent leurs lignes à l'heure prévue. Dans certains bataillons, les hommes marchent droit, debout, l'arme sur l'épaule ou en bandoulière, dans d'autres, ils avancent courbés en avant comme face au vent et à la pluie, baïonnette au canon et fusil horizontal. « J'ai toujours vu les hommes avancer ainsi, inconsciemment recroquevillés quand ils montaient au feu », dira plus tard lord Chandos.

La plupart des soldats doivent affronter un feu nourri quelques secondes à peine après être sortis de leur tranchée. Le 10e *West Yorks*, qui attaque en direction des ruines du village de Fricourt, dans la petite vallée de l'Ancre, voit deux de ses compagnies de réserve se trouver immédiatement sous le feu des mitrailleurs allemands. Elles sont « pratiquement annihilées sur place ». Au sein de la division voisine, la 34e, les 15e et 16e *Royal Scots*,

plus deux bataillons de *Pals* d'Edimbourg comportant un fort pourcentage d'habitants de Manchester, se trouvent pris de flanc par le tir de mitrailleuses installées dans les ruines de La Boiselle. Ils perdent plusieurs centaines d'hommes en quelques minutes, même si les survivants réussissent à pénétrer les lignes adverses. Les bataillons à côté d'eux, les 10e *Lincolns* et 11e *Suffolks* (les bataillons des *Grimsby Chums* et de Cambridge), sont pris de flanc de façon identique. Parmi ceux qui parviennent finalement aux tranchées allemandes, certains sont, si l'on en croit l'histoire officielle, « brûlés vifs par les lance-flammes allemands comme ils atteignaient le parapet ». D'autres, au moment de pénétrer les positions ennemies, sont fauchés par de nouvelles rafales de mitrailleuses. Un officier d'artillerie qui franchit les lignes après la première vague raconte que « les cadavres gisaient en ligne là où ils étaient tombés ». Derrière les *Pals* d'Edimbourg, les quatre bataillons des *Tyneside Irish* de la 103e brigade sont soumis à un jeu de massacre inédit, et de surcroît inutile. Le commandant de la 34e division a décidé de faire avancer ses douze bataillons simultanément vers les lignes allemandes, les 101e et 102e brigades en partant de la tranchée de première ligne, la 103e de la ligne de soutien (baptisée ligne *Tara-Usna*, du nom d'un coin retiré de l'Avoca Valley, ces noms faisant référence à des paysages irlandais chantés dans la poésie de Yeats et des poètes nationalistes). La décision du commandement contraint la dernière brigade à parcourir environ un kilomètre et demi à découvert avant d'atteindre la première ligne britannique. La chose est envisageable si les mitrailleuses allemandes ont été réduites au silence. Mais, en l'état, cette progression a des accents de marche funèbre. Un sergent du 3e *Tyneside Irish* (26e *Northumberland Fusiliers*) décrit la scène ainsi : « A droite et à gauche, je pouvais voir de longues lignes d'hommes. Après, j'ai entendu au loin le bruit caractéristique des mitrailleuses. Ensuite il n'a pas fallu plus de dix mètres pour que mes voisins soient réduits à une poignée ; après vingt mètres j'étais tout seul. Ensuite, j'ai été touché moi-même. »

Tous ne tombent pas aussi rapidement. Quelques braves parviennent aux premières lignes britanniques, traversent le *no man's land* et arrivent à pénétrer les tranchées allemandes. Mais la brigade a cessé d'exister. L'un de ses bataillons a perdu plus de six cents hommes, blessés ou tués, un autre, cinq cents. Le commandant de brigade et deux commandants de bataillon

ont été fauchés, le troisième chef de bataillon est mort (dans la *Tyneside Scottish Brigade*, les quatre commandants de bataillon sont tués le 1er juillet). Militairement, cette attaque n'a mené à rien. La plupart des morts sont tombés en territoire britannique avant même le début de la bataille.

Dans la division voisine, la 32e, le 16e *Northumberland Fusiliers* (*Newcastle Commercials*) et le 15e *Lancashire Fusiliers* – 1er *Salford Pals* – sont également pris sous le feu des mitrailleuses allemandes installées à Thiepval alors qu'ils sortent de leurs propres tranchées. Les *Newcastle Commercials* se lancent à l'attaque après qu'un joueur de football célèbre incorporé dans leur unité a donné le coup d'envoi en shootant dans un ballon. Plusieurs vagues d'assaut sont immédiatement fauchées et les officiers ordonnent aux compagnies restantes de demeurer dans leurs tranchées. Dans la vallée marécageuse de l'Ancre, plusieurs bataillons de la division de l'Ulster sont pris en enfilade par les mitrailleuses allemandes quand ils tentent de traverser le *no man's land*, qui mesure quatre cents mètres à cet endroit. Les pertes sont encore pires au 9e *Royal Irish Fusiliers* (les bataillons Armagh, Monaghan et Cavan, de la force des Volontaires de l'Ulster). Là, cinq cent trente-deux officiers et soldats descendant par vagues successives sur les barbelés se heurtent à un véritable déluge de projectiles. Leur tactique orthodoxe est directement inspirée des exercices menés sur les vertes collines d'Irlande quatre ans plus tôt. Les pertes dans les deux autres bataillons sont presque aussi importantes. Dans la 29e division de réguliers, sur le flanc gauche de ceux de l'Ulster, plusieurs bataillons sont confrontés à l'une des pires situations expérimentées pendant la Première Guerre mondiale : ils avancent à découvert sous le feu ennemi pour trouver les lignes de barbelés intactes. Et ce n'est pas le seul endroit où les choses se passent ainsi. Les mitrailleurs font un carton sur les soldats qui cherchent en vain un passage. Parmi les victimes, le premier bataillon des *Inniskillings Fusiliers*, celui qui a tenu en carré tout l'après-midi à Waterloo sous la canonnade cent un ans plus tôt. Devant Beaumont-Hamel, il est pris sous le feu des mitrailleurs allemands installés dans le « Ravin Y ». Cette position, sur laquelle les artilleurs inexpérimentés de la division ont essayé en vain d'envoyer leurs obus, est parfaitement intacte. Résultat, cinq cent soixante-huit *Inniskillings* sont mis hors de combat en quelques minutes, dont deux cent quarante-six tués. Peu après, le

1er régiment du *Newfoundland* (tous ses hommes sont issus de Terre-Neuve), seul bataillon du Commonwealth à prendre part à l'attaque de la Somme, tente de se frayer un passage là où les *Inniskillings* ont échoué. Il ne trouve aucune brèche et perd plus d'hommes – sept cent dix, dont tous ses officiers – que tous les autres bataillons engagés le 1er juillet (à égalité avec le 10e *West York*, qui perd exactement le même nombre d'hommes devant Fricourt, sur le front de la 21e division). Enfin, sur le front de la 46e division (*North Midland*), à l'extrême nord du champ de bataille, le 1er bataillon du 6e *South Staffords* et le 1er du 6e *North Staffords*, bataillons territoriaux de Wolverhampton et Hanley, sont confrontés au même problème : feu ennemi nourri, barbelés intacts, pertes sévères.

Infanterie contre infanterie

Quelque vingt bataillons des assaillants, sur les soixante affectés à la première vague, sont balayés en plein *no man's land* par les mitrailleuses allemandes sans pouvoir répliquer, l'origine du tir étant généralement impossible à localiser. Le tir de barrage allemand a lui aussi fait mouche. Il s'agit d'un authentique tir de barrage, un rideau d'obus s'abattant de manière continue sur le *no man's land*. Il provient de batteries, soit épargnées par le tir britannique, soit « masquées » (c'est-à-dire silencieuses jusque-là, donc indétectables). D'autres batteries allemandes sont arrivées sur la Somme à la fin du bombardement britannique – qui a donné au haut commandement allemand le signal clair qu'il était urgent d'envoyer des renforts sur le secteur. Le barrage allemand est particulièrement massif sur le front du 8e corps britannique, peut-être parce que ses artilleurs sont des amateurs, dans une armée qui n'en manque pas. C'est d'ailleurs sur le front dudit 8e corps britannique qu'on rencontre le plus de barbelés intacts, preuve supplémentaire de l'amateurisme de ses artilleurs.

Mais, pour les bataillons qui ont survécu, le pire, collectivement au moins, est déjà passé. Une fois entré en zone allemande, on est au moins sûr que les artilleurs allemands vont cesser leur tir de barrage, leur infanterie se trouvant alors mêlée à celle de l'ennemi. Les assaillants peuvent de surcroît s'abriter dans les tranchées allemandes pour se protéger des balles et autres projectiles de l'infanterie. En pratique, les choses sont moins simples et bien plus dangereuses que ce que cette grossière analyse peut suggérer. Les

Britanniques ne peuvent pas se maintenir dans les tranchées allemandes qu'ils ont investies. Leurs objectifs sont situés au-delà de cette première ligne, et cependant ils doivent y faire étape, ne serait-ce que pour ne pas être pris à revers quand ils vont repartir à l'assaut. Les Allemands ont souvent conservé assez de câbles téléphoniques en bon état pour signaler quelles tranchées sont tombées aux mains des Britanniques. Ainsi peuvent-ils diriger le feu sur elles. Les Britanniques, de leur côté, ne conservent pas le même lien avec leur propre artillerie. Les lignes de téléphone déroulées à travers le *no man's land* ont toutes été coupées. Pour compliquer encore la vie des bataillons qui ont réussi la percée, les Britanniques doivent à la fois consolider, c'est-à-dire venir à bout des résistances dans les tranchées conquises, et « suivre le barrage », c'est-à-dire coller au rideau de feu suivant, qui frappe la deuxième puis la troisième ligne de tranchées allemandes, voire des positions intermédiaires. Certaines batteries divisionnaires britanniques ont ainsi prévu d'effectuer un barrage roulant en six sauts successifs.

Suivre un barrage de shrapnells n'est pas en soi une opération dangereuse, en dépit du vacarme provoqué. A condition que le tir soit ajusté proprement, il est rare, sauf ricochet, que les éclats viennent causer des pertes à l'arrière. A la fin de 1917, les fantassins britanniques seront heureusement passés maîtres dans l'art de marcher à peine à vingt-cinq mètres derrière le nuage hurlant d'explosifs et de poussière. Ils jugent plus sûr de risquer la mort de cette manière que de traîner en arrière, au risque d'être touché dans le dos par un Allemand surgi de son abri. Mais en juillet 1916 peu d'artilleurs ont assez de savoir-faire pour permettre à un barrage roulant de progresser de manière régulière, à l'allure d'un homme marchant au pas. Aussi, par précaution, peu de fantassins se risquent à suivre le rideau d'obus de trop près et préfèrent attendre de le voir se déplacer pour frapper la ligne suivante. La progression de l'infanterie est donc caractérisée par une suite épuisante de bonds en avant, la levée du barrage vers la ligne suivante servant de signal du nouveau départ. Dès que le tir s'allonge, les fantassins quittent leurs positions protégées et courent vers de nouveaux abris deux ou trois cents mètres plus loin. Pour les 18^{e} et 30^{e} divisions, qui jouxtent les positions françaises à l'extrême sud du champ de bataille, cette méthode fonctionne bien. Elles parviennent à l'objectif dans les délais fixés, en perdant tout de même trois mille hommes chacune. Elles bénéficient d'ailleurs grandement du voisinage des Français,

dont l'artillerie, après deux ans de guerre, est bien meilleure que la *Royal Artillery* et dont l'infanterie, appartenant ici au 20e corps, est une des meilleures que l'on puisse trouver sur le front de l'Ouest. Le mouvement du 3e corps britannique représente par conséquent, pour reprendre la terminologie de l'époque, une avance « par capillarité ».

Là où, plus au nord, les Britanniques doivent se débrouiller seuls pour avancer, la plupart des bataillons, même s'ils réussissent leur percée, finissent par être distancés par le tir de barrage. Ils l'entendent s'éloigner inexorablement devant eux, selon un minutage très précis. Dès lors, il devient très difficile pour eux d'atteindre leur objectif. La raison de ce décrochage avec le tir de barrage est partout la même : l'infanterie britannique, en arrivant aux lignes allemandes, est, soit incapable de poursuivre sa progression au même rythme à cause des pertes subies en route, soit bloquée par une résistance inopinée des Allemands, soit se trouve plus épuisée que l'état-major ne l'a prévu.

L'épuisement est à l'origine de l'arrêt des troupes sur le front de la 21e division, dans le secteur centre. La 64e brigade commence pourtant par une poussée audacieuse très loin à l'intérieur des lignes allemandes. Malgré des pertes sévères dans le *no man's land*, dues aux mitrailleuses, les 9e et 10e du *King's Own Yorkshire Light Infantry* (KOYLI) parviennent à traverser, trouvent des brèches dans les barbelés, réduisent les défenseurs au silence et s'emparent de la première tranchée. Rejoints par leurs bataillons de soutien, le 15e d'infanterie légère de Durham et le 1er *East Yorkshire*, ils suivirent le tir de barrage jusqu'à la tranchée suivante, où ils font deux cents prisonniers allemands qu'ils envoient à l'arrière. Le tout dure dix minutes, mais la moitié des hommes et la plupart des officiers sont tués ou blessés. Le tir de barrage avance toujours, et les bataillons suivent sans trop de peine, mais leur mouvement les fait pénétrer dans un territoire de plus en plus truffé de soldats ennemis à couvert qui les harcèlent au fusil ou à la grenade. Une demi-heure après le début de l'avance, après un peu moins de deux kilomètres, les hommes du Yorkshire atteignent une vieille route encaissée. Là, ils s'arrêtèrent pour la plupart. Les historiens officiels disent plus élégamment qu'on « signifia l'ordre de halte générale ». Quelques éléments des quatre bataillons poussent toutefois jusqu'à la « tranchée du Crucifix », le premier objectif de la brigade. Cinq cents mètres en avant, les Allemands ont déjà commencé à faire feu avec les mitrailleuses qu'ils

gardaient à couvert dans la forêt et « le tir de barrage s'est évanoui ». L'offensive des 9e et 10e KOYLI est terminée pour la journée. Les hommes, recrus de peur et de fatigue, en ont assez. Les officiers qui auraient pu les mener plus loin sont morts ou hors de combat. Après un long moment, la nouvelle finit par parvenir aux officiers laissés en réserve pour assurer le commandement des unités dont les cadres ont été décimés (les LOOB : *Left Out of Battle*) et un jeune capitaine, Basil Liddell Hart, traverse le *no man's land* sous le feu des mitrailleuses allemandes pour prendre le commandement. Il reste parmi les survivants pendant tout l'après-midi, alors que les hommes autour de lui tombent les uns après les autres dans une succession d'attaques et de contre-attaques. A la tombée de la nuit, on leur demande de se replier.

Sur le front de la 8e division, le décrochage du tir de barrage est surtout dû à la désorganisation des bataillons britanniques. En face l'artillerie allemande est encore opérationnelle et elle tire un rideau de feu sur le *no man's land* dès que les fantassins se trouvent à environ quatre-vingts mètres des barbelés. Ils ont déjà essuyé le feu des mitrailleuses ennemies en grimpant sur le parapet, ont continué de le subir en franchissant leur propre réseau de barbelés, en se déployant ensuite (quatre vagues successives à cinquante pas de distance) puis lors du mouvement dans le *no man's land* – par endroits large de huit cents mètres. Sous le tir, la formation se désagrège et les hommes se ruent vers les barbelés. Dans certains secteurs les survivants parviennent à la première tranchée allemande et même au-delà. Mais la plupart de leurs officiers sont hors de combat et les groupes d'attaquants, réduits en nombre, sont éloignés les uns des autres. Comprenant la situation, l'un des officiers en charge de l'opération, le lieutenant-colonel Bastard, du 2e *Lincolns*, traverse le *no man's land* et rassemble ses soldats dispersés ainsi que ceux d'un bataillon voisin, après quoi il organise la défense d'une portion conquise des tranchées ennemies. Le tir de barrage britannique, qui aurait pu l'aider, est alors loin devant et pilonne désormais des positions impossibles à atteindre. Ce n'est qu'à 9 h 15, soit *deux heures après* le début de l'attaque, que le commandant de la division évoque avec ses généraux de brigade la possibilité de renouveler le barrage. Ses subordonnés répliquent qu'il est exclu de relancer une attaque avec des brigades aussi décimées. Reprendre le tir de barrage depuis les positions actuelles risque de causer plus de pertes au camp britannique

qu'à l'ennemi. On en reste donc là. Bastard et sa poignée d'hommes finissent par se replier.

Mais il arrive, et c'est sans doute le cas le plus frustrant, que les bataillons assaillants se voient distancés par leur barrage après avoir atteint, presque intacts, les tranchées ennemies, où ils se heurtent à une résistance imprévue qui les empêche de progresser. Le cas typique (pourtant rare en ce 1er juillet) est celui du *London Scottish*, qui fait partie de la 56e division de Londres, chargée d'une attaque de diversion sur Gommecourt vers le nord du front de la 4e armée. Le *London Scottish* est l'un des bataillons territoriaux les plus célèbres et le meilleur de tous ceux du BEF. Premier bataillon de l'infanterie territoriale à débarquer en France, il a combattu à Ypres lors de la première bataille en 1914, à Givenchy, à Festubert et Loos en 1915, et il se trouve en face de Gommecourt depuis le début du mois de mai. Gommecourt est un secteur particulièrement puissant du dispositif allemand : le terrain joue en faveur de l'ennemi, les travaux au fil des années l'ont beaucoup amélioré, et sa garnison, la 2e division de réserve de la garde, est excellente. Les batteries sont nombreuses, l'artillerie des divisions qui subissent l'attaque est renforcée par les tirs des batteries situées plus au nord. Malgré cela, les *London Scottish*, mais aussi les *London Territorials*, les *Queen Victoria's Rifles*, les *Queen's Westminster Rifles* et la *London Rifle Brigade* ne doutent pas d'être en mesure de gagner les lignes allemandes et de s'en emparer.

Leur confiance est justifiée. Ils disposent d'une demi-heure, d'après le minutage du tir de barrage, pour réaliser leur objectif et faire la jonction avec la 46e division *North Midland*, qui attaque dans la même direction qu'eux. Quittant leurs tranchées derrière un écran de fumée à 7 h 30, les *London Scottish* sont pris d'entrée de jeu sous un imposant barrage d'artillerie dans le *no man's land*, mais ensuite, bien que plusieurs officiers, égarés par la fumée, mènent leurs troupes vers le mauvais secteur des tranchées, presque tous investissent les lignes allemandes. En plusieurs endroits ils les trouvent abandonnées, ce qui leur permet de pousser jusqu'à la deuxième ligne. A droite, l'une des compagnies parvient à atteindre et même à dépasser son objectif avant de rebrousser chemin, s'étant rendu compte de son erreur. A gauche, la compagnie D rencontre partout une résistance supérieure et est incapable d'atteindre l'objectif, qui était la quatrième ligne, au-delà des trois premières qu'elle a déjà capturées. Il est 8 heures du matin. L'artillerie de division allonge le tir comme prévu, vers

le point défini pour la jonction avec la 46e, loin sur la gauche des *London Scots*. Ceux-ci se trouvent donc soudainement laissés à eux-mêmes. Ils se retrouvent même doublement isolés puisque le barrage allemand se maintient. Toute la matinée et tout l'après-midi qui suivent, le déluge d'artillerie continue de se déverser sur le *no man's land* derrière eux, privant les Britanniques de l'envoi du matériel dont ils ont besoin pour tenir les tranchées conquises.

Les munitions et les grenades, surtout les grenades, finissent par leur manquer cruellement. Isolés, ils subissent les contre-attaques allemandes de trois côtés à la fois. Ces contre-attaques offrent un parfait exemple des combats de tranchées de la Première Guerre mondiale et nous montrent notamment pourquoi ils ont pris cette forme.

La puissance du feu en rase campagne, provenant tant de l'artillerie que des mitrailleuses, oblige les assaillants comme les défenseurs à demeurer dans les tranchées. Celles-ci leur permettent toutefois de se retrouver : elles forment un quadrillage continu, les tranchées de combat orientées dans une direction, les boyaux de communication les croisant dans l'autre. Mais les deux camps s'aperçoivent rarement, car les tranchées de combat comme les boyaux de communication sont entrecoupés de « traverses », sortes de chicanes qui empêchent de prendre toute la longueur de la tranchée en enfilade et de localiser l'explosion d'un obus. Dans ces conditions, les deux camps peuvent donc se rapprocher beaucoup sans pouvoir, même en ayant conscience de leur présence respective, se causer l'un à l'autre de gros dégâts, du moins de manière conventionnelle. D'où parfois une impasse dont on ne sort que si un groupe ou un individu, d'un côté ou de l'autre, décident soudain d'aller en découdre, en enjambant le parapet ou en demeurant dans le réseau des tranchées. Le sergent Gurney de la compagnie D est tué dans ces conditions, en enjambant le parapet de la tranchée conquise pour attaquer des Allemands qui continuent de résister. La méthode normale pour sortir de ce genre d'impasse consiste à envoyer une grenade à main de l'autre côté de la traverse et à se ruer sur les lieux après l'explosion. Ce jeu-là est très dangereux, parce qu'on peut arriver sur les lieux pendant l'explosion de sa propre grenade, être victime du feu d'un ennemi épargné, ou bien encore se trouver sous les grenades d'un occupant de la traverse voisine. Le combat peut aussi bien rester vain, les deux camps envoyant des grenades dans la partie neutre qui les sépare, sans avancer. Dans les tranchées conquises par les *London Scots*, il s'agit d'autre chose :

on assiste à une opération désespérément statique. Les *Scots* ont fait sauter plusieurs portions de tranchées autour d'eux, au moyen d'explosifs fournis par des éléments du génie qui les accompagnent. Ils se trouvent ainsi retranchés dans une forteresse de terre. Depuis cette position relativement solide, ils peuvent espérer que leurs conquêtes seront bientôt incorporées au réseau britannique, au prix du prolongement des terrassements actuels. Mais plusieurs choses contrarient leurs prévisions : ils sont attaqués par l'ennemi de trois côtés différents ; les tranchées ont tellement souffert du bombardement britannique qu'on s'y trouve souvent exposé au feu ; les Allemands ont conservé assez d'artillerie pour pilonner cette position, et assez d'infanterie pour déclencher des contre-attaques ; le tir de barrage empêche le ravitaillement et les renforts en munitions. De l'autre côté du *no man's land*, le commandant des *London Scots*, qui fait partie des LOOB déjà mentionnés, commence à s'apercevoir que ses hommes sont en difficulté et monte sur pied un groupe de secours. Il le divise en trois sous-groupes qui quittent successivement les tranchées britanniques entre 9 et 10 heures du matin, chacun chargé de munitions et de caisses de grenades. Trois seulement des cinquante-neuf hommes parviennent à traverser, ce qui ne veut pas dire que tous les autres sont touchés – certains s'abritent probablement du feu sans avancer – mais démontre la violence des tirs qui s'abattent sur et autour de la position des *London Scots*. Deux des quatre commandants de compagnie sont déjà hors de combat, et vers 2 heures de l'après-midi un troisième est tué. La charge de la défense de la position incombe désormais au seul capitaine Sparks. D'après les témoignages, « il se trouve la plupart du temps sur le terrain découvert entre les tranchées d'où l'on pouvait le mieux diriger les combats ». Voilà déjà une conduite qui eût été admirable à Waterloo mais, dans le cas de la Première Guerre mondiale, on manque de superlatifs pour la qualifier. Ses hommes, bien que moins exposés, sont tués ou blessés sur place par les explosions et les tirs. Si sa garnison est occasionnellement renforcée par des fuyards en provenance de bataillons encore plus en difficulté que lui (*Rangers*, *Kensingtons*, *Queen Victoria's*), ses effectifs ne cessent de baisser. Les hommes qui restent commencent à manquer de munitions et, tels les défenseurs de quelque fortin aux confins de l'Empire, tirent tout l'après-midi en puisant des munitions dans les gibernes et les musettes de leurs compagnons morts. Vers 4 heures, le capitaine Sparks finit par admettre que sa petite escouade, alors sous le feu de treize compagnies de fantassins

allemands en provenance de trois régiments différents, va succomber. Il envoie donc à l'arrière le message suivant : « Voilà la situation : j'ai déjà fait ramasser toutes les grenades et les cartouches des hommes hors de combat. Nos munitions sont sur le point d'être épuisées. J'ai trois solutions : tenir avec les hommes qui restent et périr avec eux, me rendre à l'ennemi, essayer de filer avec mes hommes. Les deux premiers choix me répugnent, je penche pour la dernière solution. » Utilisant fusils et munitions allemands abandonnés, lui et quatre sous-officiers effectuent un dernier baroud devant les tranchées allemandes tandis que les survivants de son unité regagnent le *no man's land* où la plupart, y compris Sparks lui-même, attendent le couvert de la nuit pour regagner les lignes britanniques. Le *London Scottish*, qui alignait huit cent cinquante-six hommes au matin, a été réduit à deux cent soixante-six hommes. Les autres sont morts ou blessés.

Vu du *no man's land*

Voilà seulement un exemple. Les situations sont comparables en trente ou quarante différents points du front de la Somme au soir du 1er juillet. Partout la même confiance exagérée dans les capacités de l'artillerie moderne à détruire les positions ennemies et la même politique qui consiste à « envoyer l'infanterie sur ce qu'il en reste ». Les quatre différents types d'échecs que nous venons de décrire ne sont pas les seuls. Nombre d'autres mécomptes résultent de cette attitude. La division de l'Ulster manque de peu son but après une progression très rapide : le tir de barrage s'interrompt, les Allemands ont donc le temps de faire venir des renforts de l'arrière. Les hommes de l'Ulster doivent les affronter, au lieu de trouver des tranchées vides. La division considère d'ailleurs ce 1er juillet comme une victoire, ce qui peut se comprendre, d'autant que la date coïncide avec l'anniversaire de la bataille de la Boyne. Les protestants de la province de l'Ulster l'assimilent à un jour férié.

D'autres bataillons échouent parce que leurs unités de soutien ne peuvent ou ne veulent s'engager dans la brèche qu'ils ont creusée dans le dispositif allemand et les laissent ainsi isolés au milieu des lignes ennemies. Voilà manifestement le sort d'une partie des hommes du 12e *York and Lancasters*, dont on ne retrouvera les tombes que le 13 novembre 1916, à la fin de la bataille, quand le village de Serres, l'un des objectifs manqués du premier jour, finira par tomber aux mains des Britanniques.

Nombre de bataillons de la deuxième vague manquent également leur attaque car, en arrivant sur les tranchées allemandes, ils se retrouvent mêlés aux survivants des bataillons précédents, ce qui les désorganise.

Mais il ne faut pas non plus oublier les bataillons qui réussissent. La 7e division remplit une partie de son contrat, la 18e, la plus grande part, la 30e atteint tous ses objectifs, et des bataillons de la 21e et de la

34e s'assurent le contrôle de certains secteurs allemands qui leur font face. Les Français, mieux entraînés, plus expérimentés, et dotés d'une artillerie bien plus lourde, atteignent tous leurs objectifs le premier jour et auraient pu continuer si le plan avait prévu ce succès inespéré.

Si la première journée n'est donc pas un échec complet sur le plan militaire, elle est une tragédie humaine. Les Allemands, qui disposent de soixante bataillons environ sur le front britannique de la Somme, en engagent une quarantaine seulement, soit environ trente-cinq mille soldats, et perdent six mille hommes. Cela fait déjà beaucoup. Mais c'est l'énorme disparité entre leurs pertes et celles des Britanniques qui permet de mesurer l'ampleur de la tragédie. Le 1er juillet, le 180e régiment d'infanterie allemand a perdu deux cent quatre-vingts hommes sur trois mille ; du côté des assaillants, la 8e division anglaise en a perdu cinq mille cent vingt et un sur douze mille. En tout, les Britanniques perdent soixante mille hommes, dont vingt et un mille morts, la plupart dans la première heure, parfois dans les premières minutes. « Les tranchées, écrit Robert Kee cinquante ans plus tard, ont été les camps de concentration de la Première Guerre mondiale » ; et, si l'analogie peut paraître douteuse sur le plan historique, il y a bel et bien quelque chose qui rappelle Treblinka dans ces récits du 1er juillet. On y voit de longues files de jeunes hommes vêtus de pauvres uniformes, lourdement chargés, leur plaque de matricule suspendue au cou, la silhouette voûtée dans un paysage sinistre, avançant vers le lieu de leur propre extermination au milieu des barbelés. Les récits de la Somme éveillent le même genre de réactions que les descriptions d'Auschwitz – fascination coupable, incrédulité, horreur, dégoût, pitié et colère. Et pas seulement chez les pacifistes et les cœurs sensibles ; pas seulement chez l'historien militaire, sur qui, en narrant l'échec sanglant de telle ou telle entreprise, s'abat une atroce léthargie au fur et à mesure que les lignes qu'il noircit et qui lui font penser aux vagues des bataillons Kitchener incapables d'atteindre leur objectif se rapprochent lentement du bas de la page ; mais aussi chez les soldats professionnels. C'est surtout la colère qui les anime devant ce gâchis. Pourquoi, se demandent-ils, le commandement a-t-il laissé faire cela ? Pourquoi a-t-il laissé partir les bataillons à la boucherie les uns après les autres ?

Certains sont arrêtés. Sur la face nord du saillant de Gommecourt, l'attaque de la 46e *North Midland* échoue le matin au prix de pertes sévères.

L'un des chefs de brigade, le général H. B. Williams, qui a vu les 1/6e *North Staffordshire* et 1/6e *South Staffordshire* se faire massacrer peu après le début de l'attaque, retient ses bataillons de soutien, les 1/5e *North Staffordshire* et 1/5e *South Staffordshire*. La totalité des 10e et 12e brigades de la 4e division est empêchée, de la même manière, de relancer une attaque qui paraît inutile au nord de Beaumont-Hamel. Le soir, le général de Lisle, qui commande la 29e division, envoie aussi un contrordre pour interdire l'attaque des 1ers bataillons des 4e et 5e *Kings Own Yorkshire Light Infantry*, montés de la réserve pour tenter une percée devant Thiepval. Il y a d'autres ordres de ce genre, mais la plupart des bataillons sont envoyés au feu, et peu importe le sort de celui qui les a précédés. Cela peut s'expliquer de plusieurs façons. Tout d'abord par le respect traditionnel, chez les militaires, pour le plan arrêté, mais aussi parce que les pertes lourdes sont un paramètre intégré par la doctrine de commandement de l'époque[5]. On peut aussi invoquer l'esprit de sacrifice qui prévaut au sein des armées Kitchener. Mais la raison la plus simple est l'ignorance générale quant aux événements de l'avant. Pendant la plus grande partie de la journée, du côté britannique du *no man's land*, personne ne sait rien.

Même soixante ans plus tard, il est difficile de récolter des faits précis, détaillés, humains sur le sort des bataillons de la 4e armée en ce 1er juillet. La plupart des régiments de territoriaux de Londres, unités à l'identité forte et depuis longtemps établie, composés pour l'essentiel d'hommes issus de la classe moyenne et qui ont pour certains des liens avec la presse locale et les maisons d'édition, produisent des historiques régimentaires circonstanciés, enrichissant la chronique officielle de la bataille de faits et de souvenirs relatifs à la vie de chacun. Les bataillons des réguliers de la Garde et les régiments de ligne ajoutent un nouveau chapitre à leur légende. Mais, comme nous l'avons vu, la bataille de la Somme est principalement l'affaire de soldats plus humbles et plus amateurs qui, la paix revenue, retournent dans les ténèbres aussi vite qu'ils en étaient sortis. Cela n'a rien d'un acte délibéré. Les régiments réguliers, où l'on recrute le plus grand nombre de bataillons de « services actifs », incorporent généralement les soldats les moins fortunés. Pour déterminer grossièrement le statut social d'un régiment anglais, il suffit de regarder sur la carte à quelle distance de Londres il est basé. Les plus éloignés sont les moins cotés, leurs officiers sont les moins riches. Ils sont par conséquent les moins bien placés pour se

payer le luxe d'un historique régimentaire. Sans parler du problème des sources. La principale origine d'une histoire de régiment, c'est le journal de marche, où l'officier en charge du renseignement est censé consigner les faits chaque jour. Quand on a affaire à un amateur, le journal demeure sommaire. Dès que le régiment est intensément engagé et subit de lourdes pertes, il prend du retard, quitte à rattraper le fil plus tard sur la foi de témoignages de seconde main. Toutes ces réserves doivent rester présentes à l'esprit quand on lit les journaux de marche du 1er juillet. Le fait que l'incertitude plane toujours à maints égards sur l'aventure des bataillons Kitchener rend cette histoire encore plus poignante. Elle aurait pu être totalement ignorée mais, au dernier moment, un fermier du Lincolnshire, Martin Middlebrook, bouleversé par une visite aux cimetières de la Somme à la fin des années 1960, réalise un travail d'enquête auprès des survivants des bataillons Kitchener du 1er juillet. Il les retrouve, interroge cinq cent quarante-six d'entre eux et se démène de façon exemplaire pour réaliser un vrai travail d'historien auprès de personnes âgées, pour la plupart, de soixante-dix ans ou plus.

Le livre qu'il en a tiré est remarquable et comparable à la compilation de Siborne sur Waterloo. Le principe en est le même. Il lui est même supérieur, car il est plus facile à lire[6].

Alors que Siborne a adressé son questionnaire à tous les officiers survivants et a pu tirer de leurs réponses un portrait assez fidèle de la bataille, Middlebrook collecte pour l'essentiel les témoignages des hommes de base, ayant une vision locale des choses ; vue collectivement, leur relation des faits donne l'impression d'un chaos presque indescriptible. Nous avons eu connaissance des réserves émises par les correspondants de Siborne au sujet de leur vision fragmentaire des choses. Ce que prouve l'enquête de Middlebrook, c'est combien un siècle de progrès technologique a pu mener à ce résultat sur le champ de bataille, particulièrement pour les hommes n'ayant aucune expérience de la guerre. « Sur ma gauche, écrit un soldat du 1er bataillon du 8e *Royal Warwick* en décrivant l'heure H, je voyais de grosses explosions d'obus pendant l'avance des *West Yorks* et de nombreux hommes étaient à genoux. J'ai d'abord pensé qu'ils cherchaient des éclats d'obus (un souvenir très prisé des soldats) et j'ai mis un moment pour m'apercevoir qu'ils étaient touchés. »

Un autre, du 4e *Tyneside Scottish*, écrit : « De l'autre côté du *no man's land* j'ai trouvé les barbelés allemands coupés, mais seulement trois hommes de notre compagnie ont pu passer par là. Avec moi il y avait mon lieutenant et un sergent. Le reste semblait avoir été touché dans le *no man's land* ; l'officier s'est écrié "Mon Dieu ! où sont passés mes gars ?" »

Le soldat Tomlinson, du 1/7e des Forestiers de Sherwood, accompagna à travers le *no man's land* son colonel parti s'assurer du sort de son bataillon. « Quand nous sommes arrivés aux barbelés, j'ai été très surpris de les trouver intacts après tout ce qu'on nous avait dit. Le colonel et moi, nous nous sommes planqués derrière un talus mais, au bout d'un moment, le colonel s'est dressé à quatre pattes pour mieux voir. Il a pris une balle dans le front l'instant d'après. »

Au vu du danger que représente la tentative de savoir ce qui se passe au voisinage immédiat de l'ennemi, on peut se douter qu'il est difficile, depuis les lignes britanniques, de rendre cohérente la description de la bataille. Rowland Feilding, un soldat des *Coldstream Guards* qui observe la bataille devant Mametz, écrit à sa femme : « La vue était grandiose, de gauche à droite mais particulièrement devant les Français, tout l'horizon semblait en flammes, les obus explosaient, mêlés à la fumée qui s'élevait au-dessus des villages en train de brûler, […] les perspectives dans ce pays sont vastes, et nulle part on ne trouverait un meilleur endroit pour suivre du regard une opération militaire. » Feilding est là pour le coup d'œil, pas pour rapporter des informations précises. J. F. C. Fuller, qui a un sens de l'observation plus professionnel, raconte qu'il assiste à « un bombardement intense, et tant de poussière et de fumée sur la colline de Gommecourt que l'on ne pouvait rien distinguer clairement. A cinq minutes de l'heure H, un barrage d'obus fumigènes s'abattit, de manière assez irrégulière, et ensuite, l'attaque commença à travers le *no man's land*. Je ne peux pas vraiment dire que je l'aie vue. Tout ce que je peux affirmer c'est qu'un peu plus tard, avec mes jumelles, j'ai vu plusieurs groupes, sans doute de la 139e brigade, qui allaient vers le bois du Pigeon ». Un officier du secteur de Gommecourt, le colonel Dickens des *Victoria's Rifles*, qui se trouve sous les yeux de Fuller, ou presque, en voit encore moins :

> Après l'heure H pendant deux heures nous n'avons rien su de ce qui se passait au front [qui se trouvait pourtant à un kilomètre seulement]. Toutes les communications, visuelles ou téléphoniques, étaient coupées. Entre deux réponses que nous donnions à la brigade qui voulait en savoir davantage, nous avions pourtant tout le loisir de prendre des

notes. Mais nous n'avons rien su, jusqu'à ce que deux messagers nous parviennent essoufflés vers 9 heures, après avoir franchi le tir de barrage en sens inverse.

Pourquoi ces estafettes ? Le système de communication de la 4e armée, semblable en cela à celui du front Ouest tout entier des deux côtés du *no man's land*, est très étendu. Il s'appuie sur le téléphone et le télégraphe, ce dernier dans les cas où la ligne n'était pas facile à amplifier. Le réseau de « lignes aériennes » et de « lignes enterrées » est très complexe. Les lignes aériennes relient les principaux QG – celui de Montreuil-sur-Mer et celui de la 4e armée à Querrieux, à une trentaine de kilomètres du front – aux corps d'armée et aux divisions. Les branches latérales du réseau sont démultipliées pour permettre son extension. Lorsque l'on se rapproche des brigades et des bataillons, les lignes commencent à s'enterrer, c'est-à-dire à courir au fond des tranchées. Plus on approche des premières lignes, plus elles sont enfouies profondément, jusqu'à deux mètres sur la première tranchée. L'installation de ces lignes a constitué une des parties les plus fastidieuses de l'offensive, justifiée par le fait qu'elle garantissait la sécurité des communications, même sous un bombardement intense. Le problème, c'est que ce réseau s'arrête au bord du *no man's land*. Une fois que les troupes quittent leurs tranchées, comme en ce 1er juillet à 7 h 30, c'est la plongée dans l'inconnu. L'armée a fourni aux soldats du matériel pour qu'ils indiquent leur position : fusées, triangles en fer-blanc fixés sur les paquetages pour la reconnaissance aérienne, lampes et drapeaux, et du matériel de communication à sens unique, sémaphores, projecteurs morse, pigeons voyageurs ; mais aucun ne s'avère vraiment utile le 1er juillet. En vérité, tout ce matériel semble avoir encombré des hommes déjà lourdement chargés et qui ressemblent davantage à des explorateurs partant en expédition qu'à des soldats partant au combat. On se met à penser à la tragique expédition polaire de Scott qui a fait tant de bruit juste avant la guerre[7]. Ecrasés par le poids des rations de combat et des vêtements de protection, les soldats quittent en quelque sort leur camp de base pour l'objectif final au soir du 30 juin. Le dernier parallèle qu'on peut établir est la découverte des corps des soldats du 12e *York and Lancasters*, cinq mois plus tard, enterrés au cœur des positions allemandes.

Que des hommes puissent être ainsi engloutis, non dans les glaces de l'Antarctique mais sur la Somme, presque à la barbe de leurs camarades de l'arrière, on a du mal à le comprendre aujourd'hui. Les moyens de

communication radio sont omniprésents sur le champ de bataille. L'atmosphère d'incertitude totale dans laquelle se trouvent les soldats des premières lignes un peu avant l'heure H de chaque offensive de la Première Guerre mondiale fait partie de ce que le commandement de l'époque considère comme les impondérables de la guerre. Depuis le milieu du XIX^e^ siècle, l'étendue des champs de bataille a crû si rapidement, de même que la portée des armes légères a tellement progressé, qu'aucun général ne peut plus, comme Wellington, être partout où sa présence l'exige, ni ne peut venir inspecter les premières lignes, comme celui-ci l'avait fait à Waterloo. La majeure partie du commandement s'exerce au fond d'un bureau, avant la bataille. Il convient de citer à ce propos l'une des histoires militaires les plus connues dans la littérature anglaise de l'avant-guerre, une nouvelle du général sir Edward Swinton, *A Sense of Proportion*, dont le héros, un général – visiblement inspiré par Moltke –, ayant tout préparé pour l'action du lendemain, s'en va pêcher à la mouche l'esprit tranquille.

Aucun général britannique n'en fait autant le 1^er^ juillet, mais l'esprit du commandement demeure assez swintonien. Le plan de la 4^e^ armée pour le 13^e^ corps (à peu près l'effectif entier de Wellington à Waterloo) compte trente et une pages, alors que Wellington n'a pas rédigé une ligne d'instructions. Une unité comme les *Queen Victoria's Rifles*, qui compte moins d'un millier d'hommes, a inspiré une vingtaine de paragraphes *à elle seule*. L'esprit du plan n'est pas de parer à toute éventualité, mais d'essayer d'ordonner les événements à venir ; le langage utilisé trahit ce côté volontaire : « L'infanterie et les mitrailleurs iront de l'avant à l'instant même… l'artillerie lourde et de siège seront avancées [*sic*]… Après la prise de son objectif, la 30^e^ division sera relevée par la 9^e^. »

Mettre le futur en coupe réglée est une tâche complexe s'il en est, et nécessite, comme prérequis, la coopération de toutes les personnes concernées. Or, on ne peut naturellement s'attendre à ce que les Allemands réagissent comme prévu. C'est pourquoi, sur chaque point de la préparation où le futur semble pouvoir opposer une résistance aux prévisions, Haig et Rawlinson cherchent à se rassurer en prolongeant les bombardements préalables, en augmentant le nombre de cibles à détruire, en augmentant l'effectif sur le terrain.

Ce surcroît de précautions n'a pour seul effet que de compliquer le plan. Or, la complication d'un plan dont le succès repose déjà sur l'interaction

sans heurt et la coordination d'une multitude d'éléments indépendants n'est pas un gage de succès. L'interaction suppose une « articulation », pour reprendre le langage de Fuller ; cela signifie que si on lance des opérations d'envergure contre l'ennemi, les officiers supérieurs doivent garder un contact permanent avec leurs troupes, les troupes avec leur artillerie, etc. De telles interactions sont faciles à réaliser quand tout le monde se trouve du même côté du *no man's land*. Mais, une fois les fantassins lancés sur le terrain, aucune communication n'est plus possible, à moins de recourir aux estafettes, comme celles qui permettent au colonel Dickens d'être enfin informé… après deux heures de combat.

Des défauts de transmission de ce genre, particulièrement quand il s'agit de faire part d'un échec ou d'un problème, rendent tout à fait impossible la gestion « à la Wellington ». Les officiers ne savent pas où se trouvent leurs hommes. Ecoutons ce témoignage : « L'observation des mouvements de troupe [*sic*], compte tenu de la poussière et de la fumée, était extrêmement difficile et bien que des avions de liaison survolent la scène en prenant des risques inouïs, volant parfois à trente mètres des soldats sous le feu des armes légères, on ne pouvait pas obtenir d'informations précises. »

Ce témoignage émane de la 4e division vers le milieu de la matinée. Les bataillons les plus exposés n'ont aucun moyen de demander un soutien rapide de l'artillerie : la 14e brigade, clouée au sol par des tirs de mitrailleuse provenant de Thiepval à 8 h 45, ne parvient pas à obtenir la promesse d'un tir de barrage avant 12 h 05 ; les soldats, pourtant entraînés, sont empêchés de coordonner leurs actions lors des changements de plan imposés par les événements.

Un autre témoignage va dans le même sens : « Une partie de la 56e division commise au transport de barbelés pendant de longs moments n'eut pas connaissance de l'ordre de tout abandonner pour rejoindre les attaquants. » Durant toute la matinée et tout l'après-midi, Rawlinson à Querrieux et Haig dans son quartier général avancé du château de Beauquesne, à une quinzaine de kilomètres au nord, tentent de comprendre ce qui se passe en analysant des informations vieilles de plusieurs heures. Aucun des deux n'y parvient. Mais aucun des deux, par bonheur, ne modifie ses plans exagérément. La plupart des artilleurs dont le feu, bien dirigé, aurait sauvé nombre de vies britanniques, demeurent des spectateurs inactifs de la bataille, bien qu'ils soient plus proches du théâtre

d'opérations : « Au total, écrit Neil Fraser Tytler, qui appartient à une brigade de territoriaux du Lancashire, notre journée s'est passée très agréablement, nous n'avions rien d'autre à faire que de rédiger une foule de rapports pour le quartier général afin de décrire le spectacle stupéfiant qui nous était offert. Nous n'avions qu'à surveiller le tir de nos pièces, la progression du tir de barrage ayant été préparée longtemps à l'avance. »

Tout au long de cette période, le seul groupe de soldats qui possède des informations substantielles sur le sort de leur unité est celui des estafettes de bataillon. On peut observer ironiquement que les remontrances faites plus tard par Hitler, ancienne estafette du 16e régiment de réserve bavarois, aux hommes du haut commandement allemand selon lesquelles il en savait plus qu'eux sur la guerre n'étaient pas entièrement dénuées de fondement.

Les blessés

Si l'on considère que le haut commandement passe la majeure partie de cette journée du 1er juillet dans l'ignorance de ce que fait la 4e armée, sa passivité peut se comprendre. Quant à l'absence d'ordres, elle excuse aussi le fait que les officiers intermédiaires s'en tiennent au plan fixé. Mais on a plus de mal à comprendre les conséquences militaires de tout cela, même les plus immédiates. Les Allemands, sur la Somme, sont en trop nette infériorité en hommes, en artillerie, en intendance, pour imaginer profiter de la désorganisation britannique et lancer une rapide contre-offensive. De ce point de vue-là, on peut dire que la poursuite de l'attaque n'a pas aggravé l'erreur militaire commise. Mais elle a bel et bien accentué toute la journée l'ampleur et la durée des souffrances humaines. On ignore dans quelle proportion, mais elle n'est pas négligeable. Le nombre des blessés est considérable. Nombre d'entre eux passent la journée à agoniser au milieu du *no man's land*.

Les blessures de Waterloo, quand elles ne causaient pas la mort tout de suite, avaient des conséquences fâcheuses dans nombre de cas, septicémie et péritonite principalement, mais, hormis celles dues au canon, elles étaient généralement simples : pénétration d'une lance ou d'une balle à la vitesse relativement faible, entailles dues à des coups de sabre. Si le saignement n'était pas trop important, si la blessure n'était pas souillée par la terre, si les intestins n'étaient pas touchés, les chances de survie étaient supérieures à ce que nous pourrions croire aujourd'hui. Sur la Somme, les blessures

sont bien plus diverses et sévères que celles qu'avaient à traiter les chirurgiens de Waterloo. En 1916, l'arme blanche a presque disparu. Si de nombreux corps sont marqués de coups de baïonnette, on suppose que ceux-ci ont été portés après la mort des victimes. Moins de un pour cent des blessures infligées durant la Première Guerre mondiale le sont par arme blanche. On compte trente pour cent de blessures par balles – la proportion doit être plus importante encore pour le premier jour de la bataille de la Somme, les mitrailleurs n'ayant pas manqué de cibles. Cela explique aussi une moindre proportion de blessures par explosifs et par obus. Celles-ci représentent toutefois soixante-dix pour cent du total. Les blessures par éclats d'obus sont surtout redoutées à cause des dégâts physiologiques multiples qu'elles occasionnent. Au pire, la victime est pulvérisée, on n'en retrouve rien de reconnaissable, et parfois rien du tout.

Le médecin officier du 2e *Royal Welch Fusiliers* se souvient : « Un guetteur venait de faire une sortie quand un obus explosa sur lui, ne laissant rien, aucune dépouille à portée de vue. » Un peu plus tôt, il a vu « deux hommes projetés dans les airs verticalement, environ cinq mètres au-dessus du sol, parmi des blocs de terre, à environ cent cinquante mètres de moi. Ils se sont élevés, puis sont retombés avec une grâce d'acrobate. Un fusil, tourbillonnant mollement, s'éleva encore plus haut qu'eux et retomba de même. Cette vision, même dans des circonstances pareilles, rappelait un peu les jeux de l'enfance : je me souvins d'un numéro que j'avais vu dans un cirque à St. Andrews ». Moins spectaculaires mais parfois tout aussi meurtrières, les surpressions ou les dépressions provoquées par les explosions et qui affectent l'organisme humain : poumons défoncés, hémorragies cérébrales. C'est une mésaventure de ce genre qui tue trois hommes des *Welch Fusiliers*, trouvés « assis dans un trou d'obus, sans autre marque que leurs habits roussis ». La plupart des blessures d'obus sont toutefois dues aux shrapnells. Ces balles de faible vélocité perdent rapidement de la vitesse : à cet égard elles sont moins dangereuses que les balles de fusil. Mais elles explosent en grappes, et c'est la multiplicité des impacts qui est redoutable. Leurs éclats sont de forme irrégulière, d'où des dommages importants sur les chairs, qu'ils pénètrent généralement avec des corps étrangers, comme des morceaux de vêtements. L'infection est presque inévitable. De très gros fragments d'obus peuvent évidemment, comme les boulets de canon de Waterloo, causer des amputations, décapiter, etc.

Comme agent destructeur, sur des distances plus ou moins longues, la balle est championne toutes catégories. Contrairement à la balle de mousquet, animée d'une vitesse médiocre, qui ne tourne pas sur elle-même et pénètre difficilement les chairs à travers les vêtements, la balle moderne, conique, rapide, animée d'une rotation le long de son axe, provoque des dommages importants sur le corps humain. Dans le meilleur des cas, la pénétration est nette, et le trou de sortie guère plus large que celui d'entrée. Mais si le projectile ricoche à l'intérieur du corps pour des raisons balistiques ou parce qu'il a heurté un os au passage, à partir du point de ricochet, les dommages deviennent beaucoup plus vastes. Quant à la sortie, elle donne aux gens non avertis l'impression qu'il s'agit de l'entrée, avec une apparence d'explosion. La balle qui rencontre un os et le brise cause en effet d'autant plus de dommages qu'elle continue de traverser les chairs au milieu de ses éclats, lesquels deviennent autant de projectiles secondaires redoutables pour les tissus. Certains projectiles ont aussi des effets hydrauliques, leur passage drainant les parties traversées de leurs liquides physiologiques avec une pression intolérable pour les tissus. Si l'on en croit les statistiques médicales de l'époque, la fréquence relativement moindre des blessures par balles s'explique par le fait qu'elles causent la mort instantanément. Les médecins n'examinent pas les morts, ne relevant que la nature des blessures qui leur sont présentées. Ainsi, dans une grande antenne médicale, la proportion de blessures par balles relevées en une année de combat tourne autour de trois pour cent.

Nombre des blessures causées par cette guerre de tranchées, sans parler de l'abondance de cas à traiter, représentent une nouveauté pour les chirurgiens. Toutes les armées, et l'armée britannique particulièrement, ont déployé des efforts remarquables pour résoudre au mieux le problème chirurgical posé par la guerre. Pour ce qui est de la Somme et pendant la période qui suit, le principe est : un lit par soldat évacué, anesthésie, antiseptiques, pansements, instruments. Tout cela est parfaitement disponible. Chaque soldat porte d'ailleurs, cousu dans son uniforme, un pansement stérile. La classification des groupes sanguins a été découverte par Landsteiner juste avant la guerre, et les transfusions sont de pratique sûre et bientôt courante à partir de 1917. Les techniques chirurgicales sont très au point et bien adaptées à la variété inédite des blessures rencontrées. Le principe de l'ablation des tissus endommagés a été découvert en 1915 et, quand il commence à être pratiqué systématiquement, permet de réduire la

crainte majeure en cas de blessure intramusculaire : la gangrène gazeuse, infection contractée quand la victime tombe au sol par le biais de micro-organismes présents dans la terre. Mais très souvent les chirurgiens doivent prendre des décisions d'urgence radicales comme les amputations, bien plus nombreuses que pendant la Seconde Guerre mondiale, les diverses techniques de replâtrage des tissus osseux s'étant beaucoup développées par la suite. En cas de blessures importantes à la tête, à la poitrine, au ventre, les praticiens ne disposent, hélas, d'aucun recours contre une infection. Il faut attendre les antibiotiques, dont l'usage se répand après 1943.

Pourtant, malgré la multiplication des dangers qui guettent les combattants de la Première Guerre mondiale, l'existence du système médical contribue à rassurer les soldats. Vue dans son ensemble, l'infrastructure est impressionnante. Parallèlement aux réseaux de communication et d'approvisionnement conçus pour transporter les soldats et leur fournir le nécessaire pour combattre, avec leurs câbles, leurs lignes de chemin de fer, leurs voies de desserte, leurs dépôts de corps d'armée et de division, leurs ateliers et leurs parcs d'artillerie, le réseau médical a la charge de l'évacuation du soldat touché, des soins et du renvoi de l'intéressé en ligne s'il en réchappe. Le premier maillon du système est le poste de secours avancé, où le médecin du bataillon trie les blessés, isole les mourants, et envoie ceux qu'il ne peut soigner (tous, sauf les blessés légers) loin des lignes, après les avoir pansés et leur avoir administré des sédatifs. La deuxième étape est donc le poste de relais, puis viennent le poste de secours divisionnaire et l'antenne d'évacuation des blessés. De là, ceux-ci sont évacués vers un hôpital, soit de campagne, soit civil, en France ou en Grande-Bretagne. Au début de la guerre, la règle consiste à retarder l'acte opératoire jusqu'à ce stade. Mais on s'aperçoit vite que certaines blessures « voyagent » mal, spécialement celles reçues à la poitrine et à l'abdomen. L'habitude est donc prise d'opérer de plus en plus tôt. En 1916, ce qui était l'antenne d'évacuation des blessés est devenu le principal lieu de chirurgie d'urgence. Mais on opère aussi dans les postes de secours régimentaires, à portée de tir de l'ennemi. On y effectue une sélection dont on cache la réalité aux victimes, mais que les médecins entre eux ne peuvent nier. On l'appelle communément le « triage », terme emprunté à l'armée française, qui a institué ce système consistant à choisir les blessés qui peuvent supporter le voyage vers l'arrière, puis à séparer ensuite ceux qui « méritent » une opération de ceux qui vont mourir. Plus les blessés sont

nombreux, plus le dernier groupe grossit. Chaque antenne d'évacuation dispose d'une tente spéciale, qui n'est rien d'autre qu'un mouroir.

Mais, vu les circonstances, ce dernier groupe n'est peut-être pas le plus mal loti. Les patients des mouroirs se voient administrer des sédatifs, sont lavés, nourris, abreuvés, soignés par des infirmières ; tout est fait pour leur dissimuler le fait qu'ils vont bientôt mourir. Parvenus à ce stade, ils se voient épargner l'épreuve la plus terrible que la guerre peut infliger aux hommes, et que ce 1er juillet réserve à de nombreux blessés : mourir seul dans les souffrances au milieu du champ de bataille. Au sein de la 4e armée, il manque un maillon dans une chaîne d'évacuation médicale pourtant élaborée. Ce ne sont pas les transports pour évacuer les hommes du poste de relais vers l'arrière, mais le dispositif à l'avant du poste de secours avancé. L'évacuation des blessés de chaque bataillon repose sur l'action de trente-deux brancardiers, qui peuvent donc assurer le transport de seize hommes à la fois, chaque transport prenant une heure en moyenne. Or, dans nombre de bataillons, il y a en ce 1er juillet plus de trois cents blessés ; ou, plutôt, trois cents hommes qui arrivent au poste de secours avancé. Le chiffre comprend donc les blessés légers capables de quitter le champ de bataille par leurs propres moyens, en plus des blessés graves ramassés du côté britannique du *no man's land*. Mais *quid* de ceux tombés au-delà ? Quelques-uns, touchés à la tête, à la poitrine ou souffrant d'hémorragies, seraient morts de toute façon pendant le transport en brancard, qu'ils soient tombés près des lignes britanniques ou allemandes. Mais d'autres appartiennent à une catégorie intermédiaire : ceux qui souffrent de blessures, au poumon par exemple – dont les conséquences peuvent se traduire par un manque d'oxygène dans le sang – ou à l'abdomen – cause d'hémorragie interne et de péritonite –, susceptibles d'être guéries si l'évacuation a lieu à temps. Ces blessures, tout comme d'autres plus légères, sont assorties d'un phénomène de choc, avec une perte de sang importante nécessitant une intervention rapide. Il est difficile d'estimer avec précision le nombre de soldats affectés par ce type de blessures mais, pour ce qui est de la poitrine et de l'abdomen, on peut observer qu'il s'agit de la moitié de la surface offerte aux balles ennemies dans la station debout ; et la surface du corps qui abrite les grands vaisseaux, la colonne vertébrale, le cœur, les artères représente moins de la moitié encore. On peut donc supposer qu'à peu près un quart des blessures non immédiatement mortelles concernent la poitrine et l'abdomen. A cette catégorie, il faut ajouter les fractures du fémur, pratiquement toujours

associées à un choc et à une hémorragie importants, et les pénétrations de la boîte crânienne, qui en l'absence d'antibiotiques aboutissent fréquemment à des abcès cérébraux, sauf intervention chirurgicale dans les douze heures. Il est ainsi possible de conclure qu'un tiers des blessures infligées ce 1er juillet 1916 sont « critiques mais pas immédiatement fatales ».

Ceux qui tombent du mauvais côté du *no man's land* ou au sein même du dispositif allemand, spécialement là où l'attaque britannique est en train d'échouer ou de connaître des difficultés, n'ont guère de chances de s'en sortir. En plusieurs endroits, très tôt dans l'engagement, les Allemands offrent aux Britanniques une trêve officieuse et unilatérale : vers 2 heures de l'après-midi, sur le front de la 56e division de Londres, on rapporte qu'« un médecin allemand sortit avec un drapeau blanc et dit qu'il ne voyait pas d'objection à évacuer les blessés vers leur camp à condition que le tir cesse ». Sur le front du 3e corps d'armée, l'évacuation n'a pas lieu avant le 3 juillet, sur celui du 10e corps le 4 juillet, malgré le recrutement important de brancardiers auquel on procède parmi les hommes du génie et les artilleurs. Gerald Brenan, sillonnant le champ de bataille pour y rendre visite à son ami Ralph Partridge trois semaines plus tard, décrit ainsi le sort des blessés : « Ceux qui ne pouvaient pas être évacués avaient rampé dans des trous d'obus, enveloppés de leurs couvertures imperméables, ils avaient saisi leur bible et ils étaient morts ainsi[8]. » On peut supposer qu'un tiers des vingt et un mille tués du 1er juillet ont connu un sort semblable faute d'avoir été évacués dans les premières heures vers le poste de secours avancé.

La détermination au combat

Le soldat de l'époque n'imagine pas être laissé agonisant sur le champ de bataille. La réduction du délai entre le moment de la blessure et celui de l'évacuation constitue le principal progrès du temps. Dans les armées occidentales, pendant la Seconde Guerre mondiale, ce délai est fréquemment de moins d'une heure ; au Vietnam, où les pilotes des hélicoptères sanitaires sont rompus aux atterrissages sous les tirs ennemis, la moyenne est de quinze minutes, c'est-à-dire moins que le temps d'évacuation pour un accident de la route dans le civil. En outre, aujourd'hui, la victime peut être transfusée dans l'hélicoptère, et l'hôpital de destination offre des capacités de réanimation hors pair et des chirurgiens spécialistes de toutes sortes. De nos jours, la victime n'a vraiment pas de

chance si, ayant survécu au premier impact, elle meurt de ses blessures après coup.

Le soldat de la Première Guerre a déjà compris l'espoir de survie que représentait la combinaison inédite entre chirurgie, anesthésie et antiseptiques. Quant aux dangers du champ de bataille lui-même, décuplés depuis Waterloo, il n'en a qu'une perception vague, et la gravité des blessures qu'il risque n'est pas claire dans son esprit. Qu'est-ce qui le détermine donc, en fonction de tout cela, à quitter son abri, à marcher au feu et à combattre ?

Il faut d'abord préciser que tout le monde n'y est pas prêt. A la veille de l'offensive de la Somme, moment crucial entre tous, nombre de soldats se mutilent eux-mêmes pour y échapper[9].

Dans les moments de découragement de cette guerre, notamment dans les dernières heures de la troisième bataille d'Ypres (« Passchendaele »), quelques bataillons britanniques prennent en compte l'incapacité morale de certains soldats à supporter le feu et les dispensent d'attaquer « par un minable souci d'humanité », écrit le sévère médecin du 2e *Royal Welch Fusiliers* le 15 octobre 1917. Il ajoute : « On encourage deux ou trois pauvres types à la lâcheté chaque fois qu'il faut risquer sa peau, résultat : de plus en plus de soldats se soustraient impunément, l'attaque échoue, les pertes se comptent par milliers, parce que les hommes les plus déterminés ne sont pas soutenus. » Si l'on considère la guerre d'un point de vue très général, toutes les armées atteignent un jour ce point où une majorité ou une minorité d'hommes refusent d'y aller. Pour l'armée française, cela se produit en mai 1917 quand des phénomènes de mutinerie affectent cinquante-quatre des cent dix divisions du front occidental ; dans l'armée russe, c'est en juillet 1917 après l'effondrement de l'offensive Kerenski ; dans l'armée italienne, en novembre 1917, quand la 2e armée se débande devant l'offensive austro-allemande de Caporetto. En mars 1918, la 5e armée britannique s'effondre elle aussi, tant moralement que physiquement ; et, en octobre, ce sont les Allemands qui disent à leurs officiers, sur le front de l'Ouest, qu'ils ne monteront plus au feu. Dans tous ces cas, à l'exception du dernier et de la bataille de Loos en septembre 1915, où l'armée britannique connaît ses premières pertes lourdes, le moment de l'effondrement se situe après deux ans et demi à trois ans d'affrontement. Ce n'est toutefois pas la durée qui compte le plus, mais le rapport entre les pertes subies et le nombre d'hommes au combat ; un

calcul sommaire, faute de mieux, car les statistiques ne sont guère précises en la matière, permet de dire que les mutineries se déclarent grossièrement dès que les pertes atteignent le nombre des fantassins engagés. A raison de plus ou moins dix mille fantassins par division (et le nombre de divisions anglaises, françaises, italiennes et russes est respectivement de soixante, cent dix, quarante-cinq et cent vingt), nous obtenons des chiffres de six cent mille, un million cent mille, quatre cent cinquante mille et un million deux cent mille hommes, soit plus ou moins le nombre de morts que chacune de ces armées déplore au moment de la crise de confiance. L'armée allemande semble échapper à ce semblant de loi. Mais il faut se rappeler que, jusqu'à la fin de la guerre ou presque, elle accumule les victoires : en 1914, Tannenberg, en 1915, Gorlice Tarnow, en 1916, la Roumanie, en 1917, Caporetto et l'armistice russe, en 1918 une série de percées sur les fronts britanniques et français.

Des considérations comme celle-ci nous renseignent pourtant bien peu sur la motivation (ou non) du soldat de la guerre des tranchées. Sur la Somme, le 1er juillet, plusieurs facteurs jouent, découlant de la composition et de l'expérience – ou de l'inexpérience – de la 4e armée. Mais, au-delà des considérations de cohésion, d'esprit de sacrifice, de patriotisme national ou de clocher, d'autres éléments entrent en jeu. L'excès de confiance, la crédulité ne sont pas pour rien dans la détermination à enjamber le parapet de la tranchée. Mais mettre l'accent sur le recrutement populaire des armées Kitchener revient à minimiser l'importance du commandement pour les déterminer au combat. Si l'on ne peut être qu'écœuré par l'attitude du haut commandement, il est permis de se demander si les officiers subalternes de cette armée, consciencieux, vertueux, exemplaires, n'ont pas été les meilleurs dont ait jamais disposé l'armée britannique durant toute son histoire. La « génération perdue », l'« officier issu de l'école publique », ces clichés semblent tellement convenus aujourd'hui qu'ils paraissent presque déplacés. A la fin de la guerre, les officiers du BEF ne sont plus une caste sociale, leur recrutement est même plus large que durant la Seconde Guerre mondiale. La guerre de 1939-1945 établit leur recrutement sur des bases scientifiques : tous les candidats doivent répondre à des questionnaires permettant d'évaluer leur intelligence, leur équilibre, leur esprit de camaraderie, leur aptitude au commandement, toutes choses qui donnent aux classes moyennes le pas sur la classe ouvrière. Le taux des pertes en officiers durant la Première Guerre mondiale aurait montré les limites de ce

système s'il avait été mis en place. A mesure que la campagne militaire sur le front de l'Ouest s'amplifie, on prend plutôt l'avis des commandants d'unité pour les promotions dans le rang. Alors, des hommes dont la seule qualification est issue du combat et qui, en temps de paix, n'auraient pas pu imaginer devenir officiers, se retrouvent lieutenant, capitaine, commandant, et même lieutenant-colonel. Sur le long terme, ce système de promotion de fait (évité dans l'armée allemande par des statuts bâtards comme ceux d'« officier adjoint » ou de « sergent-major-lieutenant ») a un effet très bénéfique sur l'évolution des classes sociales en Angleterre. Sur le terrain, il demeure toutefois difficile pour tout nouvel officier de se montrer digne du rang auquel on l'a hissé.

Le comportement de l'officier de carrière aurait dû servir de modèle à ces officiers « temporaires » (on disait alors un peu cruellement « *gentleman* temporaire »). Mais les officiers réguliers n'aiment pas servir dans les bataillons Kitchener. En témoigne ce récit : « L'inspection commença. Le général s'aperçut que de nombreux hommes dans les rangs avaient commencé à servir en août 1914. Avec eux il se sentait à l'aise, car il venait juste de quitter l'inspection du 20e *Royal Fusiliers* (un bataillon Kitchener). Il plaisanta avec les hommes, discuta, leur pinça l'épaule et l'oreille, leur demanda s'ils avaient des enfants et combien, et s'ils allaient en faire d'autres une fois rentrés. Comme il passait en revue tous ces hommes de 1914, il finit par tomber sur l'officier qu'il poussa un peu du coude en lui disant : "Vous avez bien de la chance." Quand l'inspection fut achevée il déclara : "Ça m'a fait plaisir. Voilà le genre de soldats dont nous sommes familiers depuis trente ans[10]." »

Dans la plupart des bataillons Kitchener, les seuls officiers de carrière sont le colonel et son adjoint. Ce qui permet aux nouveaux officiers de ressembler aux anciens de manière si remarquable, c'est leur recrutement parmi les jeunes hommes instruits, à une époque où justement les officiers de l'armée régulière possèdent des vertus d'éducation plutôt que des vertus typiquement militaires. Evidemment, cela paraît bizarre, dans la mesure où l'on accuse justement le système anglais des *public schools* de militarisme avant 1914, ce qui en un sens est vrai. Mais contrairement aux écoles militaires allemandes, qui sélectionnent le futur officier dès l'enfance et l'éduquent selon des règles strictement militaires, les écoles anglaises que fréquente la petite bourgeoisie ne mettent pas l'accent sur ce seul domaine, elles font porter l'effort sur toute une variété de disciplines : sport,

érudition, morale, religion. Le garçon de dix-huit ans arrivant au *Royal Military College* est traité comme une personne au caractère déjà formé, qui n'a besoin que d'un entraînement tactique pour faire honneur à son régiment.

Ainsi l'officier amateur des nouvelles armées sait-il d'entrée de jeu ce qu'on attend de lui. Et il sait aussi dans quel cadre l'embryon de régiment qu'il a rejoint avec ses pairs et subordonnés doit évoluer. Le régiment britannique, nœud de traditions complexes, au caractère individuel très affirmé, fait d'affinités locales, de rituels annuels, de rivalités entre les compagnies, d'autonomie farouche, fier de son nom unique – *King's Shropshire Light Infantry*, *Loyal North Lancashire*, *Duke of Wellington's*, *Royal Fusiliers* –, ce régiment est une émanation directe du système d'éducation victorien. De ce fait, les officiers amateurs du temps de guerre n'ont pas grand effort à faire pour offrir à leurs hommes mal entraînés un type de vie militaire et de commandement comparable à celui de l'armée régulière. Ils organisent des jeux pour la troupe, y prennent part, comme dans les écoles anglaises où la recette a fait ses preuves. Ils organisent des compétitions entre les différentes unités – cross, tir, terrassement – parce que le procédé, là encore, a donné sa dynamique au système scolaire. Ils veillent aussi à la nourriture, à la propreté, parce qu'en tant qu'aînés au collège ils ont fait de même pour les plus jeunes. Le code militaire des punitions et récompenses, appliqué sans la moindre variante, reflète lui aussi le système dans lequel ils ont grandi. Et ils emmènent leurs hommes à l'église parce qu'à l'école tout le monde y allait le dimanche.

Il est important toutefois de ne pas exagérer ce trait chez les officiers des nouvelles armées. Certains d'entre eux, à l'exemple du plus célèbre, Rupert Brooke, sont devenus des intellectuels agnostiques pendant leurs années d'université. D'autres sont non croyants ou non pratiquants. Ils n'auraient pas été dépaysés dans l'armée de Wellington. Graham Greenwell, un garçon de Wykeham âgé de dix-huit ans dont le journal nous permet de corriger la légende de la « génération perdue », semble avoir mené une vie résolument païenne pendant quatre ans, partageant avec Julian Grenfell, un officier de l'armée régulière, l'opinion selon laquelle « la guerre est comme un grand pique-nique, sauf qu'un pique-nique n'a pas d'objet » ; avant cela, ajoute-t-il, il n'avait « jamais été aussi heureux ». Grenfell diffère pourtant de Greenwell, car la perspective de tuer des Allemands plaît au premier, qui s'est fait faire un fusil spécial. Nombre

d'officiers amateurs et quelques-uns des réguliers, au moins dans les débuts, répugnent à tuer. Greenwell raconte combien il est désireux de tuer des Allemands, chose rare. Quand il en voit enfin un à sa portée, il donne son fusil à un sergent pour qu'il tire à sa place. Hanbury-Sparrow, un officier régulier, est plus précis quant à ses propres objections de conscience : « Vous n'avez aucun désir d'être tué, vous n'aimez pas tuer non plus. Vous vous dites que les officiers n'ont pas à se mêler au tumulte, que c'est pour les hommes, que vous, vous êtes fait pour penser. » Son objection n'est pas seulement morale, par conséquent. Il poursuit, non sans hauteur, en dressant le portrait de l'officier idéal :

> Etait-on brave ou non ? Voilà à quoi nous pensions. La bravoure condensait toute la force morale d'un homme… tous les bataillons avaient leur petit panthéon d'officiers auquel les soldats se référaient volontiers. Ils pouvaient être blessés ou malades, on savait que ceux-là s'en tireraient. Autour de ce noyau d'officiers, les autres gradés se renouvelaient constamment. La mort en emportait beaucoup, mais parmi les survivants seuls les bons étaient admis au panthéon. Les autres non, ni les ivrognes et les débauchés, ni les hommes dont la conduite trahissait une médiocre règle intérieure. Là, dans les tranchées, vos péchés vous trahissaient tôt ou tard.

Cette relation entre le courage et la moralité, sorte de puritanisme appliqué à l'héroïsme, correspond bien à l'approche de la guerre dont il vient d'être question, au moins dans les débuts – et pourtant Sparrow n'est pas un chrétien très orthodoxe puisqu'il est un disciple de Rudolf Steiner. Donald Hankey, tué sur la Somme en octobre 1916, semble exprimer les sentiments d'un grand nombre d'officiers de la nouvelle armée. Les articles dans lesquels il semble prendre la parole au nom de sa génération sont publiés dans le *Spectator* et signés : « Un étudiant sous les drapeaux ». Le plus significatif pour un lecteur d'aujourd'hui est sans doute son portrait de l'officier idéal, intitulé « Le capitaine bien-aimé » :

> Il arriva dans les premiers temps, grand, droit, souriant ; pendant quelques jours il se contenta d'observer. Et puis il commença son travail. Il repéra les plus mauvais éléments… et fit en sorte qu'ils s'écartent d'eux-mêmes. Sa confiance était contagieuse. Sa simplicité ne pouvait qu'emporter l'adhésion. Assez vite les mauvais trouvèrent qu'ils n'étaient pas si mauvais que ça. Le fait est qu'il se débrouilla pour se faire aimer. Si quelqu'un avait mal aux pieds il s'agenouillait pour l'examiner, s'il fallait faire des points de suture à un blessé il les faisait lui-même. Il y avait quelque chose de religieux dans sa façon de se pencher sur nos pieds, quelque chose qui rappelait l'attitude du Christ.

La suite de l'histoire, un peu plus habile, montre clairement où Hankey veut en venir. A travers ce catalogue complet des vertus de l'officier, il

suggère tout simplement que le capitaine bien-aimé n'est autre que le Christ lui-même. « Nous savions que nous allions le perdre… mais comment la compagnie allait[-elle] faire sans lui ? Sa présence nous permettait d'oublier nos propres craintes et de ne plus penser… qu'au régiment à l'honneur. »

Il est tué…

> Mais il vit… et nous qui l'avons connu ne l'oublierons pas. Et je pense que ceux qui sont passés de vie à trépas l'ont vu. Quand ils sont passés de l'autre côté, je pense qu'ils l'ont rencontré… Et lorsqu'ils mirent un genou en terre devant la noble figure crucifiée… je pense qu'ils virent, sur son visage, le sourire du capitaine. En cette foi, laissez-moi mourir, si la mort doit me prendre.

Il est douteux que la majorité des officiers aient partagé la vision de Hankey. Ce trait révèle au moins quelle est la nature des aspirations des officiers au début de la guerre et nous aide à comprendre pourquoi des milliers d'hommes franchissent le parapet le 1er juillet 1916 et s'avancent derrière leurs officiers dans le *no man's land*. Mais il faut un brin d'explication supplémentaire pour comprendre pourquoi ils continuent d'avancer vers l'ennemi. Dans les conditions de la Première Guerre mondiale, en effet, il est impossible pour les officiers de galvaniser des hommes en rangs serrés, comme à Waterloo. Les hommes sont déployés en tirailleurs, ce qui signifie que beaucoup d'entre eux sont trop loin de leur officier pour être sous son contrôle physique – il n'est pas possible de faire serrer les rangs sur la Somme. En outre, le vacarme, plus grand encore qu'à Waterloo, est tel qu'on ne s'entend plus au-delà de quelques mètres.

Le désir de pillage ne fait clairement pas partie des motivations du soldat. Les soldats de 1914-1918 ont la possibilité de laisser leur argent au responsable de leur unité, quant aux bijoux et souvenirs, ils n'ont pas la même valeur qu'à Waterloo, et le gain ne vaut pas que l'on risque sa vie.

La contrainte est un moyen autant utilisé qu'autrefois pour contraindre les hommes à aller au combat. Crozier évoque les fuyards de son bataillon durant l'après-midi où la division de l'Ulster attaque la redoute des Souabes :

> Une horde de fuyards affamés, fatigués et assoiffés m'approche, en provenance de l'est : « Où allez-vous ? » leur dis-je. L'un dit ceci, l'autre cela. On leur donne à boire et on les renvoie de force au combat. Un autre groupe encore plus nombreux se détache, ils se feraient damner plutôt que de rester, alors un jeune officier subalterne plein de fougue se rue vers eux, mais ils le repoussent. Il sort son revolver, ils s'en moquent. Il tire, un soldat tombe à ses pieds. Effet instantané : ils repartent au combat.

Chaque bataillon demande aux hommes restés en arrière de faire la « police » sur le champ de bataille. Chez les *Queen Victoria's Rifles*, on leur demande de s'assurer qu'aucun déserteur ne reste dans les tranchées et, au cas où ils en trouveraient, de les renvoyer de force à leur compagnie. Ces missions de police sont facilitées par la topographie du champ de bataille de la Première Guerre. Les hommes qui veulent se dispenser d'aller au feu restent dans les tranchées qui, comme les couloirs d'un internat, sont faciles à arpenter pour les surveillants.

Et pourtant la coercition ne fait pas tout, et on peut même dire qu'elle compte pour peu de chose. On s'en rendrait sans doute mieux compte en tentant de comprendre la motivation des défenseurs allemands. Là aussi, la topographie joue manifestement un rôle important. Comme le souligne le plan d'attaque britannique, et comme le savent les Allemands sans qu'il soit nécessaire de le leur dire, la possession du parapet situé devant eux est déterminante. C'est une question de vie ou de mort. Si les Britanniques l'atteignent en premier, ils peuvent tuer les défenseurs en lançant des grenades dans les tranchées sans risque pour eux-mêmes. Les Allemands, bien entendu, peuvent les en dissuader en proposant leur reddition. Mais, si on laisse de côté la question de l'honneur et de l'esprit combatif, la chose n'est pas simple dans une guerre de tranchées. Les prisonniers ne sont pas monnayables, donc on n'a guère d'intérêt à en faire. C'est à celui qui souhaite se rendre qu'il appartient de faire accepter sa reddition, ce qui est difficile car les ennemis se rencontrent rarement. Les rencontres sont donc des événements particulièrement stressants et un cri de reddition sortant d'un abri obscur, qui plus est lancé dans une langue étrangère, peut être mal interprété. Même une fois reconnu comme prisonnier, le captif n'est pas en sécurité. La prudence requiert en effet qu'on lui fasse traverser le *no man's land* vers les lignes ennemies, et il risque de périr sous les tirs de sa propre artillerie, sans parler du risque d'être abattu par la deuxième vague d'assaut des fantassins qui peuvent le prendre pour un attaquant. Les prisonniers allemands connaissent ce genre de problèmes le 1er juillet 1916. Près de quatre-vingts des trois cents prisonniers indemnes envoyés à l'arrière des positions de la 56e division anglaise devant Gommecourt sont tués à 9 h 30 par un tir de barrage allemand ; plus tard, Crozier, qui commande le 9e *Irish Rifles*, s'aperçoit que ses renforts sont en train de tirer sur les prisonniers ramenés à l'arrière par des blessés de son régiment. Sur son

commandement, le tir cesse mais non sans regret. « Après tout, entend-il une jeune recrue s'exprimer, ce ne sont que des Allemands ! »

Nul besoin d'autres exemples pour expliquer la férocité avec laquelle les Allemands se défendent contre l'attaque britannique. En un sens il n'y a donc là rien de personnel. Se rendre n'est pas conforme au code de l'honneur et peut de surcroît être très dangereux. S'enfuir est impossible (les Allemands ont aussi leur police des tranchées). Tuer des Britanniques est par conséquent une nécessité – que la plupart auraient certes appelée « devoir ». Du côté britannique, on les soupçonne même d'y trouver du plaisir. Pourtant, le fait d'infliger la mort aussi facilement ne semble guère procurer de plaisir à l'espèce humaine. (Le zoologue Hans Kruuk a essayé en vain de le déceler dans le comportement de certains animaux prédateurs devant les troupeaux de proies qu'ils savent incapables de leur échapper.) On imagine que ce n'est pas par esprit de vengeance que les Allemands tirent sur les soldats ennemis blessés qui rampent à découvert – quand ils sont encore capables de ramper. Les Allemands, qui viennent d'essuyer un terrible pilonnage, qui se trouvent inférieurs en nombre, qui ont échappé à l'explosion de grenades souterraines, sont prêts à tirer sur tout ce qui bouge, voilà tout.

Si cela permet de comprendre la motivation des Allemands à combattre, cela permet également de comprendre pourquoi les Britanniques sont si désireux de s'emparer de leur parapet. Mais cela explique-t-il pour autant que les Britanniques soient prêts à quitter ce premier abri, une fois celui-ci conquis, pour pousser jusqu'à l'objectif suivant ? Excitation, sens du devoir, fidélité au plan arrêté après maintes répétitions des étapes de l'attaque, tout cela joue. De même, la conquête de la première tranchée a permis le rassemblement des hommes sous l'autorité de leur officier. Nombre de récits montrent en effet les officiers parcourant la tranchée pour parler aux hommes, les exhorter, les encourager, les féliciter, juguler le désordre. Mais une fois encore, comme chez les Allemands, des éléments topographiques et mécaniques jouent leur rôle. La première tranchée ennemie est un endroit dangereux. Ses défenses, en arc de cercle, sont orientées du mauvais côté et les soldats britanniques ont dans le dos le *no man's land*, avec tous ses dangers. Subir une contre-attaque dans cette première tranchée, c'est prendre le risque d'être repoussé dans l'enfer qu'on vient de quitter, livré au tir de barrage ennemi ou au feu des mitrailleuses. Continuer d'avancer est donc un gage de sécurité, surtout si le barrage de sa

propre artillerie tombe un peu en avant, ce qui permet de se frayer un passage jusqu'à la tranchée suivante. Une fois qu'on l'a atteinte, on dispose d'une certaine marge de manœuvre vers ses propres arrières en cas de retraite forcée ; il s'agit aussi de laisser libre un espace destiné aux renforts, si l'on doit faire face à une contre-attaque ennemie. Jusqu'où la combinaison de tous ces éléments peut inciter les fantassins à progresser en territoire ennemi, il est difficile de le dire. Leur analyse dépend pour l'essentiel du jugement de l'officier. Mais la précarité du sort des soldats tapis dans la première tranchée ennemie est connue de la plupart des troupes ; une fois prise la décision d'en repartir, il semble que seul l'épuisement ou la résistance inopinée de l'ennemi puissent limiter l'avance. Ce qui arrive ensuite dépend des règles de la guerre de tranchées.

Commémoration

Le 1er juillet ne marque pas la fin de la bataille de la Somme. L'offensive est renouvelée plusieurs fois au cours de l'été, de l'automne et jusqu'au début de l'hiver. La fin officielle de l'engagement se situe le 18 novembre. L'histoire distingue huit phases dans cette bataille après le 1er juillet.

Au terme des combats, quatre cent dix-neuf mille six cent cinquante-quatre soldats britanniques ont laissé leur vie sur la Somme, et près de deux cent mille français. Le nombre exact de victimes allemandes est encore sujet à conjectures ; dans chaque camp, les historiens officiels essaient de prouver qu'il a été plus important de leur côté que chez l'adversaire, lequel tente de démontrer le contraire.

Mais, à bien des égards, la bataille de la Somme n'a pas encore pris fin. Les villages et les villes du champ de bataille ont été reconstruits en briques rouges plutôt disgracieuses dans le courant des années 1920. A la même époque on exhumait les corps de la majorité des victimes alliées pour leur donner une sépulture plus digne. Les Britanniques sont regroupés dans cinquante cimetières paysagers. Ils ne forment qu'une partie de ceux que la Commission des cimetières de guerre de l'Empire britannique a dispersés dans tous les pays où sont morts des soldats britanniques depuis 1914. Mais le principal mémorial que la Somme dédie à la nation britannique ne comporte ni plaques de marbre ni inscriptions. Il est intellectuel, littéraire, et révèle une vérité dont la Grande-Bretagne aura longtemps été préservée

par sa marine : la guerre menace l'ensemble des générations montantes d'une nation. Les effets de cette révélation se font sentir jusque pendant la Seconde Guerre mondiale : « A un moment, alors que le général Marshall se trouvait en Angleterre, égrenant les arguments les plus logiques et les plus sensés qui militaient en faveur d'un débarquement sur le continent, lord Cherwell lui répondit : "Il est inutile d'argumenter, la meilleure réplique à ce que vous dites, ce sont les morts de la Somme." » La stratégie britannique tout entière est empreinte du même souci, à la fois officiel et académique : ne plus livrer de combats pour lesquels on n'est pas fait. En effet la cause de la défaite, le premier jour de la Somme, n'a pas besoin d'être analysée longtemps : tout le monde peut comprendre que, si une majorité ou presque de soldats se trouvent hors de combat dès le départ, les survivants sont trop choqués et trop désorientés pour continuer.

Un tel ressenti aurait sans doute été moins vivace si toute cette expérience du front de l'Ouest et de la Somme n'avait ensuite nourri ou donné naissance à une littérature puissante et variée. Le canal poétique est un exutoire important. Les premiers poèmes de guerre paraissent très tôt, nombre d'entre eux avant la fin des hostilités. Dans la mesure où les premières manifestations de protestation sont poétiques, c'est-à-dire écrites dans un genre littéraire qui laisse peu de place au documentaire, leur portée est temporaire ; il aurait fallu un mot d'explication pour les accompagner, un paragraphe soulignant à quel point le propos de Sassoon, Graves, Blunden était celui de toute une génération. « Toute une génération », c'est sans doute exagéré dans la mesure où une bonne partie d'entre elle ne dispose pas du bagage intellectuel ou émotionnel de ces poètes. En outre, c'est faire abstraction de ceux qui, tout en jouissant de la même éducation et de la même sensibilité, ne voyaient pas la guerre d'un si mauvais œil, et parfois y prenaient plaisir. Mais une majorité silencieuse de la génération de ceux qui ont fait la guerre se reconnaît à travers ces poèmes. Et dix ans après l'événement, pendant la période 1928-1932, la reprise en prose du cri poétique qui jaillissait des tranchées trouve son expression publique. Ce sont *A l'Ouest rien de nouveau* de Remarque, *Visions de guerre* de Blunden, *Goodbye to All That* de Graves (1928), *Mort d'un héros* d'Aldington, *L'Adieu aux armes* de Hemingway (1929) et les *Mémoires d'un officier d'infanterie* de Sassoon (1930). Autant de relations de faits de guerre ou de fictions rapportant des événements sur les fronts allemand, italien ou

anglais, toutes écrites par des hommes qui ont déjà fait leurs preuves comme « poètes de guerre ».

Les écrivains sont aussi prompts que les autres, et souvent même que les éditeurs, à comprendre les attentes du lectorat. C'est pourquoi il faut être prudent devant cette marée de publications de guerre et se garder de toute interprétation psychologique hâtive du type « levée d'une amnésie collective », « levée d'un tabou général ». Toutes les grandes guerres modernes ont leur écho dans la littérature, mais toujours au terme d'un certain délai après la fin des hostilités. Bloem, dont le livre *Vormarsh* est l'un des classiques méconnus de la période, avait commencé sa carrière littéraire avant 1914 par une série de romans sur la guerre franco-prussienne alors qu'il était trop jeune pour y avoir participé. Crane, chez les Américains, avait fait la même chose à propos de la guerre de Sécession dans son livre *The Red Badge of Courage*. Mais tous deux avaient révélé l'existence d'un public prêt à les écouter : leur réussite a inspiré une foule d'imitateurs qui se sont emparés du thème.

Mais si la pléthore de livres de guerre dans les années 1928-1932 n'avait eu pour objet que de se partager le gâteau, le marché se serait tari. Or ce n'est pas le cas. L'œuvre de Remarque, par exemple, paraît un peu austère aujourd'hui, et Aldington fait preuve d'une amertume qui paraît trop systématique. Mais Blunden, Graves, Hemingway et Sassoon n'ont pas trop mal résisté à l'épreuve du temps. On peut parier qu'ils seront lus longtemps encore. Non comme sources documentaires sur ces années de guerre, mais comme peintres des émotions humaines devant l'épreuve inévitable de la mort.

Ces qualités littéraires qui échappent au temps (nombre d'auteurs de second ordre ont aussi écrit des pages admirables sur ce conflit) confèrent justement à l'expérience de la Somme un poids demeuré intact. Rien dans la littérature produite par la Seconde Guerre mondiale ne résiste à la comparaison (même si quelques romans malheureusement trop peu connus ont été publiés, comme *Flesh Wound* de David Holloway en Angleterre ou *La Ligne rouge* de James Jones en Amérique, adaptée au cinéma par Terrence Malick). La seule grande catégorie d'ouvrages littéraires produits en Angleterre est celle des récits de captivité. Cette mode extraordinaire pousse à se demander ce qui pique l'intérêt des non-combattants dans la littérature de guerre. Si l'on part du principe que ce qui intéressera le lecteur est précisément ce qui se produit au plus près du danger, le penchant pour la

littérature de tranchées est au moins explicable. L'intérêt des lecteurs pour ce qui se passait derrière les barbelés du *Stalagluft III* ou de Colditz démontrerait-il alors qu'ils tiennent inconsciemment le camp – de prisonniers, de concentration, d'extermination, de travail ; les différences peuvent facilement s'estomper – comme le lieu le plus dangereux de la Seconde Guerre mondiale et le fait d'être à la merci de l'ennemi comme plus dangereux que de lui faire face ? En un mot : qu'il valait mieux être un soldat qu'un prisonnier ?

Une autre explication est possible : les lecteurs considéraient peut-être que par la littérature de la Grande Guerre, celle de la Somme en particulier, ils avaient appris tout ce que la guerre moderne réservait d'horreur, ce que les hommes étaient en mesure de supporter ou non, sur le champ de bataille ; qu'aucune des inventions intervenues depuis 1918 n'avait véritablement changé la donne pour le combattant de première ligne et que la voix du soldat des tranchées était celle de tous les soldats de l'ère industrielle. Si tel est bien le cas, Sassoon, Graves et Blunden étaient des visionnaires[11].

5
Les batailles de demain

Le champ de bataille mouvant

La Somme représente une épreuve humaine et un exemple de bataille de l'époque moderne marquée par l'économie industrielle, l'électorat de masse, la conscription militaire. Elle peut paraître démodée aujourd'hui. On peut la comparer à Gettysburg plutôt qu'à Koursk, à El-Alamein, aux Ardennes, ou même à la guerre du Sinaï. Cette impression de démodé tient en grande partie à l'absence de véhicules de combat et d'avions d'attaque au sol. Mais insister sur l'importance de ce qui manque, c'est faire preuve d'une vision trop occidentale. En effet, s'il est vrai que les batailles de la Seconde Guerre mondiale, en France et dans le désert, sont marquées par un recours aux chars de combat, à une foule d'avions et à un nombre proportionnel de fantassins (ces « soldats nus » de la Somme et de Waterloo, que nous avons vus résister et mourir à découvert), en d'autres lieux et la plupart du temps, les hommes connaissent les mêmes conditions de guerre que depuis deux cents ans : lenteur de la progression, boue qui colle aux semelles, même « nudité ». Les batailles du Pacifique et de Birmanie sont menées sans blindés et sans aviation, rendus en grande partie inutiles par la densité de la jungle. Les Allemands aussi se lancent dans la longue campagne d'Italie sans couverture aérienne, avec seulement quelques chars. A l'exception du front central, les grandes batailles qui inaugurent la campagne de Russie sont menées par de grandes armées de fantassins ; et, malgré des interruptions comme l'épisode de Koursk, jusqu'à la dernière année où les Russes mobilisent leurs blindés, cette campagne reste une affaire de chaussures en cuir et de chevaux. On va même, aux pires heures, jusqu'à manger les deux (les hommes font bouillir

leurs ceintures à Stalingrad). Selon les exigences de la guerre, les hommes sont promenés d'est en ouest à travers des hectares de steppe. Stalingrad, qui est *la* bataille de cette guerre, le « Verdun de la Volga », se déroule presque exclusivement entre fantassins (cloués dans les ruines de la ville par leurs artilleries respectives), les chars allemands étant inefficaces devant la ville. Ceux des Russes qui les encerclent opèrent loin de celle-ci.

Il est assez frappant de voir, lorsqu'on examine ces grandes batailles de chars, combien rarement elles prennent la forme d'affrontements entre blindés. La phase critique de la bataille de Koursk, du 11 au 13 juillet, voit des chars ennemis soudain contraints de s'affronter en un combat rapproché, presque sans aucun soutien de l'infanterie. Dans la phase finale de l'opération *Goodwood*, près de Caen, les chars britanniques qui sont détruits les uns après les autres en arrivant devant la colline de Bourguébus par les pièces antichars de plus gros calibre du 1er corps de *Panzer SS* ont distancé leur infanterie d'accompagnement en raison de leur vitesse de déplacement. Et, dans le désert, les Allemands obligent les Anglais à exposer leurs médiocres Crusaders et Stuarts, privés du soutien de l'infanterie, au feu des canons antichars de 88 mm (utilisant comme appâts leurs propres Panzer Mark III).

En fait, on pourrait multiplier les exemples d'engagements entre chars qui revêtent une importance parfois déterminante ; la contre-attaque de Mortain, l'offensive hivernale devant Moscou en 1942, le combat dans le saillant de Kiev durant l'hiver 1943. La liste serait longue. Or, la plupart des combats de divisions blindées se traduisent en fait par un engagement entre fantassins, et non entre chars ; et le phénomène va en s'accentuant au cours du conflit.

Il suffit de regarder, pour s'en convaincre, le type d'unités qui composent les divisions blindées. Il y a naturellement des régiments de chars. Mais il y a également des unités d'artillerie et du génie, et d'autres composées de fantassins. Ces dernières sont alors généralement baptisées « infanterie mécanisée » (*Panzergrenadiere* dans l'armée allemande). La chose peut encore se concevoir quand ils sont équipés, comme au début, de chenillettes légères qui sillonnent le champ de bataille. Mais peu d'armées (les Russes jamais, les Britanniques rarement) ont les moyens d'équiper leurs divisions blindées de ces machines coûteuses ; de surcroît, toutes les armées sont progressivement contraintes d'augmenter le nombre de fantassins dans les divisions blindées. Le phénomène est d'ailleurs accentué

par l'efficacité des armes antichars utilisées par l'infanterie. Ainsi, les Allemands, dont les premières divisions de Panzer comportaient quatre régiments de chars – et plus de cinq cents véhicules – contre trois bataillons d'infanterie, inversent la proportion à la fin de la guerre, où l'on ne compte plus que deux régiments de chars pour quatre bataillons d'infanterie. (Le nombre des chars est alors passé à moins de cent cinquante.) Cela s'explique d'abord, pour les Allemands, par l'incapacité à produire autant de chars que l'ennemi. Incapacité qui les contraint à ne plus pouvoir équiper qu'un seul des quatre bataillons de *Panzergrenadiere* de véhicules blindés. Mais les Britanniques eux-mêmes, qui ont commencé la guerre avec des divisions blindées à six régiments de chars pour un seul d'infanterie, finissent avec cinq bataillons d'infanterie pour quatre bataillons de chars. Les Américains, bien que leurs divisions blindées aient gardé le même nombre de bataillons de fantassins pendant toute la guerre (trois), réduisent progressivement le nombre de régiments de chars, qui passe de huit à six et bientôt à trois, lui aussi.

Sur le terrain, une division blindée de la Seconde Guerre mondiale ressemble assez peu à l'image commune du Blitzkrieg, celle d'une armada terrestre crachant le feu et progressant à toute allure. Naturellement, de temps en temps, comme durant la percée de Rommel sur la Meuse vers Arras en 1940, ou dans le 30e corps britannique lors de l'avancée de la Seine vers Bruxelles en 1944, une bataille de chars peut ressembler à une course. Mais, partout où des chars s'affrontent en grand nombre, ils finissent par rouler au pas, par s'arrêter parfois, et leur action sur le terrain n'a plus rien à voir avec le combat char contre char. Ils sont souvent noyés dans une marée de fantassins qui s'affrontent selon des règles voisines de celles qui prévalaient pendant la Première Guerre mondiale à l'heure des grandes offensives. La raison en est que l'« infanterie mécanisée », les *Panzergrenadiere* pour les Allemands, l'infanterie motorisée pour les Américains et les Britanniques, quitte toujours les véhicules avant d'entrer au contact de l'ennemi, ce qui la rend aussi vulnérable que n'importe quel fantassin. Le général von Mellenthin nous décrit ainsi une attaque d'une formation blindée russe sur le Dniepr, en octobre 1943, contre la 19e *Panzerdivision* allemande :

> Pendant le bombardement de l'artillerie, impossible de bouger, 290 canons de divers calibres pilonnaient le front sur un kilomètre. Ils portaient jusqu'au cantonnement du quartier général et les deux divisions qui tenaient la ligne de front étaient sous un feu d'une

> telle intensité qu'on ne pouvait même pas repérer le *Schwerpunkt*[1]… Après deux heures de bombardement notre système de tranchées ressemblait à un labour et malgré nos précautions pour les enterrer, beaucoup de nos armes antichars et de nos pièces lourdes avaient été anéanties. Alors soudain l'infanterie russe, en rangs serrés, attaqua derrière un tir de barrage sur une portion de front étroite, les chars en renfort, une vague après l'autre. De nombreux avions attaquaient en rase-mottes les batteries qui tiraient encore. Une attaque de l'infanterie russe est un spectacle terrifiant. Les vagues d'uniformes gris continuaient à déferler, on entendait des cris et les troupes de notre côté devaient faire preuve d'un sang-froid extraordinaire pour résister à cela[2]. Contre des attaques de cette sorte, il est vital de garder une discipline de feu. L'assaut russe réussit à pratiquer une brèche, mais pendant l'après-midi l'infanterie mécanisée que nous gardions en réserve put balayer ceux qui avaient pénétré nos lignes. Nous n'avons perdu qu'un peu plus d'un kilomètre de terrain de jour-là.

L'intérêt de cet extrait se situe à plusieurs niveaux. Comme tous les témoignages de soldats de métier, il est écrit, consciemment ou non, en langage codé : « Il est vital de garder une discipline de feu. » Cette phrase clé veut dire que les Allemands retiennent leur feu jusqu'à ce que les Russes soient très proches des emplacements qu'ils occupent, après quoi ils tirent avec précision pour tuer le maximum de ces hommes avant qu'ils aient eu le temps de se terrer quelque part pour reprendre leur souffle. Tirer trop tard – ce qui n'est pas la réaction la plus fréquente, ce serait même plutôt le contraire – signifie être soi-même tué. Tirer trop tôt laisse à l'adversaire le loisir de se mettre à couvert, d'épargner des vies pour une avance ultérieure, tout en permettant d'appeler les artilleurs à une réédition du terrible pilonnage initial.

Une autre lecture de ce témoignage relève de l'histoire et de la littérature : on observe en effet une similitude entre ce récit et ce que les soldats des tranchées de la Première Guerre vivent au quotidien. En fait, sous presque tous ses aspects, on dirait une bataille de la Première Guerre mondiale, la présence des chars et des avions paraît déplacée dans ce contexte et les noms mêmes des unités, régiments de Panzer, infanterie mécanisée, plus encore. Le défi posé aux soldats, qu'ils soient attaquants ou défenseurs, est le même que pendant la guerre de 1914-1918 dans des circonstances comparables. « Nous n'avons perdu qu'un peu plus d'un kilomètre. » Résultat qui aurait été important dans le contexte de 1916, mais qui ici, à la lumière de ce qui se passe sur le front de l'Est, signifie surtout la perte de nombreux soldats.

Si, du point de vue de l'expérience humaine, les batailles de la Seconde Guerre mondiale ressemblent souvent à celles de la Première, on se

demande à quoi il sert d'aligner ces milliers de chars, Sherman, T-34, Churchill, Tigre, Panther, Panzer IV, Cromwell, Matilda, Valentine, Stuart, Grant, J.S. III, sillonnant pistes et déserts, plaines humides et routes, dans un cliquètement d'enfer (deux cent cinquante mille sont construits pendant la Seconde Guerre contre moins de dix mille pendant la Première).

La question est complexe. Il existe une différence entre les « fonctions » et les « réalisations » du matériel en question. Tous ces chars ont une fonction précise, étroitement définie. Le Churchill, par exemple, comme le Matilda et le Valentine, est un char d'« infanterie » successeur direct des machines qui enjambaient naguère les tranchées et écrasaient les barbelés durant la Première Guerre. Ces chars sont censés détruire, par le feu ou l'intimidation, les points d'appui occupés par l'infanterie. Le Tigre, en revanche, est un char antichar, le supercuirassé du champ de bataille, doté d'un armement supérieur à celui de ses ennemis et d'un blindage capable de résister à presque tous les tirs. Mais quelles que soient les qualités de ces engins leur rôle ne peut être que limité, local. Le Churchill peut ainsi s'enfoncer dans un réseau de barbelés et de casemates et permettre à une attaque d'infanterie d'aboutir, là où elle aurait échoué sans sa présence. Un Tigre, disponible en réserve lorsque le Churchill apparaît, peut en avoir raison et rétablir la situation. Mais aucun de ces deux chars ne peut progresser au-delà de la vitesse d'un homme au pas, leur poids énorme les privant de vitesse et fatiguant à tel point leur train de chenilles qu'il est fréquent de les voir, comme certaines machines modernes de terrassement, déplacés d'un lieu à un autre sur des engins de transport ou en train.

Le Sherman, le T-34 ou le Panzer III, bien qu'aucun d'entre eux ne puisse soutenir la comparaison avec les chars lourds ni en blindage, ni en puissance de feu, peuvent, en de rares circonstances, décider du sort d'une campagne. Cela n'arrive pas souvent et exige une conjonction de circonstances qui dépasse la simple supériorité due à la concentration de blindés. Mais, quand les conditions sont réunies, on peut assister à une évolution du front sur plus de cent cinquante kilomètres en une semaine. C'est ce qui se passe en France en mai 1940 ou en Pologne en juin 1944. Cela ne tient pas à la vitesse des blindés ni à leur aptitude à vaincre la résistance ennemie, car les chars qui percent et s'avancent seuls derrière les lignes ennemies n'ont qu'une espérance de vie très limitée. Les pannes mécaniques, auxquelles les chars n'échappent pas, finissent par réduire leur nombre, sans parler des pannes de carburant. Leurs réserves leur permettent

une progression de quelques heures, après quoi il faut s'arrêter. Aussi la percée de blindés, qui est le rêve (ou le cauchemar) de tous les chefs d'état-major depuis septembre 1939, requiert-elle une préparation énorme.

Préparation dont une bonne partie est purement administrative : la concentration de troupes, d'armes et de matériel à l'endroit choisi pour la percée. Cet aspect administratif est capital : certains stratèges vont jusqu'à affirmer que l'art du commandement se limite à cela. Mais la préparation a, dans le contexte militaire, un autre sens plus important, que l'on retrouve, par exemple, dans le terme de « préparation d'artillerie ». La « préparation » dont il est ici question consiste à infliger assez de dommages à l'ennemi pour l'affaiblir avant de lui porter le coup principal. Voilà le type de préparation indispensable avant une percée blindée. Dans de très rares cas on peut s'en passer, soit parce que l'effet de surprise est total (l'offensive des Ardennes de décembre 1944), soit parce que l'armée adverse est mal préparée à affronter les blindés (les Français sur la Meuse en mai 1940). En ce cas, la capacité de résistance ennemie est amoindrie par le choc lui-même. Mais des circonstances pareilles se présentent rarement, en principe au début d'une guerre ou le long d'un front « paisible » depuis longtemps. Dans la plupart des cas, la capacité de résistance de l'ennemi doit être réduite par un effort spécifique avant qu'un général estime pouvoir lancer ses blindés pour la percée.

Mais cette entreprise d'usure est tellement éprouvante pour l'ennemi qu'il est rare qu'il s'y soumette de bonne grâce. Parfois, à l'exemple de la Wehrmacht en Normandie en 1944, il y est contraint. La bataille suit alors les trois étapes de « fixation », « préparation » et « percée ». Mais si le défenseur est prévenu ou qu'il dispose d'un peu d'espace, il agit bien différemment : il s'enterre, place des mines et des barbelés sur son front – comme le font les Russes à Koursk –, de telle manière que les efforts de préparation de l'attaquant n'épuisent que celui-ci. Si le défenseur dispose d'autant d'espace que Manstein à Kharkov, en février 1943, il peut rompre le contact au premier signe d'attaque et se replier, transformant ainsi une bataille statique en bataille ouverte, fluide, obligeant l'attaquant à combattre sur un terrain qui ne lui est pas familier mais qui l'est pour le défenseur, dont le tempo est défini par celui-ci, et non par l'attaquant. Si ce dernier veut réussir sa percée, il doit absolument contraindre le défenseur à demeurer sur place, c'est-à-dire le contraindre à combattre résolument sur le terrain qu'il a, lui, choisi, en remplaçant progressivement ses troupes

perdues par ses réserves, jusqu'à leur épuisement. Si ensuite l'attaquant dispose encore d'une réserve avec des blindés en nombre suffisant, la percée peut réussir.

Et pourtant la percée ne suit pas d'elle-même, l'ouverture d'une brèche par les blindés est insuffisante. Il convient que d'autres conditions soient réunies, par exemple que les chars soient suivis par le reste de l'armée. Or, la capacité d'une armée à suivre le mouvement n'est pas nécessairement immédiate et spontanée. Toutes les armées modernes souffrent d'un taux d'inertie important, dû à des facteurs matériels ou psychologiques. Ce taux est tellement important qu'on peut comparer une telle résistance à celle qu'offre l'ennemi lui-même. La part psychologique est la plus facile à comprendre. Si l'abri, la chaleur, les distractions et toute une variété de menus sont disponibles dans les cantonnements, chacun sait qu'ils sont plus rares à trouver en campagne et chacun sait également que s'il est possible de les trouver, du fait même de cette rareté, les hommes auront plus de mal à les abandonner. Un bon cantonnement, une zone calme, un abri plus sûr, voilà ce que souhaitent à peu près tous les soldats, à l'exception des baroudeurs exceptionnels, et ce désir permanent de trouver un substitut temporaire du foyer est quelque chose contre quoi le commandement doit lutter s'il veut préserver la capacité de mobilisation de ses troupes. Même un campement à moitié convenable, un abri de fortune, donne envie au soldat de se laisser un peu aller. Pour ma part je me suis rendu compte de la puissance de cette tentation lorsque, me penchant sur une carte détaillée des tranchées du front de l'Ouest, j'ai demandé à mon père si sa batterie de 152 mm ne se trouvait pas par hasard dans la zone que j'avais sous les yeux. Il m'a dit que si, justement, et a immédiatement commencé à m'en faire un descriptif topographique précis, malgré une absence de cinquante années (cette précision semble commune à tous les souvenirs de combattants de la Première Guerre). Ici, me dit-il, se trouvait le verger où était disposée sa batterie. Là, les lignes d'artillerie. Mais visiblement, pour lui, le plus important était ce bras de rivière où il allait nager avec ses camarades quand l'après-midi était calme. Ou bien ce terrain de football de fortune, ou encore cette ferme de la famille Courvisier où ils mangeaient de si bonnes omelettes. Ces gens-là avaient un fils dans les tranchées et ils offraient quelque réconfort aux soldats, surtout s'ils parlaient un peu le français. Il y avait aussi le calvaire au pied duquel il avait attendu des soirées entières que son frère aîné s'échappe de la batterie voisine qu'il

servait afin de recueillir de sa bouche des nouvelles de leurs parents. Il se souvenait notamment du bruit de la boucle de ses éperons sur le pavé. Ce morceau de Picardie, malgré tant de terreur et de dévastation, était devenu en quelques mois comme un substitut familier et presque sûr de la campagne du Staffordshire où il avait grandi. Et il n'était pas le seul à avoir trouvé l'équivalent en France ; partout dans la zone des armées on rencontrait des groupes ou des individus qui se protégeaient de la guerre comme ils le pouvaient et reconstituaient leur petit monde à eux, avec ses racines et ses rituels.

Pourtant, les racines les plus solides que l'on peut développer, au sein de toutes les armées et pas seulement la britannique, sont matérielles. On a l'œil rivé sur l'ennemi. Mais dès qu'on baisse le regard, dès qu'on regarde en arrière, on se voit entouré de ce que les officiers appellent le réseau de soutien logistique – dépôts de division, points d'eau, centraux téléphoniques, terminus ferroviaires, dépôts de munitions et de matériel –, dont la fonction consiste à permettre à l'armée de s'étendre mais qui peut lui permettre aussi de se regrouper sur ses propres bases. Ce réseau est normalement élastique mais, dès qu'une offensive débute et progresse, il tend à se rigidifier. Ses points d'ancrage – bases des armées et des corps, parcs d'artillerie, quartiers généraux, dépôts de munitions et d'approvisionnement, hôpitaux – sont pratiquement impossibles à déplacer. Il faut des mois de paix, en 1918-1919, pour démonter toutes ces structures. Les armées de la Seconde Guerre mondiale, organisées pour le mouvement, se révèlent mobiles dans les situations d'urgence. Mais, en dépit de cette apparente mobilité fournie par l'armada de camions qui les accompagnent, celle-ci est limitée à de courtes distances. Dès qu'elles passent à l'offensive et se mettent à progresser, elles ont rapidement besoin d'être ravitaillées et appuyées par le biais d'un réseau ferré que l'aviation a généralement anéanti avant qu'elles ne s'élancent.

L'usage du réseau ferré n'est pas du tout un gage de rapidité de mouvement, comme en témoigne la lenteur d'escargot avec laquelle l'armée française progresse en Lorraine depuis ses terminus ferroviaires en août 1914. Si l'on veut déplacer une armée rapidement, il ne suffit pas de disposer de moyens de transport, bien qu'ils soient plus vitaux encore qu'une foi ardente dans la puissance de l'offensive (foi très élevée dans l'armée française de 1914). Il faut aussi que l'armée soit animée par une vision, un rêve, un cauchemar, ou un mélange de tout cela pour être

galvanisée par une offensive audacieuse. En 1914, l'armée allemande, qui marche vers le sud à une vitesse de trente-cinq kilomètres par jour, est hantée par une vision, celle d'une victoire écrasante en six jours : défaite complète de l'armée française, entrée dans la Ville Lumière, défilé sur les Champs-Elysées. Mais des visions de ce genre se réalisent rarement. Quels que soient les artifices déployés par les généraux pour prolonger l'illusion, celle-ci finit par s'évanouir. Pour être plus précis : elle *finissait* par s'évanouir. On peut en effet prétendre que, depuis la révolution introduite par la mécanisation des troupes, la vraie différence ne se situe pas sur le terrain mais dans la tête des hommes. En d'autres termes, il faudrait regarder les chars non comme des armes proprement dites mais comme des machineries de théâtre, des *dei ex machina*, par le biais desquelles le général peut manipuler les troupes, stimuler son armée pour renverser sa tendance à l'inertie, transcender la tentation défensive et bousculer le rythme de la campagne. Pour ce faire, il convient de donner aux hommes un but plus élevé que celui de tenir telle portion de terrain, de repousser l'ennemi sur tel front ou même de remporter une victoire incontestable. Ce but, c'est porter secours à des camarades en péril.

Et les opérations aéroportées permettent au général de lui donner une forme plus impérative encore. Au cours de l'opération *Market-Garden* et du raid des parachutistes sur Arnhem, par exemple, Montgomery utilise la situation extrêmement délicate dans laquelle se trouve la 1er division aéroportée, parachutée loin en territoire ennemi, pour motiver la division blindée des *Guards* et la contraindre à exposer ses chars le long de cette *via dolorosa* que les Alliés rebaptisèrent bientôt « *Hell's Highway* » afin d'ouvrir la voie au 30e corps britannique. Les Français, comme dans le cadre de l'opération *Lorraine* au nord de l'Indochine, où des bataillons sont parachutés au cœur du dispositif vietminh en attendant d'être rejoints par des troupes terrestres, font de ce procédé un principe stratégique. Mais, comme l'expérience d'Arnhem le prouve, cette méthode est trop risquée pour pouvoir être employée souvent. La percée blindée offre au général l'opportunité de titiller le sens de la solidarité de ses soldats avec leurs camarades en péril et de contrôler malgré tout le risque auquel ils s'exposent. On peut naturellement se tromper, comme le fait Rommel en novembre 1941 lors de l'opération *Crusader*, et les éléments blindés de pointe doivent alors être repliés, sous peine d'être anéantis là où ils se trouvent. Mais si la percée est bien calculée comme par Hitler en mai 1940,

ou par Hoth et Guderian durant l'été russe de 1941, l'infanterie, aiguillonnée par le souci de ne pas laisser périr les équipages de chars, se débrouille pour aller de l'avant au prix d'un effort épuisant, qu'en d'autres circonstances les hommes jugeraient impossible. Or, une semaine ou une nuit de dépassement de soi, tant physique que moral, peuvent décider du sort de toute la campagne.

La nature de la bataille

On voit donc qu'une percée nécessite autant de ressources psychologiques dans sa réalisation que de ressources matérielles dans sa préparation. Il est certain que, sans le chantage affectif visant à inciter les hommes à se porter au secours de leurs camarades isolés, aucune percée n'aurait pu être envisagée. Mais un artifice psychologique plus ancien doit être impérativement mis en œuvre avant qu'une percée puisse être engagée – d'un côté comme de l'autre, attaquants et défenseurs : faire en sorte que les soldats restent mobilisés. Si ceux-ci n'ont pas été habitués à travailler les uns avec les autres, à rendre coup pour coup à l'ennemi en constatant que celui qui frappe le plus fort finit par l'emporter, une percée ne saurait avoir d'effet plus durable qu'un artifice. Les victoires faciles entre troupes de force égale ont bien souvent des effets désastreux sur le long terme. Les vaincus pansent leurs plaies et attendent que la situation leur soit plus favorable. L'ampleur même des victoires remportées par l'Allemagne en 1870 explique dans une large mesure l'amertume nourrie par les Français pendant quarante ans et le prix qu'ils accordent à la revanche face à l'Allemagne en 1914-1918. Hitler paie cher ses victoires faciles de juin à août 1941 par l'agonie de ses troupes à Stalingrad, de la même manière que la défaite du golfe de Leyte, en 1944, est le prix de Pearl Harbor pour le Japon. Plus près de nous, nous avons vu les armées arabes, refusant d'admettre que la victoire des Israéliens lors de la guerre des Six-Jours était due à leur supériorité militaire, se relancer à l'assaut d'Israël en 1973 pour tenter de prendre leur revanche.

Voilà pourquoi l'on peut dire que le char a certes bouleversé le rythme et la physionomie des campagnes modernes, mais qu'il n'a pas véritablement changé la nature de la bataille. Peu importe que le front puisse être déplacé de trente kilomètres en une journée par les blindés si,

lorsque l'offensive cesse, les hommes continuent de se livrer bataille comme ils l'ont toujours fait par le passé.

La bataille est donc essentiellement un conflit moral (bien que cette idée ne doive pas être poussée jusqu'à des extrémités regrettables, comme c'est le cas des stratèges français entourant Foch, partisans de l'« offensive à outrance » avant la Première Guerre mondiale). Elle nécessite, si elle se produit, la convergence des volontés des deux parties en présence et, pour qu'une décision soit obtenue, l'effondrement d'une des deux. La durée nécessaire de cet effort moral et l'ampleur de l'effondrement sont par essence difficiles à évaluer. Dans une bataille qu'on qualifierait d'idéale, la longueur de l'engagement doit permettre d'obtenir l'effondrement total de l'adversaire. Waterloo en offre une illustration quasi parfaite. On peut évidemment prétendre qu'« une bataille est un événement qui réunit deux armées dont l'une essaie de défaire l'autre moralement avant de la défaire physiquement ». Mais il s'agit d'une définition sur le papier. Peu d'armées sur le terrain parviennent à défaire l'ennemi selon ce schéma pour obtenir la victoire finale. Il se peut que les armées essayent d'atteindre ce but et n'y parviennent pas, même au prix de pertes élevées, comme c'est le cas sur la Somme. Les armées peuvent aussi partir au combat la fleur au fusil et subir un désastre moral écrasant, comme les Français à Azincourt. Mais un résultat négatif ou « erroné » dans des situations moins idéales ne signifie pas pour autant que des affrontements échappent à la définition de la bataille ou, au contraire, la polluent. Les effets moraux d'une bataille mal engagée ou se soldant par une impasse sont, pour certains de ses survivants, comparables à ceux ressentis par les vainqueurs et les vaincus d'une bataille répondant exactement à cette définition. Tous ceux qui ont, quelle qu'en soit la source (et la chose est très compliquée), su trouver assez de résolution pour tenir le choc auront intérieurement tiré profit de leur récompense ou de leur punition.

Si sir Herbert Butterfield affirme, dans son ouvrage intitulé *Man on his Past*, que « toutes les batailles de l'histoire mondiale sont peut-être différentes les unes des autres, mais [qu']elles doivent avoir quelque chose en commun si nous les définissons toutes comme des "batailles" », sans pour autant préciser quel pourrait être ce point commun, il nous apparaît ici possible d'en suggérer la nature. Il ne s'agit pas d'un élément d'ordre « stratégique », « tactique », matériel ou technique. Ni de quelque chose que les cartes en couleur révèlent, non plus que les statistiques comparées

des effectifs et des pertes, ni même de la lecture comparative des grands piliers de la littérature classique, même si ces ouvrages nous permettent de mieux saisir les particularités de la bataille en tant qu'objet. Ce que toutes ces batailles ont en commun est l'humain : c'est le comportement des hommes qui tentent de concilier leur instinct de préservation, leur sens de l'honneur et l'accomplissement d'un but au péril de leur vie. L'étude de la bataille c'est donc toujours l'étude de la peur et généralement celle du courage, toujours du commandement et généralement de l'obéissance, toujours de la contrainte physique et parfois du refus d'obéissance, toujours de l'angoisse, parfois de l'enthousiasme ou de la catharsis, toujours de l'incertitude, du doute, des fausses nouvelles et des mauvaises interprétations, généralement de la foi et parfois même de la vision, toujours de la violence et parfois de la cruauté, du sens du sacrifice et de la compassion. Surtout, c'est l'étude de la solidarité mais aussi de la désintégration des liens. Après tout, c'est à la désintégration de l'adversaire que tend toute bataille. Nous sommes donc en pleine étude sociale et psychologique. Mais le psychologue et le sociologue ne sont pas seuls concernés, et on peut se demander s'ils le sont réellement, parce que le groupe humain au combat et la nature du stress qui y est associé tolèrent mal l'étude de laboratoire. Les batailles appartiennent à des périodes définies de l'histoire, elles sont le fait des sociétés qui lèvent les armées, des technologies et des économies qui les équipent. En quoi elles relèvent donc de l'histoire, ce qui signifie que les grandes évolutions qui y sont à l'œuvre ne peuvent être perçues et comprises que sur le long terme.

L'évolution de la bataille

A quoi ressembleront les batailles du futur ? La question est trop vaste pour pouvoir faire l'objet d'une étude détaillée. Même si mon idée première était de m'attacher seulement aux batailles livrées dans une zone climatique et géographique définie (nord-ouest de l'Europe) entre groupes ethniques qui ne l'étaient pas moins (Européens blancs)[3] – et dans le cadre des mêmes valeurs de société (chrétienté occidentale) –, je ne suis pas sûr que ces limites imposées au cadre de l'étude soient encore suffisantes. Il existe bien d'autres facteurs qui interviennent, en plus du climat, du terrain et de l'éthique. Les plus évidents tiennent naturellement à la technologie et à l'économie. Toutefois, si nous considérons la bataille comme une situation

qui met à l'épreuve autant l'individu que le groupe, qui suppose un temps défini, un théâtre singulier d'opérations, on peut exclure la plupart des facteurs exogènes. Si la puissance de l'industrie a énormément développé la capacité offensive d'une nation face à une autre, si l'amélioration des armes a considérablement étendu le champ des possibilités offertes aux généraux, les épreuves traversées par le simple soldat sur le champ de bataille, quelles que soient les circonstances, doivent être examinées par le petit bout de la lorgnette, c'est-à-dire du point de vue de l'endurance mentale et physique dont lui-même et le groupe sont capables. La tolérance des hommes a toujours des limites (et la mort d'un homme reste la mort d'un homme, qu'elle résulte de coups de flèches ou de l'explosion d'un obus). Aussi il nous apparaît fondamental de déterminer non le surcroît économique entraîné par la mécanisation de la guerre pour les Etats qui la mènent, mais dans quelle mesure cette mécanisation augmente la pression exercée sur les hommes.

De quelle échelle peut-on se servir pour établir cette gradation ? Le vocabulaire des alpinistes peut être utile. Les montagnes, tout comme les champs de bataille, sont des lieux dangereux par nature. Si l'on prend les précautions nécessaires, la mort vous guette moins en montagne que sur un champ de bataille, bien que le risque y soit toujours présent pour l'alpiniste. C'est justement ce qui l'attire. Nombreux sont ceux qui, chaque année, le paient de leur vie. Mais le degré de danger auquel est exposé l'alpiniste varie grandement selon la hauteur du sommet qu'il tente d'escalader, la clémence et la prévisibilité des conditions météo sur la face concernée et la stabilité de la voie qu'il emprunte. Plus le sommet est élevé, plus il est exposé au froid, plus l'ascension est longue, plus le danger est grand. Plus le temps est difficile à prévoir, plus le risque de rester bloqué dans l'ascension est important. Plus le taux de la pente est élevé, plus le terrain est instable, plus les dangers « objectifs » sont nombreux – avalanches, chutes de séracs, de pierres. Certains alpinistes allemands donnent d'ailleurs à ces chutes de pierres le surnom d'« artillerie de montagne ». Ces chutes de pierres constituent sans doute le danger le plus grand en montagne, car elles se produisent sans avertissement et sont dues à des facteurs que l'alpiniste ne maîtrise que très peu.

Au début du XX^{e} siècle, les grimpeurs commencent à parcourir le globe à la recherche de nouveaux sommets à escalader. Il est alors décidé de les classer par niveau de difficulté afin qu'un nouveau venu puisse déterminer

si l'ascension de tel ou tel sommet est dans ses capacités. Si les Britanniques, les Français, les Suisses et les Italiens établissent chacun un système différent de classification, ces systèmes s'accordent grossièrement et établissent six degrés de difficulté, allant de « facile » à « extrêmement difficile ». Cette dernière classe étant généralement suffisante pour dissuader les débutants, la plupart des pratiquants se cantonnent dans la partie médiane de l'échelle.

Ces classifications remplissent donc leur mission. Mais, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, on voit émerger un nouvel état d'esprit chez les meilleurs alpinistes européens, qui tend à diviser la classification du haut du tableau en degrés de difficultés supplémentaires. L'alpinisme dit « extrême » (aux limites du possible en matière physique et psychologique) enrichit l'échelle par un recours à des « méthodes artificielles » telles que les pitons métalliques sur des faces n'offrant aucune prise, à quoi les alpinistes traditionnels se montrent immédiatement hostiles. Leur philosophie de la montagne est empreinte de romantisme, eux qui font reposer le défi de l'alpinisme sur une sorte d'harmonie homme/nature. Ils qualifient bientôt les exploits de ces acrobates de l'extrême de « perversions », de « dégradations » et de « manifestations diaboliques ». Le début de la vogue des exploits extrêmes se situe en 1935 et 1936, quand les premières tentatives ont lieu sur la face nord de l'Eiger, réputée infranchissable. Six des premiers candidats y laissent la vie. On en profite pour laisser entendre que certains esprits de la montagne se sont vengés.

Toutefois, en 1938, la face nord est conquise grâce aux progrès de la technique et, depuis la guerre, on ne compte plus les tentatives réussies. Dans les années 1960, cette terrible face nord est devenue un boulevard. On ajoute des dangers supplémentaires à l'aventure pour corser l'affaire : tentatives hivernales, voies directes (*superdirettissima*) le long du tracé d'un filet d'eau théorique qui descendrait de la paroi directement du sommet. Ensuite on mêle les deux difficultés, au moins sur des pics intermédiaires comme la Cima Grande, dans les Dolomites, puis sur l'Eiger lui-même. A ce stade, le système de classification hérité du passé ne signifie plus grand-chose. La plupart des voies sont classées 5 ou 6, c'est-à-dire très difficiles. Et pourtant les difficultés techniques restent secondaires à côté des dangers objectifs, chutes de pierres meurtrières et de morceaux de glace, avalanches, éclairs attirés par le piolet. Encore faut-il préciser que ces dangers eux-mêmes sont occultés par les dangers qu'on appellerait subjectifs. En effet,

plusieurs jours passés sur une face (et c'est l'habitude désormais dans les super-directes) conduisent les hommes aux limites de leurs forces. Et, quand celles-ci les abandonnent, leur volonté et leur courage, vertus vitales en alpinisme, suivent rapidement. Grimper est une épreuve physique et nerveuse dont la pratique a été bouleversée par l'usage de perceuses à piles et de tout un matériel que le néophyte prendrait pour un attirail d'ouvrier de travaux publics, mais les vertus dominantes restent la volonté et l'endurance. Et les pertes subies supportent la comparaison avec celles des guerres dévastatrices : sur les soixante-dix premiers grimpeurs qui ont tenté l'Eigerwand entre 1935 et 1958, dix-sept ont trouvé la mort. Ces chiffres permettent de dresser une comparaison plus précise. Deux des victimes, Hinterstoisser, qui a laissé son nom à l'un des itinéraires les plus délicats, et Kurz, dont l'héroïsme devant la mort est devenu légendaire dans l'histoire de l'alpinisme, avaient été détachés des rangs de l'armée allemande le temps de cette tentative. Leur régiment, le 100e *Gebirgsjäger*, est choisi durant l'invasion de la Crète en mai 1941 pour atterrir en force sur l'aéroport de Maleme sous le tir des Néo-Zélandais ; il s'agit là peut-être de l'opération la plus périlleuse de la guerre et pourtant elle tourne en faveur des Allemands. Les pertes sont de cent cinquante hommes pour huit cents participants – soit dix-huit pour cent, contre vingt-quatre pour cent pour les treize premières tentatives d'ascension de l'Eiger. Ainsi une opération militaire considérée comme extrême elle aussi représente-t-elle, en l'occurrence, pour l'unité concernée, un danger moindre que l'ascension par deux des siens d'une montagne meurtrière.

On peut donc se demander si l'alpinisme est devenu plus dangereux depuis un siècle. Réponse : si on ne considère que le haut niveau, oui. Ce qui a commencé comme une escapade amicale réalisée dans la journée par la route la plus facile pour atteindre un sommet dans le but de voir le pays de plus haut, ce qui n'était au départ qu'un exercice d'agilité et de résistance, ce qui développait l'esprit d'équipe et le culte de la nature, est aujourd'hui devenu une sorte d'opération militaire. Le sport y flirte avec la guerre, la guerre la plus meurtrière, la plus sinistre, la plus éreintante. Les caractères les mieux trempés qui se sont lancés sur la directe hivernale de l'Eiger, recroquevillés, grelottant dans leur trou creusé dans la neige, frappés en plein visage par les bourrasques glacées, le moral atteint par la mort de leurs camarades, affamés par manque de réserves, s'attendant de surcroît à être balayés à tout moment par le déclenchement d'une

avalanche, ressemblent fort aux soldats de la VI^e armée de Paulus qui meurent de froid dans des trous enneigés, au milieu des ruines de Stalingrad.

Naturellement, il convient de se demander si l'on peut placer Azincourt, Waterloo et la Somme sur la même échelle des épreuves et procéder à un classement péremptoire : 2 ? 4 ? 6 ? Peut-on affecter les mêmes paramètres à ces différentes situations, parler de « difficulté technique », de « longueur de l'épreuve », d'« exposition au danger », de « dangers objectifs » ? Même si c'était le cas, est-on sûr que la conclusion serait que le sort du soldat s'est aggravé en première ligne durant la période couverte par la présente étude ?

Durée de l'épreuve

On peut être sûr d'une chose, d'ailleurs évidente : la durée des batailles s'est accrue. Azincourt est une affaire d'heures et de minutes. Waterloo, malgré la durée globale de l'épreuve, est de trois jours pour certains régiments, est pour d'autres l'affaire d'une seule journée. C'est d'ailleurs pourquoi Wellington considéra cette bataille comme moins cruelle que Talavera, qui avait duré deux jours et une nuit. Mais, cinquante ans plus tard, Gettysburg, la plus sanglante des batailles de la guerre civile américaine, dure trois jours, de la fin de matinée du premier jour à la fin d'après-midi du troisième. Et au début du XX^e siècle des batailles entre armées nombreuses, comme celle de Liao Yang entre les Japonais et les Russes en Mandchourie, peuvent être réglées en une nuit. Or, au milieu de la Première Guerre mondiale, il faut plusieurs mois pour décider de leur sort : quatre mois et demi de durée officielle pour la bataille de la Somme (1^er juillet-18 novembre), un peu plus de trois pour Passchendaele (31 juillet-10 novembre 1917), dix mois pour Verdun (21 février-20 décembre 1916). Sans le cas de Stalingrad (23 août 1942-31 janvier 1943) et de la Normandie (6 juin-25 août 1944), on pourrait même se demander si les batailles ne raccourcissent pas depuis 1918. Mais se poser la question, c'est s'interroger sur le sens du mot « bataille ». On pourrait même aller jusqu'à prétendre que les affrontements de la Première et de la Seconde Guerre mondiale ne sont pas de vraies batailles au sens traditionnel mais des « sièges ». En effet, si nous comparons les batailles de la Première Guerre mondiale avec le siège de Petersburg durant la guerre civile

américaine, qui a duré dix mois, ou avec celui de Sébastopol en Crimée, qui a duré un an, la comparaison entre ces délais peut paraître artificielle.

Pourtant, s'il est vrai qu'aucun soldat de la Première Guerre n'a fait toute la campagne de la Somme, aucun non plus n'est resté durant tout le siège de Sébastopol ou celui de Petersburg ; les sièges ont leurs moments de calme. Même la Somme a les siens. Et, surtout, le système qui prévaut est celui des rotations. Les régiments qui participent à la grande attaque du premier jour sont pratiquement tous au repos le lendemain. La plupart des régiments allemands qui repoussent l'attaque sont relevés dans la semaine. Ainsi, le fait que les batailles deviennent plus longues ne signifie pas forcément un allongement dans le temps des épreuves subies par l'individu. Pourtant, les grandes batailles qui durent réclament sans cesse de nouveaux régiments, et le commandement se sert souvent plusieurs fois des mêmes troupes sur le même terrain. Parfois, l'intensité même de l'engagement interdit la relève. Certaines armées sont organisées de telle sorte que le soldat doit rester en ligne de longues heures sans interruption ou n'être relevé que très peu de temps.

L'Armée rouge – voilà l'une des choses terribles infligées aux Russes lors de la Seconde Guerre mondiale – ne donne aux soldats aucune permission pour rentrer chez eux ; les hommes restent là pour tomber au combat. En attendant, nombre d'entre eux, ayant mentalement abandonné leur famille, choisissent des « épouses de champ de bataille » parmi leurs collègues féminines. Curieusement l'Amérique se comporte de la même manière durant cette guerre ; une fois affectés à une unité combattante, les soldats ne peuvent espérer quitter la zone de danger qu'à l'occasion d'une blessure ou parce qu'ils sont morts. La politique américaine consiste alors à maintenir les hommes à leur poste pendant des périodes longues et de combler les pertes au moyen de remplacements au coup par coup. Résultat de tout cela, un sentiment de désespoir, la sensation qu'on n'en sortira jamais, un écœurement si répandu qu'il incite le haut commandement à fixer des durées précises d'engagement, ce qui finit par aboutir, durant la guerre du Vietnam, à un service limité à un an.

Même pour les soldats les moins motivés, cette unique année de service au Vietnam peut signifier des combats plusieurs jours d'affilée, comme durant le siège de Khe San. Le caractère même de la bataille suppose qu'il n'y ait pas de relève. La situation est encore plus marquée durant la bataille de Normandie. L'intensité de l'engagement fait que les régiments

britanniques, qui normalement auraient dû connaître des pauses entre deux périodes passées sur le front, demeurent pendant des semaines en première ligne, à l'endroit même de leur première affectation après le Débarquement. Le commando 3, une unité équipée et préparée pour des actions rapides, passe deux mois dans le bois de Bavent, à l'extrémité gauche de la tête de pont de Normandie, ce qui cause la perte de la plupart de ses officiers et de plus de la moitié de l'effectif global. Et, durant la Première Guerre, il n'est pas rare que des régiments soient placés dans une conjonction de conditions effroyables : relevés au terme d'un engagement intense, on les renvoie sans cesse au combat jusqu'à ce que les pertes atteignent plus de cent pour cent de l'effectif initial. C'est de cette manière qu'à Verdun le 3e *Jäger* allemand et le 87e d'infanterie perdent chacun en quelques semaines plus que le nombre d'hommes alignés au départ.

Dangers objectifs

Ainsi, le fait que les batailles durent plus longtemps, même s'il ne signifie pas obligatoirement que le soldat soit exposé plus longtemps que sous les ordres du général Grant ou du duc de Wellington, accroît le risque individuel. Qu'en est-il des risques personnels après un, deux ou trois engagements sur le même terrain ? Question difficile à examiner parce qu'elle est liée aux dimensions du champ de bataille, aux types d'armes utilisées, au degré de protection fourni au soldat. Naturellement il a toujours été dangereux de se trouver dans la zone des combats, qu'elle fasse deux cents mètres de large seulement, comme à Azincourt, presque un kilomètre comme à Waterloo, ou entre huit et neuf kilomètres comme sur la Somme. Mais le fait que la zone soit plus large n'expose pas seulement davantage d'hommes, il accroît aussi la puissance du danger, spécialement en première ligne. Bien que le pourcentage de pertes dans des batailles situées à des époques aussi différentes que Waterloo et la Somme soit comparable, la répartition diffère sensiblement : dans les deux batailles, le 1er bataillon des *Inniskillings Fusiliers* perd respectivement quatre cent vingt-sept et cinq cent soixante-huit hommes sur six cent quatre-vingt-dix-huit et huit cent un engagés : soit soixante et un et soixante-dix pour cent. Mais à Waterloo nous avons vu que ces pertes ont eu lieu en trois heures ; sur la Somme, on peut estimer que la plupart interviennent durant les trente premières

minutes. Dans les deux batailles le bataillon est réduit à néant ; mais en six fois moins de temps sur la Somme.

En dépit des progrès réalisés dans le traitement des blessés, et même en admettant que l'organisation des secours n'ait pas été fameuse sur la Somme, il est significatif que le pourcentage de morts et de blessés ne soit pas le même non plus : à Waterloo cent dix-sept ne survivent pas à leurs blessures, sur la Somme deux cent quarante-cinq, soit des taux de mortalité de vingt-sept et quarante trois pour cent respectivement. Bien entendu, cette comparaison est trop limitée pour que l'on puisse en tirer un enseignement général. Aussi n'a-t-elle pas valeur de démonstration mais d'illustration d'un fait qui, lui, n'est plus à démontrer : le pouvoir meurtrier des armes et la quantité des munitions n'ont cessé de croître au cours des deux siècles écoulés avec les conséquences que l'on devine. Des arcs d'Azincourt aux fusils des fantassins de Waterloo le danger s'est accru dans le temps sur une aire de dimensions modestes. Il convient de retenir ces deux notions de temporalité et de dimension. Au début de la Première Guerre mondiale, les soldats sont en mesure d'élargir la zone des combats, et ce plus durablement. D'où le titre des romans les plus célèbres qui traitent de cette période, à commencer par *Orages d'acier* d'Ernst Jünger, *Le Feu* d'Henri Barbusse, *A Man Could Stand up* de Ford Madox Ford. Dans ces trois cas, ces écrivains soldats jugent bon d'avertir le lecteur de ce qui différencie la guerre moderne des précédentes ; elle les prend au piège en terre inconnue, l'air qu'ils respirent est chargé d'éclats meurtriers, l'homme est obligé de développer un comportement de rat, de s'enterrer partout, la nuit et le jour sont inversés, la bonne santé n'est plus qu'un fardeau, les blessures sont regardées comme une providence. C'est comme si les marchands d'armes avaient réussi à modifier la composition de l'atmosphère, à y introduire l'acier et le feu qui rendent les champs de bataille encore plus hostiles, leur donnant cet aspect désert et dévasté qui signifie pour n'importe quel soldat d'aujourd'hui que le danger est partout. L'introduction du gaz dans la guerre (initiative allemande à Ypres en 1915) contribue très fortement à ce changement d'atmosphère. Et pendant une période, jusqu'aux années 1940, ont tient d'ailleurs la létalité de cette arme comme insurpassable. Les progrès réalisés dans la technologie de la métallurgie, la conception des projectiles, les réductions de coût dans la production d'explosifs augmentent encore la mortalité générale. Aujourd'hui le nombre élevé de mines antipersonnel (introduites durant la Seconde Guerre mondiale), de

mines de type Claymore (ayant les effets d'un immense fusil à pompe statique), d'obus et de grenades à fragmentation[4], de munitions légères pour les armes automatiques des fantassins, fait que le métal pleuvant sur le front rend la zone pratiquement impossible à approcher sans protection adéquate. Les moyens de tuer sont devenus tellement nombreux (pour ne rien dire des armes à portée plus élevée ou de celles transportées à bord d'avions) qu'il a fallu repenser tout l'entraînement opérationnel dans la plupart des armées. Son objet, qui était traditionnellement de permettre au soldat d'atteindre la cible, s'est transformé jusqu'à devenir plutôt la constitution d'une zone de feu impénétrable – un peu à la manière d'une ceinture d'astéroïdes si dense qu'elle empêcherait des voyageurs de l'espace d'approcher d'une planète. Les soldats des unités d'infanterie française reçoivent pour mission de tirer à deux cents mètres, pas plus, les tirs de précision étant laissés à deux tireurs d'élite ; leurs homologues italiens sont équipés presque exclusivement de pistolets-mitrailleurs, efficaces pour l'arrosage des abords immédiats de la position, et qui ne réclament pas beaucoup plus d'adresse qu'il n'en faut à une ménagère pour vaporiser de l'insecticide. Quant aux Russes, Américains et Allemands, leurs fantassins sont équipés exclusivement d'armes automatiques tirant des munitions légères ; chaque homme peut en emporter deux ou trois fois plus que durant la Seconde Guerre. « Gâcher des munitions », faute grave entre toutes autrefois, est désormais conseillé. Le « coup au but », qui était naguère le sommet de l'art militaire, finit par devenir une question de moyenne et de probabilités. Il n'y a peut-être que dans l'armée britannique, qui forme par tradition des tireurs d'élite, que l'on a vu encore récemment pratiquer et enseigner le tir de précision.

Exposition au danger

Si le danger rôde de façon souterraine sur le champ de bataille, il est aussi apporté par les vents, et s'abat de façon plus ou moins solide ; outre les mines, il y a les gaz et les projectiles. Tous ces dangers objectifs, récents ou vieux comme le monde, font désormais de la zone des combats, même éloignée du front, un lieu plus meurtrier qu'il ne l'a jamais été. L'abondance même des moyens de tuer a abouti à une situation que les stratèges classiques ne pouvaient imaginer : le champ de bataille est devenu un milieu totalement hostile à l'homme, quel que soit son camp. Bien plus,

évolution déterminante si l'on se place du point de vue du combattant, la taille de cet environnement a tendance à croître sans cesse, bien qu'à l'intérieur de frontières de plus en plus marquées. Pour mesurer les conséquences sur le soldat, on peut encore avoir recours à l'alpinisme. En effet la mode moderne, qui est de combiner les techniques dites « extrêmes » sur des voies plus longues, mène à un accroissement corollaire de l'exposition au danger (par exemple aux chutes de pierres) jusqu'à des limites presque intolérables. Dans le même temps il est devenu de plus en plus difficile de s'extraire d'une situation dangereuse. Le sort qu'ont connu Sedlmayer et Mehringer, les premiers à tenter l'ascension de l'Eiger, illustre bien cette évolution. Après cinq jours et quatre nuits sur la face qu'ils escaladaient, où il était pratiquement impossible de les suivre d'en bas, ils sont réapparus, et les témoins purent constater qu'ils progressaient toujours. Les touristes en furent rassurés. Mais les guides et les montagnards restaient réservés. Ils avaient remarqué que les itinéraires de secours avaient disparu à cause des avalanches et des chutes de pierres, et que la voie du salut passait désormais par le sommet.

Avant qu'ils puissent l'atteindre, le froid de la face nord les tua tous deux en un lieu où personne ne pouvait leur venir en aide. Ce qui joua un rôle déterminant dans ce drame fut la longueur de la face elle-même. De même, la taille des champs de bataille modernes, compte tenu des dangers objectifs qu'on y rencontre, se traduit par un danger accru pour le soldat. De nos jours, il est pratiquement impossible de fuir une bataille. Montesquieu pensait qu'une armée formée d'êtres de raison « devrait fuir », ce qui suppose qu'à son époque on avait le choix. En fait, ce choix, le commandement s'arrangeait au prix de nombreuses difficultés pour ne pas le laisser aux hommes. En témoigne cette phrase de Frédéric le Grand : « Le soldat de base doit craindre son officier plus que l'ennemi. » Mais il arrivait que ce soit le contraire, alors les hommes prenaient leurs jambes à leur cou. Les premières minutes de la débandade, comme l'a démontré Du Picq, sont d'ailleurs les plus dangereuses pour le soldat, parce qu'il tourne le dos à un ennemi qui peut le frapper à coups de sabre ou par balle ; s'il y échappe, il a une bonne chance de s'en tirer. Comme nous l'avons vu, à Azincourt, un grand nombre de cavaliers français, rendus fous par la pluie de flèches, se mettent à zigzaguer vers le bois voisin où ils trouvent rapidement un abri sûr. A Waterloo, un nombre important de soldats belges, ayant eux aussi trouvé refuge dans les bois, y attendent que les échos de la bataille

s'apaisent. Ce « droit à la fuite » n'est naturellement pas de ceux qu'un général concède volontiers à ses troupes. Mais il n'en rendait pas moins les batailles du passé supportables, en permettant aux hommes de croire que leur présence sur le terrain était le fruit d'une décision volontaire. D'ailleurs, les armées de tous les pays l'ont exercé, et pas toujours au prix d'un désastre. La première bataille de Bull Run, pendant la guerre de Sécession, la deuxième bataille de la Somme et la défaite américaine à Kasserine en 1943 démontrent qu'en effet celui qui s'enfuit peut vivre pour combattre un autre jour.

En fait, la fuite d'une armée peut contrarier les plans de l'adversaire. Schlieffen, craignant que les Russes ne se défilent et l'entraînent dans les profondeurs de leur territoire, travailla à l'élaboration d'une campagne éclair en France, que la retraite des Français jusqu'à la Marne réduisit à néant. La rapidité avec laquelle l'armée française put se retirer, intacte, jusqu'à la Marne, poussa Hitler, qui se souvenait de 1914, à épargner les Britanniques à Dunkerque pour éviter d'y perdre les chars dont il avait besoin pour réécrire cette page de l'histoire. Mais le souci du soldat, quand il prend la fuite, n'est pas de contrarier les plans de l'ennemi : il est de sauver sa peau. Et, de toute évidence, l'évolution des choses montre que c'est de moins en moins dans la fuite que se trouve le salut. Pour un soldat à pied, en effet, les dimensions du champ de bataille moderne, plus de cent cinquante kilomètres de large sur une profondeur de trente environ, soit globalement trente à cinquante fois les dimensions courantes au XVIII^{e} siècle, lui interdisent presque de s'extraire de la zone des combats. Même s'il y parvient, il est probable qu'il ne puisse pas aller beaucoup plus loin dans la mesure où les champs de bataille modernes sont davantage peuplés à l'arrière qu'à l'avant. Les soldats déployés en première ligne sont à présent une minorité par rapport au reste de l'armée (les officiers d'état-major le déplorent) et le soldat qui voudrait abandonner le combat se retrouverait rapidement empêtré parmi les troupes de soutien, devenues très nombreuses, pour ne rien dire des difficultés qu'il rencontrerait avec la police militaire, dont la tâche est précisément de prévenir la fuite des déserteurs. Les choses sont aussi rendues difficiles pour le candidat déserteur motorisé. L'un des rôles dévolus aux troupes de l'arrière est le contrôle des routes et des ponts ; en outre, les avions ennemis, qui ne voient guère les fantassins ou qui les ignorent, sont en revanche attirés par les véhicules en mouvement.

Toutefois, le risque d'être vu du ciel existe aussi pour le piéton. Car la bataille moderne, pour peu qu'elle dure, tend à priver le soldat de couvert. Les arbres et les buissons sont balayés, les bâtiments rasés, même la physionomie du terrain change. Les mouvements en surface deviennent impossibles le jour, mais le danger n'épargne pas la nuit, à cause des projecteurs et de la surveillance infrarouge. Le mode de vie nocturne et souterrain qu'un tel environnement impose est aujourd'hui communément considéré comme caractéristique de la Première Guerre mondiale, au cours de laquelle l'art – avec ses avantages stratégiques – de la défoliation a été découvert. Mais cet environnement est également typique de bien des champs de bataille de la Seconde Guerre mondiale, très répandu pendant la guerre de Corée et courant au Vietnam ou en Israël. Le candidat fuyard, bloqué à découvert sur un champ de bataille moderne, finit par ne trouver d'autre solution que de continuer le combat, comme Sedlmayer et Mehringer, parce qu'il espère que le salut viendra de la défaite de l'adversaire, et non de la fuite.

Il existe encore une possibilité, que connaissent ceux qui étudient les sièges, c'est la « désertion interne ». Dès qu'un commandant néglige de concentrer les stocks de nourriture, on la voit apparaître notamment chez les civils des places fortes. Les champs de bataille modernes, d'où il est difficile de s'échapper, finissent par déterminer l'apparition chez le soldat d'un esprit de siège. Les moyens d'approvisionnement de l'armée moderne font que les réserves de nourriture sont largement disponibles. De sorte qu'un soldat qui décide de ne plus combattre, sans vouloir passer à l'ennemi, trouve parfois un endroit où se garder de l'activité générale, et se débrouille pour ne plus bouger pendant des périodes très longues. Le front de la Somme, truffé d'abris et de tranchées sur des kilomètres carrés, est ainsi élu comme camp retranché par une poignée d'Australiens qui pillent les dépôts de nourriture et parviennent à échapper à la police militaire pendant plusieurs mois. On prétend même qu'ils y sont restés jusqu'à la fin de la guerre. Plus significative est la désertion d'une partie des soldats non français de Diên Biên Phu, qui se ménagent des cachettes le long des berges de la rivière qui traverse le camp retranché et puisent nuitamment dans les rations parachutées, parfois au prix d'un combat avec leurs propres frères d'armes. On estime qu'à la fin du siège ils étaient plus nombreux que la garnison active.

Accidents

La désertion interne (phénomène rare il est vrai, les conditions nécessaires à son développement l'étant tout autant) présente un autre avantage théorique : elle permet de se garder des dangers d'accident sur le champ de bataille. De tout temps, l'accident est une cause de mortalité et de blessures en action de guerre, bien que les estimations pour le passé soient difficiles. Les hommes d'Azincourt sont parfois étouffés par la bousculade et nombreux sont les Français blessés lorsque la chevalerie rebrousse chemin. Mais c'est la distraction fatale qui tue le plus de nos jours. Avec l'apparition des armes à feu, les accidents se multiplient ; j'en ai rapporté plusieurs qui se sont produits à Waterloo et qui relèvent pour la plupart du tir accidentel. Les armes légères ne sont pas les seules en cause. Les pièces lourdes peuvent elles aussi provoquer des accidents. Mercer décrit comment un de ses canonniers trébuche devant la bouche à feu de sa pièce au moment où elle est mise à feu : « comme le fait tout homme qui tombe, il étendit ses bras en avant, qui furent sectionnés au niveau du coude » – plus probablement par les gaz dus à l'explosion que par le boulet lui-même ; Mercer apprend plus tard que cet homme s'est vidé de son sang avant que les chirurgiens n'aient pu le panser. A mesure que les armées se trouvent équipées en machines de plus en plus lourdes, en explosifs de plus en plus puissants, le taux d'accidents s'accroît. Les chars sont un péril pour les fantassins qui les entourent, la visibilité du conducteur étant très limitée, et peuvent présenter de nombreux dangers pour leurs propres équipages, souvent pris au piège par un renversement du blindé lors d'avances rapides. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le 2^{e} *Household Cavalry Regiment* a ainsi perdu plus d'hommes par des accidents à l'entraînement qu'au combat. L'artillerie moderne est elle aussi une arme à double tranchant, la pratique du tir dit « indirect » ou qui s'appuie sur des repères cartographiques, et non sur des observations sur le terrain, fait parfois (les fantassins britanniques tendent à dire « exclusivement ») des victimes dans le camp des tireurs. Quant aux canons eux-mêmes, ils sont un danger pour leurs opérateurs : les explosions des pièces sont rares, certes, mais il est rare aussi qu'on en réchappe. La pose des mines et le déminage sont des opérations qui tuent plus encore. Les sapeurs risquent également leur vie lors des travaux de démolition, toutes les missions du génie mettant potentiellement en danger ceux qui les opèrent : en juin 1917, l'officier

britannique chargé de faire exploser la grande mine sous Spanderbroekmoelen meurt électrocuté par son détonateur.

Mais c'est probablement la mécanisation des armées qui contribue le plus à accroître le taux d'accidents. On sait que les jeunes conducteurs sont traités comme fauteurs d'accidents par les compagnies d'assurances et les guerres en mettent justement des milliers aux commandes de véhicules puissants lancés sur des routes semées d'embûches. Collisions, chutes, incendies de carburant, fossés meurtriers, tonneaux, autant de dangers courants lors des manœuvres. Sur le vrai champ de bataille, ils sont encore plus présents. Durant les semaines les plus calmes de la campagne du Vietnam, on estime par exemple que le Viêt-cong faisait moins de victimes dans l'armée américaine que les accidents de la route.

On a parfois essayé de calculer la proportion globale des morts par accident au cours d'une bataille. On en reste aux conjectures, mais ce qui est certain c'est que le taux est très élevé (dans l'armée anglaise on estime qu'un mort de la campagne de Crimée sur cinq est imputable aux accidents – un sur sept pour la guerre des Boers), une part considérable de ces accidents provenant de la bataille elle-même.

Difficultés techniques

La mécanisation qui affecte ainsi le taux des accidents pourrait avoir, à première vue, un autre résultat indirect, celui d'accentuer la difficulté de la tâche pour le soldat. Le guerrier moderne est en train de devenir un spécialiste. Pour flatter ses hommes de troupe au niveau le plus élémentaire, l'armée américaine a depuis longtemps remplacé le mot « soldat » par celui de « spécialiste ». Cela ne veut pas dire grand-chose. Le soldat, la plupart du temps, n'a pas de compétence plus étendue que la division croissante du travail au sein de l'armée n'en exige de lui ; c'est plutôt un tâcheron qui remplit les bandes de munitions alimentant les mitrailleuses, qui met le contact, qui enclenche le tir des armes automatiques. Il serait abusif de dire qu'il est moins qualifié que le canonnier ou le fusilier de Waterloo, parce que ses prédécesseurs devaient agir comme des automates, exigence qui ne s'applique pas au soldat moderne. Et certainement tous ceux qui sont derrière lui, armurier, mécanicien radio, opérateur informatique sur les machines de guerre, pilote d'hélicoptère, exercent un métier que la plupart des soldats d'autrefois seraient incapables de comprendre. Pourtant, on peut

défendre la thèse selon laquelle l'archer d'Azincourt exerce, lui, des talents supérieurs à ceux du tireur moderne, et on pourrait le dire encore plus de l'homme à cheval : le tir à l'arc, l'épée, la monte à cheval exigent des compétences et même un jugement dont la plupart des soldats modernes seraient sans doute incapables.

Le visage inhumain de la guerre

La guerre à l'époque des armes de pointe demande aussi une autre qualité militaire qui semble disparue, et qui est peut-être plus importante que l'agilité ou la rapidité de réflexe. Il s'agit de cette sorte de compréhension intime de ce qui se passe dans le cœur de l'adversaire. C'est ainsi que l'on parvient à anticiper ses réactions. Ce qui permet de regarder l'adversaire en face et finalement de lui faire mordre la poussière sans remords. Les chasseurs de primes, eux, possèdent cette qualité, qu'elle soit innée ou non, et pour cette raison ils exercent sur l'homme moyen une espèce de fascination presque animale. L'affrontement direct, le face-à-face, la violence qui se développe à coups de poing, voilà quelque chose que le représentant moyen de nos sociétés occidentales rencontre rarement dans sa vie, et parfois jamais. Et pourtant, même si la figure du chasseur de primes est devenue populaire, même si certaines thèses à la mode prônent l'utilité sociale de la violence, on peut se demander si l'homme occidental y a vraiment beaucoup perdu. Les tueurs ne semblent pas jouir d'une popularité considérable dans le public. Il n'y a pas qu'en Inde que les bourreaux font partie d'une caste à part et mal considérée. Dans la France d'avant la Révolution, c'était un rôle qui était devenu strictement héréditaire – sept générations pour la famille Sanson –, et les bourreaux qui n'avaient pas de parents chez qui habiter étaient, nous dit-on, « logés dans des taudis abominables, ils n'osaient pas pénétrer l'enceinte des villes sauf pour y accomplir leur tâche, et on devait garantir leur sécurité au moyen d'une escorte ». Dans l'Angleterre du XX^{e} siècle, une seule famille assuma cette tâche jusqu'à l'abolition de la peine de mort, les Pierrepoint. L'un d'eux a d'ailleurs confessé qu'il y avait d'autres candidats, mais, de son propre aveu, les prétendants à reprendre le flambeau ne sortaient pas du meilleur monde.

Tuer sur l'échafaud ou sur le champ de bataille n'est bien sûr pas la même chose. Mais, en dépit des efforts de la société pour disculper le soldat

à ses propres yeux et devant tous (égalité des risques avec l'adversaire, mission de défense contre le mal), il n'en demeure pas moins que l'officier au front, quand il a le choix, à travers toute la période historique que nous venons d'étudier, se garde toujours de commettre l'acte lui-même. Cette réticence à tuer se manifeste par le port d'armes à valeur symbolique, comme nous l'avons vu : au début du XVIII^e^ siècle, quand la pique devient inutile sur le champ de bataille, une sorte de réplique miniature la remplace ; au début du XIX^e^ siècle, quand l'épée se trouve passée de mode, elle devient ornementale ; à la fin du XIX^e^, quand la mitrailleuse devient l'arme prépondérante, c'est le pistolet porté dans son étui ; durant la Première Guerre mondiale, souvent, l'officier ne porte aucune arme, juste une canne. Et cette impression que l'officier se garde de plus en plus de l'obligation d'infliger la mort se renforce dès qu'on se penche sur les citations qui témoignent de sa bravoure au combat. Celles qui concernent de simples soldats insistent sur le fait que l'impétrant s'est montré un tueur émérite – « Le caporal… parvint courageusement à atteindre le flanc d'une position de mitrailleuse qui enrayait l'avance de ses hommes, il fondit sur l'ennemi en tirant, sa carabine à la hanche, mettant six hommes hors de combat » [les hommes chargés de la rédaction des citations, n'aimant guère le mot « tuer », s'arrangent souvent pour le remplacer par : « réduire », « mettre hors de combat », « défaire »]. En revanche, les citations d'officiers minimisent leur responsabilité directe dans l'acte de tuer ; ils soulignent plutôt les mérites de l'organisation, de l'initiative, dans une atmosphère où chacun pouvait perdre la tête. Voilà qui s'entend au sens figuré, bien entendu, car, là encore, aucune mention d'une chose aussi dégoûtante qu'une décapitation ne figure jamais dans les citations d'officiers. Voici un exemple : « Le capitaine…, prenant le commandement lors d'un épisode difficile, rassembla ses hommes rapidement et, avec une rare abnégation, les ramena vers la position qu'ils avaient été obligés de quitter… » Pour rendre justice, toutefois, aux hommes chargés de la rédaction des citations, il faut souligner que la différence de ton souligne aussi celle de leur rôle ; les soldats sur un champ de bataille sont là pour tuer, les officiers ont d'autres choses à faire. L'un des principes les plus solides dans le système de valeurs militaires est que « les officiers ne tuent pas » car « tuer n'est pas l'affaire d'un *gentleman* ».

Tuer faisait partie autrefois du rôle de l'officier, et ce n'était pas le moindre, mais il s'agissait alors d'une lutte entre égaux et sujette à des

règles précises. Gronow, des *Guards*, qui nous a laissé des souvenirs si précis de la bataille de Waterloo, était réputé pour ses qualités de duelliste. Wellington lui-même ne répugnait pas à cet exercice et le dernier duel célèbre qui eut lieu en Angleterre, en 1852, fut l'affaire d'un certain colonel Romilly. On pouvait aller jusqu'à perdre sa dignité militaire si l'on refusait un duel que l'honneur exigeait, et ce jusqu'au milieu du XIX^e^ siècle. Et si l'on remonte encore plus loin, à l'époque d'Azincourt, on s'aperçoit que tuer, combattre à tout le moins, est la *seule* activité du gentilhomme. Comment la classe dirigeante en est-elle venue à déprécier de plus en plus son propre rôle dans la guerre, tandis que le nombre des morts sur le champ de bataille ne cessait de croître, voilà qui mérite examen.

La réponse est contenue dans la question. Pour que tuer reste une affaire de *gentlemen*, il faut qu'ils soient seuls en présence. Les règles du duel insistent sur ce point et celles de la chevalerie, quoique moins exigeantes et exclusives, stipulent que les hauts faits d'armes sont le propre des gens bien nés. Soit seul à seul, soit en nombre égal de chaque côté. Mais toutes les guerres depuis le Moyen Age ont compliqué la rencontre idéale de personnes de rang comparable sur le champ de bataille. La résistance statique, l'innovation tactique la plus importante du XVI^e^ siècle, qui veut qu'un homme tienne sa position au lieu d'aller à la recherche d'un ennemi digne de lui, et la fumée, l'une des conséquences indirectes les plus pénibles de l'introduction des armes à feu, rendent improbable la recherche de l'adversaire idéal. Au reste, quand on le trouve, il est de plus en plus difficile de parler de combat loyal. Pour cela il faut que l'égalité technique soit réelle. Mais les armes à feu démodent la notion d'égalité de chances, principale raison pour laquelle les chevaliers les rejettent. Le coup d'épée, répété mille fois à l'exercice avec un instrument aiguisé, étudié, mesuré pour transpercer la cotte de mailles de l'adversaire, se trouve détrôné par un seul coup de feu. L'arquebusier, militairement parlant, est aussi bon soldat, et même meilleur, qu'un homme hérissé d'armes. Pour peu qu'il soit bien placé sur le terrain, il peut l'emporter face à n'importe quel cavalier. Ce principe une fois posé, les gentilshommes durant les XV^e^ et XVI^e^ siècles commencent, non sans regret (en Europe du Nord plus que dans le Sud), à abandonner les règles du combat singulier pour les tâches ordinaires du commandement. Faute de quoi ils risquent de devoir abandonner, outre la direction militaire des opérations, qui est passée, dans la guerre nouvelle, aux mains de soldats de métier, leur statut social lui-même.

Naturellement ils contribuent par là même à accentuer le phénomène qu'ils déplorent. La guerre chevaleresque est déjà démodée depuis près d'un siècle à l'époque d'Azincourt. Crécy (1346) préfigure à tous égards cette évolution. Le goût du combat singulier en a maintenu l'esprit. C'est ainsi que les innovations et les inventions ne peuvent pas pénétrer sur le champ de bataille avant la Renaissance, où elles rendent le coût de la guerre bien plus important qu'à l'époque de la chevalerie. Moralement, par conséquent, la résistance manifestée par les gens *bien nés* devant l'évolution des phénomènes militaires a agi dans le sens de la modération. On comprend l'enjeu de ce combat d'arrière-garde quand on l'examine à la lumière de l'histoire des batailles à partir de la poudre à canon.

La réticence à infliger la mort qui se propage dans la classe sociale des officiers d'Europe occidentale passe au second rang quand on considère ce qui se passe sur le champ de bataille. Les batailles, expérience qui autrefois n'était guère plaisante pour une minorité, deviennent une épreuve intolérable pour la majorité des protagonistes sur le terrain. La meilleure définition que l'on pourrait donner de cette évolution c'est que, culturellement, nous nous sommes écartés de la normalité. Certes, une bataille est toujours anormale, mais, dans les sociétés primitives et violentes, elle était moins choquante et effrayante qu'elle ne l'est devenue dans des Etats technologiquement développés. Cela ne veut pas dire qu'un soldat du Moyen Age s'adapterait mieux au champ de bataille qu'un de nos contemporains. Ne serait-ce qu'à cause du bruit, auquel il ne peut être préparé et qui suffirait sans doute à le désorienter et à le rendre totalement inefficace. Mais dans un monde rural où les disputes entre voisins étaient fréquentes et souvent réglées par la violence, où l'on était habitué, sinon à l'usage des armes, du moins à celui d'outils qui parfois leur ressemblaient, où l'on était habitué à la compagnie des chevaux, où l'on connaissait leurs qualités et défauts, le soldat de l'époque ne trouvait rien de surprenant ni de choquant dans le spectacle des batailles, au moins avant le début de l'engagement. La seule source d'étonnement était peut-être le bariolage des costumes dont les chroniqueurs ont souvent brossé le tableau. En résumé, au Moyen Age, la vie civile et la vie militaire se ressemblaient, elles ne différaient que d'un cheveu, même si sur le champ de bataille le cheveu paraissait soudain très épais.

Aujourd'hui, à la fin du XX^{e} siècle, on observe la même ressemblance entre la technologie civile et son homologue militaire. Les véhicules blindés

ont leurs équivalents dans le monde civil sous la forme de machines agricoles et d'engins de travaux publics, les camions sont les mêmes des deux côtés, qu'il s'agisse de transporter des troupes ou de la lessive, les téléphones sans fil vous permettent de communiquer dans les tranchées comme dans votre baignoire, les avions civils font le même bruit que les avions militaires, le bruit du champ de bataille est désormais imaginable pour tout le monde par les films de guerre – et tout cela n'est qu'une faible partie de la réalité dont nous sommes devenus familiers. Les hommes et les femmes employés dans les chaînes de production industrielle sont désormais habitués à bien des phénomènes qui relèvent de l'ordinaire du champ de bataille : bruit constant et de niveau très élevé, lumière intense, machines et produits chimiques dangereux, gaz toxiques, procédures automatiques d'exécution rapide – presse, tournage, coupage, moulage, fonte de métal ou de plastique. Tout cela exige une organisation humaine rigoureuse et rappelle les systèmes modernes d'armement qui requièrent les mêmes qualités : artillerie automatique, canons de char, mitrailleuses, lance-flammes, lance-roquettes.

En outre, l'industrie moderne forme ses opérateurs. En vérité tous les citoyens ou presque suivent la même formation, d'abord scolaire, ensuite comme administrés d'une bureaucratie d'Etat. Il s'agit de donner à chacun des habitudes d'ordre, de discipline, de déterminer un comportement unique que les petites armées du XVI^{e} siècle ne pouvaient même pas espérer obtenir de leurs recrues les plus zélées, bien qu'elles aient alors eu parfaitement conscience qu'un tel comportement était essentiel au nouvel art de la guerre et qu'elles aient fait tout leur possible pour l'enseigner. Si on ajoute à ce conditionnement militaire la puissance des sentiments nationalistes et idéologiques qui tendent à faire taire le simple instinct de conservation, nous pourrions conclure que l'homme du XX^{e} siècle fait un meilleur soldat que ses prédécesseurs.

Et, pourtant, il est probable que non. D'abord, le climat familial, scolaire, culturel, malgré ses références implicites aux vertus militaires, à cause des deux guerres mondiales, n'incline guère à la violence ou à l'idée de conflit. Le fait que la peine de mort ait été abolie dans la plupart des pays occidentaux en est l'exemple le plus éclatant ; signalons également la suppression des méthodes de coercition physique dans l'éducation des enfants, le droit à l'objection de conscience reconnu dans pratiquement tous les Etats qui, comme la France, l'ont longtemps tenu pour antisocial avant

d'abolir pour de bon le service militaire ; on peut aussi souligner l'effort de coopération économique et politique, dût-il amputer une partie de la souveraineté nationale ; on peut relever, enfin, combien s'étend l'idée d'un consensus social qui supplanterait la lutte des classes. Il est bien entendu important de ne pas se laisser pour autant abuser par tout cela. Les mentalités sont une sorte de moyenne, et la résignation du marginal vient parfois compenser l'esprit du révolutionnaire de salon. Les mêmes mentalités sont également fluctuantes, et l'absurdité même de toute la propagande visant à nous faire admettre une forme de pacification des rapports sociaux porte en germe le renversement de cette tendance. Il convient donc que nous nous préparions à un renversement dialectique qui nous verra passer du fraternalisme aux doctrines du repli sur soi et de la défense de ses intérêts propres, coûte que coûte (les Israéliens et les Palestiniens nous en donnent hélas un exemple parfaitement exportable). Je doute fort cependant que l'évolution des mentalités, au sein de la jeunesse, la prépare à affronter les réalités du champ de bataille. Malgré la ressemblance croissante entre la technologie militaire et la technologie civile qui caractérise le monde où nous vivons, où les voitures ont l'air de missiles et les machines-outils de mitrailleuses lourdes, la vie de tous les jours est très éloignée de celle du champ de bataille, et la différence s'accentue chaque année.

A quoi le mesure-t-on ? D'abord à ce qu'on appelle la dépersonnalisation de la bataille. On en distingue aisément les étapes. Les soldats médiévaux ne voyaient pas seulement leurs adversaires de près (les *bien-nés* se reconnaissant souvent entre eux) mais ils combattaient face à face. Le rythme de bataille et la durée de l'engagement connaissaient donc les mêmes limites que l'homme : un homme gagnait du terrain sur l'adversaire, il portait un coup, sentait son épée s'alourdir, savait qu'il devait emporter la décision dans les cinq minutes ou être battu. Les exigences étaient les mêmes pour tous. Le fait que les armées médiévales aient été petites et qu'il n'y ait souvent pas eu de renforts d'un côté ou de l'autre déterminait la longueur de l'engagement. Comme la puissance des armes n'était pas beaucoup plus grande que la puissance musculaire de leurs utilisateurs, les blessures n'étaient guère différentes de celles de la vie ordinaire, celles auxquelles on s'exposait au travail, et dont la gravité s'estimait vite. Bref, la terreur et la brutalité sur le champ de bataille restaient à l'échelle humaine. Cette relation permanente à la vie normale

était encore accentuée, comme à Azincourt, par le fait que des civils locaux étaient engagés dans la bataille ; ce fut une expédition punitive des paysans locaux venus piller le cantonnement sous la houlette de leur seigneur qui inspira à Henri l'ordre de massacrer ses prisonniers. Et la réticence avec laquelle ses soldats obéiraient, quelles qu'en soient les raisons, prouve encore combien l'inhumanité de la bataille au Moyen Age était tempérée. L'habitude d'épargner les prisonniers, même si l'on préférait les riches chevaliers aux pauvres archers, contribuait beaucoup à diminuer l'effroi qu'inspirait la bataille.

Le sort des prisonniers sur le champ de bataille à l'ère de la poudre à canon s'est amélioré, par suite de la généralisation du rançonnement. Une fois que les armées deviennent régulières, les échanges et les soins dus aux prisonniers le deviennent et les soldats de tout rang, comme nous l'avons vu à Waterloo, peuvent offrir leur reddition sans danger, dans l'espoir qu'aucune blessure ni indignité ne viendront les frapper par la suite. Il est cependant plus sûr d'offrir sa reddition à des homologues (des fantassins entre eux par exemple – dans le cas fantassins-cavaliers on rapporte quelques cas de cruauté). Le face-à-face, qui subsiste comme caractéristique essentielle en dépit de la portée accrue des armes, peut aussi tempérer la violence au combat. Il est intéressant de noter que, alors qu'on a le cœur volontiers endurci à force de voir ses compagnons souffrir autour de soi, le sort des chevaux touche les soldats au point qu'ils hésitent à les achever.

Pourtant, les batailles à l'époque du canon sont déjà plus impersonnelles qu'à celle des armes blanches. Les uniformes, même splendides, diminuent la singularité que souligne, au contraire, la panoplie médiévale. La rigidification du commandement prive les subordonnés de la faculté d'initiative propre aux soldats de caractère, tandis que la priorité donnée au maintien de la position réduit le fantassin à un rôle de pion dans un dispositif. La bataille, par ses mécanismes mêmes, finit par acquérir une dynamique propre. L'artillerie, qui peut à présent tirer à plusieurs centaines de mètres sur des groupes de soldats que les servants des batteries voient désormais comme des taches de couleur, se trouve bientôt en mesure de mener l'engagement toute seule, quand bien même la bataille proprement dite n'aurait finalement pas lieu.

Les batailles livrées avec des armes à feu, menées de jour, découpées en épisodes de vingt-quatre heures tout au plus, à courte distance, sur une superficie réduite, relèvent encore du monde des humains. Les paysans

locaux observent d'ailleurs le carnage depuis une colline voisine ou une forêt proche (la forêt de Soignes en est pleine pendant la bataille de Waterloo). Ils y supputent les dommages causés à leurs récoltes et tentent d'évaluer ce qu'en retour ils pourront glaner sur le champ de bataille, toutes pensées qui appartiennent au monde des hommes. Ce qui est de plus en plus difficile à évaluer, pour les batailles du XX^{e} siècle, c'est si l'on accorde aux sensations des combattants l'importance qu'elles méritent. Presque tous les soldats de la Première Guerre mondiale et une bonne partie de ceux de la Seconde, même chez les vainqueurs, témoignent de leur impression d'être dépassés, de compter pour presque rien. Les dimensions du champ de bataille, d'où les civils ont disparu[5], et dont les limites sont désormais hors de portée du regard, les événements qui s'y déroulent, bombardement incessant d'artillerie, raids aériens, irruption massive de véhicules blindés, ont réduit le rôle du soldat sur le terrain, même s'il est essentiel, à celui de victime. Il encourt les mêmes risques s'il décide de se rendre. Les soldats, qui ne se voient que rarement face à face, ne distinguent que figures grises, uniformes impersonnels. Ils n'ont guère le loisir de mesurer les intentions de leurs vis-à-vis. Un cri de reddition sortant d'un abri est bien souvent une invitation à y lancer une grenade. Un bras sortant d'une écoutille de blindé immobilisé provoque en retour une rafale d'arme automatique. Quant à tuer les équipages des chars quand ils tentent de s'extraire de leurs machines en proie aux flammes, c'est une pratique courante durant la Seconde Guerre mondiale. L'un des traits les plus cruels de la guerre moderne est que le soldat, de plus en plus convaincu de n'être qu'un fétu de paille, se met à traiter l'ennemi désarmé et à genoux avec la même cruelle désinvolture.

Le fait de se rendre coupable de cruautés délibérées marque une différence importante avec la vie normale. Les armes n'ont jamais fait très bon ménage avec la chair humaine, mais le principe qui gouvernait autrefois leurs concepteurs n'était pas d'infliger le niveau maximal de douleur et de dommages. Avant l'invention des explosifs, les limites de la puissance musculaire sont un frein à leur usage ; juste après, les inhibitions morales sont encore suffisantes pour empêcher les nouveautés barbares. On ne souhaite pas ajouter des procédés chimiques ou mécaniques à la tendance de l'homme à agresser ses semblables. Certaines de ces inhibitions – contre les gaz et les balles explosives – sont codifiées par la Convention de La Haye en 1899 ; mais les souffrances et les blessures affreuses des « gueules cassées » ont vite raison des garde-fous. En vérité, ces derniers

sont si bien balayés que désormais les blessures infligées par les armes doivent être aussi affreuses que possible. La mine Claymore, par exemple, est emplie de cubes de métal (nous voilà loin du fameux fusil de Thomas Puckle qui tirait des balles rondes sur les chrétiens et des carrées sur les infidèles !). Les bombes à fragmentation sont étudiées pour causer déchirements et fractures. Les canons antichars tirent des munitions conçues pour provoquer, à l'intérieur des blindés, un orage d'éclats métalliques brûlants censé tuer l'équipage pour rendre la machine inopérante. Et le napalm, que même les plus endurcis des soldats de métier n'aiment pas pour des raisons morales, contient un additif qui accentue l'adhérence du produit inflammable sur la peau humaine. Les chirurgiens militaires, qui ont tant fait ces deux derniers siècles pour sauver des blessés et réparer des blessures d'une gravité croissante, doivent désormais faire face à des armes délibérément conçues pour les empêcher d'accomplir leur mission.

Ces traits de cruauté méritent d'être relevés dans la mesure où les sociétés qui en sont coupables sont aussi celles qui dans le civil prônent une considération pour la personne humaine, et même une compassion supérieure à celles de toutes les sociétés connues. L'Etat occidental moderne ne se contente pas de défendre la personne et ses biens, mais veille à l'éducation, aux soins, au soutien de la vieillesse, à celui des chômeurs, et peu à peu cherche à généraliser la prospérité. On peut se demander si le conscrit moderne n'est pas fondé, d'après les armes que l'Etat lui donne, à juger que tout cet humanitarisme relève, jusqu'à la nausée, de l'hypocrisie. A moins qu'il ne conclue à l'incapacité maladive de nos sociétés à mettre leurs actes en rapport avec leurs conséquences.

La troisième et peut-être la plus troublante des différences que l'on observe entre la vie courante et celle du champ de bataille réside dans la pression exercée sur les hommes pour qu'ils restent dans la zone des combats. La coercition n'est pas très prisée dans nos démocraties. Dans les Etats démocratiques, on aime à croire que tout fonctionne par consensus, par persuasion, que la force est l'affaire des régimes et des citoyens non évolués. En vérité, bien entendu, toutes les armées, qu'elles soient au service des dictatures ou des démocraties, ne sauraient se passer de la discipline coercitive (la plupart ont d'ailleurs un code pénal différent du civil). Il s'agit là d'un élément vital du dispositif militaire, sur lequel la guerre moderne met de plus en plus l'accent. Quand on se souvient de la

façon dont les choses se passaient à Waterloo à cet égard, on se demande quel progrès on peut encore faire dans ce domaine. Rappelons que la cavalerie se tenait dans le dos des fantassins les moins fiables pour empêcher leur fuite, que les officiers poussaient leurs hommes devant eux, que parfois les fantassins tiraient sur les cavaliers de leur camp pour les punir de leur lâcheté. Mais au moins la coercition était personnelle et directe, l'officier qui y allait trop fort risquait de prendre une balle dans le dos. De même que la cavalerie, si elle talonnait l'infanterie de trop près, risquait de se frotter à ses baïonnettes. Cela contribuait au moins à réguler le phénomène. Avec la dépersonnalisation de la guerre moderne, la coercition s'exerce sur le soldat le plus souvent de façon impitoyable par le biais de forces obscures. Le feu qui le cloue au sol, la distance qui le sépare de la voie du salut, l'avance ou la retraite générale qu'il est obligé de suivre, bon gré mal gré : Frédéric le Grand lui-même n'aurait pas rêvé d'une discipline pareille.

La fin des batailles

Dépersonnalisation, coercition, cruautés délibérées, tous ces phénomènes rendent l'homme de plus en plus incapable de soutenir l'épreuve de la bataille. Cette vérité me paraît indubitable, même si par ailleurs il ne faut parler de l'« homme moderne » qu'avec précaution, car c'est une notion trop vague pour fonder un raisonnement de portée générale. Le goût du risque inhérent à l'homme ne doit pas être négligé non plus, le danger extrême et la cruauté elle-même ont leurs adeptes. On peut rappeler que les gladiateurs n'ont jamais manqué de volontaires malgré leur vœu de s'exposer « au feu, aux chaînes, aux cordes, à l'épée » (*uri, vinciri, verberari, ferroque necari*). On ne peut pas les classer parmi les victimes de la société : le frère de Marc Antoine, Lucius, a combattu comme gladiateur en Asie Mineure. De nos jours, presque tous les soldats de métier se souviennent d'avoir croisé des êtres insensibles à la terreur du champ de bataille. « Le caporal Lofty King, écrivait le colonel Durnford-Slater de l'un de ses hommes, était très grand et vigoureux. Il était dur à tous égards et très dur avec ses hommes : quand l'un d'eux gisait à terre il ne le voyait pas. Parfois, quand je lui reprochais ce côté impitoyable, il me répondait : "C'est ce qu'il leur faut, colonel, ça ne leur fait pas de mal." Il était ainsi. Il aimait combattre et il paraissait le plus heureux des hommes sur le champ

de bataille, on eût dit un illuminé. Là il était plus aimable avec les siens, l'engagement lui semblait un soulagement. »

Lofty King a de nombreux homologues sur de nombreux champs de bataille (Legros, l'*enfonceur* de la grande porte de Hougoumont par exemple). La capacité qu'ont ces hommes à imposer leur volonté à leurs compagnons pourrait suggérer que, peut-être, les batailles sont l'affaire des forts, et que, sans la présence d'hommes comme Lofty King et Legros, le champ de bataille se viderait dès les premières salves. Peut-être l'un des moyens de coercition les plus subtils réside-t-il dans cette galvanisation des faibles par les forts. Les batailles sont aussi l'affaire des jeunes gens. L'épreuve physique – inconfort, manque de sommeil, faim et soif, fardeaux à porter – est mieux tolérée par des hommes au-dessous de trente ans ; de même pour la peur, les angoisses, la séparation, l'abandon. En outre, les jeunes gens sont beaucoup plus sensibles que leurs aînés aux satisfactions morales qui vont avec l'engagement – et il serait vain de prétendre qu'elles n'existent pas. Il s'agit notamment de la camaraderie, de l'excitation des troupes en campagne : surprise, déception, ruses, exaltation du succès, toute cette atmosphère de jeu et d'irresponsabilité qui plane sur l'événement. Lord Robbins, grand économiste britannique, raconte dans son autobiographie les quelques jours de guerre mobile qu'il a pu expérimenter en tant que jeune officier d'artillerie sur le front de l'Ouest en 1918 et comment il a soudain réalisé, une fois sorti de la routine de la vie des tranchées, que la bataille pouvait être une activité aussi absorbante qu'agréable et compris pourquoi elle pouvait, plus que tout autre chose, exciter l'imagination et galvaniser les énergies des classes dirigeantes des siècles passés.

Pourtant, la perspective d'une bataille, à l'exception peut-être de celle qui ouvre une guerre ou un baptême du feu, semble plutôt source d'angoisse, même chez les jeunes gens, que d'impatience. De là la tentation de l'alcool, qui semble inséparable de la préparation et du combat lui-même. L'alcool, comme on sait, inhibe les réflexes de protection individuelle et donne une illusion de courage. D'autres drogues ont le même effet, notamment la marijuana ; l'usage en était très répandu dans l'armée américaine au Vietnam, même si cela n'était pas vu d'un très bon œil. On peut considérer cette pratique, sinon comme naturelle, du moins comme une façon de soulager le fardeau d'incertitude qui pesait sur les épaules du soldat. A ce titre, elle était passée dans les mœurs. Les

précédents ne manquent pas : les pirates du sud de la mer de Chine se droguaient avant d'attaquer les bateaux européens.

Le désir d'un soutien spirituel avant la bataille répond au même souci. Dans la guerre primitive, les rites tribaux sont absolument vitaux si l'on prévoit un affrontement avec l'ennemi. Et dans les armées chrétiennes du haut Moyen Age, comme dans celle d'Henri à Azincourt, les messes et les confessions (Henri assiste à trois messes de suite) jouent le même rôle. Naturellement, les prêtres officient dans le sens de la rédemption personnelle de leurs ouailles, non par esprit de camp. Ainsi, partout où le sentiment religieux reste présent au sein de l'armée, les hommes s'en servent comme d'un réconfort à la veille de l'action : dans les armées Kitchener, le 1er juillet, aux premières heures de l'aurore, il ne suffit pas d'avoir rédigé chez soi ses dernières volontés et serré la main de ses amis, il faut aussi avoir été à l'église, cela fait partie des rites indispensables. Et si le rhum est un puissant recours contre l'horloge qui rapproche de l'heure H, il ne semble pas jouer le même rôle essentiel que dans les troupes impies de Wellington. Quoi qu'il en soit, que le sentiment religieux soit présent ou remplacé par un simple rituel d'avant-bataille (*cf*. la grande revue des troupes par Napoléon avant Waterloo), il semble qu'il faille quelque chose, une pause, un moment de recueillement, une mobilisation des forces, une prière, quelques paroles, pour préluder à l'engagement afin que les hommes donnent le meilleur d'eux-mêmes. C'est peut-être pourquoi on voit parfois une armée échouer malgré son avantage théorique ; encore faut-il qu'elle soit intimement préparée au choc de la bataille.

Quelle que soit la nature de cette préparation intime, le choc a de toute façon pour effet d'affaiblir la résistance de certains. Il est malheureusement impossible de comparer les étapes du processus à travers les âges. En effet, c'est seulement depuis le début du siècle que l'on apprend aux soldats que « courage et lâcheté ne sont pas les deux termes d'une alternative devant quoi chacun se prononce librement en laissant ses émotions de côté, un homme ne peut pas décider ce qu'il préfère, ni ne peut être courageux sur ordre[6] ». La fuite, le refus de combattre, le fait de craquer nerveusement ou celui de rester paralysé, tout cela était perçu il y a soixante-dix ans comme des traits de couardise ; et ce n'est pas sans difficulté qu'une armée comme l'armée britannique, relativement plus humaine que bien d'autres, finit par accepter de changer de point de vue là-dessus. Des symptômes que nous reconnaissons aujourd'hui comme relevant de la psychiatrie ont parfois

conduit au poteau d'exécution pendant les deux premières années de la Première Guerre mondiale. La crainte de la peine de mort cause une foule de « symptômes hystériques », comme ceux où le soldat perd la vue, la parole ou l'usage de ses membres, faute de pouvoir manifester plus directement son angoisse. L'armée finit par admettre l'invalidité incontestable de tant de ses hommes devant le feu en inventant la notion commode de « psychose traumatique » ou de « commotion », qui réduit le problème à une cause physique. Les soldats présentant des symptômes de ce type sont soignés au sein d'hôpitaux spécialisés dans ce que l'on appelle alors les « troubles nerveux indéterminés ». Mais toutes les statistiques psychiatriques concernant la guerre 1914-1918 sont restées secrètes. Durant la Seconde Guerre mondiale, pourtant, les psychiatres britanniques et surtout américains se battent pour voir reconnaître les affections qui relèvent de leurs soins. Il est vrai qu'ils ont donné la preuve de la validité de leurs méthodes en inspirant les choix de l'armée pour les tâches de plus en plus spécialisées, et en aidant le commandement à repérer les recrues qui n'étaient pas faites pour rester sous les drapeaux. Pour le coup, l'analyste trouve ici des chiffres qui révèlent qu'en dépit du système d'écrémage mis en place, les pertes en temps de guerre dues à des facteurs psychiatriques, quelles que soient les étapes du conflit, sont importantes. Le diagnostic va du simple « épuisement » aux « troubles neuropsychiatriques ». Un spécialiste de ces questions dans l'armée britannique explique notamment : « Selon le type de bataille, 2 à 30 % des pertes peuvent être dus à des facteurs psychiatriques. » Ses études montrent que, dans les chiffres globaux, dix à quinze pour cent relèvent de la psychiatrie durant la phase active de la bataille de France en 1940, dix à vingt pour cent pendant les dix premiers jours de la campagne de Normandie, et vingt pour cent durant les deux mois qui suivent. Pour ce qui est du Moyen-Orient en 1942, il estime qu'un chiffre entre sept et dix pour cent peut être avancé, et les premiers mois de la campagne d'Italie donnent onze pour cent. La plupart de ces patients, peut-être quatre-vingt-dix pour cent, regagnent les rangs de l'armée. Parmi ceux qui ont été reconnus aptes à retourner au combat (entre soixante-dix et cinquante-six pour cent selon les statistiques), le pourcentage de rechutes est de cinq pour cent.

De plus, dès que les combats traînent en longueur, presque tous les soldats exposés au feu de manière continue ou semi-continue finissent par

craquer. Témoin ce rapport américain qui sous le titre *Epuisement au combat* rapporte :

> L'habitude en la matière n'existe pas. Chaque instant inflige une telle tension nerveuse que les hommes finissent par craquer à proportion du temps passé dans l'action. Les dommages psychiatriques sont aussi inévitables que les blessures par éclat d'obus ou par balle ; la plupart des hommes sont impropres au combat après 180 et parfois 140 jours. L'opinion générale est qu'un homme [est] au maximum d'efficacité dans les premiers 90 jours, après quoi cela tombe constamment, il devient de moins en moins capable de remplir sa tâche jusqu'à ne l'être plus du tout. Le nombre d'hommes qui n'ont pas quitté les rangs après 200/240 jours de combat est dérisoire, et leur rôle très réduit.

On peut estimer que la Seconde Guerre met le fantassin moyen hors de combat en un peu moins d'un an. Les conséquences d'un tel fait sont nombreuses. Mais les plus intéressantes sont celles qui nous sont révélées par le commandement lui-même. Les généraux, depuis la fin de la Première Guerre, sont plus sensibles aux inégalités des risques entre ceux qui conçoivent les plans de bataille et ceux qui les mettent en œuvre. Sur les premiers champs de bataille, cette inégalité n'existe pratiquement pas. Wellington, par exemple, est indiscutablement plus exposé sur le champ de bataille que nombre de ses subordonnés. A Azincourt (bien qu'on puisse difficilement appliquer les mêmes notions de commandement et de plan de bataille à l'époque médiévale, où seule a cours la valeur de l'exemple), Henri va au-devant du danger. Hindenburg, Haig, Joffre n'ont quant à eux guère senti l'odeur de la poudre ; Haig, pour des raisons qu'il expliquait volontiers, ne visitait même pas les blessés. Ce style de commandement de château (un style dont ils ont davantage hérité qu'ils ne l'ont créé) offense secrètement les officiers qui, subalternes en 1914, se retrouvent aux commandes en 1940 et créent un autre style de commandement leur permettant de voir le danger de plus près et, en outre, de contrôler le déroulement des événements. (Paradoxalement, à l'époque où le développement des moyens radio aurait permis qu'ils commandent de plus loin.) Dans leur comportement, on se doute que la revanche sur un vieux sentiment de culpabilité ne compte pas pour rien.

Rommel commande juché sur le char de pointe. Guderian sillonne le champ de bataille dans une chenillette radio blindée. Montgomery vit dans un quartier général tactique d'où l'on entend la rumeur des opérations. On observe à cette époque un renversement de la tradition, les généraux se mettent à porter des armes. Pour Patton, il s'agit d'une paire de revolvers à poignée de nacre, pour Ridgway, d'une paire de grenades, pour Bock, d'un

revolver, pour Wingate, d'un pistolet-mitrailleur. De plus en plus nombreux sont ceux qui, comme Grant – lequel était tenu pour excentrique –, endossent l'uniforme du simple soldat. Montgomery, Bradley, Stilwell sont pratiquement vêtus comme leurs hommes. Peut-être en raison de ce rapprochement, nombre de généraux semblent avoir abandonné le comportement lointain qui avait été l'apanage de l'ancienne génération. Le chagrin et l'angoisse n'épargnaient pas les chefs de guerre, dans le passé : Wellington pleurait après Waterloo, Frédéric le Grand se faisait saigner avant les batailles pour réduire sa tension, et le pauvre Henri VI poussait des hurlements quand ses courtisans l'obligeaient à assister à un engagement. Mais le code militaire traditionnel exigeait une dignité particulière même au moment de l'agonie ; on en fait mention dans les chroniques : Castelnau et Foch continuent à commander après avoir reçu la nouvelle de la mort de leurs fils aux frontières en 1914. Ludendorff fait de même après avoir perdu en même temps ses deux gendres au milieu de la Première Guerre mondiale. Durant la Seconde Guerre mondiale, le code semble avoir vécu. Le sort des généraux incompétents est toujours de se faire tuer ou blesser, mais cette guerre n'épargne pas non plus les hommes compétents. Rommel, malgré toute sa bravoure, souffre le martyre à cause d'un ulcère à l'estomac, il doit quitter le front à deux reprises à des moments de crise. Guderian doit quitter le front de l'Est pour un problème cardiaque ; Reichenau est victime d'une hémorragie cérébrale et meurt dans le crash de l'avion qui le rapatrie en Allemagne ; Ridgway, victime d'un évanouissement en septembre 1944, est poussé à la retraite. Une dureté de caractère comme celle dont font preuve Joukov ou Model finit par devenir la vertu militaire la plus prisée, bien plus que la simple habileté tactique ou stratégique. D'autres généraux, dont la résistance apparente au stress des événements semble excellente, pratiquent jusque dans le commandement l'art du détachement. Les chefs de guerre les plus admirés chez les Britanniques, chez les Américains et chez les Allemands – Alexander, Eisenhower et Rundstedt – sont chacun à leur manière, non seulement des généraux atypiques mais pratiquement des antigénéraux. Alexander, qui s'est pourtant montré ardent meneur d'hommes comme jeune officier, pratique beaucoup la délégation de pouvoir et se contente d'entretenir des relations amicales au sein de son armée multinationale. Eisenhower fait de même à un degré encore plus marqué ; son aura tient plus de celle d'un pape que d'un soldat. Rundstedt, révéré au sein du corps des officiers de

l'armée régulière comme l'un des derniers représentants de l'ordre à la prussienne, passe ses journées à lire des romans policiers à la veille des batailles et, par trois fois, renonce à son commandement.

Mais le plus intéressant peut-être, même si l'épisode est connu et souvent cité comme témoignage du stress du commandement dans la bataille moderne, est le cas du général Patton. Dans un hôpital de Sicile il s'en prend violemment, pour la deuxième fois de sa carrière, à un soldat atteint d'une affection nerveuse. Dans les deux cas, il se plaint de ce que la lâcheté soit soignée dans les mêmes hôpitaux que les blessures reçues au combat. On peut expliquer cette colère par un sentiment de dégoût : après avoir partagé le sort de ses hommes, encouragé leurs actions sous le feu, exposé sa vie au milieu d'eux, après tant d'efforts pour s'identifier au combattant de base, la réalité soudain lui inflige des doutes. Le comportement de ces hommes l'accuse tacitement de n'avoir pas compris à quel paroxysme d'épreuve il les envoie. Quant à sa vision très personnelle de l'héroïsme, elle paraît dès lors un peu dérisoire. Cette réaction, dans laquelle on décèle une tentative pour se dégager d'une contradiction, un refus d'endosser la responsabilité des souffrances infligées parce qu'il ne les a pas partagées, le général Alexander la manifeste quant à lui par un curieux dédain des mécanismes de commandement.

Le souci d'intervenir à l'extrême pointe du dispositif, au cœur même des combats et de l'action, explique que les généraux modernes aient une affection particulière pour l'hélicoptère. Patton aurait certainement envié la façon dont les généraux d'aujourd'hui se font transporter à la manière d'un Wellington arpentant le champ de bataille. Désormais ils possèdent de nouveau le pouvoir d'observer, de diriger, d'exhorter, de manœuvrer, bref de voir l'événement. Dans cet appareil, le général a l'impression de contrôler les choses, de parvenir aux objectifs souhaités, de rendre la bataille à sa nature : la manifestation d'un pouvoir tendu vers un but et réclamant une décision. Mais on peut se demander si cela est vrai, et s'il ne s'agit pas plutôt d'une illusion. L'hélicoptère n'a pas pour seul rôle de promener les généraux au-dessus des batailles. Il déplace aussi des troupes, lesquelles sont extraordinairement dépaysées quand elles passent de la vie des baraquements aux terreurs du champ de bataille. En une demi-heure elles sont à pied d'œuvre, expérience qui rappelle celle des équipages de l'aviation, mais en plus douloureux encore, le stress étant si puissant et continu qu'il faut limiter le nombre des missions avant que les hommes ne

craquent inévitablement. Les soldats aéromobiles, eux aussi, font partie d'une nouvelle armée, mécanisée et équipée à un degré jamais atteint pendant la Seconde Guerre mondiale. Tout est mécanisé aujourd'hui dans les unités de combat en Europe, la maintenance, l'intendance, le génie, même l'artillerie est blindée et tractée ; une section d'infanterie de dix hommes se déplace dans son blindé. Voilà ce qui distingue les armées d'aujourd'hui de celles de 1940. Le mouvement, que ce soit en attaque ou en défense, fait toute la différence : on est désormais entraîné aux manœuvres à cinquante kilomètres, par vagues profondes. On sillonne le paysage, avec de temps en temps un arrêt pour réduire par un pilonnage les résistances de l'adversaire.

On ne sait guère à quoi ressemblerait un affrontement entre deux armées de ce type ; et c'est une chance, car ce serait le prélude à l'usage du nucléaire. La guerre du Kippour entre Syriens, Egyptiens et Israéliens permet tout de même de s'en faire une idée. Ce type de bataille serait pour commencer aussi bruyante que celles de la Première ou de la Seconde Guerre mondiale. Aux explosions de projectiles d'artillerie ou de roquettes, il faudrait ajouter celles des mines (le champ de bataille d'aujourd'hui en est littéralement truffé) et l'explosion des bombes larguées par avion, sans parler de la rumeur incessante des engins et du bruit caractéristique des éclats frappant à toute force le flanc des blindés. Le choc d'un morceau de tungstène frappant la tôle produit un son inimitable, une sorte de tintement aigu, et bien qu'on ne puisse pas dire que ce son-là domine tous les autres dans la cacophonie du champ de bataille, nul doute que les occupants des véhicules blindés y sont particulièrement attentifs, parce qu'il signifie la dislocation d'un véhicule comme le leur et la mort de son équipage. Et, même si quelques-uns en réchappent, à se fier seulement à ce qu'ils entendent de l'intérieur de la machine, les occupants de chars et de véhicules blindés n'ont guère d'illusions. Dans l'armée moderne, la décision sur le terrain dépend étroitement de l'état d'esprit de ces équipages de blindés. Nous avons déjà souligné que piéger ainsi des hommes dans l'atmosphère confinée d'une boîte blindée pendant de longues périodes, c'est pour le moins prendre le risque de les désemparer. C'est pourquoi, dans la prochaine génération de blindés, il est prévu un épiscope pour chacun des occupants afin de lui permettre de conserver le contact, même partiel, avec l'extérieur. On sait aussi désormais que des soldats placés dans de telles conditions de confinement ne peuvent rester efficaces très

longtemps, c'est pourquoi, comme les chars qui le sont déjà, les transports de troupes blindés devront être climatisés et équipés d'un coin-cuisine. Même au prix de tels accommodements, on peut se demander comment ils parviendront à rester efficaces. Il s'agit en effet de remèdes minuscules à la dépersonnalisation à laquelle on assiste. Tout ce qui est naturel et humain tend à disparaître du champ de bataille. Le soldat est de plus en plus au service des machines, il est le programme de l'ordinateur. Certes, s'il est possible de trouver des hommes qui résistent pendant de courtes périodes au huis clos de la guerre moderne (après tout, les équipages de chars et d'avions font cela depuis cinquante ans, et les équipages de tourelles dans la marine depuis plus d'un siècle), il faut tout de même se souvenir que la bataille de demain exigera que tous les soldats, qu'ils soient ou non triés sur le volet, supportent des conditions comparables. Et cela, non pendant des heures, mais pendant des jours et des nuits. Le concept d'opération continue prévaut aujourd'hui dans les armées blindées européennes. Dans cet esprit on fait appel aux techniques de vision nocturne les plus élaborées (infrarouge, intensificateur d'image, radars de surveillance au sol et détecteurs de mouvement). Cela veut dire que le soldat doit rester en action pendant cent à cent cinquante heures. On parle même de moyens nouveaux pour prolonger la capacité de veille jusqu'à quatre-vingts heures, au prix de doses d'amphétamines s'il le faut. Il est curieux d'assister à la concomitance de la condamnation de l'usage privé des hallucinogènes et autres tranquillisants et de l'encouragement à la prise de stimulants. Concrètement, Israéliens et Arabes, sur qui les équipements de vision nocturne furent étrennés, se trouvèrent si épuisés au terme de leur première journée de combat, en octobre 1973, qu'ils s'endormirent dès la tombée de la nuit. Mais les puissances de l'OTAN ne peuvent pas escompter que leur engagement soit interrompu, comme ce fut le cas pour plusieurs conflits israélo-palestiniens, par décision internationale avant que la menace d'une défaite ne se précise. Leurs armées se sont donc entraînées avec tout le sérieux possible à « une guerre terrestre en Centre-Europe », ce qui signifie se familiariser avec les masques à gaz et les combinaisons antiradiations (obligatoires même en cas de conflit conventionnel)[7]. Voilà donc leurs soldats isolés du monde extérieur, avec pour seul cordon ombilical les voix sans visage qu'ils reçoivent et qui ne laissent pénétrer dans leurs carapaces que les informations filtrées par le commandement.

Un entraînement « avec tout le sérieux possible » implique de faire appel à du personnel qualifié ; il s'agit donc d'un entraînement qu'on pourrait appeler plutôt « spécialisé ». Quant à prétendre que la bataille à laquelle on s'entraîne puisse se produire, cela paraît plus douteux. Toute la supériorité initiale des armées du bloc de l'Est, qui tient à leurs effectifs, ne peut dissimuler que les hommes sont semblables des deux côtés. Si bien que l'épreuve physique et nerveuse de la bataille s'applique à tous les soldats, qu'ils soient ou non en contact direct avec l'ennemi. Les psychiatres militaires alliés ont appris à l'issue de la Seconde Guerre mondiale que dix pour cent des effectifs d'une armée se trouvent incapables d'agir après quelques heures ; un accroissement important du stress subi par les hommes (cas de l'« opération continue ») signifierait qu'une majorité d'entre eux finiraient à genoux. Dès lors, la décision finale résulterait moins des blessures et dommages infligés de la destruction d'une des deux armées, soumise à une pression psychologique intolérable.

Le terme de « décision » est employé par les historiens militaires de manière ambiguë. Une bataille décisive serait d'abord une bataille qui présenterait un résultat, qui se terminerait par la victoire indiscutable d'un camp sur l'autre, mais aussi une bataille dont les conséquences sur les affaires humaines loin du champ de bataille pourraient être importantes ; par effondrement du pouvoir dominant jusqu'alors, par un coup d'arrêt porté à des prétentions impériales, par la chute de tout un système politique, la mise hors course d'un destin personnel et conquérant. Par déformation professionnelle, l'historien militaire cherche dans l'une ou l'autre de ces directions : effet immédiat de la bataille sur les forces et le commandement, ou bien impact sur les ressources et l'état d'esprit de la nation qui mène la guerre. Pourtant il me semble avoir illustré ici que les effets les plus « décisifs » se situent davantage au niveau immédiat et personnel. Les batailles sont une affaire d'armées, les armées une affaire d'hommes, et, quelle que soit la société, ce sont les hommes qui vont au combat. Les batailles, les défaites plus particulièrement, sont immédiatement décisives en ce qu'elles tuent beaucoup. Les survivants ne sont pas portés à recommencer avant longtemps. Quant aux conséquences à long terme, c'est la même chose. Quand une majorité des combattants est issue de la classe dirigeante, comme dans une milice d'aristocrates ou une armée féodale, on assiste à un reclassement des différentes personnalités selon les traits de lâcheté ou de courage. Quand les guerriers forment un corps social de

spécialistes entretenus à prix d'or, comme dans les armées européennes dynastiques et postdynastiques, on assiste à un effort économique pour reconstituer, en puisant au sein de la classe populaire citadine ou rurale, l'armée qui vient d'être vaincue. On voit les impôts de la reconstruction peser sur le dos du contribuable et les militaires tâcher de défendre leurs privilèges contre les nouveaux venus. Quand on vit sous le régime de la conscription, comme dans les pays plus ou moins libéraux d'Europe et d'Amérique, les phénomènes sont encore plus profonds : l'échelle de guerres comme la Première et la Seconde Guerre mondiale est telle qu'on ne peut pas embrasser toutes les conséquences de tels événements. Mais une chose n'est pas douteuse : l'expérience de la mort violente s'est glissée dans une majorité de familles, la crainte de souffrances accidentelles ou délibérément infligées par les batailles est désormais partagée par presque tout le monde, de sorte que l'utilité de la « prochaine » paraît désormais douteuse.

Les jeunes ont déjà choisi. La conscription leur paraît inutile, et l'armée, pour eux, ne sert à rien. Les plus militants d'entre eux vont plus loin : ils ne veulent se battre que pour leurs propres causes, non pour un appareil d'Etat flanqué de son armée. Au besoin, ils lutteront contre ces derniers par les méthodes de la guérilla et de la clandestinité. Reste à admettre que le champ de bataille du futur n'existe pas. Tant que les deux blocs, de l'Est et de l'Ouest, se feront face, aucun soldat, ni d'un côté ni de l'autre, ne voudra admettre qu'il ne sert plus à rien. Aussi longtemps que les nations les armeront, ils se regarderont comme s'ils étaient prêts à se dévorer.

Or on commence à se douter que les batailles ont fini par se dévorer elles-mêmes.

Bibliographie

HISTORIOGRAPHIE

GEOFFREY BARRACLOUGH, *History in a Changing World* (Blackwell, 1955).

ISAIAH BERLIN, *The Hedgehog and the Fox* (Weidenfeld et Nicolson, 1953).

MARC BLOCH, *Apologie pour l'histoire ou le métier d'historien* (6e éd.) (Armand Colin, 1987).

HERBERT BUTTERFIELD, *Man on his Past* (Cambridge University Press, 1955).

P. L. GARDNER (éd.), *Theories of History* (Allen et Unwin, 1960).

PIETER GEYL, *Debates with Historians* (Meridian Books, 1958) ; *Encounters in History* (Collins, 1963).

G. D. GOOCH, *History and Historians in the Nineteenth Century* (2e éd.) (Longman, 1952).

J. R. HEXTER, *Reappraisals in History* (Longman, 1961) ; *Doing History* (Allen et Unwin, 1971).

JAY LUVAAS, *The Military Legacy of the Civil War* (University of Chicago Press, 1959) ; *The Education of an Army* (Cassell, 1965).

ARNALDO MOMIGLIANO, *Problèmes d'historiographie ancienne et moderne* (Gallimard, 1983).

G. J. RENIER, *History, Its Purpose and Method* (Allen et Unwin, 1950).

ROBERT RHODES-JAMES, « Thoughts on Writing Military History » in *R.U.S.I. Journal*, 1966.

BERYL SMALLEY, *Historians in the Middle Ages* (Thames et Hudson, 1974).

STEPHEN USHER, *The Historians of Greece and Rome* (Hamish Hamilton, 1969).

S. WILLIAM (éd.) *Essays in Modern European Historiography* (University of Chicago Press, 1970).

AZINCOURT

C. T. ALLMAND, *Society at War : The Experience of England and France during the Hundred Years' War* (Oliver et Boyd, 1973). (Comprend une bibliographie complète de cette période.)

RICHARD BARBER, *The Knight and Chivalry* (Longman, 1970).

JOHN BARNIE, *War in Mediaeval Society* (Weidenfeld et Nicolson, 1974).

MARC BLOCH, *La Société féodale*, préf. Robert Fossier (nouv. éd.) (Albin Michel, 1983).

A. H. BURNE, *The Agincourt War* (Eyre et Spottiswoode, 1956).

CHRISTOPHER HIBBERT, *Agincourt* (Batsford, 1964).

M. H. KEEN, *The Laws of War in the Late Middle Ages* (Routledge et Kegan Paul, 1965).

FERDINAND LOT, *L'Art militaire et les armées au Moyen Age* (Payot, 1946).

R. A. NEWHALL, *The English Conquest of Normandy, 1416-1424* (Harvard University Press, 1924) ; *Muster and Review* (Harvard University Press, 1940).

SIR HARRY NICOLAS (éd.), *History of the Battle of Agincourt* (Londres, 1832).

SIR CHARLES OMAN, *A History of the Art of War in the Middle Ages* (2e éd.) (Methuen, 1924).

MICHAEL POWICKE, *Military Obligation in Mediaeval England* (O.U.P., 1962).

WATERLOO

Il existe une excellente bibliographie dans le livre de Jac Weller *Wellington à Waterloo* (Longman, 1967), mais elle ne cite guère de monographies sur l'histoire de chaque régiment britannique – or elles sont une quarantaine. Pour les retrouver se reporter à la *Bibliography of Regimental Histories of*

the British Army par A. S. White (Society for Army Historical Research, 1965).

MARQUIES D'ANGLESEY, *One-Leg, The Life and Letters of Henry William Paget* (Cape, 1961).

LT-COL. NEIL BANNANTYNE, *History of the Thirtieth Regiment* (Littlebury, 1923).

ANTONY BRETT-JAMES (éd.), *The Hundred Days* (Macmillan, 1964).

DAVID G. CHANDLER, *The Campaigns of Napoleon* (Weidenfeld et Nicolson, 1966).

CHARLES DALTON, *The Waterloo Roll Call* (Arms and Armour Press, 1971).

RICHARD GLOVER, *Peninsular Preparations : The Reform of the British Army 1795-1809* (Cambridge University Press, 1963).

LT-COL. C. GREENHILL GARDYNE, *The Life of a Regiment* (*The Gordon Highlanders*) (2e éd.) (Medici Society, 1929).

HENRI HOUSSAYE, *1815, Waterloo* (Black, 1900).

DAVID HOWARTH, *A Near Run Thing* (Collins, 1968).

LADY DE LANCEY, *A Week at Waterloo* (John Murray, 1906).

RÉV. WILLIAM LEEKE, *The History of Lord Seaton's Regiment (53rd Light Infantry)* (Hatchard, 1866).

CAVALIÉ MERCER, *Journal of the Waterloo Campaign* (Peter Davies, 1927).

SIR CHARLES OMAN, *Wellington's Army, 1809-1814* (Methuen, 1913).

CAPITAINE WILLIAM SIBORNE, *The Waterloo Campaign 1815* (Constable, 1904).

MAJOR-GENERAL H. T. SIBORNE (éd.), *Waterloo Letters* (Cassell, 1891).

GENERAL SIR EVELYN WOOD, *Cavalry in the Waterloo Campaign* (Pall Mall Press, 1897).

LA SOMME

Une thèse présentée par Arthur T. E. Bray pour son entrée à l'Association des bibliothécaires : *The Battle of the Somme, 1916 : A Bibliography* (University Microfilms Ltd, 1968) fait le point de tous les écrits publiés ou

non en anglais et de toutes les publications disponibles en français et en allemand.

BERNARD BERGONZI, *Heroes' Twilight* (Constable, 1965).

CHARLES CARRINGTON, *Soldier From the Wars Returning* (Hutchinson, 1965).

GUY CHAPMAN, *A Passionate Prodigality* (McGibbon et Kee, 1965).

F. P. CROZIER, *A Brass Hat in No Man's Land* (Cape, 1930).

MAJOR C. A. CUTHBERT KEESON, *The History and Records of Queen Victoria's Rifles* (Constable, 1923).

SIR JAMES EDMONDS, *Military Operations, France and Belgium 1916*, vol. I (Macmillan, 1932).

A. H. FARRAR-HOCKLEY, *The Somme* (Batsford, 1964).

ROWLAND FEILDING, *War Letters to a Wife* (Medici Society, 1919).

V. W. GERMAINS, *The Kitchener Armies* (Peter Davies, 1930).

DONALD HANKEY, *A Student in Arms* (Andrew Melrose, 1916).

ERNST JÜNGER, *Orages d'acier : journal de guerre* (Gallimard, 1974).

B. H. LIDDELL HART, *Memoirs*, vol. I (Cassell, 1965).

LT-COL. J. H. LINDSAY, *The London Scottish in the Great War* (privately printed, 1925).

MARTIN MIDDLEBROOK, *The First Day on the Somme* (Allen Lane, 1971).

R. H. MOTTRAM, *Journey to the Western Front* (Bell, 1936).

G. A. PANICHAS (éd.), *Promise of Greatness* (Cassell, 1968).

REICHSARCHIV, *Schlachten des Weltkrieges : Somme-Nord I* (Stalling : Oldenburg, 1927).

ROYAL WELCH FUSILIERS, *The War the Infantry Knew* (P. S. King, 1938).

JOHN TERRAINE (éd.), *General Jack's Diary* (Eyre et Spottiswoode, 1964).

BASIL WILLIAMS, *Raising and Training the New Armies* (Constable, 1917).

CAPITAINE G. C. WYNNE, *If Germany Attacks* (Faber, 1940) ; *Warfare, Conflict and Society*.

HANNAH ARENDT, *Du mensonge à la violence : essai de politique contemporaine* (Calmann-Lévy, 1972).

L. BRANSON et G. W. GOETHALS (éd.), *War, Studies from Psychology, Sociology, Anthropology* (Basic Books, 1964).

W. L. BURN, *The Age of Equipoise* (Unwin University Books, 1964).

NIGEL CALDER (éd.), *Unless Peace Comes* (Allen Lane, 1968).

PETER CALVERT, *Revolution* (Macmillan, 1970).

DAVID CAUTE, *The Left in Europe Since 1789* (World University Library, 1969).

ELIAS CANETTI, *Masse et puissance* (Gallimard, 1986).

I. F. CLARKE, *Voices Prophesying War, 1768-1914* (O.U.P., 1966).

TREVOR CLIFFE, *Military Technology and the European Balance* (Adelphi Paper 89, Institute for Strategic Studies, 1972).

SIR EDWARD CREASY, *The Fifteen Decisive Battles of the World* (36e éd.) (Richard Bentley, 1894).

CHRISTOPHER DUFFY, *The Army of Frederick the Great* (David et Charles, 1974).

CYRIL FALLS, *A Hundred Years of Warfare* (Duckworth, 1953).

LT-COL. A. A. HANBURY-SPARROW, *The Land-Locked Lake* (Arthur Barker, 1932).

LT-GENERAL JOHN H. HAY, *Viet Nam Studies, Tactical and Material Innovation* (Washington : Department of the Army, 1974).

E. J. HOBSBAWM, *Revolutionaries* (Weidenfeld et Nicolson, 1972).

MICHAEL HOWARD, *The Franco-Prussian War* (Hart-Davis, 1961).

JAMES JOLL, *The Second International* (Weidenfeld et Nicolson, 1955).

MICHAEL MALLET, *Mercenaries and their Masters* (Bodley Head, 1974).

MAJOR-GEN. F. W. VON MELLENTHIN, *Panzer Battles* (Cassell, 1955).

J. U. NEF, *War and Human Progress* (Routledge et Kegan Paul, 1950).

GERALD PRIESTLAND, *The Future of Violence* (Hamish Hamilton, 1974).

MICHAEL ROBERTS, *Essays in Swedish History* (Weidenfeld et Nicolson, 1967).

GEORGE RUDÉ, *Paris and London in the 18th Century* (Fontana, 1970).

SUNDAY TIMES INSIGHT TEAM, *The Middle East War* (André Deutsch, 1974).

JAC WELLER, *Weapons and Tactics* (Nicholas Vane, 1966).

QUINCY WRIGHT, *A Study of War* (Chicago University Press, 1952).

PETER YOUNG, *The British Army* (Kimber, 1967).

PROBLÈMES PSYCHIQUES, MOTIVATION AU COMBAT ET MÉDECINE MILITAIRE

ROBERT H. AHRENFELDT, *Psychiatry in the British Army in the Second World War* (Routledge et Kegan Paul, 1958).

ROBERT ARDREY, *The Territorial Imperative* (Collins, 1967).

JOHN BAYNES, *Morale : A Study of Men and Courage* (Cassell, 1967).

ALAN BLACKSHAW, *Mountaineering* (Penguin, 1965).

SHALOM ENDLEMANN (éd.), *Violence in the Streets* (Duckworth, 1969).

P. GILMAN et D. HOUSTON, *Eiger Direct* (Collins, 1966).

MICHAEL GRANT, *Gladiators* (Weidenfeld et Nicolson, 1967).

ROY G. GRINKER et JOHN P. SPIEGEL, *Men Under Stress* (McGraw-Hill, 1963).

HEINRICH HARRER, *The White Spider : The Story of the Eiger's North Face* (Hart-Davis, 1959).

ERIC HOBSBAWM, *Les Bandits* (Maspero, 1972).

HANS KRUUK, « The Urge to Kill », *New Scientist* (29th June 1972).

HUGH L'ETANG, *The Pathology of Leadership* (Heinemann, 1969).

KONRAD LORENZ, *L'Agression : une histoire naturelle du mal* (Flammarion, 1969).

SIR A. SALUSBURY MCNALTY et W. FRANKLIN MELLOR (éd.), *Medical Services in War* (HMSO, 1968).

SIR W. G. MACPHERSON (éd.), *History of the Great War : Medical Services. Diseases of the War II* (HMSO, 1923) ; *Surgery of the War II* (HMSO, 1922) ; *General History III* (HMSO, 1923).

S. L. A. MARSHALL, *Men Against Fire* (William Morrow, 1947).

LORD MORAN, *The Anatomy of Courage* (Constable, 1945).

ARDANT DU PICQ, *Battle Studies* (Macmillan, 1921) ; *Etudes sur le combat. Combat antique et Combat moderne* (Chapelot, 1904, Ed. Champ libre).

PIERRE-HENRI SIMON, *Portrait d'un officier* (Editions du Seuil, 1958).

W. F. STEVENSON, *Wounds in War* (Longman, 1897).

S. A. STOUFFER *et al.*, *The American Soldier* (Princeton University Press, 1949).

T. D. M. STOUT, *Official History of New Zealand in the Second World War. War Surgery and Medicine* (Wellington : 1954).

LIONEL TERRAY, *Les Conquérants de l'inutile* (Gallimard, 1966).

LIONEL TIGER, *Men in Groups* (Nelson, 1969).

B. URLANIS, *Wars and Population* (Moscou : Progress Publishers, 1971).

U.S. INFANTRY JOURNAL, *Digest of Army Ground Forces Committee on Battle Casualties Report* (September, 1949).

War Office Committee of Enquiry into « Shellshock » Report (HMSO, 1922).

MARTHA WOLFENSTEIN, *Disaster* (Routledge et Kegan Paul, 1957).

G. F. YOUNG, *Mountain Craft* (Methuen, 1934).

Remerciements

Ce livre est issu principalement de sources écrites. Certaines d'entre elles figurent dans la bibliographie, mais j'ai également tiré nombre d'informations et d'idées de mes relations avec des collègues, des élèves, des amis (l'un des plaisirs de mon travail de professeur à Sandhurst est que ces catégories coïncident souvent), avec une mention particulière pour les soldats d'active ou retraités dont les noms suivent : le brigadier Peter Young, DSO, MC, le brigadier DWVP O'Flaherty, DSO, le major général A. H. Farrar-Hockley, DSO, MBC, ML, le colonel EMP Hardy, le lieutenant-colonel Jeremy Reilly, DSO, *Royal Regiment of Fusiliers*, le major Charles Messenger, du *Royal Tank Regiment*, le major Michael Dewar, du *Royal Green Jackets*, le capitaine Terence Johnston des *Coldstream Guards*, le lieutenant Timothy Weeks, de l'infanterie légère et le lieutenant Hugh Willing des *Royal Green Jackets*. Parmi les membres de l'équipe de l'académie de Sandhurst je voudrais citer le Dr Christopher Duffy, le Dr Richard Holmes, le Dr Gwynn Dyer, le Dr John Sweetman, Mr David Chandler, Mr Peter Vigor et Mr William Mc Clwee. Parmi nos homologues de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, le lieutenant-colonel Michel Camus, de la Légion étrangère, et le commandant Marc Neuville, des chasseurs à pied. Je citerai encore le major général Alastair Maclennan, OBE, du Royal Army Medical College, Mr A. S. Till, FRCS des United Oxford Hospitals, le Dr John Cule, le Dr H. Bleckwenn d'Osnabrück et le Dr T. F. Everett, mon beau-père, qui est mort avant de voir ce livre achevé. Une mention aussi pour Mr Michael Howard, le professeur Richard Cobb, le professeur Geoffrey Best, Mr Hannut Pogge von Strandmann et le brigadier Shelford Bidwell. J'ai également entretenu une correspondance féconde avec le professeur Bernard Bergonzi et le Dr C. T. Allmand. Par ailleurs, le brigadier Young, Mr Howard et Mr Chandler ont eu l'obligeance

d’autoriser la publication d’extraits qui rendent imparfaitement compte du mérite de leurs ouvrages. Je dois aussi exprimer une reconnaissance particulière à Mr Barrie Pitt et Mr Derek Anyan. Mr Anthony Shell, Mr Alan Williams et Mr David Machin m’ont apporté leurs fidèles encouragements, j’espère que le résultat ne les décevra pas. J’ai plaisir aussi à remercier le lieutenant-colonel Alan Shepperd, MBE, le bibliothécaire et fondateur de la bibliothèque centrale de l’Académie militaire royale de Sandhurst, de même que son équipe si utile et efficace. Des remerciements particuliers à Mr R. W. Meadows qui m’a permis de bénéficier du système de prêts interbibliothèques. Remerciements aussi à Mr Kenneth White de la bibliothèque du Staff College et à toute l’équipe de la bibliothèque de Londres. Mrs Valerie Horsfield, qui a tapé la plus grande partie du manuscrit, mérite aussi ma gratitude. Mon épouse Suzanne l’aurait fait, si je ne lui avais pas rappelé avec insistance combien ses propres écrits et le soin de nos quatre enfants la réclamaient déjà. Et si le titre et le contenu de l’ouvrage s’y étaient davantage prêtés, je le lui aurais volontiers dédié, pour tout ce qu’elle a fait.

L'ART DU COMMANDEMENT

Alexandre, Wellington, Grant, Hitler

A Susanne.

Nous remercions le Centre opérationnel de la presse internationale de défense, qui fait partie du service d'information et de relations publiques des armées, ainsi que l'Institut français de polémologie (Fondation d'études pour la Défense nationale) de l'aide qu'ils nous ont accordée pour la mise au point de la version française. Les erreurs qui pourraient subsister sont entièrement imputables au traducteur.

André Berelowitch.

INTRODUCTION

L’art du commandement avant l’âge héroïque

Ce livre est une étude consacrée aux chefs militaires : qui sont-ils ? Comment s’exerce leur action, et comment affecte-t-elle le reste du monde, celui des hommes et des femmes ordinaires ? On pourrait envisager de mener cette étude selon l’une ou l’autre des méthodes employées jusqu’ici par ceux qui se sont attaqués au sujet : la méthode des « traits » ou celle des « comportements ». La première part d’un postulat : les hommes qui exercent l’autorité militaire présenteraient, à l’analyse, un certain nombre de caractéristiques communes. La seconde cherche à repérer des modèles de comportement qui permettraient de distinguer les chefs de leurs subordonnés. Les études de « traits » mettent en relief l’énergie, la capacité de décision, la confiance en soi des chefs militaires. Les études de « comportements » traitent des fonctions qu’ils remplissent : l’encouragement, la dissuasion, la coercition.

L’une comme l’autre méthode appartiennent aux sciences sociales, et c’est pourquoi elles condamnent ceux qui les pratiquent à un exercice douloureux : tirer des conclusions générales et universelles de faits qui s’obstinent à rester particuliers et purement locaux. Je suis un historien, et non un spécialiste des sciences sociales, ce qui me donne toute latitude de croire que l’art du commandement, à une époque et dans un pays donné, peut fort bien n’avoir rien de commun avec celui d’un autre lieu ou d’une époque différente. Cette liberté n’est pas seulement théorique : je le crois effectivement, et j’en suis d’autant plus certain que cela fait trente ans que j’exerce mon métier. Il existe, à n’en pas douter, des traits de caractère et des comportements communs aux chefs de guerre de tous les temps et de tous les pays. Mais il est un fait qui me frappe bien davantage : c’est que

l'art de la guerre, dans une société donnée, présente, avec celui d'une autre, des différences si accusées que les ressemblances de caractère ou de comportement sont reléguées au second plan par l'immense écart qui existe entre les buts que poursuivent les chefs militaires, entre les fonctions qu'ils remplissent.

Car le chef militaire – le mot lui-même est plein d'ambiguïtés – peut être bien plus que le commandant de l'armée, ce qu'il est évidemment dans tous les cas. Il peut être roi ou prêtre : Alexandre le Grand était les deux. Il peut être un diplomate : chacun à leur manière, Marlborough et Eisenhower étaient des conciliateurs habiles, tout autant que des stratèges consommés. Le chef peut être plus à l'aise dans le domaine de la pensée que dans celui de l'action : Moltke l'aîné avait plutôt des qualités intellectuelles que des qualités d'exécutant. Il peut commander en vertu de l'autorité que lui délègue un monarque, ce qui fut le cas de Wellington, ou parce qu'une assemblée démocratique lui donne son aval, comme le fit, pour Grant, le Congrès américain. Il arrive que l'obéissance qu'il est en droit d'exiger soit subordonnée aux victoires qu'il remporte, ce qui fut le triste lot des généraux nommés par les républiques boers. Il peut être, enfin, un démagogue qui tourne au tyran et conserve pourtant toute son autorité de chef de guerre, comme le fit Hitler jusqu'à minuit cinq.

Bref, le rôle du général implique bien autre chose que le commandement des armées sur les champs de bataille. L'armée, en effet, pour citer un cliché, est à l'image de la société dont elle est issue. Ses buts comme ses méthodes de guerre seront par conséquent déterminés, dans une large mesure, par ce que la société attend de la guerre. Ils dépendront aussi de ce que la société est prête à exiger de son armée pour parvenir à ses fins. Admettons qu'un général soit doué d'un caractère bien trempé, et qu'il adopte, de plus, des types de comportement très efficaces : il pourra alors emmener son armée et la société dont elle émane plus loin que celles-ci ne pensaient aller. Comme les autres, cependant, même si, tel Alexandre, il est à la fois souverain et chef militaire, il faudra bien, au bout du compte, qu'il agisse en homme de son temps et de son pays : lorsque Alexandre comprit, une fois arrivé en Inde, que son armée rêvait de retourner en Grèce, bien plus que de conquérir de nouveaux mondes, il sut faire contre mauvaise fortune bon cœur et rebroussa chemin.

Les spécialistes des sciences sociales, qui ne se sont guère intéressés à ce que l'art de commander a de spécifique, ont été encouragés dans cette

attitude par des alliés inattendus : les théoriciens de la stratégie. Les sciences sociales se considèrent comme des disciplines bienfaisantes, dont l'un des objectifs est d'éliminer, par le raisonnement, les causes de conflit. Mais les théoriciens de la stratégie sont, eux aussi, des spécialistes des sciences sociales à leur manière. Leur but, en effet – et c'est là un phénomène récent, puisque la stratégie théorique à l'état pur est inconnue avant le XVIIIe siècle –, est de réduire la réalité chaotique de la guerre à quelques données essentielles, suffisamment peu nombreuses pour qu'un esprit ordonné puisse les plier à ses fins. L'évolution de la pensée stratégique s'apparente à celle de la théorie économique. Tout comme les économistes modernes ont compris que les buts des mercantilistes – pour qui le commerce était une forme de conquête au coup par coup – résultaient d'une conception erronée, de même les stratèges modernes enseignent que les méthodes et les objectifs des guerriers de jadis étaient engendrés par une vision inexacte de la réalité.

Par une ironie de l'Histoire, la théorie économique et la stratégie ont évolué de façons diamétralement opposées. Les économistes modernes prêchent la modération : tous s'enrichiront, disent-ils, si personne ne cherche à prendre l'avantage sur les autres. Les stratèges modernes enseignent exactement l'inverse. La guerre, répètent-ils avec insistance, exclut cette modération qui était l'apanage des rois et de leurs ministres. La guerre ne se justifie que par la victoire ; pour l'obtenir, il faut employer des méthodes d'une brutalité extrême : rassembler ses forces, chercher la décision, pratiquer l'offensive. Tels sont les « principes de la guerre » que nous devons au plus grand théoricien de la stratégie, Carl von Clausewitz, dont les premiers ouvrages sont publiés au début du XIXe siècle.

L'élaboration de la théorie stratégique obéit à une chronologie extrêmement significative. A l'instar de Marx, Clausewitz est en général représenté comme s'il flottait librement dans le temps, comme s'il s'agissait simplement d'un esprit plus puissant qu'aucun de ceux qui se sont penchés sur le même sujet. Pourtant, lorsqu'on analyse des théories d'une importance décisive comme celles-là, c'est le contexte qui décide de tout. Si Marx peut soutenir que la propriété des moyens de production est le facteur déterminant des relations sociales, c'est en grande partie parce que, à l'époque où il écrit, la finance et l'investissement relèguent dans l'ombre toutes les autres forces sociales. La classe militaire, en effet, épuisée par les guerres napoléoniennes, découragée par les échecs politiques qu'elle a subis

en Russie, en 1825, et, en 1830, en France, manque de confiance en elle à un point tout à fait inhabituel. Pourtant, le pouvoir militaire, symbolisé, dans sa forme la plus crue, par les chevaliers brigands du Moyen Age, n'éprouve, bien entendu, aucune difficulté à se moquer, chaque fois que l'envie lui en prend, des financiers comme des investisseurs : en témoigne, de façon irréfutable, l'histoire de l'investissement dans les régions troublées du globe. Il est tout aussi capable de se moquer des chefs révolutionnaires qui mettent toute leur confiance dans l'action des lois « historiques ». Marx, au fond de son cœur, était bien obligé d'admettre la vérité de ces deux assertions. Plus que toute autre chose, il redoutait le type de tempérament (car c'est en fonction du tempérament, non de l'intérêt matériel, que la classe militaire se coopte, en fin de compte) qui pousse les hommes à prendre les armes simplement pour le plaisir de faire couler le sang. Il exhortait constamment l'élite douée de conscience politique à faire siens le comportement et la discipline de la classe militaire : c'était, selon lui, un des moyens essentiels de sauvegarder et de servir la révolution.

Clausewitz, lui aussi, appartient à son contexte, bien qu'on pense rarement à l'y rattacher. Ses fameux « principes de la guerre » – écrits à l'origine pour servir de manuel au kronprinz de Prusse – ne sont, en un sens, certainement pas destinés aux doctes. Il est inconcevable qu'Alexandre, ou César, ou Frédéric le Grand, ou même Wellington aient eu besoin de conseils pour se souvenir qu'un général doit savoir employer au mieux ses ressources et ne les mettre en œuvre qu'à bon escient. Or, les principes de « décision », de « concentration » et d'« action offensive » ne disent rien d'autre. Il est plus inconcevable encore qu'aucun d'entre eux ait eu besoin de l'ouvrage, plus tardif, de Clausewitz pour apprendre que « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Alexandre, César, Frédéric, même Wellington – qui avait siégé au Parlement et exercé des responsabilités ministérielles – ne faisaient aucune différence entre la guerre et la politique. Tous admettaient, sans même y réfléchir, que la force et la persuasion étaient intimement mêlées. Tous savaient fort bien reconnaître le moment où l'usage de la force cessait d'être utile. Tous avaient appris à s'accommoder du fait qu'on ne peut indéfiniment exiger d'un peuple des sacrifices moraux, aucun d'entre eux ne perdait jamais de vue les limites que la vie économique impose aux sacrifices matériels que ce peuple peut consentir.

Les grands textes de théorie stratégique, qui commencent à paraître au début du XIX^e^ siècle – et dont *De la guerre* de Clausewitz est, sans comparaison, le plus incisif, celui aussi qui eut le plus d'influence –, doivent être, par conséquent, considérés comme le produit de leur temps et de leur milieu. On a souvent dit de Clausewitz qu'il s'était fait « l'interprète de Napoléon ». Mais cette façon de le caractériser est trompeuse, car elle repose sur un raisonnement circulaire. Napoléon, certes, n'était pas né sur les marches du trône : il s'était emparé d'un pouvoir que personne ne lui avait conféré. Cela ne l'empêcha pas de régner et de commander à la fois, presque exactement de la même manière, et avec les mêmes buts, qu'Alexandre. Il n'ignorait pas, lui non plus, que la guerre est un prolongement de la politique, qui emploie d'autres moyens, et le règne impérial n'a été, en somme, qu'une longue variation sur ce double thème. Il est évident que Clausewitz, qu'on pourrait aussi bien appeler « l'interprète d'Alexandre », ou de César, de Wallenstein, de Frédéric le Grand, ou de n'importe quel autre homme d'Etat en même temps chef de guerre, n'écrivait pas pour eux, ou leurs pareils. Au contraire : il écrivait pour un nouveau type de classe militaire, dont les membres, en vertu de leur éducation et de leur mode de vie, étaient, de propos délibéré, tenus à l'écart des réalités politiques.

Cette classe était le résultat de la division du travail au sein de sociétés qui devenaient de jour en jour plus complexes. Presque jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, les classes dirigeantes, dans les sociétés européennes, restent en même temps des classes militaires. L'épée, accessoire obligé de quiconque prétendait au titre de gentilhomme, était le symbole externe de cette identité des fonctions. Mais la richesse croissante des Etats d'Ancien Régime avait donné naissance à des classes (les commerçants, les hommes de loi, les universitaires) qui n'entendaient pas être exclues de la vie politique simplement parce qu'elles ne portaient pas l'épée. De fait, la Révolution fut, par certains de ses aspects, une révolte des sans-épée contre les porteurs de rapière, et, sur ce point en tout cas, elle remporta un succès indéniable. La conséquence des événements de 1789 fut que le pouvoir passa des mains de ceux qui détenaient les richesses en vertu des faits d'armes de leurs ancêtres aux mains de ceux qui savaient les produire, les extraire, les manipuler ou les prêter. Dans ce sens très précis, mais étroitement limité, Marx avait observé les faits avec exactitude. La classe militaire, néanmoins, bien que distincte désormais de la classe dirigeante, et

privée d'une bonne part de son influence, n'était pas éteinte pour autant. Bien au contraire, elle se ramifiait, et ce, dans deux directions opposées. D'une part, la condition militaire, réservée jusque-là à une élite, ouvrit ses portes à la masse. « Tous à l'armée » fut l'un des principaux slogans de la Révolution, un des plus efficaces aussi, et d'autant plus qu'il restait informulé. D'autre part, le *commandement* militaire passa des amateurs aux professionnels. L'ancienne classe des porteurs d'épée, dont la suprématie sociale était justifiée par son aptitude à conduire les troupes sur le champ de bataille, dut céder son monopole à une classe nouvelle, recrutée en partie, mais non pas de façon exclusive, dans son propre sein, et qui avait pour seule vocation d'exercer le métier d'officier.

Ces deux phénomènes étaient, non pas contradictoires, mais complémentaires. La liberté politique nouvellement conquise impliquait logiquement que tous les citoyens supportent également leur part du fardeau militaire de l'Etat. Le service militaire universel, à son tour, eut pour conséquence des effectifs énormes, qui ne pouvaient être commandés que par des hommes dont la guerre était le métier. Là ne s'arrêtaient pas les enseignements de la Révolution : quiconque avait affaire avec la politique, que ce fût au sein des vieilles monarchies ou des nouvelles républiques, comprit que le militaire professionnel, placé à la tête de l'armée de masse, ne constituait pas *une* menace entre autres, mais *la* principale menace pour la stabilité des gouvernements. La carrière de Napoléon (en sa qualité d'artilleur de profession il avait été l'un des premiers membres de la nouvelle classe des officiers) illustrait ce danger de façon spectaculaire, à tel point que le néologisme employé pour le désigner fut tiré de son nom : le bonapartisme.

Si l'on voulait éviter que les gouvernements fussent exposés, de la part de la nouvelle classe militaire, à une menace permanente (chantage, destitution, ou remplacement par une junte militaire – tels sont, selon la fameuse théorie du professeur Samuel Finer, les trois niveaux d'intervention des militaires dans la politique), alors il fallait, à la fois, exclure cette classe de la vie politique et l'empêcher d'acquérir les compétences nécessaires pour s'en mêler. Un peu partout, dans le monde occidental, on vit surgir, à l'époque de la Révolution française, des écoles militaires qui n'avaient pas d'autre but. Non seulement elles maintenaient leurs élèves dans une réclusion monastique, à l'écart de la société, mais

elles cherchaient, en outre, à leur inculquer (avec succès, d'ailleurs) l'idée que la politique ne concernait pas les militaires.

Bien entendu, cette idée est absurde, comme le soulignent les aphorismes les plus fameux de Clausewitz. La guerre est, incontestablement, un prolongement de la politique, et, si l'on veut la faire de manière à atteindre les buts politiques que l'on s'est fixés, les militaires doivent comprendre les relations réciproques entre les deux éléments. Les Romains, qui étaient passés maîtres dans l'exercice du pouvoir, avaient bien saisi cette nécessité, et le *cursus* qu'ils avaient mis au point formait des hommes aussi à l'aise dans l'un que dans l'autre de ces deux mondes. L'Europe du XIX^e^ siècle, qui s'était mis sur les bras des armées et des électorats bien supérieurs en nombre aux limites de sécurité que la république romaine s'était fixées pour sauvegarder ses institutions, s'interdit le recours au *cursus*. Elle préféra enseigner aux militaires les moyens de mettre la guerre au service de la politique, sans prendre le risque de souiller leur esprit en leur exposant les théories ou les réalités de la politique.

Les nombreux livres qui ont cherché à imiter le *De la guerre* de Clausewitz sont les catéchismes de ce *syllabus*. Que ce sont là d'étranges catéchismes, contournés et unilatéraux ! Car, si l'on veut interdire aux militaires de participer, en quoi que ce soit, à l'élaboration de la politique étrangère ou intérieure, alors il faut leur enseigner un art de la guerre dont on exclut l'évaluation des conséquences politiques de leur action. Ils devaient se contenter de savoir que la guerre avait des buts politiques, et que toute guerre dont le coût excède le profit qu'on pourra tirer de la victoire ne vaut pas la peine qu'on la fasse. En vertu de quoi, les manuels qui ont servi aux élèves officiers depuis le milieu du XIX^e^ siècle – c'est à peu près à cette époque que les idées de Clausewitz ont commencé à se répandre – préconisent un art de la guerre qui ne laisse aucune place aux calculs politiques ou diplomatiques. Les futurs chefs militaires y apprenaient que leur mission était d'obtenir la victoire de la façon la plus rapide et la moins coûteuse possible. C'était aux hommes d'Etat de décider ce qu'il fallait entendre par « moindre coût » dans un contexte donné et ce qu'on devait faire de la victoire, une fois celle-ci remportée.

La stratégie, dans ces doctrines, devient une forme très rudimentaire de théorie économique (dépenses d'investissement, revenus sous forme de gains), autrement dit, à peu de chose près, l'art de la spoliation à main

armée. C'est un système qui marche, tout comme la spoliation, en ce sens qu'il obtient des résultats. Mais, comme tous ceux qui viennent après les spoliateurs l'apprennent à leurs dépens, il n'apporte de bénéfices qu'à une poignée d'individus, non à la masse de la population. Il faut, en effet, que la vie continue après la spoliation ; il faut rétablir le fonctionnement des communautés, restaurer la confiance, rebâtir les réseaux commerciaux, faire renaître le crédit, remettre la monnaie en circulation. On ne peut édifier de théorie économique d'ensemble à partir de cas de spoliation, pas plus qu'on ne peut le faire à partir des ruées vers l'or, de l'affaire de la Compagnie des mers du Sud, ou du grand krach de Wall Street.

Pourtant, la théorie stratégique extraite de Clausewitz (mais non pas enseignée par lui directement, car il avait l'esprit trop subtil pour s'enliser dans les détails) repose exclusivement sur l'équivalent militaire de ces exemples économiques. Qu'on prenne n'importe lequel des manuels d'école militaire des cent cinquante dernières années, on n'y trouvera, pour illustrer les principes dont l'exposé s'inspire, que des cas de triomphe ou de désastre, presque sans exception : la conquête de la Gaule, la première croisade, la campagne de Marlborough en Bavière, les manœuvres de Frédéric le Grand à la veille de Rossbach et de Leuthen, la campagne d'Italie de Napoléon, sa campagne de Russie, Waterloo, Gettysburg, la guerre franco-prussienne de 1870, le Blitzkrieg de 1940 et Pearl Harbor. Pourtant, les épisodes de ce genre ne reflètent pas mieux la réalité de la guerre que la crise mondiale de 1929 ne reflète celle de l'économie, ou le scandale du Watergate celle de la politique.

Pendant une très longue période, même en Europe occidentale, ce creuset où s'élabore l'instinct de conquête, la guerre ne vise pas le triomphe : c'est une affaire locale, souvent confuse, qui dure longtemps, qu'on mène avec prudence, en procédant au coup par coup. Le besoin de se fortifier, de se défendre, de détourner l'attaque, en Europe et plus encore sur les autres continents, était au moins aussi puissant que le désir de faire campagne, de monter des expéditions, de remporter des victoires. A vrai dire, si l'histoire militaire se prêtait à la quantification (elle s'y prête, sans aucun doute, mais bien peu d'historiens ont fait l'effort nécessaire), on découvrirait probablement qu'on a consacré, dans l'ensemble, plus d'argent et de labeur, pendant toute la période qui précède les deux guerres mondiales, à la fortification qu'au combat. C'étaient là des dépenses faites à bon escient : quelque mal qu'aient pu en dire les maîtres à penser des écoles

militaires, les fortifications ont rendu bien des services aux communautés humaines, chaque fois du moins que les ouvrages ont été régulièrement entretenus et modernisés pour faire face aux améliorations portant sur la fabrication des armes ou sur leur utilisation. Dans cet ordre d'idées, ce qui pousse le président Reagan à mettre en œuvre l'Initiative de défense stratégique, et à protéger ainsi les Etats-Unis, dont il a la charge, contre la menace d'une attaque massive de missiles balistiques, relève non pas de quelque rêve utopique et futuriste, mais d'une des réactions les plus anciennes et les mieux enracinées de l'homme confronté à un danger de nature militaire.

Cela ne signifie pas qu'on puisse faire disparaître à volonté le phénomène du conquérant (Alexandre, César, Gengis Khan, Napoléon, Hitler), pour la simple raison que la conquête ne résulte qu'exceptionnellement de l'usage de la force militaire. La « stratégie », dans le sens que nous avons fini par donner à ce mot, pourrait bien avoir été comprise de façon trop extensive. Pour ma part, je suis de plus en plus tenté de croire que ce terme ne correspond à rien de réel, et que les relations internationales, de même que les affaires de défense, deviendraient des métiers plus enviables si seulement on pouvait l'exclure de leur vocabulaire. Sans aucun doute, si « stratégie » désigne ce que les écoles militaires ont enseigné au cours des cent cinquante dernières années, c'est un concept infirme, qui déforme la réalité. Mais même si l'on identifie, à tort, « stratège » avec « conquérant », et conquérant avec « chef militaire », Alexandre, César et Napoléon ne s'évanouissent pas pour autant. Ils ont bel et bien existé, ils ont réellement accompli les exploits qu'on leur attribue. Ils ne se sont pas contentés de marquer leur époque : des générations de chefs militaires ont cherché, depuis, à égaler leurs hauts faits, ils auront d'autres imitateurs à l'avenir. Les questions cruciales qui se posent sont, par conséquent, de savoir s'il existe un autre style de commandement que celui qu'ils ont pratiqué, qui poursuivrait une stratégie non plus de conquête mais de sécurité, et, dans l'affirmative, comment et pourquoi ce type ancien de commandement a-t-il été supplanté ?

Qu'il ait existé ne fait aucun doute, même si l'historien doit aller loin, dans le temps ou dans l'espace, pour le découvrir. Pour repérer l'essentiel, il faut qu'il retourne à l'époque de ce que les éthologistes appellent la « guerre primitive », qui fut jadis la norme des relations entre les groupes humains, et qu'on peut encore observer, comme moyen de résoudre les

conflits, chez quelques peuples habitant des régions éloignées de la planète. La guerre primitive ne doit pas être idéalisée. Certains éthologistes ont cru y voir un rituel, ou un jeu ; on reconnaît aujourd'hui qu'il n'en est rien. Les primitifs pratiquent, presque universellement, la traîtrise dans les combats contre d'autres communautés ; ils ne se privent habituellement pas de tuer au cours des raids et des embuscades qui sont leurs formes de guerre préférées et où ils n'ont guère à craindre d'avoir des pertes en retour. Il n'en est pas moins vrai qu'en cas de bataille rangée, ce type de guerre est caractérisé, en général, par une très faible mortalité. « Malgré l'effectif considérable des guerriers prenant part au combat, explique W. T. Divale dans *Warfare in Primitive Societies*, il y avait peu de tués. A cause de la distance qui séparait les guerriers et de la relative inefficacité des armes primitives, renforcée par l'agilité des jeunes guerriers, habiles à esquiver les flèches, les combattants étaient rarement touchés de plein fouet. Dans le cas où quelqu'un était grièvement blessé ou tué, on interrompait, en général, le combat ce jour-là. » L'analyse du professeur Divale exige un commentaire. La « distance » qui sépare les combattants s'explique par le choix à l'avance d'un champ de bataille, accepté par les deux camps. L'interruption du combat en cas de blessure ou de mort est due à l'intervention des anciens de la tribu, qui se tiennent prêts à faire office de médiateurs en rencontrant leurs homologues du camp adverse.

L'influence modératrice des anciens était cruciale dans ce genre de batailles, sur lesquelles elle avait une action déterminante. Leur présence, leur intervention toujours possible étaient un moyen sûr d'empêcher que les pertes dues au combat excèdent le prix que les deux camps étaient prêts à payer pour régler leurs différends. Bien entendu, tout tourne autour de l'interprétation du mot « différends » : les éthologistes ne sont pas du tout d'accord sur la raison d'être des combats primitifs. Les uns affirment avec force que la guerre primitive est de nature « culturelle » : elle servirait à canaliser l'instinct masculin de violence vers des formes collectives, ainsi qu'à permettre aux mâles, qui constituent un groupe à part, d'affirmer leur identité. Les autres considèrent ce type de combat comme un moyen de s'emparer des ressources dans une situation de pénurie. Ils soulignent que, si les batailles rangées ne semblent pas avoir de résultat tangible le jour même, à la longue les groupes plus puissants l'emportent bel et bien sur les plus faibles, en leur prenant le territoire qu'ils sont incapables de défendre.

Les territoires sont, néanmoins, toujours séparés par un *no man's land*, reconnu de part et d'autre ; c'est là, ou tout près de là, que se déroulent en général les batailles. Même lorsque le groupe le plus faible a été absorbé par le plus fort, on rétablit un *no man's land* à la limite du nouveau territoire. Les premières sociétés postprimitives dont nous ayons connaissance, royaumes antiques du Proche-Orient, qu'on qualifie de sociétés « hydrauliques » parce qu'ils sont fondés sur l'irrigation, ou cités-Etats de la Grèce antique, nous livrent d'autres preuves du respect qui entourait le *no man's land*. Les peuples voisins marquaient leurs frontières, mais ils évitaient soigneusement que leurs frontières se touchent.

Vint un jour, cependant, où le *no man's land* disparut, et la frontière se vit attribuer un rôle de signal d'alarme. A cette étape, nous pouvons supposer que la genèse de l'Etat était déjà bien avancée, et que les mécanismes proprement militaires s'étaient considérablement développés. La compétition pour s'emparer des ressources en situation de pénurie (ou C.S.R.[1], expression forgée par le professeur Ronald Cohen de l'université de Floride) avait sans doute déjà entraîné un début de spécialisation militaire au sein de la société primitive. L'étalage de prouesses individuelles au cours des batailles rangées de type ancien, où les combattants s'engageaient dans une série de duels, livrés à distance et d'homme à homme, en changeant, le cas échéant, d'adversaire pendant le combat, avait dû déjà passer à l'arrière-plan : les contraintes de la compétition obligeaient les guerriers à mieux unir leurs efforts. Qui dit unification dit commandement, et l'organisation des chasses collectives, essentielles dans ce type de société, fournissait un modèle de commandement unique, qui pouvait être appliqué sur le champ de bataille.

Dès que l'institution du commandement fait partie intégrante de l'art de la guerre, l'âge héroïque ne saurait tarder. Il ne peut, de toute évidence, y avoir de héros sur le champ de bataille primitif : l'héroïsme est, par définition, exceptionnel, tandis que les techniques de la guerre primitive exigent un comportement identique de tous les combattants. Si elles admettent un comportement exceptionnel, c'est celui des anciens (que nous pourrions assimiler à des chefs de guerre « préhéroïques ») prêts à s'interposer dès que la violence dépasse le niveau considéré comme admissible. Le commandement d'une expédition de chasse, adapté au champ de bataille, a pu aboutir à la sélection de certains guerriers qui se distinguaient vraisemblablement des autres dans la mesure où ils étaient

prêts à courir des risques supplémentaires : on pourrait les appeler des « protohéros ». Lorsque, enfin, le champ de bataille abandonna le *no man's land* entre deux frontières pour se transporter sur la frontière elle-même, ou au-delà de celle-ci (conséquence inéluctable de la disparition du *no man's land*), le commandement protohéroïque adopta sans doute rapidement le style héroïque : toujours prêt à prendre des risques et à donner l'exemple, le chef pratique une guerre agressive d'invasion.

Cette analyse hypothétique est corroborée par la logique intrinsèque du processus même de l'évolution. Dès lors qu'on renonçait à fixer à l'avance le lieu de la rencontre, la participation des anciens devenait impossible, car leur sécurité ne pouvait être assurée en territoire ennemi. Le seul fait de pénétrer dans ce territoire exigeait, de surcroît, l'intervention d'une autorité centrale puissante. Il existe des preuves concrètes qui rendent plausible ce scénario. Dans les guerres qui opposaient des Etats archaïques limitrophes, les combats semblent avoir eu pour but de s'emparer des récoltes, ou de les détruire, à peu près au moment de la moisson. Des expéditions de ce genre ne pouvaient réussir que si elles étaient lancées exactement au bon moment, et si elles atteignaient rapidement leur objectif : il fallait, pour cela, l'impulsion venue d'un commandement unique. Dans une autre forme de guerre, où les nomades devaient parcourir de longues distances avant de franchir la frontière qui séparait les terres cultivées de la brousse[2], la présence d'un chef militaire était également indispensable au succès de l'opération. Les conditions mêmes de ce type de guerre ont sans doute poussé au premier plan les forts, les braves, les aventureux qui maîtrisaient le mieux les moyens de transport, chariots attelés, puis chevaux de selle. Dans l'un comme dans l'autre cas, qu'il s'agisse de guerre à courte ou à longue distance, les chefs de guerre faisaient prime, et ceux qui possédaient les qualités nécessaires durent, qu'ils l'aient souhaité ou non, assumer la charge du commandement.

En admettant une telle équation entre les qualités individuelles et la fonction, j'ai l'air de reprendre à mon compte l'interprétation du commandement militaire en termes de psychologie, psychologie que j'ai écartée au début de cet exposé. Mais il serait parfaitement absurde de supposer que les caractéristiques individuelles des hommes ne comptent pour rien dans la marche du monde. De toute évidence, elles comptent beaucoup. Mais, de même que la société préhéroïque avait inventé un type d'organisation qui annulait, voire condamnait, toute différence entre les

individus pendant le combat, de même la société héroïque s'ingénia à accentuer et à exagérer les caractéristiques individuelles de ceux à qui elle attribuait le commandement pour mener la guerre ou la conquête. Lorsqu'on étudie les chefs de guerre héroïques – passés maîtres dans l'art de la parade, dans le maniement des armes, les harangues enflammées, mais, par-dessus tout, capables de prendre des risques en donnant l'exemple –, ce qui nous intéresse n'est pas de démontrer qu'ils possédaient des qualités exceptionnelles : c'est une vérité qu'on peut considérer comme établie. Mieux vaut nous demander comment les sociétés auxquelles ils ont appartenu souhaitaient voir présentées ces qualités hors du commun. L'ascendant du chef de guerre (de n'importe quel chef, d'ailleurs) repose, comme celui du prêtre, du chef d'Etat, et même de l'homme de génie, presque autant sur l'aspect extérieur qu'il présente au monde que sur ses qualités intérieures. Ce qu'il a d'exceptionnel est, à la fois, montré et caché à la masse de l'humanité : il ne le révèle que par artifice, il le présente comme dans un théâtre. L'instinct théâtral est puissant chez l'homme politique qui réussit, chez le professeur, le chef d'entreprise, l'athlète, l'ecclésiastique ; il répond ainsi à l'attente de son auditoire, qui, à son tour, renforce ce trait chez lui. Aucun être humain d'exception ne possède cet instinct à un plus haut degré que l'homme qui doit en entraîner d'autres derrière lui, au péril de leur vie. Ce qu'ils savent de lui doit répondre exactement à leurs espoirs et à leurs exigences. Ce qu'ils ne doivent pas savoir à son sujet doit leur être caché à tout prix. Le chef qui commande les hommes à la guerre ne peut se montrer à ses subordonnés qu'à travers un masque : un masque qu'il doit modeler lui-même, mais en lui donnant une forme qui fera de lui, aux yeux des hommes de son temps et de son pays, le chef qu'ils veulent et dont ils ont besoin. Les pages qui suivent s'efforcent, en voyageant à travers l'espace et le temps, de pénétrer derrière le masque du commandement.

1
Alexandre le Grand : l'âge héroïque du commandement militaire

Imaginez un Napoléon des Highlands. Imaginez un Gentil Prince Charles[1] aux ambitions européennes, qui, après avoir repris l'Ecosse au roi George II, part à la tête de ses clans de montagnards non pas simplement pour conquérir l'Angleterre (ce n'est qu'une entrée en matière), mais pour traverser la Manche. Il rencontre et il bat l'armée française sur la Somme, puis se dirige vers le sud, assiège et soumet les principales forteresses de l'Espagne, retourne vers le nord pour défier le souverain du Saint Empire romain germanique, qu'il affronte à deux reprises. Il le défait avec toute son armée, lui ravit sa couronne, brûle sa capitale, lui donne une sépulture et, pour finir, repart vers l'Orient, pour en découdre avec le tsar de Russie ou le sultan de la Sublime Porte. Imaginez tout cela comprimé en quelques années, mettons 1745 à 1756, entre le vingt-deuxième et le trente-troisième anniversaire du jeune prince. Imaginez qu'à sa mort, survenue à l'âge de trente-deux ans, ses subordonnés se partagent les trônes de l'Europe : lord George Murray règne à Madrid, le duc de Perth à Paris, lord Elcho à Vienne, John Roy Stewart à Berlin, Cameron de Lochiel à Varsovie. Un ramassis de chefs de clans en tartan, qui font les ânes pour avoir du whisky, se partagent les principautés de l'Allemagne du Sud, et Londres est occupée par une garnison de Highlanders en kilt. Imaginez, enfin, que la majeure partie de cet empire jacobite existe encore au XIX^e^ siècle, que certaines provinces survivent jusqu'au XX^e^, et que le dernier lambeau ne disparaît qu'à la fin du XXI^e^ siècle.

Ou bien, si vous préférez, imaginez un George Washington « Bolivar », un père fondateur qui décide de libérer, du même coup, l'Amérique latine. Il

a surmonté l'épreuve du long hiver à Valley Forge, il a essuyé les échecs qui marquent le milieu de la guerre d'Indépendance, il exulte, enfin, lorsque Yorktown capitule. C'est alors qu'il conçoit le projet ambitieux de chasser tous les gouvernants étrangers des deux Amériques. Imaginez-le qui fait monter l'armée du Congrès continental à bord des navires de la marine nouveau-née des Etats-Unis. Il vogue vers le sud, débarrasse Mexico des troupes espagnoles, laisse en garnison dans les Antilles des soldats venus de Virginie ou de la Nouvelle-Angleterre et réussit un débarquement sur les côtes d'Amérique du Sud. Victorieux au Pérou, il franchit les Andes, bat l'armée espagnole de l'Est et rend l'âme au moment où son armée s'approche de l'empire du Brésil.

Cela ne donne encore qu'une idée approximative de l'extraordinaire carrière d'Alexandre le Grand. Les distances parcourues, les obstacles surmontés par ces généraux fictifs que l'on vient d'évoquer défient l'imagination – et, de fait, ils n'ont de parallèle que dans la vie, réelle celle-là, d'Alexandre. Certes, le monde a connu de grands conquérants, d'une ambition hors du commun. Les cavaliers huns d'Attila, partis d'Asie centrale, atteignent les portes de Rome au V^e^ siècle. Les successeurs arabes de Mahomet sont rejetés en Espagne, au VIII^e^ siècle, après avoir été battus près de Poitiers. Les fils de Gengis Khan, à la tête de la cavalerie mongole, menacent Venise et Vienne au XIII^e^ siècle. Napoléon, lecteur fervent de l'épopée d'Alexandre, a bien failli égaler son modèle, dans les années qui séparent les batailles de Rivoli (1797) et de Moscou (1812). Ce fut de nouveau le cas pour Hitler : les quelques bribes d'éducation classique qu'il avait assimilées avaient suscité en lui une admiration passionnée pour Alexandre. Mais son orgie de victoires fut encore plus ramassée dans le temps que celle de Napoléon, qui lui-même livra bataille plus souvent qu'Alexandre ne le fit jamais. Aucun de ces hommes, qui ont, tour à tour, ébranlé le monde, n'a vraiment égalé les exploits de leur grand prédécesseur. Napoléon et Hitler ne se sont guère aventurés en dehors de leur continent natal. Attila, les Arabes, les Mongols ont, certes, franchi les limites de l'Asie, mais ils n'ont fait qu'effleurer le cœur de l'Europe. Alexandre, en revanche, après s'être rendu maître du monde grec, se transporta dans cet autre monde que constituait l'Empire perse, et pour finir s'aventura dans un troisième : celui de l'Inde. A sa mort, en juin 323 avant Jésus-Christ, il régnait sur la plus grande portion de la surface du globe qu'aucun individu ait jamais conquise, si l'on excepte l'empire éphémère de

Gengis Khan. Que ce fût en qualité de suzerain, d'empereur ou de roi, il gouvernait toute l'étendue qui sépare le mont Olympe de l'Himalaya. Qui donc était Alexandre, et comment a-t-il pu faire tout cela ?

Alexandre et son père

Alexandre, qui est probablement né en juillet 356 avant Jésus-Christ, était le fils de Philippe II de Macédoine et de sa femme Olympias. Il n'était pas le premier fils du roi, pas plus que sa mère n'était sa première femme. Philippe était un homme chez qui le physique l'emportait sur les autres aspects de sa personnalité, et cela dans tous les domaines. Il avait déjà été marié trois fois et avait engendré trois enfants légitimes. Il devait plus tard se remarier encore trois fois, et les historiens n'ont jamais réussi à se mettre d'accord sur le compte exact de sa progéniture, légitime ou de la main gauche. Il prenait les femmes là où il les trouvait, et, comme il a passé sa vie sur les chemins, à imposer sa volonté au monde qui l'entourait, il eut beaucoup de femmes, et le résultat de ces rencontres échappe au calcul.

Son mariage avec Olympias, toutefois, était un mariage d'amour, un amour né au cours de certaines cérémonies religieuses, de nature mystérieuse et de caractère orgiaque, célébrées un an avant la naissance d'Alexandre, dans l'île de Samothrace, dans la mer Egée. Aucune jeune femme tant soit peu prude n'aurait accepté d'assister à ces cérémonies. Olympias, qui était déjà divorcée, ne passait pas pour prude, et le reste de son existence ne devait pas démentir cette réputation. Elle et Philippe n'allaient pas tarder à se brouiller ; pourtant, l'attrait qu'ils exerçaient l'un sur l'autre était probablement dû à la similitude, non à la complémentarité, de leurs caractères : sensuels, indomptés, méprisant les conventions. Tous deux étaient de sang royal, et, à une époque où les monarques se proclamaient parents des dieux, ni l'une ni l'autre n'avaient certes besoin de l'entremise de marieurs ou de courtisans pour faire connaître leurs sentiments à l'intéressé.

Alexandre fut le résultat immédiat de cette passion, et peut-être le seul. Car la guerre, la politique et la fin de leur amour allaient bientôt séparer Philippe d'Olympias ; il semble bien qu'elle ait été seule à veiller sur l'enfance d'Alexandre. Il a déjà douze ans, ou à peu près, lorsque nos sources nous indiquent que son père s'intéresse, pour la première fois, à son éducation. Elle n'avait rien eu d'extraordinaire jusque-là : comme tout

jeune prince de ce temps, Alexandre avait appris à chanter et à jouer de la lyre. Son talent musical devait lui donner de grands plaisirs jusqu'à la fin de sa vie. On lui avait appris à chasser : plus tard, il chassera l'ours, le lion, les oiseaux ou le renard, chaque fois que ses occupations lui en laisseront le loisir. On lui avait inculqué les rites de l'hospitalité : il n'est encore qu'un jeune garçon de dix ans que déjà l'on vante le charme et l'aisance avec lesquels il reçoit ses visiteurs à la cour. Il savait monter à cheval : il dompte l'intraitable Bucéphale, qui le portera pendant vingt ans dans toutes ses batailles, et qui constitue, en somme, le premier élément de la légende d'Alexandre. Enfin on avait commencé à lui enseigner, dans les règles, l'art du débat oratoire et la poésie épique.

La poésie épique, cela voulait dire Homère, le chantre du passé héroïque des Grecs, qui allait jouer un rôle déterminant dans la conception qu'Alexandre se faisait de sa vie. Le mépris du danger, le goût du risque pour le risque, l'adversaire qu'on défie en combat singulier, la lutte à mort qu'on doit affronter avec courage, sous les yeux d'hommes qui sont vos égaux par la virilité, même si leur rang social fait d'eux vos inférieurs, tels sont les ingrédients de la morale homérique dont l'imagination d'Alexandre s'est nourrie dès son plus jeune âge. Son premier soin, lorsqu'il pénétra en Asie, fut de célébrer un sacrifice à Troie, et il emporta, dans ses campagnes, l'armure sacrée que les Troyens conservaient dans leur temple. Mais l'influence de l'épopée homérique ne s'exerçait pas sans mélange : Alexandre subissait également celle des croyances religieuses excentriques et passionnées de sa mère. Hercule, qui avait su triompher des tâches les plus difficiles, fut toujours le dieu favori d'Alexandre. Olympias était une dévote de Dionysos, le dieu des forces naturelles ; on lui rendait traditionnellement hommage en mettant à mort les victimes, en buvant leur sang, parfois en pratiquant des sacrifices humains.

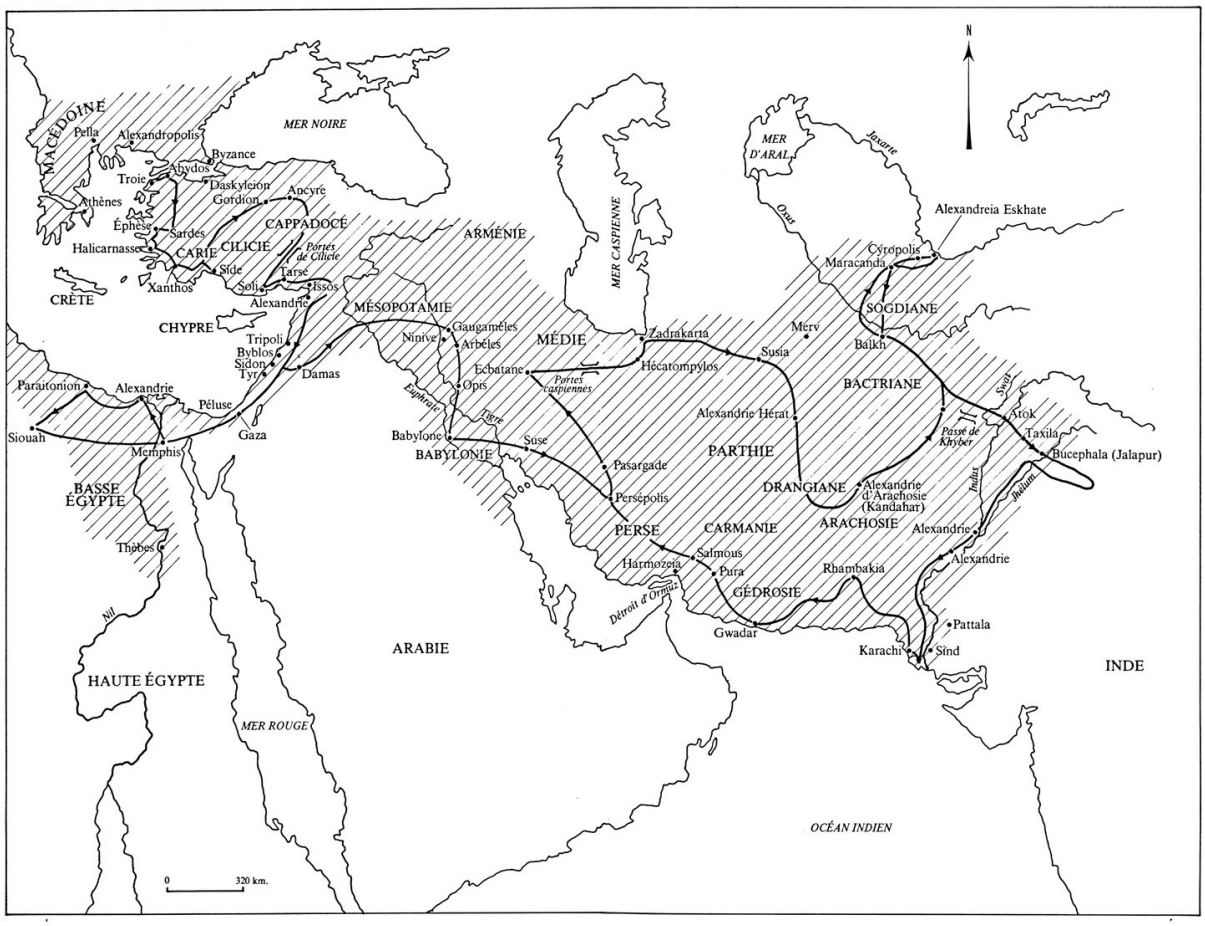
Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que Philippe, dès qu'Alexandre eut atteint sa puberté, ait cherché à équilibrer son éducation en y introduisant des éléments de rationalité. Isocrate, l'orateur athénien qui, pendant des années, s'était fait l'avocat d'une « croisade » des Grecs contre la Perse, expédition qu'il envisageait de placer sous la direction de Philippe, espérait que celui-ci choisirait quelqu'un de son entourage pour être le tuteur d'Alexandre. Il n'en fut rien : Philippe choisit Aristote, l'élève le plus brillant de Platon et célèbre comme tel. Il l'amena à sa cour et fonda à son intention une école à Miéza, endroit pittoresque situé près de Pella, la

capitale. Ce fut là qu'Alexandre, entouré d'un groupe de jeunes nobles macédoniens, passa les trois années suivantes sous la férule d'Aristote.

Quelle fut l'influence d'un des plus grands penseurs de l'Histoire sur un des hommes d'action les plus fameux de tous les temps ? C'est une énigme qui, tout naturellement, a fasciné les biographes de l'un ou de l'autre personnage. Pour nous, Aristote est un philosophe, le père et le fondateur de la philosophie empirique. Aux yeux de ses contemporains, c'était un homme universel. Robin Lane Fox a énuméré les multiples aspects de son œuvre : il a « écrit des livres sur la constitution de cent cinquante-huit Etats différents, compilé une liste des vainqueurs aux jeux de Delphes, étudié la musique et la médecine, l'astronomie, les aimants et l'optique. Il a commenté Homère, analysé la rhétorique, distingué les différentes formes de poésie, il s'est penché sur les côtés irrationnels de la nature humaine ; il a fondé la zoologie comme science expérimentale, il s'est intéressé à l'énigme que représentent les abeilles et il a été le pionnier de l'embryologie ». Nous savons qu'il se prêta aux goûts, déjà affirmés, d'Alexandre, car il prépara, spécialement pour lui, un texte de *L'Iliade*, que le jeune prince, apparemment, garda dès lors sous son oreiller. De toute façon, Homère aurait nécessairement fait partie du programme des études à Miéza, car aucun Grec instruit ne pouvait l'ignorer. Aristote a écrit, en outre, à l'intention de son élève, de petits ouvrages (aujourd'hui perdus) sur la royauté et sur les colonies. Il lui enseigna la géométrie, la rhétorique, et l'éristique, c'est-à-dire l'art d'aborder une question d'abord d'un point de vue, puis du point de vue opposé.

Bref, Alexandre reçut à Miéza l'éducation conventionnelle et obligée d'un jeune privilégié de son temps. Comme toujours lorsque les grands de ce monde sont mis à l'école des sages, Alexandre ne retint que ce qu'il put, ou voulut bien, comprendre. Le fait d'avoir Walter Pater pour précepteur n'a pas transformé le futur maréchal Douglas Haig en esthète, pas plus que le catéchisme de Clausewitz n'a fait du kronprinz prussien un stratège. Si la rencontre d'Aristote avec Alexandre exerce une telle fascination, ce n'est pas parce qu'on assiste à un échange entre deux grands esprits : c'est parce qu'elle met en présence des contraires.

CAMPAGNES ET CONQUÊTES D'ALEXANDRE
(334-323 AV. J.-C.)



« Aristote, conclut Victor Ehrenberg, n'a jamais réussi à exercer sur Alexandre une influence significative, ni politique ni philosophique. La rencontre de ces deux génies n'eut guère de conséquence notable. Chacun a conçu, développé, réalisé sa grande œuvre, sans que l'autre ait fait sur lui une quelconque impression – ou si minime qu'elle ne vaut pas la peine d'en parler. »

Si nous cherchons, en revanche, qui a pu faire sur Alexandre une impression profonde et durable, il nous faut regarder du côté de son père, dont les réalisations, l'exemple, l'influence personnelle directe ont joué un grand rôle dans la vie du futur conquérant. S'il n'était pas mort prématurément, Philippe II aurait pu être Alexandre lui-même. Il était aussi violent que son fils, aussi grandiose dans ses ambitions et, comme lui, calculateur. Mais il employa son énergie à unifier le royaume de Macédoine, à soumettre ses voisins barbares et à imposer sa domination à la

Grèce civilisée : autant de préliminaires absolument indispensables à toute offensive contre la Perse. Philippe, qui avait quarante-six ans en 336, était encore assez jeune, et suffisamment capable, pour entreprendre de la conquérir lui-même.

Il en avait assez fait, en tout cas, pour convaincre son fils que l'expédition contre la Perse n'était que le prolongement naturel de l'impérialisme macédonien, dont l'élan était nourri surtout de volonté et de courage. En accédant au trône, Philippe était devenu le souverain d'un royaume qui avait longtemps été à la merci des grands Etats grecs, Athènes, Sparte et, plus récemment, Thèbes. Il était de surcroît soumis à des incursions périodiques de ses voisins barbares du Nord. En vingt ans de campagnes incessantes, Philippe avait mis au pas les hommes du Nord. Il avait imposé l'autorité de la Macédoine à la Thrace, traditionnelle tête de pont de la Perse en Grèce continentale, à la Thessalie, à l'ensemble de la côte orientale de l'Hellade. Il s'était fait octroyer l'hégémonie sur une confédération des Etats grecs qu'il avait lui-même inventée. Pour finir, lorsque Thèbes et Athènes s'étaient révoltées contre sa tutelle, il avait définitivement écrasé leur puissance à la bataille de Chéronée. Parallèlement, il mettait en œuvre une véritable révolution sociale au sein de la classe militaire macédonienne, d'une façon qui rappelle les réformes imposées par Frédéric le Grand à la Prusse, lorsqu'il entreprend son œuvre grandiose d'extension du royaume. La vieille aristocratie fut contrainte de servir régulièrement dans l'armée. Philippe lui ajouta une nouvelle noblesse de soldats et d'aventuriers, recrutée et promue selon des critères purement professionnels. Le résultat fut une armée « ouverte aux talents », où les anciens serviteurs du roi rivalisaient de loyauté et d'abnégation avec les nouveaux pour obtenir les meilleures places.

Sans aucun doute, Alexandre a dû observer de près la façon dont son père tirait parti des ambitions et des inimitiés de ses serviteurs. L'influence la plus profonde que Philippe ait exercée sur Alexandre était cependant d'une autre nature : il sut lui confier, très tôt, de lourdes responsabilités. A l'âge de seize ans, juste après ses trois années de réclusion à Miéza, Alexandre eut à faire la guerre. Il savait, bien entendu, monter un cheval de bataille, porter l'armure et manier l'épée. Mais Philippe était persuadé que son fils possédait de plus hautes aptitudes. Alexandre fut nommé régent, pendant que Philippe partait en campagne contre Byzance. En sa qualité de régent, Alexandre dut conduire une expédition contre une tribu alliée qui

avait fait défection : elle fut soumise et expulsée du territoire macédonien. Deux ans plus tard, à Chéronée, Philippe confia à Alexandre un commandement de première importance au cours d'une bataille décisive livrée à un ennemi redoutable, l'armée d'Athènes et celle de Thèbes coalisées. La tradition voulait que Philippe commandât l'aile droite. Il donna l'aile gauche à Alexandre : or, c'est là que fut remportée la victoire. Alexandre trouva en face de lui le Bataillon sacré, l'élite de l'armée thébaine, et l'anéantit d'une seule charge de cavalerie menée à bride abattue.

L'exploit d'Alexandre à Chéronée allait influer sur son avenir de plus d'une façon : non seulement il démontrait son aptitude au commandement, mais il renforçait également ses droits sur la succession au trône. Certes, ces droits étaient indiscutables puisqu'il était le fils aîné de la femme légitime du roi. Mais un prince héritier qui aurait reculé devant le combat aurait certainement été écarté. En l'état des choses, il y avait d'autres candidats, et leurs prétentions étaient favorisées par l'impopularité d'Olympias, fort impérieuse et grecque de surcroît, auprès des courtisans macédoniens. Mais Chéronée, au moins pour un temps, fit rentrer dans l'ombre toutes les autres candidatures.

En 337, cependant, la question de la succession se posa de nouveau. Philippe répudia Olympias et prit pour femme une jeune Macédonienne qui lui avait déjà donné une fille et attendait peut-être un fils. Alexandre se sentit outragé, à la fois au nom de sa mère dédaignée et en son nom propre. Il savait que si sa valeur guerrière le faisait respecter à la cour, on lui reprochait néanmoins d'être à demi grec et de se comporter en roi plutôt qu'en prince. Un an plus tard, Philippe expirait d'un coup de poignard dans les côtes : il fut tué par un de ses gardes du corps alors qu'il se rendait, désarmé, au mariage de Cléopâtre, la sœur d'Alexandre.

La part qu'Alexandre pourrait avoir prise à l'assassinat de son père est une question qui divise, aujourd'hui encore, tous ceux qui se passionnent pour l'étude de son personnage. Ceux qui ne voient en lui qu'un ambitieux, possédé par la passion du pouvoir, considèrent sa complicité comme démontrée. Le père et le fils s'étaient querellés avec violence et en public, il n'y a aucun doute à ce sujet, à propos du récent remariage de Philippe. Mais le meurtre peut avoir eu d'autres motifs, qui excluent, en totalité ou en partie, la culpabilité d'Alexandre. Aristote, par exemple, a écrit plus tard que Pausanias, le meurtrier, avait voulu se venger d'un affront lié à une

aventure homosexuelle – Philippe, comme n'importe quel noble du monde grec, pratiquait l'amour avec les deux sexes. Alexandre lui-même s'efforça d'accréditer la thèse d'un assassinat politique : les Perses y auraient vu le moyen le plus simple de faire avorter l'expédition dirigée contre eux, dont l'installation, par Philippe, d'une armée sur la côte d'Asie Mineure était un signe avant-coureur. Enfin, il y a les intérêts d'Olympias. Non seulement le remariage de Philippe était pour elle à la fois une humiliation et un revers, mais il signifiait également pour elle l'exclusion permanente de la cour et pour son fils bien-aimé une sérieuse menace pour l'avenir. Qui plus est, elle était certainement assez violente pour concevoir le complot et assez impérieuse pour veiller à son exécution. On dit que, dès son retour en Macédoine en qualité de reine douairière, elle fit détacher du gibet le corps de Pausanias, fit brûler son cadavre en lui rendant les derniers honneurs et enterrer ses cendres en grande pompe.

Elle ne fut pas longue, du reste, à revenir en Macédoine. Qu'Alexandre, en effet, ait eu ou non scrupule à tremper dans le meurtre de son père, il n'en eut certes aucun à faire valoir ses droits sur le trône. La monarchie macédonienne était élective. Les partisans de chaque candidat revêtaient leur cuirasse, venaient l'entourer et entrechoquaient leurs lances pour signifier qu'ils étaient prêts à verser le sang de leurs adversaires. Alexandre veilla personnellement à l'effusion de sang : un prédécesseur de Philippe, qui avait été déposé, fut mis à mort sans délai. Peu de temps après, ce fut le tour de deux prétendants possibles à la couronne, puis, le temps que l'assassin parvienne en Asie Mineure, celui d'un des chefs du corps expéditionnaire, qu'Alexandre avait toutes les raisons de considérer comme un ennemi. Il n'est pas exclu que ce soit Olympias qui ait fait germer le soupçon dans l'esprit d'Alexandre. La victime, Attale, était le tuteur de la dernière femme de Philippe, dont Olympias, selon l'une de nos sources, aurait fait tuer l'enfant dans les bras de sa mère, acculant celle-ci au suicide.

Ce règlement de comptes sanglant choque la sensibilité moderne. Mais l'élimination des rivaux, l'exécution des familles des ennemis du régime (ce que les nazis allaient appeler *sippenhaft*) était chose commune dans le monde d'Alexandre : dans une société où la force prime le droit, c'était une politique d'élémentaire prudence. Le bain de sang qui suivit le meurtre de Philippe aurait pu être plus complet. Alexandre avait ses raisons, par exemple, pour redouter l'autre chef de l'armée d'Asie Mineure, Parménion, qui était le beau-père de son collègue assassiné. Alexandre évita

prudemment de se faire plus d'ennemis qu'il n'était strictement nécessaire : Parménion, en effet, comptait beaucoup de parents. Il décida, en conséquence, non seulement de l'épargner, mais de le maintenir dans son commandement et de donner de l'avancement aux membres de sa famille. L'un d'entre eux, Philotas, le fils de Parménion, allait prouver sa valeur comme chef de la cavalerie. Mais il devait également prendre part, quatre ans plus tard, au cœur de la Perse, à un complot dirigé contre le roi. Jusqu'à la fin de sa vie, ou presque, Alexandre dut compter avec la lutte permanente pour la succession.

Sa manière d'y faire face, sa maîtrise de la stratégie, sa virtuosité en matière de logistique, son habileté en diplomatie, tout cela était destiné à fournir les ingrédients de sa légende. Mais, pour l'instant, alors qu'il était dans sa vingt et unième année, rien ne semblait annoncer encore qu'il fût destiné à un avenir différent de celui de n'importe quel jeune roi volontaire, dévoré par l'envie d'être, aux yeux de tous (c'était sa citation favorite de *L'Iliade*) « un puissant guerrier ». Incontestablement, il avait l'intelligence, la grâce, le charme ; il était habile à manier les armes et plus sûr de lui que ne le sont habituellement les jeunes gens de son âge, même lorsqu'on les a délibérément accoutumés à croire en eux-mêmes. Son apparence parlait en sa faveur. Bien que n'étant pas de haute taille, il était bien proportionné, d'une beauté frappante et peu commune : son front, la saillie du nez, le dessin de la bouche étaient d'une « noblesse » caractéristique. Ses cheveux bouclés venaient en pointe sur le front, il avait la peau lisse et légèrement colorée et une manière de tenir sa tête et de lever les yeux vers le haut et vers la droite, comme s'il s'était entretenu constamment avec quelque présence invisible. Ses contemporains assuraient qu'une très agréable odeur émanait de sa personne ; mais il s'agit peut-être là d'un compliment de convention. La rapidité de son élocution, celle de sa démarche sont mieux attestées ; ses familiers l'imitaient sur ce point, de même qu'à son exemple ils ne portaient pas la barbe. L'effet d'ensemble qu'il produisait était celui d'un jeune garçon plein de fougue et d'impatience. Cette image allait exercer une influence décisive sur la manière dont les artistes d'Occident ont dépeint les héros, depuis son époque jusqu'à la nôtre.

Son aspect physique, ses qualités, son caractère font déjà de lui un homme hors du commun en cet été 336 où il est encore en suspens, prêt à se lancer dans son extraordinaire entreprise. Même lui, cependant, ne peut

alors deviner ni l'enchaînement des événements, ni la rapidité avec laquelle ils se succéderont. En quoi consiste donc cette entreprise ?

L'exploit

Tout d'abord, le déroulement, ou la chronologie de sa campagne : on peut parler d'une campagne unique, car, de 335 à 325 avant Jésus-Christ, Alexandre reste constamment en mouvement, en ne s'accordant que des pauses extrêmement brèves. Aucune de ces dix années ne s'écoule sans qu'il conduise lui-même son armée dans une grande bataille ou un siège important. Les opérations commencent en 335 ; l'année précédente, il a succédé à son père, Philippe, sur le trône de Macédoine. Mais nous y reviendrons. Il fit d'abord campagne sur la frontière septentrionale, contre les tribus ennemies, de longue date, de la Macédoine : les Triballes, les Gètes et les Illyriens avaient échappé à la domination macédonienne pendant que Philippe combattait pour soumettre la Grèce à son autorité. Aussitôt les tribus soumises, Alexandre se trouva menacé par une révolte sur ses arrières. La cité-Etat de Thèbes avait rompu ses liens avec la Ligue panhellénique, instrument de la domination macédonienne sur la Grèce, et encourageait les autres cités à en faire autant. Alexandre se dirigea vers le sud à marches forcées, parcourant quatre cents kilomètres en treize jours. Il donna ensuite le temps et la possibilité à ceux qui le désiraient de quitter la ville avant le carnage. Il fit alors irruption dans la citadelle et massacra ses défenseurs : six mille d'entre eux furent tués, trente mille réduits en esclavage.

Ce n'étaient là que préliminaires. Dès le début de son règne, le véritable but d'Alexandre était d'envahir l'Empire perse. Jusqu'où avait-il l'intention d'aller ? Les historiens en débattent encore. Pour ses contemporains grecs, savoir qu'il irait était déjà un motif de satisfaction. La Perse, qui était alors l'Etat le plus puissant du monde connu, s'étendait de la Méditerranée à l'océan Indien. Elle représentait pour la Grèce, qu'elle avait envahie à deux reprises, une menace permanente. Mais l'hostilité des Grecs envers la Perse avait d'autres racines que cette menace présente ou les invasions passées. Les Etats grecs étaient souvent en guerre les uns contre les autres ; à vrai dire, la théorie politique grecque considérait l'« état de guerre » comme la norme des relations de voisinage. Mais l'animosité que les Grecs nourrissaient envers les Perses allait plus loin que cela. Les Grecs libres

craignaient et détestaient les Perses, en qui ils voyaient les instruments d'un pouvoir despotique déterminé à leur ravir la liberté et à les réduire à la condition de sujets. Une guerre dirigée contre la Perse prenait, dès lors, un caractère de croisade, et Alexandre, qui devait la conduire, apparaissait comme le champion de la civilisation.

Une avant-garde avait déjà traversé le Bosphore pour s'établir sur l'autre rive, en Asie Mineure. Elle avait été envoyée par Philippe en 336. Sous le commandement du vétéran Parménion, elle avait déjà occupé plusieurs cités côtières habitées par des Grecs. Parménion s'était déjà heurté aux forces perses locales, avait subi plusieurs échecs sans importance, mais n'avait encore livré aucune bataille sérieuse. Alexandre traversa à son tour pour le rejoindre, au début du printemps 334 ; il amenait avec lui des troupes qui portèrent l'effectif total de l'armée à quarante mille fantassins et cinq mille cavaliers.

Il se rendit d'abord à Troie pour y rendre hommage aux héros homériques et sacrifier aux dieux. Puis il se mit en route pour livrer bataille au général qui commandait les forces perses locales. Ce chef était Memnon, à qui l'empereur Darius avait confié la triple mission de défendre l'Asie Mineure contre l'invasion, d'assurer le soutien de sa flotte en Méditerranée et de maintenir le contact avec ses alliés grecs, notamment avec Sparte. Alexandre n'était pas plus aimé par l'ensemble des Grecs que Washington par tous les Américains en 1778. Il trouva Memnon à environ quatre-vingts kilomètres de la côte, à la tête de quarante mille hommes, fantassins et cavaliers, alignés sur la rive d'un petit cours d'eau, le Granique.

L'infanterie était composée de Grecs, comme Memnon lui-même. Etre mercenaire dans l'armée perse était un moyen d'existence tout naturel pour les milliers d'hommes sans terre et sans maître que les guerres du siècle précédent avaient dépossédés et qui constituaient, depuis lors, une réserve de combattants disponibles en permanence. Sur le Granique, toutefois, les fantassins étaient en deuxième ligne ; la première était composée par la cavalerie perse, prête à charger dans les rangs de l'armée d'Alexandre lorsque, et au cas où, il s'aventurerait dans le lit du fleuve, à leurs pieds. Lorsqu'une armée s'efforce de traverser un cours d'eau malgré l'ennemi, l'avantage revient toujours à celui-ci. Dans le cas du Granique, en outre, l'armée perse surplombait les attaquants. Elle aurait dû remporter une victoire facile. Mais Alexandre, s'apercevant que les Perses semblaient compter sur l'escarpement de la rive pour réduire ses efforts à néant,

conclut, à juste titre, qu'il détenait un avantage psychologique. Il dirigea la charge à l'endroit précis où la ligne perse était la plus solide, du moins en apparence, et l'enfonça de vive force. Dans le combat corps à corps qui suivit, la volonté de vaincre des Grecs l'emporta sur celle de leurs adversaires, et la cavalerie perse, vaincue, reflua vers l'arrière. Les fantassins grecs mercenaires se trouvaient exposés, sans préparation, à une charge furieuse de la cavalerie macédonienne. Fuir signifiait la mort assurée ; ils tinrent bon, combattirent jusqu'au bout, mais furent battus. Il n'en resta qu'une poignée qui fut autorisée à se rendre ; la majorité avait été massacrée par leurs ennemis, ivres de sang, au cours de la mêlée qui précéda la victoire.

Dans toutes les batailles où il commande, Alexandre se comporte comme dans celle-là : impétueux, apparemment téméraire, extrêmement individualiste. Au cours de la première charge, un coup d'épée coupe le panache qui surmonte son casque. Au cours de la seconde, son cheval est tué sous lui. Il ne semble pas ému le moins du monde d'avoir échappé de si peu à la mort. Tout de suite après la victoire, dès qu'il a rendu aux morts les honneurs qui leur sont dus, il s'occupe de consolider son emprise sur la façade occidentale de l'Asie Mineure. Plusieurs cités grecques qui, avant le Granique, avaient peureusement refusé d'être libérées par lui, ouvrent maintenant leurs portes. La garnison n'offre quelque résistance qu'à Milet et à Halicarnasse, deux ports autour desquels rôde la flotte perse de la Méditerranée. Mais la flotte perse fut trop lente pour sauver Milet : les navires d'Alexandre, moins nombreux pourtant, bloquent la rade pendant qu'il emporte la ville en coup de vent. Parménion insiste alors pour que l'on envoie la flotte macédonienne contre Halicarnasse. Mais Alexandre, craignant à juste titre que l'amiral perse ne se laisse pas surprendre une seconde fois, renvoie ses propres vaisseaux dans leur patrie et s'en tient à une attaque par terre pour réduire Halicarnasse. Celle-ci est mieux fortifiée et mieux défendue que Milet : le siège dure plus longtemps, et la prise de la ville coûte, aux deux armées, de lourdes pertes.

L'armée macédonienne avait désormais les mains libres pour entreprendre la conquête de l'Asie Mineure proprement dite : le haut plateau de l'Anatolie, qui constitue aujourd'hui la majeure partie du territoire de la république de Turquie. La population en était extrêmement mélangée : des tribus à l'intérieur, des citadins, grecs pour la plupart, sur la côte méditerranéenne. Alexandre devait donc résoudre une série de

difficultés de nature variable. Aucune armée perse n'était plus assez importante pour gêner ses mouvements sur le théâtre d'opérations, mais les tribus des collines menaçaient son axe de progression, tandis que les cités côtières offraient à la flotte perse un chapelet de ports à partir desquels elle pouvait couper ses lignes de communication. Il fallait parer à ces deux dangers à la fois. Alexandre divisa ses forces : il envoya Parménion à l'intérieur et prit l'élite de l'armée pour une campagne le long des côtes. Les deux moitiés de l'armée remplirent leur mission avec succès, et, en avril 333, quinze mois environ après qu'Alexandre eut quitté la Grèce, elles se retrouvèrent à Gordion, près d'Ankara, l'actuelle capitale de la Turquie.

Le principal souci d'Alexandre était désormais d'occuper l'angle que formaient les côtes orientale et septentrionale de la Méditerranée, c'est-à-dire la région de la Cilicie. A partir de là, il pouvait, soit se diriger vers le sud pour conquérir la Syrie et l'Egypte, soit frapper à l'est, dans la région du haut Euphrate : sur l'Euphrate, et au-delà, se trouvait en effet le cœur de l'Empire perse. La configuration des lieux posait de redoutables problèmes militaires : le choix de l'itinéraire était commandé par l'emplacement des cols de montagne, qu'une poignée d'hommes pouvait tenir efficacement. Il y avait plus grave encore : l'empereur Darius s'était mis en campagne, à la tête de l'armée impériale, et manœuvrait pour obliger Alexandre à livrer bataille. La guerre arrivait à un moment décisif.

Darius avait quitté Babylone (près de l'actuelle Bagdad) à la tête de cent quarante mille hommes ; il avait l'intention d'affronter Alexandre en Cilicie. Le jeune roi était en train de soumettre les tribus des collines, qui contrôlaient les passes, en une série de razzias menées à toute allure, lorsqu'il apprit que l'empereur approchait. La bataille générale qu'il recherchait depuis son arrivée en Asie était manifestement inévitable, et il se sentait aussi sûr de vaincre que Darius de le battre. Deux méthodes s'offraient à lui : il pouvait attendre la bataille le long de la frontière de la Cilicie, ou bien marcher vers le sud et entrer en Syrie pour prendre position sur les arrières de Darius. Il choisit cette dernière solution.

La suite montra que c'était une erreur de jugement, une des plus graves, la seule vraiment grave peut-être, qu'il ait commises. Darius, persuadé que les forces d'Alexandre étaient encore éparpillées à travers la Cilicie, décida de pénétrer dans la région par le nord. Il savait, en effet, que les passes septentrionales n'étaient pas gardées, et il pensait exterminer les Grecs « en détail ». Ses prémisses étaient fausses, mais sa conclusion fut

impeccablement calculée. Puisque Alexandre était parti vers le sud, Darius prit position de manière à intercepter ses lignes de communication et d'approvisionnement. De cette manière, si les Macédoniens ne voulaient pas mourir de faim, ils étaient bien obligés de faire demi-tour pour le combattre. Mieux encore, cela lui donnait le temps de choisir son champ de bataille. Comme pour celle du Granique, il préféra un cours d'eau, le Pinaros, qui se jette dans le golfe d'Issos : c'est celui-ci qui a donné son nom à la bataille. Comme pour le Granique, encore, les Perses avaient pris position sur la rive escarpée du fleuve ; celui-ci se perdait ensuite dans une région plus accidentée où se trouvait l'aile gauche. La mer couvrait leur aile droite. C'était une position extrêmement forte, et Darius est bien excusable de l'avoir crue imprenable.

Alexandre préféra croire le contraire. Il ne mit pas longtemps à se remettre de sa surprise lorsqu'il découvrit que Darius était sur ses arrières. Il fit faire demi-tour à son armée et marcha droit sur l'armée perse. Il arriva quelque trente-six heures après que Darius eut occupé ses positions. La date exacte est inconnue, sans doute au début de novembre 333. Alexandre accorda une brève pause à son armée puis la conduisit au combat. Les soldats étaient jetés dans la bataille au fur et à mesure qu'ils arrivaient sur le terrain. Alexandre envoyait les différents détachements là où ils seraient le plus utiles compte tenu des forces et de la disposition de l'ennemi. C'est ainsi que ses meilleures troupes furent disposées face au point faible de l'armée perse. Toujours comme au Granique, il se rendit bientôt compte de l'infériorité morale de son adversaire. Manifestement, il se fiait à l'escarpement de la rive pour déjouer les attaques des Grecs. Bien plus, là où la rive était le moins abrupte, Darius l'avait renforcée avec des palissades, ce qui prouvait qu'il n'avait pas l'intention d'attaquer et redoutait probablement le combat corps à corps. Alexandre n'en demandait pas davantage. A pied (pour une fois), il se mit à la tête de l'infanterie de sa garde et la conduisit à travers le fleuve jusque dans les rangs ennemis, en prenant bien soin d'attaquer les Perses plutôt que les mercenaires grecs.

En un mot comme en cent, son instrument, une fois de plus, fut la force brutale. Admettons qu'ailleurs, sur le champ de bataille, une stratégie plus complexe ait été mise en œuvre. Même dans ce cas, l'action décisive se déroule précisément là où il choisit de combattre personnellement. Elle a pour résultat l'effondrement du dispositif perse, la fuite éperdue de Darius, la décomposition de son armée et, dans une large mesure, la destruction de

celle-ci, poursuivie sans douceur par les Grecs. Issos fut une victoire écrasante.

Alexandre s'était ainsi rendu maître de la moitié de l'Empire perse, bilan plus que satisfaisant pour dix-huit mois de campagne, à peu de distance de ses bases. Darius, néanmoins, se déclara prêt à entériner la conquête si seulement Alexandre consentait à lui rendre sa mère, ses femmes et ses enfants, capturés après la bataille d'Issos, et à promettre d'arrêter là sa campagne. Cette offre fut rejetée avec mépris et sans hésitation. « A l'avenir, lui écrivit Alexandre, considère-moi comme le roi de l'Asie, et expose-moi tes demandes, non comme à un égal, mais comme à celui qui s'est rendu maître de toutes tes possessions. Faute de quoi, je te traiterai en scélérat. Si tu me disputes la royauté, alors reste pour me combattre, cesse de fuir, car je te trouverai où que tu sois. »

Darius, qui s'était mis en sûreté dans la moitié orientale de son empire, ne fit rien pour relever le défi. Alexandre, de son côté, le laissa en paix au cours des deux années suivantes (332-331). Toute cette période fut pleine d'une activité intense et violente, mais qui avait principalement pour but d'anéantir la puissance navale perse en Méditerranée. Il avait dit à Parménion, un an auparavant, qu'il entendait « vaincre la flotte perse à partir de la terre ferme ». Cette phrase, qui rend un son énigmatique à des oreilles modernes, prend tout son sens dès qu'on a compris la nature de la guerre navale au temps des galères. Contrairement aux voiliers, les galères ne sont pas un prolongement des éléments naturels : elles représentent une extension de la force musculaire de l'équipage, tout comme les épées et les arcs qu'il manie. Elles sont donc, de par leur nature, une arme terrestre employée en mer et articulée en général sur un port. Dans les eaux étroites d'une mer intérieure ou d'un archipel, l'armée et la flotte de galères sont le complément indispensable l'une de l'autre (c'est l'hypothèse de John Guilmartin dans l'analyse brillante qu'il donne des guerres turques du XVI^{e} siècle), et leur utilisation combinée constituait, sans aucun doute, une arme redoutable. Le point faible du dispositif était la charnière : d'où la débauche de fortifications dans les ports, pendant les premières années de la guerre navale en Méditerranée. Attaquer ces points faibles, tel est l'objectif d'Alexandre dans les mois qui suivent la victoire d'Issos.

A Tyr, dans l'actuel Liban, Alexandre s'empara du port le mieux fortifié de la Méditerranée orientale. Le siège dura sept mois de lutte acharnée et sanglante et se termina par le massacre de tous les habitants. Dès que Tyr

fut tombée, il se rendit à Gaza, emmenant avec lui ses machines de siège, et réduisit la place en deux mois. Ces succès représentaient une défaite écrasante pour la flotte perse, et elle avait bel et bien été acquise sur la terre ferme. Pendant ce temps, une brève campagne de la cavalerie donnait à Alexandre la maîtrise de l'arrière-pays. Le tout se passe en novembre 332.

C'est alors que se place un épisode étrange : l'expédition d'Egypte. Celle-ci était le joyau de la couronne perse, donc un objectif tout trouvé pour la guerre de conquête entreprise par Alexandre. Mais s'aventurer en Egypte, en laissant sur ses arrières l'armée perse invaincue, c'était prendre d'énormes risques. Alexandre décida néanmoins de les courir, et y passa les premiers mois de 331. Il fonda Alexandrie (la plus grande des cités « alexandrines »), prit le titre de roi d'Egypte, et traversa le désert en pèlerin pour se rendre au sanctuaire du dieu Ammon, dans l'oasis de Siouah. Ce pèlerinage revêt manifestement une extrême importance psychologique dans la vie d'Alexandre, mais nous ignorons toujours la nature exacte de l'expérience qu'il y a vécue.

Au début de l'été, il est de retour en Méditerranée orientale, occupé à consolider son empire, qui ne cesse de s'étendre, et à assurer ses arrières : les Spartiates et les restes de la flotte perse sont en effet des forces avec lesquelles il faut encore compter. Mais, en même temps, il concentre des forces pour s'attaquer au cœur de l'Empire perse. Tant que Darius et son armée gardent leur liberté de mouvement, les Macédoniens ne sont guère plus, en effet, que des intrus dans l'empire, et leurs conquêtes, une aubaine qu'une défaite d'envergure suffirait à annuler. Alexandre a besoin d'une victoire définitive, et il est résolu à l'obtenir. L'épopée d'Alexandre approche d'un deuxième moment décisif, le plus important.

Le risque d'échec était considérable. L'armée perse était trois fois plus nombreuse que la macédonienne, elle puisait directement dans les ressources de tout l'empire et opérait tout près de ses bases. Alexandre, au contraire, était obligé de quitter la côte, région fertile en elle-même et où il pouvait s'approvisionner par mer au fur et à mesure de ses besoins, pour s'enfoncer en territoire hostile (du fait des ressources, des hommes, du climat). Il allait risquer son armée, son royaume, la liberté des Grecs, sa renommée, et presque certainement sa vie, sur un seul coup de dés : la fortune des armes.

Il n'hésita pas un instant. Parménion, son bras droit, l'avait déjà adjuré de se contenter de la demi-victoire que lui offrait implicitement Darius : la

moitié du royaume, s'il acceptait d'en rester là. Alexandre avait rejeté cette solution timorée. Quelles qu'aient pu être ses conceptions initiales, il n'avait plus qu'un désir : supplanter Darius en tant que « Grand Roi », et devenir le maître du monde. Il s'était aperçu que les Perses, malgré leur supériorité en termes matériels, étaient vulnérables dès lors qu'ils affrontaient une volonté plus forte que la leur ; quant à la force de sa volonté, il n'éprouvait aucun doute. En juin, il demanda des renforts en Macédoine, qui devaient le rejoindre au Moyen-Orient. Peu de temps après, il se mit en marche vers la Mésopotamie (l'actuel Irak) pour la bataille décisive.

La Mésopotamie (le « pays entre deux fleuves », le Tigre et l'Euphrate) était à la fois le cœur de l'empire et le foyer de la plus ancienne civilisation du monde connu, à l'ouest de l'Inde et de la Chine. Naturellement fertile, et rendue plus fertile encore par l'irrigation que contrôlait le gouvernement impérial, c'était un pôle d'attraction naturel pour l'armée macédonienne. Darius et ses généraux avaient fait le calcul, bien compréhensible, que s'ils l'attendaient, postés entre les deux fleuves, Alexandre ne manquerait pas d'arriver, dans l'espoir de vivre des richesses de ce pays. Il devrait alors franchir un fleuve difficile et s'exposer à la défaite, avant, pendant, ou après une traversée pleine de risques. Quelles qu'aient pu être, jusqu'alors, les humiliations infligées aux Perses par le roi de Macédoine, un renversement spectaculaire semblait inévitable.

De tels calculs n'étaient pas bien difficiles à deviner. Alexandre, en tout cas, semble ne pas s'y être trompé. Il s'engagea dans un pays difficile et montagneux, en traversant le cours supérieur de l'Euphrate, puis du Tigre. Ayant ainsi contourné « le pays entre deux fleuves », il commença à descendre vers le sud, le long de la rive orientale du Tigre. A chaque kilomètre parcouru, il grignotait encore un peu plus de territoire perse et consolidait, chemin faisant, ses conquêtes. Darius semble avoir envisagé de pratiquer la stratégie de la terre brûlée, ou de faire retraite plus loin encore, jusque dans les derniers confins de l'empire. Mais l'échec de sa stratégie de défense à l'abri du fleuve le poussa, apparemment, à une action immédiate. Son armée avait beau avoir été vaincue à deux reprises en bataille rangée par Alexandre, il rassembla toute son énergie et marcha vers le nord pour faire de sa couronne l'enjeu du combat.

Fin septembre, les Perses et les Macédoniens se trouvaient à bonne distance les uns des autres, dans une région découverte, juste à l'est de la

ville actuelle de Mossoul. Darius avait sur Alexandre l'avantage du temps. Bien plus proche que lui de ses bases, il pouvait désormais faire halte et attendre la bataille à loisir. Le terrain qu'il choisit, près de Gaugamèles, était une plaine découverte, partie labours, partie prairies, éminemment favorable au combat de cavalerie qui était son point fort. Il l'améliora encore en éliminant les broussailles et divers obstacles. Cette fois, il ne commettrait pas l'erreur de priver ses troupes de leur liberté de mouvement, soit en se fiant à des barrières naturelles, soit en bâtissant des ouvrages de défense pour protéger son front.

Il se faisait néanmoins une certaine idée du déroulement probable de la bataille. Comme son armée était bien supérieure en nombre à celle d'Alexandre, sa ligne de bataille allait déborder le front macédonien aux deux extrémités. Ce fut là qu'il posta les masses de la cavalerie, dont la mission était de charger et d'envelopper l'ennemi dès que celui-ci serait en désordre. Pour enfoncer les lignes macédoniennes, Darius comptait sur des escadrons de chars armés de faux, déployés en avant des lignes perses ; il avait peut-être prévu de les appuyer par une charge d'éléphants. Pour finir, ce serait, bien entendu, l'infanterie (dont, là encore, comme sur le Granique et à Issos, une bonne part était composée de mercenaires grecs) qui devrait, avançant droit devant elle, achever l'anéantissement de l'ennemi.

Etant donné que l'emploi d'armes blanches oblige plus ou moins leurs détenteurs à se ranger en lignes continues, de manière à être, à la fois, à portée de l'ennemi, et épaule contre épaule avec leurs compagnons, la stratégie linéaire de Darius était parfaitement raisonnable. Si la géométrie décidait du sort des batailles, il aurait probablement vaincu. Il existe cependant une variante de l'ordre de bataille linéaire ; bien que difficile à réaliser, elle est praticable par des troupes bien entraînées, et irrésistible si l'adversaire ne s'y attend pas. Elle allait devenir, au XVIII^{e} siècle, la marque de fabrique de Frédéric le Grand ; on l'appelait alors « l'ordre oblique ». Les Thébains avaient été les premiers à l'employer contre les Spartiates lors de la bataille de Leuctres, en 371. Quarante ans plus tard, Alexandre y eut recours de nouveau. Elle se résume à ceci : l'armée attaquante doit, au moment où l'ennemi n'a plus le temps de modifier son dispositif, changer d'orientation et marcher soit vers l'une, soit vers l'autre des ailes ennemies, menaçant ainsi de les submerger.

C'est exactement ce que fit Alexandre. Il se plaça, avec l'élite de sa cavalerie, sur l'aile droite et fonça obliquement sur l'extrémité de gauche de

la ligne perse. Darius, qui se trouvait au centre de son dispositif, mit longtemps à comprendre ce qui se passait. Lorsqu'il s'en rendit compte, il donna l'ordre aux escadrons de cavalerie scythe et bactrienne, qui étaient postés sur son aile gauche – c'étaient des gens de la steppe, nés à cheval, et probablement les meilleurs cavaliers qu'il eût – de charger Alexandre et ses escadrons de Compagnons. En même temps, il faisait avancer l'ensemble de ses soldats et lançait ses trois groupes de chars au plus épais de la ligne macédonienne.

Aucune de ces mesures ne fut suffisante. Une partie des conducteurs de chars fut criblée de javelines, ce qui engendra la confusion parmi eux. Les rangs macédoniens s'ouvrirent pour laisser passer les autres : c'était une technique qu'Alexandre avait déjà expérimentée. Le seul résultat de l'attaque générale fut une mêlée au corps à corps sur une vaste échelle. Quant à la charge des Bactriens et des Scythes contre Alexandre, elle déclencha une contre-charge de sa part. En s'avançant pour venir à sa rencontre, les Bactriens et les Scythes avaient dû ouvrir une brèche à l'extrémité de la ligne perse. Alexandre et ses Compagnons s'y engouffrèrent, tout en pivotant dès qu'ils entraient en contact avec l'ennemi et en se dirigeant sur leur gauche, vers le char de Darius, bien visible grâce à l'étendard impérial. L'empereur, qui avait déjà fui une fois devant Alexandre, fit faire demi-tour à ses chevaux et quitta le champ de bataille dans la plus grande confusion.

Alexandre aurait pu rattraper Darius et le faire prisonnier sur-le-champ. Mais la bataille prit soudain un tour critique pour son armée, et il dut mettre tout le poids de son détachement dans la balance pour secourir son centre où l'infanterie était serrée de près. Lorsqu'il fut libre de reprendre la poursuite, Darius avait pris trop d'avance et se trouvait déjà hors de sa portée. Il n'y avait aucun doute, en revanche, sur le caractère irrévocable de sa défaite. Quarante mille tués parmi les Perses, telle est l'estimation avancée par l'un des narrateurs ; il se pourrait que, pour une fois, un historien antique ait cité des chiffres dans un autre but que celui d'impressionner le lecteur. L'anéantissement de l'armée (de la dernière armée) de Darius était total. Le titre de Grand Roi lui échappait définitivement. Peu de temps après, le nouveau détenteur de la couronne offrit un sacrifice aux dieux pour les remercier d'« avoir vaincu Darius au combat » et d'« être devenu le maître de l'Asie ».

Toutefois, il fallut attendre dix mois de plus pour qu'Alexandre, en juillet 330, réduise enfin Darius aux abois. Au dernier moment, l'entrevue entre les deux monarques, qui avait tant de fois été repoussée à plus tard, n'eut pas lieu : l'empereur vaincu fut assassiné par des traîtres. Au cours de ces dix mois, l'activité d'Alexandre fut aussi intense que jamais. Par-delà la mort de Darius, c'était la conquête de mondes nouveaux qui l'attirait – les derniers lambeaux de l'Empire perse, les montagnes et les vallées de l'Afghanistan, les plaines de l'Inde. En octobre 331, alors qu'il s'éloignait du champ de bataille de Gaugamèles, Alexandre avait encore devant lui huit ans de combats. Au cours de ces huit années, son talent militaire allait être mis à plus rude épreuve encore que pendant les quatre années précédentes. Il allait rencontrer des difficultés de plus en plus grandes à régir sa cour et son armée, affronter des problèmes politiques bien aussi ardus que ceux qu'il avait eu à résoudre en Grèce ou en Asie. Pourtant, on peut dire qu'au sens strict il ne manquait plus rien à sa légende : il avait défié et vaincu le monarque le plus puissant du monde connu. Il lui avait fallu pour cela quarante-deux mois de marches incessantes, pendant lesquels il avait parcouru, avec ses hommes, tant à pied qu'à cheval, au moins cinq mille six cents kilomètres de désert et de montagne. Il avait dû livrer trois grandes batailles, mener à bien deux sièges longs et sanglants, sans parler de douzaines de sièges et d'engagements de moindre importance. A l'aide de ces premiers éléments, nous pouvons commencer à comprendre la personnalité et les méthodes de ce jeune homme, qui était désormais l'hégémon de la Grèce et le roi de l'Asie.

Le royaume de Macédoine

Le capital est la matière première de l'exploit. Il ne s'agit pas forcément d'un capital au sens matériel : il existe des ressources morales, intellectuelles ou sociales dont un ambitieux peut se servir pour donner le départ à son entreprise. Les ressources matérielles d'Alexandre étaient assez maigres et certainement sans commune mesure avec l'exploit qu'elles lui ont permis de remporter. Elles n'étaient cependant pas négligeables. Il avait reçu en héritage le royaume de Macédoine dont son père Philippe II avait fait, au cours des vingt années précédant l'arrivée d'Alexandre au pouvoir, le premier Etat de la Grèce.

A vrai dire, les Grecs ne considéraient pas les Macédoniens comme faisant partie du même peuple qu'eux. Certes, ils parlaient grec, mais un grec de rustre, sans aucun raffinement, et les Grecs des villes du sud affectaient de ne pas le comprendre. Qui plus est, leurs traditions n'avaient absolument rien de grec. Les citoyens des cités-Etats estimaient que leurs conceptions politiques (égalité entre les citoyens, participation de tous au gouvernement démocratique) n'étaient pas séparables de leur qualité de Grecs. Or, ces conceptions n'avaient pas cours en Macédoine. La monarchie, certes, était élective en théorie, mais, dans la pratique, elle était héréditaire, et surtout c'était une monarchie de la tête aux pieds. Les Athéniens, par exemple, n'étaient pas disposés à tolérer la monarchie – et moins encore lorsque le monarque, comme en Macédoine, était en même temps le principal intermédiaire entre son peuple et les dieux, fonction qui tirait nettement la monarchie du côté de la théocratie.

En un sens, pourtant, on peut dire que c'était précisément leur qualité de non-Grecs qui faisait des Macédoniens des acteurs aussi redoutables sur la scène politique grecque. Les Grecs des cités-Etats, avec leur « passion pour la discorde », étaient incapables d'entreprendre quoi que ce soit en commun. Or, aucune des cités n'avait la population et les ressources nécessaires pour réaliser, à elle seule, un projet d'envergure. A force de cogner les têtes de ses sujets les unes contre les autres, Philippe avait réussi à « former, à partir de tribus et de races sans nombre, un seul royaume et un peuple unique ». Qui plus est, l'unité, dans leur cas, avait vraiment fait la force. Contrairement aux Grecs de la péninsule, dont le sens très développé de leur propre valeur était alimenté par leur individualisme et était incompatible avec la soumission, sous quelque forme que ce fût, les Macédoniens avaient gagné en assurance lorsque les différents clans montagnards étaient passés de la méfiance réciproque à la fusion au sein d'une nationalité plus vaste. Bien entendu, on ne doit employer le concept de « nationalité » qu'avec une extrême précaution lorsqu'on l'applique au monde antique. Mais, à coup sûr, si l'Antiquité a connu des nationalités, alors les Macédoniens en constituaient une. Sous le règne de Philippe, le père d'Alexandre, et celui de ses prédécesseurs, ils avaient vaincu des voisins qui les dominaient et les pillaient depuis longtemps. Ils avaient incorporé les vaincus à l'Etat macédonien et engendré ainsi l'élan conquérant qu'Alexandre allait mettre au service de son plan, follement audacieux, pour battre les Perses. Les analogies ne manquent pas avec les

grandes réussites militaires à venir : les Sikhs du Pendjab, les Gurkhas du Népal, les Ashanti de la Gold Coast. A chaque fois, l'analyse décèle, à la base de cette puissance, un seul et même élément significatif : le succès, qui se nourrit de lui-même en s'élargissant sans cesse.

La Macédoine, cependant, outre ses ressources humaines, offrait à ses rois des ressources matérielles. Le pays était riche en ressources naturelles : du bois, des minerais, marchandises à la fois exportables et rémunératrices ; du bétail, notamment des chevaux qui assuraient la remonte de la redoutable cavalerie de Philippe et d'Alexandre ; des céréales, enfin, dont la production s'était fortement accrue lorsque Philippe avait introduit l'irrigation systématique. Saines, fertiles, bien arrosées, les hautes terres de la Macédoine constituent un facteur essentiel de l'ascension de la dynastie.

L'armée macédonienne

L'armée était la génératrice d'énergie de l'impérialisme macédonien. Les forces armées qu'Alexandre hérite de Philippe jouent dans son exploit un rôle aussi essentiel que, dans ceux de Frédéric le Grand, l'armée prussienne qu'a forgée son père. L'armée macédonienne était différente de celle des Etats grecs. Celles-ci étaient, avant tout, des milices composées de citoyens où le devoir mais aussi le droit de porter les armes étaient strictement définis par la Constitution. Politiquement, c'était un état de choses éminemment souhaitable, car il mettait à l'abri des entreprises de l'armée les libertés dont les Grecs faisaient tant de cas. Militairement, en revanche, c'était un sérieux inconvénient qui limitait les possibilités opérationnelles de ces armées. Comme les esclaves, qui constituaient dans des villes comme Thèbes ou Athènes l'écrasante majorité de la population, n'avaient pas le droit, légalement, de porter les armes, les effectifs étaient forcément réduits. Tant que la guerre ne dépassait pas, en Grèce, le cadre des conflits entre cités, la limitation des effectifs n'avait qu'une importance secondaire. Les plus grandes ne couraient aucun risque, les plus petites pouvaient compenser leur infériorité en devenant les clientes de leurs puissantes voisines ou en concluant des alliances de précaution. Enfin, en cas de crise, si l'on avait assez d'argent, il était possible de boucher les trous en louant des mercenaires : leur nombre n'avait cessé de s'accroître avec les guerres intestines des V^{e} et IV^{e} siècles.

Mais lorsque les Etats divisés et querelleurs de la Grèce durent affronter la poussée expansionniste de leur voisin du nord, qui n'imposait aucune restriction au service armé et ne connaissait par conséquent aucune de leurs difficultés, rien ne justifia plus l'ancien système de milice civique. Ils s'aperçurent qu'ils n'étaient capables ni d'égaler les effectifs que les Macédoniens étaient prêts à engager, ni d'élargir leurs réserves d'hommes mobilisables avec autant de souplesse que l'adversaire, ni enfin de trouver les sommes indispensables pour recruter des mercenaires en grand nombre et au dernier moment. Comme les petits Etats de l'Allemagne du Nord face au Léviathan prussien en 1866, leur liberté de choix était limitée. Ils étaient obligés, ou bien de laisser libre cours aux ambitions macédoniennes, ou de subir une défaite, héroïque certes, mais sans appel, s'ils les défiaient ouvertement.

L'armée macédonienne était, au sens strict du terme, une armée dynastique : son noyau était constitué de guerriers dont les liens avec leur royal commandant en chef étaient de nature personnelle, et même, dans certains cas, des liens de parenté. L'enveloppe extérieure de ce noyau comprenait des troupes qui, tout en n'appartenant pas à l'élite, étaient cependant redoutables. Leur loyauté s'inspirait de motifs plus terre à terre : les obligations politiques, la solde, la force de la coutume, l'intérêt personnel. Certains de ces soldats étaient des Macédoniens de fraîche date, incorporés au royaume par les campagnes de conquête de Philippe dans les Balkans. D'autres étaient des alliés à qui il avait laissé un certain degré, variable, d'indépendance ; les Grecs jouissaient théoriquement de l'autonomie. Le reste étaient des mercenaires, que la dynastie macédonienne était aussi désireuse d'employer que l'étaient les cités-Etats, mais qu'elle savait mieux garder à son service, à la fois parce qu'elle avait de quoi les payer et parce qu'elle avait prouvé qu'elle était capable de leur donner du butin.

Le cœur de l'armée était la cavalerie des Compagnons. Tout comme les peuples qui allaient submerger l'Empire romain d'Occident, au v^{e} siècle après Jésus-Christ, les Macédoniens faisaient partie d'une société héroïque, dont le centre était constitué par le chef de guerre et la troupe de ses camarades de combat. Certains de ceux-ci, les plus proches du chef, pouvaient être du même sang que lui. Mais les relations qui les unissaient étaient, avant tout, de nature éthique : elles reposaient sur l'égalité qui persiste entre des hommes qui partagent les mêmes risques et rivalisent

entre eux à qui montrera le plus de courage, ou, mieux, le plus de témérité. S'il veut garder l'estime d'hommes de cette trempe, le chef de guerre doit constamment exceller en tout – non pas seulement dans les batailles, mais aussi à la chasse, dans l'art équestre, dans le maniement des armes, en amour, dans la conversation. Il doit l'emporter sur tous par ses vantardises et ses défis, par ses prouesses lors des fêtes et des beuveries-marathon, qui sont le *repos du guerrier*[2] du héros. Ce sont des Compagnons (en grec, *hetairoi*) de ce type qui figurent dans la liste des personnages de *L'Iliade* et de *L'Odyssée*, les textes mêmes qui avaient présidé à l'éducation d'Alexandre, les astres en fonction desquels il avait choisi d'orienter sa vie. « Actifs, inébranlables, écrit Robin Lane Fox, ils dînent dans sa tente ou l'écoutent jouer de la lyre. Ils s'occupent de son char cerclé de bronze, ils mènent au combat ses chevaux aux beaux sabots, ils se battent à ses côtés, ce sont eux qui lui tendent sa lance, eux encore qui le rapportent au camp lorsqu'il est blessé. » (Alexandre a reçu autant de blessures qu'un boxeur professionnel moderne de coups à la tête ou au corps.) « Avec la disparition des rois et des héros, tout se passait comme si les Compagnons avaient dû se réfugier dans le Nord, et ne survivaient plus qu'en Macédoine, sur les marges de l'Europe. Chassés de là aussi, lorsque les conquêtes d'Alexandre font rattraper aux Macédoniens leur retard, ils se retirent plus loin encore, pour échapper à un monde en pleine mutation, et se réfugient dans les forêts et les marécages de la Germanie. Mais ce n'est que pour réapparaître en qualité de nobles auprès des premiers rois germaniques et pour figurer à la cour, lors des débuts difficiles de la chevalerie. »

Les Compagnons d'Alexandre étaient différents des héros d'Homère, tant par les armes que par le style du combat. Les Grecs de la guerre de Troie sont des conducteurs de chars. Ceux d'Alexandre sont à cheval, car, entre le XII^e^ et le IV^e^ siècle, est intervenue la « révolution de la cavalerie ». Mais leurs conceptions de la vie, leurs formes d'esprit sont identiques. Ils appartiennent, les uns et les autres, à la race de ces hommes dont la valeur, aux yeux de leurs pairs et à leurs propres yeux, est déterminée par leur mépris du danger et leur peu de souci du lendemain. Faire ce qu'on doit, au moment où on doit le faire, et en subir les conséquences, quelles qu'elles soient, tel était le code qui régissait la vie des Compagnons. Le glaive et le destrier leur servaient d'armure contre le destin. Ainsi équipés, ils « se lançaient », écrit Thucydide à propos de leurs ancêtres, « au beau milieu des ennemis, et personne ne pouvait résister à leur assaut ».

La cavalerie des Compagnons comptait environ trois mille hommes, dont deux mille accompagnèrent Alexandre en Asie. Elle constituait l'unité de choc de son armée, celle qui gagnait les batailles, et Alexandre se plaçait presque toujours à sa tête. Mais l'armée macédonienne n'avait rien de commun avec ces troupes immenses d'Orient, où l'élite était accompagnée d'une multitude d'exécutants sans valeur, et que les bâtisseurs d'empire européens du XVIIIe siècle mirent en déroute si facilement. Ce n'était pas une tête sans corps, mais un instrument de guerre soigneusement équilibré, où même les éléments de seconde ligne recevaient, de leur chef, des témoignages d'estime appropriés à leur valeur. Il y avait, par exemple, un corps important d'infanterie, auquel avait été octroyé le titre de Compagnons à pied, et que les prédécesseurs d'Alexandre avaient entraîné pour donner de la solidité à leur ligne de bataille. La tête et le corps protégés par une armure, armés de la longue lance appelée sarisse, qui était particulière aux Macédoniens, les Compagnons à pied avaient pour fonction de soutenir le choc de l'offensive ennemie, permettant ainsi à la cavalerie de frapper ailleurs le coup décisif. Au sein de l'élite que constituaient les Compagnons à pied, Philippe avait créé un groupe plus fermé encore, celui des hypaspistes, ou « porteurs de bouclier ». Ce titre honorifique avait été, à l'origine, celui de l'écuyer personnel du roi, qui portait, pendant la bataille, le bouclier royal : le souverain avait ainsi les mains libres pour le combat singulier. Les hypaspistes remplissaient collectivement cette même fonction sur les champs de bataille, infiniment plus vastes, que leur avait ouverts Alexandre. L'un dans l'autre, l'infanterie lourde du corps expéditionnaire devait avoisiner les neuf mille hommes.

Les Compagnons, à pied ou à cheval, étaient recrutés parmi les purs Macédoniens. Mais l'armée de la conquête comprenait encore bien d'autres éléments. Il y avait aussi une cavalerie légère, fournie essentiellement par les peuples voisins de la Macédoine – les Thraces, les Péoniens, et un groupe d'origine mixte, appelé les Eclaireurs –, qui protégeait les flancs des Compagnons contre les troupes légères de l'ennemi. C'étaient encore les voisins de la Macédoine qui avaient fourni des contingents d'infanterie légère, notamment les Agrianes, alliés loyaux d'Alexandre pendant les guerres des Balkans. Les unités spécialisées – archers, servants des machines de siège, ingénieurs, géomètres, services de transport et d'intendance – venaient aussi bien de Macédoine que de Grèce proprement dite. Les alliés grecs avaient envoyé des marins, des fantassins et des

cavaliers ; la cavalerie lourde thessalienne, en particulier, constituait un apport précieux. Il n'est pas impossible que l'effectif total des contingents grecs ait dépassé celui des troupes venant de Macédoine même. Enfin, il y avait une force d'appoint : les mercenaires grecs au service d'Alexandre. Comme c'est souvent le cas avec les mercenaires, les premiers avaient joué un rôle décisif, sous le règne de Philippe, en initiant les Macédoniens aux techniques militaires les plus récentes. Ils se montraient incontestablement utiles sur le champ de bataille, où leur efficacité était garantie à la fois par leur fierté professionnelle et par la pure force de l'habitude. Aussi Alexandre avait-il jugé bon d'enrôler environ quatre mille d'entre eux dans le corps expéditionnaire. Il avait beau apprécier les mercenaires à leur juste valeur, il n'éprouva cependant aucune pitié pour les Grecs qui s'étaient engagés, moyennant salaire, dans l'armée perse.

L'armée qui se rassembla à Amphipolis, sur la mer Egée, au printemps de 334, devait compter au total environ cinquante mille hommes, dont six mille cavaliers. Quels étaient donc l'équipement, l'armement, l'entraînement militaire de ces soldats ?

Comme toutes les armées avant l'invention de la poudre, elle était forte essentiellement de ses muscles : sa puissance offensive dépendait de la force corporelle des combattants. Ceux-ci étaient équipés d'armes défensives, destinées à les protéger de coups qui étaient eux-mêmes fonction de l'énergie physique de l'adversaire. Le bronze, flexible et relativement facile à travailler, était encore préféré aux autres métaux pour la fabrication de certaines armes défensives : les boucliers de l'infanterie, par exemple, et notamment les boucliers ronds des hypaspistes. Pour les armes offensives, en revanche, le bronze avait été presque entièrement supplanté par le fer : les épées, les pointes de flèche, les fers de lance étaient en fer ou en acier forgé. La métallurgie primitive de l'époque n'était capable de produire que des épées courtes : on pouvait poignarder son adversaire, le frapper de taille, mais les coups de pointe étaient exclus. Pourtant, ce type de lame rigide infligeait des blessures profondes et béantes. Le coup d'épée qui avait coupé le panache d'Alexandre, à la bataille du Granique, avait entaillé le casque. Si la tête n'avait pas été protégée, il lui aurait fendu le crâne. Les lances, celles du moins qui équipaient les Macédoniens, étaient en revanche très longues. La sarisse, pique faite d'un bois dur de cornouiller et d'un fer long de trente centimètres, pouvait atteindre jusqu'à cinq mètres cinquante. Tout à fait

impropre au combat rapproché, elle rendait la phalange macédonienne, hérissée de lances, invulnérable aux attaques de l'infanterie comme de la cavalerie tant que les hoplites gardaient leur sang-froid et leur cohésion.

La cohésion, en effet, était la clé de ce type de combat. Puisque le seul moyen d'ébranler une unité bien décidée à résister était l'emploi de la force musculaire, la logique exigeait que l'infanterie adoptât la formation la plus serrée possible, épaule contre épaule, avec des armes permettant de tenir l'ennemi à distance respectueuse. Plus il y avait de rangs en profondeur et mieux cela valait : c'est le poids de l'homme qui est derrière lui qui a le plus de chances d'éviter au soldat du premier rang de broncher lorsque la lance de l'adversaire est pointée contre lui. La seule limite au nombre de rangs qu'il peut être utile de déployer est la longueur des armes employées. Il semble bien que la phalange macédonienne comptait habituellement huit rangs en profondeur ; autrement dit, même avec la sarisse de dix-huit pieds en main, les hommes du dernier rang n'avaient guère l'occasion de combattre comme lanciers. Ils servaient essentiellement à renforcer la ligne. Lorsque la phalange se déplaçait, notamment lorsqu'elle passait à l'attaque, on pouvait augmenter sa profondeur. Sa souplesse de manœuvre n'est pas facile à estimer. A première vue, une telle masse d'hommes en formation dense exclut tout changement rapide de direction. Pourtant, les récits que nous avons de la bataille d'Issos montrent bien que la phalange pouvait modifier sa profondeur tout en marchant. Elle pouvait même pivoter sur le flanc pour affronter l'ennemi ou s'étirer de manière à couvrir toute la longueur du front. Il est vrai que ces manœuvres ont été effectuées au cours d'une progression particulièrement étudiée et prudente. Il n'en reste pas moins que la phalange devait être beaucoup plus souple qu'on ne serait porté à le croire si l'on s'en tient aux apparences. Il est certain que les hoplites avaient subi un entraînement dans ce but, que la phalange était subdivisée et encadrée par des sous-officiers pour faciliter la manœuvre. Au moment où l'infanterie macédonienne débarque en Asie, elle a, bien entendu, déjà subi l'épreuve du combat, et il s'agit d'une troupe expérimentée.

La cavalerie, par définition, est plus maniable que l'infanterie, mais, comme chacun sait, elle est plus difficile à contrôler. La cavalerie d'Alexandre, comme toutes celles de l'Antiquité, était de surcroît privée de cet accessoire que le cavalier moderne considère comme essentiel : les Grecs ignoraient l'étrier. Il faudra attendre la fin du I^er^ siècle avant Jésus-

Christ pour qu'il soit inventé, d'abord sous la forme d'une simple boucle, dans l'Inde lointaine, puis pour qu'il gagne l'Asie et l'Europe tout en se transformant. Comme les deux camps étaient également privés d'étriers, l'inconvénient était le même des deux côtés. Ce n'en était pas moins un inconvénient : le cavalier devait imposer sa volonté à sa monture à l'aide d'un mors excessivement dur, qui autrement serait inutile, et la selle était beaucoup trop instable pour permettre l'emploi d'armes lourdes. La charge de cavalerie, lance à l'arrêt, qui allait permettre aux chevaliers de l'Europe féodale de balayer les champs de bataille mille cinq cents ans plus tard, était impraticable, et même impensable, à l'époque d'Alexandre. Bien qu'on l'ait représenté à cheval une lance à la main, le cavalier macédonien devait être, plus vraisemblablement, armé d'une courte pique, ou d'un javelot, qu'il pouvait, à son choix, utiliser comme arme de main ou de jet ; s'y ajoutait une épée courbe pour sabrer l'adversaire.

Le cheval macédonien avait la taille d'un poney, environ quatorze paumes[3] à l'épaule, mais était assez robuste pour porter son cavalier sur de longues distances et prendre le trot pendant la charge. La cavalerie lourde d'Alexandre adoptait habituellement une formation en coin, dans la bataille : elle permettait à la fois de s'enfoncer dans les brèches qui pourraient s'ouvrir dans la ligne ennemie et de pivoter facilement, si besoin était, vers la droite ou vers la gauche. Les Compagnons à cheval subissaient un entraînement rigoureux pour exécuter ces manœuvres à la perfection. Il fallait pour cela que chacun garde l'œil fixé sur le chef, à la pointe du coin – « comme c'est le cas dans un vol de grues », explique un théoricien de l'Antiquité. La cavalerie légère opérait de façon toute différente, comme elle l'a fait, d'ailleurs, tout au long de son histoire : elle menace l'ennemi sur ses flancs, le harcèle, livre des escarmouches lorsque l'occasion s'en présente, tourbillonne dans les rangs de l'infanterie lorsque celle-ci hésite ou vacille, massacre les fuyards. Elle est naturellement rejointe par la cavalerie lourde lorsqu'on la lance à la poursuite de l'ennemi.

Pour ce qui est des autres armes, aucun des auteurs antiques ne nous fournit de détails tant soit peu précis. Il a pu y avoir des spécialistes parmi les ingénieurs et les artilleurs de son armée ; mais le gros des opérations de siège a dû être effectué par les fantassins, remplissant pour la circonstance les fonctions de sapeurs et de mineurs. L'intendance d'Alexandre, dont la complexité et la souplesse sont « un des signes les plus éclatants de son génie », était assurée par les responsables du train et des

approvisionnements. Il semble, néanmoins, qu'il ait hérité cette organisation remarquable de son père : celui-ci voulait, à l'origine, affranchir son armée des entraves qui limitaient la mobilité de ses adversaires grecs. Ceux-ci, en tant que citoyens libres, refusaient hautement de transporter leur nourriture et leur équipement : ils en chargeaient leurs esclaves. Ils s'encombraient en outre de chars à bœufs dont la lenteur est proverbiale et qui consomment une bonne part de leur propre chargement. Philippe avait entraîné ses soldats à parcourir de longues distances sous une lourde charge – assez de farine, par exemple, pour la consommation d'un mois –, leur évitant ainsi de dépendre des chariots de l'intendance. Le résultat fut que son armée – comme celle des Vietnamiens, qui combattit les Français et les Américains pendant la guerre d'Indochine, de 1946 à 1972 – devint capable d'arriver inopinément sur le champ de bataille, en défiant toutes les lois et les calculs de la logistique orthodoxe. Alexandre alla plus loin dans la même voie : seuls les animaux de bât, chevaux, ânes et chameaux étaient autorisés à suivre les colonnes de l'armée. Il faisait impitoyablement brûler les chariots dont ses soldats voulaient s'encombrer. Pourtant, son armée se trouva rarement à court : il calculait avec soin les distances que ses troupes étaient capables de couvrir, achetait ou réquisitionnait sur place les approvisionnements, gagnait discrètement à sa cause, à l'aide de pots-de-vin, les administrateurs perses des régions qu'il voulait occuper, coordonnait enfin, avec beaucoup de précision, la marche de l'armée sur terre avec les mouvements de sa flotte de transport. Moyennant quoi il réussit toujours à amener une armée bien nourrie au point exact qu'il avait choisi. Il en fut ainsi jusqu'à l'extrême fin de son aventure, lorsque son ambition l'emporta sur son jugement.

L'état-major d'Alexandre

Comment Alexandre élaborait-il ses décisions militaires ? Il est dangereux, à toute époque sauf la nôtre, de parler d'« état-major », car l'emploi de ce terme implique une bureaucratisation de la société, totalement démentie par les faits. L'état-major, composé d'officiers sélectionnés et entraînés en vue de tâches bien précises de renseignement, d'approvisionnement et de décisions à prendre en situation de crise, est une invention prussienne du XIX^{e} siècle. Les Romains en avaient réalisé une première ébauche, grâce au système du *cursus honorum*. Mais les armées

médiévales l'ignorent complètement, celles de la Renaissance et du début des Temps modernes en Europe sont commandées, au mieux, par des amateurs de talent, généralement amis ou favoris du général en chef.

Alexandre commandait seul et n'avait certes rien de comparable au système des « trois bureaux » (opérations, renseignement, logistique) qui a servi à structurer les armées de l'Europe au cours des cent dernières années. Il était bien obligé, néanmoins, de se faire seconder, ne fût-ce que pour commander les corps d'armée séparés, comme ceux qu'il envoya en Asie Mineure avant l'invasion, ou ceux qu'il laissa derrière lui, en Grèce. Il s'entoura de géomètres, de secrétaires, de scribes, de médecins, de savants ; il eut même un historiographe officiel, Callisthène, un neveu d'Aristote. Il était prêt à écouter quiconque était à même, grâce à ses connaissances particulières, de préciser l'image qu'il se faisait de l'avenir, pour mieux le plier à ses fins. Quand il n'était encore qu'un enfant, à la cour de son père, il soumettait à un interrogatoire serré les visiteurs venus de contrées lointaines au sujet de la topographie de leur patrie. A la veille de sa campagne en Asie, il était sans aucun doute un des hommes les mieux informés du monde grec. La zone d'ombre se situe entre l'information et la décision : Alexandre était-il capable de se frayer, à lui seul, un chemin dans les ténèbres, ou avait-il besoin de l'intelligence des autres pour choisir la meilleure solution ?

Les amis proches d'Alexandre, le cercle intime des Compagnons, étaient loin d'être tous des montagnards buveurs, hâbleurs et la tête vide. Ptolémée, le futur souverain de l'Egypte, allait écrire une histoire de la conquête. Marsyas, lui aussi, devint un écrivain. Héphestion, le favori d'Alexandre, avait des savants pour amis, et Peucestas, qui devait par la suite gouverner la Perse, prit la peine d'apprendre la langue et s'adonna à l'étude des coutumes locales. Mais nos principales sources ne suggèrent nullement qu'Alexandre se soit jamais servi de ses intimes pour mettre ses projets à l'épreuve. Ce n'était pas leur rôle : c'était leur personnalité, leur caractère qui étaient mis à l'épreuve, lorsque Alexandre se trouvait parmi ses Compagnons les plus proches. Il fallait faire preuve de présence d'esprit, de vivacité dans la repartie, de mémoire pour trouver une formule heureuse, d'habileté à déguiser une insulte, une vantardise, ou une flatterie ; il fallait savoir vider son verre, et le vider cul sec. Lorsqu'il avait des doutes (cela lui arrivait rarement, mais même alors, Alexandre devait prendre la peine de les dissimuler), il s'adressait à Parménion, le militaire

professionnel le plus expérimenté de sa cour, pour qu'il l'aide à préciser sa pensée. La prudence innée du vieux général lui servait de catalyseur pour choisir la solution la plus audacieuse et la plus directe.

Arrien a écrit une biographie d'Alexandre qui est la plus importante des sources qui nous soient parvenues. Il nous donne quatre exemples caractéristiques de la façon dont les débats se déroulaient à la cour lorsque Alexandre entamait une polémique avec Parménion et réfutait ses objections contre les marches forcées et l'offensive à outrance. Le témoignage d'Arrien est inestimable. Certes, il écrit quatre cents ans après la mort d'Alexandre. Mais il s'appuie sur des récits historiques et des biographies aujourd'hui perdus, écrits par des contemporains d'Alexandre. Qui plus est, il était grec lui-même, et il avait eu l'occasion, en sa qualité de haut fonctionnaire romain, d'exercer des responsabilités administratives et militaires dans la région même où Alexandre avait commencé ses conquêtes. Tout cela lui permet de comprendre de l'intérieur le caractère de son personnage et les difficultés qu'il avait à résoudre.

De ces quatre débats entre Alexandre et Parménion, deux ont un enjeu stratégique, les deux autres un enjeu tactique. Le premier débat stratégique concerne la politique à suivre à l'égard de la flotte perse de la Méditerranée, après la victoire du Granique. Il fallait choisir entre une campagne terrestre et des opérations navales. Ce type de choix est une constante, qui revient inévitablement dans toute guerre où sont engagées à la fois des forces terrestres et navales. C'est le cas, notamment, lorsqu'il s'agit de mers intérieures, ce fut toujours le cas autour de la Méditerranée, et tout particulièrement lors de la guerre qui opposa la Macédoine à la Perse. Celle-ci avait beau entretenir une flotte considérable en Méditerranée, elle n'en était pas moins, avant tout, un empire continental : c'était, en dernier ressort, la supériorité de son armée qui assurait son emprise sur son territoire. La Macédoine, à l'inverse, bien que n'ayant presque pas de débouché sur la mer, et ne faisant partie du monde grec que depuis peu, était néanmoins devenue, de ce fait, une puissance maritime. La préoccupation constante de ses stratèges était de trouver le moyen d'annihiler des forces terrestres supérieures grâce à une attaque navale.

Au lendemain de la victoire du Granique, Alexandre entreprit une campagne de nettoyage dirigée contre les anciennes villes grecques de la côte occidentale de l'Asie Mineure tombées aux mains des Perses. Il s'empara rapidement d'Ephèse – c'est à la communauté chrétienne de cette

même ville que saint Paul devait, par la suite, adresser son *Epître aux Ephésiens* – et de Milet. Trois jours après que sa petite flotte eut mouillé au large de la ville, cependant, la flotte perse, bien supérieure à la sienne, fit son apparition. Non seulement sa présence constituait une entrave à sa liberté de mouvement, mais elle menaçait en outre ses communications avec la Grèce où les Spartiates, qui n'avaient pas désarmé, restaient les fidèles alliés de la Perse. Parménion, en conséquence, engagea vivement Alexandre à livrer une bataille navale. S'ils étaient vainqueurs, dit-il, ce succès « leur apporterait de grands avantages pour l'ensemble de l'expédition, tandis qu'un échec ne serait pas de grande conséquence […] ; il ajoutait qu'il était prêt à monter lui-même sur les navires et à partager le danger ». Il ne manquait certes pas de bravoure, pour un homme de soixante-sept ans. Mais Alexandre ne voulut rien savoir. Parménion ne comprenait pas toute l'ampleur de la pensée stratégique du jeune roi. Le vieux général ne se souciait que de remporter des avantages immédiats dans une campagne locale, Alexandre, que de la victoire finale à l'échelle du monde. La seule façon d'y parvenir était de voler de succès en succès, chaque victoire engendrant de nouvelles victoires. « Il ne consentait pas à livrer aux Barbares l'expérience et la hardiesse des Macédoniens […] ; en outre, une défaite navale porterait un coup considérable à leur réputation initiale dans la guerre. » Il allait continuer à suivre la côte, en s'emparant des bases navales perses, et « c'est à partir de la terre qu'il vaincrait la flotte perse ».

C'était un exemple de réflexion stratégique d'une extraordinaire pénétration. La comparaison qui vient tout de suite à l'esprit est le plan adopté par MacArthur dès le début de la campagne du Pacifique Sud : pour annuler la supériorité navale du Japon, il choisit de s'emparer uniquement des îles dont il avait besoin pour ses « sauts de puce » vers le nord et laissa les autres « sécher sur pied ». La décision d'Alexandre, comme celle de MacArthur, fut justifiée par les résultats. Après la chute, en 332, des derniers grands ports perses fortifiés de Tyr et de Gaza, la flotte perse commença à se désintégrer. Ses escadres étaient recrutées justement dans ces villes phéniciennes qu'Alexandre avait prises pour objectifs, et, au fur et à mesure qu'elles tombaient, l'une après l'autre, les équipages démoralisés s'en retournaient chez eux. A l'approche de l'hiver, les Perses avaient perdu l'avantage du nombre, et les amiraux d'Alexandre contrôlaient de nouveau l'ensemble de la mer Egée.

A ce moment-là, bien sûr, Alexandre avait aussi gagné sa première bataille contre Darius, en novembre 333, à Issos. Le choc de la défaite avait tellement ébranlé le Grand Roi qu'il essaya d'acheter l'envahisseur en lui offrant un prix digne de lui : toute l'Asie Mineure, c'est-à-dire non seulement un territoire d'une grande richesse, mais surtout la patrie de ces colons grecs que l'expédition d'Alexandre s'était fixé pour but, à l'origine, de délivrer de la domination perse. Isocrate, l'idéologue de la campagne, avait soutenu en effet que la conquête de la seule Asie Mineure suffirait à justifier les risques encourus. Mais Alexandre avait rejeté cette offre dans les termes les plus insultants. Après la chute de Tyr, lorsque Darius augmenta sa mise, en offrant cette fois tout son empire jusqu'à l'Euphrate (dont Alexandre était encore éloigné de plus de huit cents kilomètres), et en y ajoutant une énorme somme d'argent et la main de sa fille, Parménion aussitôt pressa Alexandre d'accepter. Alexandre lui fit cette fameuse réponse que « lui aussi, s'il était Parménion, en agirait ainsi, mais que, puisqu'il était Alexandre », il n'en ferait rien. Il avait déjà fait dire à Darius qu'il était, depuis la victoire d'Issos, le maître de l'Asie, que les terres et l'argent du Grand Roi lui appartenaient par conséquent déjà, ainsi que la main de sa fille, s'il jugeait bon de l'épouser.

A aucun moment on ne peut accuser Alexandre d'avoir manqué d'audace. Il est vrai, cependant, qu'après la victoire d'Issos il avait toutes les raisons de se montrer audacieux. Plus impressionnante, plus révélatrice aussi du fond de son caractère, est l'audace dont il fait preuve à la veille du Granique, lorsque sa tactique et celle de Parménion s'affrontent. Les Perses, qui tiennent le fleuve, ont établi leur front sur la rive même, position dangereuse, dit Parménion, et qui menace de faire tourner l'attaque macédonienne au désastre. « Nos troupes arriveront sur l'autre rive en désordre et en colonne par un, formation on ne peut plus vulnérable, et seront attaquées par une cavalerie ennemie en formation impeccable. » Mieux vaudrait, dit-il, camper la nuit près du fleuve, attendre que l'ennemi en fasse autant, et traverser lorsqu'il ne sera plus sur ses gardes.

Là encore, Alexandre refusa catégoriquement. « J'aurais honte, dit-il, après avoir franchi facilement l'Hellespont, de voir ce petit cours d'eau […] nous empêcher de le traverser… Ce serait indigne, à mon avis, de la renommée des Macédoniens et de ma promptitude à courir aux dangers ; il me semble que je redonnerais courage aux Perses, qui se croiraient les égaux des Macédoniens au combat… » Aussi plongea-t-il ses éperons dans

le ventre de son cheval, donna l'ordre d'attaquer et plongea dans le Granique.

La suite montra, bien entendu, qu'il avait raison et Parménion tort ; néanmoins, comme nous le verrons, la décision d'Alexandre s'inspirait sans doute tout autant de considérations tactiques d'une grande justesse que d'une morale de la volonté. A la veille de Gaugamèles, Parménion est, une fois de plus, en désaccord avec lui sur la tactique à suivre ; mais cette fois leur différend porte essentiellement, peut-être même uniquement, sur la question du courage moral. Parménion, voyant l'armée perse rangée en bataille et disposant d'une supériorité écrasante, insiste pour qu'Alexandre attende l'obscurité et attaque de nuit. Quinte-Curce, autre historien romain qui utilise des sources aujourd'hui perdues, fait dire à Parménion qu'« on pouvait, à la faveur des ténèbres, tomber sur les ennemis : différant entre eux de mœurs et de langage, troublés par le sommeil et par l'aspect inattendu du danger, comment pourraient-ils se rallier au milieu du désordre de la nuit ? ». Plutôt que de lui répondre directement, Alexandre s'adressa à un des nobles que le général avait amenés avec lui pour le soutenir. La nuit, dit-il, « est bonne pour des filous et des voleurs. […] Pour moi, je ne permettrai pas […] qu'une surprise nocturne vienne toujours porter atteinte à ma gloire. […] Je suis décidé à attaquer l'ennemi ouvertement et en plein jour ».

Arrien, dont le récit est très proche de celui de Quinte-Curce, en vieux routier, approuve sans réserve. Alexandre, dit-il, avait de bonnes raisons de vouloir éviter une attaque de nuit. Mais surtout, « si Darius était de nouveau vaincu, il refuserait de reconnaître son infériorité et celle des troupes qu'il commandait, du fait que l'attaque des Macédoniens aurait été faite en se cachant et de nuit ». Alexandre, qui se trouvait désormais loin au cœur de l'empire ennemi, n'était pas simplement obligé de vaincre. Il lui fallait encore vaincre de façon éclatante s'il ne voulait pas que la campagne traînât interminablement en longueur. Tout ou rien : Alexandre misa sur le tout et remporta la victoire.

Alexandre et ses soldats

Voilà pour l'état-major : Alexandre se montre péremptoire, obstiné, mais en général avec de bonnes raisons, et refuse rarement d'écouter les conseils de prudence lorsqu'ils sont solidement argumentés. Lorsqu'il fut en

vue de Gaugamèles, il convoqua « les Compagnons, les généraux, les chefs d'escadrons et les commandants des alliés et des mercenaires étrangers et examina avec eux s'il fallait tout de suite, et de l'emplacement où ils étaient, lancer ses forces à l'attaque, comme la plupart l'y invitaient, ou, selon l'avis de Parménion, camper sur place pour le moment et examiner avec soin le terrain dans son ensemble, pour voir s'il présentait des zones suspectes ou des difficultés insurmontables, ou bien s'il s'y trouvait quelque part des fossés ou des pieux dissimulés, et se faire une idée plus précise des formations de l'ennemi ». L'avis de Parménion prévalut, et à juste titre : Darius avait fait de la plaine de Gaugamèles un véritable abattoir.

Et les soldats ? Il ne faut pas oublier que les soldats d'Alexandre n'appartenaient ni à une tribu sur le sentier de la guerre ni à une armée royale régulière. Ce n'étaient pas non plus des conscrits ni des mercenaires (bien qu'il y eût des mercenaires parmi eux). Ils constituaient, pour autant que la chose soit concevable avant l'apparition consciente du nationalisme, ce qu'on pourrait appeler une nation en armes. Ils étaient recrutés au sein des classes sociales considérées en Macédoine comme dignes de servir dans l'armée, et, bien que percevant sans aucun doute une solde, ils suivaient leur roi au moins autant par camaraderie que par devoir. Après tout, c'était l'armée réunie qui élisait le roi (« un choix réel », dit le biographe d'Alexandre, N. G. L. Hammond, « même si les candidatures étaient restreintes aux membres de la maison des Téménides »). Certes, l'élection était irrévocable, mais l'autorité dont les guerriers avaient investi le roi ne lui donnait pas le droit de les insulter ou de les maltraiter. Il n'est pas impossible que les officiers d'Alexandre aient battu ou fait fouetter leurs soldats. Mais, si tel était le cas, les sources n'en soufflent mot. De tels actes auraient été contraires à l'éthique de cette armée de guerriers – comme c'était le cas, par exemple, pour les régiments de haute caste de l'armée anglo-indienne, ou parmi les Bédouins qui suivirent Lawrence d'Arabie et formèrent ensuite la Légion arabe de Jordanie. Aux yeux de tels hommes, un coup venant d'un supérieur est une insulte mortelle, une façon de nier leur virilité, et ne peut être effacé que par une violence inverse. Ainsi s'explique la relative fréquence des meurtres d'officiers britanniques par leurs subordonnés indigènes dans les régiments indiens ou arabes. Ils vengent presque toujours un affront infligé sans réfléchir à la dignité d'un homme.

Lorsqu'il était en proie à la fureur, Alexandre était capable de tuer. Insulté par Clitus, le général commandant la cavalerie, il commença par frapper le trompette attaché à sa personne parce qu'il refusait d'appeler la garde – sans doute pour faire arrêter le vieil homme. Puis, comme la querelle s'envenimait, il s'empara d'une javeline et en transperça Clitus, le tuant sur le coup. Mais cet acte n'était pas dans son caractère, ou, du moins, il ne ressemble pas à ce qu'était Alexandre au moment où son épopée commence. Peut-être même était-il contraire à son caractère en général. Lorsque, plus tard, les soldats d'Alexandre lui font savoir qu'ils sont las des conquêtes et veulent rentrer chez eux, Arrien met dans la bouche de leur porte-parole, en guise d'exorde, les paroles suivantes : « Puisque tu ne veux pas, ô roi, gouverner les Macédoniens de façon autoritaire, puisque tu dis que tu les mèneras plus avant si tu les persuades, mais que, si c'est eux qui te persuadent, tu ne les contraindras pas… »

Bref, Alexandre s'efforçait de mener ses hommes à la fois par la douceur et en leur montrant l'exemple. Cette douceur pouvait prendre des formes variées. Au début de la campagne d'Asie, après le Granique mais avant Issos, il accorda en bloc ce que dans l'armée britannique on appellerait aujourd'hui des « permissions de miséricorde ». « Certains des Macédoniens qui faisaient campagne avec Alexandre s'étaient mariés juste avant l'expédition. Alexandre […] les envoya de Carie passer l'hiver en Macédoine avec leurs épouses. […] Ce geste, plus que tout autre, assura la popularité d'Alexandre auprès des Macédoniens. » Bien plus tard, à l'issue de sa campagne en Inde, il décida d'annuler les dettes de tous ses soldats ; peu d'entre eux, au début, se firent inscrire, « car ils craignaient que ce fût, de la part d'Alexandre, un sondage pour savoir qui, parmi les soldats, n'avait pas eu assez de sa solde ». Mais, lorsqu'il fut évident qu'il avait vraiment l'intention d'utiliser les richesses amassées par l'armée pour effacer toutes les dettes, sans s'inquiéter du nom des débiteurs, les soldats s'attroupèrent devant les tables de l'intendance, leurs reconnaissances de dette à la main, et « ils lui eurent plus de reconnaissance pour cet anonymat que pour l'extinction de leur dette ».

L'octroi de permissions ou l'annulation des dettes ne coûtent guère, lorsque le général est libre de soucis, comme c'était le cas en l'occurrence. Mais il est moins naturel de s'occuper du bien-être de ses subordonnés lorsqu'un danger vous menace, ou lorsque au contraire vous célébrez votre délivrance. Même alors, Alexandre se montrait remarquablement attentif

aux besoins de ses hommes. Avant la bataille d'Issos, il s'assura qu'ils avaient eu le temps de manger – Wellington ne put en faire autant avant Waterloo, et une bonne partie de son armée dut combattre le ventre vide : elle n'avait pas mangé depuis deux jours ; à la veille de Gaugamèles, « il donna l'ordre à l'armée de se restaurer et de se reposer ». Il lui avait déjà accordé quatre jours de repos et avait disposé son camp de manière à marcher au combat avec des soldats « qui emporteraient juste leurs armes ». Après Issos, « bien que blessé lui-même d'un coup d'épée à la cuisse, [il] alla visiter les blessés […]. Il couvrit d'éloges ceux qui s'étaient distingués au combat, soit qu'il eût vu de ses propres yeux leurs exploits, soit qu'il les eût appris de la bouche de témoins unanimes [anticipant ainsi, jusque dans le détail, la pratique moderne des citations pour l'attribution de médailles], et il honora chacun d'eux par une largesse en rapport avec son mérite ». C'était une répétition de ce qu'il avait fait au lendemain du Granique, où « il prit grand soin des blessés, allant en personne voir chacun d'eux, examinant ses blessures, lui demandant dans quelles circonstances il avait été blessé, lui offrant l'occasion de raconter ce qu'il avait fait au combat et de se mettre en valeur » (excellente psychothérapie, du reste, même si elle devait être lassante pour l'auditeur).

Bien entendu, il était également très scrupuleux en ce qui concerne les funérailles de ceux qui avaient succombé à leurs blessures, qu'ils fussent amis ou ennemis. « Au lendemain d'une bataille, un premier devoir sacré s'imposait aux combattants : celui d'assurer l'ensevelissement des victimes », nous dit l'historien Yvon Garlan. Alexandre s'en acquittait à la lettre. Après le Granique, il « fit ensevelir [les Macédoniens] avec leurs armes et le reste de leur équipement ; il accorda à leurs parents et à leurs enfants l'exemption des contributions foncières, de tous services individuels et de tous impôts sur la fortune. […] Il fit aussi ensevelir les chefs perses, et également les mercenaires grecs qui avaient été tués en combattant du côté des ennemis » (les simples soldats perses étaient peut-être trop nombreux pour qu'on pût leur rendre les honneurs appropriés). Après Issos, il « fit rassembler les corps des tués, auxquels il fit donner des funérailles grandioses, en présence de toute l'armée splendidement rangée en ordre de bataille ». Après le Granique, à coup sûr, et probablement aussi après les autres victoires, il fit élever des monuments en l'honneur des combattants tués et envoya en Grèce des trophées pris sur l'ennemi « à placer sur l'Acropole en offrande à Athéna. Il les fit accompagner de l'inscription

suivante : “Alexandre, fils de Philippe, et les Grecs moins les Lacédémoniens [envoient ces dépouilles prises] sur les Barbares qui habitent l’Asie” ».

Théâtre et cérémonies

Envoyer les trophées de la guerre contre les Perses à Athènes, le plus grand des Etats grecs, mais aussi le moins sûr des alliés macédoniens au sein de la Confédération hellénique, est un exemple de relations publiques bien conçues ; associer ses soldats grecs aux Macédoniens, dont il se disait le représentant (« Alexandre, fils de Philippe, et les Grecs » pourrait passer pour un résumé de ce qu’était son armée), tout en excluant les Spartiates, c’était récrire, avec une arrogance à vous couper le souffle, toute l’histoire récente de la Grèce. Car c’étaient les Spartiates qui s’étaient faits, contre la Perse, les champions de la liberté grecque, c’étaient eux qui avaient, cent cinquante ans auparavant, livré la bataille héroïque et désespérée des Thermopyles pour arrêter l’invasion de l’empereur Xerxès, même s’ils avaient par la suite fait cyniquement la paix avec les Perses pour des raisons d’Etat. L’envoi des panoplies perses par Alexandre était une remarquable mise en scène, dont le sens était le suivant : Alexandre reprenait le rôle héroïque du roi Léonidas, et les Spartiates perdaient, en conséquence, leur rôle de porte-étendard de la civilisation grecque face à la barbarie asiatique.

Mais la mise en scène était au cœur même de l’art du commandement d’Alexandre, et peut-être en va-t-il de même pour tout autre chef. Tout au long de l’histoire d’Alexandre, les représentations de caractère théâtral reviennent régulièrement. Chaque jour, bien entendu, il devait sacrifier aux dieux : dans la tradition macédonienne, cet acte religieux essentiel était réservé au seul roi. Aussi commençait-il la journée, pour bizarre que la chose puisse nous paraître, en plongeant une lame dans le corps vivant d’un animal et en prononçant une prière tandis que le sang coulait. Une seule fois pendant tout son règne, avant Gaugamèles, il sacrifia à la peur.

Irrégulièrement, mais chaque fois qu’il avait à célébrer une victoire ou à rendre grâces aux dieux pour avoir surmonté une épreuve, il organisait des cérémonies littéraires et sportives. A son arrivée en Egypte, après avoir traversé le désert du Sinaï, « il donna des jeux sportifs et artistiques auxquels participèrent les professionnels les plus renommés venus de Grèce ». A son retour de l’oasis de Siouah, « il offrit un sacrifice en

l'honneur de Zeus-Roi, suivi d'une procession de toute l'armée en armes et de jeux sportifs et artistiques ». C'était très grec, et en même temps cela avait le mérite de rassurer les hommes, si loin de chez eux, en leur montrant que les impératifs et les valeurs militaires ne devaient pas faire oublier les coutumes qui étaient au centre de leur civilisation. Il mit en scène une cérémonie analogue après la traversée du désert du Sind, en offrant des sacrifices d'actions de grâces pour la conquête de l'Inde.

On pourrait comparer ces solennités à d'autres divertissements plus grossiers, comme le théâtre aux armées, les matchs de football et les concours hippiques organisés, pendant la Première Guerre mondiale, à l'intention de l'armée britannique en France. Le but était alors de préserver l'illusion d'une vie normale dans l'esprit des combattants, ébranlés par les horreurs des tranchées. Mais la manière qu'avait Alexandre de recourir à la cérémonie, à l'art théâtral allait bien au-delà du simple stratagème. C'était un artiste dramatique remarquable, au sens le plus fort et le plus pur du mot. Non seulement il savait faire en sorte que son apparition sur le champ de bataille fût une véritable entrée en scène, effectuée au moment propice et dans un costume approprié, mais il était capable, en outre, en artiste authentique qu'il était, de mettre en scène ses propres actions chaque fois que le bon sens, le raisonnement, les menaces ou les promesses de récompense étaient impuissants à ranimer le courage de ses troupes, ou lorsqu'il pouvait saisir une occasion de jouer les premiers rôles afin d'accréditer sa propre légende.

Seuls ceux qui ne savent absolument rien d'Alexandre ignorent ses deux coups de théâtre les plus fameux : le nœud gordien coupé et le domptage de Bucéphale. L'épisode du nœud gordien reste ambigu. Mis en présence d'un écheveau que nul jusqu'alors n'avait su démêler, Alexandre tira son épée, ce qui ne montre probablement rien d'autre qu'une impatience foncière ; laissons aux historiens antiques les interprétations plus subtiles. L'épisode de Bucéphale, en revanche, est immédiatement compréhensible et de portée universelle. Ce cheval – « d'une taille élevée et d'un cœur généreux ; il était marqué d'une tête de bœuf » nous dit Arrien – était une de ces bêtes rétives dont les westerns font grand usage pour mieux mettre en valeur le jeune inconnu qui réussit à les dompter. Philippe l'avait reçu en cadeau d'un de ses généraux, mais ne pouvait en venir à bout : le cheval prenait peur et frappait le sol de ses sabots dès qu'on s'en approchait. Alexandre fit savoir qu'il allait le monter, le saisit par la bride,

lui fit faire demi-tour et sauta en selle, sous les applaudissements des courtisans, pendant que son père pleurait de joie. Il avait eu l'astuce de remarquer que Bucéphale était effarouché par la vue de sa propre ombre, et il le tourna face au soleil.

Tous deux furent inséparables pendant vingt ans ; pourtant, Alexandre montait habituellement un autre cheval tant qu'il n'était pas arrivé dans la zone même du combat ; il ne se servait de Bucéphale que dans l'action – encore un élément de mise en scène. Mais il était aussi passé maître dans l'art de la représentation improvisée : comme il n'était jamais réellement seul, la rumeur s'en répandait rapidement dans le camp et dans les rangs de l'armée, renforçant ainsi son mythe personnel. La façon dont il confia sa vie au médecin Philippe d'Acarnie lorsqu'il fut victime de la fièvre, avant Issos, en offre un excellent exemple. Les autres médecins désespéraient de le sauver, mais Philippe proclama qu'il saurait le guérir. Au moment, toutefois, où il tendait une potion à Alexandre, celui-ci reçut un message de Parménion qui disait : « Méfie-toi de Philippe ; j'apprends à l'instant qu'il a été acheté par Darius pour te faire mourir. » Alexandre tendit le message à Philippe et avala en même temps le remède, montrant ainsi « à Philippe que, étant son ami, il avait foi en lui, et à son entourage qu'il était totalement inaccessible au soupçon envers ses amis et ferme devant la mort ».

Les relations qu'entretiennent les grands de ce monde avec leurs médecins est un des aspects les plus passionnants de toute étude sur le pouvoir. Alexandre évite, avec une impressionnante virtuosité, le double piège du soupçon paranoïaque et de la dépendance hypocondriaque. La scène qu'on vient de relater révèle en outre une superbe maîtrise de soi. Il arrive cependant que la représentation bascule dans le mélodrame. C'est surtout lorsque ses relations avec ses subordonnés traversent une crise que l'acteur Alexandre en fait trop : les épisodes les plus connus sont liés, l'un à son accès de furie meurtrière contre Clitus, l'autre au refus de l'armée de le suivre au-delà d'un ultime fleuve pour s'enfoncer dans l'intérieur de l'Inde.

Sa fureur contre Clitus était elle-même l'aboutissement d'un conflit déjà ancien, portant sur la mise en scène des cérémonies de cour. Après avoir vaincu Darius et s'être emparé du trône de Perse, Alexandre avait exigé de ses courtisans qu'ils imitent les nobles perses en se prosternant devant lui. Mais cette coutume asiatique répugnait profondément à l'esprit égalitaire des Macédoniens. Clitus, vétéran de la cavalerie qui avait son

franc-parler, ne se gênait pas pour dire qu'il était indigné de ces saluts et de ces courbettes qu'on attendait de lui. La querelle qui éclata entre eux, un soir d'ivresse, n'avait pas pour prétexte la question des prosternations, mais c'en était la cause profonde. Lorsque les deux hommes se mirent à échanger des propos blessants, pour savoir qui avait fait quoi et qui était le meilleur – Philippe, Alexandre, ou, pourquoi pas, Clitus, dont le bras avait un jour sauvé la vie d'Alexandre –, le roi fut incapable de contenir l'irritation qui couvait en lui depuis longtemps. Le résultat, terrible et sanglant, le dégrisa aussitôt. Il était torturé par les remords.

Il ne fut pas embarrassé, en tout cas, lorsqu'il s'agit de traduire ces remords de la façon la plus théâtrale possible. Justin nous raconte la scène : « Il verse des larmes abondantes, il embrasse le cadavre, il en touche les plaies, et lui avoue sa démence, comme s'il eût pu l'entendre ; puis, arrachant le trait et le tournant contre lui-même, il se fût donné la mort si ses amis ne l'en eussent empêché. » N'ayant pas réussi à se tuer, il s'était retiré dans sa tente et avait pris le lit, selon Arrien, « où il était resté à se lamenter, appelant Clitus par son nom, ainsi que la sœur de Clitus […], qui l'avait élevé : il s'était acquitté envers elle de ses frais d'éducation de façon vraiment remarquable […] ! Elle avait vu ses fils mourir en combattant pour lui, et il lui avait tué son frère de sa propre main ! Il ne cessait pas de se traiter d'assassin de ses amis, s'obstinant pendant trois jours à ne prendre ni nourriture ni boisson, et à refuser à son corps les autres soins nécessaires ».

Pour finir, « il se laissa difficilement convaincre par les Compagnons de prendre de la nourriture », puis de se laver et de s'habiller, enfin de célébrer certains sacrifices rituels qu'il se reprochait également d'avoir négligés. L'un dans l'autre, cette magnifique représentation atteint parfaitement son but : elle fait oublier le crime par l'excès même du remords, puis celui-ci est supplanté à son tour par l'inquiétude de son entourage au sujet de son propre bien-être.

Trois ans plus tard, Alexandre rejoue la même pièce, sur les bords du Bias, lorsque son armée refuse de le suivre plus loin. Mais cette fois, il n'arrive pas à ses fins. Les mots ne suffisent pas, bien qu'Alexandre n'hésite pas (pas assez, peut-être) à faire vibrer la corde sensible (« quant à ceux qui voudraient rentrer chez eux, ils pouvaient s'en aller et faire savoir à leurs amis qu'ils étaient de retour après avoir abandonné leur roi environné d'ennemis »). Ayant compris qu'il fait fausse route, il se retire

dans sa tente, où il reste, seul, pendant trois jours, comme la fois précédente, « attendant pour voir si un revirement d'opinion ne se produirait pas chez les Macédoniens […]. Mais […] un lourd silence continuait à régner sur le camp, les soldats laissant voir la peine que leur causait sa colère ». La *prima donna* et l'armée ne sont plus à l'unisson.

Alexandre trouva le moyen de sortir de cette situation avec élégance – cela aussi faisait partie de son répertoire. Mais il savait mieux calculer, d'habitude, ses effets de foule. A Opis, il se brouilla une fois de plus avec son armée, après son retour d'Inde, la cause de la querelle étant cette fois sa prétendue préférence pour ses nouveaux sujets perses, aux dépens de ses vieux fidèles, les Macédoniens. Il alla jusqu'à menacer ses soldats de renvoyer dans ses foyers quiconque avait à se plaindre de son commandement ; il rappela, de façon détaillée, et d'autant plus embarrassante pour l'auditoire, toutes les bontés qu'il avait eues pour eux (l'annulation des dettes, les secours prodigués à leurs familles, les honneurs rendus aux morts, les distinctions accordées aux braves), puis quitta la scène dans un paroxysme de colère (il parlait, en effet, du haut d'une estrade). Une fois de plus, il s'isola pendant trois jours dans ses appartements, jusqu'au moment où il daigna admettre auprès de lui ses Perses, qui, eux, ne lui cherchaient point de querelle, pour leur distribuer récompenses et promotions. Cette fois, le mélodrame réussit au-delà de toute espérance. Ses compatriotes assiégèrent son palais, comme des « fans » décervelés s'attroupent devant la sortie des acteurs pour attendre leur idole. Versant des larmes, ils proclamèrent qu'ils resteraient là toute la nuit, à moins qu'Alexandre acceptât de les faire rentrer en grâce. Ils se plaignaient que les Perses eussent le droit d'embrasser Alexandre – or, c'était précisément cette façon de saluer le roi que Clitus et Callisthène, autre victime de sa fureur, avaient critiquée, comme ils l'avaient tous critiquée eux-mêmes. Ils exigeaient que les Macédoniens fussent, eux aussi, admis à ce privilège et, pour finir, firent pleuvoir sur Alexandre une pluie de baisers, tandis qu'il réussissait, de son côté, à se tirer quelques larmes, puis s'en retournèrent au camp « en poussant des acclamations et en chantant le péan ». Cette orgie émotive s'acheva par un grand banquet de réconciliation, où les Macédoniens, placés près d'Alexandre, occupaient le haut bout de la table et les Perses le bas bout. Il est difficile de savoir qui trompait qui, dans cet épisode abracadabrant, puisque, à ce moment-là, chacun avait obtenu en grande partie ce qu'il voulait : les Macédoniens

étaient libres de s'en retourner chez eux, et Alexandre avait désormais le droit incontesté, mais contraire à la tradition macédonienne, d'exiger la prosternation de ses sujets.

Il était également passé maître dans l'art de mettre en scène la rencontre solennelle, d'égal à égal, entre têtes couronnées. On aurait bien du mal à trouver, dans l'histoire des relations dynastiques, l'équivalent de la conduite magnanime d'Alexandre à l'égard de l'épouse, du frère et de la maison de Darius, capturés après la bataille d'Issos. La femme de Darius avait la réputation d'être la plus belle femme de l'Asie, et les Persanes étaient renommées pour la pureté de leurs traits ; aussi les femmes tremblaient-elles dans leurs tentes en attendant les outrages que les vainqueurs ne pouvaient manquer de leur faire subir. En entendant leurs lamentations funèbres (car elles avaient de bonnes raisons de croire que Darius était mort), Alexandre leur envoya un membre de sa cour pour leur donner l'assurance que le Grand Roi était toujours en vie et qu'elles conserveraient les privilèges liés à leur rang, ainsi que le titre de princesses du sang. Il ne se montra pas moins magnanime, sept ans plus tard, envers le roi indien Porus, après la bataille de l'Hydaspe. Au terme du combat le plus dur de toute sa carrière, il avait remporté sur Porus une victoire sans équivoque. Lorsque son adversaire vaincu fut conduit devant lui, il demanda à Porus comment il désirait qu'on en usât avec lui. La réponse fut : « Alexandre, traite-moi en roi ! » Alexandre lui rendit aussitôt ses pouvoirs, accrut encore l'étendue de son royaume et considéra que l'amitié entre les deux monarques allait de soi. Cet acte de générosité, résultat d'un calcul savant, eut exactement l'effet qu'il en attendait.

C'est dans sa façon de mettre en scène ces phénomènes naturels et inévitables que sont la maladie et le sommeil qu'Alexandre atteint sans doute le sommet de son art du théâtre. Après avoir été obligé de faire demi-tour en Inde, il fut blessé dans un engagement mineur avec une tribu indienne. La blessure, tout en étant sérieuse, n'était pas mortelle, mais le bruit courut qu'il était mort. L'armée fut en proie à la panique, et il y a de bonnes raisons de croire qu'Alexandre évita délibérément de détromper ses hommes. « Ils avaient l'impression, écrit Arrien, de se trouver à ce moment au milieu de fleuves infranchissables, et, puisqu'ils n'avaient plus Alexandre, ils voyaient des obstacles insurmontables partout » – tout à fait l'état d'esprit que peut souhaiter un général lorsque son armée vient de braver ses ordres. Il ne fit rien pour dissiper, de façon irréfutable, les

frayeurs de ses soldats. Il envoya d'abord dire qu'il était vivant, déclaration qui fut accueillie avec un scepticisme bien naturel. Puis il fit parvenir à l'armée une lettre, où il disait qu'on allait le revoir bientôt. Même alors, « la majorité d'entre eux refusèrent d'y ajouter foi, par excès d'appréhension, et ils pensèrent que la lettre avait été fabriquée par les gardes du corps et les généraux de son entourage ». Finalement, il se fit porter à bord d'un bateau, descendit le fleuve et, arrivé en vue de l'armée, s'exposa aux regards de tous. « Mais eux refusaient encore d'y croire, ayant idée que ce pouvait très bien être le cadavre d'Alexandre qu'on promenait, jusqu'au moment où […] Alexandre leva la main en direction de la foule. Alors, ils se mirent à pousser des exclamations, et les uns tendaient les mains vers le ciel, les autres vers Alexandre ; beaucoup même […] ne pouvaient pas se retenir de pleurer. »

Cette extraordinaire scène de résurrection (il n'est pas étonnant que les anthropologues profanes trouvent dans la légende d'Alexandre une préfiguration de l'histoire du Christ) n'est pas sans analogie avec son comportement avant Gaugamèles. Après avoir fait ses plans et disposé son armée de son mieux, face à la multitude des Perses dont la supériorité était écrasante, il se retira dans sa tente et tomba dans un profond sommeil. « Déjà il faisait jour, raconte Quinte-Curce, et les chefs s'étaient rassemblés pour recevoir ses ordres, surpris du silence inaccoutumé qui régnait autour de sa tente ; car c'était lui qui, d'ordinaire, les faisait appeler, et, parfois, gourmandait leur lenteur. Ils s'étonnaient que la pensée même de cette journée si décisive ne le tînt pas éveillé : ils allaient jusqu'à croire qu'il ne dormait pas, mais était engourdi par la peur. Cependant, aucun des gardes de sa personne n'osait entrer dans sa tente, et pourtant le temps pressait ; et, sans l'ordre du chef, les soldats ne pouvaient ni s'armer ni former leurs rangs. » Enfin, Parménion pénétra sous la tente. Après avoir à plusieurs reprises prononcé le nom du roi sans aucun résultat, il le toucha pour l'éveiller. « Il fait grand jour, lui dit-il, l'armée ennemie s'avance en ordre de bataille, et la tienne attend encore tes ordres pour s'armer. » Alexandre fit immédiatement donner le signal du combat. « Et comme Parménion continuait à s'étonner qu'il eût dormi d'un si tranquille sommeil », Alexandre expliqua qu'il avait été préoccupé tant que Darius refusait la bataille ; maintenant qu'il venait la lui présenter, il se sentait parfaitement à l'aise, car c'était la bataille qu'il voulait. Cela lui permettait d'arriver à une décision, et, bien qu'il n'en dît rien, il était sûr de vaincre.

Le sommeil face au danger, même s'il est feint, est un geste magnifique, bien fait pour rassurer les soldats. Cet épisode, avant Gaugamèles, est un des moments de théâtre les plus sublimes d'Alexandre. Le coup de maître, toutefois, fut la visite au sanctuaire du dieu Ammon à Siouah. Comme l'explique Robin Lane Fox dans l'analyse brillante qu'il consacre à cet épisode dans sa biographie d'Alexandre, le sanctuaire d'Ammon était au confluent de trois civilisations méditerranéennes. Ce fut, à l'origine, la demeure d'un dieu carthaginois, puis celui-ci fut adopté par les Egyptiens, qui firent d'Ammon le père de l'univers. Alexandre, dont sa conquête de l'Egypte avait fait le nouveau pharaon, en visitant Siouah se rendait donc en pèlerinage à la source même de la monarchie pharaonique. Mais il rendait hommage, en même temps, au temple de ses dieux grecs favoris : Hercule, en effet, le héros de la légende, celui-là même que préférait Alexandre, l'y avait précédé, disait-on, pour adorer Ammon que les colons grecs de la région vénéraient comme une manifestation de Zeus, le maître de l'univers dans leur propre panthéon. Aucun Alexandre n'aurait pu souhaiter de totem plus puissant qu'Ammon-Zeus pour en faire rejaillir le prestige sur sa propre personne.

Ce qu'allait dire l'oracle, au moment où Alexandre approcherait de l'endroit où on pouvait l'entendre, était par conséquent d'une importance cruciale pour l'issue de l'épopée. Le long détour nécessité par la consultation de l'oracle (le seul cas analogue, pendant toute l'anabase macédonienne, est le détour effectué pour visiter Troie) ne serait justifié que si Ammon-Zeus prononçait les paroles qu'Alexandre en attendait. En fin de compte, ce fut bien ce qui arriva, et l'oracle tombait si juste que certains ont le mauvais goût de prétendre qu'Alexandre y était pour quelque chose. Cela semble improbable : Alexandre était dévot, et les prêtres ne dépendaient de lui en aucune façon. Si l'on en juge par les récits que nous possédons, le seul souci des uns et des autres semble avoir été de jouer leur rôle comme il convenait : à Alexandre de poser les questions, aux prêtres de veiller à ce qu'Ammon-Zeus lui réponde de la façon habituelle, c'est-à-dire en secouant le sanctuaire portatif dans lequel son oracle résidait. On a dit qu'Alexandre avait demandé s'il conquerrait le monde. Mais ce n'est là qu'une rumeur. Selon notre meilleure source, le chef des prêtres, délibérément ou par lapsus, s'adressa à lui en l'appelant « Fils de Zeus ».

Ce titre a peut-être été entendu par l'entourage d'Alexandre. Il est hors de doute que Callisthène, l'historien attitré du roi, s'en est fait l'écho, et

c’est ainsi que l’armée, qui attendait en Egypte fertile que son chef revînt de son pèlerinage dans le désert, a dû l’apprendre. Il revint « après avoir entendu ce que son cœur désirait », dit Arrien ; mais c’était en même temps une réponse qui a sûrement donné à l’autorité d’Alexandre une dimension nouvelle et grandiose et communiqué à ceux qui le suivaient un enthousiasme capable de surmonter les épreuves qui les attendaient. « Les Grecs étaient d’accord, écrit Robin Lane Fox, pour considérer les rois et les héros de l’épopée homérique comme des enfants de Zeus. » Depuis l’enfance, Alexandre s’était identifié aux héros de *L’Iliade ;* il n’était du reste pas le seul à être fasciné par le poème homérique, qui exerçait sur tous les Grecs une influence profonde. Grâce à son voyage théâtral à Siouah, Alexandre avait donc réussi à établir une relation privilégiée entre le souverain de l’univers et lui-même. « Zeus est le père commun à tous les hommes », aurait déclaré Alexandre selon une légende tardive, « mais les meilleurs d’entre eux sont ceux qu’il choisit pour être plus particulièrement ses enfants ». Lorsqu’il s’agit d’une guerre héroïque, c’est la victoire qui récompense les meilleurs.

Alexandre orateur

Si Alexandre représente un des sommets de l'art théâtral, à un point qui n'a été atteint que par les plus grands acteurs (sans jamais calculer de façon consciente l'effet produit, mais en se laissant emporter par la force de son propre jeu qui déchaînait, du même coup, les émotions de l'auditoire), c'était aussi le plus subtil des orateurs. L'éloquence, dont l'importance sociale, de nos jours, est éclipsée par le savoir-faire étriqué et complexe du causeur télévisuel, avait encore gardé, même à l'âge de l'imprimerie, son pouvoir de remuer les cœurs et d'ébranler les esprits. Deux des plus grands orateurs de l'Histoire, Lincoln et Gladstone, tiraient sans aucun doute une partie de leur puissance du fait que les gravures qui les représentaient et les comptes rendus imprimés de leurs discours avaient familiarisé les foules avec leur aspect extérieur et leur style oratoire. Mais le pouvoir de la parole, dans un monde qui ignorait encore largement l'écriture, est difficile à imaginer de nos jours. L'art de raconter les histoires, de parler en vers, était une vocation dont on pouvait vivre ; *L'Iliade* et *L'Odyssée*, par exemple, furent toutes deux des textes parlés, pendant des siècles, avant d'être fixées par écrit. Elles étaient réellement improvisées devant des auditoires qui devaient être, à la lettre, suspendus aux lèvres du poète. Avant le livre, avant même le théâtre, le don de parler en public, devant une assemblée, dans un style à la fois plein de force et de mesure, était considéré comme semi-divin. A ceux qui ne cherchaient qu'à amuser ou à divertir leurs semblables, il donnait un moyen de gagner leur vie ; à ceux qui détenaient ou briguaient le pouvoir, il permettait d'accroître leur ascendant et leurs ambitions dans des proportions incalculables.

Qu'Alexandre ait possédé, au suprême degré, le talent si envié de l'orateur ne fait aucun doute. Nous ne pouvons, en revanche, que hasarder des hypothèses sur sa façon de le mettre en œuvre. Avant qu'on ait inventé le moyen d'amplifier artificiellement la voix humaine, les orateurs ne

pouvaient se faire entendre d'un auditoire nombreux que s'ils avaient pris leurs précautions à l'avance. L'amphithéâtre grec, taillé dans le revers d'une colline escarpée, était un moyen de permettre à tous les spectateurs non seulement de voir, mais aussi d'entendre. Une masse humaine absorbe et diffuse les sons, et ce d'autant plus qu'elle est plus dense. Il se peut que les armures aient contribué à réfléchir et à répandre la parole, mais ce n'est pas sûr. Il est certain, en tout cas, que même une armée de dimensions relativement modestes, comme celle que commandait Alexandre – cinquante mille hommes – était encore trop nombreuse pour pouvoir l'entendre si le discours était prononcé en terrain plat et découvert. Prenons l'exemple de Lincoln : il s'adressa, à Gettysburg, à un auditoire de quinze mille hommes qui l'entendirent mal. Gladstone n'avait pas de mal à se faire entendre par des foules de cinq à six mille personnes, mais il parlait en général dans un local clos. Sommes-nous en droit de supposer qu'Alexandre prenait la peine de déployer son armée dans une sorte d'amphithéâtre naturel, ou tout au moins au bas d'une colline escarpée, lorsqu'il avait l'intention de prendre la parole ?

Il disposait d'autres moyens pour se faire mieux entendre. Son fameux discours d'Opis, au moment où son autorité subissait une crise, fut prononcé du haut d'une estrade. Avant la bataille d'Issos, il parcourut à cheval le front de son armée : on peut supposer qu'il répéta plusieurs fois le même discours, sans doute bref, à chacun de ses arrêts. Il exhorta ses soldats « à se conduire en braves, appelant par leur nom, suivi des marques de distinction voulues, non seulement les généraux, mais aussi les chefs d'escadron et de bataillon, et, parmi les étrangers mercenaires, ceux qui étaient particulièrement connus du fait de leur rang ou de quelque trait de bravoure ». Il avait sans doute calculé exactement les intervalles (si l'on admet qu'il y avait là peut-être cinquante mille hommes, sur dix rangs de profondeur, dix arrêts suffisaient pour s'adresser, à chaque fois, à cinq mille hommes), et, comme le message était très simple, il a pu être transmis presque simultanément du premier rang au dernier, par une sorte de téléphone arabe qui ne pouvait que souligner l'importance de ce qui était dit. En tout cas, « de tous côtés, ses troupes lui répondirent en criant de les lancer sans plus tarder à l'attaque des ennemis ». Le bruit de tonnerre des acclamations, accompagnant sa chevauchée sur le front des troupes, mettait aussi les soldats dans un état d'esprit propice pour entendre ses paroles d'encouragement. Il lui arrivait de ne s'adresser qu'à un groupe choisi

d'auditeurs. A la veille de Gaugamèles, par exemple, son discours préliminaire d'exhortation était du genre « réservé aux officiers », ce que dans l'armée britannique actuelle on appelle « réunion d'ordres » : les chefs subalternes viennent prendre les consignes du commandant en chef pour les transmettre à leurs unités. Il fit parvenir ensuite un court message, moins important, à chacun des contingents qui composaient son armée. Sans doute pensait-il que les officiers, qui connaissaient leurs hommes, seraient les mieux à même de le faire passer.

Assez souvent, néanmoins, les discours d'Alexandre n'étaient ni courts ni simples. Que disait-il ? Le discours avant la bataille constituait un genre rhétorique bien connu et apprécié dans le monde grec. Les harangues d'Alexandre qui nous sont parvenues (par l'intermédiaire d'Arrien, de Justin et de Diodore de Sicile) reflètent les conventions qui étaient familières à nos auteurs et qu'Alexandre, pensaient-ils, avait sans doute observées. Il est peu probable, en réalité, qu'ils nous aient transmis les paroles mêmes d'Alexandre. Mais ils nous laissent entendre comme un écho de sa voix et, vraisemblablement, la teneur de ses discours.

C'est ainsi qu'à la veille de la bataille du Granique ses exhortations prirent la forme d'un dialogue avec Parménion. Ecartant les conseils de prudence du vieux général et ses mises en garde, tout à fait raisonnables, contre le danger qu'il y avait à traverser un fleuve sous le nez de l'ennemi, Alexandre déclara que le seul avantage des Macédoniens était leur réputation de risque-tout et de férocité. C'était l'audace qui décidait de tout. S'ils se montraient patients comme les Perses, alors ils subiraient le sort des Perses. Tout ce discours pourrait parfaitement tenir en une formule : « La fortune sourit aux audacieux. »

Le discours qu'il prononça avant Issos était beaucoup plus ambitieux : il fit valoir que le terrain donnait l'avantage aux Macédoniens, favorisés en outre par leur supériorité raciale et par les qualités particulières de leurs alliés. Il insista sur leur longue tradition de victoires et sur les succès remportés par leurs prédécesseurs en Perse, les Dix Mille de Xénophon. Il employa enfin l'argument bien connu « cet effort sera le dernier » :

> Ce sont des Macédoniens qui vont en venir aux mains avec des Perses, vivant depuis longtemps dans le luxe, tandis que les Macédoniens sont depuis longtemps déjà rompus aux dangers, au milieu des fatigues de la guerre ; ce sera surtout la lutte des esclaves contre des hommes libres. Et, dans la mesure où des Grecs seront en face d'autres Grecs (les mercenaires de Darius), ils ne combattront pas pour le même enjeu : ceux du camp de Darius vont risquer leur vie pour un salaire, et même pas un bon salaire ; ceux de notre

> camp vont défendre la Grèce en volontaires ; pour ce qui est des Barbares, nous allons mettre en ligne des Thraces, des Péoniens, des Illyriens, des Agrianes, les peuples les plus robustes et les plus belliqueux d'Europe, contre les races les plus indolentes et les plus efféminées d'Asie ; en outre, c'est Alexandre qui commande, contre Darius.

Le défi, purement personnel, était d'une extrême arrogance : suivez-moi – et rappelez-vous comment j'ai su, dans le passé, vous conduire à la victoire – contre *lui*, le méprisable Darius, avec ses favoris hautains, mais incapables, et le triomphe est assuré. Dénudez vos poitrines, imposez silence à vos frayeurs, n'hésitez pas à braver le froid de l'acier, et votre récompense sera l'Asie tout entière. Vous avez su le faire – « il leur rappela les prouesses qu'ils avaient déjà brillamment accomplies […], et si tel ou tel en particulier avait accompli un acte de bravoure d'un mérite exceptionnel, il citait son nom, après avoir rappelé son acte » –, vous saurez le refaire. Après quoi, « ils n'auraient rien d'autre à faire […] que de régner sur l'Asie tout entière et mettre un terme à leurs nombreuses fatigues ». Il n'y a pas lieu de s'étonner si « eux, de tous côtés, venaient presser les mains de leur roi et, avec des acclamations enthousiastes, lui demandaient instamment de les conduire tout de suite au combat ».

Mais Alexandre l'orateur n'était pas à l'abri des échecs. Sur l'Hyphase (l'actuelle Bias, affluent de l'un des cinq fleuves du Pendjab), qui devait marquer la limite extrême de sa pénétration en Inde, il invoqua tous les arguments qui lui venaient à l'esprit : il passa en revue les victoires remportées en commun, la volonté de résistance de l'ennemi qui allait sans cesse en décroissant, il affirma qu'il suffisait d'un dernier effort insignifiant pour achever la conquête du monde connu, il fit miroiter la surabondance de richesses qui devait échoir à chacun d'entre eux – « Par Zeus, je ne vais pas vous rassasier des biens que chacun de vous espère, je vais vous en inonder » – et, pour finir, souligna la honte qu'il y aurait à faire demi-tour, alors que la victoire finale était à leur portée : « Ceux qui resteront sur place, j'en ferai un objet d'envie pour les partants. »

Mais ses arguments furent battus en brèche par Coenos, le porte-parole de l'armée, qui, dès ses premiers mots, obtint l'assentiment chaleureux de l'auditoire. On peut considérer la retraite qui fut décidée ce jour-là comme la seule véritable défaite d'Alexandre, d'autant plus cuisante qu'elle lui fut infligée par ses propres hommes. Pourtant, tout en se rendant compte, inévitablement, que l'ascendant qu'il avait sur l'armée s'était ressenti de ce revers, il n'avait pas perdu sa confiance en lui-même. Deux ans plus tard, à

Opis, en Mésopotamie, il dut à nouveau affronter un début de mutinerie ; mais, cette fois, sa langue dorée d'orateur sut trouver les formules qui lui avaient fait défaut dans le Pendjab.

Il est vrai que l'obstacle à surmonter était d'une nature différente. En Inde, c'était l'armée qui voulait partir et lui qui souhaitait rester. A Opis, il cherchait à se débarrasser d'une partie de son armée, les vétérans trouble-fête qui l'avaient suivi depuis le début. Eux, de leur côté, cherchaient à tourner toute l'armée contre lui plutôt que de supporter la honte d'être licenciés. Il essaya de dorer la pilule : ceux qui allaient être renvoyés dans leurs foyers seraient généreusement indemnisés. Mais la tentative de corruption – Alexandre était passé maître dans l'art de la corruption – cette fois ne servit à rien. Ses vieux lions lui jetèrent ses offres à la face, criant que puisqu'il voulait leur départ il n'avait qu'à démobiliser l'armée tout entière et le mettant au défi de poursuivre le combat avec son père, le dieu Ammon-Zeus.

L'effet de cette insolence fut instantané. Dans un accès de fureur incontrôlée très rare chez lui, Alexandre désigna treize des vétérans afin qu'ils soient exécutés sur-le-champ. On devait « immédiatement les conduire à la mort ». Il sauta en bas de la tribune pour montrer les victimes à son entourage. Pendant que la foule, frappée de stupeur, regardait partir les condamnés, il remonta sur le podium et se lança dans une harangue peut-être sans égale dans l'histoire de la démagogie nationaliste. C'est à coup sûr l'un des sommets du théâtre politique. Le premier thème qu'il exploita fut celui de la dette qu'ils avaient contractée à l'égard de son père :

> Philippe donc, vous ayant trouvés errants, indigents, la plupart vêtus de peaux de bêtes, et faisant paître sur les pentes des montagnes de maigres troupeaux pour lesquels vous livriez aux Illyriens, aux Triballes et aux Thraces frontaliers des combats malheureux, Philippe, dis-je, vous a donné des chlamydes à porter, à la place de vos peaux de bêtes, vous a fait descendre des montagnes dans les plaines et vous a rendus capables de combattre avec succès contre les Barbares du voisinage, au point qu'aujourd'hui, pour votre sécurité, vous vous fiez moins à la position forte de vos bourgs qu'à votre propre courage ; il a fait de vous des habitants des cités, vous permettant de vivre dans l'ordre, grâce à de bonnes lois et à de bonnes coutumes.

Il poursuivit en disant que les tribus qui jadis les dominaient étaient devenues leurs sujettes et qu'à travers leur territoire Philippe leur avait ouvert la route de la Grèce. C'est par là qu'il conduisit les Macédoniens à la victoire contre Athènes et Thèbes – la victoire du faible sur le fort, que rien, dans le cours antérieur de l'histoire grecque, ne permettait de prévoir.

Cela même, pourtant, était peu de chose comparé à l'entreprise de portée mondiale qui était celle d'Alexandre : « J'ai hérité de mon père quelques coupes d'or et d'argent », et plus de dettes qu'il n'y avait d'argent dans le trésor. Il avait réussi, en empruntant, à mettre son armée sur le pied de guerre puis l'avait menée dans une campagne de conquête sans précédent. Il avait franchi la mer malgré la supériorité navale des Perses, s'était emparé de l'Asie Mineure et des villes phéniciennes. « Toutes les ressources de Cyrène et d'Egypte, que je me suis procurées sans coup férir, sont devenues vôtres. »

La Syrie, la Palestine, la Mésopotamie, les trésors des capitales de l'empire et les richesses de l'Inde occidentale, tout cela était devenu propriété de la Macédoine. Ce n'était pas là une vérité abstraite : ses hommes savaient qu'il ne vivait pas mieux qu'eux, qu'il se levait plus tôt, se fatiguait davantage et essuyait plus de blessures qu'aucun d'entre eux :

> Il n'y a pas une partie de mon corps, du moins par-devant, qui soit restée sans blessure, et il n'y a pas une arme, de main ou de jet, dont je ne porte les marques sur ma personne : j'ai été blessé par le glaive, au corps à corps, j'ai reçu des flèches, j'ai été touché par les projectiles des engins de guerre, j'ai reçu maintes fois des pierres, des coups de massue, tout cela pour vous, pour votre gloire, pour votre richesse.

Il avait annulé leurs dettes, les avait comblés de récompenses et de distinctions, il avait enterré leurs morts, pourvu aux besoins des familles privées de leur chef. Et maintenant, parce qu'il souhaitait rapatrier ceux qui étaient devenus impropres à la guerre (formule bien tournée, qui servait à masquer des motivations plus complexes), ils voulaient tous le quitter. Eh bien, puisque c'était ainsi :

> Allez-vous-en tous et, de retour au pays, faites savoir que votre roi, cet Alexandre qui a vaincu les Perses, les Mèdes, les Bactriens (suivait une longue liste de ses victoires, des épreuves traversées et des exploits accomplis) […] faites savoir, dis-je, que cet Alexandre, vous l'avez abandonné, et que vous êtes partis en le laissant sous la garde des Barbares vaincus. Et soyez sûrs, en annonçant cela, que les hommes célébreront votre gloire et les dieux votre piété. Allez-vous-en !

Ce discours plein de superbe, qui congédiait l'armée, n'était que le premier acte d'un drame qui devait durer trois jours. Sautant à bas de la tribune, Alexandre retourna dans ses appartements, où il s'enferma. Au bout de trois jours de réclusion, il annonça que les commandements dans l'armée seraient répartis entre les Perses qu'il avait pris à son service, que ces Perses feraient partie de la garde royale, et que certains d'entre eux

recevraient même le titre de Compagnons – le plus envié parmi les Macédoniens, à cause des relations privilégiées qu'il impliquait avec la dynastie régnante. Ses vieux fidèles, qui étaient restés à l'attendre autour de la tribune depuis son départ, furent alors incapables de se contenir. Ils coururent à sa porte, jetèrent leurs armes, supplièrent qu'on les laissât entrer et crièrent qu'ils resteraient sur place, nuit et jour, « à moins qu'Alexandre ne se laisse en quelque façon apitoyer par eux ».

Alexandre alors se laissa fléchir, versa des larmes lorsqu'ils éclatèrent en sanglots et autorisa, suprême concession, ceux d'entre eux qui se plaignaient de ne pouvoir l'embrasser comme le faisaient les Perses, à l'embrasser aussi.

Le droit d'embrasser le roi était exclusivement réservé à ses proches parents. En acceptant de se laisser embrasser par les Perses – la fameuse *proskynesis* des cérémonies de la cour de Perse –, il avait donc délibérément offensé les Macédoniens du rang. Il effaçait maintenant cette offense en étendant à tous le droit de l'embrasser. Puis, pour sceller l'union entre les nouveaux membres de sa famille, qui venaient d'horizons si différents, il donna l'ordre de préparer un banquet. Il fit asseoir les Macédoniens et les Perses autour de lui, en ayant soin de donner aux premiers les places d'honneur et d'installer les Perses au-dessous d'eux. Il leur fit tous boire du vin du même cratère, leur fit faire des libations aux mêmes dieux, « pour obtenir, entre autres biens, la concorde et la bonne entente dans l'exercice du pouvoir entre Macédoniens et Perses. On dit que le nombre des participants à ce banquet atteignait neuf mille, et [que tous ensemble] ils entonnèrent le péan ».

Alexandre sur le champ de bataille

Chez Alexandre, l'exercice du pouvoir royal, le commandement de l'armée, le recrutement et la gestion de l'état-major, la perfection de l'art théâtral, la maîtrise de l'éloquence, tout ne vise qu'à un seul but : la victoire. Chacun de ces savoir-faire n'est qu'un élément de l'édifice complexe qui constitue sa personnalité et fait de lui un chef de guerre accompli. Cela n'explique pas, toutefois, de quelle manière les talents d'Alexandre l'aidaient à assurer son empire sur les soldats et sa supériorité sur l'ennemi.

Sa routine quotidienne, qu'il ne modifiait jamais, même à la veille des batailles, était d'une importance cruciale : elle avait pour objet de rassurer ses subordonnés, en leur montrant que les mécanismes du pouvoir étaient bien en place et fonctionnaient normalement. Il se levait tôt, après avoir dormi seul ; sa vie sexuelle est une véritable obsession chez ses biographes, mais tous tombent d'accord pour conclure que, hétéro ou homosexuelle, elle ne jouait à ses yeux qu'un rôle secondaire. Il se maria, il est vrai, mais c'était pour des raisons d'Etat, et il n'y eut aucune grande passion, aucune Olympias, dans sa vie.

Dès son lever, il célébrait un sacrifice, offrant aux dieux la chair et le sang des animaux ; lui seul, en tant que leur roi, pouvait présider à cette cérémonie au nom des Macédoniens. Puis il réglait sans doute les affaires du jour : il recevait ses généraux et les dignitaires de l'Etat, levait des impôts, en distribuait le produit sous la forme de traitements, pourvoyait aux dépenses de l'intendance et de la cour, nommait ou révoquait ses officiers. Il arrêtait enfin, après discussion, les mouvements de l'armée et la stratégie de la campagne en cours. A midi il s'accordait une courte sieste, puis se consacrait aux rites et aux plaisirs de la chasse. A cheval, avec ses chiens, il traquait le cerf, le mouflon sauvage, le loup, l'ours, ou, lorsqu'il en trouvait, le lion de montagne. Il s'exerçait aussi au maniement d'armes, épée, lance et bouclier, en affrontant ses Compagnons. Contrairement à la plupart des Grecs, Alexandre n'aimait guère les concours d'athlétisme, à l'exception de la lutte.

Plus tard dans la journée venait l'heure du bain (mais il s'était déjà baigné le matin en se levant). Après la bataille d'Issos, il se dirigea droit vers la somptueuse baignoire impériale que Darius transportait avec son palais itinérant. Enfin, point culminant de la journée, arrivait le dîner, qu'il prenait avec ses Compagnons. Dîner avec ses amis était une chose importante pour tous les Grecs de la classe supérieure ; pour le héros, c'était un moment essentiel de sa vie, consacré au plaisir et à la détente. On jouait de la lyre, on chantait, on récitait des vers, mais en même temps le cénacle était une arène où la personnalité de chacun était mise à l'épreuve : on rivalisait d'esprit, on faisait assaut de vantardises, on échangeait des propos provocants, on faisait et défaisait les réputations, on se lançait des défis. Il y avait des soirées plus calmes, où l'on se bornait à passer en revue les nouvelles du jour et à essayer de prévoir l'avenir. Mais parfois la sauvagerie l'emportait : la conversation tournait à la querelle, celle-ci dégénérait en

violence, et la violence pouvait conduire au meurtre. Alexandre, bien entendu, était l'arbitre de ces soirées : c'était lui qui donnait le ton, qui faisait respecter les bienséances. Toutefois, lorsque la boisson coulait à flots, lorsque l'odeur du sang était dans l'air, comme cette nuit terrible où Alexandre se rua sur Clitus, le dîner prenait un tour tout autre : chacun alors était obligé de se souvenir qu'il appartenait à une société gouvernée par ses passions et que celles-ci débouchaient sur la mort.

C'est à l'issue de soirées comme celles-ci qu'Alexandre se préparait au combat. Au moment d'affronter l'ennemi, il revêtait un costume spécial et particulièrement voyant. Les chefs militaires des époques plus tardives (Frédéric le Grand, Napoléon devenu empereur – mais ce n'était pas le cas lorsqu'il était encore un jeune général qui avait sa réputation à faire –, Wellington, Grant) affecteront au contraire de passer inaperçus. C'est que leur style de commandement est fondé sur une gestion prudente et réfléchie plutôt que sur l'héroïsme ; ils « conduisent » leurs troupes, mais de l'arrière. Alexandre, lui, les conduit au sens propre du terme : il faut donc qu'on puisse le voir et le reconnaître instantanément, et il s'habille en conséquence. « Il portait, nous dit Quinte-Curce, un casque élégamment panaché des deux côtés duquel pendaient de longues plumes d'une blancheur éblouissante, une cuirasse d'étoffe de lin double. Le casque était, il est vrai, de simple fer, mais tel en était le poli qu'il avait le lustre de l'argent […]. Son hausse-col, également de fer, était semé de pierres précieuses ; son épée aiguisée et trempée avec une force extraordinaire […] était légère et facile à manier. Par-dessus cette armure, il jetait quelquefois un manteau militaire auquel on donnait alors le nom de sicilien. » Il portait, en outre, un magnifique manteau, et les écuyers qui l'accompagnaient transportaient habituellement l'armure sacrée qu'il avait prise dans le temple d'Athéna à Troie, et qui était censée dater de la guerre gréco-troyenne.

Aussi ne pouvait-on confondre Alexandre avec personne d'autre, d'autant plus qu'il changeait de cheval pour enfourcher le fameux Bucéphale. Mais, naturellement, il ne combattait pas toujours à cheval. Ce fut le cas lors des trois grandes batailles contre les Perses, celles du Granique, d'Issos, de Gaugamèles, dans la mesure où il affrontait la cavalerie ennemie. En ce qui concerne les premiers combats, moins importants, sur la frontière septentrionale de la Macédoine, il n'est pas certain qu'il fût monté. Pendant les sièges, il était toujours à pied, pour

conduire ses hommes là où aucun cheval ne pouvait aller et pour partager avec eux les travaux de siège : d'où la fréquence des blessures reçues par Alexandre pendant les sièges.

L'histoire de ses blessures est une sorte de compte rendu sténographique de sa manière de commander. Nous avons gardé la trace de huit blessures, quatre légères, trois sérieuses et une presque mortelle. Deux des blessures légères datent de la fin de l'épopée et sont dues toutes deux à des flèches reçues pendant des opérations de siège. L'une comme l'autre auraient pu être graves, puisque la guerre de siège, de par sa nature même, implique le combat rapproché. Deux des blessures plus anciennes, également reçues pendant des sièges, étaient sérieuses. La dernière a bien failli le tuer.

Vers la fin de sa carrière militaire, Alexandre était, comme il le rappela, pour leur faire honte, aux mutins d'Opis, littéralement couvert de cicatrices de ses anciennes blessures. Nous pouvons aujourd'hui établir presque exactement la nature de chaque blessure ; à vrai dire, son histoire traumatique est, de tous les aspects de sa vie personnelle, celui que nous connaissons le mieux. Il avait été frappé, dit-il à Opis, par presque tous les types d'arme existants : l'épée, la lance, le javelot, la flèche, les projectiles de catapultes. Il ne semble pas qu'il ait été touché à Chéronée : nous en aurions certainement eu un écho. Il fut légèrement blessé lors d'une des premières batailles dans les Balkans, mais non lors de la prise de Thèbes (où Perdiccas, l'un des plus proches parmi les Compagnons, fut si grièvement atteint), ni même au Granique, où pourtant il courut de gros risques : un Perse nommé Roesacès lui donna un coup de glaive sur la tête, qui emporta une partie de son casque. Il fut blessé une seconde fois à Issos, d'un coup d'épée qui lui traversa la cuisse mais ne l'empêcha pas de visiter les blessés les plus atteints tout de suite après la fin du combat.

Après cela, les blessures tombent dru comme grêle. Au cours du siège de Gaza, à l'automne 332, il fut touché à l'épaule par un coup de catapulte (sans doute un trait de grande dimension), qui traversa à la fois son bouclier et le rembourrage de sa cuirasse : « on soigna sa blessure, non sans mal ». En 329, au cours d'une campagne contre les tribus montagnardes du nord de l'Afghanistan, sur les bords de l'Iaxarte, il fut « atteint d'une flèche qui lui traversa entièrement la jambe et brisa une partie du péroné ». Plus tard, la même année, tandis qu'il assiégeait, dans la même région, la ville de

Cyropolis, il fut « violemment frappé d'une pierre à la tête et au cou ». En 326, pendant qu'il faisait le siège d'une ville près de l'Indus, il fut légèrement blessé par une flèche : « la cuirasse avait empêché la flèche de traverser l'épaule de part en part ». Peu de temps après, au cours d'un autre siège, « il poussa jusqu'au rempart, d'où une flèche l'atteignit à la cheville, ne le blessant que légèrement ».

Au fur et à mesure qu'Alexandre mène son armée vers les limites du monde connu, les blessures qu'il reçoit se font de plus en plus fréquentes, ce qui indique, de sa part, une témérité croissante dans la conduite des opérations et laisse présager comme très probable l'éventualité d'une blessure grave (la flèche qui lui avait percé la jambe avait déjà causé de sérieux dégâts). C'est à Multan, au début de 325, que le calcul des probabilités eut raison de lui. Multan, qui devait subir, deux mille deux cents ans plus tard, un assaut furieux des Britanniques au cours des guerres contre les Sikhs, était une ville quasi imprenable, entourée par une double ceinture de tours et de remparts. Voyant avec impatience la lenteur de ses ingénieurs, qui entament méthodiquement les opérations du siège, Alexandre se met à la tête d'un petit groupe d'assaut et monte à l'attaque de la citadelle intérieure. Il arrive au sommet du rempart, se trouve coupé des siens et obligé de se battre pour survivre. Trop exposé sur la crête du mur, il saute à l'intérieur de la citadelle, s'adosse au mur de boue, près d'un petit figuier, et se défend, avec son épée, contre des assaillants dont le nombre grossit sans cesse. Pendant quelque temps, il tient bon, faisant alterner les coups d'épée avec les jets de pierres. Les assaillants, intimidés par sa bravoure furieuse, se retirent à bonne distance, et lui tirent dessus « avec les projectiles qu'ils avaient ou qu'ils trouvaient en cette circonstance ». Trois soldats de son groupe d'assaut sautent à terre pour le rejoindre. L'un d'eux est tué d'une flèche à la figure. Peu de temps après, Alexandre à son tour est atteint d'une flèche. Elle « traversa la cuirasse et pénétra dans la poitrine, au-dessus du sein, de sorte que, d'après Ptolémée, […] il sortait en même temps de la blessure de l'air et du sang ». Ce genre de « blessure-ventouse » est extrêmement sérieuse. Alexandre parvient à résister quelque temps, mais « comme le sang s'échappait en abondance, vu qu'il sortait en même temps que l'air expiré, il fut pris de vertiges et de faiblesses et s'affaissa sur place, lui et son bouclier penchés l'un contre l'autre ».

Le roi fut sauvé d'une mort imminente par l'assaut frénétique de ses soldats. Ils massacrèrent tous les Indiens qui se trouvaient à portée de leur

épée et réussirent à emporter leur chef blessé sur un bouclier. Mais sa vie ne tenait toujours qu'à un fil. La flèche s'était logée dans le poumon, et son extraction risquait de le tuer. Se borna-t-on à l'arracher purement et simplement, ou la blessure fut-elle d'abord incisée avec une épée ? Nous ne le savons pas (Arrien cite deux versions contradictoires) ; en tout cas, la chirurgie fut des plus primitives. Le résultat fut « une abondante hémorragie », pendant qu'Alexandre s'évanouissait à nouveau.

Il eut de la chance. Aucun vaisseau sanguin important n'avait été touché, et la plaie ne s'infecta pas. Mais il lui fallut du temps pour guérir, et la blessure entraîna des incapacités physiques définitives. « Il ne s'en remit jamais, souligne Robin Lane Fox. Il fut handicapé jusqu'à la fin de sa vie, au point que pour marcher, sans même parler de combattre, il lui fallait déployer un extrême courage. Jamais plus, après Multan, s'il faut en croire nos sources, il ne s'expose avec la même bravoure dans le combat. Il est vrai que les sièges de cette dernière période ne sont plus décrits en détail, mais chaque fois qu'il est fait mention d'Alexandre, il voyage presque toujours à cheval, en char ou en bateau. Il lui fallut apprendre à s'accommoder de la douleur de cette ancienne blessure, et peut-être aussi de la gêne causée par la perforation de sa jambe. »

L'histoire de ses blessures semble indiquer que, avec le temps, Alexandre, de plus en plus, se jette à corps perdu dans la bataille, comme si sa fièvre de conquête augmentait avec les difficultés. Car celles-ci allaient croissant. Rien de tel pour réussir que le succès, dit-on. C'est vrai, sans doute, tant que les objectifs que l'on se fixe ne sortent pas du système de valeurs d'une société donnée. Or, Alexandre ne borne pas le champ de ses victoires à la Macédoine : il s'attaque d'abord au monde grec dans son ensemble, puis à l'Empire perse (qui constitue, à lui seul, une mosaïque de civilisations), enfin aux royaumes lointains de l'Inde. Aux obstacles engendrés par la diversité des cultures s'ajoutaient ceux, purement matériels, que doit affronter une armée de plus en plus éloignée de ses bases. Car les forces d'Alexandre, ne l'oublions pas, sont essentiellement constituées de Macédoniens, du début jusqu'à la fin. Elles comprenaient, dès le départ, des contingents alliés et des mercenaires, elles furent accrues, par la suite, par un substantiel apport perse. Mais le noyau reste macédonien ; il faut le renforcer, le relever, le remplacer, conformément à des normes militaires qui ne varient pas. Les hommes étaient tués, ou tombaient malades, et il fallait alors les laisser en arrière ; ils exigeaient, et

obtenaient, des permissions, ils devenaient inaptes au service en raison de leur âge ou d'une incapacité physique. A deux reprises au moins, Alexandre renvoya dans leurs foyers d'importants contingents : après le Granique, en 334, lorsqu'il accorda une permission en Macédoine à tous les hommes qui s'étaient mariés juste avant le départ, et à son retour d'Inde, lorsque, arrivé en Perse, il voulut licencier ses vétérans, ce qui provoqua la mutinerie d'Opis en 324. Il reçut en revanche des renforts considérables, sans parler des hommes revenant de permission, à Gordion en 333, à Suse en 331 et à Jhelum, en Inde, en 326.

L'acheminement de ces contingents, fort importants, depuis leurs bases en Macédoine jusqu'au théâtre d'opérations représente, à lui seul, un extraordinaire exploit d'organisation. Mais il n'avait besoin de le répéter que de temps en temps, et c'était une épreuve bien moins redoutable que celle qui consistait à approvisionner, jour après jour, l'armée en nourriture pour les hommes et en fourrage pour les animaux. Tout espoir d'y arriver par une série de points de réapprovisionnement, échelonnés entre la Grèce et le théâtre d'opérations, devait être écarté d'emblée comme impraticable. Comme Donald Engels l'a démontré dans son ouvrage brillant et entièrement original, *Logistics of the Macedonian Army*[4], les animaux de transport auraient consommé leur propre chargement bien avant d'être arrivés sur le terrain, puisque la charge maximale qu'un bœuf était capable de porter ou de tirer n'assurait que huit jours de sa propre consommation en grains. Le même espace de temps limitait la distance à partir de laquelle Alexandre pouvait s'approvisionner dans un port, lorsque, comme cela lui arriva souvent, il dépendait exclusivement de ses lignes de communication maritimes. La plupart du temps, toutefois, il était hors de portée des navires comme de ses bases macédoniennes, et il dut improviser l'intendance en marchant. Il y parvint par un système d'expédients qui impliquait « une incroyable planification à court et à long terme. Pour atteindre son but, il contractait des alliances qui lui permettaient d'installer des garnisons ou d'exiger des otages, garantissant ainsi l'installation de dépôts dans des régions désertes […], il divisait l'armée en plusieurs corps, lorsqu'il prévoyait que les vivres seraient rares, ordonnait des marches forcées pour économiser ses réserves et synchronisait sa progression avec les dates de récolte dans les régions conquises ».

Alexandre réussit à réduire au minimum les problèmes d'approvisionnement en appliquant sans faiblesse les règles inventées par

Philippe. Contrairement aux Grecs (et à d'autres armées efféminées, vouées à la défaite face à des troupes plus endurcies), les Macédoniens étaient entraînés à porter eux-mêmes tout ce qui leur était nécessaire et à voyager sans domestiques, ni femmes, ni aucun de ces non-combattants qui auraient augmenté, sans nécessité, le nombre des « bouches inutiles ». Le nombre des animaux se trouvait réduit en conséquence, puisqu'ils n'avaient à transporter que les charges trop volumineuses pour être fractionnées entre les combattants : essentiellement l'équipement de siège, le fourrage et les armes de rechange.

Mais l'effort qu'il devait faire pour entraîner son armée en avant, pour vaincre les résistances nées de la peur et de l'incertitude du lendemain, ainsi que les obstacles purement physiques qu'il devait surmonter soumettaient visiblement à des épreuves de plus en plus rudes la vigueur morale d'Alexandre. « En cas de poursuite prolongée, a écrit le général A. P. Wavell, la mobilité dépend principalement de la volonté personnelle et de la résolution du commandant en chef, qui est seul en mesure de préserver l'élan de ses troupes. » L'anabase d'Alexandre équivaut à une campagne de poursuite ininterrompue, alimentée par une dépense encore plus considérable de volonté personnelle : la gravité et la fréquence croissantes de ses blessures en sont le symptôme. A l'inverse de Napoléon, qui évita de s'exposer dès que le succès lui permit de déléguer des commandements à ses subordonnés, ou de César, qui ne risquait sa personne qu'à l'occasion de crises décisives, ou des généraux de l'époque posthéroïque, qui rejetaient tout recours au spectaculaire, Alexandre, s'il voulait poursuivre son épopée, était de plus en plus obligé de payer de sa personne, au fur et à mesure que les dangers et les difficultés augmentaient. En ce sens, Alexandre est le héros insurpassable. Rien n'est plus révélateur de l'intensité de cet effort héroïque que son comportement personnel sur le champ de bataille.

Les batailles d'Alexandre peuvent être classées en quatre groupes : les expéditions punitives des Balkans, avant son départ pour l'Asie ; les batailles livrées en Perse même, ou, après la défaite de Darius, à ses frontières orientales ; les sièges ; et les trois batailles majeures, (le Granique, Issos et Gaugamèles), qui lui permirent d'abattre Darius. Nous savons trop peu de choses des batailles du second groupe, excepté celle de l'Hydaspe, pour qu'elles puissent nous éclairer beaucoup sur les méthodes de commandement d'Alexandre. Le premier groupe est intéressant en tant qu'exemple de la façon dont Alexandre expérimentait différentes

techniques. Les sièges nous en disent long sur sa conception du risque, des dangers auxquels le chef doit s'exposer, de l'exemple qu'il doit donner à ses troupes et sur son infatigable dépense d'énergie. Le quatrième groupe fait la preuve du génie qui lui assure la victoire. Examinons, tour à tour, les trois groupes cités en dernier.

Les batailles des Balkans

Elles furent livrées contre des ennemis (les Triballes, les Thraces, et les Celtes) qui étaient plus irritants que dangereux. Jadis, avant l'ascension de la Macédoine, ils avaient opprimé les ancêtres d'Alexandre et leur avaient extorqué un tribut. Ils n'en avaient plus la force, mais ils étaient encore capables de l'inquiéter suffisamment sur ses arrières pour qu'il fût indispensable de les soumettre avant de risquer un départ pour l'Asie. Il était peu probable, cependant, étant donné leur affaiblissement, qu'ils se laissent acculer dans des situations où ils seraient obligés de livrer bataille. Il était nécessaire, par conséquent, de les prendre au dépourvu, une des parties les plus difficiles de l'art de la guerre. Les éléments indispensables pour y parvenir étaient la rapidité, la ruse et l'aptitude à exploiter l'inattendu.

Alexandre affronta d'abord les Thraces qui occupaient alors les montagnes du sud de la Bulgarie actuelle. La configuration de la région lui fit choisir le défilé de Chipka comme point de pénétration dans leur pays. La géographie, bien entendu, ne change pas, et c'est dans ce même défilé que les Turcs, qui venaient de la direction opposée, cherchèrent en 1877 à bloquer la progression des Russes en direction de Plevna assiégée. Les Thraces, informés des intentions d'Alexandre, avaient bloqué le défilé avec des chariots ; s'il persistait à les attaquer, ils devaient les précipiter dans la pente, écrasant les rangs serrés de la phalange.

Alexandre procéda à une reconnaissance sommaire de la situation, ce que les officiers d'état-major modernes appelleraient une « estimation », et les officiers de l'état-major prussien qui devaient inventer le terme, une *Lagebeurteilung*. Toute possibilité de « tourner » la position étant éliminée, il lança la phalange en avant, mais en donnant à ses hoplites la consigne d'ouvrir un passage sur la trajectoire des chariots, une fois qu'ils dévaleraient la pente, ou, si c'était impossible, de se jeter à terre en se protégeant de leur bouclier. Il ne prit pas lui-même la tête de l'offensive,

comme il l'aurait peut-être fait plus tard, mais resta à l'arrière pour observer. Dès qu'il fut sûr que la phalange avait survécu à l'assaut des chariots (la comparaison avec Roland à Roncevaux vient inévitablement à l'esprit), il envoya ses archers à l'aile gauche et emmena ses « troupes de choc », les gardes à pied et les Agrianes à demi barbares, à leur suite. Le déploiement des archers (dont les volées ne dépassaient guère deux cents mètres) nous révèle qu'il devait se tenir tout près de la phalange pendant l'attaque, sinon il n'en serait pas venu au corps à corps avec les Thraces avant qu'ils aient abandonné leurs positions. En fin de compte, ils rompirent le contact trop tôt et furent rattrapés par les Macédoniens, plus puissamment armés : « Ils avaient jeté leurs armes chacun comme cela lui allait le mieux et avaient fui de l'autre côté de la montagne. » (On peut supposer qu'il s'agit de l'autre versant du défilé.)

Mille cinq cents hommes furent tués. Ils avaient commis une erreur fatale, que bien des montagnards après eux, et cela dans le monde entier, étaient destinés à refaire : celle qui consiste à croire, alors qu'on se trouve en face de militaires professionnels tout à fait résolus, qu'il suffira d'améliorer quelque peu les obstacles naturels de sa terre natale pour pouvoir défier l'envahisseur sans courir soi-même aucun risque. D'après ses réactions au cours des années qui suivront, nous pouvons deviner le calcul d'Alexandre : puisqu'ils essaient de fortifier leurs positions, c'est qu'ils n'ont pas envie de combattre, et le contact physique devrait suffire pour obtenir une déroute complète. Telle fut, en tout cas, sa manière de raisonner lors des batailles ultérieures : tout ouvrage défensif improvisé sur le terrain l'incitait à redoubler d'audace, et il dirigeait l'offensive sur le point précis où l'adversaire avait accumulé le plus de défenses.

Avec les Triballes, contre lesquels il marcha ensuite, il dut affronter un ennemi plus coriace. Leur roi, Syrmos, avait mis les femmes et les enfants de la tribu en sûreté sur une île au milieu du Danube, puis était revenu sur ses pas, avec ses guerriers, et avait pris position sur les arrières d'Alexandre. Celui-ci les suivit, les surprit en train d'établir leur camp dans une étroite vallée et improvisa sur-le-champ un plan de bataille : il consistait à se servir des archers et des frondeurs pour provoquer l'adversaire au combat, pendant qu'il postait sa cavalerie sur les flancs droit et gauche et occupait le centre avec son infanterie qu'il commandait lui-même. Le plan réussit à la perfection, comme à la parade. Les volées de flèches et de balles de fronde qu'ils recevaient poussèrent les Triballes à

quitter le refuge du vallon. Ils furent alors pris en tenaille entre l'infanterie et la cavalerie (celle-ci continua à leur décocher des flèches tant qu'elle ne fut pas assez près pour les renverser avec ses chevaux) et s'enfuirent vers le fleuve. Un certain nombre parvint à échapper aux poursuivants dans les forêts avoisinantes, mais trois mille hommes furent tués. Les pertes d'Alexandre étaient insignifiantes en comparaison – comme c'est habituellement le cas dans un combat à l'arme blanche, lorsqu'un des adversaires lâche pied tout d'un coup.

Le troisième engagement de sa campagne dans les Balkans est une expérience de guerre psychologique. Les débris des Thraces et des Triballes s'étaient réfugiés, avec les femmes et les enfants triballes, sur l'île située au milieu du Danube. Alexandre ne put y débarquer, tant les rives étaient escarpées. Il décida alors de traverser le fleuve pour terroriser les Gètes, une de ces tribus remuantes du Nord, qui habitait sur l'autre rive. Il fut rejoint par une petite partie de sa flotte, venue de la mer Noire, mais les navires étaient trop peu nombreux pour transporter son armée au-delà du Danube, « le plus grand des fleuves d'Europe ». Il improvisa des radeaux, en faisant bourrer les peaux qui servaient de tentes avec de la paille, et réquisitionna, en outre, un grand nombre d'embarcations locales, creusées dans un seul tronc d'arbre. Il choisit de débarquer dans un champ de blé dense et fit bivouaquer ses hommes (mille cinq cents cavaliers, quatre mille fantassins) au milieu des épis, où ils passèrent la nuit. Au matin, ils quittèrent leur cachette, et il les conduisit à l'attaque des Gètes. Ceux-ci furent terrifiés en le voyant apparaître, car ils ne croyaient pas qu'il fût possible de traverser le Danube en une seule nuit sans y jeter de pont. Ils se réfugièrent d'abord dans une ville voisine, médiocrement fortifiée, puis l'abandonnèrent en voyant qu'il poussait son attaque et finalement s'enfuirent dans le désert qui s'étendait au-delà de la ville. Alexandre la détruisit et retourna à son camp. Il avait obtenu ce qu'il voulait. A bien des égards, cette opération annonce la traversée de la Meuse à Sedan par les Allemands, le 13 mai 1940. Le succès est assuré si l'ennemi se fie imprudemment à la force naturelle de ses positions défensives, s'il néglige de surveiller les points vulnérables de celles-ci, et si ses réactions manquent de résolution une fois que l'assaillant a établi une tête de pont. La traversée de la Meuse fut, comme chacun sait, le prélude au Blitzkrieg en France. Mais il n'y avait rien, au sud du Danube, qui justifiât un Blitzkrieg d'Alexandre, et c'est pourquoi il fit demi-tour et quitta ses rives.

L’expédition punitive n’était pas encore terminée pour autant, et elle devait s’achever sur l’un des combats les plus difficiles qu’Alexandre eût livrés jusque-là. Le coup de main sur le Danube avait incité les voisins des Triballes à assurer précipitamment Alexandre de leur bonne conduite à l’avenir. D’autres peuples, plus éloignés, en particulier les redoutables Illyriens du Nord-Ouest, qui habitaient le territoire de l’Albanie actuelle et ses abords, semblent, au contraire, avoir été poussés par les nouvelles de l’expédition à contester le droit qu’avait Alexandre d’imposer la paix macédonienne. Les raids de pillage qu’ils dirigeaient contre la Macédoine étaient tout récents encore, puisqu’ils dataient du règne de Philippe ; au cours d’une bataille, qui ne remontait qu’à vingt-cinq ans, ils avaient tué quatre mille Macédoniens. Alexandre fut obligé, en conséquence, de les attaquer immédiatement, de changer son axe d’opérations de la droite vers la gauche, au terme de quatre mois de campagne dont il avait sans doute espéré qu’elle serait décisive, et se diriger vers leur territoire à marches forcées. Le roi des Agrianes lui promit de se charger lui-même d’une des tribus illyriennes. Ainsi, Alexandre put concentrer ses forces contre la plus menaçante de celles qui restaient, une tribu appelée les Dardaniens.

Sa première rencontre avec l’ennemi faillit bien tourner au désastre. Les Dardaniens se retirèrent en hâte dans la ville de Pellion (actuelle Korçë), laissant derrière eux les restes macabres de trois garçonnets, trois fillettes et trois béliers qu’ils avaient sacrifiés, preuve de l’intention qu’ils avaient d’abord eue de se battre avant d’être surpris par la rapidité de l’attaque. Mais Alexandre se trouva, presque aussitôt, pris entre deux feux. Une troisième tribu, les Taulanties, que les Agrianes, alliés d’Alexandre, n’avaient pas réussi à immobiliser, apparut soudain sur ses arrières.

La décision la plus sage aurait été de battre en retraite, d’autant plus qu’il était maintenant à court de vivres. Cette campagne prolongée avait épuisé les stocks qu’il avait constitués au départ, son armée n’avait rien laissé de comestible dans les campagnes voisines, et ses hommes, ainsi que ses animaux, avaient faim. Ce fut une solution que néanmoins il écarta. Au lieu de se retirer, il envoya une partie de ses troupes en fourrageurs, pour moissonner le blé et faire paître les chevaux dans une riche région agricole située à quelque distance de là ; il attendrait, pour son prochain mouvement, que ses troupes fussent rassasiées. Le chef des Taulanties monta une embuscade pour surprendre les troupes parties au ravitaillement à leur

retour. Mais Alexandre vit le danger et le délogea à la suite d'une rapide attaque de ses forces d'élite qu'il conduisit lui-même.

Son armée était enfin nourrie, mais elle était toujours encerclée par les troupes adverses qui tenaient des positions imprenables : la ville fortifiée en avant, une montagne à l'arrière. Bon gré mal gré, il fallait rompre le contact s'il ne voulait pas se retrouver, sous peu, à court de vivres. Par ailleurs, sa réputation ne survivrait pas à une fuite précipitée ou à un sauve-qui-peut. Il fallait donc battre en retraite tout en combattant, l'opération la plus difficile de tout l'art de la guerre. Il examina les lignes de retraite qui s'offraient à lui et, comme il devait le faire si souvent par la suite, opta pour le terrain le plus difficile. Son calcul est clair : l'ennemi, qui s'attendait à un choix inverse, serait pris au dépourvu, et le temps qu'il mettrait à réagir permettrait à Alexandre de reprendre l'initiative. Et il était précisément en train de devenir un maître dans l'art d'exploiter l'initiative.

L'itinéraire qu'il choisit pour s'échapper empruntait la Passe du Loup : c'était un défilé, entouré de hauteurs, où coulait la petite rivière qui arrosait Pellion. Pour mieux cacher ses intentions, il commença par ranger son armée, forte de vingt-cinq mille hommes, comme pour la passer en revue, et « lui fit prendre ainsi en peu de temps diverses formations ». Les Illyriens ont peut-être cru qu'ils assistaient à une cérémonie quelconque. En réalité, Alexandre disposait ses troupes en vue de rompre l'encerclement. Lorsque, soudain, il lâcha contre eux les hoplites de la phalange, armés de lances, les adversaires qui se trouvaient en première ligne prirent la fuite, abandonnant les obstacles naturels qu'ils étaient censés défendre. Alors Alexandre ordonna à son armée « de faire du bruit en frappant les lances contre les boucliers » et de pousser le cri de guerre des Macédoniens, *Alalalai*, un hululement poussé du fond de la gorge qui engendra de nouveau la panique chez l'ennemi et dégagea d'autant son chemin.

L'armée approchait maintenant de la Passe du Loup : elle ne redoutait plus d'attaque sur ses flancs, mais sa ligne de retraite était toujours bloquée par l'ennemi qui tenait le col à l'endroit où la passe se rétrécissait. Lorsqu'on fait la guerre en pays montagneux, la règle est de toujours s'emparer des hauteurs. Nous ne savons pas si Alexandre l'avait apprise de quelqu'un ou s'il l'avait comprise d'instinct. Le fait est, en tout cas, qu'il agit comme s'il la connaissait : pour s'ouvrir un chemin, il emmena un détachement mixte de cavalerie et d'infanterie à l'assaut d'une pente escarpée, sur la rive, tout en donnant l'ordre au reste de l'armée de traverser

la rivière, en profitant de la confusion. Une fois que le gros de l'armée eut établi une tête de pont, les archers et les engins de siège, faisant demi-tour, dirigèrent leur tir vers la rive qu'ils venaient de quitter. Protégé par cette pluie de projectiles, le détachement mixte de fantassins et de cavaliers réussit à rompre le contact, traversa à son tour la rivière et rejoignit le gros de la troupe.

Cette brillante opération combinée, associant de façon parfaite les différentes armes pour obtenir un effet de choc appuyé par un tir nourri, ne s'arrêta pas là. Une fois de plus, ses adversaires firent une erreur de jugement et s'imaginèrent qu'il allait se relâcher, tout heureux de s'en être tiré à si bon compte. Il avait dû, en outre, abandonner ses équipages dans la zone qu'ils tenaient toujours. Ils se dédommagèrent de leurs efforts passés en se relâchant à l'excès : ils ne prirent même pas la peine de poster des sentinelles, ni de fortifier leurs positions, et abandonnèrent la formation de combat. Informé de leur négligence, Alexandre retraversa la rivière trois jours plus tard, à la faveur de l'obscurité, avec sa force de frappe favorite : les gardes du corps à pied, les Agrianes, et les archers. Il attaqua le camp ennemi par surprise et fut le premier surpris par le succès de l'opération ; sur quoi, il contremanda le reste de l'armée auquel il avait laissé l'ordre de le suivre. Les Dardaniens et les Taulanties s'éparpillèrent dans les collines, après avoir incendié Pellion : ils laissaient Alexandre reprendre ses équipages et rehaussaient encore la victoire de leur adversaire, qui avait si brillamment évité un désastre imminent, en étalant ignominieusement leur propre ineptie. Il ne leur restait plus d'autre solution, sur le plan politique, que de faire la paix, plus tard, aux termes de leur vainqueur.

Quel enseignement peut-on tirer de ces cinq mois de campagne en coup de vent, dans les montagnes des Balkans ? Alexandre ne manquait pas d'atouts : une superbe armée de métier, des objectifs bien définis, des adversaires divisés. Eux aussi, pourtant, avaient des atouts : ils connaissaient le terrain à la perfection, ils s'approvisionnaient sans difficulté, ils savaient, enfin, qu'ils disposaient de plus de temps qu'Alexandre et qu'ils avaient moins à perdre que lui. Pourtant, ils avaient gaspillé leurs atouts, tandis qu'il utilisait les siens au mieux. La grande faiblesse, en effet, des guerriers montagnards (ils en ont accumulé des preuves tout au long des siècles qui séparent l'époque d'Alexandre de la nôtre, en des lieux aussi éloignés les uns des autres que le comté d'Inverness et l'Afghanistan), est de surestimer les difficultés que les

sommets et les cols de leur pays natal pourraient présenter pour des étrangers au pied lourd, mais disciplinés. Il arrive bien, de temps en temps, que les étrangers s'y brûlent les doigts : c'est ce qui est arrivé à Charlemagne dans les Pyrénées en 778, aux Britanniques à Gandamak en 1842, aux Italiens à Adoua en 1896 et aux Espagnols à Anual en 1921. Au bout du compte, néanmoins, c'est presque toujours l'entraînement militaire et le matériel lourd qui l'emportent, impitoyablement. A ces « facteurs opérant en permanence », comme on les appelle dans le jargon militaire soviétique, Alexandre ajoutait des variables purement personnelles : une audace vraiment extraordinaire, la souplesse de l'intelligence et la rapidité de décision. D'où lui venait cette tendance à choisir la solution la plus difficile en apparence comme étant aussi la plus avantageuse ? Il nous est impossible de le deviner. C'était peut-être affaire de tempérament, peut-être d'intuition, ou bien un principe d'origine intellectuelle ; il peut également être arrivé à cette conclusion en observant son père, qui avait lui-même un fort penchant pour la charge de cavalerie, tête baissée et les éperons dans le ventre de sa monture, lorsqu'il s'agissait de venir à bout d'un obstacle. Peu importe ici la réponse. Ce qu'il faut en retenir, pour comprendre sa stratégie ultérieure, c'est qu'Alexandre préférait régulièrement les solutions les plus difficiles. S'il avait la preuve que l'adversaire avait cherché à renforcer les obstacles déjà existants (en choisissant une position naturellement fortifiée), il en concluait que sa volonté de résister était chancelante. Lorsque, de surcroît, il s'apercevait que l'adversaire avait renchéri sur la nature (en fortifiant artificiellement une position déjà forte, ou en disposant des obstacles), alors sa conviction était faite : c'était là, précisément, qu'il fallait attaquer, car c'était là que l'ennemi était le plus vulnérable, en termes psychiques, sinon en termes matériels. Il n'est peut-être pas exagéré de dire qu'Alexandre, qui ne disposait pourtant pas de la théorie d'Adler, avait inventé le complexe d'infériorité ; son exploitation était au cœur de sa philosophie de la guerre.

Les sièges

La guerre de siège, jusqu'à l'apparition des armes à feu à tir rapide, a toujours été considérée (et à juste titre) comme la plus dangereuse des opérations militaires. En fait, nous pouvons maintenant, avec le recul, comprendre la tragédie de la Première Guerre mondiale : elle résulte de la

coïncidence entre la pratique de la guerre de siège et la prolifération des armes à tir rapide, survenue si soudainement que les milieux militaires d'Occident n'eurent pas le temps de s'en apercevoir, ni à plus forte raison d'en tirer les conclusions qui s'imposaient.

La guerre de siège dans l'Antiquité était dangereuse pour trois raisons : elle obligeait au combat rapproché, c'est-à-dire celui où les armes mues par la force musculaire étaient le plus efficaces ; les assiégeants, de manière tout aussi inévitable, étaient contraints de s'exposer en prenant de grands risques ; enfin, les sièges prenaient beaucoup de temps. Les effets des deux premiers facteurs pouvaient être réduits en organisant des contre-feux et en improvisant des abris pour les assiégeants : tours, remparts, toits portatifs. Mais rien, à part l'épidémie, la trahison ou l'effondrement de la volonté de résistance, ne pouvait abréger la durée « naturelle » d'un siège – si par naturelle on veut dire qu'elle était fonction des investissements effectués précédemment, donc du volume et de la complexité des ouvrages défensifs. Vauban, le grand spécialiste des sièges, sous Louis XIV, se vantait de pouvoir calculer à un jour près la date à laquelle une citadelle serait prise. Aucune certitude de ce genre n'était possible à l'époque où l'artillerie n'existait pas encore, puisque la résistance intrinsèque de la maçonnerie l'emportait de beaucoup sur la puissance destructrice de l'énergie humaine, qu'elle fût stockée sous la forme des machines de siège à torsion, ou dépensée en actionnant la pelle et la pioche. En conséquence, l'art du siège passait avant tout par le terrassement, activité épuisante et dangereuse en elle-même, rendue plus dangereuse encore par les projectiles de toutes sortes.

Alexandre a dirigé plus de vingt sièges, à notre connaissance, et d'autres encore, probablement, qui n'ont pas été relatés par ses historiens : Thèbes (335), Milet et Halicarnasse, toutes deux en Asie Mineure (334), Tyr et Gaza, sur la côte orientale de la Méditerranée (332), six sièges environ dans le nord-est de la Perse (329), le Roc-de-Sogdiane et le Rocher de Choriénès (328), une forteresse des Aspasiens, Ora, et le rocher d'Aornos, tous situés dans la haute vallée de l'Indus (327-326), Sangala, ville inconnue appartenant aux Malles, et Multan, tous situés dans le Pakistan actuel (326), et trois villes sous l'influence des Brahmanes, dans la région du bas Indus (325). Néanmoins, comme la guerre de siège est, par nature, stéréotypée (il n'y a que deux façons de prendre une ville : faire, à loisir, le siège de ses remparts, ou les escalader sans réfléchir), trois de ces

sièges seulement méritent qu'on s'y arrête : ceux de Thèbes, de Tyr et de Multan.

Celui de Thèbes est important parce que ce fut le premier siège d'Alexandre, et qu'il lui a probablement fait comprendre une vérité essentielle. Il n'avait pas voulu ce siège. C'est en octobre 335, alors qu'il se trouvait sur la frontière balkanique, qu'il apprit la révolte de Thèbes où les Macédoniens avaient installé une garnison depuis que la ville avait accepté, en 338[5], l'hégémonie de Philippe. Le soulèvement eut lieu à peu près en même temps que l'insurrection victorieuse des Illyriens. Mais ce léger décalage suffit à Alexandre : en treize jours, parcourant à marches forcées près de quatre cents kilomètres, il réussit à atteindre la cité avant que la révolte se fût étendue à la Grèce. Il se trouva devant un casse-tête militaire : une partie des Thébains se montrèrent aussitôt prêts à conclure la paix. Mais ce n'était pas le cas des partisans de la guerre : ils avaient entouré la citadelle, qui était l'élément le plus solide des fortifications, d'une double palissade. Celle-ci était peut-être disposée de manière à encercler complètement la citadelle, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des remparts de la ville ; peut-être était-elle disposée, tout simplement, à l'extérieur de ces remparts. Quoi qu'il en soit, la seule manière pour Alexandre d'établir le contact avec la garnison macédonienne de la citadelle était de percer ces fortifications temporaires.

Il décida de temporiser, dans l'espoir que le parti de la paix l'emporterait. Mais Perdiccas, un de ses lieutenants, placé aux avant-postes, et qui était de caractère emporté, résolut de forcer la décision. Il enfonça la première palissade et se trouva bientôt dans une situation telle qu'Alexandre fut forcé d'ordonner un assaut général. Assiégeants et assiégés prenaient, tour à tour, l'avantage dans l'étroite zone de combat, resserrée entre les palissades et les remparts, mais finalement la victoire revint à Alexandre. Pris de panique, les Thébains se réfugièrent dans la cité mais ne réussirent pas à fermer les portes derrière eux. La garnison fit alors une sortie et se joignit aux Macédoniens qui s'engouffraient à travers les portes abandonnées. Très vite, un épouvantable massacre commença, dans la cité comme à l'extérieur, car de nombreux Thébains cherchaient à s'enfuir dans la campagne.

Ce massacre, perpétré dans une ville qui avait jadis été une des premières cités grecques sur le plan militaire, et ne le cédait qu'à Athènes sur le plan culturel, frappa de terreur le reste de la Confédération

hellénique. Athènes, en particulier, qui avait un parti de la guerre proche de celui de Thèbes, pour écarter le courroux prévisible d'Alexandre, fit, en son honneur, l'équivalent diplomatique d'une prosternation. Tous les autres Etats, à l'exception naturellement de Sparte, l'intransigeante amie des Perses, se montrèrent tout aussi conciliants. Or, Alexandre n'avait pas voulu ce massacre : sa première réaction, nous l'avons vu, avait été de chercher l'apaisement. Il n'en avait pas moins appris une vérité profondément troublante : la terreur était payante. Il n'était pas responsable des atrocités qui avaient fait couler le sang dans les caniveaux de Thèbes et les avaient remplis de cadavres de bébés. Mais ces atrocités lui avaient valu la soumission des Grecs, d'une façon impérieuse et sans appel ; jamais aucune diplomatie, aucune menace militaire n'auraient pu parvenir au même résultat.

Il peut avoir tiré du siège non seulement des leçons stratégiques, mais aussi tactiques : tout comme dans la guerre en rase campagne, l'audace était payante lorsqu'il s'agissait de prendre une ville. Perdiccas, qui, dès qu'il fut remis de la grave blessure reçue à l'intérieur des palissades thébaines, devint l'un des principaux lieutenants d'Alexandre en Asie, avait abrégé ce qui risquait de se transformer en un face-à-face long et coûteux, en cédant, en somme, à un coup de sang. En le voyant ainsi s'exposer au danger, les Macédoniens qui l'entouraient s'étaient enflammés comme lui, et la ville était tombée, non à la suite d'un déploiement de technique fastidieuse, mais devant un véritable déferlement de la soif de carnage. Il n'est pas impossible qu'Alexandre se soit souvenu de Perdiccas, dix ans plus tard, et quatre mille kilomètres plus loin, tandis que ses Macédoniens, devenus prudents, faisaient traîner les opérations en longueur, devant les remparts de brique et de boue de Multan, dans le Pendjab.

Tyr, la ville qu'il dut assiéger dans la période chargée qui s'écoule entre sa victoire initiale sur Darius, à Issos, et l'apogée triomphal de Gaugamèles, ne fit jamais mine de vouloir succomber à un coup de fureur, et Alexandre n'y pensa pas un instant. Encore habitée de nos jours, théâtre de quelques-uns des combats les plus sanglants de la tragédie libanaise au cours des dix dernières années, Tyr était importante à cause de ses deux ports situés au large de la ville, sur l'île de la Nouvelle-Tyr : c'est là qu'était ancrée une des escadres les plus puissantes de la Perse. Alexandre ne pouvait poursuivre sa marche le long de la côte vers l'Egypte en laissant derrière lui une pareille menace contre ses bases. Les Perses pouvaient, en s'appuyant

sur Tyr, coordonner leurs opérations pour s'emparer de la Méditerranée orientale et de la mer Egée, voire même rallumer la guerre en Grèce.

Mais, comme dit Arrien, « de fait, le siège de Tyr apparaissait comme demandant un gros effort » – merveilleuse formule qui pourrait avoir été employée lors de la campagne de MacArthur dans le Pacifique, ou celle de Margaret Thatcher dans les Malouines. Et, de plus, absolument exacte : la Nouvelle-Tyr se trouvait à mille mètres du rivage, sur une île rocheuse, était entourée par des remparts de quarante-cinq mètres de haut, et défendue par une garnison qui comptait peut-être 15 000 guerriers « exceptionnellement braves et entraînés » ; elle était, en outre, abondamment pourvue de vivres. Elle ne risquait donc guère de succomber à la trahison, à la famine, à une épidémie, ou à un débarquement amphibie. Alexandre arriva rapidement lui-même à cette conclusion et décida d'adopter une solution typiquement alexandrine : modifier la topographie.

De nos jours, Tyr est rattachée à la côte par un isthme. La base en est constituée par la digue, large de soixante mètres, que les Macédoniens commencèrent à construire, sous la direction de leur roi, en janvier 332. Ils « apportaient beaucoup d'ardeur à l'ouvrage », nous dit Arrien, mais il faut dire qu'Alexandre y veillait personnellement. « Alexandre, présent en personne, dirigeait lui-même chaque tranche de travaux et tantôt encourageait les travailleurs par ses paroles, tantôt même allégeait par des primes la fatigue de ceux qui faisaient preuve d'un mérite exceptionnel. » La description pourrait convenir à Vauban, qui fut non seulement le plus grand des ingénieurs de siège, mais encore un maître de la psychologie du siège. La contradiction inhérente aux opérations de siège, que Vauban connaissait fort bien et qu'Arrien indique succinctement, est que les hommes placés en première ligne doivent être « équipés proprement pour le travail plus que pour le combat ». Mener un siège consiste à faire un travail de terrassier sous le feu adverse. Pas question d'armure : les corps demi-nus et couverts de sueur sont exposés aux coups de l'ennemi, à portée de ses armes. Il faut manier la pelle et la pioche, alors qu'on se trouve tout près de soldats équipés d'armes tranchantes et lançant des projectiles divers. En de telles circonstances, il ne suffit pas que le chef donne l'exemple. Il faut soudoyer les combattants, les récompenser pour qu'ils acceptent de courir le risque. Alexandre, qui prenait les mêmes risques que les plus hardis de ses soldats, leur donnait en même temps de l'argent et les récompensait, comme devaient le faire, par la suite, les plus habiles preneurs de forteresses.

Il improvisait également des parades à toutes les ruses, à toutes les inventions des Tyriens, « gens exceptionnellement braves et habiles » (l'appréciation est de N. G. L. Hammond, qui a lui-même fait campagne dans ces régions). Ils s'obstinaient, en effet, à retarder les progrès inexorables des ouvrages entrepris par les Macédoniens. Ils essayèrent de lancer un brûlot ; la manœuvre réussit, puisqu'il mit le feu aux deux tours de siège – les plus hautes, semble-t-il, qu'on ait jamais construites – qu'Alexandre avait fait placer « à l'extrémité de la jetée, à l'endroit où ils l'avaient avancée le plus loin dans la mer ». Lorsque Alexandre rassembla une flotte, les Tyriens firent sortir leurs vaisseaux pour livrer bataille et ne battirent en retraite que lorsqu'ils furent irrémédiablement écrasés sous le nombre. Ils l'empêchèrent d'élargir le front d'attaque contre les remparts (il avait fait monter des béliers sur ses navires) en lui opposant leurs propres navires cuirassés pour couler les siens. Ils construisirent des tours et des catapultes pour neutraliser celles des Macédoniens. Ils effectuèrent, avec succès, une sortie navale qu'ils avaient préparée dans un de leurs deux ports, cachés derrière un écran de voiles, pour couler une partie de la flotte macédonienne.

Pour finir, en juillet 332, après quelques mois d'efforts incessants, Alexandre réussit à pratiquer une brèche dans les fortifications de Tyr. Il synchronisa l'assaut avec plusieurs opérations de diversion menées en d'autres points du périmètre défensif, fit jeter des passerelles à partir des navires d'assaut et déversa ses troupes dans la brèche. Puis ce fut le massacre. Quelque huit mille Tyriens périrent pendant le siège ; la plupart furent sans doute mis à mort de sang-froid, puisque les pertes macédoniennes ne dépassèrent pas quatre cents hommes au total. Les trente mille survivants furent vendus comme esclaves.

Tyr avait donné l'occasion à Alexandre de se perfectionner dans l'art du siège, qu'il avait commencé à pratiquer à Milet et à Halicarnasse. Il emmena avec lui son équipement de siège à travers toute l'Asie (mais peut-être ne s'agissait-il que des éléments métalliques : les pièces de bois pouvaient toujours être fabriquées sur place). Cependant, au fur et à mesure qu'il s'acheminait vers l'apogée de son anabase, l'armée montrait de plus en plus de réticence à le suivre jusqu'au bout du monde, le caractère d'Alexandre se détériorait, et il avait de moins en moins la patience de mener un siège en règle. Devant les rochers de Choriénès et d'Aornos (327-326), situés l'un dans l'Afghanistan actuel, l'autre à proximité, il entreprit

des terrassements semblables à ceux des Romains, quatre cents ans plus tard, devant Masada. Mais lorsqu'il fut en Inde proprement dite (326-325), sa tactique de siège devint expéditive et éminemment personnelle. A Sangala, il abrège un siège en règle, qui ne faisait que commencer, par un assaut sanglant. Devant « la ville des Malles », il se lance lui-même à l'attaque des remparts, sans autre forme de procès ; ses soldats le suivent, il apparaît « brusquement dans les engagements, une fois ici, une fois là ». Enfin, à Multan, il essaie pratiquement de prendre la ville à lui seul. C'est ainsi qu'il reçoit la blessure qui faillit lui être fatale.

Comment en est-il arrivé à frôler la mort de si près ? La question mérite qu'on s'y arrête. Cela s'explique en partie par le fait qu'il était, stratégiquement parlant, en équilibre instable – ce que Montgomery aimait appeler « être pris à contre-pied ». Lorsqu'il commença à descendre le fleuve de l'Hydaspe (l'actuel Jhelum), il ne s'attendait pas à rencontrer de résistance. Il s'agissait, dans son esprit, d'un voyage d'exploration, première étape de son retour en Occident. Ce fut donc une surprise désagréable d'apprendre que les Malles, qui contrôlaient le cours inférieur du fleuve, entendaient s'opposer à son passage. En d'autres temps, il aurait, sans perdre son sang-froid, improvisé une parade efficace. Mais il était alors en proie au trouble et à la frustration. S'il descendait le Jhelum, c'était parce que ses soldats avaient refusé de le suivre « jusqu'aux extrémités de la terre », contrecarrant ainsi le *pothos* (désir passionné) qui était un des ressorts essentiels de sa personnalité.

C'est pourquoi, lorsqu'il se trouva devant les remparts de Multan, il n'était pas d'humeur à mener un siège en règle (qui ne présentait aucune difficulté, puisque son équipement de siège pouvait être transporté à pied d'œuvre grâce au fleuve), ni à attendre pour l'escalade des remparts. Il mena en personne, sur-le-champ, un premier assaut contre les remparts extérieurs, puis un second contre la citadelle intérieure où les Malles s'étaient réfugiés. Le gros des Macédoniens le suivait, mais de loin, certains munis d'échelles, d'autres non, parce que la plupart croyaient, semble-t-il, que la ville était déjà prise. Lorsqu'ils découvrirent leur erreur, ils se lancèrent à l'attaque en désordre, les uns cherchant à miner le rempart, les autres disposant des échelles contre la muraille, là où c'était possible.

C'est alors qu'Alexandre perdit patience. « Comme ceux qui portaient les échelles d'assaut lui semblaient prendre leur temps », il en saisit une de ses propres mains, l'appliqua contre la muraille et, se protégeant la tête de

son bouclier, commença à monter. Juste sur ses talons, venaient Peucestas, Compagnon depuis l'enfance, portant une partie de l'armure sacrée d'Athéna prise comme trophée à Troie, et Léonnatos, le chef des gardes du corps. Tous deux, sans aucun doute, étaient terrifiés à l'idée des risques auxquels s'exposait Alexandre. Lui, au contraire, était presque dans un état de folie furieuse. Lorsqu'il fut aux créneaux, il s'en prit aux Indiens qui se trouvaient là, repoussant les uns de son bouclier, tuant les autres à coups d'épée. Puis il attendit que son armée vînt le rejoindre.

Ses soldats étaient si impatients d'arriver jusqu'à lui (c'est une situation qu'on aurait pu proposer comme thème d'exercice aux élèves officiers d'une école militaire) qu'ils se précipitèrent sur la même échelle. Surchargée, elle se brisa, faisant tomber ceux qui étaient déjà au sommet sur ceux qui se trouvaient en bas, et empêchant quiconque de venir au secours d'Alexandre. Lui, cependant, « bien reconnaissable par l'éclat de ses armes et ce trait de folle audace », servait maintenant de cible aux archers qui se trouvaient tout près. Il ne pouvait rester où il était. Il ne voulait pas non plus sauter en arrière pour se mettre en sûreté. Il sauta donc à l'intérieur de la citadelle et se mit à exterminer les Indiens à coups d'épée, comme Gulliver au milieu des Lilliputiens.

Nous connaissons la suite. Il fut bien près d'être tué, fut arraché à la mort alors qu'il en était presque à son dernier souffle et ne fut plus jamais le même homme après cette bataille. Mais la terreur que cet exploit inspira à son armée entraîna, nous l'avons vu, une recrudescence du « culte d'Alexandre », qui atteignit alors des sommets inégalés, du moins selon nos sources. Il prit soin d'effectuer une résurrection théâtrale, selon un étrange rituel, et réussit de cette façon à réconcilier ses « vieux » soldats (les Macédoniens) avec les « nouveaux » (les Perses). Jamais il n'y serait parvenu avec des méthodes plus orthodoxes. Comme on le voit, l'extraordinaire talent qu'il avait de faire tourner n'importe quel événement imprévu, ou presque, à son avantage, n'avait nullement souffert de cette aventure.

Les grandes batailles

Les sièges d'Alexandre sont, pour nous, pleins d'enseignements, car ils nous montrent, de l'intérieur, ce qu'est le style héroïque de commandement : le chef doit donner l'exemple, prendre des risques, il

s'engage de tout son corps, avec passion. Mais il n'y a pas de doute que l'expérience fut très formatrice pour Alexandre également. Halicarnasse, Tyr, Gaza sont autant d'étapes de l'apprentissage qui devait le préparer à l'affrontement suprême avec Darius et qui avait commencé modestement avec les combats dans les Balkans, contre les Thraces et les Illyriens, en 335.

Ni les escarmouches de montagne ni la guerre de siège ne peuvent cependant se substituer, de ce point de vue, à l'épreuve que constitue le commandement au cours d'une bataille rangée. C'est en rase campagne, lorsque les armées se heurtent face à face, aux prises avec la triple et redoutable unité de temps, de lieu et d'action, que les capacités réelles d'un homme subissent l'épreuve suprême. C'est là qu'on jugera son aptitude à prévoir, sa souplesse, sa rapidité de raisonnement, sa patience, sa perception de l'espace, sa façon de ménager ou de prodiguer, selon le cas, les ressources dont il dispose, son courage physique et sa force morale. C'est une épreuve qui peut briser un chef de guerre, quel qu'il soit : il n'est peut-être pas de destin plus terrible que celui du général vaincu, qui doit finir misérablement le reste de ses jours, avec, sur la conscience, le poids d'une vie gâchée. Pour le chef héroïque, l'épreuve est destructrice dans le sens le plus littéral. Savoir quand, et comment, risquer sa vie, implique, en effet, une extrême étroitesse de choix, entre la mort et le triomphe.

Les trois batailles rangées décisives d'Alexandre (décisives parce qu'elles concernaient toutes trois le problème central, qui était de vaincre l'Empire perse) se présentèrent dans un ordre extraordinairement favorable pour le jeune général. Il put livrer la première, celle du Granique, à la périphérie de l'empire, et en l'absence de Darius dont la présence aurait pu galvaniser ses sujets au point de leur donner la victoire. A Issos, il combattait à armes égales un adversaire dont il avait pris la mesure. A Gaugamèles, bien qu'affrontant un ennemi très supérieur en nombre, il avait l'immense avantage d'avoir déjà fait fuir ignominieusement du champ de bataille le roi qu'il combattait. S'il avait dû affronter, au Granique, un Darius qui n'aurait pas encore été ébranlé psychologiquement, à la tête d'une armée plus nombreuse que la sienne, son anabase se serait peut-être achevée là.

Pourtant, s'il est incontestable qu'Alexandre a abordé chacune de ces batailles avec une grande confiance en soi, qui n'a fait que s'accroître, ce ne

fut pas le seul élément de ses victoires : elles s'expliquent également par une technique intégrée de commandement. En quoi consistait-elle ?

Elle se composait, pour l'essentiel, de deux éléments : en premier lieu, Alexandre était persuadé que, s'il savait lire correctement les symptômes, l'ennemi lui révélerait, malgré lui, l'endroit où il redoutait le plus d'être attaqué, trahissant ainsi une vulnérabilité psychologique plus importante que n'importe quelle faiblesse matérielle plus ou moins imaginaire. En second lieu, il était bien décidé à prendre en personne la tête de l'offensive décisive dirigée sur ce point.

On discerne clairement ces deux éléments dans la façon dont il dirige la bataille du Granique. Parménion, nous le savons déjà, s'efforça de le convaincre d'ajourner la bataille. Ils arrivèrent au plus tôt vers le milieu de la journée (c'était la fin mai ou le début juin 334), après avoir couvert soixante-cinq kilomètres en trois jours, depuis qu'ils avaient débarqué à Abydos, plus à l'ouest. Parménion n'aimait guère la perspective d'avoir à traverser un cours d'eau face à un ennemi déjà rangé en bataille sur l'autre rive. Il craignait que l'armée perde sa cohésion en traversant ce cours d'eau rapide. Par-dessus tout, il se méfiait de la topographie. Il souligna que, dans le fleuve, il y avait beaucoup d'« endroits profonds ». « Tu peux te rendre compte que les rives elles-mêmes sont très élevées et à pic. »

Alexandre n'avait pas pu ne pas s'en apercevoir. Et cela lui avait livré une information à laquelle il tenait beaucoup : pour briser l'offensive ennemie, les généraux perses se fiaient davantage aux accidents de terrain qu'à leurs propres talents ou à leur habileté tactique. Dix ans plus tard, à Opis, il rappelait aux Macédoniens rebelles que son père leur avait appris à se fier « moins à la position forte de [leurs] bourgs qu'à [leur] propre courage ». En changeant ainsi d'attitude, ils étaient devenus « capables de combattre avec succès » leurs voisins hostiles. Si les Macédoniens avaient assimilé la leçon, Alexandre l'avait plus encore assimilée, lui qui l'avait apprise directement de son père. Il balaya les objections de Parménion de façon catégorique, et, détail significatif, il le fit en termes topographiques : « J'aurais honte, après avoir franchi facilement l'Hellespont, de voir ce petit cours d'eau nous empêcher de le traverser. »

De peur que le moindre retard incite les Perses à interpréter ainsi son attitude, il donna immédiatement l'ordre d'attaquer, alors que l'armée se trouvait encore en ordre de marche. La phalange était déjà en formation de combat, et il la conduisit jusqu'au bord du fleuve. Il envoya Parménion à

l'aile gauche avec une partie de la cavalerie ; lui-même prit position à l'aile droite avec le reste. Il laissa les Perses contempler un moment l'armée macédonienne prête au combat. Les Perses, qui avaient laissé leur infanterie en seconde ligne, sur une crête qui se trouvait à l'arrière, massèrent leur cavalerie face à l'endroit où l'on pouvait voir Alexandre dans son magnifique costume de bataille.

Que voyait Alexandre lui-même ? Pendant un moment, il laissa ses troupes à l'arrêt, peut-être parce qu'il attendait que la poussière, soulevée par quarante mille hommes, cavaliers et fantassins, retombe, sans doute aussi pour laisser la crainte s'installer dans les cœurs de la cavalerie ennemie. Forte de vingt mille hommes, elle était étirée sur un front de mille huit cents mètres environ, donc sur dix rangs de profondeur. Si elle était rangée en ordre serré, chaque file de chevaux devait occuper un espace de trente mètres, de la tête du premier cheval jusqu'à la queue du dernier. Seuls les cavaliers du premier rang pouvaient apercevoir autre chose que leurs voisins immédiats. Alexandre, au contraire, pouvait voir l'ensemble de la cavalerie adverse ; il pouvait même peut-être, là où il se trouvait, observer ce qui se passait sur le flanc le plus éloigné de la ligne perse.

Etait-il à l'affût d'un frisson dans les rangs ennemis ? Les chevaux connaissent la peur et sont particulièrement sensibles à la crainte qu'éprouvent leurs cavaliers. Ce fut peut-être une légère ondulation, signe d'indécision ou d'un découragement momentané, qui précipita l'ordre d'attaquer. Quoi qu'il en soit, à un moment donné Alexandre « bondit à cheval » (un page devait tenir Bucéphale par la bride) en appelant son entourage à le suivre et ordonna à un rideau de tirailleurs, ainsi qu'à la cavalerie légère des Péoniens, de le précéder. Il pénétra dans le fleuve à leur suite.

Quelques secondes plus tard (le cours d'eau n'est large que de trente mètres), la bataille commençait. Elle se décompose en quatre phases : premier contact, combat de cavalerie, offensive à l'infanterie et massacre final.

Les deux armées entrèrent en contact sous une pluie de javelots lancés par les Perses qui se trouvaient en surplomb. Les troupes légères des Grecs qui obliquaient vers leur droite, dans le sens du courant[6], se trouvèrent dans une mauvaise passe et durent reculer lorsqu'elles eurent atteint l'autre rive où les cavaliers perses commençaient à s'entasser.

C’est alors qu’Alexandre intervint. Placé en tête du premier rang de la cavalerie lourde, qui menait l’attaque, « il chargea […] au plus épais de la cavalerie ennemie, là où les généraux perses s’étaient placés ». Comme ses propres soldats poussaient, derrière lui, la mêlée devint inextricable. « On combattait à cheval, mais cela ressemblait plutôt à un combat d’infanterie ; […] cheval contre cheval, […] les uns, les Macédoniens, cherchant à déloger définitivement les Perses de la rive et à les refouler dans la plaine, les autres, les Perses, à empêcher l’adversaire de prendre pied et à le rejeter au fleuve. »

L’armement des Macédoniens leur donnait l’avantage, car leurs lances portaient plus loin que les javelots perses. Alexandre n’en avait pas moins pris des risques énormes. L’ennemi était décidé à le tuer, et faillit bien y réussir. Sa lance se brisa, et il dut combattre avec une moitié de lance tant qu’un de ses hommes ne lui en eut pas donné une autre. Un Perse, nous le savons déjà, réussit à s’approcher suffisamment de lui pour assener un coup d’épée sur son casque. Un autre levait déjà le bras pour le frapper, mais un garde du corps, plus rapide, blessa l’assaillant.

Il n’était plus question, désormais, de compter sur le facteur théâtral : dans cette masse tourbillonnante d’hommes et de chevaux, Alexandre n’était plus qu’un guerrier perdu entre tant d’autres. Mais son plongeon initial dans la bataille avait déjà produit son effet. Les Macédoniens l’avaient suivi en masse et commençaient à refouler les Perses, à la fois sous le poids du nombre, et grâce à leur inflexible résolution. La première brèche fut ouverte dans le front perse précisément « à l’endroit où Alexandre affrontait le danger au premier rang ». Puis ce fut au tour du centre de céder devant la phalange macédonienne. Bientôt l’effondrement devint général. Les Macédoniens s’emparèrent du plateau qui surplombait la rive escarpée du Granique, la cavalerie perse rompit le combat, « et ce fut une fuite éperdue ».

Elle dut s’écouler par les flancs, laissant les mercenaires grecs, ses camarades de combat qui se trouvaient sur la crête, se défendre du mieux qu’ils pouvaient. Bientôt, ces fantassins lourdement armés furent attaqués de flanc par la cavalerie macédonienne et de face par la phalange. « Ils étaient restés en formation compacte, écrit Arrien, là où ils avaient été placés au début, plus par stupeur devant le tour imprévu des événements que par l’effet d’une fermeté réfléchie. » C’est un phénomène constaté maintes fois sur les champs de bataille : la paralysie des soldats, qui

rappelle celle du lièvre, devant l'assaut imprévu d'un véritable prédateur. Ils furent rapidement encerclés et massacrés sur place. Si les chiffres généralement acceptés sont dignes de confiance, il y eut quelque dix-huit mille tués. Ce n'est pas invraisemblable. Soixante mille Romains auraient péri, encerclés, au cours de la bataille de Cannes, cent cinquante ans plus tard.

Alexandre venait donc de remporter une victoire totale. Qui plus est, elle justifiait entièrement la façon dont il avait, dès le début, jugé la situation, et ses méthodes de commandement pendant l'action. Du point de vue de la guerre moderne, elles étaient tout simplement inexistantes. Après avoir pris ses dispositions et donné ses ordres, il n'avait exercé aucun contrôle d'ensemble sur le déroulement de la bataille. Comment l'aurait-il pu, puisqu'il s'était jeté à corps perdu dans le combat, à tel point qu'il n'avait ni le temps ni la liberté d'esprit nécessaires pour faire autre chose que sauver sa vie ? Pourtant, le style « héroïque » de commandement avait fait son œuvre. Le fait de savoir que leur roi était en train de s'exposer personnellement avait suffi à ses lieutenants. Compétents et bien dirigés, placés à la tête de soldats aguerris et pleins de confiance en eux, ils s'étaient battus avec autant d'acharnement et de savoir-faire que si le monarque avait été aux côtés de chacun d'entre eux.

A Issos, pour la première fois, Alexandre affrontait son adversaire en personne et, dans la dernière phrase de la bataille, littéralement face à face. Les préliminaires stratégiques ne ressemblaient en rien à ce qui s'était passé avant le Granique. Au cours de cette première bataille, les Perses, après avoir commis l'erreur de laisser les Macédoniens débarquer sans encombre, s'étaient bornés à prendre position derrière le premier obstacle sérieux, coupant l'axe naturel de progression des envahisseurs. A l'approche de l'hiver 333, Alexandre avait déjà passé dix-huit mois en Asie, et ils avaient appris à le prendre plus au sérieux. Ils étaient décidés, tout comme Alexandre, à manœuvrer pour obtenir l'avantage stratégique. Début novembre, par conséquent, Darius, venu de Babylone à la tête d'une armée considérable, était en train de tâter le terrain dans les montagnes du Taurus qui bordent la côte méditerranéenne à l'endroit où elle fait un coude, entre l'Asie Mineure et la Syrie. Alexandre, qui venait de se remettre d'une grave maladie, en faisait autant le long de la côte et se dirigeait vers l'ouest, croyant trouver Darius dans l'arrière-pays, ou plus loin encore, en Syrie même.

De faux renseignements le poussèrent à se précipiter en Syrie. Lorsqu'il eut compris son erreur, Darius avait eu le temps de le couper de ses arrières ; il s'était emparé de l'équipement lourd et des hôpitaux de campagne qu'Alexandre avait laissés sur les bords du Pinaros et l'attendait là, pour lui livrer bataille. Alexandre, bon gré mal gré, était donc obligé de combattre, pour restaurer son prestige, reprendre son train des équipages et assurer ses communications avec la Grèce. Surtout, il lui fallait s'approvisionner très rapidement : se battre ou mourir de faim. Raison de plus pour faire d'Issos cette bataille décisive qu'il recherchait depuis qu'il avait pénétré en Asie.

Alors se déroula la même séquence qui déjà avait précédé la bataille du Granique. Les Perses, qui étaient en position depuis trente-six heures, étaient rangés en ordre de bataille. Leurs effectifs, gonflés par les sources, comme dans tous les récits militaires qui nous viennent de l'Antiquité, étaient certainement supérieurs à ceux d'Alexandre (quarante mille). Composée d'une infanterie de mercenaires grecs, de la cavalerie d'élite perse et de troupes plus ordinaires, fantassins et cavaliers, venues de tout l'empire, leur armée atteignait peut-être cent mille ou deux cent mille hommes. Engels, le plus exact, sans comparaison, des commentateurs, avance le chiffre de cent soixante mille. Darius les avait disposés (on n'avait guère le choix, avant l'invention de la poudre) en plaçant la cavalerie aux deux ailes, les frondeurs à droite et l'infanterie au centre, sur un front d'environ quatre mille mètres. Il avait pris position avec sa suite derrière ses meilleures troupes, les mercenaires grecs, vers l'aile gauche.

Alexandre, après avoir harangué ses officiers en termes vibrants, se conforma au même schéma. Lui aussi disposa sa cavalerie aux deux ailes et l'infanterie au centre, tandis qu'il se plaçait à l'aile qui était la plus proche de Darius. Comme les Perses avaient occupé une hauteur, à sa droite, il lança également de ce côté des archers, des cavaliers et de l'infanterie légère ; c'est ce qu'on appelle, en termes techniques, « refuser » ce flanc. Il ordonna alors à ses troupes d'avancer, mais lentement, malgré les cris de « Sus à l'ennemi ! » qui partaient de leurs rangs, « en marquant des arrêts, de façon à bien faire voir qu'il prenait son temps pour avancer ».

Les commentateurs cherchent généralement à expliquer cette progression entrecoupée d'arrêts en disant qu'il s'agit d'un plan pour faire glisser des troupes vers le flanc droit à l'insu de l'adversaire, ou bien que la lenteur de la marche permettait à Alexandre de mieux jauger le dispositif

ennemi. Il semble bien plus probable qu'Alexandre, comme au Granique, ait cherché à instiller la crainte au cœur de l'ennemi. Il s'était aperçu, une fois de plus, que celui-ci se fiait davantage à « la force naturelle » de sa position qu'à son propre courage. Les symptômes, en effet, n'étaient pas équivoques. Car, non contents d'occuper la rive escarpée du fleuve, comme au Granique, les Perses, cette fois, avaient voulu améliorer la nature : ils avaient « fait barrer d'une palanque » les endroits « qui paraissaient plus accessibles ». « En agissant ainsi, écrit Arrien à propos de Darius, il apparut tout de suite à Alexandre et à son entourage comme ayant une mentalité de vaincu. » C'était un jugement sévère, et même méprisant, mais parfaitement exact. Deux mille ans plus tard, lorsque les « Philhellènes » du nord de l'Europe vinrent aider les Grecs dans leur guerre d'indépendance contre les Turcs, ils purent juger de la servilité dans laquelle étaient tombés les compatriotes d'Alexandre en les voyant construire, pour affronter leurs oppresseurs, les mêmes palissades que Darius sur le champ de bataille qu'ils avaient choisi. Un autre écrivain de l'Antiquité a exprimé la même idée de servilité de façon encore plus exacte : « Ce fut à ce moment [lorsqu'ils virent les palissades] que ceux qui faisaient partie de l'entourage d'Alexandre comprirent tout à fait clairement que Darius pensait en esclave. »

Etant donné la supériorité morale dont il disposait au départ, les chances qu'avait Alexandre de l'emporter étaient bien plus grandes que le déséquilibre des forces n'aurait pu le faire craindre. Lui-même n'avait pas l'ombre d'un doute sur sa victoire. Lorsqu'il fut à bonne distance pour charger, il parcourut à cheval les rangs de ses soldats, les exhortant à être braves, appelant par leur nom ses officiers et les guerriers les plus connus. Puis, pendant que ses troupes lui criaient, en substance : « Allons-y, et qu'on en finisse ! », il regagna son poste de commandement et conduisit l'attaque.

La bataille qui suivit, bien que plus importante que celle du Granique du fait des effectifs engagés, fut moins élaborée et se termina plus rapidement. « Les choses se passèrent comme Alexandre l'avait prévu. » Il se borna à charger à travers le fleuve, au moment qu'il avait choisi, puis se dépêcha de franchir la zone qui se trouvait sous le tir des archers perses et heurta si rudement la cavalerie qui entourait Darius qu'elle fut mise en déroute « dès qu'on en vint aux mains ». Darius prit la fuite, et Alexandre s'élança à sa poursuite.

Au centre, où les fantassins mercenaires grecs au service des Perses avaient engagé dès le début un combat à la lance contre leurs homologues macédoniens, la bataille fut « chaude ». Les Grecs s'efforçaient, non sans succès, de repousser les Macédoniens dans le fleuve. Tous les Macédoniens ne s'étaient pas « mis à la besogne avec une telle impétuosité » (un cas inhabituel de moral à plat). Certains étaient gênés par l'à-pic de la rive. L'ensemble de la phalange avait perdu le contact sur sa droite avec la cavalerie qui devait la soutenir, car la charge menée par Alexandre était déjà au plus profond du dispositif perse. Cette mêlée brutale coûta la vie à cent trente lanciers macédoniens, chiffre plus élevé que de coutume. La bagarre, longue, bruyante, furieuse, respirant la peur (on peut imaginer les hommes poussant, donnant des coups de pointe), ne prit fin que lorsqu'une partie de la cavalerie macédonienne qui était à l'aile droite réussit à déborder les mercenaires grecs sur leur gauche. Les cavaliers macédoniens furent chargés à leur tour par la cavalerie perse, mais ils tinrent bon, résistèrent à la manœuvre d'enveloppement et finirent ainsi par refouler la ligne perse. Dès qu'elle eut commencé à se replier en accordéon, elle céda sur toute la longueur du front et ce fut la débandade.

Les pertes de l'armée perse, pendant la déroute, furent lourdes. La poursuite continua pendant plus de quarante kilomètres, jusqu'au pied du Taurus. La plaine était jonchée de morts, dont beaucoup appartenaient à l'élite de la cavalerie perse, particulièrement visée par les Macédoniens. Leur but était de briser la classe sur laquelle Darius s'appuyait directement. Lui-même réussit à échapper à la poursuite. Laissant derrière lui sa famille, son palais itinérant et, pour finir, le char royal, Darius réussit à trouver une passe dans la montagne qui lui permit de se mettre en sûreté au-delà de l'Euphrate.

Alexandre ne devait plus se retrouver face à face avec le roi des rois avant vingt-trois mois. Entre-temps, il dirigea les grands sièges de Tyr et de Gaza, détruisant ainsi les bases de la puissance navale perse en Méditerranée. Il incorpora l'Egypte à son empire naissant, visita l'oasis de Siouah et mit fin aux résistances en Syrie et dans ce qui constitue aujourd'hui le nord de l'Irak. Pendant ce temps, Darius restait coi ; il reconstituait son armée, amassait des vivres pour une campagne décisive et attendait qu'Alexandre fasse une fausse manœuvre. En fin de compte, il le savait, Alexandre serait obligé de venir jusqu'à lui, au cœur de l'empire. Il était prêt à mobiliser à son service l'espace et le temps pour neutraliser la

supériorité opérationnelle qui, de toute évidence, appartenait au jeune roi. Si nous cherchons une analogie dans l'histoire contemporaine, on peut proposer la stratégie de Staline en Russie, en 1942 : elle consiste à laisser l'ennemi s'épuiser sur d'immenses distances, jusqu'à ce que ses lignes, exagérément étirées dans un pays inconnu, exposent ses unités d'élite à une contre-offensive décisive. En novembre 1942, la contre-offensive eut lieu à Stalingrad ; en octobre 331 avant notre ère, elle était prévue à Gaugamèles.

Alexandre, toutefois, allait se montrer plus habile que Darius, lorsqu'il s'agissait de faire travailler l'espace et le temps à son profit. L'empereur avait calculé que les Macédoniens, quittant leurs bases au Liban, traverseraient le quartier supérieur du Croissant fertile pour arriver aux sources de l'Euphrate, et qu'ensuite ils descendraient la vallée centrale de la Mésopotamie jusqu'à Babylone, la capitale d'hiver de l'empereur, qui lui servait alors de base d'opérations. C'était un pronostic plein de bon sens, mais qui se révéla faux. Peut-être à cause de la chaleur épouvantable qui y règne en été (quarante à quarante-cinq degrés centigrades sont monnaie courante), Alexandre décida d'éviter « le pays entre les deux fleuves », de les traverser *tous les deux*, et de marcher vers le sud en suivant la rive orientale du Tigre.

Lorsqu'il apprit le tour inattendu que prenaient les événements, Darius se hâta d'agir. Levant le camp, il quitta Babylone et se dirigea vers le nord, tout en envoyant des éclaireurs pour localiser l'armée macédonienne. Certains d'entre eux tombèrent entre les mains d'Alexandre. Il fut informé par eux des mouvements de Darius, alors que ce dernier ignorait les siens. Puisqu'il en était ainsi, mais sachant d'autre part qu'Alexandre était obligé, pour des raisons d'approvisionnement, de ne pas s'éloigner du Tigre, Darius décida de choisir une position facile à défendre dans la vallée supérieure du fleuve et d'y attendre Alexandre.

Le site qu'il choisit, à Gaugamèles, sur un affluent du Tigre appelé le Bumèle (Grand Zab), est un terrain absolument plat, soit un carré de douze kilomètres de côté environ, dont Darius fit de surcroît égaliser la surface pour faciliter les mouvements de la cavalerie, et même, selon un des récits de la bataille, il fit pratiquer trois pistes pour ses chars.

Ces travaux de terrassement étaient peut-être rendus nécessaires par l'énormité même de ses effectifs. Même si l'on tient compte des exagérations familières aux auteurs antiques, ceux-ci devaient être, sans doute, trois ou quatre fois supérieurs aux cinquante mille hommes

d'Alexandre, car Darius avait levé des troupes dans tous les coins et recoins de son empire. Arrien énumère vingt-quatre peuples différents, dont certains, comme les cavaliers scythes de la steppe, avaient la réputation d'être de redoutables guerriers.

Beaucoup, cependant, étaient loin d'être dans le même cas. Trop soucieux de bien faire, Darius avait mobilisé des contingents de valeur médiocre ou négligeable qui, pendant les opérations, ne pouvaient que gêner les véritables combattants. Ces derniers étaient, toutefois, en nombre suffisant pour causer de sérieuses inquiétudes à Alexandre. A cause de cela, à cause également des préparatifs entrepris par Darius sur le terrain, Alexandre aborda la bataille de Gaugamèles avec plus de prudence qu'il n'en avait jamais montré auparavant. Cette prudence se traduisit de quatre façons différentes : les opérations de reconnaissance, le choix du moment, la préparation psychologique et la tactique employée.

Une fois localisée la position de Darius, Alexandre passa quatre jours à faire reposer son armée et à assurer ses arrières : le train des équipages fut mis à l'abri dans un camp retranché. Puis, le 29 septembre au soir, il fit avancer son armée en ordre de bataille et ordonna une halte, lorsqu'il fut assez près, pour attaquer. Il convoqua alors ses officiers pour tenir conseil. La plupart étaient partisans d'une attaque immédiate, mais Parménion était d'avis de « camper sur place pour le moment […] et se faire une idée plus précise des formations de l'ennemi ». Le fait qu'Alexandre ait suivi, cette fois, les conseils de prudence du vieux général dont le tempérament était si différent du sien, et qu'il ait écarté les opinions contraires, montre bien à quel point il était décidé à gagner cette bataille.

Il rejeta, en revanche, la proposition de Parménion, formulée le lendemain soir, après une journée passée à reconnaître le terrain, et qui était d'attaquer de nuit. Il avait pour cela d'excellentes raisons, d'ordre militaire : si l'attaque de nuit échouait, les Macédoniens seraient perdus sur un terrain familier aux Perses, mais qu'eux-mêmes ne connaissaient pas. Il avait également d'autres raisons, qui relevaient du sens commun, et même de la sagesse : Alexandre était résolu à ne pas « voler la victoire » et à ne rien risquer qui fût « peu sûr ». Malgré tout ce qu'il avait déjà accompli, il n'était encore qu'un prince montagnard de la Grèce continentale. S'il triomphait grâce à une attaque de nuit, Darius pourrait l'accuser de « tricherie » et continuerait à régner. Si Alexandre était vaincu, tout serait fini, et il n'aurait que ce qu'il méritait.

Il avait donc fixé le moment : il combattrait à la lumière du jour, un jour exceptionnel il est vrai. Pour ce qui est de la préparation psychologique, c'était une excellente idée de laisser les Perses, debout, sous les armes, pendant toute la nuit du 30 septembre, ce qu'ils firent parce qu'ils « craignaient d'être attaqués de nuit », habités par la peur, « qui, pour eux, ne jaillit pas sur-le-champ et à l'improviste, mais les préoccupa de longues heures » et « se rendit maîtresse de leurs esprits ». C'était une meilleure idée encore d'abréger le discours qu'il fit avant la bataille. Il se borna donc à exhorter ses officiers à « garder [leur] place dans l'ensemble au milieu des dangers », à observer « un silence rigoureux quand il faudrait s'avancer en silence » ; à « pousser un cri perçant quand il faudrait crier et un cri de guerre le plus terrifiant possible quand ce serait opportun » ; à obéir aux ordres et à les transmettre rapidement ; à se rappeler que la négligence de chacun « mettait tout le monde en danger, tandis qu'un zèle acharné rétablissait la situation pour toute l'armée ».

Cette harangue exemplaire précédait de peu l'emploi par Alexandre du premier plan de bataille vraiment original depuis le début de sa carrière. Au Granique et à Issos, il avait purement et simplement chargé droit devant lui, ne pensant qu'à la gloire. A Gaugamèles, il affrontait un ennemi très supérieur en nombre, ce qui le condamnait, inévitablement, à être débordé sur ses ailes. Il fallait donc, pour vaincre, inventer des méthodes plus subtiles. Il adopta la tactique révolutionnaire employée à Leuctres par le général thébain Epaminondas contre les Spartiates, mais de façon si personnelle qu'on peut considérer le plan de Gaugamèles comme une véritable innovation. Epaminondas n'avait rien fait d'autre que renforcer démesurément l'une de ses ailes face à l'aile spartiate, au mépris de la tactique conventionnelle. Alexandre alla beaucoup plus loin. Il disposa son armée de la même façon que son adversaire (l'infanterie au centre, la cavalerie aux deux ailes), puis lui fit traverser *obliquement* le champ de bataille, en passant devant le front ennemi, jusqu'à ce que son aile droite entre en contact avec l'aile gauche des Perses. Ce faisant, il inaugurait, avec deux mille ans d'avance, la tactique qui allait faire de Frédéric le Grand le général le plus célèbre de l'Europe de son temps. C'était prendre un risque immense, à la mesure de l'enjeu.

Le coup de dés réussit. Au lieu de faire marcher son armée contre les Macédoniens, au moment où leur flanc gauche était tourné vers les lignes perses, Darius attendit l'assaut sans rien faire. Dès que la tête de la colonne

menée par Alexandre (bien entendu, il s'y trouvait en personne) fut en contact avec le front perse, la cavalerie de Darius combla les vœux du jeune général en chargeant pour envelopper les Macédoniens. Ce faisant, elle perdait de vue l'infanterie, massée au centre, et ouvrait une brèche dans le dispositif, comme l'espérait Alexandre. Il s'y engouffra aussitôt, à la tête des escadrons de ses Compagnons, « bousculant les Perses, les frappant au visage à coups de javelines », exactement comme au Granique. Le choc psychologique était trop violent pour être supportable : Alexandre avait dirigé son attaque exactement à l'endroit où se trouvait Darius, un peu en retrait de son centre. « Darius, à qui la situation apparaissait terrifiante de tous les côtés, en proie à la peur depuis déjà un bon moment, […] fut le premier à tourner bride et à s'enfuir. »

C'était la fin de son règne, même s'il allait encore s'écouler dix mois avant qu'Alexandre contemple son cadavre. Quelques instants de fermeté auraient suffi à lui épargner toutes les humiliations et les souffrances qui l'attendaient. Car, au moment même où il faisait volte-face pour s'enfuir, la phalange macédonienne rencontrait de sérieuses difficultés. Peut-être parce qu'elle essayait à toute force de se maintenir au niveau des cavaliers d'Alexandre, ce qu'aucune infanterie au monde n'est capable de faire, elle perdit de sa cohésion au centre. En tout cas, une brèche s'ouvrit dans les premiers rangs ; une partie de la cavalerie perse et indienne s'y jeta au galop, en se dirigeant vers le camp retranché qui renfermait les équipages d'Alexandre. De plus, les prisonniers perses en profitèrent pour prendre part au combat (un épisode très similaire eut lieu pendant la bataille d'Azincourt). Parménion envoya un courrier, à bride abattue, demander du secours à Alexandre ; celui-ci, abandonnant momentanément la poursuite, fit demi-tour pour prendre part à ce qui fut, pendant un long moment, un combat de cavalerie extrêmement meurtrier : « il n'était plus question de tirs de javelots ou de voltige, […] mais chacun faisait pression devant lui pour percer, […] car ils ne combattaient plus pour la victoire d'un autre, mais pour sauver leur propre vie ». Soixante Compagnons à cheval tombèrent au cours de cet engagement qui empêcha qu'on reprenne immédiatement la poursuite. Lorsque Alexandre eut enfin les mains libres, Darius avait mis assez de distance derrière lui pour être hors de danger. Il avait semé dans son sillage tous les éléments de la panoplie royale : son trésor, sa lance, ses arcs et son char. Ils tombèrent entre les mains du

nouveau seigneur de l'Asie et, avec eux, la flamme et l'or brûlant du pouvoir.

Alexandre et le masque du commandement

Au lendemain de Gaugamèles, de longs mois de campagne attendaient Alexandre, dans les confins les plus reculés de l'Empire perse. Néanmoins, Gaugamèles fut cette chose rare entre toutes : une bataille vraiment décisive. En vertu du droit de conquête, Alexandre devenait le successeur légitime de Darius. Lorsque celui-ci eut été tué, en juillet 330, par des courtisans qui l'avaient trahi, tous ceux qui s'opposaient à Alexandre devinrent, de ce fait, des rebelles. Au début de l'été 328, la campagne prenait fin : en deux ans de combat, Alexandre avait pacifié un territoire aussi vaste que celui que la Grande-Bretagne avait mis un siècle à conquérir, en Inde, après la bataille de Plassey. Il avait établi son autorité sur tout l'Empire perse, et il était prêt à marcher « jusqu'au bout du monde ».

Le soir du 1er octobre 331, Alexandre avait donc remporté un triomphe complet. Cette victoire extraordinaire, et véritablement unique, au sens le plus strict du mot, constitue le sommet de son art : rien de ce qu'il allait faire par la suite n'y ajouterait quoi que ce soit d'important. Comment avait-il pu réaliser cet exploit ?

Historiens et biographes, par centaines, imitateurs, par douzaines, ont cherché la réponse à cette question. Aux deux extrêmes se placent sir William Tarn, qui a consacré sa vie à celle d'Alexandre et voyait en lui une sorte de saint préchrétien, et Ernst Badian, un rescapé du totalitarisme du XXe siècle, qui en fait une sorte de précurseur de Hitler. Parmi ses confrères, les conquérants, Pompée se faisait appeler le second Alexandre, César a pleuré parce qu'il n'avait pas réalisé, au même âge, ne fût-ce qu'une partie de ses exploits, Auguste lui rendit un culte sur sa tombe, Trajan se vantait de l'avoir surpassé et Napoléon considérait que l'étude de sa vie constituait la meilleure formation militaire qu'on pût imaginer. Aucun de ses imitateurs – pas même Napoléon – ne l'a égalé, pas un même ne s'est approché de son modèle. Quant à l'image qu'en donnent Tarn et Badian, il s'agit dans les deux cas d'un travestissement (bien que ce dernier soit plus proche que le premier de la vérité).

Si les imitateurs, comme les analystes, n'ont pas su « trouver » Alexandre, c'est peut-être parce qu'ils cherchaient un Alexandre « intérieur », le « noyau » de sa personnalité, ou encore un « véritable » Alexandre qui n'a jamais existé. Nous ignorons à peu près tout de la vie intime d'Alexandre. Nous ne possédons aucun compte rendu, mot pour mot, de ses paroles ou de ses écrits. Il n'a laissé ni code de lois, ni théorie de la guerre, ni philosophie de la royauté. Il est certain qu'il ne tenait pas de journal, et, s'il lui arrivait de rester seul avec ses pensées, il ne les a confiées à personne. Alexandre n'était peut-être pas un mystère à ses propres yeux, mais, à coup sûr, il représente pour nous un mystère. Tout ce dont nous disposons, en fait d'indices, pour comprendre la genèse de ses exploits, ce sont des récits sur la technique qu'il employait pour se rendre maître des hommes (ses amis, ses subordonnés, ses adversaires) et, esquissée à gros traits, sa façon de se présenter devant le monde.

Sa technique, bien que marquée avant tout par la violence, l'impétuosité et des actions apparemment irréfléchies, n'était pas pour autant le pur fruit de ses impulsions. C'était un stratège incisif, comme le montrent son organisation méticuleuse en matière de logistique, telle que nous avons pu la reconstituer, et les longues consultations auxquelles il procédait durant ses conférences d'état-major rapportées par Arrien. Il faisait preuve, dans la conduite de son armée, à la fois de bon sens pratique et d'une grande pénétration psychologique : ses hommes étaient bien nourris et payés sans retard, et ils recevaient bonne mesure de repos, de divertissements, de flatteries, de récompenses et de permissions. Il décorait les braves, faisait soigner les malades, comblait les blessés d'éloges et les réconfortait. Il punissait quand il le fallait, n'hésitait pas à acheter ses soldats quand c'était nécessaire et n'oubliait jamais que le mal du pays et les rigueurs du célibat étaient des souffrances qu'il imposait à ses hommes. Même s'il voulait paraître surhumain, il ne refusait pas de voir en eux des hommes ordinaires et traitait leurs faiblesses avec indulgence.

Dans sa manière d'être avec son entourage immédiat, il était obligé, en revanche, d'abandonner le masque olympien qu'il revêtait volontiers à l'intention de ses hommes. Certains de ses intimes le connaissaient depuis l'enfance ; tous dînaient et buvaient avec lui, tous les soirs, dans la familiarité du banquet. Mais précisément parce qu'ils le connaissaient si bien, et parce qu'ils étaient si acharnés à se disputer son attention et sa faveur, il était obligé de se montrer plus dur et plus calculateur avec eux

qu'avec les hommes du commun. Le pouvoir corrompt, certes, mais la véritable corruption se trouve dans son entourage : c'est là que l'on convoite les places, que l'on joue des coudes pour écarter ses rivaux, que l'on nourrit des jalousies féroces, que l'on forme des cabales au gré des circonstances, qu'on fait parade de ses avantages et des gorges chaudes de la chute d'un favori. La vie du camp corrompt moins que la vie de cour : la bataille met à l'épreuve les véritables qualités d'un homme, comme la politique ne pourra jamais le faire. Mais, même dans le cercle de guerriers qui entoure Alexandre, l'envie et la haine bouillonnent. A trois reprises, la rancune déborde et prend la forme de complots dirigés contre lui : celui de Philotas, le fils de Parménion, en 330 ; celui des « Vieux Compagnons », à Samarcande, en 328 ; et celui des pages en 327. A chaque fois, Alexandre agit rapidement et sans pitié pour sauvegarder son autorité. En 330, il employa la torture pour faire avouer les conjurés, puis les fit lapider à mort et enfin fit mettre à mort le père de l'auteur du complot, son vieux général, qu'il suspectait, sans doute à tort, de complicité. En 328, sa querelle avec les Vieux Compagnons se termina par le terrible meurtre de Clitus, en plein banquet. En 327, il fit lapider à mort les pages (l'un d'eux lui en voulait d'avoir été frappé de verges en public) et emprisonner Callisthène, son historiographe officiel, parce qu'il le soupçonnait de complicité.

Fait significatif, ces trois complots suivent de près les grandes batailles : ils sont fomentés lorsque Alexandre accède à la plénitude de son pouvoir, non lorsqu'il s'efforce de le conquérir. Tant qu'il ne fut qu'un jeune général, Alexandre n'eut jamais à craindre de complot. Tous les yeux étaient fixés sur ses exploits extraordinaires sur le champ de bataille, avides de voir quelle nouvelle humiliation il allait infliger aux Perses. Nous avons déjà décrit ses méthodes lorsqu'il devait affronter un danger. Avant d'établir le contact avec l'ennemi, il procédait à des reconnaissances et convoquait une conférence de son état-major. Puis il haranguait ses hommes, parfois toute l'armée, parfois les officiers seulement. Enfin, lorsque l'infanterie légère et la cavalerie étaient aux prises avec l'adversaire, Alexandre, revêtu de son éclatant costume de bataille, grâce auquel personne ne pouvait se tromper, chargeait dans la mêlée. A ce moment-là, il perdait toute possibilité de diriger l'ensemble de la bataille. Il ne voyait plus le front, n'avait plus aucun moyen de faire parvenir ses ordres, ne pensait plus qu'à sauver sa vie et à tuer tous les ennemis qui venaient se mettre à la portée de son bras et de son glaive. Mais le fait de savoir qu'il risquait sa peau,

comme tous ses hommes, suffisait à son armée : à partir de ce moment-là, elle combattait avec une ardeur égale à celle de son général. Le secret de sa victoire totale, c'était le total abandon qu'il faisait de sa personne.

De façon, cette fois, plus étalée dans le temps, il employait exactement la même méthode dans les sièges (à l'exception, du moins, de ceux de la dernière période, où l'énergie du désespoir tend à supplanter la représentation calculée à l'avance). Et c'est dans sa façon de conduire les sièges, plutôt que dans les batailles, que nous pouvons le mieux appréhender sa manière de se présenter à ses troupes. Alexandre, c'est évident, était un acteur consommé, d'une habileté extraordinaire. Elevé à la cour, d'abord, par sa comédienne de mère, puis initié à la guerre par un père tout aussi soucieux de l'effet produit, il pouvait, à bon droit, être considéré comme un enfant de la balle. Cet apprentissage précoce avait été complété par l'enseignement de la rhétorique que lui avait dispensé Aristote. Puis il avait suivi la rude école de la cour, où il était au centre de l'attention, en sa qualité d'héritier présomptif. Chacun de ses maniérismes, de ses traits de caractère, la moindre de ses réactions avaient été examinés à la loupe. Tous les princes sont obligés d'apprendre à tenir leur langue et à dissimuler leurs émotions. Alexandre, qui avait reçu en partage la beauté, la grâce physique et une vive intelligence, eut la chance d'avoir moins à se contraindre que la plupart. Il était « princier » de par sa nature.

Mais ce fut aussi le cas de douzaines d'autres princes qui n'ont pourtant rien fait de toute leur vie. L'énergie proprement féroce, qui était un trait distinctif de son caractère, avait pour effet de transformer ses dons physiques et intellectuels en capacités pratiques, immédiatement utilisables. Autre trait distinctif, un courage sans faille. Alexandre était brave comme peut l'être un homme qui refuse de croire qu'il est mortel. Quel que fût le risque encouru, il avait une certitude quasi divine d'en sortir vivant. Aucun de ses biographes de l'Antiquité ne fait la moindre allusion à une quelconque manifestation de peur de sa part, aucun ne dit qu'il ait jamais éprouvé ce sentiment. S'il était à l'épreuve de la crainte, c'est peut-être parce qu'il s'identifiait intimement aux dieux du panthéon grec. Il prétendait descendre d'Hercule, le plus prestigieux des héros divinisés. Depuis son pèlerinage à Siouah, il revendiquait également sa parenté avec Zeus. Enfin (mais c'est un point très controversé), il a peut-être permis, voire encouragé, son propre culte en tant que dieu, lorsqu'il fut devenu le maître de l'Asie.

Se demander s'il se prenait vraiment pour un dieu, à la fin de sa vie, est une autre manière de revenir à la question : quel est le « véritable » Alexandre, l'Alexandre « intérieur », qu'est-ce qui constitue le « noyau » de sa personnalité ? C'est sans doute une question à laquelle on ne peut répondre, quel que soit l'être humain dont il s'agit. Mais elle est particulièrement impropre dans le cas d'Alexandre. Dans sa vie, l'homme public et l'homme privé, la pensée et l'action, la réflexion et l'exécution sont si bien entrelacés, l'interpénétration est telle qu'il est impossible de les démêler. Tout comme un grand acteur, lorsqu'il joue un grand rôle, le théâtre et la vie se mêlent en sa personne. Il a passé toute sa vie sur la scène (celle de la cour, du camp, celle du champ de bataille), et la pièce qu'au fur et à mesure il présentait au monde était organisée autour d'un thème, celui qu'il avait choisi d'illustrer par sa vie. « Les actions glorieuses sont pour ceux qui acceptent les fatigues et les dangers, lui fait dire Arrien en Inde. Il est bien doux de vivre avec courage et de laisser en mourant une gloire immortelle. »

Mais Alexandre a choisi de rechercher la gloire en respectant la triple unité théâtrale de temps, de lieu et d'action que la guerre impose à ceux qui la pratiquent. A cause de cela, la perfection de son jeu ne doit pas nous aveugler sur la nature, cruellement limitée, de son œuvre. Il a beaucoup détruit et n'a créé que très peu, ou même rien du tout. L'Empire perse, qui était un facteur d'ordre et de stabilité dans le monde antique, sans parler de ses autres bienfaits, ne survécut pas à la conquête d'Alexandre. Après sa mort, une génération suffit pour qu'il fût écartelé entre ses lieutenants, les diadoques. La conquête elle-même entraîna d'immenses souffrances, non seulement pour les Perses qui s'opposèrent à l'invasion macédonienne, mais aussi pour les peuples disparates qui composaient l'empire et dont l'existence fut bouleversée. Ce qu'Alexandre appelait insurrection et rébellion n'était que leur manière de réagir à ce bouleversement.

Un de ses biographes les plus sagaces, N. G. L. Hammond, place, à côté de la liste de ses qualités, une liste de ses défauts : « son ambition qui confine à l'outrecuidance, une obstination qui ignore la pitié, son irrépressible complaisance pour les grandes scènes d'émotion, son goût du carnage, que ce soit au combat, dans des accès de passion ou de sang-froid, sa volonté de détruire les groupes rebelles. Par beaucoup de traits, il rappelle le noble sauvage ». C'est peut-être cela, le véritable Alexandre, qui

se dissimule aux regards, derrière le masque que lui impose le contrôle de lui-même. Sa vie est ennoblie par l'abnégation dont il fait preuve : il oublie le danger, il oublie la fatigue, il oublie la faim et la soif, il oublie ses blessures. Mais c'est l'amnésie du sauvage, comme tous ceux qui osent contrecarrer ses volontés s'en aperçoivent à leurs dépens. Le terrible héritage qu'il nous a laissé, c'est la sauvagerie ennoblie par la gloire et un style de commandement que trop d'ambitieux ont cherché à incarner au cours des siècles qui nous séparent d'Alexandre.

2
Wellington, ou l'antihéros

« Jamais, a dit Wellington au lendemain de Waterloo, je ne me suis donné autant de mal pour une bataille. » Ce n'était pas peu dire. Il avait tant livré de batailles qu'en 1815 il avait peut-être de la peine à se les rappeler toutes. Seize batailles et huit sièges en tant que commandant en chef, plusieurs autres où il exerçait un commandement subalterne, tel serait à peu près le bilan. Comme il avait reçu son premier coup de feu le 15 septembre 1794, en Hollande, cela ferait en moyenne plus d'une bataille, ou d'un siège, par an. Si l'on déduit quelques années de paix ou de service à l'état-major, cette moyenne augmente encore. Rien qu'en mars 1811, il prend part à quatre engagements secondaires, en 1812, il conduit deux sièges et remporte la grande victoire de Salamanque – considérée par ceux qui aiment employer ce langage en parlant des batailles comme son « chef-d'œuvre ». Mais c'est surtout Waterloo qui compte – pour l'histoire de l'Europe, pour sa réputation et dans ses propres souvenirs. « C'est l'affaire la plus terrible à laquelle j'aie jamais pris part… [Je] n'ai jamais frôlé la défaite d'aussi près. »

S'il a évité la défaite, c'est dû, à vrai dire, pour une très large part, à tout le mal qu'il s'était donné. L'énergie de Wellington était légendaire, ainsi que l'attention qu'il accordait aux détails, sa répugnance à déléguer ses responsabilités, la facilité avec laquelle il se passait de sommeil ou de nourriture, son mépris pour son confort personnel, son dédain du danger. Mais pendant les quatre jours qu'il consacra à la bataille de Waterloo, il battit ses propres records, pourtant remarquables, de courage et d'ascétisme.

Par exemple, il n'a presque pas dormi. Tout commence le jeudi 15 juin : il apprend que Napoléon attaque ses alliés prussiens, juste avant l'ouverture du bal de la duchesse de Richmond à Bruxelles. Il ne se couche pas avant

trois heures du matin et se relève à cinq. Le soir du 16 juin, il se couche à minuit, à l'auberge du Roi d'Espagne, à Genappe, mais il est debout à trois heures le lendemain matin. Ce soir-là, il couche au village de Waterloo : il va au lit entre onze heures et minuit, mais le dimanche 18 juin, le jour même de la bataille, il est déjà en train d'écrire des lettres à trois heures du matin. Si l'on excepte une courte sieste le matin du 17 juin, il n'a dormi, par conséquent, que neuf heures entre son lever matinal du 15 juin et la nuit du 18 au 19 : il se couche, à minuit, sur une paillasse, dans son quartier général de campagne, après avoir cédé son lit à un de ses officiers d'état-major qui est à l'agonie. Neuf heures de sommeil sur quatre-vingt-dix. Il faut nous contenter de l'explication que Wellington donnera, un mois plus tard, à lady Shelley qui voulait savoir comment il avait pu supporter cette épreuve : « Tant que j'ai été plongé là-dedans, j'ai été trop occupé pour sentir quoi que ce soit. »

Occupé, jusqu'à quel point ? Très occupé, aucun doute là-dessus. Sa première réaction, en apprenant les mouvements de Napoléon, fut de demander au duc de Richmond, dès qu'il put le faire sans l'arracher à ses devoirs d'hôte, s'il y avait « une bonne carte chez lui ». En l'examinant, il comprit le danger de sa situation (« Napoléon m'a *mis dedans*, par Dieu ! Il a vingt-quatre heures de marche d'avance sur moi. ») et retourna dans ses quartiers en toute hâte. Il s'endormit instantanément. « Je n'aime pas rester au lit sans dormir, cela ne fait aucun bien. J'ai pour principe de ne jamais rester couché sans dormir. » Mais son repos fut de courte durée. A cinq heures, il fut réveillé par un message de Blücher, le général prussien sur lequel il comptait pour obtenir la victoire, et à cinq heures et demie il était en train de donner ses ordres.

A huit, il était à cheval, à la tête de son état-major (quarante ou cinquante officiers et messagers), et se dirigeait vers le carrefour des Quatre-Bras, sur la grand-route qui menait de France à Bruxelles. C'était là qu'il avait l'intention de faire une première halte. Il arriva à dix heures, dicta une dépêche à Blücher, puis décida, à midi, qu'il lui fallait conférer avec son allié en personne. La chevauchée de neuf kilomètres jusqu'à Ligny lui prit une heure, une brève conférence et un examen des environs à l'aide d'une longue-vue, du haut d'un moulin à vent, ne prit que quelques minutes, et il repartit pour les Quatre-Bras, où il arriva à deux heures vingt de l'après-midi.

A ce moment-là, la bataille commençait tout juste. A trois heures, elle battait son plein. Pendant les deux heures qui suivirent, il fut occupé à déployer ses régiments, à très peu de distance des Français, à dépêcher des renforts, à rallier les unités trop éprouvées, à mettre en place ses pièces d'artillerie. Il y eut un moment où il dut lancer son cheval au galop pour échapper à la cavalerie française. Il y réussit de justesse, faisant sauter son cheval par-dessus les baïonnettes du 92e régiment des Gordon Highlanders (« Le 92e, couchez-vous ! ») pour se mettre à l'abri des lanciers français. A cinq heures, il faisait régler le tir de ses meilleurs fantassins pour repousser une attaque concertée de la cavalerie, et à six heures et demie il envoyait derechef des troupes fraîches dans la bataille. Peu de temps après, il était en mesure de donner l'ordre d'avancer, et à neuf heures, les Français, qui avaient, de toute façon, reçu de Napoléon l'ordre de quitter le champ de bataille, étaient partis. Wellington était resté au feu pendant six heures ; pendant plus longtemps encore, il avait parcouru à cheval, inlassablement, un front de quelque deux mille mètres, allant et venant au gré des péripéties de la bataille. L'après-midi avait été épuisant physiquement, pour ne rien dire de la tension nerveuse éprouvée.

Mais il était dit qu'il n'aurait pas de repos, ou presque, ce jour-là. Dès que le dernier coup de feu eut été tiré, il s'en revint à cheval, avec son état-major, à l'auberge du Roi d'Espagne, y soupa et se mit au lit à minuit. Il était de nouveau debout à trois heures, et à quatre heures et demie il était aux Quatre-Bras. A six heures, il attendait des nouvelles des Prussiens, dans une petite cabane de branchages près de laquelle les Highlanders du 92e lui avaient allumé un feu. Lorsqu'il apprit la défaite essuyée la veille par les Prussiens à Ligny, il comprit qu'il devait battre en retraite, passa une demi-heure à consulter sa carte puis, entre huit et neuf heures, fit les cent pas devant sa cabane (c'étaient les « quarante pas » qu'il avait pris l'habitude de faire, en guise d'exercice, pendant ses années de campagne en Inde), une main derrière le dos, dans l'autre une petite cravache qu'il agitait, la mordant de temps à autre, comme le remarqua un des Highlanders présents, « d'un air méditatif ».

A dix heures, les nouvelles qui lui arrivaient des Prussiens se firent plus alarmantes. Il donna l'ordre à son armée de prendre position à Waterloo, à douze kilomètres en arrière. Pendant que son arrière-garde faisait mouvement, il allait, de temps à autre, inspecter ce qui se passait à l'avant, de manière à garder un œil sur la progression des Français. Entre-temps, il

lisait les journaux, riant sous cape devant les racontars londoniens, et fit même une petite sieste, allongé sur le sol, après s'être dissimulé le visage sous un exemplaire du *Sun*. Faisait-il délibérément étalage de sang-froid, ou était-ce son imperturbabilité naturelle ?

A deux heures, il avait rejoint la colonne de l'armée en retraite. L'opération tourna soudain à l'épreuve : un violent orage fut suivi d'une pluie diluvienne, et les routes, qui déjà ne valaient pas grand-chose en temps ordinaire, se transformèrent en torrents. Il se mit au sec et à l'abri, une fois de plus, au Roi d'Espagne où il déjeuna, puis passa à cheval devant la Belle Alliance : c'est là qu'il allait rencontrer Blücher, après la bataille, mais pendant celle-ci, l'auberge allait servir de quartier général à Napoléon. Puis il poursuivit son chemin jusqu'à la hauteur qu'il avait choisie pour y établir la ligne de défense de l'armée britannique. La route passait devant un orme (« l'orme de Wellington »), son poste d'observation pendant toute la journée du lendemain. Enfin, il arriva à Waterloo, un village à trois kilomètres en arrière, où il se prépara à passer la nuit dans une modeste demeure de la grand-rue.

Il se mit au lit entre onze heures et minuit, et, à trois heures le lendemain matin, le dimanche 18 juin, il était déjà réveillé, occupé à écrire des lettres à Bruxelles : à l'ambassadeur britannique, au duc de Berry, à une dame anglaise de ses amies (« Je vous informerai sans délai de tout danger éventuel qui pourrait venir à ma connaissance ; pour l'instant je n'en vois aucun. »). Avant six heures, un officier des Inniskillings le vit à sa fenêtre, qui regardait les régiments marcher au front. A six heures, il se mettait lui-même en route : à la tête de son état-major, il allait inspecter la disposition de ses troupes. Il montait Copenhagen, le cheval de bataille bai qui l'avait porté à Victoria, dans les Pyrénées et à Toulouse. (Copenhagen était le petit-fils d'Eclipse, un des chevaux de course les plus célèbres du XVIII^{e} siècle : « Eclipse premier, tous les autres dans les choux ! »)

La ligne de bataille de Wellington, qu'il rejoignit vers sept heures, s'étirait sur trois kilomètres et se divisait naturellement en trois parties. A l'est de la route de Bruxelles, c'était un fouillis de petits villages, tenus par les troupes du Hanovre. Il n'eut pas à visiter ce secteur de toute la bataille. Il était facile à défendre, proche des Prussiens, qui devaient, s'ils le pouvaient, envoyer du secours, et n'offrait guère d'intérêt pour Napoléon. A l'ouest de la route de Bruxelles, le terrain devient plat et descend vers la crête, en contrebas, où l'armée française était rassemblée. Dès qu'il fut

arrivé au sommet de l'éminence qu'il occupait lui-même, Wellington a certainement pu voir les Français massés en ordre de parade, attendant d'être passés en revue par Napoléon. Enfin, à l'extrémité de la crête défendue par les troupes anglaises, des vergers servaient de raccord avec le poste avancé du château de Hougoumont.

Le rayon d'action de Wellington pendant la bataille allait être délimité par l'extrémité de la crête, près du château de Hougoumont, d'un côté, et de l'autre par l'endroit où le chemin de campagne croisait la route de Bruxelles. La distance est d'environ douze cents mètres, et il allait constamment faire la navette, à cheval, sur ce parcours, pendant toute la journée : chaque nouvelle attaque française l'attirait là où le danger était le plus menaçant, là où, par conséquent, le tir était le plus nourri.

Les premiers coups de feu qu'il entendit ce jour-là furent pourtant tirés par des « amis », des éléments de troupes alliées, de la principauté de Nassau. Il avait interrompu leur petit déjeuner et les avait envoyés, sans douceur, rejoindre leur position. Ils s'enfuirent, à son approche, dans les bois derrière Hougoumont, et quelques-uns tirèrent des coups de fusil pour manifester leur mécontentement. « Avez-vous vu ces gaillards-là courir ? », demanda Wellington à l'attaché autrichien. C'était dit sur un ton de mépris débonnaire. Il savait que beaucoup des régiments alliés n'avaient aucune envie de se battre, et il avait pris soin de mélanger les éléments les plus faibles avec ses meilleures troupes britanniques ou hanovriennes, de manière à atteler « en tandem » les bons avec les mauvais. Les régiments britanniques de la Garde, en avant des soldats de Nassau, étaient excellents. Wellington passa un certain temps à inspecter leurs préparatifs de défense au château de Hougoumont, faisant percer des meurtrières supplémentaires dans les murs du verger (on peut encore les voir aujourd'hui).

Il était maintenant près de dix heures. Presque toute l'armée avait pu voir Wellington parcourir à cheval la hauteur occupée par les Anglais. Kincaid, de la brigade des fusiliers, lui avait envoyé une tasse de thé sucré, infusé dans la bouilloire qu'il avait fait chauffer près de la croisée des chemins. Ce fut peut-être la seule nourriture que le général en chef ait absorbée pendant toute la bataille. Gronow, un officier de la Garde, fut frappé par le sang-froid de son entourage : « Ils avaient tous l'air aussi gai et insouciant que s'ils s'étaient rendus à une chasse à courre, quelque part dans la campagne anglaise. » Le chirurgien James, de la cavalerie de la Maison du roi, trouva aussi qu'ils avaient l'air de « se promener à cheval

pour le plaisir ». Cette impression était renforcée par l'aspect de Wellington. Comme il en avait pris l'habitude, il portait des vêtements civils : une veste bleue par-dessus une culotte de daim blanche, de courtes bottes, un foulard blanc. Les seuls éléments militaires de son costume étaient une écharpe à nœud de maréchal espagnol et les cocardes de la Grande-Bretagne, de l'Espagne, du Portugal, et des Pays-Bas qui ornaient son chapeau bas à cornes. A l'arçon de sa selle, il transportait une cape de cheval bleue pliée ; il devait se rappeler, plus tard, qu'il l'avait ôtée et remise cinquante fois au cours de la journée. De fréquentes averses ont en effet ponctué la journée du 18 juin 1815.

Les averses et la brume expliquent la mauvaise visibilité, qui ne fit qu'empirer au cours de la journée, au fur et à mesure que la canonnade et les feux de salve accumulaient des nuages de fumée blanche, très dense, qu'aucune brise ne venait dissiper. Au début de la soirée, Wellington, qui se trouvait près de son orme, ne voyait plus la ferme de la Haie-Sainte, située à deux cent cinquante mètres seulement devant lui. Mais au début de la matinée, son regard portait, par-delà la vallée, jusqu'à la crête occupée par les Français. Contrairement à certains officiers britanniques, qui affirmaient avoir vu Napoléon en personne, Wellington a dit, plus tard, qu'il ne l'avait pas aperçu. Mais il put voir distinctement le début de l'offensive française, lorsque, à onze heures trente, elle commença à dévaler la pente vers Hougoumont qui se trouvait devant lui.

L'attaque avait été précédée par des tirs intenses d'artillerie, venant des cent canons de la « grande batterie » de Napoléon. Il y eut des boulets qui passèrent près de lui, pendant qu'il se tenait à cheval sur la crête, derrière le château. Il resta là au cours des deux heures qui suivirent, observant le déroulement des combats et envoyant des renforts lorsqu'il le jugeait nécessaire. Tirer le meilleur parti de ses maigres réserves, telle fut, au cours de toute cette journée, sa principale occupation. Lorsqu'il vit que le verger était tombé aux mains des Français, il envoya quatre compagnies des Coldstream Guards, qui le reprirent. Lorsque les Français firent irruption dans la cour du château, il en envoya quatre autres : la terrible bataille qui faisait rage entre les murs prit fin avec l'extermination de tous les assaillants, à l'exception d'un jeune tambour.

Hougoumont semblait en sûreté lorsqu'un obus français atterrit dans la cour de la ferme et mit le feu aux bâtiments. Bientôt, la majeure partie du château était en flammes, et l'incendie menaçait d'obliger les défenseurs à

se risquer en terrain découvert. Il était à peu près une heure. Wellington, qui continuait à observer les événements depuis la crête, à l'arrière, bien que les combats fussent en train de s'intensifier près du carrefour, fut vivement préoccupé par la situation. Il prit une des bandes de parchemin pliées qu'il gardait dans les boutonnières de son gilet et écrivit au crayon une note qui a été conservée, et qu'on peut voir, aujourd'hui encore, dans une vitrine à Apsley House, sa résidence londonienne. La voici :

> Je vois que le feu qui avait pris aux meules s'est communiqué au toit du château. Vous devez néanmoins garder vos hommes dans les parties de l'édifice qui n'ont pas encore été atteintes par le feu. Prenez garde à l'effondrement du toit ou des planchers, qui pourraient occasionner des pertes. Lorsqu'ils seront tombés, continuez à défendre les murs à l'intérieur du jardin, surtout si l'ennemi est en mesure de pénétrer, à travers les parties incendiées, jusque dans le corps de logis.

Wellington était célèbre pour sa clarté et sa concision. Pour avoir écrit un morceau de prose aussi précis et allant si droit à son but (en anglais, la note contient à la fois un subjonctif et un futur antérieur) à cheval, sous le feu de l'ennemi, au beau milieu d'une bataille décisive, il faut, de toute évidence, disposer de facultés intellectuelles tout à fait exceptionnelles et d'un sang-froid à toute épreuve. Peu après avoir dépêché cette note avec une estafette, il fit faire demi-tour à son cheval et refit en sens inverse les douze cents mètres qui le séparaient du carrefour, où le centre de son dispositif attendait l'attaque imminente de l'infanterie française formée en colonnes denses.

Il était de retour près de son arbre peu après une heure trente de l'après-midi ; puis il fit avancer son cheval jusqu'à une sablière, sur la route de Bruxelles, tenue par la brigade des fusiliers, pour voir de plus près les colonnes françaises ; fortes de dix-huit mille hommes, elles étaient en train de franchir les mille mètres de vallée qui les séparaient de la crête occupée par les Anglais. Il retourna ensuite au carrefour pour y diriger la défense. Une brigade belge, que son chef avait laissée sous le feu direct de l'artillerie française, avait presque été anéantie. Il fit venir des troupes fraîches pour renforcer ses lignes, puis il attendit (il ne pouvait rien faire d'autre) de voir si la puissance de feu des bataillons britanniques serait suffisante pour annihiler l'impact de l'offensive française.

Les positions anglaises furent sauvées, en effet, par un feu terrible et meurtrier, mais le duc fut cependant forcé d'intervenir à un moment donné pour remplacer un régiment hanovrien, écrasé par une charge inattendue de

la cavalerie française, par des brigades fraîches. Il dut également assister, impuissant, à la contre-attaque de cavalerie décidée, de sa propre initiative, par son adjoint Uxbridge qui commandait les troupes à cheval. C'était une erreur : elle échoua totalement et fut écrasée dans le fond de la vallée. Pendant que les survivants regagnaient, tant bien que mal, les lignes anglaises, Wellington se rendit à la sablière, qui avait été perdue puis reprise par ses défenseurs de la brigade des fusiliers ; il inspecta leurs positions et fit transmettre à la légion allemande du Roi, qui se trouvait devant eux, à la Haie-Sainte, de mieux fortifier les bâtiments de la ferme.

Il était maintenant trois heures environ. Wellington fit avancer des renforts d'infanterie et d'artillerie qu'il disposa derrière ses ailes droite et gauche, mais son principal souci était le centre droit. A cet endroit, entre Hougoumont et le carrefour, la crête était tenue par un chapelet de régiments britanniques inexpérimentés, et ils allaient subir sous peu, c'était évident, une charge massive de la cavalerie française. C'est vers ce secteur que le duc se dirigeait maintenant. Il sentait que le temps pressait. Alors qu'il se trouvait encore près de son arbre, il avait tout juste entr'aperçu les pointes de lance des Prussiens qui arrivaient à son secours ; ils venaient de Wavre, où Blücher s'était retiré après la bataille de Ligny. C'était le salut. Mais, comme il devait le raconter bien des années plus tard à sir John Jones : « Le temps qu'ils mettaient à approcher me semblait interminable. J'avais l'impression qu'ils s'étaient arrêtés, et ma montre avec eux. »

Pendant qu'ils se traînaient vers Waterloo, l'assaut furieux des colonnes de la cavalerie française pouvait faire voler en éclats sa défense soigneusement élaborée et donner la victoire à Napoléon. L'Empereur avait décidé de ne pas s'occuper de la tactique. Il observait le combat depuis les hauteurs, de l'autre côté de la vallée. Wellington, au contraire, se tenait le plus près possible de son infanterie, chevauchant au milieu des fantassins, leur criant, à la hâte, quelques mots d'encouragement, se réfugiant à l'occasion à l'intérieur d'un carré, lorsque la cavalerie française venait tourbillonner un peu trop près. Le plus souvent, il se fiait « à son habileté de cavalier et à la rapidité de Copenhagen » pour échapper au danger. Ses soldats ne le perdaient jamais de vue. Wheatley, de la légion allemande du Roi, le vit agiter son chapeau pour faire monter des renforts en ligne. Norris, du 73^{e} régiment de Highlanders, le vit parler au général Halkett, puis le quitter pour se réfugier à l'intérieur du carré formé par le régiment lorsqu'il vit arriver la charge des Français. Gronow, de la Garde, le vit assis,

pâle, mais « parfaitement maître de lui », juste à l'arrière du front. Un membre de son propre état-major devait raconter plus tard qu'« entre trois et quatre heures il s'exposa, pendant de longues minutes, à une fusillade nourrie. Tout l'état-major, à l'exception d'un seul aide de camp, avait reçu le signal de rester en arrière pour ne pas attirer le feu de l'ennemi […] et pour mieux échapper aux observateurs adverses, en mettant pied à terre. Abrité derrière ma selle, c'est tout juste si je pouvais distinguer la silhouette du duc, à cheval au milieu de la fumée, pendant que les balles – qui arrivaient dru comme grêle – passaient en sifflant au-dessus de nos têtes sans nous faire de mal. Ce fut un moment d'intense inquiétude, car si le duc avait été tué, Dieu seul sait ce qu'aurait pu être le résultat ».

A quatre heures vingt, il demanda l'heure à son aide de camp. Les charges de la cavalerie française se faisaient moins fréquentes, et l'espoir de Wellington de tenir bon jusqu'à l'arrivée des Prussiens grandissait en conséquence. Il fit alors monter en ligne une des dernières, mais aussi une des meilleures brigades de sa réserve, et la posta entre les régiments britanniques inexpérimentés (qui avaient conquis le titre de vétérans) et Hougoumont. C'était une excellente décision, comme allait le montrer sous peu la « crise de Waterloo ».

Vers cinq heures trente, toutefois, avant que la « crise » se déclenche, et pendant que les charges de la cavalerie française devenaient de plus en plus inefficaces, il dut se rendre dans un autre secteur du front où la situation était alarmante. Les combats d'infanterie avaient repris autour de Hougoumont, ce qui l'avait forcé à engager là des réserves qu'il refusait, au même moment, à un général dont les hommes avaient tout juste réussi à survivre aux assauts de la cavalerie. « Dites-lui qu'il m'est impossible de le satisfaire, dit-il. Lui et moi, comme n'importe quel Anglais sur le champ de bataille, devons mourir là où nous nous trouvons en ce moment. » C'est alors qu'il disait ces mots qu'il apprit la chute de la Haie-Sainte.

Aussitôt, il donna ses ordres ; ils étaient, une fois de plus, parfaitement clairs et réfléchis : « Je vais faire marcher les troupes de Brunswick, qui sont derrière Maitland, et d'autres unités aussi. Allez, et amenez sur place tout ce que vous pourrez de troupes allemandes dans la division et tous les canons que vous trouverez. » A peine avait-il expédié ses ordres qu'il se mettait en route à son tour, pour rallier des soldats de Brunswick qui s'enfuyaient derrière la Haie-Sainte et les ramener au combat. Cathcart, un de ses aides de camp, devait se rappeler par la suite qu'il avait l'air

« extrêmement mortifié ». Peut-être en voulait-il au bataillon de voltigeurs de la légion allemande d'avoir perdu la ferme de la Haie-Sainte, ou peut-être à lui-même de les avoir laissés manquer de munitions.

Mais cette crise mineure, résolue pour un temps, allait être reléguée au second plan par des événements d'une tout autre gravité. On prétend qu'un déserteur français vint lui dire, à peu près à ce moment-là, que Napoléon allait engager la garde impériale. Qu'il ait, ou non, été prévenu, il put bientôt juger par lui-même. Après avoir pris ses dispositions au sujet de la Haie-Sainte, il était revenu à cheval vers Hougoumont, en suivant la ligne de front. Au fur et à mesure qu'il remarquait des brèches ou des endroits plus faibles, il faisait avancer des renforts d'infanterie ou d'artillerie prélevés sur ses réserves. Vers sept heures, il se trouvait sur la pente au-dessus du château, avec devant lui les gardes à pied et le 52e régiment de voltigeurs. A l'aide de sa longue-vue (un observateur l'avait vu manier distraitement les éléments du tube, tantôt les déboîtant, tantôt les remboîtant de nouveau), il pouvait voir maintenant les soldats de la Garde qui commençaient à descendre dans la vallée, avançant en colonnes denses au son du tambour. Ils n'avaient jamais connu la défaite.

Wellington avait fait coucher les hommes de la garde anglaise. Lorsque les Français furent à portée de fusil, il cria : « Debout, la Garde. Prêts à tirer. Feu ! » La salve frappa la tête de la colonne française avec une telle force que, selon un observateur, elle l'obligea physiquement à reculer. Quelques Français réussirent à riposter. Mais alors les Britanniques attaquèrent à la baïonnette, tandis que les voltigeurs du 52e tiraient des feux de salve sur les flancs. La colonne de la garde impériale commença à se désintégrer par l'arrière, et bientôt refluait tout entière vers son point de départ. Wellington, qui avait rejoint le 52e, donna à son colonel un dernier ordre avant de repartir : « En avant, en avant. Ne leur laissez pas le temps de se rallier. Ils ne pourront pas tenir. »

Puis il donna de l'éperon à Copenhagen qui le ramena au carrefour. Là, il put voir, grâce à sa longue-vue, et sans doute possible, les Prussiens qui, sur les hauteurs d'en face, attaquaient le corps principal de l'armée française. Un Highlander l'aperçut alors, dressé sur ses étriers, avec sur le visage une expression « presque surhumaine ». Quelqu'un l'entendit se dire à lui-même : « Oh, et puis tant pis ! Quand le vin est tiré, il faut le boire ! » Il ôta son chapeau et l'agita trois fois en l'air, dans la direction des Français. C'était le signal de l'attaque générale.

Dans l'obscurité (moitié fumée, moitié brouillard) qui commençait à couvrir le champ de bataille, le duc allait de l'avant avec ses troupes, au milieu de scènes indescriptibles. Quarante mille soldats et plusieurs milliers de chevaux avaient été tués ou blessés au cours des dix heures qui venaient de s'écouler. Leurs corps gisaient dans un espace qui ne dépassait guère deux kilomètres carrés et demi. Les vivants foulaient littéralement aux pieds les morts et les mourants en traversant le champ de bataille, que ce fût pour attaquer ou pour battre en retraite. C'est à ce moment-là qu'Uxbridge eut la jambe emportée par un coup de canon, alors qu'il se trouvait à côté de Wellington. Le boulet passa sous le cou de Copenhagen. Wellington soutint le commandant en second jusqu'à ce qu'on vînt l'emporter, puis repartit en avant, tout en donnant ses ordres : « Formez les compagnies et en avant, immédiatement » – « Il faut me déloger ces gaillards-là » – « Droit devant. »

Comme il poussait son cheval en avant et se rapprochait de l'ennemi qui battait en retraite, un membre de son état-major l'adjura de ne plus prendre de tels risques. « Ne vous inquiétez pas, répondit-il. Laissez-les tirer. La bataille est gagnée. Ma vie n'a plus d'importance. » Vers dix heures, après avoir traversé le champ de bataille, il arriva près de la Belle Alliance. C'est là que Blücher, qui empestait le gin et le liniment, l'attendait pour lui donner l'accolade : « *Mein lieber Kamerad*, s'exclama-t-il, *quelle affaire*[1] ! » Les quelques mots de français que connaissait le vieil officier prussien étaient les seuls que les deux hommes eussent en commun.

La nuit était presque tombée, et Wellington fit demi-tour pour traverser le champ de bataille en sens inverse jusqu'à ses quartiers. Le trajet de retour n'avait rien de l'insouciance de l'aller. Le groupe qui entourait Wellington avait été décimé de façon pitoyable et allait au pas. « Pendant la chevauchée du retour, note l'un d'eux, pas une fois je ne vis le duc adresser la parole à un membre de sa petite suite ; à vrai dire, il était, de toute évidence, sombre et abattu […]. Les quelques hommes qui l'entouraient faisaient penser, eux aussi, plutôt à un petit cortège funèbre qu'aux vainqueurs de l'une des batailles les plus importantes qui aient jamais été livrées. »

A Waterloo, il mit pied à terre, fit une caresse à Copenhagen (le pur-sang répondit par une ruade à lui casser un membre), et pénétra dans son logis où son cuisinier français lui avait préparé un dîner. Il était à peu près onze heures. Il mangea en silence. Plus peut-être que la tension nerveuse éprouvée ce jour-là, plus que les horreurs du champ de bataille, c'était la

perte de ses proches collaborateurs qui l'affectait le plus. « Dieu merci, en voilà encore un », répétait-il au fur et à mesure que les survivants, l'un après l'autre, venaient passer la tête par la porte. Ils n'étaient guère nombreux. Gordon agonisait dans le lit du duc, Lancey ne valait pas beaucoup mieux, Canning avait été tué, Barnes et Fitzroy Somerset blessés. Wellington, attablé avec un seul officier pour lui tenir compagnie, était peiné d'avoir lui-même survécu. Il but un verre de vin avec son compagnon : « A la mémoire de la guerre d'Espagne ! », dit-il, puis, levant les deux mains vers le ciel « dans un geste de supplication », il s'écria : « La main du Dieu tout-puissant a été sur moi aujourd'hui. » Il se leva d'un bond, se dirigea vers un lit et s'endormit instantanément.

On ne le laissa tranquille que pour quelques heures. A trois heures, il fut éveillé par Hume, le chirurgien, qui venait lui apprendre que Gordon, qu'il avait amputé d'une jambe cette même nuit, venait de mourir dans ses bras. Le duc fut aussitôt parfaitement réveillé. « Il avait, comme d'habitude, écrit Hume, enlevé tous ses vêtements, mais il ne s'était pas lavé [un cas presque unique, car Wellington était excessivement scrupuleux en matière de propreté]. Lorsque j'entrai dans la pièce, il s'assit, le visage couvert de la sueur et de la poussière du jour précédent, et me tendit sa main, que je pris dans la mienne, tout en lui racontant la mort de Gordon. Je lui parlai aussi des pertes dont j'avais eu connaissance. Il fut très affecté. Je sentais ses larmes qui tombaient dru sur ma main, et lorsque je le regardai, je les vis qui coulaient l'une après l'autre sur ses joues poudreuses en y creusant des sillons. »

Mais, quels que fussent ses états d'âme, le duc était maintenant réveillé et ne pouvait échapper aux devoirs de cette nouvelle journée qui commençait. Il se leva, fit sa toilette, s'habilla, se rasa, prit une tasse de thé et un peu de toast (son menu invariable au petit déjeuner) puis s'installa pour rédiger sa dépêche de Waterloo. Lorsqu'elle fut publiée, quatre jours plus tard, par le *Times* de Londres, le journal dut lui réserver quatre colonnes. Les morts qu'on venait lui apprendre l'affectèrent à un tel point qu'il dut s'interrompre à cinq heures, mais il acheva le texte le même jour, à Bruxelles. C'est là que, la plume à la main, assis à la fenêtre d'un hôtel, il reconnut dans la foule Creevey (l'auteur du *Journal*) et l'invita à monter dans sa chambre. « Ce fut une affaire bigrement sérieuse », lui dit-il, en marchant de long en large. « Blücher et moi avons perdu trente mille hommes [en réalité, les pertes totales étaient bien plus élevées]. Ce fut une

sacrément belle chose – la plus risquée de toute votre vie. » Puis, toujours arpentant la chambre, il éclata : « Par Dieu ! Je ne crois pas qu'elle aurait été faisable si je n'avais pas été là ! »

Wellington : l'homme

Qu'est-ce donc qui avait rendu cet homme hors du commun capable de supporter l'épreuve à la fois mentale, morale et physique de ces quatre jours de Waterloo – quatre jours qui avaient infligé un tel choc aux simples combattants, eux qui n'avaient pas eu à supporter la tension du commandement, contrairement à Wellington, et qui avaient couru sans doute moins de dangers que lui ? On les retrouve, après la bataille, pâles et silencieux, horrifiés par le carnage, soûls de fatigue, rendus sourds par les décharges incessantes des armes à feu. Que Wellington ait couru plus de dangers que ses subordonnés est un fait indiscutable. Chaque fois que le poids de l'offensive se déplaçait d'un secteur du front à un autre, il se déplaçait à sa suite, laissant aux unités qu'il quittait un répit qu'il se refusait à lui-même. Lorsqu'il dit, le lendemain, à sa belle-sœur : « Le doigt de Dieu a été sur moi toute cette journée – rien d'autre n'aurait pu me sauver », il ne s'éloigne guère de la plus stricte vérité.

« "Le rejeton d'une noble famille", venu servir dans l'armée, plus pour en être l'ornement que pour s'y rendre utile », c'est ainsi que cet homme, marqué par le doigt de Dieu, se décrit lui-même tel qu'il était au début de sa carrière militaire. « Ils [ses collègues officiers] éprouvaient à mon égard une sorte de jalousie, parce que j'étais le fils d'un lord. » Si telle était bien leur attitude, elle nous en dit davantage au sujet de l'étroitesse d'esprit des officiers britanniques des années 1790 en matière sociale (ils étaient eux-mêmes fils d'officiers, de pasteurs ou de petits propriétaires terriens) que de la situation véritable de Wellington. Son père, en effet, n'était lord que de nom, ou presque : il siégeait en tant que tel au parlement irlandais, et, comme la plupart des pairs d'Irlande, n'avait guère d'argent ni de terre, et sa généalogie ne remontait pas très haut. Arthur Wesley (l'orthographe fut plus tard modifiée en Wellesley) était, en outre, un fils cadet, et ne pouvait donc espérer d'héritage paternel. La seule richesse qu'il eût reçue en partage, il la tenait de son aîné, Richard, qui était doué de remarquables talents politiques, au premier chef la haute estime qu'il avait de lui-même. Son ascension, dont la première étape fut le poste de gouverneur général du

Bengale, au nom de la Compagnie des Indes, permit à Arthur de prendre un bon départ.

Il fut certes loin d'avoir autant de chance chez lui ou dans ses écoles successives. Lorsque nous essayons de juger le caractère d'Alexandre, même si nous apprécions à leur juste valeur son intelligence, sa force physique et sa beauté, sans oublier son caractère qui le pousse à aller, inexorablement, de l'avant, nous devons reconnaître que le fait d'être éduqué à la cour, en qualité d'héritier désigné ou, à tout le moins, présomptif d'un monarque doublé d'un conquérant, eut un effet décisif sur le développement de sa personnalité. Alexandre fut l'objet, d'abord, des soins passionnés, voire de l'idolâtrie, d'une mère impétueuse puis de l'affection d'un père exemplaire et suprêmement roi. Il fut ensuite, à l'âge de la puberté, c'est-à-dire à un moment où les impressions se gravent pour toujours dans la mémoire, placé au centre d'un groupe de jeunes gens de son âge, bons athlètes, pleins de vie et d'intelligence, qui étaient prêts à le suivre en tout. Le fait d'exceller en semblable compagnie (et le penchant qu'avait Alexandre, selon tous ceux qui l'ont approché, à rechercher l'excellence en toutes choses aurait reçu l'approbation chaleureuse d'Aristote) fait concevoir à l'adolescent de telles espérances que rien par la suite, sauf le succès, ne pourra les combler. Toutes les institutions destinées à l'élite connaissent bien ce principe de base et l'appliquent. Wellington, qui devint élève d'Eton à l'âge de douze ans, était le produit d'une institution de ce genre, mais Eton n'eut pas du tout le même effet sur lui que la petite école pour princes de Philippe eut sur Alexandre. « Ses habitudes, écrit un biographe victorien, étaient celles d'un jeune garçon rêveur, paresseux, et timide. […] Il se promenait seul, en général, se baignait seul la plupart du temps et participait rarement aux matchs de cricket ou aux fameuses "courses d'aviron". » L'Eton du XVIII^{e} siècle était loin, évidemment, d'offrir des conditions comparables à celles de l'académie d'Aristote. Il n'y avait ni chasse excitante au gros gibier, ni culte de la nudité et du corps qui avait débarrassé Alexandre de toute fausse honte dans les compétitions physiques et l'avait aidé à galvaniser ses hommes sur le champ de bataille, ni d'intimité entre maître et élève, ni d'encouragement chaleureux aux prouesses du corps et de l'esprit. Eton était un endroit trop impersonnel et trop livré à l'arbitraire pour exercer une influence enrichissante sur la personnalité de quiconque, à l'exception des esprits les plus robustes. Et le jeune Wellington n'était rien moins que robuste d'esprit.

Aussi ne brilla-t-il ni à Eton ni dans les écoles françaises qu'il semble bien avoir fréquentées par la suite. Ce ne fut pas davantage le cas lors de ses débuts dans l'armée. Sa carrière ressemble en tous points à celle de n'importe quel officier subalterne, qui avait juste assez d'argent pour acheter les « échelons », comme on appelait alors les brevets vénaux, dans des régiments où il y avait des postes vacants ou des affectations intéressantes à prendre. Il exerça avec succès d'abord les fonctions d'enseigne au 73e régiment à pied, puis de lieutenant au 76e et au 41e, de capitaine au 58e, de capitaine encore au 18e de dragons légers, enfin de commandant, puis de lieutenant-colonel au 33e, le tout entre 1787 et 1793. En tant que lieutenant-colonel du 33e régiment d'infanterie, il subit le baptême du feu en Flandre, au début des guerres révolutionnaires ; ce fut aussi son premier commandement en qualité d'officier général placé à la tête d'une brigade. Il fit aussi l'apprentissage de la politique : il occupa, au parlement irlandais, le siège de député de Trim, traditionnellement réservé à sa famille.

Mais rien ne le distinguait de douzaines d'autres « rejetons de nobles familles » avant qu'il se fût embarqué pour l'Inde, avec le 33e d'infanterie, en 1796. En décidant d'accepter les risques que comportait un exil en Inde (il allait y rester huit ans), Wellington avait pris un parti d'une importance cruciale. Il s'exposait à de graves dangers, de nature à la fois personnelle et professionnelle. L'Inde du XVIIIe siècle était en passe de devenir un cimetière pour les Européens. C'était aussi le cimetière des ambitions, car l'officier qui servait là-bas était bien loin des hommes qui décidaient des choix et des promotions. Mais il eut la chance d'arriver à un moment où l'Inde était sur le point de devenir un endroit où l'on pouvait désormais avancer, et non plus retarder, sa carrière. Pendant trente ans, la puissance britannique en Inde n'avait fait aucun progrès – depuis 1763 et la fin de la guerre de Sept Ans, les feudataires de l'Empire moghol agonisant avaient fait à la Compagnie des Indes une guerre d'escarmouches, lui cédant quelquefois des miettes de territoire, mais dressant, le plus souvent, les Britanniques contre les Français, pour en tirer des avantages. Le déclenchement des guerres révolutionnaires en Europe conférait soudain à ces chamailleries lointaines une importance stratégique. Les Britanniques décidèrent de supplanter l'influence française partout où elle existait encore. Les militaires assez intelligents pour faire manœuvrer des armées

dans les conditions qui étaient celles de l'Inde (routes exécrables, approvisionnement intermittent, épidémies, climat épouvantable) et pour gagner des batailles lorsqu'on pouvait acculer l'ennemi au combat étaient sûrs de se faire une réputation. Wellington releva le défi : il lui fallait prouver qu'il était homme à faire tout cela.

Il se consacra à cette tâche comme s'il avait passé toute sa vie à s'y préparer. George Elers, cousin de l'écrivain féministe Maria Edgeworth, habitait alors Calcutta, et il avait le même âge que Wellington. Il décrit l'impression que lui fit, à son arrivée, le jeune officier, dans les termes suivants :

> Il était plein de vie et d'entrain. Sa taille était d'environ cinq pieds sept pouces [en fait, plutôt cinq pieds dix pouces[2]] ; il avait un visage allongé, le teint pâle, un très grand nez aquilin, des yeux bleus très clairs et la barbe la plus noire que j'aie jamais vue. Il était extrêmement soigneux de sa personne, et je l'ai vu se raser deux fois par jour, ce qui, je crois, était son habitude. A cette époque, il parlait à toute vitesse, avec, me semble-t-il, un très très léger zézaiement. Il avait des maxillaires très étroits, et ses oreilles présentaient une particularité que je n'ai jamais observée que chez une autre personne à part lui, à savoir lord Byron : le lobe de l'oreille n'était pas séparé de la joue. Il avait une façon bien à lui de pincer les lèvres lorsqu'il était content. Je la lui ai souvent vue lorsqu'il était plongé dans ses pensées.

Il a dû souvent lui arriver d'être plongé dans ses pensées au cours de ses années de campagne en Inde, car les opérations qu'il devait mener étaient de la plus grande complexité. La Grande-Bretagne, qui gouvernait ses possessions indiennes par l'intermédiaire de la Compagnie des Indes, ne disposait que des trois enclaves qui s'étaient développées autour des premiers comptoirs de la Compagnie, Calcutta, Bombay et Madras, situés respectivement dans l'est, l'ouest et le sud de la péninsule. L'enclave de Calcutta, il est vrai, avait été considérablement agrandie par les conquêtes, mais les deux autres n'étaient que des têtes de pont. La Grande-Bretagne devait, par conséquent, résoudre des problèmes stratégiques qui ressemblaient, à certains égards, à ceux qu'avait dû affronter Alexandre lorsqu'il avait entrepris la conquête de l'Asie Mineure. De même que l'existence de cités grecques sur les marges de l'Empire perse donnait à Alexandre la possibilité d'opérer, ici ou là, à partir d'une base solide, de même la possession des comptoirs fortifiés et de leur arrière-pays conférait ce même avantage aux Britanniques. Comme Alexandre, là encore, les Britanniques devaient affronter une dynastie impériale, celle des Moghols, dont la puissance était en train de décliner. Mais là s'arrête la comparaison.

Quelle qu'ait pu être, en effet, la force de la Royal Navy, la Grande-Bretagne devait se battre beaucoup plus loin de ses bases qu'Alexandre ne le fit jamais. De même, les troupes dont elle disposait, et dont les régiments européens ne constituaient qu'une partie, étaient un instrument bien inférieur à l'armée homogène, gréco-macédonienne, que commandait Alexandre.

Le seul atout de Wellington, ou de tout autre général britannique engagé dans cette campagne, était la désunion qui régnait dans le camp ennemi. Les Français avaient bien essayé de tisser un réseau d'alliances entre les principautés instables placées sous la suzeraineté moghole. Mais elles avaient trop goûté aux délices de l'autonomie pour pouvoir coopérer loyalement entre elles. Les Britanniques avaient donc la possibilité de les battre « en détail », et ils s'attelèrent à cette tâche. En 1799, Wellington prit part au renversement du principal souverain du Sud, Tippou Sahib, à Seringapatam. L'année suivante, on lui confia un commandement ; il captura Dhundia Wagh, un « seigneur de la guerre » local, qui semait la terreur dans l'ancien royaume de Tippou Sahib.

Il y eut ensuite une interruption de trois ans, jusqu'en 1803 où la guerre reprit de plus belle avec la Confédération marathe. Ce sont les combats qui l'opposent à ce conglomérat de principautés dépendant théoriquement de l'empereur moghol qui vont donner sa chance à Wellington et établir solidement sa réputation (du moins en tant que « général des cipayes »). La guerre se divise, en ce qui le concerne, en deux phases. Au cours de la première, il inflige une défaite au principal souverain marathe, Sindhia, lors de la bataille d'Assaye, épisode sanglant où il eut deux chevaux mis hors de combat sous lui. Pendant la seconde, il opère contre Holkar, l'allié de Sindhia, jusqu'à ce que son frère, le gouverneur général, le rappelle pour faire de lui son conseiller militaire : il s'agit de mettre fin à la guerre. Celle-ci aura constitué une étape importante dans la conquête par la Grande-Bretagne de l'ensemble du sous-continent.

Il s'est fait désormais un nom, et sa part de butin dans la campagne lui assure une modeste indépendance financière. Il est prêt à retourner en Angleterre, et c'est ce qu'il fait en 1805. Il revient chevalier et général de brigade ; il a hâte de se marier (c'est chose faite en 1806) et brûle de reprendre sa place dans la vie politique. Son but est de défendre la réputation de son frère, victime de la campagne de calomnies lancée alors contre l'administration britannique en Inde. Mais son retour au Parlement (à

Westminster, non à Dublin, puisque le parlement irlandais avait été aboli en 1800) a des conséquences inattendues : ses talents sont remarqués par le ministre de la Guerre. C'est son esprit incisif et ses dons d'expression qui impressionnent Castlereagh. Bientôt le jeune général (Wellington est alors âgé de trente-sept ans) se trouve constamment appelé en consultation par le ministre pour donner son avis sur une série de plans de campagne.

Ceux-ci avaient pour but d'endiguer l'expansion de la puissance napoléonienne : depuis qu'il avait soumis l'Espagne et conquis la Prusse, le pouvoir de l'Empereur s'étendait des rives de la Baltique au littoral sud-américain. C'est dans ce cadre que Wellington prit une part active à deux opérations amphibies en Europe du Nord, en 1806 et 1807 ; la seconde, rondement menée, fut un succès.

LES CAMPAGNES DE WELLINGTON
PENDANT LA GUERRE D'ESPAGNE (1808-1814)

Mais ce n'étaient encore là que coups d'épingle. C'est en 1808 seulement que les soulèvements d'Espagne et du Portugal offrirent aux Britanniques l'occasion d'infliger de réelles blessures à leur adversaire. Les deux premières tentatives visant à déclencher ce qui allait devenir une « plaie ouverte » dans le flanc de Napoléon se terminèrent par un fiasco. Wellington réussit cependant, au cours de la première campagne, à vaincre une petite armée française dans la bataille de Vimeiro (21 août 1808). L'année suivante, néanmoins, l'Angleterre trouva enfin le secret d'une stratégie efficace en Espagne. L'inventeur en fut Wellington. « J'ai toujours été d'avis, écrivait-il à Castlereagh en mars 1809, que le Portugal pourrait être défendu avec succès, quel que soit le résultat de la lutte en Espagne. » Son arme allait être la flotte britannique. Grâce à la puissance navale, il était possible de s'emparer d'une base solide, à l'embouchure du Tage, et de l'approvisionner. A partir de là, une armée anglaise pourrait opérer en sécurité, à l'abri de la ceinture montagneuse qui constituait les frontières du Portugal. Les Britanniques pourraient emprunter, à leur choix, n'importe lequel des cinq cols qui menaient en Espagne pour monter des opérations offensives. En revanche, si les Français s'avisaient de riposter, ils seraient immobilisés et vaincus, sur un terrain entièrement favorable à la défense. Non seulement Castlereagh fit sienne toute l'argumentation de Wellington, mais il décida également d'appliquer son plan et de lui donner le commandement du corps expéditionnaire tout entier.

C'est ainsi que commença, pour Wellington et pour l'armée britannique, l'épopée de la guerre d'Espagne, qui ne devait se terminer qu'au printemps 1814. Elle se décompose en six phases, pendant lesquelles la victoire changea souvent de camp. En 1809, Wellington établit sa base près de Lisbonne, à l'embouchure du Tage, remporta la bataille de Porto, chassa les Français du Portugal, les suivit en Espagne et y livra la bataille sanglante, mais victorieuse, de Talavera. En 1810, il fut acculé à la défensive : il entreprit la construction d'un système de fortifications autour de Lisbonne, les lignes de Torres Vedras, pour la rendre imprenable et dut livrer la bataille de Bussaco pour couvrir sa retraite à l'intérieur des lignes. L'armée française qui le guettait à l'extérieur, affamée, dut s'en retourner en Espagne. Toute l'année 1811 se passa en combats indécis de part et d'autre de la frontière hispano-portugaise. Les victoires de Fuentes de Onoro et

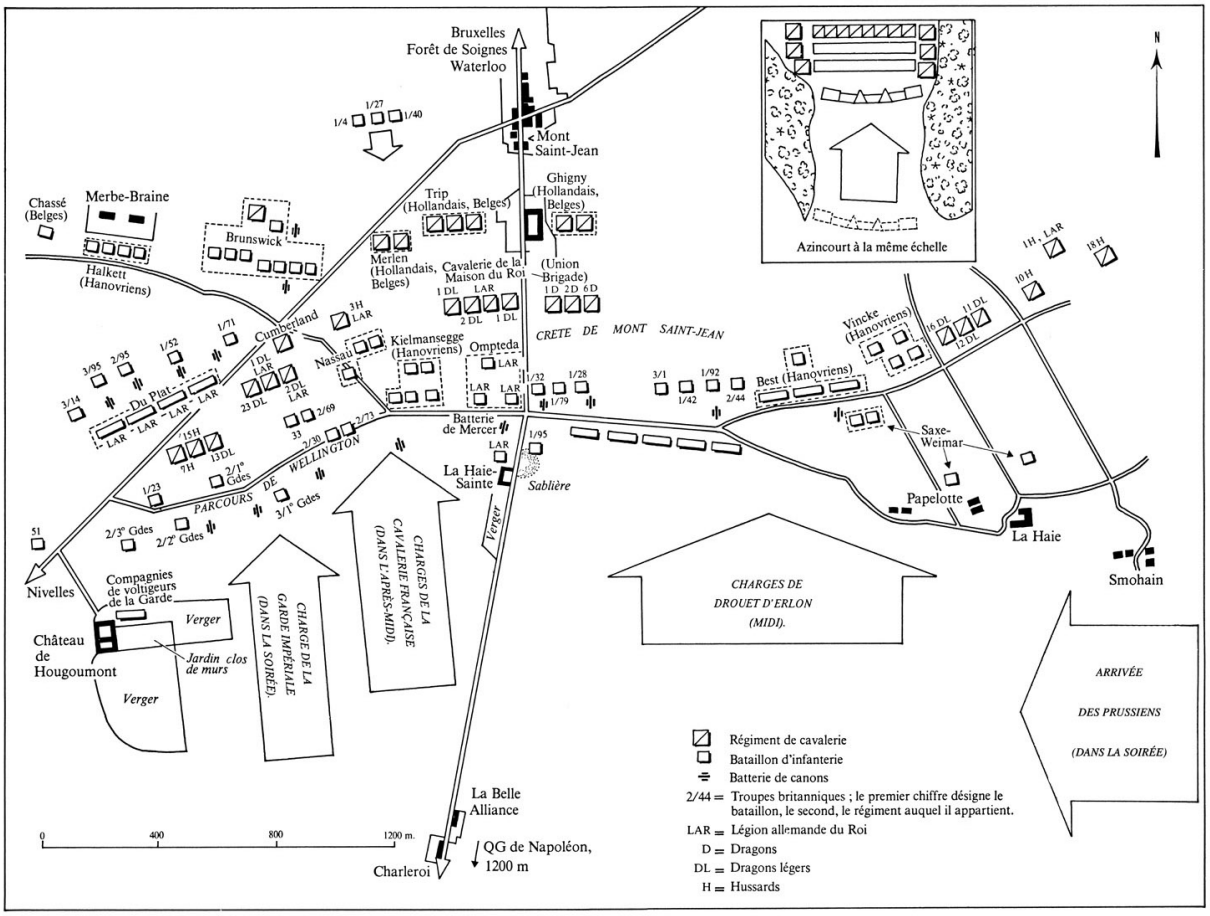
d'Albuera (cette dernière remportée par son adjoint Beresford) donnèrent cependant l'avantage stratégique à Wellington.

En 1812, le déroulement de la campagne l'amena à pénétrer en Espagne, grâce à la prise des forteresses frontalières de Ciudad Rodriguo et de Badajoz. Il manœuvra brillamment à la bataille de Salamanque et entra à Madrid. Mais il avait trop étiré ses lignes de communication (les Français, qui avaient bénéficié, depuis le début, de l'avantage du nombre, réussirent à concentrer des forces supérieures aux siennes) et dut se retirer sur la frontière portugaise où il passa l'hiver. Au printemps 1813, cependant, il reçut des renforts qui lui permirent de reprendre l'offensive, de s'emparer à nouveau de Madrid, de remporter les victoires de Vitoria et de Sorauren et de rejeter les Français au-delà des Pyrénées. Au printemps 1814, tandis que la chance abandonnait Napoléon, Wellington gagna les batailles d'Orthez et de Toulouse, anéantissant ainsi toute force militaire adverse dans le sud de la France. Quatre jours avant Toulouse (les nouvelles circulaient très lentement à cette époque), Napoléon, qui se trouvait dans une situation désespérée, avait abdiqué.

Wellington était maintenant une personnalité de dimension européenne. Ses victoires en Espagne lui avaient valu un flot incessant d'honneurs : en 1809, il est fait baron et vicomte (c'est seulement à partir de cette date qu'on peut à bon droit lui donner le titre de vicomte de Wellington). En 1812, il reçut un marquisat, en 1813 l'ordre de la Jarretière et un bâton de maréchal, en 1814 il fut fait duc. Parallèlement, il croulait sous les titres honorifiques portugais et espagnols : duc et maréchal dans les deux pays, l'ordre de la Toison d'or et le titre de généralissime de l'armée espagnole. Mais l'image qu'on avait de sa personnalité comptait tout autant que sa réputation. Pour ses soldats, il était ce « bougre au long nez qui bat les Français ». Tous ceux qui comptaient, en Grande-Bretagne ou chez les alliés européens de celle-ci, étaient surtout impressionnés par son extraordinaire ressort face aux difficultés, par la morgue glaciale qu'il arborait en public (si différente du Wellington prompt à pleurer que nous montrent ses intimes au lendemain de Waterloo) et par une souplesse stratégique jamais prise en défaut. L'archiduc Charles d'Autriche, il est vrai, avait vaincu Napoléon à Aspern-Essling, en 1809 ; le Prussien Blücher et l'Autrichien Schwarzenberg l'avaient neutralisé à Leipzig en 1813. Mais c'étaient là des succès isolés. Wellington, bien qu'il n'eût jamais rencontré le maître en personne, avait affronté les meilleurs de ses maréchaux (Soult,

Junot, Masséna) et les avait régulièrement battus. Les Portugais l'avaient fait duc de Vitoria après qu'il y eut remporté la victoire. C'est exactement ce qu'il était : un duc de la Victoire.

WELLINGTON À WATERLOO
(18 JUIN 1815)



Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que Wellington ait été nommé, lorsque la paix fut rétablie, ambassadeur à la cour de France lorsque celle-ci fut revenue à Paris (il aurait repris du service dans la politique anglaise si son frère ne s'était pas brouillé avec Castlereagh), puis plénipotentiaire britannique au congrès de Vienne, réuni par les alliés pour réparer les dommages causés à l'Europe par Napoléon. La réapparition de l'« ogre », qui s'était échappé en mars 1815 de son exil dans l'île d'Elbe, ne permettait aucune hésitation au sujet de la prochaine nomination de Wellington. Le congrès adopta un texte qui disait : « Napoléon Bonaparte, […] en reparaissant en France, […] s'est placé hors des relations civiles et

sociales ; […] comme ennemi et perturbateur du monde, il s'est livré à la vindicte publique. » Wellington, l'un des signataires, fut nommé commandant en chef des forces britanniques et hollando-belges en Flandre. Le 28 mars, il partait pour rejoindre son poste. Le 4 avril, il était à Bruxelles. Il passa le reste du mois d'avril et le mois de mai à rassembler tant bien que mal des soldats, parmi lesquels bien peu avaient vu le feu, et à harmoniser ses plans de bataille avec ceux de Blücher et du prince d'Orange, qui partageait avec Blücher le commandement de l'armée prussienne. Pendant tout le début du mois de juin, il guetta attentivement le moindre signe qui révélerait que Napoléon s'était mis en campagne contre lui. Le soir du 15 juin, alors qu'il était en train de dîner pour se rendre ensuite au bal de Richmond, le signe vint enfin. Nous connaissons la suite.

Wellington et l'art de la guerre en Occident

Le comportement de Wellington, pendant les quatre jours qui suivirent (et bien qu'il fût exceptionnel, même au regard des normes admises à cette époque en ce qui concernait les fonctions d'un général), nous en dit long sur l'art du commandement vers la fin de l'ère de la poudre noire. C'était un comportement de style héroïque, dans le sens proprement alexandrin du terme. La comparaison peut sembler injustifiée (même dans un livre consacré aux comparaisons), peut-être même absurde. Peut-on encore comparer des armées aussi différentes que celles qui combattirent à Gaugamèles et à Waterloo, alors que tant de facteurs sont venus modifier, entre-temps, l'équipement, la nature, la composition des forces armées ? Le terrain même sur lequel se livre la bataille a changé : la construction d'un réseau routier, de ponts au-dessus des cours d'eau, la fortification des points stratégiques, la croissance des villes, la construction de réserves et de dépôts de vivres et de munitions, la centralisation et la semi-industrialisation des fabrications d'armes, tout ce qu'on désigne par « infrastructure », au sens militaire, ont rendu le paysage méconnaissable. A s'en tenir aux seules innovations militaires (sans même parler de l'évolution de la société, mouvement incomparablement plus vaste, que l'évolution de l'art de la guerre exprime, et sur lequel elle agit en retour), peut-on dire qu'il existe une base commune qui permette d'établir des comparaisons entre Alexandre et Wellington avec quelque chance de succès ?

Je pense que oui. Car ce livre traite, non de l'art de la guerre à travers les âges, mais des techniques et des attitudes mentales qu'impliquent le rôle de chef et l'exercice du commandement militaire. Or, dans ce domaine, le rythme et l'ampleur des changements ont été bien inférieurs à ce qu'on constate dans la sphère de l'art militaire en général – si insignifiants, à vrai dire, en ce qui concerne la technique (les attitudes ont évolué davantage) qu'on peut mettre en doute la réalité même du changement.

Prenons, par exemple, la question cruciale de la distance qui sépare respectivement Alexandre et Wellington de l'ennemi sur le champ de bataille. Alexandre, obéissant à l'idéal héroïque qui l'inspire, se place, au début de la bataille, tout près de l'ennemi et, à la fin, au premier rang des combattants. Wellington, lui aussi, commande de très près. Sans doute s'expose-t-il, ce faisant, plus qu'on ne le faisait d'habitude à son époque. Bien qu'il n'ait jamais rien connu qui ressemble à la série de blessures reçues par Alexandre, il a cependant été blessé une fois, à Orthez, en 1814 : la balle de fusil française qui frappa la boucle de son ceinturon, et lui causa une contusion sérieuse à la cuisse, aurait pu le tuer. Elle fut tirée sans doute à moins de deux cents mètres, limite extrême au-delà de laquelle les balles de fusil à canon lisse cessent d'être mortelles. Il reçut également des balles dans son manteau et dans ses fontes à Salamanque et à Talavera, deux chevaux furent mis hors de combat sous lui à Assaye. Il fut souvent frappé également… « frappé, disait-il à son ami Stanhope, signifie être touché par une balle perdue qui souvent jettera un homme à terre, sans lui causer cependant d'autre blessure ». Comme on le voit, Wellington a plus d'une fois échappé de peu à la mort ; cela ne ressemble guère à un chef qui éviterait le danger. C'est pourtant cette calomnie, murmurée de bouche à oreille, qui semble bien expliquer, en partie, sa folle témérité de 1815.

Bon gré mal gré, Wellington était bien obligé de commander de près, et en grande partie pour les mêmes raisons qu'Alexandre. C'est seulement en restant tout proche du lieu des combats qu'il pouvait voir la tournure que prenaient les événements, et réagir à temps. Les moyens de communication sur le champ de bataille, en effet, n'avaient guère changé en deux mille ans : des estafettes à cheval et des sonneries de trompette. Bien entendu, il arrivait de temps à autre à Wellington d'envoyer des ordres écrits, ce qu'Alexandre ne faisait sans doute pas. On peut soutenir également que la subordination des différents échelons du commandement était plus stricte, de son temps, que dans l'armée d'Alexandre, mais ce n'est peut-être pas

vrai. Il est certain, en revanche, que le manque de visibilité constituait un lourd handicap. Toutefois, le général J. F. C. Fuller, qui a servi dans la cavalerie et parcouru les plaines poussiéreuses de l'Inde, affirme qu'Alexandre a souvent dû commander ses troupes dans une brume impénétrable au-delà de quelques mètres. Mais la poussière soulevée par les sabots des chevaux ne peut se comparer à la fumée de la poudre à canon, qui bien souvent isolait les combattants l'un de l'autre comme une purée de pois londonienne.

De même, les calculs stratégiques de Wellington doivent compter avec des distances qui ne sont pas supérieures à celles que devait vaincre Alexandre. En Inde, Wellington était plus loin de son pays que ne l'avait jamais été Alexandre ; mais sa véritable base d'opérations était Calcutta, et non pas Londres. Il était plus près de Londres lorsqu'il était en Espagne, qu'Alexandre, à Babylone, ne l'était de la Macédoine. Pendant sa campagne en Afghanistan, Alexandre se trouvait au bout de lignes de communication beaucoup plus longues que celles qu'a connues Wellington. Celui-ci disposait, il est vrai, de moyens de réapprovisionnement par mer nettement supérieurs, dans la mesure où ses navires transportaient des centaines, et non des douzaines, de tonneaux. Mais, une fois la cargaison débarquée, les deux chefs sont à la merci des mêmes moyens de transport terrestres. Qu'elles viennent d'Inde ou d'Espagne, les dépêches de Wellington tournent inlassablement autour d'un même sujet de préoccupation : les bêtes de somme à quatre pattes, qu'il appelle des « bœufs », et qui ne diffèrent sans doute guère de ceux qu'employait Alexandre. Lorsqu'il écrit, de Madras, en août 1804, que « si l'on veut assurer la rapidité de mouvement, il faut avoir des bêtes en bonne condition, bien conduites et bien soignées », il exprime une idée à laquelle Alexandre devait tenir tout autant que lui.

« Le succès des opérations militaires [en Inde], écrit-il dans une lettre antérieure, dépend des approvisionnements. Le combat proprement dit ne présente pas de difficultés, et on trouve facilement le moyen de battre son ennemi, avec ou sans pertes humaines. Mais pour atteindre son objet, il faut manger. » Wellington, comme Alexandre, s'acquitta toujours magistralement de cette tâche, et les méthodes qu'ils employaient pour nourrir leurs troupes n'avaient guère changé en deux mille ans. Les « moyens de battre son ennemi avec ou sans pertes humaines » étaient, eux aussi, étonnamment semblables, même si cette vérité est moins évidente

pour un esprit du XX^e siècle. Certes, les armes à feu étaient universellement répandues dans les armées européennes vers 1800, si bien qu'une énergie d'origine chimique remplaçait l'effort musculaire que devaient déployer les armées avant l'invention de la poudre. Mais cette énergie était encore trop faible : les armées ne pouvaient échapper au combat rapproché, à la même distance, ou guère plus, que pendant les trois mille ans de batailles à l'arme blanche. Le canon, il est vrai, pouvait tuer à seize cents mètres. Mais, même en 1800, on amenait rarement, sur les champs de bataille, plus de deux ou trois canons pour mille combattants. Pour donner la mort, l'instrument quotidien était le fusil. Mais il ne la distribuait qu'en doses strictement limitées par l'espace et par le temps. Au-delà de cinquante mètres, la précision du tir devenait aléatoire ; à partir de cent cinquante mètres, le résultat était imprévisible. De plus, même les soldats les mieux entraînés ne pouvaient pas tirer plus de trois coups par minute. Comme un homme peut couvrir à la course cent cinquante mètres en vingt secondes (c'est-à-dire le temps qu'il fallait pour recharger entre deux feux de salve), une infanterie courageuse, en bonne condition et bien commandée, pouvait, après un premier échange de salves, arriver sur l'ennemi à la baïonnette et le chasser du champ de bataille. C'est à peu près ce qu'ont fait les soldats de la garde britannique et le 52^e régiment de voltigeurs aux dépens de la Vieille Garde, au moment de la crise de Waterloo. Une cavalerie bien entraînée et convenablement montée pouvait faire mieux encore, si on la lançait sur des fantassins manquant de cohésion et de résolution. Si leurs chevaux n'étaient pas trop mis à mal par la première décharge, les cavaliers pouvaient tailler l'infanterie en pièces en l'espace de quelques secondes. Cela se produisait rarement, mais lorsque c'était le cas, la situation était sans remède.

Si l'on s'en tient aux forces essentielles en présence, une bataille comme Waterloo n'est pas si différente de Gaugamèles. Les soldats d'Alexandre avaient beaucoup moins souffert du tir adverse que ceux de Wellington. Ils avaient dû fournir, en revanche, un effort musculaire bien supérieur, pendant qu'ils frappaient d'estoc et de taille, avec une énergie désespérée bien rare chez les combattants de Waterloo. Mais pour le reste, les deux combats sont très similaires. Tous deux sont livrés de si près qu'on peut presque parler de corps à corps, tous deux sont bruyants et imposent aux combattants une fatigue physique et nerveuse considérable ; à cause, précisément, de cette tension épuisante, tous deux sont comprimés en un temps très court.

Si nous traduisons les éléments qui composent l'expérience individuelle des combattants en facteurs de contrainte limitant la liberté de décision de leurs chefs, nous pourrons mieux saisir à quel point les difficultés rencontrées par chacun des deux hommes se ressemblent. Wellington, comme Alexandre, était obligé d'étirer le plus possible le front de ses troupes, car c'était seulement en opposant un soldat à chaque combattant ennemi, ou presque, qu'ils pouvaient tirer parti des armes à courte portée dont ils disposaient. Tous deux redoutaient le même danger : que l'ennemi « tourne » l'une des extrémités du front ainsi déployé, c'est-à-dire que le front adverse déborde leurs propres lignes. Le mouvement « tournant » exposait, en effet, une poignée d'hommes orientés dans le mauvais sens à l'attaque d'un ennemi supérieur en nombre, orienté dans le bon sens. Tous deux cherchaient à déborder les flancs de l'ennemi, si c'était possible. Sinon, il ne leur restait qu'à tenter de rompre la première ligne de l'adversaire, en se montrant plus féroce que lui. Alexandre réussit à enfoncer les lignes de Darius à Gaugamèles grâce à la brutalité de sa charge de cavalerie. Wellington fit de même avec le front de Napoléon, grâce à l'intensité des feux de salve de sa garde, suivis par une charge à la baïonnette. Dans les deux cas, le coup décisif fut administré de très près, à portée de voix (pour ne pas dire à portée de crachat), et dans les deux cas les commandants en chef étaient assez près de l'ennemi pour que leur vie fût sérieusement en danger.

Ce parallèle établi entre Gaugamèles et Waterloo pourrait faire croire que Waterloo était une aberration, ou une régression, sur le plan militaire. Il est certain que Wellington s'exposa beaucoup plus que les généraux de son temps n'avaient coutume de le faire, et il est vrai également que la bataille de Waterloo, étant donné les effectifs engagés, fut resserrée de façon inhabituelle dans l'espace et dans le temps. Mais la mort de généraux au combat était encore fréquente et allait le rester jusqu'au lendemain de la guerre de Sécession américaine. Nous savons, par exemple, qu'il y eut, dans l'armée de Napoléon, un général tué et treize blessés à Austerlitz, huit tués et quinze blessés à Eylau, douze tués et trente-sept blessés à Borodino, enfin seize tués et cinquante blessés à Leipzig. Comment, du reste, les généraux auraient-ils pu éviter ces dangers, tant que l'armement à courte portée imposait à leurs armées un ordre de bataille linéaire ?

Si l'historien militaire avait à sa disposition une machine à remonter le temps, qui lui permettrait de parcourir l'Histoire à reculons, de Waterloo à

Gaugamèles, en s'arrêtant aux champs de bataille de son choix pour observer le déroulement du combat (sinistre voyage, évidemment, mais c'est la nature du sujet qui le veut), il serait frappé avant tout par le peu de différence entre le style de commandement d'Alexandre-Wellington et celui de n'importe quel général de qualité au cours des siècles qui les séparent. La tactique romaine s'en tenait strictement à la disposition linéaire, et les généraux romains avaient nettement tendance à intervenir dans le combat. En 57 avant Jésus-Christ, César livre bataille aux Nerviens, sur la Sambre. Au moment crucial, il saisit le bouclier d'un légionnaire et, laissant flotter le manteau rouge de bataille qui permettait de le reconnaître, s'élance au premier rang de ses troupes vacillantes pour leur redonner du courage. Nous ne savons rien de la tactique du haut Moyen Age, mais dès que nous disposons de sources, nous constatons que la tactique médiévale reste linéaire, et que le style de commandement est héroïque au plus haut degré ; la diffusion de l'idéal chevaleresque renforce encore cette tendance. Il suffit de rappeler, entre bien d'autres souverains renommés, l'exemple de Harold d'Angleterre, mourant au milieu des gens de sa maison, à Hastings, la mort de Malcolm III d'Ecosse à Alnwick, Jean de Bohême, cherchant délibérément à se faire tuer à Crécy, pour se rendre compte à quel point le style de commandement « en avant » des troupes reste populaire auprès de guerriers qui n'ont certainement pas lu *L'Iliade*, et n'ont peut-être même jamais entendu parler d'Alexandre.

Il est vrai, cependant, que si nous examinons la seule autre méthode de combat qui ait pu rivaliser avec l'ordre de bataille linéaire dans l'éventail tactique dont disposaient les peuples conquérants avant l'ère industrielle (l'essaim de cavalerie légère des Arabes au temps de Mahomet, et plus tard, des Mongols, des Tatars, des Turcs), nous constatons qu'on met en œuvre un style de commandement différent. Dans ces armées musulmanes ou païennes qui submergent leurs ennemis grâce à leur cavalerie d'archers, à leur tactique de harcèlement et de terreur, les chefs ne prennent habituellement pas position à l'avant-garde. Ils se placent de préférence aux ailes, ou en arrière du centre. Mais puisque la méthode de prédilection de ces armées consistait en attaques ponctuelles, suivies d'esquives, en feintes, en mouvements d'encerclement, le succès dépendait de l'agilité de leurs équipes de poneys, dont ils changeaient souvent. Ils n'avaient pas besoin d'un chef pour leur donner l'exemple, contrairement à ce qui se passait dans

le type de combat brutal, face à face, en coup de massue, des Grecs, des Perses, des Romains et de leurs successeurs en Europe.

Gengis Khan, par exemple, semble bien avoir organisé ses hordes tribales (le mot, d'origine turque, désigne une forme d'organisation, et non un grand nombre de combattants – les armées de la steppe étaient de dimensions très modestes) presque comme aurait pu le faire un général de l'époque postnapoléonienne. Il restait à bonne distance du lieu du combat, grâce à un système extrêmement efficace de messagers, d'éclaireurs et d'espions qui lui permettait de communiquer avec ses troupes et de s'informer. Un code rigoureux lui permettait d'imposer sa volonté. Les souverains musulmans, qui, à partir du IX^{e} siècle, prirent l'habitude de recruter les peuples de la steppe dans leurs armées, échappèrent entièrement à la nécessité d'exercer un commandement direct sur leurs troupes en faisant de leurs soldats des esclaves. Le système des mamelouks, institution militaire unique dans l'histoire, fut adopté à l'origine en pays d'islam parce qu'il permettait de tourner le tabou religieux qui interdisait aux musulmans de se combattre entre eux. A long terme, certes, il alla à l'encontre de ses propres fins, lorsque les soldats esclaves tirèrent la conclusion logique de la puissance qu'ils détenaient et usurpèrent le pouvoir en Irak et en Egypte. Mais, à court terme, il s'était montré aussi efficace que celui de Gengis Khan, en épargnant aux chefs politiques la nécessité d'exercer un commandement militaire direct.

Mais les armées de la steppe et celles de l'islam, malgré toute leur férocité, furent en fin de compte incapables d'opérer leur transfert des régions désertiques ou semi-désertiques, qui avaient vu leur triomphe, dans les zones arrosées de l'Europe occidentale. Partout où elles rencontrèrent, sur leur propre terrain, des peuples qui vivaient d'une agriculture intensive, et par conséquent accumulaient des réserves de nourriture, elles durent reconnaître leur défaite. Les sédentaires pouvaient entreprendre, en effet, des campagnes beaucoup plus longues que les nomades qui vivaient de pillage, les chevaux élevés dans de riches herbages étaient bien supérieurs, dans une bataille, aux poneys des nomades. Au bout d'un certain temps, la cavalerie légère des envahisseurs fut refoulée dans les paysages arides qui lui avaient donné naissance, comme ce fut le cas sur les marges de l'Europe occidentale, ou bien, comme en Chine, elle se laissa corrompre par la douceur de vivre des civilisations agricoles et fut absorbée par elles.

A long terme, par conséquent, les seuls guerriers qui aient réussi à enraciner leur pouvoir dans un pays, à consolider suffisamment leurs institutions militaires pour en faire des Etats stables, et, lorsqu'ils eurent maîtrisé la technique des expéditions outre-mer, à transporter loin de chez eux leurs entreprises de conquête, furent les Européens. Cette réussite, toutefois, ne s'explique pas seulement en termes matériels ; il faut prendre également en considération le facteur temps. Quand bien même seraient-ils favorisés sous le rapport du sol et du climat, riches de ressources minérales facilement accessibles qu'ils ont appris à utiliser, unis par une tradition, quand bien même leur intelligence serait-elle aiguisée par l'écriture et la science du calcul, les peuples ont besoin de chefs s'ils veulent que leurs avantages et leurs qualités leur servent à dominer les autres. Un des éléments décisifs de la domination planétaire de l'Europe fut le fait que la civilisation du continent produisait des chefs, aussi éloignés dans le temps, mais aussi proches dans leurs mobiles et dans leurs méthodes qu'Alexandre et Wellington.

Bien que la civilisation ait été le facteur décisif qui a déterminé un style de commandement proprement européen, elle n'a cependant pas exercé son influence de la même manière sur une période de deux mille ans. L'historien chevauchant sa machine à remonter le temps, et descendant de temps à autre pour voir comment se comportèrent Napoléon à Lodi en 1796 (il conduisit une charge à la baïonnette sur un pont à travers l'Adda), Gustave Adolphe à Lützen en 1632 (il fut tué au premier rang d'une charge de cavalerie), Henri V à Azincourt en 1415 (il s'enfonça loin à l'intérieur des lignes françaises à la tête de ses chevaliers en armure), l'empereur romain Valens à Andrinople en 378 (il mourut des blessures que lui avaient infligées les Goths), ou César à Pharsale en 48 avant Jésus-Christ (il conduisit une légion contre une des ailes de Pompée), pourrait conclure qu'il a assisté à un type d'événement invariable. A chaque fois, d'un côté ou de l'autre, il se trouve un chef assez résolu pour interposer son propre corps entre l'ennemi et le premier rang de ceux à qui il propose son propre exemple face au danger.

Une telle observation ne serait exacte que superficiellement. Certes, la nécessité de donner l'exemple est une attitude mentale qui persiste tout au long des siècles qui séparent Gaugamèles de Waterloo. Mais si l'on examine de plus près le « quand » et le « comment », on s'apercevra que la

manière de donner l'exemple a subi, sur l'ensemble de la période, des modifications subtiles, mais importantes. Toujours au premier rang ? Quelquefois au premier rang ? Jamais au premier rang ? Telles étaient les questions clés. C'étaient du reste des questions dont les Grecs, pour revenir à Alexandre, étaient parfaitement avertis, et auxquelles ils avaient déjà commencé à trouver des réponses à son époque.

La façon dont *L'Iliade* parle de la guerre (et nous avons pu voir quelle influence elle avait eue sur Alexandre en lui enseignant comment un roi des Grecs devait se conduire au combat) ne laisse planer aucun doute sur le rôle du chef dans la bataille :

> Les Troyens chargent, en masse. Hector est à leur tête, qui fonce en furieux. On dirait une pierre ronde, qu'un fleuve gonflé par l'orage a jetée bas du rocher qu'elle couronnait. […] Hector clamait naguère, menaçant, qu'il n'aurait point de peine à pousser jusqu'à la mer, à travers les baraques et les nefs achéennes, en y semant la mort ; mais, une fois qu'il est venu donner contre des bataillons compacts, le voilà qui s'arrête, fortement accroché. Les fils des Achéens sont là, qui lui tiennent tête, le harcèlent avec leurs épées, avec leurs lances à deux pointes, et arrivent à le repousser. Ebranlé, il recule. D'une voix éclatante, capable de porter dans les rangs des Troyens, il clame : « Troyens, et Lyciens, et Dardaniens experts au corps à corps, tenez bon : les Achéens ne m'arrêteront pas longtemps. Ils ont beau se grouper pour former un rempart : je crois qu'ils plieront bientôt sous ma lance. »

Alexandre mène ses troupes, au Granique comme à Gaugamèles, exactement de la façon qu'Homère prête à Hector : brandissant une lance à la tête de son armée. Contrairement à Hector, tué en combat singulier par Achille à la fin de la guerre de Troie, Alexandre réussit à échapper à la mort dans toutes ses batailles, mais, comme nous l'avons vu, de justesse. Les exigences de la victoire lui faisaient complètement oublier les conseils de prudence ou la nécessité de déléguer le commandement à des subordonnés. Pourtant, avant même qu'il eût entrepris son anabase, un autre Grec qui avait, en son temps, vaincu les Perses, à savoir Xénophon, avait commencé à envisager l'intérêt qu'il y aurait à modifier le style héroïque de commandement. Yvon Garlan écrit : « La qualité principale d'un général, se demande-t-il, est-elle la bravoure, comme on le pensait dans l'ancien temps, ou la réflexion, qui peut permettre au parti le plus faible de triompher du plus fort ? […] Ainsi partagé entre son attachement aux traditions et son sens des nouveautés, il ne pouvait cependant aboutir qu'à des positions de compromis. […] Le mieux, à son avis, sera d'être brave, pour l'exemple, mais sans témérité, pour ne pas compromettre, par goût de l'exploit

individuel, le salut collectif. Ainsi le chef sera à même de remporter la victoire, en tirant le meilleur profit des circonstances. »

Les « nouveautés » auxquelles Y. Garlan fait allusion comprenaient, notamment, l'intensification de l'entraînement et l'apparition d'unités de réserve. La première, bien qu'associée en dernier lieu au nom de Philippe, correspondait probablement au fait qu'une plus grande quantité de métal, donc aussi d'armement, était devenue disponible depuis le VIIIe siècle avant Jésus-Christ, environ. Cela permettait d'équiper de façon uniforme des effectifs beaucoup plus importants ; dès lors, on avait intérêt à les exercer tous ensemble, pour perfectionner le maniement des armes. La seconde nouveauté était une conséquence de la première : au fur et à mesure que les armées devenaient plus nombreuses, les généraux comprirent qu'ils n'étaient pas obligés de mettre en ligne tous leurs soldats ; ils pouvaient garder une partie de leurs troupes à l'arrière, pour parer à une défaillance éventuelle ou exploiter un succès.

Philon de Byzance, qui écrit deux cents ans après Xénophon, mais raisonne à partir de prémisses identiques, rejette le compromis qui avait apaisé les scrupules de Xénophon. Les raisons de cette attitude pourraient bien être sociales. L'importance que Xénophon accordait à la responsabilité individuelle, et par voie de conséquence à l'obligation morale, pour le général, de montrer l'exemple, s'expliquait par l'existence de la cité-Etat. Or, celle-ci était entrée, au IIe siècle avant Jésus-Christ, dans une phase de déclin irréversible. Les organismes politiques qui, désormais, l'emportaient sur elle, ne croyaient plus en la liberté. En même temps que la liberté politique, le citoyen-soldat avait perdu le droit qui avait été le sien d'être conduit plutôt que commandé. Les conseils que Philon adresse aux généraux du IIe siècle mettent en évidence, de façon non équivoque, cette transformation du statut du guerrier :

> Il t'appartient de ne pas prendre part au combat. Car ce que tu accomplirais en payant de ta personne ne peut se comparer au préjudice que tu porterais à l'ensemble de tes intérêts si quelque chose t'arrivait. […] Quant à toi, en te tenant hors de portée des armes de jet ou en circulant le long des lignes sans t'exposer, tu exhorteras les soldats, tu distribueras des éloges et des honneurs aux hommes qui font preuve de courage, tu blâmeras et tu puniras les lâches : car c'est ainsi que tous les soldats affronteront le mieux les dangers.

Philon n'est pas ici un simple donneur de conseils : il décrit avec exactitude la « modification » intervenue à son époque dans le style du

commandement. Cela est confirmé par la description que donne son quasi-contemporain Polybe du comportement de Scipion l'Africain au siège de Carthage, en 202 avant Jésus-Christ : « Il prit part au combat, mais il le fit en veillant autant que possible à sa sécurité : il était en effet accompagné de trois hommes portant des boucliers longs avec lesquels ils le couvraient du côté de la muraille de façon qu'il fût à l'abri des traits. Si bien qu'en circulant le long des lignes et dans les endroits élevés, il contribua beaucoup à l'action. »

Le rôle du général, que ce soit au cours d'une bataille ou dans un siège, tel qu'il est décrit ici, diffère sensiblement du style d'Alexandre. « En te tenant hors de portée des armes de jet » : il suffit de penser aux quatre blessures d'Alexandre dues à des armes de jet. « En circulant le long des lignes sans t'exposer » : Alexandre choisissait le point le plus exposé de la ligne de bataille, et une fois qu'il avait pris position, ne le quittait plus. « Ils le couvraient du côté de la muraille » : pendant les sièges, Alexandre se lançait, avec ses soldats, à l'assaut des remparts, et fut même, à Multan, le premier à les franchir. Visiblement, un changement significatif est intervenu dans la période qui sépare le IV^e^ siècle avant Jésus-Christ du II^e^. Les techniques et le matériel de guerre n'ont pas bougé d'un cheveu. Mais à la question clé, le chef doit-il monter en première ligne toujours, quelquefois, ou jamais ? (Alexandre aurait répondu : toujours !), ses successeurs, deux cents ans plus tard, pas davantage, répondaient désormais, sans aucun doute : quelquefois. Peut-être même étaient-ils tentés de dire : jamais.

Si l'on avait posé la question dans une théocratie, l'Egypte de l'Ancien Empire, la Chine sous la dynastie des Song, l'empire arabe du temps des Abbassides ou la Turquie ottomane, la réponse aurait été « jamais ». Les fonctions religieuses du souverain lui interdisaient non seulement de se souiller les mains avec du sang, mais même de le voir couler. La claustration pleine de révérence des empereurs du Japon, pendant l'ère du shogounat, du XIII^e^ au XIX^e^ siècle, était un exemple extrême de ce type d'attitude. Cependant, « jamais » était une réponse exceptionnelle, ce ne pouvait être la règle. L'idée selon laquelle l'autorité du souverain avait besoin d'être validée par ses exploits militaires a toujours eu tendance à s'estomper au fur et à mesure que l'édifice politique devenait plus complexe. Celle, en revanche, qui voudrait que le représentant militaire du souverain puisse échapper aux risques qu'implique sa fonction de chef, puisse adopter un style de pur « commandement », prenne position à

l'arrière, et jamais à l'avant, était plus difficile à faire admettre aux simples soldats, ceux du moins qui méritaient leur solde. Des généraux aussi éloignés les uns des autres dans le temps que César (qui n'était rien de plus qu'un représentant du Sénat, lorsqu'il faisait la conquête de la Gaule), Gaston de Foix (tué à la tête de l'armée du roi de France, lors de la bataille de Ravenne, en 1512), Tilly (le meilleur général des Habsbourg, tué en combattant Gustave Adolphe, en 1632), Seydlitz (qui commandait la cavalerie de Frédéric le Grand, et fut, à deux reprises, blessé grièvement à la tête de ses hommes, en 1757 et en 1759), et, nous l'avons déjà vu, Wellington, étaient tous mus par une éthique où l'héroïsme continuait à tenir une place importante, et qui les amenait à partager le sort du simple soldat et à périr comme lui, quand la balle ou le fer parvenaient à leur but.

Ce que nous étudions est donc une adaptation, non le remplacement, de l'ancien système de valeurs. Wellington, tout comme Alexandre, était sensible aux exigences de l'héroïsme. Mais il était également capable de faire la sourde oreille, et lors même qu'il choisissait d'y répondre, il le faisait de façon différente. Quels étaient donc les changements survenus entre-temps sur le champ de bataille ? Comment l'obligation d'affronter personnellement l'ennemi s'était-elle transformée de « toujours » en « quelquefois », comment la place du chef, qui était jadis au premier rang de l'attaque, avait-elle fini par se situer près, mais pas trop près, de l'endroit critique ?

Nous sommes en mesure d'isoler deux facteurs responsables de la transformation : le premier est le changement de la nature et du rôle des armées ; le second est une modification des rapports entretenus par l'armée avec le pouvoir souverain. Occupons-nous d'abord du second. Alexandre et ses Macédoniens faisaient partie d'une société de guerriers. Bien entendu, tous les Macédoniens n'étaient pas des guerriers. L'âge, l'état de santé, la richesse étaient les éléments déterminants lorsqu'il s'agissait de savoir qui était apte, qui inapte à porter les armes. Les hommes âgés étaient exemptés ; ceux qui ne possédaient rien en propre, qui n'avaient donc pas les moyens de s'offrir le temps, les vivres, l'équipement nécessaires pour servir dans l'armée, étaient considérés comme indésirables. Les mêmes critères sont à l'œuvre dans toutes les sociétés de type guerrier. Celles-ci comprennent les bandes teutoniques qui submergèrent, au v^{e} siècle de notre ère, les lignes fortifiées de l'Empire romain d'Occident, leurs successeurs mérovingiens et carolingiens, les royaumes chevaleresques du haut Moyen Age en Europe,

et, à une plus grande distance du bastion principal de la civilisation guerrière, des peuples belliqueux comme les Ashanti et les Haoussa en Afrique occidentale, les montagnards d'Ethiopie parlant l'amharique, les musulmans soudanais, les Rajput du nord-ouest de l'Inde et leurs alliés mahrates (les uns comme les autres descendants des premiers conquérants aryens), les Sikhs du Pendjab et les Gurkha du Népal.

Des sociétés de ce genre peuvent devenir guerrières au terme d'une longue évolution, ou bien par un changement brutal. Le processus d'évolution est mal connu, le changement l'est un peu mieux : il semble être lié, bien souvent, à l'adoption, ou à la résurgence, d'une croyance éthique ou religieuse, de nature dynamique, dont les partisans estiment avoir reçu la mission de la propager. L'explosion du mahdisme dans le Soudan du XIX^e^ siècle, la militarisation de la religion sikh dans le Pendjab du XVIII^e^ siècle montrent bien les effets du concept de « peuple élu ». En tout cas, qu'il s'agisse d'une évolution ou d'une rupture, on constate toujours que le chef joue un rôle décisif dans le passage d'une société au stade guerrier. Un chef de ce type est habituellement appelé « charismatique », ce qui veut simplement dire qu'il bénéficie de la « grâce », ou de la « faveur » divine, conférée par un Dieu unique ou par une multiplicité de dieux. Si c'est un chef religieux, la faveur divine lui confère des vertus extraordinaires : il résiste à la tentation, il est libéré des besoins corporels élémentaires, nourriture, boisson, sommeil, il est indifférent, en apparence, à la douleur physique comme à la souffrance morale. Si c'est un chef temporel, ces mêmes qualités subissent une transmutation : elles apparaissent désormais comme des vertus militaires, endurance et courage. Lorsque, comme c'est souvent le cas dans les sociétés guerrières, le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel se confondent dans un même individu, Alexandre par exemple, ces deux séries de vertus se complètent et se renforcent mutuellement.

Peut-être sommes-nous maintenant mieux en mesure de comprendre pourquoi un chef comme Alexandre, à la question « Toujours au premier rang ? », aurait répondu « oui » sans même réfléchir. Sa survie peut paraître nécessaire, à nos yeux, au bon gouvernement du royaume de Macédoine ; mais pour Alexandre, comme pour ceux qui le suivaient, un bon roi, mais prudent, était une contradiction dans les termes. Certes, son quartier général était en même temps le siège du gouvernement. Mais quel Macédonien digne de ce nom aurait accepté d'être gouverné par un roi qui aurait fui le

danger dans la bataille ? La façon dont les Macédoniens approuvaient l'avènement d'un nouveau roi était en elle-même militaire : ses partisans revêtaient leurs cuirasses et se rangeaient à ses côtés. Lorsqu'il était évident qu'ils constituaient la majorité, les guerriers de l'assemblée faisaient résonner leurs boucliers en les frappant de leurs lances pour montrer qu'ils acceptaient ce candidat. Ainsi, la force militaire validait le pouvoir royal ; mais le roi était tenu, désormais, de valider son autorité en permanence, en faisant constamment la preuve de sa valeur militaire.

Des monarchies guerrières de ce type allaient subsister, ou réapparaître fréquemment, au sein du monde occidental et sur ses marges, depuis l'époque d'Alexandre jusqu'à l'avènement, au XVII^{e} siècle, de l'Etat national. Mais du vivant d'Alexandre, déjà, la société héroïque devait affronter la concurrence d'un autre type d'organisation. C'était un système politique dont les chefs avaient trouvé des moyens, autres que théocratiques, d'échapper à l'impératif : « au premier rang, toujours », grâce à la séparation opérée entre les fonctions militaires et les fonctions politiques. En fait, ces moyens existaient déjà dans l'armée de Philippe. Mais celui-ci n'avait pas su en tirer les conclusions appropriées, et Alexandre n'en tint pas compte davantage. Peu de temps après, néanmoins, ils allaient amener une des révolutions politiques les plus importantes de l'histoire mondiale.

Ces moyens n'étaient autres que la hiérarchie militaire et la manœuvre militaire, qui avaient évolué en fonction l'une de l'autre, avec comme point de départ l'armée des cités-Etats grecques. Celle-ci, nous l'avons déjà dit, était constituée par l'ensemble des électeurs libres et propriétaires, qui allaient à la guerre sur un pied de stricte égalité. Les métaux, devenus abondants au cours du premier millénaire avant notre ère, avaient rendu possibles les armées de soldats-citoyens en permettant au plus grand nombre d'acquérir ce qui n'était accessible, jadis, qu'à une minorité (par exemple, l'aristocratie, équipée de chars, du millénaire précédent). Maintenant, cette même abondance tendait, en vertu d'une logique inexorable, à accroître les effectifs à un point tel que la morale fondée sur l'égalité aboutissait à des résultats contraires à ses propres principes. Une petite armée, en effet, comme n'importe quel petit groupe, peut fonctionner efficacement sous les ordres d'un chef unique, choisi par tous. Les grandes armées nécessitent, en revanche, une articulation du commandement, réalisée à travers une pyramide hiérarchique que le chef suprême doit, en

fin de compte, édifier lui-même. La nécessité s'en fait sentir d'autant plus si l'on découvre, comme ce fut le cas, qu'une armée nombreuse peut, et doit, effectuer des évolutions complexes face à l'ennemi.

C'est au cours de la bataille de Leuctres, en 371 avant Jésus-Christ, nous l'avons déjà dit, que l'on a essayé, pour la première fois dans l'histoire militaire, de substituer des évolutions complexes à l'ordre de bataille habituel. Une armée de cités grecques confédérées, commandée par le général thébain Epaminondas, réussit à vaincre l'armée spartiate qui avait longtemps dominé la Grèce. Jusqu'alors, en effet, les Spartiates, qui avaient poussé à l'extrême le principe, caractéristique de la cité-Etat, en vertu duquel la citoyenneté était réservée à une élite de combattants, avaient terrorisé leurs voisins. A Mantinée, en 418 avant Jésus-Christ, ils avaient réussi l'exploit sans précédent de vaincre leur adversaire en enveloppant son aile gauche. C'était un succès fortuit, dû à un porteur de bouclier qui cherchait à échapper aux assaillants venant de sa droite, le côté où son bouclier ne le protégeait pas. Au cours des batailles de Némée et de Coronée, toutes deux livrées en 394, ils avaient néanmoins renouvelé leur exploit. C'est que, entre-temps, ils s'étaient entraînés à masser leurs troupes à l'aile droite, au cours des exercices militaires qui constituaient la principale occupation d'un Spartiate libre. Les exercices militaires jouaient un rôle essentiel dans la société spartiate, car ils assuraient la domination de la classe militaire sur une population esclave beaucoup plus nombreuse et qui ne cachait pas son mécontentement. Mais les Spartiates ne pouvaient conserver éternellement leur secret. Les Thébains, qui avaient tenu bon à Coronée tandis que leurs alliés s'enfuyaient en désordre, après avoir analysé le déroulement de la bataille, en avaient conclu qu'ils devaient, eux aussi, pratiquer l'exercice. Lorsque, à Leuctres, ils se trouvèrent de nouveau confrontés aux Spartiates, leur phalange, bien entraînée, massée surtout face à l'aile droite spartiate, l'écrasa et décida de la victoire.

C'est ainsi que la pratique de l'exercice militaire et de la manœuvre se diffusa dans l'ensemble du monde grec. Parallèlement se diffusait un autre principe, celui de la hiérarchie. Aucun Spartiate ne s'irritait, comme l'auraient fait les autres Grecs, d'être subordonné aux officiers, car le rôle de ceux-ci était exclusivement militaire. Chaque officier commandait un groupe de cinq ou six hommes : c'est à partir de ces groupes qu'étaient constitués, successivement, les escouades, les sections, les compagnies et les régiments. Un certain nombre de ces groupes correspondaient

également, semble-t-il, dans la Constitution de Sparte, à une circonscription électorale. Puisque tous les citoyens étaient égaux en tant qu'électeurs, personne ne se sentait humilié de devoir obéir à l'homme qui tenait la première place dans sa formation militaire et qui transmettait les ordres venant de plus haut.

Lorsque la pratique de l'exercice et de la manœuvre eut pris racine en dehors de l'armée, fondamentalement égalitaire, de Sparte, la fonction d'officier revêtit une signification différente. Elle n'était plus l'expression de la volonté des simples soldats, qui se pliaient de bon gré à l'autorité au nom de leurs objectifs communs. Elle finit par symboliser la subordination de l'homme du rang à ceux que leur autorité plaçait au-dessus de lui. Ailleurs dans le monde méditerranéen, et notamment dans la république romaine, le rang d'officier dépendait du statut économique et social de l'intéressé. Depuis le v^{e} siècle avant Jésus-Christ, l'armée romaine, bien qu'étant en principe une armée de citoyens, était incontestablement dirigée par l'aristocratie. Cette tendance ne fit que s'accentuer au cours de la dernière période de la république ; parallèlement, les citoyens les plus riches assuraient de moins en moins leurs obligations militaires. Pour finir, l'armée romaine devint une armée de professionnels, exclusivement composée de mercenaires, même s'ils n'en portaient pas le nom. Le monde militaire grec connaissait bien le mercenaire, figure familière dès l'époque archaïque, et qui était devenu, nous l'avons vu, au temps d'Alexandre, le principal soutien de l'armée macédonienne comme de l'armée perse. Le mercenaire était subordonné à l'autorité par définition. Certes, celui qui employait ses services devait acheter sa loyauté et ne pouvait compter sur elle que pour autant qu'il continuait à le payer. Mais l'obéissance du mercenaire à son chef direct, mercenaire comme lui, était inconditionnelle. C'était par l'intermédiaire de ce capitaine mercenaire que l'homme du rang recevait la solde et les vivres. Il avait à son égard les obligations normales de tout salarié, renforcées dans son cas par les sanctions militaires, amende, fouet, prison, ou peine de mort, en cas de désobéissance, selon la gravité de son crime. Avec le mercenaire, passé maître dans l'art de la manœuvre et de l'exercice militaire (Alexandre les a toujours considérés comme ses adversaires les plus redoutables), nous sommes en présence d'un cas extrême de dissociation entre la citoyenneté et l'état militaire.

Avec l'apparition du mercenaire, et de son proche parent, le soldat professionnel à plein temps, les armées de l'Antiquité arrivaient au terme

d'un processus qui avait transformé à la fois leur nature et leurs relations avec l'Etat. Il se trouve qu'elles anticipaient, ce faisant, un processus de transformation identique, que devaient subir, par la suite, les armées de l'Europe occidentale. Elles ne sortent du stade guerrier qu'à la fin du Moyen Age, après avoir connu une seconde version de la guerre héroïque, qui ressuscite après l'écroulement de l'Empire romain. Les armées du début des Temps modernes, en Europe, présentent exactement le même assemblage hétéroclite de soldats de types différents que les armées du monde méditerranéen, avant que la puissance romaine les eût toutes refondues, à la pointe de l'épée, dans le moule uniforme de la légion. Les mercenaires et les professionnels, commandés par des aristocrates guerriers, constituaient l'épine dorsale des armées de la France ou des Habsbourg, du XVI^e^ au XVIII^e^ siècle. Les milices urbaines, équivalent de l'armée des cités-Etats grecques, réussirent à survivre pendant la majeure partie de cette même période. Il faut attendre les années 1790 pour que ces armées multiformes rencontrent sur leur chemin un modèle militaire nouveau : celui des levées de conscrits de la Révolution, qui mettent d'abord en danger puis abolissent la suprématie des armées traditionnelles. Wellington devait se révéler comme l'un des très rares officiers d'Ancien Régime assez doués pour affronter, et battre, sur leur propre terrain, les armées révolutionnaires. L'armée britannique allait être son instrument. A quoi ressemblait-elle ?

L'armée de Wellington

« Voilà », avait dit Wellington, assis dans le parc à Bruxelles, deux semaines avant Waterloo, en réponse aux questions de Creevey qui l'interrogeait sur l'issue de la campagne, « notre échec ou notre succès dépendent entièrement de cet article-là ». Il avait aperçu un simple soldat d'un des régiments d'infanterie, qui était entré dans le parc et regardait les statues bouche bée. Il continua : « Donnez-m'en une quantité suffisante, et je réponds de l'affaire. »

Lorsqu'il s'agit de ses soldats, on attribue communément à Wellington des opinions diamétralement opposées. « La lie de l'humanité – purement et simplement, la lie de l'humanité » est l'une de ces rares citations dont n'importe qui est capable de donner instantanément l'auteur et le sujet. La suite du propos est presque aussi connue : « Ce qui est vraiment

extraordinaire, c'est tout le parti que nous arrivons à en tirer par la suite. Les soldats anglais sont des gaillards qui se sont tous enrôlés pour boire – c'est la pure vérité –, ils se sont tous enrôlés pour boire. » Ceci s'adresse à lord Mahon, en 1831. A son confident habituel, lord Stanhope, il fait observer, en 1840, que son armée à Waterloo était « épouvantablement mauvaise – et l'ennemi le savait. Mais, néanmoins, c'est elle qui l'a battu ». Il savait bien lui-même la « différence de composition [et] par conséquent d'état d'esprit entre l'armée française et la nôtre. Le système français de conscription amène sous les drapeaux un parfait échantillon de toutes les classes de la société ; la nôtre ne comprend que la lie de l'humanité », et ainsi de suite.

C'est la voix du duc de Fer que le monde connaît bien, glaciale, distante, hautaine et méprisante, la voix de quelqu'un qui a conscience du fossé infranchissable qui le sépare des gens du commun. Même le semblant d'éloge prononcé dans le parc de Bruxelles adopte un ton détaché et impersonnel : « Cet article-là… donnez-m'en une quantité suffisante. » Wellington semble bien, en effet, ne pas avoir aimé, ni peut-être même connu, ses soldats.

Nous aurions tort, cependant, de tirer des conclusions hâtives à partir de témoignages incomplets. Presque tous les jugements cités ci-dessus peuvent être interprétés de façon plus bienveillante, une fois rapportés à leur contexte. « Une armée épouvantablement mauvaise », par exemple : il ne s'agit pas ici de l'armée britannique, ni même de l'ensemble des troupes britanniques engagées à Waterloo, mais seulement des régiments récemment recrutés et de leurs homologues chez les alliés de la Grande-Bretagne. Wellington prend bien soin de mettre à part ses vétérans de la guerre d'Espagne : « Il n'y a pas de soldats en Europe qui puissent se battre comme [eux]… [eux] et moi, nous nous connaissons parfaitement. J'ai confiance en eux, et réciproquement, et ni eux ni moi ne sommes jamais déçus. » C'était le mélange de Britanniques, de Hollandais et de Belges sans expérience qui rendait l'armée de Waterloo « épouvantable ». Mais « j'ai découvert le secret : les mélanger entre eux. Si je les avais laissés se battre chacun de son côté, j'aurais perdu la bataille ».

« Enrôlés pour boire » demande également une exégèse, qui nous est fournie par Wellington lui-même. La condamnation qu'il porte s'étend, en réalité, bien au-delà. « On dit qu'ils se sont enrôlés à cause de leur belle ardeur guerrière – du vent – cela n'existe pas. Certains de nos hommes

s'enrôlent parce qu'ils ont eu des enfants bâtards, d'autres parce qu'ils ont commis des délits sans gravité… vous auriez de la peine à imaginer ce que donne un pareil assortiment, une fois réuni. » Mais il explique, de façon parfaitement raisonnable, pourquoi ce sont des gens de ce type qui s'enrôlent dans l'armée régulière, et il propose un remède, plus raisonnable encore. « On accepte que ceux qui s'engagent dans les régiments de ligne [et sont amenés par conséquent à servir à l'étranger] laissent leurs familles mourir de faim, tandis que s'ils deviennent des soldats de la milice [servant en Grande-Bretagne], on pourvoit aux besoins de leurs familles… Quel est le résultat ? Que l'armée régulière ne recrute rien d'autre que des gens de la pire espèce. » Pour y remédier, souligne Wellington, il faudrait transférer l'allocation versée aux familles des miliciens aux familles des soldats de l'armée régulière.

Malgré toute leur ignominie, il était capable de faire un éloge chaleureux de ses hommes, une fois bien entraînés, et à condition qu'ils fussent disciplinés et bien commandés. « La bravoure », écrit-il de Sainte-Hélène en 1805 (le voyage de retour depuis l'Inde l'avait amené dans ce futur lieu d'exil de Napoléon), « est le trait distinctif de l'armée britannique dans toutes les parties du monde. On ne connaît pas d'exemple où elle se soit mal comportée sur le champ de bataille ; et plus particulièrement les hommes qui ont passé quelque temps [en Inde] peuvent être affectés ensuite à n'importe quelle branche du service armé. Quels que soient les dangers ou les difficultés, ils en viendront à bout, non seulement avec bravoure, mais avec un degré de compétence comme on n'en rencontre que rarement chez des personnes de leur espèce dans d'autres parties du monde. » La discipline tenait, dans sa philosophie, une place essentielle, et devait nécessairement être rude, étant donné « l'espèce » à laquelle appartenaient ses soldats. C'était un fouetteur convaincu. « Qui pourrait, demandait-il, de façon purement rhétorique, en 1831, supporter d'être consigné [enfermé dans une caserne, comme c'était le cas des soldats de la Garde], si ce n'était par crainte d'un châtiment plus sévère ? » Ce « châtiment plus sévère », bien sûr, c'était le chat à neuf queues, qui allait rester en usage dans l'armée britannique jusqu'en 1881 (un siècle après qu'il eut été aboli en France, en Prusse et en Autriche), avec le soutien d'une forte majorité au Parlement. Les soldats des armées de Wellington, en Espagne comme en Flandre, étaient fouettés au-delà de toute mesure. En 1834 encore, il argumente dans ce sens : « Je ne vois pas comment on pourrait avoir une armée si l'on n'y

maintient pas la discipline, ni comment on pourrait maintenir la discipline à moins d'infliger des punitions… Aucune punition n'a jamais eu d'effet sur personne, à l'exception des châtiments corporels. »

Il faisait également pendre et fusiller. Comme toutes les armées sur lesquelles nous possédons des documents, à partir du XVI^e siècle, celle de Wellington comprenait une unité de bourreaux dûment appointés. Pendant la guerre d'Espagne, ils fusillèrent ou pendirent cinquante-deux soldats britanniques et vingt-huit non britanniques. Larpent, le président du tribunal militaire, estimait qu'il y avait eu, entre novembre 1811 et février 1813, quarante et une exécutions. Pour une armée qui comptait habituellement moins de cent mille hommes, alors que les délits en question allaient de la désertion avec passage à l'ennemi au brigandage à main armée, en passant par la mutinerie avec violences, ces chiffres n'étaient peut-être pas excessifs. C'était surtout le fouet qui inspirait aux simples soldats une terreur salutaire ; mais il ne put jamais les empêcher de s'enivrer jusqu'à l'inconscience lorsque l'occasion s'en présentait. « Je me rappelle être entré une fois à Badajoz, racontait Wellington à propos de la fin de ce terrible siège, dans une cave, où je vis des soldats ivres morts au point que le vin coulait de leur bouche ! Pourtant, d'autres arrivaient, qui n'étaient pas écœurés le moins du monde… et se disposaient à en faire autant. Nos soldats n'ont jamais pu résister au vin. »

Ses officiers, de même, étaient incapables de résister à la tentation de perdre du temps, à l'oisiveté, à la frivolité. Leurs mauvaises habitudes mettaient leur commandant en chef, ponctuel, actif et laborieux, hors de lui. « Suis-je donc obligé de faire tout moi-même ? », tel est le leitmotiv rhétorique d'une bonne part des lettres envoyées d'Espagne – rhétorique seulement, car quelques-uns au moins de ses officiers d'état-major, lorsqu'ils n'étaient ni malades ni absents, se mettaient de bon cœur au service de cet esprit d'une implacable efficacité. « Nous aurons beau gagner les plus grandes victoires, écrit-il en juin 1813 à lord Bathurst, nous n'arriverons jamais à rien de bon tant que nous n'aurons pas suffisamment modifié notre système pour pouvoir obliger les officiers de rang subalterne à faire leur devoir, et tant que nous n'aurons pas un mode de châtiment quelconque pour les punir de leur négligence. » Deux semaines plus tard, il revenait sur le même thème : « Personne ne pense jamais à obéir aux ordres ; et tous les règlements […] du ministère de la Guerre, toutes les directives de l'armée applicables à la présente campagne, ne sont que du

papier gâché. » Bien pis, les officiers défiaient ouvertement son autorité. Ponsonby, un des subordonnés qui avaient la confiance de Wellington, décrit les coupables : « Des prophètes de malheur […] des gentlemen qui aiment leurs aises et leur confort […] ils surestiment les effectifs de l'armée française et sous-estiment les nôtres. » Wellington lui-même se plaint, en 1810 : « Le défaitisme est érigé en système dans l'armée. » Il incrimine particulièrement les officiers de haut rang, qui, estime-t-il, « devraient garder leurs opinions pour eux-mêmes ». Quant à l'opinion qu'il avait de beaucoup de généraux de son armée, elle était tout bonnement écrasante : « Quand je pense au caractère ou aux talents de certains officiers généraux de cette armée, lorsque je me dis que ce sont là les gens sur lesquels je dois compter pour conduire mes colonnes contre les généraux français, et qui sont chargés de mettre mes ordres à exécution, je tremble. »

Rien d'étonnant, dès lors, si Wellington, tout en les méprisant comme tire-au-flanc, n'était que trop heureux d'accepter les prétextes invoqués par les officiers de ce genre pour retrouver le confort qui les attendait chez eux. Mac Grigor, le chirurgien en chef de Wellington, raconte son audience du matin, en Espagne, en 1812. « Un officier général, de famille noble […] s'avança ensuite, disant : "Monseigneur, j'ai beaucoup souffert, ces derniers temps, de rhumatisme." Sans lui laisser le temps d'aller plus loin, lord Wellington dit aussitôt : "et il faut que vous retourniez en Angleterre pour le guérir. Certainement. Retournez-y immédiatement". » Mais les mauvais officiers qui acceptaient de partir d'eux-mêmes étaient trop peu nombreux. Leur brevet d'officier, qu'ils avaient acheté, constituait leurs moyens d'existence. Mais c'était également, dans la mesure où il était leur propriété privée, un moyen de se défendre contre le mécontentement de leurs supérieurs. D'où la rage impuissante de Wellington contre « la totale incapacité de certains officiers, placés à la tête de régiments, de remplir les devoirs de leur charge, ainsi que l'apathie et le manque de bonne volonté des autres ». La cour martiale ne servirait à rien, écrit-il avec amertume, car jamais des officiers n'accepteront de déclarer coupables leurs frères d'armes, propriétaires comme eux de leur brevet. Une réprimande du commandant en chef « n'est que du papier gâché ; le châtiment plus sérieux qui consiste à les suspendre de leurs fonctions en retenant leur solde […] est considéré comme un autre moyen de s'absenter et de ne rien faire. Lorsque la sanction prend fin, l'officier retourne à son régiment, sans que sa situation en ait le moins du monde souffert ».

Le sentiment d'impuissance qu'éprouvait Wellington était la conséquence inéluctable de la complaisance de la société anglaise à l'égard de la classe des propriétaires fonciers. Ils détenaient le monopole du commandement militaire, tout comme leurs homologues dans le monde hellénistique ou vers la fin de la république romaine. Mais le mécontentement de Wellington se dissipa dès qu'il eut amené ses oisifs à portée de fusil des Français. Alors leur sens du devoir aristocratique (que leurs origines aristocratiques aient été réelles ou non) s'affirma de façon héroïque. « Il n'y a pas grande difficulté, écrivait-il en 1814, à disposer une armée britannique en vue d'une action d'envergure, ni à amener les officiers et leurs hommes à faire leur devoir, une fois l'action engagée. La difficulté consiste à les amener à l'endroit où la bataille doit être livrée. »

A travers toutes ces invectives perce la voix d'un « rejeton de noble famille » qui a réussi à se discipliner pour se défaire des mauvaises habitudes d'esprit et de corps auxquelles, il le savait bien, les lieutenants ou les capitaines n'étaient que trop sujets. N'étaient-ils pas certains de conserver leur grade, tant qu'ils n'avaient pas tourné le dos pour fuir, face à l'ennemi ? C'est la voix d'un homme qui a surmonté toutes les difficultés qu'il y a « à les amener au bon endroit » et qui s'impatiente de tous les obstacles que ses officiers et ses soldats dressent sur son chemin. L'oisiveté, la boisson, le pillage, l'imprévoyance étaient les pires. L'irréligion en était un autre ; il déplorait que les aumôniers qu'on lui envoyait fussent de qualité si médiocre, et se plaignait de l'influence, séditieuse selon lui, du méthodisme sur les moins gradés, elle-même conséquence de l'inefficacité des aumôniers. Et il prenait constamment à partie l'Etat lui-même, qui, dans sa myopie, allouait aux soldats une solde trop minime pour les encourager à la sobriété et ne payait pas suffisamment les sous-officiers pour leur donner du prestige : « ils ne valent pas mieux que les hommes du rang, et ils sont trop proches de ceux-ci, à la fois par leur solde et par leur situation […] pour que nous puissions en attendre quoi que ce soit, lorsqu'il s'agit de faire régner l'ordre parmi leurs hommes ».

Pourtant, jamais il ne se plaignit, ni de la volonté de se battre de son armée ni de son aptitude au combat. Que représentait-elle, en tant qu'instrument militaire, et pourquoi se comportait-elle si bien au combat ? Le secret résidait, comme il réside encore de nos jours, dans la structure régimentaire de l'armée britannique. L'armée de Wellington, tout comme celle de Napoléon, était organisée, en 1815, en brigades et en divisions.

Mais l'unité de base était le bataillon d'infanterie ou le régiment de cavalerie, comptant entre cinq cents et mille hommes. L'armée française avait renoncé à cette forme d'organisation, dont l'origine remontait aux bandes de mercenaires du bas Moyen Age. Certains régiments britanniques avaient effectivement commencé par être des unités de mercenaires. Le Royal Scots avait servi les rois de France et de Suède avant d'entrer au service de Charles II : Alexandre le Grand n'y aurait certes rien vu que de très familier.

Les officiers régimentaires pouvaient passer, par achat, d'un régiment à un autre ; mais les soldats et les sous-officiers le faisaient très rarement, voire jamais. Il était même inhabituel qu'un soldat passe de l'une à l'autre des dix compagnies, ou des quatre escadrons, qui composaient respectivement les unités d'infanterie et de cavalerie. Le résultat était une forme très poussée de ce qu'on appelle aujourd'hui la « cohésion à l'intérieur des petites unités ». Les hommes se connaissaient bien entre eux, leurs supérieurs n'ignoraient rien de leurs qualités ni de leurs faiblesses, et vice versa. Tous s'évertuaient à éviter la réputation de couardise qu'une société aussi étroitement soudée n'aurait pas manqué de leur accoler s'ils avaient seulement fait mine de tirer au flanc. Ces motifs d'ordre moral étaient renforcés par l'exercice. L'infanterie, comme la cavalerie, combattaient en ordre serré, ce que les Allemands appellent « drap[3] contre drap », sous la surveillance étroite de leurs supérieurs, au rythme de commandements qui leur avaient été inculqués inlassablement.

Ceux-ci étaient conçus en vue d'obtenir deux résultats : d'abord, s'agissant plus particulièrement de l'infanterie, le déclenchement, à intervalles réguliers et à courte distance de l'ennemi, de feux de salve denses et bien dirigés ; ensuite, le mouvement ordonné et uniforme des rangs, à toute vitesse lorsque c'était nécessaire, en arrière, en avant, à droite ou à gauche, ou pour prendre l'une quelconque des formations prescrites – notamment, pour l'infanterie, le carré, capable d'assurer sa propre défense sans aide extérieure. Convenablement entraîné et raisonnablement endurci aux frayeurs du champ de bataille (une bataille, d'ordinaire, suffisait amplement), un régiment d'infanterie devenait, associé à d'autres, et entre les mains d'un chef résolu et incisif comme Wellington, une arme terrifiante de destruction, dans les limites de son propre rayon d'action. Ce qui signifie qu'en défense, aucune cavalerie n'était capable de l'enfoncer s'il était formé en carré, aucune infanterie adverse ne pouvait l'approcher à moins de

cent mètres, sous peine de subir des pertes très lourdes, peut-être irréparables. En attaque, après une préparation convenable (fusillade ou canonnade), il pouvait charger à la baïonnette sur une distance de plusieurs centaines de mètres. La cavalerie, essentiellement destinée à l'attaque, sauf lorsqu'on la disposait derrière les fantassins pour empêcher ceux-ci de s'enfuir, était plus difficile à manier. L'éternel défaut de la cavalerie britannique (l'Union Brigade à Waterloo en donna un exemple) était de charger trop vite et trop loin pour pouvoir se reformer en temps voulu, défaut que Wellington attribuait à la qualité de ses chevaux, supérieurs aux chevaux français.

Il n'y avait jamais assez d'artillerie au gré de Wellington. C'était le seul élément de son armée qui marquât un progrès sensible de la puissance de frappe par rapport à celle dont disposait Alexandre. Mais sa portée était limitée (la distance extrême était de mille mètres), et il était possible d'en annuler les effets en faisant coucher l'infanterie, si possible à l'abri d'une contre-pente, le procédé favori de Wellington. La puissance de feu de l'artillerie de campagne était trop faible encore pour influencer la tactique, qui restait strictement linéaire. L'objectif tactique de tout général, comme au temps d'Alexandre, était soit de tourner les lignes ennemies, soit d'y ouvrir une brèche. Le rôle de la cavalerie consistait principalement à causer le plus de dommages possibles à l'ennemi déjà vaincu, qu'elle était en général chargée de poursuivre. Les chefs de la cavalerie nourrissaient des ambitions plus vastes, mais, lorsqu'ils passaient à l'application, c'était le plus souvent avec des résultats catastrophiques.

Tels étaient donc les moyens dont disposaient les hommes de Wellington pour faire « leur devoir, une fois l'action engagée ». A part l'énergie chimique, qui simplifiait l'emploi de projectiles, tout reposait encore essentiellement sur la force musculaire, comme à l'époque d'Alexandre. Mais la véritable difficulté, comme Wellington l'a maintes fois souligné, consistait à les amener « à l'endroit où la bataille doit être livrée ». Comment s'y prenait-il ?

L’état-major de Wellington

Napoléon, s’il faut en croire le compte rendu que nous a laissé Wellington de sa conversation avec l’un des collaborateurs de l’Empereur, n’avait jamais de plan de campagne. « Il décidait toujours en fonction des circonstances du moment. “Il cherchait toujours, ajoutait le duc, à livrer de grandes batailles. Mon but, au contraire, était de les éviter.” » Wellington, ici, se montre injuste, à la fois envers Napoléon et envers lui-même. En Inde, le jeune Wellington avait cherché la bataille avec une obstination digne du jeune Alexandre, et pour les mêmes raisons : placé à la tête d’une petite armée d’élite, opposée à une immense armée hétéroclite, il n’avait pas d’autre solution que l’offensive. Napoléon, au contraire, attaquait parce qu’il disposait en général d’effectifs suffisants pour lui assurer la victoire. « Il ne manque pas, en Europe, disait-il, de bons généraux. Mais ils voient trop de choses à la fois. Je n’en vois qu’une : le corps principal de l’adversaire. Je m’efforce de l’anéantir. » Jusque-là, ses plans étaient simples. Mais pour trouver cette chose unique qu’il voulait voir, il fallait de la prévoyance et du temps. Il en passait beaucoup avec Bacler d’Albe, l’officier chargé des opérations, à explorer, centimètre par centimètre, une vaste carte étalée sur le sol de sa tente de campagne, et à planter des épingles indiquant l’étape du lendemain.

Les méthodes de Wellington et de Napoléon, sinon leurs objectifs, étaient donc assez semblables, même si ni l’un ni l’autre n’aurait consenti à l’admettre. Tous deux faisaient des plans, mais Wellington avec plus de prudence et moins d’assistance extérieure. « Je n’ai réellement personne pour m’aider, écrit-il, au désespoir, à son frère William en septembre 1810. Je suis laissé à moi-même et à mes propres ressources : à moi d’exécuter, à moi de choisir le mode d’exécution, à moi encore de surveiller l’application de mes plans. » Les portraits de Wellington, assis, seul, à la porte de sa tente, en train d’écrire, d’écrire, d’écrire, font partie, sans aucun doute, des

éléments de base de tous les livres de mémoires consacrés à la guerre d'Espagne. Il écrivait bien, et il le savait. « Elles sont aussi bien écrites que tout ce que je pourrais faire maintenant, dit-il en 1834 à la marquise de Salisbury, en parlant de ses dépêches de guerre. On y trouve la même attention portée aux détails, le même souci d'utiliser tous les moyens, si minimes soient-ils, qui peuvent favoriser le succès. » L'impression de faire tout lui-même était une des rares vanités de Wellington, qu'il partageait avec un certain type de mouches du coche prétentieuses, ce qu'il n'était absolument pas. Certes, il était souvent affligé de collaborateurs incompétents (le général Dalrymple « n'a pas de plan, ni aucune idée de plan, et je ne crois même pas qu'il connaisse le sens du mot plan » – ce qui était d'autant plus fâcheux qu'à cette époque Wellington était sous ses ordres) et de raseurs (« il n'en reste pas moins que l'amiral Berkeley est assommant à mourir […] son activité ne connaît pas de bornes […] je n'ai jamais vu un homme ayant eu une aussi bonne éducation […] dont l'entendement laisse autant à désirer, et qui nourrisse une telle prédilection pour l'invention de moyens inédits de faire les choses les plus ordinaires »). Mais il pouvait généralement compter pour l'aider sur un certain nombre de subordonnés intelligents et durs à la tâche. Hudson Lowe, le futur geôlier de Napoléon, n'en faisait pas partie. Il fut nommé chef d'état-major pour la campagne de Flandre, en 1815, mais Wellington s'en débarrassa avant qu'il fût trop tard. En revanche, il appréciait Murray, l'intendant général de l'armée, qui dirigeait en fait son état-major, et, dans une moindre mesure, Stewart, son adjudant-major général. Nombre de leurs subordonnés, notamment Gordon et Lancey, étaient, eux aussi, des officiers d'état-major capables, à la fois consciencieux et compétents. Ils avaient leurs défauts personnels : Stewart était « difficile », Gordon trop zélé, Lancey verbeux. Aucun n'approchait de Murray, le « parfait » officier d'état-major. Mais ils savaient faire leur travail.

Ils étaient, toutefois, très peu nombreux. Aucune armée ne possédait encore, à cette époque, d'école d'état-major comme celles qui, de nos jours, produisent chaque année une promotion de bureaucrates militaires triés sur le volet et méticuleusement formés. La section supérieure de l'Ecole royale militaire, qui venait d'être fondée, n'avait encore formé qu'un petit nombre de diplômés. Bien que Wellington les traitât de « fats » et de « pédants », son état-major en comptait une vingtaine. Au total, le nombre des officiers d'état-major attachés à son quartier général en Espagne (à condition de bien

les distinguer des « valets de pied, palefreniers, cuisiniers, auxiliaires, chevriers, voituriers, piqueurs, brosseurs, ordonnances, muletiers et maréchaux-ferrants ») ne dépassait guère la douzaine. Il y avait l'officier responsable de ses quartiers personnels et le secrétaire militaire, l'adjudant-major général avec ses six adjoints ou assistants, l'intendant général de l'armée et son assistant, et un officier dessinateur. Les aides de camp, les officiers de liaison espagnols et les interprètes placés à leur disposition étaient au nombre de dix-huit. Il y avait, en outre, neuf officiers du service de santé, trois payeurs aux armées, et une vingtaine d'employés de l'intendance, de la prévôté et de la justice militaire. La plupart de ceux qui étaient personnellement attachés à Wellington (non compris, par conséquent, les employés de l'intendance et les payeurs) ne faisaient que du travail de bureau, ce que son beau-frère, Edward Pakenham, appelait : « cette besogne insignifiante qui consiste à tenir les écritures ».

La conséquence de cette insuffisance de personnel (qui résultait, à son tour, du manque de formation et d'expérience des collaborateurs de Wellington) était qu'il devait en effet, la plupart du temps, être son propre officier d'état-major. Il y avait, bien entendu, des tâches de routine qu'il abandonnait à ses subordonnés : les finances et les appointements des officiers au secrétaire militaire (mais c'était Wellington qui effectuait les choix), l'approvisionnement à l'intendant en chef (mais il était intransigeant sur la qualité), les questions de personnel à l'adjudant-major général, et ainsi de suite. Mais il gardait la haute main sur l'essentiel, c'est-à-dire le mouvement, le renseignement et les opérations.

Le mouvement, c'était des animaux et des vivres. Nous avons déjà vu à quel point Wellington était obsédé par le souci d'avoir des animaux de trait et de bât en nombre suffisant, et de les garder en bonne condition. Les vivres, cela voulait dire de l'argent. Les Britanniques, contrairement aux Français, ne vivaient pas sur le pays, et cela principalement pour deux raisons. Les soldats de Wellington, disait-il, étaient incapables de « se débrouiller par eux-mêmes » ; il voulait dire que leurs expéditions d'approvisionnement tournaient à la beuverie et à la destruction. En outre, en Inde comme en Espagne, il souhaitait gagner la sympathie de la population. Il achetait, par conséquent, plutôt que de réquisitionner, cherchant, comme les bâtisseurs d'empire victoriens, à créer des marchés locaux. Une des conséquences du pillage, soulignait-il avec amertume dans une directive générale de 1809, était que « la population locale s'enfuyait,

abandonnant ses habitations, qu'aucun marché ne fonctionnait, et les soldats souffraient d'être privés de tout confort, et même du nécessaire ». Quatre ans plus tard, à Saint-Jean-de-Luz, on put voir clairement le résultat de sa politique : « La ville tout entière est devenue une vaste foire, ou marché, écrivait Larpent. Les paysans français sont sans cesse sur les routes, entre leurs villages et Bayonne, apportant leurs volailles, et remportant, sur la tête, des sacs pleins de sucre de contrebande. » Les prix étaient élevés, mais on ne manquait pas de vivres.

Le renseignement était plus difficile à trouver, car il n'était pas toujours à vendre. En Espagne comme en Inde, Wellington devait diriger la campagne dans un pays sans cartes, presque aussi dénué de cartes que l'Asie Mineure au temps d'Alexandre. En Espagne, il finit par créer son propre service cartographique. En Inde, une telle entreprise était exclue, faute de temps et à cause de l'immensité de l'espace qui l'entourait. Il fut obligé de procéder comme l'avait fait Alexandre : interroger les indigènes, envoyer des espions, faire des reconnaissances.

Le manque de cartes n'était peut-être pas aussi irritant pour Wellington que nous aurions tendance à l'imaginer. Une bonne carte présente, elle aussi, des inconvénients, notamment celui de submerger l'utilisateur sous un flot d'informations. Pour les simplifier, il est indispensable d'observer directement sur le terrain, et le chef militaire peut se charger lui-même de cette tâche, ou bien interroger des témoins oculaires. Ce faisant, il construit une image mentale des points clés et de leurs connexions, tout comme un grand joueur d'échecs garde présentes à l'esprit les cases décisives de l'échiquier. Alexandre, qui avait probablement construit son image mentale de l'Empire perse avec, comme squelette, le réseau des routes royales, prenait sans aucun doute ses décisions de cette manière, à partir de ce qu'il voyait avec les yeux de l'esprit. C'est aussi ce que Wellington a dû faire, lorsqu'il combattait Tippou Sahib et les Marathes.

Au Portugal et en Espagne, il était mieux pourvu, mais pas tellement. Les cartes étaient peu nombreuses, incomplètes et souvent très inexactes. Heureusement, l'armée britannique excellait dans ce domaine ; elle avait, en effet, l'expérience de la carte d'état-major de l'Angleterre, à l'échelle du pouce[4], dont la première édition venait d'être publiée en 1801. Wellington avait par conséquent au moins six officiers cartographes en permanence sur le terrain, qui travaillaient à l'échelle de quatre pouces par mile. D'autres étaient en fait infiltrés loin derrière les lignes françaises et poursuivaient

leur tâche de cartographe, tout en restant en contact avec un vaste réseau d'informateurs espagnols. En Inde, Wellington avait fait appel au très ancien réseau d'agents doubles professionnels (les *hircarrah)* pour lui fournir le renseignement à l'état brut. En Espagne, où les Français étaient haïs, le renseignement était surabondant et gratuit, mais il fallait d'abord le trier et le vérifier pour le transformer en un « produit » utilisable.

Et, en fin de compte, il se fiait uniquement au témoignage de ses propres yeux. Toujours bien monté, cavalier infatigable, intrépide et expérimenté, Wellington parcourait habituellement des dizaines de kilomètres dans la journée : plus de soixante-dix avant Assaye, lorsqu'il découvrit le gué qui lui fournit la clé de la bataille, plus de quatre-vingt-quinze en deux nuits successives, en Espagne, pour surprendre des officiers qui avaient négligé leur devoir. Un vétéran de la guerre d'Espagne raconte : « J'ai vu les palefreniers sortir ses quinze chevaux de bataille pour les faire trotter ; ces bêtes de prix n'avaient presque plus de chair sur les os, tant il les fatiguait. » Il nous a laissé un compte rendu de sa reconnaissance à la veille d'Assaye. Ses guides indiens l'avaient assuré qu'il n'y avait pas de passage, mais il avait tenu à voir les choses par lui-même. Après avoir remarqué l'emplacement de deux villages, « je me dis aussitôt qu'on n'avait pas pu bâtir deux villages aussi proches l'un de l'autre, sur les rives opposées d'un fleuve, sans qu'il y eût entre eux un moyen de communication habituel, des bateaux ou un gué – plus probablement ce dernier ». La suite montra qu'il avait raison, et cela lui assura la victoire.

Pour compléter ce système de renseignement, Wellington se servait également des informations réunies par d'autres. En Inde, comme en Espagne, il emporta avec lui une petite bibliothèque de livres d'histoire et de topographie, qu'il compléta sur place. Pendant qu'il se rendait en Espagne, il assimila, sans aucune aide, les rudiments de l'espagnol, en lisant le Nouveau Testament dans cette langue (Macaulay devait utiliser, plus tard, la même méthode pour élargir ses connaissances linguistiques). En débarquant, il fut ravi d'entendre un discours de bienvenue, dont, « à sa grande surprise, il comprit parfaitement jusqu'au dernier mot » (mais il avait également appris l'urdu en Inde). L'intelligence de Wellington n'avait sans doute pas l'envergure de celle de Napoléon. Il avait beau être méthodique, il n'eut jamais l'idée d'emmagasiner les informations essentielles comme le faisait l'Empereur, au moyen d'un remarquable secrétaire de voyage où les affaires étaient classées par dossiers. Napoléon

pouvait ainsi se tenir au courant de l'évolution d'une question presque aussi rapidement qu'à l'aide d'une banque de données moderne. Les facultés intellectuelles de Wellington sortaient cependant de l'ordinaire, tant pour ce qui était d'assimiler que d'exposer les faits. Il a décrit lui-même, à l'intention de son ami Stanhope, la façon dont son intelligence fonctionnait. « "Il arrive qu'on éprouve une sensation curieuse. Nous sommes en train de penser à quelque chose, lorsque, soudain, une chaîne entière de raisonnements surgit devant nous, comme dans un éclair. Nous la voyons tout entière", poursuivit-il, en agitant la main comme si quelque chose était vraiment apparu devant lui, pendant que ses yeux s'animaient et brillaient du plus vif éclat, "pourtant il nous faut peut-être deux heures pour coucher sur le papier tout ce qui nous est venu à l'esprit en un instant. Chaque élément de la question, les rapports réciproques que ses différents aspects entretiennent entre eux, et toutes les conséquences sont là, étalées devant nous". »

Ce n'est pas de l'autosatisfaction. L'énorme masse de documents qu'a laissée Wellington témoigne de l'exactitude de ce passage : jamais il n'aurait pu les écrire s'il ne les avait pas rédigés à toute allure. Plus tard, il écrivait souvent des brouillons de réponses, qu'il faisait recopier au propre ensuite ; les brouillons étaient écrits en travers de la lettre de son correspondant, comme nous le faisons aujourd'hui, ou dans les blancs s'il y en avait. En Inde, il semble bien avoir tout écrit de sa propre main. Pendant la guerre d'Espagne, il utilisait les deux méthodes. Tantôt il écrivait lui-même, tantôt il parlait et chargeait ses officiers de coucher ce qu'il avait dit par écrit. Cela dépendait du temps disponible.

Lorsqu'il dirigeait les opérations, il n'avait que peu de temps. Or, ni les mouvements de l'armée ni la recherche de renseignements n'étaient destinés à rien d'autre : ils ne constituaient pas des buts en eux-mêmes. Il est certain que Wellington était souvent tourmenté par ses incertitudes, se demandant pendant des jours s'il convenait d'agir, ou non. Il parle lui-même de sa « prudence érigée en système », pendant la campagne du Portugal où son infériorité numérique l'obligea pendant près de trois ans à se cantonner dans la défensive. Il a, sans aucun doute, hésité pendant trois semaines avant Salamanque. La légende veut qu'il ait pris la décision d'attaquer pendant qu'il rongeait un pilon de poulet. Jetant soudain l'os par-dessus son épaule, il balaya de sa longue-vue les positions françaises et

s'exclama : « Pardieu ! Cela fera l'affaire. » Il avait repéré une brèche dans le dispositif adverse, et c'est là qu'il envoya la division de Pakenham.

A Salamanque, Wellington se hâte de saisir une chance exceptionnelle. D'habitude, ses discussions avec son état-major se déroulent de façon plus réfléchie. Nous possédons le récit d'un témoin oculaire qui a assisté au « briefing » avant la bataille de Nivelle, en octobre 1813. Le reporter est le fameux Harry Smith, de la brigade des fusiliers, qui était alors affecté à l'état-major divisionnaire :

> Le duc était allongé, dans sa position favorite, et entama avec nous une conversation des plus sérieuses. [Nous nous] apprêtions à prendre congé, lorsqu'il dit : « Oh, restez encore un peu. » Après qu'il eut parlé quelque temps avec sir G. Murray (le chef d'état-major), Murray tira de sa sabretache ce qu'il fallait pour écrire et commença à rédiger le plan d'attaque pour l'armée tout entière. Lorsque ce fut fini, il avait si parfaitement compris la pensée du duc qu'il n'eut pas, je pense, à biffer un seul mot. Il dit : « Monseigneur, est-ce bien là ce que vous désirez ? » Ce fut l'une des scènes les plus intéressantes auxquelles j'aie jamais assisté. Au fur et à mesure que Murray lisait, l'œil du duc, et sa longue-vue, se braquaient sur l'endroit dont il était alors question. Pas une fois il n'interrogea sir G. Murray, mais les muscles de son visage trahissaient la plus intense concentration de la pensée. Lorsque sir G. Murray eut fini, le duc sourit et dit : « Ah, Murray, cela nous rendra maîtres des positions des gaillards d'en face. Serons-nous prêts demain ? » « Je crains que non, Monseigneur, mais le jour suivant. »

La scène présente, en effet, le plus grand intérêt. Elle révèle avec précision la division du travail adoptée dans l'entourage de Wellington. Il décide ; son principal conseiller traduit cette décision en termes administratifs, puis effectue une évaluation technique. A partir de là, l'action peut commencer. La longue-vue sert à Wellington de dérivatif : elle absorbe son trop-plein d'énergie nerveuse pendant qu'il réfléchit. La longue-vue, inconnue au temps d'Alexandre, n'est pas, pour le commandant en chef, une acquisition aussi précieuse qu'on pourrait le croire : le grossissement était si faible (trois ou quatre fois seulement) qu'elle n'ajoutait pas grand-chose à l'acuité visuelle[5]. C'étaient les facultés intellectuelles, non les instruments, qui distinguaient le chef véritable du rond-de-cuir militaire.

La routine de Wellington

Les opérations proprement dites n'ont occupé que quelques jours dans chacune des années de campagne de Wellington. Lorsqu'il devait livrer une bataille, ou mener un siège, il envoyait la routine à tous les diables. Mais la

routine – la « méthode », comme il l'appelait – était un élément essentiel de son succès dans les opérations. Elle ne variait pour ainsi dire jamais. Comment organisait-il sa journée et l'environnement dans lequel elle se déroulait ?

Le climat influait sur la routine. Lorsqu'il faisait campagne dans l'Inde du Sud, où une chaleur terrible règne, même pendant la mousson, il devait régler les affaires du jour (« Je règle toujours les affaires du jour le jour même ») tôt dans la matinée. Mais dans la péninsule Ibérique, où l'on trouve des hivers polaires dans les hautes terres de l'intérieur, et où l'on gèle même quelquefois en été (« Je n'ai jamais davantage souffert du froid que pendant les manœuvres qui précédèrent Salamanque »), il conserva son habitude de se lever tôt et de se mettre immédiatement au travail : « Quand il est temps de se retourner, il est temps de sortir du lit. » Wellington était debout tous les jours à six heures, écrivait jusqu'au petit déjeuner, à neuf heures (du thé et des toasts, sa vie durant), puis recevait, l'un après l'autre, ses chefs de département, ce qui l'occupait jusqu'à deux ou trois heures. C'étaient l'adjudant-major général, l'intendant général de l'armée, l'officier de renseignement, l'intendant en chef, l'inspecteur général des hôpitaux, les commandants de l'artillerie et du génie, et, lorsque c'était nécessaire, le payeur général et le président du tribunal militaire.

Mac Grigor, son inspecteur général des hôpitaux, observateur perspicace de la nature humaine, décrit ces audiences :

> J'avais l'habitude, au début, de me présenter à lord Wellington un papier à la main, où j'avais inscrit les points sur lesquels je souhaitais recevoir ses ordres ou que je comptais lui exposer. Mais je m'aperçus bientôt qu'il n'aimait pas me voir arriver avec un aide-mémoire ; il ne tenait pas en place, et il était visiblement mécontent de me voir me reporter à mes notes. Je changeai donc de méthode, et lorsque je venais le voir, chaque jour, j'avais repassé dans ma tête les différents points que j'allais discuter avec lui, après lui avoir présenté les rôles de l'hôpital.

Larpent, le président du tribunal militaire, n'avait peut-être pas senti cet agacement de Wellington lorsque ses subordonnés se montraient incapables d'imprimer un fait dans leur esprit, exactement dans la case appropriée, avec autant de facilité que lui-même. « Il est très prompt, incisif, et courtois, bien que certains se plaignent un peu de lui et le craignent beaucoup. Lorsque je vais le voir, avec mes papiers et mes chefs d'accusation, pour recevoir ses instructions, je me sens un peu comme un écolier qui se rend en classe. »

Un ambassadeur de France à Londres, du temps où Wellington était Premier ministre, devait confier plus tard à l'une de ses connaissances qu'il arrivait à régler autant d'affaires avec lui en trente minutes qu'avec un ministre français en trente heures. Napoléon avait ce même talent pour maîtriser l'ensemble des affaires à la perfection. L'Empereur avait, bien entendu, des dons mathématiques hors du commun, ce qui implique une grande puissance d'analyse. Wellington était musicien et s'intéressait profondément à la mécanique et à l'astronomie : ce sont, là encore, des disciplines qui aident à clarifier l'intelligence. Aucun des deux hommes n'avait bénéficié, toutefois, d'une formation universitaire en règle, carence que Wellington a toujours regrettée. Etant donné leur aptitude tout à fait extraordinaire à absorber et à organiser l'information, on est amené à penser qu'ils pourraient bien avoir eu connaissance de la technique de mémorisation dite « théâtre de la mémoire », qui eut tant d'influence en Europe, à l'époque du renouveau de la culture classique.

Quelle qu'ait pu être sa méthode pour assimiler les affaires que lui soumettaient ses subordonnés, le travail était vite expédié. Vers deux heures, jamais après quatre heures en tout cas, il était dehors, à cheval, à la fois pour prendre de l'exercice et pour inspecter son armée de près. A neuf heures, il s'enfermait pour écrire encore, et à minuit il se mettait au lit. Dans l'intervalle, il lui arrivait de dîner en compagnie. Son mess n'avait rien de luxueux. Wellington mangeait peu et tenait à prendre du riz avec n'importe quoi, ou presque. Au cours des trois années qu'il avait passées en Inde, il avait surtout vécu de riz, « et ceux qui connaissaient bien ses habitudes en préparaient toujours à l'avance lorsqu'il dînait dehors ». Il buvait avec modération, et de moins en moins avec les années : en Inde, « quatre ou cinq verres à dîner, avec ses convives, et environ une pinte[6] de bordeaux après-dîner », en Espagne, « pas de porto, seulement du bordeaux léger, ainsi que les vins et l'eau-de-vie du pays ». Il pouvait avoir jusqu'à vingt-huit couverts, mais « la conversation est banale […] en ce qui le concerne, il s'exprimait avec une apparence de franchise […]. Tous semblaient cependant éprouver une crainte injustifiée en face du grand homme ». Il n'y a rien là qui rappelle les orgies d'Alexandre, au milieu de ses Compagnons. La soirée était d'une grande sobriété et s'achevait lorsqu'il était l'heure, pour le duc, d'aller au lit.

Son quartier général déménageait souvent, et on l'installait partout où on pouvait trouver de la place. Les officiers chargés du cantonnement

précédaient l'armée et inscrivaient les noms à la craie sur la porte, lorsqu'ils avaient trouvé des logements acceptables (Saint-Simon décrit une procédure analogue, lorsque Louis XV participait à la campagne). A Bussaco, en 1810, Wellington fut logé dans un monastère. Nous en avons un récit grâce à l'abbé : « nous lui montrâmes sa chambre. C'était la meilleure chambre, mais il n'en voulut pas parce qu'elle n'avait qu'une porte. Il en choisit une autre, plus sûre, parce qu'elle avait deux portes. Il nous ordonna de laver la pièce et de la sécher en y faisant du feu ». L'état-major était éparpillé en fonction des logements disponibles, parfois dans un autre village. C'étaient, la plupart du temps, des installations de fortune. Mac Grigor raconte comment il trouva Wellington à Ciudad Rodrigo, « dans une misérable petite pièce, penché au-dessus du feu ». Larpent décrit son quartier général près d'Irun, où il demeura de juillet à octobre 1813. Il était situé, dit-il, « dans une petite localité très sale […] un curieux spectacle de vacarme et de confusion […] des bruits de toute espèce […], ici un cochon de grande taille qu'on égorge dans la rue […], tout près de là, un autre dont on fait flamber les soies sur un feu de paille […]. Des vivandiers et des indigènes, avec leurs outres à vin en peau de chèvre, sorties de Don Quichotte […] en train de verser du vin à nos soldats fatigués et à moitié gris […] ; il y avait toujours des querelles lorsqu'il s'agissait de payer tout cela ». Freneda, où le quartier général fut installé en 1811 et 1812, « tombait en ruine. Tout était crasseux, avec d'énormes tas de pierres dans les rues, des trous et du crottin partout, les maisons comme des cuisines de ferme, avec cette différence qu'il y a des étables en sous-sol ». Wellington se promenait sur la place du marché, conversant avec les membres de son état-major. Le sergent Costello, alors qu'il était en faction, vit le duc « arpenter la place du marché, en tenant par la main une petite fille espagnole de cinq ou six ans ; il fredonnait, ou sifflotait, un court refrain et achetait de temps à autre de menues sucreries aux paysannes derrière leurs étalages, à la demande de l'enfant ». Même Wellington (« il n'y a qu'une méthode – celle que j'ai adoptée – avoir une MAIN DE FER ») éprouvait parfois le besoin d'un contact chaleureux, d'une affection spontanée.

Comment Wellington se présentait aux autres

La petite scène de Freneda implique un manque total d'affectation dans la façon qu'avait Wellington de se présenter au monde et concorde sur ce point avec d'autres récits d'observateurs. Il se figeait à la seule idée d'une mise en scène de ses propres actions. Alexandre avait le génie du théâtre. Napoléon le singeait – au grand mépris de Wellington. Lorsque l'Empereur prétendait connaître le nom de ses soldats, ce n'était, disait Wellington, qu'un procédé. Un officier de l'état-major lui fournissait une liste, il appelait les noms, et lorsque les hommes qui avaient été appelés s'avançaient, Napoléon feignait de se rappeler leur nom. Le duc refusait de s'abaisser à de pareilles ruses.

Ses contemporains attestent son aversion pour le théâtral. L'un d'entre eux avait souligné le contraste frappant entre le duc et son gouverneur général de frère. « Le premier dédaigne la parade sous toutes ses formes, le second ne vit pour rien d'autre. » Wellington lui-même rejetait les facilités de la rhétorique et condamnait parade et faux-semblants.

Pourtant Wellington n'était certainement pas insoucieux de son apparence, dont il prenait grand soin. Les officiers qui servaient avec lui en Espagne l'avaient appelé « le Beau », ou « le Pair » – suprême compliment, car beaucoup étaient lords eux-mêmes, et qui équivaut au surnom que la société édouardienne avait donné à lord Ribblesdale : « l'Ancêtre ». Il était, nous l'avons vu, extrêmement soigneux de sa personne, se lavant et se rasant de façon presque obsessionnelle. Il était fier de sa silhouette : il resta mince et musclé jusque dans la vieillesse. Son costume révélait l'absence délibérée d'ostentation. Dans sa jeunesse, il portait l'uniforme : l'habit écarlate et un sabre pesant. Au fur et à mesure qu'il vieillissait (vieillesse toute relative, car il n'avait que quarante-quatre ans lorsqu'il fut promu maréchal) et que les distinctions pleuvaient, il semblait mettre son point d'honneur à ne pas les étaler. Le chirurgien Burroughs se souvient de lui à Salamanque : « Les mots "Le voici !", murmurés de bouche à oreille, avaient un effet électrique […]. [Il] passa nos colonnes en revue ; comme d'habitude, il n'arborait aucune marque de distinction ou de luxe. Son long manteau dissimulait le reste de ses vêtements. Son bicorne était trempé et déformé par la pluie. » Un officier de la division d'infanterie légère raconte comment se passaient ordinairement ses tournées d'inspection :

> On reconnaît de loin lord Wellington à son petit bicorne plat, posé sur sa tête à angle droit avec le reste de sa personne. Il se tient assis très droit sur sa selle de hussard, recouverte d'une simple chabraque bleue […]. Au cours de l'année dernière, il a pris

> l'habitude de porter un foulard blanc, au lieu du foulard noir réglementaire, et par mauvais temps, un manteau de la même couleur, qui est celui des dragons français du rang […]. Souvent, il passe, absorbé dans ses réflexions, ou se borne à rendre leur salut aux officiers lorsqu'il se trouve à leur hauteur. Mais il arrive aussi qu'il salue ceux qu'il connaît d'un rapide : « Oh ! c'ment allez-vous ? », ou qu'il taquine gentiment certains d'entre nous, qui sont de ses familiers. Son état-major le suit à grand bruit, ou bien s'arrête pour bavarder quelques minutes avec les connaissances. L'ordonnance de Sa Grâce ferme la marche ; c'est un vieux hussard du Premier Allemand, qui l'a suivi pendant toute la guerre d'Espagne.

L'homme s'appelait Bleckermann, et une rude affection l'unissait à son chef.

Avec l'âge et les promotions, Wellington devenait de plus en plus taciturne. Jeune officier, il avait été un causeur infatigable (il le resta toute sa vie, dans le privé, avec ses amis), bouillonnant d'idées qu'il glanait ici ou là, au cours de ses vastes lectures. Mais le commandement en chef lui fit perdre sa loquacité. Pendant la guerre d'Espagne, l'atmosphère, à son mess, était très sérieuse ; pourtant, il se montrait un hôte presque aussi généreux qu'il l'avait été en Inde, où ses dîners et ses pique-niques étaient célèbres pour leur gaieté :

> Lord Wellington se conduit à table avec une grande dignité [raconte George Eastlake], et chacun le traite, lorsqu'il s'adresse à lui, avec un profond respect. A vrai dire, il est inimaginable de prendre des libertés avec lui. Il ne but de vin avec personne, et j'appris que c'était là son habitude […]. Lord Wellington est plutôt silencieux qu'autre chose. A six heures moins le quart, environ, il dit : « Canning, commandez le café », et le colonel Canning quitta la pièce pour le faire, car il n'y a pas de sonnettes en Espagne. On servit du très bon café dans des bols de porcelaine au dragon, et, dès qu'il en eut pris, lord Wellington se leva, et tout le monde en fit autant.

La réserve de Wellington était d'autant plus marquée qu'il se méfiait de son propre caractère, qui était explosif. Il lui arriva de faire fondre en larmes Stewart, son adjudant-major général. Une autre fois, ce fut un général espagnol qui, terrorisé par un accès de rage de Wellington, se précipita vers la rampe pour s'y cramponner. Cette réserve était aussi un moyen de dissimuler son agacement, lorsque ses subordonnés se montraient incapables de répondre à ses exigences, qui étaient, il est vrai, considérables. Parmi tous ses commandants de division, Hill était le seul général auquel il écrivît ou parlât librement. Plus profondément encore, il se peut qu'il ait évité de parler parce qu'il trouvait très peu d'esprits dignes du sien. « J'aime, dit-il une fois, convaincre les gens, plutôt que m'appuyer sur ma seule autorité. »

D'où son mépris pour les arts du théâtre et de l'éloquence, dans lesquels Alexandre se sentait si à l'aise. Il est vrai qu'il n'avait aucun scrupule à s'appuyer sur « sa seule autorité ». Alexandre était un roi, Wellington un gentleman, peut-être la plus parfaite incarnation de l'idéal du gentleman que l'Angleterre ait jamais produite. Cet idéal n'avait pas d'équivalent dans le monde grec, parce que les valeurs sur lesquelles il reposait (réserve, sensibilité, désintéressement, discipline personnelle, sobriété des vêtements, du comportement, du discours, le tout allié à une totale confiance en soi) étaient aux antipodes du style extraverti qui caractérise le héros. Le code héroïque et celui du gentleman n'ont qu'une chose en commun : la morale de *noblesse oblige*[7]. Wellington ressentait profondément les obligations de la *noblesse ;* mais en dehors de cela, presque tout ce qui composait la personnalité d'Alexandre (sa bonhomie, sa familiarité, son goût de l'ostentation et de la parade, sa ruse, tous ces traits de caractère que singeait Napoléon) ne lui aurait inspiré que de la répugnance. Wellington méprisait réellement Napoléon pour son affectation d'héroïsme. Son esprit, a-t-il dit, « était, dans les détails, entaché de bassesse et de vulgarité. Je suppose qu'il n'a pas su se débarrasser de l'étroitesse de vues et de manières qu'il devait à ses débuts dans l'existence. Il n'avait aucune idée de ce que nous entendons par les sentiments d'un homme bien élevé. Il n'avait jamais l'air d'être à l'aise, et même dans ses entreprises les plus téméraires, on trouve un mélange d'appréhension et de mesquinerie ». Les harangues que Napoléon adressait à ses soldats excitaient tout particulièrement le mépris de Wellington.

En ce qui concerne celui-ci, et pour autant que nous sachions, il n'a jamais adressé de discours à ses hommes, et l'idée même de la chose lui paraissait oiseuse. « Pour ce qui est des discours – quel effet peut-on espérer produire sur l'ensemble de l'armée avec un discours, alors qu'on ne peut se faire entendre convenablement par plus d'un millier d'hommes, massés autour de vous ? » Mais son dédain pour l'art oratoire (une des très rares imperfections qui l'aient vraiment gêné dans sa carrière ultérieure d'homme politique) remontait à des attitudes plus profondes que ce simple constat d'impossibilité. Bien avant que la politique envahisse complètement sa vie, il s'était déjà forgé une philosophie politique très articulée, exact complément de cette personnalité austère qu'il avait eu tant de mal à édifier.

Wellington acceptait sans réserve la séparation entre le sentiment et la fonction qui a donné naissance à l'Etat moderne. Le système de

gouvernement d'Alexandre vivait exclusivement de sentiment. Le pouvoir royal qu'il exerçait reposait tout autant sur des émotions que sur des actes ; c'est cette confusion qui explique qu'à la question imaginaire : où le chef doit-il se poster ? Alexandre aurait répondu, sans même réfléchir, en tête, toujours. Il sentait, tout comme ses hommes, qu'on devait toujours le voir affronter les plus grands risques, parce que c'était en s'exposant au risque qu'il légitimait son pouvoir. Wellington, au contraire, déplorait les empiètements du sentiment. C'était seulement grâce à une stricte séparation entre le domaine du sentiment et la sphère gouvernementale qu'on avait réussi à instaurer et à maintenir le règne de la justice et le respect de la loi – c'est-à-dire précisément l'antithèse du style de gouvernement qui caractérise la royauté héroïque. En Inde, déjà, il avait compris le lien entre ces deux phénomènes. « Le Bengale, écrivait-il en 1804, jouit de tous les avantages d'un gouvernement civil [il était sous autorité britannique] et n'a besoin de la force armée que pour se protéger de ses ennemis extérieurs. Tous les autres établissements barbares, qu'on appelle des gouvernements [il s'agit des chefs de guerre "héroïques" de la Confédération marathe] n'ont aucun autre pouvoir que celui de l'épée. Otez-leur la possibilité d'exercer ce pouvoir […] et ils ne pourront plus percevoir d'impôt, ni offrir de protection à leurs sujets, ni gouverner leur territoire. » Son aversion pour les révolutions en Europe était fondée exactement sur la même analyse : il y voyait les effets déplorables d'une confusion entre l'émotion et la politique. C'est ce qu'il écrivait en 1811 à Bentinck, dans une de ses lettres les plus brillantes, rédigée à toute allure dans son quartier général sordide de Freneda :

> L'enthousiasme populaire semble bien beau, il fait bonne impression, sur le papier. Mais je ne l'ai jamais vu engendrer que confusion. Ce qu'on a appelé enthousiasme en France n'était rien d'autre que le pouvoir et la tyrannie, agissant par l'intermédiaire des sociétés populaires ; c'est ainsi qu'on a fini par bouleverser l'Europe et fondé une des tyrannies les plus puissantes et les plus redoutables qui aient jamais existé. […] Je vous adjure, par conséquent, où que vous alliez, de ne jamais accorder la moindre confiance à l'enthousiasme populaire. Donnez au peuple un gouvernement fort, équitable, et, si c'est possible, un bon gouvernement ; mais, surtout, qu'il soit fort : il saura alors contraindre les hommes à remplir leur devoir envers eux-mêmes et envers leur pays.

Le bon gouvernement, selon la recette de Wellington, signifiait le gouvernement aux mains des hommes bien nés. Non pas Wellington lui-même : « Je ne suis pas très ambitieux », écrivait-il, non sans un peu de mauvaise foi, en 1805 ; il avait reconnu, en 1801, que sa « plus haute

ambition » était de devenir « général de brigade au service de Sa Majesté ». Il s'était préparé, néanmoins, à l'exercice du pouvoir. Après avoir refusé, pendant de longues années, de donner libre cours à ses instincts, il avait fini par épouser, par sens du devoir, une personne qui se révéla, à l'expérience, ne correspondre en rien à son idéal : une compagne qui aurait été son égale. Il prenait le plus grand soin de sa santé : en Espagne, il entretenait une meute, pour se donner de l'exercice en y prenant plaisir. Il mangeait et buvait peu. Bien qu'épuisé, quelquefois (il dut garder le lit pendant plusieurs jours, à Lesaca, en 1813, après avoir réduit ses chevaux à l'état de squelettes, au cours du siège de Saint-Sébastien), il ne contracta aucune maladie grave au cours de ses campagnes : la fièvre et la « gale de Malabar » en Inde, des rhumatismes en Espagne. Il ne sollicita jamais ni promotion ni dignités (« Nonobstant les nombreuses faveurs que j'ai reçues de la Couronne, je n'en ai jamais sollicité aucune […] ; je vous recommande la même conduite et la même patience », écrivait-il en 1813 à un chasseur de célébrités). Il estimait ses propres talents à leur juste valeur. « C'est moi qui aurais dû être choisi », écrit-il en 1801, lorsque le commandement de l'expédition d'Egypte est attribué (par son propre frère) à un autre. Et en 1808 : « Je suis le seul officier de l'armée capable de résoudre leurs difficultés. » Il était fermement persuadé de la nécessité d'être indépendant financièrement et s'était donné de la peine pour y parvenir, par des moyens d'une honnêteté irréprochable. Il avait rapporté d'Inde sa part légitime du butin, environ quarante-trois mille livres ; c'était assez pour qu'il n'eût « plus besoin de briguer un office ou un emploi quelconques ». Il appréciait en réaliste l'importance qu'il y a à connaître les gens qui comptent : « Je suis persuadé que je serais fort peu connu à l'heure actuelle, et que je ne serais pas devenu ce que je suis, si je n'avais pas siégé au Parlement », écrit-il à Malcolm, un homme qu'il admirait, en 1813. Mais, en dernière analyse, c'était l'amour-propre (n'excluant pas la modestie), naturel à un gentleman, qui avait fait de lui ce qu'il était et l'avait rendu apte à exercer l'autorité. A Malcolm toujours : « Vous êtes assez grand, à moins que vous ayez beaucoup changé, pour n'avoir besoin de personne. Et c'est ainsi que vous parviendrez le plus rapidement à vos fins. »

Parvenir à ses fins (c'est-à-dire abattre la tyrannie napoléonienne), tel était, au moment où il se rendit dans la péninsule Ibérique, le seul but de Wellington. « Les dés sont jetés, dit-il la veille de son départ. Ils pourront

me submerger, mais je ne crois pas qu'ils soient capables de déjouer mes plans. […] Je soupçonne que toutes les armées du continent étaient plus qu'à moitié vaincues avant même que la bataille fût engagée. Moi, du moins, je ne me laisserai pas intimider à l'avance. » Il ne se dissimulait pas que, pour affronter les Français, il lui faudrait par moments faire étalage d'héroïsme. Dans tout autre domaine, c'était là une pratique dont il avait instinctivement horreur ; mais, dans ce cas précis, il était prêt à en accepter la nécessité.

Wellington au combat

A part cette intention de s'exposer délibérément au danger, quels étaient les autres atouts dont disposait Wellington pour battre les Français ?

Il y avait, bien sûr, sa maîtrise en matière de mouvement et d'approvisionnement de l'armée. Mais, si une logistique insuffisante peut faire perdre une campagne, même une excellente logistique ne saurait, à elle seule, assurer la victoire. En 1808, Wellington savait également comment on gagne les batailles – du moins, sur le genre d'adversaires qu'il avait affrontés en Inde : « Foncez sur les premiers individus que vous voyez apparaître, écrivait-il à son camarade Stevenson, et nous aurons les honneurs de la campagne. Une longue guerre défensive serait notre perte. » A Assaye, comme à Argaum, les deux grandes victoires qu'il remporta sous sa propre responsabilité, c'est exactement ce qu'il avait fait.

Assaye est un village sans importance, à trois cent vingt kilomètres de Bombay, à l'intérieur des terres. Ce fut là qu'en septembre 1803 son armée rattrapa celles de Sindhia et de Berar, deux des plus puissants parmi les chefs de guerre marathes. L'inégalité numérique avait de quoi décourager les plus braves. Les Marathes, que Wellington surprit alors qu'ils campaient près de la rivière Kaitna, étaient au moins deux cent mille ; lui-même n'avait que sept mille hommes sous ses ordres et attendait des renforts de Stevenson. Il décida, néanmoins, d'agir aussitôt. La grande majorité de l'armée marathe était constituée par de la cavalerie légère, de l'infanterie irrégulière et des non-combattants qui suivaient les troupes. Ceux-ci ne servaient à rien, sinon à gêner les mouvements de la cavalerie légère et des irréguliers, lesquels, à leur tour, n'étaient rien d'autre qu'une charge pour la seule partie redoutable des forces marathes : les bataillons de fantassins disciplinés et les batteries d'artillerie commandés par des officiers

européens mercenaires. Ce noyau ne comprenait pas plus de quinze mille hommes. Il disposait, il est vrai, de quatre-vingts canons, alors que Wellington n'en avait qu'une vingtaine. Mais son armée avait l'avantage de la cohésion et de la confiance en soi, ce qui n'était pas, pensait-il, le cas de son adversaire.

C'était en somme une répétition de l'affrontement entre Alexandre et Darius à Issos, et, par la volonté de Wellington, le dénouement fut aussi le même : une charge impétueuse menée contre les lignes ennemies. Il devait d'abord, cependant, s'assurer que son armée ne risquait pas d'être submergée sous le nombre, ce qui aurait rendu inutiles toutes ses qualités guerrières. C'est en ce sens que le gué qu'il découvrit à travers la Kaitna prenait une importance décisive. En franchissant le fleuve à cet endroit, sans que son adversaire s'y attende, il serait protégé sur son flanc gauche par la Kaitna, sur son flanc droit par l'affluent de celle-ci, la Juah. Il pourrait alors avancer comme dans un corridor et porter à l'ennemi le coup fatal.

Tout se passa exactement comme il l'avait prévu. Wellington découvrit le gué peu après onze heures du matin, le 23 septembre 1803. Il estima qu'il disposait de trois heures pour livrer bataille. Il revint au galop vers l'endroit où l'attendait son armée (il montait Diomède, un arabe qu'il aimait autant que, plus tard, il devait aimer Copenhagen) et la mena jusqu'au gué, où il fut le premier à plonger. A ce moment précis, un boulet marathe emporta la tête de l'ordonnance qui chevauchait à son côté. Wellington donna de l'éperon à son cheval pour aller faire une seconde reconnaissance ; les Marathes, lancés à sa poursuite, le ramenèrent jusqu'à ses lignes, mais il avait eu le temps de voir ce qu'il voulait. Il donna l'ordre à son armée de se déployer entre les deux cours d'eau. Pour cela, il lui fallut se rendre successivement auprès de chacun des commandants de ses six régiments, deux britanniques et quatre indiens.

Alors qu'ils avançaient, il prit position sur leur droite, à la hauteur des assaillants, et pleinement exposé, par conséquent, au feu de l'ennemi. C'était un feu nourri et meurtrier, mais Wellington ne fut pas touché ; ce fut le cas, en revanche, pour son cheval. Au moment, toutefois, où l'ennemi battait en retraite devant l'attaque, il s'aperçut qu'une unité qu'il avait placée en couverture, plus loin sur sa droite, était en difficulté. Elle avait attaqué le village d'Assaye, ce qui ne faisait pas partie de son plan, et risquait d'être anéantie. La situation fut rétablie grâce à l'intervention de sa

cavalerie, mais l'élan de l'offensive avait été brisé. Il fut interrompu derechef par quelques artilleurs marathes qui revinrent à leurs pièces alors que les assaillants les avaient laissées derrière eux : ils ouvrirent à nouveau le feu sur les troupes de Wellington. Pour les empêcher de poursuivre leurs ravages, il dut revenir en arrière chercher la seule unité de cavalerie qui lui restait et l'amena en première ligne. Il prit part personnellement au corps à corps, et ce fut là que Diomède reçut un coup de lance qui lui traversa les poumons. Wellington dut enfourcher son troisième cheval de la journée.

La bataille, désormais, était presque finie. Il ne lui restait plus qu'à faire marcher à nouveau son infanterie contre les débris des troupes régulières marathes qui s'étaient rangées le dos à la Juah. Lorsqu'elles lâchèrent pied, ce fut la fin de toute résistance. Wellington passa quelques moments à féliciter les vainqueurs, puis se retira pour aller dormir dans une cour de ferme remplie de paille. Ses morts étaient au nombre d'environ quatre cent cinquante. Mais la tension subie ce jour-là lui donna un cauchemar, dans lequel « chaque fois que je me réveillais, j'étais frappé par l'idée que j'avais perdu tous mes amis, tant j'en avais effectivement perdu dans la bataille […]. Le lendemain matin, je demandai avec inquiétude des nouvelles des uns et des autres ; et je ne pus me persuader qu'ils étaient en vie tant que je ne les eus pas vus de mes propres yeux ».

Même si l'on met à part cet accès de culpabilité, lié aux pertes humaines dont il se sentait responsable, Wellington n'était pas descendu de cheval pendant douze heures consécutives, sa vie avait été en grand danger, il avait croisé le fer avec l'ennemi (cela ne lui arriva que deux fois dans sa carrière, et ce fut sans doute ici la première), il n'avait rien mangé, ou très peu de chose, il avait dû subir, enfin, pendant des heures, le vacarme des armes à feu, à une distance variant de cinq cents à cinquante mètres. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si, bien des années plus tard, lorsqu'on lui demanda quelle était « la meilleure chose » qu'il eût faite, il répondit, d'un seul mot : « Assaye. »

Ce fut certainement une expérience beaucoup plus dure que l'un ou l'autre de ses deux principaux sièges, Seringapatam ou Ahmednuggur. Au cours de celui-ci, ce fut son lieutenant, Colin Campbell, qui fit revivre l'épopée d'Alexandre à Multan : il fut le premier à escalader le rempart, qu'il débarrassa ensuite de ses défenseurs à grands coups d'épée. Wellington, comme il convenait à un général ennemi de l'héroïsme, resta plus à l'arrière avec le corps d'armée principal. Il fit preuve d'une

discrétion analogue lors de son autre bataille rangée en Inde, à Argaum, livrée deux mois après Assaye. Cette fois, bien qu'il eût pris la décision téméraire d'attaquer un ennemi supérieur en nombre qui occupait des positions préparées à l'avance, alors qu'il ne lui restait que trois heures de jour, il n'alla pas plus loin et évita de payer de sa personne. Il remporta la bataille grâce à la progression inébranlable de son infanterie, soutenue, au centre, par l'artillerie, et par une charge de cavalerie à l'aile droite. Wellington ne semble pas avoir couru personnellement de grands risques, et les pertes furent peu élevées. Les Marathes furent rapidement mis en déroute, sans doute parce que la volée de bois vert d'Assaye les avait démoralisés.

Wellington apportait donc en Espagne une philosophie militaire qui ne différait guère de celle d'Alexandre : « Foncez sur les premiers individus que vous voyez apparaître. » A cet égard, Napoléon n'avait pas tort de le traiter dédaigneusement de « général de cipayes » : malgré tout le bruit et la fumée que les armes à feu avaient apportés avec elles sur les champs de bataille des Marathes, la guerre en Inde n'avait pas changé, pour l'essentiel, depuis la campagne d'Alexandre dans le Pendjab, deux mille ans auparavant. Les armées de Sindhia et de Berar étaient, comme celles de Darius ou de Porus, d'immenses caravanes itinérantes, dont les combattants ne formaient qu'une petite partie et l'élite des guerriers une partie plus réduite encore. La recette d'Alexandre et celle de Wellington pour vaincre une grande armée avec une petite en de telles circonstances étaient identiques : prendre l'élite pour cible, et la briser au moyen d'une attaque sans pitié. La seule différence de méthode était qu'Alexandre chevauchait en tête, tandis que Wellington commandait de l'arrière.

Mais Wellington n'était pas seulement un « général de cipayes ». Il avait beaucoup lu, et interrogé avec insistance les vétérans qui avaient combattu en Europe. Il en avait retiré la conviction que, si les armées de Napoléon n'appartenaient évidemment pas à la même catégorie que celles des Marathes, cependant « si ce que j'entends dire de leur système de manœuvre est vrai, je pense qu'il n'est pas bon ». Lorsqu'il se rendit dans la péninsule, un autre système était déjà en train de germer dans son esprit. Une très brève période d'essai suffit à le convaincre qu'il tenait la solution.

Wellington nous a laissé une description de sa propre méthode, esquissée à l'intention de son état-major, qui avait subi, avec lui, une série

d’assauts menés par des colonnes denses d’infanterie : c’était, en quelque sorte, la marque de fabrique de la tactique napoléonienne.

> Nous disposons nos principaux corps d’armée, en fait toute notre ligne de bataille, derrière une série de hauteurs, ou à tout le moins derrière les crêtes. A l’avant du front, des unités légères, placées en couverture. [Les Français], eux, établissent leurs lignes *sur* les hauteurs, avec des unités légères pour couvrir l’ensemble. Il en résulte que non seulement leurs unités légères mais aussi leurs troupes de ligne sont harcelées par nos unités légères, et qu’ils se défendent mal. D’un autre côté, nous n’engageons que nos unités légères ; si nous avons besoin des troupes de ligne, nous les amenons successivement sur le front, ou aux endroits où elles sont le plus nécessaires, et elles nous tiennent lieu, dans une certaine mesure, de réserve. Un général [français] traité de cette façon ne sait plus où diriger ses coups, ni quelles sont les forces qu’on lui oppose, excepté la partie visible de nos lignes, et il n’est pas si facile de repérer les points les plus vulnérables.

Une telle méthode exigeait, bien entendu, un cadre géographique approprié. Mais la péninsule Ibérique abonde en lignes de crête. Elle exigeait également que le général se comportât en « manager », et même en manager particulièrement actif – « se donnant du mal » pour ses batailles, pour reprendre l’expression que Wellington devait lui-même employer plus tard. Le général doit devenir les yeux de son armée, qui ne voit pas l’ennemi, pas plus que celui-ci ne la voit. Il doit constamment changer de position pour parer aux crises qui surviennent tout le long du front. Il ne doit pas quitter le point critique tant que la crise n’est pas résolue, mais il doit en même temps rester en alerte pour prévoir les crises qui vont éclater ailleurs. D’où cette manière de commander « en première ligne, quelquefois » (mais pas toujours), qui fut un trait caractéristique de Wellington, comme, avant lui, de César, de Frédéric le Grand, et de tous les grands généraux de l’époque posthéroïque.

A Waterloo, un des rares sites dans les plaines de l’Europe du Nord où l’on trouve les lignes de crête indispensables à la mise en œuvre de la méthode Wellington, celle-ci fonctionne à la perfection, et le style de commandement décrit ci-dessus est arrivé à son plein épanouissement. Mais nous pouvons assister à son élaboration progressive au cours des combats du Portugal et d’Espagne. Bien entendu, on ne peut l’observer dans les sièges – Ciudad Rodrigo, Badajoz ou Saint-Sébastien. Dans ces cas-là, Wellington, contrairement à Alexandre, laissait à ses subordonnés le soin de mener l’assaut, comme il l’avait fait à Ahmednuggur pour Colin Campbell. Il ne voyait pas l’intérêt qu’il y aurait eu pour lui à jouer les héros, alors qu’il avait sous ses ordres des dizaines d’officiers. Ceux-ci n’avaient besoin

que de faire preuve de bravoure à la tête de leurs hommes, au moment de s'emparer des murailles, pour recevoir, en récompense, l'argent du butin, des épées d'honneur, des promotions, des décorations. Dans tous ces sièges, mais surtout à Badajoz et à Saint-Sébastien, les pertes furent effroyables. La guerre de siège avait été complètement transformée par l'invention de la poudre. Il ne fallait plus que quelques jours, voire parfois quelques heures, pour ouvrir une brèche, alors qu'à Tyr ou à Gaza, Alexandre avait dû patienter des semaines et des mois. Mais, inversement, lorsqu'on donnait l'assaut en profitant de la brèche, se déroulaient des scènes d'horreur. Wellington assista à l'assaut final, à Badajoz, du haut d'une colline, juste hors de portée des projectiles. Il fut envahi par une pâleur mortelle lorsqu'on vint lui rendre compte de la mauvaise tournure que prenait l'attaque et de la gravité des pertes. La réception que lui réservèrent ses troupes victorieuses, après la bataille, était celle de Barbares : « Tu veux boire un coup, mon vieux ? » lui criaient les survivants à demi fous, et qui tenaient à peine sur leurs jambes. L'un d'entre eux, en tirant une salve en l'honneur de la victoire, faillit lui emporter la tête. Les sièges de la guerre d'Espagne provoquaient chez les soldats britanniques, terrorisés avant l'assaut, puis victimes d'une réaction brutale, une indiscipline telle qu'Alexandre n'en avait sans doute jamais connu avec ses hommes.

En comparaison, les batailles de la guerre d'Espagne ressemblent presque à des exercices de méthode. Wellington fit certainement de son mieux pour qu'il en fût ainsi, et s'évertuait à préserver des apparences d'imperturbable sang-froid d'un bout à l'autre de l'action. A Vimeiro, en 1808, sa première bataille importante au Portugal, il redéploya calmement son armée selon une ligne perpendiculaire au dispositif adopté précédemment, lorsqu'il apprit que l'ennemi attaquait selon un axe qu'il n'avait pas prévu. Il devait se rappeler plus tard que l'éclaireur à cheval qui lui apporta la mauvaise nouvelle était si effrayé que ses cheveux se dressaient sur sa tête. Wellington dissimula sa propre anxiété, fit avancer l'une après l'autre ses unités d'infanterie, déploya son artillerie pour briser l'attaque et lança sa cavalerie à la poursuite des colonnes françaises qui se retiraient en désordre. Lorsque le général commandant en chef lui interdit de faire avancer ses troupes une fois de plus pour conclure l'affaire, Wellington s'éloigna à cheval, en faisant remarquer à son état-major qu'ils feraient mieux d'aller tirer la perdrix.

A Bussaco, Wellington commandait seul, et ce fut là que, pour la première fois, il expérimenta sérieusement son système, qui commençait à prendre forme. La bataille fut livrée pour couvrir la retraite de son armée à l'intérieur des lignes de Torres Vedras, en septembre 1808. Il fallait défendre une ligne de crête, longue en gros de douze kilomètres, avec quelque cinquante mille hommes, Britanniques et Portugais, contre soixante-cinq mille Français. Wellington avait pris la peine d'améliorer une route qui courait le long de la ligne de crête, pour faciliter l'envoi de renforts, d'un point critique à un autre. Sa propre liberté de mouvement en bénéficia également. Il prit position d'abord sur la gauche de la ligne de crête, là où elle surplombe d'environ trois cents mètres la campagne environnante, mais il se tenait prêt à transférer son poste de commandement là où le danger serait le plus menaçant.

Le combat s'engagea à six heures du matin, dans un épais brouillard. Wellington avait dormi dans un monastère, tout près de là, et s'était levé à quatre heures. Lorsqu'il vit la colonne française émerger de la brume, il fit pointer sur elle deux canons de six livres. Avec le feu de l'infanterie, cela suffit à la tenir en respect. Mais, entre-temps, une autre colonne française avait attaqué plus au sud, selon un axe parallèle à la première. L'officier qui commandait sur place, Wallace, prit l'initiative d'une contre-attaque : les assaillants furent repoussés. « Sur mon honneur, Wallace, lui dit Wellington qui arrivait à cheval, je n'ai jamais vu de plus belle charge que celle que vient de faire votre régiment. »

Les deux hommes étaient sans doute à portée de fusil des Français, qui battaient alors en retraite. Mais Wellington ne s'en souciait aucunement. Un observateur allemand, Schaumann, décrit ses impressions : « Wellington faisait preuve d'une extraordinaire circonspection, de calme, de sang-froid et de présence d'esprit. Il donnait ses ordres d'une voix forte ; ils étaient brefs et précis. » Les Français étaient en train de lancer une troisième attaque. Elle avait plus d'élan que la première : elle parvint jusqu'à la crête et menaçait de couper en deux les lignes britanniques. A ce moment critique, la rocade aménagée par Wellington, et les ordres qu'il avait donnés à Leith, qui commandait à l'extrême sud, firent sentir leurs effets. Pendant que le commandant en chef galopait vers le sud, Leith marchait vers le nord, et, au moment où les Français atteignaient la crête, il les prit de flanc avec une décharge très dense. Ils se rejetèrent en arrière, en redescendant la pente, et Wellington continua à cheval jusqu'à l'extrémité méridionale de

ses lignes, où était posté le général Hill. Il lui donna les instructions nécessaires, pour le cas où une attaque s'étendrait jusque-là. « S'ils essaient à nouveau d'attaquer ici, Hill, vous leur donnerez d'abord un feu de salve, puis une charge à la baïonnette. Mais vous ne laissez pas vos hommes descendre trop bas. » Le capitaine Moyle Sherer, qui entendit cette conversation, devait la raconter plus tard : « Il n'a rien de la brute galonnée ; rien de grossier, de pompeux, ou d'affecté ; tous ses ordres sont brefs, rapides, clairs, et vont droit au but. »

La chevauchée vers le sud l'avait mené trop loin de son poste de commandement, qu'il avait installé à l'extrémité de la ligne de crête. C'était le secteur clé, car à cet endroit sa position pouvait être tournée ; à l'autre bout, elle était adossée à la rivière Mendego. Pressentant que, désormais, les ennuis ne pouvaient guère tarder, il tourna bride et refit en sens inverse les quinze cents mètres qu'il venait de parcourir. La bataille durait déjà depuis plus de deux heures. Il était huit heures passées. Au moment où il atteignait son poste initial, les éléments avancés d'une colonne française d'infanterie arrivaient sur la crête. Ils appartenaient au corps de Ney, celui-là même qui, plus tard, allait diriger la bataille de Waterloo à la place de Napoléon. Ils étaient en nombre et avançaient sans l'ombre d'une hésitation. Mais Wellington avait dissimulé sur leur chemin une division de ses meilleurs fantassins. Les Français balayèrent les unités légères britanniques qui leur barraient le passage. Mais lorsqu'ils arrivèrent à la hauteur de ses réserves, le gros des Britanniques se releva d'un bond, fit une décharge générale, puis chargea à la baïonnette et les refoula jusqu'au bas de la colline. Une colonne qui avançait parallèlement connut le même sort. A onze heures, les Français survivants étaient revenus sur leur ligne de départ et la bataille était finie.

Elle s'était déroulée exactement selon le modèle esquissé par Wellington, lorsqu'il avait exposé sa méthode : les Français n'avaient pas réussi à trouver le point où ses lignes étaient « le plus vulnérables », si toutefois ce point existait, et ils avaient été battus. Il avait mené la bataille en « se donnant du mal », à sa manière, celle qu'il avait élaborée depuis son retour d'Inde et qui allait de pair avec sa méthode. La combinaison des deux se révélait irrésistible.

Il devait en refaire la preuve, deux ans plus tard, à Salamanque. Dans l'intervalle, il s'était retiré à l'intérieur des lignes de Torres Vedras, avait vu une armée française, à l'extérieur des lignes, presque périr d'inanition, avait

gagné la bataille secondaire de Fuentes de Onoro et s'était emparé de Ciudad Rodrigo et de Badajoz, qui lui permettaient de passer du Portugal en Espagne. C'était là, en effet, que Wellington était décidé à poursuivre sa campagne, et Salamanque commandait la grande route qui menait au cœur du pays. Les Français avaient fortifié la place, et, pour commencer, Wellington l'assiégea et la prit. Cette opération décida Marmont, qui commandait les troupes françaises et attendait des renforts d'une autre région de l'Espagne centrale, à manœuvrer de façon à effrayer Wellington et à lui faire rebrousser chemin vers le Portugal.

Wellington se montra son égal dans cet art : pendant deux jours, lui et Marmont (chacun commandait quelque cinquante mille hommes) firent marcher parallèlement leurs deux armées, prêts à se saisir du moindre avantage. C'était le point culminant d'un véritable ballet de trois semaines ; Wellington devait dire, plus tard, que jamais il n'avait été aussi fatigué pendant toute sa carrière militaire. Comme d'habitude, c'était parce qu'il « devait tout faire lui-même ». « Jamais je n'ai été aussi fourbu. Mes vaillants officiers me tueront, racontait-il par la suite. Si je détache l'un d'entre eux, il ne sera pas content tant que je ne serai pas allé le voir en personne, ou que je n'aurai envoyé l'armée tout entière. Et je suis obligé de surveiller moi-même tous les mouvements de troupes. » Debout chaque matin à quatre heures, pas de repos avant neuf heures du soir, et toute la journée à cheval, c'était assez pour éprouver même une constitution de fer comme celle de Wellington. Il eut recours aux petits sommes encore plus souvent que d'habitude. « Observez les Français avec votre longue-vue, Fitzroy, dit-il un jour après force marches et contremarches. Lorsqu'ils seront arrivés au petit bois, près de la trouée, dans cette colline, appelez-moi. » Et il s'installa dans sa posture habituelle, un journal sur la tête. Un autre jour, une expédition qu'il entreprit avec un membre du personnel de l'intendance générale l'amena au beau milieu de la cavalerie française : il ne réussit à s'échapper qu'en partant au galop, l'épée à la main. Kincaid, qui était en train de poster ses voltigeurs, assista à son retour. « Lord Wellington, entouré de son état-major et d'une nuée de dragons français et anglais, mélangés à des artilleurs à cheval, arriva sur la colline avec la meute sur ses talons. Ils ne formaient qu'une masse confuse, chacun s'escrimant de son mieux pour frapper les adversaires à la tête. » Le général semblait avoir apprécié l'aventure. « Il avait l'air plus qu'à moitié content. »

Le 22 juillet au matin, cette frénésie de manœuvres atteignit son apogée, et toucha aussitôt à son terme. Wellington était prêt à concéder l'avantage à Marmont et à battre en retraite vers le Portugal. C'est alors qu'un jour, pendant qu'il observait les éléments avancés de l'ennemi et les siens propres, aux prises dans un combat d'escarmouche sur les hauteurs au-delà de Salamanque, on l'entendit s'écrier soudain : « Par Dieu, ils sont en train d'étirer leurs lignes ! Qu'on m'amène mes chevaux ! » Tandis qu'il s'éloignait au galop vers la droite pour déclencher l'attaque, il dit à son officier de liaison espagnol que les Français étaient « perdus ». La division la mieux placée pour tirer profit de l'étirement des lignes françaises était celle de son beau-frère, Edward Pakenham. S'approchant à cheval, Wellington (qui avait distancé son état-major) lui dit, en lui donnant une tape sur l'épaule : « Ned, vous voyez ces gaillards, là-bas, sur la colline ? Vous allez former votre division en colonne. Sus à eux ! Et chassez-les de la colline ! » Un témoin qui se trouvait là devait raconter, par la suite, que ses ordres ressemblaient « aux incantations d'un sorcier ». Ned Pakenham répondit : « Je vais le faire, Monseigneur, si vous me donnez la main », et il partit engager le combat. « Avez-vous jamais vu quelqu'un qui comprenne aussi bien ce qu'il a à faire ? », demanda Wellington, à la cantonade, à son état-major.

Tandis que la division de Pakenham commençait à descendre la pente pour aller prendre les Français de flanc (il était alors environ trois heures trente de l'après-midi), Wellington fit tourner son cheval et s'éloigna vers la gauche. Il parcourut ainsi toute l'étendue de son front, soit environ six kilomètres de l'aile droite à l'aile gauche, en donnant ses ordres au passage aux commandants des sept autres divisions. Le message était simple. Les six divisions d'infanterie devaient avancer « en échelon », en appuyant sur la droite. La division de cavalerie, commandée par Stapleton Cotton, devait charger si l'occasion s'en présentait. Wellington se réservait le soin de décider dans le détail du déroulement des opérations.

La bataille fut presque gagnée au cours de la première demi-heure. L'offensive, couronnée de succès, de Pakenham fut renforcée par celle des deux divisions voisines, et trois divisions françaises se trouvèrent dispersées au point qu'il était hors de question de les reformer. C'est dans ce combat chaotique de fantassins que Wellington, au moment critique, lança sa cavalerie lourde. « Par Dieu, cria-t-il à Cotton pendant que tous deux

chevauchaient côte à côte, et s'apprêtaient à assister à la charge, je n'ai jamais rien vu de si beau de ma vie. Ce sera *votre* victoire. »

Mais la bataille n'était pas finie. L'offensive de l'aile gauche britannique, dirigée contre le secteur le plus montagneux du théâtre d'opérations, fut arrêtée net, puis repoussée par les Français, qui lancèrent une contre-attaque. Il était maintenant près de cinq heures et demie, et si cette contre-attaque réussissait, Wellington n'aurait plus le temps de riposter avant la tombée de la nuit. Une partie nulle serait alors ce qu'il pourrait espérer de mieux.

Il avait prévu, toutefois, que la topographie, sur son aile gauche, pourrait favoriser les Français, et il avait disposé à l'avance deux divisions pour parer à un péril éventuel. Pendant que la contre-attaque française se développait, il galopa jusqu'à la division la plus proche et envoya son officier d'état-major, Beresford, prévenir la plus éloignée. Toutes deux se trouvaient assez près du point critique pour l'atteindre avant que la contre-attaque française eût pu prendre de l'élan. Elles se trouvèrent là à point nommé pour accueillir les assaillants par des feux de salve et les obliger à revenir sur leurs pas. Pendant que la fusillade faisait rage, Wellington repartit, toujours à cheval, contourna son infanterie par l'arrière, et vint donner l'ordre à l'artillerie, sur son aile gauche, de se déployer perpendiculairement aux lignes françaises et d'ouvrir le feu sur le flanc exposé des assaillants. Un boulet tiré par l'un de ces canons toucha le général français commandant le secteur et le coupa en deux. Ce ne fut que l'un des nombreux tués dont l'accumulation finit par démoraliser l'offensive française, l'obligea à tourner les talons et donna la victoire à Wellington.

Lui-même s'en tira de justesse. Il ne mena aucune des attaques (il était trop occupé à « se donner du mal »), mais il se trouva constamment à portée de canon, et souvent de fusil, à environ deux cents mètres de l'ennemi. Pendant qu'il donnait ses ordres à l'un des frères Napier, « une balle traversa sa fonte de gauche et vint frapper sa cuisse. Il porta la main à cet endroit et changea un instant de contenance, mais pas plus d'un instant. Lorsque je lui demandai avec anxiété s'il était blessé, il répondit, d'un ton sec : "Non", et reprit ses instructions ». L'incident ne lui fit rien perdre de son sang-froid. Napier le revit « tard dans la soirée […], alors que les coups de canon et de fusil illuminaient de leurs éclairs, à perte de vue [en fait, sur un front d'environ neuf kilomètres], le champ de bataille. Leur progression

montrait, jusque dans l'obscurité, à quel point notre victoire était complète. Il était seul, le triomphe lui donnait des couleurs, ses yeux étaient perçants et pleins d'ardeur, mais sa voix restait calme et même douce ».

Bussaco et Salamanque représentent respectivement la première ébauche et la version achevée de la méthode de Wellington pendant la guerre d'Espagne. Avec ces deux cas, nous en savons assez : dans l'un comme dans l'autre, nous retrouvons les mêmes traits essentiels. C'est l'adaptation minutieuse de la tactique au terrain, les précautions les plus strictes pour limiter les pertes, par exemple en gardant les troupes à l'abri aussi longtemps que possible, la surveillance constante des manœuvres adverses pour repérer le moment favorable. C'est ensuite la résolution avec laquelle il saisit la chance lorsqu'elle se présente, le soin avec lequel il dirige, sur le terrain, chaque étape de la bataille, et le refus de déléguer ses responsabilités, chaque fois qu'il y va de la victoire finale. C'est à cela, en somme, que se résume le fait de « se donner du mal ».

Observation et sensation

Lorsqu'on observe Wellington de l'extérieur, il nous apparaît comme un personnage aux contours bien délimités. C'est ainsi, sans aucun doute, que le voyaient ses officiers, et même ses hommes. Ils l'avaient vu maintes fois chevaucher parmi eux, tendu, distant, attentif au moindre détail pendant les bivouacs, ou en formation de marche, passionnément dévoué à sa tâche, oubliant le danger dans la mêlée. Sa façon de parler était devenue familière à tous ceux qui l'avaient entendu ne fût-ce qu'une fois : réduits à l'essentiel, ses ordres ne laissaient aucune place à l'ambiguïté. « Allez » – « C'est le moment » – « Tenez-leur tête » – « Chassez-moi ces gens-là » – « Ne leur laissez pas le temps de se reprendre » – « Tenez bon » – « En avant ». Incisifs, péremptoires, caractéristiques, les ordres de Wellington jaillissent de la page, lorsqu'on parcourt les Mémoires de tous ceux qui l'ont vu en action.

Mais qu'est-ce que voyait, qu'est-ce qu'entendait Wellington lui-même ? Alexandre, une fois plongé dans le feu de l'action, ne percevait sans doute pas grand-chose qui méritât d'être analysé après coup, par lui-même ou par quelqu'un d'autre. Il ne voyait probablement qu'un tourbillon de corps, de bras armés de glaives et de membres chevalins. Il n'entendait qu'une vaste clameur, des voix pressantes ou terrifiées, des cris d'animaux,

le fracas du métal qui heurte le métal. Selon que la pression physique qu'il subissait devenait plus forte ou plus faible, il pouvait juger du déroulement de la bataille, tout près de lui. Quand le nuage de poussière soulevé par les combattants s'éclaircissait un peu, il pouvait en déduire que le front ennemi pliait, ou était enfoncé.

Wellington, à l'inverse, ne prenait pas part aux combats ; ceux-ci comportaient d'ailleurs beaucoup moins de corps à corps qu'à l'époque de l'arme blanche. Chevauchant constamment d'un endroit à un autre, il a dû voir beaucoup plus de choses qu'Alexandre. Il a raconté lui-même ce qu'il avait pu voir de ses homologues dans le camp ennemi : il n'a pas vu Napoléon à Waterloo (« Non, je ne le voyais pas – la journée était trop sombre – il y avait trop de pluie dans l'air »), mais il a pu observer le maréchal Soult à Sorauren, en juillet 1813, pendant la bataille des Pyrénées. « Je pouvais distinguer Soult très clairement. J'avais une excellente longue-vue. Je le vis arriver – tous les officiers se découvrirent lorsqu'il se tourna vers eux. Je le vis nous observer, puis écrire et dépêcher un message. Je savais ce qu'il écrivait [il rit], et je donnai mes ordres en conséquence ; mais je le voyais si clairement que je suis sûr que je l'aurais reconnu n'importe où. »

Lorsqu'il vit Soult, la bataille n'avait pas commencé, et la fumée de la poudre n'était pas encore venue obscurcir l'atmosphère au point qu'on ne se voyait plus d'un bout du champ de bataille à l'autre. Les coups de canon et de fusil enveloppaient les fantassins et les artilleurs d'une fumée blanche si dense qu'ils ne voyaient pas plus loin que le bout de leur nez. Mais les décharges ne se produisaient que par intermittence, et par endroits. Bien que l'atmosphère fût en général obscure, Wellington, posté à l'arrière, et de surcroît monté, n'était pas aveuglé au même degré que ses hommes. Il pouvait, en outre, changer de place pour mieux voir, tout en restant à proximité d'un objectif quelconque : on voyait mieux, par exemple, en se mettant légèrement de flanc. Quand c'était nécessaire, il n'hésitait certainement pas à aller de l'avant, même si cela impliquait de s'exposer davantage au feu adverse. C'était souvent le cas, par exemple, lorsqu'il se tenait sur une crête, pendant que ses troupes étaient couchées en contrebas, à l'abri de l'escarpement.

La distance à laquelle il observait l'ennemi était variable. Au cours des manœuvres qui précédaient la bataille, les armées pouvaient être séparées par plusieurs milliers de mètres, sans se perdre de vue pour autant. C'était

souvent le cas en Espagne – Salamanque en donne un excellent exemple – où les lignes du relief déterminaient les axes de progression, et par conséquent aussi la visibilité. Au moment où les armées se déployaient en ordre de bataille, elles n'étaient plus éloignées que de mille mètres environ, guère plus, soit la portée utile d'un boulet de canon. Deux jours avant Salamanque, alors que les deux armées manœuvraient face à face, à bonne distance pour entamer le combat, un boulet tomba tout près de Wellington, pendant qu'il parlait avec son état-major ; il changea de place, tout en continuant à parler. Une fois achevée la phase de déploiement, lorsque le combat s'engageait, les distances diminuaient rapidement. Les fantassins pouvaient couvrir mille mètres de terrain en cinq minutes, la cavalerie en beaucoup moins de temps. Wellington pouvait alors se trouver à deux cents, ou même à cent mètres de l'adversaire. Si, comme à Waterloo, il devait chercher refuge à l'intérieur d'un carré contre une charge de cavalerie, bien moins que cela encore. Durant l'après-midi, à Waterloo, il n'était sans doute qu'à cinquante mètres des cuirassiers français.

Dans ces conditions, que pouvait-il voir ou entendre ? Ou plutôt, ce qui est plus intéressant pour nous, que cherchait-il à voir et à entendre ? Le bruit (son volume, sa nature, sa durée, sa direction et sa portée) était de la plus haute importance, car il indiquait la façon dont se déroulaient les combats, et leur intensité (à Talavera surtout, où le champ de bataille était noyé dans la brume). Les détonations isolées provenant de fusils à canon rayé (ses tireurs d'élite étaient les seuls à en posséder) révélaient une escarmouche entre ses tirailleurs et les voltigeurs ennemis. Un crépitement de fusillade était signe que les troupes étaient au contact, les roulements de tonnerre des feux de salve que les masses de fantassins s'affrontaient en combat rapproché. S'il n'était pas trop loin, ou si le vent soufflait dans la bonne direction, il pouvait beaucoup apprendre du bruit de la voix humaine. Les soldats français étaient bien plus bruyants que les Britanniques : ils criaient de vieux slogans révolutionnaires, ou clamaient leur fidélité à l'Empereur lorsqu'ils montaient à l'assaut. Les officiers, de leur côté, encourageaient leurs hommes avec tout un assortiment de phrases stéréotypées. Enfin, les attaques à grande échelle se faisaient quelquefois en musique : les cuivres, en effet, ont la propriété, grâce à leur registre plus élevé, de se faire entendre malgré le fracas des armes à feu (ce qui peut être très démoralisant pour les troupes prises dans le faisceau sonore).

Les hauts et les bas des ondes sonores étaient donc pour Wellington un moyen d'information essentiel : c'est surtout grâce à elles qu'il pouvait estimer la situation dans les secteurs du front que la distance, les accidents de terrain ou la fumée des tirs lui dissimulaient. Même s'agissant des troupes qui étaient dans son champ de vision, le son pouvait être révélateur de leur degré de résolution et de leur ardeur au combat. Des clameurs poussées sans conviction, des salves tirées sans ensemble supposaient un manque de détermination, de réelle capacité offensive. Le témoignage de ses oreilles comptait, toutefois, beaucoup moins que celui de ses yeux. Les estafettes que lui envoyaient les chefs d'unité l'informaient, bien entendu, de ce qui se passait sur le champ de bataille, notamment des situations critiques ou supposées telles. Mais il avait moins confiance dans les renseignements par ouï-dire que les autres généraux de son temps, à cause de l'habitude invariable qu'il avait de « se donner du mal », c'est-à-dire d'aller voir par lui-même. Il fallait pour cela, s'il ne voulait pas perdre son temps dans une agitation perpétuelle et inefficace, qu'il fût capable de prévoir les initiatives de l'ennemi, au moment où il disposait son armée sur le champ de bataille. Mais il suffit de lire ce qu'il a dit lui-même de sa tactique pour comprendre que la prévision était au cœur de sa méthode. Il estimait être à même de prévoir où et quand le danger se ferait menaçant, de manière à se trouver sur les lieux. D'habitude, en effet, ses prévisions étaient correctes. Rares sont les cas (comme, à Waterloo, la perte de la Haie-Sainte) où il fut pris au dépourvu.

Admettons donc qu'il se trouvait au bon endroit et au bon moment, alerté, peut-être, par les nuages de fumée révélateurs de la fusillade. Wellington cherchait d'abord à confirmer ses impressions auditives par le témoignage de ses yeux. En premier lieu, un coup d'œil à ses hommes : combien de pertes jusqu'ici, sont-ils bien alignés, les formations sont-elles bien serrées, les unités assez proches pour se porter mutuellement secours, les positions adoptées tiennent-elles compte de la topographie, les réserves sont-elles à bonne distance, l'artillerie prête à couvrir l'infanterie ? Puis il observe l'ennemi : son tir est-il régulier (s'il s'agit d'infanterie), la formation est-elle serrée (s'il s'agit de cavalerie), et, dans l'un comme dans l'autre cas, avance-t-il sans hésiter ? Peut-être ne s'est-il jamais trouvé assez près de l'adversaire pour observer les expressions individuelles, au moment où les combattants arrivaient sur les lignes anglaises. Mais le comportement et l'attitude des premiers rangs devaient être, pour lui, pleins

d'enseignements. S'ils baissaient la tête, ou se penchaient exagérément en avant (cette dernière attitude est une réaction instinctive chez les soldats qui avancent sous le feu), c'est qu'ils étaient nerveux, donc vulnérables. De même, s'ils forçaient l'allure : pour diverses raisons, des assaillants qui avancent d'un pas ferme et sans se presser sont beaucoup plus intimidants que s'ils trottent ou s'ils courent.

Pour finir, il évaluait les distances. En temps ordinaire, Wellington laissait le soin d'ordonner le feu ou la charge à l'officier qui commandait sur place ; c'était son rôle, et nul ne devait l'usurper. Quelquefois, cependant, le sens du tempo poussait Wellington à sortir de ses attributions, ralentissant ou accélérant le cours de la bataille. C'est ce qu'il fit, par exemple, vers la fin de la bataille de Talavera, lorsqu'il lança le 23e régiment de dragons légers et les hussards de la légion allemande du Roi contre l'infanterie française, imprudemment déployée. La suite montra que c'était une décision malheureuse. Ce fut le cas encore à Waterloo, lorsqu'il passa outre à la prudence du commandant de la Garde, qui hésitait à charger les Français en train de plier : cette fois, son intervention paracheva la victoire.

Wellington voyait donc beaucoup plus de choses qu'Alexandre. Mais il restait sceptique, non sans causticité, lorsqu'on évoquait la possibilité de reconstituer, à partir des impressions visuelles, une version acceptable des événements. « L'histoire d'une bataille, écrivait-il à Croker deux mois après Waterloo, ressemble assez à l'histoire d'un bal. Certains individus sont capables de se rappeler tous les petits événements dont la somme fait que la bataille est gagnée ou perdue ; mais aucun ne peut se souvenir de l'ordre de leur succession, ni du moment précis où ils sont arrivés. Or, c'est cela qui fait toute la différence, en ce qui concerne leur valeur ou leur importance. » En décembre 1815, il écrivait à lord Mulgrave : « Je m'oppose à toutes les propositions qui sont faites d'écrire une prétendue histoire de la bataille de Waterloo. Si c'est une histoire que l'on veut écrire, alors il faut que ce soit la vérité, et toute la vérité ; sinon, cela fera plus de mal que de bien et répandra autant d'idées fausses sur ce qu'est une bataille que les autres ouvrages romanesques du même genre déjà publiés. » Le même mois, à lord Clancarty : « Comme la bataille de Waterloo a été livrée en un lieu parfaitement accessible, toute personne qui en avait les moyens a fait le voyage pour visiter le champ de bataille ; et presque tous ceux qui sont venus le voir ont écrit un compte rendu de leurs impressions […]. Ceci fut

fait avec tant de zèle qu'il est tout à fait certain désormais que je n'étais pas présent, ni ne commandais, à la bataille des Quatre-Bras, et il est même très douteux que j'aie jamais assisté à celle de Waterloo. »

Grâce à son extrême sang-froid, Wellington s'amusait de ces tentatives pour nier son rôle de chef. Il était conscient de sa valeur. Lorsqu'il s'agissait d'évaluer sa place dans le monde ou l'œuvre qu'il avait accomplie, seul comptait, à ses yeux, le jugement qu'il portait sur lui-même, en fonction de ses propres critères, fort exigeants, de ce que devait être un « gentleman ». Rien n'était plus étranger à sa manière de sentir que l'autosatisfaction. Par contre, une estime raisonnée de soi-même, et cette fierté qu'on tire de ses talents innés et de leur mise en œuvre judicieuse (sentiment qui, selon Hume, devrait inspirer l'opinion que chacun se fait de lui-même), tel était le fond du caractère du duc. Ce n'est pas là une attitude strictement chrétienne : elle contredit la doctrine de la grâce, prenant ainsi la forme d'une hérésie, le pélagianisme. Mais le duc était un chrétien fervent (si l'on s'en tient à ses propres critères) ; d'ailleurs, le pélagianisme (il se trouve que Pélage était britannique) a été appelé la plus anglaise de toutes les hérésies. Elle était parfaitement assortie, sans aucun doute, au personnage du grand Anglais, à la fois fier et humble, froid et affectueux, distant et profondément sensible, indifférent aux souffrances des autres, et cependant violemment ému à leur spectacle. Wellington était le duc de Fer, mais c'était aussi un homme de chair et de sentiment. Sommes-nous en mesure de deviner ce qu'il pensait de ce terrible travail qui lui avait été imposé ?

Lorsqu'il était tout jeune, Wellington était plein de gaieté. Ceux qui avaient servi en Inde sous ses ordres ont décrit les rires et l'entrain qui régnaient chez lui. Ainsi, William Hickey raconte l'époque de Calcutta : « [Il] vivait de façon incomparable, ne renvoyant jamais ses invités sans une bonne quantité du meilleur bordeaux. Ils avaient en général cinq à dix invités à leur table. » Lorsque Wellington se départait de sa routine, au cours de la campagne contre les Marathes, c'étaient des moments également joyeux. Mountstuart Elphinstone s'en souvient : « Une journée au camp. Le général à quatre heures et demie. Bruit de piquets de tente. Conversation avec l'état-major, qui se rassemble là jusqu'à ce qu'il fasse jour. La compagnie tambourine et le général sort. Nous allons jusqu'à sa table, devant sa tente, et nous prenons le petit déjeuner. Nous parlons tout le temps. Il fait un froid mordant, et nous avons tous nos manteaux. A six heures et demie, ou plus tôt, ou plus tard, nous montons à cheval et nous

partons. […] Le général prend le côté où il y a de la poussière, si bien que personne ne vient lui tenir compagnie. […] Lorsque nous arrivons à l'emplacement choisi, entre dix heures et midi, nous nous asseyons tous, si nos sièges sont arrivés, sinon nous nous couchons sur le sol. Le général s'allonge la plupart du temps. Lorsque la tente est plantée, nous entrons, il s'allonge sur le tapis, et nous parlons tous […]. Puis nous mangeons du mouton frit, des côtelettes d'agneau, des curries […] et parfois nous parlons de politique et d'autres sujets importants avec le général. […] Tout cela est très agréable. »

La compagnie des jeunes gens pleins d'ardeur (Elphinstone était un de ces gais lurons qui ont conquis l'Inde pour le compte des Britanniques) a profondément attiré Wellington pendant toute sa vie. Il fut toujours plus heureux avec les Elphinstone de ce bas monde qu'avec qui que ce soit d'autre, à l'exception peut-être de la série de femmes belles et intelligentes qui l'ont consolé de son mariage malheureux pendant tout le temps de sa maturité et de sa vieillesse. Mais il ne croyait pas que la vie pût ou dût être vécue au sein d'un cercle enchanté. Il comprenait et acceptait les faiblesses de la masse, ses peurs, son égoïsme, son penchant pour la facilité, parce qu'il avait décelé ces tendances en lui-même : il savait tout le mal qu'il avait eu à les surmonter, l'effort qu'il devait fournir en permanence pour les tenir en respect, et reconnaissait que sa naissance et son éducation lui permettaient de les maîtriser plus facilement que d'autres.

C'est pourquoi il éprouvait une vive sollicitude envers ceux qui souffraient. La maîtrise de soi n'excluait pas la compassion. Alexandre enterrait ses morts et soignait ses blessés, parce qu'abandonner sans sépulture le cadavre d'un guerrier était considéré par les Grecs comme un sacrilège, et que laisser les blessés sans soins aurait été, à tout le moins, une bien mauvaise politique. Wellington, au contraire, enterrait les morts parce que c'était de bonne règle, et soignait les blessés à la fois par charité et par bon sens. L'enterrement des morts se faisait sans cérémonie ni monument ; il s'agissait de laisser le champ de bataille propre, d'empêcher les épidémies et de sauvegarder le moral de l'armée, si elle venait à repasser par là. Les soins aux blessés, en revanche, étaient une affaire de morale. Apprenant, après le siège de Ciudad Rodrigo, que beaucoup d'entre eux avaient été laissés sans abri, il fit quarante-cinq kilomètres à cheval après dîner pour expulser quelques officiers négligents de leurs quartiers et installer les blessés à leur place. Il refit le même trajet le lendemain soir

pour s'assurer que ses ordres avaient été exécutés, et lorsqu'il s'aperçut que non, il mit les officiers aux arrêts, les fit conduire au quartier général, puis les fit juger et congédier.

En Inde, après la prise d'Asseerghur, il envoya du vin de sa cave à l'hôpital, et on le vit « s'enquérir des blessés, d'une façon qui faisait autant honneur à ses sentiments qu'elle procurait de plaisir et de réconfort aux pauvres invalides ». Il était particulièrement touché lorsque ses amis et ses subordonnés directs recevaient des blessures. Beaucoup des lettres de lui qui nous sont parvenues ont été envoyées aux parents des tués et des blessés, leur offrant des condoléances pour la perte qu'ils avaient subie, ou leur donnant de l'espoir pour l'avenir. Ces sentiments étaient absolument authentiques. Le chagrin qu'il éprouva à la mort du major Cocks, un Highlander qui promettait beaucoup, le priva de la parole ; c'était à Burgos, en 1812. Le récit qu'il fait du décès de Gordon, son officier d'état-major en qui il avait toute confiance, est touchant dans son stoïcisme :

> On l'apporta alors que j'étais en train de souper, dans le village de Waterloo, et comme il avait seulement perdu une jambe, je pensai que nous arriverions à le sauver. J'allai le voir, et lui dis tout en lui tenant la main, que j'étais fâché de le voir si grièvement blessé. « Dieu merci, vous êtes sain et sauf », fut sa réponse. Je dis alors : « Je ne doute pas un instant, Gordon, que tout ira bien. » Il se souleva, puis retomba en arrière, d'une manière qui révélait son complet épuisement. Pauvre diable […] il sentait probablement qu'il n'avait aucune chance de s'en tirer. Il mourut le lendemain matin.

Un mois après Waterloo, il essaya de résumer, à l'intention de lady Shelley, toute la gamme de sensations que lui faisait éprouver le fait de commander :

> Les yeux brillants et la voix brisée, au moment où il évoquait les pertes subies à Waterloo, il me dit : « S'il plaît à Dieu, j'ai livré là ma dernière bataille. Ce n'est pas une bonne chose de passer tout son temps à se battre. Tant que je suis au plus fort de l'action, je suis trop occupé pour sentir quoi que ce soit. C'est juste après que je commence à me sentir très mal. Il est tout à fait impossible de penser à la gloire. L'intelligence, comme la faculté de sentir, sont épuisées. Je suis malheureux même au moment de la victoire, et je répète toujours que, après la perte d'une bataille, le plus grand malheur est de la gagner. Non seulement vous perdez des amis chers avec qui vous avez partagé votre vie, mais vous êtes obligé de laisser les blessés derrière vous. Bien entendu, on fait de son mieux pour les soulager, mais que cela est peu de chose ! A de tels moments, tous les sentiments sont morts dans votre poitrine. Je commence seulement à retrouver mon humeur naturelle, mais je ne souhaite pas être jamais amené à combattre de nouveau. »

La phrase clé, dans ce passage, remarquable par sa sincérité (on n'en connaît guère d'équivalent pour les autres chefs de guerre), est la troisième :

« Tant que je suis au plus fort de l'action, je suis trop occupé pour sentir quoi que ce soit. » En un sens, c'est une naïveté. Bien au contraire, ses sensations, comme ses réactions, devaient être affinées au dernier degré. Au niveau de l'intelligence calculatrice, il devait faire en permanence l'inventaire de ses propres forces, de leur emplacement, en largeur et en profondeur, du total cumulé de leurs pertes et de leur aptitude résiduelle au combat. A l'aide, cette fois, de ses sensations, il devait estimer la situation de l'adversaire, selon les mêmes paramètres. Ces deux séries de calculs parallèles devaient être constamment confrontées à une horloge intérieure, enregistrant le temps qui passait, puisque la bataille devait prendre fin avec la tombée de la nuit (Talavera, qui dura deux jours, était une exception à la règle immémoriale qui voulait que le sort d'une bataille fût réglé le jour même). Pendant tout ce temps, enfin, il devait évaluer le degré de détermination, variable selon les moments, de ses adversaires, à la fois ceux qu'il voyait (les soldats de première ligne) et ceux qu'il ne voyait pas, notamment le commandant en chef : c'était sa volonté contre la sienne.

En ce sens, on peut dire que, bien loin de ne rien sentir, Wellington était exposé à un risque de surmenage émotif et intellectuel, qui provoquait ordinairement, chez des généraux moins bien trempés que lui, des dépressions nerveuses. Il a raconté lui-même comment des responsabilités moins lourdes, pourtant, que les siennes avaient bien failli avoir raison de Picton, son commandant de division, qui était d'une bravoure légendaire. « Picton vint me trouver, en France, et me dit : "Monseigneur, je ne peux continuer ainsi. Je suis devenu si nerveux que, dès qu'on me confie la moindre mission, elle ne me sort plus de l'esprit, au point que je n'en dors plus la nuit. Le supporter est au-dessus de mes forces, je vais être obligé de démissionner." Pauvre diable ! Il fut tué quelques jours plus tard. »

Mais si l'on creuse plus profond, l'autoportrait de Wellington redevient exact. Il réussit, en effet, entre trente et quarante-cinq ans, à bannir tout sentiment de sa personnalité. Ce fut le fruit d'une décision délibérée et le résultat d'efforts purement intellectuels. Wellington comprenait le monde dans lequel il vivait. La monarchie nationale, dont il était le parfait serviteur, représentait à ses yeux la valeur suprême. « Entamer des réformes, dit-il à sa confidente, Mrs Arbuthnott, c'est entamer la révolution » : version plus succincte, et entièrement de son cru, du raisonnement bien connu de Tocqueville. La même année, c'est-à-dire en 1830, qui vit la chute définitive des Bourbons en France, il déclara que la

Grande-Bretagne devrait se montrer « de plus en plus satisfaite de ses institutions ». Une Eglise officielle, un Parlement élu au suffrage restreint, une monarchie constitutionnelle, une justice indépendante, une armée de métier – autant de garanties, à ses yeux, de cette séparation entre la fonction et le sentiment qu'il considérait comme le rempart de la liberté. En un sens, l'armée qu'il commandait représentait un microcosme de la société idéale selon Wellington : une hiérarchie de classes sociales, dirigée par l'élite, mais avec justice, en évitant tout arbitraire et en respectant les libertés auxquelles les inférieurs avaient droit. Sa conception de la liberté n'était donc pas celle des modernes. Pourtant, il n'ignorait pas le programme des radicaux de son temps : passer de l'égalité de tous devant la loi à l'égalité des droits politiques. « Mais, disait-il en 1831, si nous devons nous laisser guider par le sentiment populaire, […] pourquoi ne pas adopter tout de suite les mesures dont nous savons que le peuple les préfère : le suffrage universel, le vote secret et un Parlement élu pour un an ? »

Pour combattre toute politique de complaisance à l'égard du sentiment populaire, il avançait des arguments qu'il jugeait irrésistibles : « Si vous augmentez, ne serait-ce qu'un peu, la puissance de la démocratie dans l'Etat, vous ne pourrez jamais revenir en arrière. [Vous] devrez poursuivre dans la même voie, jusqu'au moment où vous aurez à subir toutes les misères d'une révolution, et de là il n'y a qu'un pas jusqu'au despotisme militaire. » Ainsi donc, selon le duc, on passe, rapidement et inéluctablement, de la complaisance envers les sentiments de la foule à la soumission aux sentiments du tyran individuel. Telle avait été, en effet, l'expérience centrale des Européens de son temps, et il avait consacré sa vie à combattre ce phénomène, puis à le corriger. Napoléon, à ses yeux, n'était pas simplement un adversaire. C'était un ennemi, qui incarnait le principe de la volonté personnelle ; la personnalité austère, antihéroïque, qu'il s'était construite avec tant de soin, en était la vivante antithèse. Il ne voulait ni de la popularité, ni de l'adulation du public, ni des ruses de la rhétorique, du théâtre, de la parade. L'héroïsme, pour les Grecs, explique le professeur Moses Finley, n'impliquait « aucune idée d'obligation envers la société ». C'était, en dernière analyse, un sentiment solipsiste, nourri de complaisance à l'égard de soi-même et de suffisance. Le *pothos* d'Alexandre, le « désir ardent » de faire quelque chose que personne d'autre n'avait jamais fait avant lui, illustre à merveille cette attitude. Du plus profond de son être, Wellington rejetait les conceptions de ce genre. « Votre premier devoir,

écrivit un jour Napoléon à son frère Jérôme, est envers moi, le second envers la France. » Wellington, alors qu'il fait voile en 1806 vers le Portugal pour y servir comme commandant en second, part d'une idée diamétralement opposée du devoir : il réprouve un ami, coupable d'avoir dit que Wellington méritait un poste plus élevé. « Je suis *nimmukwallah*, comme nous disons en Orient ; ce qui veut dire que j'ai mangé le sel du roi, et que par conséquent je considère comme mon devoir de le servir sans hésitation, avec zèle et bonne humeur, quels que soient le temps et le lieu où le roi ou son gouvernement jugent bon de m'employer. »

Il allait risquer sa vie sur une trentaine de champs de bataille pour s'acquitter de ce devoir. Chemin faisant, il allait devenir successivement général en chef de l'armée, chancelier de l'université d'Oxford, Premier ministre et l'idole de l'Anglais de la rue, jusqu'au moins respectable d'entre eux. « Ni une fois ni deux, dans l'histoire de notre île, devait écrire Tennyson dans son ode funéraire en l'honneur de Wellington, le chemin de l'honneur fut celui de la gloire. » En ce qui concerne la gloire, telle que la comprenaient les hommes du commun, le duc de Fer nous a laissé une des reparties les plus cinglantes d'un répertoire pourtant célèbre pour sa causticité. On lui demandait si les acclamations enthousiastes de la foule bruxelloise, à son retour de Waterloo, lui avaient fait plaisir. Il répondit : « Pas le moins du monde ; si j'avais été battu, ils m'auraient mis en pièces. »

3
Grant, ou le commandement sans héroïsme

A la lumière d'une matinée de printemps qui commençait à peine, sous la présidence d'Abraham Lincoln, on pouvait voir un petit homme, monté sur un grand cheval, galoper à travers la forêt dense qui bordait le fleuve Tennessee et s'étendait vers l'intérieur du pays à partir de sa rive occidentale. Le bord de son chapeau mou cabossé se confondait presque avec les favoris qui encadraient son visage tendu, résolu, mangé par la barbe. Un manteau grossier de soldat couvrait ses épaules. Seule la poignée d'officiers d'état-major qui chevauchaient dans le sillage de sa course impétueuse permettait de le distinguer de la foule des soldats de l'Union, les uns en formations régulières, les autres, fugitifs sans chefs, qui emplissaient les clairières et le terrain accidenté où ils se déplaçaient. L'air était saturé du bruit des détonations : celles, isolées, des tireurs d'élite, les rafales tirées à l'aveuglette, les vagues, plus régulières, des salves de l'infanterie, et le tonnerre des pièces d'artillerie tirant toutes ensemble à bout portant. Au-dessus des têtes, les feuilles crépitaient au passage des balles.

Le petit homme était Ulysses Simpson Grant, commandant le district du Tennessee occidental ; c'était le 6 avril 1862, et le bruit correspondait à la phase initiale de la bataille de Shiloh, qui venait de commencer quelque deux heures plus tôt. Derrière Grant, le bateau à vapeur qui l'avait amené depuis son quartier général, à douze kilomètres en aval. Devant lui, le combat faisait rage entre les forces de l'Union et les confédérés, sur le théâtre occidental d'opérations de la guerre de Sécession. La bataille l'avait pris par surprise, son armée était en désordre, et les résultats de la campagne entreprise par le Nord contre le quartier général sudiste sur le Mississippi apparaissaient soudain comme très aléatoires.

Pour beaucoup de soldats, d'un côté comme de l'autre, c'était là leur première bataille. Pour certains d'entre eux, la première fois qu'ils tenaient une arme à feu entre les mains. Des centaines de nordistes s'étaient déjà aperçus qu'une bataille rangée, livrée presque au contact de l'ennemi, était une épreuve au-dessus de leurs forces, et ils refluaient, si nombreux qu'aucun officier n'y pouvait rien, vers les hautes rives du Tennessee pour y trouver un asile temporaire. D'autres avaient tenu bon, ou n'avaient cédé le terrain qu'à contrecœur, mais, en bien des endroits, ils n'avaient réussi à conserver leurs positions qu'en se faisant tout petits derrière des ouvrages de terre assez épais pour amortir la grêle de projectiles qui balayait leurs rangs. A un endroit, un témoin vit trente ou quarante nordistes à la queue leu leu en train de s'abriter derrière un gros arbre, chacun se cramponnant à la ceinture de l'homme devant lui, « tandis qu'un officier hors de lui, incapable de se contrôler comme de contrôler ses hommes, faisait les cent pas d'un bout à l'autre de la file, comme un dément ».

Un peu partout, on demandait des munitions à cor et à cri. L'offensive sudiste avait pris les nordistes au dépourvu, chacun n'ayant que les balles et la poudre qu'il avait dans sa cartouchière, soit au plus soixante cartouches, et la plus grande partie avait été utilisée, ou gaspillée, au cours de la première heure. L'armée nordiste, qui pouvait compter sur la production abondante de l'industrie de la Nouvelle-Angleterre, n'économisait guère ses munitions, même quand tout allait bien. Dans les moments de crise, elle se montrait prodigue. C'était le cas, ce jour-là, et Grant, au moment où il entamait sa tournée sur son front dévasté, se préoccupa d'abord des demandes de munitions. Il savait que les sudistes, toujours à court, ne pouvaient gagner une bataille que si les nordistes se montraient incapables de gérer leurs propres ressources.

Après avoir donné les ordres nécessaires, Grant fit tourner son cheval et partit inspecter le front de ses troupes. La confusion était telle qu'elle pouvait, d'un moment à l'autre, se transformer en déroute. Les combats avaient commencé avant l'aube, lorsque les patrouilles de ses divisions de tête, qui s'attendaient à pénétrer, sans rencontrer de résistance, dans les territoires tenus par les sudistes, s'étaient heurtées à des forces considérables de la Confédération : elles avançaient contre le gros de l'armée nordiste, pour l'attaquer au bivouac. Après un échange de coups de feu avec l'avant-garde confédérée, les patrouilles s'étaient repliées sur leurs lignes. L'armée nordiste était composée de régiments dont presque aucun

n'avait encore vu le feu, menés par des officiers qui, pas plus que leurs hommes, n'avaient jamais versé le sang. Un de ces régiments, le 53e de l'Ohio, avait perdu son colonel dès la seconde salve. Hurlant « En arrière, et sauvez votre peau ! », il avait distancé la plupart de ses soldats dans sa fuite. Un autre, le 71e de l'Ohio, avait vu son colonel plonger ses éperons dans les flancs de sa monture dès que l'ennemi avait été en vue. Le colonel d'un troisième, le 6e de l'Iowa, était visiblement ivre, incapable de donner des ordres, et avait dû être mis aux arrêts par son général de brigade. Avait-il passé toute la nuit en état d'ébriété, ou s'était-il enivré au cours du petit déjeuner, c'est ce que l'enquête ne put établir. L'une comme l'autre de ces deux hypothèses n'avaient rien que de très plausible en cette première année de la guerre de Sécession.

Même les meilleurs des officiers de Grant étaient en difficulté. Sherman, qui allait deux ans plus tard envahir la Géorgie, avait eu un cheval tué sous lui et souffrait d'une blessure à la main. Les confédérés s'efforçaient de déborder le flanc exposé de sa division, et leur pression se faisait de plus en plus forte. Prentiss, au centre, était déjà forcé de se replier. Les divisions de l'aile gauche cédaient du terrain, le long du fleuve. A Pittsburg Landing, où Grant avait débarqué, les fuyards s'entassaient en une masse sans cesse croissante, à l'abri de la berge escarpée. Au milieu de l'après-midi, on allait en compter cinq mille (certains sont allés jusqu'à quinze mille), un cinquième peut-être de l'armée de Grant, dont beaucoup étaient désarmés, et aucun n'avait plus le cœur à combattre.

Ceux qui, par bravoure, sous la contrainte, ou faute d'occasion de fuir, étaient restés à leur poste (il y aurait eu bien plus de fuyards si les hommes n'avaient été dissuadés par le terrain accidenté ou la cavalerie postée à l'arrière), étaient en train de vivre la plus horrible des expériences. Un régiment, le 55e de l'Illinois, avait bien essayé de se replier en traversant un ravin étroit, mais il se laissa surprendre dans le creux, et les hommes furent abattus par dizaines. « Je n'ai jamais rien vu d'aussi cruel pendant cette guerre », dit un major du Mississippi. Il énonçait le point de vue de l'armée confédérée, qui sentait la victoire ; elle était commandée par le général A. S. Johnston, dont la réputation ne le cédait à aucun autre chef sudiste. Son infanterie poussait des hurlements et des clameurs de triomphe en s'enfonçant dans la forêt. Même les artilleurs, poussant leurs pièces en première ligne, combattaient comme des tirailleurs. Une équipe de servants mirent leur pièce en batterie au beau milieu d'un régiment de l'Union en

déroute et commencèrent à tirer à mitraille sur les fuyards qui passaient devant eux. Leurs victimes étaient trop terrorisées pour s'arrêter, alors qu'elles étaient en nombre suffisant « pour prendre le canon, l'affût, le caisson et les chevaux, et jeter le tout dans le Tennessee ».

L'artillerie de Grant était loin de montrer la même ardeur. Une équipe d'artilleurs démoralisés fouetta ses chevaux jusqu'au sang en essayant de débloquer un canon immobilisé par un tronc d'arbre coincé entre la roue et le tube. Une batterie entière, terrorisée par l'explosion de munitions préparées à l'avance, à l'avant-train d'une pièce, attela ses chevaux et partit au galop, abandonnant le champ de bataille. Lorsque Grant assistait à de semblables scènes, il intervenait pour y mettre fin. Mais il ne pouvait être partout à la fois, et pendant toute la fin de la matinée et le début de l'après-midi ses lignes furent constamment obligées de se replier en pivotant autour de l'aile adossée au fleuve, si bien qu'on pouvait craindre de les voir refoulées dans le cours même du Tennessee.

Il avait demandé d'urgence des renforts, qui suffiraient à changer la face de la bataille. Mais les plus proches étaient à une demi-journée de marche et ignoraient tout de la menace qu'il devait affronter en attendant. Jusqu'à leur arrivée, il ne pouvait que galoper ici et là, en s'efforçant de résoudre les difficultés au fur et à mesure qu'elles surgissaient. Ce n'était pas un de ces champs de bataille où les généraux européens aimaient mettre leur art en pratique, vaste étendue d'herbages ou de terres labourées, comme Waterloo ou même Gaugamèles. C'était un terrain qu'aucune armée d'Europe n'aurait choisi pour y livrer bataille, un fouillis de bois et de broussailles qui ôtait, même au plus exercé des observateurs, toute chance d'embrasser du regard le front dans son ensemble. La fumée s'accumulait dans les pistes et les creux, les fourrés renvoyaient et déformaient le bruit des détonations, les projectiles lacéraient les feuillages et les branches, les unités étaient séparées les unes des autres par des ruisseaux et des marécages. Aucun repère, pas d'indigènes pour indiquer le chemin, pas de *Feldherrnhügel* d'où le commandant en chef et son état-major pourraient apercevoir les deux armées aux prises. C'était un paysage typiquement américain, un de ces espaces vierges que la colonisation n'avait fait encore qu'effleurer, et Grant, tout comme un trappeur, un pionnier ou un coureur des bois né dans le pays, devait s'en accommoder de façon typiquement américaine. Un général européen aurait ordonné la retraite à la première alarme pour regrouper ses troupes en lieu sûr et livrer bataille un autre jour.

Mais lui, obsédé par l'idée que l'Union ne pouvait se permettre « de reculer d'un pas » dans sa lutte contre la rébellion sudiste, écarta toute pensée de retraite et se contenta de galoper, comme une furie, d'un cul-de-sac à un autre, en s'efforçant de garder ses hommes à leur poste.

Même parmi les régiments qui se battaient vraiment, tous n'étaient pas en mesure de tenir. Grant avait, au centre, une division qui avait été obligée de se replier au début de la journée, mais qui s'était ensuite accrochée au terrain, à un endroit propice à la défense. Ses forces s'effritaient peu à peu sous les attaques répétées des confédérés. A l'avant, ses morts jonchaient le terrain ; ses blessés gagnaient tant bien que mal les hôpitaux de fortune improvisés à l'arrière, mais le front restait intact. Grant lui rendit visite à plusieurs reprises au cours de l'après-midi, amenant des renforts lorsqu'il en trouvait, et prodiguant les encouragements à son commandant. Mais au fur et à mesure que la journée s'avançait, ses flancs étaient de plus en plus exposés, et les sudistes cherchaient à la déborder sur sa droite comme sur sa gauche, pour couper la division de ses voisines. Pour finir, elle se trouva presque encerclée, réduite de cinq mille combattants à guère plus de deux mille, et, lorsque l'ennemi fit passer des pièces à l'avant pour canonner les premières lignes à bout portant, elle ne put résister davantage. Le dernier passage de Grant remontait à quatre heures et demie. A cinq heures trente, elle arbora le drapeau blanc, et les survivants se rendirent.

La fortune sourit aux audacieux. Le général sudiste avait été tué au cours de l'attaque contre le centre, et ses subordonnés n'avaient pas pris la peine d'empêcher Grant de combler le vide ouvert dans son front par la capitulation. Pas davantage ils n'avaient su voir que le chef de l'artillerie de l'Union était en train de masser toutes les pièces qui lui restaient au bord du fleuve – là précisément où ils avaient choisi de faire porter ce qu'ils croyaient être l'assaut final. Lorsque le signal de l'attaque fut donné, les assaillants furent décimés par des décharges de mitraille à bout portant et se dispersèrent dans la plus grande confusion.

Il était maintenant un peu plus de six heures. Grant se trouvait alors, lui aussi, près du fleuve, où les renforts qu'il avait demandés neuf heures plus tôt commençaient à débarquer en force. Leur apparition lui redonna du cœur, ainsi qu'aux soldats qui l'entouraient. Un de ses adjoints, du genre méticuleux, arriva à cheval pour lui demander si, un tiers des hommes étant morts, blessés ou en fuite, il désirait donner l'ordre de battre en retraite. Grant le renvoya avec un mépris cinglant. La nuit tombait, des averses

glacées balayaient la forêt, le champ de bataille était plein de soldats grelottants et sans abri. Ils auraient donné bien des choses pour que cesse enfin le feu impitoyable qui, tout au long de cette terrible journée, les avait chassés d'un trou perdu à un autre, et au moins autant pour un peu de nourriture chaude. Mais, tout comme Grant, ils commençaient à entrevoir l'espoir d'un revirement de fortune.

Plus tard dans la soirée, Sherman, le condisciple de Grant à West Point, le trouva debout sous un arbre, ruisselant de pluie, le col de son manteau relevé jusqu'aux oreilles et un cigare planté entre les dents. Tout comme le subordonné malavisé l'avait fait avant lui, il venait parler à Grant de retraite. « Une inspiration aussi sage que soudaine » le fit changer d'avis. « Eh bien, Grant, dit-il. Nous avons vraiment eu une journée de tous les diables, pas vrai ? »

Grant tira sur son cigare dont la lueur éclaira son visage aux contours nets, tendu et résolu. « Oui, dit Grant. Oui. N'empêche que demain, nous les rosserons. »

Et c'est ce qu'il fit. Le plus grand général de la guerre de Sécession commençait à sortir de l'ombre.

Grant et les progrès de l'art de la guerre

« L'art de la guerre ne cesse de progresser », écrit Grant dans ses *Mémoires*. Cette idée aurait profondément choqué le duc de Wellington, qui redoutait le progrès en politique et niait farouchement son influence sur le champ de bataille. « Napoléon, dit-il à propos de Waterloo, est simplement allé de l'avant, à l'ancienne mode […] et c'est à l'ancienne mode qu'il a été repoussé. »

Mais Wellington avait eu la chance (la seule peut-être dont il ait jamais bénéficié, en tant que général) d'arriver au terme d'une période de près de deux siècles, où l'art de la guerre n'avait pour ainsi dire pas évolué. Au XVI^e^ siècle, l'emploi de la poudre à canon avait bouleversé de fond en comble le champ de bataille. Véritable révolution technique, la poudre avait balayé toutes les anciennes certitudes au sujet de l'art de la guerre, incontestées depuis quatre mille ans, et par la même occasion le système social qu'elles étayaient. En substituant l'énergie chimique à la force physique, la poudre mettait sur le même pied le combattant mal nourri, entraîné à la hâte, et l'homme d'armes bien musclé, dont la guerre était la

raison d'être. Elle faisait du fantassin l'égal, voire le supérieur, du cavalier. Les murs de son château n'étaient plus, pour le vassal trop puissant, un sanctuaire contre les représailles de son suzerain. Des seigneurs féodaux qui eurent l'intelligence d'investir leurs revenus dans l'achat de canons, elle fit des rois et des empereurs, de simples marins qui équipèrent leurs vaisseaux d'artillerie, des bâtisseurs d'empires à l'échelle du monde.

Mais la révolution de la poudre fut d'une stupéfiante brièveté. Au prix d'un effort d'adaptation sans exemple sans doute dans l'histoire de l'humanité, l'Europe, qui en fut le théâtre, réussit en l'espace de trois générations, guère davantage, à en comprendre la nature et à en limiter les effets. La Renaissance et la Réforme seraient inconcevables sans la poudre. Mais, vers la fin du XVI^e^ siècle, les aristocraties traditionnelles avaient réussi à contenir ces deux cyclones qui menaçaient leur pouvoir, et la poudre était même devenue le garant de l'ordre social nouveau qui émergeait de la tourmente. L'ancienne habitude de porter des armes, universellement répandue, mais inoffensive tant que le pouvoir réel restait entre les mains de « l'homme fort et bien armé qui garde son palais[1] », aurait pu se transformer, la poudre aidant, en « droit de porter les armes », principe séditieux s'il en est. Si ce droit fut dénié à la population (du moins jusqu'aux « révolutions atlantiques » de 1776-1810), ce fut parce que les souverains de Madrid, de Vienne, de Paris et de Londres avaient décidé de se réserver la puissance libérée par l'introduction de la poudre et d'en faire un monopole d'Etat.

C'est ainsi que furent créées les nouvelles armées d'Etat, les premières en Europe depuis l'écroulement, au V^e^ siècle, du système romain de la légion. Elles firent leur apparition au XVI^e^ siècle, et au XVII^e^ siècle, déjà, elles étaient parfaitement au point. Toutes partageaient, sans exception, un certain nombre de caractéristiques. Elles étaient soumises à un code militaire, qui prévoyait des sanctions d'une grande cruauté. Elles percevaient, en principe sinon toujours en fait, une solde qui leur était versée régulièrement sur les fonds de l'autorité centrale. La ponction que cela impliquait sur les revenus eut pour effet d'introduire la procédure bureaucratique dans la perception, jusque-là arbitraire, des impôts. Les troupes portaient désormais un vêtement uniforme : la livrée du roi remplaçait celle des capitaines de mercenaires ou les habits bigarrés des guerriers d'antan. Elles étaient organisées en unités et sous-unités

(régiments et bataillons) dont les effectifs étaient de plus en plus comparables. Surtout, elles étaient astreintes à l'exercice.

L'origine de l'exercice militaire est considérée comme obscure. On dit souvent qu'il fut le résultat de ce même besoin de standardisation qui engendra, par ailleurs, l'uniformité du vêtement et de l'organisation militaires. En fait, l'origine de l'exercice est d'une évidence lumineuse. C'est une tentative rationnelle pour prévenir le danger que présentaient des armes à feu maniées par un grand nombre d'hommes, très proches les uns des autres sur le champ de bataille. Si on ne synchronisait pas les opérations de chargement et de tir, les soldats, placés les uns derrière les autres, et les uns à côté des autres, se baissant, se relevant, se retournant, choisissant leur cible et faisant feu à volonté, ne pouvaient manquer de provoquer des accidents mortels et fréquents. L'ouverture de la chasse, aujourd'hui, s'accompagne chaque année de décès accidentels qui montrent bien la réalité du danger. Mais les tireurs de perdrix et les chasseurs de daims, qui vont chacun leur chemin dans la campagne, ne peuvent être victimes des tirs de leurs collègues qu'en dépit du calcul des probabilités. Au contraire, des mousquetaires disposés en masses denses (ce qui était nécessaire, si l'on voulait tirer le meilleur parti de ces armes à courte portée et à chargement lent) auraient bravé, au péril de leur vie, la théorie des probabilités s'ils ne s'étaient pas arrangés pour faire feu tous au même moment. L'exercice n'était rien d'autre que l'institutionnalisation d'un arrangement de ce genre. Il permettait de s'assurer que toutes les opérations nécessaires au chargement d'un mousquet (Maurice de Nassau, pionnier de l'instruction militaire, en avait dénombré quarante-deux) étaient exécutées simultanément, si bien que le couronnement de la séquence, quand le tireur appuyait sur la détente, ne pouvait intervenir que lorsque tous les mousquetaires étaient debout et tournés vers l'ennemi. Les accidents n'étaient pas exclus pour autant (l'exercice peut atténuer, non supprimer, l'égocentrisme, la maladresse, une nervosité excessive), mais on en diminuait sensiblement la fréquence.

La pratique de l'exercice avait encore d'autres conséquences, qui (quoi que Grant ait pu écrire à propos de progrès inéluctable) avaient pour effet de retarder l'amélioration des techniques et de la tactique militaires. Ce ne fut pas le cas au début. On avait tendance, pour simplifier l'instruction, à perfectionner l'armement. Les quarante-deux opérations énumérées par Maurice de Nassau étaient rendues nécessaires par la nature de l'arme qu'il

connaissait, c'est-à-dire le mousquet à mèche, dont l'utilisateur devait manipuler de la poudre en vrac en quantités considérables et une mèche allumée en permanence. Sa transformation en mousquet à silex, qui permit d'éliminer d'abord la mèche, puis la poudre en vrac, réduisit les risques d'accident (la mèche et la poudre en vrac avaient la fâcheuse habitude d'entrer en contact indépendamment du tireur) et ramena le nombre d'opérations de quarante-deux à dix environ. La conséquence immédiate fut l'accélération de la cadence de tir, qui passa d'un à trois coups par minute.

C'est au cours de cette seconde phase que l'exercice eut des effets rétrogrades. Le mousquet à silex de la fin du XVII^e^ siècle aurait pu être considérablement amélioré, même si l'on tient compte des limites de la métallurgie et de la mécanique de l'époque. On aurait pu, par exemple, le doter d'un canon rayé : le tir aurait beaucoup gagné en portée et en précision. Mais le mousquet à canon rayé, plus complexe et plus long à charger que celui à canon lisse, aurait obligé à multiplier de nouveau les opérations que l'exercice militaire se chargeait d'inculquer, donc à régresser dans le domaine de la tactique. On peut en dire autant d'autres armes à feu, comme l'artillerie de siège et de campagne, dont le maniement avait également été réduit à des séquences standard, faciles à enseigner. En comparant les coûts et les bénéfices (mode de calcul moderne, qu'il ne convient peut-être pas de projeter dans le passé), les généraux du XVII^e^ siècle arrivèrent à la conclusion que des armes rudimentaires et un exercice simplifié étaient plus utiles que des armes plus complexes, imposant une instruction plus élaborée.

Le résultat, en tout cas, ne fait aucun doute. Ni la technique de l'armement ni le contenu de l'instruction n'ont changé, pour l'essentiel, entre le troisième quart du XVII^e^ et le milieu du XIX^e^ siècle, ou peu s'en faut. Le fusil britannique Tower, dont le sobriquet populaire était *Brown Bess* (« Betty la Brune »), a servi aux soldats de Marlborough comme à ceux de Wolfe ou de Wellington. Un fusil à pierre équivalent était en service dans les armées de Louis XIV, de Pierre le Grand, de Frédéric le Grand, de George Washington, de Napoléon et de Bolivar. Le système d'instruction qui découlait de son mécanisme rudimentaire a permis de gagner les batailles de Blenheim, de Poltava, de Leuthen, de Bunker Hill, d'Austerlitz, de Waterloo et de Carabobo. Les unes comme les autres virent l'ennemi « aller de l'avant à l'ancienne mode et être repoussé à l'ancienne mode ».

Mais Grant n'était pas né pour rien aux Etats-Unis. Il avait raison de dire qu'à long terme on ne pouvait échapper aux progrès de la technique. Le fusil rayé, inventé dès 1615, vit sonner son heure vers 1815. Les fusiliers qui en étaient pourvus jouèrent un rôle important à Waterloo, comme ils l'avaient déjà fait dans la guerre d'Espagne, et même pendant la guerre d'Indépendance américaine, où les fusils du Kentucky avaient servi à harceler les habits rouges à des distances que les généraux formés en Europe considéraient comme indignes d'un gentleman, sinon immorales à proprement parler. En 1842, les soldats britanniques avaient été équipés d'une arme dont le mécanisme de mise à feu reléguait définitivement la mèche et le silex au musée. En 1853, ce nouveau fusil à percussion reçoit un canon rayé. Sous le nom d'Enfield, il équipe bon nombre de combattants de la guerre de Sécession. Pendant que celle-ci se déroule, on met en service d'abord des armes qui se chargent par la culasse, puis des fusils à répétition, alimentés en cartouches par un magasin : c'est le début d'une technique qui domine, aujourd'hui encore, le combat d'infanterie.

La quasi-infaillibilité de Wellington, lorsqu'il s'agit de faire évoluer ses armées, est donc explicable, au moins en partie, par l'absence de tout changement concernant les techniques ou la tactique militaires, au cours du siècle et demi qui précède Waterloo. On a souvent dit que la guerre, au XVIII^{e} siècle, ressemblait au jeu d'échecs. C'est faux, bien entendu, car ni la portée ni la puissance des « pièces » dont disposaient les généraux n'étaient limitées arbitrairement comme dans les échecs (il faudrait encore prouver que le jeu d'échecs se réduit à un « jeu de guerre » particulièrement rigide). Mais leurs pièces, régiments d'infanterie ou escadrons de cavalerie, étaient, néanmoins, étonnamment semblables pour ce qui est de leur puissance et de leur portée. De bons généraux pouvaient donc « jouer » une bataille d'une façon qui n'est pas sans rappeler le joueur d'échecs qui joue sa partie. Un général aussi intelligent et expérimenté que Wellington, capable d'emmagasiner dans son esprit les différentes vitesses de déplacement de ses unités et des unités adverses à travers l'espace qui les séparait, les distances auxquelles leur tir deviendrait efficace et les pertes qu'elles s'infligeraient alors mutuellement, avait sur un général moins capable le genre d'avantage dont bénéficie un grand maître par rapport à un bon joueur d'échecs qui ne serait que cela.

La stase (ou absence de changement) conférait un avantage supplémentaire aux généraux de l'ère de l'échiquier : ils étaient assurés de

l'équivalence, en termes humains, des armées qu'ils commandaient. Le besoin de limiter et de contrôler la révolution de la poudre à canon était de nature sociale autant qu'économique ou militaire. S'il en était ainsi, c'est parce que l'introduction de la poudre menaçait les fondements mêmes du lien séculaire entre la profession des armes et la propriété du sol. Depuis que les hommes avaient commencé à se faire la guerre, ou presque, leurs chefs et les corps d'élite avaient pu subsister grâce aux terres arables et aux pâturages qui étaient leur propriété ou leur fief. Il y avait eu des exceptions. Quelques souverains (en Mésopotamie, en Egypte, en Chine) avaient réussi à édifier des Etats bureaucratiques, où les sommes directement perçues sur les cultivateurs étaient transférées, par l'intermédiaire du Trésor central, à une armée royale permanente. Les Romains avaient transformé, en quelques siècles, une milice de cultivateurs en une armée de professionnels. Le monde musulman avait inventé une institution sans précédent : une armée d'esclaves, dont les membres, jusqu'au jour où ils s'emparèrent eux-mêmes du pouvoir, étaient entretenus grâce aux revenus des immenses domaines du calife. Dans presque toutes les sociétés guerrières, néanmoins, la possession du sol et le port des armes étaient toujours allés de pair.

L'aristocratie était donc, par définition, une classe jouissant de privilèges, mais soumise à des obligations, les unes justifiant les autres. Le propriétaire foncier d'Europe, efficace sur le champ de bataille grâce à son cheval, sa suite de vassaux et l'habileté guerrière qu'ils avaient eu le loisir d'acquérir pendant que les paysans travaillaient pour les entretenir, n'était plus indispensable depuis l'avènement de la poudre à canon. Celle-ci menaçait donc ses privilèges. Elle faisait du citadin, ou du vagabond, qui pouvait devenir un tireur efficace moyennant une brève période d'instruction, non seulement son égal, mais son supérieur. L'arbalétrier, son prédécesseur immédiat, s'était attiré la haine de l'aristocratie pour des raisons similaires, et d'autant plus qu'il avait souvent été à la solde d'un de ces capitaines errants de mercenaires que les rois et les grands seigneurs de la fin du Moyen Age avaient tendance à trouver plus utiles que le chevalier rustique venu du fin fond de sa province.

Face à l'avènement de la poudre, les chevaliers de province auraient pu, tout simplement, disparaître. Les capitaines de mercenaires (ordinairement de basse naissance, et qui portaient rarement le nom d'une terre) furent bien près de les y acculer. Leurs compagnies, commandées en second par un adjoint (le lieutenant, autrement dit l'officier *tenant lieu* de capitaine) et un

serviteur de rang supérieur (le sergent, ou le sergent-major) formaient des unités qui se vendaient si bien sur le marché du prêt-à-tirer de la fin du Moyen Age et du début des Temps modernes que, du point de vue de la seule logique financière, elles semblaient préfigurer l'armée de l'avenir. Deux facteurs, toutefois, jouaient en sens inverse et empêchèrent la vieille armée « féodale », composée de propriétaires fonciers, d'être supplantée par les nouvelles troupes de mercenaires (leur nouveauté était toute relative : dans toute société stable, les mercenaires sont aussi anciens que la révolte sociale elle-même). En premier lieu, leurs employeurs purent constater que les mercenaires étaient plus vite « prêts à se louer » que « prêts à tirer ». Certains chefs de mercenaires (par exemple, Francesco Sforza à Milan, dans les années 1450) avaient si peu envie de tirer qu'ils finirent par usurper le pouvoir de leurs employeurs et par fonder leur propre dynastie. Cela ne contribua pas peu à dissuader les monarchies de confier leur sort à des mercenaires. En second lieu, les aristocrates, obligés de choisir entre disparaître et s'adapter, optèrent pour l'adaptation et firent preuve d'une souplesse remarquable dans l'assimilation des techniques propres aux mercenaires.

Vers le milieu du XVI^e^ siècle, les fils de familles nobles, qui jamais auparavant n'auraient daigné faire la guerre sans cheval et sans armure, portaient la pique ou l'arquebuse comme s'ils n'avaient fait que cela toute leur vie. Peu de temps après, les pères commencèrent à acheter des « brevets » de capitaine ou de lieutenant pour leurs fils, comme si l'achat d'un titre pour pouvoir faire la guerre était la chose la plus naturelle du monde. Ainsi, l'aristocratie réussit, à prix d'argent, à garder le monopole du rang (notion alors toute nouvelle) dans l'armée, ce qui d'une part maintenait l'ancienne liaison entre la terre et le métier des armes, et d'autre part réédifiait, sur de nouvelles bases, les relations établies de vieille date entre l'aristocratie et le souverain.

Des compagnies commandées par des « rejetons de noble famille », subordonnées au « régiment » de colonels, directement responsables devant la couronne, recrutées parmi les paysans sans terre, dans les campagnes, et les chômeurs des villes, revêtues de l'uniforme du roi, payées par son Trésor, armées par ses arsenaux – tel était, vers la fin du XVII^e^ siècle, le système qui avait permis de mettre l'avènement de la poudre au service de l'Etat dynastique. Celui-ci, tout en utilisant l'armée dans ses guerres, l'empêchait de saper l'ordre social qui garantissait son pouvoir.

Wellington se trouva hériter de cet instrument. Manié par Marlborough et Wolfe, il leur avait permis d'affronter son homologue français sur les champs de bataille de Flandre et d'Amérique du Nord, et d'y remporter la victoire. Mais celles de Blenheim et de Québec ne devaient rien à l'armement, à la tactique ou à la composition des armées, car ils étaient identiques dans les deux camps. Le résultat s'expliquait uniquement par la supériorité du commandement. Le mérite de Wellington n'en était que plus grand, car si les armées de Napoléon restaient très comparables aux siennes sur le plan matériel, leur recrutement, en revanche, n'avait plus rien de commun avec celles de l'Etat dynastique.

Il ne faut pas prendre trop au sérieux les déclarations de Napoléon selon lesquelles ses armées auraient constitué une « carrière ouverte aux talents ». Beaucoup de ses officiers étaient des aristocrates ou avaient déjà exercé des commandements sous Louis XVI. Beaucoup de régiments avaient été constitués, à l'origine, en amalgamant des unités de l'armée royale avec des unités révolutionnaires. Mais d'autres, en revanche, avaient été formés sous les trois couleurs, bien des généraux étaient sergents sous l'Ancien Régime. Ils avaient dû forger une armée républicaine à partir de l'armée royale, d'une part, et du peuple souverain, de l'autre. La tâche n'allait pas sans difficultés, et le résultat de leurs efforts fut une armée qui n'était semblable à aucune autre. Godart, par exemple, ancien sergent de l'armée royale et futur général de Napoléon, une fois élu colonel de son régiment en 1792, fut accusé par ses soldats d'être « un despote qui méprisait la liberté et l'égalité » et menaçait de les pendre pendant les séances d'instruction. Pourtant, des régiments de ce genre étaient capables, malgré leur hostilité à l'égard de la tactique traditionnelle, de battre à plates coutures les armées à l'ancienne mode, par la seule force de leur enthousiasme. Un officier français royaliste, qui combattit la Révolution, dénonçait la « tactique infernale » qui consistait à lancer « cinquante mille bêtes sauvages, écumant comme des cannibales et courant comme des dératés, contre des soldats dont aucune passion n'est venue exciter le courage ».

La passion qui animait les armées de la Révolution, et qu'elles communiquèrent à celles de Napoléon, partait de l'idée que tout homme doit, ce qui implique que tout homme puisse, être un combattant. La Constitution de juin 1793 proclamait : « La force générale de la République est composée du peuple entier […]. Tous les Français sont soldats ; ils sont tous exercés au maniement des armes. » Deux mois plus tard, le Comité de

salut public formulait ce même principe de façon plus complète encore : « Tous les Français sont en réquisition permanente pour le service des armées. Les jeunes gens iront au combat ; les hommes mariés forgeront les armes et transporteront les subsistances ; les femmes feront des tentes, des habits et serviront dans les hôpitaux ; les enfants mettront du vieux linge en charpie ; les vieillards se feront porter sur les places publiques pour exciter le courage des guerriers, prêcher la haine des rois et l'unité de la République. »

Cette manière de rendre le devoir militaire indépendant de toute considération de fortune, de classe sociale, d'âge ou de sexe était véritablement révolutionnaire. On peut même affirmer que c'est la plus révolutionnaire des grandes idées lancées par la Révolution. La « fraternité », après tout, est une vertu chrétienne ; la « liberté » était la valeur centrale de la civilisation grecque. L'« égalité », en revanche, avait été rejetée par la plupart des théoriciens politiques avant 1789, et à juste titre. Comment, en effet, l'individu pourrait-il devenir l'égal des autres, s'il n'en a pas les moyens ? L'égalité devant la loi suppose un système judiciaire, l'égalité de fortune un système de redistribution, donc, à chaque fois, une autorité supérieure. Les gouvernements avaient, de temps à autre, mis en pratique le premier principe, jamais le second. Mais l'égalité tout court, l'idée que tout homme en vaut un autre, prenait un sens réel si « tous [étaient] des soldats ». Car, en vertu de cette règle, le droit qu'avait jadis l'aristocrate ou le propriétaire de fouler aux pieds le paysan ou l'artisan était aboli, non seulement en théorie, mais aussi en pratique. A l'époque du fusil à pierre, tout soldat en valait vraiment un autre. Le fusil que lui avait donné la République n'était pas seulement le symbole de son statut de citoyen, c'était aussi le signe du pouvoir qu'il détenait personnellement. Il fallait certes beaucoup de bravoure à un officier pour soutenir le contraire. D'où l'abolition immédiate des châtiments corporels dans l'armée française, dès le début de la Révolution de 1789. D'où, également, le droit que s'arrogèrent les « armées révolutionnaires » (lisez : des bandes de militants politiques en armes, investis, par eux-mêmes, de la mission de porter la révolution parisienne dans les provinces) de malmener et de dévaliser les idéologiquement tièdes au cours des années qui suivirent.

Cependant, comme ce fut le cas pour tant de principes politiques appliqués à la lettre, on s'aperçut à l'usage que l'égalité sur le plan militaire était une idée creuse. « Tous seront soldats » ne signifie pas toujours, ne

signifie même jamais « Tous *peuvent* être soldats ». Les sociétés anciennes, que la Révolution prétendait remplacer, ne distinguaient pas les guerriers des non-guerriers sans d'excellentes raisons. Le métier de soldat est un métier dur (aussi bien sur le plan affectif que physique), et seule une minorité est capable de l'exercer. Il faut être jeune et fort pour supporter les longues marches, la piètre nourriture, le manque de sommeil, les abris de fortune, l'humidité, le froid, la soif et le fardeau constant du fusil, du havresac, de la cartouchière. Il faut un caractère bien trempé et bien équilibré pour affronter les périls du champ de bataille, les combats impitoyables, la douleur de perdre ses amis et ses camarades. Les armées révolutionnaires, puis napoléoniennes, durent l'apprendre à leurs dépens. Le premier élan d'enthousiasme pour les idéaux révolutionnaires ou pour la gloire impériale attirait les jeunes gens en masse sous les drapeaux ; mais dès qu'ils découvraient les dures réalités de la guerre, ils désertaient en foule. Pour y remédier, il fallut imposer une discipline totalement opposée à la morale de la Révolution, du moins dans sa phase initiale pleine d'optimisme : amendes, prison et peine capitale.

Le paroxysme des guerres révolutionnaires, puis napoléoniennes, de 1792 à 1815, était donc riche d'enseignements pour l'avenir. Au sein du système militaire auquel elles donnèrent naissance, trois éléments, d'importance équivalente, se dégagent de l'ensemble. En premier lieu, les Etats d'Europe s'aperçurent que la réserve de combattants potentiels qu'ils pouvaient enrôler à leur service atteignait un pourcentage de la population totale bien supérieur à ce qu'ils avaient été désireux ou capables de mobiliser jusque-là. Si on voulait, en second lieu, que ces combattants obéissent aux ordres, il fallait les discipliner et les entraîner selon les méthodes traditionnelles. Troisièmement, enfin, l'exercice était en train de perdre le rôle essentiel qui était le sien, et l'issue de la guerre dépendait de plus en plus de la supériorité de l'armement, avant tout du fusil à canon rayé : la suprématie militaire avait toutes les chances d'appartenir désormais à la société qui se montrerait capable de maîtriser le plus rapidement le processus de progrès technique.

Ce ne serait pas, en tout cas, celle de Wellington. L'Angleterre moderne avait beau être prodigue d'inventions, produire industriellement des machines par milliers, la vieille Angleterre maintenait ses ingénieurs à distance respectueuse, refusait de les admettre au sein de la société traditionnelle et réservait obstinément l'accès des institutions clés à ses

propres enfants. L'armée était de ce nombre. Wellington pouvait écrire, en 1828, que c'était « une réalité exotique, inconnue de l'ancienne Constitution du pays, […] détestée par ses habitants, surtout par les classes supérieures, où certains interdisaient même à leurs familles de s'y enrôler ». Mais les classes moyennes (les propriétaires fonciers de la *gentry*, les marchands, les professions libérales) comptaient sur elle pour procurer à leurs rejetons mâles un emploi honorable. En leur achetant des brevets d'officier, elles réussirent, tout comme l'avait fait avant elles l'aristocratie féodale pour contrecarrer les effets socialement subversifs de l'introduction de la poudre, à garder ce monopole jusqu'en 1871. Même alors, la vénalité des grades ne fut abolie qu'en dépit d'une opposition parlementaire déchaînée.

Pourtant, à cette date, les Britanniques étaient les seuls à se cramponner à l'idée qu'un officier pouvait posséder son grade comme n'importe quelle autre propriété négociable. Les Français, leurs principaux concurrents sur le plan militaire, avaient aboli la vénalité des grades à la Révolution. Bien avant cette date, les autres grandes puissances européennes avaient réservé au souverain le droit de nommer les officiers. Les qualités exigées des candidats variaient d'un pays à l'autre. En Prusse, et, dans une moindre mesure, en Autriche, il fallait être né noble. En Russie, c'était le tsar qui conférait les grades ; la Garde et l'état-major étaient réservés aux grandes familles, les nobles obscurs de province devaient se contenter d'être officiers régimentaires. Parmi tous les pays avancés, un seul exigeait de ses officiers une qualification garantie par une formation professionnelle. Ce pays était les Etats-Unis, qui avaient fondé, en 1802, ce qui peut être considéré comme le centre de formation des officiers le plus important dans l'histoire militaire mondiale : l'école militaire de West Point. C'est de cette école qu'était sorti Ulysses Simpson Grant.

La carrière professionnelle d'U. S. Grant

West Point ! Qui, parmi les visiteurs qui parcourent aujourd'hui, par dizaines de milliers, son superbe campus, est capable de recréer, en esprit, le minuscule collège qui portait ce nom il y a un siècle et demi ? Son existence s'expliquait alors par sa position stratégique sur la falaise qui domine l'Hudson et contrôlait le passage entre le Canada britannique et New York. Aujourd'hui, West Point n'a plus besoin de justification. Ses

bâtiments magnifiques sont une des facettes de son prestige. La liste de ses diplômés en est une autre : deux présidents, Eisenhower et Grant, et parmi les grands Américains, Edgar Allan Poe et James Mac Neill Whistler (« Si le silicone avait été un gaz, j'aurais été général de brigade », dit-il, plein de regret, à propos de sa réponse à une épreuve d'examen.)

Les ravissantes maisons d'époque fédérale qui bordent sur un côté la plaine où le corps des cadets défile « en longues lignes grises » sont tout ce qui reste du West Point que Grant a connu. L'école appartenait à la seconde des deux grandes traditions qui ont présidé à la formation des officiers depuis qu'elle a été entreprise, au XVI^{e} siècle. Cette seconde tradition est d'ordre professionnel : elle enseigne la balistique, les fortifications, le génie. La première, légèrement plus ancienne, était orientée différemment ; elle visait à civiliser et à discipliner en même temps la classe militaire existante.

A l'époque de la chevalerie, on avait employé, dans ce but, des méthodes très proches de ce qui se faisait en Macédoine, avant le règne de Philippe, le père d'Alexandre. Les futurs guerriers, tous jeunes encore, étaient envoyés à la cour ou dans la maison d'un grand guerrier pour y apprendre le maniement des armes et la façon de se conduire au combat. Mais lorsque la Macédoine se transforma de royaume périphérique en puissance impériale, Philippe préféra fonder une école pour former ses futurs chefs. De même, la révolution de la poudre incita les Etats européens qui en avaient compris la portée à remplacer l'institution des pages par un système officiel, centralisé et dirigé par l'Etat. Leur but, selon John Hale, était triple : « le désir de tempérer l'indiscipline [de la classe traditionnelle des officiers] ; le besoin de sauvegarder la position de cette classe, élite naturelle de la société ; et le souci de remédier à son manque de dynamisme ». La volonté de tempérer l'indiscipline des militaires était le motif le plus puissant des trois. A l'époque où, pour remporter la bataille, il fallait des combattants musclés et assoiffés de sang, l'individualisme était chez eux un atout. Mais l'ère de l'exercice militaire exigeait d'autres qualités, dont la principale était l'empressement à obéir aux ordres. D'où le contenu des programmes enseignés dans les embryons d'écoles militaires créées dans l'Angleterre élisabéthaine, dans la France d'Henri IV, dans la Venise du XVI^{e} siècle et dans l'Allemagne du début du XVII^{e} siècle. Celle de Siegen en Westphalie, par exemple, fondée par Jean de Nassau en 1617, s'inspirait, pour son programme, des innovations de Guillaume de Nassau,

parent du fondateur : des langues pour l'esprit, équitation et escrime pour la civilité, mais surtout l'exercice en permanence sur le terrain de manœuvre, pour la discipline.

Aucune de ces institutions expérimentales n'a survécu jusqu'à l'époque moderne. Mais la plupart des écoles qui, bien plus tard, leur succédèrent (Sandhurst en Grande-Bretagne, Saint-Cyr en France, la Theresiania en Autriche) sont restées inébranlablement fidèles aux principes originels. Toutes dispensaient un enseignement dont le but avoué était de former des jeunes gens capables de respecter les règles d'une société bien policée lorsqu'ils étaient chez eux et d'obéir aux ordres de leurs supérieurs en campagne. Leur compétence dans le domaine des techniques spécialisées de la guerre comptait pour peu de chose, ou pour rien.

Bizarrement, l'art de la fortification et l'artillerie étaient exclus des programmes. On l'explique en général par l'action de facteurs sociaux : le génie et l'artillerie n'auraient jamais été considérés comme des professions dignes d'un guerrier. C'est projeter dans le XVI^e^ siècle des attitudes qui n'apparaissent qu'au XVIII^e^. Au tout début de la révolution de la poudre à canon, il y avait si peu de canons, et ils étaient si imprécis que l'artillerie n'avait rien d'une science. On la considérait, c'est ce qu'a souligné John Guilmartin, comme un « mystère », et les rares praticiens compétents comme des hommes possédant des dons tout à fait individuels et non transmissibles. La fortification, elle, se rattachait à l'architecture, donc aux beaux-arts, c'est-à-dire à une tradition éducative totalement différente. Michel-Ange, qui avait été formé dans l'atelier de Ghirlandaio, à Florence, dans les années 1480, devait soutenir plus tard qu'il ne « connaissait pas grand-chose à la peinture, ni à la sculpture, mais [qu'il avait] une grande expérience en matière de fortifications », ce dont il n'était pas peu fier. Ces vantardises étaient adressées à Sangallo, membre d'un groupe de familles comprenant les Savangnano, les Antonelli, les Peruzzi et les Genga, qui détenaient un monopole de fait sur les travaux d'architecture militaire dans l'Italie du Nord, patrie, tout au long du XVI^e^ siècle, des nouvelles fortifications d'artillerie. Les membres de cette coterie finirent par constituer un véritable cartel international d'experts en fortifications, gardant jalousement leurs secrets et exigeant pour leurs services des honoraires très élevés que leur accordaient des souverains aussi éloignés que les rois du Portugal ou les tsars de la Moscovie. Il fallut attendre la fin du XVII^e^ siècle pour que la domination de ces praticiens commerçants fût

brisée et que les professionnels atteignent des effectifs suffisants pour être salariés par les Etats. Une fois cette étape franchie, les gouvernements n'avaient plus qu'un pas à faire pour créer des écoles nationales du génie et organiser ainsi, sur des bases durables, la formation de leurs propres officiers du génie, et plus tard de l'artillerie.

L'Ecole militaire royale de Woolwich, en Grande-Bretagne (1741) en est un exemple, l'Ecole française du Génie à Mézières en est un autre. A dater de leur création, la différence sociale entre les officiers du génie et de l'artillerie, d'une part, et ceux de l'infanterie et de la cavalerie, d'autre part, commença à se faire sentir. Ceux-ci, qui continuaient à être recrutés au sein de l'ancienne classe des guerriers, avec ses traditions d'ignorance, ou qui s'en réclamaient, étaient incapables, faute d'avoir suivi un enseignement en forme, de se présenter au concours d'entrée des nouvelles écoles. Ceux-là, qui sortaient plus rarement de familles de militaires, étaient en outre en butte à l'antipathie agressive que les ignorants nourrissent toujours à l'égard de ceux qui en savent plus long qu'eux. Dans le cas des militaires, cette antipathie était encore renforcée par les risques supplémentaires que l'emploi de l'artillerie ou du génie ajoutait à ceux que fantassins et cavaliers avaient toujours courus sur les champs de bataille. L'artillerie était capable de tuer à des distances telles que ni les combattants à pied ni ceux à cheval ne pouvaient espérer de revanche immédiate. Les fortifications exacerbaient à un point presque intolérable les horreurs du combat rapproché. Tout cela permet de comprendre pourquoi les officiers traditionnels gardaient leurs distances, socialement parlant, avec ceux des armes « scientifiques », même si l'avenir de l'art militaire était entre les mains de ces derniers.

Ces distinctions sociales se traduisirent, en Grande-Bretagne et en France, par le maintien, jusqu'au XX^{e} siècle, de la séparation entre les écoles scientifiques et celles destinées aux combattants à pied et à cheval. Dans d'autres Etats d'Europe, elles prenaient la forme d'une condescendance bougonne à l'égard des officiers de sapeurs et d'artillerie, toujours mal fagotés dans leurs uniformes, bien que leur solde fût plus élevée que celle des fantassins et des cavaliers. Il n'y avait qu'un pays avancé où cette morgue malfaisante n'eût pas réussi à prendre racine. C'était les Etats-Unis, où, dès le début, une école militaire unique avait été chargée de former, dans l'esprit scientifique le plus rigoureux, les chefs militaires en herbe du pays. Bien que West Point ne soit pas la plus ancienne des écoles militaires

existant actuellement dans le monde, elle est la première à avoir été fondée selon un modèle qui allait devenir celui de l'avenir.

Le West Point où Grant fut admis en 1839 n'était encore cependant que l'embryon de l'institution de réputation mondiale qu'il était destiné à devenir. Le nombre d'élèves officiers n'atteignait pas trois cents au total, et la promotion de Grant ne comptait que cinquante-trois élèves. Comme Grant lui-même, fils d'un tanneur de Georgetown (Ohio), la plupart des élèves (dont Longstreet, Mac Clellan, Buckner et Sherman) venaient, comme l'a écrit Grant, « de familles qui cherchaient à monter dans l'échelle sociale, ou à éviter de descendre ». Les grandes familles des villes de la Nouvelle-Angleterre et des plantations du Sud étaient très peu représentées. Lee, aristocrate originaire de la Virginie atlantique, était une exception parmi les diplômés de l'école. Grant, bien que d'origine irréprochable, puisqu'il descendait d'un père pèlerin, reflétait sans doute l'état d'esprit de la plupart de ses condisciples lorsqu'il écrivait, au cours de sa première année : « Le fait est que si quelqu'un obtient un diplôme ici, il est tranquille pour la vie » (son orthographe fit preuve, jusqu'à la fin de ses jours, d'une charmante excentricité).

Le fait d'être originaire de l'Ohio pourrait bien être un facteur aussi important pour la carrière du général Grant que sa formation à West Point. Dans les années 1840, l'Ohio était la tête de pont la plus solide de la jeune république dans les immenses espaces de l'intérieur du continent qui s'étendent à l'ouest des Appalaches ; c'était également un bastion des principes du « sol libre[2] », au contact immédiat des Etats esclavagistes qui bordaient sa frontière méridionale. Les gens de l'Ohio croyaient en des valeurs qui allaient devenir typiques du mode de vie américain : libre entreprise fondée sur la propriété privée personnelle, représentée en l'occurrence par une agriculture associée à l'élevage, et par les métiers qui l'accompagnent – et un respect passionné pour l'instruction, qui se manifestait notamment par la fondation d'une multitude de collèges consacrés aux arts libéraux. Aujourd'hui encore, l'Ohio compte plus de collèges de haut niveau que n'importe quel autre Etat de l'Union. Lorsque celle-ci fut plongée dans la guerre civile, l'Ohio devint également un des plus solides bastions des forces nordistes. Le fait que Grant fût né dans l'Ohio était donc en harmonie avec le rôle qu'il allait jouer, et il eut une influence décisive sur ses conceptions en tant qu'Américain.

L'enseignement qu'il reçut à West Point joua également un rôle capital dans sa formation de soldat. On n'apprenait guère la tactique, à West Point, et pas plus d'ordre serré qu'il n'en fallait pour faire évoluer le corps des cadets sur le terrain de manœuvre. Le programme insistait surtout sur les mathématiques, le génie et les sciences. Cette dernière section avait été élargie par Dennis Hart Mahan (le père du célèbre amiral) de manière à comprendre « la science de la guerre ». Diplômé de l'Ecole française de génie militaire de Metz (qui avait remplacé celle de Mézières), ardent dévot du mythe napoléonien, Mahan s'était fait le porte-parole des idées de Jomini, l'homme qui avait donné une interprétation de la pensée napoléonienne. Cela ne l'avait pas empêché d'y ajouter un élément spécifiquement américain. On a dit que l'Amérique était un continent dominé non par le temps (comme c'est le cas pour l'Europe, empêtrée dans son histoire) mais par l'espace. C'était ce concept que Mahan s'efforça de développer dans ses cours, année après année. Il soutenait que « porter la guerre au cœur du territoire de l'assaillant […] est le plus sûr moyen de l'obliger, lui aussi, à en supporter le fardeau et de contrecarrer ses plans ». Lee, qui était le petit-fils par alliance de George Washington, et qui fut directeur de West Point, mais non l'élève de Mahan, loin de frapper au cœur du territoire nordiste, ne réussit jamais à dépasser la Pennsylvanie. Grant, au cours de sa campagne lointaine, et considérée alors comme négligeable, dans les environs de Vicksburg, sur le Mississippi, allait donner aux paroles de Mahan une terrible réalité. Armés de la doctrine consistant à « obliger l'assaillant à supporter, lui aussi, le fardeau de la guerre », Grant et son condisciple Sherman arrachèrent le cœur de la Confédération et replacèrent ce qui en restait sous la tutelle du gouvernement de l'Union.

Les contemporains de Grant sont excusables, néanmoins, de ne pas avoir cru qu'il occuperait jamais des postes importants dans l'armée. Menu de corps, de caractère effacé, sans grand talent universitaire, Grant n'a guère laissé de trace de son passage à West Point, ou dans l'armée pendant sa brève carrière. Nommé en 1843 dans l'infanterie (alors qu'il aurait préféré les dragons : l'équitation était une des rares matières dans lesquelles il excellait à West Point), il servit d'abord à Saint-Louis, puis à La Nouvelle-Orléans. Son régiment, le 4^{e} d'infanterie, fut alors envoyé sur la frontière mexicaine pour faire partie de l'« armée d'observation » : c'était le moyen qu'avaient choisi les Etats-Unis pour amener, par l'intimidation, leur voisin à leur céder tout le territoire situé au nord du Rio Grande. Comme le

dit Grant lui-même, la stratégie de l'armée était de « provoquer une guerre, mais il était vital qu'elle fût déclenchée par le Mexique ».

Grant condamnait formellement cette politique. Démocrate et ami du peuple jusqu'au bout des ongles, il ressentait avec force l'originalité de la civilisation américaine et les différences qui la séparaient de celles du Vieux Monde. Lorsque, cédant à la provocation, le Mexique déclara la guerre en 1846, il déclara que c'était « une des guerres les plus injustes qui aient jamais été menées par une nation puissante contre une plus faible. En l'occurrence, une république suivait le mauvais exemple des monarchies européennes, puisque son désir d'acquérir de nouveaux territoires lui faisait oublier la justice ». Malgré cette condamnation, la guerre contre le Mexique lui apprit son métier. Il prit part à quatre batailles, à Palo Alto, Resaca, Monterrey et Mexico, fut officier du train et de l'intendance (ce qui n'est pas sans rapport avec sa future maîtrise des problèmes de logistique), vit la mort de près, put observer le comportement devant le danger des militaires, en haut comme en bas de l'échelle, sans oublier ses propres réactions, et raconta tout ce qu'il avait vu et éprouvé dans une série de lettres brillantes qu'il envoya à sa fiancée, Julia Dent. Elles allaient lui servir de point de départ pour la publication de ses souvenirs de guerre dans ses magnifiques *Mémoires* : bien qu'écrits à la fin de sa vie, alors qu'il se mourait du cancer, ils lui permirent de redresser sa situation financière, ébranlée par le dernier en date d'une longue série de revers.

« Un grand nombre d'hommes, dit-il, lorsqu'ils sentent de loin la bataille, sont impatients de se jeter dans la mêlée. Lorsqu'ils le disent eux-mêmes, ils ne réussissent pas, en général, à convaincre leurs auditeurs, […] et au fur et à mesure que le danger approche, ils se font plus discrets. La règle n'est pas universelle, car j'ai connu des hommes qui mouraient d'envie de se battre alors qu'aucun ennemi n'était en vue, et qui, au combat, tenaient leurs promesses. Mais les hommes de ce genre sont peu nombreux. » Grant pourrait bien avoir été, comme le pense son biographe William Mac Feely, un de ces hommes. Lui qui se montra toujours trop confiant envers ses partenaires en matière financière, fit preuve, lorsqu'il s'agissait de lui-même et de tous les autres militaires dans le cadre de leur profession, du réalisme le plus lucide. La première fois qu'il entendit la voix furieuse du canon tonner au loin, il éprouva un moment de peur, dont il se rendit parfaitement compte. Mais lorsqu'il affronta le danger face à face, il constata que son courage était intact. Cette confiance qu'il avait en sa

propre bravoure physique (la découverte du courage moral allait venir plus tard) fut à l'origine de son futur commandement.

Son baptême du feu fut macabre à souhait. Les armes à feu dont le projectile était animé d'une faible vitesse initiale étaient de portée limitée. Mais elles projetaient de gros morceaux de métal lourd, qui pouvaient, lorsqu'ils atteignaient leur cible, défigurer un homme de façon monstrueuse sans le tuer. Grant, à Palo Alto, fut le témoin d'horreurs de ce genre : « Une balle fit mouche tout près de moi, tuant un soldat sur le coup ; elle emporta complètement la mâchoire inférieure du capitaine Page et alla se loger dans son palais […]. Le capitaine Page, écrivit-il à Julia, est toujours en vie. » Dans ses *Mémoires*, il raconte que « les éclats arrachés au fusil du soldat mort, les esquilles de son crâne et de ses os jetèrent deux ou trois autres soldats à terre ».

Grant n'ignorait donc pas les risques qu'il courait, lorsqu'il prit, le lendemain, la tête d'une compagnie et la conduisit à l'attaque, ou lorsque, à Monterrey, il se porta volontaire pour une charge de cavalerie. Quand la ville fut prise d'assaut, il exécuta, à lui seul, un coup de main audacieux pour réapprovisionner les troupes en munitions, et il éprouva une profonde amertume lorsqu'il apprit que de « pauvres blessés, officiers et soldats », qu'il avait dépassés pendant sa chevauchée, « étaient tombés pendant la nuit entre les mains de l'ennemi et avaient fini par mourir ». Enfin, il se distingua lors de la prise de Mexico. Ayant repéré, dans une église de banlieue, un endroit d'où on commandait les remparts de la ville, autour desquels la bataille faisait rage, il installa un obusier dans le clocher, ce qui lui permit de prendre sous son feu un bastion mexicain. Son commandant de division envoya un officier (Pemberton, qui plus tard allait défendre Vicksburg contre Grant, en 1863) lui porter ses compliments et le cita à l'ordre du jour. Grant fut également promu lieutenant et reçut son brevet de capitaine. Il avait fait une belle campagne. La bataille de Mexico fut la dernière.

Au point de vue politique, en revanche, Grant était trop scrupuleux pour trouver que ce fût une belle guerre. Sur le plan humain, naturellement, c'était pour un jeune homme une merveilleuse aventure. « La guerre était pour nous un roman », a dit le condisciple, l'ami et futur adversaire de Grant, Simon Bolivar Buckner. On peut considérer, en effet, qu'à travers elle la jeune armée américaine prenait part à l'extraordinaire aventure vécue, au XIX^{e} siècle, par les militaires européens dans les pays chauds,

lointains et exotiques du globe. Grant fut fasciné par les paysages et la population du Mexique, tout comme les officiers britanniques pouvaient l'être par les vestiges de l'Empire moghol ou les coutumes des Sikhs, ou les officiers français par les oasis du Sahara et les nomades Touareg. Car les guerres impérialistes n'avaient pas seulement en vue la domination des peuples conquis ; elles étaient aussi l'occasion d'explorer leurs civilisations et ont suscité des récits de voyage et une littérature ethnographique d'une grande qualité – suffisante en tout cas pour captiver le lecteur et faire oublier à l'écrivain la raison qui l'a poussé à les consulter.

Le but, néanmoins, restait la conquête et l'annexion, et Grant le républicain, Grant le démocrate, le condamnait du plus profond de son cœur. « La guerre du Mexique, écrit-il dans sa vieillesse, était une guerre politique, et le gouvernement qui la menait avait bien l'intention d'en tirer des avantages politiques. » Elle était politique, en effet, jusque dans les calculs individuels ou dans la stratégie des partis. Les deux généraux qui remportèrent le plus de victoires, Taylor, le vainqueur de Buena Vista, et Scott, qui prit Mexico, comptaient sur leurs lauriers pour obtenir la présidence : Taylor y réussit en 1848. Il y a plus grave : la guerre eut des conséquences dramatiques sur la vie politique des Etats-Unis eux-mêmes. « La rébellion sudiste, écrit Grant dans ses *Mémoires*, fut en grande partie le résultat de la guerre du Mexique. » Il pensait, comme bien d'autres, que l'annexion de territoires au sud de la ligne délimitant le « sol libre » était, pour le gouvernement démocrate, un moyen de créer de nouveaux Etats esclavagistes et donc de tourner l'opposition majoritaire des électeurs du Nord à toute extension de l'esclavage. Les conséquences, à son avis, étaient inéluctables. « Les nations, comme les individus, sont punies lorsqu'elles transgressent la loi. Notre punition a été la guerre la plus sanglante et la plus coûteuse des temps modernes. »

Mais le châtiment devait attendre encore treize ans après la victoire sur le Mexique. Entre-temps, Grant fut sévèrement puni, sur le plan affectif, sans avoir commis pourtant de transgression sérieuse : il était incapable d'envisager les questions d'argent dans un esprit pratique. Il fut nommé avec le 4^{e} régiment sur la côte Pacifique : l'accepter signifiait se séparer de Julia qu'il avait épousée en 1848, à son retour du Mexique. Cette séparation lui sembla si pénible qu'il donna sa démission pour revenir près d'elle. C'est au cours de son exil qu'il se fit une réputation de buveur, probablement exagérée ; il est vrai cependant qu'il y prit l'habitude de

fumer les cigares à la chaîne. Grant quitta l'armée avec les honneurs, et le grade permanent de capitaine : il n'y avait que cinquante officiers dans ce cas en 1854. Mais il ne rapporta pas un sou, et une fois revenu dans l'Est, il échoua dans toutes ses entreprises. Il se fit agriculteur dans le Missouri et construisit de ses mains une maison qu'il appela Hardscrabble ; mais les récoltes furent lamentables – quand il y en avait. Il ne réussit pas à trouver de travail comme ingénieur ; échec incompréhensible quand on sait que West Point fournissait la plupart des ingénieurs diplômés des Etats-Unis. Il échoua également dans le recouvrement de créances. Il ne réussit même pas à faire un bon employé dans l'entreprise de cuir de son père, à Galena (Illinois).

En 1861, à la veille de la guerre de Sécession, Grant avait trente-neuf ans, quatre enfants à nourrir, et pas un sou à la banque. Il n'avait fait aucune impression durable sur le monde, et il semblait peu probable qu'il en fît un jour, alors pourtant que l'Amérique connaissait, vers le milieu du XIX^{e} siècle, une prospérité sans précédent. Avec ses ancêtres qui avaient débarqué sur le Plymouth Rock[3], sa formation de spécialiste, son grade dans l'armée, Grant aurait mené, dans le Vieux Monde, une existence à l'abri du besoin. Dans le Nouveau Monde, tout cela ne servait à rien. Il lui manquait l'essentiel : être ce que Jacques Barzun appelait un *booster* (« un battant »), un de ces optimistes à tout crin, affairés, débonnaires, près de leurs sous, toujours prompts à saisir leur chance, qui ont fait la fortune de l'Amérique, que ce soit en prenant part à l'activité commerciale frénétique de la côte Atlantique, à la naissance de l'industrie en Nouvelle-Angleterre ou en Pennsylvanie, ou à la marche vers l'ouest de la frontière. Grant, réservé et contemplatif, était un gentleman : c'était son handicap.

La guerre de Sécession l'arracha à cet état d'incapacité sociale ; rien d'autre qu'une guerre civile, sans doute, n'aurait pu y réussir. Car Grant était un gentleman d'une complexion typiquement américaine. Le gentleman à la Wellington ne pouvait concevoir de désaccord entre lui-même et la société officielle. « Je suis *nimmukwallah* », avait dit Wellington ; il avait mangé le sel du roi. Grant, lui aussi, en tant que militaire, avait été *nimmukwallah*. Mais l'Amérique, en l'absence d'un roi, laissait à ses citoyens la liberté d'être en désaccord avec sa politique, à un point qui aurait été impensable pour les homologues de Grant en Europe. Il restait fidèle à ses idées sur la conduite que la grande république devait adopter à l'égard de ses voisins moins puissants ou des Etats membres

dissidents. Ces idées dérivaient d'un respect de la Constitution digne de Washington lui-même. Les Etats-Unis, selon Grant, étaient un pays différent, sur le plan moral, des pays européens. Ils ne devaient se rendre coupables ni d'agression en matière de politique étrangère, ni d'infidélité aux principes de l'Union en politique intérieure. La guerre du Mexique avait été une guerre injuste pour la première raison. En vertu de la seconde, une guerre contre la « rébellion sudiste », comme il appelait la sécession des Etats esclavagistes, serait une guerre juste, même si, en y réfléchissant de sang-froid, il voyait bien que la guerre serait une mauvaise chose en elle-même.

Sa propension à discuter l'opportunité politique d'une guerre montre à quel point le rôle du commandant en chef, au temps de Grant, avait changé depuis Alexandre ou même depuis Wellington. Alexandre ne faisait aucune distinction entre son rôle de souverain et son rôle de général. Dans un monde où les Etats étaient considérés comme étant en guerre, tant qu'une convention de paix ne spécifiait pas le contraire, dans un royaume où la Cour se confondait avec le quartier général, ces deux rôles étaient identiques. Un jugement sur la valeur morale d'une guerre aurait été aussi incompréhensible pour Alexandre qu'il aurait été répréhensible chez un sujet, parce qu'équivalant à une trahison. Alexandre était à la fois, au sens strict du terme, le parfait hégélien et le parfait nietzschéen. L'Etat qu'il gouvernait était l'incarnation suprême de la raison et de la volonté ; lui-même, en tant que souverain, était le Surhomme. Wellington, enraciné dans une société de droit, avec des institutions bien définies, se serait senti insulté par l'un comme par l'autre concept. La tyrannie et la raison d'Etat étaient également repoussantes à ses yeux. Malgré tout le pouvoir qu'il détenait, il limitait strictement la liberté qu'il estimait avoir de mettre en cause ses ordres ou la stratégie qu'on lui prescrivait. Lui dont la plus haute ambition avait jadis été d'être « un général de brigade au service de Sa Majesté » ne pouvait que tracer une ligne infranchissable entre ses opinions politiques et son devoir militaire. En Inde comme en Espagne, les distances, et la lenteur qu'elles entraînaient dans les communications, lui avaient évité les interventions au jour le jour dans sa façon de conduire la campagne. Mais il ne se croyait pas habilité pour autant à élaborer une politique. Le point de vue de Grant était, là encore, différent. Comme Wellington, il condamnait l'identification du pouvoir militaire avec le pouvoir politique. Contrairement à Wellington, il combattait pour son pays, non parce qu'il

était sujet américain de par sa naissance, mais parce qu'il estimait que sa cause était juste. « Les confédérés ont eux-mêmes proclamé qu'ils étaient des étrangers et se sont privés, par là même, de tout droit à réclamer la protection offerte par la Constitution des Etats-Unis. [Rien ne les distingue plus de] la population de n'importe quel Etat étranger qui fait la guerre à une nation indépendante. »

L'acte par lequel les confédérés proclamèrent leur qualité d'étrangers eut lieu « le 11 avril 1861, lorsque le Fort Sumter, citadelle fédérale située dans la rade de Charleston, fut bombardé par les sudistes et pris quelques jours après ». La nouvelle parvint à Galena (Illinois) le 15 avril. Les notables de la ville émirent le vœu qu'une compagnie de volontaires fût formée à Galena, et Grant fut élu président de la réunion convoquée dans ce but. Cette journée transforma complètement la vie de Grant. « Il semblait animé d'une énergie nouvelle, racontait un voisin. Il cessa de marcher en voûtant les épaules, comme il faisait jusque-là, et enfonça son chapeau sur son front d'un air cavalier. » Grant lui-même le confirme : « Je ne suis pas retourné une seule fois dans notre entrepôt de cuir après cette réunion, ni pour faire un paquet ni pour quoi que ce soit d'autre. » Trois ans plus tard, il était général en chef des armées des Etats-Unis. Sept ans plus tard, il était président.

L'armée de Grant

Des milliers d'élections comme celle de Grant se déroulaient sur tout le territoire des Etats-Unis en ce mois d'avril. Dans ce cas précis, le choix de ses concitoyens avait été dicté par sa qualité d'ancien de West Point et de vétéran de la guerre du Mexique. Mais la plupart des villes étaient moins bien pourvues. Les Etats-Unis, qui étaient déjà, avec plus de trente millions d'habitants, un des pays les plus peuplés du monde occidental, étaient aussi l'un des moins militarisés. Leur armée régulière ne comptait que seize mille hommes ; la Grande-Bretagne, avec ses vingt-sept millions de citoyens, et une marine plus puissante que les marines réunies des six pays suivants de la liste, entretenait une armée de plus de deux cent mille hommes. Qui plus est, le gros de l'armée américaine était posté sur le Mississippi ou à l'ouest du Mississippi, pour protéger les voies de pénétration en territoire indien. Elle allait rester là, dans une large mesure, pendant toute la durée de la guerre de Sécession, ce qui aboutit à un résultat paradoxal : la plupart des

rares soldats de métier des Etats-Unis ne tirèrent aucun profit, pour leur carrière, de la seule grande chance d'avancement que le siècle eût à leur offrir, tout simplement parce qu'ils étaient déjà sous les drapeaux. C'est surtout sur les anciens de West Point comme Grant, qui avaient démissionné sans bruit ou avaient rejoint le Sud en 1861, que « les étoiles allaient pleuvoir ».

Sur quelque deux mille diplômés de West Point vivants en 1861, huit cent vingt et un servaient dans l'armée. Cent quatre-vingt-dix-sept d'entre eux rejoignirent le Sud, de même que quatre-vingt-dix-neuf officiers qui avaient pris leur retraite. Six cent vingt-quatre officiers en service actif restèrent fidèles à l'Union, qui en recruta aussitôt cent vingt-deux autres parmi les retraités. Ce sont ces hommes qui, au nord comme au sud, permirent de saupoudrer les armées de la guerre de Sécession de chefs militaires professionnels. Les armées proprement dites étaient presque entièrement composées d'amateurs, tous volontaires jusqu'au moment où fut décrétée la conscription (en 1862 pour les confédérés, en 1863 pour l'Union). Ils avaient une façon de désigner leurs officiers qui n'appartient qu'aux Américains. Certains colonels étaient nommés par les gouverneurs des Etats, puisque, au nord comme au sud, les régiments étaient recrutés dans le cadre des Etats. D'autres étaient élus par leurs hommes, ainsi que la quasi-totalité des commandants de compagnie et de section. Grant eut l'occasion de tâter de l'une comme de l'autre méthode. Il commença par refuser de se présenter aux élections de capitaine de la compagnie de Galena, puis accepta le commandement d'un régiment que lui proposait le gouverneur de l'Illinois : les hommes s'étaient ravisés, après avoir élu leur colonel.

Un deuxième classe sudiste, enrôlé dans un régiment de Géorgie, écrivit à sa famille, en 1861, pour décrire la façon dont les officiers étaient élus. Ce récit vaut sans doute également pour les régiments nordistes. « Si je voulais mourir d'indigestion, je n'aurais aucun mal à le faire : il me suffirait de manger tous les "gâteaux électoraux" qu'on me propose ; et si je me prêtais aux embrassades de mes amis intimes, à la vie à la mort, si affectueux et si désintéressés, bien certainement je serais réduit "en bouillie". Je n'aurais jamais cru, avant ces tout derniers jours, que j'étais aussi beau, aussi doué, aussi populaire. » L'auteur n'était pas candidat et trouvait ridicules ceux qui l'étaient : c'est l'attitude qu'adoptent souvent les Américains à l'égard de leurs futurs dirigeants. En fait, beaucoup d'officiers élus se montrèrent à la

hauteur de leur tâche. Mais ce ne fut pas toujours le cas. « Le colonel Roberts a fait la preuve de son incapacité à diriger les compagnies, même dans les manœuvres les plus simples. Notre régiment manque totalement de méthode, écrivait un deuxième classe de Pennsylvanie pendant l'été 1861. Rien n'est jamais réglé au bon moment, personne ne pense jamais au lendemain ; il faudrait, pour nous diriger, des gens ayant l'esprit pratique, et ils en manquent totalement. En bonne justice, nous ne méritons que le nom de cohue et sommes incapables d'affronter l'ennemi. » Au début de la guerre, leurs propres camarades étaient bien plus à craindre, pour les soldats de l'Union, que les confédérés. Un régiment de cavalerie qui s'exerçait au sabre effaroucha ses propres chevaux, qui s'enfuirent, raconte le *Detroit Free Press* en septembre 1861 ; des fantassins à l'exercice réussirent à se blesser mutuellement, en essayant de mettre la baïonnette au bout de leur fusil.

L'exercice, clé de la victoire depuis l'introduction des armes à feu, était si éloigné des habitudes américaines que Grant lui-même n'était pas sûr de bien se rappeler ses leçons de West Point. « Je n'avais pas ouvert un manuel de tactique depuis l'examen final. Mon niveau dans cette branche de l'art militaire était faible : j'étais dans les derniers de la classe […]. L'armement avait changé depuis, et on avait adopté de [nouvelles] tactiques. Je me procurai un exemplaire […], et je commençai par apprendre une leçon, avec l'intention de borner les exercices de la première journée [avec son nouveau régiment] aux commandements que je venais d'assimiler. En continuant ainsi, je pensais pouvoir rapidement venir à bout du volume. » A l'usage, Grant constata que la chose était à la fois plus difficile et plus facile qu'il ne pensait. Il comprit que, s'il s'en tenait à la théorie, le désastre était inévitable. Pour la rendre praticable, il fallait se borner à appliquer ce qu'il avait retenu de ses cours de West Point. « Je n'eus aucun mal à formuler les ordres capables de conduire mon régiment où je voulais et de lui faire surmonter tous les obstacles. Je ne crois pas que les officiers du régiment aient jamais soupçonné que la tactique que j'employais était entièrement de mon invention. »

C'était là une éventualité bien improbable. Le régiment type, que ce fût dans les forces fédérales ou chez les confédérés, était formé d'hommes totalement innocents des péchés de la guerre sous toutes ses formes. Ils avaient beau donner à leurs régiments des noms de matamores (certaines unités confédérées avaient choisi, en 1861, de s'appeler les Etrilleurs de

Tallapoosa, les Tueurs de Yankees de Bartow, les Hors-la-loi des Chickasaw, les Chats sauvages de Lexington, les Rudes ratons laveurs, ou les Bulldogs de la Floride du Sud), les jeunes gens qui s'engageaient étaient beaucoup plus habiles à égorger un cochon qu'à tuer leurs semblables. La moitié des recrues, dans les deux armées, déclaraient être agriculteurs. Puis venaient les manœuvres, et enfin les gens de métier, charpentiers, cordonniers, employés aux écritures, forgerons, peintres en bâtiment, mécaniciens, machinistes, maçons, typographes. Une forte proportion des nordistes étaient d'origine étrangère, surtout des Allemands, des Irlandais, des Scandinaves, ce qui compliquait les élections. Les Allemands, qui avaient fait leur service militaire dans leur pays, et les Irlandais, qui avaient quelquefois servi dans l'armée britannique, avaient dans l'ensemble plus d'expérience militaire que les Yankees de naissance. Aussi les rapports entre soldats ne brillaient-ils pas par la cordialité. « Je n'ai pas voté pour toi, disait un seconde classe de l'Indiana, et jamais je ne voterai pour un satané fils de chienne d'Irlandais. Pour moi, tu es un moins que rien. » Le même se plaignait de la vie militaire : « Le matin en se levant, exercice, puis exercice, puis exercice encore. Puis exercice, exercice, et un peu plus d'exercice. Exercice ensuite, et exercice pour finir. Entre les exercices, nous faisons de l'exercice – de temps en temps, nous nous arrêtons pour manger un peu et faire l'appel. » Mais lorsque l'heure du repos sonnait pour les soldats, le travail continuait pour les gradés. « Tous les soirs, je récite mes leçons avec les sergents-chefs et les sous-lieutenants, écrivait un sergent de l'Ohio en 1862. Nous allons terminer la *Tactique* de Hardee [ce même livre qui avait donné du mal à Grant] puis nous attaquerons le règlement de l'armée. » Malgré tous ces efforts, les volontaires avaient toujours l'air d'amateurs. « Oh, mon père, quel spectacle splendide ! J'ai vu manœuvrer les soldats de l'armée régulière », écrivait un volontaire qui avait vu défiler, en 1862, un régiment de l'armée d'avant-guerre. « Il y a de quoi vous rendre malade et vous écœurer, lorsqu'on revient et qu'on voit évoluer notre régiment et nos officiers, après avoir vu ces anciens de West Point, et ces soldats qui ont passé dix-huit ans dans l'armée, monter la garde. »

Les régiments de ce genre étaient submergés par la masse des militaires sans expérience que l'enthousiasme avait amenés sous les drapeaux au début des hostilités. En très peu de temps, les enrôlements volontaires fournirent aux sudistes une armée de près de deux cent cinquante mille hommes. Lorsque Lincoln demanda soixante-quinze mille volontaires pour

trois mois, il obtint aussitôt les hommes qu'il voulait. Aux environs du mois d'août, il avait près de quatre cent mille hommes sous les armes. Mais, à ce moment-là, les premières batailles (Bull Run et Booneville) avaient été livrées, et une partie des volontaires avait commencé à se repentir de leur décision. La désertion allait devenir le fléau des deux armées tout au long de la guerre : dans une société fondamentalement démocratique, on ne pouvait en venir à bout par la peur du châtiment. C'était particulièrement vrai de l'armée sudiste. Un juge du Mississippi écrivait en 1864 qu'il connaissait beaucoup d'hommes « actuellement déserteurs, pour la quatrième, la cinquième, ou la sixième fois » et qui n'avaient « jamais été punis ». Aucune des deux armées n'avait les ressources nécessaires pour mettre les réfractaires en prison, et, si ceux-ci ne voulaient vraiment pas se battre, ils pouvaient toujours s'enfuir du côté de la frontière, à l'ouest, ou dans les villes du Nord, bourrées d'immigrants. Deux cent mille soldats fédéraux environ, sur deux millions, ont déserté, temporairement ou définitivement, pendant la guerre ; parmi ceux qui se firent prendre, cent quarante et un seulement subirent effectivement la peine capitale.

Ce nombre élevé de déserteurs n'a rien de surprenant si l'on pense aux horreurs des champs de bataille et si l'on se rappelle combien peu ils étaient endurcis aux épreuves de la guerre. Décrivant la marche vers Fort Donelson, en février 1862, un nordiste écrivait : « Pour arriver jusque-là, nou zavons dû passer de sales moments. Je crouas que jamais aucune armée n'a enduré de soufrances aussi intences pendant aussi longtemps. » [La retraite de la Grande Armée après Moscou semble bien oubliée.] « Nous avons dû passer quatre jours et gnuits sans dormir et la plupart du temps sans manger et il pleuvait et neigeait une partie du temps s'ens aucune sorte d'abri c'est ce que j'appelle une pilule bien amère. » Bouleversés par l'expérience du combat, les hommes arrivaient à exprimer leur émotion, bien que sachant à peine écrire. « Martha », écrivait à sa femme Thomas Warwick en décembre 1862, après la bataille de Murfreesboro, « je peux te dire que j'ai enfin vu la Foire aux Singes et que je ne vœux plus la voir j'en ai acé vu de la guère Martha. Je ne peux pas te dire combien j'ai vu de mores […] ils étaient entassés les uns sur les autres d'un bout à l'autre du chant de Batail […]. Les hommes avaient été tués de tous les façonnages que tu peu imaginer car certains avaient eu là tète emportée, d'autres les bras ou les jambes […]. Je t'assure que je suis là de la guerre […]. Une chauze est sûre je ne veux plus jamais revoir ce pestacle ». Un soldat de

l'Alabama écrivait à sa sœur après Chickamauga, en septembre 1863 : « J'ai toujours eu envie de me batre un pe tit coup pour voire ce que c'est d'aller à la bas taille mais j'ai eu la chance de pouvoir essèyer enfin en suff'zance, assez pour me ça tisfère jamais je n'vœux voir une nautre bas taille ma sœur je vœux rentrer chez nous pire que jà mais au paravant. »

Il continuait : « Je ne veux pas rentrer chez nous de cette façon-là si je peux rentrer d'une autre façon, mais zil y a eu vrè ment bôcou de soldats qui se sont so vés ces temps-ci. » Ces deux idées juxtaposées expliquent en grande partie pourquoi les généraux du Nord comme du Sud ont réussi à garder leurs armées intactes. Dans un pays d'immigration et de libre colonisation, où la bureaucratie était réduite au minimum, et alors que les soldats des deux bords étaient animés par un esprit fortement égalitaire, ceux-ci restaient en définitive sous les drapeaux non pas tellement parce que leurs officiers avaient le pouvoir de le leur imposer, mais parce qu'ils acceptaient librement la discipline. Même en tenant compte de l'attrait que pouvaient représenter la nourriture et une solde régulière, cette attitude s'explique avant tout par le dévouement à une cause, celle de l'Union ou celle de la Confédération, selon le cas. Les « soldats bleus » et les « soldats gris » apparaissent ainsi comme les premières armées de l'Histoire à combattre pour des raisons purement idéologiques. Les motifs du conflit n'étaient obscurcis par aucune question de personne, comme dans la guerre civile anglaise de la révolution, ni par le choix entre la liberté ou la soumission à une puissance étrangère, comme dans la lutte menée par Washington et Bolivar contre la Grande-Bretagne et l'Espagne respectivement. La guerre de Sécession américaine fut une guerre civile au sens le plus strict du terme, et les soldats exigeaient d'être conduits, non poussés, sur le champ de bataille. Grant l'avait compris, comme le montre clairement sa façon d'exercer son premier commandement à la tête d'un régiment :

> Mon régiment [le 21e de l'Illinois] était composé de jeunes gens de condition aussi aisée que quiconque dans la région de l'Etat d'où ils venaient. On trouvait parmi eux des fils de cultivateurs, d'hommes de loi, de médecins, d'hommes politiques, de commerçants, de banquiers, de pasteurs, et quelques hommes d'âge mûr qui avaient exercé ces professions eux-mêmes. […] Le colonel, élu par le régiment, s'était montré tout à fait capable de tirer des hommes toute l'insouciance [ici, l'indiscipline] qui était en eux. Lorsqu'il fut question de se battre, le régiment préféra avoir quelqu'un d'autre à sa tête. Pendant quelques jours, je dus peiner dur pour faire accepter par tous ne fût-ce qu'un début de subordination. Mais la grande majorité était en faveur de la discipline, et, en employant,

> avec modération, les punitions en usage dans l'armée régulière, je réussis à instaurer une discipline aussi stricte qu'on pouvait le souhaiter.

« La grande majorité était en faveur de la discipline… » Dans ces quelques mots, Grant révèle son style, qui allait faire de lui le chef des armées de l'Union. Tous ceux qui l'avaient précédé au commandement suprême avaient essayé de mener la guerre de Sécession selon des méthodes qui ne convenaient pas à sa nature. Scott, le « Géant des trois guerres » (mais surnommé aussi « Le roi de l'esbroufe »), auteur du plan Anaconda, avait eu le mérite de comprendre qu'il fallait isoler et bloquer le Sud, mais il pensait qu'alors la rébellion s'effondrerait d'elle-même. Mac Clellan, le « Jeune Napoléon », voulait mener la guerre comme il l'avait vu faire aux armées européennes en Crimée. Jamais il n'acceptait de faire mouvement sans des montagnes de matériel et des troupes innombrables, ce qui fit dire à Lincoln, exaspéré : « Envoyer des renforts à Mac Clellan, c'est comme pelleter des mouches dans une grange. » Burnside (ses magnifiques favoris en forme de côtelettes expliquent le nom de *sideburns* qu'on leur donne en américain) était beaucoup moins belliqueux de cœur que de visage. Il avait refusé le commandement suprême à deux reprises, et lorsqu'il se laissa enfin convaincre, finit par se faire battre à force de confusion. Hooker, « Joe le Battant », qui lui succéda, était impropre à exercer ces fonctions, pour différentes raisons. Il refusait de se confier à Lincoln (suprême aberration, dans une guerre politique), et aucun de ses collègues ne lui obéissait. Meade, son remplaçant, était totalement incapable de saisir les aspects politiques du conflit. Il répugnait à « faire la guerre aux individus », ce qui était inévitable, et voulait la gagner au moyen de la vieille stratégie, celle où tout dépendait des manœuvres des armées en présence. « Un Philadelphien authentique, qui refusait "même d'adresser la parole à quiconque ayant un rapport avec la presse", il exaspérait les correspondants de guerre et ennuyait profondément les autres Américains. »

Halleck, « le Cerveau », qui fut général en chef à Washington jusqu'à ce que Grant l'eût remplacé en 1864, fut celui qui sut le moins comprendre la nature du conflit. Pédant de la pire espèce, il avait traduit Jomini ; mais la vision géométrique de celui-ci était la première chose à oublier si l'on voulait remporter la victoire sur les immenses champs de bataille de l'Amérique du Nord. En tant que supérieur de Grant sur le théâtre d'opérations de l'Ouest, il avait bien failli amener la démission de ce général antijominien tant il avait mis d'obstination à décourager l'ardeur de

Grant, qui voulait « continuer la marche en avant ». Prisonnier de sa formation de West Point, comme l'étaient aussi, chacun à sa manière, Mac Clellan, Burnside, Hooker et Meade, Halleck était persuadé qu'on ne pouvait « aller de l'avant » que dans des limites définies par la carte et l'équerre. La « base d'opérations » d'une armée, selon lui, devait en même temps constituer la base d'un corridor rectangulaire, à l'intérieur duquel toutes les manœuvres devaient se dérouler.

Mais Grant savait, ou allait bientôt découvrir, que dans une guerre du peuple contre le peuple, avec une population dispersée dans un pays immense, riche, mais presque désert, une armée n'avait besoin d'aucune base d'opérations. Tout ce qu'il lui fallait, c'était la possibilité d'acheminer le matériel militaire par chemin de fer ou transport fluvial, pendant qu'elle se nourrissait des produits de la région qu'elle traversait. Pour vaincre, il ne manquait plus que l'exercice, la discipline et la confiance en soi. Grant était de taille à les fournir.

Une fois nommé au commandement suprême, il lui arriva de se montrer aussi autoritaire que Wellington dans sa veine la plus « duc de Fer ». « J'ai reçu des plaintes », écrivait-il le 20 janvier 1863 à un général placé sous ses ordres, « au sujet de la conduite scandaleuse du 7e régiment du Kansas […] qui, au lieu de poursuivre l'ennemi, s'est arrêté pour piller les citoyens […]. Si de nouvelles plaintes, sérieusement fondées, vous parvenaient, j'aimerais que vous mettiez [le colonel] aux arrêts et le fassiez juger comme incapable, que les hommes soient mis à pied et désarmés. […] Tous les lauriers que ce régiment a mérités dans le passé […] sont plus qu'annulés par l'exécrable comportement qu'il a eu depuis. […] Tels qu'ils sont à présent, ils peuvent certes terroriser les femmes et les enfants, ou les vieillards impotents ; jamais ils ne viendraient à bout d'une armée ennemie ». Mais on est plus impressionné, et l'on saisit mieux sa façon de mener une guerre idéologique, en étudiant les méthodes de commandement de Grant, avant que les lauriers qu'il allait gagner de son côté eussent contribué à établir son autorité.

Examinant les raisons de l'échec de son subordonné, Carlos Buell, pendant la campagne de Shiloh, Grant admettait qu'il était « strict en matière de discipline », mais il émettait l'hypothèse que Buell, en sa qualité de soldat de l'armée régulière d'avant-guerre, « ne faisait pas assez la différence entre le volontaire qui "s'est engagé pour la durée de la guerre" et le soldat qui sert en temps de paix. La première catégorie comprend des

hommes qui risquent leur vie pour un principe, qui ont souvent une situation bien assise, sont riches, compétents et indépendants de caractère. La seconde ne compte, en général, que des hommes incapables de réussir aussi bien dans un autre métier, quel qu'il soit ». Pendant la campagne de Shiloh, Grant lui-même avait fait l'objet de critiques pour n'avoir pas fait creuser de tranchées à ses hommes, ce qui aurait pu leur éviter les lourdes pertes subies au cours de la bataille. Mais il avait décidé que « les troupes avaient plus besoin de discipline et d'exercice que de maniement de la pelle, de la pioche et de la hache. Presque chaque jour, des renforts arrivaient, composés de soldats formés à la hâte en compagnies et en régiments – une organisation incomplète et fragmentaire, où les officiers et les hommes ne se connaissaient pas ». Il avait pu voir où menait l'absence d'exercice au cours de la bataille de Belmont qui avait précédé Shiloh. « Au moment même où ils atteignirent le camp ennemi, nos soldats mirent bas les armes et commencèrent à fouiller les tentes à la recherche de trophées. Certains officiers supérieurs ne valaient guère mieux. Ils galopaient d'un groupe à un autre, et à chaque fois qu'ils faisaient halte prononçaient un bref panégyrique à la gloire de l'Union et du commandement. »

Personne n'était plus attaché que Grant à la cause de l'Union. Mais il préférait une journée d'exercice à une semaine de discours. Lorsqu'il était devenu colonel du 21e régiment de l'Illinois, il avait pris les hommes en main sans douceur, assommant un ivrogne à poings nus, privant de rations les lève-tard, attachant les insolents à des poteaux. Mais il voulait que ses volontaires apprennent la nécessité de la routine militaire par l'expérience, non par la théorie. Shiloh l'avait horrifié. « Beaucoup de soldats n'avaient reçu leurs armes qu'après avoir quitté leur Etat pour le champ de bataille. Beaucoup n'étaient là que depuis un jour ou deux et ne savaient même pas charger leur fusil selon le manuel. Leurs officiers étaient tout aussi ignorants de leur tâche. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que de nombreux régiments aient lâché pied dès les premiers coups de feu. » Il avait été obligé d'employer sa cavalerie à arrêter les fuyards, expédient caractéristique des armées de classe de l'Europe d'Ancien Régime. « Je disposai [la cavalerie] en ligne à l'arrière, pour arrêter les fuyards et il y en avait beaucoup. »

C'étaient des contingences de cet ordre qui arrachèrent à Joe Hooker ce sarcasme méprisant : « Qui peut se vanter d'avoir vu un cavalier mort ? » Mais Grant préférait ne pas employer ses soldats contre leurs frères d'armes

pour les empêcher de fuir. La décision qu'il prit à Vicksburg était beaucoup plus dans son caractère : il autorisa ses troupes à monter à l'assaut des fortifications au lieu d'en faire le siège. Il savait que ses hommes se trompaient. « Mais la première chose à considérer était la conviction qu'avaient les troupes de pouvoir emporter les ouvrages de défense. » Il les laissa suivre leur idée. « L'assaut fut mené avec bravoure, et dans chacun des trois corps d'armée, une partie des assaillants parvinrent à prendre pied jusque sur les parapets de l'ennemi et à y planter leur étendard de bataille. Mais à aucun endroit nous ne réussîmes à pénétrer dans la ville […]. Cette dernière attaque ne fit qu'accroître nos pertes, sans nous donner aucun avantage. » Grant, qui physiquement ne pouvait supporter la vue du sang, pleura amèrement les pertes. Mais la connaissance pratique qu'il avait de son armée de citoyens lui soufflait que ses soldats « n'auraient pas [ensuite] montré autant de patience à creuser des tranchées » – travail qui devait infailliblement lui donner cette victoire qu'il recherchait – « si je ne les avais pas laissés essayer d'abord ». Toujours prêt, en définitive, à commander par consentement plutôt que par diktat, Grant est devenu un maître de la guerre populaire parce qu'il était un démocrate convaincu.

L'état-major de Grant

A l'issue de la campagne de Vicksburg, les meules de la guerre avaient donné à l'armée de l'Ouest, que commandait Grant, un tranchant redoutable. Le combat est la plus efficace de toutes les écoles militaires. En deux ans de campagne, et grâce à sa conception de la guerre (« Trouvez la position de l'ennemi. Marchez contre lui dès que c'est possible. Frappez aussi fort que possible, et dès que c'est possible, et continuez d'avancer »), Grant avait fait de ses amateurs d'authentiques vétérans. Un survivant du siège de Vicksburg fut témoin de la transformation : « Quels […] hommes robustes, bien nourris, superbement équipés et vêtus. Des chevaux au poil luisant, des armes bien fourbies, des panaches éclatants – c'était toute la fière panoplie de la guerre. La civilisation, l'ordre, la discipline, semblaient faire leur entrée au bruit sourd des colonnes qui défilaient au pas cadencé. »

Transformer des culs-terreux en soldats était une chose ; faire d'un commerçant de la ville un officier en était une autre. « A deux ou trois exceptions près, écrivait un contemporain, Grant s'est entouré d'une collection de plébéiens, les plus communs qu'on ait jamais vus. » Un autre

se montrait beaucoup plus cinglant : « Le général Grant a quatre colonels dans son état-major […] Lagow, Regan et Hillyer : je ne crois pas qu'aucun d'entre eux ait jamais réussi à aller se coucher sans être ivre pendant une semaine d'affilée. Le quatrième ne vaut pas beaucoup mieux […] bien que plus capable sur le plan militaire, c'est […] un Loco Foco[4] qui ne dit pas son nom, variété *New York Herald*. »

Grant, dans une lettre à Halleck de décembre 1862, fait de ces hommes un portrait plus flatteur : « Le colonel Hillyer est très efficace dans ses fonctions de grand prévôt général et me libère d'une quantité de tâches que je devais jusque-là effectuer en personne. Le colonel Lagow […] est chargé de l'inspection générale […]. Je [lui] suis personnellement très attaché, et je peux certifier que c'est un homme réellement honnête, prêt à faire tout ce qui est en son pouvoir dans l'intérêt du service. Mes adjoints permanents sont tous des personnes que je connais de longue date, et je les ai nommés parce que je les considère comme des gens de mérite. Ils m'ont donné entière satisfaction. »

Mais il devait reconnaître : « De mon état-major personnel, il n'y a que deux hommes que je considère comme absolument indispensables : le lieutenant-colonel Rawlins, adjoint à l'adjudant-major général, et le capitaine Boners, aide de camp […]. J'estime que Rawlins est l'homme le plus capable et le plus digne de confiance dans son département du Service des volontaires. Le capitaine Boners est avec moi depuis quatorze mois, d'abord en qualité de soldat du rang et d'employé aux écritures. Il est capable [et] très scrupuleux. »

En somme, sa lettre se résume à dire que ses collaborateurs étaient « tous des personnes qu'[il] connaissai[t] de longue date ». En fait, lorsque Grant avait été promu, en peu de temps, du commandement du 21e régiment de l'Illinois au rang de général de brigade, il avait rassemblé tant bien que mal une équipe d'hommes avec lesquels il se sentait à l'aise, la plupart venant de Galena (Illinois), la ville où Grant lui-même avait travaillé dans la boutique de son père. La plupart avaient tâté des affaires ou de la politique dans une petite ville américaine ; aucun n'avait eu d'expérience militaire d'aucune sorte.

La méthode était pour le moins originale. Elle nous en dit long sur la modestie de caractère de Grant, sur sa façon aussi d'aborder les affaires : beau est qui bien fait. Elle nous en dit plus encore sur les Américains en 1861 : ils n'étaient absolument pas prêts pour une grande guerre. Si Grant

avait cherché un peu plus loin que la grand-rue de Galena, il aurait pu recruter un meilleur état-major. Mais l'amélioration aurait été de degré, non de nature. En 1861, les Etats-Unis manquaient totalement d'officiers d'état-major expérimentés. Il n'y avait même pas d'école pour les former : la formation dispensée à West Point s'arrêtait modestement au niveau du régiment. Si l'on voulait apprendre à manier des unités de plus de mille hommes, il ne fallait pas compter sur les institutions officielles : on se formait dans le civil, ou on se jetait à l'eau. Le Sud, dans l'ensemble, adopta la seconde solution. Si l'on examine la carrière des douze généraux sudistes les plus connus (Beauregard, Bragg, Ewell, Forrest, Hill, les deux Johnston, Jackson, Lee, Longstreet, Kirby Smith et Stuart), on constate que huit d'entre eux ont servi sans interruption dans l'armée après être sortis de West Point. Seuls Bragg, Forrest et les Johnston ont embrassé une carrière en dehors de l'armée (l'enseignement de Jackson à l'Ecole militaire de Virginie ne compte pas). Avec leurs homologues nordistes, la proportion est exactement inverse. Buell, Mac Dowell, Pope et Sheridan étaient militaires de carrière. Mais Burnside, Halleck, Hooker, Grant, Mac Clellan, Meade, Rosecrans et Sherman avaient tous fait carrière dans le civil, certains avec beaucoup de succès. Halleck était un juriste influent, Mac Clellan et Burnside respectivement vice-président et trésorier du Chemin de fer central de l'Illinois, Sherman était un banquier prospère et le président de l'université de l'Etat de la Louisiane.

Bien entendu, il n'y a pas de relation directe entre une carrière brillante dans le civil ou l'obscurité au sein de l'armée, d'une part, et, d'autre part, les victoires remportées par le général. Mac Clellan, homme d'affaires remarquable avant comme après la guerre, manquait totalement de dynamisme en tant que commandant. Jackson, le rustique professeur de collège, avait une sorte de génie militaire. Nous avons déjà évoqué l'incapacité de Grant en matière commerciale. Seuls, Sherman, parmi les soldats de profession, et Forrest, parmi les amateurs, firent preuve d'une compétence égale dans les domaines civil et militaire. Sherman, le protégé de Grant, se montra impitoyable en poussant à l'extrême la théorie de son protecteur : faire la guerre aux civils du camp ennemi. Forrest, un *self-made man*, qui « valait un million et demi de dollars lorsqu'il entra dans l'armée, et qui, lorsqu'il la quitta, était réduit à l'indigence », rendit à Sherman la monnaie de sa pièce. Celui-ci s'écria, furieux, qu'il fallait « traquer Forrest

et le tuer, même si cela devait coûter dix mille morts et provoquer la banqueroute du Trésor fédéral ».

Pourtant, même si aucun modèle ne se dégage de façon indiscutable de ces comparaisons, on doit retenir le fait que le commandement nordiste avait plus d'expérience du civil. Dans une guerre où les armées, composées d'amateurs, étaient transportées par chemin de fer, tenues en main grâce au télégraphe, payées grâce aux impôts que votaient des assemblées démocratiques, élues, entre autres, par les soldats eux-mêmes, il y avait beaucoup de chances pour que les hommes qui avaient eu l'expérience directe du commerce, de l'industrie, de la politique, sachent mieux comprendre les objectifs du conflit et les moyens de les atteindre que des hommes ayant passé leur vie dans une caserne. Qui plus est, cette hypothèse est confirmée par les faits. Malgré toute leur habileté tactique, Lee et Jackson manquèrent d'imagination. Ni l'un ni l'autre ne sut obliger le Nord à combattre sur leur terrain, ce qu'ils auraient pu faire en l'attirant dans les vastes étendues du Sud, loin du chemin de fer et des transports fluviaux. Tous deux pensaient surtout à défendre les frontières du Sud, non à épuiser l'adversaire. La défaite de la Confédération fut, en partie, le résultat de leurs conceptions profondément conventionnelles.

Les préférences de Grant pour « des personnes qu'il connaissait de longue date », à Galena, ne nous apparaissent plus, maintenant, comme le résultat de son esprit de clocher. L'équipe de Galena n'avait certes rien d'attirant. Lagow, l'inspecteur général, chargé des effectifs, était un homme de loi qui n'avait pas très bien réussi. Hillyer, le grand prévôt chargé de la discipline, s'était occupé d'immobilier. Seul, Rawlins, l'adjudant-major général adjoint, qui faisait fonction de chef d'état-major, était un homme d'une réelle qualité. Il avait fait son chemin depuis la meule de charbon de bois jusqu'à une étude d'homme de loi, puis il était devenu procureur de la ville. Il s'occupait activement de politique, et c'était un démocrate partisan de Douglas[5]. Grant appréciait sa compagnie, parce qu'il n'hésitait pas à aborder des sujets tabous sans se montrer blessant ni importun. « Rawlins, écrit Cox, autre membre de l'état-major, pouvait discuter, faire des remontrances, condamner, voire même tancer Grant, sans que celui-ci lui retirât, fût-ce pour une heure, sa confiance fraternelle et son affection. Il s'était rendu digne de cette relation privilégiée par un dévouement absolu, qui datait de la nomination de Grant comme général de brigade, en 1861, et qui avait fait de lui le bon génie de son ami à chaque tournant de

l'étonnante carrière de Grant. Cela n'était pas dû à l'intelligence de Rawlins, car ses capacités mentales étaient plutôt limitées, mais au fait qu'il était la conscience, vivante et douée de parole, de son général. » Mais on peut dire, en un certain sens, que tous les copains de Grant venus de Galena et de l'Illinois remplissaient cette même fonction. Leur vie passée dans les petites villes, leur façon irrégulière de faire les choses, leur costume qui n'avait rien de militaire, leur langage relâché, et jusqu'à leur façon de boire, qui venait tout droit du bistro, permettaient à Grant de s'assurer qu'il ne perdait pas de vue son armée de citoyens, avec leur mode de pensée simpliste et leurs manières frustes. Un état-major de soldats professionnels aurait fait écran entre lui et son armée. Son état-major d'amateurs était au contraire un moyen de communiquer avec elle, car il était à l'image même des hommes qu'il commandait.

Il y avait toutefois une autre raison qui faisait que Grant se contentait, pour l'assister dans sa besogne, d'un petit groupe d'amateurs (l'état-major ne dépassa jamais vingt personnes) : il préférait faire le travail lui-même. Il s'était rendu compte, comme Wellington, qu'il possédait une force de travail herculéenne. Il savait également qu'il était capable de faire beaucoup mieux qu'eux le travail de n'importe quels subordonnés. Wellington pouvait se permettre de ne pas déléguer son autorité parce que son armée était très peu nombreuse. Grant pouvait se le permettre également : ses armées avaient beau être très nombreuses, à la fin de la guerre, elles étaient composées d'hommes qui avaient l'habitude de se débrouiller par eux-mêmes, et Grant les y encourageait de toute façon. Grâce à ces habitudes d'indépendance, les tâches qui lui incombaient ne dépassaient jamais les possibilités d'un individu, moyennant quoi, au lieu d'atteler son état-major à des besognes bureaucratiques, il pouvait lui demander d'être ses yeux et ses oreilles.

Alors qu'il était commandant en chef, il expliqua à un de ses adjoints, le lieutenant-colonel Horace Porter, ce qu'il attendait de lui ; les termes qu'il emploie pourraient être ceux de Moltke s'adressant à ses « demi-dieux », ou de Montgomery, à ses officiers de liaison :

> Je veux que, de temps en temps, vous discutiez avec moi, en toute liberté, le détail des ordres concernant le déroulement de la bataille, et que vous assimiliez, de la façon la plus complète possible, mes idées sur la conduite à tenir dans tous les cas qui peuvent se présenter. Vous devrez vous rendre sur le front, là où la situation deviendrait critique, pour que je sois averti rapidement de ce qui se passe. En cas d'extrême urgence, si de nouvelles dispositions doivent être adoptées à l'instant, ou si l'on s'aperçoit soudain qu'il faut

> secourir un des commandants en lui envoyant des renforts prélevés sur les troupes d'un autre, et que le temps manque pour consulter le quartier général, votre devoir sera d'exposer mes intentions aux commandants intéressés et de les exhorter à une action immédiate, dans un esprit de coopération, sans attendre d'ordres explicites de ma part.

Grant pouvait compter sur ce type de comportement chez ses subordonnés, dans la mesure précisément où il faisait en sorte que son état-major ait toujours l'air de s'être retrouvé chez le coiffeur pour une discussion à bâtons rompus : tous ceux qui avaient trouvé place autour du crachoir étaient aussi libres d'exposer leurs vues que de cracher leur chique ou (plus tard dans la soirée) de boire un coup à la bouteille commune. Horace Porter décrit justement une discussion de ce genre, pendant la campagne de 1864 : les copains de l'état-major examinaient, en présence de Grant, la façon qu'avait celui-ci d'employer le commandant de l'armée du Potomac à transmettre ses ordres aux unités inférieures, alors que, pour des raisons personnelles, il ne laissait à ce même commandant aucune liberté réelle de mouvement. Mieux valait, selon eux, avoir affaire directement aux hommes en qui il avait confiance, que de soutenir, pour sauvegarder les apparences, un intermédiaire peu sûr. Grant écouta jusqu'au bout cette discussion irrespectueuse, puis déclara calmement qu'il préférait continuer comme avant. Mais cet échange n'avait pas été inutile : il savait désormais ce que pensaient de la question les officiers nordistes du rang. Rien n'indiquait, par ailleurs, que ses ordres n'eussent pas été transmis à temps à leurs destinataires, ou qu'ils eussent été modifiés en cours de transmission. Bref, il n'avait pas lieu de s'inquiéter sur le bon fonctionnement de sa méthode favorite, qui consistait à se réserver le commandement tout en respectant les convenances hiérarchiques.

Que Grant se soit réservé le commandement est confirmé par de nombreux indices, par exemple le fait qu'il rejette sans appel l'idée qu'il pourrait tenir compte de l'opinion des autres. Vers la fin du siège de Vicksburg, le commandant confédéré, Pemberton, faisait traîner sa reddition en longueur, en ergotant sur les clauses. Grant communiqua à ses subordonnés « le contenu de [ses] lettres, de ma réponse, la teneur de notre conversation » et leur dit qu'il était « prêt à entendre toutes leurs suggestions. Jamais je n'ai rien fait qui se rapproche davantage d'un "conseil de guerre" ». Contre « l'avis général et presque unanime du conseil », il rejeta en bloc les arguties de Pemberton.

A cette image d'indépendance, on peut ajouter le tableau que brosse Porter de ses méthodes de travail, qui ne variaient jamais. Alors qu'ils venaient de rentrer tous deux d'une journée d'inspection, pendant la campagne de Chattanooga, à laquelle Porter avait été affecté tout récemment, Grant s'installa à sa table pour une soirée de travail :

> Peu après, il commença à écrire des dépêches, et je me levai pour partir, mais il me dit : « Restez », et je me rassis. Bientôt, mon attention fut attirée par la façon dont il s'acquittait de sa correspondance. A cette époque, comme pendant toute sa carrière ultérieure (et antérieure, du reste), il écrivait presque tout de sa propre main et ne dictait presque jamais, même lorsqu'il s'agissait d'une dépêche absolument dénuée d'importance. Il travaillait vite, et sans s'interrompre, mais sans aucun déploiement particulier d'énergie. Ses pensées coulaient de source, avec autant d'abondance et de facilité que l'encre coulait de sa plume. Il n'était jamais embarrassé pour trouver une expression, et il lui arrivait rarement d'intercaler un mot ou d'effectuer une correction. Il travaillait courbé sur sa table, et lorsqu'il avait à se lever […] pour prendre, sur une autre, un papier dont il avait besoin, il glissait rapidement, sans se redresser, à travers la pièce, et revenait à sa place, le corps toujours plié selon le même angle que lorsqu'il s'était levé de sa chaise.

Chaque fois qu'il avait fini une page, il la repoussait simplement et la faisait tomber sur le sol. Lorsqu'il eut fini d'écrire, il ramassa le paquet de feuilles et les tria selon les destinataires. Puis il égalisa la pile, la tendit à un des membres de son état-major, « souhaita une bonne nuit à toute l'assistance et se retira en boitillant dans sa chambre à coucher ». Porter, stupéfait de ces méthodes de travail, qu'il voyait pour la première fois, fut plus impressionné encore lorsqu'il se rendit compte que ces dépêches étaient à la fois des modèles de clarté et des documents de la plus haute importance. C'étaient « des instructions […] prévoyant une série de mesures énergiques, et qui tenaient compte de toutes les éventualités, dans tous les secteurs dépendant du nouveau commandement unifié ».

En fait, toutes les dépêches de Grant avaient cette même qualité. Wellington était célèbre pour son talent littéraire. Peel, qui devait lui succéder comme Premier ministre, le considérait comme un maître de la langue anglaise. Grant ignore les paroxysmes de passion à froid auxquels atteint Wellington dans ses meilleurs moments, mais il est tout aussi incisif. Le chef d'état-major de Meade fit remarquer un jour : « Il y a quelque chose de frappant dans les ordres de Grant : il a beau les écrire à la hâte sur le champ de bataille, personne n'éprouve jamais le moindre doute quant à leur signification, ni même le besoin de les relire pour les comprendre. »

Les six messages très brefs rédigés à l'aube du 16 mai 1863, qui enjoignaient à ses quatre subordonnés de réunir leurs forces séparées contre

Pemberton, dans ce qui allait être la bataille de Champion Hill, illustrent à merveille la clarté et la force de son style. Il écrivit à Blair :

> Faites mouvement, un peu avant le lever du jour, vers le pont de la Black River. Je pense que vous ne verrez pas d'ennemis en chemin. Si toutefois vous tombez sur eux, engagez immédiatement le combat ; vous serez secouru alors par des troupes qui occupent des positions avancées […] [Plus tard] Si vous êtes déjà sur la route de Bolton, continuez, mais si vous avez encore le choix, prenez celle qui mène à Edward's Depot. Faites passer vos troupes à l'avant du train, sauf un détachement pour garder l'arrière, et disposez les wagons de munitions avant tous les autres.

A Mac Clernand :

> Je viens de recevoir des renseignements qui semblent dignes de foi, selon lesquels toutes les forces de l'ennemi auraient traversé la Big Black et se trouvaient hier soir, à 7 heures, à Edward's Depot. Vous allez par conséquent vous débarrasser de vos trains, choisir une position avantageuse et tâter l'ennemi […] [Plus tard] D'après tous les renseignements recueillis auprès des citoyens et des prisonniers, la masse de l'ennemi se trouve au sud de la division Hovey. Mac Pherson se trouve actuellement tout près de Hovey, et en mesure de le secourir n'importe où. Concentrez tout ce qui vous reste de troupes, le plus vite possible, mais avec prudence. A aucun prix l'ennemi ne doit passer sur nos arrières.

A Mac Pherson :

> L'ennemi a traversé la Big Black avec toutes les forces de Vicksburg. Il se trouvait hier soir à Edward's Depot et continue d'avancer. Vous allez par conséquent avancer avec toute la diligence possible pour vous joindre à Mac Clernand, avec priorité sur tous les autres trains. J'ai donné l'ordre à la brigade qui constitue votre arrière-garde de faire mouvement sur l'heure, et aux autres commandants les instructions nécessaires pour une concentration rapide de nos forces.

A Sherman :

> Faites partir immédiatement une de vos divisions par la route, avec ses chariots de munitions, et donnez-lui l'ordre d'avancer avec la plus grande célérité jusqu'à ce qu'elle arrive au contact de notre arrière-garde, au-delà de Bolton. Il est essentiel que ce mouvement soit exécuté avec la plus grande rapidité, car j'ai la preuve que toutes les forces ennemies se trouvaient hier soir à 7 heures à Edward's Depot et qu'elles continuent d'avancer. La bataille peut s'engager à n'importe quel moment – il ne doit pas manquer un homme sur le terrain.

Ce soir-là, il informa Sherman du résultat de cette rafale de dépêches : « Nous avons rencontré l'ennemi à environ six kilomètres à l'est d'Edward's Depot et avons livré un combat acharné. L'ennemi a été repoussé et se trouve maintenant en pleine retraite. Je suis d'avis que la bataille de Vicksburg est maintenant terminée. »

Ces dépêches soutiennent la comparaison avec les messages les plus incisifs de Wellington, non seulement pour leur qualité littéraire, mais aussi pour leur efficacité sur le champ de bataille. Grant surpasse néanmoins Wellington en tant qu'écrivain par sa capacité de composer des œuvres de longue haleine. Ses *Mémoires*, dictés (puis écrits à la main, lorsque la voix lui manqua) alors qu'il était en train de mourir d'un cancer de la gorge, ne sont pas seulement un exploit sur le plan du courage physique et moral (le bien-être de sa famille dépendait de leur achèvement, puisque c'était le seul moyen d'éviter la banqueroute) ; c'est aussi l'histoire passionnante du commandement exercé par un seul homme, sans doute l'autobiographie d'un militaire de haut rang la plus révélatrice qui ait jamais été écrite dans aucune langue. Car, malgré ses performances modestes à West Point, Grant était d'une puissance intellectuelle stupéfiante. Il avait le talent du romancier pour croquer un personnage, faire sentir une atmosphère, choisir le détail révélateur. Il avait les qualités de l'historien, qui sait résumer les événements et les incorporer avec aisance dans la trame générale du récit ; il avait, en matière de topographie, l'intuition du géomètre et l'instinct de l'économiste pour retenir l'essentiel en matière de logistique et d'intendance. Il avait, enfin, la largeur de vues du philosophe, qui lui permit d'équilibrer les éléments du récit pour étayer la thèse qu'il soutient dans son *apologia pro vita sua* : comment une juste cause triompha d'une cause injuste. Le résultat est un phénomène littéraire hors du commun. S'il est un document contemporain des événements qui explique « pourquoi le Nord a gagné la guerre de Sécession », cet éternel casse-tête de la recherche historique américaine, c'est bien les *Mémoires personnels d'U. S. Grant*. A quelle catégorie de militaires appartenait donc l'auteur de cet extraordinaire récit d'une carrière non moins extraordinaire ?

Grant en campagne

Ce n'était certainement pas un homme impressionnant, ni par son aspect extérieur ni par sa manière d'être. Un témoin, qui se rendit à son quartier général en 1864 et passa près d'une heure, assis auprès d'un feu de camp, après « un repas plus qu'expéditif », dit de lui qu'il était « petit […] avec le visage carré et résolu d'un penseur » :

> Il était assis, sans mot dire, au milieu de son état-major, et ma première impression fut qu'il était maussade, terne et peu sociable. Je découvris par la suite qu'il était aimable, cordial et agréable. Il garde ses pensées pour lui, reste bouche cousue, et que ce soit au combat ou au repos, ne révèle rien […] par sa contenance – c'est-à-dire qu'il n'exprime rien de ses sentiments et ne découvre rien de ses intentions. Il fume presque sans arrêt, et, comme j'eus l'occasion de l'observer à ce moment-là et plus tard, il a l'habitude de s'amuser avec un canif. Il réduit une baguette en petits fragments, sans rien en faire. Visiblement, il ne s'agit que d'occuper ses doigts, pendant que son esprit se concentre sur d'autres sujets. Il ne tranche en rien sur le reste des hommes. Aucun éclat, aucune parade : il n'est pas autre chose, à mes yeux, qu'un homme d'affaires plein de sérieux.

Bien entendu, Grant n'avait rien d'un homme d'affaires. Jamais il ne fut assez riche pour n'avoir « plus besoin de briguer un office ou un emploi quelconques », comme Wellington y avait réussi grâce au butin conquis en Inde. Jamais il ne réussit à disposer d'une fortune solidement établie. Les six mille dollars que lui valut sa promotion au grade de général de brigade, en 1863, étaient de loin le revenu annuel le plus important dont il eût joui jusqu'à cette date. Même alors, arriver à joindre les deux bouts et mettre un peu d'argent de côté pour l'avenir était, comme le montrent les lettres qu'il échange fréquemment avec Julia sur les questions financières, presque au-dessus de ses forces. Les soucis que lui causaient les problèmes d'argent étaient l'un des nombreux sujets d'anxiété qu'il apprit à dissimuler derrière le masque impassible destiné à ses soldats, à son état-major, à ses supérieurs.

Mais tout le reste de la description témoigne de l'acuité d'observation de l'auteur. S'amuser avec un canif était une habitude populaire typiquement américaine et le dérivatif favori de Grant. Pendant la bataille du Désert (Wilderness), en 1864, Porter le surprit en train de faire des trous dans les gants de coton que lui avait envoyés Julia, pour remplacer les gants de cuir sans élégance qu'elle jugeait indignes d'un général en chef. C'était absolument sans danger et « l'aidait à réfléchir ». Le tabac, en revanche, est probablement ce qui l'a tué. Il fumait la pipe, dans sa jeunesse, et se convertit au cigare par hasard. Un journal qui rendait compte de la bataille de Fort Donelson, en 1862, l'avait décrit parcourant à cheval le champ de bataille, un mégot de cigare entre les dents. Les victoires du Nord étant rares à cette époque, celle de Donelson était une bonne nouvelle : Grant fut submergé par un torrent de cigares envoyés par ses admirateurs (dix mille, selon lui). Il ne fuma désormais plus autre chose et ne s'arrêtait guère de fumer. Le second jour de la bataille du Désert, il se mit en route avec vingt-quatre cigares : « il en alluma un et bourra ses poches avec le reste ». A la fin de la journée, lorsque le général Hancock vint lui rendre visite au quartier général, Grant lui offrit un cigare et « s'aperçut que c'était le dernier qui lui restait. En déduisant ceux qu'il avait offerts de la réserve qu'il avait emportée le matin, on arrivait à un total de vingt cigares environ fumés dans la journée, tous très forts et d'une taille formidable ».

Offrir un cigare était sa manière habituelle de se montrer hospitalier avec ses invités. Une invitation à partager son repas au quartier général, en revanche, n'avait rien de séduisant. La nourriture était très simple, et Grant mangeait, le plus souvent, plus simplement encore que son état-major. Il préférait par-dessus tout les concombres et déjeunait souvent le matin d'un concombre mariné dans le vinaigre, qu'il faisait descendre avec du café. Il détestait la volaille et le gibier (« Je n'ai jamais pu manger quoi que ce soit à deux pieds »), ne pouvait pas supporter la vue du sang, celui des hommes ou des animaux, si bien qu'il fallait que sa viande de bœuf fût carbonisée. Souvent il se contentait d'un fruit, pendant que son entourage se restaurait plus solidement. Ses préférences allaient au menu du soldat (maïs, viande de porc et haricots, avec des galettes de blé noir), mais, bizarrement, il était aussi très friand d'huîtres.

Est-ce que Grant buvait ? Avec une loyauté méritoire, Porter affirme que « la seule boisson qu'on trouvât à sa table, à part le thé et le café, était l'eau […]. Il arrivait de temps en temps, après une dure journée à cheval

dans le mauvais temps, que le général prenne un grog au whisky, le soir, avec les officiers de son état-major ». Cette affirmation est contraire à la vérité. « L'idée que Grant buvait prodigieusement, écrit William Mac Feely, est aussi peu discutée, dans l'histoire américaine, que le repas de dinde que les pères pèlerins auraient fait le jour du Thanksgiving. » La vérité est que Grant était une de ces bêtes noires des prohibitionnistes : non pas l'alcoolique qui s'imbibe régulièrement, mais l'ivrogne intermittent, et d'autant plus spectaculaire. Mac Feely, ainsi que d'autres postfreudiens, pense que le déclenchement des beuveries était de nature sexuelle. Il est hors de doute que Grant a beaucoup bu pendant sa séparation d'avec Julia, de 1852 à 1854, en Californie. Au lendemain de son triomphe à Vicksburg, qui le tint éloigné de Julia pendant deux mois, il se livra à une bamboula si impressionnante qu'il fallut toute la réserve patriotique du reporter du *Chicago Times*, qui mit le général au lit, pour empêcher la chose de paraître dans les journaux. Rawlins, la « conscience » de Grant, prit ensuite le relais, ce qui permet peut-être de comprendre pourquoi sa compagnie était si indispensable au bien-être de Grant. Rawlins était fils d'un alcoolique et haïssait la boisson avec tout le fanatisme d'un membre de la ligue antisaloon ; il n'hésitait jamais à entreprendre Grant pour l'empêcher de boire.

Les accès d'ivrognerie sont le seul élément spectaculaire de la personnalité de Grant. Lorsqu'il était hors des griffes du démon (or, en 1864-1865, il avait en général Julia près de lui), il présentait au monde cette parfaite égalité d'humeur, cette réserve que tous ceux qui ont eu l'occasion de se rendre à son quartier général ont évoquées. Il parlait sans élever la voix (qui était néanmoins remarquablement sonore), évitait toute démonstration de sentiment, accueillait tous ses visiteurs avec la même courtoisie et préférait écouter que parler. Il avait les commérages et les médisances en horreur et avait vite fait de réduire les colporteurs de ragots au silence. Il ne jurait jamais, bien qu'il fût environné de blasphémateurs endurcis, prenait soin de ne jamais réprimander un subordonné en public et, de manière générale, s'efforçait de stimuler ses hommes, plutôt que de les critiquer. Mac Clernand, le général politicien que Halleck lui avait imposé pendant la campagne de l'Ouest, irritait en lui le militaire professionnel, mais il attendit pour le relever de son commandement qu'il eût commis une infraction inexcusable à l'étiquette de l'armée. La faute invoquée était de

celles qui ne laissent aucune place à la discussion, que Grant détestait cordialement.

Sherman, qui avait été son condisciple, était le seul homme que Grant admirât sans réserve, le seul aussi qu'il appelât par son prénom ; Sherman lui rendait la pareille. Lorsqu'il s'adressait à ses autres subordonnés, Grant les appelait par leur grade. Les dépêches qu'il leur envoyait se terminaient en général par « respectueusement », ou « votre dévoué serviteur ». Il ne se montrait pas moins courtois dans ses rapports avec ses supérieurs, civils et militaires. A l'égard de Halleck, dont il considérait, à bon droit, qu'il l'avait traité injustement après les victoires de Fort Henry et de Fort Donelson, il ne se départit jamais d'une réprobation implicite, pleine de dignité. A Lincoln, qui sut comprendre très vite qu'il avait besoin de Grant (« c'est un combattant »), il témoigna toujours le plus profond respect, à titre personnel, et tous les égards qui étaient dus à ses hautes fonctions. Mac Clellan, une outre gonflée de vent, eut l'arrogance d'être candidat à la présidence contre Lincoln en 1864. Grant, le vainqueur couronné de lauriers, n'avait aucune envie de paraître sur la scène politique. Il fut scandalisé d'apprendre que le collège électoral du Missouri l'avait inscrit sur la liste des candidats et réussit, à force de pressions, à faire retirer son nom de la compétition.

Cette même modestie était sensible jusque dans les moindres détails de sa vie d'officier. En avril 1863, il écrivait à Julia pour se plaindre : « Il me manque un domestique qui prenne soin de mes affaires et les emballe lorsque nous déménageons », si bien que « me voici maintenant privé d'un certain nombre d'objets indispensables. J'ai toujours tant à faire lorsque nous quittons un endroit que je ne peux m'occuper moi-même de mes objets personnels ». Le contraste est frappant avec Wellington, entouré de cuisiniers, de valets et de palefreniers, et dont le train personnel était pourtant considéré comme modeste à l'époque. Chacun des officiers de l'état-major devait s'occuper, à tour de rôle, de la cuisine du quartier général. Par la suite, Grant prit à son service un esclave fugitif du Missouri, nommé Bill. Mais Bill s'acquittait de ses fonctions de façon approximative. En février 1863, Grant écrivit à Julia que ses fausses dents avaient été jetées avec l'eau de sa toilette.

Mais le mode de vie de Grant était si spartiate qu'un domestique était presque superflu. Son mobilier se composait d'un lit de camp, de deux chaises pliantes, d'une table de bois. Le tout tenait dans une petite tente.

Une autre, plus grande, lui servait de bureau, une autre encore de mess pour l'état-major. Grant prenait son bain dans un tonneau scié et transportait ses effets personnels dans une seule malle, qui contenait des sous-vêtements, un costume et une paire de bottes de rechange. Son indifférence en matière vestimentaire était proverbiale. Aussi scrupuleux que Wellington lorsqu'il s'agissait de prendre son bain ou de changer de sous-vêtements, il refusait de perdre son temps à changer d'habits. « J'aime mettre un costume lorsque je me lève le matin » – il était le plus rapide à s'habiller de tout l'état-major – « et le garder jusqu'au moment d'aller au lit, sauf s'il faut que je me change pour recevoir mes visiteurs ». Après de longues et pénibles chevauchées, il rentrait souvent mouillé et couvert de boue. Mais il ne faisait rien pour se mettre à l'aise, sauf étendre ses jambes vers le feu, pour faire sécher ses bottes. Heureusement pour lui, il mettait habituellement une tunique de simple soldat, à laquelle il épinglait ses étoiles de général.

La simplicité de langage, de style et de manières de Grant ne devait rien à l'affectation. Elle était profondément enracinée dans son caractère. Si Wellington évitait tout ce qui était cérémonie, théâtre, discours, Grant leur vouait une aversion active, qui ne se démentait jamais. Lorsqu'il arriva à Washington pour y recevoir sa nomination de général en chef, son discours se résuma à ceci : « Messieurs, pour vous répondre, je ne peux rien dire d'autre que vous remercier. » Au cours de sa campagne pour la présidence, en 1867, il réussit presque à ne jamais prendre la parole. Il semble bien qu'il n'ait jamais harangué ses troupes et considérait la chose comme parfaitement inutile. Etrange réticence au sein d'une culture politique qui ruisselle littéralement d'éloquence et qui ne compte plus ses orateurs célèbres !

Son attitude tenait en partie à son tempérament. Mais elle peut avoir été renforcée par la piètre opinion qu'il avait des généraux politiciens, grands faiseurs de discours, que le système des partis lui infligeait régulièrement. Par ailleurs, n'étaient-ce pas les discours qui étaient en grande partie responsables de la situation présente du pays, à laquelle il était précisément chargé de mettre fin ? C'est peut-être pour la même raison qu'il détestait les cérémonies et le théâtre. Dans une Amérique qui ignorait la monarchie, tous deux évoquaient avant tout la politique. La parade électorale était la seule forme de cérémonie publique qu'eussent connue la plupart des Américains. Pour ce qui était des défilés militaires, ses armées, trop novices, en étaient incapables, sauf à se couvrir de ridicule.

Il y avait cependant un talent, traditionnellement lié au commandement militaire, où Grant excellait et qu'il était fier d'exhiber. C'était un cavalier hors pair. Il était, de loin, le meilleur de sa promotion à West Point ; en campagne, il distançait invariablement son état-major, sans faire le moindre effort, et il montait toujours des chevaux que personne d'autre ne pouvait maîtriser. Cincinnati, son préféré, mesurait dix-sept paumes et demie et le porta de Chattanooga jusqu'à la fin de la guerre. Mais ses prédécesseurs (Jack, Fox, Kangaroo et Jeff Davis) ne manquaient pas non plus de tempérament, et le besoin qu'éprouvait Grant de les éreinter lui valut plus d'une fois des ennuis. Une nuit, pendant la bataille de Shiloh, alors qu'il montait Fox, celui-ci tomba, et il se trouva pris sous son cheval, d'où de sérieuses contusions. Heureusement, la chute avait eu lieu sur un sol meuble. En août 1863, son cheval fit un écart à la vue d'un tramway. Il fut projeté sur la chaussée et dut s'aider de béquilles jusqu'en octobre.

Fort heureusement pour l'Union, ce sont les seules blessures qu'il ait reçues pendant toute la guerre. Sa santé, lorsqu'il était en campagne, était en général excellente, fait d'autant plus remarquable que son campement et sa nourriture étaient très rudimentaires. Comme Wellington, il dormait sans effort, quelles que fussent les circonstances, se couchait tôt, en général, et réussissait toujours à obtenir les huit heures de sommeil dont il avait besoin. Il attrapa un rhume de poitrine après Fort Donelson, se plaignit à Julia, en avril 1863, de ses hémorroïdes, souffrit de dérangements d'estomac à la veille de Shiloh et pendant le siège de Petersburg, il fut terrassé, enfin, par une migraine nerveuse pendant les longues heures de tension qui précédèrent la reddition de Lee à Appomattox. Mais, le plus souvent, il se réjouissait d'un bien-être physique inhabituel. « Je me sens bien, mieux que je ne l'ai été pendant des années, écrivait-il à Julia en mars 1863. Tout le monde fait des remarques sur ma bonne mine. Jamais je ne me mets à table sans appétit, ni ne me couche sans pouvoir m'endormir. » Trois semaines plus tard, dans les marais du Mississippi, alors que la fièvre menaçait l'armée qu'il faisait avancer, pas à pas, en direction de Vicksburg : « Je ne me suis jamais trouvé en meilleure santé, je ne me suis jamais senti mieux que depuis que je suis ici. »

La vérité, c'est que la guerre (ou, plus précisément, la guerre de Sécession) lui allait bien. Il déplorait les souffrances qu'elle infligeait à ses concitoyens. Il était profondément peiné chaque fois qu'il rencontrait des blessés ou des morts, et la vue du sang le révoltait. Il n'avait aucun goût

pour la gloire militaire au sens habituel, pour les défilés, les triomphes, les honneurs et les récompenses qui l'accompagnent. Il avait horreur des foules, il fuyait les chasseurs de célébrités comme la peste et marmonnait des réponses incompréhensibles lorsqu'il recevait les remerciements du Congrès. En toute sincérité, il n'ambitionnait aucun poste élevé et ne désirait rien de plus, après la victoire, qu'une retraite paisible en qualité de gentleman-farmer. Mais tant que la guerre durait, il tirait une profonde satisfaction des capacités insoupçonnées qu'il avait découvertes en lui-même : il avait conscience de faire la guerre comme elle devait être faite. D'autres, pendant ce temps, s'amusaient à faire de la théorie, d'après leurs souvenirs d'école, singeaient leurs homologues européens ou chaussaient les bottes de Napoléon. Grant ne s'intéressait qu'à des tâches pratiques : porter la guerre chez l'ennemi, faire supporter à ses civils le fardeau du conflit qu'ils avaient infligé à la république, et soutenir, chemin faisant, le moral d'une armée d'électeurs qui se battait pour le respect de la Constitution. Il savait que la partie ne pouvait être gagnée au moyen de stratégies subtiles, esquive, blocus, manœuvres, mais seulement en combattant. Comment Grant combattait-il ?

Grant le combattant

« J'ai besoin de cet homme », avait dit Lincoln en parlant de Grant. « C'est un combattant. » Il ne se trompait pas. L'aumônier Eaton, un émissaire du président, trouva que le général, au printemps 1863, « semblait une demi-douzaine d'hommes condensés en un ». Il portait une vieille veste de toile brune et un pantalon usé jusqu'à la corde par le contact permanent de la selle : « Ses vêtements mêmes, ainsi que les pattes d'oie sur ses tempes, portaient témoignage de l'acharnement qu'il mettait à remplir sa mission. »

Mais Grant combattait d'une façon que ni un héros, comme Alexandre, ni un antihéros, comme Wellington, n'auraient considérée comme digne d'un soldat. « S'il avait consacré toute son énergie à éviter la mise en scène, il n'aurait pas fait mieux », disait de lui le général Lew Wallace, son subordonné à Shiloh. Aux yeux de Grant, tout ce qui rappelait le théâtre était anathème. Le correspondant du *New York World* auprès de l'armée de Vicksburg écrivait : « Il s'efforce d'en dire et d'en faire le moins possible devant ses hommes. Pas d'étalage à la Napoléon, aucune ostentation, pas de

discours, pas de boniment superflu. » Ses soldats, de leur côté, écrivait Galway, le reporter du *New York Times*, « ne le saluent point, ils se bornent à le regarder, avec une sorte de familiarité mêlée de respect. [Ils] le voient venir, se lèvent et se rassemblent de part et d'autre du chemin pour le regarder passer ».

Grant chevauchait seul, d'habitude, et il était seul, le plus souvent, sur le champ de bataille, comme Wellington à la fin de Waterloo. Mais, contrairement à Wellington, et, à plus forte raison, contrairement à Alexandre, il ne voyait pas la nécessité de partager les risques que courait le soldat. Grant aurait probablement essayé d'esquiver la question : toujours en tête ? ou quelquefois ? ou jamais ? Mais s'il avait été acculé à répondre, il aurait sans doute proféré, à contrecœur : « Jamais, si je peux l'éviter. »

Il aurait pu se justifier en expliquant que la guerre était devenue une affaire trop sérieuse pour qu'on ne la confiât *pas* à un général. Les capitaines, les colonels, même les généraux de brigade pouvaient se faire tuer à la tête de leurs hommes. La place du commandant en chef était hors de portée du feu ennemi, qui, depuis l'adoption du fusil à canon rayé, balayait le champ de bataille avec une densité et une portée telles que la façon qu'avait Wellington de s'exposer serait devenue suicidaire. « Ce sont des balles », dut expliquer Rawlins au payeur de Grant, qui croyait que le bruit dans les arbres, au-dessus de sa tête, était causé par la pluie tombant sur les feuilles. Les balles, des Minié pesant près de deux onces[6], pouvaient être projetées à près de mille mètres, et, même alors, infligeaient les pires blessures par arme à feu individuelle de toute l'histoire de la guerre.

Grant prit l'habitude de s'arrêter juste au bord de ce que les tireurs appellent « la zone exposée ». A Shiloh, le second jour, il rassembla quelques régiments à un endroit où il sentait que le front confédéré était sur le point de se rompre. « Je leur fis prendre une formation de combat et les fis avancer. […] Lorsque nous fûmes arrivés *à portée de fusil* [les italiques sont de moi, J.K.], je m'arrêtai et laissai passer les troupes, écrit Grant. On donna l'ordre *Chargez !*, qui fut exécuté avec de bruyantes exclamations, et au pas de course. C'est alors que les derniers soldats ennemis lâchèrent pied. »

Grant ne réussissait pas toujours à éviter le danger. Plus tard, le même jour, il chevauchait en compagnie de deux officiers de l'état-major, lorsqu'ils se mirent, par inadvertance, à portée de quelques tireurs confédérés. Ils firent aussitôt demi-tour et s'enfuirent au galop, mais ils

étaient restés sous le feu ennemi pendant une minute, d'après les calculs de Grant :

> Lorsque nous fûmes en lieu sûr, nous fîmes halte pour évaluer les dégâts. Le cheval de Mac Pherson haletait comme s'il allait tomber. A l'examen, on constata qu'il avait été frappé par une balle en avant de la cuisse, juste derrière la selle, et qu'elle l'avait traversé de part en part. Quelques minutes plus tard, la pauvre bête s'écroulait, morte. Jusqu'à ce que nous fassions halte, rien ne permettait de soupçonner qu'elle fût blessée. Une balle avait touché le fourreau métallique de mon épée, juste au-dessous de la garde, le cassant presque. Avant que la bataille fût terminée, il cassa définitivement. Nous étions trois. L'un avait perdu un cheval, l'autre un chapeau, le troisième un fourreau d'épée. Nous étions tous reconnaissants que ce n'eût pas été pire.

A Petersburg, le 27 octobre 1864, les choses faillirent bien tourner au plus mal. Grant était à cheval avec un adjoint, lorsqu'« un obus explosa juste au-dessous de l'encolure de son cheval. L'animal releva la tête et se cabra, et l'on crut qu'il était touché, ainsi que son cavalier. Il n'en était rien, mais le cheval s'emmêla dans des fils télégraphiques rompus qui gisaient à terre, et, en s'efforçant de se libérer, il empêchait le général de se mettre à l'abri ». Il fallut quelque temps avant qu'on parvînt à le démêler, et il se rendit alors « dans un endroit moins exposé ». Il avait déjà couru des dangers analogues à Vicksburg, le 10 mai 1863, et la situation devait se reproduire le 29 septembre 1864 à Fort Harrison. Les deux fois, un obus explosa près de lui, alors qu'il était assis en plein air, en train de rédiger une dépêche. Son sang-froid fit dire à un témoin, un deuxième classe du 5^{e} régiment du Wisconsin : « Ulysses n'a pas la tremblote pour un sou. »

En effet, il n'avait pas peur. Jamais personne ne mit en cause son courage physique et moral. Il ne craignait pas plus d'être fait prisonnier que d'être assassiné, deux risques auxquels il fut exposé à différents moments. Le 23 juin 1862, alors qu'il chevauchait dans une région qui favorisait nettement les confédérés, il n'échappa que par un coup de chance à une embuscade. Le 9 août 1864, pendant le siège de Petersburg, il se trouva à proximité d'une « machine infernale », placée dans un dépôt de munitions par un sudiste infiltré. Mais, bien que Porter eût pris de son propre chef, après cet attentat, des précautions contre des assassins éventuels, Grant refusa la prudence. En tant que chef d'une armée populaire, il lui était tout aussi impossible de se dérober à la population, au sein de laquelle il faisait la guerre, qu'à Lincoln de se dérober à la nation au nom de laquelle cette guerre était menée. Le mépris qu'ils partageaient du danger d'assassinat par un tueur du camp ennemi fut à deux doigts de les faire périr ensemble. C'est

le peu de goût que Grant avait pour les apparitions en public qui lui fit décliner l'invitation du président à venir le rejoindre dans la loge où Lincoln fut assassiné.

Cependant, puisque Grant se refusait à entraîner ses soldats par l'exemple, il fallait bien trouver d'autres moyens. Quels étaient-ils ? D'abord et avant tout, le message écrit, souvent transmis par télégraphe. L'adoption du télégraphe était à l'origine de la première transformation technique indiscutable qu'eût connue le commandement depuis les débuts de la guerre organisée. Saint-Arnaud, qui commandait les troupes de Napoléon III en Crimée, voyait là la fin du rôle du général. Il perdrait toute indépendance sur le terrain, dans la mesure où son quartier général serait relié directement au gouvernement. Son inquiétude s'est révélée sans fondement : les gouvernements n'ont pas tardé à s'apercevoir que le télégraphe, même s'il leur permettait de se mêler des affaires militaires, ne leur donnait pas le pouvoir d'apprécier la situation. L'homme qui se trouvait sur place restait le mieux informé, et c'est encore vrai à notre époque de « renseignements en temps réel » et d'observation par satellite ou par missile télécommandé.

En revanche, si le télégraphe ne pouvait pas faire des hommes politiques des généraux, il ouvrait d'immenses possibilités au commandant en chef, capable désormais de recueillir l'information, de faire venir des renforts, de redéployer ses forces et de coordonner les mouvements d'unités très éloignées les unes des autres, le tout avec une rapidité inconnue jusqu'alors. « Pendant toute l'année 1864 », par exemple, « il ne se passa pour ainsi dire pas un jour sans que Grant eût sous les yeux le rapport de Sherman sur sa situation, bien qu'ils fussent séparés, à certains moments, par plus de deux mille cinq cents kilomètres de ligne télégraphique ». Grant était alors bloqué devant Petersburg, tandis que Sherman poursuivait sa marche à travers la Géorgie. En outre, la ligne télégraphique qu'ils utilisaient n'était qu'une partie du réseau dont pouvaient disposer les armées. Inventé en 1844, commercialisé seulement en 1847, le télégraphe s'étendait déjà sur un réseau de plus de quatre-vingt mille kilomètres aux Etats-Unis en 1860. Cette invention américaine était indispensable aux Américains, comme allaient l'être, plus tard, les lignes aériennes intérieures : le moyen de transformer une diaspora à l'échelle du continent en une société homogène. Le réseau télégraphique continua à s'étendre à vive allure pendant la guerre de Sécession. Au début, c'était le corps des

Transmissions qui était chargé de le faire fonctionner pour les besoins de l'armée. Comme il en était incapable, les armées se rabattirent sur les compagnies commerciales dont les lignes épousaient le tracé des chemins de fer. Elles furent, pour finir, réquisitionnées par les militaires dans les zones d'opérations.

Lorsque c'était nécessaire pour des raisons tactiques, les transmissions mettaient en place des embranchements à partir des lignes principales. Certains transmetteurs étaient devenus « si habiles, raconte Sherman, qu'en coupant le fil, ils arrivaient à prendre un message avec leur langue, même s'il provenait d'un émetteur éloigné ». La longueur de ces embranchements, réalisés avec des fils isolés, suspendus aux arbres ou à des perches disposées à cet effet, ne pouvait dépasser une dizaine de kilomètres. Mais les transmissions de Grant étaient arrivées à un tel degré d'efficacité que les lignes permanentes progressaient presque au même rythme que l'armée elle-même. Un témoin, qui lui rendit visite à son quartier général de Nashville, en 1863, constata qu'il « avait un télégraphe dans son bureau et passait une grande partie de son temps à correspondre par fil avec tous les corps qui se trouvaient sous ses ordres ».

Les récits de Grant lui-même montrent bien toute l'importance qu'avait à ses yeux ce moyen de communication. « Le quartier général », écrit-il dans ses *Mémoires*, en parlant de la campagne du Tennessee, en 1862, « était relié [par télégraphe] à tous les points qui se trouvaient sous mes ordres ». Sa dépêche au général Washburn, près de Vicksburg, le 10 juin 1863, se terminait par : « On vous a envoyé d'ici des appareils télégraphiques et un opérateur. » « Poursuivez l'ennemi, où qu'il aille, sans relâcher un instant votre vigilance », faisait-il transmettre à Grierson, le spécialiste des raids de cavalerie, en décembre 1862, « et rendez compte chaque fois que vous serez à portée d'un bureau du télégraphe ». Plus tard, le même mois, il envoyait un message à Mac Clernand : « Le télégraphe fonctionnera probablement dès demain, et le chemin de fer dans cinq jours. » Le lendemain, 26 décembre, il en expédiait un autre, qui constitue un excellent échantillon de son style télégraphique :

> Van Dorn est allé à Bolivar, poursuivi par notre cavalerie, puis s'est dirigé vers le sud-est, en passant par Salisbury et Ripley. A ce moment-là, notre cavalerie était toujours sur ses traces, et nous avons eu des nouvelles depuis. Ceci se passait hier. Ils se trouvent maintenant près de Grenada. Deux transfuges de Van Dorn sont arrivés aujourd'hui. Ils l'ont quitté hier soir à dix heures, à quinze kilomètres au nord de New Albany, et il a continué vers le sud. S'il y a de la cavalerie au nord de la Hatchie, c'est sans doute une

> petite bande d'irréguliers. Envoyez des wagons à Davis Mills et je vous donnerai quatre régiments supplémentaires. Ramassez tout le bacon, le bœuf, les porcs et les moutons que vous pourrez trouver chez les planteurs. Donnez des chevaux à tous les fantassins que vous pourrez, et chassez Forrest à l'est du Tennessee.

Le mélange de faits bruts, d'hypothèses solidement étayées et d'ordres péremptoires qu'on trouve dans ce message montre bien l'abondance de renseignements qui affluaient au quartier général de Grant, et, par là même, le rôle essentiel du télégraphe dans ses méthodes de travail. C'est aussi un témoignage de la révolution que le télégraphe avait apportée dans les tâches du commandant en chef. Nous savons que Wellington (pour Alexandre, nous en sommes réduits aux conjectures, mais les moyens employés pour réunir les renseignements ou transmettre les ordres n'avaient guère changé, malgré les siècles qui les séparent) se plaignait constamment des délais d'acheminement des dépêches et de ne pas savoir à quel moment le message avait été expédié : il était impossible, par conséquent, de savoir si l'information qu'il contenait était toujours valable. Le duc confia, par exemple, à un témoin, pendant le bal de la duchesse de Richmond, que Blücher, pour l'avertir de l'invasion de Napoléon, lui avait envoyé l'officier le plus gros de son armée : il lui avait fallu trente heures pour parcourir trente miles[7]. Les opérateurs du télégraphe, qui faisaient figurer automatiquement une « heure de transmission » (heure qui était, de surcroît, automatiquement synchronisée sur l'ensemble du réseau) dans le préfixe de tous les messages, pouvaient bien manger jusqu'à devenir plus larges que hauts sans retarder en quoi que ce soit l'acheminement des télégrammes.

Bien entendu, le télégraphe ne donnait aucun avantage particulier à Grant : tous les autres généraux, nordistes ou sudistes, s'en servaient également. Il était simplement plus doué que d'autres, à cause notamment de sa foi dans les « progrès » de l'art militaire, qui tenait une place essentielle dans son style de commandement. Ses autres talents étaient beaucoup plus traditionnels. Comme Wellington, qui devinait toujours mieux que ses officiers ce qu'il y avait « de l'autre côté de la butte », Grant avait un sens très aigu de la topographie. Il avait toujours eu une passion pour les cartes, qui étaient aussi, bien entendu, plus faciles à se procurer au XIX^{e} siècle qu'au XVIII^{e}, même dans un pays cartographié depuis peu comme l'Amérique du Nord. A West Point, on enseignait la cartographie et on formait des ingénieurs topographes, qui jouèrent un rôle de premier plan dans la couverture cartographique des Etats-Unis. Grant collectionnait les

cartes et eut l'occasion, au Mexique, de fournir des renseignements cartographiques qui leur manquaient à Scott, à Taylor et, par hasard, à Robert E. Lee. Porter, qui fut officier d'état-major pendant les campagnes de 1864-1865, observa qu'il lui suffisait d'avoir vu une carte pour qu'elle fût « comme photographiée de façon indélébile dans son cerveau, et il était capable de se remémorer ses caractéristiques sans avoir besoin de s'y reporter. De plus, il avait une sorte d'intuition innée de la topographie […] et n'était jamais si à l'aise que lorsqu'il lui fallait trouver son chemin d'après le cours des rivières, le profil des hauteurs et les grandes lignes du paysage ». De là, sa répugnance bien connue à « rebrousser chemin », qu'il était le premier à reconnaître. Porter remarqua qu'il « essayait toutes sortes de raccourcis, traversait des cours d'eau à gué et franchissait des haies sans nombre pour arriver jusqu'à la route, plutôt que de revenir sur ses pas et de recommencer depuis le début ». Cette course d'obstacles lui réussissait presque toujours.

L'intelligence de Grant n'était pas seulement d'ordre graphique. Il possédait également une connaissance analytique des campagnes militaires passées. Bien qu'il insistât souvent sur les progrès de l'art militaire, ses collègues officiers se rappelaient que, pendant son séjour, si pénible, comme capitaine en Californie, il s'était montré capable de reconstituer l'ensemble des opérations au Mexique « comme s'il avait tout cela dans la tête ». Lorsqu'il fut affecté dans l'Est, en 1864, il confia à Porter qu'il avait pris le temps de suivre, dans les moindres détails, les combats de Virginie. Alors qu'il faisait le tour du monde, en 1877, avec John Russell Young, il expliqua à son compagnon, avec beaucoup de précision, les campagnes de Napoléon de Marengo à Leipzig.

L'étude des campagnes militaires avait développé en lui le plus précieux de tous ses talents, celui de lire dans l'esprit de ses adversaires. Il a raconté lui-même comment il se découvrit cette aptitude, et comment il apprit à s'y fier. Au tout début de la guerre, alors qu'il était colonel du 21^{e} régiment de l'Illinois, il marcha contre un régiment confédéré qui opérait dans la région. Il pensait le trouver prêt à engager le combat : aussi n'allait-il de l'avant que parce qu'il n'avait pas « le courage moral de faire halte ». Lorsqu'il découvrit que l'ennemi avait décampé, « mon cœur revint en place. Il me vint aussitôt à l'esprit qu'il avait eu aussi peur de moi que moi de lui. C'était un aspect de la question que je n'avais jamais envisagé auparavant, mais que je n'allais jamais oublier par la suite. Depuis lors, et

jusqu'à la fin de la guerre, jamais je n'ai éprouvé de frayeur au moment d'affronter l'ennemi ».

Mieux, il commença à entrevoir de quelle façon l'adversaire allait réagir à ses propres initiatives, et même quelles allaient être ses décisions, indépendamment des manœuvres nordistes. Pendant la bataille de Fort Donelson, il eut avec un membre de son état-major une conversation qu'il raconte dans ses *Mémoires* : « Certains de nos hommes sont sérieusement démoralisés, mais l'ennemi doit l'être plus encore, car il a essayé de faire une sortie et il a été repoussé. Le premier qui attaquera remportera la victoire, et il faudra que l'ennemi se dépêche s'il veut arriver avant moi. » Pendant la bataille de Shiloh, nombre de ses régiments s'étaient complètement effondrés, et son collègue Buell, pris de panique, pensait que l'armée devait battre en retraite. Grant sut mieux apprécier la situation : si Buell « avait dû traverser les arrières des confédérés, il aurait assisté à des scènes analogues à ce qui se passait chez nous. Ce n'est pas lorsqu'on se trouve loin à l'arrière d'une armée en pleine bataille qu'on est le mieux placé pour juger de la situation sur le front ». Il passa outre aux appréhensions de Buell, fonça vers la victoire et « apprit par la suite que la panique sur les arrières des confédérés n'avait guère été différente de ce qu'elle avait été chez nous ». Bref, il avait eu raison.

Il lui arrivait d'avoir tort. Au cours des manœuvres qui précédèrent la bataille de Vicksburg, il acquit la conviction que Pemberton allait l'attaquer dans un endroit nommé Clinton : il avait intercepté un ordre dans ce sens émanant du supérieur de Pemberton. Mais Pemberton préféra se fier à son jugement et considéra que l'ordre était inapplicable. Grant était donc dans l'erreur, chose rare et qui s'expliquait dans ce cas parce qu'il connaissait Pemberton : celui-ci avait tendance à obéir plutôt qu'à suivre son intuition. Mais, le plus souvent, Grant estimait ses condisciples de West Point et ses camarades de l'armée à leur juste valeur. Il ne partageait pas la bonne opinion qu'on avait en général d'A. S. Johnston, son adversaire à Shiloh ; quant à ses adversaires de Fort Donelson, il en pensait pis que pendre. « Floyd, le commandant en chef, […] avait assez de talent pour exercer n'importe quelle profession dans le civil, [mais] ce n'était pas un soldat, et n'avait sans doute pas les qualités nécessaires pour en devenir un […]. Pillow, qui commandait en second, était plein de suffisance. Je le connaissais du Mexique, et je pensais qu'à la tête d'une troupe, aussi petite fût-elle, je pourrais approcher à portée de fusil d'une position qu'on lui

aurait donnée à tenir, aussi forte qu'elle fût. » Lee, qu'il respectait et qui le respectait (Longstreet l'avait averti que Grant n'était pas « un homme que nous pourrions nous permettre de sous-estimer »), était plus difficile à déchiffrer. Mais, en fin de compte, Grant réussit à pénétrer dans son esprit et à prévoir ses mouvements les uns après les autres. Appomattox fut une victoire morale autant que matérielle.

Pour lire dans l'esprit de ses adversaires, Grant ne se fiait pas uniquement à la divination. Il attachait un grand prix aux renseignements objectifs et cherchait à en recueillir auprès de sources très variées. Lorsqu'il opérait en territoire sudiste, comme ce fut le cas le plus souvent, il ne pouvait compter sur les habitants pour lui en fournir – à moins qu'ils ne fussent noirs. « Je viens d'apprendre d'un [esclave fugitif] digne de foi », disait-il dans un télégramme envoyé à Washington le 27 mars 1863, « que la plupart des troupes de Vicksburg sont en train de quitter la ville pour le Yazoo, en n'y laissant pas plus de dix mille hommes ». Mais les aubaines de ce genre étaient rares. « Nous nous trouvions dans une région », écrit-il à propos de la campagne de 1862 dans le Tennessee, « où presque toute la population […] nous était hostile et sympathisait au contraire avec la cause que nous combattions. L'ennemi n'avait donc aucun mal à se tenir informé aussitôt de nos moindres mouvements. Inversement, nous étions obligés d'aller chercher nos renseignements en force, et même ainsi, nous revenions souvent bredouilles ». « En force » signifie ici une reconnaissance de cavalerie, mais il recueillait également des renseignements par des espions et dans la presse. « J'ai un homme très sûr maintenant en Louisiane », écrivait-il de Vicksburg, en juin 1863, à l'amiral Porter, « qui n'a pas d'autre mission que de découvrir quels sont les ordres que Smith, Price, etc., sont en train d'exécuter ». Néanmoins, l'espionnage, pendant la guerre de Sécession comme pendant toute autre guerre, fournissait des informations douteuses par nature. Dans un conflit où il était impossible de distinguer les amis des ennemis, les agents doubles foisonnaient, et ceux que leur caractère rendait désireux d'exercer cette profession très particulière se méprenaient souvent sur le côté auquel allaient réellement leurs sympathies. La presse, envers laquelle Grant, quoique démocrate, nourrissait à juste titre une profonde méfiance, pouvait se montrer, à l'occasion, plus digne de foi. C'est grâce à un exemplaire, saisi chez l'ennemi, d'un journal sudiste, que Grant apprit « la réussite totale du raid du colonel Grierson au cœur de la Confédération ».

L'objectif principal du raid de Grierson était de mettre à mal le réseau ferré de la Confédération : les chemins de fer (et les cours d'eau) étaient, en effet, les lignes de force du conflit pendant la guerre de Sécession. Avant même le début de la guerre, l'économie américaine était essentiellement ferroviaire. En 1861, le réseau comptait près de cinquante mille kilomètres de voies ; la presque totalité (moins quinze mille kilomètres) se trouvait dans des Etats qui allaient rester fidèles à l'Union. Comme les trois premières années de guerre de Grant se sont déroulées dans le Sud, sa stratégie s'appuya d'abord sur les cours d'eau, plutôt que sur les chemins de fer. Ce fut même l'aisance avec laquelle il utilisait les voies fluviales qui le fit d'abord remarquer pour ses talents de chef exceptionnels. Mais le point culminant de ses opérations dans le Sud, la victoire de Chattanooga, tirait toute sa signification du fait qu'elle coupait la « liaison Chattanooga-Atlanta » (le tronçon qui reliait l'un à l'autre les réseaux confédérés situés respectivement à l'ouest et à l'est de la chaîne des Appalaches). Et même alors qu'il opérait le long des cours d'eau du Cumberland et du Mississippi en 1862-1863, il avait systématiquement employé les chemins de fer comme moyen de transport auxiliaire, afin d'assurer la mobilité stratégique, et même tactique, de ses troupes.

Les chemins de fer occupaient une des premières places sur la liste de ce qui, selon Grant, permettait le « progrès » dans l'art de la guerre, et sa correspondance abonde en instructions rigoureuses et précises sur la manière de les utiliser. Le 3 janvier 1863, il envoyait des instructions à un commandant de division sur la nécessité de continuer à faire fonctionner le chemin de fer Memphis-Charleston : « On a entendu dire à certains citoyens de Memphis qu'on était résolu à ne pas nous laisser utiliser la ligne ME-CH – qu'il serait plus facile de couper la voie ferrée et de forcer notre armée à venir s'approvisionner à Memphis que de venir ici affronter le gros de nos troupes. Je suis fermement résolu à faire fonctionner cette voie ferrée aussi longtemps qu'elle nous sera utile, et, s'il le faut, je déporterai jusqu'à la dernière famille […] entre les rivières Hatchie et Cold Water […]. Je veux que, pour chaque coup de main (même s'il échoue) dirigé par la guérilla contre le chemin de fer, dix familles parmi les sécessionnistes les plus notoires soient envoyées dans le Sud. » Il était tout aussi catégorique, et impitoyable, lorsqu'il s'agissait d'empêcher l'armée confédérée de se servir des chemins de fer. « Faites brûler ce qui reste du pont de la Black River », écrivait-il à un commandant local le 29 mai 1863. « Faites rassembler dans

votre camp les pièces ramassées par les Noirs, ainsi que par vos troupes. Faites démonter tout ce que vous pourrez de voie ferrée à l'est de la rivière. Faites empiler les traverses, puis mettez-y les rails, et faites-les brûler. Partout où vous trouverez un pont ou un ouvrage sur chevalets […], faites-les détruire. Allez aussi loin à l'est que vous pourrez, et détruisez de manière efficace les voies [ferrées], en particulier les rails. » Grant se montre ici sans pitié. En faisant chauffer les rails au rouge sur un brasier de traverses, on pouvait faire passer des barres à mine dans les orifices prévus pour les boulons à chaque extrémité, puis les tordre en tire-bouchon, de telle façon que rien ne pourrait les redresser, sauf un passage dans le laminoir. Comme le Sud ne possédait qu'un laminoir, les Forges de Tredegar, situées à l'extrême nord-est, près de Richmond, en Virginie, les rails sabotés de cette manière devenaient pratiquement irréparables.

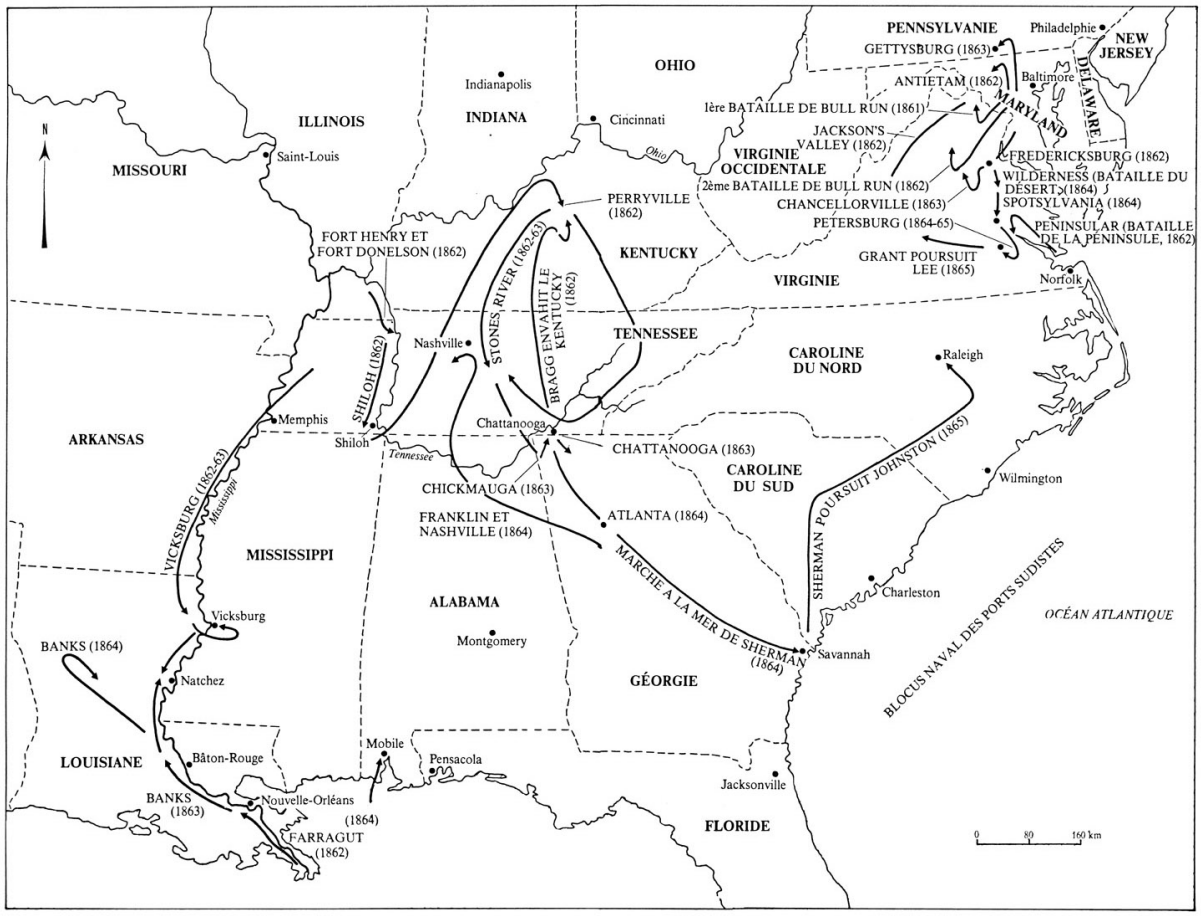
Pendant la campagne de Vicksburg, Grant utilisa le chemin de fer comme auxiliaire de la voie d'eau, « faisant avancer un (parfois deux) corps d'armée en même temps pour atteindre des points désignés à l'avance, parallèlement au chemin de fer, et à une distance de seulement dix à quinze kilomètres de celui-ci ». C'était de la logistique extrêmement raffinée, car ainsi ses convois de mules ou de chariots tirés par des chevaux n'étaient jamais à plus d'une journée de marche des points de chargement. Contrairement aux caravanes d'Alexandre (ou de Wellington), ils n'avaient donc pas besoin de consommer leur chargement et n'étaient pas plus fatigués que des chevaux de trait faisant des livraisons en ville.

Cependant, la véritable originalité de Grant en matière de logistique se trouve ailleurs. Au cours de ses deux premières années de commandement, il avait calculé sa marche en fonction des cours d'eau. C'était là une technique qui n'avait rien de bien difficile pour un homme élevé dans le bassin du Mississippi – dans cette région où le « père des eaux » et ses affluents (l'Ohio, le Tennessee, le Cumberland et le Missouri) avaient été des axes de colonisation et des voies commerciales depuis que les pionniers, français et anglais, avaient pénétré pour la première fois dans l'intérieur du continent, au XVII^{e} siècle. Mais les cours d'eau, comme les chemins de fer, limitent presque autant la liberté d'action du stratège qu'ils la favorisent. Leur tracé détermine les endroits où une armée qui se rend dépendante de l'approvisionnement par eau peut aller et ceux qui lui sont interdits. Les confédérés avaient tiré parti de ces limitations en s'emparant des goulets d'étranglement des fleuves (Fort Henry et Fort Donelson, Port

Hudson, Vicksburg), et en forçant les troupes de l'Union à prendre, en quelque sorte, le pays à contre-fil, au lieu de foncer le long des lignes de moindre résistance du relief. Grant voulut déjouer leurs calculs : il passa une bonne partie du printemps 1863 à explorer, sans résultat, des cours d'eau perdus, à la recherche de raccourcis. Il fut amené pour finir à entreprendre le creusement d'un canal, labeur gigantesque, qui couperait la boucle de Vicksburg du Mississippi et lui permettrait de l'éviter.

Aucun de ces expédients ne réussit. C'est pourquoi, en 1863, il arriva à une conclusion d'une importance capitale. « Je décidai pour finir de ne plus avoir [de lignes de communication] – de trancher les liens qui m'attachaient à mes bases et de faire avancer toute mon armée sans aucune liaison avec l'arrière. » Il avait déjà fait l'expérience de cette tactique audacieuse, et les résultats avaient été encourageants. « Il faut se souvenir, écrit-il non sans faire une entorse à la vérité, qu'à l'époque dont je parle, il n'était pas encore prouvé qu'une armée pût opérer en territoire ennemi, en s'approvisionnant sur l'ennemi. » Il oubliait que Napoléon, par exemple, avait fait vivre l'armée française sur le pays en Espagne et ailleurs. Mais on n'avait jamais essayé cette technique dans un pays aussi productif que les Etats-Unis, et les résultats furent stupéfiants. « Je fus confondu de voir l'abondance de vivres fournis par la région », écrit-il à propos de sa première expérience, en novembre 1862. « C'était la preuve que nous aurions pu vivre sur le pays pendant deux mois, au lieu de deux semaines, sans outrepasser les limites fixées. Je tirai profit de la leçon à un moment ultérieur de la campagne, quand notre armée put subsister pendant vingt jours, alors que l'intendance n'avait délivré que pour cinq jours de vivres. »

LES THÉÂTRES D'OPÉRATIONS DE LA GUERRE DE SÉCESSION (1861-1865)



A cette stratégie qui obligeait l'ennemi à lui fournir ce dont il avait besoin, il ajouta un raffinement supplémentaire : empêcher les confédérés de se procurer ce dont ils avaient besoin. Déjà, en novembre 1862, il avait obligé les civils sudistes, mourant de faim dans une région où il avait tout dévoré, « à se déplacer de vingt-cinq kilomètres vers l'est, ou vers l'ouest, et à finir d'y manger ce que nous avions laissé ». Pendant le siège de Vicksburg, il envoya son adjoint, Blair, dans les environs, qui étaient « riches et regorgeaient de nourriture et de fourrage. [Il] avait pour instructions de faire main basse sur tout. Le bétail devait être réquisitionné pour les besoins de l'armée, les vivres et le fourrage consommés par nos troupes ou détruits par le feu ». C'étaient des mesures que d'autres généraux avaient prises avant lui, Marlborough par exemple, lorsqu'il avait dévasté la Bavière dans l'été 1704. Mais le but de Marlborough était d'obliger les Français à livrer bataille. Grant était strictement matérialiste.

« La rébellion, expliquait-il à un de ses commandants de division en avril 1863, a pris désormais une forme telle qu'elle ne peut plus se terminer que par la soumission complète du Sud ou le renversement du gouvernement. C'est notre devoir, par conséquent, d'user de tous les moyens pour affaiblir l'ennemi, en les privant des moyens de cultiver leur territoire […]. Vous inciterez tous les Noirs, et en particulier les mâles d'âge mûr, à rejoindre nos lignes [et] vous détruirez ou rapporterez avec vous tout le maïs et les bovins que vous pourrez. »

La stratégie qui consistait à opérer « sans bases » était d'une extrême audace – au point d'alarmer jusqu'à Sherman, le protégé de Grant, qui allait, un an plus tard, la pousser à des extrémités que Grant lui-même n'avait jamais envisagées. Vers la fin mai 1863, Sherman demanda à Grant une audience privée et le mit en garde : « Je me mettais volontairement dans une situation qui remplirait l'ennemi de joie, même s'il lui fallait une année de manœuvres pour y arriver. » Récitant, comme un manuel, la théorie de Jomini, Sherman affirma que c'était « un axiome de l'art de la guerre que toute armée importante qu'on faisait marcher contre l'ennemi devait opérer à partir d'une base d'approvisionnement ». Grant resta imperturbable. « Je répondis à ceci que le pays était déjà démoralisé par le manque de victoires […], que si nous revenions sur nos pas, la population en serait si découragée que nos bases ne nous serviraient à rien […]. Le problème qui se posait à nous était donc d'aller de l'avant vers une victoire décisive, sinon notre cause serait perdue. Comme on n'enregistrait aucun progrès sur les autres fronts, force nous était de continuer. »

Pour amener son armée sur le champ de bataille, Grant se servait donc des cours d'eau et des chemins de fer, et c'est grâce à ses espions, à ses éclaireurs et au télégraphe qu'il se tenait informé des mouvements de l'ennemi. Comment se comportait Grant lui-même lorsque le hasard ou le calcul (d'habitude, c'était le calcul) mettait les deux camps en présence ?

Il n'était pas homme, nous l'avons déjà dit, à se donner en spectacle. Il ne fut jamais blessé, ne perdit qu'un cheval au combat, et s'il veillait à ne jamais perdre l'ennemi de vue, il n'était pas moins attentif à rester hors de portée de ses fusils. Tout cela ne veut pas dire que Grant se soit contenté d'un poste de commandement fixe, en faisant transmettre ses ordres par des subordonnés. Son état-major personnel était, de toute façon, trop réduit pour cela. Il faisait tout lui-même, galopant d'un endroit à l'autre sur ses grands

chevaux robustes, pour rallier les régiments ébranlés, encourager ses subordonnés et envoyer des renforts sur le front.

Cette façon de faire l'obligeait d'autant plus à donner de sa personne que le front tenu par ses armées s'élargissait sans cesse. Alexandre, qui, de toute manière, occupait toujours la place d'honneur, au centre de l'avant-garde, se battait sur un front qui ne dépassait guère trois kilomètres. Wellington à Waterloo, champ de bataille plutôt petit, il est vrai, mais non pas exceptionnel pour l'époque, n'avait à couvrir que seize cents mètres de terrain. A Fort Donelson, en février 1862, en revanche, le front de Grant atteignait près de cinq kilomètres, huit kilomètres environ à Shiloh, près de treize à Chattanooga, en 1864, et pendant la campagne à l'est, en 1864-1865, seize kilomètres au Désert et dix-neuf à Five Forks. Cette tendance était irréversible. Au fur et à mesure que les effectifs augmentaient, jusqu'à absorber tout l'élément mâle de la nation, les fronts franchissaient les frontières. Les généraux ne pouvaient plus, désormais, veiller personnellement au déroulement des combats. Ils étaient confinés, la plupart du temps, dans leur quartier général, et, à la question de savoir où devait se placer le commandant en chef, ils ne pouvaient donner qu'une seule réponse : « jamais sur le front ». Mais, en 1861-1865, il était encore possible, à la rigueur, pour un général qui le voulait vraiment, de parcourir à cheval la ligne de bataille pendant le combat. Et Grant le voulait vraiment.

Il a lui-même décrit son comportement au cours des trois batailles qui firent sa carrière, Belmont, Fort Donelson et Shiloh. La première (7 novembre 1861) n'était guère plus qu'une escarmouche, dont on se souvient surtout parce qu'elle fut victorieuse, et parce que, pour la seule et unique fois de sa carrière, il eut son cheval tué sous lui. Dans la seconde (15-16 février 1862), il affrontait un ennemi qui disposait de retranchements solides à l'arrière, où il pouvait battre en retraite s'il était vaincu sur le terrain. Grant, exceptionnellement, fut pris au dépourvu et dut improviser la victoire sous la pression des circonstances. L'un comme l'autre de ces deux épisodes illustrent à la perfection ses méthodes de commandement.

A Fort Donelson, Grant tenta d'abord de prendre l'avantage en écrasant les batteries côtières des confédérés, disposées le long de la Cumberland, sous le feu de sa flottille de canonnières. « J'occupais un emplacement sur la rive, écrit-il, d'où je pouvais voir la progression de la flottille. » Mais, comme il arrive souvent, l'armée de terre l'emporta sur la marine, et les canonnières furent forcées de battre en retraite. « Notre attaque avait, de

toute évidence, considérablement démoralisé l'ennemi, mais maintenant il jubilait en voyant les canonnières désemparées couler dans la rivière, échappant totalement au contrôle de leur équipage. Bien entendu, je n'assistai qu'au repli de nos canonnières. » Grant fut découragé de voir cet assaut repoussé. On était en février, la nuit il faisait vingt degrés au-dessous de zéro, et au cours de la marche qui précéda la bataille, « beaucoup d'hommes s'étaient débarrassés de leurs couvertures et de leurs manteaux ». « J'allai me coucher cette nuit-là me demandant si je ne serais pas obligé de fortifier mes positions et faire venir des tentes pour les hommes, ou construire des cabanes à l'abri des collines. »

La témérité des confédérés lui épargna cette nécessité. Le lendemain, l'ennemi attaqua, remportant des succès au début. Grant était alors absent du champ de bataille : le commandant de la force navale lui avait demandé de venir. Il se hâta de revenir à cheval. « Je ne pensais pas qu'il pût y avoir un combat terrestre si je ne l'engageais pas moi-même. » L'attaque fut déclenchée pendant la nuit. « Je me trouvai à quelque sept ou huit kilomètres au nord de notre aile gauche, et le front s'étendait sur près de cinq kilomètres. » Grant devait donc parcourir près de treize kilomètres, ce qu'il fit à toute vitesse. « Pour atteindre l'endroit où s'était produit le désastre, je devais passer devant les divisions de Smith et de Wallace. Je ne vis aucun symptôme d'excitation […] mais lorsque j'arrivai à la hauteur de l'aile droite, la situation était bien différente en apparence. L'ennemi avait fait une sortie avec toutes ses forces pour s'échapper en rompant l'encerclement […] [Nos] hommes avaient résisté vaillamment jusqu'à ce que les munitions dans leurs cartouchières fussent épuisées […] Je vis les hommes, surexcités, en train de discuter par petits groupes. Aucun officier ne semblait vouloir prendre la situation en main. Les soldats avaient leurs fusils, mais pas de munitions, alors qu'il y en avait des tonnes à portée de la main […]. J'ordonnai au colonel Webster de m'accompagner à cheval et de crier aux hommes, sur notre passage : "Dépêchez-vous de regarnir vos cartouchières et de revenir en ligne. L'ennemi tente de s'échapper, et il ne faut le permettre à aucun prix." L'effet fut magique. Les hommes ne demandaient qu'une chose : que quelqu'un leur donne des ordres. »

Pendant que les soldats se réapprovisionnaient en munitions, Grant se rendit « rapidement à cheval au quartier général de Smith. Là, je lui expliquai la situation, et lui ordonnai de donner l'assaut aux ouvrages fortifiés de l'ennemi […], lui disant qu'il ne trouverait en face de lui qu'une

ligne très clairsemée. Il ne fallut au général que très peu de temps pour se mettre en route ; il prit la tête de ses hommes pour les empêcher de tirer, pendant qu'ils se frayaient un chemin à travers les obstacles qui les séparaient de l'ennemi. […] [Il] bivouaqua [ce soir-là] à l'intérieur des lignes adverses. Sans l'ombre d'un doute, les confédérés allaient être obligés de choisir, dès le lendemain, entre capituler et être faits prisonniers ».

C'est ce qui arriva. La réaction instantanée de Grant à un revers local, que l'ennemi n'avait pas su exploiter, tourna à son avantage. Cette nuit-là, « un conseil de guerre » (suprême abomination, aux yeux de Grant) « réunit les chefs ennemis, qui décidèrent qu'il était impossible de tenir plus longtemps ». Forrest, un des plus résolus parmi les chefs sudistes, réussit à sauver sa cavalerie en lui faisant traverser un bras mort à la nage. Les derniers confédérés, à part quelques milliers qui trouvèrent d'autres moyens d'évasion, se rendirent à Grant à ses conditions. Il exigea une capitulation pure et simple, comme il devait le faire, du reste, tout au long de la guerre, dont il commença ainsi, pour la première fois, à infléchir le cours.

Deux mois après la prise de Fort Donelson (avec celle du Fort Henry, tout proche, elle donnait à l'Union la maîtrise des rivières Cumberland et Tennessee), Grant livrait la bataille de Shiloh. Elle lui fut imposée par les confédérés, qui espéraient ainsi réunir leurs armées que la défaite à Henry-Donelson avaient coupées en deux, et qui avaient imaginé de le surprendre dans le saillant qui séparait leurs deux ailes. Pour ce qui est de la surprise, la réussite fut complète. Le général A. S. Johnston avait appris que Grant campait près d'une petite église au bord de l'eau, appelée Shiloh, sur la Tennessee supérieure. Il fit marcher ses troupes à travers les bois, très denses dans cette région, et, dans la nuit du 5 au 6 avril 1862, il atteignit ses positions sans avoir été repéré. Son campement était à portée de canon des nordistes. Le lendemain matin, ses hommes montaient à l'assaut. Grant ne savait toujours pas qu'il était attaqué lorsqu'il entendit leurs premières salves.

« Alors que j'étais en train de déjeuner, écrit-il dans ses *Mémoires*, on entendit une fusillade nourrie du côté de Pittsburg Landing, et je me hâtai dans cette direction. » Il était environ six heures trente. Il se trouvait à bord de la canonnière *Tigress*, qui lui servait de quartier général, avec son état-major et ses chevaux. Ils débarquèrent à Pittsburg Landing, et il se lança tête baissée dans la tourmente : il fallait remettre de l'ordre dans une

situation qui déjà tournait au désastre. De nombreux soldats, sur ses cinq divisions (Grant avait environ trente-cinq mille hommes sous ses ordres, contre quarante mille sous Johnston), avaient déjà lâché pied et se blottissaient sur la rive de la Tennessee, en une masse compacte qui grossissait d'heure en heure. Il ne pouvait rien faire de ces fuyards pour le moment. Il ordonna aux régiments de troupes fraîches, qui venaient de débarquer, de monter au front, et s'éloigna au galop pour résoudre de nouvelles difficultés. La première, comme à Donelson, était le manque de munitions. L'armée ayant été prise au dépourvu, elle n'avait rien d'autre que ce que contenaient les cartouchières des soldats. Pour faciliter encore les choses, leur armement n'était pas homogène. Pour la seule division Sherman, il fallait des munitions de six modèles différents ; les chariots de munitions divisionnaires devaient veiller à ne pas se tromper lors de la distribution.

Grant fit ensuite demi-tour pour longer au galop la ligne du front et rendre visite à ses cinq subordonnés plongés dans la bataille, successivement, de la gauche vers la droite, Hurlbut, Prentiss, Wallace[8], Mac Clernand et Sherman. Il choisit une route à travers bois (il était alors près de neuf heures du matin), et se rendit d'abord auprès de Mac Clernand, dont les divisions étaient censées se trouver au centre, en réserve, mais qui allaient bientôt être entraînées dans le combat, puis de Prentiss. Il avait déjà été refoulé dans un chemin encaissé, derrière un terrain couvert de ronces que les confédérés, qui allaient faire porter là leur effort principal, baptisèrent le Guêpier. Grant dit à Prentiss qu'il devait « tenir cette position quelles que fussent les circonstances » et s'éloigna pour aller voir Wallace.

Il craignait pour la sécurité d'un pont qui enjambait l'Owl Creek, un affluent de la Tennessee, sur ses arrières. C'est par là que devaient arriver les renforts dont il avait désespérément besoin, sa sixième division, qu'il avait laissée en amont, sur la rivière, et les effectifs plus importants qui se trouvaient sous les ordres de Buell, à Savannah (Tennessee). Il donna l'ordre à Wallace de poster des fantassins pour garder le pont et expédia un détachement de cavalerie porteur d'une note à Buell, qu'il rédigea sans descendre de cheval :

> Depuis ce matin tôt, mes troupes sont attaquées avec beaucoup de vigueur. L'apparition de troupes fraîches en ce moment sur le champ de bataille produirait un effet considérable, à la fois en redonnant du cœur à nos soldats et en démoralisant l'ennemi. Si vous pouviez arriver sur les lieux, en laissant tout votre train de bagages sur la rive orientale du fleuve, cela tournerait à notre avantage et pourrait nous assurer la victoire. On

> estime les effectifs rebelles à plus de cent mille hommes. Mon quartier général sera dans la cabane de rondins, au sommet de la colline, où l'on vous fournira un officier de l'état-major pour vous indiquer votre position sur le champ de bataille.

Cette note est très révélatrice, à la fois de l'état d'esprit de Grant et de sa conception de la guerre. Bien qu'écrite au son d'une fusillade nourrie, et sous une forte pression des unités adverses, elle est parfaitement rédigée et rigoureusement pratique : elle indique l'emplacement du quartier général de Grant, promet à Buell de lui fournir un guide, et suggère un moyen commode d'accélérer la marche. Par ailleurs, elle révèle une vive anxiété ; les forces confédérées sont surestimées de plus du double. Et pourtant, bien que l'inégalité du nombre soit visiblement sa principale préoccupation, Grant met en avant le problème du moral : c'est dans l'esprit des combattants que la bataille sera gagnée ou perdue. Lui qu'on a si souvent traité de boucher pur et simple ne parle pas de sang, mais de craintes et d'espoirs.

Pour ce qui est de la crainte, il n'en laissait rien paraître. Peu après, il fit halte avec son état-major dans une clairière, d'où il pouvait observer le front. Les coups de feu passaient au-dessus de leurs têtes, et un des membres de l'état-major fit signe à un autre : « Va dire au vieux de partir d'ici, pour l'amour du ciel ! » La réponse fut : « Va le lui dire toi-même. Il va croire que j'ai peur, et c'est vrai, mais je ne veux pas qu'il le sache. » Finalement, ce fut un troisième officier qui vint dire à Grant : « Mon général, il faut quitter cet endroit. Rien ne nous oblige à y rester. Si nous restons, nous serons tous morts dans cinq minutes. » Le général, qui ne semblait pas ému le moins du monde, tourna son regard vers sa suite et dit : « Je crois bien que c'est vrai » et donna le signal du départ.

A midi, son front tout entier subissait la pression de l'adversaire, et il passa son après-midi à parcourir ses lignes à cheval, encourageant les chefs, envoyant en renfort les régiments non encore engagés, lorsqu'il en trouvait, et renvoyant à l'avant ceux qui abandonnaient le combat. A une heure de l'après-midi, il était à Pittsburg Landing où Buell venait d'arriver à bord d'un vapeur et le pressait d'accélérer la marche de ses renforts. Mais, de façon générale, il se trouvait juste en retrait du front, ce que confirment les souvenirs de soldats appartenant à plusieurs régiments. Il ramena le 15^{e} régiment de l'Illinois, qui était pris sous le feu de sa propre artillerie de soutien, sur ses positions. A deux reprises, il arrêta le 81^{e} de l'Ohio, qui fuyait le Guêpier, et le renvoya au combat. Ce fut aussi le cas du 11^{e} de

l'Iowa. Le 15e de l'Iowa, chassé des premières lignes par l'ennemi, fut redéployé sous la direction de Grant et envoyé en renfort sur un autre point critique.

Malgré tous ses efforts, la situation se dégradait constamment. A quatre heures trente, il se trouvait avec Prentiss, derrière le Guêpier, où le général sudiste A. S. Johnston avait été tué dix heures auparavant. Mais Wallace[9], qui appuyait Prentiss, avait été tué lui aussi, et leurs deux divisions étaient à découvert : les troupes de l'Union qui tenaient leurs flancs avaient battu en retraite. A cinq heures trente de l'après-midi, Prentiss, qui n'avait plus que deux mille hommes sous ses ordres, fut forcé de hisser le drapeau blanc.

Grant avait réussi à combler la brèche ouverte par la reddition de Prentiss en réduisant la longueur de son front. Néanmoins, si les confédérés n'avaient pas, eux aussi, souffert de la désorganisation, et s'ils avaient eu, comme le croyait Grant, cent mille hommes à engager contre ses trente-cinq mille, ils auraient certainement gagné la bataille de Shiloh le premier jour. Les choses étant ce qu'elles étaient, Grant réussit, en cédant du terrain, en concentrant une grande batterie de cinquante pièces sur son aile gauche, en s'appuyant, à droite, sur l'inébranlable Sherman, et surtout en gardant son sang-froid, à tenir jusqu'au soir. Un correspondant de presse, le trouvant seul à la tombée du jour, s'enhardit suffisamment pour lui demander s'il ne pensait pas que l'avenir était sombre. « Oh non, répondit Grant. Ils ne peuvent plus enfoncer nos lignes ce soir – il est trop tard. Demain, nous les attaquerons avec des troupes fraîches, et bien entendu nous les battrons. »

Et il les battit. Au soir du 6 avril, l'armée de feu Johnston avait, de son côté, subi de telles pertes que son effectif avait été ramené à vingt mille hommes. L'armée de Grant, qui avait reçu vingt-cinq mille hommes en renfort, était maintenant deux fois plus nombreuse. Les sudistes se battirent pendant toute la matinée du 7 avril avec une bravoure qui, dit-on, transforma, en mieux, l'opinion que Grant avait de la cause sudiste. Il avait cru jusqu'alors que les soldats étaient dupés par des démagogues. Il n'oublia jamais, par la suite, qu'ils étaient des patriotes qu'il ne fallait en aucun cas sous-estimer au combat. Mais des patriotes écrasés sous le nombre ne peuvent remporter une bataille par la seule force du sentiment. Au début de l'après-midi, alors que, selon l'expression de Wallace[10], « les deux armées, en règle générale, avaient été réduites à l'état de cohues indistinctes, où l'on se battait avec acharnement », et que ni Grant ni Beauregard, son nouvel adversaire, n'étaient plus capables de diriger, les

sudistes eurent le dessous. Peu après deux heures, ils reçurent l'ordre de battre en retraite et quittèrent les lieux. Grant « poussa de l'avant, à cheval, au lendemain de la bataille, et découvrit que l'ennemi avait abandonné une bonne partie, sinon la totalité, de ses vivres, une partie de ses munitions et les roues de rechange des caissons d'artillerie, en essayant de soulager les attelages pour réussir à sauver leurs canons ». Le compte rendu de Beauregard était plus succinct : « Nous sommes dans une situation épouvantable. Les troupes sont complètement désorganisées et démoralisées […]. Plus de vivres ni de fourrage ; donc, plus de forces. […] Les officiers d'artillerie abandonnent sur le bord de la route les pièces dont ils ont la charge ; à vrai dire, je n'ai guère trouvé d'officiers qui soient restés avec leurs hommes. » Un peu plus tard, il écrivait, dans un rapport destiné au haut commandement : « Si nous sommes poursuivis avec vigueur, nous allons tout perdre sur nos arrières. Sur toute sa longueur, le chemin suivi par l'armée ne présente que des scènes de déroute, et il n'est au pouvoir d'aucune force humaine d'y mettre fin. »

Grant avait bien tenté de le poursuivre « avec vigueur », mais son armée était épuisée, elle aussi. Elle avait perdu treize mille hommes, tués, blessés, ou disparus, dont mille sept cents étaient morts. C'était la bataille la plus sanglante depuis le début de la guerre, que ce fût sur le théâtre d'opérations oriental ou occidental. Grant fut vilipendé, à la fois à cause des pertes que son armée avait subies, et parce qu'il s'était laissé surprendre, ce qui était incontestable. Mais Shiloh n'en était pas moins, là encore de façon incontestable, une victoire, à un moment où les victoires nordistes étaient rares. La réputation de Grant ne fut pas gravement atteinte. Physiquement, il sortait intact de l'épreuve. Sur le plan affectif, bien que tourmenté par la conscience des souffrances dont il était responsable (« ce spectacle était plus difficile à supporter que le feu de l'ennemi »), il avait assez de ressort pour s'en remettre. Moralement, il se sentait justifié par le résultat.

Surtout, il savait désormais comment livrer et gagner les batailles. D'autres combats l'attendaient (le siège de Vicksburg et ses préliminaires, Champion's Hill, Chattanooga, Spotsylvania, North Anna, Cold Harbor, le long siège de Petersburg), beaucoup plus importants que tout ce qu'il avait vu jusqu'alors. Aucun n'avait plus rien à lui apprendre dans l'art de commander aux hommes et aux événements. Aucune expérience à venir n'allait plus modifier cette façon de voir la réalité qu'il avait élaborée par lui-même. Le visage qu'il allait présenter au monde, à Appomattox ou à la

Maison Blanche, serait ce même visage qu'il avait présenté à ses soldats à Shiloh. Plus tard, l'essayiste Henry Adams allait le comparer à celui de Garibaldi : « De ces deux visages, celui de Garibaldi lui semblait un tantinet plus intellectuel, mais, dans l'un comme dans l'autre, l'intellect ne comptait pas pour grand-chose ; seule comptait l'énergie. C'était un type de visage préintellectuel, archaïque, et il aurait paru tel même à des hommes des cavernes. » Cette comparaison est très intéressante, en partie parce qu'elle est fausse (l'intelligence de Grant était considérable, et comptait pour beaucoup), en partie parce qu'elle transporte Grant dans un autre contexte : non plus américain, et purement militaire, mais universel et idéologique. Garibaldi était porté aux nues par le monde victorien, parce que ses bravades de soldat entraient en résonance avec l'idéal libéral qu'il professait. A notre époque, ses attaques contre l'ordre établi auraient fait de lui un personnage connu. De son temps, l'usage qu'il faisait de la violence lui avait valu la gloire et l'admiration des foules. Grant, lui aussi, trouva le moyen de mettre son art du commandement au service d'une cause. Lorsque sonna l'heure de la victoire, son intelligence politique fut entièrement éclipsée par ses exploits militaires. Mais, avec le recul, et aussi impressionnants que paraissent ses talents militaires, c'est sa compréhension de la nature de la guerre, de ce que peut et de ce que ne peut pas faire un général dans ce cadre strictement défini, qui est le plus remarquable. Il avait cherché, à travers la guerre, comme le souligne la conclusion de ses *Mémoires*, à réaliser « un amalgame du peuple américain ». Il fallut plus d'un siècle après Appomattox pour que cet amalgame devînt enfin une réalité. Au fur et à mesure qu'il apparaît à nos yeux, le rôle de Grant dans l'accélération du processus devient plus évident et ne le cède pas, en importance, à celui de Lincoln.

Grant et la démocratie américaine

Un « amalgame du peuple » est une définition, entre autres, de l'Etat. Les Etats-Unis furent, en leur temps, le seul pays à s'être doté, dès sa naissance, d'une structure étatique parfaitement achevée. Dès le début, les pères fondateurs avaient défini avec précision l'équilibre des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire. En lui donnant une Constitution, ils mettaient d'emblée l'Amérique dans une situation que des sociétés plus anciennes n'avaient connue qu'après des siècles de luttes intestines, que

certaines ne connaissent même pas aujourd'hui. « Amalgame » est un mot aimable, impliquant le compromis et le consentement. Dans la pratique, la construction d'un Etat est toujours sanglante. La Grande-Bretagne, dont on peut considérer les Etats-Unis comme une copie dotée de cohérence philosophique, n'avait réussi à ébaucher le système de la « séparation des pouvoirs », adoptée comme schème directeur par les pères fondateurs, qu'après de multiples conflits internes, dont la guerre civile du XVII^e^ siècle ne fut que le plus voyant.

Malgré ses idéaux élevés, toutefois, la Constitution des Etats-Unis est teinte de sang, non pas seulement celui des habits rouges qui se sont battus pour empêcher les colons d'accéder à l'indépendance, mais aussi celui des loyalistes, hostiles à l'idée même de l'indépendance. Leurs raisons pour ce faire étaient complexes, et la victoire de Washington fut loin de les rendre toutes caduques. L'une d'entre elles était le sentiment « régionaliste » : ses partisans croyaient que les intérêts de n'importe quelle colonie donnée ne seraient pas nécessairement compatibles avec l'action d'un gouvernement souverain, implanté dans une autre région américaine. La dispersion des foyers de peuplement, déjà considérable en 1776, était à l'origine de ce raisonnement. L'extension démesurée de la colonisation au XIX^e^ siècle ne lui donnait que plus de force. Les plus sensibles à cette argumentation étaient les Etats du Sud, immergés dans une économie esclavagiste, qu'ils n'étaient ni désireux ni capables de transformer, qui faisait horreur, ils le savaient, à leurs concitoyens des autres régions, et qu'ils ne pouvaient sauvegarder qu'en manipulant la machine constitutionnelle, d'une façon qu'une majorité croissante d'Américains trouvait contraire aux principes fondamentaux de la Constitution.

L'Amérique fut donc amenée, dans les années 1860, à affronter des contradictions politiques internes, selon des méthodes qui n'étaient que trop familières aux Européens, ces mêmes Européens que le Nouveau Monde dénonçait comme se vautrant dans le péché : pour les résoudre, on ne trouva que la bonne vieille violence. Ce n'est pas l'endroit, ici, de se demander si la guerre de Sécession fut causée par l'esclavage, ou si elle aurait pu être évitée. La guerre a eu lieu, et c'est la part que Grant y a prise que nous examinons. Laissons-lui la parole.

« La cause de la grande guerre menée par les rebelles contre les Etats-Unis devra être attribuée à l'esclavage », écrit-il dans ses *Mémoires* :

> L'esclavage était une institution qui exigeait, pour sa sauvegarde, des précautions inhabituelles, partout où elle existait. Dans un pays comme le nôtre, où la plus grande partie du territoire était libre et habitée par une population instruite et aisée, celle-ci, naturellement, ne voyait pas d'un bon œil les efforts qu'on exigeait d'elle pour assurer la protection de l'esclavage. Les gens du Sud étaient donc obligés de garder le contrôle du gouvernement fédéral, s'ils voulaient perpétuer leur institution favorite. […] Le Nord n'était pas disposé à tolérer cet état de choses honteux : il n'attendait que le moment où il aurait assez de pouvoir pour expurger les codes de lois des dispositions [relatives à l'esclavage]. Avant ces empiètements du Sud, la grande majorité des habitants du Nord ne cherchaient pas particulièrement querelle à l'esclavage, du moment qu'on ne les forçait pas à le pratiquer eux-mêmes. Mais ils n'avaient aucune envie de jouer le rôle de gendarme au profit du Sud, pour protéger cette institution particulière.

Il ajoute : « C'est probablement une bonne chose que nous ayons eu la guerre à ce moment-là. » Grant admet, par conséquent, que le seul moyen, pour le Nord, d'obtenir « assez de pouvoir » pour résoudre le conflit qui l'opposait au Sud, était celui des armes. Mais il n'a pas toujours pensé ainsi. Lorsqu'il écrit à son père, en novembre 1861, il a encore tendance à considérer que son devoir est de réprimer la rébellion, non pas de reconstruire les Etats-Unis pour en faire une société sans contradictions. « La solution qui a mes préférences, explique-t-il, est celle qui consiste à forcer les rebelles à obéir, mais en respectant rigoureusement tous les droits que leur accorde la Constitution. Si on ne peut les y forcer autrement qu'en faisant la guerre à l'esclavage, faisons-la, mais que ce soit par des moyens légitimes. Si c'est nécessaire pour que la République puisse continuer d'exister, tolérons l'esclavage. Mais les journaux qui préconisent d'ouvrir les hostilités dès à présent sont, pour leur pays, des ennemis aussi redoutables que s'ils étaient, franchement et ouvertement, sécessionnistes. »

Les idées de Grant se modifièrent lorsque, en pénétrant, en 1862, dans les Etats esclavagistes septentrionaux, il eut l'occasion de juger par lui-même de l'état d'esprit des sudistes ; cette expérience l'ancra dans la certitude, acquise dès la bataille de Shiloh, que les confédérés se battaient par conviction, non par bravade. Il sut désormais que les Américains constituaient deux peuples distincts, et que le seul moyen de n'en faire qu'un était que la majorité écrasât la minorité. Cependant, même après qu'il fut arrivé à cette conclusion, il continua à soutenir qu'à la fin de la guerre vainqueurs et vaincus devraient apprendre à vivre en bonne intelligence. C'était sa conception de l'amalgame, qu'il devait maintenir jusqu'à la fin de sa vie.

Pour la réaliser, Grant adopta trois principes fondamentaux, dont le premier semble en contradiction totale avec les deux autres. Ce premier principe, c'est de faire une guerre totale. Dès avril 1863, nous l'avons déjà dit, il écrivait que la guerre devait amener « la soumission complète du Sud » et que le devoir de l'armée était « par conséquent, d'user de tous les moyens pour affaiblir l'ennemi », en détruisant non seulement ses armées sur les champs de bataille, mais aussi son économie à l'arrière. C'est ce catéchisme de la terreur qui justifie le titre, accordé à Grant, de « premier des généraux modernes ». Il avait beau être chrétien, il avait réussi à se persuader que la doctrine de la guerre juste, impliquant la « proportionnalité » (exercer juste assez de violence pour amener l'ennemi à y renoncer), ne s'appliquait pas à une guerre de principes. Bien avant donc que Sherman se fût fait un nom en brûlant et détruisant, Grant avait commencé à brûler et détruire de bon cœur, à expulser les récalcitrants de chez eux, une fois le territoire conquis, et à porter la guerre au cœur même des Etats sudistes, sans épargner leur population.

Mais il y avait une limite que Grant lui-même était décidé à ne pas franchir : jamais il n'approuva les infractions aux lois commises par des individus, que ce fût contre des biens ou des personnes. D'où le second de ses principes, sur les moyens de réaliser l'amalgame : quels que fussent les pouvoirs dont il était investi en tant que commandant en chef, jamais il ne devait empiéter sur les prérogatives du Congrès ou du président des Etats-Unis. Le « petit homme à l'air effrayé », qu'un témoin vit recevoir, des mains de Lincoln, le grade, rétabli pour la circonstance, de général en chef (c'était le 9 mars 1864, à la Maison Blanche), ne réussit à balbutier que quelques mots en réponse. Mais c'étaient des mots qui exprimaient sa gratitude, et reconnaissaient sa responsabilité vis-à-vis de l'autorité civile. Lorsqu'une de ses premières réunions, en tant que commandant en chef, avec Stanton, le secrétaire d'Etat à la Guerre, eut abouti à une impasse, Stanton l'avertit qu'il serait obligé d'emmener Grant « chez le président », Grant répondit : « Je suis d'accord. Le président est notre supérieur à tous deux. » Le président et le général avaient déjà établi les règles de leurs relations futures. Au cours de leur premier entretien privé, Lincoln lui avait dit : « Tout ce que [je] voulais, et [je] n'ai jamais rien voulu d'autre, c'était quelqu'un qui saurait prendre ses responsabilités et agir, tout en ayant recours à [moi], chaque fois que le besoin s'en ferait sentir ; en retour, [je m'] engageais à user de tous les pouvoirs du gouvernement pour lui venir

en aide. » Grant, de son côté, assura le président qu'il « ferait de son mieux avec les moyens dont [il] disposait, et éviterait, autant que possible, de l'importuner ». Faire de son mieux ne signifiait pas s'en rapporter au président en matière de stratégie. Il avait déjà posé en principe : « Je n'informais pas le président de mes plans. » Cela signifiait, en revanche, s'en rapporter à lui pour tout ce qui n'était pas stratégique. Ayant reçu l'ordre de recruter des Noirs dans l'armée fédérale (décision discutable), Grant répondit à Lincoln : « Vous pouvez compter sur moi […]. Je le ferai, que le fait d'armer les Noirs me paraisse, ou non, de bonne politique, parce que c'est un ordre auquel je me sens tenu d'obéir. Je ne pense pas que mes fonctions me donnent le droit de contester la politique, quelle qu'elle soit, du gouvernement. »

Son troisième principe était un prolongement du second. De même qu'il considérait qu'il convenait, du point de vue légal, de se montrer humble devant l'autorité du gouvernement, de même il comprenait que les normes américaines exigeaient de se montrer humble devant la souveraineté populaire. Tout au fond de son cœur, Grant n'était sans doute pas un homme humble. Les humbles authentiques évitent le pouvoir, même lorsqu'on veut le leur imposer. Grant n'a jamais refusé le pouvoir qu'on lui proposait, et, si l'on en juge par les apparences, il tirait de son exercice de profondes satisfactions, au point que sa personnalité en était transformée. Il a lui-même raconté qu'il ne s'était « jamais senti mieux » qu'à la tête de ses troupes dans les marais du Mississippi. Voilà qui semble bien montrer que ses hautes fonctions venaient combler le sentiment très vif qu'il avait de sa propre valeur. Mais il contenait strictement ce sentiment dans les limites de la décence, telle que la concevaient ses compatriotes. Ce n'était pas le cas d'un certain nombre de généraux, qui n'avaient pas son envergure. Frémont se donnait des allures extravagantes – taxées d'européennes dans le Nouveau Monde. Mac Clellan jouissait de son surnom de « Jeune Napoléon », et s'imaginait qu'il lui assurerait la victoire aux élections présidentielles de 1864. Halleck cultivait une réserve distante d'olympien. Longstreet jouait les *prima donna*, et s'abandonnait à de véritables dépressions nerveuses lorsqu'on le contrariait (à Gettysburg, notamment, où Lee se serait bien passé de ces cabotinages). En se donnant des airs d'importance, ces hommes (comme bien d'autres) cédaient à une impulsion que la promotion au rang de commandant en chef rend presque irrésistible. Le commandement ne vaut rien aux individus. Comme ceux qui

connaissent tant soit peu la société militaire ne le savent que trop bien, il suffit que des étoiles viennent se poser sur leurs épaulettes pour que les hommes les plus raisonnables se gonflent de suffisance. Sous prétexte que le mot « général », employé par les littérateurs, aboutit à mettre dans le même sac Alexandre le Grand et le plus terne des gratte-papier du Pentagone, des colonels parfaitement sains d'esprit par ailleurs se mettent à exiger une déférence digne des diadoques dès qu'ils sont promus au grade immédiatement supérieur. Et la société militaire, le dernier vestige qui subsiste encore des cours dont s'entouraient les chefs héroïques, est assez bonne pour exaucer régulièrement leurs rêves.

Grant résistait aux rêveries avec une sévérité toute républicaine. Lorsqu'il sollicita un poste d'adjudant-major général, au début de la guerre de Sécession, il plaça ses ambitions au niveau le plus modeste : « Sentant qu'il est du devoir de tout citoyen formé aux frais du gouvernement, écrivait-il, d'offrir ses services pour soutenir ce même gouvernement, j'ai l'honneur de présenter, très respectueusement, mes services, pour les postes qu'on voudra bien me proposer. » Il indiqua par ailleurs que celui qui lui conviendrait le mieux serait le commandement d'un régiment. Promu au-delà de ce grade, il continua à vivre sur le même pied qu'un colonel, et il s'en contenta jusqu'à la fin de la guerre.

La modestie légendaire de Grant contribua presque autant que ses victoires à faire de lui, d'abord, le héros militaire du Nord et, pour finir, le président de l'Union reconstituée. Plus importante encore, à nos yeux, dans le cadre de la présente étude sur le commandement, était la « familiarité mêlée de respect » que son style de commandement suscitait chez les soldats. Une familiarité mêlée de respect est à peu près le maximum considéré comme admissible par les Américains lorsqu'il s'agit de rendre hommage à un héros, et le comportement de Grant, héros sans héroïsme, était parfaitement adapté à la société profondément populaire qu'il avait conduite à la victoire. D'un côté comme de l'autre, tout écart par rapport à la ligne de conduite décrite ci-dessus aurait été une infidélité à ce que les Européens reconnaissent comme le plus typiquement américain dans la civilisation du Nouveau Monde, et qui, malheureusement, à cet égard du moins, a résisté jusqu'ici aux tentatives de transplantation. Dans le Vieux Monde, en revanche, le recours au héros, dirigeant, chef de guerre et surhomme, restait une possibilité, enracinée dans l'inconscient des sociétés

traditionnelles d'Europe. Au milieu du XX^{e} siècle, cette possibilité allait devenir une tragique réalité.

4
Le faux héroïsme : Hitler commandant en chef

Rares sont ceux, aujourd'hui, qui considèrent Hitler comme un militaire. Pourtant, lui-même se considérait comme tel, non moins que comme homme politique ou comme artiste (la plus étrange de ses chimères). Son testament politique, dicté dans son bunker de Berlin, le 28 avril 1945, pendant que les obus russes pleuvaient au-dessus de sa tête, dans le jardin de la Chancellerie du Reich, commence par cette phrase : « Depuis qu'en 1914 j'ai jeté volontairement mes modestes forces dans la guerre mondiale imposée au Reich […] », et ces mots font écho à la promesse qu'il fit au peuple allemand, au début de la Seconde Guerre mondiale, le 1er septembre 1939 : « Je ne demande à aucun Allemand de faire plus que ce que j'ai fait moi-même pendant les quatre années de la Première Guerre mondiale […]. Dès à présent, […] je ne veux être que le premier soldat du Reich allemand. C'est pourquoi je revêts, une fois encore, cet uniforme qui a toujours été cher à mon cœur et qui est sacré pour moi. Je ne l'enlèverai qu'après la victoire – ou je ne vivrai pas pour voir la fin ! » Trente-six heures après avoir apposé sa signature au bas de son testament politique, toujours revêtu de sa version personnelle de la tunique gris fer du soldat allemand, qu'il avait effectivement portée pendant toute la guerre, il appliqua un pistolet de service chargé sur sa tempe et appuya sur la détente.

Ce n'est pas seulement un symbolisme extérieur ou la façon dont il est mort qui placent la vie de Hitler sous le signe du glaive. En accédant, en 1934, à la présidence de l'Etat allemand, il devenait, du même coup, le commandant en titre de l'armée et de la marine allemandes. En 1939, en créant l'*Oberkommando der Wehrmacht* (OKW), il s'attribuait le

commandement opérationnel suprême des forces armées. Et, le 18 décembre 1941, lorsqu'il retira à von Brauchitsch le commandement en chef de l'armée allemande, il accéda lui-même à ces fonctions, et exerça désormais un contrôle direct sur les armées allemandes engagées sur le terrain. Il fut, en outre, de tous les chefs allemands de la Seconde Guerre mondiale, celui qui fut le plus longtemps investi d'un haut commandement. Les trois chefs de groupe d'armées en poste au début de la guerre, von Leeb, von Bock et von Rundstedt, furent démis de leurs fonctions avant la fin du conflit, comme le furent onze des dix-huit feld-maréchaux créés par Hitler, et vingt et un de ses trente-sept généraux de corps d'armée. Aucun de ses quatre chefs d'état-major durant la guerre, Halder (septembre 1939 – septembre 1942), Zeitzler (septembre 1942 – juillet 1944), Guderian (juillet 1944 – mars 1945) ou Krebs (tué pendant la bataille de Berlin), ne le resta pendant plus de trois ans. Seuls Keitel et Jodl sont restés aussi longtemps que Hitler en fonction à l'OKW ; mais ils ne prenaient pas de décision eux-mêmes, ils n'étaient que ses adjoints. Hitler était donc le chef suprême non seulement de nom, mais dans la réalité, et il était vraiment « le premier soldat du Reich ».

Mais les cinq ans et demi de commandement suprême de Hitler n'étaient pas, comme il le soulignait constamment, sa première expérience de la vie militaire. Ses états de service pendant la Première Guerre mondiale étaient presque aussi longs (d'août 1914 à octobre 1918), et assez brillants pour que n'importe quel Allemand de sa génération pût en tirer de l'orgueil. *Frontkämpfer* (combattant du front), c'est ainsi qu'il se qualifiait lui-même, et de façon parfaitement légitime. Trois fois blessé (une fois par un shrapnell au visage, une fois par un éclat d'obus dans la cuisse gauche, gazé, enfin, avec cécité temporaire), il prit part à douze batailles, effectua, en dehors de celles-ci, vingt-cinq périodes de service dans les tranchées, et fut cinq fois cité ou décoré, recevant pour finir la croix de fer de première classe. A part deux permissions de longue durée et cinq mois d'hôpital, il ne quitta pas son régiment, le 16^{e} bavarois de l'infanterie de réserve, engagé sur le front occidental d'octobre 1914 à octobre 1918. « Hitler, le bon soldat » est un titre qu'il aurait pu porter sans aucunement prêter à l'ironie.

De plus, les conditions dans lesquelles Hitler a fait la guerre ont de l'importance, bien que la quasi-totalité de ses biographes ne s'en soient pas aperçus, ou n'aient pas assez insisté sur ce point. Il s'agit du régiment dans lequel il a servi, et des fonctions qui lui furent assignées. D'abord le

régiment : sa composition explique pourquoi, bien des années plus tard, Hitler évoquait « la prodigieuse impression produite sur moi par la guerre – la plus grande de toutes les expériences » ou se souvenait que « l'intérêt individuel, celui de l'ego de chacun, pouvait être subordonné à l'intérêt commun ». Tous les biographes de Hitler sont d'accord pour voir en lui, dès le moment où il arrive à l'âge d'homme, un individu coupé des autres par le sentiment qu'il a d'être différent, l'impression que son talent n'est pas reconnu, qu'on l'empêche de s'épanouir. Pour les spécialistes de psychologie sociale, c'est un exemple classique du petit-bourgeois de sexe mâle, rendu furieux par les restrictions et les portes closes que lui oppose l'ordre établi : quelqu'un, venu d'en bas, qui s'efforce de s'y faire une place, doit pouvoir faire état de relations ou exhiber des lettres de créance, que Hitler ne possédait pas, ou dédaignait d'acquérir. Dans cette optique, on peut considérer que la misère sordide des années viennoises est la conséquence d'un choix délibéré : les petits emplois, la vente de cartes postales, la vie nomade dans les meublés et les foyers pour célibataires, le souci de préserver les apparences, le désir passionné de passer pour ce que, manifestement, il n'était pas – un artiste, un architecte, un intellectuel, un fils de famille devenu bohème, un membre de l'élite allemande de l'Empire. C'est l'obstination de l'Empire austro-hongrois à le prendre pour ce qu'il était, un quasi-clochard qui cherchait à éviter le service militaire (ce qui aurait impliqué de servir avec les Tchèques, les Croates, et les Juifs, qu'il méprisait et fuyait de son mieux) qui l'amena, en 1913, à se réfugier, hors de ses atteintes, dans la ville allemande de Munich. Ce fut là qu'il obtint d'être exempté du service militaire par les Habsbourg, là qu'il trouva un asile à la fois sur le plan matériel et sur le plan psychologique. Plus tard, il devait dire des mois passés, en tant que locataire, dans la maison d'un tailleur, qu'ils avaient été « les plus heureux et les plus plaisants » de sa vie. Mais c'était un plaisir transitoire. Il restait un marginal, baignant dans la *Germanium* (la germanité) qu'il admirait tant mais n'en faisant pas partie.

Puis vinrent août 1914, la guerre, et le bruit du clairon. En tant que sujet autrichien, Hitler n'était pas astreint au service dans le sein de l'armée bavaroise (en vertu des actes fondateurs de l'Empire allemand, en 1871, la Bavière avait gardé une armée séparée, bien que faisant partie des forces allemandes). Il décida néanmoins de s'engager, adressa directement une pétition au roi de Bavière pour y être autorisé, dès le 3 août, le troisième

jour après le début des hostilités, et obtint immédiatement satisfaction. Le 16 août, il était inscrit sur les rôles du 16e régiment de réserve bavarois.

Son affectation au 16e bavarois de réserve peut être considérée comme un élément clé de son existence : le régiment était composé, en effet, de ces mêmes jeunes Allemands parmi lesquels Hitler avait tant désiré se faire admettre, sans y réussir. C'était, en grande partie, des élèves de grandes écoles, des étudiants de l'université, de futurs membres des professions libérales, que les autorités militaires allemandes avaient délibérément évité de soumettre au service militaire. Le taux de natalité de l'Allemagne, avant 1914, était beaucoup plus élevé que celui de la France, son principal ennemi potentiel, et le Reichstag préférait maintenir la charge fiscale à un niveau compatible avec les ambitieux projets d'investissement de l'industrie. Aussi l'armée prélevait-elle, sur chaque classe d'âge, un contingent de trente pour cent inférieur à la conscription de l'armée française ; le surplus était versé dans une « réserve de remplacement ». En août 1914, celle-ci fut immédiatement mise à contribution pour former quatorze nouvelles divisions de service armé. La 6e division bavaroise de réserve, dont le 16e régiment faisait partie, était de ce nombre. Commandée par des officiers et sous-officiers de l'armée de métier, elle était composée de recrues aussi inexpérimentées que l'était Hitler.

Il peut sembler étrange, de la part d'une personnalité comme celle de Hitler, que, malgré tous les griefs qu'il avait accumulés, il ne se soit jamais plaint de ne pas avoir été nommé officier – pas même lorsque, devenu Führer, il ne manquait pas une occasion de critiquer la classe des officiers de métier. On peut avancer deux explications. La première, qu'il n'ignorait pas, est que l'armée allemande a beaucoup moins promu d'officiers parmi ses recrues du temps de guerre que les armées britannique ou française. Même au plus dur des combats, elle s'efforça de préserver le caractère exclusif du corps des officiers, comptant sur le dévouement des sous-officiers « faisant fonction d'officiers » ou « sergents-majors lieutenants », pour assurer l'encadrement que les armées adverses confiaient aux diplômés des *grandes écoles*[1] ou aux anciens élèves des *public schools*. C'est pourquoi Hitler a sans doute accepté sans rechigner de rester simple soldat : il savait que son sort ne se distinguait en rien de celui de dizaines de milliers d'autres jeunes Allemands, qui n'avaient qu'un niveau d'instruction médiocre. La seconde explication découle de la première. Son affectation au

16e régiment bavarois d'infanterie de réserve faisait de Hitler le camarade de jeunes gens qui symbolisaient pour lui la reconnaissance par la société, et même une sorte de promotion sociale. Par leur recrutement et leur comportement, les régiments de la « réserve de remplacement » étaient l'équivalent de ces bataillons britanniques de « copains » de bureau ou de club, qui se sacrifièrent en 1916 par dizaines de milliers dans la bataille de la Somme. Leurs soldats n'étaient peut-être pas, comme dans certains bataillons de copains (qui s'en vantaient), des gentlemen qui renonçaient à leur grade d'officier par esprit chevaleresque. Mais, comme les copains, c'était la fleur de la jeunesse, vouée, comme eux, à être une génération perdue.

C'est cela surtout qui explique que Hitler ait parlé de la guerre comme de « la plus grande de toutes les expériences », sentiment que partageaient les copains qui avaient survécu à la Somme. Les régiments appartenant à la réserve de remplacement de l'armée allemande livrèrent, en fait, leur bataille de la Somme avec deux ans d'avance sur les copains. Ces combats, qui les opposèrent dans les Flandres aux Britanniques, aux Français et aux Belges, furent appelés en Allemagne le « massacre des Innocents » *(Kindermord bei Ypern)*. En octobre 1914, une ligne presque continue de retranchements s'étendait déjà de la Suisse à la mer. Dans un effort désespéré pour maintenir ouverte la dernière brèche qui subsistait encore, le haut commandement arracha brutalement neuf divisions de la réserve de remplacement à l'entraînement qu'elles subissaient en Allemagne, et les jeta sur le front. L'une de ces divisions était celle de Hitler, qui se trouva engagée, le 29 octobre, entre Hollebeke et Messines, un peu au sud de la ville d'Ypres qui allait donner son nom au *Kindermord*. En face d'elle, il y avait les soldats du corps expéditionnaire britannique, qui avait subi des pertes terribles en trois mois de combat. Mais c'étaient tous des militaires professionnels, des vétérans appartenant à des unités aguerries. Lorsque les jeunes conscrits allemands, dont pas un ne comptait plus de deux mois d'entraînement, qui plus est sur le terrain d'exercice, se lancèrent à l'assaut des tranchées britanniques, ils furent fauchés par centaines. Sur les 3 600 hommes du 16e régiment bavarois de réserve (plus connu sous le nom de régiment List, en l'honneur de son commandant, qui fut tué dès le second jour de la première bataille), 349 furent tués pendant l'attaque. Quatre jours plus tard, il ne restait plus que 611 survivants sans blessures. La compagnie de 250 hommes à laquelle était affecté Hitler était réduite, au

début de décembre, à 42 soldats. Lui-même fut promu soldat de première classe et proposé pour la croix de fer de deuxième classe.

Le *Kindermord bei Ypern* fit en Allemagne une profonde impression, analogue à celle que produisit deux ans plus tard en Grande-Bretagne le massacre des copains sur la Somme. En vingt jours de combat, 40 000 hommes environ, soit entre un tiers et la moitié de l'infanterie des neuf divisions, avaient été tués ou blessés. Les batailles précédentes avaient coûté tout aussi cher, mais il s'agissait alors de troupes préparées et entraînées pour la guerre. C'était l'impréparation militaire totale, la jeunesse, et surtout peut-être l'origine sociale des victimes des Flandres qui donnèrent un tel retentissement à leur mort. Plus personne ne devait croire encore que la guerre serait de courte durée, et on devait s'attendre à ce qu'elle inflige à l'avenir des dommages bien plus graves à la société allemande. Ce fut à l'occasion du *Kindermord* que les Allemands touchèrent du doigt, pour la première fois, les réalités de la guerre totale. Moment décisif dans la vie de la communauté, c'en fut un également pour ceux qui survécurent. Hitler était l'un d'eux. Il ne devait jamais revoir la plupart des camarades (doit-on les appeler des copains ?) avec qui il avait quitté Munich en octobre 1914. Ce bref instant de fraternisation avec la « Jeune Allemagne » de ses rêves avait été anéanti presque aussitôt. Sa réserve distante, son comportement de « solitaire », que se rappelaient tous ses cama-rades de tranchée (venus remplacer les pertes de 1914) des années de guerre qui suivirent, montrent bien ce que fut pour Hitler la fin de cette courte période où il s'était senti, avec délices, devenir membre d'un groupe.

La guerre s'éternisant, le fait même de survivre devenait exceptionnel. Pendant toute la durée des hostilités, le régiment List perdit un tout petit peu plus de cent pour cent de ses effectifs théoriques, soit 3 754 tués en tout. Ces chiffres, qui résument de terribles souffrances, inconnues de toutes les générations précédentes, et presque incroyables pour les hommes de la fin du XX^{e} siècle, n'ont rien d'extraordinaire si on les compare aux listes de pertes des autres régiments pendant la Première Guerre mondiale. Si l'on amalgame les blessés et les tués, en 1917, les unités d'infanterie, appartenant à toutes les armées, qui combattaient au front depuis 1914, avaient subi des pertes de cent pour cent ; à la fin de la guerre, certaines unités et groupements dépassaient deux cents pour cent de pertes. Le régiment Newfoundland de l'armée britannique eut presque cent pour cent de pertes le 1er juillet 1916, premier jour de la bataille de la Somme. Le

11 novembre 1918, le 7e régiment du Royal Sussex n'avait gardé que deux des vingt-huit officiers qui étaient partis avec lui pour la France en mai 1915. Sur neuf Français affectés à des unités combattantes entre 1914 et 1918, quatre furent tués ou blessés. Près de deux millions, et peut-être jusqu'à quatre millions, d'hommes, sur les trente-cinq millions d'Allemands de sexe mâle, perdirent la vie au cours de cette même période. Si l'on estime à quinze millions l'effectif de ceux qui étaient en âge de se battre, il en ressort qu'un homme sur quatre de cette génération a été enterré quelque part en France, en Belgique, en Russie ou dans les Balkans.

Dans ce contexte, le fait que Hitler ait survécu apparaît comme d'autant plus remarquable. Pourtant, il n'avait rien d'un tire-au-flanc ou d'un « planqué ». Même dans un régiment d'infanterie, il y avait des postes qui mettaient leur titulaire à l'abri du danger : cuisinier, secrétaire ou palefrenier, par exemple. On n'en proposa jamais à Hitler, et il semble bien qu'il ne les aurait pas acceptés. Tous ceux qui ont servi avec lui, aussi bien officiers que soldats, témoignent de son courage personnel et du fait qu'il était exceptionnellement consciencieux. En 1922, bien avant qu'on pût tirer quelque profit des louanges qu'on lui décernait, alors que Hitler n'était encore, en somme, qu'une espèce d'énergumène sur la frange du mouvement nationaliste, trois de ses officiers ont raconté les souvenirs qu'ils avaient gardés de lui, en termes de la plus haute estime. Le général Pietz, qui avait commandé le régiment List, a parlé de son « cran exceptionnel […] et du courage intrépide avec lequel il affrontait les situations dangereuses et les périls du combat ». Le colonel Spatany se rappelait qu'il constituait « un exemple éclatant pour tous ceux qui l'entouraient. Son cran, son comportement exemplaire dans toutes les batailles exerçaient une influence considérable sur ses camarades ; cela et son admirable modestie lui valaient le respect de ses officiers et de ses supérieurs ». Le lieutenant-colonel von Tubeuf le décrit se portant « volontaire pour les tâches les plus délicates, les plus difficiles et les plus dangereuses » ; il ajoute : « De tous mes hommes, c'était, sur le plan humain, celui dont je me sentais le plus proche […]. Les idées qu'il exprimait dans nos conversations privées […] témoignaient de son amour profond de la nature, et, de manière générale, de sa droiture et de son honnêteté foncières. »

Des années plus tard, dans la phase ultime de ce *Kampfzeit* qui devait porter Hitler au pouvoir, des adversaires qui cherchaient à le blesser

disaient, en ricanant, que bien qu'il revendiquât le titre de *Frontkämpfer*, il n'avait rien été d'autre qu'un *Meldegänger* – un messager. Ce n'était pas une insulte qu'un *Frontkämpfer* aurait jetée à la face d'un autre. L'agent de liaison (le « courrier », pour employer le terme en usage dans l'armée britannique) était chargé de missions exceptionnellement dangereuses. Le courrier n'était pas, il est vrai, du nombre de ceux que les survivants des combats de tranchées dans l'armée britannique appelaient des « sauteurs de parapet ». Il n'avait pas à affronter ce terrible moment où il devait escalader l'échelle pour se lancer à l'attaque à travers le *no man's land*. Il ne connaissait pas la peur qui démoralise, distillée goutte à goutte pendant la nuit, ou la matinée, qui précède l'assaut. Mais il ne connaissait pas non plus les nombreuses périodes de sécurité relative, où les compagnies se terraient dans leurs abris, entre deux attaques, ou quittaient la première ligne pour occuper les tranchées de soutien ou de réserve. En tant que courrier du PC de bataillon (Hitler appartenait au III^{e} bataillon du régiment List), il était à la disposition du commandement tant que le bataillon était sur le front, et pouvait être envoyé à l'avant, en surface ou au-dessous, selon les besoins, pour établir la communication avec la tranchée de première ligne. Hitler nous a laissé un récit parfaitement convaincant des risques permanents qu'impliquait cette mission : « A Wytschaete, trois sur les huit [agents de liaison] de mon groupe ont été tués dès la première attaque, un autre grièvement blessé. Ce sont les quatre survivants et le blessé qui ont eu droit à la croix de fer. » Pendant que Hitler et les autres attendaient, à l'extérieur de l'abri du PC, que le commandant de bataillon eût choisi celui qui serait proposé pour la croix de fer, « un obus tomba sur la tente, blessant mortellement le lieutenant-colonel Engelhardt, blessant ou tuant tout le reste de l'état-major ». Cet épisode, qui se situe tout au début de la guerre pour Hitler, devait se répéter un nombre incalculable de fois pendant le conflit.

En fait, bien que Hitler ne nous ait rien laissé qui ressemble à un journal de guerre, seulement une série très discontinue de lettres du front, il est tout à fait possible de reconstituer ce qu'a pu être son expérience en tant que *Meldegänger*. Les positions d'un bataillon sur le front occidental, du genre de celles occupées par le III/16^{e} bavarois de réserve, s'étendaient en largeur sur environ 1 500 mètres, et jusqu'à 4 000 mètres en profondeur. Deux tranchées, celle de première ligne et celle de soutien, distantes de 2 000 mètres, traversaient le secteur de part en part, une troisième encore

2 000 mètres plus loin à l'arrière. Le PC du bataillon se trouvait justement dans cette troisième tranchée, presque hors de portée de l'artillerie de campagne adverse. Hitler, en tant qu'agent de liaison du bataillon, a sans doute passé son temps au PC du bataillon, en attendant que son devoir l'appelle à se rendre en première ligne. Les messages destinés au front étaient estampillés XXX (« urgent »), XX (« pressé »), ou X (« quand vous aurez le temps »). Pendant les périodes d'accalmie, on laissait s'accumuler les messages X jusqu'à ce qu'un agent de liaison effectue une mission de routine en première ligne ; les messages XX devaient être acheminés sur-le-champ, les messages XXX à tout prix. Pour gagner les premières lignes, on progressait d'abord en surface ; puis, à partir de la tranchée de soutien, on empruntait des boyaux de communication qui menaient jusqu'au front. Sous le feu de l'artillerie ou des mitrailleuses, c'est donc « au-dessous de la surface » que l'agent de liaison effectuait la partie la plus dangereuse de son trajet de trois kilomètres. Mais les boyaux de communication étaient souvent des fossés peu profonds, pleins d'eau et dont les parois s'effondraient facilement sous les obus. C'est précisément au moment où le courrier avait le plus besoin d'être à couvert qu'il pouvait donc être obligé, vu l'urgence, de regagner la surface ; il avançait alors par sauts et par bonds d'un angle mort ou d'un trou d'obus au suivant. Les pertes étaient lourdes, par conséquent, parmi les agents de liaison, dans les périodes où les combats de tranchées étaient le plus acharnés, et très lourdes pendant les batailles. C'est ainsi que Hitler reçut sa plus grave blessure. Il fut envoyé en première ligne le 7 octobre 1916, près de Bapaume, alors que le feu britannique était si nourri que son officier avait dû demander des volontaires. Il fut touché à la cuisse gauche par un éclat d'obus et mis hors de combat. Son compagnon réussit à continuer. Hitler fut trouvé par des brancardiers à l'endroit où il avait été blessé, et évacué vers l'arrière. Sa blessure était si sérieuse qu'on l'envoya dans un hôpital en Allemagne, où il lui fallut cinq mois pour se remettre.

Cette blessure intervint pour Hitler à mi-parcours de la guerre. Il la passa entièrement sur le front occidental et presque continuellement face au secteur britannique dans les Flandres. A part un bref moment de répit dans un secteur calme, en Alsace, à l'automne 1917, il se trouva toujours à proximité d'Ypres, de Lille, ou de Laon, le secteur le plus sinistre, le plus humide, et sans doute le plus dangereux du front, où les combats ne cessaient pour ainsi dire jamais, allant du tir d'artillerie ou du

bombardement permanents jusqu'aux offensives d'artillerie et d'infanterie de grande envergure, menées avec le plus grand acharnement. La division de Hitler fut opposée aux Britanniques dans trois des plus grandes batailles de la guerre sur le front occidental, Ypres, la Somme et Arras. A la fin de 1918, après l'échec des offensives de Ludendorff, qui devaient assurer la victoire à l'Allemagne avant que les renforts américains l'acculent à une défaite inexorable, la division avait tant perdu d'hommes qu'il fallut amalgamer en un deux de ses trois régiments. Peu de temps après, le 13 octobre 1918, elle tenait un secteur proche de l'endroit où elle avait commencé la guerre, à Wervica près d'Ypres, lorsque Hitler fut surpris dans les tranchées de première ligne par un bombardement britannique d'obus à gaz. Il venait de recevoir la croix de fer de première classe pour avoir porté un message en terrain découvert sous un feu intense. Mais le gaz, s'infiltrant, invisible, dans son abri, était un adversaire autrement insidieux. Il succomba aux effets du gaz pendant la nuit, et, à l'aube, tituba vers l'arrière, frappé de cécité, mais n'en rapportant pas moins un message destiné au PC du bataillon.

La place de la guerre dans le monde de Hitler

Lorsqu'on analyse le rôle qu'a joué, dans la vie de Hitler, sa participation à la guerre en tant que *Meldegänger* dans le régiment List, on ne peut se contenter d'en étudier les effets sur son développement personnel, ou de remarquer que c'est là qu'il apprit à connaître la mentalité du *Frontkämpfer* ordinaire, dont il fera, par la suite, un tel usage à la tête du parti nazi. Il faut se souvenir qu'après avoir été soldat, Hitler est devenu un chef militaire. Ses fonctions de *Meldegänger* permettent de mieux comprendre, et la nature de cette guerre à laquelle il avait pris part, et celle, diamétralement opposée, de la guerre qu'il allait mener lui-même.

La Première Guerre mondiale reste, pour les Occidentaux de la fin du XX^{e} siècle, la guerre par excellence, non seulement parce qu'elle a mis fin à la suprématie du Vieux Monde, ni à cause des souffrances infligées à toute une génération d'Européens, atteints dans leur virilité et dans leur sentiment de la famille, mais à cause de son mystère, qui est resté intact à ce jour. « *Comment* ont-ils pu faire cela ? », telle est la première question qui vient aux lèvres de quiconque est confronté à la terrible réalité des tranchées. Mais elle est aussitôt remplacée par une autre : « *Pourquoi* ont-ils fait

cela ? » Pourquoi les armées se sont-elles obstinées dans cette tâche impossible : rompre les barbelés en se servant de poitrines comme béliers ? Pourquoi les généraux ont-ils obligé leurs hommes à le faire ? Jamais auparavant, même dans les pires épisodes de la guerre de siège, aucune armée n'avait supporté ses pertes avec un courage suicidaire comparable à celui des armées du front occidental. Les combats qui y furent livrés semblent défier la nature elle-même. Comment s'explique cet extraordinaire défi ?

Pour comprendre le caractère de la Première Guerre mondiale, il faut avoir recours à deux types d'explication, la première d'ordre matériel, la seconde d'ordre intellectuel et moral. L'explication matérielle nous ramène à la fin de cette guerre qu'Ulysses Grant avait dirigée aux Etats-Unis, cinquante ans avant 1914. Revoyant l'ensemble des opérations avec du recul, il avait eu cette réflexion : « L'art de la guerre ne cesse de progresser. » Il voulait dire par là que les règles qui avaient présidé aux guerres du passé (qu'elles aient utilisé les armes blanches ou les armes à feu) n'étaient plus applicables dans un univers marqué par le chemin de fer, le télégraphe et les armes à longue portée. Celles-ci réduisaient à néant cette très ancienne arithmétique des batailles, qui permettait de calculer, pour les fusiliers de Wellington comme pour les archers d'Alexandre, les temps disponibles pour fuir ou combattre. Du même coup, il ne restait plus rien, non plus, des mathématiques de la stratégie. On ne pouvait plus estimer l'allure de la progression d'après la vitesse du marcheur, ni la durée des campagnes au rythme des moissons. Les armées de Grant voyageaient à la vitesse des trains de banlieue actuels, et réussissaient à bien se nourrir longtemps après que les épis eurent mûri.

Mais l'idée que Grant se faisait du « progrès » militaire était encore très partielle, ce dont lui-même, sans doute, ne se rendait pas compte. Cinquante ans plus tard, le monde qu'il avait connu était bouleversé une fois de plus. Les armées temporaires qu'il avait commandées (« de simples hordes armées », avait dit, méprisant, son contemporain Helmuth von Moltke) avaient été remplacées, en Europe, par d'énormes armées permanentes, constamment organisées en vue de la guerre et soutenues par des formations de réserve plus nombreuses encore. L'armée prussienne, engagée en 1870 contre la France, avait dû, comme les Américains en 1861, improviser ses grandes unités pour la circonstance. En 1914, l'armée allemande, de même

que les armées française, austro-hongroise, russe, et même la minuscule armée britannique, était prête à engager le combat sur-le-champ, avec de grandes unités (armées et corps d'armée) constituées en permanence, même en temps de paix. Et, comme toutes ces armées, à l'exception des Britanniques, recrutaient leurs soldats, en temps de paix, grâce à un service militaire à court terme, elles pouvaient également doubler ou tripler leurs effectifs en puisant dans leur réserve d'anciens soldats entraînés.

Le résultat de cette véritable explosion des effectifs (le terme n'est pas trop fort) fut de mettre entre les mains des généraux de 1914 des armées dont la progression, par rapport à toutes celles qui les avaient précédées, se mesurait en termes exponentiels. L'armée française du temps de paix, en 1914, était presque aussi nombreuse que la Grande Armée que Napoléon avait emmenée à Moscou : 550 000 contre 600 000 hommes. L'armée allemande, gonflée pendant la guerre jusqu'à atteindre cinq millions d'hommes, dépassait largement toutes les armées d'Europe au temps de Napoléon prises ensemble. Qui plus est, elle était empaquetée et ficelée d'avance en formations si compactes et si uniformes, que le haut commandement pouvait les expédier ici ou là avec autant de dextérité qu'un postier qui trie et achemine le courrier. Lorsque la mobilisation atteignit son point culminant, en août 1914, on affirma qu'un train chargé de troupes traversait le Rhin vers l'ouest toutes les six minutes, pour gagner les points de concentration de l'armée allemande. Lorsque la concentration fut achevée, on calcula qu'en face de chaque mètre de la frontière franco-allemande s'alignait une file imaginaire de cinq soldats allemands.

Mais que faire des énormes effectifs ainsi rassemblés ? On pouvait les faire bouger, les nourrir, les approvisionner en munitions ; pouvait-on les mener à la victoire ? Schlieffen, l'auteur des plans de guerre de l'Allemagne pour 1914, mit sa remarquable intelligence militaire à la torture pendant quinze ans pour trouver la réponse. Il traçait ses flèches sur la carte d'une façon, puis d'une autre, prévoyant d'abord une légère violation de la neutralité belge, puis une violation grave. Il amena, sur le papier, les armées allemandes jusqu'à Paris, affirma que la bataille décisive serait livrée là, et envisagea, pour finir, ce qui se passerait en cas d'échec. Il confia les résultats de cette étude aux pages de son testament militaire : « Nous devons conclure que c'est une entreprise pour laquelle nous ne sommes pas assez forts. »

En réalité, ce fut presque exactement le contraire. Le défaut des armées qui s'affrontèrent en 1914 était précisément d'être trop fortes : leurs effectifs étaient si nombreux, leur puissance de feu si grande qu'aucune ne pouvait espérer vaincre l'autre en rase campagne, et toutes étaient par conséquent vouées au match nul de la guerre de positions. On a proposé différentes analyses (toutes sont tautologiques) de cette situation. La plus franche est celle de Liddell Hart, qui repose sur le concept du « nombre d'hommes pour un espace donné ». Cela lui permet de démontrer que la concentration de combattants sur le front de la Suisse à la mer était telle, et la capacité de reconcentrer des réserves grâce à la rocade ferroviaire, si élevée, qu'aucune armée, compte tenu de l'armement et de l'équipement alors disponibles, ne pouvait espérer rassembler des forces suffisantes pour la rupture. Avant qu'elle eût eu le temps d'effectuer une concentration répondant aux calculs de son état-major, l'ennemi aurait reçu des signaux d'alarme non équivoques et mis ses propres réserves en mouvement pour une contre-offensive. Au moment où l'attaque était enfin lancée, la force irrésistible rencontrait un obstacle inébranlable, et le *statu quo*, à quelques milliers de mètres près, était rétabli.

D'où provenait cet équilibre meurtrier ? Il faut que l'explication couvre deux types différents de situations : ce qu'on appelle la « guerre de mouvement » et la guerre de tranchées qui l'a suivie. La guerre de mouvement, l'occupation « normale » des armées, depuis que celles-ci ont fait leur apparition, au cours du second millénaire avant Jésus-Christ, avait absorbé presque toutes les forces des combattants, du début à la fin de la guerre de Sécession. Mais, déjà en 1861-1865, la guerre de mouvement présentait des différences notables avec les guerres napoléoniennes, et ces différences allaient s'accentuer rapidement par la suite. A l'origine de cette tendance, il y avait l'extraordinaire accroissement de la puissance de feu, elle-même due à l'industrialisation de la fabrication des armes au XIX^{e} siècle. Au cours des vingt années qui précédèrent 1861, deux siècles de stagnation des techniques militaires avaient pris fin de façon abrupte ; l'antique fusil à canon lisse, utilisant de la poudre noire, fut remplacé, dans toutes les armées modernes, par le fusil à canon rayé. Les armes à canon rayé expédiaient des projectiles (explosifs dans le cas des pièces d'artillerie) à des distances et avec une précision sans précédent. La conséquence immédiate fut d'écarter définitivement du champ de bataille la cavalerie, la plus volumineuse des cibles tactiques. A part le combat entre forces de

l'Union et confédérés à Brandy Station, en juin 1863, il n'y eut aucune bataille de cavalerie pendant toute la guerre de Sécession. Mais les canons rayés allaient modifier également la nature du combat d'infanterie.

Désormais, les pertes commençaient à croître alors qu'on se trouvait encore à une distance de l'adversaire qui était considérée jadis comme respectable. Lorsqu'on réduisait cette distance, les pertes augmentaient beaucoup plus vite que dans le passé. On chercha naturellement à échapper à ce danger en allongeant le front. Les généraux se rendaient compte qu'il était inutile de renforcer leurs unités là où les pertes étaient le plus nombreuses. Ils envoyaient donc leurs renforts sur les flancs, ce qui allongeait leur front, mais aussi, qu'ils le voulussent ou non, la durée du combat. Les batailles de deux jours, rares avant 1861, devinrent monnaie courante après cette date. En 1862, Mac Clellan livra une bataille de sept jours. En 1864, dans la région de Richmond et de Petersburg, Grant livrait des batailles de dix jours (Spotsylvania, North Anna et Cold Harbor) comme si de rien n'était. Ce prolongement des combats peut être interprété comme une conséquence des effectifs très nombreux que la mobilisation à l'échelle nationale et le transport ferroviaire mettaient à sa disposition. Mais il faut y voir surtout autre chose : l'impossibilité où étaient des êtres de chair et de sang, face à un déluge de feu, d'emporter la décision par une sorte d'effet moral (cette *terreur panique*[2] de la guerre du XVIII^e^ siècle), comme l'avaient fait jusqu'alors, en un seul jour le plus souvent, les armées équipées de canons lisses.

Pendant longtemps encore, on s'efforça d'emporter la victoire grâce à cet effet moral. De 1866 à 1871, les armées européennes continuent à croire qu'elles peuvent gagner les batailles de cette façon, et il en est de même, encore, pendant les premiers mois de la Première Guerre mondiale. Mais, à condition d'examiner les choses d'un œil serein (certains militaires en étaient capables), on pouvait distinguer une tendance inquiétante dans la conduite des opérations militaires à partir de la fin de l'ère du canon lisse : la guerre de mouvement dégénérait rapidement en combats rapprochés autour d'un point fixe. Pendant trois années, sur les quatre que dura la guerre de Sécession, les armées passèrent leur temps à manœuvrer. Mais la quatrième fut en grande partie occupée par le siège de Petersburg. La guerre franco-prussienne de 1870 commença par six semaines de manœuvres ; puis ce fut le siège de Paris, qui devait durer cinq mois. La guerre russo-turque de 1877 se réduit, à peu de chose près, à un siège unique, et la guerre

russo-japonaise de 1904-1905, qui s'ouvrit par des manœuvres d'une envergure inégalée, s'acheva avec 600 000 hommes réduits à l'impuissance, se faisant face derrière de gigantesques réseaux de tranchées.

Les cerveaux les plus alertes du monde militaire s'efforçaient de résoudre l'énigme : plus on avait de troupes, plus on retardait le moment de la décision. Quelle était, se demandaient-ils, l'origine de cette contradiction ? La réponse semblait s'orienter dans deux directions : en premier lieu, la puissance de feu des armées était insuffisante ; en second lieu, au moment de l'assaut final, alors que le feu de soutien fait nécessairement défaut (sous peine de tuer ses propres soldats), l'infanterie devait trouver des ressources supplémentaires, et presque surhumaines, de courage. « Le feu devient l'argument prépondérant », disait, au cours d'une conférence à l'Ecole supérieure de guerre, le futur maréchal Foch, en 1900. « Les troupes les plus ardentes, celles dont le moral a été le plus surexcité, voudront sans cesse gagner du terrain, en exécutant des bonds successifs, mais elles rencontreront de grosses difficultés et subiront des pertes considérables toutes les fois que leur offensive partielle n'aura pas été préparée par un feu efficace. Elles seront rejetées sur leur point de départ, avec des pertes encore plus cruelles. [La] supériorité de feu […] [devient le facteur principal] du rendement d'une troupe. » Mais, en même temps, lui et ses contemporains se rejoignaient pour demander à leurs subordonnés quelque chose de plus que ce que la puissance de feu pouvait offrir. « Les chances de vaincre, écrivait le colonel britannique Maude en 1905, reposent entièrement sur l'esprit de sacrifice de ceux qui devront être immolés pour que les survivants puissent gagner […] La véritable force d'une armée repose essentiellement sur l'aptitude de chacun, ou de n'importe lequel des détachements qui la composent, à encaisser les coups de l'adversaire, jusqu'à l'anéantissement total s'il le faut. »

La solution proposée par les théoriciens militaires de la décennie qui précéda la Première Guerre mondiale était donc de renforcer la puissance de feu et d'avoir des soldats plus braves. Mais plus de feu et plus de courage étaient une recette qui ne pouvait, si seulement ils l'avaient su, que retarder, non avancer, la décision sur le champ de bataille. Telle fut, en tout cas, la leçon des faits. Les armées qui partirent en guerre en 1914 étaient capables d'une intensité de feu que même des chefs modernes comme Grant ou Sherman étaient incapables de concevoir dans leurs rêves les plus fous. Les canons, dont les armées napoléoniennes étaient pourvues à raison de trois

pièces pour mille hommes, n'avaient pas seulement doublé en proportion : ils tiraient aussi vingt fois plus vite. L'arme individuelle du fantassin tirait huit fois plus vite, avec une portée décuplée. En outre, chaque bataillon d'infanterie était doté de deux mitrailleuses, qui multipliaient par deux le feu de quatre-vingts fusiliers réunis. Une brigade d'infanterie, soit trois mille hommes, lorsqu'elle était soutenue par le tiers de l'artillerie de la division, était capable par conséquent de fournir, à chaque minute, une puissance de feu égale à celle de toute l'armée de Wellington à Waterloo, soit soixante mille hommes, tirant des volées et des salves.

Non seulement les conséquences étaient prévisibles, mais elles étaient calculables à l'avance. Hitler les décrit à la perfection, dans la seule lettre que nous possédions qui ait été écrite pendant la phase de mouvement, au début de la Première Guerre mondiale. Le 16e bavarois de réserve attaquait alors près d'Ypres, en octobre 1914 :

> Nouveaux éclatements de shrapnells. De tous côtés, les balles anglaises sifflent. Nous n'y prêtons guère attention. Pendant dix minutes, nous restons allongés, immobiles. Pour la deuxième fois, l'ordre « Avancez ! » est donné. Je me trouve en tête. Le chef de la section, Stöwer, a été blessé. Je me dis : « Ça commence bien. » On bondit en terrain découvert, capitaine en tête. Des camarades tombent. Les Anglais tournent leurs mitrailleuses vers nous. On se jette à plat ventre pour avancer lentement, en rampant dans un ruisseau.
>
> On est cloué sur place. Parfois un camarade, touché, ne bouge plus. Il faut le sortir du ruisseau, l'étendre. On rampe jusqu'au bout du ruisseau et nous voilà, de nouveau, à découvert. Quinze mètres, vingt mètres… Voici une grande mare, à moitié pleine d'eau stagnante, boueuse. On s'y précipite l'un après l'autre, histoire de s'abriter et de reprendre souffle. Mais on ne peut rester là indéfiniment. Nouveaux bonds successifs en avant, pendant cent mètres. Un bois. […] Au-dessus de nous, ça hurle et ça siffle, troncs d'arbres et branches volent en éclats. Les obus explosent, projettent des nuages de pierres, de terre et de sable, arrachant les arbres les plus gros, remplissant l'air d'une fumée jaunâtre, âcre, pestilentielle. Une odeur horrible. On ne peut s'attarder ici et, mourir pour mourir, autant que ce soit en plein air.

La plupart des jeunes soldats du régiment List trouvèrent la mort, ou furent blessés, en plein air, ce jour-là ou quelques jours plus tard, partageant ainsi le sort de centaines de milliers de leurs camarades allemands ou de leurs ennemis français, tout le long de cette ligne qui était en train de devenir le front occidental. Des tranchées avaient déjà fait leur apparition sur une grande partie de sa longueur, de même que les barbelés – inventés par un Américain en 1874, dix ans trop tard pour qu'ils aient pu ajouter leur part d'horreur à celles de la guerre de Sécession. Un mois après le baptême du feu de Hitler à Ypres, les tranchées et les barbelés s'allongeaient sans interruption sur huit cents kilomètres de la Suisse à la mer. Le courage et le

feu, répandus à torrents, n'avaient pas suffi à obtenir la décision qui aurait empêché la partie nulle. Comment sortir du pat, tel était désormais le problème qui se posait aux armées. Quels étaient, sur ce point, les projets des généraux privés de leur victoire ?

Plus de courage encore (il en restait en réserve), c'était un élément de solution. Une puissance de feu encore accrue (de ce côté-là, on était temporairement à court) serait l'élément décisif. C'est devenu un lieu commun de dire que la Première Guerre mondiale fut une guerre d'artillerie. Mais il est rare qu'on précise les dimensions et l'évolution des parcs d'artillerie. Les armées allemande et française avaient toutes deux prévu, au début de la guerre, quelque soixante-dix pièces pour chaque division d'infanterie, complétées par des pièces de plus gros calibre mises à la disposition du haut commandement. Au total, chaque camp possédait environ six mille pièces, dont la plupart étaient des pièces légères d'artillerie de campagne. Selon la doctrine de l'artillerie, ces canons étaient destinés à la « préparation » des attaques d'infanterie, effectuée en noyant les positions ennemies, au moment de l'assaut, sous un déluge de shrapnells.

Tant que les armées s'en tinrent à la guerre de mouvement, la théorie s'appliqua plus ou moins comme prévu. Les infanteries allemande, française, britannique eurent cruellement à souffrir du fait des shrapnells, pendant qu'elles défendaient des positions improvisées sur le terrain. Mais les pertes étaient plus lourdes encore pour les troupes des attaquants. Une fois que les positions défensives eurent été protégées par des tranchées et des barbelés, comme ce fut le cas partout dès novembre 1914, l'infanterie qui bravait les risques d'une attaque eut à souffrir plus cruellement encore. Les Allemands, qui optèrent pour une stratégie défensive à l'Ouest, pendant qu'ils cherchaient à écraser les Russes à l'Est, se virent épargner le pire. Leurs assaillants français, et bientôt, au fur et à mesure que les effectifs s'accroissaient, britanniques, souffraient en revanche de plus en plus à chaque mois qui passait. A l'accalmie de l'hiver 1914, imposée par le mauvais temps et le manque de munitions, succéda, au printemps, toute une série d'offensives de tranchées, qui coûtèrent au total 150 000 hommes. Celles de l'automne, en Artois et en Champagne, en coûtèrent plus d'un quart de million. Aucune ne permit de gagner du terrain de façon appréciable ; aucune, même d'après les estimations les plus optimistes, n'avait menacé de rompre les lignes allemandes.

Les Alliés, analysant les raisons de leur échec, l'attribuèrent à l'insuffisance de leur artillerie, et redoublèrent d'efforts. Deux solutions se présentaient à eux : la première, augmenter le nombre des pièces lourdes, à la fois pour infliger des destructions plus grandes dans les tranchées adverses, et pour interdire les routes d'accès grâce auxquelles les renforts ennemis pourraient secourir le secteur menacé ; la seconde, enfermer l'infanterie qui partait à l'assaut dans un « barrage roulant », c'est-à-dire une sorte d'enclos mouvant d'obus, destiné à empêcher les défenseurs du secteur visé de tenir leurs positions.

Pour réaliser ces solutions, on mit en jeu une extrême ingéniosité et d'énormes efforts de la part des industries d'armement. La doctrine resta en vigueur depuis le début de 1916 jusqu'à la fin de la guerre. A ce moment-là, l'artillerie royale, à elle seule, était plus nombreuse que l'armée britannique tout entière en août 1914. En comparaison, l'artillerie allemande avait été multipliée par onze. L'ampleur des bombardements préliminaires croissait parallèlement. Au cours de la semaine qui précéda la bataille de la Somme, en 1916, les Britanniques tirèrent un million d'obus ; à la veille de Messines, en 1917, offensive d'une envergure pourtant bien moindre, près de quatre millions. Entre-temps, les tirs de barrage étaient devenus d'une extrême complexité. Les artilleurs avaient appris à faire « ramper », au rythme du fantassin, une ligne d'impacts d'obus à cent mètres en avant de l'infanterie en train d'attaquer. Ils savaient immobiliser ce barrage, le ramener en arrière, puis le faire repartir en avant, tout en déployant, à angle droit des deux côtés, un rideau de feu, de manière à créer une sorte de box à trois côtés.

La théorie était que l'infanterie, avançant à l'intérieur de ce box, trouverait les défenseurs morts, ou en train de se terrer, impuissants, dans leurs abris. La réalité en décida autrement. Au fur et à mesure que l'assaillant allongeait la portée de son artillerie, le défenseur accroissait la profondeur de son réseau de tranchées. Si l'assaillant réduisait la distance séparant le tir de barrage de la vague d'assaut de son infanterie, le défenseur apprenait à ses propres fantassins à courir plus vite encore de leurs abris à leurs postes de combat derrière le parapet. Battue par un déluge de feu sans cesse grandissant, la carapace du système de tranchées, comme le tissu cicatriciel d'une plaie qu'on irrite, ne faisait que s'épaissir, à raison même de l'effort qu'on faisait pour la déchirer et l'ouvrir.

Incapables de résoudre l'énigme, les états-majors étaient rongés par l'angoisse – une énigme qui coûtait, il est vrai, un million de morts par an en 1917. Les tanks, déployés par les Britanniques et les Français en 1916, étaient une solution locale ; la tactique allemande de l'infiltration, développée en 1918, en était une autre. Mais la racine du problème, invisible pour ceux qui s'en trouvaient le plus près, était une insuffisance structurelle : elle résidait dans la conception même d'une guerre menée en fonction de l'artillerie. Ceux qui la maniaient, en effet, n'étaient pas maîtres de son impact. Les généraux, qui, en 1862 encore, étaient à même d'observer directement l'effet des ordres donnés sur le déroulement du combat, avaient été chassés, par l'intensité même du feu qu'ils avaient déchaîné, si loin du théâtre d'opérations qu'il n'était plus en leur pouvoir d'influer sur les événements, dans le détail de leurs fluctuations.

Les photos, devenues familières, de la Première Guerre mondiale, où l'on voit des rois, des Premiers ministres, des généraux, écarquiller des yeux de myope devant des binoculaires périscopiques géants, loin à l'arrière du front, sont tout à fait révélatrices. Le haut commandement, installé le plus souvent dans un quartier général à quatre-vingts kilomètres du front, ne pouvait voir ce qui se passait au cours des offensives qu'il avait déclenchées. Les renseignements, lorsqu'ils lui parvenaient, avaient des heures de retard en temps réel ; les ordres, qui tenaient compte de ces informations périmées, arrivaient sur le front plus tard encore, toujours en temps réel, paramètre d'une importance cruciale. Ce qui était vrai des généraux l'était également des chefs de l'artillerie, leurs principaux agents d'exécution. On pouvait déterminer à l'avance les plans de bombardement et les tirs de barrage. Mais une fois la bataille commencée, les plans ne pouvaient plus être modifiés.

En fait, la guerre d'artillerie était la principale responsable de son propre échec. Les gigantesques bombardements préliminaires donnaient à l'ennemi tous les renseignements dont il avait besoin pour acheminer des renforts vers le secteur menacé. Le déluge de feu déchaîné sur les positions ennemies ne faisait qu'ajouter aux obstacles que l'infanterie des attaquants devait surmonter : les barbelés déchiquetés formaient des enchevêtrements inextricables, le *no man's land*, grêlé d'obus, rappelait un paysage lunaire. Quant aux tirs de barrage, qu'ils fussent amis ou ennemis, ils détruisaient systématiquement le réseau fragile des fils téléphoniques, le seul moyen dont disposait l'infanterie pour appeler l'artillerie à son secours.

C’est pourquoi le rôle de *Meldegänger* assumé par Hitler pendant la guerre revêt une signification toute particulière. En dernier ressort, le succès des opérations pendant la Première Guerre mondiale reposait (dans la mesure du possible) sur les humbles combattants dont la mission était de traverser en courant ce terrain que les fils téléphoniques coupés ne franchissaient plus. Ils rapportaient les mauvaises nouvelles du front aux artilleurs, dans l’espoir qu’ils pourraient modifier leur tir à temps pour enrayer une attaque de l’ennemi, ou aider leur propre infanterie à s’emparer d’un objectif défendu par l’infanterie adverse. Vingt ans plus tard, le fil arachnéen, magique, des transmissions radio, que rien ni personne ne pouvait plus couper, avait remplacé le réseau du téléphone de tranchées, que le génie avait beau enterrer, les obus le trouvaient toujours. Tant qu’on n’eut pas mis au point un récepteur radio suffisamment sûr, c’était au brave courrier, se hâtant d’un trou d’obus à l’autre avec ses messages XXX, de raccommoder comme il pouvait les lignes de communication coupées entre le front et l’arrière. C’est précisément au cours d’une mission de ce genre que Hitler gagna sa croix de fer de première classe : il s’était porté volontaire pour acheminer un message demandant à l’artillerie allemande, qui bombardait les tranchées du régiment List et tuait ses propres camarades, de cesser le feu. La citation, rédigée par le colonel de son régiment, résume parfaitement le sort de l’agent de liaison et le dilemme crucial que devaient résoudre les commandants en chef de la Première Guerre mondiale : « En tant qu’agent de liaison, écrivait le baron von Godin, Hitler a montré un sang-froid, un courage, une audace exemplaires, tant en ce qui concerne la guerre de positions que pour ce qui est de l’art du mouvement. Il s’est toujours porté volontaire pour porter des messages dans les situations les plus difficiles, et au risque de sa propre vie. Face à des dangers exceptionnels, alors que les lignes de communication étaient coupées, l’activité inlassable et intrépide de Hitler a permis d’acheminer des messages d’une importance vitale. »

Le fait que Hitler ait survécu, malgré les énormes risques qu’il courait, n’est pas entièrement dû au hasard. Un de ses camarades de régiment se souvenait que, contrairement aux autres agents de liaison qui se fiaient à la chance, Hitler étudiait de près les plans des tranchées (revus et diffusés tous les mois, quelquefois toutes les semaines), et qu’il essayait toujours de déterminer l’itinéraire le plus sûr vers son objectif. Il est difficile de dire s’il essayait d’y voir plus clair dans sa situation, ou s’il était sensible à

l'absurdité qu'il y avait à vouloir organiser et diriger des armées fortes de millions de soldats au moyen d'agents de liaison ayant grade de caporal. Toujours est-il qu'une fois au pouvoir, le leitmotiv des reproches qu'il adressait à ses généraux était qu'il en savait plus long qu'eux sur la guerre. Et c'était souvent l'exacte vérité. Une forte proportion de ses généraux, au début de la Seconde Guerre mondiale, avaient été officiers d'état-major, ou artilleurs, ou les deux, pendant la première. Du fait même de leur mission, les artilleurs se trouvaient du mauvais côté de la ligne de communication entre le front et l'arrière, et ne pouvaient pas vraiment comprendre toutes les souffrances endurées à l'autre bout. Les officiers d'état-major, c'est-à-dire l'élite interne du Grand Quartier général, étaient délibérément tenus à l'écart des combats : l'armée estimait que leur talent militaire était trop précieux pour qu'on aille les exposer dans l'absurde tuerie des tranchées. Ainsi, les trois commandants de groupes d'armées de Hitler entre 1939 et 1941, Rundstedt, officier d'état-major, Bock, affecté à l'état-major à partir de 1914-1916, et Leeb, artilleur, étaient revenus tous trois de la Première Guerre mondiale sans avoir pris une mesure exacte de sa nature. C'était également le cas de Halder, celui de ses chefs d'état-major qui exerça le plus longtemps ses fonctions : c'était un artilleur qui n'avait jamais quitté l'état-major de 1914 à 1918. Même ses deux feld-maréchaux les plus doués, Manstein et Kesselring, avaient été, eux aussi, officiers d'état-major.

C'est peut-être parce que Zeitzler avait servi dans les tranchées, comme officier subalterne d'infanterie, que Hitler lui donna la succession de Halder. C'est certainement, au moins en partie, à cause de leur brillant passé de chefs en second, qu'il avait une telle estime pour Rommel, Dietl, Model et Schörner. Le fait que tous aient été, soit des nazis convaincus, soit des compagnons de route connus comme tels, n'est sûrement pas une coïncidence. Car, dans l'Eglise de la guerre, Hitler était, en somme, un anticlérical : un pratiquant dévot, mais un critique impitoyable du haut clergé. Il avait assisté, en témoin oculaire, au résultat sanglant de leurs rites ; il les avait vus prendre les auspices, consacrer les victimes et les sacrifier. Mais le dieu de la guerre n'en avait pas été plus favorable. C'est pourquoi il ne fut pas long à expédier les grands prêtres après 1939. En décembre 1941, Bock, Leeb et Rundstedt avaient dû tous trois faire leurs paquets, et Halder ne tarda pas à les suivre. Aucun militaire, par la suite, ne se vit conférer de statut équivalent. S'il devait y avoir un successeur du

grand prêtre, ce serait Hitler lui-même. Mais ce grand prêtre ne serait pas comme les autres. Ses prédécesseurs s'étaient appuyés, pour faire leur travail, sur une doctrine séculaire : ils croyaient à la stratégie de la manœuvre, des feintes, de la concentration des forces. Ils ne se souciaient pas d'apposer leur imprimatur sur ce qui n'était pas stratégique : les instruments de la guerre, les armes, les équipements. Lui, par contre, l'homme du futur, prendrait bien soin d'accorder aux instruments sa bénédiction. Doit-on considérer Hitler comme un fasciste, du point de vue de son idéologie ? C'est extrêmement douteux. La construction d'un Etat corporatif ne comptait guère à ses yeux, comparée à sa véritable mission : ressusciter une Allemagne triomphante. Mais il approuvait d'enthousiasme l'esthétique et le dynamisme du fascisme. Il aurait pu signer le manifeste futuriste de Marinetti, élément central de la *Weltanschauung* fasciste. Tout comme Marinetti, Hitler était partisan d'une « beauté nouvelle », il aurait pu soutenir qu'« une automobile de course rugissante, rapide comme une mitrailleuse, est plus belle que la Victoire de Samothrace », et il souhaitait, comme lui, « glorifier la guerre ». Il fut électrisé lorsque, en 1934, il vit un tank pour la première fois (il n'en avait pas vu sur le front occidental). Pendant toute la guerre, il crut que ses armes nouvelles et « secrètes » lui permettraient d'en renverser le cours, et mourut persuadé qu'il n'avait perdu la partie que parce que les inventeurs et les industriels allemands n'avaient pas su lui procurer les « armes de la victoire ». Le 13 février 1945, six semaines seulement avant son suicide, il confia à un médecin qui était venu lui rendre visite : « En un rien de temps, je vais commencer à employer les armes de la victoire, et alors la guerre s'achèvera de façon glorieuse. »

Cette confiance de Hitler dans le pouvoir des armes, capables, mieux que les hommes, d'assurer la victoire, le situait aux antipodes des généraux allemands qui avaient dirigé la Première Guerre mondiale. Ils avaient exprimé, d'une seule voix, leur mépris pour l'ennemi, qui avait recours, pour vaincre, à la *Materialschlacht* (la bataille de matériel), lorsque le courage de leurs soldats et le génie des états-majors étaient en défaut. Même Ludendorff, le « dictateur silencieux » des deux dernières années de la guerre, celui-là même qui avait attelé la main-d'œuvre et l'industrie allemandes à la tâche surhumaine de battre les Alliés sur le terrain qu'ils avaient choisi, ne voyait dans la *Materialschlacht* qu'un déchaînement de force brutale. La conversion de Hitler à un nouvel art de la guerre, fondé sur

l'emploi minutieusement contrôlé de la puissance disponible, n'aurait certainement pas reçu son approbation.

Pourtant, Hitler n'était pas opposé, en fin de compte, aux conceptions de Ludendorff, ni même à celles des généraux allemands qui avaient été les prédécesseurs du dictateur silencieux. Pour lui, comme pour eux, la guerre était une mise à l'épreuve de la volonté et du caractère national, une lutte darwinienne pour la survivance du plus apte, inséparable, par conséquent, de l'effusion de sang, qui ne pouvait que couler à flots. Dans son testament politique, dicté à la veille de son suicide, il déclarait : « Je meurs avec joie en pensant aux hauts faits incommensurables de nos soldats au front, de nos femmes au foyer, aux exploits de nos paysans et travailleurs, et à la mobilisation, unique dans l'Histoire, de notre jeunesse qui porte mon nom. » Il ne se dissimulait pas les conséquences de cette guerre qu'il avait menée : « Des millions d'hommes [avaient été] tués, des centaines de milliers de femmes et d'enfants [avaient péri] brûlés vifs dans les villes bombardées. » Ayant voulu la fin, il reconnaissait avoir voulu les moyens, même s'ils s'étaient révélés inopérants.

S'il faut chercher une explication à ces visions d'apocalypse et à la catastrophe qui en fut le résultat, nous la trouverons dans la philosophie de Hitler, étrange et perverse, mais qui n'était pas le fait d'un isolé. Hitler pensait, avec moins de précision, mais plus de vigueur, comme des dizaines d'antimarxistes de sa génération. Comme eux, il refusait d'admettre que les « lois scientifiques de l'Histoire » préparaient le triomphe des masses. Contrairement à la plupart d'entre eux, il proposait un programme visant à empêcher cette éventualité. « La doctrine juive qu'est le marxisme », écrivait-il dans *Mein Kampf* (l'assimilation du marxisme au judaïsme conférait à ses diatribes un attrait supplémentaire, aux yeux des Allemands, mais elle affaiblissait, en fin de compte, sa démonstration), « rejette le principe aristocratique qui est celui de la nature, et remplace l'éternelle suprématie de la force et de la puissance par la masse du nombre et le poids mort qu'elle représente. Elle nie, ce faisant, la valeur de la personne humaine, conteste la signification de la nation et de la race, et prive ainsi l'humanité des fondements mêmes de son existence et de sa culture ». Hitler lançait donc un défi à la croyance marxiste dans le triomphe de la multitude : elle devrait, pour vaincre, affronter l'élite. Ce défi était, par essence, nietzschéen. Mais Nietzsche avait célébré le surhomme de façon purement académique ; Hitler fait passer, dans son message, son expérience

personnelle du combat sur le front. Il n'avait été qu'un humble *Meldegänger*, mais surhomme tout de même, en un sens, il avait vu les surhommes du 1er régiment List sacrifier leurs jeunes existences comme des héros d'épopée, en octobre 1914. Comment aurait-il pu admettre, après cela, que les lois impersonnelles de l'Histoire (prônées, de surcroît, par des Juifs et des Slaves) promettent à la masse des médiocres une victoire inévitable sur l'élite ? A la théorie économique de Marx, Hitler opposait la théorie militaire de Clausewitz – encore un nom qui figure dans son testament politique : le « progrès » et l'« Histoire » allaient trouver sur leur chemin le guerrier, ses armes, et la force de la volonté humaine.

La volonté farouche qu'avait Hitler de résister à ce que les adversaires du matérialisme eux-mêmes ont fini par reconnaître comme la force dominante de l'histoire moderne (à savoir, la tendance des mouvements politiques de masse à écraser les autres groupes sociaux, tandis que les intérêts économiques qu'ils défendent l'emportent sur les valeurs de ces derniers) semble bien faire de lui un homme de la réaction, et, qui pis est, d'une réaction vouée à l'échec. Cependant, l'histoire moderne se prête parfaitement à une interprétation rigoureusement inverse. On peut se représenter les mouvements politiques de masse comme allant à contre-courant d'une autre évolution, tout aussi importante et peut-être presque aussi irrésistible, évolution par rapport à laquelle Hitler occupe une position médiane. Parallèlement à la montée des mouvements politiques de masse en Europe, à partir du milieu du XIXe siècle et contemporaine de ceux-ci, on observe, en effet, une montée équivalente, et antagoniste, des mouvements de masse militaires. Certains d'entre eux (la formation d'armées recrutées grâce au service militaire universel) étaient placés sous les auspices des Etats. D'autres (la naissance spontanée des associations de « tireurs d'élite » et de tir au fusil, composées de volontaires) leur échappaient. L'effet combiné de ces deux phénomènes fut d'aboutir à une militarisation des peuples, aussi frappante, mais beaucoup moins remarquée, que l'était, par ailleurs, leur politisation, née de l'influence des idées révolutionnaires et démocratiques. Et comme les forces, encore embryonnaires, du nationalisme s'accordaient aussi bien, sinon mieux, avec le militarisme qu'avec la révolution, le premier devenait sans cesse plus puissant.

Personne, en tout cas, ne peut mettre en doute qu'à la fin du XIXe siècle, les armées d'Europe ont réussi ce tour de force extraordinaire, et

jusqu'alors sans précédent, de rendre populaire le service militaire. « Qui fait jamais campagne à ses frais ? », demande saint Paul aux Corinthiens, comme exemple d'absurdité, évidente aux yeux des sujets de n'importe quel Etat centralisé, quelle que soit l'époque. Vers 1900, pourtant, c'était bien ce que faisaient des millions de jeunes Européens (si l'on considère le service militaire comme un impôt sur le temps des citoyens, impliquant par conséquent un manque à gagner), et non seulement ils ne s'en plaignaient pas, mais ils le faisaient avec bonne humeur. Ce faisant, ils infligeaient un grave démenti à la doctrine marxiste de l'aliénation et de la lutte de classes : selon l'analyse marxiste, en effet, la conscription est un instrument d'exploitation, et la façon dont l'armée est commandée la met au service de la lutte de classes. Qui plus est, ils conféraient ainsi la puissance du nombre à une organisation expressément destinée à réprimer la révolution, quel que soit l'endroit où elle se manifeste. Marx, dont les idées avaient pris forme à un moment où les institutions militaires en Europe connaissaient un flottement et un marasme inhabituels (parce qu'associées à l'échec du bonapartisme, du légitimisme en France, en 1830, et, paradoxalement, à celui des décembristes en Russie), avait omis, dans ses analyses, la puissance, de nature essentiellement affective, que représentait l'armée, et qui lui permettait de maîtriser le prolétariat. Plus tard, dans le *Manifeste communiste*, qui exhorte les masses à se doter d'organisations de caractère militaire, il s'efforça de corriger son erreur. Mais il était déjà trop tard : la publication du *Manifeste* ne précède que d'un an l'écrasement des révolutions de 1848 par les armées prussienne et autrichienne. Tandis que les mouvements qui s'inspiraient de sa philosophie, le parti social-démocrate en Allemagne et en Autriche, la SFIO en France, faisaient de gros efforts pour adopter le centralisme, la hiérarchie et la discipline, que Marx avait tardivement désignés comme les clés de la victoire, les armées, leurs principales concurrentes lorsqu'il s'agissait d'influencer les masses, les distançaient sans peine. Les partis recrutaient par adhésion volontaire, les armées au moyen de la conscription. A l'éducation politique des partis, elles opposaient l'endoctrinement militaire. Les partis travaillaient à développer la « conscience politique » des masses, les armées misaient sur leurs instincts : la camaraderie, la loyauté, la virilité. Lorsque, en 1914, les deux systèmes de valeurs se trouvèrent en compétition, on s'aperçut, sans trop de surprise d'ailleurs, que la compétition n'aurait pas lieu. Mis en présence du fait massif du militarisme et du patriotisme prolétariens, tous

les grands partis socialistes d'Europe abandonnèrent purement et simplement leurs tentatives antérieures pour qualifier la guerre imminente de « capitaliste ». Cessant de dénoncer le conflit qui allait mettre aux prises des frères de classe, ils ajoutèrent, sans protester, leurs voix aux majorités parlementaires de nationalistes, de conservateurs et de libéraux qui soutenaient la guerre.

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale peut donc être considéré, en un sens, comme la revanche des armées d'Europe. Elles avaient essuyé sans mot dire, mais n'en pensant pas moins, les sarcasmes dont on les avait accablées au nom de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, depuis la prise de la Bastille, cent vingt-cinq ans plus tôt, qui avait vu, pour la première fois, une armée capituler devant un mouvement populaire. Malgré les ambiguïtés de son attitude à l'égard de la guerre, la Révolution (que ce fût dans les faits, en 1789, ou en théorie, dans les écrits de Marx) soutenait des principes inadmissibles pour la classe militaire. Elle était contre les officiers, contre l'ordre, contre la discipline. Les armées firent de leur mieux, entre 1914 et 1916, pour subvertir chacun de ces principes, mais les conséquences de la défaite en Russie, en Allemagne, en Autriche, furent telles qu'elles échouèrent dans leur entreprise, donnant ainsi à la Révolution une seconde chance. L'effondrement de l'armée russe, minée par les contradictions de la guerre de tranchées, fut si complet que dans ce pays la révolution ressuscitée reprit racine. En Allemagne et en Autriche, les structures et les valeurs militaires traditionnelles ayant partiellement survécu, elle fut écrasée dans l'œuf. Mais l'indignation soulevée par cette révolution embryonnaire donna naissance, dans les deux pays, à des mouvements politiques dont le but avoué était d'empêcher, par la force, la révolution de bénéficier d'une troisième chance. Les uniformes et les drapeaux étaient leurs symboles visibles, les « combattants du front » se retrouvèrent spontanément à leur tête. Le parti nazi et Hitler sont de bons exemples de ce phénomène. Ni l'un ni l'autre n'avaient encore d'importance au moment où ils pénétrèrent dans l'arène politique ; mais Hitler constituait, de loin, le phénomène le plus significatif. Le parti nazi dans l'enfance n'était qu'une épave dans le reflux de la défaite. Hitler, malgré la rhétorique de semi-analphabète qu'on trouve dans ses écrits et dans ses discours, malgré le handicap psychologique que constituaient ses rancœurs, son sentiment d'insécurité, ses protestations contre d'imaginaires injustices, malgré l'embrouillamini de haines qui lui servait de philosophie,

était resté en contact avec un des principaux courants de l'existence humaine. Il savait qu'en faisant appel à la virilité, à la camaraderie, à l'instinct du guerrier, il serait à même d'exercer une profonde influence. Il savait aussi comment l'utiliser en fonction de ses buts politiques. Ces buts, qui apparaissent avec évidence dans tout ce qu'il a pu dire ou écrire après son retour des tranchées, étaient de refaire la guerre mondiale, mais de la conclure, cette fois, par une victoire allemande.

La guerre que Hitler a faite

Dans le souvenir que nous avons gardé de la Première Guerre mondiale, un des points aveugles est l'année 1918 : nous avons oublié de combien peu l'Allemagne a manqué alors la victoire. A la mi-juin de cette année, quatre mois seulement avant l'armistice, les armées allemandes et celles de leurs alliés tenaient une grande partie de l'Europe : jamais, depuis le début du conflit, elles n'avaient contrôlé un aussi vaste territoire. Toute la péninsule des Balkans était incluse dans la sphère germanique, et un corps expéditionnaire allemand combattait les Français et les Britanniques en Grèce du Nord. Les régions les plus riches de l'Italie septentrionale étaient occupées par l'Autriche. Un corps expéditionnaire allemand affrontait les Britanniques en Palestine, un autre occupait la Finlande. A l'ouest, les armées allemandes menaçaient Paris, dont elles n'étaient qu'à quatre-vingts kilomètres. A l'est, où la Russie, contrainte et forcée, venait de signer la paix, l'emprise de l'armée allemande s'étendait jusqu'à une ligne allant de Rostov-sur-le-Don, au sud, jusqu'à Narva, au nord, et comprenait Kiev, les riches terres à blé d'Ukraine, la majeure partie de la Biélorussie, les Etats baltes et toute la Pologne historique.

Les armées du Kaiser s'étaient rendues maîtresses, à ce moment-là, d'une portion de l'Europe plus vaste que toutes les conquêtes de Napoléon, et presque aussi étendue que celles de Hitler à son apogée. Comment ne pas en conclure que c'est le souvenir de l'entreprise que le souverain du *Meldegänger* avait failli mener à bien qui a poussé le Führer à l'imiter, puis à le surpasser ? En ce sens, la Seconde Guerre mondiale a eu pour but de saisir cette victoire qui avait échappé de si peu à l'Allemagne en 1918. Peu importe, ici, le partage des responsabilités. Ce qu'on peut dire sans risque d'erreur, c'est que Hitler n'a jamais reculé devant un conflit, que ce fût en Allemagne ou à l'étranger (sauf devant un affrontement direct avec

l'armée allemande, après l'échec désastreux du putsch de Munich, en 1923), que, de 1936 à 1938, sa politique l'a constamment mené au bord du gouffre, et cela en pleine connaissance de cause, et que, lorsque, en 1939, le risque de guerre devint réalité, il l'accepta sans hésiter, comme indispensable au succès de sa politique extérieure.

En soutenant cette thèse, je ne songe pas à prendre le contre-pied des vues, bien connues maintenant, d'A. J. P. Taylor, qui a soutenu à juste titre que Hitler n'avait aucun projet de guerre à long terme ; je ne songe pas davantage à réfuter les autres historiens qui ont démontré, de façon convaincante, que l'Allemagne n'était, de toute façon, pas préparée à une longue guerre, quelle qu'elle fût. En 1939, Hitler pensait qu'il pourrait vaincre la Pologne avant que les Français et les Britanniques aient eu le temps de mobiliser pour une contre-offensive sérieuse, ce qui prouve qu'il avait compris, mieux que Schlieffen, la dynamique d'une guerre sur deux fronts. Il comptait ensuite sur la diplomatie pour arranger les choses à l'Ouest, sinon, il avait de très bonnes chances de se dépêtrer de ses ennuis en combattant. Le pacte Ribbentrop-Molotov du 23 août 1939, qui garantissait la non-intervention russe, assurait ses arrières. Pour ce qui était de l'avant, il pouvait espérer gagner grâce à la diplomatie, à la ligne Siegfried, ou, si tout cela échouait, grâce au Blitzkrieg.

Hitler n'était pas l'auteur direct de la théorie du Blitzkrieg, et sa victoire en Pologne ne doit rien, à proprement parler, à la guerre éclair. L'armée polonaise, encerclée sur trois côtés par un adversaire très supérieur en hommes et en matériel, était vouée, de toute façon, à une défaite rapide. Le coup de poignard dans le dos de la Russie ne fit que sceller son destin. Néanmoins, la campagne de trois semaines en Pologne constitua un entraînement à la guerre en tant que telle pour les troupes du Blitzkrieg : les divisions de panzers et les unités d'assaut au sol. Aussi, lorsque, en mai 1940, elles furent soumises à l'épreuve du Blitzkrieg proprement dit, elles bénéficiaient déjà d'un avantage sur leurs adversaires français et britanniques. Mais cet avantage était lui-même un effet de la guerre éclair. La doctrine préconisait essentiellement l'attaque, sur un front étroit, par une concentration de blindés, entraînés au préalable à foncer de l'avant à travers les brèches qu'ils ouvraient, sans se préoccuper de leurs flancs. Cette recette pour vaincre avait eu plus d'un père. Les pionniers allemands du tank, Lutz et Guderian surtout, s'étaient jetés avidement sur les ouvrages des apôtres britanniques de la guerre de blindés, Fuller et Liddell Hart. Mais il y a loin

du plaidoyer littéraire en faveur d'une doctrine révolutionnaire, ou même de la conversion à cette nouvelle croyance d'individus influents, à son adoption par une organisation aussi monolithique et traditionaliste que l'armée allemande. A vrai dire, celle-ci ne s'est jamais convertie en bonne et due forme à la guerre éclair. Le Blitzkrieg est une formule de journaliste, appliquée rétrospectivement à des faits d'armes spectaculaires. Ce qu'elle a adopté, en réalité, c'est une forme d'organisation, celle des grandes unités blindées, et des règles pratiques d'action, impliquant la concentration de l'effort derrière ces unités. Une grande partie des chefs de l'armée allemande furent les premiers surpris de l'effet de ces dispositions sur le champ de bataille.

Si traditionalistes étaient certains de ces généraux, surtout Beck, chef de l'état-major jusqu'en 1938, que la doctrine de la concentration de blindés n'aurait peut-être pas été adoptée du tout si les innovations tactiques allemandes de 1918 (ce qu'on appelait l'« infiltration ») n'avaient pas préfiguré le catéchisme de Guderian et de ses amis. Cette année-là, l'armée allemande abandonna les préparations d'artillerie lourde et les barrages rigides qu'elle pratiquait depuis le début de la guerre, en faveur d'une tactique beaucoup plus fluide et ponctuelle. Ses artilleurs furent entraînés, sur le tard, à annihiler la résistance morale de l'ennemi par un bref déluge de feu, sans lui accorder à l'avance l'avertissement sur lequel il comptait pour renforcer les défenses du secteur de tranchées menacé. Pendant ce temps, on apprenait à l'infanterie à « s'infiltrer » dans les positions de l'adversaire, au lieu de les occuper, dès que le bombardement initial avait cessé. Les « troupes d'assaut » (les chemises brunes de Hitler ne firent pas qu'en reprendre le nom : elles recrutèrent également bon nombre de vétérans de ces formations) menaient l'attaque. Des divisions d'« interconnexion » *(Eingreif)*, composées de troupes d'élite, pénétraient dans la brèche et consolidaient le terrain conquis.

Au cours de quatre offensives, en mars, avril, mai et juin, cette tactique réussit brillamment – jusqu'à un certain point. Même les traditionalistes du type Beck admettaient qu'elle aurait fonctionné sans faille si seulement les troupes chargées d'exploiter le succès avaient pu se maintenir dans le sillage du fer de lance de l'offensive. Mais des unités poussives, traînées par des chevaux, en étaient tout simplement incapables. Par suite d'un

phénomène auquel, selon Clausewitz, toute offensive était exposée, elles dépensaient tant d'énergie à se mouvoir que, lorsqu'on leur demandait un effort suprême, il se révélait être au-dessus de leurs forces. Cependant, les divisions de chars n'étaient pas victimes de « frictions » comme l'étaient les troupes à pied. De par leur nature même, elles étaient destinées à la fois à l'« assaut » et à l'« exploitation ». C'est cette capacité évidente qu'elles avaient de combattre et d'avancer en même temps qui fit taire les oppositions suscitées par les idées de Guderian et de ses amis. Le soutien que Hitler accorda à ces Jeunes Turcs acheva de balayer les obstacles. En mai 1940, leurs théories avaient le vent en poupe. Un nouveau plan, inspiré par l'un d'entre eux, von Manstein, avait remplacé, avec l'approbation de Hitler, un autre plan beaucoup moins aventureux proposé par les traditionalistes de l'état-major. Régénérée par du sang neuf, l'armée attendait, sur la rampe de lancement, pendant que, de l'autre côté de la ligne Siegfried, la victoire lui faisait signe.

Son ampleur dépassa les espérances même des plus farouches partisans du Blitzkrieg. Le plan initial de l'état-major (nom de code : « Jaune »), au cas où Hitler maintiendrait une offensive vers l'ouest, proposait à celle-ci un objectif réduit : la portion de frontière tenue par l'armée française en campagne et son allié, le corps expéditionnaire britannique. « Coup de faucille », nom de code de la variante Manstein-Hitler, poursuivait un but beaucoup plus ambitieux. Les forces blindées avaient pour mission d'ouvrir un corridor depuis les Ardennes, en Belgique méridionale, jusqu'aux côtes de la Manche, à la hauteur d'Abbeville, coupant ainsi leurs adversaires franco-britanniques de leurs bases, situées au cœur de la France. Un second coup de boutoir, administré par les blindés, traversant les Pays-Bas par un mouvement en tenaille, achèverait l'encerclement.

Ironie de l'Histoire, le plan de guerre des Alliés n'aurait pas été très différent s'il s'était donné pour but de seconder de son mieux ce coup d'audace. A la première violation, par l'Allemagne, de la neutralité belge, l'armée franco-britannique devait pénétrer dans le plat pays belge, se fiant à la ligne Maginot pour protéger son flanc droit du côté des Ardennes. Mais « Coup de faucille » avait choisi, comme point d'application de la poussée des blindés, l'endroit précis où s'arrêtait la ligne Maginot. Dans cette région, réputée infranchissable pour les tanks par le haut commandement allié, on n'avait prévu ni fortifications ni troupes de qualité. Celles qui occupaient le secteur menacé, la IX^{e} armée du général Corap, étaient, par

une extraordinaire malchance, des troupes extrêmement médiocres. Hitler, qui prit, en novembre 1939, la décision de risquer la guerre à l'Ouest, se vanta devant ses généraux de « réduire la France en miettes ». En trois jours de combat, c'est exactement à cela que fut réduite la IX^{e} armée, à la mi-mai 1940. Le 19 mai, le fer de lance des blindés allemands était à Abbeville. Quinze jours plus tard, le corps expéditionnaire britannique avait fui les côtes françaises, le corps de bataille français était encerclé et vaincu, et rien n'empêchait plus les colonnes de panzers de Hitler de foncer vers le cœur de la France.

Ce qui suivit ne rappelait plus la guerre que de très loin – de si loin que, le 15 juin, dix jours avant que le gouvernement français impuissant eut accepté l'inévitable armistice, Hitler avait déjà donné l'ordre de dissoudre trente-cinq divisions, soit un quart environ de l'effectif de temps de guerre. Pendant tout le reste de l'été, il caressa des plans d'invasion de la Grande-Bretagne, tout en étant persuadé qu'elle demanderait la paix. Lorsqu'il devint évident qu'elle ne le ferait pas, il confia à la Luftwaffe la mission de détruire la Royal Air Force, puis, lorsqu'elle eut échoué, d'attaquer les villes britanniques. Mais sa véritable occupation, pendant ces mois de l'été 1940 auréolés de gloire, fut de se réjouir de sa stupéfiante victoire.

L'évidente consternation qu'elle provoquait chez ses généraux ne la rendait que plus plaisante aux yeux de Hitler. Le 19 juillet, douze d'entre eux furent promus par lui, comme en passant, au rang de feld-maréchal. Jamais on n'en avait autant créé d'un coup, sauf lors de la promotion massive du 19 mai 1804, décidée par Napoléon – et à laquelle Hitler faisait délibérément référence. Mais jamais aucune campagne de Napoléon, pas même celle d'Austerlitz, n'avait obtenu de résultats aussi spectaculaires que celle de Hitler de septembre 1939 à mai 1940. En douze semaines de combats (un peu plus peut-être, si l'on tient compte de l'expédition norvégienne en avril), les Allemands avaient détruit deux des plus grandes armées d'Europe, englouti quatre armées moins importantes et infligé à la Grande-Bretagne la plus grande humiliation de son histoire, depuis la sécession, cent soixante-dix ans plus tôt, de ses colonies d'Amérique.

Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que Hitler ait décidé de profiter de cet été 1940. C'était les premières vacances qu'il se fût octroyées, depuis l'extase des premiers jours de pouvoir. Il avait alors pris un bain de foule, se délectant de l'adulation des simples gens, pendant qu'il parcourait, avec ses intimes, les villages montagnards et les villes de foire de l'Allemagne du

Sud, tout en explorant la pâtisserie locale. Maintenant, il donnait libre cours à son goût de l'Histoire et des cérémonies pompeuses. Il alla revoir les cantonnements du régiment List en Flandre, inspecta la ligne Maginot et effectua son premier voyage à Paris, le « rêve de ma vie ». Il médita sur le tombeau de Napoléon, se récria devant la splendeur de l'Opéra (l'agencement des salles d'opéra était son dada favori) et s'arrêta devant le Panthéon et l'Arc de triomphe.

Bien que très à l'aise apparemment, Hitler était préoccupé. La Grande-Bretagne, même si elle refusait de faire la paix, ne pouvait rien faire pour étendre la guerre. La Russie, en revanche, bien qu'apaisée par le partage des dépouilles à l'est, était une puissance militaire qui égalait l'Allemagne. La menace qu'elle représentait pour la suprématie allemande en Europe (ce qu'il avait appelé le « péril rouge », ou le « péril slave », dans les harangues enflammées de sa jeunesse) n'avait jamais cessé de l'obséder. Elle tenait dans son esprit une aussi grande place, et parfois une plus grande, que ses déclamations démentes contre la juiverie. Lors d'une conférence avec ses généraux, le 31 juillet, convoquée pour examiner les possibilités d'invasion de la Grande-Bretagne, il les alarma en avançant des arguments plus forts encore en faveur de l'invasion de l'Union soviétique. Au fur et à mesure que l'été cédait la place à l'automne, les arguments qui militaient pour ce qui allait être l'opération « Barbarossa » lui semblaient de plus en plus convaincants. La Grande-Bretagne, il en était persuadé, retardait l'heure du règlement parce qu'elle espérait être sauvée par les Etats-Unis. Mais les Etats-Unis ne renonceraient à leur neutralité que si la Russie continuait à menacer l'Allemagne d'une guerre sur deux fronts.

En novembre 1940, Hitler arriva enfin à une décision. Une visite à Berlin de Molotov, le ministre des Affaires étrangères russe, les 12 et 13 novembre, lui ôta tout espoir de parvenir un jour à une entente satisfaisante avec l'Union soviétique. L'appétit de puissance de celle-ci, dans le domaine non réparti encore de la Baltique, des Balkans et du Proche-Orient, se révélait égal au sien propre. Le 27 novembre, le chef de la mission de la Luftwaffe en Bulgarie recevait des ordres qui ne laissaient aucun doute sur l'état d'esprit de Hitler : il était résolu à attaquer la Russie au printemps. Il ne restait plus qu'à arrêter un plan d'opérations pour consommer sa défaite. Au cours de la conférence du 21 juillet, il en avait déjà esquissé les grandes lignes : une poussée sur Moscou, synchronisée avec des mouvements d'encerclement dans le Nord et dans le Sud, suivie

d'une offensive en vue de s'emparer des gisements de pétrole du Caucase. Pendant le mois de décembre, il présida les discussions entre son propre état-major de l'OKW et le haut commandement de l'armée (*Oberkommando des Heeres*, OKH), qui devaient préciser les détails. Lui-même et l'OKW insistaient surtout sur les mouvements d'encerclement ; l'OKH soulignait le rôle crucial de la poussée vers Moscou. Cette divergence d'opinions, qui allait refaire surface, avec des conséquences désastreuses, pendant la campagne, fut temporairement passée sous silence et dissimulée sous des fleurs de rhétorique dans la version finale. Le 18 décembre, Hitler signa la directive du Führer numéro 21, concernant l'attaque de la Russie. Ces directives, dont le nombre total est de cinquante et une, étaient le moyen qu'il employait pour définir les grandes lignes de la stratégie. De façon significative, la dernière est datée de novembre 1943.

Hitler prévoyait une guerre courte et ordonna de terminer les préparatifs de Barbarossa pour le 15 mai. Entre-temps étaient intervenues des perturbations dans les Balkans, qui l'obligèrent à retarder le début de la campagne. Mussolini avait délibérément omis d'informer le Führer de sa décision, prise en octobre, d'attaquer la Grèce. Elle aboutit à un échec, si embarrassant pour Hitler qu'il fut obligé d'envisager une opération de secours en faveur des Italiens, tout comme il allait le faire au mois de février suivant, lorsqu'il envoya Rommel et l'Afrika Korps dans le désert de Libye renforcer les défenses italiennes contre les Britanniques. Un coup d'Etat antiallemand en mars, en Yougoslavie, acheva de le décider. Il sentait là-dessous l'influence britannique, également forte en Grèce, et il n'était donc pas question de tolérer la chose. En avril, il déclencha une guerre éclair contre les deux pays, dont le point culminant fut une opération aéroportée spectaculaire, mais coûteuse, en mai, qui lui permit de s'emparer de la Crète.

Si Hitler n'a trouvé ni le temps ni les conditions atmosphériques nécessaires pour mener à bien sa « guerre courte » contre la Russie en 1941, la faute en est-elle à la diversion dans les Balkans ? La question est loin d'être tranchée. Ceux qui, comme Martin van Crefeld, ont étudié de près sa stratégie au cours des mois en question, ont soutenu que Barbarossa ne pouvait, pour des raisons strictement opérationnelles, démarrer avant juin 1941. S'il s'agit de porter un jugement sur Barbarossa, il semble beaucoup plus important de souligner que le plan lui-même était défectueux. Tout comme celui de Schlieffen, il n'avait pas su choisir entre

deux objectifs : celui de détruire les armées ennemies, et celui de neutraliser la capitale. Dès que l'opération Barbarossa fut déclenchée, elle permit de réaliser des encerclements d'une ampleur sans précédent. Au 1er juillet, le groupe d'armées du Centre, commandé par von Bock, avait encerclé trois cent mille Russes à Minsk, et, au 19 juillet, cent mille de plus à Smolensk. Le groupe d'armées du Nord (von Leeb), au cours de la même période, captura ou mit hors de combat quelque deux cent mille Russes. Le groupe d'armées du Sud, sous von Rundstedt, après un démarrage plus lent, fut celui qui opéra les captures les plus impressionnantes. La reddition de Kiev, le 26 septembre, livra près de sept cent mille Russes aux Allemands (les trois quarts des prisonniers faits au cours de ces premières batailles devaient périr, par manque de soins, au cours de leur captivité).

Avant même, toutefois, que l'encerclement de Kiev eût été achevé, les contradictions du plan Barbarossa avaient commencé à apparaître. Dès le 16 juillet, le groupe d'armées du Centre avait dû s'arrêter, alors qu'il avançait en droite ligne sur Moscou, et ne s'en trouvait plus qu'à trois cent vingt kilomètres. Pourtant, et bien qu'il eût progressé de près de six cent cinquante kilomètres en un mois, Hitler préféra prélever ses deux groupements blindés, ceux de Hoth et de Guderian (tous deux vétérans des triomphes de 1940) pour venir prêter main-forte à Leeb et Rundstedt, sur les axes Nord et Sud respectivement. Guderian fut si furieux de cette décision qu'il n'hésita pas à aller affronter Hitler face à face dans son quartier général de Prusse-Orientale, en exigeant que l'ordre fût annulé. Hitler refusa, l'envoya dans le Sud, et son groupement blindé ne fut pas redéployé sur la route de Moscou avant début octobre. Le 3 octobre, Hitler assurait le peuple allemand que « l'ennemi était brisé, et ne s'en relèverait jamais ». Les événements allaient se charger de prouver le contraire. Favorisés par un hiver tardif, qui transforma les abords de Moscou en une vaste fondrière bourbeuse, les Russes renforcèrent leur front central, obligèrent les Allemands à s'arrêter, et, au début du mois de décembre, à rebrousser chemin.

« Est-ce qu'il ferait moins froid à quatre-vingts kilomètres en arrière ? » répondait Hitler, sarcastique, à ses généraux qui demandaient la permission de battre en retraite devant la contre-offensive russe. Ses soldats, qui rembourraient leurs uniformes avec de vieux journaux, n'étaient, de toute façon, pas plus capables de reculer que d'avancer. Pourtant, bien que presque entièrement démunis d'équipements d'hiver, ils réussirent tant bien

que mal à enrayer la contre-offensive russe, puis à se redéployer pour reprendre l'initiative… Elle commença début mai, lorsque le sol fut enfin sec après la fonte des neiges. Les objectifs étaient la Volga près de Stalingrad, le Caucase et les gisements de pétrole de la Caspienne. Une contre-offensive russe à Kharkov fut brisée à la mi-mai, la Crimée occupée début juin ; Rostov-sur-le-Don, qui constituait l'extrémité méridionale de la frontière militaire allemande en 1918, fut investie le 22 juillet, et les Allemands atteignirent la Volga, au nord de Stalingrad, le 23 août. A cette date, les éléments avancés du groupe d'armées du Sud pénétraient dans le Caucase ; ils avaient planté le drapeau allemand à la cime de l'Elbrouz, le plus haut sommet d'Europe, et n'étaient plus qu'à quatre cent quatre-vingts kilomètres de Bakou, centre de la production pétrolière russe. En treize mois, les armées de Hitler avaient progressé de près de deux mille kilomètres, fait prisonniers près de quatre millions de soldats russes, et avaient bien failli faire quitter Moscou au gouvernement soviétique. Un tiers de l'industrie soviétique avait dû être transférée à l'est de l'Oural, et les régions agricoles les plus riches étaient occupées et exploitées par les Allemands. La victoire semblait si assurée, cette année-là, qu'au moment même où les Russes lançaient leur contre-offensive de décembre, Hitler avait, de façon désinvolte, et certainement sans nécessité aucune, déclaré la guerre aux Etats-Unis, en gage de solidarité avec ses alliés japonais, à la suite de leur attaque contre Pearl Harbor.

Des mains invisibles, cependant, retenaient les armées allemandes par leurs basques. L'« exploitation », dans les immenses étendues de la Russie, se révélait incomparablement moins facile que dans les paysages étroitement circonscrits de la France. Là, l'infanterie avait au plus quelques heures de retard sur les tanks. Dans la steppe, les fantassins, même en couvrant quarante kilomètres par jour, restaient parfois des journées entières sans pouvoir rattraper les éléments avancés. L'intendance était encore plus loin derrière, embouteillée sur des routes qui n'avaient jamais été conçues pour recevoir du matériel lourd, ou attendant des wagons sur un réseau ferré lâche et en grande partie détruit. Au fur et à mesure que les distances s'allongeaient, cependant, le front allait en s'élargissant, si bien que les éléments opérationnels de première ligne devaient parfois tenir, avec quelques centaines d'hommes, une vingtaine de kilomètres. Le groupe d'armées A (ex-groupe du Sud), par exemple, avait dû répartir, au début août, ses vingt divisions le long des huit cents kilomètres du Don. Plus loin

au sud, dans la steppe kalmouke, des secteurs de quatre-vingts kilomètres étaient « tenus » par des patrouilles volantes.

Les Russes avaient bien vu les possibilités que leur offrait une telle situation ; ils entreprirent maintenant de les exploiter. Les 19 et 20 novembre, ils percèrent les lignes allemandes au nord et au sud de Stalingrad, où, depuis le mois de septembre, des combats acharnés faisaient rage, et refermèrent le cercle autour de la ville. C'est ainsi que commença la lutte désespérée de la VI^{e} armée pour survivre, poursuivie dans un dénuement de plus en plus terrible jusqu'au mois de février suivant. Tant que la bataille dura, Hitler ne pensa à rien d'autre. Prenant au sérieux les assurances de Goering, qui prétendait que la Luftwaffe pourrait ravitailler la VI^{e} armée par air, il refusa au commandant de celle-ci, von Paulus (ironie du sort, c'était lui qui avait rédigé la directive « Barbarossa »), la permission de sortir de l'encerclement. Dès lors, Hitler consacra toute son énergie à tenter de reconquérir la proie qui lui échappait. Mais Manstein, qui essaya en décembre de venir au secours des assiégés, ne put percer jusqu'à la ville, les attaques russes gagnaient sans cesse en ampleur, et, le 1er février, au moment où la VI^{e} armée cessait sa résistance, le groupe d'armées du Sud était repoussé en deçà du Don, ne gardant, de l'ample moisson de l'été, que la tête de pont de Rostov.

Avec le recul, et si l'on s'en tient aux grandes lignes, Stalingrad marque, pour Hitler, à la fois l'apogée et la fin de la guerre. A coup sûr, la défaite lui fit perdre sa confiance en lui-même : ne se croyant plus capable d'imposer sa volonté à l'ennemi ou à ses propres généraux, il ne prit guère de part active aux discussions de 1943 sur la meilleure manière de rétablir la situation militaire. L'offensive de Koursk, qui se termina par un échec, et que pendant longtemps Hitler repoussa à plus tard, était l'enfant de son nouveau chef d'état-major, Zeitzler, plutôt que le sien. Les défaites et les reculs dans d'autres secteurs ont également contribué à miner sa confiance en lui-même : l'annihilation de l'armée de Rommel en Afrique, la victoire changeant de camp dans la bataille de l'Atlantique, le début des attaques aériennes systématiques des Alliés contre le Reich, l'invasion de l'Italie par les Anglo-Américains et le renversement de Mussolini. Mais c'était l'humiliation essuyée en Russie qui le blessait le plus profondément.

La preuve, administrée par la défaite de Koursk, qu'il avait plus d'instinct militaire que ses généraux (Zeitzler en l'occurrence) lui rendit quelque estime pour lui-même. Autre facteur jouant dans le même sens, il

avait de plus en plus foi, pour gagner la guerre, dans les armes secrètes que ses savants étaient en train de mettre au point. Chaque fois qu'il traînait dans la boue ses alliés traîtres et couards, il se persuadait un peu plus qu'il était seul indispensable. L'isolement physique, enfin, dont il jouissait dans son quartier général, lui permettait de n'affronter la réalité qu'à doses mesurées, déterminées par lui-même. Tant bien que mal, pendant qu'aux désastres de 1943 succédaient les crises menaçantes de 1944 (nouvelle progression des Russes à l'est, menace d'une invasion anglo-américaine à l'ouest), il conserva ses facultés de pensée, de planification, de commandement. Le complot des officiers de juillet 1944 renforça sa conviction qu'il était seul capable de mener la guerre jusqu'au bout. Toutes les décisions militaires qui suivirent furent prises par lui seul. Beaucoup étaient élaborées dans le plus grand détail. Jusque dans la dernière semaine de sa vie, les membres de son état-major continuaient à transmettre par radio des ordres opérationnels précis, émanant du bunker de Berlin, à des unités réduites à leur plus simple expression, voire à de pures fictions – ce qui n'empêchait pas Hitler de reporter soigneusement leurs mouvements sur sa carte de situation. Tard dans la soirée du 29 avril 1945, dix-neuf heures avant son suicide, il transmit à l'OKW l'ordre de répondre à cinq questions péremptoires : « Où sont les éléments avancés de Wenck ? Quand attaquent-ils ? Où est la IX^{e} armée ? Dans quelle direction effectue-t-elle sa percée ? Où sont les éléments avancés de Holst ? »

A part l'effectif théorique des unités en question, ce sont précisément des messages de ce genre que Hitler le *Meldegänger* aurait pu acheminer, trente ans auparavant, cherchant un abri dans les trous d'obus successifs, dans le secteur du front des Flandres tenu par le régiment List. En fait, à la veille de sa mort, Hitler se trouvait placé dans une situation à peine différente de celle qu'il avait vécue, pendant quatre ans de sa jeunesse, sur le front occidental. Pour lui, l'univers avait effectué un tour complet. Enfermé dans un abri souterrain, pendant que les obus ennemis éventraient le sol au-dessus de sa tête et que l'infanterie échangeait des coups de feu à quelques centaines de mètres seulement de distance, par-dessus un étroit *no man's land*, il était entouré de toute la panoplie du haut commandement : les cartes, la table des cartes, les transparents, le crayon gras, les téléphones de campagne et les officiers en *feldgrau* à l'air soucieux, qui, tout comme ceux du régiment List dans leurs cagnas, se tournaient vers lui pour trouver une issue à leurs épreuves. Ils n'avaient, jadis, pas douté un instant qu'une fois

les ordres reçus, il courrait risquer sa vie pour contremander les tirs d'artillerie. Maintenant, ils attendaient de lui une autre sorte de secours : qu'il mît fin à tout cela, en décidant de fuir, de se rendre, ou de périr lui-même. Ils savaient bien qu'il n'approuverait jamais la fuite, ni la reddition. Il ne restait donc que le suicide, et, dans le moindre recoin du bunker, on ne pensait plus qu'à cela, pendant que la bataille de Berlin approchait de son dénouement. Il voulut présenter son suicide comme la mort d'un soldat, manière de partager « le sort que des millions avaient accepté » avant lui. Ceux qui l'ont entouré jusqu'à la dernière minute, avec le recul, y ont vu autre chose : le saut dans le vide du joueur qui a perdu la partie. Bien peu de ces fidèles, aucun d'entre eux peut-être, ont réussi à expliquer, même à leurs propres yeux, comment la plus auguste des institutions allemandes, l'instrument de la création, de l'agrandissement, de l'unification et du renforcement de l'Etat, le sanctuaire de la pensée militaire universelle, la *maison mère*[3] des armées modernes dans le monde, avait pu confier son sort aux instincts de somnambule d'un ex-caporal, estafette de bataillon. Bien d'autres, après eux, ont cherché à le comprendre. De quelle nature étaient donc les relations obsessionnelles, intenses et, en fin de compte, anormales, que Hitler entretenait avec ses militaires ?

Les soldats de Hitler

On peut résumer en quelques mots la façon dont Hitler réussit à prendre le contrôle de l'armée allemande : il la trouva, à son arrivée au pouvoir, humiliée et affaiblie. Il lui redonna sa force, et donc sa fierté, mais il lui prit, en échange, par une série d'étapes il est vrai presque imperceptibles, son indépendance et son autonomie, la privant finalement de toute dignité et de toute conscience.

En 1933, l'année où Hitler prit le pouvoir, l'armée allemande était encore soumise aux limitations concernant ses effectifs et sa puissance de feu que les Alliés lui avaient imposées lors de la paix de Versailles. Réduite à cent mille hommes, qui devaient tous s'engager à servir douze ans (mesure destinée à empêcher la formation de réservistes entraînés), elle n'avait droit ni aux tanks, ni à l'artillerie lourde, ni à l'aviation. De même, la minuscule marine de guerre devait renoncer aux sous-marins et à toute unité dépassant le croiseur lourd. L'école d'état-major de l'armée avait été fermée en 1920, et le Grand Quartier général supprimé : les Alliés

espéraient ainsi anéantir la vie intellectuelle du commandement allemand, dont la vitalité et l'imagination étaient responsables, selon eux, des brillants succès remportés par ses armées sur les champs de bataille depuis 1866.

En apparence, les limitations de Versailles avaient atteint leur but. Avec ses sept divisions d'infanterie et trois de cavalerie, l'armée allemande ne représentait une menace pour aucun de ses voisins, et suffisait à peine à garantir la sécurité nationale. C'est ce que se disaient tristement les officiers qui s'exerçaient chaque année, comme les y invitaient les directives en vigueur, à la stratégie dite de « défense élastique ». En réalité, les auteurs du traité s'étaient trompés de cible. Ils voulaient paralyser l'armée allemande en la rendant ridicule. Ils n'avaient réussi qu'à en faire une armée d'élite. Dans une économie où les emplois stables étaient rares, l'enrôlement dans l'armée était l'objet d'une intense compétition. Le grade d'officier, bien loin de perdre son prestige, attirait plus encore de candidats issus de la noblesse que du temps du Kaiser. En 1913, par exemple, 27 % seulement des officiers subalternes avaient un « von » devant leur nom, tandis qu'en 1931-1932 le pourcentage des jeunes gens à particule parmi les officiers admis au grade de lieutenant atteignait 36 %. Et il ne s'agissait pas de cadets de famille, qui auraient été moins doués que leurs aînés : le Reichsheer exigeait de ses recrues un niveau d'instruction élevé, et l'obtenait sans difficulté. Les mobiles de ces jeunes gens étaient, semble-t-il, liés, pour l'essentiel, au respect de la tradition. Sous un régime républicain qu'elle méprisait, le service dans l'armée apparaissait, aux yeux de la noblesse, comme une sorte de monarchisme de substitution, et elle s'y consacrait avec ardeur. *Innere emigration* (les « émigrés de l'intérieur ») est le terme employé par les sociologues pour décrire ce phénomène. Un geste symbolique de Hindenburg peut en donner une idée. Déjà fort âgé, il participait à la cérémonie d'installation de Hitler au poste de chancelier, dans l'église de la garnison, à Potsdam, le 21 mars 1933. Arborant l'uniforme de cérémonie d'un feld-maréchal de l'Empire, il se tourna lorsqu'il fut arrivé à l'extrémité de ce même bas-côté où il avait pris place, la première fois, en tant que lieutenant du 3e régiment des gardes à pied, au lendemain de la victoire sur l'Autriche, en 1866, et salua le trône impérial vide de son bâton de maréchal.

Mais les beaux gestes ne mettent pas de beurre dans les épinards. Le corps des officiers du Reichsheer était peut-être riche de titres, mais certainement pas lorsqu'il s'agissait de la solde ou des promotions. L'âge

moyen d'un colonel dans l'armée allemande était, en 1933, de cinquante-six ans. Quatre ans plus tard, dans la Wehrmacht hitlérienne, il était ramené à trente-neuf. En décidant le réarmement et la fin de l'ère de Versailles, Hitler transforma les espérances de carrière de l'officier de métier, conséquence directe de l'énorme accroissement des effectifs. Ceux-ci passèrent de sept à vingt et une, puis à trente-six divisions, y compris les unités de chars et d'artillerie lourde, ainsi que, bien entendu, une armée de l'air autonome, la Luftwaffe. En 1939, grâce notamment à l'absorption, l'année précédente, de l'armée autrichienne, l'armée du Reich atteignait cent trois divisions, dont six divisions blindées, quatre mécanisées et dix motorisées.

Cette expansion rapide n'allait pas, toutefois, sans inconvénients : le rôle et le statut de l'officier de carrière en furent profondément altérés. C'était également vrai des hommes du rang : le noyau primitif de l'armée, ces hommes soigneusement choisis, campagnards en majorité, engagés de longue durée, respectueux de leur devoir et ne pensant qu'à l'armée, avait été submergé par une marée de jeunes conscrits d'origine urbaine, dont beaucoup étaient des nazis enthousiastes, ou au moins d'anciens membres des Jeunesses hitlériennes. Le corps des officiers, lui, se trouvait dilué dans une masse de nouveaux arrivants, d'aspect très semblable à celui des soldats, même si leur formation était différente. En 1932, le Reichsheer recrutait, chaque année, de cent vingt à cent quatre-vingts jeunes officiers. En 1937, les effectifs de la promotion étaient de deux mille. Aux yeux de l'élite de l'armée préhitlérienne, de plus en plus consciente de son isolement, ces nouveaux venus apparaissaient comme des inférieurs sur le plan social. Ce clivage allait engendrer des conséquences de plus en plus graves avec le temps. Pour des raisons d'ancienneté, l'élite du Reichsheer continuait à dominer le haut commandement. Mais ses relations, jadis faciles, avec le reste de l'armée, s'étaient, elles aussi, sérieusement détériorées. Les jeunes loups, en son propre sein, pensaient que les vieux généraux ne comprenaient rien à la guerre moderne. Ceux-ci n'avaient, par ailleurs, aucune sympathie pour les nouveaux officiers sur le plan idéologique. Enfin, ils étaient de plus en plus mal vus par Hitler, ce qui diminuait leur prestige et sapait leur confiance en eux-mêmes.

La *Generalität* allemande, contrairement à ce qui s'était passé dans les autres pays européens, n'avait jamais été entièrement soumise à l'autorité souveraine de l'Etat. C'était à contrecœur que la noblesse prussienne, au sein de laquelle elle était recrutée, avait abandonné ses domaines pour se

mettre au service de l'armée. Elle avait obtenu, en échange, un droit de veto effectif sur la politique militaire de l'Etat prussien. Au cours du XIX^e^ siècle, elle avait fait un large exercice de ce droit, pour sauvegarder les privilèges militaires, donc sociaux, de la noblesse. Au XX^e^ siècle, le droit de veto s'était étendu à la politique proprement dite. C'était l'armée qui avait arrangé l'abdication du Kaiser, comme un moyen de sauver l'Allemagne, et, croyait-elle, de se sauver elle-même, des conséquences de la défaite de 1918. Par la suite, sous le régime de Weimar, elle s'était placée « au-dessus de la politique », mais s'était arrogé le droit de choisir, en son sein, le ministre de la Guerre : cela lui permettait d'écarter du pouvoir les partis politiques qui lui déplaisaient. En nommant le ministre de la Guerre du premier cabinet de Hitler, elle avait montré qu'elle approuvait la désignation de celui-ci comme chancelier du Reich. Mais elle en conclut, à tort, qu'elle pourrait conserver l'autorité suprême sous la dictature comme elle l'avait fait sous la démocratie. Blomberg, l'homme qu'elle avait choisi, était vaniteux et de caractère faible. Fritsch, le commandant en chef de l'armée, était un traditionaliste borné. Lorsque, en 1938, tous deux furent compromis dans des affaires de mœurs, Hitler ne se contenta pas de les démettre de leurs fonctions. Il en profita pour remanier la structure du commandement, de manière à en finir une bonne fois avec le droit de veto politique de l'armée. Le ministère de la Guerre fut supprimé et remplacé par le commandement suprême (OKW), dont il prit lui-même la tête. En cette qualité, il remplaça Fritsch par Brauchitsch, autre traditionaliste borné, mais en réduisant considérablement l'étendue de ses attributions. Plus tard, il nomma chef d'état-major de l'OKW le général Keitel, remarquable pour son absence totale d'indépendance. Comme le Führer demandait à Blomberg si Keitel serait un candidat acceptable à ce poste, le ministre de la Guerre lui répondit qu'il n'était que l'homme qui dirigeait son cabinet. « C'est exactement l'homme qu'il me faut ! » s'écria Hitler, et ne l'employa désormais à rien d'autre.

Avant même de prendre, en décembre 1941, le titre de commandant en chef de l'armée, Hitler avait donc réorganisé la hiérarchie militaire de telle façon que, pour la première fois dans l'histoire de l'Etat allemand, elle culminait en sa personne. L'OKW, qui était, en somme, son quartier général personnel, comportait un élément essentiel : la section de la défense

nationale, qui assurait les fonctions d'un état-major opérations. Du début jusqu'à la fin de la guerre, elle fut placée sous l'autorité d'un ancien officier d'artillerie, Alfred Jodl, d'une énergie et d'une compétence exceptionnelles. Elle avait sous ses ordres les chefs d'état-major des trois armes. Avec ceux de l'armée de l'air et de la marine, les relations étaient correctes. Avec le chef d'état-major de l'armée de terre, en revanche, elles étaient plus complexes, à la fois d'un point de vue professionnel et du point de vue affectif. L'Allemagne étant avant tout une puissance terrestre, les opérations de l'armée de terre revêtaient une signification primordiale.

De plus, les principaux responsables de l'OKW sortaient des rangs de celle-ci, ce qui engendrait jalousies, rivalités et hostilité.

La guerre allait y mettre bon ordre. Brauchitsch, le successeur de Fritsch au poste de commandant en chef, ne manquait ni d'intelligence ni d'éducation. Il appartenait à la franc-maçonnerie du 3e régiment des gardes à pied, le vieux régiment de Hindenburg, qui avait fourni au haut commandement une proportion relativement élevée de son personnel, sans rapport avec l'importance réelle de l'unité. Hammerstein-Equord, ancien commandant en chef, et Manstein avaient tous deux débuté dans ce régiment. Cependant, bien qu'il fût un excellent linguiste et un bon connaisseur des affaires internationales, Brauchitsch n'avait pas la force de caractère nécessaire pour diriger l'armée sans tenir compte des choix stratégiques que Hitler lui imposait par le canal de l'OKW. Il devait déclarer après la guerre : « Hitler était le destin de l'Allemagne, et on ne pouvait échapper à ce destin. » Ce fatalisme confinant au défaitisme le désignait au mépris de Hitler. D'une part, il était prêt à faire publiquement l'éloge de l'œuvre accomplie par Hitler en faveur du pays et de l'armée ; de l'autre, il se lançait dans d'âpres discussions avec Hitler, sur des points cruciaux de tactique et de stratégie, mais finissait toujours par s'avouer vaincu. « Notre chef génial, dit-il à des officiers en 1938, a su tirer les leçons de l'expérience précieuse du combattant de première ligne, et les a mises en forme, créant ainsi la philosophie nationale-socialiste » – remarquable aperçu, soit dit en passant, sur les sources d'inspiration profondes de Hitler. « Les forces armées et le national-socialisme sont les fruits d'un même arbre spirituel. On doit beaucoup en attendre, dans le futur, pour le bien-être de la nation, si ni les unes, ni l'autre, n'oublient de suivre l'exemple et l'enseignement du Führer, qui combine dans sa personne les qualités du soldat authentique et celles du national-socialiste. »

Mais le 24 mai 1940, devant Dunkerque, il fit usage du droit que le Grand Etat-Major général reconnaissait jadis à ses officiers : refuser de contresigner un ordre pour manifester un désaccord d'ordre professionnel. En l'occurrence, il s'agissait de l'ordre désastreux d'« arrêter » les formations de panzers qui avaient reçu mission d'annihiler le corps expéditionnaire britannique. Mais il garda le silence lorsque Hitler passa outre. Il avait déjà offert, puis retiré sa démission, à propos d'un plan consistant à attaquer les Français dans la Sarre. Il exprima à maintes reprises sa désapprobation devant la stratégie de Hitler, qui, pendant l'été 1941, repoussa à plus tard l'offensive sur Moscou. Mais il n'alla jamais jusqu'à la démission, et il fut, en fin de compte, obligé de la donner quand même à un Hitler furieux, lorsque l'échec de l'offensive de Moscou, reprise bien trop tard, lui eut donné raison.

La destitution de Brauchitsch – ainsi que celle de Rundstedt, Guderian et Hoepner, les commandants des groupements de panzers, et le départ de Bock et de Leeb – faisait place nette, ou peu s'en faut, à la tête de l'armée. Ce fut également l'occasion pour Hitler de décréter des changements spectaculaires, portant à la fois sur les structures et sur la psychologie du haut commandement. « Les petites besognes courantes du commandement opérationnel, n'importe qui peut s'en charger, déclara Hitler, en assumant lui-même les fonctions de Brauchitsch. Le rôle du chef militaire suprême est de former ses combattants selon les idées nationales-socialistes. Aucun de mes généraux n'est capable de le faire comme je le veux. En conséquence, j'ai décidé de prendre moi-même le commandement. » Ceci à Halder, le chef de l'état-major, qui avait bien failli être destitué, et finit tout de même par l'être en septembre 1942. Non content d'étaler son mépris pour la valeur professionnelle de l'état-major, Hitler l'insultait de surcroît en usurpant les fonctions opérationnelles, et elles seulement. « Les autres attributions du commandant en chef de l'armée, stipule son ordre du 19 décembre, seront exercées par Keitel en tant que commandant suprême et administrateur en chef de l'armée. » Bref, Hitler était cuisinier en chef, et les généraux marmitons. A eux de trouver, d'entraîner, d'équiper les soldats de l'armée ; à Hitler de déterminer leurs missions et de les commander au combat.

Les humiliations infligées au haut commandement de l'armée ne s'arrêtaient pas là. Dès janvier 1940, Hitler avait confié la préparation et l'exécution de l'attaque dirigée contre la Norvège et le Danemark à l'OKW,

dans la mesure où il s'agissait d'une opération combinée des trois armes. Devant le succès foudroyant de l'offensive, la Scandinavie fut placée sous l'autorité de l'OKW. Au fur et à mesure que la « stratégie périphérique » de Hitler prenait de l'extension, s'y ajoutèrent d'autres territoires conquis, de moindre superficie, et des théâtres d'opérations : les Balkans, la Grèce, la Libye. La liste s'allongea en 1941 avec la France, et, après que Hitler eut pris les fonctions de commandant en chef de l'armée, en décembre, on finit par considérer que la juridiction de l'OKW comprenait, de fait, tous les théâtres sauf le front de l'Est. Désormais, l'Allemagne menait deux guerres parallèles : celle de l'OKH en Russie, celle de l'OKW partout ailleurs. Le résultat de ce partage des responsabilités était que seul Hitler pouvait effectivement superviser l'ensemble de la stratégie. Lorsqu'il avait des désaccords avec l'OKH, représenté par le chef d'état-major de l'armée, quand il se rendait au quartier général de Hitler, celui-ci pouvait toujours prendre le dessus en soulignant que l'armée était incapable d'apprécier à leur juste valeur les campagnes d'Afrique ou de l'Ouest – pour ne rien dire de la guerre sous-marine ou aérienne. Même lorsqu'il affrontait l'OKW, qui exerçait bel et bien un contrôle détaillé sur l'ensemble des opérations à l'Est, il pouvait soutenir qu'il était le seul à assumer, en tant que commandant en chef, la responsabilité suprême, qui était de veiller au bien-être et aux succès de la principale concentration militaire de l'Allemagne.

A force de monter tout le monde contre tout le monde, Hitler finit par aboutir à une rupture avec ses généraux, la plus spectaculaire et la plus désastreuse de toutes, à l'exception, bien sûr, de celle qu'entraîna la trahison des militaires, le 20 juillet 1944 : à dater de ce jour, la caste des officiers d'active tout entière tomba irrémédiablement en disgrâce. En septembre 1942, Hitler était inquiet : la défaite paraissait imminente en Russie du Sud. Il se déchaîna pendant des journées entières contre Halder, le chef d'état-major général de l'armée, coupable de n'avoir pas su mener rapidement à bien l'offensive contre le Caucase. Jodl, envoyé par le Führer pour trouver la cause du retard, fit, à son retour, l'erreur méritoire d'appuyer les dires du commandant local, selon lequel toute nouvelle progression était devenue impossible. Il avait déjà mis Hitler en fureur en démontrant, documents à l'appui, que les ordres donnés par Halder à l'armée du Caucase émanaient, à l'origine, de Hitler lui-même. La colère du Führer ne connut pas de bornes. Il mit fin brutalement à la conférence, refusa de serrer la main à Jodl comme à Keitel (signe de disgrâce qui persista encore

pendant cinq mois), et les exclut désormais des repas à sa table. En outre, à titre de précaution, selon lui, contre de nouvelles citations inexactes de ses propos, il décida que des sténographes devraient désormais être présents lors des conférences de situation biquotidiennes, pour noter chaque mot qui serait prononcé.

A l'automne 1942, par conséquent, avant même que la catastrophe de Stalingrad et la déclaration de guerre à l'Amérique fussent venues le priver de ses derniers vestiges d'initiative stratégique, Hitler était empêtré, en tant que commandant en chef, dans un enchevêtrement de rancunes, de méfiances, de recommandations contradictoires et d'attributions empiétant les unes sur les autres, dont il était le seul artisan. Quatre états-majors indépendants (le sien propre, ou OKW, celui de l'armée de terre, ou OKH, de l'armée de l'air, ou OKL, et celui de la marine, ou OKM) avaient chacun la haute main sur la conduite des opérations dans leurs domaines respectifs. En dehors de Hitler, aucune autorité intellectuelle ne s'imposait à eux. C'était encore un ministère séparé qui s'occupait de l'industrie d'armement. Le renseignement était recueilli et analysé par plusieurs organismes distincts (au nombre de douze, selon certains), dont l'Abwehr, qui appartenait en propre à l'OKW, n'était qu'un élément parmi d'autres. Pendant ce temps, rivalisant de plus belle avec l'armée pour rafler l'élite du personnel, les meilleurs équipements et les marques de prestige, l'armée de Himmler à l'intérieur du parti, les SS voyaient sans cesse grandir leurs effectifs et leur influence. Au moment même où ses ennemis cherchaient, au prix de durs efforts administratifs et diplomatiques, à réduire les divergences qui séparaient leurs forces armées et leurs intérêts nationaux respectifs, Hitler, poussé par la logique du principe même de la dictature (le *Führerprinzip*), ne pensait qu'à aggraver les dissensions latentes dans son propre système de commandement. Sa vie, si simple jadis, même au moment de la *Gleichschaltung* (« nazification ») à outrance, devenait de plus en plus complexe et épuisante à chaque mois qui passait de cette terrible guerre. Quelles étaient les méthodes, quelle était la routine, qu'adoptait Hitler pour venir à bout de l'écrasante besogne qu'il s'était lui-même préparée ?

Le quartier général de Hitler

Tout comme l'avait fait Alexandre dès le début de son expédition en Perse, Hitler abandonna le siège du gouvernement civil lorsque se déclencha la Seconde Guerre mondiale et n'y revint ensuite qu'à de longs intervalles et pour peu de temps. Contrairement à Alexandre, cependant, pour des raisons qui tiennent à sa philosophie du commandement et que nous exposerons plus tard, jamais il ne fixa l'emplacement de son quartier général à un endroit où il aurait risqué de partager les dangers et les privations des soldats à qui il incombait d'exécuter ses ordres. Cela ne veut pas dire que Hitler ait dirigé la Seconde Guerre mondiale en vivant dans le luxe : au contraire. Les Britanniques qui venaient rendre visite à Roosevelt, à la Maison Blanche, étaient horrifiés de le voir présider d'importants débats stratégiques, le verre de whisky à la main. Churchill déjeunait chaque jour de perdrix ou de faisan, absorbant joyeusement une ration de protéines nettement supérieure à la ration hebdomadaire des enfants d'âge scolaire. Hitler, lui, passa les années de la guerre dans un cadre sinistre, en se nourrissant de façon pitoyable. Un brouet végétarien et de la compote de pommes composaient son menu habituel, il vivait dans des baraques de bois ou des bunkers de béton. De temps en temps, l'atmosphère oppressante et l'isolement dont il souffrait au G.Q.G. le faisaient fuir. Il cherchait alors refuge à Munich, ou dans l'Obersalzberg, son lieu de séjour favori avant la guerre. Mais la plupart du temps il vivait et travaillait dans la forêt infestée de moustiques de Rastenburg, en Prusse-Orientale, à Vinnitsa, au fin fond de l'Ukraine, ou sous terre, dans le bunker de la Chancellerie du Reich, à Berlin.

Hitler fit construire plus d'une douzaine de G.Q.G., qui ne furent d'ailleurs pas tous utilisés. Il disposait également d'un train servant de quartier général, le *Führersonderzug*, baptisé *Amerika*, fort impressionnant et d'un luxe inhabituel chez Hitler. C'est à bord de l'*Amerika* qu'il se rendit,

par étapes (Bad Polzin, Illnau et Lauenburg), sur le front polonais en septembre 1939, en Yougoslavie en avril 1941. En 1940, il occupa trois G.Q.G. à l'ouest : *Felsennest* (le « Nid dans les rochers »), du 10 mai au 5 juin ; *Wolfsschlucht* (la « Gorge du loup »), du 6 au 28 juin ; et *Tannenberg*, du 28 juin au 7 juillet. Il revint au Nid dans les rochers pour une tournée de Noël parmi les combattants, passa une journée à la Gorge du loup numéro II le 17 juin 1944, pendant la campagne de Normandie (un V1 allemand égaré, qui vint se poser juste au-dessus de lui, le fit déguerpir), et une partie du mois de décembre à l'*Amt 500*, dans l'Eifel, pour superviser l'offensive des Ardennes. Le reste du temps, il se trouvait au *Werwolf* en Ukraine (16 juillet-1er novembre 1942, et 17 février-13 mars 1943), au *Wolfsschanze* (le « Repaire du loup ») à Rastenburg (du 24 juin 1941, avec des interruptions, jusqu'au 20 novembre 1944), enfin, à l'exception de sa visite dans les Ardennes, à la Chancellerie du Reich jusqu'à son suicide. Le génie avait aménagé d'autres G.Q.G., qui ne furent jamais utilisés : *Riese* (« Géant »), *Wolfsturm* (« Attaque du loup »), *Wolfsberg* (« Montagne du loup »), et *Hagen, Lothar, Brunehilde, Rudiger* et *Siegfried*, d'après des noms de dieux et de héros germaniques. Même en tenant compte du fait que Hitler, avant la guerre, avait utilisé le pseudonyme de « Wolf », il faut avouer qu'il avait un mauvais goût infaillible en matière de noms de code. Comme on peut le voir, *Wolfsschanze* fut son principal G.Q.G., pour ce qui est de la durée de ses séjours. Son emplacement, son aménagement, la routine en vigueur reflètent fidèlement la pratique de Hitler pendant toute la guerre.

L'EMPIRE D'HITLER ET L'EMPLACEMENT DE SES G.Q.G. (1939-1945)

Le choix d'un emplacement aussi éloigné que Rastenburg, site boisé dans les profondeurs de la Prusse-Orientale (devenu polonais en 1945), fut inspiré par deux types de considérations : d'une part, la sécurité personnelle, d'autre part, la proximité du théâtre d'opérations oriental. Sur ce dernier point, Hitler se conformait à la tradition qui voulait que l'on transférât le G.Q.G. de la capitale dans la zone des combats au début des hostilités : le Kaiser avait passé la plus grande partie de la Première Guerre mondiale à Spa, en Belgique. On peut avancer une troisième raison : une fois la guerre déclenchée, Hitler souhaitait s'arracher aux besognes du gouvernement civil pour mieux se concentrer sur la direction des opérations. Rastenburg était, sans l'ombre d'un doute, un pur et simple G.Q.G. Il y avait un excellent centre de télécommunications, et un aérodrome qui voyait souvent atterrir les fonctionnaires civils, mais le personnel et la discipline en vigueur étaient purement militaires. L'enceinte

intérieure, où vivait Hitler, contenait des bureaux pour le porte-parole du Reich, un représentant du ministère des Affaires étrangères et le ministre de l'Armement (lorsqu'il se rendait au G.Q.G.). Sinon, on n'avait prévu de locaux que pour les officiers de liaison de la marine et de l'armée de l'air, et pour l'OKW. L'OKH avait un G.Q.G. séparé à Mauerwald, à douze kilomètres du G.Q.G. de Hitler, et relié à celui-ci par une voie ferrée secondaire.

Le personnel de l'enceinte intérieure (l'enceinte extérieure abritait, essentiellement, les membres d'un service de sécurité très étoffé) était limité : Picker, qui en faisait partie, l'estime à vingt-six personnes. Il ne comprenait guère que les domestiques et les secrétaires personnels de Hitler et la section opérations de l'OKW. Hitler faisait grand cas de ses collaborateurs personnels. Comme tant d'autres responsables de tueries massives, ordonnées sans la moindre pitié, il s'inquiétait constamment du bien-être et des sentiments de ceux qui l'entouraient. La mort de ceux qui assistaient à la conférence du 20 juillet 1944 l'émut profondément. Son sténographe, Berger, fut mortellement blessé : Hitler se hâta de lui donner de la promotion dans la fonction publique, pour que sa veuve pût toucher une pension. A M^{me} Schmundt, la veuve de son premier aide de camp militaire, tué par la bombe des conspirateurs, il dit en pleurant : « N'espérez pas que je vous console. Ce serait plutôt à vous de me consoler, car c'est une grande perte pour moi. » Et lorsqu'il apprit que Traudl Junge, une de ses secrétaires, avait perdu son mari en Normandie, il garda pendant quelques jours la nouvelle pour lui, appréhendant de la faire souffrir. « *Ach !* mon enfant, je suis si désolé ! Votre mari avait un beau caractère », dit-il lorsqu'il finit par lui apprendre son décès. Le capitaine Junge, son ancien ordonnance, avait servi dans les SS.

Ses secrétaires étaient plus que des collaboratrices. C'étaient aussi des compagnes et des confidentes. Hitler avait toujours fait alterner le travail avec de longs accès de bavardages informes, accompagnés de thé et de pâtisseries. Avant la guerre, ses compagnons d'élection étaient des hommes : de vieux fidèles du parti, des parasites nouveaux venus, des gens qu'il considérait comme des artistes, et partant, des confrères, et des amis d'amis. A Rastenburg, il n'avait pas d'intimes, et les secrétaires se substituèrent à eux. Qu'elles fussent des femmes leur conférait un attrait supplémentaire. Hitler, dont la vie sexuelle reste un mystère, et qui, en tout cas, n'autorisait pas sa compagne, Eva Braun, à résider à Rastenburg, avait,

dans ses relations avec le sexe opposé, un fort penchant pour la *Schwärmerei :* une sorte de sentimentalité, mêlée d'attirance physique, qui rappelle davantage l'amitié entre un homme jeune et une femme plus âgée que la passion qui unit un amant à sa maîtresse. Ce cercle de femmes approbatrices lui fournissait un auditoire : il pouvait exprimer à haute voix ses préjugés, en évitant les sujets par trop macabres, se poser en historien et en critique d'art, divaguer, évoquer des souvenirs, se répéter, bref, assommer ses auditrices d'ennui, sans risquer de perdre leur amitié. A Rastenburg, il ne s'en privait pas. La routine qu'il avait adoptée à son arrivée au G.Q.G. comportait, sur une période de vingt-quatre heures, deux longues séances de travail avec les militaires, et il ne se mettait au lit qu'après minuit. Le moment du déjeuner et les premières heures de la journée constituaient des pauses dans son emploi du temps, et il les consacrait à des « propos de table », ou bavardages « de salon de thé », avec le cercle des secrétaires.

Dans la première période de Rastenburg, avant que la guerre eût mal tourné, certaines d'entre elles allaient jusqu'à prendre plaisir à cette vie conventuelle, agrémentée par les nouvelles excitantes des grands événements. Une de ses secrétaires personnelles a raconté une journée typique de juin 1941, peu après le déclenchement de Barbarossa :

> Nous, les filles, sommes aussi bien installées que les hommes. Les blockhaus sont éparpillés dans la forêt, en fonction des tâches assignées à chacun. Chaque département est bien séparé des autres. Le bunker où nous dormons est aussi grand qu'un compartiment de chemin de fer, et semble très confortable, revêtu de panneaux d'un très joli bois clair. Rastenburg serait vraiment un endroit merveilleux s'il n'y avait pas un épouvantable fléau : les moustiques. J'ai eu les jambes littéralement dévorées, et elles sont pleines de cloques. […] Les hommes sont mieux protégés, grâce à leurs bottes de cuir montantes et à leurs uniformes épais ; leur seul point vulnérable est le cou. Il y en a qui circulent toute la journée avec une moustiquaire […] ; la température, en revanche, constitue une agréable surprise. A l'intérieur, il fait presque trop frais […], la forêt nous protège de la chaleur ; on ne la remarque même pas, tant qu'on n'est pas dehors […] : la chaleur vous tombe dessus.
>
> Peu après dix heures du matin, nous nous rendons au bunker qui sert de mess, ou salle à manger numéro 1 : c'est une salle tout en longueur, blanchie à la chaux, à moitié encaissée, à moitié enterrée, si bien que les petites fenêtres, protégées par un treillage métallique, se trouvent tout près du plafond. Sur les murs, des gravures sur bois, l'une représentant des paniers, une autre Henri I^{er}, etc. Une table de vingt couverts prend toute la longueur de la pièce. C'est là que le chef déjeune et dîne avec les généraux, les officiers de son état-major, ses aides de camp et ses médecins [ceci fut écrit avant la rupture avec Keitel et Jodl]. Au petit déjeuner et pour le café de l'après-midi, nous sommes là toutes les deux, nous aussi. Le chef est assis face aux cartes de Russie, accrochées au mur opposé, et cela l'amène tout naturellement à revenir souvent sur le thème de la Russie soviétique et des dangers du bolchevisme. […] Il ne cache pas ses appréhensions, soulignant encore et

toujours l'énorme danger que le bolchevisme représente pour l'Europe, et disant que s'il avait attendu ne fût-ce qu'une année de plus, il aurait sans doute été trop tard.

C'est dans cette salle à manger numéro 1 que nous attendons, chaque matin, l'arrivée du chef. Il vient de la salle des cartes, où il a été informé de la situation militaire. Je dois préciser que le petit déjeuner, pour lui, c'est un verre de lait et une pomme râpée. […] Entre-temps, nous nous faisons raconter par le chef les plus récents développements de la situation militaire.

Après cela, à une heure de l'après-midi, nous nous rendons à la salle des cartes, pour la conférence générale de situation, où l'exposé est confié soit au colonel Schmundt, soit au commandant Engel. Ces exposés de situation sont extrêmement intéressants. On communique les statistiques sur les avions et les chars ennemis anéantis, et la progression de nos troupes est reportée sur les cartes.

Après la conférence de situation, c'est l'heure du déjeuner, qui, pour nous, se déroule dans la salle à manger numéro 2. Comme, la plupart du temps, c'est un ragoût, nous n'y touchons pas le plus souvent. En tout cas, c'est ce que nous faisons quand ce sont des pois et des haricots. S'il n'y a rien de spécial ou d'urgent, nous faisons une sieste de quelques heures après le déjeuner, de manière à être bien réveillées et en forme pour le reste de la journée, qui peut se terminer absolument n'importe quand. Ensuite, vers cinq heures de l'après-midi, on nous convoque chez le chef, et il nous bourre de gâteaux. Celle qui s'empiffre le plus est sûre de recevoir des éloges. La pause café dure en général jusque vers sept heures du soir, souvent plus tard encore. Puis nous revenons à la salle à manger numéro 2 pour le dîner. Pour finir, nous nous faisons toutes petites, tout en restant à portée, jusqu'à ce que le chef nous fasse appeler dans son cabinet de travail, où se tient une réunion, avec encore du café et des gâteaux, dans le cercle de ses intimes […]. Je me sens souvent inutile et bonne à rien, ici. Si je me demande ce que je fais toute la journée, la réponse est accablante : absolument rien. Nous dormons, mangeons, buvons, et laissons les gens nous parler, lorsque nous sommes trop paresseuses pour parler nous-mêmes.

Les habitudes de travail de Hitler, jusque-là excentriques à un point inquiétant, du moins aux yeux de bureaucrates et de professionnels formés dans la tradition prussienne, étaient en train, en fait, de se discipliner, maintenant que le temps des victoires faciles était passé. Mais le tableau, brossé par sa secrétaire, d'une façon de mener la guerre au petit bonheur, dans le plus pur style du café du Commerce, n'est que trop confirmé par la transcription des propos de table du Führer. Ils furent notés par Heinrich Heim, sur l'ordre de Martin Bormann, le secrétaire du parti, à partir du mois qui suivit, c'est-à-dire juillet 1941. (« Il ne faut pas oublier, remarque Albert Speer, que le recueil ne comprend que les passages [qui ont été jugés] significatifs. Une transcription intégrale les rendrait ennuyeux au-delà du supportable. ») Au cours des premières semaines de l'opération Barbarossa, le petit cercle des amateurs de pâtisserie dut subir des monologues (la forme de conversation que Hitler préférait) sur les trésors artistiques de l'Ermitage de Leningrad, l'origine du brouet spartiate, l'avenir du régime monarchique, la domination anglaise en Inde, l'iniquité des hommes de loi,

les aubergistes suisses, la météorologie, l'enseignement de la dactylographie à l'école primaire, la standardisation du voltage sur le réseau électrique, la clairvoyance de l'empereur Julien l'Apostat, le réemploi des anciens soldats comme buralistes[4], et l'aversion des êtres humains pour les serpents, les chauves-souris et les vers de terre.

Les notes prises dans la nuit du 21 au 22 juillet 1941 donnent une idée assez exacte de ces ratiocinations, à ceci près qu'aucune des sempiternelles diatribes de Hitler contre les Juifs, les Slaves, le christianisme et le bolchevisme n'y figure :

> Au fond, nous devrions être reconnaissants aux Jésuites. Qui sait si, sans eux, nous eussions pu abandonner l'architecture gothique pour l'architecture légère, aérée et claire de la Contre-Réforme ? En face des efforts de Luther pour ramener au mysticisme le haut-clergé qui avait pris des habitudes profanes, les Jésuites ont restitué au monde la joie des sens. […] Le fanatisme est affaire de climat – car le protestantisme, lui aussi, a brûlé ses sorcières. Rien de tel en Italie. Le Méridional traite avec plus de légèreté les choses de la foi. […] Il est remarquable de constater les similitudes qu'il y a entre l'évolution de l'Allemagne et celle de l'Italie. Les créateurs de la langue, Dante et Luther, se dressèrent contre la volonté d'œcuménisme de la papauté. […] Je dois le dire, je me réjouis toujours de rencontrer [Mussolini]. […] Il est piquant de penser qu'à la même époque que moi il ait travaillé dans le bâtiment en Allemagne. Or notre programme a été élaboré en 1919, et à cette époque je ne savais rien de lui. […] Si le Duce venait à mourir, ce serait un grand malheur pour l'Italie. En me promenant avec lui dans les jardins de la villa Borghèse, je pus tout à mon aise comparer son profil avec celui des bustes romains, et je compris qu'il était l'un des césars. […] L'Italie est le pays où l'intelligence a formé la notion de l'Etat. L'Empire romain est une grande création politique, la plus grande de toutes. Le sens musical du peuple italien, son goût des proportions harmonieuses, la beauté de sa race ! La Renaissance fut l'aube d'une ère nouvelle, où l'homme aryen s'est retrouvé. […] Le moindre palais de Florence ou de Rome a plus de valeur que tout le château de Windsor. Si les Anglais détruisent quelque chose à Florence ou à Rome, ce sera un crime. A Moscou, ça ne ferait pas grand mal, et à Berlin non plus malheureusement. [Une des rares plaisanteries de Hitler.] J'ai vu Rome et Paris, et je dois dire que Paris, à l'exception de l'Arc de triomphe, ne possède rien qui ait l'ampleur du Colisée […]. Il y a quelque chose de bizarre dans les constructions parisiennes, que ce soient ces œils-de-bœuf aux proportions malheureuses, ou ce pignon qui écrase une façade. […] Naples, à l'exception du château, pourrait être n'importe où en Amérique du Sud. […] Mon plus cher désir serait de pouvoir vagabonder en Italie comme un peintre inconnu.

La guerre s'éternisant, le Führer joua beaucoup moins à l'esprit encyclopédique, et ses *Kaffeeklatschen*, qui commençaient de plus en plus tard dans la nuit au fur et à mesure que les conférences de situations désastreuses se prolongeaient davantage, devinrent bientôt une épreuve à peine supportable pour ceux qui étaient obligés de lui tenir compagnie. Morell, son médecin personnel, d'une compétence douteuse mais qui jouissait de toute sa confiance, était autorisé à sommeiller pendant que les

délires de l'autodidacte déferlaient sur l'assemblée. Les auditeurs par devoir professionnel, secrétaires et aides de camp, ne pouvaient trouver de soulagement qu'en maudissant intérieurement l'épreuve fastidieuse qui les attendait lorsque, à trois heures du matin, la conversation retombait, une fois de plus, sur le statut futur de l'Ukraine, l'effet débilitant du christianisme sur les vertus guerrières des peuples du Nord, les avantages du végétarisme et les tranchées du bon vieux temps. « Ce que dit le chef est si convaincant », notent les secrétaires en juillet 1941 :

> Il explique en quoi le christianisme, par ses mensonges et son hypocrisie, a retardé de deux mille ans, sur le plan culturel, l'évolution de l'humanité. Il faut vraiment que je me mette à noter par écrit les paroles du chef. Ce qu'il y a, c'est que ces séances n'en finissent pas, et on sort de là vidée, sans énergie pour écrire quoi que ce soit. L'avant-dernière nuit, lorsque nous avons quitté le bunker du chef, il faisait déjà jour. […] Jamais, sans doute, on ne verra deux fois une mission aussi étrange que la nôtre : nous mangeons, nous buvons, nous dormons, de temps à autre nous tapons un peu à la machine, et pendant tout ce temps nous lui tenons compagnie pendant des heures. Il n'y a pas si longtemps, nous avons réussi à nous rendre quelque peu utiles : nous avons cueilli quelques fleurs, pour que son bunker n'ait pas l'air trop nu.

Mais, le soir du nouvel an 1941, le journal de la secrétaire montre que la tension sur le front Est commençait déjà à se faire sentir, à la fois dans l'attitude du chef suprême et dans celle de ses thuriféraires et de ses flatteurs. « Nous étions tous d'assez joyeuse humeur au dîner, dans la salle à manger numéro 2. Puis on nous convoqua pour la séance de thé habituelle, où nous trouvâmes un chef épuisé, qui se mit à dodeliner de la tête au bout d'un moment. Nous fîmes, bien entendu, le silence le plus complet, ce qui eut pour effet de faire fuir tout ce que nous avions pu réunir en fait de bonne humeur. Après cela, le chef fut retenu pendant trois heures par une conférence, tandis que les hommes convoqués pour offrir leurs vœux de nouvel an restaient là à attendre avec des têtes sinistres, n'osant pas se permettre ne fût-ce qu'un sourire. » Neuf mois plus tard, après Stalingrad et Koursk, la dépression momentanée avait cédé la place, s'il faut en croire Albert Speer, le ministre de l'Armement, à une irritation permanente :

> Avant l'arrivée de Hitler, il arrivait que quelqu'un demande : « Où peut bien être Morell ce soir ? »
>
> Un autre répondait, maussade : « Cela fait déjà trois soirs qu'on ne l'a pas vu. »
>
> « Lui aussi pourrait rester debout, continuait l'une des secrétaires, ce sont toujours les mêmes… moi aussi je voudrais bien dormir. »
>
> « En fait, nous devrions établir un roulement, reprenait une autre. Il n'est pas normal que ce soit toujours les mêmes qui soient obligés de rester. »

Au début de la guerre, comme il l'avait toujours fait au Berghof en temps de paix, Hitler aimait meubler ses soirées avec des projections de films. Ce qu'il préférait, c'étaient les succès commerciaux du moment. Plus tard, il y renonça, « par sympathie pour les privations des soldats », et les remplaça par des disques, mais choisis de façon extrêmement stéréotypée : « Il écoutait d'abord quelques morceaux de bravoure tirés d'opéras de Wagner, pour se précipiter ensuite sur les opérettes, raconte Speer. Hitler mettait son point d'honneur à reconnaître les chanteuses, tout heureux quand il devinait juste, ce qui lui arrivait fréquemment. » En privé, Hitler mettait aussi des disques de Bruckner et de Beethoven sur son gramophone. Mais la seule vraie détente qu'il connût à Rastenburg, c'était de promener et de dresser son chien, un berger allemand femelle nommée Blondi. En interdisant à quiconque, sauf lui, de la nourrir, il finit par s'en rendre maître. Jusque-là, elle avait été d'une désobéissance notoire pendant les promenades de Hitler, après les repas (jusqu'à la fin de 1943, où ses forces commencèrent à le trahir, il se faisait une obligation de marcher quelques kilomètres par jour). Elle avait été le seul être vivant, se disaient les rares sceptiques qui venaient à Rastenburg, à manifester une quelconque indépendance d'esprit en présence du Führer.

Blondi était également le seul résident de Rastenburg à froncer le nez devant une cuisine immanquablement infecte. Lorsqu'elle était admise à table, elle refusait les bouillies et purées végétariennes qui constituaient l'ordinaire de Hitler. Le Führer, il est vrai, ne cherchait pas à imposer son végétarisme à quiconque ; par ailleurs, depuis le départ de Hesse en Angleterre, en 1941, personne ne cherchait, non plus, à l'imiter sur ce point. Mais il tenait à ce que le rationnement réglementaire fût respecté. Le menu était celui de l'armée en campagne, avec peu de beurre ou de viande, peu d'alcool. Un mousseux de second ordre, raconte Speer, sarcastique, était considéré comme un régal. Bien entendu, il était absolument interdit de fumer en présence de Hitler. « Je suis persuadé, si j'étais demeuré fumeur, fit-il remarquer, non sans complaisance, le 11 mars 1942, que je n'eusse pas résisté à la vie de soucis qui est la mienne depuis si longtemps. C'est peut-être à ce détail insignifiant que le peuple allemand doit son salut. »

En fait, les soucis n'avaient guère tourmenté Hitler jusqu'à l'échec devant Moscou, en décembre 1941. Certes, il éprouva quelques crises nerveuses assez dures, à plusieurs reprises, avant cette date. Le 14 novembre 1940, au cours de la première semaine de l'offensive de

Norvège, il s'était tellement exagéré les risques d'une contre-attaque britannique qu'il alla jusqu'à donner l'ordre de battre en retraite à Dietl, qui allait devenir plus tard un de ses généraux favoris. « Crise d'hystérie épouvantable », nota Jodl dans son journal. Mais après que Jodl lui eut adressé des reproches tout à fait inhabituels (« Mon Führer, il y a des moments, dans toute guerre, où le commandant en chef doit garder son sang-froid » – en frappant la table des cartes de ses phalanges entre chaque mot), Hitler se reprit et autorisa Jodl à préparer un ordre enjoignant à Dietl de tenir bon. Il y eut une crise similaire pendant l'épisode de Dunkerque, si intense que David Irving, qui n'est pas historien à sous-estimer l'envergure de Hitler comme chef de guerre, la décrit, dans son ouvrage monumental sur ce sujet, comme un véritable « effondrement nerveux ». Mais, par la suite, Hitler ne connut plus de ces défaillances. Il ne douta de lui-même ni au moment de l'offensive contre la Yougoslavie et la Grèce, ni, ce qui est plus surprenant encore, dans les semaines qui précédèrent Barbarossa. Toutefois, l'insomnie à laquelle il était chroniquement sujet réapparut au cours des quelques nuits avant l'offensive. Mais il semble qu'il ait résolu de faire taire ses appréhensions pendant la journée, en acceptant, dans un esprit fataliste, les risques impliqués par l'opération. « Barbarossa est un coup de dés, comme tout en ce bas monde », dit-il le 29 mai, trois semaines avant l'attaque. « Si j'échoue, tout sera fini de toute façon. Si je réussis, j'aurai créé une situation qui forcera probablement la Grande-Bretagne à faire la paix. Que diront les Etats-Unis lorsqu'ils verront la Finlande devenue soudain notre alliée ? Quand le premier coup de feu aura été tiré, le monde retiendra son souffle. »

Il n'allait plus guère avoir l'occasion de traiter avec autant d'assurance les risques éventuels et leurs conséquences. Lorsqu'il s'agissait de crises locales, il réagissait avec énergie et esprit de décision, et se montrait très réconforté quand il parvenait ainsi à redresser la situation. Ce fut le cas lors de la contre-offensive de Kharkov en février 1943 (mais le crédit en revient, en réalité, à Manstein) ; ce fut le cas encore lorsque les Allemands réussirent à neutraliser la tête de pont d'Anzio, en Italie, en janvier 1944. A deux reprises au moins, il trouva encore assez de ressort en lui-même pour tenter un véritable coup de dés stratégique : d'abord à Mortain, en août 1944, où il tenta de décapiter la percée effectuée par les Alliés hors de Normandie, et de nouveau, en décembre, dans les Ardennes, lorsqu'il s'efforça de recréer le succès de 1940. Dans les deux cas, ce fut un échec

catastrophique, qui entraîna l'anéantissement de réserves de blindés qu'il était désormais impossible de reconstituer, et qui accéléra, plus qu'il ne retarda, la défaite allemande.

Mais, à cette étape de la guerre, il était devenu un homme habité par une idée fixe : il savait que la défaite était inévitable, et on pouvait déceler sur son visage, dans ses cheveux, sa démarche, ses postures et ses gestes les traces de la tension terrible qui en résultait. Il faisait taire ses craintes en exprimant avec emphase sa confiance dans les armes secrètes, qui allaient changer la face de la guerre. Mais cela ne suffisait sans doute pas à lui faire oublier la mort inévitable qu'il allait devoir se donner lui-même, lorsque tout serait fini, et ce pressentiment envahissait sa conscience à la façon d'une tumeur de l'esprit. Pendant les deux dernières années de sa vie, Hitler n'était plus qu'un cadavre, qui respirait, marchait, parlait, calculait, mais destiné à la tombe avec autant de certitude qu'aucun de ces millions d'hommes qu'il avait marqués pour l'abattoir, lors du terrible apogée de sa dictature. Le pouvoir de tuer était, à vrai dire, le seul qui lui restât à partir du milieu de l'été 1943. Il savait que ses ennemis n'accorderaient jamais la paix à l'Allemagne tant qu'il resterait à sa tête. La capitulation signifiait, il devait s'en douter, son procès et son exécution en tant que criminel de guerre. Après la bataille de Koursk, ses ordres ne sont plus que des réactions, qui tiennent du réflexe, aux initiatives de ses adversaires. La possibilité d'effectuer des choix stratégiques lui échappait, de façon cette fois définitive. C'est pourquoi, si nous voulons essayer de comprendre avec quels moyens il effectuait ces choix, nous devons revenir à l'époque où il était le *Feldherr* – le maître incontesté du terrain. Dans la première phase de la guerre (caractérisée, comme nous l'avons vu, par de graves accès d'indécision), il n'avait ni la compétence ni la confiance en soi nécessaires pour diriger les opérations au jour le jour – ce qui ne l'empêchait pas d'imposer sa volonté à l'état-major quand il trouvait ses plans insuffisants, comme ce fut le cas pour le plan jaune. Dans la période qui sépare la défaite française de l'attaque contre la Russie, ses succès et ceux de l'Allemagne étaient tels qu'il pouvait décider sans prendre de risques, donc sans éprouver de tension. C'est au cours des mois qui suivirent le déclenchement de Barbarossa, mais avant le commencement de la fin, à Koursk, que nous devons chercher des exemples de la façon dont le *Feldherr* exerçait son

commandement, en effectuant librement ses choix entre des options contradictoires. Stalingrad (la décision de combattre, la conduite de la bataille, la réaction face aux conséquences) révèle le style de commandement de Hitler aussi bien, mieux peut-être, qu'aucune autre campagne. Comment Hitler en est-il arrivé à livrer, et à perdre, cette bataille décisive ?

Hitler commandant en chef

Nous pouvons considérer comme acquis que Hitler faisait sien le concept de bataille décisive. Il tient, en effet, une place centrale dans la philosophie de Clausewitz, le seul que Hitler ait honoré du titre de maître à penser. « Aucun d'entre vous, dit-il à un auditoire de Munich, en 1934, n'a lu Clausewitz, ou, si vous l'avez lu, vous n'avez pas su le rattacher au présent. » « Mes chers généraux, dit-il, sarcastique, à un groupe d'officiers en août 1941, je connais Clausewitz, et son axiome : on doit d'abord anéantir l'armée ennemie sur le terrain, puis occuper sa capitale. » Que Hitler ait ainsi amalgamé quelque chose que Clausewitz avait vraiment dit avec autre chose dont il n'était pas responsable (en fait, Clausewitz considérait la capitale ennemie comme un objectif tout à fait secondaire) ne signifie pas que Hitler ait menti en se proclamant son disciple. Les citations tirées de Clausewitz sont, le plus souvent, inexactes, et Hitler est en bonne compagnie sur ce plan. Ce qui importe davantage, c'est qu'il a choisi un élément majeur de la doctrine du maître pour guider son action. Voilà qui prouve (mais nous en avons d'autres témoignages) que Hitler ne mentait pas en disant qu'il avait longuement étudié l'art de la guerre, et qu'il en avait saisi l'essentiel. Les années viennoises, apparemment oisives, avaient été consacrées à des lectures soigneusement orientées, du moins en ce qui concerne la guerre. Un de ses compagnons de misère, que Hitler chargeait de lui procurer des livres, le confirme. Bien avant 1939, il avait compris ce que dit Clausewitz sur le rôle essentiel de la bataille, et, grâce à une longue familiarité avec les ouvrages d'histoire militaire, il savait également ce qu'impliquait une bataille. Sa propre expérience des tranchées lui avait permis de compléter la théorie, en la mettant en rapport avec une terrible réalité. Lorsque, au cours de l'été 1942, il fut obligé de se demander s'il convenait, ou non, de livrer bataille à Stalingrad, il était certainement capable de discerner toutes les conséquences de son choix.

Stalingrad (anciennement Tsaritsyne, actuelle Volgograd) est une ville industrielle de la basse Volga, le plus grand fleuve russe, qui se jette ensuite dans la Caspienne. En termes de géographie humaine, le fleuve marque, mieux peut-être que l'Oural, la frontière entre la Russie d'Europe et la Russie d'Asie, ce qui en faisait un objectif d'une grande importance psychologique, à laquelle s'ajoutait le poids économique de la cité. La Volga est un axe essentiel de transport à longue distance pour l'Union soviétique. Stalingrad est un des principaux centres industriels, et c'était déjà vrai en 1942. Aux yeux de Hitler, s'y ajoutait une dimension idéologique : Leningrad et Stalingrad portaient le nom des deux grands hommes du bolchevisme. Au milieu de l'année 1942, la première était assiégée, et il convoitait la seconde.

Pourtant, à l'ouverture de la campagne de 1942, qui commença le 8 mai, aucun plan n'avait été élaboré pour la prise de Stalingrad. Les objectifs de l'offensive étaient énumérés dans la directive du Führer numéro 41, datée du 5 avril : anéantir les forces soviétiques à l'ouest du Don, ce qui permettrait de s'emparer des gisements de pétrole du Caucase, et « tenter » d'atteindre Stalingrad. L'opération fut confiée aux armées du groupe Sud, commandées par le feld-maréchal von Bock.

Pour ouvrir la voie à la poussée vers l'est, encore fallait-il procéder à trois opérations préliminaires : Kertch et Sébastopol, pour occuper complètement la Crimée, et Kharkov, pour écarter le dernier obstacle en direction du Don. Il ne s'agissait que d'opérations secondaires ; pourtant, les combats furent si durs que les Soviétiques y perdirent un demi-million d'hommes. Pendant ce temps, Hitler était également préoccupé par le front de Leningrad, dont le haut commandement de l'armée aurait préféré faire son objectif principal pour 1942. Les événements en Méditerranée contribuaient également à détourner son esprit de l'offensive sur le Don : il craignait que les Alliés occidentaux envoient des renforts à l'armée britannique aux prises avec Rommel et l'armée italo-allemande d'Afrique. Il s'alarma, en outre, d'une rumeur d'invasion par la Manche.

Les opérations préliminaires en Crimée se déroulèrent avec un plein succès. Mais, à Kharkov, la bataille tourna de telle façon que le déploiement de l'offensive de von Bock en direction du sud en fut compromis, ce qui entraîna toute une série de conséquences désastreuses. La prise de Kharkov par von Bock désorganisa à un tel point l'armée adverse que le front soviétique s'effondra dans un large secteur, permettant ainsi aux Allemands

de progresser vers le Don sans presque rencontrer de résistance. Arrivé là, von Bock aurait dû tourner vers le sud, en direction de Stalingrad et du Caucase, en restant sur la rive droite du fleuve, qui aurait protégé son flanc contre les forces ennemies venant de l'autre rive. Mais lorsque von Bock fit, dans la première semaine de juillet, le bilan de la situation, il conclut qu'il risquait d'être attaqué par les troupes russes qui étaient manifestement en train de se concentrer à Voronej, nœud routier et ferroviaire important, situé sur la rive gauche du Don. En conséquence, et de sa propre initiative, il alla de l'avant pour prendre Voronej, ce qui obligeait le groupe Sud à franchir le fleuve et à progresser vers l'est, alors qu'il aurait dû, selon le plan adopté, rester sur l'autre rive et marcher vers le sud.

La réaction de Hitler fut non pas d'insister pour que Bock se conformât au plan, mais de diviser (le 7 juillet) son groupe d'armées en deux : Bock continuait à commander le nouveau groupe d'armées B, et le nouveau groupe A, qui comprenait les unités de la moitié méridionale du secteur tenu par le défunt groupe Sud, était confié au feld-maréchal List. Le raisonnement de Hitler semble avoir été le suivant : Bock, dont il respectait, dans une certaine mesure, l'opinion, puisqu'il était sur place, ferait à Voronej ce qu'il jugerait bon. A List de poursuivre la progression vers le sud et le Caucase. Mais ce plan échoua. Bock se laissa entraîner dans des combats qui n'en finissaient pas, autour de Voronej, tandis que le mouvement tournant de List vers le sud ouvrait une brèche entre les flancs des deux nouvelles formations. Le 13 juillet, Hitler décida de limoger Bock (c'était la seconde fois : il avait été victime des destitutions massives de décembre, pour être remis en selle lorsque Reichenau, du groupe Sud, était mort d'une crise cardiaque), et le remplaça par le général von Weichs. Il commença alors, par le biais d'interventions personnelles, à élargir la brèche qui se creusait entre les deux groupes d'armées A et B, ordonnant notamment à A de faire glisser ses éléments blindés plus loin vers le sud, pour achever l'anéantissement des forces soviétiques sur la rive allemande du Don, ce qui était l'un des objectifs initiaux de la campagne d'été.

Les militaires de carrière qui étaient sous ses ordres, entre autres Halder, le chef d'état-major de l'armée, firent des objections. Halder essaya d'expliquer que Hitler s'efforçait de livrer une grande bataille à la fois sur le Don, et, par voie de conséquence, sur la Volga et devant Stalingrad, tout en cherchant à s'emparer du Caucase. C'était l'un ou l'autre ; on n'avait pas assez de troupes, et en particulier de blindés, pour faire les deux. Hitler

rejeta ses objections, qu'il traita d'arguties. Le 23 juillet, il promulgua une nouvelle directive du Führer, numéro 43, qu'on peut considérer comme la plus désastreuse qu'il ait jamais signée. Le groupe A (List) recevait l'ordre de mener à son terme la bataille d'anéantissement sur le Don, puis de continuer vers le Caucase. Le groupe B (Weichs) devait non seulement aller de l'avant, mais aussi prendre Stalingrad.

Hitler voulait l'impossible. Les distances à parcourir étaient énormes : plus de trois cents kilomètres jusqu'à Stalingrad, plus de neuf cent cinquante jusqu'au Caucase, ce qui revenait à ouvrir un front de près de mille trois cents kilomètres, de Bakou dans le Caucase jusqu'à la ville de Stalingrad. En outre, les forces disponibles, déjà beaucoup trop étirées, étaient très insuffisantes pour couvrir de telles étendues, ou pour occuper le terrain, à supposer qu'on pût le conquérir. Les deux groupes d'armées additionnés comptaient seulement soixante-cinq divisions, dont moins de dix étaient des divisions blindées. Le reste, comme Hitler le savait fort bien depuis 1914, étaient des divisions d'infanterie à pied, dont l'artillerie et les véhicules étaient tirés par des chevaux. Pour beaucoup, le seul moyen de transport motorisé était la voiture de l'état-major de division. Des divisions comme celles-là pouvaient, au prix d'un effort surhumain, couvrir quarante kilomètres par jour, un rythme qui épuisait les hommes et tuait les chevaux. Si elles rencontraient de la résistance, elles étaient incapables de manœuvrer. Si elles étaient soumises à une contre-offensive, elles ne pouvaient rien faire d'autre que tenir en attendant du secours, ou se débander. Les brèches qui devaient inévitablement s'ouvrir entre leurs avant-gardes aux pieds lourds et les éléments avancés des blindés ne pouvaient être comblées, au mieux, que par de minces écrans de cavalerie et de voitures blindées.

En décidant de transférer son G.Q.G. de Rastenburg à Werwolf, près de Vinnitsa, en Ukraine, le 16 juillet, Hitler ne se donna pas les moyens de mieux saisir la situation difficile dans laquelle il avait placé les groupes d'armées A et B. Théoriquement, il était désormais plus près du front ; mais il était encore à huit cents kilomètres de Stalingrad, et mille six cents de Bakou. Surtout, le déménagement engendra une confusion qui dura plusieurs jours, et un renseignement d'importance vitale échappa à l'attention de l'état-major. La section de l'Abwehr baptisée « armées étrangères-Est », et chargée d'espionner les Soviétiques (ce dont elle s'acquittait avec beaucoup d'habileté et de succès), fit savoir, le 15 juillet,

que les dirigeants soviétiques se préparaient à défendre Stalingrad avec acharnement. Mais, lorsque Hitler eut achevé son installation à Vinnitsa, ce minuscule fragment d'information se trouva enfoui sous la masse des renseignements parvenus entre-temps, et personne n'y prit garde.

La perturbation causée par ce déménagement se répéta le 30 octobre lorsque le G.Q.G. retourna à Rastenburg, ce qui l'empêcha de fonctionner pendant deux jours. Le 11 novembre, Hitler abandonna Rastenburg pour le Berghof, où il resta jusqu'au 23 novembre. Cette fois, le transfert matériel impliquait également un repli psychologique. A ce moment-là, la bataille de Stalingrad avait déjà commencé à prendre une très vilaine tournure.

Pendant tout le mois d'août, les groupes A et B continuèrent à progresser péniblement, pendant que Hitler jonglait avec les groupes d'armées Centre et Nord, chargés le premier d'élargir le saillant au nord de Moscou, le second d'en finir avec le siège de Leningrad. D'un côté comme de l'autre, la progression était très lente, ce qui amena une détérioration des rapports avec Halder : à plusieurs reprises, Hitler crut le surprendre en flagrant délit d'insubordination. Souvent, les divisions se montraient incapables d'exécuter les ordres donnés, à cause de la résistance des Russes sur place. Le Führer, lorsqu'il s'apercevait de ces échecs, les attribuait invariablement à l'incompétence ou à la désobéissance de Halder. Lorsqu'on apprit, le 23 août, que la IV^{e} armée blindée, le fer de lance du groupe B, avait atteint la Volga au nord de Stalingrad, l'atmosphère s'améliora sensiblement. Mais la situation sur les fronts de Moscou et de Leningrad restait préoccupante, et on progressait trop lentement dans le Caucase.

Ces dissensions allaient bientôt déboucher sur un conflit ouvert. Hitler pensait déjà à destituer Halder. A la fin de la première semaine de septembre, il trouva le moyen de se brouiller avec tous ses collaborateurs militaires les plus proches, à la fois de l'OKH et de l'OKW. Le 4 septembre, il accabla Halder de sarcasmes, lui reprochant de n'avoir pas même été blessé au cours de la Première Guerre mondiale, d'avoir une expérience militaire qui se limitait à toujours rester assis « dans le même fauteuil pivotant », et le mit au défi de lui dire s'il connaissait quoi que ce soit aux combattants. Cinq jours plus tard, Halder était sommairement limogé et remplacé par un ancien officier subalterne d'infanterie, Zeitzler, qui, un an plus tôt, n'était même pas général. List fut également renvoyé pour manque d'ardeur, et Hitler prit personnellement le commandement du

groupe d'armées A. Entre-temps, il se mettait en mesure de rompre aussi avec Jodl. Celui-ci fut envoyé sur place pour recueillir des preuves à l'appui des soupçons de Hitler, persuadé que la progression trop lente dans le Caucase était due à l'insubordination de Halder. Jodl revint avec des documents qui démontraient que seules les incohérences objectives de la stratégie hitlérienne en étaient responsables. C'est à partir de cette date, le 8 septembre, que Jodl, ainsi que son supérieur, Keitel (qui, malgré toute sa flagornerie, fut accusé de complicité avec son subordonné, plus intelligent et plus franc que lui), furent bannis du cercle intime du Führer et accablés de marques de déplaisir.

Jodl aurait pu trouver, dans l'humiliation subie, un prétexte pour démissionner. En fait, Hitler pensait le destituer, ainsi que Keitel. Lorsque Jodl vit qu'il était maintenu à son poste, il préféra continuer à servir. Il expliqua plus tard à son adjoint, Warlimont, que le fondement de la puissance d'un dictateur était sa confiance en soi, et qu'il ne fallait pas l'ébranler en se montrant déloyal à son égard. Deux mois plus tard, alors que Warlimont était à son tour destitué (mais la mesure fut rapportée par la suite), Jodl dit, impassible : « La volonté du Führer est pour nous tous la loi suprême. » Pourtant, l'atmosphère, au G.Q.G. du Führer, qui n'avait jamais été des plus confiantes, était devenue, du jour au lendemain, irrespirable pour quelqu'un ayant le respect de soi-même. Des relations détendues et familières entre le commandant en chef et ses subordonnés étaient une tradition de l'état-major général allemand. Dorénavant, raconte Warlimont en parlant des jours qui suivirent le 8 septembre, « le G.Q.G. semblait totalement paralysé » :

> Hitler ne quittait plus qu'occasionnellement son blockhaus sans soleil, et il le faisait à la nuit tombée, par des chemins dissimulés. La salle de conférences qui avait été le théâtre, les semaines et les jours précédents, de discours interminables et de discussions orageuses, se répétant quotidiennement, était déserte. Les conférences n'avaient plus lieu que dans le petit baraquement de Hitler ; elles ne réunissaient plus qu'un nombre très restreint de rapporteurs indispensables et toute procédure en était absente. Il n'y était prononcé aucune parole qui ne fût nécessaire et l'atmosphère y était glaciale […]. Les conférences recommencèrent par la suite sous leur ancienne forme, mais Hitler ne reprit plus jamais sa place au mess. Sa chaise, dans la salle à manger, resta vide un certain temps, puis ce fut Bormann qui l'occupa. Dans les quarante-huit heures qui suivirent le 8 septembre dix à douze sténographes du Reichstag firent leur apparition au G.Q.G. : ils furent pourvus d'un uniforme, prêtèrent serment devant Hitler et participèrent dorénavant – chaque fois à deux – à toutes les discussions militaires.

En attendant que la routine, progressivement, eût repris ses droits, Hitler s'entretint avec Zeitzler (l'ami intime de Schmundt, son premier aide de camp militaire) dans ses quartiers privés. Zeitzler, qui était avant tout un combattant, et un homme très direct, ne fit pas l'erreur que Halder avait commise le 20 août de soumettre à Hitler les statistiques de production des chars russes. Halder avait affirmé que le chiffre était de mille deux cents par mois ; il le sous-estimait, mais c'était déjà le double de la production allemande. Une information de ce genre jetait de tels doutes sur l'ensemble de la stratégie du front oriental qu'il ne faut pas s'étonner que Hitler ait traité Halder de défaitiste. Le Führer trouva plus à son goût les préoccupations terre à terre de Zeitzler, soucieux avant tout des mouvements des unités. Ils pouvaient ensemble scruter les cartes du front à petite échelle. Hitler se servait d'une loupe, tout comme il avait besoin de lunettes pour lire les documents. Il discutait du moment où tel ou tel régiment parviendrait à destination, avec le sentiment de faire quelque chose d'utile et de se protéger du destin. Ce n'était pas possible avec un pédant du G.Q.G., toujours prêt à gâcher tout avec des considérations de haute stratégie, ou en rappelant, à Dieu ne plaise, les buts de la guerre. Qui plus est, Zeitzler montra un sang-froid digne d'un « combattant du front » en tenant tête à Hitler, alors que tous deux se trouvaient en compagnie d'autres généraux. Peu après qu'il eut été nommé à son nouveau poste, Hitler lui lança une de ses diatribes, devenues désormais habituelles, sur l'académisme des officiers du G.Q.G., en terminant par un sarcasme : « Que savez-vous des soldats de troupe ? » Zeitzler répliqua que, comme Hitler, il était parti à la guerre, en 1914, dans une section d'infanterie. « Pour fait de bravoure face à l'ennemi, j'ai été promu lieutenant. Pendant trois ans, j'ai commandé une compagnie et, pendant une année, j'ai été adjudant-major. J'ai été blessé deux fois. Je pense que mon expérience du combat vaut bien la vôtre. » Les présents remarquèrent la pâleur de Hitler qui, désormais, traita Zeitzler avec circonspection.

Les scènes d'hystérie et les sorties théâtrales qui se déroulaient au quartier général du Führer contrastent de façon lamentable avec les conséquences, pour les soldats du rang, de ce qui était décidé (ou de ce qui ne l'était pas) à Rastenburg et à Vinnitsa, au cours des conférences de situation de l'été et de l'automne 1942. Dans le Caucase, ils souffraient d'un approvisionnement intermittent et du terrain difficile. A Stalingrad, de la résistance de l'Armée rouge elle-même. En pénétrant jusque dans la

banlieue de la ville, le 23 août, la IV^e^ armée de blindés avait été suivie par la VI^e^ armée, essentiellement composée d'infanterie, qui avait commencé à combattre pour s'emparer des édifices publics et des maisons de la ville. A la mi-septembre, des combats de rue d'un acharnement inimaginable se déroulaient dans la zone construite, large de vingt-cinq kilomètres, qui bordait la rive occidentale de la Volga.

Une lettre, adressée par un militaire russe au général Tchouïkov, commandant la LXII^e^ armée, chargée de défendre la cité, permet de s'imaginer l'intensité de cette bataille de septembre. On lui avait assigné un poste dans un silo à grains :

> Dans le silo, le grain était en feu, l'eau des mitrailleuses s'était évaporée, les blessés avaient soif, mais il n'y avait pas d'eau à proximité. C'est dans ces conditions que nous nous sommes défendus, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pendant trois jours. Chaleur, fumée, soif : nous avions tous les lèvres gercées. Pendant la journée, beaucoup d'entre nous grimpaient au sommet du silo et, de là, faisaient feu sur les Allemands. Le soir, nous redescendions et formions un cordon défensif autour du bâtiment. Notre équipement de radio avait cessé de fonctionner dès le premier jour. Nous n'avions plus aucun contact avec les autres unités.

Le sort de leurs adversaires allemands, victimes, eux aussi, de la chaleur et de la soif, n'était guère différent. Bientôt, cependant, les choses allaient tourner à leur désavantage. Le 9 septembre, Staline avait demandé au général Vassilevski et au général Joukov de proposer un plan pour rétablir la situation dans la ville. Au cours des semaines suivantes, ce plan se transforma en un projet infiniment plus ambitieux, rien de moins que l'enveloppement de la VI^e^ armée dans Stalingrad, par un mouvement en tenaille, attaquant à la fois par le nord et par le sud. Avec célérité et discrétion, les deux groupes d'armées soviétiques du Don et de Stalingrad firent venir des renforts et aménagèrent des positions d'attaque bien camouflées. Les Soviétiques attendaient la venue du froid pour que la Volga gelée leur épargne la peine de construire des ponts. Lorsque les conditions climatiques furent devenues favorables, et les préparatifs étant achevés, ils frappèrent, à l'aube du 19 novembre. Les points d'impact choisis étaient tenus par des éléments faibles du groupe d'armées A : les contingents roumains et italiens, fournis par les alliés de l'Allemagne. Dès le premier jour de combat, ce fut l'effondrement et, le 23 novembre, Stalingrad était encerclée.

Hitler était entièrement responsable de la façon dont la bataille avait été livrée, puisqu'il occupait, à lui seul, tous les échelons de la pyramide hiérarchique, à la fois commandant suprême des forces armées, commandant en chef de l'armée de terre et commandant du groupe d'armées A. Au moment où la tempête éclata, il se trouvait à plus de deux mille kilomètres de là, au Berghof à Berchtesgaden, où il s'était réfugié pour échapper à Rastenburg. Cette décision était d'autant plus incroyable qu'elle survenait à un moment de crise, ou plutôt de crises multiples et prévisibles : dès les premiers jours de novembre, il était devenu évident que Rommel allait perdre la bataille d'El-Alamein, et, le 8 novembre, les Anglo-Américains avaient débarqué en Afrique du Nord. Il fallut pourtant attendre le 23 novembre pour que Hitler ordonne à l'état-major opérations, qui l'avait suivi en Allemagne du Sud, de retourner à Rastenburg ; la réinstallation ne fut pas achevée avant le 25 novembre. En même temps, il renonçait à exercer le commandement du groupe d'armées A, dont il se déchargeait sur Kleist, et il ordonnait à Manstein de former un nouveau groupe d'armées du Don, qui devait se frayer un chemin jusque dans Stalingrad.

Cette décision en entraîna deux autres : l'une, datée du 23 novembre, qui interdisait à Paulus, commandant la VI^{e} armée, enfermée dans Stalingrad, de chercher à rompre l'encerclement ; la seconde, du 24 novembre, chargeait la Luftwaffe d'approvisionner par la voie des airs les vingt-deux divisions assiégées. Goering s'était vanté, en effet, de pouvoir le faire sans difficulté. Une seule de ces trois décisions, celle qui condamnait Paulus à se tenir tranquille, résista à l'épreuve des faits. Rien que pour survivre, Paulus avait besoin de trois cents tonnes par jour, et la Luftwaffe n'en fournissait pas deux cents. Manstein réussit de justesse à trouver les renforts nécessaires pour effectuer la tentative de percée, dont le nom de code était Tempête d'hiver, mais il était impossible de lui faire hâter sa marche, tant la résistance russe était opiniâtre.

Lors de la conférence de situation de décembre, qui fit le point sur ces diverses tentatives, Hitler se montra plein de confiance dans l'avenir : Tempête d'hiver, qui avait démarré le 12 décembre, ne pouvait manquer de réussir. Mais, comme il interdisait, d'une part, à Paulus d'attaquer pour venir en aide à Manstein, et que, d'autre part, il était bien incapable de susciter, par magie, des troupes fraîches pour soutenir l'offensive Manstein, il a dû probablement sentir, dans son for intérieur, que cette confiance

inébranlable qu'il affichait était en train de s'effriter. Geoffrey Jukes a analysé ses réactions aux demandes et aux suggestions de ses collaborateurs au cours de cette période cruciale : elles sont entièrement négatives.

DATE	SUJET EXAMINÉ	RÉSULTAT
13 décembre	Retrait du groupe d'armées A du Caucase.	Pas de décision
	Demande de renforts émanant de Manstein.	Pas de décision
15 décembre	La force de secours est obligée de s'arrêter.	Pas de décision
17 décembre	La VI^{e} armée demande l'autorisation de tenter une sortie.	Refus
19 décembre	Demande renouvelée de façon pressante. (En fait, Manstein avait ordonné à Paulus de rompre le blocus, mais il refusa de le faire sans l'accord de Hitler.)	Refus
20 décembre	Ordres contradictoires au sujet des mouvements de la division blindée des SS.	Confusion
21 décembre	La VI^{e} armée reçoit l'ordre de rompre l'encerclement, mais à condition de continuer à tenir Stalingrad.	Confusion
22 décembre	Nouvelle demande d'autorisation de rompre le blocus pour la VI^{e} armée.	Refus
23 décembre	L'opération Tempête d'hiver est abandonnée.	

Si révélatrice qu'elle soit, une analyse de ce genre ne peut rendre l'atmosphère dans laquelle ces problèmes cruciaux étaient abordés, ajournés, ou laissés de côté. Albert Speer, qui, en tant que ministre de l'Armement, assista à de nombreux débats, plante le décor :

> Tous les jours, aux environs de midi [il y avait une autre conférence, plus tard, au début de la soirée, et, lorsque la situation militaire, et avec elle l'insomnie de Hitler, se furent aggravées, une troisième à minuit], se tenait la « grande conférence » […]. Hitler s'asseyait sur un simple fauteuil de bureau en jonc tressé, les autres participants à la conférence se tenaient debout autour de cette table. […] Des lampes de bureau, au bout d'un long support, éclairaient les cartes. On commençait par passer en revue le théâtre d'opérations Est. Trois ou quatre cartes d'état-major général collées ensemble, […] étaient successivement étalées devant Hitler sur la table. On commençait par le Nord. Sur les cartes étaient notées toutes les opérations qui avaient eu lieu le jour précédent, le moindre bond en avant, la moindre mission de reconnaissance, et presque toutes ces péripéties étaient commentées par le chef de l'état-major général. Les cartes étaient présentées l'une après l'autre, de sorte que Hitler avait une vue d'ensemble de chaque secteur. On s'attardait assez longtemps sur les opérations d'une plus grande envergure, et Hitler notait alors scrupuleusement toute modification de la situation par rapport au jour précédent. […] On en venait à examiner la situation à l'Ouest, c'est-à-dire, à l'époque, en Afrique, et c'est le général Jodl qui faisait le rapport. Là encore Hitler avait tendance à intervenir dans les

moindres questions de détail. […] Quand on avait fait le point sur les opérations terrestres, on récapitulait les événements des dernières vingt-quatre heures intéressant l'aviation et la marine. Pour les questions relevant de la guerre aérienne et de la guerre maritime Hitler laissait aux commandants en chef les coudées franches.

Le hasard a voulu que nous disposions d'un témoignage sur la façon qu'avait Hitler d'intervenir dans les détails tactiques de n'importe quelle opération, aussi minime fût-elle. Les sténogrammes du G.Q.G. furent brûlés, en effet, avant la prise de Berchtesgaden, en mai 1945.

Seuls des fragments ont échappé aux flammes. L'un d'entre eux concerne justement la journée du 12 décembre, où fut déclenchée l'opération Tempête d'hiver. Sa lecture est fascinante. On y découvre les discussions de Hitler, commandant suprême, avec ses généraux, dans toute leur banalité, on y retrouve les divagations, les propos décousus du Führer, s'attachant tantôt à des sujets microscopiques, tantôt à l'« histoire du monde » :

CONFÉRENCE DE MIDI, RASTENBURG, 12 H 45

HITLER : Est-il arrivé quelque chose de catastrophique ?

ZEITZLER : Non, mon Führer. Manstein a atteint la coupure et il tient un pont. Des attaques se produisent seulement chez les Italiens. Ici il y a un régiment qui a été alerté pendant la nuit et est arrivé sur la position de combat à 10 heures. Heureusement, car les Italiens avaient déjà lancé dans la bataille tous leurs bataillons de réserve.

HITLER : Cette histoire dans le Sud me cause plus de nuits blanches que quoi que ce soit d'autre. On ne sait pas ce qui se passe. […]

ZEITZLER : Le maréchal Manstein m'a appelé ce matin. Il tient le pont à cet endroit. Une légère pression s'exerce déjà maintenant sur la 23e division blindée. Probablement à cause des troupes amenées en renfort. Ici, la résistance n'a pas été trop forte. Cependant, au cours de la journée, de violents combats ont éclaté. Ils ont pris Ritchev. Cela est très désagréable à cause du pont. Car on voulait faire passer par là la ligne de communication. […] Nous avons intercepté un message radio du 8e corps [soviétique] de cavalerie, disant qu'ils veulent passer à la défensive. Ici en haut, on ne voit pas encore clairement ce qu'ils font réellement. On peut considérer que c'est une réaction à notre trafic radio. Car il a été particulièrement dense pendant les jours qui ont précédé notre intervention. Mais on peut aussi penser qu'ils ont l'intention de faire quelque chose. A la VIe armée, c'est principalement ici qu'il y a eu des attaques.

[…]

HITLER : Bien entendu, il est essentiel de voir comment les Italiens se comportent aujourd'hui. Il y a une chose que je ne vois pas du tout, c'est comment je peux partir d'ici [du Berghof, à Berchtesgaden] aujourd'hui, Jodl. Bien sûr, je peux annuler tout.

JODL : Il y a une quantité d'autres problèmes qui seront laissés en suspens.

HITLER : Je suis d'accord. Nous pouvons décider au dernier moment. Quelles sont les heures de train ?

JODL : En général, il y a un train toutes les deux heures. Il arrive qu'on soit obligé d'attendre un train pendant trois heures, mais c'est très rare. En règle générale, ils passent

toutes les deux heures, quelquefois même plus souvent.

BODENSCHATZ : Si la radio marche, nous pouvons rester en contact de cette façon-là.

HITLER : Peut-on arriver à se représenter plus ou moins correctement les choses par radio ? Est-ce possible, et combien de temps cela prendra-t-il ? Il faudra tout coder. Combien de temps nous faudra-t-il pour résoudre ne fût-ce qu'un problème secondaire ?

JODL : Cela ne peut pas marcher.

HEWEL : On peut téléphoner de la gare.

HITLER : Depuis chaque gare du parcours ?

JODL : Ce sera un peu plus difficile dans les arrêts temporaires que dans les gares permanentes. Mais vous arriverez toujours à établir la communication.

HITLER : Si je pars effectivement, je laisserai Berlin de côté. Nous verrons aujourd'hui et demain.

ZEITZLER : Les quelques jours qui viennent seront cruciaux, et ce qui va se passer sera d'une importance vitale. […]

ZEITZLER : En ce moment, tout le monde est très content de la 297e division ; elle est vraiment de tout premier ordre. On en parle beaucoup dans le rapport. Mais je ne pense pas que l'ennemi va attaquer là, pas pour le moment. Ils ont tout déménagé. Toute l'attaque tourne autour d'une seule question : à travers quoi pouvons-nous espérer faire une percée ?

HITLER : Oui, la 206e division les couvre, mais elle a détaché un régiment. Elle a trois régiments.

JODL : Elle a ses effectifs au complet à cent pour cent, jusqu'au dernier homme. Neuf bataillons.

HITLER : Mais un des régiments a été détaché. Elle a neuf canons de 75 mm automoteurs, n'est-ce pas ?

JODL : Non, tractés.

HITLER : Elle en a six, et la 22e division en a dix-huit.

ZEITZLER : Oui, elle a reçu des renforts.

HITLER : Celle-là est vraiment faible ; un 75 mm et deux 76 mm, et il fait venir un régiment de la 294e division. Cela signifie qu'il n'y a plus de réserves disponibles, là-bas. […]

HITLER : A part dans les moments décisifs où le général doit brandir l'étendard parce qu'il s'agit d'une question de vie ou de mort, il doit rester à l'écart. Si on reste au cœur du combat, on finit par ne plus pouvoir commander. […] Lorsque des troupes en viennent à fuir, s'il n'y a pas une discipline de fer, les liens créés par l'instruction et l'ordre militaire disparaissent rapidement. Il est mille fois plus facile de foncer en avant avec une armée et de remporter la victoire que de ramener une armée en arrière en bon ordre après un revers ou une défaite. Le plus grand exploit qui ait sans doute été accompli en 1914 a été de réussir à retirer l'armée allemande après l'idiotie de la Marne et à lui faire exécuter volte-face sur une ligne déterminée pour lui permettre de se reconstituer. Cela a peut-être été l'un des plus grands exploits. On ne peut faire cela qu'avec des troupes tout à fait exceptionnelles et disciplinées.

JODL : Cela a réussi ici avec les forces allemandes.

HITLER : Cela a réussi avec les Allemands, mais cela n'a pas réussi avec les Italiens, et cela ne réussira nulle part avec eux. C'est comme cela, quand l'ennemi réalise une pénétration quelque part, c'est la catastrophe.

La catastrophe survint le 1er février 1943, lorsque Paulus décida de se rendre aux Russes, avec les restes gelés et mourant de faim de son armée. Nous disposons du sténogramme de la conférence de situation de midi, ce jour-là. Hitler y exprime ses pires craintes pour l'avenir et son mépris pour Paulus, qu'il compare, à son désavantage, à une femme dont les journaux avaient annoncé, peu de temps auparavant, le suicide sensationnel :

> HITLER : Ils se sont bel et bien rendus là-bas dans les formes. Car sinon, on se rassemble, on forme un hérisson et on utilise sa dernière cartouche pour se suicider. Quand on pense qu'une femme a assez de fierté, après qu'on lui a lancé quelques mots d'insulte, pour aller s'enfermer et se tuer aussitôt, je n'ai aucune estime pour un soldat qui a peur d'en faire autant et qui préfère la captivité.
>
> ZEITZLER : Je ne puis pas comprendre non plus. J'ai encore toujours l'impression que ce n'est peut-être pas vrai, qu'il [Paulus] gît peut-être là grièvement blessé.
>
> HITLER : Non, c'est vrai. […] J'avais déjà éprouvé des doutes auparavant. C'était au moment où j'ai entendu dire qu'il demandait ce qu'il devait faire. Comment a-t-il jamais pu demander une chose pareille ? […] Le revolver […] c'est tout de même une facilité. Quelle lâcheté d'avoir peur de cela ! Ah ! plutôt se laisser enterrer vivant ! Et dans une situation comme celle-ci, où il sait parfaitement que sa mort sera la condition pour qu'on tienne dans la poche voisine. Car s'il donne un tel exemple, on ne peut pas s'attendre à ce que les hommes continuent à se battre.
>
> ZEITZLER : Il n'y a pas d'excuse. Si ses nerfs menacent de flancher, il doit se suicider auparavant.
>
> HITLER : Quand les nerfs craquent, il ne reste rien d'autre que de dire : « Je n'en pouvais plus », et se suicider. On peut aussi dire : l'homme doit se tuer, tout comme jadis les chefs se lançaient sur leur épée quand ils voyaient que tout était perdu. Cela va de soi. Même un Varus a dit à son esclave : « Maintenant, tue-moi ! »
>
> ZEITZLER : Je pense encore toujours qu'ils l'ont peut-être fait et que les Russes prétendent simplement les avoir tous capturés.
>
> HITLER : Non ! […] Il ne va pas tarder à parler à la radio, vous allez voir. […] Il y avait une belle femme, une vraie beauté, qui n'avait été insultée que par un seul mot. Elle dit alors – et ce n'était qu'une bagatelle : « Dans ces conditions, je peux partir, je suis inutile. » Son mari lui répond : « Eh bien, va-t'en ! » La femme s'en va, elle écrit quelques lettres d'adieu et elle se tue […]. Ce qui me peine le plus personnellement est de l'avoir encore promu maréchal. Je voulais lui procurer une dernière joie. Il sera le dernier que j'aurai nommé maréchal au cours de cette guerre. […] Non, ils parleront personnellement à la radio. Vous l'entendrez bien assez tôt. Ils parleront tous personnellement à la radio. Ils inciteront d'abord les gars qui se trouvent dans la poche [le reste de la garnison de Stalingrad] à se rendre, et ils diront les pires choses contre la Wehrmacht allemande.

Hitler ne se trompait pas : il détectait, d'instinct, les faiblesses de la nature humaine. Peu après, Paulus rejoignit le groupe « Seydlitz » d'officiers allemands « antifascistes » détenus par les Russes, et contribua à alimenter leur propagande. Hitler avait commis, cependant, une erreur de jugement : la promotion de Paulus, à la dernière minute, au titre de maréchal, avait pour but de l'acculer au suicide, puisque aucun feld-

maréchal allemand ne s'était jamais rendu à l'ennemi. A l'exception de cette ultime défaillance, ni Paulus ni la VI^{e} armée n'avaient trahi la confiance de Hitler. Un de ses derniers messages, acheminé le 22 janvier 1943, faisait état, sans fioritures, de sa situation : « Plus de rations. Plus de douze mille blessés sans soins enfermés dans la poche. Quels ordres dois-je donner à la troupe, qui n'a plus de munitions et est soumise à des attaques massives, soutenues par des tirs intenses d'artillerie ? »

Hitler n'avait pas d'ordres à donner, sauf : « La capitulation est hors de question. » Il condamna la décision, prise personnellement par Paulus, de survivre, la qualifiant de « volte-face au seuil de l'immortalité ». Il devait y en avoir bien d'autres avant que la marée alliée eût finalement submergé le Reich. En mai 1945, tous les maréchaux allemands survivants (Model, qui n'avait été promu que depuis peu, prit la voie sur laquelle Paulus avait bronché) étaient prisonniers des Britanniques, des Américains ou des Russes. Beaucoup de leurs frères d'armes avaient, bien avant cela, abandonné le combat dans leur for intérieur. Parmi les généraux qui avaient rempli les fonctions de chef d'état-major, Guderian avait donné sa démission, après une scène à tout casser, en mars 1945, Zeitzler s'était effondré après juillet 1944, et Halder était dans un camp de concentration. Parmi les principaux chefs qui avaient commandé sur le terrain, Bock, Leeb, Rundstedt, Manstein, Hoth, Kleist et Weichs avaient été destitués. Rommel s'était suicidé pour épargner à sa famille les conséquences de sa participation au complot des généraux de juillet 1944. Hoepner avait été exécuté pour cette même raison, et Kluge acculé au suicide, parce qu'il était soupçonné de complicité. Plusieurs autres étaient morts ou s'étaient suicidés pour échapper à la tension permanente engendrée par les responsabilités du commandement : Reichenau, Dollman (crise cardiaque dans les deux cas), et les généraux Uder et Jeschonnek, de la Luftwaffe (suicides).

Pourtant, sur les mille quatre cents officiers qui avaient rang de généraux dans l'armée de terre et la Luftwaffe de 1939 à 1945, pas moins de cinq cents ont été tués ou portés disparus au combat, ce qui représente une proportion énorme, probablement sans précédent, du moins si l'on s'en tient aux guerres menées par des pays développés. Si être fidèle jusqu'à la mort est une marque de loyauté (existe-t-il un meilleur critère ?), on peut dire que les généraux de Hitler l'ont bien servi. Lui-même, en revanche, si on évalue son rôle en termes de « victoire ou défaite », aura été un chef

suprême désastreux. Ses débuts dans le commandement avaient pourtant été exceptionnellement brillants. Comment a-t-il pu mener l'Allemagne à la catastrophe ?

On peut répondre brièvement que la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'elle se fut élargie à l'Union soviétique et aux Etats-Unis, devenus les ennemis de l'Allemagne, était une guerre que l'Allemagne ne pouvait pas gagner. Pour répondre de façon plus circonstanciée, il faut se livrer à une analyse plus serrée. D'abord et avant tout, il y a le style de commandement de Hitler. Il décida, nous l'avons vu, dès le début, de centraliser le pouvoir de décision en un point éloigné du front et, de là, entreprit de contrôler les opérations dans les moindres détails. Le *Führerprinzip* explique suffisamment ce choix : s'il devait exercer le pouvoir suprême, il fallait le faire dans le domaine militaire comme dans le domaine civil. Mais il n'aurait pas pu réaliser ce programme si l'évolution des techniques ne l'y avait aidé, pour le plus grand malheur de l'armée allemande, en lui fournissant les appareils nécessaires à l'exercice d'un tel contrôle.

La radio (« télégraphie sans fil » exprime mieux l'avantage décisif qu'elle présente du point de vue militaire) était tout à fait au point dans les années 1930. Grâce à elle, il ne restait plus rien de ce nuage d'ignorance qui était venu séparer les combattants du commandement, depuis que les armes à longue portée avaient chassé celui-ci du champ de bataille. La T.S.F. engendrait un flux d'informations provenant de la zone critique où amis et ennemis étaient en contact. S'il savait utiliser ces données, le haut commandement pouvait, en s'élevant toujours plus haut dans l'échelle hiérarchique, suivre de près le déroulement des événements, et infléchir leur cours par des interventions judicieuses. Mais des « interventions judicieuses » impliquaient le partage des responsabilités. Dans le camp des Alliés, cette règle était généralement respectée de façon scrupuleuse. Churchill, par exemple, s'intéressait de très près à la conduite des batailles, mais il avait le bon sens (ou alors ses conseillers l'en avaient persuadé) de ne pas intervenir lorsqu'une crise survenue sur le front mobilisait toute l'attention de ses généraux. Hitler, nous l'avons vu, n'avait pas ce bon sens. Le profane peut se laisser impressionner par le fait que Hitler était capable de discuter avec Zeitzler, dans le plus grand détail, la dotation en matériel de tel ou tel régiment : tant de canons de tel calibre, tant de tel autre. Pour le professionnel, ces chicanes mesquines sont la preuve d'une intervention abusive, qui ne peut être que dangereuse. Car la radio ne pouvait donner au

G.Q.G. du Führer toutes les autres informations, de nature moins palpable, mais beaucoup plus importantes : l'aspect du champ de bataille, le degré de chaleur ou de froid, l'intensité variable de la pression ennemie, le niveau de bruit, les blessés refluant vers l'arrière, le flux du matériel dirigé vers le front, le moral des soldats, estimé d'après l'expression de leurs visages et le ton de leurs réponses. Toutes ces données ne pouvaient être recueillies que sur place. En laissant de côté ces impressions, d'une importance décisive (fait extrêmement significatif, Hitler avait servi exclusivement sur le front occidental de 1914 à 1918, et ne savait rien des rigueurs climatiques et des espaces immenses du front oriental), il ne faisait qu'effleurer la véritable tâche du commandant en chef. Il avait beau étaler ses connaissances techniques, il ne « commandait » pas plus, dans le vrai sens du terme, qu'il n'avait commandé lorsqu'il était caporal au régiment List.

Ayant acquis, grâce à une excellente mémoire et à la lecture des manuels spécialisés, une réelle maîtrise des détails techniques, Hitler s'en servait comme d'un moyen privilégié pour imposer son jugement à ses généraux. Albert Speer raconte la façon dont il emmagasinait ses connaissances : « Il puisait ses renseignements dans un grand livre [à] reliure rouge […]. Dans ce catalogue, constamment remis à jour, étaient répertoriés trente à cinquante types de munitions et d'armes différents » (depuis l'époque de Vienne, il avait été également un lecteur fervent du *Flottenkalendar*, sorte de *Jane's Fighting Ships* allemand, qu'il connaissait par cœur). « Le livre se trouvait en permanence sur sa table de nuit » (et le Führer avait la manie de noter ce qu'il considérait comme des modifications vitales sur des bouts de papier, qu'il jetait ensuite ostensiblement). « Parfois Hitler ordonnait à son domestique d'aller le chercher, quand, au cours d'une conférence militaire, un de ses collaborateurs avait cité un chiffre que Hitler avait rectifié aussitôt. On ouvrait le livre, les indications de Hitler étaient vérifiées l'une après l'autre, l'ignorance d'un général mise en évidence. La mémoire des chiffres de Hitler était la terreur de son entourage. […] [Il] pouvait, de cette manière, intimider la majorité des officiers qui l'entouraient. »

Mais ces connaissances techniques, souligne Speer, avaient plutôt tendance à lui rétrécir, non à lui élargir l'esprit, et ses méthodes de commandement s'en ressentaient : « Dans le domaine technique, l'horizon de Hitler s'arrêtait à la Première Guerre mondiale, tout comme sa vision du monde, ses conceptions artistiques et sa manière de vivre. Les problèmes

techniques auxquels il s'intéressait concernaient uniquement l'armement traditionnel de l'armée de terre et de la marine. En ces domaines, il avait complété sa formation et constamment mis à jour ses connaissances, et il proposait assez souvent des innovations convaincantes et réalisables. Mais il montrait peu d'intérêt [ce qui n'excluait pas la confiance aveugle !] pour des réalisations telles que le radar, la bombe atomique, les avions à réaction et les fusées. » En outre, et bien qu'il fût capable de discuter avec les experts techniques sans aucune difficulté, les jugements qu'il les amenait à entériner étaient superficiels. Parlant de ses relations avec les militaires, Speer écrit : « Il était capable de faire la part de l'essentiel et de l'accessoire […]. Les questions qu'il posait prouvaient qu'il avait compris l'essentiel des problèmes […] même quand les sujets traités étaient complexes. Il est vrai que cela n'allait pas sans un inconvénient dont il n'avait pas conscience, à savoir qu'il arrivait trop vite au cœur des problèmes pour pouvoir les appréhender tout à fait à fond. »

Au fur et à mesure que la victoire changeait de camp, Hitler se prêtait de moins en moins à la discussion, aux concessions mutuelles. « A partir de l'automne 1942, observe Speer, il fallait faire preuve de circonspection pour contredire Hitler ouvertement sur des questions importantes. »

> […] S'il tolérait les objections de la part des non-habitués, il ne les admettait pas lorsqu'elles émanaient de son entourage quotidien. […] Si au cours de la discussion un point litigieux se présentait, il éludait adroitement la difficulté et remettait la solution à une conférence ultérieure. Il partait de l'hypothèse que les chefs militaires répugnent à s'incliner en présence de leurs officiers d'état-major. Il se peut aussi qu'il ait préféré les entretiens privés, qui lui permettaient de mettre en œuvre plus efficacement la fascination qu'il exerçait et son pouvoir de persuasion. Ces deux moyens perdaient de leur efficacité au téléphone. C'est sans doute pour cela que Hitler a toujours visiblement répugné à mener des discussions importantes au téléphone.

On peut penser, néanmoins, que la véritable cause de son inflexibilité était autre, et découlait de l'idéal rigide qu'il s'était fixé dans l'exercice du commandement suprême. Comme tant d'autres choses, Hitler s'était forgé cet idéal à partir de son expérience des tranchées. Il avait gardé, de ses années de front, la conviction, enracinée dans la doctrine officielle de l'armée allemande pendant la Première Guerre mondiale, qu'une armée, lorsqu'elle cesse de progresser, doit tenir le terrain à tout prix. C'est en assurant « la défense rigide de ses positions », comme le préconisait, en janvier 1915, le mémorandum rédigé par Falkenhayn pour l'état-major, qu'elle serait le plus en sécurité. A cela il ajouta, dès qu'il eut assez

confiance en lui-même pour imposer ses conceptions opérationnelles à ses généraux (et ce fut le cas même avant la bataille de France), un complément de son cru. Il était persuadé que le « contrôle à distance », bien qu'il eût amené les chefs militaires de la Première Guerre mondiale à ignorer les aléas tactiques sur le champ de bataille, était préférable au commandement sur place, dès lors que les communications radio permettaient un contact direct avec les troupes de première ligne. « Si on reste au cœur du combat, on finit par ne plus pouvoir commander, prêchait le Führer le 12 décembre 1942. Avec le temps, cela finit par [lui] briser les nerfs. C'est différent quand on se trouve loin à l'arrière. »

Mais, au même moment, des généraux qui avaient pourtant la responsabilité de fronts entiers, comme Rommel, Guderian et Montgomery, étaient en train de s'apercevoir qu'en restant à l'arrière on ne sentait plus le « pouls » de la bataille. Afin de le retrouver, ils cherchaient à se plonger le plus possible au cœur des combats, alors que Hitler s'en éloignait de plus en plus. Dans le désert de Libye, Rommel commandait à bord d'un tank, gardant le contact radio avec son Q.G. principal, auquel il transmettait des messages codés très simples, déterminés à l'avance, indiquant des changements de direction ou une modification des axes d'attaque. Montgomery imagina un Q.G. avancé, alimenté en renseignements tactiques par une bande de jeunes officiers de liaison en qui il avait confiance. Leurs impressions de la bataille, apportées directement dans la caravane qui lui servait de P.C., étaient presque aussi fraîches que si elles avaient été communiquées « en temps réel ». Guderian, de son côté, comme en fait foi cette fameuse photographie où on le voit dans un véhicule de transmissions, avec les transmetteurs et les opérateurs de la machine à chiffrer Enigma, accompagnait la vague d'assaut de ses blindés, cherchant avec eux les failles dans les lignes adverses et les dirigeant de manière à les exploiter au mieux. Bref, Hitler n'était encore qu'à mi-chemin du monde moderne. Malgré tout le futurisme en trompe-l'œil dont il aimait à se parer, il restait prisonnier du monde de sa jeunesse, qui était en train de disparaître rapidement. Les ordres, dans ce monde évanoui, émanaient d'une Entité suprême, invisible pour le commun des mortels, à laquelle le simple soldat devait la plus stricte obéissance, et qui ne lui devait rien en retour, hormis la garantie que ses ordres amèneraient la victoire. Hitler a exprimé sa conception du devoir suprême du chef à travers une citation de Clausewitz, pivot du chapitre culminant de *Mein Kampf* : « Jamais on ne peut effacer la

souillure qu'entraînent la lâcheté et la soumission. […] Cette goutte de poison, instillée dans le sang d'un peuple, est ensuite transmise à la postérité, sapant les forces et paralysant la volonté des générations ultérieures, si robustes soient-elles. »

Hitler et la mise en scène du commandement

Cependant, Hitler n'a jamais cru qu'il pourrait, à l'instar du Mikado, imposer à ses troupes une fidélité-jusqu'à-la-mort, retranché derrière les murs d'une Cité interdite. Jamais il ne considéra Rastenburg, ni aucun autre de ses G.Q.G., comme un sanctuaire. Le *Führer-hauptquartier* était une retraite monastique (durant toute sa vie, il admira les institutions de l'Eglise catholique, sinon sa doctrine), non une planque. Après la tentative d'assassinat de Stauffenberg, le 20 juillet 1944, il insista, c'est compréhensible, pour que des mesures de sécurité très strictes fussent adoptées dans son environnement immédiat. Jusque-là, il s'était montré philosophe en matière de risque personnel. « Il est pratiquement difficile à un homme dans ma situation de se prémunir contre un attentat, fit-il observer, à table, le 3 mai 1942. On est toujours à la merci d'un idéaliste qui fait d'avance le sacrifice de sa vie pour réaliser son plan. Et cela explique que tant d'attentats aient réussi au cours de l'Histoire. […] Dès l'instant qu'il en est ainsi, je m'en tiens […] à cet adage viril qui dit que la fortune sourit aux audacieux, et […] je reste tranquillement debout dans ma voiture. A supposer qu'un illuminé veuille m'abattre à coups de pistolet ou au moyen d'une bombe, le fait d'être assis n'améliorerait pas ma situation. »

L'intuition aiguë qu'il avait de la mentalité populaire l'amenait, néanmoins, à comprendre que le fait d'être à l'abri du danger, grâce à l'éloignement de tous ses G.Q.G., devait être compensé par l'apparence, au moins, de risques partagés. Hitler n'était certes pas insensible au crucial et très ancien dilemme du général en chef : où doit-il se tenir, faut-il qu'on le voie souvent ? A l'avant, toujours, quelquefois, ou jamais ? C'étaient là des questions qu'il avait méditées, en public ou en privé, depuis les tout premiers jours de son arrivée au pouvoir. « L'ordre naturel, écrit-il dans *Mein Kampf*, veut que la mission suprême échoie à l'homme le plus apte […]. Pourtant, les autres ne se rendent compte, en général, que très tard qu'il est l'*unique* et seul élu […]. Ses compatriotes sont habituellement les moins capables de discerner celui d'entre eux qui, ayant seul reçu en don

les facultés les plus hautes, mérite seul leur soutien. » Dans sa vie politique, et en particulier durant les « années de lutte », Hitler avait bien saisi les besoins, et décidait habituellement de se tenir « à l'avant, toujours ». S'il ne s'est pas conduit, à l'Odeonplatz, lors de l'échec du putsch de novembre 1923, avec autant d'intrépidité que Ludendorff, en tout cas son comportement n'eut rien d'infamant. Avant, comme après, il avait su montrer, à maintes reprises, qu'il était prêt à courir des risques physiques pour mener à bien la tâche qu'il s'était fixée : ressusciter l'Allemagne, la tirer du tombeau de la défaite. La question n'en restait pas moins posée : en temps de guerre, comment pouvait-il persuader ses soldats qu'il partageait leurs dangers, et comprenait, par conséquent, leur situation, si à l'interrogation imaginaire « Vous tiendrez-vous à l'avant ? », il avait choisi de répondre « Jamais » ?

La solution était la propagande – bien qu'il n'ait jamais eu recours à des affabulations aussi grossières, s'agissant de ses apparitions en public. Hitler avait compris, très jeune encore, toute l'importance de la propagande, il avait fait l'éloge, dans *Mein Kampf*, de la propagande alliée pendant la Première Guerre mondiale, bien supérieure, selon lui, à la propagande allemande, et il en avait tiré la leçon : choisir des messages simples et en petit nombre, et les répéter indéfiniment. « La réceptivité des masses est très limitée, écrit-il, leur intelligence est faible, mais leur faculté d'oubli ne connaît pas de bornes. Il résulte de tout cela que toute propagande efficace doit se limiter à un très petit nombre de thèmes, qu'elle doit reprendre sous forme de slogans, jusqu'à ce que l'homme le plus borné ait compris ce que le slogan a pour mission de lui faire comprendre. » Goebbels, le ministre de la Propagande (son titre exact était : ministre « des Lumières », remarquable exemple de piraterie aux dépens d'une époque où, pour le monde entier, le nom de l'Allemagne rimait avec Herder et Goethe), avait déjà accablé le public allemand sous une avalanche d'images kaléidoscopiques de Hitler. Il était le mentor et le protecteur de son peuple, le gardien vigilant de ses intérêts, le timonier solitaire qui le guidait vers son destin, l'orphelin, victime du malheur collectif de la patrie, et le garant de la grandeur retrouvée de l'Allemagne. Dès le début de la guerre, il y ajouta l'image d'un Hitler, qui, ayant revêtu, à contrecœur, l'uniforme du combattant de première ligne, marchait vers la victoire, comme s'il était à la tête des troupes : non pas entièrement présent, certes, en chair et en os, mais totalement présent en esprit. Même Goebbels, pourtant, malgré son instinct

infaillible de propagandiste, n'aurait pas su trouver, aussi bien que le Führer lui-même, une métaphore capable de suggérer les épreuves physiques illusoires que Hitler aurait subies. Au cours des conférences de situation, dans le cercle de ses intimes, Hitler revenait inlassablement sur ses quatre années de front, infligeant à ses généraux, en sachant bien que personne n'oserait répliquer, d'incessants rappels de son expérience de simple soldat. De la même façon, lorsqu'il s'adressait directement à la population, pendant la guerre, il évoquait, à chaque fois, ce passé qu'il partageait avec tant d'Allemands : les mères des héros tombés au combat, les veuves de la génération sacrifiée, les pères de la génération suivante, les anciens combattants du front. Le fait d'être un survivant de la Première Guerre mondiale faisait de lui un frère d'armes de la nouvelle génération, qui portait à son tour l'uniforme feldgrau.

Aucun de ses discours ne reflète mieux l'aplomb avec lequel Hitler revendiquait la qualité de héros pour justifier ses titres au commandement (car c'est comme un héros qu'il cherchait à se présenter, et cela de façon d'autant plus criarde que sa crédibilité diminuait) que l'explication qu'il donna publiquement de la décision prise le 22 décembre 1941 : assumer personnellement le commandement de l'armée allemande.

> Soldats, la bataille que nous livrons pour la liberté de notre peuple et sa sécurité future […] approche désormais du point critique qui décidera de tout […] Je connais la guerre, j'ai vécu le conflit grandiose à l'Ouest, entre 1914 et 1918. J'ai participé à presque toutes les batailles en qualité de simple soldat, et j'ai une expérience personnelle des horreurs de la guerre. J'ai été blessé deux fois, et j'ai failli perdre la vue.
>
> C'est l'armée de terre qui porte le poids principal du conflit. Dans ces conditions, j'ai décidé, en ma qualité de chef suprême des forces armées de l'Allemagne, de prendre personnellement le commandement de l'armée de terre.
>
> Ainsi, rien de ce qui vous tourmente, vous pèse et vous accable ne m'est inconnu. Moi seul, après quatre ans de guerre, n'ai jamais douté une seconde de la résurrection de mon peuple. Armé seulement de ma volonté fanatique, moi, simple soldat allemand, ai réussi, au terme de plus de quinze ans de labeur, à unifier une fois de plus l'ensemble de la nation allemande, et à l'affranchir de la sentence de mort prononcée contre elle à Versailles.
>
> Mes soldats, vous me croirez désormais si je vous dis que mon cœur n'appartient qu'à vous seuls, que ma volonté et mon travail sont mis résolument au service de la grandeur de mon peuple, que mon esprit et ma résolution ne poursuivent qu'un seul but : l'anéantissement de l'ennemi, autrement dit la victoire finale.
>
> Tout ce que je peux faire pour vous, mes soldats […], en prenant soin de vous comme en vous dirigeant dans le combat, je le ferai. Ce que vous pouvez faire pour moi, et ce que vous ferez, je sais que vous le ferez, dans la loyauté et l'obéissance, jusqu'à ce que le Reich et notre peuple allemand soient définitivement sauvés.

Certes, Hitler manipulait sans vergogne le système de valeurs héroïques, mais l'efficacité de ses procédés est attestée par les résultats. L'armée allemande de 1945, contrairement à celle de 1918, combattit, incontestablement, jusqu'au bout. Un cercle restreint d'officiers de métier de l'« ancienne » armée mis à part (membres de l'aristocratie catholique, comme Claus von Stauffenberg, ou feudataires de Prusse et de Poméranie, comme Quirnheim ou Yorck von Wartenburg), les officiers ordinaires et les soldats du rang firent loyalement don de leur personne à Hitler, et ne se rendirent, à la fin, que lorsqu'ils en eurent reçu l'ordre. Pourtant, d'un bout à l'autre de la guerre, il n'avait pour ainsi dire jamais parlé directement à aucun d'entre eux, il ne leur avait même pas montré son visage. Au cours de la campagne victorieuse de 1939-1940, il effectua une tournée sur le front, après que les combats eurent pris fin. En décembre 1940, à l'occasion de Noël, il rendit visite à ses gardes du corps SS, à l'Ouest. Autrement, comme le prouve l'absence presque totale de photographies sur ce thème, Hitler évitait les contacts directs avec ses fidèles *Landsers*. Ses seuls moyens de communication avec eux étaient les ordres écrits du jour, et de très rares émissions radiodiffusées. Un épisode isolé, raconté par Albert Speer, confirme cette attitude : le hasard des déplacements l'ayant mis face à face avec ces instruments qu'il maniait chaque jour en tant que chef suprême, Hitler eut un mouvement de recul devant la réalité. « Autrefois », écrit Speer, à propos de cette rencontre, qui eut lieu le 7 novembre 1942, pendant le transfert du G.Q.G. de Rastenburg au Berghof, « Hitler avait coutume d'apparaître à la fenêtre de son train spécial à chaque arrêt. Maintenant, ces contacts avec le monde extérieur lui paraissaient fastidieux ; il fallait régulièrement baisser les stores des fenêtres qui donnaient sur le quai. » Un jour, alors qu'il était déjà tard, il était assis avec Hitler « dans le wagon-salon lambrissé de palissandre » :

> La table était richement garnie : argenterie, verrerie, porcelaine et fleurs. Nous étions en train de commencer notre repas, lorsqu'un convoi de marchandises s'arrêta le long de notre train, sans que personne d'entre nous y eût prêté attention : dans les wagons à bestiaux se trouvaient des soldats allemands qui revenaient du front de l'Est ; dans un état lamentable, affamés, blessés pour certains, ils regardaient, hagards, l'assemblée des convives. Hitler eut un haut-le-corps en apercevant à deux mètres de sa fenêtre ce lugubre spectacle. Sans esquisser un salut, sans même manifester la moindre réaction, il ordonna à son domestique de baisser les stores au plus vite. Ainsi se déroula l'une des rares rencontres que Hitler eut, pendant la seconde partie de la guerre, avec de simples soldats du front, semblables à celui qu'il avait été jadis.

Hitler, lui, ne devait jamais connaître la faim. Un des éléments les plus étranges de la mise en scène qui précéda son suicide fut le dernier repas de midi, des spaghettis à la sauce végétarienne, une demi-heure seulement avant sa mort. Pourtant, cela ne signifie pas que les distorsions qu'il avait délibérément fait subir à l'idéal du héros, pour mieux justifier son empire démentiel, et finalement, criminel, soient restées impunies. Simplement, le prix à payer fut d'ordre psychique, plutôt que physique, et les symptômes n'étaient pas bien difficiles à déceler. Car, dès la fin de 1943, les épreuves qu'il infligeait à ses soldats, et qu'il s'épargnait à lui-même, avaient entraîné une telle tension nerveuse que sa déchéance physique était déjà bien avancée. Il n'avait pourtant que cinquante-trois ans. Tout au long de sa carrière politique, et malgré des accès d'anxiété hypocondriaque, sa santé avait été excellente. Elle était restée bonne (et, à vrai dire, pourquoi pas ?) durant la période des victoires faciles. Morell, son médecin personnel, avait diagnostiqué de l'artériosclérose au début de 1942, mais il avait la situation bien en main, grâce à l'un des nombreux médicaments qu'il administrait au Führer (la plupart destinés à lutter contre les flatulences, une des obsessions de Hitler). Il avait souffert d'insomnie lors des crises politiques, avant la guerre, et dans la phase préparatoire de Barbarossa ; elle revint pendant la bataille de Stalingrad, de même que l'irascibilité. Aussitôt après, apparurent des symptômes physiques de la terrible tension qu'il subissait. Guderian, qui alla le voir à Vinnitsa en février 1943, remarqua que sa « main gauche tremblait, il courbait le dos, il avait le regard fixe, les yeux exorbités, mais sans rien de leur éclat habituel, et ses joues étaient marbrées de rouge ». Mais il gardait encore toutes ses facultés, physiques aussi bien qu'intellectuelles. Speer remarqua, il est vrai, une apathie croissante dans son attitude, un engourdissement de l'intellect, mais les deux hommes continuaient à faire des promenades ensemble, lorsque Speer venait à Rastenburg, à l'automne 1943, et Hitler n'avait pas abandonné le dressage de son berger allemand, Blondi.

Puis, en 1944, le processus de dégradation se déclencha, et progressa avec une extraordinaire rapidité. C'est au début de 1942 qu'il avait découvert les premiers cheveux blancs. Au printemps 1944, un visiteur qui le connaissait de longue date vit « un homme âgé, brisé, épuisé de fatigue, qui traînait les pieds et se tenait tellement voûté qu'il semblait faire des courbettes. Son visage s'était empâté et n'exprimait plus que le souci et la colère. Son regard semblait plein de reproches. Ses secrétaires avaient

remarqué que ses genoux se mettaient parfois à trembler et qu'il lui arrivait d'être obligé de maintenir sa main gauche, agitée de tremblements, avec sa main droite. Ces tremblements, lorsqu'il devait porter une tasse à ses lèvres, étaient trop marqués pour passer inaperçus ». L'explosion de la bombe du 20 juillet 1944 entraîna de nouvelles infirmités, notamment un tympan percé, mais il réussit à s'en remettre de façon satisfaisante. En revanche, la sénilité physique continua à progresser au même rythme. Vers la fin de 1944, il était devenu incapable de parcourir plus de trente ou quarante mètres sans s'arrêter pour se reposer. Au printemps 1945, il était au bord de la décrépitude :

> Son visage était couleur de cendre, bouffi, marqué de rides profondes. Ses yeux semblaient recouverts d'une pellicule muqueuse et complètement privés de vie. Son bras droit se mettait quelquefois à trembler violemment ; dans ces cas-là, il l'immobilisait de sa main gauche, avec impatience. […] L'âge, et ses épaules voûtées, donnaient l'impression qu'il s'était ratatiné. […] Mais le changement le plus visible était son étrange démarche, titubante comme celle d'un homme ivre. Il faisait quelques pas, puis s'arrêtait, se cramponnant au bord d'une table. En six mois, il avait vieilli de dix ans.

Comment s'explique cette terrifiante décomposition ? L'insomnie constitue certes un élément de réponse, mais c'était une insomnie enracinée dans des sentiments d'autodestruction : les reproches qu'il s'adressait à lui-même, sa révolte contre le destin. « Je continue à voir des cartes d'état-major dans le noir, confiait-il en février 1945 au docteur Erwin Giesing, et mon cerveau continue à fonctionner, et il me faut des heures pour m'endormir. A ce moment-là, si j'allume la lumière, je suis capable d'indiquer exactement, sur un schéma, où se trouvait chaque division à Stalingrad. Cela continue comme cela pendant des heures et des heures, jusqu'à ce que je m'endorme, vers cinq ou six heures du matin. » D'autres images pénétraient peut-être dans sa conscience pour le tourmenter. Comme tous les fantassins de la Première Guerre mondiale, Hitler avait rapporté des tranchées des souvenirs comme peu d'hommes avaient eu le malheur d'en connaître auparavant : des souvenirs de corps éparpillés comme des bûches sur les champs de bataille, ou entassés comme des stères de bois pour être enterrés dans les fosses communes. Le lien qui rattache l'holocauste de la Première Guerre mondiale à celui des camps de concentration apparaît avec évidence à quiconque est capable de supporter les images qui en témoignent. Si les hommes n'avaient pas d'abord subi le conditionnement des tranchées, qui les avaient habitués physiquement aux tueries

industrielles, comment aurait-on pu trouver assez d'exécutants pour mener à son terme le processus d'extermination ? Hitler, tous les témoignages concordent sur ce point, refusait d'envisager cet aspect de la guerre qu'il avait pourtant décidé. Mais il ne pouvait en faire autant lorsqu'il s'agissait de l'extermination physique de ses propres soldats. En tant que chef suprême, en effet, c'était sur lui qu'en retombait la responsabilité. Elle était d'autant plus écrasante qu'il n'avait même pas fait mine de partager les dangers qu'il faisait courir à ses soldats. La seule manière d'expier, c'était la victoire. Mais, au printemps 1945, personne ne pouvait plus nourrir le moindre espoir de vaincre. Lui, l'ancien combattant de première ligne, restait seul avec ses remords : il avait livré à la mort, par millions, les fils de sa propre génération, et conduit l'Allemagne à une seconde défaite. Il avait beau clamer, sans grande conviction, que, si la guerre avait été perdue, c'était parce que le peuple allemand ne s'était pas montré digne de lui, au fond de lui-même, s'il lui restait une lueur de raison (et tous les témoins affirment qu'il garda sa lucidité jusqu'au bout), il savait bien que c'était précisément le contraire : c'était *lui* qui ne s'était pas montré digne du peuple allemand, et sa décomposition physique progressive était le symptôme externe de l'effondrement intérieur provoqué par cette accablante certitude.

Car le commandement suprême de Hitler n'avait rien été d'autre (peut-être s'en est-il aperçu lui-même, avec le recul) qu'une pantomime de faux héroïsme. Il était fondé, comme il l'avait proclamé à son de trompe, à son apogée, sur l'idée de souffrance solitaire, sur l'intériorisation, par le chef, à l'abri dans ses repaires de Rastenburg et de Vinnitsa, des dangers et des épreuves de ses soldats, sur l'équation postulée entre leur calvaire physique et sa résistance morale, sur la substitution du « nerf » ou du « cran » au courage, et, tout à fait à la fin, sur le rituel du suicide comme substitut de la mort face à l'ennemi. Peu de suicides sont héroïques, et celui de Hitler ne fait pas exception. Parmi toutes les épitaphes écrites à son intention depuis le 30 avril 1945, pas une fois on ne trouve le mot « héros ». Il est peu probable qu'il y figure jamais. Les héros, lorsqu'il ne reste plus d'autre solution, meurent à la tête de leurs soldats et sont enterrés avec les honneurs. Hitler est mort sans témoin, et ses cendres ont été dispersées en un lieu qu'on ne sait même plus retrouver aujourd'hui.

CONCLUSION

L'âge posthéroïque : le commandement dans le monde nucléaire

La mort sordide et ignominieuse de Hitler nous amène au terme de ce survol de l'évolution du commandement à travers deux mille ans d'histoire de l'Occident. Est-il possible d'en tirer des conclusions d'ordre général sur la nature du pouvoir militaire, les moyens de son exercice et le processus par lequel les résultats qu'il obtient sont revêtus d'une signification politique ?

Il convient d'abord d'établir un constat d'importance primordiale : les activités des militaires ne constituent pas une fin en soi. Les primitifs peuvent bien se battre dans une bienheureuse inconscience, s'imaginant qu'ils ne font rien d'autre qu'exprimer leur virilité. Les guerriers professionnels des pays avancés peuvent bien prétendre qu'ils ne sont rien d'autre que de simples soldats, qui font leur devoir de leur mieux et sont prêts à mourir lorsque le devoir l'exige. Leurs chefs eux-mêmes peuvent bien dénigrer toute stratégie ayant des buts politiques, et assurer qu'ils sont mus par des impératifs militaires, qui n'ont rien de commun avec ceux de la diplomatie, ni avec la conception que se fait l'homme d'Etat de l'intérêt national. « *A la guerre comme à la guerre*[1] », disent les soldats, entendant par là que la guerre change leur façon de voir le monde, modifie leur ordre de priorités et leur fait oublier tout ce qui préoccupe habituellement la société en temps de paix. En effet, la recherche du profit, le respect du droit de propriété, l'obéissance à la loi, les égards dus aux puissants, les concessions faites aux minorités, la célébration des rites, l'observance des coutumes et la civilité n'ont pas leur place, ou n'ont qu'une place minime,

sur le champ de bataille. La victoire y appartient à ceux qui courent le plus vite – et que le diable emporte les derniers. Cependant, si éloigné que soit le champ de bataille de la place du marché ou du tribunal, son existence préalable, ou la possibilité d'y avoir recours, sous-tend tous les jugements que les citoyens peuvent émettre au sujet de l'ordre social tel qu'il se présente à eux. La force, même si les bien-pensants s'efforcent de ne pas le voir, constitue la contrainte ultime, au moyen de laquelle toutes les sociétés organisées se protègent contre les adversaires, extérieurs ou intérieurs, de l'ordre. Ceux qui le savent, et sont prêts à en faire usage, se trouvent nécessairement tout près du pouvoir, ou en son centre même, et cela dans toute société, quelle qu'elle soit. A l'inverse, ceux qui détiennent le pouvoir, et ignorent la force, ou refusent de s'en servir, seront inéluctablement chassés de leurs fonctions.

Il est impossible, néanmoins, d'exercer le pouvoir grâce à l'emploi, mécanique en quelque sorte, de la force, que la contrainte soit manifeste ou seulement implicite. Ce n'est pas faute, pourtant, d'en avoir cherché le secret : les détenteurs du pouvoir, comme ceux qui aspirent à le conquérir, s'y essaient depuis longtemps. Il faut, pour employer la force, une faculté particulière, et la force détecte ceux qui ne la possèdent pas. Dans les sociétés théocratiques, cette faculté est censée être un don de Dieu, ou des dieux, et les souverains de droit divin peuvent, en conséquence, envoyer leurs sujets sur le champ de bataille sans avoir besoin de les conduire en personne, et sans même y penser. Les souverains laïcs, en revanche, ne jouissent d'aucune exemption. Dans le monde qui est le leur, les vertus qui s'attachent à l'usage de la force sont celles-là mêmes qui permettent de lui résister : le ressort, la ténacité, l'audace, mais, surtout, le courage. Ils doivent donc, ou bien prendre eux-mêmes la tête de l'armée, ou trouver le moyen de déléguer cette obligation, sans porter atteinte aux fondements de leur autorité en dehors du champ de bataille et en temps de paix.

Dans les pages précédentes, nous avons examiné les procédés employés par quatre sociétés différentes pour résoudre le dilemme du commandement. Pour la morale héroïque du monde d'Alexandre (morale qui allait persister pendant longtemps et refaire surface, par la suite, dans d'autres pays), le commandement était tout simplement inclus dans l'art de gouverner, à moins que ce ne fût l'inverse, et que celui-ci ne fût subordonné à celui-là. On ne faisait pas plus la distinction, dans la Macédoine du temps d'Alexandre, entre son rôle de roi et celui de chef de guerre, qu'entre

l'électeur et le guerrier, s'agissant de ses principaux sujets. Les uns comme les autres étaient légitimés par l'empressement des Macédoniens à se rendre sur le champ de bataille et à s'y battre avec courage. La seule différence entre Alexandre et ses compagnons était qu'ils attendaient de lui qu'il les conduisît à la victoire.

Même une défaite, si elle était rachetée par une mort royale, ne pouvait priver un souverain de ce type de son titre de héros. Une mort héroïque, en fait, représentait à la fois la gloire pour la victime, et la plus sûre des légitimations pour son successeur par le sang. Mais c'est précisément ce recours périodique au combat, de la part du souverain guerrier soucieux de légitimer son pouvoir, qui frappait de stérilité la société héroïque. Aucune évolution, qu'elle fût politique, culturelle, intellectuelle ou économique, n'était possible tant que les préoccupations de l'élite tournaient exclusivement autour de l'activité répétitive, et, en fin de compte, narcissique, que représentait le combat. Toutes les sociétés qui ont réussi à se libérer des contraintes imposées par l'héroïsme l'ont fait en séparant le héros du reste de la société, et en accordant un prestige égal ou supérieur à des fonctions plus créatrices que la sienne : celles du juge, du savant, du diplomate, de l'homme politique, du marchand.

Deux voies qui semblaient offrir une issue pour échapper à l'héroïsme se révélèrent être des culs-de-sac : le mercenariat et les soldats esclaves. Dans ce dernier système, préféré par l'islam à ses débuts, la fonction guerrière était déléguée à des hommes qui étaient la propriété du souverain. Toutefois, la logique intrinsèque de la force, comme on aurait pu s'y attendre, finit, avec le temps, par inverser les rapports de propriété, transformant, en fait sinon en droit, les détenteurs de la force en détenteurs du pouvoir. Le royaume des Mamelouks, qui fut le résultat de cette évolution, était héroïque en tous points, et se révéla si incapable d'évoluer en tant que société, si attaché à l'art traditionnel de la guerre, qu'il échoua, même sur le plan militaire, lorsqu'il dut affronter les armées de sociétés qui, elles, avaient su s'adapter. Le système du mercenariat révéla ses faiblesses d'une façon diamétralement opposée. Seules les sociétés qui avaient atteint un haut niveau de développement économique pouvaient se permettre de louer des soldats, au lieu de les élever. C'est à cause de leur richesse qu'elles souhaitaient déléguer à d'autres le devoir militaire, et ceux qui souhaitaient entrer à leur service le faisaient pour la même raison. Dès lors, la logique intrinsèque de la force reprenait ses droits, persuadant le

mercenaire qu'il pouvait s'emparer de toutes les richesses disponibles, au lieu de se contenter de la part qu'on lui offrait. Les Etats qui avaient choisi de fonder leur défense sur des troupes mercenaires s'aperçurent alors qu'elles avaient vendu leur droit d'aînesse. Le résultat, pour la société, fut, soit un retour au commandement héroïque, soit, lorsque les mercenaires montés sur le trône eurent été amollis par la richesse et le bien-être, derechef le recours aux mercenaires, et la répétition du cycle précédent.

Pour échapper à l'héroïsme avec quelque chance de succès, il fallait donc emprunter l'une ou l'autre des deux voies qui seront décrites ci-dessous. La première, incarnée par la société dont Wellington fut le modèle, consistait à créer une classe militaire, dont la séparation d'avec le pouvoir politique serait adoucie par tout un ensemble de récompenses et de privilèges. L'apparition de classes de ce genre n'a été observée que dans quelques sociétés peu nombreuses et à de rares moments dans l'Histoire ; le processus qui leur a donné naissance reste enveloppé d'un profond mystère. Les soldats de métier de l'Empire romain constituent un exemple de ce phénomène. L'évolution de cette classe continue à susciter un vif intérêt chez les historiens de l'Antiquité. Les armées de métier de l'Europe occidentale en sont un autre exemple. Elles constituent, à vrai dire, un phénomène historique à part entière, mais les étapes qui leur ont permis d'émerger de la cohue de vassaux, de gens du roi et de maraudeurs à gages qui étaient au service des souverains médiévaux restent encore à élucider. Tout ce qu'on peut affirmer avec certitude, c'est qu'au XVIII^{e} siècle, elles avaient trouvé leur forme définitive, et qu'en affranchissant les autres sujets du souverain de tout service militaire, elles avaient libéré les énergies du reste de la société au profit des tâches créatrices : commerciales, industrielles, intellectuelles, artistiques. C'est grâce à cette division du travail que l'Europe allait se rendre, d'abord, maîtresse du monde connu, puis, en temps voulu, conquérir les parties du globe qui restaient à découvrir.

Mais même une classe de militaires professionnels, quelque sévère que soit le devoir de réserve qu'elle s'impose, ne peut résister, en fin de compte, à la tentation d'entraver l'évolution de la société qu'elle sert. En effet, la culture militaire, bien qu'elle joue, comme il est naturel, un rôle essentiel dans le culte de l'héroïsme, peut s'adapter sans trop de difficultés à la dissociation progressive entre le pouvoir souverain et la personne du souverain. C'est vrai, même lorsque le principe du souverain-héros, qui la

fonde, est devenu une fiction. Mais il lui est impossible de s'accommoder du transfert, en bonne et due forme, de la souveraineté du souverain à ses sujets de la veille. Elle ne peut s'accommoder de ce processus indispensable par lequel les monarchies absolues deviennent des démocraties. Les soldats qui sont allés risquer leur vie sur les champs de bataille en tant que substituts du souverain, qui ont répandu leur sang au nom du roi, éprouvent une répugnance instinctive lorsqu'on exige d'eux qu'ils le fassent au nom du « peuple », entité de pure fiction, tout à fait inapte à représenter le héros sous quelque forme que ce soit. Tous les peuples qui ont essayé de passer rapidement de la monarchie à un régime représentatif se sont heurtés, en conséquence, à l'opposition des militaires, opposition qui s'est manifestée sous la forme d'une révolution.

Un petit nombre d'Etats ont réussi, malgré tout, à créer des régimes démocratiques, auxquels les militaires pouvaient faire allégeance. Ce fut le cas des Etats-Unis, au moment de leur fondation, grâce à une extrême détermination, de nature idéologique. Ce fut le cas de la Grande-Bretagne du XIX^{e} siècle, grâce à une évolution prudente et subtilement dosée. Mais il ne suffit pas de réussir une révolution pacifique pour éliminer le besoin d'un chef héroïque, lorsque l'Etat populaire appelle ses citoyens à donner leur vie en combattant. Alors, les éternelles questions retentissent à nouveau : « Où est notre chef ? Le verrons-nous ? Que nous dira-t-il ? Partage-t-il les dangers que nous courons ? » Le chef, de son côté, doit affronter les mêmes questions, mais sous une autre forme : à l'avant toujours ? quelquefois ? ou jamais ? C'est un dilemme que l'homme d'Etat démocratiquement élu n'est, en définitive, pas mieux armé pour résoudre que le chef héroïque lui-même.

Un chef politique élu qui s'en tient à la règle « jamais » peut avoir parfaitement raison du point de vue constitutionnel et pratique, il n'en aura pas moins un terrible prix à payer s'il inflige à la population des charges plus lourdes que ce qu'elle peut, ou veut, supporter. La disparition du gouvernement français de 1940 dans l'une des *oubliettes*[2] de l'Histoire constitue un avertissement dans ce sens. Le décès politique du président Lyndon Johnson, au plus fort de la guerre du Vietnam, pourrait bien en être un autre. Même un dirigeant non élu, disposant d'un pouvoir illimité de répression, peut avoir à souffrir, en fin de compte, d'un « jamais » trop péremptoire. Le suicide de Hitler peut être envisagé comme le paiement de la dette qu'il avait contractée envers le peuple allemand, pour l'avoir

conduit à la défaite en 1945. On ne peut s'empêcher de penser, avec le recul, qu'il le savait depuis longtemps, et qu'il a dû vivre pendant des années en compagnie du spectre de sa mort future. La solution bâtarde du « quelquefois », ou « j'ai affronté des risques analogues, en mon temps », se révèle parfois insuffisante, elle aussi. La présence de Napoléon III à la bataille de Sedan ne lui épargna pas l'opprobre des Français. Jefferson Davis, qui avait été grièvement blessé pendant la guerre du Mexique, perdit tout espoir de mériter un jour une épitaphe de héros lorsqu'il s'enfuit lâchement de Richmond, en 1865, en voyant arriver l'armée de Grant.

On peut considérer que tous ces hommes ont eu le destin et la réputation qu'ils méritaient, tout simplement pour n'avoir pas su comprendre les exigences du commandement militaire. L'art du gouvernement est chose complexe. Il faut, pour le pratiquer, savoir manier inlassablement, et de façon subtile, l'incitation, la persuasion, la coercition, le compromis, la menace et le bluff. Le commandement militaire, en revanche, est, en définitive, d'une extrême simplicité. Il suffit de comprendre que ceux à qui l'on demande de mourir ne doivent pas avoir l'impression qu'ils sont les seuls à le faire. Mais, pour soulager l'ultime solitude du guerrier, il faut employer des moyens tout aussi complexes que ceux qu'implique l'art du gouvernement. Le chef qui réussit (à condition qu'on ne l'ait pas condamné à mener une guerre perdue d'avance) est une personne (les femmes savent commander aussi bien, sinon mieux, que les hommes) qui a su voir les impératifs du commandement, et qui sait comment les satisfaire. Ces impératifs sont peu nombreux, ce qui ne veut pas dire qu'il soit facile de les découvrir, même lorsqu'on est aussi affamé de pouvoir que Hitler lui-même. Quels sont ces impératifs ?

L'impératif de l'affinité

Le commandement, comme le veut le cliché traditionnel, est une tâche solitaire. Mais il ne saurait en être autrement. Les ordres tirent une grande partie de leur pouvoir de l'aura de mystère, plus ou moins opaque, dont le chef victorieux, de façon plus ou moins délibérée, s'entoure. Le but de l'opération est d'accroître l'incertitude qui doit subsister au sujet des conséquences d'une désobéissance éventuelle. Le conducteur d'hommes qui refuse le mystère, qui entretient avec ses subordonnés une familiarité telle qu'ils connaissent par le menu son comportement et ses réactions, est

obligé ensuite de s'assurer de leur docilité soit par l'amour, soit par la peur. Mais l'amour, comme la peur, quelque important que soit leur rôle dans le monde masculin de la guerre, sont des émotions qui trouvent rapidement leurs limites. Tout amour authentique doit être ressenti par les deux partenaires. Ni l'un ni l'autre ne peut le simuler pendant tout le temps que durent leurs relations. Le chef qui laisse voir, lorsqu'il donne ses ordres, l'amour qu'il ressent pour ses subordonnés risque de perdre, un jour, la détermination nécessaire pour exposer ceux qu'il aime au danger. Par ailleurs, la crainte ne peut avoir d'effet que si elle est plus forte que la crainte qu'elle a mission de combattre. A court terme, elle peut amener les hommes à sacrifier leur vie (« Chiens, disait Frédéric le Grand à ses grenadiers, prétendez-vous vivre à jamais ? »). A long terme, elle perd son pouvoir coercitif par annihilation mécanique réciproque. Pris entre deux craintes, le subordonné finit par vouloir échapper à l'une comme à l'autre.

Le mystère permet de résoudre la difficulté : l'amour et la crainte (ni l'un ni l'autre ne sont jamais clairement définis) persuadent le subordonné d'exécuter, voire d'anticiper, les ordres du commandant en chef. Mais le mystère est fonction de la distance, réelle ou imaginaire, que le chef doit imposer, ou s'ingénier à créer. Hitler et les généraux « de château[3] » dont il imitait le style de commandement, engendraient le mystère en imposant une distance, de soixante-dix ou quatre-vingts kilomètres dans leur cas, de centaines de kilomètres dans le sien, entre eux et leurs subordonnés. Alexandre arrivait à ce résultat grâce à l'aura qui l'entourait, puisqu'il était à la fois roi et prêtre, seul habilité à célébrer certains rites, en tant que souverain de la Macédoine. Wellington et Grant, qui appartenaient à des sociétés très différentes, surent trouver les moyens qui convenaient à l'une et à l'autre. Wellington, héritier d'une société dominée par les gentlemen, s'entoura de domestiques, de chiens de chasse, de chevaux, de compagnons de chasse : c'était le train de maison qui convenait à un gentleman, et partout où l'entraînaient ses campagnes, dans la fournaise des Indes comme dans la neige des sierras, il vécut comme un gentleman dans sa propriété. Grant, Américain originaire d'une petite ville, emmena ses compatriotes sur le champ de bataille : pour maintenir la distance indispensable à son confort moral, il dressa, entre lui et le vaste monde de l'armée qui l'entourait, la barrière de ses copains de la Grand-Rue.

La distance, toutefois, est une dimension négative. Si on ne pense qu'à la maintenir, on finit par vivre en reclus, et un commandant en chef ne peut

rien faire dans ces conditions. La distance doit pouvoir être abolie. Il faut pour cela que le commandant en chef accorde à ses subordonnés un libre accès à sa personne, soit à l'extérieur, sur le champ de bataille, soit dans l'intimité de ses quartiers, ou encore des deux façons à la fois. Hitler admettait parfois des visiteurs dans le saint des saints : Guderian, par exemple, avait assez de confiance en lui pour exiger de rencontrer personnellement le Führer à Rastenburg, chaque fois qu'il sentait que la situation stratégique l'imposait. Alexandre se contentait des apparitions extérieures : il se déplaçait constamment au milieu de ses subordonnés, se montrait à ses sujets macédoniens, mettant en scène sa propre royauté, et jouant l'héroïsme devant l'auditoire toujours prêt que lui fournissait son armée. Wellington et Grant, en revanche, combinaient généreusement les deux méthodes. Leurs subordonnés pouvaient souvent les voir sur le terrain, se déplaçant parmi eux et partageant leurs dangers – ne les partageant même que trop, dans le cas de Wellington. Ils étaient, en même temps, toujours prêts à les recevoir, Grant plus encore que Wellington. Ils accueillaient, au sein de la petite société du quartier général, leurs invités de l'armée et les mettaient à l'aise. Lorsqu'ils repartaient, ils avaient le sentiment d'avoir partagé l'intimité, le *chez-soi*[4] du commandant en chef.

Le meilleur moyen, toutefois, d'abolir la distance n'est pas de donner libre accès à la personne du commandant en chef. C'est que celui-ci s'entoure, comme d'une membrane filtrante, d'intimes et de collaborateurs, dont le choix et la qualité affectent de façon décisive les relations que le général veut établir avec ceux qui exécutent ses ordres. Hitler était séparé des combats et des souffrances que devaient affronter ses hommes par une distance qui n'avait rien d'imaginaire. Il aurait fallu que son isolement fût compensé par des hommes auxquels le simple soldat pouvait s'identifier, des combattants qui auraient crevé de faim et de soif, grelotté, sué et perdu leur sang avec les combattants du front, et non par des émules des généraux de château de 1914-1918. Son échec, sur ce plan, fut incontestable. Keitel, son principal collaborateur, chancelait sous le poids des kilos superflus, dus à la bonne chère et à la flatterie la plus éhontée. Jodl, le cerveau de l'équipe, avait été marqué par les angoisses de la table des cartes, non par celles de l'abri du fantassin. Schmundt, le premier aide de camp militaire, donc principal représentant de l'armée au G.Q.G. du Führer, lorsqu'il rencontrait ses anciens frères d'armes, bavardait à tort et à travers, disant que Hitler l'avait ensorcelé. Jamais il ne parlait de la sollicitude qu'aurait manifestée

son chef au sujet du bien-être et des préoccupations des hommes qui se trouvaient sous ses ordres. Aussi faut-il attribuer au seul génie de Goebbels, dont la propagande s'ingéniait à présenter à la Wehrmacht le Führer comme un combattant de première ligne, le fait que ses ordres furent obéis jusqu'à la fin.

L'armée d'Alexandre était entièrement pénétrée de sa personnalité, et il en fut ainsi depuis le début de son anabase jusqu'à sa mort. Le rôle de ses intimes, ceux qui allaient devenir plus tard les diadoques, dans l'interprétation et la transmission de ses messages, ne saurait être contesté. Mais leur comportement ultérieur montre bien les limites des relations qu'il entretenait avec eux. Les diadoques n'étaient pas seulement des intermédiaires entre Alexandre et ses soldats, c'étaient aussi les rivaux d'Alexandre en matière d'héroïsme. Si l'Empire se morcela après sa mort, c'est qu'ils désiraient avant tout égaler ses exploits, et non les faire connaître. Le système qu'il avait créé était instable par nature. Pour préserver son équilibre, il fallait les efforts quotidiens d'Alexandre. Lorsque sa mort vint compromettre la stabilité de l'ensemble, l'armée comme l'Empire ne tardèrent pas à se décomposer.

Wellington et Grant étaient, l'un et l'autre, les représentants d'un système : ils ne l'incarnaient pas. Ils surent utiliser le cercle de leurs intimes de façon beaucoup plus fructueuse. Leurs proches collaborateurs jouaient un double rôle : d'une part, ils rappelaient au général en chef qu'il était responsable du bien-être de l'armée, de l'autre, ils attestaient, devant l'armée, la sollicitude du général en chef à son égard. On peut mesurer l'ampleur de leur succès aux excellentes relations qu'ils surent maintenir, tout au long de leurs campagnes, entre le G.Q.G. et la troupe. En dernière analyse, on doit attribuer ce succès au discernement du général en chef, qui avait su choisir des hommes capables d'établir des passerelles entre ces deux mondes.

Grant et Wellington ont réussi, en somme, à créer un lien d'affinité entre eux-mêmes et leurs subordonnés, en s'entourant d'hommes qui ne constituaient pas une menace pour leur suprématie, mais assez bons soldats pour inspirer le respect à l'armée. Le destin d'Alexandre était d'être entouré d'hommes dont les qualités militaires étaient au-dessus de tout soupçon, mais qui partageaient son idéal d'héroïsme individuel avec une telle intensité qu'il ne put jamais être tout à fait à l'aise avec eux. Hitler se situe à l'autre extrême. Ayant choisi les membres de son cercle intime en

fonction de leur aptitude à la flagornerie, il jouissait d'un bien-être domestique sans nuage dans son quartier général, mais il n'y avait personne pour établir un lien de compréhension entre lui et les combattants du front.

L'impératif de l'éloquence

Le sentiment d'affinité ne suffit pas, à lui seul, à assurer une bonne entente entre le commandant en chef et ses subordonnés. Un commandant en chef ne peut se contenter de montrer les sentiments qu'il éprouve pour ses soldats à travers ses choix, lorsqu'il désigne les représentants de l'armée qui travailleront à ses côtés. Il doit aussi savoir parler directement à ses hommes, leur remonter le moral dans les circonstances difficiles, suscitant leur enthousiasme dans les moments de crise, les remerciant après la victoire. Plus le commandement qu'il exerce est de nature héroïque (et donc, selon toute probabilité, plus la situation dans laquelle il a placé ses soldats est critique), plus cet impératif est contraignant. Wellington et Grant, qui commandaient tous deux une armée levée par un régime constitutionnel, dans des guerres entre Etats, n'y étaient que partiellement soumis, et on sait bien que la communication n'était pas leur fort. Hitler, en revanche (démagogue menant une guerre de démagogue), bien qu'il se soit rarement adressé directement à l'armée ou à la population pendant le conflit, était à la tête d'un appareil de propagande extrêmement sophistiqué, et percevait avec acuité les moindres à-coups dans son fonctionnement. Quant à Alexandre, c'était, bien sûr, un orateur-né, remarquable metteur en scène de ses propres représentations oratoires, et psychologue accompli, lorsqu'il s'agissait de choisir les artifices rhétoriques qu'il allait employer : le défi, la menace, la cajolerie, la corruption, tantôt en appelant à la fierté de ses soldats, tantôt évoquant leurs exploits passés, tantôt, enfin, leur promettant un brillant avenir. Nous ignorons de quelle manière il parvenait à faire sentir à son armée toute la force de son intellect et de sa personnalité. Aucune voix humaine ne peut, sans amplification artificielle, se faire entendre de toute une armée, lorsque celle-ci est aussi nombreuse que celle que commandait Alexandre. Il faut, par conséquent, qu'il se soit adressé quelquefois à ses officiers, et qu'en d'autres occasions il ait répété le même discours, avec peut-être quelques variations, à différentes fractions de l'armée, les haranguant à tour de rôle. Mais il n'est pas du tout exclu qu'il

se soit parfois produit dans un amphithéâtre naturel, où l'écho lui permettait de se faire entendre de tous à la fois.

Quels que soient les moyens qu'il ait employés pour se faire comprendre, Alexandre avait parfaitement assimilé, dès le début, l'impératif de l'éloquence, c'est-à-dire le besoin qu'a tout général en chef de donner à ses troupes une image de lui-même par le truchement des mots, d'expliquer ce qu'il attend d'elles, d'apaiser leurs craintes, de susciter leurs espérances, et de lier leurs ambitions à la sienne propre. Rien ne montre mieux la dégradation de l'art du commandement au temps des généraux de château, que l'absence quasi totale de préoccupations de cet ordre chez les chefs militaires de la Première Guerre mondiale. Par une ironie de l'évolution sociale et politique, leurs armées étaient les plus instruites, les plus conscientes politiquement, qui fussent jamais parties en campagne. Autre ironie du sort, la formation qu'avait reçue le haut commandement à l'Ecole d'état-major avait sacralisé, au nom d'une fausse science, les principes purement théoriques de l'art de la guerre, négligeant complètement les pouvoirs de l'émotion. En conséquence, on ne pensait pas que les simples soldats valussent la peine de dépenser la salive de leur général en chef.

Les généraux de la Seconde Guerre mondiale surent tirer la leçon de cette fatale erreur de jugement. Beaucoup d'entre eux attachaient autant de soin à l'art oratoire et à leur manière de se présenter qu'Alexandre lui-même. Certes, Hitler ne s'est presque jamais fait photographier au milieu de ses soldats. En revanche, quantité de clichés montrent ses subordonnés (Guderian, Rundstedt, Dietl, Model, Student) entourés de leurs hommes. L'antipathie qu'éprouvaient pour Montgomery ses contemporains, prisonniers de leurs œillères, était suscitée, en grande partie, par son extraordinaire talent théâtral, très apprécié, en revanche, des auditoires de simples soldats. Dans les années de l'après-guerre, l'art de se présenter aux hommes de troupe devint l'objet d'un véritable engouement au sein de deux armées chargées de combattre des forces très supérieures, l'israélienne et la française. « Lorsque j'ai à donner des ordres difficiles, aurait dit un général israélien, j'aime le faire moi-même, de manière à pouvoir regarder mes soldats dans les yeux. » « Quoi que vous puissiez dire à mon sujet, dit le général de Lattre de Tassigny aux jeunes officiers qu'il était venu tirer d'une situation désastreuse en Indochine, en 1950-1951, vous ne pourrez toujours pas dire que vous n'avez pas été *commandés.* »

Malgré toute l'importance de l'art oratoire, la littérature militaire est étrangement muette sur ce chapitre. Ce que les auteurs classiques allemands appellent la *Feldherrnrede* (le discours du général avant la bataille) était une forme littéraire bien connue dans l'Antiquité. A l'époque moderne, Raimondo Montecuccoli, le général du Saint Empire pendant la guerre de Trente Ans, est presque le seul auteur à avoir traité le sujet. Ses remarques sont d'une extraordinaire pénétration, et, pour la plupart, tout à fait utilisables encore, si l'on veut apprendre à manier les émotions sur les champs de bataille contemporains.

L'« exhortation de l'armée » est le nom qu'il donne à l'impératif de l'éloquence : « Lorsque le général parle publiquement à ses soldats, pour les inciter à montrer de la *virtù* et les emplir de courage. » Il énumère quatre moyens d'arriver à ce résultat.

Le premier, ce sont les « arguments d'utilité » :

> […] les capitaines peuvent inciter leurs soldats à faire la guerre en leur démontrant la nécessité des batailles, qui prive les hommes de toute possibilité de sauver leur vie, si ce n'est par la victoire, et les oblige à vaincre ou à mourir. On peut encore parvenir au même résultat en évoquant la justesse de sa cause, en faisant appel à leur patriotisme, à l'affection qu'ils nourrissent pour leur capitaine, en éveillant leur mépris pour l'ennemi ; en montrant que celui-ci répand des bruits infamants au sujet de vos troupes ; qu'il est résolu à prendre leurs biens, leur religion, leur liberté, leur vie ; et qu'il vaut mieux mourir de façon magnanime que de languir dans les fers de la tyrannie.

« Tirer parti de la peur d'être infâme » est son deuxième moyen :

> […] faites comprendre aux soldats qu'ils se trouvent sous les yeux de personnes illustres. Pour qu'ils aient la couardise en horreur, et qu'ils ne prisent rien tant que la valeur, on les fera combattre sous l'œil vigilant du général ou du prince […]. Pour que les hommes soient préparés au combat d'une façon qu'ils peuvent facilement comprendre, le commandant leur assurera que ce n'est pas l'armée de leur patrie, mais la patrie elle-même qui est en danger, car si l'armée est battue, il ne lui restera plus aucun moyen de salut.

« Exciter le désir de richesses et de prestige », tel est le troisième moyen : « On peut également affermir la résolution des soldats en éveillant en eux l'espoir de grandes récompenses, s'ils sont vainqueurs, et en leur faisant craindre de terribles châtiments, s'ils échouent. » Mais, pour un lecteur moderne, c'est le quatrième moyen de Montecuccoli, « développer la confiance en soi », qui apparaît le plus convaincant. Que le capitaine, dit-il, montre

> par l'expression de son visage, ses paroles, ses vêtements, qu'il a le cœur léger et plein d'espoir. Son visage doit être sévère, ses yeux intrépides et lumineux, son costume éclatant. Il doit plaisanter avec ses hommes, faire preuve d'intelligence et d'esprit. Ils en concluront que le général ne pourrait pas plaisanter de la sorte s'il y avait un réel danger, s'il ne pensait pas être beaucoup plus fort que l'ennemi, ou s'il ne méprisait pas celui-ci. Les troupes ne peuvent manquer de prendre confiance en elles-mêmes.

« La première qualité d'un officier, écrivait le futur maréchal Lyautey en 1894, est la gaieté », faisant écho, sans le savoir probablement, aux arguments de Montecuccoli. Parmi tous les impératifs du commandement, celui de savoir parler à ses soldats en usant de toutes les ressources de l'acteur et de l'orateur vient au tout premier rang.

L'impératif de la sanction

Ce serait, toutefois, se bercer d'illusions que de croire qu'il suffit d'encourager, de flatter ou d'enthousiasmer les hommes pour qu'ils acceptent de se battre. Les mots ne constituent, contre la peur, qu'un antidote très douteux. A la peur, il faut opposer la peur, ou un fait matériel aussi contraignant, ou plus contraignant qu'elle. Le général en chef qui répugne à menacer ses troupes de châtiment, ou qui croirait s'abaisser en leur promettant de l'argent ou des récompenses, serait une proie facile pour ses ennemis.

Des quatre chefs étudiés ici, Grant est celui qui eut le moins souvent recours à l'une comme à l'autre forme de sanction. Il avait accès, en effet, à d'énormes réserves humaines qui lui permettaient de combler facilement les vides creusés dans ses rangs par la désertion. Par ailleurs, il partageait les idéaux démocratiques qui étaient ceux de l'Amérique de son temps.

Les excès (viol ou pillage) éveillaient son courroux, de même que les traîtres ou les profiteurs, et dans ces cas-là il punissait sans hésiter. Mais en général, il ne pendait pas ni n'emprisonnait ceux qui s'étaient rendus coupables de lâcheté ou d'insubordination. Les citoyens qui composaient ses armées ne considéraient pas que ce fût là des crimes graves, sachant bien qu'ils étaient la contrepartie inévitable de leur situation de soldats amateurs. Pour la même raison, ni lui ni ses soldats ne faisaient grand cas des décorations ou des primes exceptionnelles. Le fait de s'être enrôlé librement pour une cause (le Nord n'institua la conscription qu'en 1863) était, à leurs yeux, une marque d'honneur suffisante. Toute autre distinction était superflue, voire méprisable.

Wellington, en revanche, commandait des hommes qui étaient entrés dans l'armée par besoin, et qui servaient sans se soucier de leurs devoirs envers le pays. Aussi était-il impitoyable dans ses châtiments, et il leur accordait des récompenses, sous forme de butin, car il savait que c'était nécessaire. Il concevait la sanction comme l'avaient fait, avant lui, les armées européennes depuis des siècles : la seule différence avec les armées féodales ou les compagnies de mercenaires du Moyen Age était l'existence, du temps de Wellington, de codes militaires et de directives permanentes, qui permettaient de contenir les excès au moyen d'une discipline plus stricte. Cependant, au lendemain des guerres napoléoniennes, le service militaire fut institué dans toute l'Europe. L'armée n'étant plus recrutée en embauchant des guerriers à gages, mais en faisant jouer le sens de l'obligation sociale, les fondements mêmes de la récompense, comme du châtiment, s'en trouvaient transformés. On vit disparaître des punitions barbares comme la peine du fouet (on pouvait difficilement attacher un électeur au chevalet), mais on garda l'ultime sanction de la peine capitale pour la lâcheté, la désertion ou la mutinerie. Les récompenses, elles, furent remaniées de fond en comble.

Napoléon, qui fut le premier à commander des troupes qui ressemblaient à peu près à une armée de citoyens, avait compris très tôt que la dignité du citoyen soldat exigeait une modification du système des récompenses. Les faits d'armes exceptionnels méritaient mieux que le butin (qui échoit tout naturellement, en somme, aux soldats de l'avant-garde, ou à ceux qui se trouvent les premiers sur la brèche) : ils devaient être reconnus par des gages d'estime, conférés par la société. La Légion d'honneur, créée en 1802, fut la première décoration pour bravoure de l'Histoire qui pût être accordée à tous les militaires, quel que fût leur grade. Elle eut pour effet d'éliminer totalement l'argent comme moyen de récompense sur le champ de bataille, et son succès fut tel que, vers le milieu du XIX^{e} siècle, toutes les armées de l'Occident avaient suivi l'exemple de la France. La croix de Victoria britannique, la croix de fer prussienne, l'ordre de Saint-Georges des Russes, la Médaille d'honneur américaine, toutes étaient calquées sur la Légion d'honneur. On créa par la suite d'autres médailles, destinées à récompenser des actes moins éclatants de bravoure et de dévouement, si bien qu'en 1915, par exemple, un général britannique disposait d'au moins six classes différentes de décorations pour reconnaître le mérite des soldats placés sous ses ordres.

Les décorations constituent un instrument particulièrement efficace lorsqu'il s'agit des collaborateurs directs du commandant en chef, les officiers d'état-major et les généraux. Alexandre récompensait leur loyauté et leurs victoires par des marques de faveur personnelle. Wellington et Grant, qui commandaient des armées dotées d'une structure rigide des grades, faisaient en sorte d'obtenir des promotions pour ceux de leurs subordonnés qui s'étaient distingués ; une bonne partie de la correspondance de Grant avec Washington est consacrée à ce problème. Hitler, qui était entièrement maître de la structure hiérarchique comme de l'octroi des décorations, distribuait généreusement aux généraux victorieux des promotions et des récompenses. Renouant astucieusement avec les façons de faire des conquérants de jadis, il accordait également à quelques rares privilégiés ce qu'il appelait des « donations », consistant en terres ou en sommes d'argent, distribuées en privé et dans le plus grand secret aux tout premiers dignitaires de l'armée. Son but était de compromettre l'intégrité de la *Generalität*, semant ainsi la discorde et désarmant l'opposition.

Pourtant, jusqu'à sa rupture définitive avec l'armée en juillet 1944, Hitler se montrait d'une indulgence surprenante avec les chefs malheureux, et même avec les récalcitrants.

Comme tous les généralissimes de caractère décidé avant lui (Joffre, par exemple, en 1914), il destituait massivement les responsables si l'efficacité sur le terrain l'exigeait. La purge massive de décembre 1941 montre à quel point il pouvait se montrer impitoyable quand il le voulait. Pourtant, bien qu'il se fût fait accorder par le Reichstag, en avril 1942, des pouvoirs illimités, il n'usait de ces pouvoirs qu'avec modération. Hoepner fut privé de sa retraite pour avoir mal commandé son groupement de panzers en 1942, von Wietersheim dégradé pour incompétence, von Sponeck condamné à être fusillé pour abandon de la péninsule de Kertch (mais la sentence fut commuée, par la suite, en peine d'emprisonnement), Falay et Stumma, eux, furent tous deux destitués comme responsables des fuites de documents confidentiels qui s'étaient produites dans leurs unités. Néanmoins, jusqu'au complot des généraux, la politique de Hitler en matière de personnel ne fut pas plus dure, en substance, que celle de Churchill, et beaucoup moins draconienne que celle de Staline. Celui-ci, qui avait mis à mort la moitié des officiers supérieurs de l'Armée rouge en

1938, n'eut aucun scrupule à faire exécuter les généraux vaincus de 1941. Plusieurs le devancèrent en se suicidant.

Speer, qui assista en qualité de civil aux séances de travail du G.Q.G. de Hitler, fut même surpris de voir l'absence de respect que les soldats de métier témoignaient à leur commandant suprême. « Je m'étais attendu à voir régner pendant ces conférences d'état-major un silence respectueux », écrit-il,

> et je fus donc fort surpris de constater que lorsque les officiers ne participaient pas directement au rapport, ils conversaient entre eux discrètement, mais sans se gêner. Souvent, durant la conférence, on allait s'installer sur les sièges dans le fond de la pièce, sans se préoccuper davantage de la présence de Hitler. Toutes ces conversations à l'arrière-plan faisaient régner un bourdonnement incessant, qui me portait sur les nerfs. Cela ne dérangeait Hitler que lorsque ces conversations en aparté devenaient trop animées et trop bruyantes.

C'était seulement lorsque « [il levait] la tête pour marquer son agacement que le bruit diminuait ».

Ce fut la trahison de la classe militaire professionnelle, en juillet 1944, qui mit définitivement un terme à cette atmosphère bon enfant. La méfiance vint empoisonner les relations entre Hitler et ses généraux, et, au fur et à mesure que le raz de marée de la défaite engloutissait le Reich, elle s'étendit également au reste de l'armée. Pendant que les troupes allemandes battaient en retraite de France, Hitler menaça du *Sippenhaft* (le châtiment de la famille des coupables) les chefs militaires qui rendraient à l'ennemi des places fortifiées. Dans les derniers jours de la guerre, la structure disciplinaire disparut totalement : des cours martiales « volantes » exécutaient les soldats soupçonnés d'avoir voulu se rendre, et même ceux qu'on trouvait séparés de leur unité.

C'étaient des mesures dictées par le désespoir, et de toute façon inefficaces, puisque la défaite était inéluctable. Mais leur brutalité même révèle, de façon particulièrement criante, l'inévitable ambiguïté de la relation qui unit le chef militaire à ses hommes. La coercition est un élément aussi essentiel du commandement que l'impératif de l'affinité. En théorie, elle devrait rester sous-entendue et, lorsqu'elle se manifeste, ne devrait revêtir l'aspect de la force physique que le plus rarement possible, dans les cas d'extrême urgence, sans jamais frapper arbitrairement ni menacer la majorité des soldats. Une fois qu'un chef est devenu, pour ses hommes, un ennemi aussi redoutable que l'ennemi proprement dit (et

comment qualifier autrement un commandant en chef qui n'a que potences et pelotons d'exécution à la bouche lorsqu'il s'adresse à ses troupes ?), le mystère qui l'entourait se dissipe, et son autorité, qui est avant tout une construction artificielle, s'évanouit, sans espoir de retour.

L'impératif de l'action

L'affinité, l'art oratoire, les sanctions ne sont que des conditions préalables à l'exercice du commandement. Elles ne constituent pas le commandement en tant que tel. Il y a, certes, des moments où un chef doit observer et attendre, et son autorité n'est alors maintenue que par les messages qu'il adresse à ses soldats et par les sanctions dont il les menace. Mais, en fin de compte, la mission d'un chef militaire est d'agir. Comment doit-il s'y prendre ?

Agir sans réflexion, sans connaissances préalables, n'est que témérité. Les commandants en chef doivent savoir beaucoup de choses avant de se lancer dans l'action, et notamment ce à quoi l'action les engage. Ces préalables sont désignés, dans le vocabulaire militaire anglo-saxon, par les termes *intelligence* (« renseignement ») et « contrôle », et constituent deux volets essentiels de ce que les analystes de la stratégie ont baptisé récemment *C^3I :* « *Commandement, Contrôle, Communication* », et « *Renseignement* » *(Intelligence)*. Les nouvelles définitions, toutefois, ne changent rien aux anciennes réalités. Ce dont un chef a surtout besoin, pour agir, c'est de *savoir* et de *voir*.

Les quatre généraux dont nous avons étudié les méthodes avaient bien compris toute l'importance du *savoir*, à la fois en général et en particulier. A l'obsession juvénile d'Alexandre, qui voulait tout connaître du monde grec et du monde perse (Qui vivait où ? Que faisait-on pousser en tel endroit ? Comment se rendait-on de tel point à tel autre ?), répondent la fringale d'ouvrages topographiques de Wellington, la fascination que les cartes exerçaient sur Grant. Même Hitler, dont le choix de lectures était pour le moins éclectique (les délires verbeux des philosophes racistes, comme les histoires de cow-boys à trois sous, tout lui était bon), prit la peine d'assimiler avec précision un certain nombre de connaissances d'ordre militaire, même si elles étaient d'une utilité très limitée. Il savait certainement beaucoup de choses concernant le matériel qui équipait ses armées, et croyait posséder tout ce qu'il importait de savoir au sujet de l'art

de la guerre. Mais son ignorance du climat et du terrain à l'Est, où il n'avait jamais servi, allait se révéler fatale. Alexandre, Wellington et Grant, en revanche, connaissaient leurs armées jusqu'au dernier bouton de guêtre, ainsi que leurs théâtres d'opérations, et beaucoup de choses aussi sur leurs adversaires. Grant, bien entendu, avait la chance de pouvoir lire sans difficulté dans l'esprit de ses ennemis : il avait servi avec beaucoup d'entre eux, et parfois même partagé avec eux, comme cadets, les cours de West Point. Ni Alexandre ni Wellington ne connaissaient leur adversaire aussi intimement. Mais ils en savaient long sur les forces qu'ils affrontaient, Alexandre parce que l'épine dorsale de l'armée perse était composée de Grecs, Wellington parce qu'il avait reçu une partie de son éducation en France.

Les connaissances générales sont, en fin de compte, d'une médiocre utilité, à cause précisément de leur caractère général. Les connaissances particulières (où se trouve l'ennemi, quelles sont ses forces, sa situation, ses possibilités et ses intentions) constituent, en revanche, le matériau dont un commandement efficace ne peut se passer. Même les esprits les plus bornés ne peuvent ignorer son importance. La difficulté est de se le procurer et, une fois qu'on y a réussi, d'en faire bon usage. Martin von Crefeld, qui a étudié l'organisation des états-majors, fait une remarque extrêmement pénétrante à ce sujet : dans les sociétés préindustrielles, dit-il, ces connaissances particulières n'existaient qu'en quantités limitées, si bien qu'un seul homme pouvait les maîtriser. En revanche, elles étaient acheminées à une vitesse qui n'excédait guère celle d'une armée en marche, de sorte qu'elles étaient périmées lorsqu'elles parvenaient à leur destinataire. On était donc loin du renseignement « en temps réel », comme les experts en communication appellent cette marchandise de nos jours. Une fois que les techniques industrielles (et en premier lieu le télégraphe) eurent permis d'acheminer le renseignement à une vitesse supérieure à celle des armées, il augmenta brutalement en volume, et plus personne ne fut capable de le recueillir et de l'absorber dans sa totalité. Le moment où les états-majors (c'est-à-dire, en substance, la réunion de subordonnés suffisamment compétents pour traiter le renseignement en fonction des besoins du commandant en chef) prennent de l'importance coïncide presque exactement avec l'apparition du télégraphe, ce qui prouve la justesse du raisonnement de von Crefeld. Celui-ci souligne, cependant, que le fait de confier à des subordonnés le soin de

traiter le renseignement crée nécessairement une distance supplémentaire entre le commandant en chef et les réalités qui l'entourent.

Le style de commandement des généraux de château était une des manières possibles de réagir à cette évolution : on se conformait, en somme, à la logique des circonstances. Mais les grands généraux, Wellington et Grant par exemple, n'ont jamais accepté d'obéir aux circonstances. Les techniques qu'ils utilisaient étaient encore dans l'enfance, la structure de leurs états-majors relativement primitive, pourtant, ils n'oubliaient pas un instant le danger qu'il y avait à se laisser couper de la réalité. Leur antidote, c'était de *voir* à tout prix. Sur les champs de bataille où commandait Grant, on ne pouvait s'exposer dans la zone battue par le feu adverse sans courir de très graves dangers, encore accrus par les toutes récentes améliorations de l'armement. Il parvenait cependant à voir beaucoup de choses par lui-même. Wellington, qui risquait sans hésiter le tout pour le tout, dans une zone de feu moins meurtrière de son temps, mais encore très dangereuse, voyait autant de choses que pouvait en voir un cavalier isolé. Tous deux réussissaient à se procurer en abondance des renseignements en temps réel, ils les traitaient aussitôt, donnaient les ordres nécessaires et en observaient les conséquences presque sur-le-champ.

Alexandre, dans la mesure où il participait directement au combat corps à corps, ce que la morale héroïque rendait inévitable, était bien incapable d'en faire autant. Hitler non plus, ce qui est paradoxal. Abusé par l'apparente instantanéité de la radio, du télex, et du téléphone (il détestait, d'ailleurs, ce dernier instrument, qui affaiblissait son magnétisme), il croyait voir le champ de bataille aussi bien que les hommes qui se trouvaient sur place. Mais il avait tort, et le fonctionnement du G.Q.G. du Führer souffrait de tous les pires défauts des généraux de château de sa jeunesse, et des P.C. sophistiqués, mécanisés, automatisés, d'aujourd'hui. Des flots d'informations, recueillies et transmises apparemment en temps réel, arrivaient, en fait, à ses conférences de situation avec des délais non négligeables. Des ordres précis et détaillés, qui semblaient en accord avec la situation réelle, repartaient du Führer vers le terrain, alors que déjà la situation avait évolué. La distorsion entre les intentions et les résultats se résolvait en tirades impuissantes et sans dignité, dont Hitler abreuvait ses subordonnés, au G.Q.G. comme au front, lorsqu'il découvrait que les événements avaient échappé à son contrôle.

Il n'existe sans doute pas de solution au problème du renseignement en temps réel. Les armées sont, en un sens, des mécanismes qui ont pour but de permettre à la volonté d'un individu d'influer directement sur les résultats de l'action. Cette finalité est la justification de la hiérarchie et de la discipline qui président à leur organisation. Si toutefois l'expérience de la guerre démontre quelque chose, c'est que les moments où la taille des armées et l'importance de l'action sont dans une relation réciproque optimale (c'est-à-dire lorsque le flux des renseignements de bas en haut, et celui des ordres de haut en bas, suivent au plus près la marche des événements) sont rares, très rares. Les maîtres de l'art de la guerre à l'époque de la poudre à canon, dont Frédéric le Grand et Wellington furent peut-être les plus grands, bénéficiaient d'une relation optimale de ce genre. Dans la mesure où la tactique et la stratégie alors en usage obéissaient à des règles d'une constance quasi mathématique, le général intelligent pouvait mettre à profit tous les renseignements confidentiels qui tombaient entre ses mains pour prédire, anticiper et infléchir la marche des événements avec une certitude presque surnaturelle. Avant comme après cette époque, le déséquilibre entre la taille des armées et l'envergure de l'action entreprise a, presque toujours, été la règle, si bien que les résultats n'avaient rien de sûr. Les armées étaient ou trop petites pour que le général en chef, s'il entrevoyait un résultat possible, pût le transcrire dans les faits, ou trop nombreuses pour qu'un commandant en chef, quel qu'il fût, et quelque raffinées que fussent les méthodes employées pour recueillir les renseignements, pût voir de quel côté il était possible d'obtenir des résultats. L'absence de décision stratégique (ce qui est, de très loin, l'issue la plus habituelle des campagnes) en était la conséquence, dans le premier cas, dans le second, une guerre d'usure, pénible et sanglante, qui n'est que trop souvent l'aboutissement des conflits modernes.

Une fois qu'on s'est résigné au fait que le dilemme du renseignement en temps réel ne comporte pas de solution (le problème est aussi grave, de nos jours, qu'il l'a jamais été, si l'on tient compte des vitesses relatives des armées, et il est devenu d'une importance cruciale), nous sommes confrontés, cette fois, à la question réelle qui se pose au commandant en chef. Sur le front : toujours, quelquefois ou jamais ? Telle est, nous l'avons déjà dit, l'interrogation qui doit être au cœur de l'examen de conscience d'un général, quel qu'il soit. Ceux qui, comme Alexandre, répondaient d'instinct « toujours » résolvaient le dilemme du renseignement en temps

réel en le rejetant. Au défi que leur lançaient les événements, ils répondaient en s'efforçant de déterminer leur cours par une intervention directe et personnelle. Ceux qui, comme Hitler, les généraux de château et les résidents actuels des salles de situation, décident de répondre « jamais », le font parce qu'ils croient que le problème peut être résolu au moyen de la vision artificielle – celle que procurent le télégraphe, le téléphone et, aujourd'hui, la communication télévisuelle. Leur manière de relever le défi des événements a été, et reste encore, d'exiger davantage d'informations et d'émettre des ordres plus péremptoires. C'est le troisième groupe, celui dont la réponse est « quelquefois », qui donne au problème sa solution la plus fructueuse. Wellington et Grant (mais aussi, parmi leurs prédécesseurs, César, et parmi leurs successeurs, Guderian et Montgomery) savaient que ni *savoir* ni *voir* ne permettaient, à eux seuls, de faire face aux événements. Il arrive que la place du commandant en chef soit à son Q.G., devant sa table des cartes, où le calme et l'isolement lui laissent le loisir de réfléchir aux informations que lui fournissent les services de renseignement, de peser les différentes possibilités, et d'ordonner, dans son esprit, toute une gamme de réponses éventuelles. A d'autres moments, lorsque des crises se présentent, sa place est sur le front, où il peut voir par lui-même, arriver immédiatement à des conclusions, observer la façon dont elles se traduisent par des résultats et reconsidérer ses choix en voyant comment la situation évolue sous sa main.

La preuve du pudding réside dans le fait de le manger. Les généraux du « quelquefois », parmi ceux que nous avons étudiés, ont remporté beaucoup plus de victoires que les généraux du « toujours » ou du « jamais ». Alexandre, malgré toute la spontanéité spectaculaire de son style, mettait en péril le sort de son armée chaque fois qu'il partait en campagne, puisque la survie de l'armée dépendait de la sienne propre et qu'il se faisait un point d'honneur de traiter sa survie comme une bagatelle. Hitler exposait son armée tout entière au risque de désintégration, dès lors que la victoire changeait de camp, tout simplement parce qu'il refusait de voir la situation réelle dans laquelle il l'avait mise, et s'obstinait à considérer en priorité sa situation propre. Grant et Wellington, en revanche, empruntant la voie étroite située entre le faux héroïsme et l'héroïsme outrancier, réussirent à réduire au minimum les risques pour eux et pour leurs armées, et conduisirent ainsi (même si c'était de l'arrière) leurs soldats à la victoire.

Cependant, Grant et Wellington firent plus qu'obéir à l'impératif de l'action. Ils surent, certes, choisir, en fonction de ce qu'était la guerre à leur époque, le rôle qui devait être le leur, et en assumèrent toutes les obligations. Mais ils se conformèrent également au plus grand, au plus important de tous les impératifs (celui qui gouvernait Alexandre, à l'exclusion de tous les autres – ce qui n'allait pas sans danger) : celui qui consiste à s'exposer ostensiblement aux périls que doit affronter le moins gradé des combattants – bref, l'impératif de l'exemple.

L'impératif de l'exemple

Le premier et le plus grand des impératifs du commandement est d'être présent en personne. Ceux qui obligent leurs soldats à prendre des risques doivent faire voir qu'ils les partagent ; ils doivent savoir qu'on n'obéira à leurs ordres qu'aussi longtemps que les autres impératifs, moins essentiels, du commandement l'exigent. On peut simuler la présence sur le front, mais avec un succès forcément limité et temporaire, en effectuant de fréquentes incursions dans la zone dangereuse pendant les accalmies, ou (malgré ce qui a été dit plus haut de Jefferson Davis) en invoquant son passé de bravoure. Rien ne garantit cependant que, de cette manière, le héros de carton-pâte ou le ci-devant héros réussira à stimuler l'héroïsme de ses subordonnés. Les guerriers légendaires, comme le Carton de Wiart de Churchill, manchot, borgne, sept fois blessé en sept dimanches distincts, ou le Millán-Astray de Franco, le fondateur de la Légion étrangère espagnole, manchot et borgne lui aussi, peuvent amener les jeunes soldats à se battre sans se soucier de leur sort, par le témoignage incontestable de leur mépris du danger. Mais c'est là, par définition, une attitude qui ne laisse guère de chances de survie à l'intéressé, ce qui limite la portée de son exemple. Dans les vieux guerriers survivants, les jeunes soldats voient purement et simplement des vieillards ; ils ne voient rien d'héroïque dans les soi-disant héros. Seul le fait d'assister en personne à des actes d'héroïsme, ou d'entendre le récit qu'en font des témoins oculaires, est capable d'enflammer le courage des combattants.

D'où l'effondrement de tant d'armées, dont les chefs ont négligé de se montrer à leurs soldats au moment du danger. Une armée gouvernée par la raison, a écrit Montesquieu, prendrait aussitôt la fuite. Et, si nous admettons que, en effet, l'instinct de conservation est le dernier mot de la rationalité,

nous sommes bien obligés d'en arriver à cette conclusion. C'est là une idée que tout commandant en chef devrait garder constamment présente à l'esprit. Car, entre l'ascension vers la gloire et la chute dans l'infamie, il n'y a que la distance d'un spasme d'émotion. A un moment, il peut, de son cheval, ou de son quartier général, contempler dix mille hommes, ou même un million, rangés sous ses ordres. L'instant d'après, ils fuient en masse vers l'arrière, ne tenant aucun compte des ordres qu'on leur donne, à l'exception de « *sauve qui peut* ». Cette transformation à vue peut paraître invraisemblable ; les très grandes armées sont aussi lentes à se décomposer qu'elles sont lentes à se concentrer, puisque la terreur panique, cet état psychologique que les généraux du XVIII^e^ siècle cherchaient à susciter dans le système nerveux collectif de l'ennemi, ne peut frapper, au départ, que les parties de l'armée exposées à la poussée principale de l'offensive adverse. Le reste est contaminé indirectement : leurs peurs s'alimentent de rumeurs et d'impressions, non de la réalité de la déroute, vécue de près. Ils vont avoir du mal, peut-être, à trouver des routes de dégagement vers l'arrière, ils vont être amenés à livrer, bon gré, mal gré, des combats d'arrière-garde, ou bien ils vont se débattre dans l'indécision, jusqu'à ce qu'ils soient forcés de capituler, lorsqu'ils sont abandonnés par leur propre armée, encerclés ou isolés du gros de leurs forces.

Il n'en reste pas moins que la sensation de la défaite ne ressemble à aucune autre et qu'il est, en général, impossible de la maîtriser. Il est rare, à l'époque moderne, qu'une très grande armée se débande avec la soudaineté de celles de Darius à Issos ou à Gaugamèles. Une partie de l'armée polonaise est restée intacte, pendant les moments terribles de la retraite, depuis la frontière jusqu'à Varsovie, en septembre 1939. Les défenseurs français de Lille ont si bien résisté en 1940 que leurs adversaires allemands leur rendirent les honneurs de la guerre, lorsque, pour finir, ils sortirent de la ville pour se rendre en captivité. Mais lorsque le microbe de la défaite s'est emparé d'une armée, même sa taille ne la protégera pas de l'épidémie. Ce fut le sort de l'armée italienne à Caporetto, en novembre 1917, celui du gros de l'armée française du Nord-Est, en mai 1940, celui du groupe d'armées du Centre allemand, en juin 1944. L'humiliation qui en résulta pour leurs chefs était vraiment pitoyable. Cadorna, Georges, Busch avaient été des héros de légende ; le premier, un général inaccessible, qui frappait de terreur ses subordonnés, le second, un Olympien de la génération de Foch, le troisième, un des vainqueurs du Blitzkrieg en France et en Russie.

Du jour au lendemain, ils basculèrent dans le néant. On se dépêcha de faire disparaître Cadorna dans un emploi obscur, on laissa Georges pleurant dans sa salle des cartes, et Busch fut affecté au pool des généraux de rebut, impossibles à employer, même dans les trous les plus perdus de l'empire hitlérien.

Aucun d'entre eux ne méritait vraiment ce destin. Les désastres qui ont englouti leurs armées n'attendaient qu'une occasion, et aucun général, sans doute, n'aurait pu les éviter. Mais Cadorna et Georges exerçaient leur commandement de telle façon que leur échec ne pouvait manquer d'entraîner leur fin professionnelle aussi sûrement que la nuit succède au jour. Tous deux faisaient partie du *nec plus ultra* des « généraux de château ». Certes, il n'est pas interdit d'y voir une réaction, parfaitement compréhensible, à l'apparition, peu de temps auparavant, des armes à longue portée. Mais l'effet de ce style de commandement sur les relations entre les chefs et les subordonnés était si destructeur que même le plus arrogant, le plus insensible des généraux, aurait dû faire quelque chose pour les améliorer. Au moment où Busch connaissait le déshonneur, en 1944, les plus perspicaces avaient déjà entrepris d'y remédier. Ni Cadorna ni Georges ne semblent avoir jamais songé à se poser en chefs héroïques, même pour la galerie. On peut affirmer, de ce point de vue, qu'ils n'ont eu que ce qu'ils méritaient.

Cependant, lorsqu'ils étaient encore jeunes, les généraux couraient les mêmes risques que leurs soldats, et cela leur paraissait tout naturel, comme à leurs prédécesseurs pendant une centaine de générations. Pourquoi le commandement héroïque fut-il si totalement supplanté par le commandement « de château », son exact opposé ? En partie pour des raisons d'ordre culturel et intellectuel (nous y reviendrons), mais surtout pour des raisons techniques. Pendant plusieurs siècles, l'évolution de l'armement avait eu pour effet de chasser les commandants en chef de la première ligne, sur le champ de bataille et, cependant, ils avaient résisté à cette tendance. Ce qui arriva à la fin du XIX^{e} siècle, ce fut que, dans toutes les armées des pays avancés, les généraux, soudain, se résignèrent, et décidèrent que la résistance était devenue impossible : ils abandonnèrent le poste d'honneur à leurs subordonnés.

Il ne faut pas oublier, cependant, que la possibilité de commander de l'arrière avait toujours été envisagée au cours de l'histoire. Alexandre avait choisi de ne pas y recourir, car les valeurs sur lesquelles étaient fondés sa

vie et son pouvoir lui interdisaient même le plus léger soupçon de couardise. Deux cents ans après sa mort, toutefois, la société dont il avait fait partie était arrivée à la conclusion que la place du général n'était pas forcément à l'endroit de danger maximal : il pouvait bien mieux servir la cause de la victoire en se plaçant de manière à pouvoir observer et encourager ses troupes, que s'il se donnait pour but de les enflammer par son exemple. Mais ces conclusions n'eurent pas pour résultat d'éliminer totalement l'éthique de l'héroïsme. Bien au contraire, on assista à une combinaison de ces deux principes, qui engendra, à son tour, un code d'honneur de compromis. Le général devait s'efforcer de courir des risques de la façon la plus éclatante possible, tout en restant assez loin du danger pour être à même de diriger l'ensemble de la bataille.

C'est en s'inspirant de ces prescriptions que des chefs commandant des armées de métier, comme César ou Wellington, élaboraient la conduite à suivre en cas de crise ou de menace adverse. César maniait une machine de combat qui, sur le plan technique, n'était guère différente de celle d'Alexandre, même si elle lui était supérieure en matière d'exercice ou de discipline. Il était souvent obligé de se porter dans la zone de contact direct avec l'ennemi, et il étudiait son costume et son comportement en conséquence. Il mettait de préférence un manteau de bataille d'un rouge éclatant, et s'était préparé tout un répertoire de discours destinés au champ de bataille, pour encourager ses subordonnés et leur donner leurs consignes. Les légions ayant disparu avec l'Empire romain, il y eut un retour en force du style héroïque. Mais les armées régulières, dont Wellington fut le symbole le plus parfait, firent, elles aussi, leur réapparition, et, avec elles, le compromis entre la prudence et la nécessité de s'exposer au danger. Toutes les fois que Wellington échappait de peu à la mort, il s'agissait, non pas d'un hasard, mais d'un calcul mathématique, tenant compte des flux et des reflux du danger. Sur les champs de bataille découverts que lui et ses adversaires préféraient, il était toujours possible, connaissant la portée des armes utilisées, d'estimer, à très peu de chose près, le moment où telle position deviendrait intenable pour le commandant en chef, et de prévoir ses mouvements en conséquence. Wellington ne se représentait certainement pas son commandement de la même façon que le dompteur de lions qui, pour maîtriser ses fauves (et fasciner son auditoire), doit constamment calculer les distances, en se demandant s'il faut « fuir » ou « sévir ». Mais il procédait presque exactement de la même manière.

Puisque tout commandement recèle une dimension théâtrale, on pourrait dire que, si les représentations d'Alexandre font invariablement penser au Grand Guignol, celles de Wellington étaient de brillants mélodrames, succession de sorties et d'entrées en scène parfaitement minutées, chacune faisant progresser l'action vers sa conclusion triomphale au moyen d'effets spectaculaires et risqués.

C'était, toutefois, des représentations qui, littéralement, flirtaient avec la mort, comme le prouvent les blessures sans gravité qu'il a reçues et toutes les montures mises hors de combat sous lui. Quarante ans exactement après sa dernière apparition sur la scène du champ de bataille, un général qui aurait voulu l'imiter en matière de risques à courir aurait rapidement épuisé sa provision d'invulnérabilité. Le calcul des probabilités se retournait contre quiconque pouvait être assez fou pour rester en selle à moins de cinq cents mètres des lignes adverses (Wellington n'hésitait pas à rester, pendant de longues périodes, à cent mètres, ou même moins, et il avait survécu), et les généraux raisonnables en avaient tiré les conclusions. Grant, nous l'avons vu, était très raisonnable. Il était sûr de trouver d'autres moyens pour légitimer son autorité. C'est pourquoi il n'avait pas honte le moins du monde d'éviter tous les dangers, sauf les imprévisibles (obus égarés, embuscades), pendant qu'il envoyait ses soldats affronter des périls qu'il n'était pas, pensait-il, de son devoir de partager.

Pourtant, Grant aurait trouvé indécent de se mettre à l'abri de toute espèce de risque. Bien que laissant les rôles héroïques à ses subordonnés, il s'était réservé une place sur la scène du champ de bataille, en qualité d'acteur-régisseur, soufflant leurs répliques aux principaux comédiens lorsqu'ils en avaient besoin, et intervenant depuis les coulisses lorsqu'une crise venait menacer le bon déroulement de la pièce. Cet emploi d'acteur-régisseur qu'il avait inventé (peu de gens de son époque réussirent à l'imiter sur ce point) allait, néanmoins, se révéler éphémère, simple chaînon intermédiaire entre le style de Wellington, encore solidement enraciné dans la tradition héroïque, et celui des généraux de château à venir. Certains chefs de l'armée prussienne, pendant les guerres de 1866 à 1871, parcouraient à cheval le champ de bataille, comme s'il avait fallu une balle d'argent pour les tuer. Mais la majorité restait au quartier général, ou à proximité, communiquant avec le front grâce à des messagers, et l'observant (lorsque c'était possible) avec une longue-vue. Cinquante ans plus tard, il ne serait même pas venu à l'esprit de leurs descendants

(français ou allemands, peu importe) de quitter leur quartier général à quelque moment que ce fût. Berthelot, qui fut l'officier chargé, par Joffre, des opérations pendant la bataille de la Marne, en 1914, ne quitta pas ses pantoufles pendant toute la durée de la bataille. Il resta assis devant son bureau que seuls les repas pouvaient lui faire abandonner (il aurait très bien pu devenir aussi gros qu'un phénomène de foire). Les péripéties de la longue retraite qui avait précédé la Marne l'avaient obligé à déménager sans cesse son bureau, de mairie en école, et inversement. Mais, en octobre, le front se stabilisa, ce qui lui permit de s'installer confortablement dans le château de Chantilly, pendant que ses homologues, qu'ils fussent alliés ou ennemis, faisaient de même : les Allemands choisirent Spa, une station thermale en Belgique, et les Britanniques Montreuil-sur-Mer, une charmante petite ville fortifiée près de la Manche. C'est à partir de ces endroits isolés que le haut commandement dirigeait la grande tuerie des tranchées. Mais les quartiers généraux responsables du massacre ne voyaient rien de la boucherie, ils n'entendaient rien non plus, à moins de pratiquer une sorte d'autosuggestion.

Un des résidents du G.Q.G. britannique, Charteris, chef du renseignement dans l'état-major de Haig, nous a laissé une description de la vie à Montreuil-sur-Mer en 1916 :

> Ici, au G.Q.G., dans notre petite ville, située loin des tranchées [façon élégante de dire les choses ; Montreuil-sur-Mer était à quatre-vingts kilomètres du front], rien, ou presque, ne laisse deviner la guerre. A peu de chose près, nous pourrions être en Angleterre […]. Dans toutes les sections de l'état-major, la besogne a été entièrement systématisée : c'est devenu une routine. L'essentiel est fait dans des bureaux. Une des grandes difficultés, pour tout le monde, au G.Q.G., c'est d'arriver à quitter son bureau assez souvent et assez longtemps pour rester en contact avec les réalités du front. Rares sont ceux qui arrivent à dépasser le niveau des Q.G. d'armée […]. A l'avant des quartiers généraux d'armée, on est plus proche des combats, mais même eux se trouvent maintenant dans des villes ou des villages, à plusieurs kilomètres du front. Plus loin encore, il y a les P.C. de corps d'armée, où la guerre fait bien sentir sa présence […], mais même les P.C. de corps d'armée sont devenus maintenant de très grosses organisations, et sont presque toujours installés dans des villages. Après les P.C. de corps d'armée, il y a les P.C. de division, la plupart dans des fermes, mais cette fois on est vraiment sur le front. On peut presque toujours y accéder en voiture. Mais on ne peut guère aller plus loin, et par conséquent, si l'on descend à l'échelon du dessous, cela prend pas mal de temps. Nous nous arrangeons tous, d'une manière ou d'une autre, pour visiter un P.C. de division, mais c'est seulement lorsqu'il y a une raison particulière, et pas seulement pour jeter un coup d'œil, qu'on est prêt à sacrifier du temps afin de se rendre à l'échelon inférieur. Je n'ai pas vu de P.C. de brigade, sur la ligne de front, depuis un mois.

Puisque les brigades étaient situées, dans la pyramide hiérarchique, juste au-dessus des régiments, et que c'étaient ceux-ci qui occupaient les tranchées, on peut voir que Charteris, dont la mission était d'informer son chef de ce qui se passait sur le front, lui transmettait des renseignements qui, au mieux, étaient de seconde main. Quant à Haig lui-même, bien que son biographe, John Terraine, affirme qu'il se rendait souvent dans les tranchées, les combattants du front qui ont laissé des Mémoires mentionnent rarement ses visites. Même à Montreuil-sur-Mer, il affichait un détachement olympien à l'égard de son état-major. Un des officiers qui en faisaient partie raconte qu'à titre de faveur spéciale lui et ses camarades étaient autorisés à abandonner leur table de travail pour regarder le commandant en chef quitter ou regagner son bureau à cheval, à condition de ne pas se montrer aux fenêtres. Haig n'avait même pas voulu résider à Montreuil-sur-Mer ; il avait préféré s'isoler du relatif tohu-bohu qui y régnait en installant ses quartiers au château de Beaurepaire, quelque quinze kilomètres plus loin, dans la campagne.

La similimonarchie absolue que les généraux de château imposaient à leurs armées finit par provoquer, chez celles-ci, l'équivalent militaire d'une révolution. En mai 1917, après l'échec d'un projet d'offensive particulièrement inhumain, près de la moitié des divisions françaises se mirent en grève, refusant d'attaquer les Allemands tant que leurs revendications n'auraient pas été satisfaites. En octobre de la même année, l'armée russe, écœurée par tant de souffrances inutiles, « vota pour la paix avec ses pieds », comme dit Lénine, lui permettant ainsi de transformer la vacance du pouvoir qui en résulta en révolution politique. En novembre, l'armée italienne abandonna, de fait, le combat que Cadorna cherchait impitoyablement à lui imposer, et faillit bien acculer l'Italie à la défaite. Ce fut une crise du moral dans l'armée allemande qui poussa Ludendorff, en septembre 1918, à se faire l'avocat de la paix auprès du gouvernement allemand. L'armée britannique elle-même, au lendemain de la retraite de mars 1918, fut victime d'une crise de moral si aiguë que Haig fut obligé de renoncer à l'indépendance absolue de commandement, et d'accepter d'être subordonné aux Français : c'était le seul moyen d'obtenir des renforts pour étayer un front très ébranlé.

A l'origine de toutes ces crises, de nature psychologique, il y a la révolte des combattants contre les exigences d'un commandement qui les exposait à des risques qu'il ne partageait pas. Pendant deux ou trois ans, et

même quatre, dans le cas de l'armée allemande en septembre 1918, les ordres étaient venus d'une autorité invisible, qui voulait que les hommes ordinaires fussent héroïques, sans faire preuve elle-même d'héroïsme en quoi que ce fût. Loin de là : les généraux de château menaient une vie de gentilhommes campagnards, montant des chevaux bien entretenus, pour se rendre de leurs bureaux à leurs quartiers, aménagés, les uns et les autres, avec tout le confort. Ils avaient des horaires de travail réguliers, mangeaient leurs trois repas par jour, dormaient dans des draps propres d'un bout à l'autre de la campagne et se levaient pour mettre des bottes et des ceinturons de cuir astiqués par leurs ordonnances, et endosser des uniformes revêtus des plus hautes décorations, conférées par les souverains alliés. Pendant ce temps, les hommes qu'ils commandaient, officiers subalternes et soldats, sans distinction, faisaient la navette entre des cantonnements pleins de courants d'air et les périls mortels des tranchées. Leurs habits étaient infestés de vermine, ils mangeaient de maigres rations, enterraient leurs amis au coin d'un champ, lorsqu'une accalmie sur le front leur en laissait le loisir, et tapaient dans un ballon de football, dans les cours de ferme, pour se détendre un peu. Il est possible, à court terme, de supprimer les conséquences d'une telle inégalité de conditions ; les armées modernes peuvent être considérées, en fait, comme des mécanismes visant à éliminer ces conséquences indésirables. Leur hiérarchie, très élaborée (quatorze grades successifs s'interposent entre un seconde classe et un général), équivaut à un système d'écrans, dont le but est de camoufler le sommet de la pyramide, d'où émanent les ordres dangereux. Comme les subordonnés qui souffrent le plus, en conséquence de ces ordres, c'est-à-dire les combattants ordinaires, les reçoivent de quelqu'un qui est à peine moins exposé qu'eux, ou qui l'est peut-être encore davantage (le chef de section ou de compagnie), le mécontentement qui peut en résulter à ce niveau se dissipe sans laisser de traces. Quelquefois même, il n'est ni ressenti ni exprimé. Il faut beaucoup de temps pour que les défauts d'un général incompétent ou sans cœur percolent jusqu'au bas de la hiérarchie, à travers les filtres superposés des grades successifs, et plus de temps encore pour que les combattants le voient tel qu'il est. Même alors, il continue à bénéficier de la protection d'un système répressif parallèle, celui du code militaire. Contrairement, en effet, à ce qui se passe dans la société civile, la société militaire considère le mécontentement, lorsqu'il est exprimé vis-à-vis d'un supérieur, comme un délit. Même l'« insolence muette » est

punissable d'emprisonnement, tandis que le fait de prêcher des opinions hétérodoxes est assimilé à une mutinerie et, en temps de guerre, passible de la peine capitale.

Cependant, comme le savent les généraux incompétents eux-mêmes, la hiérarchie et la discipline ne peuvent, à elles seules, éviter à tout jamais les conséquences fâcheuses de l'inégalité devant le risque. Alors même que les combats de la Première Guerre mondiale faisaient encore rage, on avait commencé à comprendre, dans certaines armées, tous les inconvénients du commandement de château, et à prendre des mesures pour y remédier. Pétain, désigné pour rétablir la situation dans l'armée française après les mutineries de mai 1917, promulgua des mesures intelligentes pour améliorer le bien-être du soldat : des permissions plus généreuses, une nourriture meilleure, des distractions pour les combattants. Mais il fit davantage : il mit au point une série d'opérations limitées contre les Allemands, qui réussirent grâce précisément à leur échelle modeste. En constatant que leurs chefs étaient capables de les conduire à la victoire (certains généraux français, comme Marchand, avaient toujours été des modèles de chef exemplaire), les poilus démoralisés retrouvèrent progressivement un peu d'optimisme.

Que les chefs d'armées composées de citoyens aient pu méconnaître si grossièrement les besoins, parfaitement raisonnables du reste, de leurs subordonnés, montre bien le caractère artificiel, en dehors du réel, de la formation d'état-major qu'avaient reçue les membres du haut commandement. Elle dérivait d'une conception moderne de la guerre, et sa force venait précisément de sa nouveauté. Il y avait, à la base, une intuition qui n'était pas fausse. Le danger, soudain devenu beaucoup plus important sur les champs de bataille du XIX^{e} siècle, exigeait en effet que le commandant en chef se retire de la zone des combats. Les délais qui en résultaient, si l'on voulait obtenir des informations en temps réel, l'obligeaient en effet à se faire remplacer par des subordonnés dans les moments et aux endroits où il ne pouvait être présent en personne. L'erreur fut de faire de ces subordonnés une élite et d'assimiler leurs fonctions à celles d'un expert particulièrement qualifié. La sélection et la formation des officiers d'état-major, fondées sur des concours et une compétition féroce, donnèrent naissance, entre 1870 et 1914, à des coteries très fermées de spécialistes militaires dont le snobisme professionnel frisait l'outrecuidance. Un fossé, de nature sociale, se creusait ainsi entre ceux qui

pensaient et ceux qui combattaient. Il y eut plus grave : on finit par admettre que penser était plus important que combattre, quand il s'agissait de mener la guerre, les sentiments des soldats du rang furent oubliés au profit des théories de l'état-major, et la conception des plans de bataille prit le pas sur leur exécution.

Le savoir, un savoir étriqué et purement théorique, passa désormais avant le voir dans l'échelle des valeurs militaires, et les conséquences fâcheuses de cet état de choses n'apparurent au grand jour qu'avec la révolte morale des armées européennes en 1917-1918. Depuis lors, l'histoire de la vie affective des armées a consisté surtout à rapprocher ces deux termes, naguère disjoints. Même lorsque l'état-major faisait l'objet d'un culte effréné, les officiers d'état-major devaient, en théorie, faire alterner les emplois d'état-major avec des commandements dans les unités. Cette règle fut, par la suite, appliquée réellement et de façon de plus en plus stricte. La formation d'état-major, jadis réservée à une minorité, a progressivement été étendue à la majorité des officiers. Dans cette formation, la dynamique du combat, les tensions qu'il implique, le climat psychologique dans lequel il se déroule occupent une place grandissante. Ceux qui suivent cette formation ont démontré avec éclat le changement de mentalité de la société militaire, par l'enthousiasme qu'ils mettent à fréquenter les hommes du rang et à créer des liens intimes avec eux. Les généraux modernes aspirent désormais à un style de commandement suffisamment héroïque pour satisfaire même les exigences d'Alexandre. Leurs armées se comportent en conséquence. L'armée israélienne, qui s'inspire d'un code dont le dogme central est « Suivez-moi ! », a vaincu les Arabes avec une régularité qui tournait à la routine, jusqu'à ce qu'en 1973 l'armée égyptienne, dont le commandement avait été transformé par une révolution intérieure, faite au nom de la morale héroïque, manque, de bien peu, renverser la situation. Les armées chinoise et vietnamienne, qui figurent parmi les vainqueurs les plus remarquables de l'après-guerre, insistent toutes les deux sur l'identification totale du chef avec ceux qui sont sous ses ordres. L'armée britannique, jadis tout aussi infectée qu'une autre par le culte de l'état-major, a démontré l'ampleur de sa guérison par sa victoire des Malouines, triomphe du commandement héroïque face à un ennemi très supérieur en nombre. L'armée américaine, bien qu'elle ait tendance à s'empêtrer dans une conception trop théorique de la guerre, a donné une telle importance, dans sa doctrine opérationnelle, à l'art de

commander les petites unités, que l'on peut considérer les quelques survivances du culte de l'état-major qu'elle présente encore comme tout à fait bénignes.

On peut se demander, pourtant, avec le recul, si le traitement appliqué avec succès par tant d'armées dans le monde correspond bien encore aux problèmes essentiels du commandement tels qu'ils se posent aujourd'hui. Car, du fait de la révolution nucléaire de 1945, les armées ont perdu cette place centrale dans la défense des nations qu'elles occupaient depuis des temps immémoriaux.

« Pour que les hommes soient préparés au combat d'une façon qu'ils peuvent facilement comprendre », écrivait Raimondo Montecuccoli,

> le commandant leur assurera que ce n'est pas l'armée de leur patrie, mais la patrie elle-même qui est en danger, car si l'armée est battue, il ne lui restera plus aucun moyen de salut ; qu'elle a confié à ses soldats tout ce qu'elle possède de ressources et de puissance ; qu'ils tiennent entre leurs mains toutes ses espérances, qu'ils ne veulent certainement pas voir détruites.

Montecuccoli admet implicitement que l'armée en guerre représente l'Etat, de sorte que son chef assume des responsabilités qui sont, en fait, celles d'un souverain. Ce postulat a été vrai pratiquement à n'importe quel moment des vingt-quatre siècles étudiés dans ce livre. Il ne l'est plus. Les armées ne sont plus qu'un moyen, entre autres, de se défendre pour les Etats de premier plan (ceux qui peuvent déployer des armes nucléaires, ou appartiennent à une alliance qui en possède). Plus que cela : elles ne constituent qu'un moyen subalterne de défense. Les fonctions de commandement vraiment décisives n'appartiennent plus aux généraux, elles ont été transférées au centre même du pouvoir politique. Elles sont revenues entre les mains de l'autorité souveraine, légalement constituée, et soumettent ceux qui les exercent (les présidents, les Premiers ministres, les premiers secrétaires) aux lourdes contraintes qui les accompagnent. Ces contraintes, qui ont toujours été terribles, sont devenues presque intolérables, à la dimension même de la puissance nucléaire. Car ce ne sont plus seulement « les ressources et la puissance » de la patrie (nation, *rodina, fatherland*, qu'on l'appelle comme on voudra) qui sont exposées, au cas où ceux qui exercent l'autorité souveraine par le biais des armes nucléaires auraient une défaillance ou commettraient une erreur de calcul. Ce serait l'existence physique de millions d'êtres humains qui ont remis leur bien-être entre leurs mains. De nos jours, les dirigeants politiques des Etats

nucléaires sont devenus des Alexandre, dépositaires des responsabilités ultimes, militaires aussi bien que politiques, au sein des communautés qu'ils gouvernent, avec toutefois une différence qui les distingue de leur illustre prédécesseur. De nos jours, en effet, ceux qui touchent du plus près aux armes destinées à défendre la société sont aussi ceux qui, au cas où ces armes seraient utilisées, seraient tenus le plus à l'écart des conséquences physiques de leur impact. Une guerre nucléaire exposerait n'importe quel homme, femme, enfant, appartenant à la population d'un Etat doté d'un armement nucléaire, à un risque d'annihilation instantanée, ou, sinon, aux suites d'une irradiation secondaire. Les présidents, les premiers ministres, les premiers secrétaires, en revanche, feraient partie du seul groupe (une poignée d'hommes), dont la survie serait assurée contre tout risque d'anéantissement nucléaire, immédiat ou différé. Tout se passe, en somme, comme si l'impératif de l'exemple avait été placé la tête en bas. Ceux qui sont le moins impliqués dans la poursuite de la guerre, et le moins équipés pour se protéger de ses conséquences (les nourrissons, les femmes qui allaitent, les malades, les invalides, les gens très âgés), se trouveraient placés en première ligne. Les chefs de gouvernement, qui sont aussi, par définition, les chefs disposant de la force nucléaire, seraient enterrés, bien à l'abri, dans des bunkers servant de Q.G., ou isolés du reste du monde dans des P.C. embarqués à bord d'avions. Les plus gros risques seraient pour les faibles, les forts en courraient moins que quiconque. Quelles sont les conséquences de cet extraordinaire renversement de l'éthique du commandement ?

La légitimation de l'autorité nucléaire

La protection assurée au commandant en chef dans les Etats possédant un armement nucléaire a beau être profondément paradoxale, ce n'en est pas moins une réponse parfaitement adaptée aux dangers qui menacent le pays. Elle découle de la nature même de la guerre nucléaire, dans la mesure où nous sommes capables de la prévoir. Les armes nucléaires, en effet, peuvent être dirigées contre trois cibles différentes. La première est constituée par la population civile et les villes d'un Etat ennemi ; la deuxième, par ses armes et ses sites nucléaires ; la troisième, par ses centres de commandement. Les stratégies ayant pour but de détruire l'un ou l'autre de ces objectifs sont appelées, respectivement, contre-valeur, contre-force et

stratégie de décapitation. La logique qui sous-tend ces trois options pourrait être énoncée comme suit : une attaque réussie contre les armes de l'adversaire (une « première frappe ») suffirait à gagner la guerre. Mais, comme ces armes sont nombreuses et bien protégées, toutes les puissances nucléaires réservent une partie de leur propre armement (c'est du moins ce que l'on croit) pour une « seconde frappe » contre les villes de l'ennemi : c'est une menace qui a pour but de le dissuader de se lancer dans une stratégie du premier type.

Ainsi, les armes nucléaires se tiennent mutuellement en échec grâce à la logique de la « destruction mutuelle assurée ». Mais cette logique présente une faille. Si un des adversaires était capable de déjouer les systèmes de surveillance de l'autre, et d'anéantir ses centres de commandement, il pourrait, du même coup, échapper aux représailles de la « seconde frappe », puisque les autorités habilitées à la déclencher auraient été paralysées. Il pourrait alors détruire tranquillement les armes de son ennemi, ou tout simplement dicter les conditions de la paix, en menaçant de le faire, ou tout autre chantage de ce genre.

Depuis longtemps, les Etats nucléaires redoutent cette stratégie de décapitation, qu'ils ont analysée à fond, et qui justifie les mesures prises pour protéger le haut commandement d'une attaque éventuelle. Ces mesures sont multiformes. Premier moyen de protection, la défense directe : les chefs disposent de postes de commandement à l'épreuve d'une attaque nucléaire. Deuxième moyen, la fuite : des postes de commandement embarqués à bord d'avions sont disponibles en permanence, prêts à emmener les responsables loin des points d'impact nucléaire, en cas de danger. Troisième solution, le commandement de secours : on charge des subordonnés, nommés à l'avance et instruits de leur mission, d'exercer le commandement nucléaire au cas où la personne détenant l'autorité suprême serait morte, hors d'état d'agir ou coupée du reste du pays. Le quatrième moyen, qui complète les trois autres, est la redondance, autrement dit, la duplication indéfinie des centres et des filières de commandement : de cette manière, les ordres parviendront à leur adresse, même si les centres et les filières de commandement originels ont été annihilés.

Le système américain de commandement nucléaire, qui est celui que nous connaissons le mieux, présente une combinaison de ces quatre moyens. Un *National Military Command Centre* au Pentagone, et un *Alternate National Military Command Centre*[5] « durci » et souterrain sont

chargés de recueillir et de collationner les renseignements (provenant essentiellement des satellites de surveillance et des radars au sol) qui permettent d'évaluer le danger d'attaque nucléaire, et le résultat est transmis au président des Etats-Unis. Celui-ci dispose d'une salle de conférences à l'intérieur de la Maison Blanche, où il se rend en cas d'alerte nucléaire (il y a déjà eu deux fausses alertes en 1979 et 1980, et plusieurs autres ont été délibérément provoquées). Il pourrait, le cas échéant, si le danger est suffisamment grand, et s'il en a le temps, se transporter à bord d'un avion équipé en centre de transmissions, le *National Emergency Airborne Command Post*[6], qui est tenu à sa disposition en permanence à la base aérienne d'Andrews, près de Washington. La décision de mise en alerte opérationnelle est assurée par le N.O.R.A.D. *(North American Air Defense Command)*, implanté à l'intérieur de la Cheyenne Mountain, à Colorado Springs (les abris antiatomiques seraient insuffisants, toutefois, pour assurer sa survie en cas d'attaque nucléaire majeure). Mais la force de frappe elle-même relève du *Strategic Air Command*. Un des généraux du S.A.C. se trouve en permanence à bord d'un avion *Looking Glass*. Le S.A.C. dispose également d'un *Emergency Rocket Communication System*, installé à bord d'un ou de plusieurs missiles Minuteman : on peut penser que ce système a pour mission de transmettre les ordres d'attaque au cas où tous les autres réseaux de commandement auraient été mis hors service. Au cas où le président serait mort, hors d'état de remplir ses fonctions ou coupé des forces armées, le commandement qu'il exerce passerait d'abord au vice-président, puis à une série d'officiers membres du cabinet présidentiel, selon un ordre défini strictement et de façon légale, et de là à des chefs militaires, détenteurs d'une « autorité déléguée à l'avance », et dont l'identité est tenue secrète (mais on pense qu'ils font partie des six ou sept officiers exerçant un commandement « combiné ou spécifique »). Tous les maillons de la chaîne de commandement nucléaire sont, par ailleurs, desservis par un système de transmissions à ramifications multiples, qui se sert, comme support, du réseau téléphonique national. De cette manière, et quoi qu'il arrive, à moins d'une catastrophe à l'échelle nationale, les ordres de mise à feu des armes nucléaires, émanant des autorités légitimes, doivent parvenir aux centres de tir, si jamais ils sont donnés.

Le système de commandement et de contrôle nucléaire américain est si parfait qu'on a pu dire que l'homme qui est au cœur de ce système, à savoir le président, n'a pas pour rôle de lancer une riposte (ou une attaque)

nucléaire. Bien au contraire : il doit s'assurer que les missiles restent toujours dans leurs tubes de lancement ou dans leurs silos, que les avions ne quittent pas l'espace aérien national, à moins qu'il ait donné l'ordre spécifique de le faire. Bref, le président, comparable en cela aux anciens pleins d'expérience de la société préhéroïque, est un inhibiteur de conflit : il ne le provoque pas, ne le dirige pas et ne prend pas la tête des forces armées. Le centre de commandement présidentiel, écrit Paul Bracken, la principale autorité sur cette question, a pour fonction « non d'agir comme *une détente pour la mise à feu des armes nucléaires*, mais *de jouer le rôle d'un cran de sûreté qui empêche les autres détentes de déclencher le tir* ». Entre l'inhibiteur et le modérateur de conflit de l'époque préhéroïque et le président doté de la puissance nucléaire, il existe, toutefois, une différence cruciale : le premier agit ouvertement, le second en secret. L'ancien qui exhorte les membres de sa tribu à se modérer le fait en utilisant ses liens de parenté, ses affinités avec eux, au moyen de discours, de sanctions, d'une action directe, et, si c'est nécessaire, en donnant l'exemple. Le président qui pratique la modération au nom de la société qu'il dirige le fait, nécessairement, de façon mystérieuse. « Les renseignements détaillés concernant les procédures employées [pour garder le contrôle des armes nucléaires], écrit Paul Bracken, sont parmi les secrets les mieux gardés du gouvernement des Etats-Unis. Les renseignements concernant l'endroit où le président devrait se rendre [en cas de conflit nucléaire], les lignes de télécommunications dont il se servirait, le degré d'autorité déléguée à l'avance qui serait consenti aux chefs militaires locaux et la nature du réseau de transmissions qui serait choisi pour acheminer les ordres de tir sont entourés d'un secret beaucoup plus rigoureux que celui qui protège les caractéristiques techniques des armes elles-mêmes. »

« Les raisons de ce secret, poursuit-il, ne sont pas bien difficiles à comprendre. » En effet. Les secrets qui entourent le commandement et le contrôle des armes nucléaires sont, parmi tous ceux qui concernent l'ensemble du système stratégique, ceux qu'un adversaire voudrait avant tout connaître. Car, s'il y parvenait, il pourrait alors calculer ses chances de réussite, au cas où il choisirait de frapper à la tête, c'est-à-dire les centres de décision. Supposons qu'il réponde par l'affirmative (ce serait là, bien sûr, une conclusion des plus hasardeuse), il pourrait aussi savoir comment, quand, et où il convient de lancer ses missiles. Qui plus est, les secrets en question sont, en définitive, les seuls qu'une puissance nucléaire puisse

raisonnablement espérer cacher à une autre. Tout le reste du système de défense (les emplacements des missiles, les stations de radar, les centres de commandement, les bases aériennes, les satellites) est composé d'objets physiques, et palpables. Même la situation, minute par minute, des sous-marins stratégiques et des avions porteurs d'armes nucléaires est, en fin de compte, connaissable grâce aux méthodes de surveillance, parce que les sous-marins et les avions, étant des objets physiques, renvoient les signaux de sonar ou de radar et peuvent, par conséquent, être localisés, avec plus ou moins de difficulté, dans l'espace et dans le temps. La seule composante immatérielle, impalpable du système (impossible à localiser, et dont le secret ne peut être percé par les systèmes de surveillance) est la procédure qui permet de mettre en œuvre les éléments physiques et de les faire fonctionner. Les réseaux de communications, par lesquels passe obligatoirement cette procédure, sont, il est vrai, vulnérables en cas d'attaque directe, et il en va de même du langage codé utilisé pour leur transmission, qui n'est pas à l'épreuve du décryptage. Mais à cause du degré très élevé de « redondance » (ce qui signifie tout simplement la duplication sur une grande échelle) des réseaux, et parce que, pour autant que nous sachions, même les techniques les plus avancées de décryptage ne permettent pas de déchiffrer en temps réel les codes habituellement utilisés, le réseau de communications peut être considéré, pour l'instant, comme sûr. Ce qui sans doute restera toujours hors d'atteinte de l'ennemi, quels que soient ses efforts, à l'exception des traîtres ou des « taupes », c'est le protocole de commandement nucléaire lui-même : les codes d'authentification des ordres, les ordres de tir et le *Single Integrated Operation Plan*[7] ou son équivalent soviétique.

L'indispensable mystère qui entoure ces secrets comporte toutefois, du moins quand il s'agit des démocraties, une contradiction essentielle. De toutes les activités du gouvernement, la plus importante (quoi de plus important que d'assurer la survie de la population ?) est, en effet, tenue secrète vis-à-vis des électeurs eux-mêmes. A première vue, l'existence de cette contradiction peut ne pas choquer. Après tout, même dans les démocraties les plus scrupuleuses, on reconnaît au gouvernement le droit de traiter certaines affaires de façon confidentielle : les débats en conseil des ministres, par exemple, sont tenus secrets, de même que les processus internes d'élaboration au moyen desquels les ministères prennent leurs décisions. Il peut sembler tout à fait normal que ce caractère confidentiel

s'applique également aux procédures essentielles intéressant la sécurité nationale. Il y a cependant une différence entre le secret des débats en conseil des ministres et le secret en matière de sécurité nationale : le premier ne s'applique qu'à des *débats*, dont la forme n'est pas déterminée à l'avance, tandis que le second couvre des *procédures*, qui sont tout aussi rigoureuses (sans doute) et suivent un ordre aussi précis que les formalités légales qui permettent d'adopter une loi, de nommer des fonctionnaires ou de déclarer la guerre.

L'évolution de ces procédures légales se traduit, dans l'histoire des démocraties, par l'écartement progressif des voiles de mystère dont elles étaient initialement entourées. On pourrait donner une excellente définition de la démocratie en disant que c'est un système de gouvernement où les gouvernants n'ont rien à cacher aux gouvernés. Aux Etats-Unis, par exemple, non seulement le Congrès doit débattre des projets de loi en séance publique, non seulement le président doit soumettre les nominations des membres de son cabinet, des ambassadeurs et des juges à une confirmation ou à un désaveu, également publics, mais encore le président et le Congrès sont tenus de débattre, en séance publique toujours, d'une éventuelle déclaration de guerre. Pourtant, par une inversion sans précédent des tendances historiques de l'évolution des démocraties, nous vivons aujourd'hui dans un monde où des sujets bien plus graves que la déclaration de guerre traditionnelle (la décision de lancer une attaque ou une contre-attaque nucléaire) sont entourés du secret le plus absolu. Ce secret est si impénétrable que nous ne savons même pas, par exemple, si la procédure de tir a été confiée à un ordinateur, ou si elle reste encore soumise à l'intervention et au contrôle humains.

Considérons un instant ce que cette ignorance implique. Si les procédures de tir ont déjà été confiées à un ordinateur (c'est-à-dire si l'ordre de mettre à feu les missiles doit désormais être donné par des machines, lorsque les signaux d'alarme, émis par les autres machines du système de surveillance, se présentent d'une certaine façon déterminée à l'avance), alors le principe même de la démocratie n'est plus qu'une série de phrases creuses. En effet, le chef élu pour veiller à leur sécurité par les citoyens de n'importe quel Etat démocratique qui se trouve être en même temps une puissance nucléaire (les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France) n'est plus à même d'exercer une influence modératrice ou limitative, ni de se réserver la possibilité de la réflexion, dans un domaine crucial, puisqu'il y

va de la survie de la société en question. Si, au contraire, l'influence modératrice et la réflexion restent possibles (c'est-à-dire si les procédures de tir n'ont pas été confiées à l'ordinateur), l'électorat des démocraties peut respirer. Mais, dans l'une comme dans l'autre hypothèse, les électeurs restent dans l'ignorance : ils ne peuvent donc pas exprimer leur approbation, ou leur désapprobation, à l'égard des mesures prises par leur gouvernement pour mettre en œuvre et diriger les armes qui sont censées les défendre.

Il est possible, étant donné la nature de la stratégie de dissuasion réciproque qui permet aux adversaires potentiels d'une guerre nucléaire de se tenir mutuellement en respect, que les démocraties n'aient pas le choix. Il n'existerait aucun moyen de soumettre les procédures de mise à feu au système de contrôle qui s'exerce normalement sur les actes de l'exécutif. Bref, les démocraties seront peut-être obligées de se résigner à une réduction permanente et irréversible de leur droit à l'information, de leur droit de critique et d'amendement. Mais, si tel est bien le cas, le résultat n'est pas seulement une transformation fondamentale et durable des relations qui unissent le chef d'une démocratie à ses mandants. La nature même du changement exige que ceux qui dirigent les démocraties adoptent, à l'avenir, un style et une manière d'être entièrement différents de tout ce qu'on a pu connaître jusqu'ici.

Récapitulons brièvement les impératifs dont la combinaison a façonné, dans le passé, le visage du chef : ils impliquaient en premier lieu un élément d'*affinité*. Le chef s'entourait de collaborateurs proches, choisis de telle manière que la masse de l'armée puisse s'identifier à eux ; on s'assurait ainsi que ni le chef ni l'armée n'oublieraient jamais qu'ils avaient affaire à des êtres humains, avec toutes leurs forces et leurs faiblesses. L'affinité était appuyée par la *sanction*, c'est-à-dire toute une gamme de récompenses ou de châtiments distribués aux subordonnés selon un système de valeurs accepté par tous. La sanction était renforcée par l'*exemple* : le chef devait montrer qu'il acceptait de prendre sa part des risques qu'il obligeait ses subordonnés à affronter sur son ordre. L'*éloquence* ajoutait encore à l'exemple : le chef s'adressait directement à ses troupes, pour leur expliquer la nécessité d'affronter le danger. Enfin, l'*action* concrétisait (le terme technique serait plutôt : réifiait) le discours, traduisant en actes le commandement exercé par le chef, et débouchant, du moins on l'espérait, sur la victoire.

Avec les armes nucléaires, tous ces impératifs sont devenus caducs, ou ont au moins perdu beaucoup de leur importance. Le groupe que constituent les responsables et les servants des armes nucléaires, qui plie sous le fardeau de secrets que la loi lui interdit de communiquer, est rigoureusement fermé. Physiquement isolé de la communauté qu'il est chargé de protéger, il a coupé tous les liens d'*affinités* qui l'unissaient à la société dans son ensemble. La *sanction* a perdu de son efficacité, puisqu'une force de frappe nucléaire bien gérée ne laisse aucune place à la récompense ni au châtiment, et que, si même on en distribue, ils ne peuvent être, en principe, révélés sans dommage. La logique de l'arme nucléaire exclut, nous l'avons vu, toute possibilité de donner l'*exemple* : le chef doit être, de tous les membres de la population, celui ou celle qui court le moins de risques. Il en résulte que l'*éloquence* serait suicidaire, ou même aboutirait à détruire toute espèce d'autorité, puisque toute exhortation au courage ou à la force d'âme susciterait automatiquement la réplique : « Et vous, pendant ce temps-là ? » L'*action*, enfin, qui fut de tous temps l'épreuve ultime qui légitimait le commandement, est évidemment exclue, puisqu'il faut à tout prix éviter la confrontation nucléaire, et qu'il n'est donc pas question de rechercher un résultat.

Les responsables politiques des puissances nucléaires sont pris, par conséquent, dans un dilemme : comment justifier (les politologues diraient : légitimer) leur autorité sans avoir recours aux accessoires traditionnels de l'héroïsme, considérés jusqu'ici comme indispensables ? Ce dilemme se présente sous une forme moins contraignante pour les autocraties, comme l'Union soviétique, que pour les démocraties, puisque l'autocrate n'hésite pas à employer la force pour imposer sa volonté. Même lui, cependant, prend garde de ne pas dépasser le seuil au-delà duquel l'emploi de la force mettrait son pouvoir en danger. Et même un autocrate aussi absolu que Hitler s'entourait de précautions : les récompenses, les exhortations, une image héroïque de lui-même, soigneusement mise au point, servaient de palliatifs, afin de dissimuler le fait qu'il ne pouvait se passer de la force brutale pour asseoir son autorité. Les démocraties, à l'inverse, sans renoncer totalement à utiliser l'héroïsme, invoquent le principe du consentement des citoyens pour justifier le partage inégal des risques. C'est ainsi qu'Abraham Lincoln, dont les états de service se limitaient à quelques jours de campagne, sans combat, contre les Peaux-Rouges, et Franklin Roosevelt, qui n'avait absolument aucune expérience militaire, se sentaient en droit

d'exiger de leurs concitoyens le sacrifice ultime : en effet, les électeurs, en les désignant pour la présidence, leur avaient transmis leurs pouvoirs en matière de guerre et de paix, avec toutes les conséquences qui en découlaient.

La démocratie libérale ne s'est jamais privée, cependant, de mettre en jeu toute la panoplie du commandement héroïque chaque fois qu'elle le pouvait. Tard venue dans l'histoire de l'humanité, cantonnée dans un petit coin de la planète, elle ne pouvait se reposer entièrement sur le consentement des citoyens pour légitimer des ordres dont les responsables ne subissaient jamais les conséquences. C'est ainsi que Gladstone réussit à préserver une attitude antimilitariste cohérente, dans la mesure où il évita d'engager la Grande-Bretagne dans des conflits de grande envergure. En revanche, l'autorité du gouvernement Asquith et celle de l'Union sacrée de 1914-1916 étaient minées par la contradiction évidente entre leurs aspirations pacifiques et leur politique belliqueuse, sans parler de la carrière purement civile des ministres qui en faisaient partie. Par la suite, lorsqu'on fut entré dans l'ère de la guerre totale, les chefs des démocraties ont pris la peine de rendre publics leurs états de service individuels, quand ils en avaient. Ceux de Churchill, de Kennedy, d'Eisenhower étaient brillants, ceux de Truman, de Nixon, de Carter, même de Reagan, bien que modestes, n'étaient pas négligeables. Malgré tout le respect dû au principe du consentement des citoyens, ils n'ont pas hésité à employer les impératifs de l'affinité, de l'éloquence, de la sanction, de l'action, et, lorsque c'était possible, de l'exemple, pour renforcer leur autorité de chefs militaires.

Ces expédients, nous l'avons démontré plus haut, n'ont plus cours. Par quoi les remplacer ? Assurément pas par un programme gouvernemental visant à rassurer la population. Les efforts déployés initialement par les gouvernements américain et britannique pour « éduquer » leurs citoyens et leur apprendre les techniques de survie nucléaire ont échoué devant le scepticisme évident, et parfaitement fondé, des intéressés. De toute manière, ils étaient condamnés à l'échec : l'autre partie, complémentaire, mais opposée, du raisonnement stratégique montre, en effet, que la sécurité, dans un monde nucléarisé, ne peut venir que de la *certitude* des représailles, autrement dit, de la destruction mutuelle assurée. Dans ces conditions, les gouvernements des Etats démocratiques qui sont aussi des puissances nucléaires (ceux des autocraties nucléaires feraient bien, eux aussi, de s'en occuper, mais dans leur cas la pression est moins forte) doivent trouver une

nouvelle forme de commandement militaire. La meilleure façon de le définir est sans doute de le situer par rapport aux formes antérieures : c'est le « commandement posthéroïque ».

Ce nouveau style de commandement exigera des gouvernements l'exploit le plus difficile qui soit : passer d'un système de pouvoir qui fait largement appel aux réactions irrationnelles des hommes, à un autre système, radicalement différent. Sous tous les régimes, même les plus libéraux et les plus humanistes, les chefs traditionnels ont toujours dû avoir recours aux instincts et aux émotions les plus profondément enfouis dans la psyché collective pour y puiser la force dont ils avaient besoin. La démocratie, ramenée à l'essentiel, est un moyen de limiter l'égotisme et l'arbitraire des hommes au pouvoir, en les remplaçant par d'autres lorsque leurs prétentions deviennent intolérables. L'alternance des doctrines politiques affichées n'est qu'un aspect superficiel du système démocratique. C'est le droit qu'exerce la population d'éliminer du pouvoir une partie de la classe politique pour la remplacer par une autre, qui fait la supériorité morale de la démocratie sur l'autocratie sous toutes ses formes, qu'elle soit monarchique, aristocratique ou oligarchique. Mais la démocratie traditionnelle a beau être une fleur fragile, elle n'a jamais eu recours à la seule force du raisonnement moral. La morale, en fin de compte, est fondée sur la raison, mais les choix et les repentirs de l'humanité, considérée dans sa masse, ne procèdent pas d'une démarche purement rationnelle. C'est une vérité que les chefs démocratiques qui ont le mieux réussi n'ont jamais perdue de vue, et ils ont agi en conséquence. Ils ont renforcé leurs arguments rationnels en faisant appel, de façon très calculée, à l'intérêt matériel et aux réactions affectives de l'électorat. Ils ont soigneusement mis au point leur façon de se présenter au public, de manière à incarner au mieux l'image du chef dans laquelle, à un moment ou à un autre, le peuple se reconnaîtra. La corbeille à papier de la démocratie est pleine des biographies d'aspirants au pouvoir que leur grandeur d'âme a poussés à rejeter ces artifices méprisables, et qui se sont appuyés, pour se présenter devant le corps électoral, sur la rationalité à l'état pur.

L'adoption des armes nucléaires a mis un terme au style semi-rationnel, comme au style antirationnel, de commandement. Si l'humanité veut survivre, il faut qu'elle choisisse ses chefs d'après leur intellect ; inversement, les responsables doivent justifier la confiance qui leur a été accordée en faisant preuve de détachement, de modération et d'une réelle

capacité d'analyse. L'espoir qu'on peut nourrir de voir un jour réalisée cette nouvelle forme de pouvoir ne repose pas uniquement sur des vœux pieux. L'histoire de la première et, pour l'instant, de la seule crise nucléaire aiguë que le monde ait connue, confère une certaine vraisemblance à l'idée que cette évolution nécessaire n'est pas impossible.

L'épisode en question est celui de la crise des fusées de Cuba, du 14 au 27 octobre 1962, qui amena les Etats-Unis et l'Union soviétique au bord de la guerre. Cette crise revêt, pour le monde d'aujourd'hui, un intérêt primordial, et cela pour trois raisons : c'est la seule crise nucléaire dont nous ayons un compte rendu détaillé, rédigé par un des acteurs (*Thirteen Days*[8] de Robert Kennedy, frère du président et ministre de la Justice des Etats-Unis). Elle fut résolue, du côté américain, par un responsable qui avait fait revivre le style héroïque sous sa forme la plus extrême. Elle fut gérée, néanmoins, d'une façon rigoureusement posthéroïque, et aboutit à un succès rapide et complet.

Comment arriva-t-on à ce résultat ? Le premier élément d'explication réside dans la volonté du président John F. Kennedy de bien identifier, et de séparer, les trois facteurs d'accélération de la crise : celui résultant de l'initiative russe, celui de l'indispensable réaction américaine, et le rythme propre des responsables chargés d'évaluer la situation et de prendre la décision. Le second élément fut de confier la mission d'évaluation à un groupe d'hommes, le comité exécutif (Ex Comm), choisis pour leur compétence et leur sagesse, déchargés temporairement de toute autre responsabilité, et dont les réunions se déroulaient sans la présence du président. De cette manière, la crise put évoluer sans que le rythme propre des événements vînt retentir sur celui des délibérations. On évitait ainsi, dans la mesure du possible, toutes les conséquences fâcheuses qui auraient pu résulter de jugements précipités et inconsidérés.

Dès le début, l'Ex Comm fit siennes les conclusions selon lesquelles il fallait aux Russes quinze jours pour déployer leurs missiles à Cuba (les Etats-Unis ayant pu repérer assez longtemps à l'avance les préparatifs soviétiques). En revanche, il ne fallait que quarante-huit heures aux Américains pour prendre les mesures militaires appropriées, ce qui laissait un délai de treize jours pour un examen rationnel des données. Très vite, l'Ex Comm définit également les trois solutions qui pouvaient résulter de ces mesures : le blocus aérien, le bombardement ou l'invasion de Cuba. Il ne mit pas longtemps non plus à se mettre d'accord, et cela de manière

définitive, sur la procédure à adopter pour arriver à des décisions dans le délai qu'il s'était fixé.

Avec le recul, le phénomène qui apparaît comme le plus impressionnant et le plus significatif de la crise est la méthode adoptée pour arriver à une décision. Dès le début, l'Ex Comm décida de proscrire toute espèce de hiérarchie en son sein ; personne ne devait « diriger » ses travaux. « Nous prenions tous la parole sur un pied d'égalité, raconte Robert Kennedy. Le rang ne comptait pas […], nous n'avions même pas de président […], nos discussions se déroulaient sans aucune espèce d'organisation ni de contrainte. Chacun avait autant de droits que les autres à s'exprimer ou à se faire entendre. » Certains membres trouvèrent que ce partage égal des responsabilités était un fardeau trop lourd à porter. Dean Rusk, le secrétaire d'Etat, fut très vite la victime de ce que Kennedy qualifie de dépression nerveuse et ne participa plus, dès lors, aux travaux du comité. Mac George Bundy, le conseiller du pésident chargé de la Sécurité nationale, se montra incapable de défendre une politique cohérente. Il préconisa « d'abord une attaque contre Cuba, puis un blocus, puis rien du tout » ; en fin de compte, il revint à la solution d'une attaque. Mais cela démontre, au moins, que l'Ex Comm évita toute « réflexion de groupe ». En fait, et malgré les instances de l'unique membre faisant partie des forces armées, le général Maxwell Taylor, en faveur d'une action militaire, il ne fallut que trois jours à l'Ex Comm pour décider, à la majorité, de préconiser le blocus. Un jour encore fut consacré à des discussions techniques, en dehors du comité, et deux autres jours, les 21 et 22 octobre, à des conférences avec le président Kennedy lui-même. Le résultat fut que, dès le sixième jour, sur les treize dont le comité disposait, les Etats-Unis avaient défini et adopté une politique rationnelle face à la menace soviétique. Une semaine plus tard, les Russes acceptaient à leur tour la logique de la solution américaine, et faisaient faire demi-tour à leurs navires chargés de transporter les fusées à Cuba.

L'histoire de la crise de Cuba est donc, à la fois, rassurante et pleine de promesses pour l'avenir : on peut penser que les crises nucléaires futures se résoudront de façon aussi rationnelle et inoffensive. Mais il ne faut pas oublier que le monde a bougé depuis 1962, et même bougé très vite. Des trois facteurs d'accélération qui ont présidé au déroulement de la crise (le rythme des événements, le rythme de la réaction et celui des décideurs), seul le dernier n'a pas changé. Il ne saurait en être autrement : l'esprit des

hommes, leur langue, ne fonctionnent pas plus vite en 1987 qu'en 1962, ou, pour revenir à Alexandre, qu'en 334 avant Jésus-Christ. Mais l'*information* sur les événements, qui exerce une action décisive sur le déroulement de la crise, est devenue nettement plus rapide, et c'est plus vrai encore du rythme des réactions, c'est-à-dire celui du dispositif militaire et d'alerte. En 1962, l'Union soviétique avait cherché à installer ses missiles en profitant d'une brèche dans le système d'alarme américain. Elle avait utilisé pour cela le transport maritime, qui nécessitait des jours et des jours de voyage. Aujourd'hui, ses missiles sont installés à bord de sous-marins, et leur temps de vol jusqu'à une cible quelconque située à l'intérieur des quarante-huit premiers Etats américains se mesure en minutes.

Nous avons donc affaire à un rythme immuable, celui des êtres humains, qui doivent recueillir, assimiler, évaluer l'information, puis prendre des décisions en fonction de ce qu'ils savent, en compétition avec des rythmes qui, eux, s'accélèrent sans cesse. Comme les activités concernées croissent également en volume (toujours plus d'armes à longue portée et à très court temps de vol, toujours plus d'informations), les êtres humains, entravés par la vitesse immuable de leur pensée, cherchent à réduire le déséquilibre en ramenant le flux d'informations à des dimensions plus maniables, et en soumettant la panoplie d'armes dont ils disposent à un contrôle de plus en plus centralisé. Au terme de cette évolution, toutes les armes obéiraient à un ordre unique, qui à son tour serait déterminé par un signal unique, « feu vert » ou « feu rouge », résultant de l'ensemble des informations disponibles. Bref, le commandant suprême, de nos jours (président, Premier ministre, premier secrétaire), voudrait bien échapper aux complexités de la stratégie pour revenir à la simplicité de la tactique. Il voudrait retrouver la situation du guerrier qui, tout à la fois, voit sa cible, et, en observant directement son comportement, décide de lancer son arme ou de la retenir.

Hélas ! Dans le cas présent, le désir et la réalité entrent irrémédiablement en conflit. Rien n'empêche de réduire rapidement un volume considérable d'informations complexes de manière à en effectuer une « lecture » instantanée. Mais il faut, pour cela, interposer entre le décideur et le réel un filtre très dense, composé de machines et de personnel intermédiaire. Les machines, en l'occurrence, ne peuvent traiter l'information qu'en fonction des ordres ou des programmes reçus. Le personnel intermédiaire, lorsqu'il évalue l'information qui passe entre ses

mains, empiète inévitablement sur les prérogatives du décideur suprême. En fin de compte, le stratège sera peut-être persuadé qu'il bénéficie de la vision directe et de la liberté d'action du tacticien. Mais cette impression sera totalement illusoire.

Bien pis, cette illusion est grosse de dangers. Non seulement le commandant suprême sera tenté de prendre des décisions que l'information, programmée et traitée par d'autres, aura en fait, et bien contre son gré, prises à sa place, mais il peut encore être tenté de jouer les tacticiens, et donc les héros. Kennedy, nous l'avons vu, a su résister à la tentation, mais sûrement pas Hitler. Or, si la personnalité de Hitler était incontestablement anormale, il n'y avait rien que de très ordinaire dans la façon dont il exerçait son commandement. Les moyens employés, le cadre qui l'entourait, tout cela ressemble de très près à ce que nous connaissons aujourd'hui à Washington, à Moscou, à Londres ou à Paris. Puisqu'il en est ainsi, l'éventualité que le commandant suprême d'un Etat doté d'armes nucléaires cède un jour à la tentation du faux héroïsme et se mette à jouer les tacticiens, comme l'a fait Hitler, ne peut être totalement exclue.

C'est là une perspective proprement catastrophique. Comment peut-on l'éviter ?

Deux méthodes se présentent à l'esprit. La première est de réduire les deux facteurs d'accélération (celui des événements et celui de la réaction) dont dépend le rythme, essentiel celui-là, de la prise de décision. C'est plus facile à dire qu'à faire, répondra-t-on sans doute. Pourtant, des efforts de décélération sont en cours : il s'agit du vaste projet scientifique américain (et soviétique) appelé Initiative de défense stratégique. La « guerre des étoiles » est conçue, et décrite, comme un système de protection. La meilleure façon de se le représenter est de penser aux déclarations du président Reagan au sujet de l'« astrodrome » à l'épreuve des missiles auquel aboutirait l'I.D.S. Même ses plus chauds partisans, néanmoins, sont bien obligés d'admettre que cet astrodrome n'est qu'un rêve. Aucune communauté scientifique au monde n'est sans doute capable de réaliser une invulnérabilité sans faille. Cela ne signifie pas, cependant, que la guerre des étoiles ne présente aucun avantage, politique ou militaire. Bien au contraire, c'est une initiative qui éveille beaucoup d'espoirs, si l'on y voit, comme on devrait le faire, un mécanisme destiné à assurer, non pas une *protection* totale, mais un *délai* relatif. La logique de la dissuasion, comme on nous le rappelle chaque jour, repose sur l'instantanéité, la certitude de représailles

immédiates par une seconde frappe, si la première échoue. Le résultat de cette dialectique est la destruction mutuelle assurée. Comme la guerre des étoiles met en cause, à la fois, la réciprocité, la certitude et la destruction, on y voit une atteinte au principe de la dissuasion. Mais si on évalue ses mérites non pas d'après l'influence qu'elle pourrait exercer sur le résultat d'un conflit, mais d'après les délais qu'elle impose aux décideurs, alors les aspects positifs l'emportent sur les aspects négatifs. La stratégie nucléaire dans le cadre de la guerre des étoiles, si jamais une crise dégénère et qu'on passe des menaces aux actes, aurait presque certainement des conséquences terribles : plusieurs missiles atteindraient leur but, dans un camp ou dans les deux camps aux prises. Mais, si horrible que puisse être une telle expérience, elle serait moins catastrophique que la destruction mutuelle assurée. Surtout, les adversaires conserveraient la possibilité de penser et de calculer rationnellement tout en échangeant des coups, c'est-à-dire qu'ils pourraient se comporter en stratèges, non en tacticiens. Ils garderaient une chance de se tirer d'une situation de plus en plus dangereuse, au lieu de s'y enfoncer davantage sous l'effet du double facteur d'accélération de l'action et de la réaction.

La guerre des étoiles représente donc un espoir, mais seulement dans la mesure où elle permet d'espérer qu'on va renoncer à la diplomatie du doigt sur la détente, pour revenir aux rythmes traditionnels, qui étaient ceux des relations internationales avant l'avènement de l'arme nucléaire. L'issue d'une guerre nucléaire, même avec intervention de l'I.D.S., surpasserait tellement, dans l'horreur, tout ce qu'on a vu jusqu'ici dans le monde, qu'aucun théoricien de la stratégie ne peut sérieusement prétendre que l'Initiative soit le plus grand, et le dernier, espoir de l'humanité. Ce dont le genre humain a besoin, ce n'est pas de renouveler sa quincaillerie, c'est un changement dans les cœurs. Il faut que ses responsables en finissent une bonne fois pour toutes avec l'éthique de l'héroïsme. Celui-ci, nous l'avons vu, n'est pas une constante indispensable au bon fonctionnement des sociétés. C'est une réaction irrationnelle, de nature affective, au défi et à la menace. Dans un monde de richesse et de pauvreté, de bonnes et de mauvaises terres, d'espaces pleins et d'espaces vides, de bons et de mauvais dieux, de fausses et de vraies fois, faire appel à l'héroïsme était une tentation naturelle, pour tous ceux qui sentaient qu'il donnerait un tranchant irrésistible à leurs armes. Faute de quoi, celles-ci auraient été impuissantes contre les forts, les riches, les favorisés de l'histoire. Mais l'héroïsme

fournissait aussi un splendide déguisement à la brute, au tyran, à l'idéologue, au fanatique, à plus forte raison lorsque le besoin de tyrannie s'emparait de peuples entiers, en épargnant les responsables qu'on leur avait donnés ou qu'ils s'étaient choisis.

Dans la mesure où nous connaissons le passé de l'homme, la morale héroïque, sous une forme ou sous une autre, a dominé les gouvernements qu'il s'est donnés pour administrer ses affaires, dans la plupart des régions du globe. Quelques peuples, peu nombreux, ont échappé à la règle, et ont trouvé d'autres moyens de légitimer l'autorité de leurs dirigeants. Les théocraties de Chine et du Moyen-Orient représentent une de ces variantes. Les démocraties libérales d'Occident, au XIX^e^ siècle, en sont une autre. L'une comme l'autre ont choisi toutefois de conserver et de cultiver la morale héroïque dans certains secteurs de la société, soigneusement isolés du reste, et de maintenir le credo de la lutte au sein de leur philosophie politique en général. Dans les théocraties, ce credo allait de pair avec la dénonciation des peuples « de l'extérieur » comme barbares ou infidèles. Dans les démocraties, le credo de la lutte avait pour fonction de stimuler de l'intérieur la vie politique : il faisait des « héros » d'hommes et de femmes qui défendaient, tout simplement, des programmes opposés, la droite ou la gauche, les Rouges ou les Blancs, eux ou nous.

Le concept de la lutte, et la morale héroïque qui en est inséparable, plane sur nous tous aujourd'hui. Il est au cœur du marxisme, il n'est jamais très loin des valeurs directrices de la démocratie, qui met en avant la liberté de l'homme et son droit de choisir. Mais les choses ont changé : il suffisait, jadis, que le chef affronte le spectre du danger pour être considéré comme un héros authentique. En se mettant en avant, il détournait le risque sur lui-même, épargnant ainsi ses subordonnés. Aujourd'hui, le danger est partout, également menaçant pour chacun d'entre nous, voire même plus menaçant pour les commandés que pour celui qui les commande. Les moyens traditionnels que le chef employait pour justifier les risques courus par ses subordonnés (entretenir un sentiment d'affinité, user de sanctions, donner l'exemple, recourir à l'éloquence, et, en fin de compte, agir) sont tous voués à l'échec. A vrai dire, la première exigence qu'on puisse avoir à l'égard d'un chef de l'ère nucléaire, c'est qu'il n'agisse pas du tout, du moins dans le sens traditionnel, héroïque, du terme. Un chef inactif, qui ne fait rien, ne cherche pas à exalter ses subordonnés par son exemple, ne prononce pas de discours vibrant, ne récompense pas plus qu'il ne punit, et tient avant tout à

se distinguer de la masse par sa modestie, sa prudence et sa raison, ne ressemble peut-être plus du tout à un chef. C'est pourtant de ce genre de chef que le monde de l'ère nucléaire a besoin, même s'il n'en a pas conscience. Etre « posthéroïque », telle est la devise qu'il pourrait adopter. Car tout a changé, et changé de fond en comble. Il fut un temps où traverser à cheval, en vainqueur, les rues de Persépolis était le comble de la bravoure. Aujourd'hui, ce que nous attendons des meilleurs d'entre nous, c'est qu'ils trouvent en eux-mêmes la force de renoncer à jouer les héros.

Bibliographie

La guerre primitive

Bohannan, P. (éd.), *Law and Warfare : Studies in the Anthropology of Conflict*, New York, 1967.

Bramson, L., et Goethals, G., *War : Studies from Psychology, Sociology and Anthropology*, New York, 1964.

Cohen, R., et Service, E. (éd.), *Origins of the State*, Philadelphie, 1978.

Divale, W., *Warfare in Primitive Societies*, Oxford, 1973.

Ferguson, R.B. (éd.), *Warfare, Culture and Environment*, Londres, 1984.

Pruitt, D., et Snyder, R. (éd.), *Theory and Research on the Causes of Wars*, Englewood Cliffs, 1969.

Turney-High, H., *Primitive War*, Columbia, 1949.

Alexandre le Grand

Sauf indication contraire, toutes les citations de biographies d'Alexandre dues à des auteurs anciens ont été tirées, dans l'original anglais de cet ouvrage, de la Bibliothèque classique de Loeb. On trouvera, entre parenthèses, les références des sources pour la traduction française.

Arrien, *History of Alexander and Indica*, édité et traduit par E. Iliff Robson, 1929. (*Histoire d'Alexandre*, traduit du grec par Pierre Savinel, Paris, Editions de Minuit, 1984.)

Diodore de Sicile, *Diodorus of Sicily*, édité et traduit par C. Bradford Welles, 1963. (*Bibliothèque historique*, livre XVII, traduction d'A.F. Miot, tome V, Paris, 1837.)

Plutarque, *Life of Alexander*, édité et traduit par B. Perrin, 1919. (*Vies*, tome IX : *Alexandre-César*, traduction de Robert Flacelière, Paris, Les Belles Lettres, 1975.)

Quinte-Curce, *History of Alexander*, édité et traduit par J.C. Rolfe, 1946. (*Histoire d'Alexandre le Grand*, traduction d'Auguste et Alphonse Trognon, deux volumes, Paris, Pancoucke, 1828.)

Le passage extrait du chant XIII de *L'Illiade* est cité dans la traduction de Paul Mazon, Paris, Les Belles Lettres, 1962.

Adcock, F., *The Greek and Macedonian Art of War*, Berkeley, 1957.

Anderson, J., *Military Theory and Practice in the Age of Xenophon*, Berkeley, 1970.

Badian, Ernst, *Studies in Greek and Roman History* (« Alexander the Great and the Loneliness of Power »), Oxford, 1964.

Berve, Helmut, *Das Alexanderreich auf prosopographischer Grundlage*, 2 vol., Munich, 1926.

Bieber, Margaret, *Alexander the Great in Greek and Roman Art*, Chicago, 1964.

Burn, A.R., *Alexander the Great and the Hellenistic World*, New York, 1962.

Dilke, O., *Greek and Roman Maps*, Londres, 1985.

Ehrenberg, Victor, *Alexander and the Greeks*, Oxford 1938.

Ellis, J.R., *Philip II and Macedonian Imperialism*, Princeton, 1976.

Engels, D., *Alexander the Great and the Logistics of the Macedonian Army*, Berkeley, 1978.

Finley, Moses I., *The Ancient Economy*, Berkeley, 1973. (*L'Economie antique*, Paris, Editions de Minuit, 1975.) *The World of Odysseus*, Londres, 1977. (*Le Monde d'Ulysse*, Paris, Maspero, 1978.)

Fox (Robin Lane), *Alexander the Great*, Londres, 1973.

Fuller, J.F.C., *Alexander the Great*, Londres, 1973.

Garlan, Yvon, *War in the Ancient World*, Londres, 1975 (traduction anglaise de : *La Guerre dans l'Antiquité*, Paris, Fernand Nathan, 1972).

Green, P., *Alexander the Great*, Londres, 1970.

Griffith, Guy T., *Alexander the Great : The Main Problems*, Cambridge, 1966.

Hadas, Moses, *Hellenistic Culture*, New York, 1959.

Hammond, Nicholas G., *Three Historians of Alexander the Great*, Cambridge, 1983. *Alexander the Great*, Londres, 1981.

Justin, *History of Philip*, traduction de J.S. Watson, Londres, 1879. (*Histoires philippiques*, traduction de Charles Nisard, légèrement retouchée ici, Paris, 1864.)

Marsden, E.W., *The Campaign of Gaugamela*, Liverpool, 1964.

Milns, R.D., *Alexander the Great*, Londres, 1968.

Olsmstead, A.Y., *A History of the Persian Empire*, Chicago, 1948.

Pearson, Lionel, *The Lost Histories of Alexander the Great*, New York, 1960.

Savill, Agnes, *Alexander the Great and His Time*, Londres, 1959.

Snyder, J.W., *Alexander the Great*, New York, 1966.

Tarn, W., *Alexander the Great*, 2 vol., Cambridge, 1948.

Tarn, W., et Griffith, Guy T., *Hellenistic Civilisation*, Londres, 1952. (Une édition antérieure de cet ouvrage, due au seul W. Tarn, a été traduite en français sous le titre *La Civilisation hellénistique*, Paris, Payot, 1936.)

Le duc de Wellington

Les citations de Wellington, sauf indication contraire, sont extraites des ouvrages suivants :

Lieutenant-colonel Gurwood, *The Dispatches of Field Marshal the Duke of Wellington*, 12 vol., Londres, 1837-1838. (Il existe une traduction française très incomplète : *Recueil des principales pièces de la correspondance du feld-maréchal duc de Wellington, pendant les dernières guerres*, traduction de J. Corréard, Paris, 1840.)

Philip Henry Stanhope, *Notes of Conversations with the Duke of Wellington*, Oxford, 1888.

Arthur Wellesley, *Supplementary Dispatches and Memoranda of Field-Marshal Arthur, Duke of Wellington*, 15 vol., Londres, 1858-1872.

Bell, D., *Wellington's Officers*, Londres, 1938.

Brett James, A., *Wellington at War*, Londres, 1961.

Davies, Godfrey, *Wellington and His Army*, Oxford, 1954.

Gates, D., *The Spanish Ulcer*, Londres, 1986.

Glover, Michael, *Peninsular Preparation : The Reform of the British Army, 1795-1809*, Cambridge, 1963. *The Peninsular War*, Londres, 1974.

Howard, Michael, *Wellington Studies*, Londres, 1959.

Larpent, F.S., *The Private Journal of Judge-Advocate Larpent*, Londres, 1853.

Longford, E., *Wellington : The Years of the Sword*, Londres, 1969.

Oman, C., *A History of the Peninsular War, 7* vol., Oxford, 1930. *Wellington's Army*, Londres, 1913.

Rothenburg, G., *The Art of War in the Age of Napoleon*, Bloomington, 1978.

Ward, S.G.P., *Wellington's Headquarters*, Oxford, 1957. *Wellington*, Londres, 1963.

Weller, Jac, *Wellington in the Peninsula*, Londres, 1962. *Wellington at Waterloo*, Londres, 1967. *Wellington in India*, Londres, 1972.

Wellesley, M., *The Man Wellington*, Londres, 1937.

Le général Ulysses S. Grant

Sauf indication contraire, les citations de Grant sont tirées de *The Papers of U.S. Grant*, édités par John Y. Simon, Illinois University Press, 1967, et en particulier des volumes 7 et 8, et des *Personal Memoirs of U.S. Grant*, 2 vol., New York, 1885-1886.

Ambrose, Stephen, *Duty, Honor, Country : A History of West Point*, Baltimore, 1966.

Badeau, Adam, *Military History of Ulysses S. Grant*, New York, 1882.

Bates, David, *Lincoln in the Telegraph Office*, New York, 1907.

Bauer, Karl, *The Mexican War*, New York, 1974.

Benedict, Michael, *A Compromise of Principle*, New York, 1974.

Boatner, Mark, *The Civil War Dictionary*, New York, 1969.

Burne, A.H., *Lee, Grant, and Sherman*, Aldershot, 1938.

Cadwallader, Sylvanus, *Three Years with Grant*, New York, 1955.

Catton, Bruce, *U.S. Grant and the American Military Tradition*, Boston, 1954. *Grant moves South*, Boston, 1960. *Grant takes Command*, Boston, 1969. (A défaut d'une traduction française de ces trois ouvrages, on pourra consulter, du même auteur, *La Guerre de Sécession*, trad. M.A. Revellat, Paris, Payot, 1976.)

Conger, Arthur, *The Rise of U.S. Grant*, New York, 1931.

Cunliffe, Marcus, *Soldiers and Civilians*, Boston, 1968.

Donald, David (éd.), *Why the North Won the Civil War*, Baton Rouge, 1960.

Fuller, J.F.C., *The Generalship of U.S. Grant*, New York, 1929. *Grant and Lee*, Bloomington, 1957.

Johnson, Robert U., et Buel, C.C. (éd.), *Battles and Leaders of the Civil War*, New York, 1887-1888.

Lewis, Lloyd, *Captain Sam Grant*, Boston, 1950.

Luvaas, Jay, *The Military Legacy of the Civil War*, Chicago, 1959.

MacArtney, C.E.N., *Grant and his Generals*, New York, 1953.

MacFeely, William, *Grant*, New York, 1981.

MacWhiney, Grady (éd.), *Grant, Lee, Lincoln and the Radicals*, Evanston, 1964.

Owens, Kenneth, *Galena, Grant and the Fortunes of War*, DeKalb, 1963.

Porter, Horace, *Campaigning with Grant*, New York, 1897.

Weigley, Russel, *Towards an American Army*, New York, 1962. *The American Way of War*, New York, 1973.

Wiley, Bell Irvin, *The Life of Johnny Reb*, Indianapolis, 1943. *The Life of Billy Yank*, Indianapolis, 1952. *The Common Soldier of the Civil War*, New York, 1977.

Wilson, Edmund, *Patriotic Gore : Studies in the Literature of the American Civil War*, New York, 1962.

Adolf Hitler

Les citations de Hitler, sauf indication contraire, sont tirées de *Mein Kampf*, traduit par R. Manheim, Londres, 1969 (on peut consulter, en français, *Mon combat*, traduit par J. Gaudefroy-Desmombynes et A. Calmettes, Paris, 1934), et de *Hitler's Table Talk*, édité par H.R. Trevor-Roper, Londres, 1953 (*Libres propos sur la guerre et la paix*, traduction de François Genoud, 2 vol., Paris, Flammarion, 1952).

Bezymenski, L., *The Death of Adolf Hitler*, Londres, 1968.

Bullock, A., *Hitler, A Study in Tyranny*, Londres, 1964. (*Hitler ou les mécanismes de la tyrannie*, traduction de G. Colson, Verviers, 1963.)

Craig, Gordon, *The Politics of the Prussian Army*, Oxford, 1964.

Domarus, M., *Hitler. Reden and Proklamationen, 1932-1945*, 4 vol., Munich, 1965.

Fest, Joachim, *The Face of the Third Reich*, Londres, 1970. *Hitler*, Londres, 1974 (traduction française de l'allemand *Hitler*, 2 vol., 1. *Jeunesse et Conquête du pouvoir, 1889-1933* ; 2. *Le Führer, 1933-1945*, Paris, Gallimard, 1973).

Gilbert, G., *Nuremberg Diary*, Londres, 1948 (traduction française *Le Journal de Nuremberg*, trad. M. Vincent, Paris, Flammarion, 1948).

Halder, Franz, *The Halder Diaries*, 7 vol., éd. A. Lissance, Washington, 1950.

Irving, David, *Hitler's War*, Londres, 1977.

Kehrig, M., *Stalingrad : Analyse und Dokumentation einer Schlacht*, Stuttgart, 1974.

Kubizek, August, *Young Hitler*, Londres, 1954. (L'ouvrage allemand a été traduit en français : *Adolf Hitler, mon ami d'enfance*, trad. Lise Graf, Paris, Gallimard, 1954.)

Leach, B., *German Strategy against Russia, 1939-1941*, Oxford, 1973.

Maser, Werner, *Hitler*, trad. de P. et B. Ross, Londres, 1973. (On peut lire, du même auteur, en français, *Hitler inédit. Ecrits intimes et documents*, trad., J.-M. Fitère, Paris, Albin Michel, 1975. C'est à cette traduction qu'ont été empruntées les citations des lettres de Hitler reproduites dans le présent ouvrage. On lira également *Prénom, Adolf, nom, Hitler*, trad. de

P. Kamnitzer, Paris, Plon, 1973. Original allemand : *Legende, Mythos, Wirklichkeit.*)

Milward, Alan, *The German Economy at War*, Londres, 1965.

Picker, H., *Hitlers Tischgespräche im Führerhauptquartier, 1941-1942*, Stuttgart, 1963.

Schramm, Percy Ernst (éd.), *Kriegstagebuch des Oberkommando der Wehrmacht*, Francfort, 1961. (On peut lire, en français : *Hitler parle à ses généraux, comptes rendus sténographiques des rapports journaliers du Q.G. du Führer (1942-1945)*, prés. de Helmut Heiber, Paris, 1964 et Paris, Perrin, coll. tempus, 2013.) *Hitler als militärischer Führer*, Francfort, 1962.

Smith, Bradley, *Adolf Hitler, His Family, Childhood and Youth*, Standford, 1967.

Speer, Albert, *Inside the Third Reich*, Londres, 1970. (*Au cœur du Troisième Reich*, trad. de l'allemand par M. Brottier, Paris, Fayard, 1971.)

Trevor-Roper, H.R., *The Last Days of Hitler*, Londres, 1956. (*Les Derniers Jours de Hitler*, Paris, Calmann-Lévy, 1947.) (Ed.) *Hitler's War Directives*, Londres, 1964.

Warlimont, W., *Inside Hitler's Headquarters*, Londres, 1962. (*Cinq ans au G.Q.G. de Hitler*, adaptation française du colonel B.E.M. Albert Baldewijns et de Roger Gheysens, Paris-Bruxelles, Elsevier-Séquoia, 1975.)

L'art du commandement

Barker, Thomas M., *The Military Intellectual and Battle : Raimondo Montecuccoli and the Thirty Years War*, Albany, 1975.

Bracken, Paul, *Command and Control of Nuclear Forces*, New Haven (Connecticut), 1983.

Corvisier, André, *Armies and Societies in Europe*, Bloomington, 1979 (original français : *Armées et sociétés en Europe : de 1494 à 1789*, Paris, P.U.F., 1976).

Creveld, M. van, *Command in War*, Londres, 1985.

Dixon, Norman, *On the Psychology of Military Incompetence*, Londres, 1976. (*De l'incompétence militaire : un essai psychologique*, Paris, Stock, 1977.)

Gabriel, R. et Savage, P., *Crisis in Command*, New York, 1978.

Hittle, J., *The Military Staff*, Harrisburg, 1961.

Luttwak, Edward, *The Grand Strategy of the Roman Empire*, Baltimore, 1978. (*La Grande Stratégie de l'Empire romain*, Paris, Economica, 1987.)

McNeill, W.H., *The Pursuit of Power*, Oxford, 1983.

Mallett, M., *Mercenaries and Their Masters*, Londres, 1974.

Parker, Geoffrey, *The Army of Flanders and the Spanish Road*, Londres, 1972.

Quimby, Robert, *The Background of Napoleonic Warfare*, New York, 1957.

Tooley, Ronald, *Maps and Mapmaking*, Londres, 1952.

Colonel Vachée, Jean-Baptiste-Modeste-Eugène, *Napoléon en campagne*, Paris, 1913.

Verbruggen, J., *The Art of Warfare in Western Europe during the Middle Ages*, Amsterdam, 1977.

Remerciements

Ce livre a été commencé à l'Ecole militaire royale de Sandhurst, continué alors que je faisais partie du Davis Center à Princeton et achevé après que j'eus été chargé de la rubrique militaire du *Daily Telegraph*, en 1986. A chaque fois, mes collègues m'ont prodigué leur aide et leurs encouragements, et je leur en suis profondément reconnaissant. Je remercie tout particulièrement le Dr Christopher Duffy, le Dr Richard Holmes, le Dr John Pimlott, le Dr Patrick Griffith, le Dr Anthony Clayton, le Dr John Sweetman et M. Keith Simpson, de Sandhurst ; les Prs Lawrence Stone, Theodore Rabb, Richard Chalennor et Sean Wilentz, de Princeton ; et M. Max Hastings, M. Andrew Hutchinson, lord Deedes, M. Nigel Wade, M. James Allen, M. Daniel Johnson et Mlle Claire Jordan, du *Daily Telegraph*.

Ma gratitude va tout particulièrement au personnel d'un certain nombre de bibliothèques : M. John Hunt et le personnel de la bibliothèque centrale, à l'Ecole militaire royale de Sandhurst, M. Michael Sims et ses collaborateurs de la bibliothèque de l'Ecole de l'état-major, M. John Andrews et Mlle Mavis Simpson, de la bibliothèque du ministère de la Défense et le personnel de la bibliothèque Firestone, à l'université de Princeton, ainsi que celui de la bibliothèque de Londres.

Nombreux sont les officiers, supérieurs ou subalternes, qui m'ont aidé à comprendre quelque peu la nature du commandement, au cours de vingt-cinq années que j'ai passées, pour une bonne part, en leur compagnie. Je tiens à remercier particulièrement le Field-Marshal lord Bramall, les généraux de corps d'armée sir George Gordon-Lennox et sir John Chapple, le général de brigade Peter Young, le colonel Michael Hardy, le colonel Giles Allen, le lieutenant-colonel Alan Shepperd et le capitaine Desmond Lynch, de l'armée britannique, le général de brigade David Butler, de

l’armée australienne, le colonel Berthold Schenk, comte de Stauffenberg, de l’armée allemande, le lieutenant-colonel Michel Camus, de l’armée française, et les généraux Alfred C. Wedemeyer, Mark Clark et William Westmoreland, de l’armée des Etats-Unis.

Mlle Monica Alexander s’est chargée de déchiffrer et de taper le manuscrit, ce dont je lui suis, comme toujours, profondément reconnaissant. Jamais ce manuscrit ne serait parvenu jusqu’à elle sans le soutien, les conseils et les encouragements de mon agent littéraire, qui est aussi mon grand ami, Anthony Sheil, et de son partenaire d’outre-Atlantique, Lois Wallace, lui aussi devenu un ami de longue date. Je remercie chaleureusement mes éditeurs, Liz Calder, Tony Colwell, Alan Williams et, en particulier, Elisabeth Sifton, qui a assuré, pour une large part, la révision du manuscrit. Je suis profondément reconnaissant à Alison Mansbridge pour ses judicieuses corrections. Je suis particulièrement redevable à mon ami Paul Murphy pour son soutien et sa compréhension.

Mon affection et ma gratitude vont enfin à mes enfants, Lucy, et son mari Brooks Newmark, Thomas, Rose et Matthew, et à ma femme chérie, Susanne, à qui je dédie ce livre en guise de pendaison de crémaillère.

John Keegan
Kilmington Manor, *7 mai 1987*.

HISTOIRE DE LA GUERRE

Du néolithique à la guerre du Golfe

A la mémoire de Winter Bridgman,
lieutenant au régiment de Clare,
tombé à la bataille de Lauffeld le 2 juillet 1747

Introduction

Je n'étais pas destiné à devenir soldat. Une maladie de l'enfance me laissa, en 1948, invalide pour le reste de mon existence. Voilà quarante-cinq ans maintenant que je marche en boitant. En 1952, lorsque je passai l'examen médical de préparation au service militaire, le médecin qui m'ausculta secoua la tête, écrivit quelque chose sur ma fiche et me signifia mon congé. Quelques semaines plus tard, un courrier officiel m'informa que j'avais été jugé définitivement inapte au service, quelle que soit l'unité militaire envisagée.

Et pourtant, mon destin fut de passer ma vie au milieu de soldats. Mon père s'était battu lors de la Première Guerre mondiale. Je grandis pendant la Seconde dans une région de l'Angleterre où les forces britanniques et américaines étaient stationnées en attendant le grand jour du débarquement. Je compris bientôt que l'engagement de mon père sur le front Ouest en 1917-1918 avait été l'expérience la plus importante de son existence. Le spectacle des préparatifs du débarquement en 1943-1944 me marqua aussi profondément. Il éveilla en moi un vif intérêt pour la vie militaire et, lorsque j'entrai à Oxford en 1953, je choisis d'étudier l'histoire militaire comme matière principale.

Cet intérêt se renforça tout au long de mon cycle d'études au contact de mes camarades d'Oxford qui, contrairement à moi, avaient fait leur service militaire. J'eus conscience, à travers eux, de manquer quelque chose d'important. La plupart étaient officiers et plusieurs avaient servi sur le terrain, car, au début des années 1950, l'Empire britannique se fractionnait et devait affronter une série de petites guerres coloniales. Certains de mes amis avaient parcouru les jungles de Malaisie ou les forêts du Kenya. Quelques-uns rejoignirent les régiments envoyés en Corée et participèrent à de réelles batailles.

A leur retour, une carrière militaire sans éclat les attendait et ils s'efforcèrent de décrocher des diplômes universitaires et les recommandations de leurs directeurs d'études pour garantir leur avenir. Pourtant, il m'apparaissait clairement que les deux années qu'ils avaient passées sous les drapeaux les avaient définitivement jetés dans un univers différent de celui qui les attendait au début de leurs études. Ils avaient connu des lieux étrangers, de nouvelles responsabilités, l'excitation et le danger. Ils avaient côtoyé les officiers de carrière qui les encadraient. Nos directeurs d'études étaient admirés pour leurs connaissances et leurs excentricités. Mais mes camarades admiraient chez les officiers qu'ils avaient connus des qualités bien différentes : leur fougue, leur témérité, leur vitalité et leur refus du quotidien. Leurs noms étaient souvent cités, leur personnalité et leurs travers fréquemment remémorés, leurs exploits évoqués. Bientôt je finis par croire que j'avais moi-même connu ces soldats au cœur exempt de crainte. Plus que jamais je désirais en apprendre davantage sur de tels hommes et donner du corps à cette image du monde des soldats qui, au fur et à mesure que je progressais dans mes études, se forgeait dans mon esprit.

Lorsque j'en eus fini avec l'université, mes camarades se dispersèrent pour devenir avocats, diplomates, fonctionnaires ou professeurs de faculté. Mais l'éclat de leurs années passées à l'armée subsistait en moi. Je décidai de consacrer ma carrière à l'histoire militaire, décision plutôt téméraire puisqu'il n'existait que très peu de débouchés universitaires dans ce domaine. Pourtant, plus vite que je ne l'avais espéré, un poste se libéra à l'Ecole des cadets de la Royal Military Academy de Sandhurst, que je rejoignis en 1960. Alors âgé de vingt-cinq ans, je ne connaissais rien au monde de l'armée. A peine avais-je une fois ou deux croisé un officier d'active et l'image que je me faisais des soldats et de leur vie relevait purement de mon imagination.

Le premier trimestre que je passai à Sandhurst me plongea la tête la première dans un univers auquel j'étais loin d'être préparé. En 1960, l'équipe militaire de l'Académie était exclusivement composée, chez les seniors, d'anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale. Les officiers plus jeunes étaient presque tous des vétérans de Corée, de Malaisie, du Kenya, de Palestine, de Chypre. D'autres avaient aussi participé aux campagnes contre la douzaine de colonies rebelles de l'Empire. Leurs uniformes étaient couverts de décorations, souvent de

hautes récompenses pour leur bravoure. Mon chef de département, un officier en retraite, portait le soir, au mess, la médaille du Distinguished Service Order et la Military Cross à deux barrettes, mais ces distinctions n'avaient rien d'exceptionnel. Des commandants et des colonels avaient été décorés pour leur courage lors des batailles d'El-Alamein, de Cassino, d'Arnhem et de Kohima. Toute l'histoire de la Seconde Guerre mondiale se trouvait inscrite dans ces petites bandes de soie qu'ils arboraient nonchalamment, et ses épisodes les plus mémorables étaient rappelés par les croix et les médailles que leurs propriétaires semblaient si peu conscients d'avoir méritées.

Mais ce n'était pas seulement ce kaléidoscope de décorations qui me fascinait. La variété des uniformes m'impressionnait tout autant. De nombreux camarades d'université avaient rapporté de leur séjour sous les drapeaux des pièces d'uniforme (vestes, pardessus), témoins de ces épisodes de gloire militaire. Les officiers de cavalerie continuaient de porter le soir les bottes en maroquin verni, fendues au talon pour les éperons, qui appartenaient à leurs uniformes de lanciers ou de hussards. Je compris alors que, paradoxalement, l'uniforme n'était pas uniforme mais qu'il variait selon les régiments. Mais Sandhurst m'en apprit bien plus le premier soir que je passai au mess. J'y vis les lanciers et les hussards en bleu et rouge, mais aussi la garde montée, à l'uniforme lourd de brocards dorés, les fusiliers en vert si sombre qu'on l'aurait cru noir, les artilleurs en pantalons étroits, les officiers de la Garde en chemise empesée, les Highlanders et leurs six différents motifs de tartan, les Lowlanders en pantalons écossais, les divers régiments d'infanterie avec leurs vestes aux plastrons jaune, vert, gris, rouge ou chamois.

J'avais cru que l'armée ne faisait qu'un tout. Après cette soirée, je sus qu'il n'en était rien. Les différences extérieures des vêtements reflétaient d'autres différences bien plus importantes, d'ordre intérieur. Je découvris que chaque régiment se définissait avant tout selon son individualité et c'était cette individualité qu'ils incarnaient avec efficacité au combat, dont ils rapportaient médailles et croix de guerre. Mes amis militaires – dont la franche solidarité fut pour moi l'une de leurs plus précieuses qualités – étaient frères d'armes. La loyauté envers leurs camarades était la règle d'or de toute leur existence. Une dissension d'ordre privé était oubliée le lendemain. Mais un affront dirigé contre le régiment lui-même n'était

jamais oublié, et on le gardait enfoui au fond de soi tant cela touchait profondément aux valeurs de la tribu.

Car c'est bien le tribalisme auquel je fus confronté. Les vétérans que je rencontrai à Sandhurst en 1960 étaient, par bien des aspects extérieurs, semblables à tous les autres hommes engagés dans différents chemins de vie. Ils venaient des mêmes écoles, parfois des mêmes universités, étaient attachés à leur famille, nourrissaient les mêmes espoirs pour leurs enfants et, comme tous également, ils avaient des préoccupations d'ordre financier. L'argent, toutefois, n'était pas leur ambition majeure, pas plus que la recherche d'une promotion au sein de la hiérarchie militaire. Naturellement, les officiers se souciaient de leur avancement, mais ce n'était pas le critère principal de leur échelle de valeurs. On pouvait admirer un général, mais le contraire était tout aussi possible. L'estime naissait de tout autre chose que le rang ou les décorations. Elle se nourrissait de la réputation acquise en tant qu'égal des autres hommes et cette réputation se bâtissait au long des années sous le regard des camarades de régiment. Chaque régiment était non seulement une tribu composée d'officiers, mais aussi de sergents et de soldats de base. Ne pas se montrer bon à l'égard des soldats était une faute gravissime. Tout aussi brillant, compétent ou travailleur qu'il soit, un officier perd tout crédit si ses camarades d'armes n'ont pas de considération pour lui. On le rejetait hors de la tribu.

Car l'armée britannique est on ne peut plus tribale. Le passé de certains de ses régiments remonte jusqu'au XVII^{e} siècle, quand le principe des armées modernes commençait seulement à prendre forme au sein des troupes féodales de guerriers dont les ancêtres étaient pour la première fois parvenus en Europe avec les invasions barbares qui submergèrent l'Empire romain. Depuis mes années de jeunesse à Sandhurst, j'eus l'occasion de retrouver ce même sens tribal des valeurs chez d'autres soldats et dans d'autres armées tout au long de ma carrière. Je perçus cette dimension tribale chez les officiers français qui, pendant la guerre d'Algérie, commandaient des soldats musulmans dont les traditions rappellent celles des *ghazi*, les maraudeurs des frontières de l'islam. Je l'ai reconnue aussi dans les souvenirs des officiers allemands engagés pour reconstituer les forces militaires de leur pays dans l'après-guerre. Ils avaient combattu les Russes dans la steppe, et la fierté qu'ils en retiraient évoquait l'esprit guerrier de leurs ancêtres du Moyen Age. Ce tribalisme, je l'ai encore trouvé, fortement présent, chez les officiers indiens, particulièrement dans

leur insistance à souligner qu'ils sont rajputs ou dogras, les descendants des envahisseurs qui conquirent l'Inde bien avant que son histoire n'ait commencé d'être écrite. Enfin, je l'ai constaté chez les officiers américains qui ont servi au Vietnam, au Liban ou pendant la guerre du Golfe, incarnant un courage et un sens du devoir qui remontent aux origines de leurs institutions.

Les soldats ne sont pas comme les autres hommes – telle est la leçon que j'ai retirée de ma vie passée au milieu d'eux. J'ai aussi appris à considérer avec une extrême suspicion toutes les théories et les représentations qui tendent à faire de la guerre une activité humaine parmi les autres. Naturellement, comme l'affirment les théoriciens, la guerre est liée à l'économie, la diplomatie, la politique. Mais cette relation ne signifie pas pour autant une équation. La guerre est totalement différente de ces domaines parce qu'elle est menée par des hommes dont les valeurs et les compétences ne ressemblent en rien à celles des politiciens ou des diplomates. Ce sont celles d'un monde à part, un monde très ancien qui existe parallèlement au nôtre mais qui ne lui appartient pas. Ces deux univers évoluent respectivement, celui des soldats adoptant les progrès de la société civile. Mais le fossé demeure, car la culture des soldats ne peut être celle de notre civilisation. Toutes les civilisations doivent leurs origines à la guerre. Leurs cultures nourrissent les armées qui les défendent et leurs différences seront en retour celles des soldats, du moins en apparence. En effet – et c'est l'un des thèmes de cet ouvrage –, si l'on peut distinguer trois différentes traditions guerrières, il n'existe plus, en dernière analyse, qu'une seule culture militaire. Son évolution et ses mutations, depuis les débuts de l'humanité jusqu'à nos jours, constituent l'histoire de la guerre.

1
La guerre dans l'histoire de l'humanité

Qu'est-ce que la guerre ?

« La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. » Si cette affirmation de Clausewitz était fondée, le monde serait plus facile à comprendre. Clausewitz, un vétéran prussien des guerres napoléoniennes qui consacra ses années de retraite à rédiger ce qui allait devenir le plus fameux ouvrage sur la guerre *(De la guerre)*, écrivit en effet que la guerre est la continuation des « relations politiques » *(des politischen Verkehrs)* « mélangée à d'autres moyens » *(mit Einmischung anderer Mittel)*[1]. L'allemand original exprime une idée plus subtile et plus complexe que les traductions fréquemment proposées. Malgré ce problème, la pensée de Clausewitz demeure incomplète. Elle suppose l'existence d'Etats, d'intérêts nationaux, et de calculs rationnels sur la manière de les mener à bien. Mais la guerre est antérieure de plusieurs millénaires à l'Etat, à la diplomatie et à la stratégie. Elle est presque aussi ancienne que l'homme lui-même et plonge ses racines jusqu'au plus profond du cœur humain, là où le moi érode la raison, où l'orgueil prévaut, où l'émotion est souveraine et l'instinct roi. « L'homme est un animal politique », disait Aristote. Clausewitz, disciple d'Aristote, se contenta de dire que l'animal politique est un animal qui fait la guerre. Il ne se hasarda pas non plus à aborder l'idée selon laquelle l'homme est un animal pensant dont l'intellect commande le besoin de chasser et l'aptitude à tuer.

Cette idée n'est pas plus facile à envisager pour l'homme moderne qu'elle l'était pour un officier prussien, petit-fils d'un pasteur et élevé dans l'esprit du XVIII^{e} siècle, le siècle des Lumières. Malgré toute l'influence que Freud, Jung et Adler ont exercée sur nos conceptions, nous avons conservé

les valeurs morales des grandes religions monothéistes qui condamnent le meurtre de nos semblables en toutes circonstances, sauf les plus extrêmes. Ce que nous dit l'anthropologie, et que sous-entend l'archéologie, c'est que nos ancêtres non civilisés pouvaient avoir été des créatures sanguinaires. La psychanalyse tente elle aussi de nous persuader que le sauvage affleure en chacun de nous. Nous n'en préférons pas moins reconnaître l'humanité de notre nature dans la conduite quotidienne de la majorité civilisée de l'époque moderne – imparfaite, certes, mais certainement coopérative et fréquemment bienveillante. La culture semble être, à nos yeux, le facteur le plus déterminant du comportement humain. Dans l'impitoyable querelle académique entre nature et culture, c'est l'école prônant la théorie de la culture qui rencontre la plus grande adhésion. Nous sommes des animaux culturels et c'est la richesse de notre culture qui nous permet d'accepter notre indubitable potentiel de violence, tout en croyant malgré tout que cette violence est une aberration culturelle. Les leçons de l'histoire nous rappellent que les Etats où nous vivons, leurs institutions, leurs lois mêmes, sont parvenus jusqu'à nous par une succession de conflits, souvent de la plus sanglante espèce. Notre ration quotidienne de nouvelles parle de sang versé, parfois dans des régions toutes proches de notre patrie, et dans des circonstances qui vont totalement à l'encontre de notre conception de la normalité culturelle. Nous parvenons malgré tout à placer les leçons respectives de l'histoire et de l'actualité dans une catégorie particulière et bien distincte, celle du « différent », qui ne ternit en rien nos espérances pour le monde de demain et d'après-demain. Nous nous persuadons que nos institutions et nos lois ont suffisamment entravé le potentiel humain de violence pour que celui-ci, dans son expression quotidienne, s'en trouve légalement condamné ; toutefois, dans le cadre des institutions de l'Etat, ce même potentiel sera utilisé et adoptera le statut particulier de « guerre civilisée ».

Les limites de la guerre civilisée sont définies par deux types humains antithétiques, le pacifiste et le « porteur d'armes légal ». Le porteur d'armes légal a toujours été respecté, ne serait-ce que parce qu'il a les moyens de l'être ; le pacifiste, lui, a été reconnu au cours des deux mille ans de l'ère chrétienne. Leur réciprocité s'exprime dans le dialogue échangé entre le fondateur du christianisme et un soldat romain qui lui demandait de guérir, d'une parole, l'un de ses serviteurs : « Moi qui n'ai rang que de subalterne », confie le centurion au Christ, lequel s'émerveille de sa foi[2].

Cette foi, le centurion, en tant que soldat, la considérait comme un complément au pouvoir légal qu'il personnifiait. Peut-on supposer que le Christ reconnaissait le statut moral du porteur d'armes légal, qui doit vouer sa vie aux exigences de l'autorité et peut ainsi se comparer au pacifiste prêt à se sacrifier plutôt qu'à violer ses propres convictions ? C'est une pensée complexe, mais que la culture occidentale ne trouve pas difficile à assimiler. Par elle, le soldat de métier et le pacifiste engagé parviennent à coexister – parfois très intimement : dans le Commando 3, l'une des unités britanniques les plus coriaces de la Seconde Guerre mondiale, les brancardiers étaient tous des pacifistes, mais ils étaient considérés avec le plus grand respect par leur commandant, à cause de leur bravoure et de leur sens du sacrifice. La culture occidentale ne serait en effet pas ce qu'elle est si elle ne respectait pas à la fois le porteur d'armes légal et celui pour qui le seul fait de porter une arme est intrinsèquement illégitime. Notre culture n'est pas avare de compromis et elle est parvenue ainsi, en ce qui concerne le problème de la violence publique, à en déprécier les manifestations tout en légitimant son usage. Le pacifisme a été élevé au rang d'idéal. Le port légal d'armes – selon un strict code d'éthique militaire et dans le corpus d'une législation humanitaire – a été, lui, accepté comme une nécessité pratique.

« La guerre comme continuation de la politique » fut la formule choisie par Clausewitz pour exprimer le compromis adopté par les Etats qu'il connaissait. Elle respectait leur morale dominante – souveraineté absolue, diplomatie organisée et traités légalement contraignants – tout en permettant au principe d'intérêt national de s'imposer. Bien que n'admettant pas l'idéal pacifiste, que le philosophe prussien Kant commençait seulement à transférer de la sphère religieuse à celle de la politique, elle opérait cependant une nette distinction entre le porteur d'armes légal et le rebelle, entre le mercenaire et le brigand. Elle présupposait un niveau élevé de discipline militaire et un impressionnant degré d'obéissance des subordonnés vis-à-vis de leurs supérieurs hiérarchiques. Elle escomptait que la guerre suivrait des formes étroitement définies – siège, bataille rangée, escarmouche, raid, missions de reconnaissance, de patrouille et d'avant-postes –, chacune possédant ses propres conventions admises. Elle présumait que la guerre avait un commencement et une fin. Mais elle ne se rapportait pas à une guerre sans début ni fin, à une guerre endémique ignorant la notion d'Etat, ni à des

populations encore non étatisées pour lesquelles il n'existait pas de distinction entre le porteur d'armes légal et le porteur d'armes illégal puisque tous ses représentants mâles étaient *a priori* des guerriers. Cette dernière forme de guerre a prévalu durant de longues périodes de l'histoire de l'humanité et, indirectement, a toujours empiété sur la vie des Etats civilisés, finissant même par être récupérée à leur usage grâce au recrutement de troupes « irrégulières » dans les rangs de la cavalerie légère ou de l'infanterie. Les officiers des Etats civilisés préféraient détourner les yeux devant les méthodes illégales et non civilisées employées par ces soldats irréguliers pour s'enrichir lors des campagnes, ils se voilaient la face devant leurs formes barbares de combat. Et pourtant, sans leurs services, les armées surentraînées au sein desquelles Clausewitz et ses compagnons avaient été formés auraient été difficilement en mesure de garder leurs positions. Toutes les armées régulières, y compris celles de la Révolution française, ont recruté des irréguliers pour des patrouilles, des escarmouches ou des missions de reconnaissance. Le développement de ces forces – Cosaques, chasseurs, Highlanders, « frontaliers », hussards – a été l'un des aspects les plus caractéristiques de l'histoire militaire du XVIII^e^ siècle. Les autorités civilisées qui les utilisèrent choisirent de fermer les yeux sur leurs mises à sac, leurs pillages, leurs viols, meurtres, enlèvements et extorsions coutumiers, et sur leurs actes de vandalisme systématique. Ils préféraient ignorer cette forme de guerre plus ancienne et plus répandue que celle qu'ils pratiquaient eux-mêmes ; « la guerre… une continuation de la politique », voilà une pensée qui, une fois formulée par Clausewitz, s'avérait capable d'offrir à l'officier qui s'interrogeait un abri philosophique commode et de lui épargner une confrontation avec les aspects plus archaïques, plus sombres et plus fondamentaux de son métier.

Mais Clausewitz était lui-même à moitié convaincu que la guerre était entièrement ce qu'il en affirmait. Au début de l'un de ses plus fameux passages, il suggère que « les guerres des peuples civilisés sont moins cruelles et destructrices que celles des sauvages ». Mais il n'approfondit pas cette pensée, car, avec toute la puissance philosophique dont il disposait, il s'efforce de faire accepter une théorie universelle de ce que la guerre *devait* être, et non de ce qu'elle était et avait été en réalité. Il y réussit très largement. Les hommes d'Etat et le commandement suprême s'appuient toujours sur les principes de Clausewitz pour la pratique de la guerre. Mais lorsqu'il leur faut en décrire fidèlement la réalité, le témoin oculaire et

l'historien doivent s'écarter de la méthodologie clausewitzienne, bien que son auteur ait lui-même été simultanément un témoin et un historien de la guerre, et qu'il ait dû observer ou pu consigner dans ses écrits quantité de choses sans rapport avec ses théories. « Sans une théorie, les faits demeurent silencieux », a écrit l'économiste F. A. Hayek. C'est peut-être vrai des froides réalités de l'économie, mais les faits de guerre, eux, ne sont pas froids. Ils brûlent de la chaleur des feux de l'enfer. Au soir de sa vie, le général William Tecumseh Sherman, qui avait incendié Atlanta et livré aux flammes une bonne partie des Etats du Sud américain, formula exactement cette idée en des termes amers devenus par la suite presque aussi célèbres que ceux de Clausewitz : « Je suis fatigué et dégoûté de la guerre. Sa gloire n'est que pacotille… La guerre, c'est l'enfer[3]. »

Clausewitz avait vu les feux infernaux de la guerre, il avait vu Moscou brûler. Cet incendie fut le plus grand désastre matériel des guerres napoléoniennes, un événement à l'échelle européenne d'un impact psychologique proche de celui provoqué par le tremblement de terre de Lisbonne en 1755. A une époque de grande spiritualité, la destruction de Lisbonne fut ressentie comme une terrible manifestation de la toute-puissance divine, elle suscita un réveil religieux à travers le Portugal et l'Espagne. Aux temps de la Révolution, la destruction de Moscou fut considérée comme une manifestation de la puissance humaine, ce qu'elle était bien, en effet. On la considéra comme un acte délibéré – Rostopchine, gouverneur de la ville, s'en attribua le crédit tandis que Napoléon chassait et exécutait les incendiaires présumés –, mais Clausewitz, curieusement, ne put admettre que cet incendie fût une action politique volontaire, un cinglant démenti à la victoire napoléonienne. Il écrivit au contraire : « Que les Français n'en aient pas été les agents, j'en étais fermement persuadé ; que les autorités russes fussent responsables de cet acte ne m'apparut guère plus fondé. » Il préféra se persuader qu'il s'agissait d'un accident.

> La confusion que je constatai dans les rues de Moscou lorsque l'arrière-garde les traversait et ce fait que les premières colonnes de fumée se sont élevées tout d'abord dans les faubourgs extérieurs qu'occupaient encore les Cosaques m'avaient convaincu que l'incendie de Moscou avait été une conséquence du désordre et de l'habitude prise par les Cosaques de piller sérieusement tout ce qu'il fallait abandonner à l'ennemi et d'y mettre ensuite le feu. […] C'est, dans tous les cas, un des faits les plus singuliers de l'histoire qu'une action à laquelle l'opinion commune attribue une si grande influence sur le sort de la Russie reste sans père, comme le fruit d'un amour défendu, et demeurera toujours, selon toutes probabilités, comme voilée de mystère[4].

Pourtant, Clausewitz aurait dû savoir qu'il n'y avait rien de vraiment accidentel dans cet acte « sans père » que fut l'incendie de Moscou, pas plus que dans aucune des nombreuses autres pratiques illégales qui marquèrent, en 1812, la campagne de Russie. La présence des Cosaques garantissait à elle seule une orgie de pillages, d'incendies, de viols, de meurtres et une bonne centaine d'autres atrocités ; pour les Cosaques, la guerre n'avait en effet rien de politique, elle était une culture et une façon de vivre.

Soldats du tsar, les Cosaques étaient en même temps rebelles à l'absolutisme tsariste. L'histoire de leurs origines se pare de mythologie et il ne fait aucun doute qu'au fil du temps, ils y ont eux-mêmes contribué[5]. L'essence de ces mythes est à la fois simple et réelle. Les Cosaques – mot dérivé du turc pour « homme libre » – étaient des chrétiens qui fuyaient la servitude imposée par les souverains de Pologne, de Lituanie et de Russie, et préféraient tenter leur chance (« aller cosaquer ») dans les grands espaces de la steppe d'Asie centrale, riches mais encore ingouvernés.

A l'époque où Clausewitz eut à connaître les Cosaques, le mythe de leur origine libre avait grandi tout en perdant de sa réalité. A l'origine, ils avaient fondé des sociétés authentiquement égalitaires – sans maîtres, ni femmes, ni propriété –, incarnations vivantes de ces hordes de guerriers indomptés, libres de vagabonder où bon leur semblait, qui inspirèrent depuis toujours les récits épiques du monde entier. En 1570, Ivan le Terrible avait négocié avec les Cosaques de la poudre, du plomb et de l'argent – trois choses que la steppe ne produisait pas – en échange de leur soutien pour libérer les Russes prisonniers des musulmans. Mais, avant la fin de son règne, il avait commencé à user de la force pour les incorporer au système tsariste[6]. Ses successeurs maintinrent la pression. Pendant les guerres russes contre Napoléon, des régiments réguliers de Cosaques furent levés ; le terme « régulier » s'associe apparemment mal avec la nature des Cosaques, mais le procédé demeurait cependant tout à fait conforme à la coutume, dans l'Europe contemporaine, d'incorporer dans les rangs des armées régulières des hommes originaires des forêts, des montagnes ou encore des peuples de cavaliers. Cette évolution s'acheva lorsque, en 1837, le tsar Nicolas I^{er} institua son fils « Ataman de tous les Cosaques ». Leurs descendants peuplèrent encore les rangs de la garde impériale dans les régiments du Don, de l'Oural ou de la mer Noire, et ne se différenciaient

des autres unités de frontaliers irréguliers (Lesquines, montagnards musulmans et caucasiens) que par des détails de leurs uniformes exotiques.

Toutefois, malgré ce lent processus de domestication, les Cosaques connurent toujours le privilège d'être dispensés de l'impôt du cens qui marquait chaque sujet russe au fer rouge du servage ; tout comme ils étaient exemptés de la conscription, considérée par les serfs comme une condamnation à mort. En fait, même à la fin du tsarisme, le gouvernement russe continua de traiter les diverses populations cosaques comme de libres sociétés de guerriers pour lesquelles la responsabilité d'un engagement militaire incombait au groupe tout entier et non à chacun de ses membres. Lorsque la Première Guerre mondiale éclata, le ministre russe de la Guerre demanda aux Cosaques de lui fournir des régiments complets plutôt que des soldats individuels. Il perpétuait ainsi un système à la fois féodal, diplomatique et mercenaire qui, dès l'apparition de guerres organisées et sous des formes diverses, avait procuré aux Etats des contingents déjà bien entraînés.

Les Cosaques que Clausewitz connut en son temps étaient beaucoup plus proches de leurs ancêtres maraudant librement dans la steppe que ne le furent les fringants aventuriers dépeints plus tard avec romantisme par Tolstoï dans ses premiers romans. Il était bien dans la nature des premiers d'allumer en 1812, dans les faubourgs de Moscou, des feux qui allaient embraser toute la capitale. Les Cosaques étaient restés un peuple cruel et un incendie de ce genre n'était pas la pire de leurs actions, même s'il laissa plusieurs centaines de milliers de Moscovites sans abri pour affronter un hiver polaire. Au cours de la retraite qui s'ensuivit, les Cosaques firent preuve d'une telle cruauté qu'elle réveilla chez leurs victimes le souvenir lointain des hordes barbares déferlant sur l'Europe occidentale, cavaliers nomades venus de la steppe, leurs bannières ornées de queues de cheval, semant la mort sur leur passage et marquant la mémoire collective d'une indélébile terreur. Les longues colonnes de la Grande Armée, pataugeant à mi-genoux dans la neige au cours de leur retraite désespérée, étaient suivies à portée de fusil par des escadrons de Cosaques à l'affût de la moindre faiblesse et fondant sans pitié sur les traînards. Quand un groupe de soldats s'arrêtait, exténué, il était aussitôt piétiné et anéanti. Quand les Cosaques rattrapèrent les restes de l'armée française qui n'avaient pas réussi à traverser la Berezina avant que Napoléon n'incendie les ponts, ils les massacrèrent tous. Clausewitz confia à sa femme qu'il avait été le témoin

de « scènes épouvantables […]. Si mon âme n'avait pas été endurcie, je serais devenu fou. Et même ainsi, il s'écoulera bien des années avant que je ne puisse me remémorer tout cela sans frissonner d'horreur[7] ».

Pourtant, Clausewitz était un soldat de métier, fils d'un officier et éduqué pour la guerre, un vétéran de vingt ans de campagnes et le survivant des batailles d'Iéna, de Borodino (la Moskova) – la plus meurtrière jamais menée par Napoléon – et de Waterloo. Il avait vu le sang couler à flots, parcouru des champs de bataille jonchés de morts et de blessés gisant comme des gerbes coupées après la moisson. Des hommes avaient été décimés à ses côtés, un cheval avait été blessé sous lui, et il n'avait échappé à la mort que par hasard. Son âme, en effet, devait bien avoir été endurcie. Alors pourquoi trouva-t-il si particulièrement épouvantables les horreurs perpétrées par les Cosaques lancés à la poursuite des Français ? En vérité, nous ne pouvons nous endurcir qu'à ce que nous connaissons déjà. Nous rationalisons et même justifions des actes de cruauté accomplis par nous-mêmes ou par nos semblables, tout en étant choqués, voire écœurés, par des comportements également cruels qui, lorsqu'ils sont commis par des étrangers, revêtent une autre dimension. Pour Clausewitz, les Cosaques étaient des étrangers. Ils le révoltaient par leur habitude de foncer sur les traînards pour les transpercer de leur lance, de vendre les prisonniers aux paysans pour de la menue monnaie, et de laisser nus ceux qui étaient invendables afin de s'approprier leurs haillons. Il devait probablement partager le mépris de cet officier français : « Lorsque nous leur faisions face bravement, ils n'offraient jamais de résistance, même s'ils étaient deux fois plus nombreux que nous[8]. » En somme, les Cosaques se montraient impitoyables avec les faibles et lâches envers les braves, une conduite exactement opposée à celle enseignée à un officier prussien et à un gentleman. Ces comportements persistèrent. A la bataille de Balaklava, pendant la guerre de Crimée de 1854, deux régiments de Cosaques furent envoyés en avant pour repousser la charge de la brigade légère. Un officier russe rapporta qu'« effrayés par l'ordre discipliné des troupes de cavaliers [britanniques] qui les chargeaient, [les Cosaques] n'opposèrent aucune résistance et, au contraire, se tournant vers la gauche, commencèrent à tirer sur leurs propres troupes afin de se frayer une issue pour s'enfuir ». Quand la brigade légère eut été chassée de la « vallée de la Mort » par l'artillerie, « les premiers à se reprendre, raconte un autre officier russe, furent les Cosaques, qui, fidèles à leur nature, reprirent aussitôt la situation en main,

rassemblant les chevaux sans cavaliers et commençant à les vendre[9] ». Ce spectacle aurait sans doute accru le mépris de Clausewitz et renforcé sa conviction que les Cosaques ne méritaient pas la dignité du titre de « soldat ». Malgré leur conduite, on ne pouvait même pas les considérer comme de véritables mercenaires, ces derniers respectant généralement les termes de leur contrat. Pour un homme comme Clausewitz, ils étaient comme des hyènes vivant des abats de la guerre mais reculant devant la boucherie qui les menaçait eux-mêmes.

Car la véritable finalité de la guerre, à l'époque de Clausewitz, était bien le carnage. Les hommes se tenaient en rangs, immobiles et passifs, souvent pendant des heures entières, prêts à se faire massacrer. A Borodino, on raconte que le corps d'infanterie d'Ostermann-Tolstoï a tenu sous un feu d'artillerie tiré à bout portant deux longues heures « pendant lesquelles le seul mouvement était le resserrement des rangs chaque fois qu'un corps tombait ». Survivre au massacre ne signifiait pas pour autant échapper à la boucherie. Larrey, le chirurgien en chef des armées napoléoniennes, effectua deux cents amputations dans la nuit qui suivit la bataille de Borodino et encore, ses patients étaient de ceux qui avaient de la chance. Eugène Labaume raconte ce qu'il vit au fond des ravines en sillonnant le champ de bataille : « Presque tous les blessés s'y étaient traînés dans un instinct naturel de survie, pour y chercher çà et là refuge […] entassés les uns au-dessus des autres et nageant dans leur sang, impuissants, ils appelaient à l'aide ceux qui passaient à leur portée[10]. »

Ces scènes d'abattoir étaient l'issue inévitable d'une manière de faire la guerre qui incitait les Cosaques – qualifiés de sauvages par Clausewitz – à s'enfuir lorsqu'ils risquaient de s'y trouver entraînés ; elles les auraient fait rire s'ils ne les avaient vues de leurs propres yeux et qu'on se soit contenté de les leur décrire. Lorsque Takashima, le réformateur de l'armée japonaise, fit faire pour la première fois, en 1841, une démonstration des manœuvres militaires européennes devant quelques samouraïs de haut rang, ceux-ci les trouvèrent ridicules. Le grand maître de l'Ordre déclara que ce spectacle « d'hommes levant et maniant leurs armes tous en même temps et d'un seul mouvement évoquait un jeu d'enfants[11] ». C'était la réaction de guerriers habitués au corps à corps, pour lesquels le combat représentait un engagement personnel où l'homme démontrait non seulement son courage, mais aussi sa personnalité. En 1821, lorsque éclata la guerre d'indépendance en Grèce, les *klephtes* grecs – mi-bandits, mi-rebelles au

gouvernement turc, que leurs sympathisants philhellènes français, allemands et britanniques (dont la plupart étaient d'anciens officiers des guerres napoléoniennes) tentèrent de former au combat rapproché – trouvèrent eux aussi cela ridicule, mais plus par incrédulité que par mépris. Leur propre style de combat remontait loin dans le temps et Alexandre le Grand avait déjà dû l'affronter lors de sa conquête de l'Asie Mineure. Il consistait à construire des murets au lieu supposé de rencontre avec l'ennemi, puis à provoquer celui-ci avec force railleries et insultes. Quand l'ennemi se rapprochait, ils s'enfuyaient. Ils survivaient ainsi, d'affrontement en affrontement, sans chercher à gagner la guerre, cette idée étant pour eux inconcevable. Les Turcs se battaient aussi selon leurs traditions ethniques qui consistaient à se ruer sur l'adversaire en une charge désordonnée avec un mépris total des pertes. Les philhellènes expliquèrent aux Grecs que s'ils ne se décidaient pas à affronter courageusement les Turcs, ils ne remporteraient jamais une bataille. Mais les Grecs leur objectèrent qu'en exposant leurs poitrines nues aux mousquets turcs, à la manière européenne, ils seraient tous tués et, ainsi, perdraient de toute façon la guerre.

« Pour les Grecs, le rouge au front – pour la Grèce, une larme », écrivit Byron, le plus célèbre des philhellènes. Il avait espéré, avec d'autres amoureux de la liberté, « faire revivre de nouvelles Thermopyles » aux côtés des Grecs. Découvrir qu'ils n'étaient irréductibles que par leur ignorance des tactiques rationnelles le déçut et le déprima, et il en fut de même pour d'autres idéalistes européens. Au cœur du philhellénisme régnait la croyance que, sous leur saleté et leur ignorance, les Grecs modernes étaient semblables aux anciens. Dans sa préface à *Hellas* – « Les temps héroïques renaissent / L'âge d'or revient » –, Shelley exprima cette croyance dans sa forme la plus succincte : « Le Grec moderne est le descendant de ces êtres glorieux que l'imagination refuse presque de concevoir comme étant de notre sorte ; il a beaucoup hérité de leur sensibilité, de leur rapidité conceptuelle, de leur enthousiasme et de leur courage. » Mais après s'être battus aux côtés des Grecs, les philhellènes cessèrent rapidement de croire que ceux-ci étaient à l'image de leurs ancêtres. De ceux qui survécurent et retournèrent en Europe, « tous presque sans exception, écrit William Saint Clair, l'historien du philhellénisme, haïssaient les Grecs avec une profonde répugnance et se maudissaient de s'être laissés aussi stupidement abuser[12] ». Les naïfs élans poétiques de

Shelley proclamant le courage des Grecs modernes étaient particulièrement malvenus. Les philhellènes s'obstinaient à croire que ces derniers manifesteraient la même ténacité au combat en formation serrée, dans une « lutte à mort », que celle des anciens hoplites durant les guerres qui les avaient opposés aux Perses. C'était ce style de combat qui, par des voies détournées, avait fini par donner sa marque à leur propre conception de la guerre en Europe occidentale. Ils espéraient au moins que les Grecs contemporains se montreraient désireux de réapprendre les tactiques de combat en formation serrée, ne serait-ce que parce que c'était le seul moyen de conquérir leur liberté contre les Turcs. Lorsqu'ils comprirent qu'ils n'en avaient nullement l'intention, que leurs « objectifs de guerre » se limitaient à la coutume *klephte* de narguer les autorités ennemies dans les montagnes frontalières, subsistant de rapines, retournant leur veste lorsque cela les arrangeait, assassinant leurs adversaires religieux quand la chance s'en présentait, paradant dans des accoutrements voyants, brandissant des armes menaçantes tout en remplissant leurs besaces par une corruption déshonorante et, chaque fois que c'était possible, ne s'exposant jamais, jamais, à être tués – pas même le premier d'entre eux –, les philhellènes furent bien obligés d'en conclure qu'un pareil effondrement de la tradition ne pouvait s'expliquer que par une rupture avec l'héritage héroïque des Anciens.

Les philhellènes essayèrent d'enseigner aux Grecs leur culture militaire, mais ils échouèrent. Clausewitz ne se risqua pas à la même entreprise avec les Cosaques, mais, si cela avait été le cas, il lui aurait été tout autant impossible de leur faire accepter sa propre culture militaire. Ce que ni lui ni les philhellènes n'ont compris, c'est que leur art occidental de la guerre, celui-là même que le grand maréchal de Saxe, au XVIII^e^ siècle, a résumé par « l'ordre, la discipline et la manière de combattre », était l'expression de leur propre culture, à l'instar des tactiques guerrières de survie « au jour le jour » des Cosaques et des *klephtes*[13].

En résumé, c'est au niveau culturel que la réponse de Clausewitz à la question « qu'est-ce que la guerre ? » est erronée. Cela n'est pas vraiment étonnant. Il est difficile pour chacun d'entre nous de conserver suffisamment de distance par rapport à notre propre culture pour percevoir ce que celle-ci fait de nous, en tant qu'individus. Les Occidentaux modernes, avec leur credo de la toute-puissance de l'individualité, n'ont pas mieux réussi que les autres cet exercice. Clausewitz appartenait à son

temps, il était un enfant des Lumières, un contemporain du romantisme allemand, à la fois intellectuel et réformateur réaliste, un homme d'action apte à critiquer la société de son époque et croyant avec passion à son nécessaire changement. Il fut un observateur perspicace du présent et un inconditionnel du futur. Mais il n'a pas su voir à quel point il demeurait lui-même ancré dans son propre passé, le passé d'une classe d'officiers de métier, dans un Etat européen centralisé. S'il avait poussé plus loin ses capacités de raisonnement – et il était, en vérité, un esprit déjà fort distingué –, il aurait été en mesure de comprendre que la guerre englobe bien plus que le politique, qu'elle représente toujours l'expression d'une culture, étant souvent génératrice de nouvelles formes culturelles, jusqu'à même devenir, dans certaines sociétés, l'incarnation de la culture elle-même.

Qui était Clausewitz ?

Clausewitz était officier de régiment. Cela exige quelques explications. Un régiment est une unité militaire, un corps d'environ un millier de soldats. Dans l'Europe du XVIII^{e} siècle, le régiment était une caractéristique bien établie du paysage militaire, et il le demeure encore de nos jours. Ainsi certains régiments toujours existants, en particulier dans les armées britannique et suédoise, ont une histoire ininterrompue de près de trois siècles. Toutefois, lorsque Clausewitz naquit au XVIII^{e} siècle, le régiment n'apparaissait pas seulement comme nouveau, il était également un élément révolutionnaire de la vie en Europe. Son influence devint aussi importante que celle de certaines bureaucraties autonomes ou d'autorités fiscales équitables, et elle était liée à celles-ci.

Le régiment – sémantiquement, le mot est lié au concept de gouvernement – était un dispositif assurant à l'Etat le contrôle des forces armées. Les raisons complexes qui lui ont donné naissance proviennent d'une crise qui avait éclaté deux siècles auparavant dans les relations entre les souverains européens et ceux qui leur fournissaient des troupes. Traditionnellement, lorsqu'il leur était nécessaire de lever des armées, les rois dépendaient des seigneurs locaux auxquels ils déléguaient autorité et droits de subsistance contre la mise à disposition, sur demande, d'hommes d'armes en nombre proportionnel aux revenus que ces seigneurs tiraient de leurs terres, et cela pour une période définie. En dernier ressort, ce système

était déterminé par des problèmes de subsistance : en effet, dans ces économies primitives où les difficultés de transport imposaient des limites aux récoltes et à leur distribution, les hommes d'armes devaient être établis sur des terres qu'ils avaient le droit de moissonner, quand ils n'étaient pas contraints, même, de retourner au statut de laboureur.

Ce système féodal ne fut jamais clair – il présentait de telles variétés selon le lieu ou l'époque qu'il est impossible de le répertorier – et rarement efficace. Au cours du XV^e^ siècle, il finit par devenir tout à fait insuffisant. L'Europe était alors pratiquement en état de guerre permanente par suite de conflits extérieurs et de divisions internes, et les armées féodales n'étaient plus en mesure d'y mettre fin. On tenta de rendre ces armées plus opérationnelles en accordant aux seigneurs une plus large autonomie dans les régions de troubles, ou encore en payant des chevaliers pour qu'ils s'enrôlent à leur tour, mais cela ne fit qu'accroître le problème. Les seigneurs refusèrent de répondre à l'appel, renforcèrent leurs châteaux, levèrent des armées personnelles et se risquèrent à combattre de leur propre chef, parfois même contre leurs souverains. Depuis longtemps déjà, les rois complétaient leurs armées par des troupes mercenaires – s'ils pouvaient toutefois réunir l'argent nécessaire. Dans l'Europe du milieu du XV^e^ siècle, les rois et les grands seigneurs féodaux virent leurs terres ravagées par des mercenaires attirés par des offres d'argent, lesquelles, au bout du compte, s'étaient épuisées. Ces mercenaires devinrent une plaie presque aussi redoutée que le fléau des grandes invasions – Magyars, Sarrasins, Vikings – qui, en premier, avaient entraîné la militarisation de l'Europe et la multiplication des places fortes.

Le problème était insoluble : lever davantage de soldats pour restaurer l'ordre risquait d'augmenter le nombre de ces maraudeurs (surnommés « écorcheurs » par les Français). Mais hésiter à rétablir l'ordre, c'était aussi condamner les familles de cultivateurs au pillage et au viol. Finalement, c'est un roi de France, pays le plus affligé par ces ravages, qui franchit le pas. Reconnaissant que les écorcheurs « étaient devenus, malgré eux, des parias qui espéraient cependant être reconnus sur le plan militaire par le roi ou les plus puissants seigneurs », Charles VII, en 1445-1446, « ne créa pas une armée permanente, comme on l'a dit parfois, mais choisit parmi cette masse de soldats disponibles les meilleurs d'entre eux[14] ». Des compagnies mercenaires, d'égale composition, furent instituées et reconnues

officiellement comme des agents militaires de la monarchie, et on les chargea de purger le pays des autres hors-la-loi.

Ces « compagnies d'ordonnance » – c'est ainsi qu'on les appela – créées par Charles VII étaient composées de soldats d'infanterie, moins bien considérés que la cavalerie féodale et dont on doutait qu'ils puissent résister physiquement aux assauts de la cavalerie ennemie sur le champ de bataille. Certains corps d'infanterie, tels les Suisses, avaient déjà fait la preuve qu'ils étaient capables de jeter à terre des cavaliers à l'aide de leurs seules hallebardes. Quand l'usage des armes à feu portatives efficaces commença à se répandre au début du XVI^e^ siècle, le point de vue moral, ainsi que l'a défini Sir Michael Howard, spécialiste d'histoire militaire, se posa vraiment du fait de cette nouvelle technologie[15]. A partir de ce moment, en effet, l'infanterie l'emporta sur la cavalerie, qui se trouva à son tour marginalisée sur le champ de bataille, tout en persistant à se réclamer de son ancien statut social. Mais ce statut fut simultanément miné par la puissance de la poudre à canon qui sapait les forteresses des grands chefs de la cavalerie féodale. Grâce au feu des batteries de l'artillerie mobile – une arme nouvelle que Charles VIII, successeur de Charles VII, fut le premier à utiliser avec profit sur une grande échelle –, la prudence royale à l'égard des maîtres des châteaux forts cessa. Cette évolution commença dès 1490 et, dans les premières années du XVII^e^ siècle, les descendants de ces seigneurs en vinrent à réclamer de la faveur royale le commandement, au titre de colonel, de régiments d'infanterie.

Cette autorité militaire gouvernait un « régiment » de plusieurs compagnies, l'expérience ayant montré que chacune d'entre elles, isolément, était insuffisante sur le champ de bataille et donc, à moins qu'il ne s'agisse d'une compagnie de gardes du roi, peu convoitée par des hommes de haut grade. Dans la plupart des armées européennes, ces colonels étaient en même temps propriétaires de leur régiment, tout comme les chefs des unités mercenaires qui continuèrent à coexister avec les nouveaux régiments royaux au cours du XVIII^e^ siècle. Ces « propriétaires » touchaient du Trésor royal une somme forfaitaire dont ils avaient la libre disposition et qui servait à payer les hommes et les uniformes. Souvent, pour compléter leurs revenus, ils revendaient les charges de capitaines et de lieutenants. L'« achat » de ces brevets d'officiers demeura en vigueur dans l'armée britannique jusqu'en 1871.

Ces nouveaux régiments se différencièrent rapidement des bandes mercenaires, vestiges de la féodalité et des guerres de Religion, qui, généralement, s'étaient débandées lorsque les fonds vinrent à manquer (à moins qu'elles ne s'emparassent du pouvoir comme ce fut le cas dans plusieurs cités-Etats d'Italie). Ils devinrent des institutions permanentes dépendant du roi (et, par la suite, de la nation), possédant souvent un quartier général fixe dans une ville de province, recrutant leurs troupes dans les environs et leurs officiers dans une coterie de familles aristocratiques apparentées. Le 34e régiment d'infanterie prussien que rejoignit Clausewitz en 1792, à l'âge de onze ans, était un régiment de ce type. Il avait été créé en 1720, tenait garnison à Neuruppin, une ville du Brandebourg située à vingt-cinq kilomètres de Berlin, et son colonel était un prince royal. Les officiers, eux, se recrutaient dans la petite noblesse. Quant aux soldats – enrôlés pour une durée indéterminée et issus des classes les plus pauvres de la société –, ils représentaient, avec leurs femmes, leurs enfants et leurs compagnons invalides, plus de la moitié de la population de la ville.

Cent ans plus tard, on trouvait dans l'Europe entière de telles villes de garnison, certaines abritant plusieurs régiments. Au pire, ces régiments ressemblaient à celui de Vronsky, l'amant d'Anna Karénine, que Tolstoï décrit comme un club de dandys fainéants et vaniteux qui se souciaient davantage de leurs chevaux que de leurs hommes[16]. Au mieux, cependant, ces régiments devinrent des « écoles de la nation » encourageant la sobriété, l'endurance physique et la compétence dès l'enseignement primaire. Le régiment de Clausewitz était un précurseur de cette catégorie. Son commandant créa des écoles militaires pour former les jeunes officiers, apprendre aux soldats à lire et à écrire et à leurs épouses à filer et à faire de la dentelle.

Des régiments aussi « éducatifs » étaient une source de grande fierté pour leurs colonels, ne serait-ce que parce qu'ils incarnaient des modèles d'accomplissement social, idée chère aux hommes du siècle des Lumières. Bien que les soldats fussent pratiquement des esclaves et, en réalité, prisonniers de leur ville de garnison par crainte qu'ils ne désertassent, ils formaient en masse un magnifique spectacle et semblaient d'une espèce bien différente de celle des rudes villageois qui peuplaient la contrée. Les longues années de service finissaient par les endurcir à leur sort. Il y a des descriptions pathétiques de vétérans prussiens, trop âgés pour combattre ou bien infirmes, clopinant derrière leurs régiments lorsque ceux-ci partaient

en campagne, car ils ne connaissaient pas d'autre vie que l'armée. Les colonels qui avaient formé de tels soldats, que ce soit par la cravache ou par le manuel d'entraînement, devaient être persuadés d'agir en faveur de la morale sociale. Mais, ce faisant, ils se leurraient, car, paradoxalement, les régiments ne remplirent que trop bien leurs fonctions. Ils avaient été créés dans l'intérêt de la société pour débarrasser celle-ci de ses éléments perturbateurs, même si ce fut oublié par la suite. En fait, ils s'en isolèrent par des règles, des rituels et une discipline à part. Cet échec de l'armée sur le plan social n'aurait sans doute guère troublé le jeune Clausewitz s'il n'avait, dans le même temps, condamné l'Etat prussien à une catastrophe militaire. Un an après avoir rejoint les rangs, Clausewitz fut jeté dans une guerre contre la France dont les soldats se battaient pour des raisons bien éloignées de celles des anciens serfs qu'il commandait. Les armées de la Révolution française étaient imprégnées d'idées nouvelles sur l'égalité entre citoyens de la République et le devoir de ceux-ci de prendre les armes. Leurs guerres contre les monarchies européennes encore régnantes devenaient un combat destiné à vaincre l'aristocratie partout où elle se trouvait ; il s'agissait non seulement de défendre les principes révolutionnaires sur le territoire français, mais aussi partout où la liberté de l'homme était encore entravée. En tout cas, et quelle qu'en soit la vraie raison – le sujet est extrêmement complexe –, les armées révolutionnaires s'avérèrent presque impossibles à vaincre, et leur dynamisme militaire persista même après que le général républicain Bonaparte se fut proclamé empereur.

En 1806, Napoléon porta son intérêt sur la Prusse dont il mit les armées en déroute au cours d'une campagne de quelques semaines. Clausewitz se retrouva prisonnier sur le sol français et, lorsqu'il put regagner sa patrie, il n'était plus qu'officier d'une armée squelettique existant encore par la seule indulgence de la France. Pendant quelques années, il conspira avec ses chefs, les généraux Scharnhorst et Gneisenau, dans l'espoir de reconstituer les forces armées sous le nez de Napoléon. Mais, en 1812, il se rebella contre la lenteur du processus et adopta le statut de « double patriote » qui le contraignait à désobéir aux ordres du roi et à l'obligation de servir sous la bannière napoléonienne dans l'invasion de la Russie. Au lieu de cela, il rejoignit l'armée du tsar pour défendre la liberté de la Prusse. Il combattit à Borodino comme officier du tsar et, toujours sous l'uniforme russe, retourna combattre en Prusse lors de la guerre de libération de 1813. Signalons

incidemment que le « double patriotisme » fut aussi le code des officiers japonais ultra-nationalistes quand, avant la Seconde Guerre mondiale, ils refusèrent d'obéir à la politique modérée du gouvernement pour défendre ce qu'ils estimaient être les véritables intérêts de l'empereur.

Seul le désespoir patriotique a pu conduire Clausewitz à un pareil choix. Il fut, de ce fait, incité à suivre une carrière d'intellectuel subversif qui devait avoir par la suite un retentissement mondial. Le désastre de 1806 avait profondément ébranlé sa foi en l'Etat prussien, sans pour autant saper son attachement à la culture militaire qui l'avait formé. Il ne pouvait se représenter la guerre autrement que comme une vocation pour laquelle le soldat – et tout particulièrement l'officier – opposait, par sa conduite, un défi à la nature. La nature invitait à la fuite, à la lâcheté, à l'égoïsme. La nature poussait l'homme à se comporter comme les Cosaques, qui se battaient selon leur bon vouloir et pouvaient se mettre à commercer sur le champ de bataille si cela servait leurs intérêts. En somme, la « guerre réelle » dans ce qu'elle avait de pire. Alors que l'idéal le plus élevé de la culture militaire – obéissance aveugle, courage individuel, sacrifice de soi, sens de l'honneur – représentait presque exactement cette « vraie guerre » qui devait incarner, selon Clausewitz, l'ambition de tout soldat de métier.

Comme l'a souligné Michael Howard, la distinction entre « guerre réelle » et « vraie guerre » n'est pas, à l'origine, propre à Clausewitz[17]. Elle était déjà « dans l'air », au début du XIX^e^ siècle, au sein de l'armée prussienne, ne serait-ce que parce qu'elle s'accordait très bien avec la philosophie idéaliste des universités et de la culture prussiennes. Clausewitz n'avait pas reçu une véritable formation philosophique, « il était plutôt un représentant typique de sa génération, assistant aux conférences de logique et de morale destinées au grand public, lisant des ouvrages et des articles de vulgarisation sur ces sujets et cueillant ici et là dans son environnement culturel des bribes d'idées de seconde ou troisième main[18] ». Cet environnement était favorable à une théorie militaire fondée sur une distinction dialectique entre « guerre réelle » et « vraie guerre ». Clausewitz y puisa le langage, les arguments et le mode de présentation les meilleurs pour recommander sa théorie à ses contemporains.

Lorsque, en 1813, il regagna la Prusse en uniforme russe, il se retrouva confronté à un dilemme. Bien que sa carrière fût ruinée, il demeurait un fervent nationaliste prussien. Il souhaitait élaborer pour l'armée de son pays une théorie de la guerre qui assurerait à celui-ci la victoire dans l'avenir ;

mais son pays ne semblait guère disposé à entreprendre les changements internes qui avaient rendu la France invincible durant la Révolution. Clausewitz lui-même ne le désirait pas. Il méprisait les Français – rusés et beaux parleurs quand les Prussiens se montraient nobles et sincères – dont il jugeait les qualités nationales inférieures à celles de son propre peuple, et demeurait trop enraciné dans son éducation monarchique et militaire pour souhaiter que les idées révolutionnaires gagnent son royaume. Néanmoins, ses capacités de raisonnement lui soufflaient que c'était la ferveur révolutionnaire des armées françaises qui les avait conduites à la victoire. En France, pendant la Révolution, la politique l'emportait sur tout. En Prusse, elle n'était encore rien d'autre que le bon vouloir du roi, même après la défaite de Napoléon. Le dilemme se posait donc en ces termes : comment imiter le mode de guerre des armées républicaines françaises et napoléoniennes sans pour autant adopter les idées politiques de la Révolution ? Comment mener une guerre populaire sans un Etat populaire ? S'il réussissait à trouver le langage capable de persuader l'armée prussienne que la guerre était, en réalité, un aspect de la politique, que plus elle parvenait à s'approcher de l'image de la « vraie guerre », mieux elle servait les objectifs politiques de l'Etat et, enfin, que tout écart subsistant encore entre la « vraie guerre » et cette forme imparfaite de la « guerre réelle » n'était que le résultat d'une stratégie d'urgence nationale, alors le soldat prussien pourrait sans danger être maintenu dans un état d'innocence politique ; à cette différence que, dès lors, il combattrait avec le feu d'une nouvelle idéologie coulant dans ses veines.

La réponse de Clausewitz à ce dilemme militaire ressemble beaucoup, dans un sens, à celle élaborée par Marx quelques années plus tard pour résoudre son propre dilemme politique. Tous deux avaient été élevés dans un même bain culturel d'idéalisme germanique – à ceci près que Marx avait reçu une formation philosophique classique que Clausewitz ne possédait pas – et il est extrêmement important de souligner que Clausewitz fut toujours considéré très favorablement par les intellectuels marxistes, Lénine en tête. La raison en est simple. Le réductionnisme est l'essence de la méthodologie marxiste et Clausewitz utilise le même principe de réduction pour justifier la nécessité du pire pendant la guerre ; car le pire est plus proche de la « vraie » guerre que de la guerre « réelle ». Pour Marx également, le pire engendre le meilleur, le pire en politique étant l'apogée de la lutte des classes, de la révolution, qui renverse le faux monde de la

politique « réelle » et débouche sur la « vraie » société de la victoire prolétarienne.

Mais les motifs qui amenèrent Marx à développer de tels arguments n'étaient pas semblables à ceux qui animaient Clausewitz. C'était un esprit d'une grande hardiesse, alors que Clausewitz se cramponnait au système, espérait – vainement – être nommé ambassadeur à Londres ou chef d'état-major, et acceptait volontiers promotions et décorations. Marx, lui, se délectait de son rôle de marginal[19]. L'exil, la pauvreté, la haine que lui vouait l'Etat prussien, tout cela apportait de l'eau à son moulin. Vivre en dehors du système durcissait son action alors que Clausewitz croyait qu'on ne pouvait changer le système qu'en œuvrant en son sein. Mais, sur le plan intellectuel, les deux hommes étaient plus proches que rivaux, car tous deux devaient surmonter le même problème philosophique : gagner une audience choisie à un point de vue auquel elle était pourtant fermement opposée. Marx se faisait l'apôtre de la révolution auprès d'une société dont les éléments progressistes avaient été profondément déçus par elle. A l'aube de la révolution manquée de 1848, ils se souvenaient des échecs de la Révolution française et de la révolution de 1830, ils étaient opprimés de toutes parts par la puissance d'un Etat monarchique ou bourgeois. Clausewitz était l'apôtre d'une philosophie révolutionnaire de la guerre – une guerre conçue comme la continuation d'une activité politique – auprès d'une caste qui jetait l'anathème sur la politique. Tous deux, finalement, trouvèrent le moyen de surmonter la résistance intellectuelle de ceux qu'ils cherchaient à convertir. Marx conçut ce qu'il considérait comme un ensemble de lois historiques scientifiques apportant aux progressistes non seulement l'espoir, mais la certitude que la victoire du prolétariat était inéluctable. Clausewitz imagina une théorie qui portait les valeurs auxquelles devait obéir un officier de métier – totale soumission au devoir, même au prix de son sang – au rang de credo, ce qui, dans le même temps, le dispensait de s'impliquer davantage dans la réflexion politique.

De la guerre et *Le Capital*, bien que traitant de sujets différents, peuvent donc être considérés finalement comme deux ouvrages de la même espèce. Sans doute Clausewitz espérait-il que *De la guerre* obtiendrait la même considération que l'essai d'Adam Smith, *La Richesse des nations*, considéré comme l'œuvre suprême de la philosophie des Lumières. Il était en droit de le penser, car, comme Smith, il s'était contenté d'observer, de décrire et de classer les phénomènes qui se déroulaient sous ses yeux. Marx

accorda également une large place aux descriptions, souvent très précises. Se référant à la brillante analyse faite par Adam Smith de la division du travail industriel, il en vint à qualifier d'« aliénation » le sentiment suscité par une telle division. Alors que Smith ne voyait dans la fabrication prémécanique d'épingles – un homme tirait le fil métallique, un autre le sectionnait, un troisième aiguisait la tige, un quatrième forgeait la pointe – que l'œuvre miraculeuse d'une « main invisible » dirigeant l'économie de marché, Marx, lui, comprit que le désespoir mental et affectif engendré par un tel travail mènerait à ce qu'il appela « la lutte des classes ». Il en conclut que le processus de production industrielle dans une économie où les travailleurs ne possédaient pas les moyens de production rendait la révolution inévitable. Il avait raison, car, à notre époque encore, les industriels continuent de chercher à rendre plus supportable, et même plus gratifiant, le sort du travailleur. Clausewitz aussi commença par une description. Tenant pour acquis les uniformes, les chants et les exercices militaires, il partit de là pour affirmer que l'aliénation des soldats (bien qu'il n'utilisât pas ce terme) due à leur sort – souffrance, blessures, mort – conduirait l'armée à la défaite et à la ruine, l'équivalent militaire de la révolution, à moins de les convaincre que la terrible expérience de la « vraie guerre » servait mieux leur pays que l'obligation plus facile de la « guerre réelle », familière à tous les hommes d'armes.

Le simple bon sens nous dit qu'une lutte des classes prolongée est intolérable pour toute société dans laquelle elle persiste, et que la révolution provoque des troubles aux côtés desquels ceux de la lutte des classes paraissent insignifiants. Ce même bon sens nous avertit également que la « vraie guerre » peut aller au-delà de ce que la chair et le sang sont capables d'endurer. Naturellement, en tant que penseur, Clausewitz ne s'est jamais attendu à ce que le fossé séparant la « guerre réelle » de la « vraie guerre » soit jamais réellement comblé. En réalité, la force de sa séduction sur les intellectuels, en particulier sur les intellectuels marxistes, a toujours résidé dans la délicatesse avec laquelle il souligne les facteurs impondérables – hasard, malentendus, faiblesse, incompétence, changements d'orientation politique, échec de la volonté ou disparition du consensus – qui rendent, de nos jours, la « guerre réelle » plus vraisemblable que la « vraie guerre ». La « vraie guerre » est, en fait, intolérable.

Et pourtant, en dépit des tolérances autorisées par Clausewitz pour échapper aux duretés de la « vraie guerre », le paradoxe fut que *De la*

guerre réussit au-delà de tout ce que son auteur aurait pu espérer. Il mourut, désenchanté, en 1831, victime de la dernière grande épidémie de choléra en Europe, déçu dans ses ambitions et peu considéré dans son propre pays. Le texte *De la guerre* ne fut édité qu'après sa mort par sa veuve dévouée. Marx mourut, désenchanté lui aussi, douze ans après la défaite de la Commune de Paris en 1871, défaite qui semblait contredire définitivement sa prophétie d'une révolution comme inévitable conséquence de l'oppression du prolétariat européen par la bourgeoisie européenne. Pourtant, trente-quatre ans plus tard, dans un pays si arriéré que Marx lui-même le croyait incapable d'engendrer une révolution, non seulement celle-ci éclata, mais elle s'implanta jusqu'à devenir la première dictature du prolétariat. Cela se produisit au point culminant d'une guerre entre Etats bourgeois, guerre sans laquelle jamais la révolution russe n'aurait trouvé de circonstances en mesure de la générer. C'est la nature terrible de cette guerre, et non celle du capitalisme industriel, qui fournit l'élan nécessaire à l'essor de la révolution russe, et cette nature n'était rien d'autre que la vérification tardive des recommandations insistantes de Clausewitz à l'usage des armées : faire en même temps une « guerre réelle » et une « vraie guerre ».

De la guerre s'est révélé une œuvre dont les effets ne se firent sentir qu'à retardement. Ce n'est que quarante ans après sa publication, en 1832-1835, qu'elle devint largement connue, et encore d'une manière détournée. Helmuth von Moltke, commandant l'état-major prussien, avait apparemment les qualités d'un grand général, car il parvint, en 1866 et 1871, à renverser les puissants empires d'Autriche puis de France après seulement quelques semaines de campagne. Naturellement, le monde voulut connaître son secret et quand Moltke révéla que, hormis la Bible et Homère, le livre qui l'avait le plus influencé était *De la guerre*, la gloire posthume de Clausewitz fut assurée[20]. Le fait que Moltke avait étudié à l'école militaire de Prusse lorsque Clausewitz en était le directeur fut négligé et, de toute manière, n'avait pas de rapport. Le monde entier s'empara de l'ouvrage, le lut, le traduisit, le comprit souvent mal, mais, à partir de ce moment, tous furent persuadés qu'il renfermait l'essence même du secret de la victoire.

Le succès remarquable de *De la guerre* s'expliquait aussi par les événements survenus dans le paysage militaire depuis sa rédaction et qui semblèrent lui apporter une apparente confirmation. Le premier et le plus important de ces événements fut la propagation de l'esprit d'appartenance au régiment dans lequel Clausewitz avait été élevé. « Le métier de la guerre

demeurera toujours individuel et distinct », observe-t-il, modifiant ainsi de manière caractéristique sa théorie principale de la guerre considérée comme un acte politique. « En conséquence, et aussi longtemps qu'ils pratiquent cette activité, les soldats se considéreront comme membres d'une sorte de corporation dont les règlements, les lois et les coutumes accordent la place d'honneur à l'esprit de guerre. » Cette « sorte de corporation » était bien sûr le régiment, dont Clausewitz s'efforçait ensuite de définir l'esprit et les valeurs :

> Une armée qui, sous le feu le plus dévastateur, conserve ses formations ordinaires ; qui ne cède pas aux terreurs imaginaires et sait résister à celles qui sont fondées ; qui, fière de ses victoires, conserve dans le désastre la force d'obéir, le respect et la confiance dans ses chefs ; une armée dont les forces physiques sont trempées par les privations et l'effort, comme les muscles d'un athlète ; une armée qui conçoit tous ses efforts comme un moyen de victoire et non comme une malédiction attachée à ses drapeaux, et qu'une brève sentence se résumant en une seule idée – celle de la gloire de ses armes – suffit à rappeler à tous ses devoirs et à toutes ses vertus, une telle armée est animée de l'esprit guerrier[21].

Par « armée », il faut entendre « régiments », qui en sont les parties constituantes. Au XIX^e^ siècle, la Prusse était littéralement submergée par ces régiments. En 1831, elle n'en possédait que quarante, mais, en 1871, elle en avait plus de cent, sans compter les bataillons de fusiliers et la cavalerie. Tout Prussien valide était membre d'un régiment, ou l'avait été dans sa jeunesse, et tous comprenaient la « seule idée – celle de la gloire et des armes ».

Cette « seule idée » apporta la victoire aux armées prussiennes contre l'Autriche et la France, et gagna aussitôt, dans d'autres nations, des officiers ardemment désireux de former des régiments sur le modèle prussien. Ils étaient recrutés parmi l'élite de la jeunesse internationale et encadrés par des troupes de vieux réservistes se remémorant l'époque de leur conscription comme un rite de passage qui les menait de l'adolescence à l'âge adulte. Celui-ci devint un trait culturel important de la vie européenne, une expérience commune à presque tous les jeunes hommes et, par son universalité, la prompte acceptation des intéressés de son statut de norme sociale et l'inévitable militarisation de la société qu'il entraînait, il fournit une nouvelle confirmation du principe clausewitzien selon lequel la guerre est une continuation de la politique. Si les populations votaient la conscription ou acceptaient ses lois, comment douter en effet que la guerre et la politique appartinssent bien au même ensemble ?

Et, cependant, le dieu de la guerre y trouve encore son compte. Quand, en 1914, les régiments de conscrits se mobilisèrent en Europe, avec leur arrière-garde de réservistes, la guerre à laquelle ils allaient se retrouver mêlés était, de loin, pire que tout ce qu'ils avaient pu escompter. Au cours de la Première Guerre mondiale, il fut rapidement impossible de distinguer la « guerre réelle » de la « vraie guerre ». Les influences modératrices dont Clausewitz, en observateur mesuré des phénomènes militaires, assurait qu'elles intervenaient toujours pour apporter un contrepoids à la nature et aux buts de la guerre brillèrent par leur absence. Allemands, Français, Anglais et Russes finirent, apparemment, par se battre par unique ferveur guerrière. Les objectifs politiques de cette guerre – déjà difficiles à définir au premier abord – furent oubliés, les restrictions politiques débordées, les politiciens qui en appelaient encore à la raison se virent conspués. Dans les démocraties libérales, la politique se résuma rapidement à une simple justification de batailles de plus en plus importantes, de listes de morts et de blessés de plus en plus longues, de budgets de plus en plus lourds, au mépris de la misère humaine.

Dans le déroulement de la Première Guerre mondiale, la politique n'a joué aucune part digne d'être mentionnée. Cette guerre fut, au contraire, une extraordinaire et monstrueuse aberration culturelle, l'issue d'une décision irresponsable prise par les Européens au siècle de Clausewitz (tout juste naissante à son retour de Russie en 1813, elle avait acquis son plus bel essor en 1913, dernière année d'une longue période de paix) et consistant à transformer l'Europe en une société guerrière. Clausewitz ne fut pas l'architecte d'une telle décision, pas plus que Marx n'engendra seul la poussée révolutionnaire qui altéra, au même moment, le libéralisme ; mais chacun d'eux n'en porte pas moins une lourde responsabilité. Leurs grands essais, présentés comme des œuvres de science, étaient en réalité de véritables manifestes idéologiques, montrant le monde non comme il était mais comme il devait être.

L'objectif de la guerre, selon Clausewitz, est de servir une cause politique ; la guerre, ajoute-t-il, ne sert que ses propres buts. Poursuivant sa logique, l'auteur conclut que ceux qui font de la guerre un but en soi ont probablement plus de chances de l'emporter que ceux qui cherchent à modérer son caractère à des fins politiques. Cette théorie subversive, qui bouillonnait comme la lave d'un volcan sous la surface du progrès et de la prospérité, était peut-être la rançon d'une paix qui caractérisa le siècle le

plus pacifique de l'histoire européenne. Les richesses générées par ce siècle ont financé, dans une mesure jusqu'alors inégalée, des réalisations véritablement pacifiques : écoles, universités, hôpitaux, routes, ponts, cités et usines nouvelles, toute l'infrastructure d'une vaste économie bienfaisante. Elle a également engendré, grâce aux impôts, l'amélioration de la santé publique, l'accroissement du taux des naissances et une technologie militaire nouvelle et ingénieuse, en somme tous les moyens d'entreprendre une vraie guerre en créant la plus puissante société guerrière que le monde ait jamais connue. Lorsque Clausewitz commença à rédiger *De la guerre* en 1818, l'Europe était un continent désarmé. La Grande Armée de Napoléon s'était dispersée après l'exil de l'Empereur à Sainte-Hélène, et celles de ses ennemis s'étaient réduites d'autant. Partout, la conscription à grande échelle avait été abolie, l'industrie des armes s'effondrait, les généraux étaient à la retraite, les vétérans mendiaient dans les rues. Quatre-vingt-seize ans plus tard, au seuil de la Première Guerre mondiale, presque tous les Européens de sexe masculin en âge de servir possédaient un livret militaire leur indiquant où se rendre en cas de mobilisation générale. Les dépôts des régiments regorgeaient d'armes et d'uniformes pour équiper les réservistes et, même dans les fermes, les chevaux étaient recensés en vue d'une réquisition future si la guerre éclatait.

Au début de juillet 1914, quatre millions d'Européens se retrouvèrent sous les drapeaux ; à la fin du mois d'août, ils étaient vingt millions, et plusieurs dizaines de milliers d'entre eux avaient déjà été tués. La société guerrière, jusque-là dissimulée, avait jailli à la surface d'un paysage de paix, et ses soldats allaient se faire la guerre jusqu'à ce que, quatre ans plus tard, ils soient à bout de force. Et, bien qu'on ne puisse lui en attribuer toute la responsabilité, nous sommes néanmoins en droit de considérer Clausewitz comme le père spirituel de la Première Guerre mondiale, tout comme l'on peut considérer Marx comme le père spirituel de la révolution russe. L'idéologie de la « vraie guerre » fut celle des armées de la Première Guerre mondiale, et le terrifiant destin qu'elle allait leur apporter est peut-être bien un legs posthume de Clausewitz.

Pourtant, Clausewitz n'était pas seulement un idéologue ; c'était aussi un historien disposant de bien d'autres éléments que sa seule expérience d'officier de régiment dans une armée monarchique et du traitement expéditif que lui infligèrent les soldats-citoyens de la France

révolutionnaire. Se penchant, vers la fin des années 1820, sur le tourbillon d'événements qui marquèrent sa jeunesse, Clausewitz l'explique ainsi :

> La cause en était la participation du peuple aux affaires d'Etat qui découlait en partie des effets de la Révolution française sur les affaires intérieures des pays, et en partie de l'attitude menaçante des Français vis-à-vis de toutes les nations. Cependant, que ce puisse toujours être le cas, que toutes les futures guerres en Europe doivent être menées par la puissance entière des Etats – et par conséquent n'aient lieu que lorsque de grands intérêts affecteront de près le peuple – ou qu'un divorce entre le gouvernement et le peuple se produise à nouveau peu à peu, c'est une question dont il est difficile de décider[22].

Si bon historien qu'il fût, Clausewitz se laissa dominer intellectuellement par les deux institutions – l'Etat et le régiment – qui limitaient sa vision du monde, à tel point qu'il s'interdit de comprendre combien la guerre pouvait être différente dans des sociétés où les concepts d'Etat et de régiment étaient autres. C'était une erreur que Moltke ne commit pas. Il adopta l'idéologie de Clausewitz à des fins strictement militaires, tout en sachant que dans d'autres lieux de la terre – par exemple en Egypte ou en Turquie où il avait servi pour le compte du sultan – la guerre pouvait prendre des formes totalement étrangères à celles décrites par son maître à penser et demeurer conforme à la nature des sociétés qui les appliquaient, voire même se rendre indissociable d'elle.

Ainsi en était-il, par exemple, des tabous religieux qui, en temps de guerre, pouvaient être totalement balayés par les nécessités matérielles. Cela devient évident lorsque l'on étudie l'histoire mystérieuse de l'île de Pâques. On le constate aussi là où la puissance guerrière était poussée à l'extrême, comme dans le royaume zoulou où le chaos social ambiant finit par altérer une société primitive pastorale relativement bienveillante. Un troisième exemple, celui des Mamelouks d'Egypte, montre que les interdits religieux affectant des adversaires adeptes d'une foi commune engendrèrent le curieux système de l'esclavage militaire. Dans le quatrième cas, celui, au Japon, des samouraïs, toute amélioration appréciable des moyens techniques de combat était rigoureusement interdite afin de préserver la structure sociale existante. Naturellement, Clausewitz n'avait pas accès, pour leur plus grande part, à ces éléments de l'histoire. Même s'il lui avait été théoriquement possible d'avoir quelque connaissance des institutions polynésiennes pascuanes ou de celles des samouraïs japonais grâce aux écrits de voyageurs revenant du Pacifique (lequel suscitait un grand intérêt dans toute l'Europe du XVIII^{e} siècle), il ne pouvait rien savoir des Zoulous

dont la domination sur l'Afrique ne commença à s'étendre qu'à l'époque de sa mort. En revanche, il devait bien connaître les Mamelouks, ne serait-ce que parce qu'ils étaient les plus célèbres sujets de l'Empire ottoman qui, même au temps de Clausewitz, jouait un important rôle militaire dans la politique internationale européenne. Il a certainement connu l'existence de ces esclaves-soldats, les janissaires, qui témoignaient de la suprématie de la religion sur la politique dans la vie publique turque. Puisqu'il choisit d'ignorer ces institutions ottomanes, l'ensemble de sa théorie est erroné à la racine. Si l'on dépasse cette seule question des esclaves-soldats pour examiner les cultures militaires des Polynésiens, des Zoulous ou des samouraïs, cultures encore plus étrangères aux nôtres et dont les modes de combat défient totalement la rationalité politique des Occidentaux, on comprend combien est incomplète, étroite et, finalement, trompeuse l'idée que la guerre est la continuation de la politique.

La guerre en tant que culture

L'île de Pâques

L'île de Pâques est l'un des lieux les plus isolés de la planète, un point dans le Pacifique Sud à plus de trois mille cinq cents kilomètres de l'Amérique du Sud et cinq mille cinq cents kilomètres de la Nouvelle-Zélande. Elle est aussi le plus petit espace habité du monde, un triangle de cent kilomètres carrés formé de volcans éteints. Malgré cet isolement, elle est solidement inscrite dans la culture polynésienne, une civilisation néolithique hautement développée du Pacifique central qui recouvrait, au XVIII^{e} siècle, les milliers d'îles éparpillées entre l'île de Pâques, la Nouvelle-Zélande et Hawaï, trois pointes du triangle polynésien séparées les unes des autres par des milliers de kilomètres d'océan et peuplées pour la première fois à des centaines d'années de différence.

La civilisation polynésienne était extrêmement aventureuse. Les Européens et les premiers ethnographes qui la découvrirent ne purent croire, tout d'abord, qu'un peuple ignorant l'écriture ait pu coloniser un tel espace – trente-huit grands archipels ou îles importantes semés sur trente-cinq millions de kilomètres carrés d'océan. Les premières explications, toutes fausses, visaient à démontrer que les navigateurs polynésiens n'avaient pu réaliser avec leurs pirogues des exploits comparables à ceux de Cook ou de

La Pérouse. La culture polynésienne demeurait toutefois remarquablement homogène ; les langues parlées dans des îles aussi éloignées les unes des autres étaient, à l'évidence, apparentées et les institutions sociales qui s'y développaient étrangement semblables, aussi bien à Hawaï qu'en Nouvelle-Zélande ou à l'île de Pâques.

La société polynésienne a une structure théocratique. Les chefs étaient censés descendre des dieux et, à leur tour, ils déifiaient leurs ancêtres ou les vénéraient comme des êtres surnaturels. Ils remplissaient donc aussi le rôle de prêtres suprêmes, fonction qui faisait du chef un médiateur entre les dieux et le peuple pour accorder à celui-ci les fruits de la terre et de la mer. Ce pouvoir de médiation – *mana* – lui octroyait des droits sacrés (*tapu* ou tabou) sur la terre, les lieux de pêche, leurs produits et sur tout ce qui était bon et désirable. Le *mana* et le *tapu* assurèrent aux sociétés une paix et une stabilité remarquables dans des conditions de vie faciles et, dans les îles heureuses de la Polynésie, la théocratie régla au mieux les relations entre le chef et le peuple ainsi qu'entre les clans descendants d'un même grand chef[23].

Mais il n'y eut jamais d'âge d'or en Polynésie. Même dans le bienveillant Pacifique, le contexte ne s'y prêtait pas toujours et les ressources manquaient parfois pour nourrir toutes les populations. Celles-ci augmentèrent et, malgré la pratique du contrôle des naissances, l'infanticide et l'encouragement à l'émigration (appelée « le voyage »), il vint un temps où les terres fertiles et les lieux de pêche productifs se trouvèrent totalement épuisés. Alors éclatèrent des troubles graves. Pour un guerrier – *toa* –, le monde est identique à celui de l'arbre de fer dont le bois servait à faire les massues et autres armes utilisées pour régler les querelles créées par les insultes, les conflits de propriété, de succession ou concernant des femmes. Le *mana* d'un chef était toujours plus grand si ce chef était un guerrier reconnu. Mais, en période de troubles, les guerriers qui n'étaient pas des chefs violaient les tabous pour s'emparer de ce qu'ils convoitaient, ce qui avait des conséquences très néfastes pour la structure sociale de la Polynésie. Des clans inférieurs devinrent dominants et, à l'extrême, il arrivait même qu'un clan entier soit chassé de son territoire.

L'île de Pâques en est l'exemple le plus désastreux et la situation y dégénéra de façon particulièrement meurtrière. Comment les Polynésiens arrivèrent – sans doute au IIIe siècle de notre ère – dans cette île située à plus

de deux mille kilomètres de la plus proche terre habitée de l'océan demeure un mystère.

Ils la trouvèrent cependant, apportant avec eux les principes de base de la vie insulaire, la patate douce, la banane et la canne à sucre. Ils débroussaillèrent la terre entre les trois pics montagneux, pêchèrent, chassèrent les oiseaux de mer et s'établirent. Vers l'an 1000, ils se lancèrent dans un culte théocratique parfaitement élaboré et qui ne rencontra jamais d'égal dans le monde polynésien. Bien que la population de l'île ne semble jamais avoir dépassé sept mille âmes, elle réussit au cours des sept cents années qui suivirent à sculpter et dresser sur des plates-formes servant de temples plus de trois cents statues géantes, cinq fois plus hautes qu'un homme. Au XVI^{e} siècle de notre ère, lorsque furent érigées les dernières statues, les Pascuans inventèrent une écriture qui paraît avoir servi aux prêtres pour se remémorer les traditions orales et les généalogies. Ce fut l'apogée d'une période civilisée durant laquelle la perception de la puissance des dieux, dont les chefs étaient les intermédiaires, fit régner la paix et l'ordre.

Quelque chose se détraqua alors. La population se mit à croître et appauvrit peu à peu l'environnement. La disparition des forêts provoqua une diminution des pluies et, par conséquent, des rendements de la terre. Elle entraîna une raréfaction du bois servant à construire les pirogues et réduisit aussi la pêche. Sur l'île de Pâques, la vie commença à devenir de plus en plus difficile. C'est alors qu'une nouvelle arme fit son apparition, le *mata'a*, une pointe de flèche faite d'un éclat d'obsidienne qui pouvait infliger des blessures mortelles[24]. Les guerriers, appelés *tangata rima toto*, c'est-à-dire « les hommes aux mains sanglantes », devinrent la caste dominante. Les clans se divisèrent en deux groupes occupant chacun des territoires distincts sur l'île, constamment en guerre l'un contre l'autre. Le chef suprême, descendant du fondateur, devint une figure symbolique dont le *mana* cessa d'être opérant. La société se désintégra à cause de la guerre et les statues furent systématiquement renversées, soit pour insulter le *mana* d'un clan ennemi, soit comme signe de rébellion du peuple contre les chefs dont le *mana* ne les avait pas protégés. Finalement, une nouvelle et étrange religion apparut, totalement distincte de la théocratie d'Etat traditionnellement connue en Polynésie. Les « hommes aux mains sanglantes » rivalisèrent pour être les premiers à trouver un œuf d'albatros et devenir ainsi le chef, pour un an seulement.

Quand le navigateur hollandais Roggeveen débarqua dans l'île en 1722, l'anarchie était déjà installée. A la fin du XIX^e^ siècle, sous les effets conjugués de la dégénérescence, de l'esclavage et des maladies apportées par les Européens, la population était tombée à cent onze personnes qui n'avaient conservé que de vagues souvenirs des traditions orales de leur extraordinaire passé. Cependant, à partir de ce qu'elles purent raconter et des fouilles archéologiques révélant le drame qui s'était joué, les archéologues purent reconstruire la tragédie pitoyable qui se déroula dans la société pascuane au cours de ce qu'ils appelèrent la phase de décadence. Une tragédie qui nous apprit non seulement l'existence d'une guerre endémique avec des traces de cannibalisme, mais aussi l'étendue des efforts désespérés entrepris par certains Pascuans pour échapper à cette rage guerrière. De nombreuses grottes ou galeries naturelles creusant le sol volcanique furent fermées au moyen de pierres dressées transportées depuis les plates-formes où s'élevaient les statues (dont le caractère sacré avait disparu) afin de servir d'abri à quelques familles. A l'une des extrémités de l'île, un fossé avait été creusé pour constituer une sorte de péninsule, sûrement à des fins de défense stratégique.

Ces refuges et défenses représentent deux des trois formes de fortifications identifiées par les experts militaires. Une seule manque sur l'île de Pâques, la forteresse régionale. Son absence ne dénote pas une lacune de la pratique de la guerre mais nous apprend plutôt que le théâtre des combats était limité. Dans le cadre minuscule de l'île, les Pascuans semblent avoir appris d'eux-mêmes, par leur expérience sanglante, la logique du parfait clausewitzien. Ils ont sans doute compris également l'importance du commandement si recommandée par Clausewitz. L'existence de retranchements dans la presqu'île de Poike suggère qu'un certain nombre de Pascuans avaient compris, comme lui, que la stratégie défensive est la forme de guerre la plus solide. Et si l'on considère le déclin brutal de la population au XVII^e^ siècle et l'intense production de pointes de flèches en obsidienne, il se peut que les Pascuans aient choisi de se livrer une bataille décisive, étape que Clausewitz considère comme le couronnement de la guerre. On peut se demander dans quel but autodestructeur celui-ci peut bien avoir pensé que la guerre est une continuation de la politique. Car la politique est au service d'une culture et, dans leur vaste monde, les Polynésiens en avaient développé une des plus bienfaisantes que les hommes aient connues. Quand Bougainville arriva à

Tahiti en 1761, il crut avoir découvert les jardins de l'Eden et sa description d'un peuple beau et heureux, vivant à l'état naturel, eut un tel retentissement qu'elle contribua à répandre le culte du « bon sauvage » dont se nourrit l'intelligentsia européenne du XVIIIe siècle jusqu'alors plongée dans un monde ordonné et artificiel. De ce désir d'un autre monde naquit une idéologie, romantique et politiquement dissidente, qui submergea les royaumes au sein desquels avaient été élevés ces fervents défenseurs de la « bonne » sauvagerie.

Par son exaltation de l'acte dramatique – la bataille décisive – et de l'individualisme égoïste – celui du chef, en particulier Napoléon –, Clausewitz était tout aussi romantique que n'importe quel ennemi de l'Ancien Régime. Mais par son attachement au roi et au régime, il demeura soumis au *mana* et au tabou à un point dont il n'avait même pas conscience. Dans l'Europe monarchique d'avant la Révolution française, le régiment était un dispositif permettant de contenir la violence des soldats tout en l'exploitant au profit des rois. La Prusse, que servait Clausewitz, était particulièrement démunie des bonnes choses qui existaient de par le monde. Son plus grand souverain, Frédéric le Grand, avait encouragé ses officiers à pratiquer la guerre avec une rudesse qui dépassait de loin les limites jugées convenables par d'autres rois. Pour imposer un tel *mana*, il lui fallait violer des tabous, ce que les autres souverains de son temps jugeaient inconvenant.

Toutefois, Frédéric ne dépassa jamais lui-même ces limites, se contentant seulement de conduire la guerre, selon le code en vigueur, jusqu'à une rudesse acceptable. Elevé dans un monde où le *mana* royal et les tabous militaires étaient en train de disparaître définitivement, Clausewitz travailla à trouver les mots capables de légitimer cet ordre nouveau.

Mais il ne comprit certainement pas qu'il n'y avait pas d'ordre du tout et que sa philosophie de la guerre était une recette menant à la destruction de la culture européenne. Comment le blâmer ? Les habitants de l'île de Pâques, séparés dans l'espace et dans le temps de l'univers polynésien, plus vaste et plus bienveillant, auraient sans doute pressenti que de nouvelles circonstances exigeaient une révolution culturelle s'ils avaient été capables de concevoir une telle idée. Ils auraient pu tout aussi bien inventer un équivalent du mot « politique » pour qualifier le ferment de loyalisme généré par les compétitions annuelles opposant les hommes qui tentaient,

chacun, d'être le premier à trouver l'œuf d'albatros qui leur accorderait le pouvoir. Plus tard, lorsque les anthropologues découvrirent les survivants de la guerre endémique qui précipita l'île dans la décadence, leur état de dégénérescence était tel qu'il ne fut plus possible d'analyser les étapes ayant marqué l'évolution de leur culture. On peut néanmoins en tirer une conclusion : la guerre telle que la conçoit Clausewitz a desservi les objectifs de la culture polynésienne. Car, même si elle n'était ni libre ni démocratique ou créative, au sens occidental de ces termes, cette culture avait cependant élaboré, pour parvenir à ses fins, des moyens parfaitement adaptés aux conditions de vie offertes par les îles du Pacifique. Le *mana* et le tabou établissaient un juste équilibre entre les rôles du chef, du guerrier et du clan, au bénéfice des trois. Et si l'on peut qualifier de « politique » polynésienne leurs relations internes, la guerre n'en était certainement pas la continuation. Lorsqu'elle se déclencha sur cette terre isolée de l'île de Pâques, la guerre dans sa forme « véritable » démontra qu'elle mettait d'abord fin à la politique, puis à la culture et, enfin, pratiquement, à la vie elle-même.

Les Zoulous

L'expérience mortelle, née de leur propre imagination, que les habitants de l'île de Pâques firent de la guerre totale se déroula loin des regards du reste du monde. A l'opposé, les Zoulous, entraînés par la révolution militaire qui secoua leur société au début du XIX^{e} siècle, se heurtèrent avec éclat à la civilisation occidentale. Ses débuts furent trop tardifs pour que Clausewitz ait pu avoir connaissance du drame qui se déroula en Afrique du Sud, comme il avait pu le faire pour les Mamelouks dont nous parlerons plus loin. Les points forts de cet épisode historique prennent, pour le peuple africain, une dimension mythique et le grand sanctuaire de marbre de Pretoria idéalise tout autant la lutte des guerriers zoulous contre les *Voortrekers* que le font les Boers pour chanter leurs héros. Ce n'est pas surprenant. Le mythe des Afrikaners exige que leurs ennemis aient été à la fois nobles et terribles. Et en effet, tout au long de leur ascension vers le statut de nation, depuis le début du XIX^{e} siècle jusqu'à leur catastrophique défaite de 1879, les Zoulous étaient devenus des guerriers réellement terribles.

A l'origine, ils menaient une vie pastorale et paisible. Le peuple Ngoni dont ils descendaient était formé d'éleveurs de bétail ayant quitté les terres lointaines du Nord pour émigrer vers la côte africaine du Sud-Est au XIVe siècle. Trois siècles plus tard, des naufragés européens rapportèrent qu'ils étaient « dans leurs relations les uns avec les autres […] très civils, polis et causants, échangeant des saluts avec tous, hommes, femmes, jeunes ou vieux, partout où ils se rencontraient[25] ». Ils se montraient également aimables avec les étrangers, qui pouvaient voyager parmi eux en toute sécurité, aussi longtemps qu'ils veillaient à ne porter ni fer ni cuivre, matériaux si rares qu'ils en devenaient des « incitations au meurtre ». Les Zoulous respectaient leurs lois, en particulier dans leurs relations personnelles. Ils ne connaissaient pas l'esclavage, l'esprit de revanche n'intervenait que « peu ou pas du tout » et les querelles étaient soumises aux décisions du chef, ces dernières étant acceptées « sans un murmure ». Les chefs, eux aussi, se soumettaient à la loi et pouvaient être mis à l'amende par leurs conseillers ou voir leurs ordres annulés par un chef hiérarchiquement supérieur.

Bien que leurs premiers visiteurs européens aient noté que l'*ubuntu* – l'humanité – était leur plus importante vertu, les Ngoni savaient combattre et se risquaient même à la guerre. Le *casus belli* était généralement une querelle à propos de pâturages, principale ressource d'une société où les têtes de bétail dépassaient souvent en nombre les habitants. Le perdant devait alors se contenter d'une terre nouvelle et plus pauvre. Comme souvent chez les peuples primitifs vivant dans une région sous-peuplée, le conflit ne se concluait pas par un massacre mais par une migration.

Les combats tendaient à être ritualisés et se déroulaient sous les yeux des vieux comme des jeunes. Ils débutaient par un échange d'insultes et s'achevaient dès qu'il y avait des blessés. Des limites, tant naturelles que culturelles, restreignaient la violence. Les métaux étant rares, on trouvait des armes généralement faites de bois durci au feu ; ces armes étaient lancées plutôt qu'utilisées pour des corps à corps. S'il arrivait qu'un guerrier tue l'un de ses opposants, il devait aussitôt quitter le champ de bataille et se prêter à une purification, sinon l'esprit de sa victime menaçait de provoquer une maladie mortelle pour lui et sa famille[26].

Il ne fallut pourtant que quelques décennies pour que, vers le début du XIXe siècle, cette manière typiquement primitive de combattre se trouve soudain bouleversée. Chaka, chef des Zoulous, une petite tribu Ngoni, prit

la tête d'une armée formée de régiments sauvagement disciplinés qui se lança dans une guerre destructrice. Le royaume zoulou devint alors une vraie puissance en Afrique du Sud. Les chefferies auxquelles il se substitua s'éparpillèrent en tribus fugitives, errant sur des centaines de kilomètres à la recherche d'un refuge, dans un chaos dépourvu de tout ordre social.

Tout comme les navigateurs occidentaux, déconcertés par la maîtrise des Polynésiens en matière de navigation, les Européens, témoins de l'ascension de Chaka, cherchèrent à ce phénomène une explication excluant toute cause spontanée. On raconta que Chaka avait rencontré des Européens qui lui avaient enseigné la tactique et l'organisation militaires. C'était certainement faux[27]. Mais ce qui était vrai, en revanche, c'était que les conditions bénéfiques dont jouissaient les Ngoni du Nord dans leur idyllique vie pastorale changèrent pour le pire à la fin du XVIIIe siècle. Le bétail, symbole de richesse, devint trop nombreux pour les ressources offertes par les bons pâturages. A l'ouest se dressait l'imposante barrière du Drakensberg au pied de laquelle s'étendaient de maigres terres, impropres à une économie pastorale. Au nord, le long du Limpopo, la mouche tsé-tsé interdisait toute expansion dans cette direction. L'introduction du maïs en provenance d'Amérique, au XVIe siècle, provoqua un accroissement de la population Ngoni du Sud et, plus loin dans cette même direction, les Boers du Cap bloquaient, avec leurs armes et leur ferme détermination, la voie à toute recherche d'un *Lebenstraum*. A l'est, enfin, s'étendait la mer[28].

Avant que ne naisse la gloire de Chaka, les Ngoni avaient déjà dû procéder à des modifications de leur mode de vie libre et facile. Un chef précédent décida d'abolir la coutume selon laquelle les guerriers appelés à servir leur chef se regroupaient avec d'autres hommes originaires du même lieu. Il substitua à ce système le principe de « régiments constitués par tranches d'âge », formés d'hommes nés la même année. Le service militaire imposait aux guerriers de se séparer de leurs épouses, ce qui réduisit le taux des naissances. La puissance du chef s'en trouva accrue, tout comme le montant du tribut qui lui était dû – bétail, produits divers et gibier –, car le produit du travail des soldats lui revenait.

Chaka poussa ces changements à l'extrême et les institutionnalisa. Les « ibutho », ces régiments regroupant les individus mâles par âge et non par clan, devinrent des unités permanentes qui vivaient en dehors de la société civile, dans des baraquements militaires. Il fut interdit aux guerriers de se marier non seulement pour la durée d'une ou deux saisons de campagnes,

mais jusqu'à leur quarantième année. Ils pouvaient alors choisir une épouse dans les régiments féminins également formés par Chaka.

Les restrictions d'autrefois pendant le combat furent abolies. Chaka conçut une arme nouvelle, une sorte de lance utilisée comme une épée, et il entraîna ses hommes à s'en servir pour tuer l'ennemi. (Avec l'avance des Boers depuis Le Cap, il est possible qu'il soit devenu alors plus facile de se procurer du fer. Cet aspect du développement de la guerre chez les Ngoni ne semble pas encore avoir été étudié chez les historiens. L'*assegai*, cette lance-épée, exigeait dans sa fabrication davantage de fer que le javelot précédemment utilisé.)

Le combat au corps à corps avec des armes tranchantes exige des tactiques de combat rapproché. Chaka sut également en inventer. Il avait déjà contraint ses hommes à se débarrasser de leurs sandales et à s'entraîner à parcourir de longues distances pieds nus pour s'endurcir. Au combat, il plaçait ses soldats sur deux ailes avec un centre solide et des rangs de réserve. Quand survenait le moment de l'engagement, le centre chargeait en rangs serrés pour fixer l'ennemi tandis que les deux ailes se déployaient pour l'encercler. Le rite de purification fut abandonné jusqu'à ce que la bataille soit terminée[29]. Quand la tuerie commençait, les soldats éventraient leur victime pour s'assurer de sa mort avant de passer au suivant. L'éventration servait, selon la tradition, à libérer l'esprit du mort qui sinon aurait, croyait-on, conduit le tueur à la folie.

Chaka cessa également de proscrire le massacre des femmes et des enfants, pratique que ses prédécesseurs Ngoni jugeaient répugnante. En général, toutefois, il se contentait de tuer les hommes de la famille régnant sur une tribu voisine, ainsi que les guerriers qui les avaient assistés dans la bataille. Les survivants étaient incorporés à la population grandissante de son royaume. Son objectif était d'édifier une nation Ngoni reconnaissant sa souveraine autorité et de conquérir de nouvelles terres.

Au-delà des frontières du territoire zoulou, ce système provoqua des catastrophes. Les méthodes de Chaka réglèrent le problème de surpopulation dans le Zoulouland, mais elles contraignirent les populations voisines à s'enfuir les unes après les autres, quittant ce qui avait été leur territoire et leurs habitudes de vie. La création du royaume zoulou eut des répercussions depuis la colonie du Cap jusqu'au lac Tanganyika. Sur environ un cinquième du continent africain, chaque communauté s'en

trouva profondément perturbée et nombre d'entre elles furent complètement anéanties[30].

Les terribles conséquences de l'impérialisme zoulou sont connues sous le nom de *difaqane*, ou « migration forcée ». En 1824, la plupart des terres situées entre les fleuves Tukela et Mzimkhulu, et entre le Drakensberg et la mer, furent dévastées. Des milliers de personnes furent massacrées, d'autres s'enfuirent vers le sud, d'autres encore se fondirent dans la nation zoulou. Dans le Natal, ce fut le glas de toute vie communautaire organisée[31]. Or, il ne s'agit pas d'un petit territoire puisqu'il couvre environ trente mille kilomètres carrés. Pourtant, ces dimensions ne sont rien à côté des distances parcourues par les populations fuyant les Zoulous. Un groupe acheva sa fuite sur les rives du lac Tanganyika, à presque quatre mille kilomètres de son point de départ. Au cours de ces migrations, certains avaient perdu tout leur bétail et ne parvinrent à survivre qu'en mangeant des herbes et des racines. D'autres sombrèrent dans le cannibalisme. Nombre d'entre eux se retrouvèrent réunis en hordes qui ravageaient le pays comme des sauterelles, ne laissant sur leur passage que des morts ou des agonisants.

Après la chute de Chaka en 1828, les jeunes Zoulous demeurèrent quelque temps fidèles à son système et à son éthique militaires. Toutes les organisations guerrières triomphantes qui négligent d'exploiter les acquis de leur victoire par une diversification économique et sociale commencent à se fossiliser au moment même de l'apogée de leur gloire. Pourquoi ce phénomène, c'est justement le thème de cet ouvrage. Comme les Prussiens, les Zoulous devaient sans aucun doute vivre *toujours en vedette*[32], c'est-à-dire menacés par des puissances militaires équivalentes (au début du XIX^e^ siècle, l'Afrique du Sud se trouvait à un stade de développement économique plus avancé), au point qu'ils continuaient de concentrer toute leur énergie dans des objectifs exclusivement militaires. Comme ce fut si souvent le cas ailleurs, ces objectifs étaient aussi ceux qui avaient provoqué leur ascension. Les Zoulous finirent par se doter d'armes à feu mais omirent d'adapter leurs tactiques à ce nouvel armement, poursuivant leurs attaques massives avec leurs *assegai* tranchants pour s'assurer la suprématie dans la bataille.

Chaka fut un parfait clausewitzien. Il conçut un système militaire pour servir et protéger un mode de vie spécifique et y parvint avec une terrible efficacité. Parce que la culture zouloue érigeait en vertu suprême les principes militaires qu'elle appliquait à la préservation d'une économie

d'élevage, parce qu'elle accaparait, par le joug d'une servitude stérile, les énergies et l'imagination des membres les plus dynamiques de sa communauté, et ce, jusqu'à une maturité avancée, la culture zouloue s'interdit tout espoir d'évolution et d'adaptation au monde qui l'environnait. En résumé, l'ascension et la chute de la nation zouloue livrent un terrible avertissement et nous mettent en garde contre les imperfections de l'analyse clausewitzienne.

Les Mamelouks

Légère ou pesante, la servitude est une condition ordinaire du service militaire. Chez les Zoulous, elle atteignit un paroxysme. Les guerriers de Chaka n'étaient cependant pas des esclaves puisque c'était la coutume – renforcée par la terreur – et non la loi qui les maintenait en servitude. Néanmoins, au sens pratique du terme, ils n'en demeuraient pas moins les esclaves de la volonté de Chaka. Il exista également dans le passé des soldats-esclaves, même si leur statut nous apparaît aujourd'hui plutôt contradictoire. Dans le monde moderne, l'esclavage implique la privation totale de la liberté individuelle, alors que la possession d'armes et la maîtrise de leur usage sont considérées comme les instruments de la libération de l'individu. Nous ne concevons pas qu'un homme puisse en même temps être armé et privé de liberté. Pourtant, dans le monde médiéval de l'islam, il n'existait pas de conflit entre le statut d'esclave et celui de soldat. Les esclaves-soldats – comme les Mamelouks – étaient une composante spécifique de nombreux Etats musulmans. En vérité, il arriva souvent que ces soldats finissent par devenir les maîtres de ces Etats tandis que leurs chefs restaient en place pendant des générations sans pour autant faire usage de leur pouvoir pour se libérer légalement. Au contraire, ils perpétuaient sans fléchir « l'institution » des Mamelouks, résistant à toute pression visant à en modifier la nature. Cette résistance avait de bonnes raisons. La suprématie des Mamelouks reposait sur leur art accompli de l'équitation et du tir à l'arc. Les abandonner au profit de l'emploi plus vulgaire du fusil ou du combat d'infanterie pouvait entraîner leur chute. Et pourtant, comme dans le cas des Zoulous, c'est l'étroitesse de leur culture militaire qui, finalement, causa leur perte. Bien que leur pouvoir politique provînt de leur prédominance militaire, ils préférèrent persister dans un style de combat démodé plutôt que de s'adapter aux nouvelles méthodes de

guerre. Dans leur cas comme dans celui des Zoulous, l'analyse clausewitzienne se voyait totalement démentie. Les tenants du pouvoir ont fait de la politique la continuation de la guerre. En pratique, c'était un non-sens. Mais, culturellement, les Mamelouks n'avaient pas d'autre choix.

Dans le monde islamique comme dans celui de Rome ou de la Grèce, l'esclavage prenait des formes diverses, certaines d'entre elles parfois très bénignes. Un esclave pouvait être un respectable musulman, un maître, un homme d'affaires agissant partiellement en son nom, un secrétaire particulier auquel on accordait sa confiance. Mais, dans l'islam, la diversité de l'esclavage fut beaucoup plus poussée qu'en Grèce ou à Rome. Dans le gouvernement des califes – les « successeurs » de Mahomet dont l'autorité s'exerçait à la fois dans le monde et sur la religion –, un esclave pouvait accéder à des fonctions gouvernementales élevées. La création d'esclaves-soldats fut une extension de cette pratique et c'est exclusivement dans le monde islamique que de tels soldats formèrent une élite.

Si les choses en arrivèrent là, ce fut aussi la conséquence du conflit qui surgit rapidement chez les musulmans entre l'aspect moral de la guerre et sa réalité. A la différence du Christ, Mahomet était un homme de violence. Il porta les armes, fut blessé au cours des batailles et prêcha la guerre sainte, le djihad, contre ceux qui s'opposaient à la volonté de Dieu, ainsi qu'il en avait eu la révélation. Pour ses successeurs, le monde se divisa en deux avec, d'un côté, le *Dar al-Islam*, la Maison de la Soumission (soumission aux enseignements de Mahomet réunis dans le Coran), de l'autre le *Dar al-Harb*, la Maison de la Guerre, représentant les régions à conquérir[33].

Au cours du VII^e^ siècle, les premières conquêtes arabes firent exploser les limites du *Dar al-Islam* et, vers 700, elles englobaient ce que nous appelons maintenant l'Arabie, la Syrie, l'Irak, l'Egypte et l'Afrique du Nord. Par la suite, les progrès du djihad devinrent plus difficiles et plus problématiques. Les conquérants arabes du début n'étaient pas assez nombreux pour maintenir le rythme des conquêtes à son niveau initial. De plus, dans la victoire, ils se montrèrent enclins aux faiblesses humaines ordinaires, ardents à jouir en paix des fruits de leurs succès mais querelleurs lorsqu'il s'agissait de régler la succession de leurs chefs.

Le pouvoir était confié à un calife, ou « successeur », de Mahomet. Les premiers califes surent satisfaire les demandes de leurs vétérans qui souhaitaient profiter du bien-être d'un état de paix au moyen du *diwan*, une liste de pensions accordées aux guerriers et financées sur les fruits de la

conquête. Ils furent moins habiles lorsqu'il fallut arbitrer les conflits entre ceux qui contestaient le choix du calife. Les querelles prirent rapidement un tour passionné et l'on s'opposa sur la manière même de concevoir l'autorité – devait-elle être héréditaire et remonter à Mahomet, ou résulter d'un consensus de la communauté, l'*umma* ? Cette divergence d'opinions subsiste encore aujourd'hui et sépare les chiites des sunnites. Ce qui rendait cette querelle insoluble, c'était un troisième et incontournable élément de leur foi : l'interdiction pour un musulman de combattre un autre musulman. Puisque, pour celui-ci, la guerre ne pouvait être que le djihad, une guerre sainte contre ceux qui refusaient de se soumettre à la vérité révélée, se battre entre coreligionnaires équivalait à un blasphème.

Pourtant, certains musulmans poussèrent jusqu'à la guerre leurs dissensions à propos du califat, ce qui conduisit plus tard l'islam divisé à de véritables luttes pour la conquête de territoires. Face à ces développements, nombre de pieux musulmans se retirèrent de toute forme de vie séculière. Les Arabes des temps héroïques refusaient de servir comme soldats, car, avec le *diwan*, ils pouvaient vivre autrement. Les autres musulmans convertis refusaient également de servir mais, cette fois, pour de pieuses raisons. Malgré tout, les revendications des dissidents et la nécessité impérieuse de poursuivre le djihad rendaient la guerre inévitable. Le califat en fut réduit à des expédients. Dès les premières conquêtes, il fit appel à des guerriers non arabes, des convertis attachés à un maître arabe (ce sont ces mêmes convertis qui, plus tard, en vinrent inévitablement à constituer la majorité des musulmans).

En partant du même principe, on employa également des esclaves déjà attachés à un maître arabe et il devint bientôt naturel de les engager directement. Vers le milieu du IX^e^ siècle, l'islam institua une politique unique de recrutement militaire : l'achat comme esclaves de jeunes garçons non musulmans mais élevés dans la foi musulmane et entraînés pour devenir soldats[34].

Ces Mamelouks étaient recrutés presque exclusivement aux frontières de l'islam et de la grande steppe d'Asie centrale, entre la mer Caspienne et les montagnes d'Afghanistan (plus tard, on en enrôla aussi sur les rives nord de la mer Noire), une région peuplée de Turcs au moment où le calife al-Mu'tasim commença à pratiquer l'enrôlement systématique. « Aucun peuple au monde n'est plus brave, plus nombreux, plus résistant », aurait-il dit. Il est vrai que les Turcs étaient un peuple rude, comme il l'est encore

aujourd'hui. A cette époque, ils avaient déjà entamé leur progression vers l'ouest, mouvement qui allait les amener à des conquêtes encore plus étendues que celles des Arabes. Mais, aux yeux des califes, ils possédaient encore d'autres qualités : bien que n'étant pas musulmans, ils connaissaient l'islam car la frontière de la steppe n'était pas fixe. C'était plutôt une membrane à travers laquelle s'infiltraient Turcs et non-Turcs, soit à l'occasion d'un raid, soit pour commercer, ou encore, lorsqu'il s'agissait des Turcs, pour émigrer dans l'espoir d'une vie meilleure.

De plus, l'islam qu'ils connaissaient avait gardé à leurs yeux son caractère héroïque. Les *ghazis*, guerriers postés aux frontières, poursuivaient la guerre sainte avec la conscience tranquille de ceux qui ignoraient les fléchissements de la puissance séculière à l'intérieur du pays[35]. Ils admiraient l'habileté des Turcs à dompter et monter les chevaux. Cet art était né au cœur même de la steppe. Pour les Turcs, le cheval était une partie d'eux-mêmes (la légende raconte que les femmes turques concevaient et mettaient au monde leurs enfants à cheval). Ils savaient par ailleurs user avec une mortelle efficacité des armes habituelles aux cavaliers : lance, arc et sabre courbe (dont s'est inspirée, en hommage à cette réputation d'invincibilité, l'épée mamelouk des généraux britanniques). Mais ce peuple avait aussi ses défauts : c'était d'insatiables pillards, qui voyaient là l'occasion de compenser l'extrême frugalité de leur vie, la steppe produisant peu, sinon du lait et de la viande. C'est cette tentation du pillage qui a fortement incité les Turcs à accepter de devenir des esclaves-soldats. En fait, une fois « l'institution mamelouk » bien rodée, l'essentiel des contingents d'esclaves militaires fut géré par les gouvernants et les chefs de famille turcs. C'était pour eux un moyen supplémentaire de tirer avantages et profits de la puissance islamique, les esclaves qu'ils vendaient ne demandant qu'à se sédentariser et à épouser une carrière stable.

La plupart des grands Etats musulmans usèrent de cette forme d'esclavage. Mais celui qui la poussa à son degré le plus absolu fut le califat abbasside d'Egypte. Il reprit le pouvoir en 1258, après que les Mongols eurent réussi à renverser le califat de Bagdad, et, du XIII^{e} au XVI^{e} siècle, les Mamelouks gouvernèrent le pays sous la conduite de leurs propres sultans. Au cours de cette lutte dynastique, ils avaient choisi le bon camp. Ils remportèrent une bataille décisive à Aïn Djalout, en 1260, et devinrent les sauveurs de l'islam. En réalité, ils sauvèrent aussi le reste du monde

civilisé, car leurs adversaires étaient des Mongols apparentés à Gengis Khan qui avaient détrôné et assassiné le calife de Bagdad deux années plus tôt. Aucune puissance militaire n'avait réussi jusque-là à les contenir, pas même les armées de métier chrétiennes qui défendaient le royaume des croisés en Terre sainte. Ce qui rendait la victoire des Mamelouks particulièrement remarquable, c'était le fait que l'armée mongole comptait elle-même de nombreux cavaliers turcs (leurs voisins dans la steppe). Ces derniers avaient saisi avec enthousiasme l'occasion de se livrer à des pillages lors des incursions menées par Gengis Khan à partir de l'Asie centrale. Ils furent ainsi « vaincus et anéantis par des hommes de leur propre espèce », comme le fait observer l'historien arabe Abu Shama[36]. En vérité, il serait plus exact de dire qu'ils furent défaits par des hommes de la même race, car l'éducation et l'entraînement faisaient des Mamelouks des soldats d'une espèce tout à fait particulière.

A Aïn Djalout, la plupart des Mamelouks étaient des Turcs Kiptchaks, originaires du nord de la mer Noire (Baybars, le plus célèbre d'entre tous, était un Kiptchak). Vendus comme esclaves encore enfants ou adolescents, ils furent conduits au Caire pour y suivre un entraînement. Reclus, tels des novices, dans des bâtiments monastiques, ils étudiaient le Coran, la loi islamique et l'écriture arabe. A l'âge adulte, ils commençaient leur instruction par le *furusiyya*, l'art complet de l'équitation et des armes, qui formait la base de leur talent sur un champ de bataille[37]. Le *furusiyya*, par sa façon d'associer cavalier et cheval, d'inculquer dextérité et précision dans le maniement des armes et de stimuler une bonne cohésion tactique entre soldats, pouvait se comparer d'assez près à la formation reçue par les hommes d'armes de l'Europe chrétienne. A ce stade, l'esprit de chevalerie appliqué aux armes et au code d'honneur était commun aux chevaliers croisés et aux *faris* du Croissant. C'est là un aspect fascinant de l'histoire militaire médiévale.

Et pourtant cette dévotion à la cavalerie allait être la perte des Mamelouks. En tant que groupe, ils étaient tenus à l'écart des développements militaires du vaste monde, développements qui auraient dû les avertir des menaces pesant sur l'avenir de ce type de cavalerie. A la différence des chevaliers en armure de l'Europe occidentale, ils n'eurent pas l'occasion d'affronter le tir des premiers mousquets, ni l'infanterie formée d'hommes du peuple se battant pour leurs droits. Jusqu'à la fin du

XV^e^ siècle, leur statut, tant politique que militaire, demeura incontesté jusqu'à ce que l'entraînement au *furusiyya* tombât en décadence.

Une des caractéristiques les plus intéressantes du statut des Mamelouks était qu'il ne se transmettait pas héréditairement. Ils pouvaient se marier et donner naissance à des enfants libres. Ils pouvaient aussi accéder eux-mêmes légalement à la liberté en devenant gradés, bien qu'ils ne fussent pas autorisés pour autant à quitter l'institution ou à servir un autre maître que le sultan. Toutefois, aucun fils de Mamelouk ne pouvait devenir lui-même Mamelouk, le but recherché étant d'infuser toujours un sang nouveau et des idées nouvelles. En pratique, le résultat fut autre. Les nouveaux Mamelouks continuèrent d'affluer en Egypte tout au long des XIV^e^ et XV^e^ siècles et, après leur noviciat et le *furusiyya*, plus rien ne les distinguait de leurs prédécesseurs. Il y avait à cela de bonnes raisons. Le statut de Mamelouk jouissait de nombreux privilèges. L'institution s'était emparée du pouvoir et on considérait comme logique qu'il en soit ainsi. Sans doute persuadés qu'ils se trouvaient ainsi mieux protégés, les Mamelouks s'adonnaient sans relâche à ce qui avait fait leur renom dans le passé.

Et cela jusqu'au début du XVI^e^ siècle, lorsqu'ils se retrouvèrent confrontés, sur deux fronts différents, à l'apparition révolutionnaire de la poudre à canon. Le contrôle qu'ils exerçaient sur la mer Rouge leur fut disputé par les Portugais qui avaient fait le tour de l'Afrique sur des navires armés de lourds canons. Par ailleurs, aux frontières de l'Egypte, la sécurité était menacée par les Turcs ottomans dont la cavalerie avait été largement complétée à l'aide d'unités armées de mousquets et bien entraînées. En hâte, le sultan mamelouk s'efforça de rattraper un siècle de négligence sur le plan militaire. Des canons en grand nombre furent mis en place. On forma des unités armées de fusils et de mousquets. L'entraînement du *furusiyya* fut repris et les Mamelouks s'exercèrent à nouveau avec ardeur au maniement de la lance, de l'arc et du sabre. Mais, fatalement, cette remilitarisation et l'adoption de la poudre s'opérèrent séparément. Aucun Mamelouk ne fut formé à l'usage des armes à feu et, d'ailleurs, il ne l'aurait pas voulu. Les soldats équipés de fusils et de mousquets furent recrutés en dehors de la caste, en Afrique noire et au Maghreb, l'« Ouest » des Arabes[38].

Le résultat fut prévisible. Les unités portant fusils et mousquets remportèrent sur la mer Rouge de francs succès contre les Portugais qui se battaient sur des eaux confinées où leurs navires, conçus pour la haute mer,

manœuvraient mal. Ils se trouvaient de plus à la limite extrême de leurs lignes de communication. En août 1515 à Marj Dabiq, et à Raydaniya en janvier 1516, les Mamelouks affrontèrent les armées ottomanes équipées d'armes à feu et se virent sévèrement défaits. L'« institution » fut renversée et l'Egypte devint une province de l'Empire ottoman.

Les deux défaites de Marj Dabiq et de Raydaniya se ressemblent. A Marj Dabiq, les Ottomans, commandés par le sultan Selim I^{er}, placèrent leur artillerie sur les côtés et les unités armées de mousquets au centre. Puis ils attendirent l'attaque des Mamelouks. Ceux-ci se déployèrent en croissant, selon leur tactique traditionnelle, mais ils furent mis en déroute par le feu ottoman. Lors de la bataille de Raydaniya, les Mamelouks avaient rassemblé un peu d'artillerie et escomptaient une attaque des Ottomans, mais, se trouvant débordés, ils ne purent résister à la tentation d'une nouvelle charge de cavalerie. Celle-ci fut d'une telle fougue qu'ils parvinrent à faire céder une aile de l'ennemi mais, malgré tout, les armes à feu finirent par l'emporter. Sept mille Mamelouks furent tués. Les survivants se replièrent sur Le Caire qu'ils furent contraints d'abandonner peu après.

La tactique de ces deux batailles est moins intéressante à étudier que les lamentations des Mamelouks sur les causes de leur défaite. Ibn Zabul, leur historien, déplore la chute de sa caste et, évoquant les générations de *preux chevaliers*[39] qui se sont succédé, il fait dire au chef Kurtbay les paroles suivantes :

> Ecoute mes paroles et prête-leur attention afin que toi et les autres sachiez que se trouvent parmi nous les cavaliers du destin et de la mort rouge. Un seul d'entre nous peut vaincre ton armée tout entière. Si tu ne le crois pas, essaye seulement mais, je t'en prie, ordonne à ton armée de cesser de tirer avec des armes à feu. Tu as ici avec toi deux cent mille soldats de toutes les races. Demeure à ta place et dispose ton armée en ordre de bataille. Trois seulement d'entre nous viendront vous affronter. […] Tu verras de tes propres yeux les exploits accomplis par ces trois-là. […] Tu as formé une armée avec des hommes issus de toutes les parties du monde : chrétiens, Grecs et d'autres encore, et tu as apporté avec toi cette invention perverse imaginée par les chrétiens d'Europe quand ils étaient incapables d'affronter les armées musulmanes sur le champ de bataille. Cette invention, c'est le mousquet, qui abat des hommes même si c'est une femme qui tire. […] Malheur à toi ! Comment oses-tu tirer avec des armes à feu sur des musulmans[40] !

Cette lamentation de Kurtbay fait écho au mépris que le chevalier français Bayard, *chevalier sans peur et sans reproche*[41], manifestait à l'encontre des armes mécaniques (il avait pour habitude de faire tuer les

arbalétriers qu'il faisait prisonniers). On en retrouve l'esprit dans la « charge de la mort » des cavaliers de Bredow qui, à Mars-la-Tour, en 1870, foncèrent sur l'ennemi français, bravant le feu de leurs fusils. C'est le cri de défi du cavalier au crépuscule de son art de combat. Il y avait plus, pourtant, dans la pensée de Kurtbay que l'expression d'un orgueil de caste, d'une résistance au changement, d'une orthodoxie religieuse ou d'un mépris pour les rangs subalternes. Des expériences probantes avaient en effet démontré que les armes blanches pouvaient triompher des armes à feu lorsqu'elles étaient maniées avec les qualités martiales des Mamelouks et ceux-ci continuaient de croire qu'ils pouvaient devenir les maîtres du monde. En 1497, un sultan encore enfant, Sadate Mohamed, forma au Caire un régiment d'esclaves noirs armés de mousquets, lui octroya des privilèges, et le fit intervenir lors de conflits intérieurs. Il est possible qu'il ait pressenti la révolution engendrée par l'utilisation de la poudre, ou encore que les armes à feu lui aient procuré une sensation particulière de puissance. Quelle qu'en soit la raison, les Mamelouks considérèrent cela comme un outrage et quand Sadate décida de marier Farajallah, un de ses favoris noirs, à une esclave circassienne – de nombreux Mamelouks étaient circassiens –, leur colère éclata. Voici ce que nous raconte l'historien Al-Ansari :

> Les Mamelouks du roi exprimèrent au sultan leur désapprobation, puis ils se cuirassèrent et s'armèrent avec leur équipement complet. Une bataille éclata entre eux et les esclaves noirs qui étaient au nombre de cinq cents. Les esclaves noirs s'enfuirent puis se rassemblèrent dans les tours de la citadelle et ouvrirent le feu sur les Mamelouks du roi. Mais ceux-ci marchèrent sur eux, tuèrent Farajallah et une cinquantaine d'esclaves. Les autres s'enfuirent. Deux Mamelouks du roi, seulement, furent tués[42].

Malheureusement, comme les Mamelouks n'allaient pas tarder à le découvrir, quand des hommes de valeur égale combattent avec des armes inégales, c'est le mieux armé qui l'emporte. Telle fut la leçon de Marj Dabiq et de Raydaniya. Quatre cents ans plus tard, la même leçon fut infligée aux Japonais par les Américains dans le Pacifique lorsque, dans un dernier sursaut contre la puissance industrielle américaine, les pilotes suicide japonais emportèrent leurs sabres de samouraïs dans le cockpit des avions *kamikaze* qu'ils lancèrent sur les porte-avions ennemis. Ce fut également la leçon infligée à l'Allemagne lors des deux guerres mondiales. En effet, le mépris de la caste militaire germanique pour la supériorité de l'ennemi en matière de *Materialschlacht* – la guerre d'usure – desservit en fin de compte totalement le courage de ses soldats.

Les Mamelouks ne prirent pas, malgré tout, cet enseignement au sérieux. Les victoires ottomanes de 1515-1516 n'entraînèrent pas pour autant la fin de leur institution, trop utile par ailleurs pour que les Ottomans s'en dispensent. Jusqu'à ce qu'il soit infecté au XX^{e} siècle par le concept tout à fait détestable du nationalisme, l'islam n'a en fait jamais réussi à mettre sur pied une organisation militaire professionnelle autre que celle de l'esclavage. Après avoir essuyé ces graves défaites, des dynasties subordonnées de Mamelouks réussirent cependant à regagner peu à peu le pouvoir non seulement en Egypte, mais aussi dans d'autres provinces conquises plus lointaines, telles que l'Irak, Tunis et Alger. Mais, bien qu'ayant regagné ces positions, les Mamelouks n'en demeurèrent pas moins des soldats irréformables. Lorsque Napoléon envahit l'Egypte en 1798, ils s'élancèrent à nouveau contre les canons et mousquetons ennemis et leur opposèrent leurs techniques de *furusiyya*. Naturellement, ils furent vaincus à la bataille des Pyramides. Subjugué par leur fougue sauvage, Napoléon choisit l'un d'eux, Roustan, pour l'attacher à son service personnel jusqu'à la fin de son règne. Les Mamelouks survivants, toujours prêts à défier à cheval les temps modernes, furent finalement massacrés au Caire, en 1811, par le terrible Méhémet Ali, un satrape ottoman qui n'avait pas de scrupules à appliquer les méthodes de guerre « chrétiennes[43] ».

Clausewitz eut certainement connaissance de la bataille des Pyramides et probablement aussi du massacre du Caire. Ces deux faits historiques auraient pu lui montrer que la culture représente une force aussi puissante que la politique en ce qui concerne le choix des moyens militaires, et qu'elle a même souvent des chances de l'emporter sur la politique ou la logique de guerre. Pourtant, si Clausewitz fut informé de ces faits, il n'en tira pas la conséquence. Par un curieux concours de circonstances, son élève Helmuth von Moltke fut appelé à témoigner du rôle prédominant de Méhémet Ali, agent de la puissance ottomane dans les anciens territoires mamelouks, au cours d'une série d'événements qui prouvèrent une fois de plus que la culture représente un facteur bien plus durablement décisif, sur le plan militaire, que la politique.

En 1835, l'armée prussienne envoya Moltke en Turquie avec la mission de l'aider à moderniser son organisation militaire et son entraînement. Il trouva l'expérience décourageante. « En Turquie, écrit-il, le plus petit cadeau devient suspect dès qu'il vient de la main d'un chrétien. […] Un Turc admet sans hésitation que les Européens sont supérieurs à sa nation

dans le domaine de la science, l'habileté, la santé, l'audace et la force, mais il ne lui viendra pas pour autant à l'idée qu'un Franc ait le droit, pour cela, de se considérer comme l'égal d'un musulman. » Sur le plan militaire, cette attitude se traduisait par un manque de respect obstiné : « Les colonels nous donnaient de la préséance, les officiers se montraient toujours passablement polis, mais le simple soldat ne nous présentait pas les armes et il arrivait parfois que les femmes et les enfants nous suivent en nous insultant. Les soldats obéissaient, mais ne saluaient pas. »

En 1839, Moltke accompagna l'armée turque dans l'expédition que le sultan ottoman lança en Syrie pour rappeler à l'ordre Méhémet Ali, le souverain rebelle d'Egypte. Ce fut une étrange rencontre. Si l'armée ottomane se trouvait déjà superficiellement modernisée, ou « christianisée », celle d'Egypte l'était bien davantage. En réalité, Méhémet Ali était lui-même un Européen, un Albanais musulman, qui avait appris la supériorité des méthodes « chrétiennes » lors de la guerre d'indépendance de la Grèce. Certains de ses alliés pendant la guerre contre les Mamelouks, tel le colonel français Sève, venaient des rangs des philhellènes renégats. L'armée de Méhémet Ali triompha des Ottomans à la bataille de Nezib, en Syrie, à laquelle Moltke assista comme observateur. Le spectacle des Turcs – principalement des Kurdes enrôlés – fuyant en désordre devant les Egyptiens le fit rentrer en Prusse profondément déçu par la résistance du peuple ottoman aux réformes indispensables.

Toutefois, la Turquie ottomane réussit finalement à créer une armée moderne, mais en limitant exclusivement le recrutement aux Turcs proprement dits. Cette restriction arbitraire des relations du sultan avec ses sujets mina l'autorité du gouvernement, surtout auprès des musulmans non turcs. C'est cette fragilisation du pouvoir qui contribua, pour une large part, aux tensions qui divisèrent l'Empire ottoman lorsque le calife-sultan, à la tête d'une armée « christianisée », fut entraîné aux côtés des Allemands dans la guerre de 1914. L'issue de cette guerre laissa la Turquie sans empire, et bientôt aussi sans calife ni sultan. Il ne lui restait plus que son armée, à la création de laquelle tout avait été sacrifié.

Il y avait une certaine ironie du sort dans l'impatience éprouvée par les successeurs de Clausewitz et de Moltke à l'égard de leurs élèves turcs. Car l'effondrement de l'Empire turc en 1918 coïncida avec celui de leur propre empire, et pour les mêmes raisons : le choix délibéré de la guerre à des fins politiques mal conçues. Les « Jeunes-Turcs » – tous étroitement impliqués

dans la « christianisation » de l'armée du sultan – s'engagèrent aux côtés des Allemands, croyant ainsi aider la Turquie à devenir plus forte. Quant à l'Allemagne, elle entra en guerre parce qu'elle espérait y trouver un moyen de parvenir à la puissance. Clausewitz aurait sans doute raisonné de la même manière. Cette aberration de jugement aboutit simultanément à la mort de la culture germanique traditionnelle et à celle des sujets du calife.

Les samouraïs

Tandis que les Mamelouks faisaient face au pouvoir des armes à feu, une autre puissance militaire, à peu près au même moment mais à l'autre bout du monde, assurait sa survie en défiant radicalement la menace qui pesait sur elle. Au XVI^e^ siècle, la classe des samouraïs japonais fut confrontée à son tour au nouveau défi des armes à feu. Elle trouva pourtant le moyen d'en débarrasser le Japon et de perpétuer pour une nouvelle période de deux cent cinquante ans la domination sociale de sa caste. Alors que le monde occidental – qui ne fit au Japon que de brèves escales au XVI^e^ siècle – se lançait dans le commerce, les voyages, l'industrialisation, et subissait les bouleversements d'une révolution politique, les samouraïs fermèrent leur pays au monde extérieur, en extirpèrent les quelques ferments de religions ou d'influences techniques étrangères qui avaient pu s'immiscer, et se retranchèrent dans les traditions qui réglaient leur vie depuis un millier d'années. Cette attitude n'est pas sans parallèles (la Chine en connut une semblable au XIX^e^ siècle), mais elle demeure unique en son genre. Elle démontre en effet que la guerre n'est pas nécessairement dominée par la logique politique, mais, au contraire, que des formes culturelles, lorsqu'elles trouvent d'héroïques défenseurs, peuvent l'emporter sur la tentation d'user d'expédients techniques pour assurer la victoire. Surtout lorsqu'il s'agit d'empêcher le renversement de valeurs anciennes et respectées.

En réalité, les samouraïs formaient au Japon une classe féodale de chevalerie dont l'origine s'expliquait par l'isolement insulaire, le morcellement du pays en plusieurs îles et le relief montagneux. Les chefs de clan des diverses vallées (semblables aux « seigneurs des vallées » de l'Anatolie ottomane) prêtaient serment à un empereur dont la lignée faisait l'objet d'une profonde vénération mais dont le pouvoir demeurait purement nominal. A partir du VII^e^ siècle après J.-C., lorsque Fujiwara Kamatari, un chef de clan, institua un gouvernement central inspiré de celui de la dynastie chinoise des Tang, le pays fut en réalité administré par un clan. D'abord par la famille fondatrice, puis par divers rivaux. Ceux-ci pouvaient espérer usurper le pouvoir de Fujiwara grâce à leur faculté de lever des impôts. En effet, par égard pour le bouddhisme importé de Chine avec l'appui de l'Etat, les monastères bouddhistes avaient été exemptés d'impôts et, bientôt, leurs voisins laïcs réussirent à obtenir les mêmes droits tandis que le chef de clan local était autorisé à toucher directement les taxes payées par la classe paysanne. Grâce à la richesse provenant de cette pratique, des familles seigneuriales parvinrent à dominer la cour impériale et, au XII^e^ siècle, l'un de leurs chefs obtint de l'empereur le titre de *Seiitai-Shogun*, c'est-à-dire généralissime. Yoritomo, le premier shogun, avait déjà établi un nouveau siège pour le gouvernement, le *Bakufu* (littéralement le « bureau du camp »). C'est de là que s'exerça l'autorité centrale jusqu'à ce que, au XIX^e^ siècle, avec la restauration Meiji, le pouvoir retourne à la cour, sinon à l'empereur. C'était la fin des shoguns et des seigneurs des vallées.

Les shoguns, les chefs des autres clans militaires qui leur disputaient sans cesse le pouvoir, et leurs partisans samouraïs (une nombreuse classe de guerriers qui se distinguaient par leur droit de porter deux épées et revendiquaient leur condition de chevaliers) n'étaient pas les simples brutes que leurs équivalents de l'Europe médiévale incarnaient trop souvent. C'était, sans conteste, de fiers et valeureux guerriers. Ils en apportèrent la preuve en infligeant une défaite décisive aux Mongols qui avaient réussi à prendre pied sur l'archipel japonais en 1274. Lorsqu'ils tentèrent d'y revenir en 1281, un typhon détruisit la plus grande partie de leur flotte et on ne les revit plus.

Le « style » était le pivot du mode de vie samouraï : style dans l'habillement, les armures, les armes et leur maniement, le comportement sur le champ de bataille. En cela ils ressemblaient là aussi à leurs contemporains, les chevaliers de France et d'Angleterre. Mais ils en

différaient nettement quant à leurs conceptions culturelles. Les Japonais étaient un peuple de lettrés et les samouraïs possédaient une culture littéraire très poussée. Les plus grands nobles du Japon, ceux qui résidaient à la cour de l'empereur-dieu (dénué de pouvoir), ne recherchaient nullement la gloire militaire mais le renom en littérature. Leur exemple était un modèle pour les samouraïs, qui, tous, désiraient être connus à la fois pour leurs prouesses au sabre et comme poètes. Le bouddhisme, dans sa forme zen adoptée par les samouraïs, favorisait une réflexion poétique et méditative sur l'univers. Ainsi, les guerriers les plus célèbres du Japon féodal furent aussi des hommes intelligents, spirituels et cultivés.

Sur le plan politique, le Japon féodal était un chaos à cause de la rivalité permanente des clans qui désiraient accéder au shogunat. Mais ce chaos comportait malgré tout des limites admises. Malgré cela, au début du XVI^{e}, les querelles échappèrent à tout contrôle au point de menacer l'ordre social. Les chefs en place furent renversés par des parvenus – dont certains étaient de véritables bandits – et le pouvoir du shogun devint aussi fictif que celui de l'empereur. L'ordre fut successivement restauré entre les années 1560 et 1616 par trois hommes exceptionnels : Oda Nobunaga, Toyotomi Hideyoshi et Tokugawa Ieyasu. Agissant au nom du shogun, ils réduisirent systématiquement les pouvoirs des monastères bouddhistes, des chefs de clan dévoyés et des bandes anarchiques. L'œuvre de pacification de Ieyasu se termina par le siège de la forteresse d'Osaka en 1614, la dernière encore tenue par ses adversaires. Après quoi, il ordonna la destruction de tous les châteaux qui ne servaient pas de lieu d'habitation. Son autorité était telle que cette entreprise fut accomplie en quelques jours alors qu'en Europe il fallut aux rois plusieurs décennies pour arriver au même résultat.

La restauration du pouvoir central ne fut pas seulement due à un commandement en chef exceptionnel. Les trois hommes forts du Japon surent aussi utiliser une arme nouvelle. Des voyageurs portugais avaient introduit en 1542 le canon et les armes à feu. Oda Nobunaga fut fortement impressionné par la puissance de la poudre et il dota rapidement ses troupes de mousquets tout en abolissant autoritairement le mode de combat rituel du Japon. Jusque-là, comme il était d'usage dans le monde entier aux temps anciens, les batailles débutaient traditionnellement par l'affrontement des principaux chefs des deux camps, qui se défiaient mutuellement, puis s'avançaient et exposaient leurs armes et armure afin de se faire connaître. Ce rituel se poursuivit encore quelque temps après l'introduction des armes

à feu, jusqu'à ce que Oda Nobunaga l'interdise. Il apprit aux hommes équipés de mousquets, alignés en rangs, à tirer des salves d'un millier d'hommes chacune. Lors de la bataille décisive de Nagashino en 1575, il mit l'ennemi en déroute par un véritable torrent de feu[44]. Ce fut là un grand changement par rapport à la bataille de Uedahara, en 1548, au cours de laquelle les soldats armés de mousquets n'eurent pas le temps d'en faire usage, car leurs adversaires chargèrent au sabre aussitôt que le rituel initial fut achevé.

Les succès ainsi obtenus auraient pu assurer la prédominance des armes à feu, mais c'est pourtant exactement le contraire qui arriva. A la fin du XVII^e^ siècle, leur usage avait pratiquement disparu du Japon et ces armes étaient elles-mêmes devenues très rares. Seule une poignée de Japonais savaient encore comment fabriquer une arme à feu ou charger des canons qui dataient d'avant 1620. Cette situation demeura inchangée jusqu'au milieu du XIX^e^ siècle. Puis, en 1854, l'arrivée dans la baie de Tokyo des « bateaux noirs » du commodore Perry réintroduisit la poudre au Japon. Pendant les deux cent cinquante années précédentes, les Japonais l'avaient à nouveau totalement ignorée sous l'influence du dernier des trois hommes forts, Tokugawa Ieyasu, qui accéda au shogunat après sa campagne de pacification. Pourquoi et comment mit-il les armes à feu hors la loi ?

Le « comment » est simple à expliquer. Hideyoshi, prédécesseur de Ieyasu, avait déjà ordonné en 1587 un désarmement général de la population. Tous ceux qui n'étaient pas samouraïs devaient rendre la totalité de leurs armes – sabres aussi bien que mousquets – au gouvernement, qui fit part de son intention d'utiliser le métal ainsi récupéré pour construire une statue géante de Bouddha. En réalité, l'objectif était de pacifier le pays en limitant la détention des armes à la classe militaire sur laquelle le pouvoir exerçait un contrôle. Les gouvernements européens prirent de semblables mesures à l'époque des armes à feu, mais il leur fallut des décennies pour atteindre leur objectif. Au Japon, où la justice s'exerçait de manière brutale et autoritaire, on s'y soumit immédiatement[45].

Puis, à partir de 1607, Ieyasu instaura un système centralisant la fabrication d'armes à feu et de canons et désignant le gouvernement comme seul acheteur autorisé. Tous les fondeurs et forgerons de fusils reçurent l'ordre de transférer leur atelier à Nagahama, et les quatre principaux forgerons furent élevés à la dignité de samouraïs afin de garantir leur loyauté. Puis un ordre fut promulgué décrétant qu'aucune commande

d'arme ne pouvait être exécutée sans l'approbation du commissariat spécial. Ce dernier, à son tour, autorisait exclusivement les commandes provenant du gouvernement, qui, peu à peu, diminua ses achats jusqu'à ce que, à partir de 1706, la production de Nagahama ne dépassât pas trente-cinq grands fusils à platine à mèche pour les années paires et deux cent cinquante petits pour les impaires. Répartis dans une classe de guerriers représentant un demi-million d'hommes – qui les portaient surtout à l'occasion de cérémonies –, ces fusils ne représentaient qu'un nombre insignifiant. Un tel contrôle aboutit à la quasi-disparition des armes à feu au Japon.

Mais pourquoi ? Il est beaucoup plus difficile de répondre à cette question. Les armes à feu symbolisaient sans aucun doute l'intrusion étrangère. De manière illogique, mais cependant incontournable, elles étaient associées à la propagation du christianisme par les missionnaires jésuites portugais, considérés comme les précurseurs de l'invasion, une invasion qui avait réussi peu de temps auparavant à faire des Philippines une possession espagnole. Aussi le successeur de Ieyasu, Hidetada, renforça-t-il encore contre eux la législation mise en place tardivement par ses prédécesseurs, avec ordre de suppression et d'expulsion. La suspicion du shogunat à l'égard du christianisme et de tout ce qui pouvait lui être rattaché augmenta encore à l'occasion de la révolte Shimbara soulevée en 1637 par des chrétiens indigènes et réprimée à l'aide d'armes à feu. Lorsque les troubles furent matés, l'autorité du shogunat Tokugawa ne fut plus jamais remise en question pendant plus de deux cents ans. A partir de ce moment, la barrière élevée dans le pays contre les étrangers et, plus généralement, toute influence extérieure devint réellement infranchissable.

Ce penchant chauviniste peut encore avoir été renforcé par la seule initiative expansionniste tentée à cette époque par le Japon : l'invasion de la Corée, en 1592. Une invasion sans doute conçue dans le cadre d'un plus vaste programme dirigé contre la Chine, mais qui échoua en 1598. Par-delà le rejet de tout ce qui pouvait venir de l'étranger, il y avait aussi le fait que le fusil encourageait l'instabilité sociale. Entre les mains d'un homme du peuple ou d'un aventurier, il pouvait renverser le plus fier des seigneurs, comme ne l'ignoraient pas les chevaliers européens. Cervantès ne faisait-il pas condamner par don Quichotte « une invention qui permet à une main vulgaire et lâche de prendre la vie d'un brave chevalier[46] » ?

Une troisième explication tient au contrôle lui-même de la production de fusils. Au Japon, on ne risquait rien à l'imposer tandis que les chevaliers

d'Europe, déplorant eux aussi les effets des armes à feu sur leur mode de vie, n'avaient cependant pas d'autre choix que de les tolérer, car, avec une frontière ouverte au sud-est attaquée sans cesse au canon par les Turcs ottomans, il leur fallait bien les utiliser pour sauver la chrétienté. Et lorsque celle-ci fut divisée par la Réforme juste au moment où l'évolution de la technique rendait les canons plus mobiles et les armes à feu plus fiables, on se décida même à les utiliser contre d'autres chrétiens. Le Japon se trouvait exempt de tels problèmes. La distance et sa formidable réputation militaire le protégeaient des voyageurs européens. Par ailleurs, la Chine ne possédait pas de navires et aucun désir d'envahir ce voisin. Il n'y avait donc personne pour menacer les frontières. A l'intérieur, bien que le pays fût divisé en classes et en partis, le Japon formait une seule unité culturelle. Les armes à feu n'étaient donc pas indispensables à la sécurité nationale et aucun des partis qui s'opposaient sur le plan idéologique ne songeait à y recourir pour remporter la victoire.

La poudre n'avait également pas sa place dans l'esprit des guerriers japonais dont la culture était défendue par de puissants protecteurs. Car, précisément, le shogunat Tokugawa était davantage qu'une institution politique. C'était aussi un instrument de culture. Voici ce que nous en dit l'historien G. B. Sansom :

> Ne se limitant pas à accroître le revenu et à maintenir l'ordre, il entreprit de régler les mœurs du peuple et de prescrire son comportement dans les moindres détails. Il est douteux de trouver dans le passé une tentative aussi ambitieuse de la part d'un Etat cherchant ainsi à interférer dans la vie privée de chaque individu et, en conséquence, de contrôler les pensées aussi bien que les actes de toute une nation[47].

Une attention particulière était accordée au contrôle des pensées et des actes de la caste des samouraïs, et le seul manuel d'armes compatible avec l'apprentissage des bonnes manières était précisément celui du sabre qu'ils portaient. Les Tokugawa et leurs prédécesseurs surent utiliser la poudre à canon pour des motifs de *Realpolitik*. Mais dès qu'elle leur permit d'atteindre leur but et de conquérir le pouvoir, la poudre devint au contraire haïssable et, plus généralement, toutes les armes à feu.

Le culte du sabre a de nombreuses sources. Il a été encouragé par le bouddhisme zen qui recommande « deux idéaux suprêmes : la fidélité et l'indifférence aux épreuves physiques ». Il a été renforcé par la culture de la caste des guerriers, une « culture accordant une attention méticuleuse à ce qui est formel, cérémonial et élégamment exprimé dans la vie et dans

l'art ». De même que l'escrime en Europe, les combats japonais au sabre symbolisaient autant un art qu'une aptitude à exprimer, par son adresse et son maintien, le « style » qui doit magnifier chaque aspect de la vie[48]. C'est là aussi que s'exalte la croyance japonaise en la nécessité d'être en union avec la nature et les forces de l'univers, l'effort musculaire étant considéré comme « naturel », ce qui n'est pas le cas de l'énergie chimique utilisée par la poudre à fusil. Ce type de combat reflète tout le respect des Japonais envers la tradition. Respect que l'on ne retrouvait pas seulement dans l'art du combat mais aussi dans le sabre lui-même, souvent hérité de ses ancêtres. Ils sont devenus aujourd'hui des pièces de collection mais conservent encore quelque chose de plus qu'un simple objet d'antiquité. Les sabres de première qualité étaient ainsi les armes les plus tranchantes jamais fabriquées. Un historien spécialiste de cette époque nous le confirme :

> Il existe au Japon un film montrant le canon d'une mitrailleuse coupé en deux par un sabre provenant de la forge du grand fabricant du XV^{e} siècle, Kanemoto II. Si l'on croit cela impossible, il faut se souvenir que des forgerons tels que Kanemoto martelaient et repliaient puis remartelaient le métal, jour après jour, jusqu'à ce que la lame du sabre contienne approximativement quatre millions de couches d'acier finement forgé[49].

Naturellement, il est impossible de désarmer totalement un peuple tant qu'il a sous la main des faux et des fléaux. Mais ces outils de la vie quotidienne constituent des moyens bien limités face à des armes aussi parfaites. En donnant aux seuls guerriers le monopole des sabres, les Tokugawa mettaient les samouraïs au pinacle de la société japonaise.

La logique Tokugawa n'était pas celle de Clausewitz. Bien qu'il ait cru son analyse de la nature de la guerre libre de toute influence, il n'en fut pas moins contaminé par la croyance de l'Europe contemporaine en un penchant naturel de l'homme vers « la politique » ou « l'activité politique », la politique étant par elle-même dynamique et même source de progrès. Ce point de vue était totalement désapprouvé par le duc de Wellington, un profond conservateur opposé aux principes de la Révolution française. Il semble que Clausewitz ait conçu la politique comme une activité autonome, le point de rencontre de formes rationnelles et émotionnelles où la raison et les sentiments sont certes des facteurs déterminants, mais dans lequel la culture ne joue aucun rôle décisif, malgré tout ce qu'elle représente. Et la culture, c'est précisément les croyances partagées, les valeurs, les

associations, les mythes, tabous, impératifs, coutumes, traditions, modes de pensée, de paroles et d'expression artistique qui pèsent sur chaque société. La réaction des Tokugawa prouve bien que Clausewitz se trompait. Elle démontre aussi que la guerre peut être, parmi bien d'autres choses, la perpétuation d'une culture par ses propres moyens.

Une culture sans guerre

Clausewitz n'était pas le seul à croire en la primauté de la politique sur la culture. Cette manière de voir était partagée par les philosophes occidentaux depuis Aristote et elle se trouva renforcée, à l'époque de Clausewitz, par le spectacle d'idées purement politiques de philosophes contemporains tels que Voltaire et Rousseau, librement propagées dans les rues de Paris. Les guerres que Clausewitz connut, celles auxquelles il prit part, étaient les guerres de la Révolution française, et le « motif politique », qu'il considéra toujours comme le facteur déterminant capable de contrôler la guerre, n'en était jamais absent, tout au moins au début. Les Etats monarchiques d'Europe redoutaient, à juste titre, que la Révolution française ne constitue une menace pour la monarchie, et la guerre parut donc bien être « la continuation de la politique ».

Il faut reconnaître également qu'en tant qu'historien, Clausewitz ne possédait guère de données qui puissent lui révéler l'importance des facteurs culturels dans les affaires humaines. L'histoire comparée, qui allait donner naissance à l'histoire des cultures, était ignorée de tous les grands historiens qui auraient pu lui servir de modèles. Saluant l'œuvre de Giambattista Vico, père de l'histoire comparée, Sir Isaiah Berlin résume parfaitement ce qu'était alors l'esprit des Lumières, c'est-à-dire la croyance en « une méthode universellement valable permettant de répondre à la question fondamentale qui tourmente les hommes depuis toujours : comment distinguer le vrai du faux dans chaque domaine de la connaissance[50] ? ».

> Voltaire, le plus grand propagateur de l'esprit des Lumières, tout en prêchant pour un élargissement de la recherche historique afin qu'elle englobe les activités sociales et économiques ainsi que leurs effets, croyait fermement que les seuls objets dignes de l'étude historique étaient les sommets des réalisations de l'humanité, non les vallées […]. « Si vous n'avez rien d'autre à nous dire, déclarait Voltaire, que tel Barbare a succédé à tel autre sur les rives de l'Oxus ou de l'Ixartes, quel intérêt cela peut-il avoir pour le public[51] ? »

Comment, en conséquence, Clausewitz n'aurait-il pas imité Voltaire ? Au cours des décennies qui suivirent sa mort, des historiens allemands devinrent les pionniers de la méthode comparative en histoire et en politique. Mais, du temps de Clausewitz, c'était l'esprit des Lumières qui régnait. « Nous voyons donc que, dans tous les cas, la guerre ne peut être considérée comme quelque chose d'indépendant mais qu'elle est un instrument politique. Et ce n'est qu'en adoptant ce point de vue que nous pourrons éviter de nous trouver en contradiction avec toute l'histoire militaire », écrivit-il[52]. Comment exprimer de manière plus parfaite l'esprit des Lumières, les idées purement voltairiennes ?

En déniant avec mépris tout intérêt aux événements qui s'étaient déroulés sur les rives de l'Oxus, Voltaire portait cependant un coup à la théorie de Clausewitz. Les historiens militaires reconnaissent à présent que les rives de l'Oxus sont à la guerre ce que Westminster est à la démocratie parlementaire ou la Bastille aux révolutions. C'est en effet sur les rives de l'Oxus – fleuve séparant l'Asie centrale de la Perse et du Moyen-Orient – que l'homme apprit à dompter le cheval, à l'harnacher pour l'atteler et, finalement, à le seller pour le monter. C'est de là aussi que des conquérants partirent pour fonder des empires dont l'arme maîtresse était le char de combat, en Chine, en Inde et en Europe. C'est sur l'Oxus, également, que naquit la cavalerie, l'une des deux révolutions majeures de l'art de la guerre. Des vagues successives de conquérants et de pillards venus d'Asie centrale – Huns, Avars, Magyars, Turcs, Mongols – franchirent l'Oxus pour déferler sur le monde occidental. C'est de Samarcande, juste au nord de l'Oxus, que Tamerlan, le plus destructeur des chefs cavaliers, débuta son règne de terreur. Les premiers califes recrutèrent leurs esclaves-soldats dans la région de l'Oxus et les sultans ottomans firent de même. Le siège de Vienne par les Ottomans en 1683, qui menaçait le cœur même de la chrétienté, fut un épisode militaire qui marqua profondément la mémoire des contemporains de Clausewitz. Une théorie de la guerre qui ne prenait pas en compte ce qui s'était passé dans la région de l'Oxus n'avait pas de sens. Clausewitz édifia néanmoins cette théorie avec toutes les conséquences catastrophiques qui en découlèrent.

Dans les années suivant la Première Guerre mondiale, des écrivains militaires radicaux tinrent Clausewitz pour responsable au second degré, si ce n'est directement, du carnage. L'historien britannique Basil Liddell Hart,

par exemple, l'accuse d'avoir suscité l'offensive qui, selon ses principes, devait être la plus large possible et engager le plus grand nombre d'hommes pour assurer la victoire. Mais, après la Seconde Guerre mondiale, il retrouva un nouveau crédit et fut considéré comme le plus grand penseur militaire de tous les temps – ce qui en dit long sur la présomption qu'il suscita chez ses admirateurs. Pendant la guerre froide, les stratèges académiques, sous la menace d'une attaque nucléaire, proclamèrent qu'on pouvait trouver dans l'œuvre de Clausewitz un phare guidant les hommes vers la vérité universelle. Ses détracteurs furent méprisés et la célèbre attaque de Liddell Hart contre lui qualifiée de « caricature[53] ».

Mais tous ces théoriciens confondaient observation et hypothèse. L'observation, c'est que la guerre est un phénomène universel, dans l'espace et dans le temps, et cela depuis la fin de la dernière glaciation. L'hypothèse admet le principe d'une théorie universellement reconnue sur les buts de la guerre et la manière dont on peut le mieux les atteindre. On comprend aisément pourquoi ces stratèges avaient été séduits par Clausewitz : sous la menace d'une guerre nucléaire, un Etat n'a pas d'autre choix que d'ajuster sa politique étrangère, aussi étroitement que possible, à sa doctrine stratégique, et d'en écarter tout ce qui pourrait la modifier. Un Etat nucléaire doit apparaître tel qu'il prétend être, car la dissuasion consiste à convaincre l'adversaire qu'il ne variera pas de son but et que la moindre réserve mentale est l'ennemie de la conviction.

Mais la dissuasion nucléaire était et demeure odieuse à l'homme car elle implique qu'un Etat, s'il est amené à défendre sa propre existence, peut agir sans égard pour les conséquences que ses actes risquent d'entraîner sur sa propre population ou celle de son adversaire. Pour le monde occidental où deux mille ans de foi judéo-chrétienne ont institutionnalisé la valeur unique de l'individu, il n'est donc pas étonnant que la théorie de la dissuasion ait suscité la plus grande répugnance, souvent même chez des patriotes attachés à la défense nationale et de la part de soldats de métier qui auraient versé leur sang pour leur patrie.

Inventer une philosophie qui intègre à la fois la théorie de la dissuasion et l'éthique morale et politique des Etats démocratiques aurait été une tâche qui défiait les plus habiles et les plus intelligents des théoriciens. Mais cela ne fut pas nécessaire. Ils trouvèrent dans Clausewitz une théorie de l'extrémisme militaire et un vocabulaire tout prêt, que l'histoire avait déjà accrédités. Avec l'arme nucléaire, la « guerre réelle » et la « vraie guerre »

se confondaient. La perspective horrible qui pouvait découler de cette association devenait alors la garantie qu'il n'y aurait pas de guerre.

Mais il demeurait deux points faibles dans cette logique. Pour commencer, elle était entièrement mécanique et soumise à l'exécution sans défaut et en toutes circonstances du processus de dissuasion. Or, on peut observer dans toutes les politiques que les moyens mécaniques n'ont jamais vraiment permis de contrôler les actions du gouvernement. En second lieu, elle impliquait que les citoyens des Etats disposant d'armes nucléaires cultivent une vision schizophrénique du monde : d'une part on développait leur croyance dans le respect de la vie humaine, des droits de l'individu, de la tolérance, des opinions minoritaires et de tout ce qui découle de la démocratie et de l'idéal judéo-chrétien, d'autre part on attendait d'eux qu'ils approuvent un code guerrier dont les valeurs essentielles sont le courage physique, la soumission au chef et la reconnaissance de cette maxime : « La force passe le droit. » Qui plus est, cette schizophrénie devait être permanente, car, comme le disaient succinctement les théoriciens, « les armes nucléaires ne peuvent être "désinventées" ». Robert McNamara, secrétaire à la Défense dans l'administration du président John F. Kennedy, résuma la logique dissuasive clausewitzienne dans un discours qu'il prononça en 1962 à l'université du Michigan, haut lieu symbolique des principes humanistes de l'Amérique : « La véritable puissance et la nature des forces alliées [l'OTAN, en majorité américaine] nous permettent, même face à une attaque surprise massive, de garder en réserve une force de frappe suffisante pour détruire une société ennemie si nous devons en arriver là[54]. » Cette menace de répondre par une « vraie guerre » à un ennemi ayant déclaré une « guerre réelle » est d'une clarté philosophique qui aurait séduit Clausewitz. Mais, ainsi que nous l'avons vu, Clausewitz était en son temps un homme seul, défenseur d'une culture guerrière que les ancêtres des Etats modernes s'efforçaient au contraire d'effacer. Bien entendu, on admettait son intérêt pour défendre les objectifs nationaux, mais on préférait pour cela maintenir constamment des troupes de soldats artificiellement séparées du reste de la société. Par voie de conséquence, l'idéal des régiments devenait entièrement différent de celui de la société civile où ils tenaient garnison.

Autrefois, les valeurs et les pratiques guerrières avaient été largement répandues dans la société européenne. Mais, à partir du XVII^e^ siècle, une politique de démilitarisation soutenue confisqua à la population le port

d'armes à feu, détruisit les châteaux des nobles locaux, incorpora leurs fils dans des régiments réguliers et monopolisa la production d'armes de guerre dans des arsenaux d'Etat. Partout à l'ouest de l'Oder et de la Drave – c'est-à-dire de Berlin et Vienne jusqu'à l'Atlantique –, les gouvernements semblables à celui que servit Clausewitz démilitarisèrent la société européenne.

Puis, quand les Etats européens se trouvèrent progressivement poussés à remilitariser leur population, en réponse aux courants menaçants engendrés par la Révolution française, ils le firent à partir du haut de la société, qui l'accepta avec un enthousiasme mitigé. De manière tout à fait compréhensible, le service militaire obligatoire fut assimilé à la mort et aux souffrances. Il y avait eu vingt millions de morts au cours de la Première Guerre mondiale, on en compta cinquante millions à la fin de la Seconde. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis abandonnèrent la conscription après 1945. Et quand, en 1960, les Etats-Unis se virent contraints de la rétablir pour mener au Vietnam ce qui allait devenir une guerre impopulaire, le refus des conscrits et de leur famille d'admettre les valeurs guerrières conduisit finalement à l'abandon de la guerre. On put ainsi mesurer à quel point il était difficile de faire admettre simultanément à la société deux codes de valeurs contradictoires : d'une part, celui des « droits inaliénables », englobant le respect de la vie, la liberté et la recherche du bonheur et, d'autre part, l'exigence d'une totale abnégation de soi quand la nécessité stratégique le demande.

En vérité, toute tentative pour introduire un changement social profond par le biais de l'élite s'avéra difficile au sein du monde moderne. Il y eut beaucoup d'échecs, notamment lorsqu'on essaya de modifier le droit à la propriété privée ou les rapports entre l'agriculteur et la terre. Les changements sociaux partent du bas – c'est le point fort des mouvements réformistes. Il est intéressant, à cet égard, d'examiner les efforts entrepris au cours du XX^{e} siècle pour remilitariser les sociétés par le bas. Deux cas méritent une attention particulière : celui de Mao Zedong en Chine et de ses adeptes au Vietnam, et celui de Tito en Yougoslavie. Tous deux s'inspiraient des directives de Marx pour « créer des armées populaires » devant servir à propager l'inévitable révolution. Tous deux suivirent des modèles tout à fait semblables, et tous deux produisirent les résultats politiques qu'on en attendait. Mais, sur le plan culturel, les conséquences furent catastrophiques.

Après que fut détrôné le dernier empereur chinois en 1912, l'anarchie régna en Chine où un gouvernement républicain nominalement souverain devait lutter dans toutes les provinces contre des chefs de guerre locaux. Un troisième parti intervint dans le conflit, le parti communiste naissant, dont l'un des leaders, Mao Zedong, se dressa bientôt contre le Comité central et contre ses mentors de Russie. Il décida que le meilleur moyen de prendre les villes consistait à infiltrer les campagnes environnantes et à déclencher des opérations de guérilla. Il pensa qu'à partir de ces nouvelles forces de guérilla, des armées victorieuses pouvaient être constituées. Dans un mémorandum qu'il rédigea en 1929, il décrivit ainsi ses méthodes :

> Les tactiques que nous avons mises au point à partir des luttes de ces trois dernières années sont en vérité différentes de toutes les autres, anciennes ou modernes, chinoises ou étrangères. Avec elles, les masses peuvent être stimulées à une échelle toujours plus grande et aucun ennemi, si puissant soit-il, ne peut venir à bout de nous. Nos tactiques sont celles de la guérilla. Elles consistent principalement à suivre les points suivants : diviser nos forces pour stimuler les masses, concentrer nos forces pour avoir affaire à l'ennemi. […] Lever le plus grand nombre d'hommes dans le temps le plus court possible[55].

Mais Mao se trompait en croyant sa tactique unique. Le choix d'isoler les villes en prenant le contrôle des campagnes dérive en ligne droite des méthodes utilisées par les peuples cavaliers qui furent les ennemis permanents de la Chine pendant près de deux mille ans. Cependant, on discernait des aspects nouveaux dans la stratégie de Mao : d'abord, il croyait que les « sans-classe » – soldats, bandits, voleurs, mendiants et prostituées – étaient du grain pour le moulin de la révolution, « un peuple capable de combattre avec bravoure et, sous une direction appropriée, une force révolutionnaire ». En second lieu, il eut l'intuition que, face à un ennemi beaucoup plus puissant, une guerre pouvait néanmoins être gagnée si l'on avait la patience d'éviter une rencontre décisive jusqu'à ce que le sentiment de l'échec et l'épuisement retirent à l'ennemi toute chance de victoire[56]. Cette stratégie de la « guerre d'usure » sera la principale contribution de Mao à la théorie militaire. Après avoir triomphé en Chine contre Tchang Kaï-chek, elle fut adoptée par les Vietnamiens au cours des guerres qui les opposèrent aux Français puis aux Américains.

Entre 1942 et 1944, cette tactique fut aussi celle de Josip Broz dit « Tito », secrétaire général du Parti communiste yougoslave, dans les montagnes du Monténégro et de Bosnie-Herzégovine. Déjà, les forces de l'Axe qui occupaient la Yougoslavie avaient dû affronter la guérilla de

l'armée restée fidèle au roi en exil, les Tchetniks de Mihaïlovic. La politique des Tchetniks consistait à ne pas se manifester jusqu'à ce que l'Axe soit suffisamment affaibli par ses combats hors de Yougoslavie pour qu'un soulèvement national général puisse réussir. Tito n'était pas de cet avis. Pour diverses raisons, dont l'espoir de soulager la pression qui s'exerçait sur l'Union soviétique, et aussi d'implanter le parti communiste partout en Yougoslavie, ses partisans battirent les campagnes aussi loin et aussi activement qu'ils le pouvaient. « Partout […] où les partisans occupaient une région, ils […] organisaient des comités de paysans pour diriger leurs affaires locales et pour maintenir la loi et l'ordre. Même lorsque les partisans perdaient le contrôle d'un secteur, ces auxiliaires politiques demeurèrent en activité[57]. » Sir William Deakin, un officier britannique assurant la liaison avec Tito, a observé l'application de cette méthode lors d'un coup de main allemand réussi contre le quartier général de Tito en 1943. Voici comment il nous décrit ces événements : « Juste au moment où nous réussîmes de justesse à échapper à la mort, [Milovan] Djilas [un intellectuel communiste qui faisait partie des chefs mais qui était aussi un combattant et avait tué des Allemands] gagna le Sud avec une poignée de compagnons pour rejoindre le champ de bataille dévasté. C'était une règle tacite de la guerre des partisans que, dans un territoire perdu pour les hommes libres, les structures élémentaires de travail du parti dussent continuer. Des cellules étaient reconstituées en prévision d'un futur retour[58]. »

Cet aspect héroïque de la lutte des partisans, qui impressionna tant les militaires d'école tels que Deakin, faisait bonne figure sur le papier. Mais, en pratique, cette campagne politico-militaire risquée sur toute la longueur et la largeur de la Yougoslavie se traduisit, pour la population, par d'indicibles souffrances. Son histoire était déjà marquée par de violentes rivalités que la guerre réveilla. Au nord, les chefs croates catholiques, soutenus par les Italiens, s'étaient lancés dans une série d'expulsions, de conversions forcées et d'exterminations contre les Serbes orthodoxes. En Bosnie-Herzégovine, les musulmans se mêlèrent également à la guerre civile et, au sud, les Serbes du Kosovo étaient attaqués par leurs voisins albanais. Pour leur part, dans les territoires peuplés de Serbes, les Tchetniks disputaient l'autorité aux partisans, avec lesquels ils n'avaient pas réussi à mettre sur pied une stratégie commune. Mais ils ne s'attaquaient pas aux occupants allemands par crainte de représailles. Tito durcit alors sa position

et vit dans les atrocités commises par l'Axe un aiguillon pour recruter des troupes. Il attira délibérément les Allemands contre lui en lançant sept prétendues « offensives » qui laissèrent les territoires totalement dévastés, ouverts à la propagande des partisans. Les villageois n'avaient pas d'autre choix que de les suivre dans les bois (une réminiscence de leur résistance aux Turcs), ou de rester sur place et d'attendre les représailles. Kardelj, l'adjoint de Tito, posait le dilemme aux indécis en des termes énergiques : « Quelques chefs craignent les représailles et cette crainte paralyse la mobilisation des villages croates. Je considère que les représailles auront utilement pour résultat de jeter les villages croates du côté des villages serbes. Pendant la guerre, nous ne devons pas redouter la destruction de villages entiers. La terreur provoquera l'action armée[58]. »

L'analyse de Kardelj était correcte. La politique de Tito consistant à imposer une propagande panyougoslave, procommuniste et opposée à l'Axe sur un tissu de conflits locaux ethniques (sans oublier les tensions entre collaborationnistes et antiallemands) eut pour effet de transformer une multitude de petites guerres en une seule grande guerre dont il devint le principal chef face aux troupes de l'Axe. Sur son ordre, la plupart des hommes et de nombreuses femmes yougoslaves furent contraints de choisir leur camp. Ainsi, la population fut remilitarisée par le bas. A la fin de la guerre, cent mille hommes au moins qui avaient choisi le mauvais camp furent tués par les partisans, rejoignant dans la mort les trois cent cinquante mille Serbes tués par les Croates pro-italiens. Après que l'armée royale yougoslave eut été mise en déroute en 1941 – en l'espace de huit jours seulement –, la plupart des un million deux cent mille autres Yougoslaves qui moururent entre 1941 et 1944, sur un total de pertes d'un million six cent mille hommes, peuvent être considérés comme les victimes directes ou indirectes de la tactique militaire des partisans.

Les observateurs de ces événements – qu'ils soient yougoslaves, russes, chinois ou vietnamiens – en ont tiré les matériaux de base du réalisme socialiste. La statue de bronze grandeur nature représentant un jeune homme tremblant du désir ardent de mourir pour son pays, statue qui domine le hall central du Musée militaire yougoslave de Belgrade, illustre dramatiquement l'idée de la résistance populaire. Il en est de même, mais d'une manière différente, pour des œuvres telles que *Mère de partisan*, de Serguei Gerasimov, montrant une femme enceinte d'un futur combattant contemplant, impassible, le soldat allemand qui a brûlé sa maison. Même

remarque pour *Les partisans sont arrivés*, de Tatiana Nazarenko, une *pietà* figurant avec ironie l'aide arrivée trop tard pour empêcher une atrocité allemande. C'est encore le même thème pour *La Libération de Jacje*, d'Ismet Mujesinovic, une peinture retraçant un épisode de la guerre de Tito et qui rappelle les œuvres magnifiques de Géricault dénonçant l'oppression turque pendant la guerre d'indépendance grecque. On retrouve une veine identique dans les œuvres inspirées par les batailles de Mao ou d'Hô Chi Minh : des hommes de l'Armée du peuple, vêtus de tenues de campagne usées mais propres, réconfortent des victimes de Tchang Kaï-chek, travaillent côte à côte avec les paysans pour les aider à faire leurs récoltes dans les champs menacés ou, encore, s'avancent, massés en rangs, vers la victoire finale de l'Aube rouge[59].

Mais l'art des partisans n'est qu'un cliché, un instant de réalisme apparent cueilli dans une réalité absolument contradictoire. En vérité, l'expérience de la guerre populaire qui consiste à obliger des citoyens paisibles et respectueux des lois à porter des armes et à verser le sang, contre leurs propres intérêts, est d'une horreur indicible. Les populations du monde occidental en furent, pour la plupart, à peu près épargnées durant la Seconde Guerre mondiale, les Anglais et les Américains totalement. Les quelques rares témoins de ces événements ont relaté les cruautés auxquelles ils ont assisté. William Deakin, un jeune historien diplômé d'Oxford qui fut parachuté en 1943 en Yougoslavie pour établir une liaison avec Tito, décrit en ces termes une rencontre avec une poignée de Tchetniks prisonniers :

> Pendant l'action de cette nuit, les partisans capturèrent le commandant tchetnik de l'*odred* de Zenica, Golub Mitrovic, et deux membres de son état-major. Je me trouvai face à face avec ce groupe de prisonniers dans la clairière d'un bois. On me proposa de les interroger personnellement. Ce fut la première et la seule fois que cela se produisit. Je refusai. Les Britanniques ne pouvaient prendre parti dans la guerre civile. La chose était claire. Il n'entrait pas dans mes responsabilités de m'impliquer en interrogeant des prisonniers qui allaient être exécutés. Je m'éloignai et marchai dans les bois. Une brève rafale mit fin à l'incident. Quelques minutes plus tard, nous reprîmes notre marche, abandonnant les trois corps. Cet épisode contraria le commandement partisan. Je m'étais préparé depuis longtemps à une telle situation et je savais que j'aurais à assumer cette attitude dont je ne me détournai jamais, malgré le manque de compréhension et une certaine mauvaise volonté de nos alliés partisans. Ils sentaient que nous faisions un autre genre de guerre[60].

Et c'était effectivement le cas. Aucune circonstance et aucun code de justice admis par l'armée britannique ne justifie que l'on fusille des

hommes désarmés et qui n'avaient pas été convaincus de crime capital par une cour de justice.

Dans son remarquable récit de l'aventure partisane, *Temps de guerre*, Milovan Djilas a l'honnêteté de reconnaître à quel point il avait été infecté par le code de la guérilla. Voilà comment il relate la manière dont étaient traités des prisonniers désarmés :

> Je décrochai mon fusil. Comme je n'osai pas tirer car les Allemands n'étaient qu'à une quarantaine de mètres de nous (nous pouvions les entendre crier), je frappai l'Allemand à la tête. La crosse du fusil se brisa et l'Allemand tomba sur le dos. Je sortis mon couteau et, d'un geste, lui tranchai la gorge. Ensuite, je tendis mon couteau à Raja Nedeljkovic, un militant politique que je connaissais déjà avant la guerre et qui avait vu les habitants de son village massacrés par les Allemands en 1941. Nedeljkovic poignarda le second Allemand qui eut quelques convulsions pour finir par s'immobiliser enfin. Plus tard, on raconta que j'avais tué un Allemand dans un corps à corps. En réalité, comme la plupart des prisonniers, les Allemands étaient comme paralysés et ne cherchaient même pas à se défendre ou à s'enfuir[61].

La brutalité que Djilas avait apprise dans les montagnes de Yougoslavie fut enseignée à des dizaines de millions d'hommes partout où il y avait une « guerre populaire ». Elle coûta de nombreuses vies, que ce soit en Chine, en Indochine, ou en Algérie. Lors de la Longue Marche de Mao, du sud au nord de la Chine en 1934-1935, sur les quatre-vingt mille personnes qui l'accompagnèrent, huit mille seulement survécurent et, comme Djilas, ces derniers allaient devenir les acteurs d'une révolution sociale qui mesurait sa perfection au nombre d'« ennemis de classe » qu'elle avait conduits à la mort[62]. Environ un million de « propriétaires fonciers » furent tués au cours de l'année suivant l'arrivée des communistes au pouvoir en Chine, en 1949. La plupart du temps, ils étaient massacrés par les habitants de leur village, à l'instigation des « cadres » du Parti, souvent des survivants de la Longue Marche. Cet holocauste était, dès le début, inhérent à la doctrine de la guerre populaire.

Un exemple encore plus tragique est celui de l'Algérie où, de 1954 à 1962, des vétérans de la première guerre d'Indochine – officiers français d'une part, et anciens soldats algériens des régiments français d'autre part – imposèrent la doctrine de la guerre populaire à toute fraction de la population qu'ils réussissaient à contrôler. Imitant sciemment Mao, l'Armée de libération nationale (ALN) impliqua délibérément et partout où elle le put des villages entiers dans des actes de rébellion. Des officiers français sélectionnés (dont beaucoup avaient été contraints d'étudier Marx dans les

camps de prisonniers du Vietnam) entraînèrent, en retour, « leurs » villageois pour les opposer aux insurgés, leur jurant que les loyalistes ne seraient jamais abandonnés par la France. Quand vint pourtant le moment de l'abandon, trente mille loyalistes au moins, et peut-être même cent cinquante mille, furent assassinés par la victorieuse ALN. Celle-ci compta dans ses rangs cent quarante et un mille tués au combat et, pendant les huit années de guerre, avait elle-même tué douze mille de ses propres partisans au cours de purges internes, plus seize mille autres Algériens musulmans et, probablement, cinquante mille personnes classées « disparues ». Aujourd'hui, le gouvernement algérien évalue les pertes de la population à un million, sur neuf millions de musulmans avant la guerre[63].

Les générations guerrières nées dans ces temps de remilitarisation, en Algérie, en Chine, au Vietnam et dans ce qui fut la Yougoslavie, vieillissent à présent. Les révolutions pour lesquelles leurs compagnons et des milliers de participants forcés ont payé un si terrible prix de sang et de peur se sont desséchées sur pied. Le Sud-Vietnam, objet de la longue guerre d'Hô Chi Minh, a refusé d'abandonner ses habitudes capitalistes. Les vieillards de la Longue Marche en Chine n'ont réussi à maintenir l'autorité du parti qu'en accordant des libertés économiques en contradiction totale avec la doctrine marxiste. En Algérie, une population en forte croissance cherche une solution aux dures réalités économiques soit dans le fondamentalisme islamique, soit dans l'émigration vers les pays riches, de l'autre côté de la Méditerranée. Les populations de l'ancienne Yougoslavie, que Tito pensait avoir unifiées par une lutte sanglante contre l'Axe, font à nouveau couler le sang en se battant les unes contre les autres dans une guerre où « les déplacements territoriaux » évoquent de près ce que les anthropologues ont observé dans les guerres primitives des sociétés tribales. Sur les frontières de l'Union soviétique dissoute, qui avait tant inspiré les révolutionnaires modernes, un processus similaire se déroule. Les minorités fraîchement libérées du joug russe utilisent cette liberté pour réveiller d'anciennes haines tribales et entreprendre des guerres dont certaines se limitent à des clans et qui ne semblent avoir, aux yeux d'un observateur extérieur, aucune motivation politique.

Quand nous contemplons le monde de cette fin de siècle, dans lequel nous voyons les Etats riches qui ont imposé la remilitarisation « par le haut » faire de la paix leur mot d'ordre et les Etats pauvres, qui, eux, ont dû supporter la remilitarisation « par le bas », rejeter ou maudire cette page de

leur histoire – peut-on en conclure que la guerre a enfin perdu son utilité et sa fascination ? A notre époque, elle n'a pas été simplement un moyen de résoudre des conflits entre Etats. Elle fut aussi un véhicule permettant aux amers, aux dépossédés, à ceux qui sont nus, aux masses affamées aspirant à la liberté, d'exprimer leur colère, leurs jalousies, et de canaliser les pulsions de violence. Il y a pourtant des raisons de croire que, après cinq mille années de guerre, des changements matériels et culturels pourront enfin jouer et inhiber la propension humaine à prendre les armes.

Les changements matériels sont évidents. C'est l'apparition de l'arme thermonucléaire et du système balistique permettant le lancement de missiles intercontinentaux. Pourtant, depuis le 9 août 1945, les armes nucléaires n'ont tué personne. Les cinquante millions d'hommes qui ont été tués après cette date l'ont été, pour la plupart, par des armes bon marché produites en série, et par des munitions de petit calibre coûtant moins cher que les transistors et les piles sèches qui ont envahi le monde pendant cette même période. Parce que ces armes peu coûteuses perturbaient peu le monde développé – sauf dans les secteurs restreints abritant le trafic de drogue ou le terrorisme politique – la population des Etats riches a mis quelque temps à réaliser l'horreur qu'elles apportaient avec elles. Mais, progressivement, cette prise de conscience s'enracine de plus en plus profondément.

La télévision n'a pas fourni beaucoup d'images de la guerre d'Algérie qui s'acheva en 1962. En revanche, elle couvrit largement celle du Vietnam, et cette vision transmise par les médias a beaucoup contribué au refus de combattre des hommes en âge d'être appelés sous les drapeaux. Mais elle n'a pas pour autant provoqué une répulsion aussi mobilisatrice contre la guerre elle-même. Toutefois, le spectacle télévisé d'Ethiopiens affamés fuyant devant des soldats à peine mieux nourris qu'eux, des actes de sauvagerie des Khmers rouges au Cambodge, des enfants-soldats iraniens envoyés à l'abattoir dans les marais irakiens, de la destruction du Liban et d'une douzaine d'autres conflits sordides, cruels et sans objet, a eu un résultat différent. Où que ce soit de par le monde, il n'est guère possible aujourd'hui de formuler des arguments raisonnables pour prétendre que la guerre est un acte justifiable. L'enthousiasme des Occidentaux pour la guerre du Golfe s'est dissipé en quelques jours quand les images montrèrent le carnage qui en résulta.

Dans une importante et récente étude, Russell Weigley parle de l'« indécision chronique de la guerre ». Cette étude couvre la période allant du début du XVIIe siècle au début du XIXe, à une époque où les Etats disposaient d'une puissance militaire techniquement équilibrée sur laquelle ils pouvaient compter. Weigley affirme que la guerre ne se révèle pas comme étant « une extension efficace de la politique par d'autres moyens […] mais bien plutôt la banqueroute de la politique ». Selon lui, la frustration engendrée par l'impossibilité d'obtenir un résultat décisif conduisit « à recourir spontanément ou par calcul à des cruautés plus graves et plus nombreuses » dans les siècles suivants, « à la mise à sac de villes et à la destruction de régions entières, à la fois par désir de revanche et dans l'espoir généralement vain que de telles cruautés briseraient le moral de l'ennemi[64] ». Cette argumentation va dans le même sens que ce qui est exprimé dans ce chapitre, et on peut la résumer de la façon suivante : dans le siècle qui débuta avec la Révolution française, la logique militaire et l'idéal culturel prirent des voies divergentes et contradictoires. Dans le monde industriel développé, l'augmentation de la richesse et la naissance de valeurs libérales favorisèrent l'espoir que les dures conditions de vie du passé étaient sur leur déclin. Mais cet optimisme n'était pas en mesure pour autant de changer les moyens par lesquels les Etats généraient, entre eux, des conflits. La plupart des richesses fournies par l'industrialisation servirent en effet à militariser les populations qu'elles exploitaient. Quand survint la guerre, au XXe siècle, l'« indécision tenace » évoquée par Weigley se réaffirma avec encore plus de force. Les Etats riches réagirent alors en se lançant dans une militarisation par le haut, dans l'espoir de débloquer la situation. Lorsque la guerre gagna, comme un raz de marée, le monde pauvre, la militarisation s'opéra, à l'opposé, par le bas tandis que des leaders politiques cherchaient à libérer ces pays des empires européens et à accéder au bien-être économique occidental. Ils obligèrent pour cela les paysans à se transformer en soldats. Ces deux engrenages – militarisation par le haut et par le bas – étaient voués à l'échec. L'effroyable coût en vies humaines, conséquence de la militarisation de masse, que durent payer les Etats industrialisés au cours de la Seconde Guerre mondiale conduisit au développement des armes nucléaires, destinées à mettre fin aux conflits sans avoir à engager des hommes sur un champ de bataille. Mais, une fois mises en place, ces armes s'avérèrent une menace risquant d'entraîner la fin du monde. Dans les Etats pauvres, la militarisation de masse n'aboutit pas

davantage à la libération espérée mais conduisit, au contraire, au renforcement des régimes totalitaires parvenus au pouvoir au prix de souffrances infinies et de la mort.

C'est dans cette situation que se trouve actuellement le monde. Malgré la confusion et les incertitudes, il semble tout juste possible de voir émerger l'esquisse d'un monde sans guerre. Et il serait bien téméraire de soutenir que la guerre est en train de se démoder. Les nationalismes renaissant au sein des populations des Balkans et de la Transcaucasie autrefois soviétique, nationalismes qui s'expriment dans des guerres particulièrement horribles, en apportent le démenti. Toutefois, ces guerres échappent à la menace qui pesait sur des conflits similaires dans le monde prénucléaire. Elles ne risquent plus d'être appuyées dans l'ombre par des grandes puissances rivales, avec tous les dangers de ramification qui en découlent. Mais elles provoquent en revanche un désir fervent d'intervenir sur le plan humanitaire pour défendre la cause de la paix. Les chances d'obtenir cette paix peuvent être cependant illusoires. Les conflits des Balkans et de Transcaucasie ont une origine ancienne et semblent avoir pour objet ces « déplacements territoriaux » bien connus des anthropologues ayant étudié les guerres primitives. De tels conflits, par leur nature même, sont un défi aux tentatives de médiation venues de l'extérieur, car ils sont nourris de passions et de rancœurs qui ne se soumettent pas aux mesures rationnelles de persuasion ou de contrôle. Ils sont apolitiques, à un degré que Clausewitz aurait mal toléré.

Cependant, le fait qu'un effort dans ce sens soit entrepris est le signe d'un profond changement dans l'attitude du monde civilisé vis-à-vis de la guerre. L'effort de paix n'est pas motivé par un calcul basé sur l'intérêt politique, mais par la répulsion devant le spectacle que nous donne la guerre. L'impulsion a été donnée par l'humanitarisme, même si les tenants de celui-ci sont de vieux opposants à la guerre. Jusqu'alors, l'humanitarisme n'avait pas encore été adopté par une grande puissance comme principe essentiel de la politique étrangère, ainsi que le font à présent les Etats-Unis. Il n'avait pas non plus trouvé pour lui insuffler sa force un organisme supranational comme l'ONU ni un large groupe d'Etats désintéressés, prêts à s'engager en faveur de ce principe en envoyant des forces de maintien de la paix sur le théâtre d'un conflit. Le président Bush (senior) a peut-être été présomptueux en proclamant la naissance d'un nouvel ordre mondial. Néanmoins, des éléments sont maintenant nettement

visibles qui montrent que le monde est résolu depuis peu à faire disparaître les cruautés engendrées par le désordre politique et la guerre. Si elle persiste, cette détermination est l'événement le plus chargé d'espoir de tous ceux qui ont marqué notre terrible siècle.

Le concept de transformation culturelle présente des pièges pour les imprudents. L'espoir qu'un changement bénéfique – augmentation du niveau de vie, alphabétisation, médecine scientifique – entraîne une modification du comportement humain a été si souvent déçu qu'il serait peu réaliste de s'attendre trop vite à une disparition du désir de guerre. Il n'en reste pas moins que de profonds changements culturels se produisent, comme l'a observé le politologue américain John Mueller :

> L'institution de l'esclavage humain fut créée à l'aube de l'humanité et bien souvent acceptée comme une réalité élémentaire de l'existence. Pourtant, entre 1788 et 1888, cette institution fut abolie dans une large mesure […] et sa disparition, jusque-là, semble définitive. De même, les institutions séculaires du sacrifice humain, de l'infanticide et du duel semblent avoir été éliminées. On pourrait avancer que la guerre, du moins dans le monde développé, est sur une trajectoire similaire[65].

Il faut souligner que Mueller ne croit pas que l'homme soit biologiquement enclin à la violence. C'est là une des questions le plus souvent disputées du comportementalisme et que la plupart des historiens militaires préfèrent prudemment éviter. Mais, que l'on débatte ou non de ce thème, on ne peut manquer d'être impressionné par le fait que, partout où elle en a le choix, l'humanité prend ses distances vis-à-vis de l'institution de la guerre.

Je suis moi-même frappé par cette évidence. Après avoir consacré ma vie à me documenter sur le sujet, à fréquenter des hommes de guerre, à visiter les sites où s'étaient déroulées des batailles et à en observer les conséquences, il me semble que la guerre pourrait bien cesser de faire croire aux êtres humains qu'elle est le moyen souhaitable, profitable, ou rationnel, de résoudre leurs conflits. Cela n'est pas du pur idéalisme. A la longue, l'homme doit avoir acquis la capacité de mettre en corrélation les pertes et les profits des grandes entreprises universelles. Tout au long des temps dont nous connaissons quelque peu l'histoire, il est clair que l'humanité a estimé que les profits de la guerre étaient supérieurs aux coûts désastreux qu'elle entraînait. A présent, les calculs jouent dans l'autre sens. Il semble évident que le négatif l'emporte sur le positif, que le prix à payer dépasse les profits. Une partie de ce prix est matérielle. L'inflation record des dépenses

d'armement déséquilibre les budgets des nations les plus riches. Quant aux Etats démunis, ils s'interdisent toute émancipation économique tant qu'ils cherchent à se tailler une place aussi redoutable que possible dans la compétition militaire. Les coûts humains de la guerre moderne sont encore plus élevés. Les Etats riches reconnaissent maintenant qu'il n'est pas question de les supporter. Les Etats pauvres, lorsqu'ils se retrouvent en guerre contre des Etats riches, sont écrasés et rabaissés. Enfin, lorsqu'ils se battent contre d'autres Etats pauvres ou lorsqu'ils sont la proie de guerres civiles, ils anéantissent non seulement leur bien-être, mais souvent aussi les structures qui pourraient leur permettre de renaître une fois la paix retrouvée. En vérité, la guerre est devenue un fléau au même titre que les épidémies qui ont assombri l'histoire de l'humanité. Il faut admettre qu'une économie politique mondiale qui n'accorde plus de place à la guerre exige une nouvelle culture dans les relations humaines. Etant donné que la plupart des cultures dont nous avons connaissance ont été imprégnées d'esprit guerrier, une telle mutation culturelle ne peut se faire qu'au moyen d'une rupture sans précédent avec le passé. Mais il n'y a pas non plus de précédent à la menace qui pèse aujourd'hui sur notre planète.

Je me suis donné pour tâche, dans cet ouvrage, de suivre le cours culturel de l'humanité depuis son passé indubitablement guerrier jusqu'au seuil d'un avenir potentiellement pacifique.

Intermède
Les limitations de la guerre

Attendre impatiemment un avenir dans lequel la guerre serait soumise à des limites rationnelles ne doit pas pour autant nous conduire à penser faussement que de telles limites n'ont pas existé dans le passé. Les systèmes politiques ou moraux déjà évolués ont tenté depuis les temps les plus reculés d'imposer des restrictions légales et morales au recours à l'action militaire et à ses pratiques. Mais les limitations les plus importantes sont toujours venues de facteurs indépendants de la volonté de l'homme. Elles relèvent d'un domaine que l'état-major soviétique avait coutume d'appeler « facteurs permanents de manœuvre » – la météorologie, le climat, les saisons, le terrain, la végétation –, et ces facteurs ont toujours influencé, souvent même empêché, les opérations de guerre. D'autres facteurs, dits « contingents » et englobant les difficultés d'approvisionnement en matériels et ravitaillement, de cantonnement et d'équipement, ont sévèrement limité la portée, l'intensité et la durée des guerres au cours de nombreuses périodes historiques de l'humanité. Avec le développement de la richesse et de la technologie, certaines de ces limitations ont pu être réduites, voire surmontées dans une large mesure (les rations distribuées aux soldats, par exemple, peuvent aujourd'hui être stockées sous une forme commode et pour une durée quasi indéfinie), mais aucune n'a jamais pu être totalement éliminée. Comment nourrir, héberger et manœuvrer une armée sur le terrain, tels sont encore aujourd'hui les problèmes les plus importants qu'un commandement ait à résoudre.

Les combats navals offrent sans doute la meilleure illustration des effets que ces facteurs permanents et contingents peuvent avoir sur l'étendue et l'intensité des opérations offensives et défensives. On peut se battre à terre avec ses poings, mais pour y parvenir sur l'eau, il faut une base flottante.

Les matériaux pouvant servir à son édification étant corruptibles, il est probable que son apparition dans l'histoire soit relativement tardive. La première base flottante découverte date seulement de 6315 avant J.-C. Compte tenu du travail exigé par la construction des radeaux et des pirogues les plus simples, on peut en conclure que la construction de bateaux est un événement qui survint bien longtemps après les premières traces d'une industrie humaine, signalée par les outils de pierre ou d'os[1].

Les embarcations conçues pour la guerre et même celles qui pouvaient simplement s'y prêter ont une origine relativement récente. Leur construction a toujours été coûteuse et leur maniement exige un équipage spécialisé. Il fallait pour cela disposer d'une richesse considérable, probablement le surplus de revenu d'un souverain. Même si les combats sur mer les plus anciens relevaient plutôt de la piraterie que de la politique, il ne faut pas oublier que les pirates avaient eux aussi besoin de capitaux pour se lancer dans leurs entreprises. Il est possible que les premiers bateaux de guerre aient eu pour objectif de combattre la piraterie (les avantages offerts par le transport fluvial des forces et des équipements pouvaient, à l'origine, avoir conduit les souverains à entretenir une flotte de guerre), mais, par définition, les navires coûtent plus cher que les bateaux individuels. D'une manière comme de l'autre, le coût d'un combat sur mer était beaucoup plus élevé que celui d'un combat sur terre.

L'existence ou, plutôt, l'absence de richesses ne représentait pas, cependant, le seul facteur limitant la guerre maritime ou fluviale. Il fallait ajouter à cela le temps et des sources de propulsion aléatoires. On disposait du vent, naturellement, et la plus ancienne représentation que nous possédions d'un combat naval – il s'agit d'un combat entre les soldats du pharaon Ramsès III et les marins des Peuples de la mer, dans le delta du Nil, en 1186 avant J.-C. – montre les Egyptiens dans un bateau à voiles[2]. Toutefois, ces bateaux n'étaient guère adaptés à la guerre, du moins jusqu'à l'invention du fusil, car leur maniement ne permettait pas de s'approcher suffisamment d'une autre embarcation pour être à portée des armes antérieures au fusil. Les bateaux à rames étaient beaucoup plus maniables et se prêtaient aux combats corps à corps, au sabre ou à la lance. Ils offraient de plus un autre avantage : munis d'un éperon et lancés à pleine vitesse, ils étaient capables de couler un bateau en le prenant par le travers, ce qu'une embarcation à voiles ne pouvait faire même si elle était assez solide pour supporter le choc. Des vents trop faibles n'assuraient pas la vitesse

nécessaire et, par vents trop forts, aucun capitaine n'aurait risqué une telle rencontre sur une mer démontée.

Mais le bateau à rames possédait aussi ses points faibles. Dans une mer presque fermée comme la Méditerranée, autour de laquelle se succédèrent, à partir du II^e^ millénaire avant J.-C., des Etats suffisamment riches pour entretenir des équipages de rameurs, il imposa des limites aux combats navals jusqu'à l'apparition des fusils. D'abord, il ne pouvait prendre la mer quand le temps était trop mauvais et, par conséquent, n'était utilisé pratiquement qu'en été. Pis encore, il n'était pas en mesure de manœuvrer loin d'un port plus de quelques jours avant de se réapprovisionner, car sa coque – longue mais étroite et peu profonde –, conçue justement pour la vitesse, ne lui permettait pas, si l'on voulait lui donner une vitesse d'abordage, d'embarquer assez d'eau et de ravitaillement pour entretenir au-delà de ce délai un équipage assez nombreux. Plus tard, il est vrai, le bateau à rames fut exploité en dehors des eaux intérieures par des aventuriers comme les Vikings – capables de construire des quilles plus profondes et de diriger leur navigation sur les étoiles – pour marauder sur les océans et semer la terreur à des centaines de kilomètres de chez eux. Mais les Vikings réussirent à une époque où les Etats étaient faibles, particulièrement sur mer. D'ailleurs, ils utilisaient le vent pour naviguer le long des rivages sans défense, n'utilisant la rame qu'à titre auxiliaire.

C'est pourquoi, comme l'a fait observer John Guilmartin dans sa brillante analyse des batailles navales en Méditerranée, les galères ne furent jamais les instruments autonomes d'une stratégie mais leur prolongement ou, plus exactement, le soutien des armées combattant sur terre[3]. La galère naviguait habituellement près des côtes, accompagnant l'armée et menant des opérations que l'on peut qualifier, au sens le plus strict du terme, d'amphibies. La flotte manœuvrait de manière à isoler l'ennemi du soutien de ses propres forces navales, tandis que l'armée progressait avec son ravitaillement pour occuper des positions où les galères pouvaient se réapprovisionner. Cette symbiose explique pourquoi les grandes batailles navales méditerranéennes telles que celles de Salamine en 480 avant J.-C. ou de Lépante en 1571, se sont toujours déroulées à proximité des côtes. Mais cela n'explique pas pourquoi, lorsque les bateaux à voiles équipés d'artillerie lourde eurent la maîtrise des mers (c'est-à-dire à partir du XVI^e^ siècle), la plupart des batailles navales continuèrent à se produire encore au large des côtes et non en pleine mer. Deux des plus éclatantes

victoires – celles d'Aboukir et de Copenhague – remportées par Nelson, le plus grand des amiraux, le furent contre une flotte à l'ancre. La troisième victoire, Trafalgar, résulta d'une rencontre qui se produisit seulement à vingt-cinq milles des côtes espagnoles. Cette tendance à combattre à proximité des terres n'a rien à voir avec un quelconque manque de capacité de la flotte. A la différence des galères, les bateaux de guerre construits en bois pouvaient embarquer des provisions et de l'eau en quantité suffisante pour garder la mer pendant plusieurs mois. Dès 1502, des navires portugais, après avoir contourné le cap de Bonne Espérance, furent ainsi capables d'affronter et de défaire la flotte d'un souverain local le long de la côte occidentale de l'Inde. Vers 1650, Blake, amiral de Cromwell, menait campagne dans la Méditerranée où l'Angleterre ne possédait aucune base et, au milieu du siècle suivant, la Grande-Bretagne et la France s'affrontèrent dans de nombreux combats navals au large des côtes de l'Inde, à six mois de navigation de leurs ports d'attache. Et cependant, malgré la distance qui les séparait de leur base, toutes ces flottes continuèrent de se battre dans des eaux côtières.

Plusieurs raisons se combinent pour expliquer ce fait. L'une d'elles réside dans le fait que, du temps de la navigation à voiles, les batailles ne pouvaient avoir lieu par mauvais temps (celle de la baie de Quiberon, en novembre 1759, au milieu des bourrasques de l'Atlantique, est une exception) et que, près des côtes, les eaux sont généralement plus calmes qu'en haute mer. Une autre explication est que le motif de ces batailles – libre accès des ports vers la haute mer, protection de la navigation côtière, défense contre l'invasion – se trouvait localisé dans les eaux côtières. La troisième raison est que les flottes à voiles, opérant exclusivement par communication visuelle, éprouvaient d'extrêmes difficultés à se retrouver en pleine mer. Même avec une chaîne de frégates, la portée visuelle entre chaque unité n'excédait pas vingt milles (environ trente-cinq kilomètres). Il arriva souvent que des flottes se manquent, comme cela arriva à Nelson avant Aboukir, en 1798. A cet égard, il est caractéristique que lors de deux rencontres navales entre Français et Anglais, rencontres rares en haute mer – la seconde bataille du Finistère de 1747 qui se déroula à deux cents milles d'Ouessant, et le « Glorious First of June 1794 », également au large d'Ouessant, à quatre cents milles des côtes –, la flotte française fut, dans les deux cas, encombrée de navires qu'elle convoyait (jusqu'à cent trente à la seconde bataille), couvrant ainsi une portion d'océan tellement vaste qu'elle

offrit à ses adversaires une cible bien plus visible que ne l'auraient fait les bateaux de guerre s'ils avaient navigué seuls.

On aurait pu penser que le remplacement de la voile par la vapeur comme mode de propulsion aurait libéré les bateaux de guerre du lien qui les attachait à la terre. En effet, un bateau à vapeur peut évoluer, même par calme plat, pour prendre position et, de même, constituer une plate-forme stable de tir dans le cas où, au contraire, la force du vent aurait contraint des embarcations à voiles à prendre des ris et à fermer leurs sabords. Pourtant, paradoxalement, le bateau à vapeur retrouva la dépendance logistique qui avait pesé sur les galères. Sa portée opérationnelle diminua considérablement par rapport à celle des flottes à voiles.

On peut cependant expliquer ce phénomène. Jusqu'à l'adoption relativement tardive du mazout, les navires de guerre à vapeur consommaient d'énormes quantités de charbon – le HMS *Dreadnought*, en 1906, vidait ses soutes en cinq jours de navigation à une vitesse de vingt nœuds – et se trouvaient donc liés à leur base de ravitaillement[4]. Une puissance navale comme la Grande-Bretagne, qui avait établi un réseau mondial de bases au temps de la navigation à voiles, pouvait garder présente sur tous les océans une flotte qui pouvait se réapprovisionner en charbon dans des centaines de ports. Mais, même ainsi, elle intervenait localement et non à longue portée. Un Etat ne disposant pas d'une telle chaîne de bases ne pouvait se doter d'une puissance navale, à moins de dépendre de ses alliés pour le faire. Quand, en 1904, la Russie envoya la flotte de la Baltique en Extrême-Orient, ses relations avec la Grande-Bretagne s'étaient dégradées. Les navires ne purent entreprendre le voyage qu'en empilant sur leur pont, entre deux arrêts dans des ports coloniaux, des tas de charbon si hauts qu'il aurait été impossible d'ouvrir le feu.

C'est un autre paradoxe que les flottes naviguant au charbon, bien que théoriquement capables d'une rencontre en pleine mer (deux jours de navigation pouvaient les conduire à cinq cents milles des terres), continuèrent en pratique à se battre à proximité des côtes. Elles devaient en partie tenir compte des mêmes facteurs stratégiques mais, comme leurs ancêtres à voiles, elles demeurèrent toujours pratiquement aveugles jusqu'à l'arrivée de la téléphonie sans fil. En réalité, leur portée de vue n'augmenta réellement qu'avec l'aviation équipée de radio embarquée à bord. De ce fait, toutes les batailles navales de la Première Guerre mondiale se déroulèrent à une centaine de milles des côtes. Le même scénario se répéta

pendant la Seconde Guerre mondiale malgré l'apparition du radar, du porte-avions et des sous-marins à long rayon d'action, malgré aussi la maîtrise de la technique de ravitaillement en mer. Cette configuration s'explique par l'étendue des océans : les flottes ne peuvent tout simplement pas abolir la tyrannie de la distance.

Lorsque, à Midway, l'aviation américaine coula les porte-avions japonais – une des rares batailles de l'histoire mondiale qui se soit véritablement déroulée en plein océan –, elle fut guidée vers eux par des conjectures perspicaces. Le *Bismarck*, qui coula finalement à un millier de milles de Brest en 1941, avait échappé par deux fois à toutes les attaques de la Home Fleet britannique. Les batailles qui ont eu lieu au milieu de l'Atlantique entre les sous-marins opérant en surface et les bateaux d'escorte alliés ont été provoquées par la présence de convois évoluant lentement et constituant des cibles particulièrement tentantes. Les déplacements des orages océaniques, tels que les larges fronts de perturbation exploités par les Japonais pour couvrir leur approche de Pearl Harbor en décembre 1941, et la difficulté persistante de coordonner les matériels à longue ou courte portée pour collecter les données sont autant de difficultés qui garderont encore à la mer tout son mystère.

Il est plus facile et plus sûr de se référer aux événements passés. Les eaux couvrent 70 % de la surface du globe. Il s'agit surtout d'océans, et la plupart des grandes batailles navales se sont déroulées dans un espace très limité de cette vaste étendue. Si l'on dressait la liste des quinze grandes batailles navales mondiales ayant joué un rôle décisif, on obtiendrait ceci :

Salamine, 480 avant J.-C. : l'invasion de la Perse en Grèce est repoussée.

Lépante, 1571 : échec de l'avance musulmane en Méditerranée occidentale.

Armada, 1588 : l'offensive de l'Espagne contre l'Angleterre et la Hollande protestante est anéantie.

Baie de Quiberon, 1759 : les Anglo-Saxons l'emportent sur la France dans leur lutte pour la domination de l'Amérique du Nord et de l'Inde.

La Chesapeake, 1781 : les colons américains s'assurent la victoire.

Camperdown, 1797 : la rivalité navale de la Grande-Bretagne et de la Hollande cesse pour de bon.

Aboukir, 1798 : Napoléon doit abandonner son ambition de dominer les deux rives de la Méditerranée et de relancer la lutte pour conquérir l'Inde.

Copenhague, 1801 : la Grande-Bretagne s'assure la maîtrise des eaux dans le Nord de l'Europe.

Trafalgar, 1805 : destruction définitive de la puissance navale de Napoléon.

Navarin, 1827 : défaite de l'Empire ottoman et début de son déclin en Europe.

Tsushima, 1905 : le Japon assure sa suprématie sur la Chine et le Pacifique Nord.

Jutland, 1916 : l'Allemagne voit s'écrouler son rêve de faire naviguer sa flotte sur les océans.

Midway, 1942 : les Etats-Unis retirent au Japon le contrôle du Pacifique occidental.

Attaque des convois du mois de mars, 1943 : l'Allemagne est contrainte de retirer ses sous-marins de la bataille de l'Atlantique.

Golfe de Leyte, 1944 : domination incontestable des Etats-Unis sur la marine impériale japonaise.

Ce qui est remarquable dans cette liste – que les spécialistes pourraient contester –, c'est de constater à quel point ces batailles se regroupent souvent et de très près dans le même coin de la carte. Les batailles de Camperdown, de Copenhague et du Jutland, par exemple, se sont déroulées à moins de cinq cents kilomètres l'une de l'autre. Deux mille trois cents ans séparent celles de Salamine, Lépante et Navarin, de la première à la dernière ; mais elles ont toutes eu lieu près du Péloponnèse et, tout au plus, à cent cinquante kilomètres l'une de l'autre. Les bateaux de l'Armada, de la baie de Quiberon et de Trafalgar se sont affrontés dans un espace de cent cinquante kilomètres, à une longitude de 5° ouest, entre les latitudes 5° et 30° nord, une partie relativement minuscule du globe occupée d'ailleurs principalement par des terres. La région de Virginia Capes vit de nombreux combats navals après 1781, de même que Tsushima avant la bataille de 1905 (surtout pendant l'offensive des Mongols contre le Japon dans les années 1274-1281), et le delta du Nil, théâtre d'affrontements depuis les pharaons. Des quinze batailles « décisives » citées, deux seulement ont eu lieu loin de la terre ferme dans des espaces maritimes jusqu'alors inviolés, Midway et l'Attaque des convois.

On constate également que la plupart des terres fermes n'ont pas d'histoire militaire. La toundra, les déserts, la forêt tropicale et les hautes chaînes de montagnes sont aussi inhospitaliers pour le soldat que pour le voyageur – davantage même, car les besoins du soldat sont plus nombreux. Les manuels militaires contiennent bien des articles sur la manière de combattre dans le désert, la montagne ou la jungle, mais la vérité est que risquer un combat sur un terrain dépourvu d'eau ou de routes est un défi à la nature. Lorsqu'il a lieu malgré tout, il consiste plutôt en des escarmouches entre forces spécialisées suréquipées. Les armées conduites par Rommel et Montgomery dans le désert, durant la Seconde Guerre mondiale, étaient étroitement rattachées à la côte d'Afrique du Nord. La conquête par le Japon en décembre 1941-janvier 1942 de la Malaisie, couverte d'une épaisse forêt, s'accomplit sur les excellentes routes de la colonie et par des « coups de main » amphibies menés le long des côtes. La conquête par la Chine, en 1962, des régions montagneuses frontalières de l'Inde (culminant à plus de quatre mille huit cents mètres) a été faite par des troupes entraînées qui s'étaient acclimatées pendant un an sur les plateaux du Tibet, alors que de nombreux Indiens venus des plaines pour assurer la défense de leur pays étaient hors d'état de combattre à cause de l'altitude.

Près de 70 % des cent millions de kilomètres carrés de terres fermes dans le monde sont trop élevées ou trop sèches pour la conduite d'opérations militaires. Les pôles, Nord et Sud, en sont un exemple frappant. L'Antarctique, inaccessible et doté d'un climat extrême, a échappé à la guerre pendant des millénaires, bien que plusieurs Etats aient revendiqué des portions de son territoire et que la calotte glaciaire recouvre d'intéressants gisements de minerais. Le traité de l'Antarctique signé en 1959 a laissé en suspens toutes les revendications territoriales et la militarisation du continent a été interdite. Au contraire, le pôle Nord n'est pas démilitarisé et, d'ailleurs, des sous-marins à propulsion nucléaire naviguent régulièrement sous la calotte glaciaire. Mais la longueur de la nuit polaire – trois mois en hiver –, le froid extrême et l'absence de toute ressource de quelque valeur rendent improbable un combat sur sa surface. Les incidents militaires qui se sont déroulés le plus au nord dans les régions polaires sont les escarmouches de 1940-1943 ayant pour but la prise ou la défense de stations météorologiques sur la côte orientale du Groenland et au Spitzberg, aux environs de 80° de latitude nord. Les deux partis s'infligèrent des blessures, mais il arriva qu'ils soient obligés, pour

survivre, de s'entraider quand les éléments se déchaînaient[5]. Parallèlement, une activité militaire intense se concentrait dans une partie de cet espace où les conditions favorisent le mouvement et l'entretien des forces armées. Non seulement les batailles tendent à se répéter sur des sites proches les uns des autres – l'« arène de l'Europe », dans le nord de la Belgique, est l'un de ces sites ; le quadrilatère entre Mantoue, Vérone, Pischiera et Legnano, dans le nord de l'Italie, en est un autre –, mais il arrive aussi fréquemment qu'elles se déroulent exactement au même endroit pendant de très longues périodes de l'histoire.

L'exemple le plus frappant est Andrinople[6] (Edirne), en Turquie, sur laquelle on possède des récits de quinze batailles ou sièges, la première en 323 après J.-C. et la dernière en juillet 1913. Edirne n'est pas une grande ville aujourd'hui et ne l'a jamais été. Sa population demeure inférieure à cent mille habitants. Si elle se distingue par le fait qu'elle est l'endroit le plus disputé du monde, ce n'est pas à cause de sa richesse ou de ses dimensions, mais de par sa position géographique. Elle s'élève au confluent de trois fleuves dont les vallées constituent autant de voies ouvertes sur les montagnes de Macédoine à l'ouest, la Bulgarie au nord-ouest et, au nord, vers la mer du Nord. Ces fleuves s'écoulent vers la mer par la seule grande plaine de la pointe la plus méridionale de l'Europe. De l'autre côté de cette plaine s'élève la grande ville de Constantinople (Istanbul), un site choisi par l'empereur Constantin pour y édifier sa capitale, car c'était la position la plus facile à fortifier sur le Bosphore séparant l'Europe de l'Asie. De ce fait, Andrinople et Constantinople sont deux villes semblables sur le plan stratégique, veillant ensemble aux mouvements s'opérant sur les axes de la mer Noire à la Méditerranée et du sud de l'Europe vers l'Asie Mineure. La force de Constantinople sur son front maritime, surtout depuis la construction du mur de Théodose au début du v^{e} siècle, obligeait les envahisseurs venus d'Asie Mineure, pour conquérir l'Europe méridionale, d'aborder la ville par l'arrière, c'est-à-dire par la plaine. Ceux qui partaient du nord de la mer Noire se trouvaient amenés à longer sa rive occidentale à cause de la barrière des Carpates. Ils débouchaient de ce fait sur la plaine d'Andrinople. Quant aux envahisseurs venus d'Europe, qui convoitaient les richesses de Constantinople, ils n'avaient pas d'autre choix que de traverser eux aussi cette plaine dans leur marche d'approche. En résumé, le destin d'Andrinople, véritable pont terrestre entre l'Asie et l'Europe, était de servir d'arène pour tous les conflits d'un axe est-ouest. Dans ces

circonstances, il n'est pas étonnant que la ville n'ait jamais pu atteindre de plus grandes dimensions.

Peu d'autres lieux illustrent aussi bien qu'Andrinople l'effet de facteurs permanents ou fortuits sur le déroulement de la guerre. Toutefois, et de manière moins évidente, leur influence se retrouve tout au long de l'histoire dans de nombreux sites ayant été le théâtre d'une intense activité militaire. De grands fleuves, de hautes barrières montagneuses, d'épaisses forêts constituent autant de frontières naturelles avec lesquelles, en tous temps, les frontières politiques ont tendu à coïncider. Les trouées qui les séparent forment de larges avenues que les armées en marche doivent emprunter. Une fois engagées, elles rencontrent rarement la liberté de manœuvre qu'elles souhaitent, même si aucun obstacle apparent ne se met en travers de leur chemin. Des éléments géographiques plus subtils entrent alors en jeu, renforcés par le climat ou la saison, et exploités par les bâtisseurs de routes et de ponts ainsi que par les ingénieurs qui élèvent des fortifications. Voilà pourquoi le Blitzkrieg lancé par l'Allemagne contre la France en 1940 ne fut en apparence qu'une promenade sans obstacles à travers un territoire ouvert, une fois que les chars qui opéraient la percée eurent brisé la barrière des forêts des Ardennes et de la vallée de la Meuse. Elle suivit de très près le tracé de la route nationale 43, qui correspond, sur la quasi-totalité de sa longueur, à celui de la voie romaine édifiée peu après la conquête de la Gaule par César au I^er^ siècle après J.-C.[7]. Ni les Romains ni ceux qui marchèrent sur leurs traces ne recherchèrent les difficultés géographiques. On peut donc en déduire que les chefs des chars allemands, même s'ils croyaient emprunter un trajet librement choisi, obéissaient en fait à des impératifs topographiques vieux de dix mille ans, issus du dernier remodelage de la surface terrestre et du retrait des glaciers dans le nord de la France.

On rencontre le même exemple de soumission aux lois de la nature en étudiant la campagne de l'armée allemande en Russie dans l'année qui suivit le Blitzkrieg contre la France. La Russie occidentale, selon toute apparence, offre aux envahisseurs une liberté totale de mouvement, surtout s'ils sont mécanisés. Entre ses frontières de 1941 et les trois villes de Leningrad, Moscou et Kiev, éloignées les unes des autres d'un millier de kilomètres, les reliefs ne dépassent nulle part cent cinquante mètres et, dans cette vaste plaine presque dénuée d'arbres, le cours des fleuves suit un tracé qui encourage plutôt les invasions. Aucun obstacle solide ne vient contrer

leur avance. Cependant, au centre, coulent deux des plus grands fleuves de la Russie, le Dniepr et le Niémen, l'un se dirigeant vers la Baltique et l'autre vers la mer Noire. Leurs sources avec celles de leurs nombreux affluents forment les marais du Pripet qui couvrent une étendue de soixante-dix mille kilomètres carrés. Ces marais ont offert une telle résistance aux opérations militaires que, sur leurs cartes, les officiers de l'état-major allemand les avaient baptisés le *Wehrmachtloch* ou « trou de la Wehrmacht ». Aucune unité militaire allemande, quelle que soit sa valeur, ne put franchir ce passage. C'est ainsi que la région devint la principale base d'opérations des partisans soviétiques contre les arrières de la Wehrmacht et, même si l'on peut douter de l'efficacité de telles opérations, elles créèrent une gêne persistante pour l'armée allemande aussi longtemps que sa ligne de front s'étirait vers l'est.

Toutefois, le *Wehrmachtloch*, tout en demeurant une caractéristique permanente de la guerre de Russie, n'eut relativement que peu d'influence sur les opérations allemandes. Un autre facteur, plus déterminant et répétitif, fut la formation d'un marécage saisonnier créé par la fonte des neiges au printemps et par les pluies d'automne tout le long du front. La *raspoutitsa*, terme par lequel les Russes désignent cette liquéfaction biannuelle de la surface de la steppe, empêchait tout mouvement militaire pendant un mois. Golikov, commandant soviétique sur le front de Voronej, s'adressant à l'un de ses subordonnés qui le questionnait sur le projet de contre-offensive de mars 1943, lui répondit ceci : « Il y a trois cent cinquante à cinq cents kilomètres jusqu'au Dniepr, et trente à trente-cinq jours qui nous séparent de la *raspoutitsa* de printemps. Tirez vous-même les conclusions[8]. » Cette conclusion incontournable, c'était que l'arrivée de la fonte des neiges aurait devancé l'avance soviétique et laissé la ligne du Dniepr aux Allemands. Ce fut en effet ce qui se produisit, mais, pour finir, elle désavantagea les Allemands. Au printemps 1941, elle retarda de plusieurs semaines critiques le départ de l'invasion ; en automne, elle obligea à remettre à plus tard l'avance sur Moscou. A cause de l'arrivée tardive, cette année-là, du gel hivernal permettant à nouveau de supporter des charges élevées, les chars de la Wehrmacht s'embourbèrent littéralement, trop loin de Moscou pour que la capitale puisse être prise dans les délais voulus. Le tsar Nicolas I^{er} disait des mois de janvier et février qu'ils étaient « deux généraux sur lesquels [la Russie] pouvait compter[9] ». En 1941, les *raspoutitsa* de mars et

d'octobre furent en effet les meilleurs généraux de la Russie et, en vérité, ils l'ont peut-être sauvée de la catastrophe cette année-là.

Ce qui est clair, c'est que la congruence de facteurs « permanents » et de facteurs « contingents » – climat, végétation, topographie – détermine une nette division entre zones militaires et non militaires, ces dernières étant considérablement plus étendues que les premières. Pendant de longues périodes, les guerres organisées de forte intensité se sont déroulées sur une bande continue de la surface du globe s'étendant entre 10° et 55° de latitude nord et de 90° de longitude ouest à 135° de longitude est, de la vallée du Mississippi, en Amérique du Nord, jusqu'aux Philippines. D'après le *Times Atlas of the World*, on distingue seize catégories de végétation, y compris (avant le défrichage de la terre pour l'agriculture) la forêt mixte, la forêt de feuillus, la garrigue méditerranéenne et la forêt tropicale sèche[10]. Si l'on tire une ligne englobant, dans l'hémisphère Nord, ces quatre zones de végétation ainsi que les terres et les routes maritimes situées entre elles, on s'aperçoit rapidement que presque toutes les batailles de l'histoire se sont déroulées à l'intérieur de l'espace ainsi délimité et très peu au-dehors. Il s'y superpose une concentration saisonnière, les batailles variant de place en place selon que les températures sont hautes ou basses et selon les pluies ou les périodes de récoltes. A titre d'exemples, les trois premières batailles d'Andrinople eurent lieu en juillet, août et à nouveau juillet ; les trois dernières se déroulèrent en août, mars et juillet. Entrer en campagne en mars est généralement un peu tôt, même dans les Balkans, car les cours d'eau ont un gros débit à cause de la fonte des neiges. Mais les autres périodes qui suivent les récoltes, en région méditerranéenne, sont exactement ce que l'on peut espérer.

Mais peut-on dire que la zone des guerres organisées coïncide, en comptant les variations saisonnières, avec ce que les géographes appellent « les terres de premier choix », celles qui sont les plus faciles à débroussailler et fournissent les meilleurs rendements en céréales ? Sur le plan cartographique, la guerre n'est-elle rien d'autre qu'une querelle entre agriculteurs ? D'un certain point de vue, oui. Jusqu'à ces derniers temps, l'agriculture intensive a toujours été la plus féconde et la plus conséquente des activités humaines ; la guerre, elle, requiert des richesses. Mais s'il est vrai que les agriculteurs peuvent se montrer implacables dans les conflits provoqués par des revendications de terres ou de droits sur l'eau, et de courageux combattants quand ils sont appelés aux armes sous les ordres de

supérieurs, ils se révèlent aussi de féroces individualistes qui ne se résolvent qu'avec répugnance à abandonner les liens de servitude qui les attachent à leurs animaux et à leurs champs. Marx considérait les paysans comme « inéducables », signifiant par là qu'il ne voyait aucun espoir de les enrôler dans les armées révolutionnaires[11]. Mao pensait autrement. Dans sa remarquable et originale étude de la guerre dans la Grèce classique, Victor Davis Hanson est persuadé que ce sont les petits propriétaires terriens des cités-Etats grecques qui ont inventé l'idée de la « bataille décisive » telle que les Occidentaux l'ont pratiquée depuis lors. Néanmoins, Marx a raison sur un point. Le paysan est réellement enraciné dans son lopin de terre, son village, et refuse de s'en éloigner pour marcher vers quelque frontière lointaine et des régions non cultivées, si bonnes que soient les causes invoquées.

Il est intéressant de noter que les cultivateurs ayant la même langue et la même religion se combattent rarement sur une grande échelle. D'un autre côté, dans la zone tempérée, les frontières entre terres cultivées et non cultivées sont très souvent marquées par des travaux de fortification longs et coûteux : le mur d'Hadrien en Ecosse ; le *limes* séparant les terres cultivables de la forêt en Germanie romaine ; le *fossatum africae* défendant le fertile Maghreb des incursions venues du Sahara ; la frontière syrienne faite de forts et de routes militaires de construction romaine et séparant les cultures du désert ; les *cherta* russes courant sur près de quatre mille kilomètres depuis la mer Caspienne jusqu'aux monts de l'Altaï et servant de défense contre les incursions des peuples de la steppe ; la frontière militaire des Habsbourg en Croatie divisant les plaines de la Save et de la Drave de la zone montagneuse contrôlée par les Turcs du Sud ; et, par-dessus tout, la Grande Muraille de Chine, construite pour empêcher les nomades de la steppe de pénétrer dans les terres irriguées du Yangzi et du fleuve Jaune. Elle s'étire sur une distance si grande et sa construction recouvre une si longue période que les archéologues n'ont pas encore découvert tous ses secrets[12].

Ces frontières fortifiées évoquent une tension fondamentale entre ceux qui possédaient des terres cultivables et ceux qui n'avaient que trop peu de terres ou bien des terres trop froides ou sèches pour être exploitées. L'homme qui combat est un être plus complexe que cela. Vivant souvent dans les régions situées au-delà de la zone fertile, il peut apparemment se battre seulement pour une idée – par exemple les Arabes, successeurs de

Mahomet, mais c'est le désir de propager leur religion plutôt que des raisons matérielles qui les a poussés à accomplir de si extraordinaires exploits. Alexandre le Grand, le plus formidable des conquérants, était déjà confortablement établi et régnait sur les cités de la Grèce avant de partir tout au bout de la terre. Il semble, en ce qui le concerne, qu'il ait pillé l'Empire perse surtout pour le plaisir. Les Mongols ont couvert des espaces encore plus étendus qu'Alexandre dans leurs assauts contre les Etats en place, mais ils se montrèrent incapables, en pratique, de consolider les fruits de leurs victoires. Des descendants des diadoques, les généraux d'Alexandre, étaient encore au pouvoir en Bactriane trois cents ans après sa mort, tandis qu'aucun des régimes fondés par Gengis Khan ou par ses successeurs immédiats ne dura plus d'un siècle. Tamerlan, un Tartare qui prétendait descendre des ancêtres Mongols – de la lignée de Gengis Khan, pas moins –, ne paraît absolument pas avoir évalué la richesse des terres qu'il ravageait, mais, tel le pillard qu'il était, il s'éloignait aussitôt qu'il avait épuisé leur sol.

Si nous observons que les démunis font souvent mauvais usage des terres conquises, cela ne contredit pas non plus le fait qu'en général le courant des guerres tend à s'écouler dans une direction particulière : des pays pauvres vers les pays riches et très rarement dans le sens contraire. Ce n'est pas seulement parce que les pays pauvres offrent peu d'intérêt pour la conquête, mais c'est aussi parce que les combats y présenteraient de nombreuses difficultés, à moins même qu'ils ne deviennent totalement impossibles. Les populations pauvres des régions que William McNeill nomme « espaces déficitaires en alimentation » (déserts, steppe, forêts, montagnes) luttent entre elles, et leurs féroces aptitudes militaires ont été admirées et copiées par les riches depuis que nous possédons des témoignages de guerres organisées. D'où les noms exotiques – hussards, chasseurs, uhlans – que portent fièrement certains régiments européens aujourd'hui. Il en est de même pour les pièces d'uniformes qui rappellent l'exotisme des vêtements barbares : bonnets en peau d'ours, tuniques à brandebourgs, kilts et tabliers en peau de léopard, que l'on porte encore à l'occasion de cérémonies. Néanmoins, chez les peuples pauvres, la guerre était limitée dans son étendue et dans son intensité par, précisément, leur grande pauvreté. Ce n'est que lorsqu'ils envahissaient des terres riches qu'ils se montraient capables d'accumuler des stocks alimentaires leur permettant de pousser l'invasion plus loin au cœur des terres et parfois

même de réussir à les conquérir totalement. D'où les moyens et le travail investis par les populations d'agriculteurs pour fortifier leurs frontières afin d'écarter les prédateurs avant que ceux-ci ne puissent causer de sérieux dégâts.

On voit donc combien les causes qui sont à la base des facteurs « permanents » ou « contingents » de la guerre sont complexes. La guerre est toujours limitée, non parce que l'homme en a décidé ainsi mais parce que la nature l'exige. Le roi Lear, invectivant ses ennemis, peut bien les avoir menacés d'« accomplir des choses telles [qu'elles] sèmeront la terreur sur la terre », mais, ainsi que l'ont constaté d'autres puissants de ce monde quand ils se sont trouvés dans des situations désespérées, il est difficile de conjurer les terreurs humaines. Les richesses s'épuisent, le temps devient mauvais, les saisons changent, la bonne volonté des amis et des alliés vient à manquer. Et la nature humaine elle-même peut se révolter contre les terribles épreuves qu'entraînent les guerres.

Une moitié du genre humain, la moitié féminine, a, dans tous les cas, une position tout à fait ambivalente sur la guerre. Les femmes peuvent être la cause ou le prétexte de guerres – leur enlèvement est l'une des principales sources de conflits dans les sociétés primitives. Il arrive aussi qu'elles soient les instigatrices d'une violence poussée à l'extrême – Lady Macbeth est un type universel dans lequel il est possible de se reconnaître. Elles peuvent de la même façon se comporter en mères de guerriers et endurcir leur cœur, certaines préférant la perte d'un être cher à la honte de voir un poltron rentrer à la maison[13]. Il peut arriver aussi que les femmes deviennent elles-mêmes des chefs absolument messianiques en suscitant chez leurs partisans, par l'interaction complexe de leur féminité avec les ambitions masculines, un degré de loyauté et de sacrifice de soi que, dans les mêmes circonstances, un homme ne pourrait sans doute pas engendrer[14]. Pourtant, la guerre est la seule activité humaine vis-à-vis de laquelle les femmes, à d'infimes exceptions près, ont préféré, toujours et partout, garder leurs distances. Les femmes demandent aux hommes de les protéger des dangers et leur font d'amers reproches s'ils n'y parviennent pas. Elles ont suivi le tambour, soigné les blessés, entretenu les champs et pris soin des troupeaux quand le chef de famille était parti au front. Elles ont même creusé des tranchées pour que les hommes puissent se défendre, et travaillé dans des ateliers pour leur faire parvenir des armes. Mais les femmes ne combattent pas. Elles se battent rarement entre elles et jamais contre les

hommes, au sens militaire du terme. Si la guerre est aussi vieille que l'histoire et aussi universelle que l'humanité, nous devons admettre cette limitation capitale qui fait d'elle une activité exclusivement masculine.

2
La pierre

Pourquoi les hommes combattent-ils ?

Pourquoi se bat-on ? Faisait-on déjà la guerre au temps de l'âge de pierre ou bien l'homme primitif était-il pacifique ? Ces questions suscitent d'âpres querelles entre les hommes – et les femmes aussi –, mais ces guerres-là ont pour armes l'encre et le papier. Il ne s'agit pas en l'occurrence des spécialistes d'histoire militaire, qui, eux, se préoccupent rarement de la genèse des faits de guerre qu'ils rapportent, mais de tous ceux qui s'intéressent à la sociologie et au comportement humain. Les premiers seraient peut-être de meilleurs historiens s'ils prenaient le temps de réfléchir aux raisons qui conduisent les hommes à s'entre-tuer. Quant aux autres, ils sont bien obligés de se pencher sur cette question, puisque l'objet même de leurs études concerne précisément l'homme et la société. On peut déjà constater que, le plus souvent, les hommes, dans leur majorité, recherchent le bien général. La disposition à coopérer est la norme. Cela exige quelques développements, même si la simple observation nous démontre que la coopération est affaire d'intérêt général. Mais si ce principe de coopération ne souffrait aucune exception, les sociologues et les spécialistes du comportement n'auraient plus grand-chose à faire. Il ne leur resterait plus qu'à expliquer le prévisible, travail sans mérite ni profit. Car c'est justement la dimension imprévisible du comportement humain qui incite à chercher des explications et, en tout premier lieu, la violence. Individuelle ou collective, elle menace avant tout le principe de coopération au sein des groupes, et, d'une façon plus générale, représente la principale cause de dislocation des sociétés.

Les études du comportement de l'individu ou du groupe ont suivi deux directions différentes. Mais elles se fondent sur une base commune dont s'inspirent perpétuellement les débats : la violence de l'homme est-elle innée ou bien demeure-t-elle un potentiel – cette potentialité paraît certaine, ne serait-ce que par notre capacité à mordre ou à donner des coups de pied – déclenché par l'interaction de facteurs matériels ? Les tenants de ce dernier point de vue, qualifiés généralement de « matérialistes », s'opposent par leurs théories aux « naturalistes ». Ceux-ci font bloc contre les matérialistes mais divergent fortement entre eux. Une minorité admet que l'homme est naturellement violent, mais la plupart nient cette allégation et se rallient aux arguments des théologiens chrétiens qui croient à l'histoire de la Chute et à la doctrine du péché originel. Ils en éliminent les traits événementiels caractéristiques et considèrent le comportement violent soit comme l'acte anormal d'un individu malfaisant, soit comme la réponse à des stimuli ou provocations spécifiques. D'où il découle que si l'on parvient à identifier, puis atténuer – voire supprimer – ce qui déclenche la violence, celle-ci pourrait être éliminée des rapports humains. Le débat entre les deux écoles naturalistes a soulevé de vives passions. Lors d'une rencontre à l'université de Séville en mai 1986, la majorité des participants a publié un compte rendu s'inspirant du rapport de l'Unesco sur le genre humain et condamnant catégoriquement la croyance en l'existence d'un facteur de violence inhérent à la nature humaine. Le rapport de Séville comprend cinq articles débutant chacun par : « Il est scientifiquement inexact… », ce qui sous-entend naturellement une affirmation. Tous nient que « nous ayons hérité de nos ancêtres animaux une tendance à faire la guerre » ; tout comme ils réfutent que « la guerre ou toute autre forme de comportement violent soit programmée dans les gènes de l'homme ». Ils rejettent également l'idée que, « dans l'évolution humaine, les comportements agressifs aient été sélectionnés au détriment d'autres modes de comportement » et que la violence soit inscrite dans le cerveau humain. Enfin, ils contestent que « la guerre ait une cause instinctive ou unique, quelle qu'elle soit[1] ».

Le rapport de Séville a trouvé des soutiens de poids. C'est ainsi qu'il a été adopté par l'American Anthropological Association. Cependant, il n'est pas d'un grand secours pour le profane qui constate que la guerre est un phénomène très ancien, que les populations des montagnes de Nouvelle-Guinée vivant encore à l'âge de pierre sont indéniablement guerrières, ou qui ressent en lui-même des pulsions de violence sans avoir les

connaissances génétiques ou neurologiques lui permettant de prendre parti entre ces diverses thèses. Mais le débat entre les deux tendances naturalistes est important et même fondamental, de même que celui qui oppose naturalistes et matérialistes. En des temps prometteurs de l'histoire humaine, des temps de désarmement effectif où l'humanitarisme est devenu un principe dans le règlement des affaires mondiales, le profane cherche naturellement à s'assurer que les rédacteurs du rapport de Séville ont raison. Les progrès effectués par l'humanité au cours des deux derniers siècles ont amélioré le niveau de vie et renforcé la thèse matérialiste d'une violence humaine organisée. Ils ont aussi entretenu l'espoir que les efforts déjà accomplis pour diminuer les maladies, les frustrations, l'ignorance, la difficulté du travail manuel, finiront aussi par éliminer la guerre. Ainsi, aux temps de l'âge de pierre, la guerre ne serait plus que l'expression de comportements dépassés, aussi étrangers à la réalité moderne que la science d'avant Newton.

Mais, si les rédacteurs du rapport de Séville ont tort, si leur condamnation d'une explication naturaliste de la violence humaine ne procède que d'une volonté délibérée d'optimisme, alors l'explication matérialiste est fausse également et nos espoirs de voir la guerre disparaître en cette fin de siècle semblent tout à fait déplacés. Voilà pourquoi il est important de savoir ce que les pessimistes et les optimistes de l'école naturaliste ont à nous dire.

Guerre et nature humaine

L'étude scientifique des rapports que la nature humaine entretient avec la violence s'attache tout particulièrement au « siège de l'agressivité », ainsi appelé – peut-être avec quelque préjugé – par les scientifiques et découvert dans le système limbique cérébral. Ce point, situé en bas de la partie centrale du cerveau, contient trois groupes de cellules : l'hypothalamus, le septum et l'amygdale. Une détérioration ou une stimulation électrique de chacun d'eux entraînent des changements dans le comportement du sujet. Par exemple, une lésion d'une partie de l'hypothalamus des rats mâles réduit leur agressivité et abolit leur fonction sexuelle, alors qu'une stimulation électrique augmente leur agressivité. Dans ce cas, toutefois, l'animal ne s'attaque qu'à un animal moins dominant que lui, ce qui prouve que le déclenchement de l'agression est contrôlé par une autre partie du

cerveau[2]. La référence à un animal moins dominant est importante, car on observe depuis les temps les plus reculés que les groupes d'animaux grégaires déterminent eux-mêmes leur propre organisation interne, chaque membre devant faire preuve de force pour s'immiscer dans la hiérarchie, le rang étant assigné ou admis en fonction de celle-ci. Une lésion de l'amygdale des singes peut réduire la peur et, par conséquent, l'agressivité vis-à-vis « d'objets nouveaux ou inhabituels », mais elle augmente la crainte à l'égard des autres singes qui les environnent, de sorte que l'animal blessé perd son rang dans le groupe.

Les neurologues en concluent prudemment que les réactions de peur, d'aversion ou de menace qui se résolvent elles-mêmes par l'agression – mais aussi par la défense – ont leur origine dans le système limbique. Ils soulignent cependant la relation complexe entre ce système et les parties « supérieures » du cerveau, telles que les lobes frontaux où les informations sensorielles parviennent en premier et où elles sont traitées de manière plus élaborée. D'après A. J. Herbert, les lobes frontaux semblent responsables de « la régulation et l'usage de l'agressivité », car on sait qu'une lésion peut entraîner chez l'homme « des accès incontrôlables d'agressivité explosive […] non suivis de remords[3] ». Pour parler plus simplement, ce que les neurologues ont établi, c'est que l'agressivité est une fonction du cerveau inférieur, soumise au contrôle du cerveau supérieur. Mais comment communiquent les différentes parties du cerveau ? Elles peuvent le faire au moyen de transmetteurs chimiques ou d'hormones. Les scientifiques ont découvert qu'une diminution d'une substance chimique appelée sérotonine augmentait l'agressivité et ils supposent qu'un peptide en règle le débit. Mais ils n'ont pas trouvé ce peptide, et les variations du taux de sérotonine sont rares. En revanche, les hormones provenant des glandes à sécrétion interne sont aisément identifiables et l'une d'elles, la testostérone, produite par les testicules mâles et étroitement associée au comportement agressif, présente une concentration extrêmement variable. En l'administrant à des êtres humains des deux sexes, on augmente l'agressivité. Mais, par ailleurs, les rats femelles nourrissant leurs petits auxquelles on administre cette hormone se montrent moins agressives à l'égard des mâles, tandis que leur instinct maternel est accru par une autre hormone. En général, un taux élevé de testostérone chez les mâles augmente leur virilité, et l'agressivité en est l'un des traits caractéristiques. Un taux moins élevé est cependant sans rapport avec une absence de courage ou de combativité. Un exemple le

prouve bien, c'est la réputation de courage des gardes du corps eunuques et les succès du fameux général eunuque Narsès à Byzance. En fin de compte, les scientifiques observent que l'effet des hormones tend à être modéré par le contexte. Chez les animaux comme chez les hommes, l'évaluation du risque contrebalance en quelque sorte le fonctionnement de ce qu'on peut appeler l'instinct.

Bref, la neurologie n'a pas encore réussi à comprendre comment l'agression est engendrée ni de quelle façon elle est contrôlée par le cerveau. Pour sa part, la génétique a obtenu quelques succès en établissant le rapport entre le contexte et « la sélection de l'agressivité ». Depuis que Darwin a proposé, en 1858, l'idée de la sélection naturelle, les chercheurs ont tenté dans de nombreuses disciplines de lui trouver une base scientifique incontestable. L'œuvre originale de Darwin était basée sur l'observation externe de certaines espèces qui l'a conduit à suggérer que les individus les mieux adaptés à leur environnement étaient aussi ceux qui parvenaient en plus grand nombre à survivre et à atteindre la maturité. Les descendants de ces derniers ayant hérité de leurs parents certains caractères forts survivraient en plus grand nombre et, en fin de compte, ces composantes héréditaires deviendraient dominantes pour toute l'espèce. Ce qui rendait cette théorie révolutionnaire était l'idée que ce processus se réalisait mécaniquement. Les parents, disait Darwin, ne peuvent transmettre que les caractères dont ils ont hérité eux-mêmes, et non ceux qu'ils ont acquis, comme le soutenait son contemporain Lamarck. Mais il ne pouvait expliquer comment certains caractères se modifiaient en vue d'une meilleure adaptation, ce que nous appelons « mutation ». D'ailleurs, on ne s'explique toujours pas comment se produisit la mutation des organismes primaires dont descendent les myriades de variétés d'espèces.

Néanmoins, la mutation est un phénomène observable. Certaines de ses formes disposent à l'agression, et l'agressivité est nettement un caractère génétique pouvant augmenter les chances de survie. Si la vie est un combat, alors ceux qui surmontent le mieux les situations hostiles sont aussi ceux qui vivent le plus longtemps et engendrent le plus grand nombre de descendants résistants. Un livre récent et extrêmement populaire, *The Selfish Gene*, de Richard Dawkins, attribue ce processus non seulement au produit de l'héritage, mais au gène lui-même[4]. Les expériences génétiques montrent d'ailleurs que certaines souches d'animaux de laboratoire sont plus agressives que d'autres, cela de manière vérifiable, et que cette

agressivité se transmet aux générations suivantes. Les généticiens ont également réussi à identifier quelques rares formes de structures génétiques en rapport avec une agressivité excessive, la plus connue étant le chromosome XYY chez les mâles de l'espèce humaine. Un homme sur mille seulement hérite de deux chromosomes Y au lieu d'un et le groupe des XYY renferme un nombre de criminels violents légèrement supérieur à la moyenne[5].

Mais la preuve fournie par les exceptions génétiques et, surtout, par les animaux élevés en laboratoire ne répond pas à la question concernant la propension à l'agressivité de toute espèce de créatures, y compris l'homme, vis-à-vis de son environnement. Une adaptation réussie grâce à une mutation, de quelque manière que celle-ci se produise, est une réponse à l'environnement ou au contexte et, bien que les nouvelles techniques génétiques permettent ainsi d'opérer des « points mutation » dans un héritage génétique et d'obtenir des races dénuées d'agressivité dans l'ensemble, il demeure néanmoins nécessaire de les maintenir dans un environnement exempt de toute forme de menace. De telles conditions n'existent pas dans la nature et il est exclu de parvenir à les créer. Une espèce humaine totalement dénuée d'agressivité, vivant dans des conditions entièrement favorables, serait malgré tout obligée de tuer les organismes inférieurs provoquant la maladie, les insectes et autres petits animaux qui les parasitent, ainsi que les plus gros animaux qui leur retirent, pour se nourrir, une partie des réserves végétales. On imagine mal comment de telles créatures totalement dénuées de réponse agressive pourraient mener à bien l'indispensable contrôle de leur environnement.

Il est évident que les tenants comme les opposants de la thèse d'une « agressivité naturelle de l'homme » prennent des positions trop marquées. Les opposants font preuve d'un manque de bon sens. L'observation montre que les animaux tuent les membres d'autres espèces et se combattent également entre eux. Dans certaines espèces, les mâles luttent même à mort. Si l'on refuse d'admettre que l'agressivité puisse faire partie de l'héritage humain génétique, il faut alors nier tout lien génétique entre l'homme et le reste du monde animal – point de vue qui n'est même plus défendu aujourd'hui par les créationnistes les plus stricts. Mais les partisans de cette théorie vont aussi trop loin, quoique pour des raisons différentes. L'une d'elles consiste à délimiter trop amplement le champ de l'agressivité. Ainsi, un groupe important des tenants de cette cause distingue nettement entre

« agression spécifique ou instrumentale » – définie comme étant « en relation avec l'obtention ou la conservation de certains objets ou avec l'accès à des activités souhaitées » – et « agression hostile et inquiétante », cette dernière « visant principalement à déranger ou blesser un autre individu » et englobant à la fois l'agression de défense ou de réaction, elle-même « provoquée par l'intervention d'autres éléments[6] ». Il y a bien entendu entre l'agression et l'autodéfense une distinction logique qui subsiste même si les théoriciens dont nous parlons parviennent à montrer que les trois types de comportement qu'ils englobent dans la même classification ont leur origine dans une partie identique du cerveau. Une telle attitude de la part des partisans d'une agressivité naturelle chez l'homme les conduit à accorder trop peu d'importance à l'influence modératrice des régions du cerveau situées derrière le système limbique. On a observé que tous les animaux ayant une attitude agressive possèdent un certain nombre de gènes pouvant modifier son niveau d'extériorisation, de sorte que les pulsions agressives sont contrebalancées par l'évaluation du risque ou de la menace par rapport aux chances de s'en sortir, comportement bien connu des modèles combat/fuite, cette faculté de modification de l'agressivité étant particulièrement présente chez l'homme[7]. Ces chercheurs n'ont donc pas fait grand-chose d'autre que d'identifier et de classer des émotions et des réponses éternellement familières. Il est vrai que nous savons à présent que la peur et la colère se situent sur le plan neurologique dans la partie inférieure du cerveau, que celle-ci se trouve stimulée lorsqu'une menace est identifiée par la partie supérieure du cerveau, que les deux zones communiquent à l'aide de substances chimiques et d'hormones, et que certains héritages génétiques prédisposent à fournir une réponse plus ou moins violente. Mais la science ne peut prévoir quand un individu quelconque optera pour la violence. En fin de compte, la science est incapable d'expliquer pourquoi certains groupes d'individus décident d'en combattre d'autres. Pour obtenir une explication à ce phénomène et trouver où se situent les racines de la guerre, nous devons nous tourner vers la psychologie, l'ethnologie et l'anthropologie.

Les anthropologues et la guerre

Freud a suggéré une théorie de l'agressivité basée sur la psychologie, considérant qu'elle trouvait son origine dans la frustration de la sexualité

par l'ego. A l'issue de la Première Guerre mondiale, au cours de laquelle deux de ses fils se distinguèrent, mais dont il ressentit profondément la dimension tragique, il adopta une position plus pessimiste[8]. Dans une célèbre correspondance avec Einstein publiée sous le titre *Pourquoi la guerre ?*, il admet nettement que « l'homme possède en lui un penchant de haine et de destruction », et propose comme seule façon de l'éliminer le développement d'une « crainte justifiée des formes que les guerres devraient prendre dans le futur ». Ces observations sur ce que les freudiens appellent « pulsions de mort » concernent principalement l'individu. Dans *Totem et Tabou* (1913), Freud propose une théorie de l'agressivité collective tirée essentiellement de la littérature anthropologique. Il considère que la famille patriarcale constitue la cellule sociale primitive et qu'elle s'est ramifiée par la suite sous l'effet de tensions sexuelles internes. Selon lui, le père patriarcal aurait eu seul des droits sur les femmes de la famille, amenant ainsi ses fils privés de ce droit à le tuer puis à le manger. Se sentant coupables, ces derniers auraient mis l'inceste hors la loi – ou tabou – et institué l'exogamie (le mariage en dehors du cercle familial), avec tout ce que cela implique comme potentialité de rapts de femmes et de haines héréditaires entre familles, puis entre tribus, dont l'étude des sociétés primitives nous offre de si nombreux exemples.

Totem et Tabou était une œuvre d'imagination. L'éthologie, une science combinant la psychologie et l'étude du comportement animal, a proposé plus récemment des explications plus rigoureuses de l'agressivité collective. L'idée de « territoire » a été avancée par le prix Nobel Konrad Lorenz, qui conclut de son observation des animaux dans la nature ou dans un environnement contrôlé que l'agression est une « pulsion » naturelle tirant son énergie de l'organisme lui-même, mais que celui-ci peut la « déconnecter » par l'intervention d'un « déclencheur » approprié. Il souligne toutefois que la plupart des animaux appartenant à une même espèce possèdent le moyen de pallier une agression de leurs congénères, généralement en donnant des signes de soumission ou en s'enfuyant. L'homme possédait primitivement ce dispositif de sécurité mais, en apprenant à fabriquer des armes de chasse, il a contribué à accroître le nombre d'individus vivant sur son territoire et s'est ainsi trouvé conduit à tuer ses semblables pour défendre ses terrains de chasse. L'usage des armes, qui a imposé, émotionnellement parlant, une distance entre le tueur et la victime, a atrophié la réponse de soumission. Tel fut pour Konrad Lorenz le

processus par lequel l'homme s'est transformé de chasseur d'espèces différentes – pour assurer sa subsistance – en agresseur de ses semblables[9].

Robert Ardrey a développé l'idée de territoire suggérée par Lorenz pour tenter de comprendre comment l'agressivité individuelle avait pu devenir collective. Constatant que la chasse était plus efficace en groupe qu'isolément, il suggère que les groupes d'individus ont appris à chasser ensemble sur un territoire commun, comme le font les animaux, créant ainsi la base d'une organisation sociale amenée ensuite à combattre les intrus de son espèce[10]. En se basant sur la thèse d'Ardrey, Robin Fox et Lionel Tiger ont proposé une explication de l'hégémonie masculine dans la société. Les équipes de chasseurs, disent-ils, étaient nécessairement exclusivement composées d'hommes non seulement parce que ceux-ci sont plus forts, mais aussi parce que la présence de femmes les aurait biologiquement distraits. Les chasseurs ayant dû se plier à une autorité pour des raisons d'efficacité et ayant été pendant des millénaires les principaux fournisseurs d'aliments, la domination agressive du mâle est devenue l'élément déterminant de l'éthique de toutes les formes d'organisation sociale[11].

Les théories de Lorenz, Ardrey, Tiger et Fox, qui reposent largement sur le travail des spécialistes du comportement humain et animal, ne furent pas admises par les représentants de la plus ancienne discipline en matière de sciences sociales : l'anthropologie. L'anthropologie est un prolongement de l'ethnographie, cette dernière science se consacrant à l'étude des populations « primitives » dans leur habitat. Elle tente, à partir de ces données, d'expliquer les origines et la nature des sociétés civilisées. Au XVIII^e^ siècle, les premiers ethnographes, tels Latifau et Demeunier, ont admis que la guerre faisait intrinsèquement partie des sociétés qu'ils étudiaient, et certains de leurs travaux, par exemple sur les Indiens d'Amérique, nous fournissent encore aujourd'hui des descriptions inestimables sur les guerres « primitives[12] ». Au XIX^e^ siècle, l'ethnographie a donné naissance à l'anthropologie lorsque les partisans et les opposants de la théorie darwinienne en prirent possession, faisant ainsi éclore le grand débat nature/culture qui continue encore aujourd'hui à diviser les sociologues. C'est cette discussion, initiée en 1874 par Francis Dalton, cousin de Darwin, qui donna bientôt à la question de la guerre une place nouvelle et fit d'elle un sujet d'étude spécifique. D'une manière bien caractéristique de l'esprit du XIX^e^ siècle, pour prouver que les pouvoirs supérieurs de l'homme l'emportaient sur sa nature inférieure et que la

raison pouvait le conduire à développer des structures sociales plus coopératives, ce sont les partisans de l'éducation qui ont braqué le projecteur des recherches anthropologiques sur l'origine des institutions politiques. Cette origine, disaient-ils, se trouve davantage dans la famille, le clan ou la tribu que dans les relations avec l'extérieur (dont la guerre fait partie). Certains membres de l'école naturaliste, baptisés socio-darwiniens, qui considéraient la lutte comme un moyen d'évolution, ne partageaient pas ce point de vue, mais ils ne représentaient qu'une minorité[13]. L'école éducative parvint à centrer le débat sur ce qu'elle considérait comme la question essentielle, c'est-à-dire la parenté dans une société primitive, dont ils pensaient qu'elle démontrait combien plus élevées et plus complexes pouvaient être les relations non parentales. La parenté concerne les liens entre parents et enfants, et ceux des enfants entre eux ou avec des parents plus éloignés. Il ne fait pas de doute non plus que la famille et l'Etat sont des organisations différentes. Le problème consistait à démontrer comment l'Etat s'était développé à partir de la famille et si les rapports familiaux avaient déterminé ceux que les Etats avaient adoptés. La philosophie profondément libérale de l'école naturaliste voulait prouver que les relations au sein d'un Etat pouvaient être déterminées par un choix rationnel et fixées dans une forme légale. L'anthropologie était donc sommée de fournir des exemples de sociétés primitives dans lesquelles des systèmes de parenté annonçaient ceux qui intervenaient dans la politique des Etats libéraux modernes. On disposait d'une grande quantité de faits malléables, en particulier le recours à la violence, et l'école naturaliste en fit largement usage. Mais, à la fin du XIX^{e} siècle, la recherche anthropologique se consacra moins à l'étude de la parenté en tant que base des relations humaines qu'à déterminer si les cultures prises comme modèles de l'organisation humaine s'étaient développées spontanément un peu partout ou si elles s'étaient propagées à partir d'un centre originel – théorie qualifiée de « diffusionniste ».

Cette recherche paraissait condamnée d'avance, car il fallait bien admettre que les sociétés les plus primitives que l'on pouvait étudier se trouvaient encore à un stade élémentaire. Toutes avaient plus ou moins évolué ou avaient été modifiées par le contact des autres, si peu que ce soit. Au début du XX^{e} siècle, un Allemand émigré aux Etats-Unis, Franz Boas, mit brutalement fin à cette recherche stérile en déniant simplement tout intérêt à la quête des origines. Il affirma qu'en élargissant suffisamment

leurs enquêtes, les anthropologues constateraient simplement que les cultures se perpétuent. La perpétuation n'étant pas rationnelle, il était vain de passer au crible les cultures pour y trouver le soutien historique d'une structure politique moderne privilégiée. L'homme devait rester libre de choisir parmi la grande variété de cultures pour adopter celle qui lui convenait le mieux[14].

Cette doctrine académique, connue sous le nom de déterminisme culturel, conquit rapidement un très large public grâce à la publication en 1934 de *Patterns of Culture*. Ecrit par Ruth Benedict, l'assistante de Franz Boas, cet ouvrage est sans conteste le plus important jamais écrit en anthropologie, même comparé au célèbre *Rameau d'or* de Sir James Frazer (onze volumes, 1890-1915) traitant de l'universalité des mythes[15]. Benedict suggère l'existence de deux principales formes de culture : la culture apollinienne et la culture dionysienne ; la première autoritaire, la seconde permissive. Une jeune élève de Boas, Margaret Mead, à la suite d'un voyage dans les mers du Sud en 1925, avait déjà attiré l'attention sur l'aspect dionysien. Dans *Coming of Age in Samoa*, elle raconte qu'elle a trouvé une société apparemment en harmonie avec elle-même, où les liens de parenté étaient si atténués qu'ils en devenaient pratiquement invisibles, où l'affection de la grande famille se substituait à l'autorité des parents, où il n'y avait pas de préférence entre les enfants et où la violence était à peu près inconnue.

Consciemment ou non, les féministes, les partisans de l'éducation progressive ou les relativistes moraux font de cet ouvrage leur évangile. Le déterminisme culturel a également exercé une profonde influence sur les anthropologues partisans de Boas dans le monde anglo-saxon, mais pour une raison différente. En particulier les Britanniques, chefs de file de l'ethnographie en raison du vaste territoire d'études dont ils disposaient, admettaient que la pensée était fortement stimulée par cette théorie, mais son imprécision les embarrassait. Ils étaient surtout en désaccord avec les partisans du déterminisme culturel quand ceux-ci refusaient d'admettre que la nature et les besoins de l'homme pouvaient être aussi importants que la liberté de choix dans la détermination de la culture au sein de laquelle il vivait. Sous l'influence d'un autre émigré de langue allemande, Bronislav Malinowski – qui avait également étudié dans les îles des mers du Sud, mais dix ans avant Margaret Mead –, une autre théorie fut élaborée sous le nom de fonctionnalisme structuraliste[16]. Cette qualification laborieuse

résulte de la confluence de deux philosophies. La première, évolutionniste et darwinienne, affirmait que toutes les formes de la société étaient *fonction* – terme typiquement darwinien – de son adaptation à l'environnement. Ainsi, pour donner un exemple sommaire, la culture « sur brûlis », apparemment absurde, était pratiquée par des populations vivant sur un territoire boisé au sol médiocrement fertile, ou ne disposant que d'un espace limité. Cela justifiait donc l'abattage d'arbres et la création, pour une saison ou deux, d'une clairière permettant de planter des ignames et d'engraisser des porcs avant d'émigrer ensuite un peu plus loin et de recommencer. La capacité de ces sociétés de conserver cette adaptation à l'environnement repose cependant sur la *structure* de leur culture. Celle-ci peut paraître simple au premier regard, mais elle se révèle étonnamment complexe aux yeux des ethnographes disposés à partager suffisamment longtemps la vie de ces populations.

Les fonctionnalistes structurels ont poussé leur analyse des sociétés beaucoup plus loin que les déterministes culturels ne le pensaient nécessaire. Mais les matériaux qu'ils ont rassemblés pour montrer comment la structure était la base de la fonction se sont avérés relever de deux catégories à présent familières, le mythe et la parenté. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et même au-delà, les rapports entre l'une et l'autre ont fait l'objet d'un débat dont la terminologie devint de plus en plus complexe. Ce débat a atteint son point culminant après la guerre à la suite de l'intervention brillante d'un Français, Claude Lévi-Strauss, qui réussit à rendre prédominante la structure sur la fonction. Partant du concept du tabou cher à Freud, il parvint à lui trouver un fondement dans l'anthropologie, ce que la psychanalyse n'était pas parvenue à obtenir. Selon lui, il existe dans les sociétés primitives un tabou contre l'inceste soutenu par le mythe. Ces sociétés furent amenées de ce fait à mettre en place des mécanismes d'échange entre familles, tribus ou autres groupes dont les femmes représentaient l'objet le plus précieux. Les systèmes d'échange faisaient contrepoids aux rancœurs et ressentiments, et l'échange de femmes, pour éviter l'inceste, constituait le remède ultime[17].

L'anthropologie s'est mise elle-même dans une situation qui, quel que soit le point de vue adopté, place en tête ce qui se rapporte à la manière dont les sociétés conservent leur stabilité et leur autosuffisance. Les anthropologues n'ignoraient pas que les querelles concernant les femmes étaient la cause principale de troubles dans les sociétés primitives, mais ils

refusaient de se pencher sur leur principale conséquence, c'est-à-dire la guerre. C'était là une attitude équivoque. Lévi-Strauss a publié dans les années qui ont suivi la guerre la plus cruelle de l'histoire mondiale, et de nombreux anthropologues réputés, en particulier Edward Evans-Pritchard, qui a dominé toute sa génération en Grande-Bretagne, y avaient participé. Ce dernier avait même dirigé en 1941, en Ethiopie, une troupe d'indigènes féroces contre les Italiens, et la manière horrible dont ceux-ci s'étaient vengés de leurs anciens maîtres a pesé sur lui le reste de sa vie[18]. De toute manière, la cruauté des deux guerres mondiales, en particulier la guerre des tranchées de 1917, avec son caractère d'un rituel morbide, appelait une enquête anthropologique. Il est donc tout à fait regrettable que les anthropologues aient choisi de ne pas s'intéresser à cette question.

Cette attitude pourrait expliquer en partie pourquoi le premier anthropologue qui se démarqua de ce refus collectif d'admettre l'importance de la guerre a cru bon de le faire dans un ouvrage conçu de manière volontairement provocante. Il s'agit de *Primitive Warfare*, rédigé en 1949 par Harry Turney-High, un anthropologue américain qui, comme la plupart de ceux de sa génération, a étudié les populations indigènes d'Amérique, dont certaines comptent parmi les plus belliqueuses jamais étudiées alors par les ethnographes. Mais, en 1942, Turney-High quitta l'université pour faire son service militaire et fut affecté à la cavalerie au moment où ce corps était sur le point de disparaître totalement. Le cheval de guerre et les armes du cavalier, voilà de quoi éveiller dans l'imagination d'un homme instruit des pensées le ramenant aux tout débuts des rapports entre l'homme et le monde animal. « Il faut avoir chevauché au sein d'un escadron pour comprendre la fascination qu'exerce sur nous cette vision de chevaux *en masse*[19]. Rappelons-nous, en effet, que le cheval, au plus profond de son instinct, est un animal de troupeau », écrit Alexander Stahlberg, un contemporain de Turney-High qui fut membre d'un des derniers régiments de la cavalerie allemande[20]. Les exercices de Turney-High au sabre lui ouvrirent les yeux quant à l'inadéquation de presque tout ce qui avait été écrit par les ethnographes en matière de guerre primitive.

> La persistance avec laquelle les sociologues ont confondu la guerre avec les outils de la guerre, écrivait-il dans son introduction, n'aurait pas été moins étonnante si leurs écrits n'avaient révélé […] une ignorance totale des aspects les plus simples de l'histoire militaire. […] Il serait difficile de trouver dans les armées de métier des puissances de second rang un sous-officier aussi mal informé que la plupart des analystes de la société humaine[21].

Turney-High avait raison. Je ne peux oublier l'air dégoûté d'un très distingué conservateur de l'une des plus grandes collections mondiales d'armes et d'armures lorsque je lui fis incidemment remarquer que les débris les plus fréquemment retirés par les chirurgiens du corps des blessés, au temps des fusils à poudre, étaient des morceaux d'os ou de dents provenant de leurs voisins dans les rangs. Il ne s'était simplement jamais demandé quel effet ces armes qu'il connaissait si bien en tant qu'artefacts pouvaient avoir sur le corps des soldats qui s'en servaient. « Cette attitude propre à un civil, observe Turney-High, se rencontre dans les centaines de musées qui, dans le monde entier, conservent, cataloguent et étiquettent des armes sans rien y comprendre[22]. » Il désirait communiquer à ses collègues anthropologues des deux sexes l'aspect sombre et violent de la vie des populations qu'ils étudiaient, le fait que les armes que celles-ci exhibaient dans les cérémonies étaient conçues pour briser des os ou pénétrer dans la chair, et les conséquences mortelles que pouvait entraîner une rupture des mécanismes d'échange censés maintenir les systèmes de parenté indéfiniment en équilibre.

Turney-High ne niait pas que certaines peuplades étaient « prémilitaires ». Il admettait même que celles-ci pouvaient, si elles en avaient la possibilité, choisir de préférence un mode de vie pacifique et productif semblable à celui que Margaret Mead disait avoir trouvé chez les Samoans[23]. Mais il insistait sur le fait que la guerre était une activité universelle et permanente à quelques exceptions près, et il ne cessait d'attirer l'attention de ses collègues sur ce fait.

> L'ethnographe n'a pas hésité à décrire, classer et coordonner du mieux qu'il le pouvait toute culture, matérielle ou non. Il n'a pas hésité non plus à traiter longuement de la guerre car c'est là l'un des aspects les plus marquants de l'homme, à l'exclusion de la question centrale : comment ce groupe combat-il ? L'enquêteur sur le terrain peut se comparer à quelqu'un qui examinerait minutieusement le glaçage d'un dessert en négligeant le gâteau lui-même[24].

En étudiant la manière dont certains peuples combattaient, Turney-High a fourni à l'ethnographie une importante contribution. De la Polynésie à l'Amazone, du pays zoulou aux terres indiennes, de la toundra subarctique aux forêts d'Afrique occidentale, il a décrit avec des détails sanglants les tortures appliquées aux prisonniers, le cannibalisme, les pratiques du scalp, de la chasse aux têtes ou de l'éviscération rituelle, partout où elles se rencontraient. Il analysa la nature exacte du combat dans des douzaines de

sociétés différentes en expliquant comment les Néo-Hébridais désignaient des champions pour des duels rituels organisés devant les camps adverses rassemblés pour la circonstance, comment les chefs Papagos d'Amérique du Nord chargeaient certains hommes d'être des « tueurs » et d'autres de les protéger dans le combat, comment les Assiniboins prenaient comme chefs de guerre les hommes qui avaient rêvé de leur victoire ou comment les Iroquois avaient une garde spéciale chargée pendant les combats de rappeler les fuyards à leur devoir. Il tenait un compte impitoyable des effets précis des lances, flèches, massues ou sabres sur la chair humaine. Aucun de ses collègues ne pouvait plus ignorer la fonction d'une pointe de silex dont Turney-High démontrait qu'elle avait engendré des siècles plus tard la baïonnette, évolution responsable, selon lui, de la destruction de plus de vies humaines que tout autre armement dans l'histoire[25].

Mais le but de Turney-High n'était pas seulement de convaincre les anthropologues que l'homme primitif avait du sang sur les mains. Les faits exposés indiquaient un point crucial et dramatique : la plupart des sociétés étudiées de préférence par les ethnographes se trouvaient, disait-il, « au-dessous de l'horizon militaire », et elles n'accédaient à la modernité que lorsque le soleil de leur avenir se levait au-dessus de cette ligne. Il remettait en question d'un seul coup toutes les théories des déterministes culturels, des fonctionnalistes structurels et des disciples de Lévi-Strauss (qui avait publié en 1949 *Structures élémentaires de la parenté*). Turney-High affirmait hardiment qu'il était inutile de rechercher les origines d'une quelconque liberté de choix d'un Etat libéral parmi les systèmes culturels existants, ni une adaptation structurelle à l'habitat, pas plus qu'un fondement mythique des systèmes d'échange. Il insistait sur le fait que toutes les sociétés bloquées à ce niveau ne pouvaient que demeurer primitives jusqu'à l'apparition de la royauté. C'était seulement lorsqu'une société passait de la guerre primitive à ce qu'il appelait la vraie guerre (parfois même, il parlait de guerre civilisée) qu'un Etat pouvait émerger. Par voie de conséquence, ce n'est que lorsqu'un Etat existe que des choix peuvent être faits quant à la forme qu'il peut prendre : théocratie, monarchie, aristocratie ou démocratie. En conclusion, dit-il, le test clé du passage de la primitivité à la modernité est « l'apparition d'une armée hiérarchisée[26] ».

Turney-High ayant, dès la première page de son ouvrage, évalué le niveau intellectuel de ses confrères anthropologues comme étant inférieur à

celui des sous-officiers, il n'est pas étonnant qu'en réponse les intéressés aient complètement ignoré son livre. Le politologue David Rapaport, qui signa la préface de la seconde édition (1971), qualifie cette attitude « d'incapacité organisée à reconnaître une œuvre originale[27] ». En fait, l'explication était beaucoup plus simple. Ils s'étaient sentis insultés et avaient tourné le dos à celui qui les traitait si mal. Turney-High est un partisan inconditionnel de Clausewitz, lequel juge le niveau militaire d'une société à sa capacité d'adopter une forme de guerre menant à la victoire, c'est-à-dire à une conquête territoriale et au désarmement de l'ennemi. A l'ère nucléaire (Turney-High écrivit avant que l'URSS ne fît exploser sa première bombe atomique), une victoire à la Clausewitz paraît un objectif des plus douteux, même pour le moins sentimental des stratèges. Et peu d'entre eux, sans doute, admettraient le concept de « guerre civilisée » tel que l'entendait Turney-High il y a quarante ans. Néanmoins, ce dernier, en son temps, a mis les anthropologues sur la bonne piste. Il les a forcés à se demander comment la guerre transformait les sociétés primitives non organisées – leur sujet d'étude favori – en Etats semblables à ceux qui assumaient les frais de leurs expéditions sur le terrain. Et il ne tolérait pas qu'on refuse de répondre à cette question.

Mais cette réponse vint en son temps. Sous la pression des événements extérieurs, les anthropologues ont été forcés de regarder les populations primitives non plus au travers de leurs offrandes ou de leurs mythes, mais plutôt dans leur aspect guerrier. Cette influence fut tout particulièrement ressentie aux Etats-Unis non seulement à cause de leur puissance nucléaire dominante et de la guerre du Vietnam, mais aussi parce qu'ils sont devenus le pays le plus qualifié en matière d'anthropologie depuis 1945. Avec son aspect de plus en plus scientifique, le travail de l'ethnographe est aussi beaucoup plus coûteux à présent, et c'est aux riches universités américaines que la plupart des étudiants ont dû faire appel pour trouver des fonds. Mais, pour ces étudiants dont la tâche consistait à sonder les secrets les plus profonds et les plus anciens du comportement humain, et surtout pour les étudiants des universités américaines les plus hostiles à la compétition nucléaire et à la guerre du Vietnam, des questions récurrentes commençaient à se poser : qu'est-ce qui conduit l'homme à se battre ? L'agressivité est-elle innée ? Des sociétés où la guerre était inconnue ont-elles existé ? En existe-t-il encore ? Une société moderne peut-elle assurer une paix perpétuelle et, sinon, pourquoi en est-il autrement ?

Au cours des années 1950, cinq articles exclusivement consacrés à l'anthropologie de la guerre parurent dans des revues spécialisées[28]. A partir des années 1960, ils se succédèrent en grand nombre et à une cadence rapide. En 1964, la doyenne des anthropologues, Margaret Mead, lança un cri de ralliement pour le déterminisme culturel dans un article intitulé « La guerre n'est qu'une invention[29] ». La nouvelle génération des anthropologues ne pensait pas que les choses étaient aussi simples. De nouvelles théories s'affrontaient sur le sujet. La théorie mathématique des jeux était l'une d'elles et attribuait des valeurs numériques aux choix possibles dans n'importe quel conflit d'intérêts donné. Elle prétendait que la « stratégie » ayant le total le plus élevé était aussi celle qui avait le maximum de chances de l'emporter. La théorie des jeux fonctionne au niveau de l'inconscient, affirmaient ses partisans, aussi n'est-il pas nécessaire pour les hommes qui la pratiquent de savoir qu'il s'agit d'un jeu. Le survivant de tous ceux qui avaient fait le plus grand nombre de choix corrects était aussi le « bénéficiaire[30] ». Ce n'était là qu'une tentative pour mettre la sélection naturelle de Darwin sur un pied quantitatif, mais elle attira néanmoins de nombreux adeptes en raison de sa simplicité intellectuelle. D'autres s'intéressèrent à l'écologie naissante, c'est-à-dire l'étude des rapports entre une population et son habitat. De jeunes anthropologues s'aperçurent vite que certains concepts écologiques pouvaient offrir un grand intérêt pour eux, par exemple les capacités de transport qui limitent la population dans une région donnée et les produits de consommation qu'elle y trouve. Cette consommation implique la croissance de la population, celle-ci engendre la compétition, la compétition provoque des conflits et ainsi de suite. La compétition était-elle par conséquent la cause de la guerre ? Ou bien la guerre, du fait de sa « fonction » aboutissant à réduire la population ou à contraindre les vaincus à évacuer la zone conflictuelle, s'engendre-t-elle elle-même ?

Cette danse sur les sentiers battus des « origines » et des « fonctions » aurait pu continuer encore longtemps. Deux choses ont changé sa cadence et sa direction. Pour commencer, l'American Anthropological Association, lors de sa réunion de 1967, consacra un symposium à la guerre et, dix-huit ans après la publication des travaux de Turney-High, on y admit la distinction entre guerre « primitive » et guerre « réelle » ou « civilisée », ou encore « moderne », comme on le dit maintenant[31]. En second lieu, dans les années 1960, certains anthropologues ayant tacitement admis la validité des

idées de Turney-High et étudié les populations guerrières primitives de ce point de vue revinrent de leurs missions et commencèrent à publier leurs observations. Naturellement, ils n'étaient pas d'accord sur la manière d'expliquer ce qu'ils avaient vu. Néanmoins, ils avaient, sans aucun doute, observé des guerriers faisant usage d'armes primitives et c'est avec de telles armes – lance, massue, flèches – que les hommes se sont certainement battus à l'origine. Un débat s'ouvrit et l'on se demanda pourquoi de telles armes n'étaient que de simples instruments en bois, pourquoi d'autres avaient une pointe en os ou en pierre, ou pourquoi ce ne fut qu'avec le développement de la métallurgie que la lutte entre les hommes prit véritablement le caractère d'une guerre. Même si l'on s'oppose farouchement à l'idée que la technologie puisse déterminer la nature des sociétés humaines, on ne peut nier cependant que les lances, bâtons et même arcs ou flèches ne causent que des dommages limités, particulièrement du fait de leur faible portée. Les populations qui aujourd'hui encore utilisent ces armes nous permettent cependant de nous faire une idée de ce que furent les combats à l'origine. Le combat est le cœur de la guerre, l'acte par lequel des hommes sont blessés ou tués en grand nombre. C'est l'acte qui distingue la guerre de la simple hostilité, la source d'un problème moral inextricable : l'homme est-il bon ou mauvais ? Est-ce lui qui choisit de faire la guerre ou est-il choisi pour la faire ? Les jeunes anthropologues qui avaient entrepris de répondre à la question de Turney-High (« comment ce groupe combat-il ? ») ont fourni les premières observations solides sur la nature du combat à l'aide d'armes primitives. Ils ont apporté ainsi des éléments nouveaux sur la manière dont la guerre pouvait avoir commencé. Le moment est donc venu d'examiner leurs comptes rendus. Les cas présentés ci-après seront exposés selon le stade de développement qu'ils expriment, en commençant par les formes les plus primitives de la guerre.

La guerre chez quelques populations primitives

Les Yanomami

Les Yanomami sont une peuplade de près de trente mille âmes[32] vivant aux sources de l'Orénoque dans une région d'épaisse forêt tropicale d'une superficie d'environ soixante-cinq mille kilomètres carrés s'étendant entre

le Brésil et le Venezuela. Lorsque, en 1964, Napoléon Chagnon séjourna seize mois parmi eux, il fut l'un des premiers étrangers à entrer en contact avec eux, à une époque où ils ne possédaient pratiquement aucun article provenant du monde moderne. Les Yanomami pratiquent l'agriculture sur brûlis, taillant dans la forêt un espace temporaire pour leurs jardins et leurs bananiers, puis s'en allant ouvrir une nouvelle clairière un peu plus loin lorsque le sol est épuisé. Leurs villages réunissent de quarante à deux cent cinquante personnes, toutes étroitement apparentées, et sont établis à environ une journée de marche l'un de l'autre, parfois davantage si les voisins sont des ennemis, et les hostilités fréquentes sont souvent à l'origine de déplacements. Le plus souvent, c'est un petit village qui s'éloigne d'un plus grand à l'attitude hostile, pour se rapprocher d'un village allié et puissant.

On dit des Yanomami qu'ils sont un « peuple féroce » et ils ont effectivement un comportement violent. Leur code *(waiteri)* exige que chaque homme fasse preuve d'agressivité, tandis que des villages entiers s'efforcent de convaincre les autres du danger auquel ils s'exposeraient en les attaquant. Dès leur plus jeune âge, les garçons sont encouragés à se montrer violents en prenant part à des jeux féroces et en se montrant extrêmement durs vis-à-vis des femmes. Bien que celles-ci représentent le principal objet des échanges et des luttes, les hommes les traitent extrêmement mal. Elles sont battues, brûlées, parfois même blessées par flèches lorsqu'un homme se met en colère contre elles, la raison de cette colère consistant souvent simplement à se conformer au code *waiteri*. Les veuves ne peuvent compter sur une protection que si elles ont dans le village des frères dont la réputation de férocité est supérieure à celle de leurs bourreaux.

En dépit du *waiteri*, les Yanomami attendent avec impatience chaque année la saison des fêtes entre villages. Pendant la saison des pluies, les villageois s'occupent de leurs jardins mais quand arrive la saison sèche, ils se préparent à festoyer avec un village voisin ou à être conviés à une fête. Le commerce a besoin d'une certaine base de confiance et c'est là l'origine des fêtes. Bien que la culture matérielle des Yanomami se limite aux objets des plus rudimentaires – ils ne fabriquent guère que des hamacs, de la poterie, des flèches ou des paniers –, les villageois ne produisent pas tous la même chose et ils dépendent les uns des autres pour se procurer ce qui leur

manque. Enfin, une fête réussie peut aussi aboutir à la forme d'échange la plus importante, celle des femmes.

Même s'il atténue la férocité que les Yanomami se manifestent entre eux et entre villages, l'échange des femmes n'empêche pas pour autant des explosions de violence. Les hommes cherchent en permanence à séduire les femmes des autres hommes, ce qui déclenche la violence au sein d'un village et aboutit parfois au départ d'un groupe d'habitants qui va s'établir ailleurs pour constituer un village hostile au précédent. Lors d'un échange de femmes entre villages d'importance inégale, le village dominant peut exiger du plus petit un partage inégal en sa faveur. Il arrive aussi qu'une femme trop maltraitée par son mari soit réclamée par un parent dans son village d'origine.

Toutes ces circonstances sont pour ce « peuple féroce » des sources de violence et, chez les Yanomami, cette violence prend fréquemment une forme stylisée. C'est une croyance bien établie que chez les peuples primitifs la violence a un caractère largement rituel, bien qu'il soit nécessaire de définir ce terme avec soin. Toutefois, la pratique de la violence chez les Yanomami respecte une échelle soigneusement graduée. On commence d'abord par se frapper la poitrine, puis on lutte avec des bâtons, des lances et on finit par l'attaque de village à village. Le premier stade a généralement lieu lors des fêtes entre villages et oppose des habitants de villages différents. Cela commence par des accusations de lâcheté ou des demandes excessives en échange de produits, d'aliments ou de femmes[33]. Le processus est invariable : après que les combattants ont pris des hallucinogènes pour entretenir leur combativité, un homme s'avance et se frappe la poitrine. Un représentant de l'autre village relève le défi et s'avance également pour saisir son adversaire et lui donner un coup violent dans la poitrine. Habituellement, ce dernier ne bronche pas pour témoigner de sa résistance et peut encaisser jusqu'à quatre coups avant de réclamer son tour. Le combat se poursuit alors coup par coup jusqu'à ce que l'un des adversaires renonce ou que tous deux soient trop épuisés pour poursuivre. Dans ce cas, ils peuvent encore continuer en se donnant des coups avec le plat de la main, ce qui met rapidement fin au combat lorsque le vaincu est hors d'haleine. Après quoi, si le combat a été convenu d'avance, les deux adversaires se balancent en psalmodiant une mélopée, se jurant une éternelle amitié.

Les combats au bâton, généralement spontanés, sont plus agressifs mais suivent aussi un rituel. « Ils sont habituellement provoqués par un adultère ou un soupçon d'adultère[34]. » Le plaignant, portant un bâton de trois mètres, s'avance au milieu du village – qui peut être le sien – en clamant des insultes à celui qui l'a offensé. Si son défi est relevé, il plante son bâton dans le sol, s'appuie dessus et attend de recevoir un coup sur la tête. Ensuite, c'est à son tour de répondre. La vue du sang, bientôt apparu, donne le signal d'une mêlée générale, les autres hommes prenant parti et s'armant de massues. Il y a alors un réel danger de blessures et même de mort car la massue du provocateur a une pointe aiguisée – signe de ses intentions meurtrières – et l'un des combattants peut en être transpercé. A ce stade, le chef du village doit intervenir, armé de son arc et en menaçant de tirer une flèche sur quiconque refusera de s'arrêter. Il arrive cependant que des blessures mortelles soient infligées. Si cela s'est produit, le coupable doit quitter le village pour un autre ou, si le combat a eu lieu entre deux villages, les attaquants doivent se retirer. Dans tous les cas, il en résulte un raid. Chagnon considère que ces raids représentent chez les Yanomami ce qu'on peut qualifier de « guerre », mais il décrit un niveau intermédiaire, le combat à la lance, dont il n'observa qu'un seul exemple durant son séjour. Un petit village, vaincu dans un combat au bâton, fit alliance avec d'autres et organisa une expédition. Ils réussirent à chasser de leurs maisons les habitants du plus grand village sous la menace de leurs lances et ils les poursuivirent dans leur fuite. Le grand village se regroupa, les attaquants s'en allèrent et un second combat à la lance eut lieu à quelques kilomètres de là. Lorsque le combat risqua de dégénérer d'une façon incontrôlable, les deux parties se retirèrent. Plusieurs hommes furent blessés et l'un mourut de ses blessures.

Par la suite, les deux villages poursuivirent leurs incursions l'un contre l'autre, mais, pour Chagnon, seule l'organisation d'un raid constitue un acte de guerre et non le combat à la lance, car un Yanomami part pour un raid avec l'intention de tuer sans trop se préoccuper de sa victime, même dans certaines circonstances. Ils peuvent ainsi rester en attente hors du village constituant leur objectif jusqu'à ce qu'ils trouvent une victime sans défense – sortie se baigner, chercher de l'eau ou se soulager –, la tuent et s'enfuient. La fuite est bien organisée avec une arrière-garde échelonnée, car, très rapidement, ce genre de raid en provoque un autre. L'organisation d'un raid peut aller jusqu'à ce que Chagnon considère comme l'acte d'hostilité

ultime, une fête traîtresse (quand un village aux intentions guerrières contraint un autre à inviter ses ennemis à une fête pour les attaquer par surprise). Ils en tuent alors autant qu'ils peuvent et les veuves sont réparties entre les vainqueurs.

Pour Chagnon, la manière de combattre des Yanomami constitue une réponse culturelle à leur environnement. Il ne s'agit nullement, dit-il, de protéger le territoire, car les vainqueurs n'occupent jamais l'habitat des villages vaincus. Il souligne qu'il s'agit plutôt d'une affaire de « souveraineté » qui se mesure à la capacité d'un village d'en empêcher un autre de lui prendre ses femmes ou de faire valoir des droits pour en obtenir dans des conditions favorables. D'où l'étalage d'une « férocité » destinée à détourner les séducteurs, les voleurs de femmes ou les organisateurs de raids.

Toutefois, les Yanomami se comportent différemment vis-à-vis de leurs voisins non Yanomami et récemment ils ont réussi à élargir leurs limites en y incluant un territoire nouveau où ils ont pratiquement exterminé la tribu qui y résidait. Une agressivité si réelle envers autrui provient de ce que les Yanomami se considèrent comme la race « la première, la meilleure et la plus raffinée sur terre », les autres peuples représentant une dégénération de leur espèce, seule pure[35]. Les « ennemis » sont en général ceux qui n'ont pas de liens de parenté avec eux, car les Yanomami, bien qu'ils s'approprient des femmes et se montrent féroces, respectent des règles de parenté conçues pour éviter l'inceste. Ces liens, cependant, ne représentent pas une force suffisante pour empêcher que des groupes apparentés se fassent la guerre, ce qui arrive fréquemment. Chagnon suggère que la cause en est la pratique de l'infanticide des filles, courante chez les primitifs, mais adoptée par les Yanomami pour augmenter le nombre de mâles « féroces » en vue de leurs perpétuelles captures de femmes.

Depuis ses premières missions chez les Yanomami, la position de Chagnon sur le rôle de la guerre s'est modifiée et il tend maintenant à la voir, en termes néodarwiniens, comme « une sélection visant à reproduire le succès » : plus on tue d'hommes et plus on obtient de femmes et de descendance[36]. Ces comptes rendus apportent d'intéressants éléments aux écoles les plus divergentes. Il ne fait ainsi aucun doute que la guerre régularise la population par rapport au territoire dont elle dispose – les pertes qu'elle a entraînées représentent 24 % des décès récents de mâles dans les trois groupes étudiés par Chagnon –, comme les écologistes s'y

attendent. Les structuralistes s'attacheront à la relative faiblesse du système de parenté qui pourrait indiquer que la guerre résulte d'un manque de réciprocité. Les fonctionnalistes structuralistes verront dans la pratique de la guerre et le recours aux mythes le fait qu'à l'évidence la culture des Yanomami est une parfaite adaptation à leur environnement. Quant aux éthologistes, la « férocité » de ce peuple leur paraîtra une preuve supplémentaire que l'homme a bien des pulsions de violence qui ont besoin de se libérer.

Les spécialistes de l'histoire militaire s'intéresseront surtout aux aspects externes des combats chez les Yanomami. En partant du point de vue vérifiable que la peur existe chez l'homme et qu'elle est accrue par la menace des armes, ils mettront l'accent sur l'aspect soigneusement ritualisé de ces rencontres armées et inverseront peut-être la hiérarchie proposée par Chagnon. Les « raids » et les « fêtes traîtresses » que celui-ci considère comme le summum de leur expression guerrière seront plutôt qualifiés de meurtres dans des sociétés régies par les codes de la loi. D'un autre côté, les combats à coups de poing, au bâton ou à la lance relèvent de la catégorie des conflits rituels, car le danger qui en résulte est évalué et hiérarchisé afin de n'y exposer que des hommes sélectionnés et pour éviter que le combat ne dégénère rapidement en bataille générale. Le choix des armes est réglementé, seul le provocateur pouvant utiliser un bâton aiguisé. Enfin, si certaines armes peuvent provoquer des blessures mortelles, telles les lances, leur usage ne s'effectue qu'à une portée limitée.

En résumé, il semble que les Yanomami aient suivi instinctivement la théorie de Clausewitz, puis qu'ils l'aient dépassée. Les groupes de parenté auraient pu se lancer dans une suite de batailles décisives en vue d'établir une fois pour toutes une hiérarchie de « souverainetés ». Mais agir de la sorte comportait un risque d'anéantissement si les combats « réels », c'est-à-dire « rituels », avaient dégénéré en une vraie guerre. Optant pour une prudence réciproque, les Yanomami se sont déterminés pour des combats endémiques routiniers, le plus souvent de caractère symbolique, aboutissant à la mort de quelques-uns mais épargnant la majorité, quitte à reprendre le combat un autre jour.

Les Maring

De toutes les découvertes faites par les ethnographes dans les sociétés primitives, celle des combats rituels est du plus grand intérêt pour les spécialistes d'histoire militaire, ne serait-ce que par les traces qui en subsistent visiblement dans ce que nous appelons la « guerre civilisée ». Mais l'idée que l'on s'en fait est souvent trop simplifiée, car elle attribue au rite une telle force que le combat se trouve réduit à un jeu inoffensif. La description ci-dessous d'une guerre primitive a été rédigée par un chercheur à partir de sources très diverses, mais concerne principalement des peuplades des montagnes de Nouvelle-Guinée.

> La bataille rangée […] réunissait de deux cents à deux mille guerriers et avait lieu sur un terrain choisi à l'avance, à cheval sur les limites territoriales de deux groupes ennemis. Chaque armée était composée de guerriers venus de plusieurs villages alliés et généralement apparentés par mariages. Les préparatifs militaires étaient limités, voire inexistants, même lorsqu'un grand nombre de guerriers étaient impliqués. Chacun d'eux lançait des insultes à son vis-à-vis en brandissant sa lance ou en tirant des flèches. L'habileté à éviter celles-ci était une qualité très appréciée dont les jeunes guerriers se vantaient. Les femmes venaient souvent assister à ces guerres en chantant et en encourageant les hommes. Elles ramassaient aussi les flèches lancées par les ennemis pour que leurs maris les tirent en retour contre eux. Des batailles rangées fréquentes avaient lieu généralement parmi les tribus évoluées à population dense. On ne rencontrait pas ce genre de guerre en Amazonie, par exemple, mais elle était fréquente dans les montagnes de Nouvelle-Guinée où la densité de la population est dix fois plus élevée. […] Bien qu'un grand nombre de guerriers prennent part à ces batailles, il y avait peu de morts. Du fait de la grande distance observée entre les guerriers, du peu d'efficacité des armes primitives et de l'agilité des jeunes guerriers à esquiver les flèches, peu de coups atteignaient directement leur but. Si un homme était gravement blessé ou tué, le combat cessait généralement, du moins pour ce jour-là[37].

Certains points de cette description ressortent de manière indiscutable. Par exemple, le fait que tous les combats consistent en affrontements individuels, jusqu'à l'apparition de tactiques de bataille rangée avec armes standards. Une des caractéristiques des combats rituels est le faible nombre de blessures qu'ils entraînent et, même dans les guerres « civilisées », il s'avère parfois nécessaire d'opérer une reconnaissance préalable du champ de bataille, ne serait-ce que par suite de la rareté des lieux géographiques permettant à des armées de se déployer. Mais tout cela reste stylisé, comme le révèlent les traits de méchanceté exprimés dans les guerres des Yanomami primitifs. C'est un excellent point de départ pour comparer les idées générales que l'on se fait des combats rituels avec une réalité plus complexe.

Lorsque Andrew Vayda alla les étudier en 1962-1963, puis en 1966, les Maring étaient au nombre de sept mille environ et occupaient un territoire de trois cent quarante kilomètres carrés de part et d'autre des sommets boisés des monts Bismarck, au centre de la Nouvelle-Guinée. Ils tiraient leur subsistance de la culture de tubercules dans des jardins au cœur de la forêt, fréquemment déplacés pour laisser le sol en jachère, de l'élevage de porcs et d'un peu de cueillette et de chasse, mode de vie caractéristique de la culture « sur brûlis ». La densité de la population était beaucoup plus élevée que chez les Yanomami – plus de cinquante habitants au kilomètre carré – et la société se composait de groupes claniques descendant nominalement du même ancêtre et prenant leurs femmes à l'extérieur du clan. Chacun de ces groupes comportait de deux cents à huit cent cinquante personnes et possédait un territoire de culture bien délimité le long d'une des rivières descendant de la crête. Seule une étroite bande de terre était occupée sur la rive et le territoire de certains groupes englobait une portion de forêt sauvage leur fournissant une réserve de sol non cultivé. Au-dessous de la région montagneuse s'étendait une zone malsaine et il fallait atteindre la côte pour retrouver une population nombreuse mais parlant un langage tout à fait différent. Jusqu'aux années 1940, ces tribus ignoraient le métal et ne possédaient au mieux que des outils ou des armes de pierre[38].

Sur le plan matériel, les Maring avaient cependant une culture supérieure à celle des Yanomami, comme le montre leur armement. Ils possédaient non seulement des arcs, des flèches et des lances en bois, mais aussi des haches en pierre polie et de grands boucliers de bois. Ainsi équipés, ils entreprenaient des combats suivant des étapes soigneusement réglées, comme ils le reconnaissaient eux-mêmes. Au début, il y avait ce qu'ils appelaient les combats « pour rien », puis venaient les « vrais » combats et, en troisième et quatrième lieux, les raids et les poursuites (ces dernières étapes ne constituant pas nécessairement une escalade).

Les combats « pour rien » tels que les décrit Vayda rappellent ces luttes rituelles inoffensives qui, soi-disant, caractérisent les guerres primitives.

> Dans ce cas, les guerriers quittaient chaque matin leur demeure pour se rendre au lieu de combat préalablement choisi à la frontière des territoires des deux principaux groupes belligérants. Chaque groupe prenait position à une distance suffisamment proche pour être à portée de flèches. Les hommes se protégeaient derrière d'épais boucliers de bois aussi grands qu'eux et d'environ quatre-vingt-dix centimètres de large. Parfois, l'extrémité des boucliers était ainsi faite qu'ils pouvaient être appuyés sur le sol et les guerriers s'élançaient alors au-dehors pour tirer leurs flèches puis revenaient se mettre à l'abri.

> Parfois aussi des hommes se risquaient à l'extérieur quelques instants pour défier les ennemis et montrer leur bravoure en s'exposant à leurs tirs. A la fin de chaque journée de combat, les hommes regagnaient leur habitation. Ces affrontements avec arcs et flèches pouvaient durer des jours, voire même des semaines, mais les blessures graves ou les morts étaient rares[39].

Les « vrais » combats différaient des combats « pour rien » à la fois par leur tactique et leur armement. Les hommes se présentaient sur le terrain de rencontre munis de haches de pierre et de lances, et les rangs ennemis se rapprochaient à portée de main. Les archers, à l'arrière, entretenaient un tir nourri de flèches tandis qu'à l'avant, les hommes combattaient à l'abri de leurs boucliers, changeant parfois de place avec les archers pour se reposer. Les combattants rapprochés avaient aussi la possibilité de reprendre leur souffle tous ensemble quand ils étaient épuisés. Il arrivait qu'un homme de la ligne avant soit jeté à terre par les jets de flèches et de lances. Alors, si l'ennemi lançait une brève charge bien dirigée, il pouvait être achevé à la hache ou à la lance. Cependant, les blessures étaient rares et les combats s'éternisaient pendant des jours.

> Chaque matin, quand il y avait la guerre, les hommes en état de se battre se rassemblaient près de leurs villages et se rendaient en masse au lieu choisi pour le combat du jour. Les femmes restaient à l'arrière pour effectuer les travaux de jardinage et les tâches domestiques. Les hommes eux-mêmes ne combattaient pas chaque jour en période de guerre. Quand il pleuvait, les deux parties restaient chez elles et, parfois, prenaient, par accord réciproque, un jour pour repeindre leurs boucliers, accomplir les rites en rapport avec les pertes subies ou, simplement, se reposer. Il arrivait même que les hostilités soient suspendues pendant des intervalles pouvant atteindre jusqu'à trois semaines. Les hommes travaillaient alors à faire de nouveaux jardins[40].

Ces rites, presque incompréhensibles pour l'homme moderne, éveillent l'écho des antiques combats sous les murs de Troie. Ils s'épuisaient parfois d'eux-mêmes avec un échange final de flèches. Mais ils pouvaient aussi conduire à des « poursuites » plus sanglantes quand un des ennemis quittait le territoire de son clan pour semer la mort et la destruction dans un autre. Les « raids », une forme d'expédition également meurtrière mais plus limitée, semblent être une alternative du « vrai » combat dans l'échelle de la violence. Mais, d'un autre côté, les poursuites étaient la conséquence de vrais combats et aboutissaient à la mort de femmes et d'enfants en grand nombre, autant que des hommes. Ils se concluaient par la fuite éperdue des vaincus hors de leur territoire.

La guerre chez les Maring exige une importante interprétation que Vayda tente de nous fournir. Les combats « pour rien », dit-il, interviennent lorsqu'une accumulation d'affronts et d'offenses durant un cycle pacifique finit par exiger une revanche. Il peut s'agir d'une simple insulte ou d'un acte aussi grave qu'un meurtre et, entre ces deux extrêmes, d'un viol, d'un enlèvement ou du soupçon qu'un sort a été jeté. Les combats « pour rien » ont un double objectif : tester la puissance militaire de l'ennemi, mais aussi négocier. La plupart des vociférations sont émises par les médiateurs auxquels les hommes du clan font appel quand la guerre menace. Ils apportent leur voix impartiale en même temps qu'une preuve de la force dont un parti dispose en plus, au cas où l'adversaire insisterait pour avoir un « vrai » combat.

Le « vrai » combat pourrait aboutir à la constatation que l'on se retrouve dans une impasse, à un stade ultime de match nul. Un raid peut avoir le même résultat. Quant à la « poursuite », elle s'achève généralement par la fuite des victimes de leur territoire, ainsi qu'à la destruction de leurs habitations et de leurs jardins. C'est là l'épreuve ultime pour démontrer quel est le parti le plus fort et qui est capable d'empiéter sur le territoire du voisin, lourde peine pour une société à court de terres. La guerre chez les Maring aurait donc ainsi un aspect écologique dans sa motivation, celle de prendre la terre du plus faible pour la donner au plus fort. Mais Vayda fait observer qu'on y rencontre aussi d'importants aspects en contradiction avec les précédents. D'abord le fait que les vainqueurs occupent rarement la totalité ni même parfois une part minime du territoire conquis sur un autre clan, craignant par exemple que des charmes maléfiques persistants continuent de le rendre dangereux. On observe par ailleurs que le moment choisi pour la guerre coïncide toujours avec celui où un clan est prêt à sacrifier aux esprits de ses ancêtres les offrandes nécessaires pour obtenir leur aide dans le combat.

De telles offrandes consistent à tuer puis à manger des porcs adultes à raison d'un animal pour chaque membre du groupe. Comme il faut plus de dix ans pour élever et engraisser le surplus de porcs ainsi nécessaires, les combats ne peuvent donc avoir lieu que tous les dix ans environ. Or, on constate que c'est seulement à la fin d'une décennie que des clans voisins commencent à échanger des injures et des offenses pouvant entraîner la guerre. Se lancer dans une guerre sans avoir les moyens de s'attirer les bonnes grâces des ancêtres serait courir à sa perte. De plus, disposer d'un

surplus de porcs sans avoir une bonne excuse pour les manger signifierait qu'on les a engraissés pour rien. Vayda a constaté que la densité de la population Maring avait diminué pendant leur dernière longue période de guerre, ce qui va à l'encontre de la théorie selon laquelle leurs luttes auraient pour origine le manque de terres. En réalité, on pourrait imaginer que les Maring se sont battus pour une raison inhabituelle, peut-être même pour se distraire, plutôt que pour une quelconque raison proposée par une théorie anthropologique.

Prétendre qu'on puisse se battre pour se distraire peut paraître excessif. Cependant, le facteur « jeu » a été pris très au sérieux par les historiens de la chevalerie, par exemple. Mais si l'on remonte dans le temps pour chercher les « origines » des combats, on en arrive inévitablement à la période des premiers chasseurs. L'équipement des hommes chassant pour assurer leur subsistance a donné par la suite naissance aux armes pour la chasse sportive, ainsi qu'aux jeux et jouets. Dès que l'agriculture, si élémentaire qu'elle soit, commença à soulager les hommes de l'incessante obligation d'avoir à pister et à tuer quotidiennement un animal pour manger, la chasse, le sport, les jeux et jouets, et même la guerre, ont eu alors pour but d'assurer psychologiquement la coexistence des cultures primitives – ce qui est encore vrai dans notre monde d'aujourd'hui, du moins dans les trois premiers cas. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les Maring, avec l'armement dont ils disposaient, aient conçu un système guerrier dont le jeu est un puissant facteur. Si ces lances de bois et ces haches de pierre brandies par un groupe d'hommes s'encourageant mutuellement provoquent la mort et non de simples blessures, cela ne provient pas d'un quelconque pouvoir mortel de ces armes en elles-mêmes mais des intentions des combattants qui les manient. Dans la manière de combattre des Maring, ce qui doit par conséquent être retenu, ce n'est pas sa « primitivité » mais, au contraire, sa « sophistication ». Dans une société qui ne produit pas de réalisations esthétiques, il est important de fournir à l'individu un moyen d'expression, de parade, de compétition ou, si l'on admet cette théorie, de « montée et descente » de l'agressivité. Quant au groupe, il y trouve le moyen de faire comprendre à ses adversaires le degré de gravité qu'impliquerait toute transgression des règles de bon voisinage. Les conséquences néfastes d'un manquement à ces règles sont démontrées d'abord symboliquement, non pour conduire à une escalade mais, au contraire, à la diplomatie.

Les spécialistes de l'histoire militaire s'intéressent avant tout aux caractéristiques de l'armement des Maring. Haches de pierre et pointes de flèches en os évoquent un passé rempli de griffes et de dents. En regardant ces silex habilement taillés, l'homme d'aujourd'hui pense aussitôt à des crânes brisés, des colonnes vertébrales fracturées. Il est possible que nos ancêtres préhistoriques aient infligé de semblables blessures à leurs ennemis, quel que soit le risque auquel ils se soient ainsi eux-mêmes exposés. Mais ce que nous savons des Maring suggère au contraire que les peuplades armées comme à l'âge de pierre ne sont pas nécessairement indifférentes à leur propre survie. De telles armes, mortelles dans un combat rapproché, n'obligent pas forcément ceux qui les brandissent à pratiquer le corps à corps. Sauter à cette conclusion signifierait qu'on adopte le point de vue d'un « déterminisme technologique » dans le comportement humain, ce que dément la stratégie prudente et temporisatrice des Maring. Si ceux-ci se montrent réticents à l'égard des batailles décisives – dans la mesure où ils considèrent que le combat ne doit pas nécessairement se terminer par une victoire totale –, on peut supposer que d'autres peuplades ayant une culture matérielle d'un niveau comparable agissaient de même.

Dans cet ordre d'idées, nous allons continuer d'étudier l'usage qui a été fait dans la préhistoire des armes de bois, de pierre et d'os.

Les Maoris

Il y a loin entre la conception de la guerre dans les tribus peuplant les montagnes de la Nouvelle-Guinée, tribus dont l'organisation sociale est simple, et celle des chefferies hiérarchisées et théocratiques de Nouvelle-Zélande, centre de la diaspora polynésienne dans le Pacifique Sud. Ce n'est pas seulement un saut dans le temps et à travers les cultures, mais aussi la mise en évidence du profond abîme qui sépare les anthropologues quand il s'agit de définir le stade décisif déterminant le passage de la primitivité à la modernité.

Pour l'anthropologue classique, la société humaine a évolué de la bande à la tribu, puis à la chefferie et enfin au premier stade de l'Etat. Dans cette typologie, une bande est un petit groupe dont les membres savent – ou, tout du moins, croient savoir – être apparentés par le sang. Il s'agit là d'une organisation sociale caractéristique des premiers hommes vivant de cueillette et de chasse, peureux et repliés sur eux-mêmes, soumis à

l'autorité paternelle, tels les Bochimans d'Afrique du Sud. Dans une tribu, les hommes se reconnaissent généralement par leur langage et leur culture et, s'ils n'acceptent pas forcément un chef, ils reconnaissent toutefois une certaine autorité fondée sur le mythe à travers une filiation patrilinéaire ou matrilinéaire. La théorie anthropologique veut que les tribus tendent à l'égalitarisme[41]. Quant aux chefferies, elles sont hiérarchisées et généralement théocratiques, chaque individu occupant un rang déterminé par la distance qui sépare sa lignée de l'ancêtre fondateur, d'origine divine. L'Etat, qui est aujourd'hui la forme de société la plus répandue dans le monde, est censé s'être développé à partir de la chefferie. Selon la différentiation bien connue de Max Weber, les anthropologues distinguent les Etats des chefferies par le fait que les premiers fondent leur légitimité sur des codes respectivement traditionnels (parfois charismatiques) et légaux[42].

Heureusement pour le profane, les anthropologues ont adopté récemment une classification plus simple, distinguant seulement entre sociétés « égalitaires » et « hiérarchisées » avant qu'elles ne parviennent au stade d'Etat[43]. La raison de ce changement – qui n'est pas encore universellement admis – vient du fait que de nombreuses sociétés très élémentaires découvertes par les ethnographes dans les régions du monde les moins accessibles (montagnes, forêts, déserts ou zones arides) sont, en fait, des groupes de réfugiés ayant fui l'oppression de voisins plus puissants, comme nous l'avons vu. La structure sociale de ces groupes s'est trouvée profondément dégradée à la suite de cette fuite, de la dispersion, des difficultés économiques ou par la dévaluation de leurs mythes et de l'autorité reconnue résultant de ce déplacement. Cette interprétation irrite ceux qui croient en l'existence de sociétés sans Etat, constituées à partir d'un choix culturel ou par adaptation à l'environnement. Mais ce dernier point de vue est en déclin[44]. Elle en contrarie aussi d'autres à cause de l'importance prédominante qu'elle accorde à la guerre, surtout pour ceux qui défendent âprement que la cause des guerres n'est pas autre chose qu'une compétition pour obtenir des ressources trop rares[45].

Si la société des Maring n'a rien d'un Etat (pour certains anthropologues, les Yanomami en présenteraient une forme primitive imperceptible), celle des Maoris de Nouvelle-Zélande s'en approche de près, car ils se montraient capables de réaliser des constructions communes de grande envergure et de lancer des expéditions guerrières importantes et

lointaines. Ils ne manquaient certainement pas de nourriture, même si, au cours des six cents à huit cents premières années de leur établissement en Nouvelle-Zélande, ils ont réussi à exterminer environ dix-huit espèces d'oiseaux, y compris l'imposant moa, incapable de voler[46]. D'un autre côté, les migrations d'une île à l'autre ont probablement eu pour cause principale un accroissement progressif de la population, provoquant l'expulsion de groupes entiers lorsque le développement de la production, l'infanticide, les voyages et les guerres ne parvinrent plus à en contenir la pression. Les Polynésiens qui débarquèrent en Nouvelle-Zélande, sans doute aux environs de 800 après J.-C., étaient peut-être des voyageurs, des hommes jeunes et audacieux comme les Vikings et, tel Leif Eriksson, à la recherche d'un *Vinland* vers le sud. Ou bien étaient-ils des réfugiés fuyant un chef victorieux dans leur propre pays, à moins qu'ils ne fussent des naufragés ayant eu la chance de survivre[47]. Quoi qu'il en soit, ils réussirent à toucher terre, apportant avec eux les principaux éléments de la vie polynésienne, leurs institutions, leurs chefferies que leurs mythes disaient descendre des dieux, leur hiérarchie sociale et leur spécialisation militaire. Ils avaient aussi avec eux les objets fabriqués dans leurs îles, y compris les armes de bois – la lance et la massue – auxquelles des coquillages, des coraux, des os ou des pierres donnaient un tranchant mortel. C'est avec de telles armes que les Maoris pratiquaient dans les grands espaces des mers du Pacifique Nord ou Sud une forme de guerre à laquelle les chefs d'Etat de l'âge du fer ou même de l'époque des fusils à poudre n'auraient pas eu grand-chose à apprendre.

Le pouvoir des chefs polynésiens avait une double origine. Il provenait du *mana* – intermédiaire sacré entre les dieux et les hommes – et du tabou – pouvoir de donner en offrande dans un but religieux une part des fruits de la terre et des eaux accordés par les dieux. Ce pouvait être à l'occasion d'une fête rituelle, d'un sacrifice ou de la construction d'un temple, mais cela entraînait obligatoirement un prélèvement et la conduite de travaux. Dans les sociétés plus élémentaires et égalitaires où ils jouaient simplement un rôle de médiateur, de conseiller et de commandement, les chefs pouvaient alors demander, et même exiger, une forte extension de leurs pouvoirs. Dans les îles très peuplées, le chef polynésien pouvait demander un effort collectif pour la culture, la pêche, la construction de bâtiments et même pour des travaux d'irrigation. Si l'accroissement de la population provoquait une guerre, le chef pouvait imposer aux hommes son

commandement militaire, surtout s'il avait acquis la réputation d'être un *toa*, un guerrier[48].

On a avancé de manière convaincante que les chefferies maories de Nouvelle-Zélande, soumises à une pression démographique, avaient trouvé plus facile de faire la guerre à des voisins possédant des terres fertiles plutôt que de défricher la forêt vierge dont il subsistait encore d'importantes portions à l'arrivée des premiers colons européens en 1840. Les chefs pouvaient engager de telles guerres parce qu'ils disposaient d'approvisionnements suffisants pour leurs expéditions, de moyens de transport pouvant couvrir de longues distances (une flottille de grandes barques), et assez de sens politique pour parvenir à diriger contre l'ennemi les mécontentements généraux.

Chez les Maoris, le déroulement de la guerre s'opérait toujours de la même manière. Il se trouvait toujours à l'origine un désir de revanche qu'une expédition aboutissant à la capture et à la mort d'un ennemi pouvait, ou non, apaiser. Les affrontements maoris pouvaient être d'une grande brutalité. Après un grand rassemblement au cours duquel « les offenses étaient violemment dénombrées », on entamait des chants de guerre et on faisait étalage des armes. Le combat pouvait alors commencer. Si la rencontre avait lieu en plein air et qu'on réussissait à briser les rangs ennemis, il s'ensuivait alors une poursuite sans merci :

> Ces guerriers couraient rapidement avec pour seul but […] de poursuivre un homme droit devant eux sans jamais s'arrêter, et de le frapper pour le blesser, pour que ceux qui le suivaient soient assurés de le rattraper et de le tuer. Il n'était pas rare qu'un homme rapide et au pied agile parvienne, lorsque la déroute était complète, à transpercer avec une seule lance légère jusqu'à dix ou douze hommes en s'assurant qu'ils pouvaient alors être rattrapés et tués[49].

Avec de telles méthodes, les Maoris auraient pu s'exterminer les uns les autres si leurs combats n'avaient été limités de deux manières. Concrètement, ces affrontements consistaient à attaquer ou défendre des fortifications. La puissance et le nombre des forts maoris – on en a retrouvé au moins quatre mille – démontrent avec quels pouvoirs leurs chefs étaient capables d'organiser le travail collectif dans une population comportant quarante tribus (soit un peuplement total de cent mille à trois cent mille personnes) et quel degré d'évolution ils avaient atteint sur le plan politique. Du point de vue militaire, l'existence des forts épargnait aux Maoris les pires conséquences de la guerre. Edifiés de manière caractéristique sur des

sites élevés, les forts comportaient de vastes salles où l'on stockait les provisions, ce qui permettait aux occupants de survivre malgré la destruction de leurs cultures. On y trouvait également de solides palissades, de profonds fossés et des talus élevés. Les Maoris ne possédant apparemment pas de matériel de siège, une défense résolue pouvait faire échec aux attaquants jusqu'à ce que ceux-ci aient épuisé les provisions prévues pour cette campagne et prennent alors le large[50].

Du point de vue culturel, les guerres maories se trouvaient limitées par leur objet lui-même. Les anthropologues s'accordent à penser qu'elles avaient pour but une redistribution des terres des plus faibles aux plus forts. Mais le programme guerrier impliquait aussi que les victimes ennemies soient mangées (à l'exception de la tête, conservée comme trophée). La disparité entre les actes accomplis par les sujets étudiés par les ethnographes et les conclusions qu'en tiraient les anthropologues fut la source de débats universitaires extrêmement vifs. Pour les spécialistes de l'histoire militaire, il semble clair que les Maoris se battaient par esprit de revanche. On enseignait aux enfants mâles dès leur plus jeune âge qu'une insulte ne devait jamais être oubliée, à plus forte raison un vol ou un meurtre. Les Maoris n'avaient pas d'égaux pour conserver en mémoire un ressentiment, parfois pendant des générations, jusqu'à ce que l'ennemi soit tué, son corps mangé et sa tête fichée sur la palissade entourant le village fortifié, ce qui permettait de continuer à l'insulter symboliquement. Cette guerre de revanche n'était pas conduite sur une base d'égalité. Il suffisait d'avoir mangé un ou plusieurs ennemis et pris leur tête pour apaiser une vieille querelle et éviter des morts supplémentaires infligées en représailles[51].

On voit par cet exemple comment une morale culturelle peut aboutir paradoxalement à limiter, fût-ce de la façon la plus cruelle, les pertes que les guerriers s'infligent réciproquement. Renforcée par les obstacles matériels que constituaient les fortifications, cette disposition pouvait retenir les Maoris – après qu'ils eurent maîtrisé la technologie du bâton et de la massue – de se lancer dans de grandes expéditions pour la conquête d'autres îles. Avec l'arrivée du fusil, plusieurs chefferies maories se transformèrent en Etats avec une rapidité stupéfiante. Mais cela est une autre histoire. Dans une société de l'Amérique précolombienne infiniment plus sophistiquée que celle des Maoris, c'est aussi une morale culturelle qui imposa des limites encore beaucoup plus strictes à une puissance guerrière

infiniment supérieure et pouvant déclencher des batailles décisives selon le modèle clausewitzien.

Les Aztèques

Chez certaines peuplades précolombiennes d'Amérique centrale ou du Nord, la cruauté est sans égale dans le monde. Turney-High taxait les Mélanésiens du Pacifique Sud de « simple cruauté » – ce qu'on ne peut prouver d'aucune manière – et mettait en haut de l'échelle des peuples d'Amérique du Sud considérés comme les pires des cannibales (il fut l'un des premiers à suggérer que le cannibalisme s'expliquerait par un manque de protéines, point de vue d'abord largement partagé mais aujourd'hui abandonné)[52]. Toutefois, ni l'un ni l'autre n'ont pratiqué la torture rituelle des captifs, suivie ou non de cannibalisme, comme l'ont fait par exemple certains Indiens des Prairies et les Aztèques. Voici ce que relate Turney-High :

> Les Pawnees Skidi cherchaient à capturer, à chacun de leurs raids, une femme ennemie de grande beauté. Celle-ci était alors adoptée par une famille Pawnee très honorable où, à sa grande surprise, elle était traitée avec davantage de considération que les propres filles de l'habitation. Elle devenait l'enfant gâtée. Mais, une nuit, on s'emparait brutalement d'elle, on lui arrachait ses vêtements et l'on peignait la moitié de son corps avec du charbon sur toute la longueur. Elle symbolisait ainsi l'union du jour et de la nuit. On la liait ensuite entre deux mâts dressés […]. Son père adoptif était alors contraint de lui tirer une flèche en plein cœur juste au moment où l'Etoile de la Nuit se levait à l'horizon. Les prêtres tiraient ensuite leurs propres flèches et le corps était horriblement mutilé avant que le dessein auquel il servait soit accompli. Ce rite d'apaisement de l'Etoile du Matin était considéré comme essentiel pour le bien-être des Pawnees et pour la réussite en toutes choses, particulièrement en agriculture[53].

Un jésuite missionnaire chez les Hurons décrit le meurtre rituel encore plus horrible d'un de leurs captifs Seneca en 1637. Lui aussi avait été adopté par la famille d'un chef pour, ensuite, être rejeté parce qu'il était blessé. Il fut condamné à mourir par le feu et, après avoir festoyé, ceux qui l'avaient capturé le conduisirent dans la case où se tenait le conseil pour une nuit d'agonie. Le chef Huron expliqua comment le corps serait partagé tandis que le captif entonnait des chants de guerre et « commençait à courir en cercles autour des feux sans jamais s'arrêter, et que chaque assistant tentait au passage de le brûler avec des tisons. Il criait comme une âme en peine. Toute la case résonnait de cris et de hurlements. Certains le brûlaient, d'autres lui attrapaient les mains pour en briser les os, d'autres encore lui

enfonçaient des bâtons dans les oreilles ». Quand il s'évanouissait, « on le ranimait doucement », on le nourrissait, lui parlait gentiment et il répondait de même à ceux qui avaient marqué sa chair, sans cesser « de hoqueter du mieux qu'il pouvait des chants de guerre ». A l'aube, tout juste conscient, on le tirait dehors pour l'attacher à un poteau et le brûler jusqu'à ce que mort s'ensuive en appliquant sur son corps des têtes de hache chauffées. Son cadavre était ensuite mis en pièces et partagé ainsi que le chef l'avait promis[54].

Pendant la guerre d'Algérie, il fut rapporté que des jeunes parachutistes français avaient cajolé et consolé un prisonnier musulman après l'avoir torturé pour lui soutirer des renseignements. Mais un tel comportement n'a rien à voir avec les rituels hurons dont les victimes étaient les partenaires complices d'une effroyable cérémonie incompréhensible si l'on ne se place pas du point de vue du mythe. L'horreur de la nuit vécue par le prisonnier Seneca a été retracée par l'historienne Inga Clendinnen, en introduction à son brillant essai sur l'ethos des Aztèques du Mexique central pour lesquels les sacrifices humains étaient une obligation religieuse et la guerre le principal moyen de se procurer des victimes pour ces sacrifices. Les captifs, à l'instar de l'héroïque Seneca, devenaient également complices de ce culte qui exigeait une mort après une longue agonie. Les Aztèques étaient de redoutables guerriers. Entre le XIII^{e} et le XVI^{e} siècle après J.-C., ils ont réussi à se rendre maîtres de la vallée occupant le centre du Mexique et à y construire la plus brillante civilisation parmi toutes les cultures ignorant l'écriture et le fer. Ses splendeurs ont frappé de stupeur les conquistadores eux-mêmes et, ainsi qu'ils le relatent, elles surpassaient celles de leur Espagne natale. Mais le spécialiste d'histoire militaire sera surtout fasciné par les extrêmes limitations que ce peuple imposait à sa dynamique de guerre, du fait de ses croyances religieuses, et, par voie de conséquence, au comportement de ses combattants lors des batailles.

A l'origine, les Aztèques étaient arrivés dans cette vallée avec pour seule et humble ambition la recherche de leur subsistance. En se rendant utiles comme soldats auprès des Tepanec, l'une des trois puissances reconnues de la vallée, et en s'installant sur une île du lac Texcoco qui n'appartenait jusque-là à personne, ils réussirent à s'imposer comme une puissance indépendante. Ceux qui admirent leur suprématie furent englobés dans leur empire, les opposants se trouvèrent contraints de se battre. Les armées aztèques étaient extrêmement bien organisées et équipées. Divisées

de manière caractéristique en unités de huit mille hommes, elles pouvaient s'avancer sur un front parallèle en suivant l'excellent réseau routier de l'empire, à raison de vingt kilomètres par jour, en portant des rations pour une campagne de huit jours[55].

On peut dire que les Aztèques avaient une « stratégie » dans le sens où l'entendait Clausewitz. Voilà comment Ross Hassing relate les faits :

> Leurs guerres commençaient par ce qui constituait essentiellement des démonstrations de valeur militaire, un nombre égal de soldats des deux camps luttant corps à corps pour montrer leurs talents. Si cela ne suffisait pas à intimider l'une des deux parties et la faire abandonner, la lutte devenait plus féroce, les participants plus nombreux et des armes entraient en jeu […] telles que des arcs et des flèches. […] Même progressifs, ces combats mettaient à terre de dangereux ennemis dont les forces étaient décimées par ces guerres d'usure que les Aztèques, supérieurs en nombre, étaient obligés de gagner pour poursuivre ailleurs leur expansion. […] Les opposants se trouvaient peu à peu encerclés, coupés de tout secours extérieur et finalement réduits à la défaite[56].

Le récit de Clendinnen jette sur ces guerres une lueur beaucoup plus complexe. La société aztèque était fortement hiérarchisée, par « rangs » comme disent les anthropologues, non seulement en fonction de l'âge, mais aussi du statut. Tout en bas de l'échelle se trouvaient les esclaves, des malheureux tombés au niveau le plus faible du système économique. Venaient ensuite les roturiers, les agriculteurs, les artisans et les marchands de la ville ou de la campagne. Les nobles leur succédaient, puis les prêtres et, en dernier lieu, le roi. Tous les hommes étaient considérés dès leur naissance comme des guerriers en puissance et pouvaient acquérir le statut élevé de soldat en passant par les écoles d'entraînement de leur district, les *calpulli*, qui tenaient à la fois du club, du monastère et de la corporation. Quelques novices parvenaient au rang de prêtre mais la majorité de la population menait sa vie quotidienne avec l'obligation de servir dans l'armée si nécessaire, tandis qu'une minorité – de nobles maisons fondées à la suite d'exploits guerriers – était chargée de maintenir la tradition familiale. Le roi était choisi parmi ceux qui parvenaient au rang de chef de guerre.

Le roi n'était pas simplement un soldat ; il n'était pas davantage un prêtre bien qu'il fût entouré de dignitaires religieux qui réglementaient sa triste vie quotidienne. Et on ne le considérait pas non plus comme un dieu, même si, d'une certaine manière, on le disait détenir un pouvoir divin. Lors de son accession au trône, on le désignait par le titre plutôt réfrigérant de « Notre Seigneur, Notre Bourreau, Notre Ennemi », illustrant bien par là le

pouvoir dont il disposait sur ses sujets dont certains, enfants ou esclaves que l'on achetait, étaient sacrifiés rituellement en sa présence[57]. Le roi était regardé comme un être terrestre habité par les dieux, auxquels il devait offrir des sacrifices sanglants pour que ceux-ci assurent avec bienveillance les cycles permettant au peuple de poursuivre son existence, en particulier le lever quotidien du soleil. Mais la société aztèque ne pouvait offrir par elle-même assez de victimes pour satisfaire les besoins sacrificiels. Il fallait donc faire la guerre pour s'en procurer.

Les guerres aztèques consistaient principalement en batailles rangées à distance rapprochée. Mais elles se déroulaient de manière étrange à nos yeux, selon un rituel impératif et un code respecté aussi bien par les Aztèques que par leurs ennemis. Les Aztèques étaient de merveilleux orfèvres, mais ils ignoraient le fer et le bronze. Ils utilisaient des arcs et des flèches, des lances et des *atlatl*, une sorte de propulseur augmentant la portée des javelots. Leur arme préférée était une épée de bois au tranchant clouté d'éclats d'obsidienne ou de silex avec laquelle on pouvait infliger des blessures mais non tuer. Les guerriers portaient des « armures » d'épais coton piqué qui les protégeaient des flèches (les Espagnols les adoptèrent par la suite lors de leurs combats contre eux, après s'être aperçus que leurs armures métalliques étaient non seulement trop chaudes, mais aussi superflues au Mexique), ainsi que de petits boucliers ronds. Les guerriers cherchaient à s'approcher tout près d'un ennemi pour lui porter un coup terrible aux jambes, juste au-dessous du bouclier[58].

Les armées aztèques étaient aussi bien ordonnées que la société. La plupart des soldats qui se pressaient pour obtenir une place dans les combats étaient des novices fraîchement émoulus des écoles d'entraînement et organisés par groupes pour leur apprendre à attraper des prisonniers. Leurs supérieurs veillaient à ce qu'ils cèdent la place aux guerriers expérimentés qui avaient fait de plus nombreux captifs lors des batailles précédentes. Les plus âgés d'entre eux, lorsqu'ils comptaient à leur actif au moins sept prisonniers, combattaient alors deux par deux et se reconnaissaient à leur costume, le plus beau de tous. Si l'un d'eux mourait au combat et si son compagnon s'enfuyait, ce dernier était tué par les siens. On appelait ces guerriers les « fous de guerre », et c'était eux qui donnaient l'exemple du courage. On allait jusqu'à tolérer d'eux, dans une vie urbaine pourtant terriblement conformiste, une rudesse de manières que personne d'autre n'avait le droit de se permettre.

Cependant, les « grands guerriers étaient des chasseurs solitaires qui, dans la poussière et la confusion du combat, cherchaient un ennemi de rang égal ou, mieux encore, supérieur » (les spécialistes d'histoire ancienne ou médiévale reconnaîtront là l'éthique des récits d'Homère et de la chevalerie).

> Les duels entre soldats bien assortis étaient le mode de combat préféré. […] Chacun s'efforçait de jeter l'autre à terre, généralement en le frappant aux jambes, en lui coupant un jarret ou en lui déboîtant un genou. Parfois il suffisait de la poigne du guerrier pour obtenir la soumission mais, la plupart du temps, des hommes munis de cordes se trouvaient là pour ligoter les prisonniers et les conduire à l'arrière.

La capture individuelle d'un prisonnier représentait un acte d'une telle importance dans la guerre aztèque que si un homme en cédait un à l'un de ses camarades n'ayant pas réussi de prise pour favoriser sa promotion, ils étaient l'un et l'autre punis de mort[59].

La bataille, commencée par un échange de flèches en vue de jeter la confusion dans les rangs et faciliter les duels individuels, se terminait par l'acheminement des prisonniers vers la grande ville de Tenochtitlan. Les vainqueurs reprenaient ensuite leur vie, et les champions se reposaient jusqu'à la prochaine rencontre. Les guerriers de rang intermédiaire pouvaient alors espérer une retraite honorable dans quelque poste bureaucratique et ceux qui n'avaient pas réussi à ramener un prisonnier après la deuxième ou troisième tentative étaient chassés de l'école d'entraînement pour être rejetés au niveau de porteurs cherchant partout à louer leurs services. C'était la place la plus basse de la société aztèque. Quant aux captifs, leurs épreuves ne faisaient que commencer.

En cas de victoire, on pouvait ramener de certaines batailles jusqu'à plusieurs milliers de prisonniers. Lorsque fut matée la révolte des Huaxtèques, vingt mille d'entre eux furent conduits vers la capitale pour y être immolés en l'honneur de la nouvelle pyramide qui venait d'être construite. On leur arrachait le cœur tandis qu'ils en escaladaient les degrés menant au temple. Certains captifs, de même que des esclaves achetés ou obtenus en tribut, étaient gardés en réserve jusqu'aux sacrifices offerts lors des quatre grandes fêtes annuelles. Pendant la première, la « fête des écorchés vifs » *(Tlacaxipeualiztli)*, les victimes sacrifiées formaient un groupe particulier, sélectionné selon la manière dont elles avaient été capturées et dont elles devaient être immolées, celle-ci représentant dans sa forme et sa philosophie un summum pour les Aztèques. La cérémonie était

stylisée à l'extrême et se transformait en un combat arrangé d'avance entre les Aztèques et des captifs du plus haut niveau guerrier, jugés dignes du grand sacrifice, et dont le sort était fixé d'avance[60].

Ensuite, on sélectionnait pour l'« écorchement » un des quatre cents prisonniers capturés par chacune des écoles de guerre. Pendant la période des préparatifs, avant d'être conduit au lieu d'exécution, on le traitait comme un invité d'honneur, « recevant de fréquentes visites, paré, admiré par celui qui l'avait capturé et par l'entourage de ses jeunes admirateurs », mais aussi « accablé » par la perspective du terrible sort qui l'attendait. Le jour de la fête, entouré de prêtres, il était conduit, ligoté avec des cordes et vêtu pour la circonstance, à la pierre sacrificielle située sur une plate-forme suffisamment élevée pour que l'assistance puisse voir[61]. Debout sur la pierre, on le munissait de quatre massues qu'il pouvait lancer sur quatre guerriers qui l'attaquaient. Mais son arme principale était une épée au tranchant garni de plumes et non de silex.

> Surélevée par rapport à ses attaquants et libérée de l'interdiction de tuer, la victime pouvait faire tournoyer sa lourde massue et frapper librement ses adversaires à la tête. Les champions aztèques offraient une cible tentante et facile. Mais le prisonnier pouvait être blessé et jeté à terre par un seul coup bien placé au genou ou à la hanche, comme sur le champ de bataille. Toutefois, un tel coup aurait raccourci le spectacle et privé les assaillants de leur gloire ; aussi devaient-ils résister à cette tentation. Dans ces circonstances solennelles et publiques, leur objectif était plutôt de démontrer avec quelle habileté ils se servaient de leur arme. Aussi prolongeaient-ils à loisir la performance consistant à découper délicatement en lanières avec des lames acérées la peau de leur victime [ce processus était appelé « déshabillage »], jusqu'à ce que celle-ci, épuisée et vidée de son sang, chancelle et s'écroule enfin.

On l'achevait alors en lui ouvrant la poitrine et en lui arrachant le cœur qui battait encore[62].

Le soldat qui avait capturé le prisonnier ne prenait aucune part à cette mortelle mutilation mais il en observait le déroulement au-dessous de la pierre sacrificielle. Dès que le corps avait été décapité afin que le crâne soit exposé au temple, il s'en saisissait, encore sanglant, pour l'emporter chez lui. Puis il en détachait les membres pour les distribuer, comme l'exigeait le rituel, en détachant la peau du corps. Il observait alors sa famille tandis que celle-ci prenait un léger repas rituel de bouillie de maïs surmontée d'un morceau de la chair du guerrier abattu, tout en pleurant et en se lamentant comme s'il s'agissait d'un de leurs propres jeunes soldats. Pour cette lugubre « fête », le vainqueur retirait son superbe costume de guerre et se

peignait le corps de blanc, comme on l'avait fait au prisonnier lui-même, avec la chaux et les plumes de sa victime.

Mais un peu plus tard, le vainqueur – qui, pendant la période des préparatifs, avait traité de « fils chéri » son captif (lequel l'appelait en retour « père chéri ») et chargé un « oncle » d'assister celui-ci pendant le « déshabillage » – changeait à nouveau de costume. Il se revêtait alors de la peau arrachée au mort et la prêtait « à ceux qui mendiaient ce privilège » jusqu'à ce qu'elle se décompose en même temps que les lambeaux de chair qui y demeuraient attachés. C'était le dernier tribut offert à « notre dieu l'écorché vif » en l'honneur duquel, pendant les quatre jours précédant sa mort, on avait répété le rituel de la pierre sacrificielle et dont on avait arraché symboliquement quatre fois le cœur de sa poitrine tandis que, la dernière nuit, le condamné veillait avec son « père chéri » jusqu'à ce que le moment vienne de monter au sacrifice.

Au cours de cet indicible martyre, le captif était soutenu, comme le suggère Clendinnen, par la certitude qu'en « mourant dignement, on se souviendrait de son nom et on chanterait ses louanges dans la maison des guerriers de sa propre ville ». L'évocation des grandes épopées européennes emporte notre conviction qu'il pouvait en être ainsi sur le plan psychologique, tout au moins pour ce qui concerne le comportement de la victime. On se souvient de la déclaration du colonel Bigeard, « *plutôt crever*[63] », quand on lui demanda de défiler devant les caméras Viêt-minh après la prise de Diên Biên Phu, ou de ce vétéran australien, décoré de la Victoria Cross pendant la Première Guerre mondiale, s'avançant seul, des grenades à la main, vers les lignes japonaises lors de la chute de Singapour en criant : « Pas de capitulation pour moi ! » On ne le revit plus.

Mais cette explication n'est pas valable pour les guerriers présents en masse sur le champ de bataille, du moins aux yeux des hommes modernes pour qui la guerre doit avoir un aspect concret qui justifie la perte de vies humaines. Inga Clendinnen souligne que, pour les Aztèques, la guerre n'entrait pas dans le domaine matériel. Persuadés qu'ils étaient les descendants des légendaires fondateurs de la civilisation du Mexique central, les Toltèques, ils voulaient faire revivre les splendeurs de l'Empire toltèque. C'était une mission qui leur avait été imposée et pour laquelle ils ne pouvaient avoir de recours qu'auprès des dieux. Or ceux-ci réclamaient des sacrifices – quelle qu'en soit la valeur, même insignifiante –, celui d'une vie humaine étant le plus apprécié. C'est pourquoi ils cherchaient « à

obtenir des villes voisines […] le maximum de tribut [comme preuve] de soumission […] à leur revendication de légitimité toltèque », le tribut le plus important consistant, de beaucoup, à se prêter aux rituels sanglants exigés par les dieux. Les Aztèques attendaient de leurs voisins qu'ils approuvassent « le sens qu'ils donnaient à leur propre vie et à leur destinée[64] ».

Une telle destinée, à la recherche permanente de la bienveillance de dieux sans amour et assoiffés de sang, est difficilement concevable dans le monde actuel, ce qui pourrait incliner à juger le concept de guerre des Aztèques comme une aberration, sans le moindre rapport rationnel avec une quelconque stratégie ou tactique. Cela vient du fait que nous opérons à présent une distinction entre le besoin d'assurer la sécurité et la croyance en une intervention divine directe dans les affaires mondiales. La vision des Aztèques était à l'opposé. Pour eux, on ne pouvait échapper à la cruauté des dieux qu'en satisfaisant leurs demandes. Leur manière de combattre était donc liée à l'objet même du combat, c'est-à-dire à la capture de prisonniers dont un certain nombre seraient sacrifiés rituellement avec leur consentement. Il est encore plus convaincant d'observer que les plus perfectionnées de leurs armes étaient conçues non pour tuer mais pour blesser.

Cette description entraîne toutefois une importante réserve : elle ne concerne que la période pendant laquelle les Aztèques étaient au sommet de leur puissance, mais elle ne nous renseigne en rien sur leur manière de combattre lorsqu'ils luttaient pour s'imposer. Il est fort probable que, dans cette circonstance, ils ont massacré tous leurs opposants, comme le font tous les conquérants. Ces « batailles de fleurs » ne peuvent avoir été instituées que par une société très sophistiquée et pleine d'assurance qui pouvait se permettre des guerres rituelles parce qu'elle n'était pas menacée sur ses frontières par de quelconques usurpateurs en puissance. C'était aussi une société extrêmement riche qui gaspillait dans des sacrifices la vie de milliers de prisonniers, plutôt que de les contraindre à quelque travail productif ou de les vendre comme esclaves. Les Mayas d'Amérique centrale, dont les monuments dépassent ceux des Aztèques en taille et en qualité, semblent avoir agi de manière opposée, préférant ne sacrifier que des prisonniers nobles et forçant les autres à travailler, à moins qu'ils ne les vendent. Cette attitude ressemble beaucoup plus à celle d'autres peuples

martiaux pour lesquels la capture d'esclaves était une appréciable compensation à la guerre et parfois même le seul objet de celle-ci[65].

Les combattants aztèques étaient des guerriers, non des soldats. En effet, ils combattaient en raison de la place qu'ils occupaient dans la hiérarchie sociale, non par obligation ou pour de l'argent. Ils se battaient aussi avec des armes de pierre. Ces deux remarques définissent ce type de guerre, antérieur à la métallurgie, le plus élaboré et le plus original qu'on puisse trouver. Les guerres aztèques sont à rapprocher de celles des Maoris et même de celles des Maring ou des Yanomami, plutôt que des guerres introduites par la découverte des métaux et l'apparition des armées. Dans les quatre cas ci-dessus, les combattants luttaient au corps à corps avec des armes de faible pénétration et donc sans la nécessité d'une solide protection pour éviter les blessures graves à la tête ou au torse. Ces guerres revêtaient un caractère hautement cérémoniel et rituel dont le début et la fin avaient peu de rapport avec ceux des guerres modernes. L'origine était le plus souvent un désir de revanche ou la réparation d'une insulte, et la fin intervenait dès que les exigences des mythes ou des dieux se trouvaient satisfaites. Des caractéristiques qui se situent au-dessous de ce que Turney-High appelle « l'horizon militaire ». Mais quand, comment et – si l'on ose poser la question – pourquoi la guerre a-t-elle commencé ?

Les commencements de la guerre

On date les débuts de l'histoire humaine du moment où l'homme a commencé à écrire ou, plus précisément, quand il a laissé des traces de ce que nous qualifions d'écriture. Les peuples de Sumer, aujourd'hui l'Irak, en ont laissé de semblables, et on les date de 3100 avant J.-C. environ. Mais ces symboles avaient peut-être commencé à apparaître cinq millénaires plus tôt sous une forme embryonnaire lorsque l'homme, habitant dans certaines régions favorisées, put cesser de vivre de chasse et de cueillette pour devenir agriculteur, il y a huit mille ans.

L'homme moderne, l'*homo sapiens sapiens*, est naturellement beaucoup plus ancien que les Sumériens. Ses ancêtres hominidés – ceux qui lui ressemblent par la taille, le maintien et les aptitudes – le sont bien davantage, au point qu'il est difficile de se représenter l'espace de temps qui les sépare de nous. L'historien J. M. Roberts, spécialiste de la préhistoire – c'est-à-dire la période précédant l'apparition de l'écriture –, nous donne une idée de ce temps en établissant la comparaison suivante : en se situant par rapport à notre époque actuelle, la naissance du Christ se placerait vingt minutes plus tôt, l'arrivée des Sumériens quarante minutes, l'établissement en Europe occidentale « d'êtres humains reconnaissables et d'un type physiologique moderne » cinq ou six heures auparavant, et il faudrait compter deux à trois semaines pour l'apparition de « créatures possédant quelques caractéristiques humaines[66] ».

L'histoire de la guerre commence avec l'écriture, mais on ne peut ignorer qu'elle eut une préhistoire. Les préhistoriens s'opposent tout aussi âprement que les anthropologues sur la question de savoir si l'homme – et le « pré-homme » – était agressif ou non vis-à-vis de ses semblables. Il est risqué d'entrer dans ce débat mais nous pouvons au moins examiner les arguments de chaque partie. On peut dire que le débat commence avec la différenciation du rôle social de l'homme et de la femme. L'australopithèque, un ancêtre de l'homme, a peut-être vécu il y a cinq millions d'années et l'on trouve des traces certaines de son existence il y a un million cinq cents ans. On sait qu'il ne consommait pas sa nourriture sur le lieu où il la trouvait mais qu'il la transportait ailleurs, peut-être dans un abri. C'est lui qui, certainement, a fabriqué et utilisé le premier outil, une pierre grossièrement taillée en arêtes. On a retrouvé dans les grottes d'Olduvai, en Tanzanie, des ossements d'animaux qui avaient été brisés pour en extraire la moelle et la cervelle.

On a dit que les descendants de l'australopithèque avaient perdu la capacité de s'accrocher à leur mère, comme le font les petits primates pendant la période d'allaitement, parce que celle-ci errait sans cesse avec son compagnon à la recherche de nourriture. On les laissait donc en arrière, dans l'abri où cette nourriture était entreposée, et c'était là qu'ils se nourrissaient. Cette tendance est encore plus marquée chez l'*homo erectus*, un descendant de l'australopithèque, il y a quelque quatre cent mille ans. La taille de son cerveau, et donc de sa tête, s'était considérablement accrue, sans que celle de son corps augmente en proportion. Le petit enfant de l'*homo erectus* atteignait sa maturité beaucoup plus tard que celui de l'australopithèque et, en conséquence, il retenait sa mère plus longuement à l'endroit où l'on mangeait. Avec l'évolution du squelette, la femelle dut s'adapter à porter, pendant sa grossesse, un enfant dont la tête était plus grosse et, de ce fait, elle ne pouvait plus accompagner ceux qui allaient à la recherche de la nourriture. On a dit que c'est à ce stade de l'évolution que les femelles perdirent l'œstrus – c'est-à-dire, comme chez les autres mammifères, la possibilité d'être fécondées seulement à des périodes déterminées – et devinrent sexuellement attractives à n'importe quel moment de l'année. Elles étaient ainsi plus aptes à établir une relation durable avec un compagnon choisi par elles ou qui les avait choisies. Et cela permettait d'éviter les relations sexuelles entre parents proches du même sang. La perte de l'œstrus a contribué sans aucun doute à libérer la

femelle de la frénésie du rut et lui a permis de donner tous les soins maternels qu'exigeaient des enfants à la tête plus grosse et demandant plus de temps avant de devenir adultes.

C'est aussi l'une des raisons expliquant la croissance de la cellule familiale, de ses besoins en abris et en nourriture (apportée sur place), de sa solidarité aussi. L'*homo erectus*, dit Roberts, nous a laissé des traces de sa vie domestique et peut-être de sa vie sociale, « sous la forme d'habitations (des huttes de branchage pouvant atteindre quatre mètres de long, avec un sol dallé de pierres ou recouvert de peaux), de pièces de bois travaillé, d'une lance et d'une coupe en bois[67] ». A cette époque, on ramassait des racines comestibles, des feuilles, des fruits, des vers, tout en chassant des mammifères de tailles variées, dans un environnement soumis aux fluctuations du climat. Le territoire de chasse était immense et une végétation s'y épanouissait ou disparaissait selon l'avance ou le retrait des glaciers.

Ces fluctuations avaient lieu à de vastes intervalles de temps – on en a dénombré quatre pendant l'ère glaciaire qui a duré un million d'années et s'est terminée il y a environ dix mille ans – et de nombreux petits groupes d'hommes n'ayant pas dû survivre à ces changements disparurent. D'autres s'adaptèrent, apprirent l'usage du feu et, sans doute en groupes, l'art de piéger et de tuer de très grands mammifères, fournissant ainsi de la nourriture pour un grand nombre d'individus. On pense que les chasses consistaient à pousser les éléphants, les rhinocéros et les mammouths du haut des falaises ou dans des marais où ils mouraient de leurs blessures ou de celles infligées par des armes primitives[68].

Les premiers outils de pierre que l'on a découverts ne pouvaient être des armes de chasse et encore moins de guerre. Celles de l'australopithèque étaient des galets taillés pour obtenir un côté coupant. Cette taille produisait des éclats, surtout sur les silex, rapidement reconnus comme le matériau le plus efficace. Quand l'homme s'aperçut qu'il pouvait utiliser aussi bien le nucléus que les éclats, il se mit à fabriquer intentionnellement les deux. Son adresse augmenta, il apprit à se servir d'une pierre comme enclume puis d'un os pour transmettre la pression de frappe et, bientôt, il fut capable de produire de grands outils de pierre, de longs éclats effilés, parfois à deux tranchants. Il se trouvait alors en possession d'armes de chasse, les pointes de silex pouvant être lancées ou utilisées directement et les haches de pierre servant à démembrer les carcasses. On a trouvé des outils aussi finement

taillés dans des sites datant de la fin du paléolithique, il y a dix mille à quinze mille ans.

La vie, alors, était difficile, comme elle le fut durant les centaines de milliers d'années pendant lesquelles l'homme fut contraint d'affronter des animaux de grande taille. On a découvert en Italie, à Arene Candide, le squelette d'un homme jeune ayant vécu à la fin de l'âge de la pierre taillée, il y a au moins dix mille ans. Une partie de la mâchoire inférieure, la clavicule et le haut du fémur avaient été arrachés par les morsures d'un grand animal sauvage, peut-être d'un ours acculé dans une fosse ou une grotte creusées par les chasseurs pour servir de piège. Ces blessures avaient été faites sur un être vivant, car le corps avait été soigneusement enterré et les blessures enduites d'une couche d'argile et d'ocre jaune[69]. La victime n'avait sans doute pas eu de chance en chassant, car la découverte à Trieste, dans le crâne d'un ours, d'une pointe de silex datant de la dernière période interglaciaire voici cent mille ans indique que l'homme de Neandertal, ancêtre de l'*homo sapiens sapiens*, avait déjà appris comment fixer à angle droit une lame de pierre sur un manche pour asséner, de près, des coups puissants et, par exemple, fracasser un crâne[70]. De la même période date une pointe de lance en bois d'if que l'on trouva logée dans les côtes d'un éléphant tué au Schleswig-Holstein. De même, le squelette d'un homme de Neandertal découvert en Palestine porte à la hauteur du bassin les traces évidentes d'un coup porté avec une pointe de lance.

Tout cela nous indique que les chasseurs étaient braves et habiles. Selon les préhistoriens Henri Breuil et Raymond Lantier :

> [il n'y avait pas] d'abîme séparant l'homme de l'animal. Les liens qui les unissaient n'étaient pas encore rompus et l'être humain se sentait proche des bêtes qui l'entouraient, qui tuaient et se nourrissaient comme lui. […] Il conservait encore de leur héritage toutes les facultés que la civilisation a balayées – capacité d'action rapide, acuité des sens de la vue, de l'ouïe et de l'odorat, extrême endurance physique, une connaissance détaillée, précise de la chasse, et l'art d'exploiter le plus efficacement possible les armes rudimentaires qui étaient à sa disposition[71].

Ce sont là les qualités d'un guerrier, celles que les écoles militaires des forces spéciales cherchent à inculquer à leurs élèves à grands frais et en beaucoup de temps. Les soldats modernes apprennent à chasser pour survivre, mais les hommes préhistoriques ont-ils, inversement, combattu d'autres hommes ? Les preuves sont rares et souvent contradictoires.

La pointe de flèche trouvée dans le bassin de l'homme de Neandertal n'en constitue pas une. La blessure a pu être infligée lors d'une expédition de chasse dans le tumulte de la mise à mort. Quiconque a tenu une arme en main sait que le plus grand danger vient de ses voisins immédiats. Quant aux superbes décors rupestres réalisés à la fin de l'ère glaciaire, il y a environ trente-cinq mille ans, est-il possible d'y retrouver des exemples d'agressivité de l'homme contre l'homme dans ce qui était alors une culture de chasseurs ? Tous les habitants de la terre étaient à cette époque des *homo sapiens sapiens* depuis quelque cinq mille ans et avaient supplanté les néandertaliens avec une rapidité qu'aucun préhistorien n'a encore réussi à expliquer. Des milliers de grottes ornées de peintures rupestres ont été découvertes à travers le monde, alors que la population humaine de ce temps-là représentait moins d'un million d'individus. Plus d'une centaine de celles-ci, parmi les plus anciennes, nous montrent des représentations humaines ou, en tout cas, des êtres ressemblant à des hommes. Certains pensent qu'il s'agit d'hommes morts ou mourants, d'autres observent que les animaux soigneusement représentés portent des symboles de lances, d'épines ou de flèches. Mais ils sont contredits par ceux qui font remarquer que la plupart des figurations humaines se rencontrent dans des scènes pacifiques et que les flèches symboliques peuvent avoir « une signification sexuelle ou être de simples griffonnages dénués de sens[72] ».

L'homme du paléolithique ne connaissait pas l'arc[73]. Au début du mésolithique, il y a dix mille ans, « une révolution se produisit dans la technique d'armement […] avec l'apparition d'armes nouvelles d'une puissance redoutable, […] l'arc, la fronde, le poignard et la massue ». Ces trois dernières représentent des perfectionnements d'armes déjà existantes ; la massue dérivait du bâton, le poignard de la pointe de flèche, et la fronde du *bolas*, c'est-à-dire deux pierres recouvertes de cuir et réunies par un lien qu'on lançait dans les pattes des daims ou des bisons après les avoir poussés dans un endroit pour les tuer[74]. L'*atlal*, ou le propulseur de javelot, peut être considéré comme un précurseur de la fronde, car il fonctionnait selon le même principe. En revanche, l'arc représentait une orientation vraiment nouvelle. On peut le considérer comme la première de toutes les machines, puisqu'il est composé de parties amovibles et qu'il transforme l'énergie musculaire en énergie mécanique. Nous ignorons comment les hommes l'ont découvert mais, dès qu'il fut connu, l'arc se répandit rapidement et ce

fait coïncide sans doute avec le retrait des derniers glaciers. L'apparition de zones au climat tempéré modifia fondamentalement les déplacements et migrations du gibier, faisant disparaître d'anciens espaces maritimes où il se tenait. Les animaux pouvaient alors errer et se nourrir dans des territoires beaucoup plus vastes, ce qui contraignit les chasseurs à trouver des armes plus légères et de plus grande portée.

Le premier arc était fait d'un seul bois, généralement le tronc d'un jeune arbre flexible, et il ne possédait ni l'élasticité ni la force de propulsion de ceux qui lui succédèrent, plus longs et faits de deux sortes de bois (l'un souple et l'autre rigide). Ces derniers étaient plus faciles à porter et possédaient une force supérieure de pénétration. Même dans sa forme la plus élémentaire, l'apparition de l'arc transforma la relation entre l'homme et le monde animal. Il n'était plus nécessaire que sa proie soit à portée de main pour l'atteindre au dernier moment, chair contre chair, vie contre vie. Il pouvait dorénavant tuer à distance. Les éthologistes tels que Lorenz ou Ardrey voient dans ce moment le départ d'une nouvelle dimension morale dans le rapport de l'homme avec les autres créatures, de même qu'avec sa propre espèce. L'archer était-il donc le premier des guerriers ?

Les grottes du néolithique nous montrent sans aucun doute des scènes dans lesquelles des archers luttent apparemment les uns contre les autres. Arthur Ferrill prétend voir dans les peintures de certaines grottes d'Espagne orientale des ébauches de tactique guerrière, avec des combattants en colonne derrière un chef ou tirant des flèches en rangs, dans un affrontement entre ce qu'il appelle « l'armée des quatre » et « l'armée des trois ». De ce que nous savons des Yanomami (qui possédaient des arcs bien qu'ils ne connussent pas l'art de tailler la pierre) et des Maring, il ressort clairement que ces scènes peuvent s'expliquer en se référant aux démonstrations rituelles de force pratiquées par ces deux peuples. Le chef Yanomami, par exemple, brandit son arc quand le combat devient dangereux et en menace ceux qui luttent avec des bâtons. Les Maring se mettent en rang pour tirer des flèches dans des combats « pour rien », comme dans les « vrais » mais à une distance qui ne risque pas de causer de grands dommages. La proximité apparente des archers des deux armées de « quatre » ou de « trois » n'a sans doute pas grand-chose à voir avec la réalité du combat mais plutôt avec la manière dont les artistes rupestres cherchaient à rendre la perspective.

Si nous nous représentons les archers du néolithique comme les prototypes des chasseurs tels qu'on les trouve encore dans le monde moderne, il ne serait pas sage de leur attribuer les qualités d'un valeureux guerrier, pas plus que d'affirmer qu'il s'agissait d'une population pacifique. Des ethnographes qui se sont consacrés à l'étude des quelques peuplades de ce type subsistant aujourd'hui se font les champions d'une théorie selon laquelle un mode de vie consacré à la cueillette et à la chasse irait de pair avec un code social remarquablement pacifique. Les San, des Bochimans vivant dans le désert du Kalahari en Afrique du Sud, sont cités comme des exemples de douceur et de liberté, de même que les Semai, une population qui vit à l'écart dans la jungle de Malaisie[75]. Mais le problème, si l'on attribue aux chasseurs survivant à notre époque le même comportement que nos ancêtres communs, c'est que les premiers ne ressemblent guère aux hommes de l'âge de la pierre polie. Les Semai, par exemple, ont des cultures en complément de leur chasse, moyen de subsistance inconnu à l'époque où l'homme peignait les parois des grottes. Quant aux Bochimans, ils sont indiscutablement « marginalisés ». Ils furent repoussés dans les régions arides qu'ils occupent aujourd'hui par l'avancée des Bantous, éleveurs de troupeaux. Et il est possible que leurs manières fuyantes et paisibles ne soient qu'une tactique pour éviter d'attirer l'attention de leurs agressifs voisins.

En réalité, les sociétés de chasseurs peuvent avoir une attitude ambivalente, variant entre la coopération et la querelle. Frederik Selous (1851-1917), l'incarnation même du « grand chasseur blanc », raconte comment une expédition de chasse qu'il avait organisée vers 1880 dans ce qui est aujourd'hui le Zimbabwe devint pratiquement incontrôlable lorsqu'une troupe d'indigènes affamés de viande se mit à suivre l'un des chasseurs connu pour être un fin tireur. Certains ethnographes ont observé, au contraire, qu'un chasseur auquel la chance tournait le dos pouvait perdre rapidement toute autorité sur ses compagnons et peut-être même devenir leur victime si ceux-ci comptaient sur lui pour leur nourriture. Mais il est également possible que des populations voisines aient appris à chasser ensemble, soit pendant leurs migrations, soit pour mieux s'adapter à l'alternance d'années fastes ou maigres. On peut envisager aussi qu'ils agissaient différemment lorsqu'il fallait protéger leur terrain de chasse, comme s'il représentait une propriété privée, tuant quiconque en franchissait les limites. Hugo Obermaier, un des premiers à avoir tenté

d'interpréter les scènes de l'art rupestre, pense que l'une d'elles montre un homme de l'âge de pierre en train de défendre son territoire[76]. Les égyptologues interprètent de la même manière le contenu du fameux site 117 du Djebel Sahaba, en Haute-Egypte. On y a découvert, dans des tombes, cinquante-neuf squelettes dont beaucoup portent des traces de blessures, comme l'observe Fred Wendorf.

> […] Avec les squelettes se trouvaient cent dix objets dont la position révélait dans la plupart des cas qu'ils avaient pénétré dans les corps soit comme pointes ou hameçons au bout de projectiles soit comme lances. Il ne s'agissait pas d'offrandes funéraires. De nombreux objets se trouvaient le long des colonnes vertébrales, mais le thorax, l'abdomen, les bras et le crâne devaient avoir été aussi des cibles recherchées. On a trouvé plusieurs morceaux dans les crânes où ils étaient entrés par le dessous de la mâchoire inférieure[77].

Les squelettes féminins et masculins étaient en nombre à peu près égal. L'absence de cal à l'endroit où les os avaient été brisés indiquait que les blessures avaient été mortelles et qu'il pouvait s'agir des victimes d'un combat entre chasseurs, pour des raisons de territoire par exemple, après une soudaine désertification en Nubie lors de l'instabilité climatique qui marqua la fin de l'âge glaciaire.

Selon Ferrill, « nous pourrions avoir, avec ce site, les premiers ossements en nombre suffisant nous permettant de démontrer que la guerre existait au temps de la préhistoire[78] ». Mais cette conclusion n'est pas forcément la bonne. L'ensevelissement des corps peut couvrir une assez longue période, comme le suggère un autre historien. Les victimes appartenaient peut-être à un type de population d'une culture entièrement différente de celle de leurs tueurs, car les régions du Nil supérieur étaient un creuset durant le néolithique. Nous ne pourrions donc pas en déduire que les chasseurs de l'âge de pierre avaient une attitude belliqueuse. Enfin, il existe encore une dernière possibilité jusqu'à présent non explorée : ces tombes n'apporteraient pas la preuve que les chasseurs se battaient entre eux mais que les victimes avaient été tuées lors de « raids » ou d'« expéditions » du genre de celles des Yanomami ou des Maring. Le fait qu'elles appartiennent aux deux sexes tendrait à faire pencher pour cette interprétation. C'est ce que Ferrill appelle « l'acharnement » pour désigner ces blessures multiples. Ainsi, dans le squelette d'une jeune femme, on exhuma vingt et une pointes de flèches ou de lances. Les Maring, en particulier, tuent sans distinction d'âge ou de sexe tous les habitants du village ennemi qu'ils attaquent. Si ce site révèle bien un massacre, ce serait là, hélas, un comportement qui se

répétera chez l'homme par-delà les lieux et les siècles. D'une tombe collective du Gotland, on a exhumé deux mille corps sur le lieu de la bataille de Visby en 1361. La plupart des victimes avaient subi de très nombreuses mutilations, en particulier plusieurs coups d'épée dans les jarrets, blessures qui n'avaient pu être infligées que sur une victime déjà hors de combat. Mais, comme nous l'avons déjà observé précédemment, on ne peut pas considérer ces « raids » ou ces « expéditions » comme des actes de guerre. Les uns et les autres demeurent « au-dessous de l'horizon militaire » et relèvent davantage d'un meurtre en nombre que d'une campagne militaire. Si l'on admet que les morts du site 117 et ceux qui les ont attaqués étaient tous des chasseurs, comme l'ont supposé ceux qui ont découvert les tombes, et si tous ont été tués au même moment, alors l'affreux résultat de ce combat renforce notre point de vue que les hommes du néolithique n'avaient rien de guerriers primitifs ; ils formaient seulement des groupes à l'intérieur desquels n'existait aucune classe militaire et qui ne possédaient aucun concept « moderne » de la guerre. Sans aucun doute, ils se battaient, tendaient des embuscades, lançaient des raids et peut-être même des expéditions, mais ils n'étaient presque certainement pas organisés pour la conquête et l'occupation de territoires.

Pourtant, ces peuples préhistoriques de Nubie occupant une région qui, autrefois comme aujourd'hui, s'étend sur des terres fertiles et infertiles peuvent nous fournir une clé permettant de comprendre comment les guerres « primitives » ont pu évoluer en « vraies » guerres puis en guerres « modernes ». Car les faits que nous livre le site 117 peuvent témoigner d'autre chose que de la lutte entre deux peuples de chasseurs convoitant un même territoire de chasse, mais plutôt d'un conflit entre deux économies totalement différentes. La vallée du Nil supérieur est l'une des régions où, lorsque le climat s'est adouci à la fin de la dernière glaciation, s'est le plus aisément développé un nouveau mode de vie, plus sédentaire, pour l'homme de l'âge de la pierre polie. Certains vestiges de l'outillage de pierre de cette époque indiquent que les habitants ont alors commencé à récolter des plantes sauvages et à en écraser le grain pour en faire de la farine. Quelques indices nous permettent même de supposer qu'ils ont commencé sinon à domestiquer, du moins à entretenir les animaux dont ils dépendaient pour leur nourriture[79]. Ils étaient parvenus au seuil d'une vie pastorale et agricole, deux activités qui transforment les rapports de l'homme et de son habitat. Ceux qui vivent de cueillette et de chasse

peuvent avoir un territoire ; les pasteurs disposent de prairies et de points d'eau. Mais les agriculteurs possèdent de la terre. Lorsqu'ils attendent d'un lieu défini un rendement régulier en retour de leurs travaux saisonniers – agnelage, garde du troupeau, semailles, récoltes –, ils développent rapidement le sens de leurs droits et de la propriété. Et ce sentiment donne en même temps naissance à de l'hostilité vis-à-vis de ceux qui franchissent les limites des terres auxquelles ils ont consacré du temps et des efforts. Ces terres, ils s'en considèrent comme les usagers et les occupants, les autres n'étant que des usurpateurs et des intrus. La vie pastorale et à plus forte raison l'agriculture conduisent donc à la guerre. C'est du moins l'une des explications fournies à propos des ossements du site 117. Un changement soudain de climat, caractéristique de l'époque où la terre se réchauffait, aurait provoqué un conflit entre un groupe vivant de cueillette et de chasse, repoussé vers le Nil, et des proto-pasteurs ou agriculteurs, l'enjeu étant un territoire. Mais pour savoir auquel des deux groupes appartenaient les corps ensevelis à cet endroit, nous en sommes réduits à des conjectures.

Les chasseurs devaient naturellement posséder la supériorité dans le maniement des armes. « On peut imaginer, suggère J. M. Roberts, que la notion d'aristocratie a quelque lien avec les succès (sans doute fréquents) remportés par les peuplades vivant de cueillette et de chasse – représentants d'un ordre social plus ancien – sur les sédentaires, plus vulnérables car attachés à leurs zones cultivées[80]. » D'une manière générale, on constate que les droits de chasse sont toujours revendiqués par ceux qui ont autorité sur les cultivateurs, et que les aristocrates monopolisèrent ces droits, n'hésitant pas à réprimer brutalement ceux qui ne se soumettaient pas à leur loi. La suppression des droits de chasse était d'ailleurs l'une des réclamations les plus fréquemment exigées par les révolutionnaires. Mais il s'écoula encore plusieurs siècles de déclin avant que les descendants putatifs de ces groupes féodaux de chasseurs ne cèdent leurs droits aux villageois et aux fermiers. Entre-temps, les circonstances se mirent à favoriser les hommes qui travaillaient le sol dans les zones de peuplement écologiquement privilégiées, plutôt que ceux qui se contentaient d'en cueillir les fruits sans se soucier des destructions. L'agriculture était la voie du futur.

Pendant les sept mille années qui séparent le recul des glaciers et l'apparition de l'écriture à Sumer, les hommes – bien que toujours munis d'outils en pierre – ont appris par eux-mêmes, à travers bien des

souffrances, des tâtonnements et avec de nombreux faux départs, à débroussailler, cultiver, moissonner dans une demi-douzaine de régions destinées à devenir le berceau de grandes civilisations : les vallées du Tigre et de l'Euphrate, de l'Indus et du fleuve Jaune. Bien entendu, ils ne sont pas passés directement de leur style de vie de l'ère glaciaire à la culture intensive. Les historiens pensent généralement qu'ils ont commencé par regrouper des troupeaux d'animaux ayant l'instinct grégaire – on a découvert des traces de vie pastorale datant de 9000 ans avant J.-C. dans le nord de l'Irak – et l'on suit très bien le processus qui les a conduits à ramasser systématiquement les graines sauvages pour les planter puis, finalement, sélectionner les meilleures d'entre elles pour leur agriculture. Mais les historiens sont en désaccord quant à savoir où et comment ont été établis les premiers villages d'agriculteurs, compte tenu de l'extrême dispersion des traces qui en subsistent. On a d'abord pensé que l'homme avait choisi les hautes terres des vallées fluviales du Proche-Orient, plus saines et plus sèches que les terrains situés au-dessous, sur lesquelles des clairières fertiles pouvaient être ouvertes dans la forêt pour la culture sur brûlis[81]. Cette théorie s'appuie sur l'apparition à la même époque d'un nouvel outillage de pierre, fait de basalte ou de granit polis par frottement, ces magnifiques haches et herminettes de pierre polie du néolithique. Certains spécialistes parlent d'une révolution néolithique, soit que les agriculteurs aient suscité de nouvelles techniques de production des outils, soit, à l'inverse, que l'apparition de ces mêmes outils ait facilité le peuplement dans les régions boisées. Il est certain qu'un silex taillé n'avait pas la même capacité qu'une hache de pierre polie avec laquelle on pouvait abattre des arbres pratiquement de n'importe quelle taille. Avec son déterminisme technologique, cette théorie n'a cependant pas résisté longtemps. Mais elle a toutefois observé qu'une nouvelle agriculture, plus élaborée, s'était développée avec nos ancêtres du néolithique : quittant les collines du Croissant fertile, des populations rejoignirent les plaines alluviales des grands fleuves où, abandonnant la technique du brûlis (abattage et brûlage des arbres), elles adoptèrent des cultures saisonnières sur des basses terres fertilisées par les crues.

On peut en effet penser qu'un tel mouvement s'est très certainement produit, mais à une période beaucoup plus ancienne, peut-être déjà vers 9000 ans avant J.-C., quand l'homme se trouva amené à un mode de vie agricole tout à fait nouveau. A Jéricho, dans la vallée aride du Jourdain, les

archéologues ont découvert à près de deux cents mètres au-dessous du niveau de la mer les ruines de ce qui avait été, vers 7000 ans avant J.-C., une ville d'une surface de presque quatre hectares, abritant deux mille à trois mille personnes qui vivaient de la culture des zones fertiles dans les oasis des environs. Les sortes de froment et d'orge qu'ils cultivaient étaient importées d'ailleurs, de même que l'obsidienne dont étaient faits leurs outils. Un peu plus tard, à Çatal Höyük, dans la Turquie d'aujourd'hui, on vit grandir une ville beaucoup plus importante, couvrant peut-être une quinzaine d'hectares et peuplée de cinq mille à sept mille habitants. La vie que l'on y menait paraît avoir été déjà très élaborée. Les fouilles ont révélé la présence d'une très grande variété de produits d'importation provenant vraisemblablement du commerce, ainsi qu'une variété tout aussi grande d'objets fabriqués sur place et révélant une division du travail. Plus remarquable encore, on y a relevé les traces d'un réseau d'irrigation indiquant que cette population pratiquait déjà une culture que l'on croyait jusque-là n'appartenir qu'à des peuplements beaucoup plus importants et installés plus tardivement dans les vallées des grands fleuves.

La structure de ces deux cités est d'une importance capitale pour l'histoire militaire. A Çatal Höyük, les maisons situées à la bordure extrême de la ville avaient des murs extérieurs uniformément nus, de sorte que si un intrus avait percé une ouverture dans un mur ou dans le toit, « il se serait retrouvé non à l'intérieur de la ville mais à l'intérieur d'une seule pièce[82] ». D'une manière encore plus impressionnante, Jéricho est cernée d'un mur continu de plus de trois mètres d'épaisseur à sa base, haut de quatre et de quelque sept cents mètres de circonférence. On trouvait au pied du mur un fossé creusé dans le rocher, large de dix mètres et profond de trois. Une tour le surmontait pour observer les alentours, mais sans faire saillie, comme ce fut le cas plus tard dans les bastions. De plus, Jéricho est construite en pierre et non en boue séchée comme Çatal Höyük, ce qui révèle un travail coordonné d'envergure. La disposition de cette ville peut avoir été choisie simplement pour écarter les voleurs ou les pillards mais il en est autrement pour Jéricho. Avec ses éléments de défense, il s'agit là d'une architecture militaire caractéristique de toutes les places fortifiées jusqu'à l'apparition de la poudre à fusil : mur de protection, poste d'observation et profonds fossés, de solides défenses qui ne résistèrent cependant pas aux assauts prolongés des machines de siège[83].

Les découvertes de Jéricho en 1952-1958 obligent à une révision totale des idées jusqu'alors enseignées, c'est-à-dire prônant la thèse que les guerres ne débutèrent qu'avec l'agriculture intensive, la vie urbaine, le commerce à longue distance et une société hiérarchisée. On croyait encore qu'aucun de ces développements n'était apparu avant la naissance en Mésopotamie d'une économie basée sur l'irrigation, elle-même dérivée de celle de l'Egypte ou de l'Inde, parfois même trois mille ans avant J.-C. Mais, après les fouilles de Jéricho, il est apparu clairement que la guerre avait commencé à tourmenter les hommes bien avant l'apparition des premiers grands empires – sinon pourquoi ces murs, ces tours, ces fossés[84] ?

Mais, à Jéricho et Sumer, nous n'avons pas le plus petit indice nous permettant de comprendre comment s'est développé l'effort militaire. C'était peut-être parce que, dans un monde encore largement désert, l'*homo sapiens* préférait consacrer son énergie à la colonisation plutôt qu'à se battre. En Europe, on trouvait déjà des villages de cultivateurs vers 8000 avant J.-C. et l'agriculture progressait en direction de l'ouest à la vitesse moyenne de deux kilomètres par an dans les zones les plus fertiles, pour atteindre la Grande-Bretagne aux alentours de 4000 avant J.-C. On trouve des établissements urbains en Crète et sur la côte grecque de la mer Egée en 6000 avant J.-C., et une industrie avancée de la poterie en Bulgarie aux environs de 5000 avant J.-C. Près de cinq cents ans plus tard, les agriculteurs de Grande-Bretagne commençaient à élever les tombes mégalithiques qui commémorent toujours le souvenir de leurs ancêtres. A la même époque, cinq parmi les six groupes ethniques identifiables en Inde étaient établis au travers du subcontinent, où ils avaient développé un mode de vie néolithique, dans des villages dispersés. On a relevé également les traces d'une culture néolithique prospère dans les hautes terres fertiles du nord et du nord-ouest de la Chine, sur les alluvions du fleuve Jaune, poussés par le vent. A cette époque (4000 ans avant J.-C.), seules l'Afrique, l'Australie et les deux Amériques restaient aux mains de peuplades vivant de cueillette et de chasse. Ces populations étaient peu nombreuses mais les Amérindiens qui, en provenance de Sibérie, avaient traversé le détroit de Behring vers 10 000 avant J.-C., apportèrent avec eux les techniques de chasse avancées de l'ancien monde. En un millier d'années, ils réussirent à exterminer le très gros gibier du continent américain, y compris le bison géant et trois espèces de mammouths.

La densité de la population demeurait presque partout très faible. Bien que la population mondiale soit passée de cinq ou dix millions en 10 000 avant J.-C. à peut-être cent millions en 3 000 avant J.-C., elle n'était concentrée nulle part. Les peuples vivant de cueillette et de chasse avaient besoin pour survivre d'un espace compris entre deux et huit kilomètres carrés par individu. Les agriculteurs pouvaient se nourrir, eux et leur famille, sur des territoires beaucoup plus petits. Dans la ville d'El-Amarna, fondée vers 1540 avant J.-C. par le pharaon Akhenaton, on a évalué ainsi la densité de la population à environ cinq cents habitants pour près de deux kilomètres carrés de sol productif[85]. Mais il s'agissait là des jardins arrosés à la main de la riche vallée du Nil – et de toute manière à une date déjà avancée. Dans la période entre 6000 et 3000 avant J.-C., les villages d'agriculteurs dispersés en Europe orientale ne comportaient pas plus de cinquante à soixante foyers chacun. En Rhénanie, au V^e^ millénaire avant J.-C., les cultures se faisaient encore selon la technique du brûlis dans les vastes forêts, et les groupes humains abandonnèrent puis réoccupèrent plus tard des villages qui n'abritaient pas plus de trois cents à quatre cents personnes[86].

Dans ces conditions paradoxales, à la fois si restrictives mais pourtant suffisantes au développement de la vie, la nécessité de combattre n'était pas si forte. On trouvait de la terre en quantité suffisante pour quiconque voulait bien se déplacer de quelques kilomètres, abattre et brûler les arbres d'une portion de forêt, comme le faisaient encore au XIX^e^ siècle les paysans pauvres de Finlande. Par ailleurs, les rendements devaient être si faibles qu'ils n'incitaient guère au vol, sauf pendant la période qui suivait immédiatement la récolte. Mais les multiples difficultés pour le transport du butin – absence d'animaux de bât ou de trait, de routes et peut-être même de récipients – empêchaient ces tentatives d'atteindre leur but[87]. Le vol, surtout s'il s'accompagne de violence, ne justifie les risques qu'il implique que lorsqu'on en attend une valeur intrinsèque suffisamment élevée matériellement. Les bateaux transportant des marchandises réunissent ces conditions, mais il n'en existait pas au IV^e^ millénaire avant J.-C. Il en est de même pour les surplus agricoles d'importance, surtout s'ils sont stockés dans des lieux d'accès aisés qui permettent de s'enfuir et, condition première, si la marchandise se présente sous une forme transportable : ballots, pots, sacs, paniers ou animaux sur pied. Le pays qui est la source d'une telle abondance devient évidemment une cible. Durant les millénaires

pendant lesquels l'homme apprenait de lui-même à cultiver et coloniser les espaces vides du Proche-Orient et de l'Europe, une seule région produisait des surplus exposés à la prédation, avec des voies d'accès aisées. C'était la plaine alluviale inférieure du Tigre et de l'Euphrate, baptisée Sumer par les historiens d'autrefois. Ce sont les Sumériens qui nous fournissent la première et cruelle certitude d'une existence de la guerre à l'aube de l'histoire écrite, et nous permettent d'entrevoir l'esquisse de ce qui allait devenir une guerre « civilisée ».

Guerre et civilisation

Comme ce fut le cas pour les Aztèques, la civilisation des Sumériens fut soumise aux lois d'une technologie de la pierre. Cependant, la base de leur art militaire ne provenait pas de leurs outils – d'autant qu'ils connurent très tôt l'usage du fer – mais de leur puissance d'organisation, tant pour attaquer que pour se défendre. Les historiens pensent que les premiers sédentaires s'installèrent dans la plaine alluviale de l'Irak lorsqu'ils se risquèrent à s'éloigner de la ligne des pluies qui suivait le piémont des montagnes environnantes – où se trouvent aujourd'hui la Syrie, la Turquie, l'Iran – et commencèrent leurs premières expériences de semailles et d'élevage sur un sol non boisé. La Mésopotamie – le pays entre les fleuves – leur offrait de nombreux avantages sur ce plan. C'était une terre fertile dont la fécondité était renouvelée chaque année par les crues des torrents de montagne, au moment de la fonte des neiges. Elle était plane – avec une pente de seulement trente-trois mètres pour trois cent trente kilomètres – et ne nécessitait pas de débroussaillage puisqu'il n'y poussait aucun arbre. On n'avait pas à y craindre de gelées pendant la période de germination et, si le soleil était parfois trop chaud en été, il y avait de l'eau en abondance pour l'arrosage des cultures. C'est d'ailleurs cette présence d'eau en quantité illimitée qui obligea les premiers sédentaires à coordonner leur travail de mise en culture du sol de manière entièrement différente de la culture sur brûlis (abattage-brûlage) adoptée par les populations indépendantes qui avaient déjà commencé à pénétrer les vastes forêts de l'Europe. Les crues des fleuves créaient dans certaines régions des marécages et, dans d'autres, des alluvions qui se desséchaient. Drainer les unes et irriguer les autres exigeait que l'on creuse des fossés – selon un plan d'ensemble – qu'il fallait entretenir en permanence, car, chaque année, le flot déposait du limon qui

bouchait les canaux. Ainsi naquit la première « société basée sur l'irrigation ».

Les découvertes archéologiques ont permis aux historiens de reconstituer l'extrême habileté de ces sociétés dans le domaine de l'irrigation. Les Sumériens ont laissé des trésors enfouis dans le sol en quantité considérable : habitations, temples, fortifications, ainsi que des objets manufacturés, des marchandises et de nombreuses sculptures. On trouva également de grandes quantités de tablettes d'argile séchée portant des inscriptions, celles-ci relatives à l'acquisition, au stockage et au paiement de produits et ayant toutes été découvertes dans l'enceinte de temples. A partir de là, on a pu supposer que la civilisation sumérienne s'était développée selon un schéma que nous allons analyser à présent.

Les premiers sédentaires formèrent de petites communautés assurant leur propre subsistance. Le lit des fleuves n'étant pas stable, ils étaient contraints de coopérer pour les travaux d'irrigation, raccordant les canaux les uns aux autres en suivant le mouvement des eaux et en agrandissant ainsi progressivement le réseau. Ceux qui exerçaient déjà traditionnellement les fonctions de prêtre furent chargés de distribuer les tâches et de régler les querelles qui en découlaient. Le moment où se produisaient ces crues annuelles, leur durée et leur volume étaient attribués à la faveur des dieux (qui pouvaient être des dieux nouveaux), et les prêtres représentèrent des intermédiaires mythiques avec ces puissances divines, ce qui, progressivement, les investit d'un fort pouvoir politique. Ces rois-prêtres utilisèrent naturellement leur autorité pour que soient construits des temples qui étaient à la fois leur demeure et le lieu des cultes. Puis leurs pouvoirs s'étendirent aussi à la faculté de concevoir des réseaux d'irrigation et d'autres grands travaux d'intérêt public. Les temples devinrent ainsi des centres administratifs, car il fallait bien un endroit central chargé de nourrir les nombreux agriculteurs venus prêter leurs bras à ces grands chantiers. C'est là aussi que s'opéra la collecte, méthodiquement comptabilisée, des surplus agricoles et leur distribution aux agriculteurs. On y recensait des quantités variables de produits qu'il fallait reconnaître par des marques distinctes. De tels signes gravés sur des plaques d'argile ont donné naissance aux symboles qui ont fourni les premières formes d'écriture.

On peut donc en déduire que, vers 3000 avant J.-C., les sociétés sumériennes basées sur l'irrigation ont construit les premières villes, que celles-ci sont devenues des Etats et que ces Etats étaient des théocraties. Le

pouvoir de ces rois-prêtres venait de ce qu'on les considérait comme « propriétaires » de la richesse sans précédent des cultures irriguées – deux cents grains récoltés dans chaque épi semé – et de la manière dont ils utilisaient leur part des surplus. Elle servait à entretenir les serviteurs du temple, ceux qui étaient tombés en esclavage parce qu'ils ne pouvaient payer leurs dettes, et aussi à financer un commerce sans doute dominé par les autorités religieuses. La Mésopotamie étant pauvre en pierres, en métal et en bois de presque toutes les sortes, tous ces matériaux devaient être acheminés de l'extérieur pour satisfaire les besoins des Sumériens en objets de première nécessité ainsi que leur désir de luxe, rapidement généré par une société dont certains membres étaient libérés des charges quotidiennes du travail. L'archéologie nous fournit la preuve qu'on trouvait à Sumer des objets de luxe provenant parfois de très loin : or de la vallée de l'Indus, lapis-lazuli d'Afghanistan, argent du sud-est de la Turquie et, enfin, cuivre des côtes d'Arabie[88]. Mais on ne trouve aucune trace de guerres à Sumer, du moins aux premiers stades de son organisation sociale. Aucune des treize villes dont on sait qu'elles existaient au début du III^{e} millénaire n'avait de murs d'enceinte, y compris Ur, Uruk et Kish. A cette époque, la civilisation de Sumer semble avoir ignoré les conflits internes, sans doute à cause de l'autorité redoutée des prêtres. Il n'y en eut pas davantage entre villes différentes, probablement en l'absence de rivalités d'intérêts. Enfin, pas de traces non plus de guerres extérieures car la rudesse du relief bordant la fertile vallée et, surtout, l'absence de tout moyen de transport (ni le chameau ni le cheval n'étaient alors domestiqués) décourageaient d'éventuels agresseurs venant des déserts de l'Ouest ou, à l'est, de la steppe[89].

En ce même millénaire où Sumer accédait au rang d'Etat, d'autres sociétés, également basées sur l'irrigation, suivaient la même voie ou étaient sur le point de le faire dans les vallées du Nil et de l'Indus. En Chine et en Indochine, la civilisation n'avait pas encore atteint ce niveau économique, même si, plus tard, elle allait devenir extrêmement dépendante des techniques d'irrigation. On suppose qu'une théocratie est née dans la vallée de l'Indus avec l'invention de la brique cuite qui a permis de construire des barrages et de réguler ainsi les crues à une échelle suffisamment grande pour pouvoir mettre en culture une superficie de près d'un million de kilomètres carrés autour des villes à présent disparues d'Harappa et de Mohenjo-Daro, vers la fin du III^{e} millénaire[90]. Mais les

fouilles ont à peine commencé à dévoiler les secrets de l'Indus ancien. En Egypte, au contraire, pays où des recherches archéologiques ont été systématiquement entreprises depuis plus d'un siècle, il est possible de reconstituer l'anatomie des civilisations anciennes avec l'assurance de cerner de près la vérité en remontant aux premiers âges.

Le site 117 révèle l'existence d'événements violents en Egypte dès la préhistoire. Mais nous ne possédons aucun élément sur le mode de vie des Egyptiens entre 10000 et 3200 avant J.-C., lorsque, sous l'impulsion d'un seul roi, tous les établissements des rives du Nil s'unifièrent. Nous ne savons pas non plus si cela se passa de manière pacifique ou non. Mais les savants s'accordent à penser que la civilisation égyptienne a été façonnée davantage par l'environnement particulier de la vallée fluviale que par des événements politiques. L'Egypte vivait de la crue du fleuve, porteuse d'alluvions, qui descend du lac Tana, dans les montagnes d'Ethiopie, aussitôt après la mousson de printemps. La date de son arrivée, ses variations de débit, représentaient des facteurs cruciaux pour les Egyptiens et les conduisirent à vénérer leurs rois comme des dieux. Jusqu'au IV^{e} millénaire environ, le désert qui borde le Nil sur le millier de kilomètres séparant son delta de la seconde cataracte était plus éloigné du fleuve qu'aujourd'hui et les populations des rives vivaient à une altitude plus élevée, combinant à la fois la culture et l'élevage. On ne connaît pas la cause de la sécheresse qui poussa la population à se concentrer dans la vallée inondée par les crues dont elle allait par la suite dépendre entièrement pour se nourrir. Les savants supposent qu'il y eut une période de guerres entre les chefs des centres de peuplement de la vallée, chacun cherchant à contrôler la migration venue de la bordure du désert. En tout cas, vers 3100 avant J.-C., les chefs locaux durent se ranger sous l'autorité d'un seul, nommé conventionnellement Ménès, qui unifia la Haute et la Basse-Egypte – la haute vallée du Nil et le delta – et fonda le royaume qui, sous la domination des pharaons, allait durer pendant près de trois mille ans[91].

Sur le plan militaire, l'Egypte a un style qui lui est propre et qui persistera presque aussi longtemps que sa propre civilisation. Très différent de celui de Sumer ou des autres régimes de la Mésopotamie, il a longtemps été caractérisé par un retour en arrière sur le plan technologique et une indifférence étudiée à l'égard des menaces extérieures. Ces deux aspects sont dus à la situation géographique unique de l'Egypte. Aujourd'hui

encore, elle demeure inaccessible à tout envahisseur, sauf sur d'étroits corridors au nord et au sud. A l'est, les montagnes arides qui séparent la vallée du Nil de la mer Rouge constituent une barrière naturelle large de près de deux cents kilomètres. A l'ouest, le Sahara empêche le passage de toute armée. Les premiers pharaons commencèrent à se préoccuper de la menace provenant des pays du Sud en conquérant la Nubie et, sous la douzième dynastie (1991-1785 avant J.-C.), la sécurité de la frontière était assurée entre la première et la seconde cataracte par un ensemble de fortifications. Au départ, aucune menace ne pouvait venir du nord, car la côte orientale de la Méditerranée était encore peu peuplée et ceux qui s'y étaient établis n'avaient aucun moyen de locomotion[92]. Lorsque la menace se précisa durant le II^{e} millénaire, les pharaons réagirent en commençant par déplacer la capitale de Memphis à Thèbes, en mettant sur pied une armée et en exploitant les difficultés du terrain dans le Delta qui constituaient une barrière naturelle[93].

Jusqu'à la création d'une armée régulière sous le Nouvel Empire (1540-1070 avant J.-C.), les Egyptiens continuèrent à se battre de manière étrangement démodée. Leurs armes consistaient encore en « bâtons et pointes de silex, même sous le Moyen Empire », et furent utilisées pendant les guerres intérieures de succession. A cette époque pourtant (1991-1785 avant J.-C.), les armes de bronze étaient largement répandues ailleurs et il y avait déjà plusieurs siècles que les Egyptiens avaient eux-mêmes fabriqué leurs premières armes de cuivre, puis de bronze[94]. On s'explique donc mal pourquoi ils demeuraient à ce point attachés à une technologie dépassée, mais les nombreuses représentations guerrières de leurs sculptures et de leurs peintures murales ne nous permettent pas d'en douter. Leurs soldats ne portaient aucune armure. Ils allaient au combat la poitrine et la tête nues, protégés seulement par un court bouclier. Il faut attendre assez tard dans l'histoire du Nouvel Empire pour trouver une représentation d'un pharaon revêtu d'une armure[95]. Nous savons, et il s'agit d'une simple constatation biologique, qu'un être humain nu recule devant un coup porté par une arme tranchante (seul Chaka, des milliers d'années plus tard, réussit à obtenir de ses guerriers zoulous un comportement différent, mais il s'agit là d'un fait extraordinaire et probablement unique), aussi pouvons-nous penser que chez les Egyptiens, le combat était stylisé, peut-être même ritualisé, jusqu'à l'apparition, à la fin du Moyen Empire, d'envahisseurs porteurs d'une culture différente. La rareté du métal peut aussi nous fournir

une autre explication, mais elle ne suffit pas à expliquer pourquoi des guerriers appartenant à une civilisation hautement évoluée avaient un équipement à peine plus sophistiqué que celui de leurs ancêtres du paléolithique. On peut imaginer toutefois que, dans une société fortement hiérarchisée dont les souverains étaient progressivement passés de la condition de prêtres à celle de dieux et où la vie publique – tout comme la vie privée, en fait – était réglementée la plupart du temps par des cérémonies, le combat relevait, lui aussi, du cérémonial.

A cet égard, il est tout à fait significatif que deux des plus anciens pharaons – Narmer, dans les années 3000 avant J.-C., et Ramsès II, un souverain du Nouvel Empire qui régna deux mille ans plus tard – soient tous deux représentés une massue à la main, en train d'exécuter un prisonnier enchaîné. Dans les deux cas, la posture des captifs et celle des pharaons sont à peu près identiques[96]. Même en admettant que les conventions de l'art égyptien se sont maintenues pendant une très longue période, la similitude des deux scènes est indéniable. Toutes deux représentent de manière réaliste, et non symbolique, l'exécution d'un prisonnier à l'issue d'une bataille. Car, si la pratique des sacrifices humains disparut très tôt de la civilisation égyptienne, elle a probablement subsisté sur le champ de bataille, ce qui expliquerait que les guerriers combattaient sans réelle protection, car ils en venaient rarement au corps à corps (une caractéristique des combats primitifs que nous avons déjà notée). C'était le sort des blessés ou des prisonniers d'être exécutés cérémoniellement par un grand guerrier – peut-être le pharaon lui-même – une fois la victoire reconnue[97]. On pourrait faire ici un parallèle avec les batailles « fleuries » des Aztèques, surtout si l'on sait que les Egyptiens persistèrent pendant les mille cinq cents ans de règne pharaonique à employer des armes démodées : massue, lance courte, arc simple. Mais les combats contre les étrangers n'avaient certainement pas, quant à eux, un caractère cérémoniel. La momie de Seqenenre le Brave, un pharaon qui défendit le royaume contre les envahisseurs juste avant la fondation du Nouvel Empire en 1540 avant J.-C., présente une terrible blessure à la tête, probablement subie après une défaite[98]. Mais pendant les mille quatre cents années précédentes, à l'époque où l'Europe et la Méditerranée connaissaient la domination romaine et où les Etats-Unis d'aujourd'hui étaient un territoire sans maîtres, les Egyptiens conservèrent un mode de vie stable et pratiquement inchangé. L'existence était rythmée par les trois saisons d'inondation, de germination

et de sécheresse, sous la domination d'un roi qui occupait la première place au sein des deux mille dieux vénérés et exigeait de ses sujets le temps et le travail qui leur restait après leurs propres tâches d'irrigation et de culture, pour édifier et meubler les palais, temples et tombeaux dont la splendeur monumentale ne fut jamais égalée et qui étaient indispensables, selon les croyances égyptiennes, pour assurer le passage dans l'autre vie. Dans ce monde ordonné, d'une profonde beauté dans ses réalisations artistiques, il est probable que la guerre était reléguée à un rôle inférieur, sans importance. « La souveraineté était le suprême aboutissement de la force », note un historien, mais ce pouvait être une sorte de force sans aucun rapport avec ce qu'entendait Clausewitz. Le combat devenait une lutte stylisée qui révélait l'incapacité physique manifeste du roi, lequel, au cours d'une rencontre physique spectaculaire, déléguait son autorité à un homme plus qualifié que lui[99]. Il est bien possible que pendant ces mille quatre cents ans, quatorze siècles pendant lesquels les générations qui se sont succédé ont considéré cela comme la norme, l'Egypte ait ignoré la réalité de la guerre comme plus tard d'autres peuples[100].

Le peuple de Sumer n'a pas eu autant de chance. La plaine du Tigre et de l'Euphrate, à la différence de celle du Nil, n'est pas protégée des invasions par la géographie – il est probable d'ailleurs que les Sumériens étaient eux-mêmes venus d'ailleurs – et elle ne se prête pas à la centralisation du pouvoir. En Egypte, un souverain qui pouvait verrouiller le haut et le bas de la vallée avait celle-ci tout entière sous sa domination. En Mésopotamie, non seulement le cours des fleuves vagabonde à chaque saison à travers tout le pays, mais on trouve à l'est et au nord des montagnes qui ne constituent pas des barrières mais des sommets d'où l'on peut observer les populations établies dans la plaine fertile et dont on peut s'approcher aisément en empruntant les vallées annexes formées par les affluents des grands fleuves. Les conséquences politiques de ces conditions géographiques sont faciles à dépeindre. Les cités sumériennes ont commencé très tôt à combattre entre elles ou avec les cités situées sur les frontières à propos de leurs droits sur l'eau et les pâturages. Tous dépendaient des errances du fleuve. Très tôt également, les rois sumériens virent leur autorité défiée par l'arrivée d'immigrants venus des montagnes et créant leurs propres cités. En raison de cela, la guerre a progressivement dominé la vie à Sumer entre 3100 et 2300 avant J.-C., aboutissant à la disparition des rois-prêtres au profit de chefs de guerre, à la spécialisation

militaire, au développement accéléré de la métallurgie des armes et, probablement, à l'intensification des combats au point qu'on peut alors parler de vraies batailles.

Il s'agit là, bien sûr, de suppositions qui doivent être rapprochées des faits : l'apparition d'enceintes autour des cités, la découverte d'armes et de casques en métal, la fréquence du signe exprimant le concept de « bataille » dans les inscriptions sur tablettes d'argile, les notes se rapportant à la vente d'esclaves qui étaient peut-être des prisonniers, le remplacement progressif du préfixe *en* (prêtre) par *lugal* (chef) dans les titres donnés au souverain, et ainsi de suite[101]. Des faits particulièrement nombreux attestent l'infiltration de peuples sémitiques venus du nord, les Akkadiens, qui commencèrent par fonder leurs propres cités dans la plaine et, finalement, après plusieurs siècles de conflits entre leurs cités et celles des Sumériens, fournirent le premier empereur ayant régné dans le monde, Sargon d'Agade.

On a également supposé que Sumer nous a donné avec l'épopée de Gilgamesh, roi de la cité d'Uruk vers 2700 avant J.-C., la première preuve d'une campagne sur une longue distance. Il semble que ce roi ait lancé une expédition militaire pour rapporter des montagnes de bois de cèdre (« J'abattrai le cèdre. Je ferai en sorte qu'on se souvienne éternellement de mon nom ! Je donnerai des ordres… aux soldats ») et fait tuer le souverain qui régnait dans les régions où poussaient les arbres convoités[102]. Mais on voit mal comment une telle quantité de bois a pu être transportée sur une telle distance, de sorte que, finalement, l'épopée ne nous dit pas grand-chose sur la guerre ni sur le commerce à cette époque. Néanmoins, la cité d'Uruk semble avoir été protégée, à l'époque de Gilgamesh, par des murs d'enceinte, murs qui forment un cercle de plus de huit kilomètres, ce qui révèle les aptitudes de ce souverain à diriger le travail. Au cours des deux cents années suivantes, les preuves que des guerres sérieuses avaient lieu commencèrent à s'accumuler[103]. La Stèle du Vautour montre Eanatum II, roi de Lagash, infligeant une défaite au peuple d'Elam, les premiers habitants de ce qui allait devenir le puissant royaume perse. Ses soldats portaient des casques de métal et marchaient en colonnes par six[104]. L'Etendard d'Ur, de la même période, montre des soldats équipés de manière semblable. Ils étaient vêtus de manteaux et de pagnes à franges qui paraissent renforcés par des pièces métalliques dans lesquelles certains croient voir la première ébauche d'une armure, bien que l'ensemble n'ait pas dû apporter une grande protection. En tête, d'autres soldats conduisent des chars à quatre

roues et quatre chevaux. Des fouilles dans les nécropoles d'Ur ont produit des morceaux de casques métalliques qui semblent avoir été portés sur des bonnets de cuir[105]. Ces casques sont en cuivre, le premier métal non précieux que l'homme a appris à travailler, car on en trouvait à l'état naturel sous forme de gros lingots d'une qualité relativement pure. Sur le plan militaire, il ne s'agit pas d'un métal d'un grand secours, car il se laisse traverser facilement et ne protège donc pas suffisamment le corps. Et si l'on en fait des armes, celles-ci s'ébrèchent vite[106]. Mais il arrive que certains minerais de cuivre contiennent de l'étain et, l'homme ayant appris dès le IV^{e} millénaire que les métaux pouvaient être fondus, c'est ainsi que naquit une technique consistant à combiner du cuivre ordinaire avec un peu d'étain pour obtenir un bronze résistant. A la fin du III^{e} millénaire, cette technique était largement répandue et, en Mésopotamie, les forgerons élaborèrent la plupart des méthodes encore en vigueur aujourd'hui pour le travail des métaux, y compris la fusion du minerai, la fonte, l'alliage et la soudure[107]. L'une des plus anciennes fabrications nées de ces techniques fut la hache percée d'un trou dans lequel on fixait solidement un manche de bois au moyen de rivets. C'était un instrument redoutable, d'un tranchant pénétrant quand elle était maniée par un guerrier déterminé et puissamment musclé. La période du « chalcolithique » pendant laquelle coexistèrent le cuivre (en grec *khalkos*) et la pierre *(lithos)* fut rapidement remplacée par l'âge du bronze lorsque l'homme comprit un peu partout dans le monde qu'il pouvait accéder à une technologie plus avancée lorsqu'il savait se pourvoir de techniques et de matériaux appropriés. L'un de ces matériaux indispensables, l'étain, était rare et très localisé. En Mésopotamie, on ne le trouvait que sous la forme d'un minerai impur appelé cassitérite, obtenu par le sassage de l'eau des fleuves. Mais il semble que, très vite, les approvisionnements nécessaires de minerai pur arrivèrent depuis les rives de la mer Caspienne et peut-être même d'Europe centrale. Entre-temps, Sargon d'Agade (ou Akkad, une ville ainsi nommée par ses ancêtres sémites et que les archéologues recherchent encore) s'était rendu maître de la Mésopotamie vers 2340 avant J.-C., et le bronze était devenu l'arme des vainqueurs.

La liste des rois de Sumer, qui est notre principale source de connaissance de l'histoire de Sumer, semble indiquer, pour certains, que Sargon aurait régné de 2340 à 2284 avant J.-C., mais, pour d'autres, il aurait régné cinquante-six années. Ce qui est sûr, c'est qu'il entreprit une série de

guerres contre les cités environnantes, puis contre les peuples voisins – on a trouvé mention de trente-quatre guerres – et qu'il réussit finalement à étendre les limites de son empire jusqu'à ce qu'elles atteignent celles de l'Irak d'aujourd'hui. Dans la onzième année de son règne, il lança des campagnes jusqu'en Syrie, au Liban et dans le sud de la Turquie et atteignit peut-être même la Méditerranée. Une inscription nous apprend qu'il possédait cinq mille quatre cents guerriers et que son armée dut sans cesse réprimer les révoltes des Sumériens qui se rebellaient contre un maître sémite étranger. Sargon s'appelait lui-même « Celui qui n'a cessé de voyager à travers les quatre pays », c'est-à-dire, en ce temps-là, l'univers. Et il semble bien en effet que sa vie ait été *toujours en vedette*[108].

Son petit-fils Naram-Sin (2260-2223 avant J.-C.) se dénomma lui-même « le roi des quatre régions », un titre indiscutablement impérial. Il est connu pour avoir combattu dans la chaîne des monts Zagros, qui séparent la Mésopotamie du nord de la Perse. Pendant toute la durée de son règne, et malgré la nécessité d'avoir constamment à défendre les frontières de son territoire, son empire était devenu un fait établi, et il joua un rôle déterminant dans l'histoire du Moyen-Orient. Les richesses de ce royaume attisèrent la jalousie de ceux qui vivaient en dehors de ce cercle magique. Et pourtant, chez eux aussi, certains éléments de cet empire prirent racine, soit à la suite de guerres, soit par le commerce. Le résultat fut que, « vers 2000 avant J.-C. […] la Mésopotamie se retrouva encerclée par une série de civilisations satellites, ou proto-civilisation ». Lorsque celles-ci eurent acquis des ressources militaires, elles générèrent des vagues de conquérants – Gutis, Hourrites, Kassites – qui se rendirent maîtres d'une partie, puis de la totalité de la grande plaine durant les mille années suivantes. Ces peuples avaient déjà modifié leur vie économique avant de déferler des hauteurs, améliorant notamment leur vie pastorale qui commença alors à leur fournir des animaux – ânes, bœufs, chevaux –, ce qui leur apporta une plus grande mobilité sur le plan militaire. Ils avaient aussi développé dans leurs régions arrosées par les pluies des techniques de culture plus évoluées. Elles procurèrent des surplus qui engendrèrent eux-mêmes une vie plus civilisée[109].

Certains de leurs équipements militaires, symboles ou techniques étaient déjà communs à ceux qui vivaient à l'intérieur de l'empire et sur ses frontières. Les armes de pierre avaient ainsi été abandonnées au profit du bronze et l'on commençait à porter des armures métalliques. On utilisait

aussi de plus en plus l'arc et, si une sculpture rupestre représentant Naram-Sin a été correctement interprétée, ces peuples conquérants ont eu à leur disposition un arc composite extrêmement efficace vers le milieu du II^{e} millénaire avant J.-C. Ils connaissaient l'art des fortifications et aussi certaines techniques de siège pour forcer ou escalader les murailles, par exemple. Ils avaient compris, du moins en Mésopotamie, la nécessité pour le souverain de maintenir en état de marche, sur ses propres revenus, des corps d'armée pour la guerre. Sur ces mêmes revenus il fallait également trouver de quoi fabriquer des armes standardisées. Compte tenu des distances sur lesquelles ils opéraient, ils connurent très probablement des rudiments de logistique, du moins pour pouvoir approvisionner hommes et bêtes pendant quelques jours lors d'une expédition en territoire ennemi. Mais, surtout, ils avaient appris à améliorer le cheval – dont la domestication avait débuté dans la steppe au cours du IV^{e} millénaire – en sélectionnant et en élevant les meilleurs spécimens[110]. Ces chevaux, utilisés comme attelage de chars, entre-temps nettement perfectionnés pour ne plus rouler que sur deux roues, ont occasionné une véritable révolution dans l'art de la guerre, principalement parce qu'ils ont permis aux peuples prédateurs rôdant dans les environs avec leurs hordes de chevaux d'attaquer les populations civilisées des vallées, beaucoup plus riches mais sédentaires. Après la fin du II^{e} millénaire avant J.-C., ces prédateurs montés sur leurs chars ont bouleversé le cours de la civilisation de la Mésopotamie, de l'Egypte, de la vallée de l'Indus, et partout où elle avait pris racine.

Intermède
Les fortifications

Les premiers vrais agresseurs, dans l'histoire de l'humanité, se déplaçaient sur des chars. Toute agression déclenche une réaction de défense, équivalente en intensité ou non. Aussi, avant de voir comment les peuples conducteurs de chars et les cavaliers qui leur succédèrent ont changé le monde civilisé, devons-nous commencer par étudier les moyens par lesquels les habitants sédentaires des terres fertiles tentaient de protéger du vol et de la dévastation ce qu'ils avaient réussi à conquérir sur la nature.

L'exemple de Jéricho montre que les tout premiers agriculteurs étaient capables de mettre leurs habitations à l'abri de l'ennemi, même si nous ignorons encore qui étaient ceux-ci. S'agissait-il de pillards cherchant à razzier les produits stockés ou d'autres cultivateurs attirés par les terres et les sources de Jéricho pour se les approprier ? Ou bien encore des vandales menaçant de tout piller et détruire ? La première explication semble la plus probable. Les peuples venant de régions désertiques désirent rarement devenir fermiers, et l'histoire regorge d'épisodes de vandalisme inutile qui nous incitent plutôt à penser que ces maraudeurs avaient vite compris que le parasitisme leur profitait davantage que le rapt ou le pillage. Si c'était bien le cas à Jéricho, nous devons plutôt considérer ses murs et sa tour non seulement comme un *refuge* – la première des trois formes que peut prendre une fortification –, mais aussi comme une *forteresse*, la seconde de ces formes.

Une forteresse n'est pas simplement un endroit pour se mettre à l'abri des attaques surprise mais aussi un lieu de défense active, une base d'où l'on peut rayonner pour tenir les pillards aux abois et exercer un contrôle militaire sur toute la région où sont établis ses intérêts. Il existe une vraie symbiose entre une forteresse et son environnement. Un refuge est un lieu

offrant un abri à court terme et qui n'a d'utilité que face à un ennemi n'ayant pas les moyens de s'attarder dans le voisinage ou dont la stratégie d'attaque est grossière (raids contre des cibles faibles) ; les villes médiévales du sud-est de la France, perchées au sommet des collines escarpées de la Provence pour servir d'asiles contre les incursions des pirates musulmans, en sont de parfaits exemples[1]. Une forteresse, au contraire, doit commander une région suffisamment productive pour entretenir une garnison en temps normal et, en cas d'attaque rapprochée, assez vaste et sûre pour abriter, nourrir et protéger cette garnison. C'est pourquoi les bâtisseurs de forteresses ont toujours dû opérer un choix entre une fausse économie consistant à bâtir trop petit, et le gaspillage que représenteraient des défenses trop coûteuses pour être achevées ou trop grandes par rapport aux hommes dont on disposait. Les royaumes des croisés, surtout à leur déclin, hésitaient à accroître encore leurs fortifications, car les garnisons qu'ils pouvaient y déployer étaient de plus en plus réduites.

Les forteresses diffèrent aussi des refuges par les caractéristiques qu'elles doivent posséder. Il est suffisant qu'un refuge soit assez solide pour dissuader un attaquant de lancer un assaut qui s'avérerait pour lui trop difficile. Les « guerriers primitifs » tels que les Maring s'abritaient derrière les palissades cernant leurs villages ; les Maoris se protégeaient dans leurs *pa* situés au sommet des collines. Ainsi, ils échappaient aux expéditions ou aux raids, leurs assaillants ne disposant pas d'équipements et de ravitaillement suffisants pour soutenir un siège et demeurer longtemps éloignés de chez eux[2]. Les forteresses, construites de manière caractéristique par des sociétés plus évoluées et par conséquent plus riches, doivent être capables de résister aux attaques d'adversaires mieux équipés en machines de siège, possédant leur propre ravitaillement ou le contrôle d'une ligne de communication leur permettant de s'approvisionner. C'est pourquoi le tracé de la forteresse doit englober une source d'alimentation en eau – surtout si elle doit servir de protection à un grand nombre –, ainsi que des magasins et suffisamment d'espace vital[3]. Par-dessus tout, elle doit fournir à la garnison les moyens de mener une défense active : plates-formes contrôlant un champ de tir au-dessus de la zone d'attaque, portes renforcées par lesquelles des contre-offensives peuvent être lancées aux moments favorables.

Jusqu'à l'apparition de la poudre, tous les assauts menés contre les forteresses devaient être menés de près. C'était le cas, par définition, de l'attaque la plus élémentaire, l'escalade, les assiégeants tentant de gravir les murs à l'aide d'échelles ; mais c'est également vrai pour ce que les spécialistes militaires appelèrent plus tard les « sièges volontaires » à l'aide de béliers et de catapultes ainsi que de contre-fortifications équipées de tours. Reconnaissons que le lancement de projectiles récompensait rarement l'effort qu'il demandait : un mur épais absorbait aisément les coups directs lancés contre lui par des engins dont la force de projection dépendait de contrepoids ou de ressorts à torsion. En outre, de par leur conception même, ces engins ne permettaient pas de tirer des projectiles selon un angle d'attaque efficace. C'était là l'avantage de la poudre, car le projectile suivait alors une trajectoire stable, on pouvait le diriger vers le point où un mur risque le plus de s'écrouler, c'est-à-dire vers ses fondations.

Pour cette raison, les bâtisseurs de forteresses ont toujours cherché à empêcher les assaillants d'accéder aux fondations et à procurer aux défenseurs des positions de tir élevées. Ce qui est fascinant à Jéricho, c'est justement que ses constructeurs, à l'aube de l'art des fortifications, semblent avoir deviné tous les dangers pouvant constituer une vraie menace et trouvé le moyen de s'en protéger. Les douves sèches, par exemple, empêchent les attaquants placés sur une plate-forme d'approcher des murs de fondation, tout en constituant une zone de combats toute prête (dans des conditions différentes, avec un sol imperméable, moins d'évaporation et davantage d'eau, ce serait alors des douves pleines). Les murs d'enceinte, trois fois plus élevés que la taille d'un homme, exigeaient de tout assaillant qui aurait cherché à l'aborder à l'aide d'une échelle de suivre un parcours très exposé. Il est d'ailleurs probable que ces murs étaient également dotés de plates-formes de combats. Enfin, la tour surplombant les enceintes donnait aux défenseurs un avantage supplémentaire en hauteur.

Les ingénieurs militaires ont ajouté très peu de choses à ces trois types de défense – murs, douves, tours – au cours des huit mille ans séparant la construction de Jéricho de l'apparition de la poudre. Les principes étaient posés. Toutes les autres améliorations ne furent que des perfectionnements de ce que les bâtisseurs de Jéricho avaient conçu. On construisit des murs extérieurs autour des murs intérieurs – c'est la « multivallation » –, on plaça des obstacles sur le rebord des douves (comme il y en eut peut-être à Jéricho et aujourd'hui disparus). On ajouta des forteresses intérieures (les

citadelles) et des tours furent placées sur le côté extérieur des murs plutôt qu'à l'intérieur, pour permettre de tirer sur les côtés des murailles. Sur des sites particulièrement importants, des constructions avancées – baptisées « barbacanes » au Moyen Age et représentant elles-mêmes des forteresses en miniature – furent édifiées pour protéger une porte ou empêcher l'ennemi d'occuper une position avantageuse. Mais, en règle générale, on peut dire que les architectes militaires n'ont pas fait plus de progrès après Jéricho que les imprimeurs après la Bible de Gutenberg.

Les forteresses sont le produit de petits royaumes ou de royaumes divisés. Elles se multiplient lorsqu'une autorité centrale n'a pu s'instaurer, lorsqu'elle doit combattre âprement pour assurer sa défense ou quand elle s'est totalement effondrée. Les fortifications grecques de Turquie ou de Sicile, par exemple, ont été édifiées pour protéger des établissements commerciaux privés dans les premières années de la colonisation. En Angleterre, entre 1066 et 1154, les Normands élevèrent environ neuf cents châteaux pour soumettre plus étroitement les Anglo-Saxons aux lois normandes[4]. Ces châteaux variaient en taille selon le temps nécessaire à leur construction. Certains ne requirent qu'un millier de journées/hommes, d'autres jusqu'à vingt-quatre mille. Les forts romains de la ligne « saxonne », tels que ceux de Reculver ou de Pevensey, avaient pour rôle d'empêcher les pillards germains venus par la mer – quand le déclin de la puissance romaine les rendit plus audacieux – d'entrer dans les estuaires du sud-est de l'Angleterre[5]. Il serait toutefois plus exact de considérer les forts du rivage saxon non comme des forteresses individuelles mais plutôt comme des défenses stratégiques. Celles-ci peuvent être continues, comme le mur d'Hadrien quand il était en bon état, mais se composent le plus souvent de points forts isolés placés de manière à se soutenir mutuellement et à empêcher une attaque frontale de l'ennemi sur une trop grande étendue. Par leur nature, les défenses stratégiques sont les plus coûteuses à bâtir et à entretenir ; elles impliquent la présence d'une garnison, ce qui est donc toujours un signe de richesse et de développement politique avancé.

Les villes fortifiées de Sumer, une fois que Sargon les eut placées sous le contrôle d'un pouvoir central, peuvent être considérées comme un ensemble stratégique (bien que ce soit là le résultat d'une accumulation et non d'une conception globale). Le premier système stratégique conçu à l'origine engendra les forts de Nubie, bâtis par les pharaons de la douzième dynastie à partir de 1991 avant J.-C. Ils s'étendaient le long du Nil sur

quatre cents kilomètres, entre la première et la quatrième cataracte, et furent créés pour couvrir à la fois la défense du fleuve et celle du désert. La distance qui les séparait les uns des autres permettait des communications, peut-être par signaux de fumée. Les vestiges archéologiques révèlent une conception des fortifications à laquelle les constructeurs des futures défenses stratégiques ne trouvèrent rien à ajouter. Les premiers forts situés près de la première cataracte, dans une région où la vallée est assez large pour assurer la subsistance d'une population agricole, avaient pour mission de protéger celle-ci et, en même temps, de contrôler le fleuve. Les forts construits en dernier suivaient la ligne de pénétration des Egyptiens en Nubie barbare ainsi que la vallée du Nil supérieur, nettement plus étroite. Des documents écrits nous révèlent que ces forts en amont avaient été conçus pour former une frontière exclusivement militaire. Sénousret III s'était d'ailleurs fait élever une statue portant cette inscription : « J'ai tracé ma frontière après avoir navigué vers le sud plus loin que mes Pères. J'ai accru ce qui m'avait été légué. Celui qui, digne de Ma Majesté, saura défendre cette frontière, sera comme mon fils. Mais quiconque l'abandonnera ou ne luttera pas pour la défendre ne sera pas l'un de mes fils. » Cette inscription a été trouvée au fort de Semna et date de 1820 avant J.-C. La statue n'a pas été retrouvée, mais on en a découvert une autre de ce même pharaon datant de 1479, ce qui prouve clairement que son injonction d'avoir à tenir les positions qu'il avait conquises avait été prise au sérieux[6].

La politique de l'Egypte sur ses frontières a été un modèle pour les impérialistes ultérieurs, partout dans le monde. A Semna, trois forts sont disposés de telle sorte qu'ils contrôlent le fleuve depuis les deux rives, et des tunnels permettent de les approvisionner en eau. Un mur de briques en boue séchée protège sur plusieurs kilomètres la route menant vers le sud, du côté des terres. Les trois forts contiennent de vastes greniers dont deux suffisent à l'approvisionnement de plusieurs centaines d'hommes pendant un an. Les produits provenaient sans doute du centre d'approvisionnement d'Askut, situé à l'arrière, une forteresse construite sur une île et vraisemblablement destinée à servir de grenier à grains. Une autre inscription nous apprend quels étaient les devoirs de la garnison : « Barrer le passage à tout Nubien… allant vers le nord, à pied ou en bateau, ainsi qu'à leur bétail. Exception faite pour un Nubien se rendant à Iken pour échanger des marchandises ou porter un message officiel. » Au large des

forts, les Egyptiens entretenaient dans le désert une patrouille formée de Nubiens du désert que l'on appelait Medjay. (Parmi les « Dépêches de Semna », des papyrus trouvés à Thèbes, figure un compte rendu typique : « La patrouille partie surveiller la frontière du désert est revenue et m'a rapporté ce qui suit : "Nous avons trouvé trace de trente-deux hommes et de trois ânes." ») Des officiers britanniques ayant l'expérience de la frontière nord-ouest de l'Inde reconnaîtraient immédiatement la tactique égyptienne. Comme les Egyptiens, les Britanniques entretenaient une zone administrative où d'importantes garnisons protégeaient la population locale ; plus en avant, dans une autre zone, d'importantes garnisons occupaient des forts à des fins militaires et, encore plus en avant, se trouvait une zone « tribale » où seules les routes étaient défendues tandis que les régions environnantes étaient surveillées par des milices tribales, les fusiliers Khyber et les éclaireurs Tochi, milices recrutées parmi les populations contre lesquelles cet ensemble défensif compliqué avait été conçu à l'origine.

Il n'est donc pas étonnant que les plans de Jéricho et ceux des forts de la seconde cataracte se reproduisent à travers le temps et l'espace. Il n'est même pas tellement surprenant qu'ils aient été conçus si tôt. L'homme a sans cesse cherché à intégrer dans un système d'autoprotection les éléments d'architecture et d'urbanisme, rares mais variés, dont il dispose. Des constructions comme celles de Jéricho ou Semna étaient donc prévisibles. Toute aussi logique aussi – bien qu'inspirée par des facteurs plus psychologiques – était la tactique consistant à transformer des braconniers en garde-chasse (Nubiens Medjay, fusiliers Khyber), suivant l'idée qu'un contrôle primaire d'une frontière entre la civilisation et la barbarie est plus efficace lorsqu'on soudoie ceux qui vivent du mauvais côté de la barrière.

Il serait cependant faux d'en déduire que les principes ayant influencé les constructions de Jéricho et de Semna se soient ensuite largement et rapidement disséminés de par le monde. La population de Jéricho était riche en ces temps-là, les pharaons de la XII^{e} dynastie encore plus. Ailleurs, l'humanité demeura pauvre et dispersée jusque très tard dans le II^{e} millénaire avant J.-C. Ce n'est que durant le I^{er} millénaire que des défenses furent dressées autour des villages dans de nombreuses contrées. Les archéologues ont noté la trace d'une colonie grecque établie au IX^{e} siècle à Smyrne l'ancienne et protégée par des fortifications et un mur de défense garni de bastions en pierres taillées. Ils repérèrent également

d'autres établissements fortifiés du VI^e^ siècle dans des endroits aussi éloignés l'un de l'autre que Saragosse en Espagne et Biskupin en Pologne[7]. Des enceintes au sommet de collines, les « forts de l'âge du fer » si fréquents en Angleterre où l'on en a identifié deux mille, ont sans doute surgi dans le sud-est de l'Europe dès le III^e^ millénaire. Mais ce n'est qu'au I^er^ millénaire qu'elles devinrent très répandues[8]. Les historiens ne sont toujours pas d'accord sur leur rôle – ébauches de villes ou refuges temporaires ? – ni sur les circonstances politiques ayant entraîné leur construction. Il est probable que, de même que le *pa* maori, ces défenses furent le produit d'une société devenue tribale où des groupes voisins cherchaient à mettre leurs biens à l'abri des pillards, mais nous n'en sommes pas certains. Tout ce que nous savons, c'est que les fortifications se répandirent du sud-est au nord-est de l'Europe pendant le I^er^ millénaire, tandis que les défenses portuaires étaient établies tout le long des côtes de la Méditerranée et de la mer Noire, quand les Grecs et les Phéniciens commencèrent à ouvrir des comptoirs commerciaux loin de leur patrie. Il ne fait pas de doute que les forts ont suivi cette avancée des échanges commerciaux. Stuart Piggott, spécialiste de préhistoire urbaine, suggère l'existence d'une grande voie commerciale à double sens reliant les ports côtiers fortifiés de la Méditerranée aux places fortes de France et d'Allemagne. Sur cette voie circulaient le vin, la soie, l'ivoire et même des singes et des paons (un singe de Barbarie fut envoyé à un roi de l'Ulster) et, en retour, de l'ambre, des fourrures, des peaux, de la viande salée et des esclaves[9].

A la fin du I^er^ millénaire, des fortifications se dressaient partout dans la zone tempérée. En Chine, les premières villes ne possédaient pas de murailles de défense, et les matériaux les plus élémentaires faisaient défaut dans les grandes plaines de lœss dépouillées d'arbres. Des enceintes en terre battue (pisé) firent néanmoins leur apparition sous la dynastie Shang, vers 1500-1000 avant J.-C., laquelle exerça la première autorité centralisée. Notons que l'idéogramme *yi*, qui signifie « ville », comporte les symboles d'une enceinte et d'un homme agenouillé en signe de soumission, ce qui suggère, comme ce fut souvent le cas ailleurs, que le fort était en Chine une institution permettant d'exercer un contrôle social aussi bien qu'une défense[10]. Dans la Grèce antique, après la sombre période consécutive à l'effondrement de la civilisation minoenne, les cités-Etats renaissantes

s'entourèrent naturellement de murailles, comme le firent aussi, à la même époque, celles d'Italie, y compris Rome. Lorsque Alexandre le Grand entama sa marche conquérante à travers la Perse et l'Inde au IVe siècle avant J.-C., les stratèges s'attendaient à trouver leur chemin bloqué par des forteresses chaque fois qu'ils avançaient dans des régions peuplées.

Mais une multiplication de forteresses révélait aussi la faiblesse ou l'absence de pouvoir central. Entre 335 et 325, Alexandre dut mener au moins vingt sièges, mais aucun dans les limites de l'Empire perse. Comme il convenait à un puissant Etat, le territoire intérieur de la Perse était défendu sur ses frontières. Les trois batailles qui opposèrent Alexandre à l'armée perse, celles du Granique, d'Issos et de Gaugamèles, se déroulèrent en terrain découvert. C'est seulement après avoir soumis la Perse et l'Inde qu'Alexandre dut revenir à la tactique des sièges qu'il avait employée pour forcer les portes de l'empire. Les Romains, eux, menèrent un siège après l'autre pour étendre leur territoire, d'Agrigente (l'un des plus anciens ports fortifiés de Sicile) jusqu'à Alésia, une gigantesque colline fortifiée celtique où César vainquit Vercingétorix en 52 avant J.-C. Au cours de leur avance depuis les Alpes jusqu'à l'Ecosse et au Rhin, ils dotèrent également le paysage de ces forts rectangulaires que les soldats des légions étaient entraînés à édifier à la fin de chaque jour de marche en territoire ennemi. Leurs plans standards, avec quatre portes et une place centrale pour les cérémonies, ressemblent étrangement à ceux des villes de la Chine classique et servirent aussi de modèles aux principales villes romaines implantées en territoire conquis. Aujourd'hui encore, sous le cœur moderne de villes comme Londres, Cologne et Vienne, gisent les ruines des forts carrés des légions romaines.

Mais, au sein de l'Empire romain pacifié, les conquérants n'élevèrent pas de fortifications : « La plupart des villes gauloises se sont développées en terrain découvert et ont été laissées sans défenses[11]. » C'était là une résultante de la *pax romana* : des villes ouvertes, des voies de communication sûres et l'absence de frontières intérieures sur toute l'étendue de l'Europe occidentale. Les fortifications assurant cette paix se trouvaient ailleurs, naturellement, mais les historiens de Rome débattent encore pour savoir comment ce système de défense fonctionnait. On peut voir les vestiges évidents de fortifications aux frontières, les plus visibles se trouvant dans les parties centrales du mur d'Hadrien. On peut encore déceler des traces de la muraille d'Antonin qui marque une avancée encore

plus profonde des Romains au nord de l'Angleterre, ainsi que des tronçons du *limes*, le long du Rhin et du Danube, du *fossatum africae*, à la lisière du désert, au Maroc, en Algérie, en Tunisie et en Libye, ou du *limes syriae* qui s'étendait du golfe d'Aqaba et du nord de la mer Rouge jusqu'aux sources de l'Euphrate et du Tigre. S'agit-il là de « frontières scientifiques », comme le pensent certains historiens, ou simplement de traces marquant les limites du contrôle effectif exercé par les armées romaines pour prévenir les désordres aux frontières économiques effectives du monde méditerranéen ? Ce contrôle s'exerçait parfois seulement sur le plan local, parfois au niveau stratégique, à titre de menace. Dans son ouvrage *The Grand Strategy of the Roman Empire*, Edward Luttwak émet l'idée convaincante que les Romains, comme les Britanniques en Inde, ont clairement conçu le plan de ce qui pouvait être défendu et de ce qui ne pouvait pas l'être, tout en variant, en pratique et selon leurs impératifs, leurs méthodes de défense : d'abord une puissante armée centrale, puis une défense locale et, finalement, un mélange des deux tactiques, moins satisfaisant[12]. Les adversaires de Luttwak ne croient pas à une telle cohérence, surtout en ce qui concerne les frontières orientales. Pour Benjamin Isaac, Rome a mené pendant longtemps une politique d'agression contre les Perses et les Parthes, et les fortifications orientales doivent être considérées comme des voies de communication défendues réservées aux corps expéditionnaires. C. R. Whittaker, lui, pense qu'il y avait en permanence des troubles locaux sur de nombreuses frontières et que les défenses romaines, comme celles des Egyptiens en Nubie ou des Français en Algérie pendant la guerre de 1954-1962 (la ligne Morice), avaient principalement pour fonction de maintenir les fauteurs de troubles à distance des paisibles cultivateurs[13].

Ce qui est certain, c'est que, dans tous les temps et à peu près partout, la croissance de l'autorité centrale s'est accompagnée de la construction de défenses stratégiques, des plus simples telles que la digue d'Offa (il s'agissait, malgré tout, d'une entreprise considérable ayant requis, au fil du temps, des dizaines de milliers de journées/hommes de travail), entre l'Angleterre anglo-saxonne et le pays de Galles celtique, aux plus élaborées, telle la structure complexe et encore mystérieuse de la Grande Muraille de Chine. Il demeure extrêmement difficile de définir l'exacte fonction de ces défenses dont la variété exclut toute généralisation. Ainsi en est-il de la frontière militaire des Habsbourg – la *Krajina* – avec les pays ottomans. Elle avait pour rôle d'empêcher les Turcs d'entrer. Mais sa

construction rendait davantage hommage à la puissance turque qu'à celle de l'Autriche, bien que les Habsbourg fussent une dynastie plus ancienne. Par contraste, la chaîne de forteresses bâties à grand prix pour protéger dans les années 1860 les ports britanniques des côtes sud et est (soixante-seize étaient achevées ou en cours de construction en 1867) constituait une réponse à une menace hypothétique venant de France. Elle témoignait peut-être aussi d'une méfiance névrotique des Anglais à l'égard des navires de guerre cuirassés, eux qui s'en étaient pourtant remis des siècles durant à la protection de leur flotte de navires de guerre à la coque en bois[14]. La chaîne de forteresses de Louis XIV, le long des frontières orientales françaises, visait un objectif agressif qui consistait à étendre, pas à pas, la puissance de la France dans les pays contrôlés par les Habsbourg. Cela semble encore plus évident avec la *cherta*, une ligne de fortifications improvisées construite à l'est par les tsars dès le XVI^e^ siècle dans les régions sauvages de la steppe. Son but était de refouler les nomades au sud des monts Oural et d'ouvrir un chemin de peuplement vers la Sibérie. Mais la *cherta* ne pouvait s'étendre qu'avec l'appui à demi consenti des Cosaques, qui, ainsi, purent s'établir librement sous le contrôle des Moscovites[15].

Ce rôle mi-défensif, mi-oppressif était également celui de la Grande Muraille de Chine, comme le pense Owen Lattimore, le plus grand historien des frontières avec Frederick Jackson Turner. Dans une communication, demeurée célèbre, qu'il fit en 1893 à l'American Historical Association, Turner suggère que l'idée de la frontière mouvante, offrant des terres libres à tous ceux qui sont prêts à s'aventurer vers l'ouest, a été décisive dans la formation du caractère national américain – exubérant, énergique, curieux – et qu'elle assure aux Etats-Unis la permanence de la démocratie. En ce qui concerne la Grande Muraille de Chine, Lattimore croit au contraire qu'elle représente une autre forme de frontière, tout à fait différente. Il est vrai qu'elle n'était pas fixe : débutant par l'interconnexion d'un certain nombre de murs locaux élevés par les souverains régionaux qui cherchaient à protéger leurs Etats embryonnaires, son tracé fut finalement fixé par la dynastie Qin, au III^e^ siècle avant J.-C., le long de la frontière séparant les terres occupées par l'agriculture irriguée de celles réservées aux pasteurs (en gros les vallées fluviales et la steppe). Selon Lattimore, ni les Qin ni aucune autre dynastie qui leur succéda ne réussirent à obtenir que la Grande Muraille suive un tracé rectiligne : parfois il avançait vers le nord pour englober le plateau des Ordos dans la courbe du fleuve Jaune, parfois il

disparaissait alors qu'on trouvait de nombreux prolongements et des réalignements à son extrémité occidentale, là où elle atteignait le plateau du Tibet. En fin de compte, avec tous ses bras et ses ramifications, la Grande Muraille représente une longueur totale de près de six mille cinq cents kilomètres[16]. Lattimore pense que tous ces contours et détours expriment moins la croissance ou l'effacement du pouvoir des dynasties que la poursuite d'une chimère. En vérité, les empereurs successifs cherchèrent à établir une frontière « scientifique » sur un parcours où un sol propice à l'agriculture voisinait avec des terres destinées à être abandonnées aux pasteurs nomades. Mais un tel tracé était impossible à trouver, car non seulement les deux zones se trouvaient séparées par une troisième, d'écologie mixte, mais cette dernière elle-même se déplaçait avec les changements du climat – dessèchement ou retour de l'humidité – à l'intérieur de la grande masse continentale de l'Eurasie. Tenter de contraindre l'écologie en colonisant les zones frontalières avec des paysans chinois produisit une *Schlimmbesserung*, le « mieux » devenant l'ennemi du bien… Les villageois, en particulier ceux implantés dans la grande courbe du fleuve Jaune, tendaient à devenir nomades quand survenait la sécheresse et, de ce fait, gonflaient la masse des peuples cavaliers qui venaient assiéger la Muraille par vagues successives. Leurs attaques annihilèrent les efforts des commandements frontaliers pour siniser les semi-nomades dont l'habitat naturel était la zone intermédiaire[17].

Dans ces circonstances, il n'est pas surprenant que les Chinois n'aient jamais détruit les enceintes autour des villes près desquelles les villages des terres irriguées s'étaient d'abord établis. Aux époques où la dynastie était puissante, elles servaient de centres pour l'administration impériale. Durant les périodes de troubles causés par les attaques des nomades contre le trône, elles demeuraient des refuges de la tradition impériale qui, toujours, renaissait et sinisait les conquérants. Les enceintes des villes étaient considérées à juste titre comme des symboles de civilisation (sous les Ming, cinq cents d'entre elles furent entièrement reconstruites), tout comme la Grande Muraille elle-même[18]. Mais, en fait, elles n'étaient rien de plus que des accessoires du système impérial dont le pouvoir essentiel résidait dans les croyances philosophiques chinoises en matière d'organisation sociale. Ces croyances restaient vivaces, pas vraiment parce qu'elles imprégnaient la société du haut en bas (elles tendaient à rester la propriété culturelle des propriétaires fonciers et de la classe officielle), mais surtout parce que le

nombre d'étrangers ayant réussi à conquérir le pouvoir fut relativement faible. Il s'agissait de peuples de la steppe qui, à un point dont ils n'avaient eux-mêmes pas conscience, avaient été subtilement sinisés par un contact permanent avec la civilisation qui les attirait sur sa frontière fortifiée. Dans ce sens, la Grande Muraille fut elle-même un outil de civilisation, un filtre à travers lequel les idées en puissance passaient pour modérer le barbarisme de ceux qui frappaient sans cesse à ses portes.

La civilisation classique de l'Occident n'eut pas une pareille chance. A la différence des Chinois, les Romains furent assaillis par un déferlement soutenu de très nombreux Barbares dont trop peu avaient pu être romanisés par un contact régulier avec la civilisation pour que celle-ci puisse être préservée. A partir du milieu du IIIe siècle après J.-C., quand les pillards barbares lancèrent sur la Gaule des assauts plus puissants et plus fréquents, l'administration provinciale commença à bâtir des murailles autour des villes intérieures. Mais, au Ve siècle, quarante-huit villes seulement avaient été fortifiées, la plupart dans les régions frontalières ou près des côtes. En Espagne, elles n'étaient que douze et en Italie, au sud de la vallée du Pô, seule Rome avait conservé ses défenses[19]. Des chaînes de forts furent élevées le long de la mer Noire, de la Manche et des côtes atlantiques et, le long du Rhin et du Danube, le *limes* fut renforcé. Une fois ces défenses frontalières conquises, cependant, l'empire occidental s'ouvrait à l'assaillant. Les royaumes barbares qui succédèrent à Rome n'eurent pas besoin de se fortifier au début, en admettant qu'ils aient su le faire. Les incursions successives d'envahisseurs que la romanisation n'avait absolument pas touchés – pillards venus par mer de Scandinavie, Arabes, peuples de la steppe d'Asie centrale – ne rencontrèrent aucune défense stratégique et seulement de rares fortifications intérieures. Il n'est pas étonnant que la courageuse tentative de Charlemagne pour recréer un empire paneuropéen ait été réduite à néant par leurs assauts.

Finalement, l'Europe occidentale fut à nouveau fortifiée mais sur un modèle qui aurait inquiété les dynasties chinoises. La mystérieuse reprise des échanges commerciaux, entre 1100 et 1300, peut-être due à l'accroissement tout aussi mystérieux de la population européenne de quarante à soixante millions d'âmes, ramena la vie dans les villes. Grâce au développement d'une nouvelle économie monétaire, on put disposer des sommes nécessaires pour se mettre à l'abri du danger derrière des murs. La ville de Pise s'entoura en 1155 d'un fossé creusé en deux mois et complété

l'année suivante par une muraille continue, garnie de tours. Toutefois les villes nouvellement fortifiées n'utilisèrent pas leur immunité pour étayer l'autorité royale mais pour réclamer des droits et des libertés. Pise, par exemple, forte de sa nouvelle défense, défia l'empereur Frédéric Barberousse[20]. Pendant ce temps, dans un processus que les Chinois auraient jugé encore plus alarmant, les seigneurs locaux couvraient activement toute l'Europe occidentale de leurs châteaux, d'abord simples retranchements puis, à partir du Xe siècle, « mottes » plus redoutables et, finalement, véritables forteresses de pierre. Certains de ces châteaux étaient la propriété du roi ou de ses vassaux, mais, peu à peu, la majorité d'entre eux se rangea dans une catégorie que l'on pourrait qualifier de bastions « adultérins », vrais noyaux de désobéissance et de révolte. Pour les justifier, on évoquait toujours la menace des païens – Vikings, Avars ou Magyars – qui nécessitait un endroit sûr pour abriter les chevaux de guerre et les hommes d'armes. Mais, en réalité, l'Europe manquant à la fois de défenses stratégiques et de pouvoirs centraux puissants, les seigneurs profitaient de ces circonstances pour asseoir leur autorité locale.

La multiplication des châteaux à une telle échelle – dans le Poitou, où l'on dénombrait seulement trois châteaux avant les incursions des Vikings, il y en eut trente-neuf au XIe siècle tandis que, dans le Maine, on en comptait soixante-deux en 1100 alors qu'il n'y en avait aucun avant le Xe siècle, le même schéma se répétant ailleurs – a finalement neutralisé les avantages ainsi obtenus et entraîné des luttes locales pour l'obtention du pouvoir[21]. Car, quand chaque seigneur garde sa cour en armes – soutenu par l'autorité centrale qui croit encourager ainsi la lutte contre les envahisseurs –, cela ne conduit qu'à des guerres locales endémiques. Si les rois donnèrent des autorisations pour la construction de châteaux, ils s'appuyèrent parallèlement sur leurs grands vassaux pour tenter de mettre au pas, chaque fois qu'ils le pouvaient, les seigneurs « adultérins ». Il ne fallait pas longtemps pour construire un château – une centaine d'hommes pouvaient édifier une petite motte en dix jours –, mais, une fois construit, il devenait beaucoup plus difficile d'en contrôler ou d'en réduire la puissance, surtout si le châtelain s'enracinait dans ses ambitions[22]. Les châteaux étaient beaucoup plus puissants que les moyens de siège disponibles à l'époque. Cette situation dura longtemps, depuis l'édification de Jéricho jusqu'à l'apparition de la poudre.

Les spécialistes d'histoire ancienne sont fascinés par les pratiques et les machines de siège que les fouilles de Mésopotamie et d'Egypte ont révélées : béliers, échelles d'escalade, tours de siège, puits de mine. Des écrits relatant des sièges en Grèce révèlent en 398-397 avant J.-C. l'existence de catapultes, le plus ancien moyen pour lancer des projectiles[23]. La représentation la plus ancienne d'un bélier, d'un modèle très peu solide bien qu'apparemment protégé par un toit, nous vient d'Egypte et date de 1900 avant J.-C. Celle d'une échelle d'assaut est de cinq cents ans plus ancienne. Un bélier beaucoup plus impressionnant, monté sur une carapace équipée de roues, peut être observé sur un bas-relief sculpté d'un palais de Mésopotamie. Il date du IXe siècle avant J.-C. On y voit aussi une scène représentant des ingénieurs creusant une sape sous un mur. Un autre bas-relief datant du VIIIe siècle avant J.-C., toujours en Mésopotamie, montre une tour mobile de siège. A cette époque, on connaissait déjà le moyen de construire des rampes pour combler les douves et atteindre le sommet des murs. Les assiégeants avaient aussi de grands boucliers pour protéger les archers quand ils tiraient sur leurs adversaires perchés sur les parapets du château. Il est fait également allusion à l'usage de feu pour attaquer les portes et peut-être aussi l'intérieur des fortifications. Les techniques de siège courantes comportaient aussi l'interruption de l'approvisionnement en eau, lorsque c'était possible, et bien sûr la famine[24].

Toutes ces machines de siège dont ont disposé les chefs militaires jusqu'à l'apparition de la poudre ont été imaginées entre 2400 et 390 avant J.-C. Aucune de ces techniques, exceptée la famine, n'offrait un moyen certain ni même efficace de prendre une fortification. Selon Polybe, un stratège classique, la méthode la plus rapide consistait à exploiter l'orgueil des défenseurs ou à obtenir un effet de surprise. La traîtrise était un autre procédé. On lui doit la chute d'Antioche, tombée aux mains des croisés en 1098, et celle de nombreuses autres forteresses[25]. En dehors de ces méthodes, les assiégeants pouvaient rester des mois durant à l'extérieur des murs, à moins de découvrir un point faible ou d'en créer un eux-mêmes. Château-Gaillard fut pris en 1204 en passant par une galerie de latrines qui n'était pas gardée. En revanche Rochester, dont le roi Jean se rendit maître en 1215, perdit son aile sud après que l'ennemi eut creusé une sape et mis le feu aux charpentes soutenant les galeries, consumant au passage la graisse de quarante porcs gras qui étaient stockés là. La forteresse fut finalement

prise parce que la garnison manqua de ravitaillement après cinquante jours d'un siège sans relâche, l'un des plus longs que l'Angleterre connût à cette époque et longtemps encore après[26].

La prise de Jérusalem par les croisés en 1099 au moyen d'une tour de siège fut un événement exceptionnel attribué, pour une part, à la faiblesse de la garnison et, pour l'autre, aux motivations religieuses des assaillants. En général, et jusqu'à l'apparition de la poudre, l'avantage, lors d'un siège, était toujours du côté des défenseurs tant qu'ils prenaient leur précaution de veiller à leur approvisionnement et cela pour un temps convenu. Dans la guerre de siège de l'Occident médiéval en effet, les deux parties se mettaient d'accord sur une limite de temps à l'expiration de laquelle, si des forces de secours n'étaient pas venues soutenir les assiégés, ceux-ci étaient autorisés à sortir librement[27]. Les assaillants pouvaient d'ailleurs eux-mêmes se trouver à court de nourriture ou, plus probablement, être victimes de maladies dans leurs camps malsains. Une telle convention était donc appréciée de toutes les garnisons.

Nous devons cependant traiter avec une certaine réserve ces représentations de sièges ou de machines de siège en tant que documents sur l'art de la guerre au cours des siècles précédant l'apparition de la poudre. De tout temps on a demandé aux artistes chargés de représenter la guerre de montrer l'aspect sensationnel plutôt que la réalité documentaire. De ce point de vue, les peintures murales et les bas-reliefs sculptés d'Egypte et d'Assyrie représentent des triomphes royaux sous les murailles des villes qui ne constituent pas plus un témoignage fiable de l'époque que les portraits héroïques de Napoléon peints par David ou Le Gros n'illustrent le comportement réel de l'Empereur sur le champ de bataille. Et il en a sans doute toujours été ainsi depuis que le premier peintre de cour a été chargé de représenter le premier roi conquérant. Les fortifications et les machines destinées à les détruire constituaient des sujets tout trouvés pour les artistes, mais nombre de ces peintures peuvent nous entraîner à commettre des erreurs d'interprétation et ne suffisent donc pas à nous renseigner sur la guerre défensive aux temps précédant l'âge de la poudre.

Nous pouvons conclure ce chapitre consacré aux fortifications par les remarques suivantes : des forteresses solidement défendues et bien approvisionnées étaient difficiles à prendre, et cela à toutes les époques antérieures à la poudre. Ces forteresses exprimaient aussi une certaine méfiance à l'égard du pouvoir central et un moyen d'intimider les citoyens

libres ou les paysans, comme nous le verrons plus tard. Il fut toujours difficile de faire coïncider ces constructions avec les frontières naturelles, elles étaient coûteuses à construire, à entretenir, à approvisionner et à garnir d'hommes. Finalement, leur puissance dépendait de la volonté et des capacités de l'autorité qu'elles devaient défendre. Ceux qui construisirent des défenses en pensant qu'elles sauraient résister toutes seules ont travaillé en vain.

3
La chair

Peu de fortifications résistèrent lorsque déferlèrent des hordes d'hommes montés sur des chars, avides de renverser les royaumes et de fonder leurs propres dynasties. Car ces défenses, de par leur nature même, offraient peu d'obstacles à leur soif de conquête. Vers 1700 avant J.-C., un peuple sémite que nous connaissons sous le nom d'Hyksos commença à s'infiltrer en Egypte par le delta du Nil et établit bientôt sa capitale à Memphis. Un peu plus tard, la Mésopotamie – alors unifiée sous la dynastie des Amorrites qui débuta avec Hammourabi aux alentours de 1700 avant J.-C. – fut à son tour envahie par des peuples originaires des régions montagneuses du Nord, entre l'Irak et l'Iran d'aujourd'hui. Il semble que, vers 1525 avant J.-C., ils se soient rendus maîtres de l'ancien royaume interfluvial. Peu après, des Aryens montés sur des chars, venant de la steppe de l'Iran oriental et parlant une langue indo-européenne, pénétrèrent dans la vallée de l'Indus et détruisirent complètement sa civilisation. Finalement, vers 1400 avant J.-C., les fondateurs de la dynastie Shang, elle-même probablement originaire de la steppe iranienne, arrivèrent avec leurs chars dans le nord de la Chine et créèrent le premier Etat centralisé fondé sur une technologie militaire supérieure et sur l'institution de camps ceinturés de murailles.

L'adoption du char de guerre et l'arrivée au pouvoir – en l'espace de quelque trois cents ans et dans tous les centres de civilisation d'Eurasie – de peuples qui en étaient dotés est l'un des épisodes les plus extraordinaires de l'histoire mondiale. De nombreux facteurs sont en jeu pour expliquer comment ce processus s'est produit : développement de la métallurgie, du travail du bois, du tannage, de l'utilisation des colles, os et tendons, mais, par-dessus tout, de la domestication et de l'amélioration des races de

chevaux sauvages. Aujourd'hui encore, alors que l'humanité circule partout à l'aide de moteurs à combustion interne, le cheval soulève des passions et mobilise des sommes d'argent considérables et universelles. Les hommes les plus riches du monde rivalisent pour faire étalage de leur fortune en acquérant des pur-sang. Les courses de chevaux sont « le sport des rois » auquel les multimillionnaires républicains sont heureux de consacrer des fortunes ; peu de rois ou de magnats, pourtant, ont autant risqué ce qu'ils possèdent que l'homme du peuple quand il croit tenir le nom d'un gagnant. Dans le monde du cheval, le plus pauvre se sent l'égal du plus riche. Mais le cheval, aussi choyé soit-il et quelles que soient ses origines, peut se montrer capricieux et décevant. Un cheval inconnu peut ainsi remporter une course contre toutes les cotes, transformer en une nuit son jockey, son entraîneur et son propriétaire en véritables héros, réjouir le cœur de milliers d'humbles parieurs et renvoyer les bookmakers chez eux les poches plus vides qu'à leur arrivée. Le pur-sang moderne est une force avec laquelle il faut compter et les plus grands d'entre eux peuvent finir leurs jours avec une célébrité plus grande que celle de nombreux hommes d'Etat. Les plus fameux acquièrent un rang royal et fondent une dynastie ; on vient en pèlerinage les voir courir et leurs descendants sont identifiés avec autant de soin que si l'on établissait la légitimité d'un Bourbon ou d'un Habsbourg. Dans un certain sens, un cheval célèbre est l'égal d'un roi. Ce n'est donc pas étonnant que des rois, justement, aient pu accéder au trône grâce aux premiers grands chevaux.

Les conducteurs de chars

Le cheval que l'*homo sapiens* connut au début était un pauvre animal, au point même que l'homme le chassait pour se nourrir. L'*equus*, l'ancêtre de l'*equus caballus*, notre cheval d'aujourd'hui, a fini par être exterminé en Amérique par les Amérindiens qui gagnèrent le Nouveau Monde à la fin de la dernière glaciation. Dans l'Ancien Monde, le retour des forêts après le retrait des glaciers chassa l'*equus caballus* d'Europe vers les steppes dénudées où, après avoir servi de gibier, il fut finalement élevé pour sa viande. Dans les villages de la civilisation Srednij Stog sur le Dniepr, près de la mer Noire, on a trouvé des ossements de chevaux domestiqués, la majorité datant du IV^{e} millénaire avant J.-C.[1]. L'homme de l'âge de pierre préférait manger le cheval plutôt que de le monter ou l'atteler, car

l'animal qu'il connaissait n'était certainement pas assez fort pour porter sur son dos un adulte. D'ailleurs, il ignorait encore comment construire un véhicule auquel une bête de trait pouvait être attelée. La relation entre l'homme et les équidés est très complexe. A la différence du chien qui, bien qu'il soit un animal de meute, s'est associé assez facilement à l'homme depuis au moins douze mille ans, le cheval doit être enlevé à un troupeau et dompté si l'on veut établir entre lui et son maître une relation mutuellement utile.

Il n'y avait de plus aucune raison pour que l'homme de l'âge de pierre ait jugé le cheval plus exploitable que ses cousins de la race équine : l'âne, déjà très répandu, l'hémione de Mongolie et du Turkestan, le kiang des plateaux du Tibet, le khur de l'Inde occidentale ou l'onagre de Mésopotamie et de Turquie. Nous savons aujourd'hui que toutes ces races ne possédaient pas, génétiquement, le moyen de donner naissance à des variétés plus grandes, plus fortes et plus rapides. L'ancien *equus caballus* était proche de l'*equus przewalskii* (le cheval de Prjevalski) qui existe toujours, et de l'*equus gmelini*, le tarpan, qui a survécu dans la steppe jusqu'au siècle dernier. Tous ressemblaient par leur couleur, leur taille et leur aspect, aux ânes, aux hémiones ou aux onagres. L'analyse génétique nous révèle aujourd'hui qu'avec soixante-quatre chromosomes, l'*equus caballus* différait du cheval de Prjevalski qui en a soixante-six, de l'âne qui en possède soixante-deux et de l'hémione, avec cinquante-six. Mais, pour un homme de l'âge de pierre, il n'y avait guère de raisons de choisir l'un plutôt que l'autre[2]. Avec ses jambes courtes, son cou épais, son gros ventre, sa face convexe et sa crinière raide, le *caballus*, en particulier, se confond avec le tarpan, qui, jusqu'à son extinction, a résisté à toutes les tentatives visant à améliorer son apparence et ses performances.

Il semble qu'à cette époque lointaine, on n'ait pas tenté de chevaucher ou d'atteler le cheval ni aucun autre équidé, mais plutôt la vache ou peut-être le renne. Les agriculteurs du IV^{e} millénaire avant J.-C. savaient castrer les taureaux pour en faire des bœufs domestiques servant de bêtes de trait attelées à un simple araire que l'homme poussait devant lui. Tout naturellement, on en vint ensuite à atteler ces animaux à des traîneaux (on ne connaissait pas la roue) dans les régions dénudées d'arbres telles que la steppe ou les plaines alluviales. Puis on monta les traîneaux d'abord sur des rouleaux captifs et, finalement, sur des roues tournant autour d'un axe fixe, comme pour le tour du potier qui apparut presque simultanément, suivant

ainsi une évolution naturelle[3]. Dans la ville sumérienne d'Uruk, un ensemble de pictogrammes datant du IV^e^ millénaire avant J.-C. montre clairement cette progression directe du traîneau au chariot sur roues. *L'Etendard d'Ur*, cette célèbre représentation remontant au III^e^ millénaire avant J.-C., nous montre un chariot à quatre roues tiré par quatre onagres et servant au transport du roi et de ses armes – hache, épée, lance – vers le champ de bataille. Avec ses roues en bois formées de deux parties, ce char descend en droite ligne du modèle à rouleau captif, et nous pouvons supposer que les Sumériens ont jugé l'onagre supérieur aux autres animaux de trait, parce que plus rapide et plus intelligent que le bœuf.

Mais, comme tous ceux qui ont joué avec un âne familier dans leur enfance le savent – et l'onagre n'est rien d'autre qu'un âne un peu plus grand et haut –, ce charmant animal a de sérieux inconvénients. Il peut se montrer plus entêté que son maître. Avec un seuil de douleur très élevé, il résiste très bien aux coups de fouet, d'éperon ou de bâton. Il ne supporte de charges qu'à l'arrière et ne peut donc être conduit de l'avant qui est la position de contrôle. Il n'a que deux allures, la marche et la course, la première plus lente que le pas de l'homme, la seconde d'une rapidité dangereuse. Autant de caractéristiques qu'aucun élevage n'a réussi à modifier et qui relègue l'âne comme l'hémione à un rôle servile. En tant que bête de somme, sa capacité de charge et son rayon d'action sont limités. Comme monture, c'est un animal de dernier choix.

Il n'est donc pas surprenant que, dès le début du II^e^ millénaire avant J.-C., le rôle du cheval domestiqué soit passé de fournisseur de viande à celui de tracteur de charges. Chez l'espèce la plus petite des chevaux sauvages, les plus grands étalons pouvaient dépasser quinze « mains » à l'épaule (une main représente environ dix centimètres), alors que les petites juments de l'âge de pierre n'atteignaient pas douze mains[4]. Les éleveurs avaient déjà appris les rudiments de l'élevage sélectif avec leurs troupeaux de moutons, de chèvres ou de vaches. Les appliquer au cheval ne constituait qu'un pas de plus. Toutefois, cela ne produisit pas d'effet immédiat. Les premiers animaux de la race sélectionnée tendaient à être de taille inférieure et, dans le cas du cheval, cette évolution réduisait son aptitude à être monté ainsi que sa puissance de traction[5]. Une nouvelle difficulté se présentait encore dans ce dernier cas. Bien que sa puissance de traction soit peu élevée, l'âne était relativement facile à diriger à l'aide de rênes reliées à une courroie nasale. Ce mode d'action n'intervenait pas lourdement sur le harnais

d'encolure, qui demeurait ainsi confortable pour l'animal. Le bœuf placide était ébranlé par le seul contact du fouet et son mouvement se transmettait aisément au chariot au moyen du joug pesant sur ses puissantes épaules. Mais le cheval, beaucoup plus intelligent, ne peut être dirigé qu'au moyen d'un mors placé dans sa bouche. Et les éleveurs de chevaux continuent encore de débattre de la meilleure forme à donner à ce mors. Les épaules du cheval sont trop étroites pour le joug et un harnais d'encolure comprimerait sa trachée. Il fallut un certain temps pour découvrir que la meilleure manière de harnacher un cheval était soit une bande de poitrine – invention attribuée aux Chinois –, soit un collier rembourré encerclant la totalité de son encolure. Jusque-là, toutes les méthodes de harnachement et de maîtrise avaient joué les unes contre les autres : comprimer la bouche pour diriger le cheval ou modifier son allure rejetait la pression sur la lanière d'encolure et tendait à étrangler l'animal.

Mais même ce nouveau harnais rendait le cheval impropre à la traction de lourds chariots ou de charrues (ces dernières ayant fait leur apparition au II^e^ millénaire avant J.-C.)[6]. Le véhicule auquel on l'attelait devait donc être aussi léger que possible. C'est ainsi qu'apparut le char. Selon l'historien Stuart Piggott, ce véhicule rapide conférait à son propriétaire un prestige social, des sensations physiques nouvelles, des avantages concrets et certainement aussi une aura sexuelle. Piggott observe que le char léger monté sur deux roues à rayons fit son apparition subitement et presque simultanément au travers d'une « *koiné* technologique » englobant tous les pays civilisés, de l'Egypte à la Mésopotamie.

> Le nouveau facteur en jeu était la vitesse fournie par une nouvelle force motrice, laquelle, dans le cas des petits chevaux de l'Antiquité, pouvait seulement être exploitée à l'aide d'une combinaison judicieuse mêlant la légèreté et une résistance encore inusitée. Pour adopter un concept issu de la technique structurelle, le chariot à roues tiré par les bœufs peut être considéré comme une structure en bois comprimé, lente, lourde, tandis que le char est une structure de bois rapide et légère, bénéficiant de la tension issue de son cadre et de ses jantes en bois courbe.

Voilà pourquoi, comme le souligne Piggott, l'apparition du char ne pouvait qu'entraîner une révolution, ne serait-ce que sur le plan psychologique. « Pour ses déplacements sur terre, l'homme voyait sa vitesse soudain multipliée de dix fois, passant sans difficulté de trois kilomètres/heure pour un bœuf à trente kilomètres/heure, vitesse atteinte par un modèle de char égyptien tracté par deux petits chevaux, l'attelage ne

pesant pas plus de cent cinquante kilos avec son harnachement. » Rappelons qu'il y a seulement deux siècles, le Dr Johnson, persuadé qu'il n'y avait pas de plus grand plaisir que la conduite d'une voiture à cheval en compagnie d'une jolie femme, assurait que la constitution humaine n'était pas en mesure de supporter une vitesse de déplacement supérieure à quarante kilomètres/heure.

Mais cette évolution n'eut pas seulement des conséquences psychologiques. Elle provoqua aussi la formation d'une classe de guerriers conducteurs de chars, d'habiles combattants qui monopolisèrent l'usage de ces coûteux véhicules. Ils étaient équipés d'un armement complémentaire tel que l'arc composite et commandaient toute une équipe d'assistants : valets d'écurie, selliers, charrons, menuisiers, fabricants de flèches, tous indispensables pour entretenir les chars de guerre et les chevaux.

D'où venaient ces hommes ? Certainement pas des régions encore boisées d'Europe occidentale, bien que des groupes de chevaux sauvages aient pu y survivre. L'épaisseur des forêts allait en effet empêcher les conducteurs de chars d'y pénétrer pendant encore au moins cinq cents ans. Ils ne venaient pas non plus des plaines alluviales des grands fleuves où le cheval ne s'adaptait pas. La steppe, sèche, dénuée d'arbres et offrant de belles échappées dans toutes les directions, était indiscutablement le domaine des chevaux sauvages et elle permettait de surcroît le passage des véhicules à roues à toutes les périodes de l'année, sauf pendant les *rasputitsa* de printemps et d'automne. Mais la région manquait des métaux et des bois nécessaires à la construction de chars et ne peut donc être à l'origine de cette invention. Par éliminations successives, l'hypothèse la plus convaincante est celle qui fait naître les chars et les hommes qui les conduisent dans les régions frontalières, entre la steppe et les vallées fluviales civilisées.

Suivant la théorie, généralement admise, que des peuples guerriers armés de haches et parlant des langues indo-européennes ont émigré de la steppe occidentale au II^{e} millénaire avant J.-C. pour assurer leur domination sur les pacifiques bâtisseurs de mégalithes de la côte atlantique, l'historien William McNeill pense qu'une autre migration s'est effectuée dans le sens opposé. Il s'agissait de peuples connaissant l'art précieux, mystique, du travail des métaux, art qui leur a permis, par la suite, de prendre le dessus sur les populations européennes de l'âge de pierre. Ils quittèrent la Mésopotamie et vinrent s'établir au nord de l'Iran, à la frange de la steppe.

> Dès le IV^e millénaire avant J.-C., les communautés agricoles s'étaient regroupées sur les bandes les mieux irriguées de ce plateau et il est probable que l'agriculture y prit encore plus d'importance durant le II^e millénaire. Sur les prairies entourant et séparant ces villages agricoles vivaient des pasteurs barbares parlant des langues apparentées à celles des guerriers de la steppe occidentale. Par l'intermédiaire des communautés agricoles, ces pasteurs furent de plus en plus exposés aux influences émanant des centres culturels de la Mésopotamie lointaine. Peu avant 1700 avant J.-C., une fusion importante semble s'être produite entre les techniques civilisées et les prouesses barbares[7].

Cette fusion, ce fut l'invention du char, et son perfectionnement.

Pourquoi les conducteurs de chars ou les pasteurs dont ils descendaient directement ou indirectement furent-ils plus enclins à la guerre que leurs ancêtres chasseurs ou leurs voisins agriculteurs ? Pour répondre à cette question, il faut prendre en considération un certain nombre de facteurs ayant tous trait aux mammifères compagnons de l'homme, selon que ce dernier les tuait ou non. On peut tenir pour acquis que l'adoption de l'agriculture diminue la proportion de viande dans l'alimentation humaine. Le passage à la production de céréales s'accompagne toujours d'une réduction de l'apport de protéines, car les paysans consacrent leurs terres à la culture plutôt qu'aux prairies d'élevage. De plus, ils cherchent à prolonger au maximum la vie de leurs animaux domestiques – afin d'en tirer les meilleurs rendements en lait, en poids de carcasse ou en puissance musculaire – plutôt que de les tuer dès qu'ils sont adultes pour s'en nourrir. De ce fait, ils manquaient d'habileté pour découper la viande et abattre de jeunes et agiles animaux. Les chasseurs primitifs étaient sans doute d'excellents bouchers, mais ils manquaient probablement d'adresse pour tuer. Ils s'intéressaient davantage à pister leurs proies et à les acculer dans un coin plutôt qu'à des méthodes précises permettant de leur porter le coup fatal.

De leur côté, les éleveurs apprenaient tout naturellement à tuer et à sélectionner les bêtes à abattre. Leurs moutons et leurs chèvres ne devaient représenter pour eux que de la nourriture sur pied, c'est-à-dire du lait et ses dérivés : beurre, lait caillé, petit-lait, yaourt, fromages et boissons fermentées, et probablement surtout de la viande, peut-être même du sang. Nous ne savons pas vraiment si, dans l'Antiquité, les nomades de la steppe suçaient le sang de leurs animaux comme le font les éleveurs de bétail d'Afrique orientale, mais c'est une hypothèse envisageable. Ils tuaient certainement un grand nombre de jeunes bêtes de l'année ainsi que les plus vieilles têtes de bétail pour assurer le renouvellement du troupeau. Ils

abattaient aussi les bêtes blessées, difformes ou malades. Un tel programme demandait une certaine habileté pour tuer l'animal sans causer trop de dommage à la carcasse et à la viande et sans entraîner de perturbation parmi les autres membres du troupeau. Assener un coup mortel en une seule fois, rapidement et proprement, était un art essentiel chez les éleveurs, qui avaient acquis par ailleurs de bonnes connaissances d'anatomie en découpant la viande. Ils savaient aussi castrer les mâles, pratiquer l'agnelage et devaient posséder des connaissances de base en ce qui concerne la chirurgie vétérinaire.

Cette expérience de l'élevage de troupeaux, de l'abattage des animaux et des techniques de boucherie a contribué à rendre les pasteurs plus froidement cruels et plus exercés au combat que les agriculteurs sédentaires des pays civilisés qu'ils affrontèrent. Il est possible que les batailles qui les opposèrent aient ressemblé aux rencontres hésitantes et différées des Yanomami et des Maring dont nous avons déjà évoqué le cérémonial guerrier. De même, dans le royaume du Nil, l'absence d'armures et d'armes vraiment mortelles évoque la persistance d'habitudes de combat « primitives » malgré l'existence d'une classe de guerriers spécialisés. Quant à l'équipement des Sumériens, il n'était guère plus évolué que celui des pasteurs de la steppe. Tout cela nous incite à penser que, lors des batailles, les formations de guerriers devaient probablement être peu serrées, la discipline relâchée et le comportement au combat grégaire. Mais les pasteurs savaient conduire un troupeau, ils avaient appris comment le fractionner en groupes plus facilement maîtrisables, comment couper une ligne de retraite en encerclant un flanc, comment rassembler des bêtes éparpillées pour former une masse compacte. Ils savaient isoler les meneurs, s'imposer par la crainte et la menace à des groupes supérieurs, et tuer certaines bêtes sans perturber les autres et conserver ainsi leur contrôle sur elles.

Toutes les méthodes de combat des pasteurs telles que l'histoire les décrivit par la suite obéissent aux mêmes principes. Il faut tenir compte ici du fait que les Huns, les Turcs et les Mongols connus des écrivains européens et chinois étaient passés du char à la cavalerie, ce qui rendit leur tactique encore plus efficace sans pour autant la modifier dans ses grandes lignes. Ces peuples ne prenaient pas position en lignes de combat et ne s'engageaient pas dans des attaques irréversibles. Ils approchaient l'ennemi en formant un croissant plutôt lâche qui menaçait un ennemi moins mobile

et l'encerclait sur ses flancs. S'ils rencontraient une vive résistance sur un point, ils se retiraient afin d'attirer l'adversaire à leur poursuite, ce qui amenait celui-ci à briser ses rangs. Ils n'en venaient à l'attaque directe que si le combat tournait nettement en leur faveur et, à ce moment-là, maniaient des armes parfaitement aiguisées pour trancher les têtes ou les membres. Ils méprisaient le fer de l'ennemi au point de ne porter aucune armure, si petite soit-elle. Pour s'assurer l'avantage, ils fatiguaient et intimidaient l'adversaire en lui envoyant de loin des volées de flèches grâce à cette arme redoutable qu'était l'arc composite. Evoquant les Huns au IVe siècle après J.-C., Ammien Marcellin écrit : « Dans la bataille, ils fondent sur l'ennemi en poussant des cris terrifiants. S'ils rencontrent de la résistance, ils se dispersent mais pour revenir avec la même rapidité, brisant et renversant tout sur leur passage. […] Rien n'égale l'habileté avec laquelle ils lancent, à des distances prodigieuses, leurs flèches dont la pointe est formée d'os aiguisés, aussi durs et meurtriers que le fer[8]. »

Les érudits débattent encore de la date à laquelle l'arc composite a fait son apparition. Il a pu être déjà utilisé dès le IIIe millénaire avant J.-C. si l'on en croit une stèle sumérienne, mais on peut presque certainement avancer qu'il était connu au IIe millénaire, car sa forme en ogive ou recourbée (qui nous rappelle l'arc de Cupidon dont les flèches percent le cœur des amoureux de Watteau ou de Boucher) est nettement reproduite sur une coupe d'or (actuellement au musée du Louvre) datant de 1400 avant J.-C.[9]. La naissance de cet arc a probablement été progressive car il s'agit d'une fabrication complexe, comme celle du char, qui sous-entend une variété de prototypes et des décennies, si ce n'est des siècles, d'expériences. Sa forme n'a guère varié entre le IIe millénaire avant J.-C. – époque où elle était déjà parfaitement achevée – et sa version moderne utilisée encore comme arme de guerre au XIXe siècle, notamment par les Mandchous. Il se compose d'une mince bande de bois (ou de laminé formé de plusieurs bois) sur laquelle étaient collés, sur la face externe, de longs tendons élastiques et, sur la face interne, de la corne pressée, généralement de la corne de bison. Les colles, composées de peaux et de tendons longuement bouillis et mélangés à de petites quantités de peaux et d'arêtes de poisson, pouvaient prendre « plus d'un an pour sécher et devaient être appliquées dans des conditions de température et d'humidité strictement contrôlées […]. Leur

préparation et leur application représentaient un art caractérisé, pour une large part, par une approche mystique et quasi religieuse[10] ».

L'arc composite comportait au départ cinq pièces de bois plein ou compressé – une prise centrale, deux bras et deux extrémités. Après le collage, ce squelette de bois était courbé à la vapeur dans le sens opposé à celui qu'il prendrait une fois tendu ; des morceaux de corne assouplis également à la vapeur étaient collés sur le « ventre » de l'arc. On le courbait alors jusqu'à former un cercle complet – à nouveau à l'opposé de sa courbure définitive – puis on collait les tendons sur son « dos ». On le laissait alors reposer et ce n'est que lorsque tous ses éléments étaient indissolublement unis qu'on défaisait les liens et tendait l'arc pour la première fois. Tendre un arc composite à l'opposé de sa courbure initiale exigeait à la fois une grande force et beaucoup d'habileté. Sa tension pouvait atteindre soixante-quinze kilos alors qu'un arc simple, tout comme celui qu'on fabrique soi-même à l'aide d'une jeune tige, n'atteint que quelques kilos.

L'arc long que les archers du Moyen Age apprirent à utiliser se situait à peu près dans la même gamme de poids de tension. Cet arc fonctionnait selon un principe identique opposant les forces d'élasticité et de compressibilité : la tension accumulée dans le bras de l'archer était ensuite libérée par ses doigts. Mais l'extrême longueur de cet arc était un inconvénient et seul un archer en position debout pouvait l'utiliser. L'arc composite, lui, était court et convenait donc parfaitement à un homme à cheval ou monté sur un char. Il tirait des flèches plus légères – leur poids idéal était d'environ trente grammes – que celles de l'arc long. Leur portée pouvait atteindre près de trois cents mètres avec un tir d'une grande précision, des distances bien supérieures ayant même été notées lors de tirs libres. Ces flèches pénétraient une armure à cent mètres. Leur légèreté était un avantage, car elle permettait à ces pasteurs conquérants d'en emporter un grand nombre au combat – jusqu'à cinquante dans un carquois – et de faire tomber sur l'ennemi une véritable grêle de projectiles.

Pendant plus de trois mille ans, le simple équipement d'un char et d'un archer monté ne varia pas. Il se composait essentiellement de l'arc lui-même, des flèches et de l'anneau de pouce (qui protégeait la peau au moment où la flèche était tirée). Le carquois et l'étui étaient d'importants accessoires destinés à empêcher que les variations de température et d'humidité ne diminuent la portée et la précision de l'arme. On remarque

cet équipement dans quelques-unes des plus anciennes représentations d'archers dotés d'arcs composites. Et ce sont exactement les mêmes objets que l'on peut voir encore aujourd'hui à Istanbul, au palais Topkapi, parmi les insignes royaux des sultans ottomans du XVIII^e siècle[11]. Beaucoup d'autres éléments sont également restés immuables dans le monde du cheval : les tentes, les tapis de sol, les ustensiles de cuisine, les vêtements et le maigre mobilier des nomades. Les pasteurs conservaient leurs biens dans des coffres que l'on attachait deux à deux sur le dos d'un cheval de bât. Ils utilisaient aussi des casseroles et des bouilloires rondes que l'on transportait dans des filets. Quant au tambour sur lequel les Turcs donnaient le signal du combat, ce n'était rien d'autre que le chaudron d'un camp de nomades sur lequel était tendue une peau.

La facilité naturelle avec laquelle ils se déplaçaient, l'équipement de leurs chars et leur connaissance des animaux prédisposaient les nomades à une forme de guerre agressive. Toutes les guerres exigent du mouvement mais pour des sédentaires, chaque mouvement, même sur des distances limitées, est source de difficultés. Leur équipement est peu adapté et lourd. Ils ne disposent pas de moyens de transport toujours disponibles, en particulier en ce qui concerne les animaux de trait (que l'on garde pour les champs), et la nourriture destinée aux hommes et aux bêtes qui les accompagnent se présente sous une forme encombrante et massive. Les sédentaires aiment dormir avec un toit au-dessus de la tête, ils ne possèdent pas de tentes. Quand le temps devient mauvais, ils se mettent à l'abri, leurs vêtements ne les protègent pas des intempéries et, lorsqu'il s'agit de se nourrir, ils aiment consommer régulièrement des repas cuisinés. Le paysan est plus résistant que l'artisan (les Grecs pensaient que c'était grâce au *ponos*, un outil agricole, que les cultivateurs avaient de meilleures dispositions au combat) mais n'en demeure pas moins plus fragile que le nomade[12]. Ce dernier est constamment en mouvement, mange et boit quand il le peut, brave tous les temps et apprécie chaque bienfait, si petit soit-il. Tout ce qu'il possède peut être empaqueté en un instant et sa nourriture se déplace avec lui, tout comme l'herbe et l'eau subviennent aux besoins du troupeau quand le camp se déplace. Les nomades les plus favorisés, ceux qui peuvent compter sur des pâturages d'été et d'hiver fixes autorisant la transhumance, sont eux-mêmes plus résistants que le laboureur sédentaire. Les anciens nomades de la steppe aride dont les tribus s'arrachaient entre

elles la moindre parcelle de pâturage peuvent être considérés comme les populations les plus résistantes de la création.

Le sinologue américain Owen Lattimore parcourut en 1926-1927 les deux mille huit cents kilomètres de zone aride séparant l'Inde de la Chine. Il suivit la route qu'avaient dû emprunter, au II^e^ millénaire avant J.-C. et pendant des générations, les chars nomades qui, d'oasis en oasis, cherchaient à gagner la Chine. Voici comment il évoque les caravanes avec lesquelles il voyagea :

> [Ces hommes étaient] devenus des nomades. Nombre de leurs rites propitiatoires et de leurs tabous d'autodéfense ont été hérités non seulement des Mongols, mais aussi des instincts les plus primitifs du peuple nomade. Ils s'efforcent de conjurer les puissances et les esprits qui les poursuivent jour et nuit et s'embusquent autour des tentes, accablant ce peuple sauvage et errant, oppressé par les dures menaces d'une contrée presque sans ressources, pauvre et indomptée. Dès que les tentes du premier campement sont dressées […] l'eau et le feu revêtent une signification nouvelle. Chaque fois que la tente a été déplacée dans un nouvel endroit, on doit jeter par l'entrée un peu de la première eau bouillie et de la première nourriture cuite.

Ce rite était toujours respecté, même quand l'eau et la nourriture dont disposait la caravane étaient tout à fait infectes.

> Nous commencions la journée à l'aube en faisant du thé […] avec des brindilles, des feuilles et des restes de thé de l'espèce la plus grossière. Nous avions l'habitude de mélanger à ce thé de la farine d'avoine ou du millet grillé, de remuer pour former une mince couche de pâte puis de l'avaler. Vers midi nous prenions le seul vrai repas de la journée composé d'une crêpe mi-cuite. Nous transportions la farine blanche avec nous et préparions chaque jour la même sorte de crêpe. La farine était humectée, roulée et battue puis partagée en petits tas ou coupée comme une sorte de gros spaghettis. […] Nous buvions énormément de thé car l'eau était mauvaise. On ne boit jamais d'eau seule, non bouillie. […] Notre eau provenait de puits, tous plus ou moins souillés de sel, de soude et je suppose aussi de divers sels minéraux. Elle était parfois trop salée pour qu'on puisse la boire ou trop amère. La plus mauvaise […] est épaisse, presque poisseuse, incroyablement aigre et nauséabonde[13].

Les nomades de Lattimore différaient sans doute de ceux du II^e^ millénaire par leur consommation de thé et de farine, mais, pour le reste, ils n'avaient guère d'autre choix de style de vie. Celui-ci était caractérisé par leur sujétion aux forces de la nature, l'absence de prévision et une extrême dureté. Tout ce qui pouvait soulager cette dureté devait être bienvenu et c'est sous cet angle que nous allons essayer de comprendre pourquoi – plutôt que comment – ces deux extraordinaires inventions que

sont le char et l'arc composite sont très certainement nées dans les régions frontalières, là où la civilisation entrait en contact avec le monde nomade.

Les éléments du char – roues, châssis, bras de traction et leurs accessoires métalliques – étaient d'origine « civilisée » et dérivaient de prototypes moins sophistiqués conçus pour les travaux des champs et les chantiers de construction. Les archéologues s'opposent encore sur la question de savoir qui a apporté les perfectionnements ayant contribué au succès de ce char léger, adaptable à tous les terrains ; mais ils ne s'interrogent pas sur les réelles fonctions qui étaient les siennes[14]. Car, outre son rôle essentiel en cas de guerre, on l'utilisait aussi pour la chasse. Il pouvait rouler sur des sols accidentés et servait de plate-forme aux chasseurs pour lancer des flèches sur le gibier à l'aide de leurs arcs composites, ainsi que l'attestent de nombreuses représentations égyptiennes et mésopotamiennes. La poésie chinoise, au temps de la dynastie Chou, indique aussi clairement que le char servait à la chasse[15].

Cela établi, nous pouvons peut-être suggérer que le char et l'arc composite ont fait leur apparition en même temps, car ils répondaient à un besoin crucial des pasteurs nomades : leur permettre de diriger leur troupeau à une allure plus rapide que la marche et leur donner une mobilité proche, si ce n'est égale, de celle des prédateurs (loups, peut-être aussi ours et chats sauvages) qui harcelaient leurs flancs. Le char constituait une excellente plate-forme pour l'archer qui poursuivait un loup ou toute autre cible mouvante. Sa précision était aussi – sinon plus – grande que celle d'un archer à cheval. Les sédentaires eurent l'occasion ultérieurement d'admirer l'adresse des cavaliers capables de lâcher les rênes et de faucher leur victime avec leurs flèches sans même ralentir leur allure. John Gilmore attribue ce talent au « temps infini que le nomade de la steppe […] passait à diriger et garder le troupeau, ce qui l'obligeait à rester en selle mais sans être autrement occupé […] sauf par l'exercice permanent du tir à l'arc. Compte tenu du nombre de cibles, humaines ou animales, comestibles ou non, offertes par la steppe, cet exercice revêtait un sens économique[16] ». Si, dans cet exemple, l'on substitue le char au cheval, le sens demeure le même et l'argument est convaincant.

Vers le milieu du II^{e} millénaire avant J.-C., les populations ayant appris l'art de fabriquer et d'utiliser les chars et les arcs composites découvrirent – on ne sait encore comment – que les défenseurs des régions cultivées n'étaient pas en mesure de résister aux méthodes d'agression qu'ils avaient

initialement imaginées pour lutter contre les prédateurs attaquant leurs troupeaux. Ceux d'entre eux qui descendaient des montagnes vers les plaines ouvertes pouvaient infliger de sévères dommages en toute impunité aux Egyptiens et aux Mésopotamiens. Après avoir encerclé, à une distance de cent à deux cents mètres, les troupes de fantassins ennemis, l'équipage de chaque char – un cocher, un archer – pouvait transpercer de ses flèches jusqu'à six hommes à la minute. En dix minutes d'action, dix chars réussissaient à infliger cinq cents blessures, voire plus. Ces dégâts peuvent être comparés à ceux de la bataille de la Somme. Face à ce type d'attaques contre lesquelles aucune défense n'est possible, il n'y avait pas d'autre choix que de céder et se rendre, à moins de prendre la fuite. Dans les deux cas, les nomades faisaient un grand nombre de prisonniers, ceux-ci étant probablement destinés à devenir rapidement des esclaves.

On pense généralement que les premiers contacts entre la steppe et la civilisation ont été établis par les marchands rapportant de leurs lointains voyages des vêtements, des colifichets et des objets en métal qu'ils troquaient contre les produits de valeur du monde barbare : fourrures, étain, esclaves. Personne ne sait exactement comment le commerce des esclaves a commencé. L'idée a dû venir tout naturellement aux pasteurs nomades déjà accoutumés à regrouper des troupeaux, surtout après que des voyageurs étrangers eurent pris l'habitude de se rassembler pour les fêtes saisonnières dans des lieux qui, « peu à peu, sont devenus des foires ». Selon Lattimore, « ces foires devinrent bientôt elles-mêmes les premiers marchés d'esclaves[17] ». Et, en effet, puisque les pasteurs avaient appris à se constituer des réserves d'esclaves et à les transporter sur la steppe pour les vendre, on peut supposer que, lorsqu'ils descendaient des montagnes pour effectuer leurs raids, ils étaient déjà fort bien entraînés à exploiter toutes les ressources offertes par l'esclavage. De plus, grâce à un réseau complexe d'esclaves attachés à leur service, ils avaient ainsi un moyen supplémentaire d'imposer leur autorité sur les populations nouvellement conquises.

Ce phénomène permet de mieux comprendre comment un groupe peu nombreux d'envahisseurs a réussi non seulement à renverser le pouvoir de populations beaucoup plus importantes, mais aussi à conserver cette domination, en tout cas pendant un certain temps. Il est indiscutable que ceux qui possédaient le char pratiquaient aussi l'esclavage. Bien sûr, cette pratique était déjà connue en Mésopotamie et en Egypte avant l'époque des chars mais elle se développa – principalement sur le plan commercial –

grâce à l'arrivée de ces conquérants conducteurs de chars. Elle se transmit ensuite en Europe par les Mycéniens qui venaient d'Asie Mineure. Les Mycéniens ne répandirent pas l'usage du char puisqu'ils ne l'adoptèrent que vers le milieu du II^e^ millénaire avant J.-C., lorsqu'il devint rapidement la principale arme de guerre de tout le Moyen-Orient[18]. En Chine, l'esclavage correspond à l'arrivée au pouvoir de la dynastie Shang. Et dans la vallée de l'Indus, selon le Rig-Veda, la conquête de la région par les hommes montés sur des chars a fait de l'esclavage le fondement de ce qui allait devenir plus tard le système des castes.

La diffusion rapide du char ne doit pas nous surprendre. Il est même possible qu'il ait engendré une industrie et un marché comparables à ceux qui, à notre époque, fournissent aux pays du tiers-monde des armes d'une technologie avancée que leurs acheteurs sont prêts à payer à n'importe quel prix. Une fois mise au point, la technologie du char a été facilement reproduite puis, plus aisément encore, transmise et vendue. Pour exemple, ce bas-relief égyptien datant de 1170 avant J.-C. qui nous montre un homme portant un char sur ses épaules (ce qui ne constitue pas forcément un exploit si le char pesait moins de cinquante kilos comme on a pu le démontrer à l'aide de reconstitutions). Un produit aussi recherché a suscité une active production partout où les artisans disposaient de l'habileté nécessaire à sa fabrication. Les talents et les matériaux ne manquaient d'ailleurs pas, mais la pénurie de chevaux convenant à ce genre d'attelage empêchait toute surproduction. Ces chevaux devaient être rigoureusement sélectionnés et dressés. Les plus anciennes écoles de dressage dont nous ayons connaissance remontent au XIII^e^ et au XII^e^ siècle avant J.-C., selon des textes mésopotamiens. Et, comme aujourd'hui encore, le jeune cheval était fougueux et indiscipliné[19].

Le langage nous fournit un indice sur l'identité des premiers conquérants montés sur des chars. Les Hyksos qui envahirent l'Egypte parlaient une langue sémite et venaient de la frange semi-fertile située au nord du désert d'Arabie[20]. Les Hourrites et les Kassites qui divisèrent puis détruisirent l'empire mésopotamien d'Hammourabi descendaient des montagnes où le Tigre et l'Euphrate prenaient leurs sources, une des régions du monde les plus complexes sur le plan ethnique. Les Kassites parlaient une langue qui n'a pas été identifiée tandis que les Hourrites, tout comme les Hittites qui fondèrent un empire dans la Turquie d'aujourd'hui, parlaient des langues indo-européennes. Même remarque pour les Aryens

envahisseurs de l'Inde. Enfin, il est également concevable que les conducteurs de chars qui envahirent la Chine sous la dynastie Shang soient venus du nord de l'Iran ou de quelque contrée proto-iranienne de l'Altaï[21].

Le fait que l'identité de ces hommes demeure obscure nous fournit toutefois une indication : il s'agissait de destructeurs et non de bâtisseurs et, dans la mesure où ils se sont civilisés, ils l'ont fait en adoptant les manières, les institutions et les cultes de ceux qu'ils soumirent plutôt qu'en développant leur propre culture. En Mésopotamie, l'empire d'Hammourabi qui émergea après un temps de troubles apportés par des peuples frontaliers, les Gutis et les Elamites, restaura l'autorité autrefois exercée par Sargon ainsi qu'une bureaucratie et une armée de métier gouvernant Babylone. Mais cette armée amorite était une infanterie et ne pouvait tenir tête aux chars kassites et hourrites qui franchirent les frontières au XVII^{e} siècle avant J.-C. Bien qu'ils aient réussi à prendre le contrôle du nord du pays, les envahisseurs Hyksos n'y parvinrent qu'en s'« égyptianisant », en adoptant un dieu égyptien ainsi que l'administration des pharaons. Les Shang, eux aussi, semblent avoir assimilé une culture préexistante dans le nord de la Chine. Des inscriptions révèlent qu'ils utilisaient les chars pour la chasse et qu'ils tuaient le gros gibier avec leurs arcs composites. Ils pratiquaient aussi des sacrifices humains dont les victimes étaient des esclaves, peut-être également des prisonniers de guerre. Le contenu des tombes indique qu'ils se réservaient l'usage du bronze et que les agriculteurs, qui leur étaient soumis, devaient se contenter d'outils de pierre. Les Shang furent finalement renversés en 1050-1025 par une dynastie méridionale, les Chou, qui avaient appris par d'autres sources à se servir de chars et de chevaux.

La tyrannie exercée par les hommes montant des chars fut partout de courte durée. Les souverains aryens de la civilisation de l'Indus semblent les seuls envahisseurs conducteurs de chars à ne pas avoir été renversés par des révoltes intérieures. Certains érudits considèrent toutefois l'apparition du bouddhisme et du jaïnisme comme une réaction des populations locales contre la tyrannie des castes introduites par les Aryens. Les Hyksos furent chassés d'Egypte par le réveil du pouvoir pharaonique sous Ahmosis, fondateur du Nouvel Empire, vers 1567 avant J.-C. Les Hittites, en Anatolie, et les Mycéniens (on doit peut-être à ces derniers d'avoir anéanti la civilisation minoenne en Crète et inspiré à Homère son récit de la guerre de Troie) ont été les uns et les autres chassés vers 1200 avant J.-C. par des peuples venus du nord de la Grèce, les Phrygiens et les Doriens. Quant aux

Mésopotamiens, ils entamèrent vers 1365 avant J.-C., sous la conduite du roi Assur-uballit, une longue guerre contre leurs tyrans hourrites et restaurèrent l'ancien royaume d'Assyrie ainsi que sa capitale, Assur.

L'art royal mis à jour à Ninive et à Nimrud représente les Assyriens sous les traits d'hommes montés sur des chars. Leurs rois et leur noblesse, à l'instar des pharaons du Nouvel Empire, les avaient en effet adoptés. Mais leurs ancêtres ne les connaissaient pas. Cette évolution du rôle des rois dans le monde civilisé est une conséquence significative et maléfique de la domination guerrière dans les Etats théocratiques. Les Egyptiens de l'Ancien et du Moyen Empire n'étaient pas des guerriers. L'armée de Sargon elle-même semblait bien modeste et inefficace à côté de celle de son successeur assyrien. Mais les peuples de conducteurs de chars ont enseigné aux Assyriens et aux Egyptiens les techniques et l'éthique de la guerre impériale, et chacun de ces deux peuples a fondé un empire. En chassant les Hyksos, les pharaons du Nouvel Empire ont entraîné leurs armées au loin et porté les frontières de l'Egypte très au-delà du Nil, jusque dans les hautes régions du nord de la Syrie. Après avoir chassé les Hourrites, les Assyriens résolurent le problème récurrent de la civilisation mésopotamienne : l'encerclement, par des bandes de prédateurs, de ses plaines riches mais naturellement vulnérables. Ils prirent l'offensive et étendirent leur empire, qui, pour la première fois, engloba les différentes ethnies qui peuplaient ce qui est aujourd'hui l'Arabie, l'Iran, la Turquie, ainsi que la Syrie et Israël. Voilà donc comment le char finit par trouver son statut légal dans l'état de guerre. Il devint en lui-même le noyau des campagnes militaires.

Le char et l'Assyrie

Au VIII^{e} siècle avant J.-C., alors au sommet de sa puissance, l'armée assyrienne présentait des traits dont s'inspirèrent d'autres empires pour leur propre armée et dont certains subsistent encore aujourd'hui. Le plus remarquable de tous était sa logistique : dépôts d'approvisionnement, colonnes de transport, trains de liaison. Les Assyriens eurent les premiers une armée capable d'opérer loin de sa base, à une distance d'environ cinq cents kilomètres, tout en progressant avec une rapidité restée inégalée jusqu'à l'apparition du moteur à combustion interne.

Mais leur ingéniosité n'alla pas jusqu'à paver leurs routes – faible inconvénient par temps sec mais qui peut se révéler redoutable en cas

d'humidité. Toutefois, l'empire possédait un réseau étendu de larges voies de communication qui servaient aussi de limites entre les champs. Cet aspect est fréquemment mentionné dans les tablettes d'argile gravées par les scribes en écriture cunéiforme, si riches d'enseignement pour les archéologues[22]. Le long de ces axes routiers, les troupes à cheval pouvaient se déplacer à la vitesse approximative de cinquante kilomètres par jour, ce que même une armée moderne jugerait respectable. Au-delà de la plaine centrale et en territoire ennemi, ces routes devenaient naturellement moins bonnes et les ingénieurs militaires devaient rectifier les voies pour escalader de fortes pentes ou franchir des passages montagneux. L'armée utilisait aussi des transports par voie d'eau quand les circonstances étaient favorables, mais le Tigre et l'Euphrate étaient néanmoins difficilement navigables à cause des bancs d'alluvions et des crues saisonnières. Au début du VII^e^ siècle, Sennachérib fit venir à Ninive des ouvriers des chantiers navals syriens pour construire des bateaux destinés à sa campagne contre les Elamites qui occupaient ce qui est à présent le sud de l'Iran. Il souhaitait sans doute se doter d'une flotte semblable à celle qui sillonnait la Méditerranée bien que, jusque-là, les Mésopotamiens n'aient connu que la navigation fluviale. Avec des équipages de marins phéniciens, les bateaux furent mis à l'eau sur le Tigre qu'ils descendirent aussi loin qu'ils le purent ; ensuite, ils furent traînés à mains d'hommes vers un canal débouchant sur l'Euphrate d'où ils gagnèrent le golfe Persique. Là, ils embarquèrent des troupes et des chevaux pour les conduire en territoire élamite[23].

Dans un dépôt central appelé *ekal masarti*, littéralement « le palais des forces organisées », on entreposait du matériel de guerre de toute sorte ainsi que des chars et des chevaux. Au VII^e^ siècle avant J.-C., Assarhaddon décrit celui de Ninive comme une place forte « faite par les rois qui me précédèrent […] pour fournir les arrangements nécessaires au camp, soigner les chevaux et les mules, s'occuper des chars, de l'équipement de combat et du butin ennemi ». Ce dépôt était « devenu trop petit pour l'entraînement des chevaux et pour les exercices avec chars ». On ne sait pas quels stocks de nourriture préparée l'armée emportait avec elle en campagne. On pense que les Assyriens s'approvisionnaient pour une large part en territoire ennemi[24]. Lors de sa campagne contre le puissant Etat d'Urartu, en 714 avant J.-C., Sargon II rapporte qu'il fit envoyer « du blé, du vin et de l'huile » à une forteresse qui avait été prise. Mais son fils Sennachérib,

occupé à combattre les Chaldéens en 703 dans le sud de la Mésopotamie, « laissa les troupes se nourrir de grains et de dattes cueillies dans les palmeraies ainsi que du produit des moissons des plaines ». La coutume était de laisser derrière soi une terre dévastée après le passage de l'armée qui avait emporté avec elle tout ce qui était transportable. Cette pratique devint celle de bien d'autres armées par la suite. Lors de sa dernière campagne contre Urartu, Sargon détruisit les systèmes d'irrigation, abattit les greniers et fit couper les arbres fruitiers.

La colère de Sargon avait peut-être été avivée par les difficultés de cette opération militaire. Ses troupes avaient « traversé et retraversé d'innombrables montagnes » et « tournaient à la mutinerie », raconte-t-il. « Je ne pouvais rien faire pour soulager leur fatigue ni leur donner d'eau pour apaiser leur soif. » Il patrouillait alors au nord de la chaîne des monts Zagros, entre les lacs Van et Urmia, région que l'on considère aujourd'hui encore comme quasiment impénétrable pour une armée. Ce fut dans des lieux aussi inaccessibles que l'ingénierie assyrienne révéla son efficacité. Pendant la campagne d'Urartu, nous relate Sargon, « j'ai équipé mes sapeurs de solides pioches de cuivre [probablement du bronze] qui leur permettaient d'attaquer les rochers à pic comme si ça n'était que du calcaire et, ainsi, de nous ouvrir un bon chemin ». L'armée faisait preuve d'une habileté encore plus grande lorsqu'il s'agissait de traverser des voies d'eau. Assurnazirpal, en guerre contre les souverains de Babylone qui, plusieurs siècles auparavant, agitaient les régions du Sud, nous le confirme par le récit suivant : « [Je traversai] l'Euphrate pour gagner la ville d'Haridi […] au moyen de bateaux que j'avais fait construire. C'était des bateaux de peaux que j'emportai avec moi tout le long du chemin. » Ces bateaux construits à l'aide de peaux – encore utilisés aujourd'hui en Irak – pouvaient être une simple peau de mouton gonflée ou, plus vraisemblablement, des radeaux *kelek*, une plate-forme de bois soutenue par un certain nombre de peaux. L'armée utilisait aussi des bateaux à rames semblables à ceux dont se servent encore les Arabes vivant dans les marais au confluent du Tigre et de l'Euphrate. Des bas-reliefs assyriens nous montrent des chars démontés et transportés pour traverser les fleuves.

L'organisation militaire assyrienne laissait présager celle des futures armées impériales. Il semble tout d'abord que l'Assyrie ait été le premier pays à recruter ses troupes sans discrimination ethnique. Impitoyable à l'égard de son propre peuple – les dissidents étaient transportés loin de leur

pays d'origine pour les empêcher de menacer la sécurité intérieure, imités en cela par les Turcs et Staline –, le gouvernement était prêt en même temps à intégrer dans l'armée aussi bien des peuples soumis que des prisonniers de guerre, dans la mesure où il pouvait compter sur leur loyauté. La fusion s'opérait au moyen de la langue et de la religion. L'Assyrie propageait avec le culte d'Assour un monothéisme primitif et empruntait volontiers dans sa langue officielle des mots étrangers, facilitant ainsi une mutuelle compréhension. Par ailleurs, les peuples soumis acceptant de servir dans l'armée y apportaient souvent leurs propres armes – frondes ou arcs –, comme ce fut le cas avec les Romains. Ils formèrent ainsi des unités auxiliaires précieuses. Ils peuvent avoir également fourni une force de siège que les artistes assyriens nous montrent attaquant les fondations des murailles, creusant des galeries, construisant des rampes d'assaut ou manœuvrant des machines de siège. Les Syriens étaient experts dans l'art d'assiéger. Sennachérib décrit ainsi le siège qu'il tint contre Ezéchias à Jérusalem, épisode relaté dans le Livre des Rois de l'Ancien Testament, II, 18 :

> [Il ne se soumit] pas à mon joug. J'assiégeai et je pris quarante-six de ses villes aux épaisses murailles ainsi que d'innombrables villages des alentours, en consolidant des rampes pour apporter des béliers, en attaquant avec l'infanterie, en creusant des mines et des brèches et en donnant de mes machines de siège. […] Lui-même, je l'enfermai dans Jérusalem, sa ville royale, comme un oiseau dans sa cage.

Ezéchias finit par capituler et payer tribut[25].

Pour mener à bien toutes ces annexions impériales, l'armée assyrienne demeurait essentiellement un corps de chars. L'historiographe de Sennachérib nous raconte comment celui-ci, alors qu'il combattait les Elamites en 691 avant J.-C., « transperça les troupes ennemies avec ses javelots et ses flèches » :

> Le commandant en chef du roi d'Elam et tous ses nobles […] je les ai égorgés comme des moutons. […] Mes fringants destriers tenus au harnais pataugeaient dans leur sang comme dans un fleuve ; les roues de mes chars de guerre étaient éclaboussées de leur sang et de leurs souillures. J'ai recouvert la plaine des corps de leurs guerriers comme si c'était de l'herbe. […] [Il y avait] des chars dont les cochers avaient été tués au cours de la féroce bataille, de sorte que, livrés à eux-mêmes, leurs chevaux erraient çà et là tout au travers [du champ de bataille]. […] Quant aux cheiks des Chaldéens [alliés des Elamites], la panique s'empara d'eux comme un démon devant mon attaque. Ils abandonnèrent leurs tentes et s'enfuirent pour sauver leurs vies, écrasant les corps de leurs troupes au passage. […] [Dans leur terreur], ils se vidèrent de leur urine bouillante et de leurs excréments dans leurs chars[26].

Ce fut une bataille à mort, comme l'exprime bien ce récit terriblement réaliste. La raison probable de ce désastre est que les Elamites avaient placé leurs troupes de manière à interdire à l'armée de Sennachérib l'accès du Tigre et donc, comme le souligne le scribe, lui ôter toute possibilité de s'abreuver. Dans de telles circonstances et comme ce fut souvent aussi le cas par la suite, la bataille devint une nécessité, non un choix. La lutte finale de Sargon contre Urartu laisse entrevoir, toutefois, un début d'esprit de chevalerie : Rusa, le roi, avait d'abord adressé un message aux Assyriens, les défiant de s'opposer à lui.

Les seigneurs des chars, comme plus tard ceux de la chevalerie, commençaient alors peut-être à réaliser que leurs querelles pouvaient trouver une meilleure issue lors d'une rencontre chevaleresque, laissant les fantassins et autres écorcheurs former à l'arrière une solide ligne de résistance, prête à entasser le butin en cas de victoire ou à subir les conséquences d'une défaite. Les conducteurs de chars chinois de la période Chou présentaient des traits caractéristiques de chevalerie. Lors d'une bataille entre les Etats rivaux de Ch'y et de Sung en 638 avant J.-C., le ministre de la Guerre représentant le duc Sung demanda par deux fois la permission d'attaquer l'armée ennemie avant qu'elle ne se soit disposée en rang, observant très raisonnablement qu'« ils sont nombreux alors que nous ne le sommes pas ». On le lui refusa. Quand les Sung furent vaincus et le duc blessé, il se justifia en ces termes : « L'homme d'honneur n'inflige pas une seconde blessure et ne fait pas prisonnier l'homme aux cheveux gris. […] Bien que je sois l'indigne survivant d'une dynastie déchue, je ne ferai pas battre mes tambours pour attaquer un adversaire qui n'a pas encore achevé de se mettre en rang. » L'aristocratie chinoise des chars jugeait également indigne de prendre avantage d'un ennemi en fuite quand le char de ce dernier était endommagé (on pouvait même lui prêter assistance), de blesser un chef ou d'attaquer un Etat ennemi quand celui-ci était en deuil d'un souverain ou en proie à des troubles internes[27].

Un autre exemple de cette conduite chevaleresque est relaté lors d'une guerre Sung ultérieure. Le fils du duc d'alors se trouva face à un guerrier ennemi qui avait déjà enclenché sa flèche. Il tira et enclencha une autre flèche avant que le fils du duc ne se trouve prêt à tirer. Ce dernier lui cria alors : « Si tu ne me donnes pas mon tour, tu n'es qu'un rustre [littéralement : un homme sans honneur]. » Son adversaire lui laissa sa chance et fut tué[28].

Ces rites, ce sont ceux du duel, d'une rencontre cérémonielle entre champions, nécessitant des arrangements préalables. Ces mêmes arrangements semblent avoir réglé les combats de chars. Urartu défiait l'Assyrie au combat. Les Chinois de la période des Printemps et Automnes méprisaient ceux qui lançaient des attaques surprise, car ils avaient coutume d'envoyer d'abord des messagers pour fixer le moment et le lieu du combat. Ils demandaient aussi que les champs soient labourés de manière à permettre le passage des chars et de nombreuses inscriptions rappellent la nécessité de boucher les puits et les foyers de cuisson avant une bataille pour laisser libre passage aux chars. Même dans la guerre moderne, un champ de bataille requiert des préparatifs s'il faut effectuer des manœuvres et tester les armes. Il est par exemple interdit de laisser des champs de mines non signalés. Dans l'Antiquité, où les difficultés logistiques étaient fondamentales – acheminement des armées, impossibilité de les nourrir sur place plus d'un jour ou deux –, il importait de dégager le terrain pour permettre aux armements principaux de manœuvrer. A Gaugamèles, près du Tigre, là où Alexandre le Grand vainquit les Perses en 331 avant J.-C., son adversaire Darius avait non seulement soigneusement nivelé le terrain avant la rencontre, mais aussi construit trois pistes pour ses chars (à faux). Auparavant, Alexandre avait repoussé les supplications de ses subordonnés qui l'adjuraient d'attaquer de nuit, alléguant que, s'il perdait, cela jetterait l'opprobre sur lui mais que, s'il gagnait, sa victoire serait entachée d'indignité.

Lorsque Alexandre, monté sur son célèbre cheval Bucéphale, vainquit Darius, il y avait déjà près de mille cinq cents ans qu'on se battait avec des chars. Ils commençaient d'ailleurs à être démodés et seuls des peuples vivant aux frontières du monde civilisé – tels les Bretons résistant à l'invasion romaine – s'en servaient encore pour leurs guerres. Malgré cette longue période, nous ignorons encore comment ils étaient utilisés. Les opinions des historiens divergent fortement à ce sujet. Le professeur Creel pense que les chars fournissaient aux Chinois, pendant la bataille, « une position mobile avantageuse » et il cite les professeurs Oppenheim, Wilson ainsi que Gertrude Smith pour étayer la thèse selon laquelle ils étaient utilisés en Egypte comme poste de commandement et, en Mésopotamie ou en Grèce, comme transport militaire. Le professeur M. I. Finley, lui, pense que la description d'Homère assimilant le char à un « taxi » reliant le

champ de bataille n'est valable que pour l'époque du poète et que les héros de l'*Iliade* combattaient autrement[29].

Il serait curieux que Finley se soit trompé. L'art officiel souligne les épisodes glorieux. Il entretient une mémoire symboliste du passé. Mais, par son essence même, il évite soigneusement le ridicule. Au temps de la reine Victoria, on pouvait représenter le prince consort en armure sans déclencher le rire car la chevalerie était à la mode à cette époque, tandis que l'effigie de Hitler dans un apparat semblable était absurde[30]. Les pharaons, les rois assyriens et les empereurs perses se faisaient représenter en train de tirer à l'arc du haut de leur char. Toutefois, si les artistes ont glorifié leurs maîtres en les représentant sous la forme d'archers montés sur un char, c'est que cette arme constituait un des meilleurs moyens de gagner la bataille. Cette prédominance du char s'imposa longtemps : depuis son apparition vers 1700 avant J.-C. jusqu'à son élimination au profit de la cavalerie un millier d'années plus tard.

On a souvent dit que le principal avantage de l'archer tirant du haut de son char résidait dans la vitesse de son déplacement sur le champ de bataille, dans la portée de son arc composite et dans sa disposition culturelle à tuer. Tous ces avantages ont diminué avec le temps. A force de s'opposer à ces armes nouvelles, l'adversaire conçut des contre-offensives adaptées. Les peuples attaqués par les chars construisirent eux-mêmes des chars ; ceux qui n'en avaient pas encore apprirent à tirer d'abord sur les chevaux, à former des rangs que les chars ne pouvaient franchir, à se protéger des flèches à l'aide de boucliers, à attirer l'ennemi sur des terrains accidentés où les chars ne pouvaient manœuvrer. Tandis que les chefs continuaient à chercher la gloire en se portant dans la bataille sur leurs chars de prestige, il devait exister toutefois une sorte de complicité entre les armées rivales dans le défi permanent lancé aux chars durant les batailles. Comme nous l'avons déjà vu, les aspects rituels et cérémoniels sont profondément enracinés dans la conception humaine de la guerre ; ces aspects ne disparaissent que lorsque les circonstances entraînent une lutte à mort – ce qui n'est pas toujours le but de la guerre.

La première bataille de chars dont nous possédions la trace fut la bataille de Megiddo, au nord de la Palestine, qui opposa en 1469 avant J.-C. le pharaon Thoutmosis III à une confédération d'ennemis de l'Egypte conduite par les Hyksos. Elle ne fit pratiquement pas couler de sang. Megiddo est la première bataille de l'histoire dont nous connaissions la

date, le lieu, les adversaires ainsi que le déroulement. Thoutmosis, lequel venait juste d'accéder au trône, poursuivait la nouvelle stratégie égyptienne consistant à mener une vigoureuse offensive contre les étrangers violant la frontière de l'Empire. Après avoir réuni une armée, il s'avança par étapes de quinze à vingt-cinq kilomètres de marche par jour – vitesse considérable – le long de la côte méditerranéenne en passant par Gaza puis par les montagnes bordant la frontière syrienne. L'ennemi semble avoir compté sur les accidents de terrain pour l'arrêter. Trois routes traversaient la montagne en direction de Megiddo. Contre l'avis de son entourage, le pharaon choisit la plus difficile, alléguant d'un effet favorable de surprise. La marche d'approche prit trois jours, le dernier consacré au franchissement d'un col qui ne permettait le passage que de deux chars à la fois. Au soir, il campa dans la plaine devant Megiddo et, le matin suivant, déploya son armée en ordre de bataille. L'ennemi s'était également avancé mais, quand il vit l'étendue du front égyptien avec une aile de chaque côté de la vallée et, au centre, le pharaon sur son char, il prit peur et se retira précipitamment à l'arrière, à l'abri les murailles de Megiddo. Thoutmosis ordonna de se lancer à sa poursuite, mais, en chemin, ses soldats s'arrêtèrent pour piller le camp ennemi abandonné, ce qui donna le temps à deux chefs de l'armée rivale de se réfugier également à Megiddo. La ville disposait d'importantes réserves d'eau et elle put tenir tête aux Egyptiens durant sept mois pendant que ces derniers construisaient une circonvallation autour de la cité pour empêcher tout secours extérieur. Au cours de la bataille, il n'y avait eu que quatre-vingt-trois ennemis tués et trois cent quarante prisonniers. Mais les fugitifs ne revinrent pas et les rois assiégés finirent par se rendre en envoyant en premier leurs enfants comme otages puis en priant le pharaon de « leur insuffler dans les narines le Souffle de Vie[31] ».

Les chevaux représentèrent le butin le plus précieux de ce siège et les Egyptiens en capturèrent deux mille quarante et un, apport considérable pour leurs unités de chars, car ils étaient sans doute obligés jusque-là d'importer leurs pur-sang. Nous ignorons combien de chars furent engagés dans la bataille de Megiddo. Deux cents ans plus tard, quand Ramsès II, en 1294 avant J.-C., triompha d'une armée hittite à Qadesh, sur le fleuve Oronte dans le sud de la Syrie, il poursuivait la politique de guerre offensive du Nouvel Empire jusqu'aux frontières les plus éloignées du delta du Nil. L'armée égyptienne comprenait alors cinquante chars et cinq mille soldats. On a dit que l'armée hittite, beaucoup plus puissante, possédait jusqu'à

deux mille cinq cents chars, ce qui est sans doute exagéré (il aurait fallu que sa ligne de front s'étende sur plus de sept kilomètres), mais un bas-relief représentant la bataille met en scène cinquante-deux chars, ce qui donne à penser que leur nombre était réellement impressionnant[32].

Il n'est pas certain que les Hittites aient connu l'arc composite. Les soldats montés sur des chars sont généralement représentés armés de lances, ce qui expliquerait que les Egyptiens aient pu se dégager de la bataille de Qadesh face à une armée pourtant plus forte que la leur. Mais, à Megiddo comme à Qadesh, les batailles de chars n'avaient pas encore atteint la forme évoluée qui fut la leur au sommet de la puissance de l'Empire assyrien, au VIII^e^ siècle avant J.-C. Il faut toujours un certain délai pour que les systèmes d'armement soient assimilés et plus ils sont complexes, plus il faut du temps. Les unités de chars étaient justement un système très complexe, car elles mettaient en jeu non seulement le char lui-même, mais aussi l'arc composite, le cheval et son harnachement – tous éléments alors étrangers aux pays dont les rois adoptèrent les chars. Il n'est donc pas étonnant que les Egyptiens, comme les Hittites, aient fait preuve, au départ, d'une certaine maladresse et qu'il ait fallu attendre relativement longtemps pour que la stratégie assyrienne développe toutes ses ressources. A ce moment-là, ainsi que le décrivirent les scribes de Sargon et de Sennachérib, le char sema partout la terreur, chargeant à toute allure sous la conduite d'un conducteur expérimenté et de chevaux bien dressés, avec un archer monté sur la plate-forme et lançant des grêles de flèches. Des escadrons de chars dont les conducteurs étaient entraînés à manœuvrer de concert pouvaient avoir, à l'époque, un effet comparable à celui des chars blindés. L'avantage revenait à celui qui se montrait capable de détruire le plus grand nombre de chars ennemis tandis que les fantassins assez imprudents ou malchanceux pour se trouver sur sa route s'éparpillaient comme une volée de moineaux.

Le cheval de guerre

Au temps de son apogée, l'élément le plus important de ce dispositif était le cheval lui-même. On présume que ce sont les Assyriens qui ont été à l'origine de cette révolution, laquelle devait, ironie du sort, entraîner le déclin de leur empire.

Les hommes du monde civilisé ont monté des chevaux à partir du II^e^ millénaire. L'art égyptien montre des hommes à cheval dès 1350 avant

J.-C. et, sur des bas-reliefs du XIIe siècle, on peut voir des soldats guerroyer à cheval et l'un d'eux participer à la bataille de Qadesh[33]. Aucun de ces personnages, toutefois, n'est véritablement un cavalier. Tous montent à cru, sans étriers et sur la croupe, ce qui ne permet pas de contrôler réellement l'animal. Cela indiquerait qu'à l'époque, les chevaux n'étaient pas assez forts pour être montés comme ils le sont aujourd'hui. Mais, vers le VIIIe siècle avant J.-C., les Assyriens avaient réussi par un élevage sélectif à obtenir une monture capable de porter un cavalier à l'avant de son dos, tout le poids de sa charge se déportant vers les épaules. Par entraînement réciproque, le cavalier parvenait à tirer à l'arc tout en galopant. L'entente entre homme et cheval n'était cependant pas encore suffisante pour que le cavalier abandonne les rênes. Un bas-relief assyrien montre deux cavaliers opérant de concert, l'un tirant avec son arc composite, l'autre tenant les rênes des deux chevaux. Comme le fait observer William McNeill, c'est en fait la technique du char, mais sans le char[34].

Il est possible que, dans la steppe, l'homme ait monté le cheval bien avant les pays civilisés et, gagné par la technique de l'arc le long des frontières avec l'Assyrie, ait répandu cet art parmi des populations mieux expertes que les Assyriens dans le maniement des chevaux. Nous savons que sous le règne de Sargon II, les chevaux venaient de la steppe où l'on capturait chaque année les meilleurs poulains pour les dresser et les vendre en Assyrie. Il n'est pas impensable que l'art de tirer à l'arc à cheval se soit transmis dans le sens opposé[35].

Quoi qu'il en soit, la chute de l'Empire assyrien, à la fin du VIIe siècle avant J.-C., fut causée par l'invasion des Scythes, un peuple de cavaliers de race iranienne dont la terre d'origine était peut-être les monts Altaï en Asie centrale. Ils semblent être venus sur les talons d'un autre peuple de cavaliers, les Cimmériens, qui pénétrèrent en Asie Mineure vers 690 avant J.-C. en ravageant tout sur leur passage. A l'époque où les Scythes apparurent, les Assyriens se trouvaient déjà menacés aux frontières de l'empire : au nord en Palestine, au sud par Babylone, un Etat vassal lui devant allégeance, et, à l'est, par les Mèdes d'Iran. L'Assyrie aurait pu maîtriser tous ces mouvements car elle avait triomphé de troubles aussi importants auparavant. Mais, en 612 avant J.-C., les Mèdes s'unirent aux Scythes et aux Babyloniens pour mettre le siège devant Ninive qu'ils réussirent à prendre. Deux ans plus tard – et bien que l'Egypte soit venue à son secours –, le dernier roi assyrien fut une nouvelle fois vaincu par une

alliance des Scythes et des Babyloniens à Harran. En 605, l'Assyrie passa aux mains des Babyloniens.

Babylone dut bientôt abandonner le pouvoir au profit de la Perse, dernier des grands empires nés dans le berceau de la civilisation. Mais la Perse ne recherchait pas particulièrement les techniques militaires avancées et préférait s'en tenir aux chars. Bien qu'elle ait recruté des fantassins mercenaires et incité les nobles à s'exercer à combattre comme cavaliers, ce sont les chars que l'on retrouva engagés dans la bataille. Lorsque l'empereur Darius se heurta à un ennemi disposant de moyens militaires révolutionnaires, il fut vaincu. Son empire passa aux mains des successeurs d'Alexandre et fut, pendant plus d'un siècle après sa mort, protégé par un dispositif militaire fragile issu du système de défense d'Alexandre. Mais, le long des deux mille cinq cents kilomètres de frontière séparant la steppe des régions cultivées entre l'Himalaya et le Caucase, ni les armées de chars ni la tactique déjà européenne d'Alexandre ne purent s'opposer aux peuples de la steppe lorsque ceux-ci eurent compris que les pays civilisés étaient vulnérables à leurs attaques. Les premiers Scythes qui pénétrèrent en Mésopotamie à la fin du VII^e^ siècle avant J.-C. n'étaient que les précurseurs de ce qui allait devenir un cycle répétitif de raids, de pillages, de rapts d'esclaves, de tueries et parfois même de conquêtes dont fut victime pendant deux cents ans le monde civilisé – au Moyen-Orient, en Inde, en Chine et en Europe. Ces incessantes attaques portaient en elles un potentiel de transformations internes qui nous oblige aujourd'hui à considérer les nomades de la steppe comme l'une des forces les plus importantes – et les plus sinistres – de l'histoire militaire. Les agents innocents de ce fléau furent les descendants de ces petits chevaux à poil dur des rives de la Volga, élevés pour nourrir les hommes pendant douze générations, jusqu'à ce que les Scythes fassent leur apparition.

Les peuples cavaliers de la steppe

Qu'est-ce que la steppe ? Pour ceux qui habitent les contrées tempérées et stables, c'est cet immense espace vide qui, sur la carte, va de l'océan Arctique au nord, à l'Himalaya au sud, et s'étend des grandes vallées fluviales de la Chine, à l'est, aux marais du Pripet et aux Carpates, à l'ouest. L'homme civilisé se la représente comme une étendue monotone au climat indifférencié, recouverte d'une rare végétation uniforme, dépourvue de

montagnes, de fleuves, de lacs ou de forêts, une sorte d'océan sans eau et sans explorateurs connus.

Il s'agit là d'une fausse impression. A l'époque moderne, sa partie occidentale fut peuplée de millions de Russes et d'Ukrainiens qui y construisirent des villes. Avant même qu'ils ne commencent à peupler les rives des grands fleuves de la steppe occidentale – la Volga et le Don, le Donetz, le Dniepr –, des voyageurs qui s'étaient aventurés dans ces contrées sauvages y repérèrent plusieurs régions spécifiques par leur topographie et leur climat. Les géographes en distinguent généralement trois : en premier, la *taïga* ou forêt subarctique qui s'étend du Nord Pacifique jusqu'au cap Nord, dans l'Atlantique, puis une large bande désertique limitée à l'est par la Grande Muraille et, à l'ouest, par les marais salants d'Iran ; entre les deux, on trouve la steppe proprement dite.

La *taïga* est un territoire interdit car soumis à un climat extrême – près de Iakoutsk, le sol reste gelé en permanence jusqu'à une profondeur de près d'un mètre cinquante. Des pêcheurs et des chasseurs parviennent à survivre sur les rives des fleuves drainant le plateau vers l'océan Arctique (l'Ob, le Ienisseï, la Lena et l'Amour) ; ils forment une population craintive qui s'abrite dans la forêt. Seuls les Tungu qui vivent à l'extrémité orientale de la Sibérie et dans le bassin de l'Amour sont connus de l'histoire. Il s'agit des Mandchous qui s'approprièrent le trône de la Chine au XVII^{e} siècle de notre ère.

> Dans la ceinture désertique, aucun des fleuves n'atteint la mer. Ils se perdent dans les sables ou les marais salants. Le désert de Gobi est une triste solitude de sable, de rochers, de pierres couvrant une étendue de près de deux mille kilomètres, peuplée seulement, selon la croyance populaire, de démons dont les gémissements semblables au tonnerre doivent être attribués au bruit que font les dunes en glissant sous l'action des vents puissants. La végétation se limite à des broussailles et des buissons d'épineux. Le climat est extrême. Des ouragans de sable gelé soufflent furieusement en hiver et au printemps. Il pleut mais rarement et pourtant, après une courte averse, le désert se couvre soudain de fleurs et de petites plantes vertes. Le Takla-Makan est un Gobi plus petit, balayé en été par de tels ouragans de poussière qu'on ne peut le traverser qu'en hiver. Le Dasht i-Kavir ou désert de Perse, large de mille trois cents kilomètres, est formé plutôt de marais salants que de sable mais il est parsemé d'oasis.

Selon la théorie de William McNeill, les oasis représentent des points cruciaux par lesquels les Indo-Européens et leurs chars passèrent pour gagner la Chine.

La véritable steppe est une ceinture herbeuse étirée sur presque cinq mille kilomètres de long et huit cents de large, bordée au nord par la zone

subarctique et, au sud, par le désert et les montagnes. Elle ouvre, à l'est, sur les vallées des grands fleuves de Chine et, à l'ouest, sur les voies qui rejoignent les terres fertiles du Moyen-Orient et de l'Europe.

> [C'est] un pâturage sans arbres, une plaine grasse entre les montagnes, impropre à l'agriculture à moins d'être irriguée mais convenant parfaitement à l'élevage de bétail, de moutons, de chèvres, les vallées subalpines de l'Altaï offrant des sols exceptionnellement bons pour les pâtures. La végétation consiste surtout en herbe épaisse. La surface du sol se compose de rocaille, de sel ou de terreau. Quoique sévère et extrêmement froid en hiver dans les parties élevées de la steppe – deux cents jours par an en dessous de zéro dans l'Altaï –, le climat est sec et, de ce fait, supportable, et les bergers de ces régions atteignent souvent un âge très avancé[36].

Les géographes distinguent la steppe basse et la steppe haute, l'une à l'ouest, l'autre à l'est du Pamir qui s'adosse à l'Himalaya. Les pentes descendent vers l'ouest en pâturages qui vont en s'élargissant, encourageant la migration vers l'Europe et le Moyen-Orient. Mais l'histoire fait aussi état de nombreux déplacements dans le sens inverse, car la dépression de Dzoungarie, berceau de la steppe, au sud de l'Altaï, ouvre un passage naturel vers les grandes plaines fluviales de la Chine. Ce passage est plus facile que ceux menant à l'ouest, plus resserrés et donc plus faciles à défendre (ils longent chaque extrémité du Caucase, par la dépression séparant la Caspienne de la mer d'Aral et par le corridor d'Andrinople, au-dessus de la mer Noire). Les Scythes, premier peuple de la steppe que nous connaissons, sont probablement originaires de l'Altaï. Ils suivirent l'axe occidental pour attaquer l'Assyrie. Parmi les envahisseurs ultérieurs, les Turcs sont eux aussi descendus de l'Altaï et leur langue (à laquelle celles des Kazakhs, des Ouzbeks, des Ouïghours et des Kirghizes sont apparentées) se parle dans toute l'Asie centrale. Les Huns qui se présentèrent aux portes de Rome au v^{e} siècle après J.-C. parlaient une langue apparentée au turc. La langue mongole, en revanche, moins répandue dans la steppe, semble être issue des régions boisées du nord du lac Baïkal et de l'est de l'Altaï, tandis que le mandchou et le tougouse proviennent de la Sibérie orientale. Mais quelques-uns des premiers cavaliers, comme les conducteurs de char des débuts, étaient des Indo-Européens parlant ce qui devint le persan. D'autres langues, aujourd'hui disparues, étaient parlées par des groupes de guerriers tels que les Sogdiens et les Tokhariens, ainsi que par un peuple que les Romains appelaient Sarmates[37].

Qu'est-ce qui poussa hors de la steppe les nomades éleveurs de chevaux ? Leur comportement guerrier ne cadre pas avec celui d'autres sociétés étudiées par les anthropologues. Ce ne sont certainement pas des « guerriers primitifs » car, dès le départ, ils ont combattu pour gagner et on ne retrouve donc pas chez eux les attitudes cérémonielles et les querelles héréditaires des peuplades primitives. Ils ne peuvent pas non plus avoir été motivés par des objectifs territoriaux. Bien que les tribus nomades fussent attachées à des zones spécifiques de pâturages que pouvaient leur disputer leurs semblables, elles n'étaient pas pour autant enfermées dans des structures internes rigides. L'autorité demeurait précaire, les divisions ou les unions imprévisibles. Mais ce qui domine le plus cette société est sa capacité à se déplacer sans cesse. William McNeill fait observer que la vie dans la steppe est soumise à de brusques changements de climats : des saisons chaudes, humides, favorisant l'apparition d'une herbe abondante source de fécondité, elles-mêmes suivies de périodes arides qui privaient les hommes et les chevaux de nourriture. Des migrations à l'intérieur même de la steppe n'étaient d'aucun secours, car les populations voisines se trouvaient elles aussi soumises aux mêmes rigueurs climatiques. Le seul moyen d'échapper à ces dures conditions de vie était de se diriger vers l'extérieur où des contrées plus clémentes et des terres cultivées offraient des rations de secours[38].

Cette hypothèse présente une faille que McNeill a lui-même décelée : les nomades auraient dû apprendre avec le temps cette alternance de bonnes et mauvaises périodes et s'installer ailleurs. Après leur avoir donné le cheval, la steppe serait retournée à sa solitude. Dans un certain sens, c'est ce qui se produisit. Les plus expansifs des peuples de la steppe – les Turcs et les Mongols – ont fondé des empires en soumettant des populations d'agriculteurs et en se libérant ainsi du cycle de famines qui les fragilisait. Mais les nomades conservaient un point faible : leur goût du nomadisme et leur mépris pour l'existence du laboureur attaché à son sillon et à son bœuf portant le joug. Ils voulaient prendre le meilleur de ces deux styles de vie : le confort et le luxe de la vie sédentaire, mais aussi la liberté des éleveurs de chevaux qui vivaient sous la tente, chassaient et se déplaçaient selon les saisons.

La persistance de cet idéal de vie nomade se retrouve nettement au palais Topkapi élevé à Istanbul par les sultans turcs ottomans. C'est là que, jusqu'au début du XIX^{e} siècle, vivaient les maîtres d'un empire qui

s'étendait du Danube à l'océan Indien. Ils s'y comportaient comme ils l'auraient fait autrefois dans la steppe, assis sur des coussins posés sur un sol recouvert de tapis, à l'abri de légers pavillons construits dans les jardins du palais, vêtus de caftans et de larges pantalons et portant les insignes des guerriers, le carquois, l'arc et les anneaux de pouce de l'archer. Edifié au cœur de la capitale de l'empire romain d'Orient, Topkapi n'est rien d'autre qu'un camp de nomades avec ses étendards ornés de queues de cheval précédant les personnages de haut rang et ses écuries juste à l'entrée.

On a suggéré aussi que les nomades avaient lancé leurs attaques pour contraindre les peuples sédentaires à commercer avec eux. Les populations de la steppe pratiquaient certainement les échanges de longue date avec leurs chevaux et, probablement aussi, les esclaves que des marchands étaient disposés à leur acheter contre des produits manufacturés. Lorsqu'ils conclurent la paix avec Rome au milieu du Ve siècle après J.-C., les Huns exigèrent entre autres qu'un marché soit rouvert sur le Danube « comme dans les temps anciens[39] ». Le succès des intérêts commerciaux investis dans la Route de la soie unissant la Chine au Moyen-Orient dès le IIe siècle avant J.-C. (et dont le trafic s'est maintenu pendant plus de mille ans) prouve que les nomades avaient compris leur avantage à encourager la circulation des marchandises à travers leur pays plutôt que de les piller. Cette libre circulation était toutefois souvent interrompue quand la convoitise l'emportait sur le sens commercial. Par ailleurs, les échanges forcés fonctionnent mal quand ce que l'on recherche est hors de proportion avec ce que l'on peut offrir. La steppe ne produisait pas assez de marchandises intéressant les pays civilisés pour qu'un trafic commencé sous la contrainte des armes se poursuive de lui-même. Comme les Britanniques le découvrirent lorsqu'ils cherchèrent, au XIXe siècle, à inonder la Chine d'opium que personne ne demandait, une exigence de vente soutenue par la force des armes conduit inévitablement le vendeur à imposer sa volonté politique à l'acheteur ne voulant pas de sa marchandise. Par là, il devient un impérialiste de fait, sinon de nom. Ce double processus était, en tout cas, trop complexe pour les premiers peuples cavaliers.

Les Huns

Les Huns qui envahirent l'Empire romain au Ve siècle avant J.-C. sont le premier peuple de la steppe sur lequel nous possédons des informations.

S'il s'agit bien du même peuple que les Hsiung-nu, ils avaient déjà sérieusement déstabilisé la Chine sous la dynastie des Han au IIe siècle avant J.-C. Les Huns parlaient probablement une langue turque, mais ignoraient l'écriture. Pour toute religion, ils se contentaient « simplement d'adorer la nature ». Sans doute avaient-ils des chamans qui entraient en communication avec les esprits et servaient de médiateurs entre les dieux et les hommes (nous les retrouvons parmi les peuples de la forêt ayant émigré vers l'Amérique du Nord). Ils pratiquaient certainement la scapulomancie, méthode de divination à l'aide d'omoplates de moutons. Prédire l'avenir était de première importance pour les Huns. C'est ainsi que Litorius avait consulté les augures par l'intermédiaire des mercenaires huns avant la bataille de Toulouse en 439. Il est le dernier général romain à avoir accompli les anciens rites païens[40]. Le système social des Huns était simple et fondé sur un principe aristocratique – Attila, par exemple, se flattait d'être « bien né ». On y trouvait des esclaves mais pas d'autres divisions.

Ces esclaves, ils les vendaient, surtout après une conquête, et les écrivains chrétiens du Ve siècle étaient horrifiés de la cruauté avec laquelle ils n'hésitaient pas à briser des familles[41]. Dès que les Huns se furent établis dans les provinces extérieures de l'Empire romain, leur commerce d'esclaves fut encore beaucoup plus profitable pour eux que la vente de chevaux et de fourrures. Mais ils tiraient également d'énormes quantités d'or en rançonnant les prisonniers civils ou militaires ou en faisant acheter leur complicité politique par les derniers empereurs. C'est ainsi que, entre 440 et 450 après J.-C., les provinces orientales leur versèrent treize mille livres d'or – près de six tonnes – pour s'assurer la paix[42]. Ce sont ces transactions qui jettent un doute sur l'hypothèse selon laquelle les incursions des peuples cavaliers de la steppe s'expliqueraient par des « changements de climat » ou par le désir de « développer le commerce ». La vérité paraît plus simple : les nomades, physiquement résistants, mobiles, habitués à verser le sang et nullement troublés par des interdits religieux lorsqu'il s'agissait de tuer ou de capturer des étrangers à leurs tribus, avaient appris que la guerre rapportait.

Mais gérer les conquêtes apportées par leurs victoires, c'était une autre affaire. La nature imposait des limites à la pénétration en profondeur des nomades dans les pays civilisés. Leurs besoins en pâturages irrigués entraînaient une rapide dégradation du système et la terre ne pouvait alors plus nourrir ni bêtes ni hommes. Dans les régions naturellement boisées et

défrichées, elle retournait à la forêt dès le départ des pillards (ce fut ainsi un véritable désastre en Mésopotamie après l'arrivée des Turcs au XIIIe siècle)[43]. Les nomades ne pouvaient se développer que dans les régions intermédiaires entre les terres cultivées et la steppe, habituellement peu peuplées. En Orient, où les conquérants nomades étaient déjà à demi sinisés, ils furent aisément assimilés, même en tant que classe régnante. Mais à l'ouest, où la religion et la civilisation des populations agricoles étaient si profondément différentes, les régions frontalières devinrent un champ de batailles permanent et l'occupation des terres devait être perpétuellement défendue par les armes.

Pour les Huns d'Attila, les champs labourés de Gaule et la plaine alluviale du Pô semblable à un jardin devaient offrir un paysage stupéfiant. Ils y trouvaient de la nourriture en abondance, mais une nourriture à laquelle ils n'étaient pas accoutumés et dont toutes les variétés ne se renouvelaient pas d'elles-mêmes une fois consommées. L'herbe ne remplace pas le blé ou les haricots en une seule saison. On dit qu'Attila emmenait avec lui une suite de membres de sa famille dans des chariots, mais il ne pouvait emporter tous ses troupeaux ni même tous ses chevaux. Il laissait derrière lui sa base économique traditionnelle, peut-être sur le cours inférieur du Danube. L'intérêt qu'il portait à ses troupeaux expliquerait son mystérieux départ d'Italie en 452, alors que la péninsule s'offrait à lui sans défense. Sur le plan logistique, il devient plus clair qu'il ait alors choisi de retourner à ses riches prairies. Toutefois, ce ne fut pas sa retraite qui frappa l'Empire romain mais son avance et, avant celle-ci, la poussée des Huns en Europe orientale, qui provoqua une attaque massive des tribus germaniques sur la frontière du Danube. Cet exemple montre combien une campagne conduite par les peuples de la steppe pouvait être déroutante.

Si les Huns étaient bien ces Hsiung-nu qui menacèrent la Chine au IIe siècle avant J.-C. (cette identification repose sur une seule pièce scythe), on n'entendit plus parler d'eux entre le Ier siècle avant J.-C. et 371 après J.-C., date de la bataille de Tanaïs au cours de laquelle ils défirent les Alains, entre la Volga et le Don. Un certain nombre d'Alains rejoignirent les Huns, d'autres gagnèrent les frontières romaines et s'engagèrent comme cavaliers mercenaires[44]. En 376, les Huns quittèrent la Volga pour envahir les contrées peuplées de Goths, entre le Dniepr et la frontière romaine sur le Danube. De toutes les tribus germaniques qui agitaient depuis un siècle les limites de l'Empire romain, les Goths étaient sans conteste les plus

agressifs. Ceux de l'ouest (les Wisigoths) s'étaient établis sur un territoire soumis à Rome de 106 à 275 – la Dacie, actuelle Hongrie – et, en ces temps de troubles pour l'empire, leurs chefs traitaient avec les empereurs d'égal à égal. Poussant les Goths de l'est (les Ostrogoths) devant eux, les Huns écrasèrent les Wisigoths en un rien de temps. A contrecœur – car il y avait déjà trop de Barbares dans l'empire –, les Romains autorisèrent ces derniers à franchir le Danube et leurs cousins suivirent dans le sillage. Mais, maltraités par les représentants locaux de l'administration, bien qu'ils aient déposé leurs armes comme convenu pour pénétrer sur le territoire, ils finirent par se procurer d'autres armes afin de se tenir prêts à combattre dans les marais, près du delta du Danube. Les Romains auraient pu aisément les repousser mais, terrifiés par la rumeur, vraie ou fausse, que les Goths s'étaient alliés aux Huns qui campaient sur l'autre rive du Danube, ils se retirèrent dans les montagnes des Balkans.

Des troubles peut-être fomentés par les Goths éclataient à présent tout au long de la frontière romaine avec la Germanie et, tandis que le jeune empereur Gratien s'efforçait de contenir les Alamans sur le Rhin, l'empereur d'Orient Valens leva tant bien que mal une armée et partit attaquer les Goths qui pillaient l'est de la Grèce. Le 9 août 378, il arriva devant leur camp fortifié, près d'Andrinople, fut blessé dans la bataille et tué dans le massacre qui s'ensuivit. La mort de l'empereur au combat, peu après celle de Julien pendant la guerre contre les Perses (363), porta un coup sérieux à Rome. Mais la conséquence la plus grave fut la « barbarisation » accélérée de l'armée romaine imposée par les Wisigoths au nouvel empereur d'Orient, Théodose. Cette clause était l'unique condition de leur bonne conduite. En échange du droit de s'installer avec leurs armes à l'intérieur de l'empire, au sud du Danube (382), les Wisigoths consentirent non seulement à faire la paix, mais à combattre pour l'empereur à titre d'alliés « fédérés ».

« Cette installation […] ouvrit une large brèche mais elle avait des précédents[45]. » Comme les Assyriens avant eux, les Romains incorporaient traditionnellement des contingents barbares dans leur armée mais seulement en tant que spécialistes et en petit nombre. Ce nombre augmenta avec les incessantes pressions auxquelles l'empire se trouvait soumis. A Andrinople, il pouvait y avoir vingt mille Goths « romains » et quelques mercenaires Huns dans la cavalerie, aux côtés de représentants d'autres peuples de la steppe. Mais, jusqu'alors, les Romains avaient toujours conservé le contrôle

du commandement, soit en élevant au grade de général des fonctionnaires impériaux, soit en promouvant des Barbares au sein des forces romaines à des rangs plus élevés, rangs très convoités et fort bien payés. L'autorisation de s'installer obtenue de Théodose changea tout cela. A partir de cette date, les armées barbares agirent de manière autonome à l'intérieur de l'empire et, lorsque des crises intérieures éclatèrent sous la pression accrue des Barbares, leurs chefs intervinrent dans la compétition pour obtenir le titre d'empereur avec des conséquences catastrophiques sur les plans économique et militaire.

Théodose parvint cependant à rétablir l'unité de l'empire, mais il dut pour cela autoriser l'entrée d'un plus grand nombre de Goths pendant sa campagne de pacification et, après sa mort en 395, des contingents wisigoths conduits par Alaric causèrent des dommages irréparables à ce qui restait de l'Empire occidental. En 401, partant d'une base située en Grèce, Alaric envahit l'Italie en passant par les Alpes et il fallut trois ans à Stilicon, le dernier des grands généraux romains, pour en venir à bout. Mais son armée se retrouva ensuite si épuisée qu'elle ne put résister aux menaces suivantes. En 405, la plus grande horde de Barbares jamais vue, qui réunissait divers peuples germaniques dont les Vandales, les Burgondes, les Souabes et les Goths, traversa le Danube sous la conduite de Radagaise puis franchit les Alpes pour passer l'hiver dans la vallée du Pô. Ils avaient apparemment été repoussés du nord de l'Allemagne par les Huns qui remontaient de la Dacie où ils s'étaient établis, dernière avancée de la steppe avant les forêts d'Europe. Stilicon réussit à confiner cette horde dans les environs de Florence, à les affamer puis à repousser les survivants au-delà des Alpes, jusque dans le sud de l'Allemagne. Au cours des années suivantes, ces tribus séparées les unes des autres traversèrent le Rhin pour infliger à la Gaule de nouvelles et déterminantes invasions qui menèrent à sa « barbarisation ».

Rome perdit peu à peu le contrôle des provinces qu'elle possédait encore en Occident. En 410, Alaric s'empara de Rome et pilla la ville avant de marcher vers le sud dans l'intention de traverser la mer pour occuper l'Afrique romaine. Mais il mourut avant d'avoir pu rassembler les bateaux nécessaires. Pendant ce temps, l'empire d'Orient était lui aussi soumis aux attaques barbares, les Huns ayant réussi une incursion en Grèce en 409. Mais, heureusement, ils décidèrent de changer de bord et s'engagèrent comme mercenaires sous les ordres d'Aetius, « le dernier des Romains »,

qu'ils aidèrent à maintenir la souveraineté impériale durant ce deuxième quart du v^e^ siècle[46]. A partir de 424, Aetius mit le cap sur la Gaule et parvint à tenir tête aux Teutons, alors que l'Espagne et l'Afrique romaine étaient envahies par les Vandales. Entre 433 et 450, Aetius guerroya en Gaule pratiquement sans discontinuer.

En 450, il dut faire face à un nouveau défi. Depuis vingt ans, les Huns de Hongrie se comportaient en puissance indépendante sur le flanc de l'empire romain d'Orient. Bien que l'empereur leur versât un tribut, ils effectuaient des raids sur son territoire et s'alliaient aux chefs teutons. En 441, ils menèrent une nouvelle incursion en Grèce sous la conduite du neveu de leur roi, Attila, qui réussit à atteindre les murs de Constantinople en 447. En 450, il se jeta sur la Gaule puis assiégea Orléans l'année suivante. Mais les Huns ne connaissaient pas l'art du siège, pas plus que les autres nomades avant les Mongols. Tandis qu'Attila campait devant Orléans, Aetius parvint, par une habile diplomatie, à réunir une armée comprenant des Francs, des Wisigoths, des Burgondes et des Alains. Il la lança en juin 451 dans une terrible bataille qui se déroula dans la plaine de Champagne, entre Troyes et Châlons. Ce fut l'une des plus « décisives batailles de l'histoire ». Des nomades et des Teutons se retrouvaient des deux côtés et ce furent les Alains d'Aetius qui réussirent à résister aux Huns d'Attila lors d'une bataille rangée. Quand Attila comprit qu'Aetius avait profité de cet échec pour l'encercler sur ses arrières, il se réfugia dans son camp de chariots et, couvert par ses archers, parvint à se dégager et à battre en retraite vers le Rhin. L'année suivante, il quitta le Rhin pour l'Italie où son apparition provoqua la fuite des populations de la plaine du Pô vers les îles qui, plus tard, formèrent Venise. La tradition populaire raconte que le pape Léon I^er^ rendit visite à Attila dans son camp pour le dissuader d'attaquer Rome. Attila ne s'avança pas plus loin vers le sud et, après avoir rançonné ses prisonniers les plus importants, il tourna les talons et se retira. Deux ans plus tard, le « fléau de Dieu » mourut et l'empire des Huns s'effondra.

Attila avait de bonnes raisons pour quitter l'Italie. La famine régnait, la peste commençait à décimer ses troupes et, à l'est, une armée romaine de l'empire d'Orient avait traversé le Danube pour attaquer la Hongrie. Toutes ces raisons ne suffisent pas, pourtant, à expliquer pourquoi l'empire des Huns ne survécut pas à la mort d'Attila ni pourquoi, à la mort de ses fils, les Huns disparurent de l'histoire. Une hypothèse veut que, pendant leur séjour

aux frontières de l'Empire romain, ils aient abandonné leurs coutumes de la steppe, adopté les méthodes de combat des Teutons pour finir par se faire absorber par d'autres cultures[47]. Cette théorie est cependant rejetée par O. J. Maenchen-Helfen, un des meilleurs spécialistes de l'histoire des Huns. « Les archers qui, en 380, descendirent à cheval la vallée du Vardar pour pénétrer en Grèce étaient toujours les mêmes que les cavaliers d'Attila. » Pour d'autres historiens, la plaine hongroise n'était pas assez vaste pour nourrir les grands troupeaux de chevaux dont les Huns avaient besoin pour leur cavalerie. Il est certain que les nomades en possédaient énormément. Marco Polo, qui traversa l'Asie centrale au XIIIe siècle, observa qu'un seul cavalier pouvait posséder jusqu'à dix-huit montures de rechange. On a calculé que la plaine hongroise suffisait à nourrir seulement cent cinquante mille chevaux – trop peu, même en comptant dix montures par cavalier, pour les hordes d'Attila. Toutefois, ce calcul ne tient pas compte du climat plus doux et de l'herbe plus riche que ceux de la steppe. En 1914, la cavalerie hongroise comptait vingt-neuf mille hommes et autant de chevaux. Ceux-ci, plus grands que les chevaux d'Attila, mangeaient aussi davantage et pas seulement de l'herbe. Mais cela ne suffit pas à expliquer une telle différence[48]. Les chevaux d'Attila ont dû prospérer pendant les soixante-dix années où ils ont séjourné dans cette plaine et il est peu probable que leur nombre ait diminué quand Attila partit vers l'ouest en 450.

On peut néanmoins supposer que beaucoup de chevaux furent tués au cours de cette campagne et qu'il était difficile de les remplacer en l'absence de communications aisées. Les campagnes de cavalerie causent en effet la mort de très nombreux chevaux si on ne peut les mettre au repos ou au pré régulièrement. Pendant la guerre des Boers de 1899 à 1902, par exemple, la Grande-Bretagne perdit trois cent quarante-sept mille chevaux sur les cinq cent dix-huit mille engagés dans le combat. Pourtant le pays offrait de bons pâturages et un climat tempéré. Deux pour cent seulement des chevaux furent tués durant les combats. Les autres moururent d'épuisement, de maladies et de malnutrition à une moyenne de trois cent trente-six chaque jour[49]. Attila, lui, ne disposait pas comme les Britanniques de moyens de transport par wagons ou par bateaux. On peut donc supposer que les montures de rechange qu'il trouva sur sa route lorsqu'il quitta la Hongrie arrivèrent en meilleure forme que les chevaux montés dès le départ par ses hommes. La retraite vers les gras pâturages acheva les survivants en

chemin. Ainsi, le « Fléau de Dieu » semble bien avoir été le plus grand ennemi de son peuple. Il n'a probablement laissé à ses fils que des troupes extrêmement affaiblies. L'échec de ces derniers puis leur mort lors de batailles les opposant aux Goths et, en 469, à un général de l'empire romain d'Orient, furent les dernières informations qui nous parvinrent du peuple des Huns[50].

A l'horizon des peuples cavaliers, 453-1258

Malgré la brusque disparition des Huns de l'histoire, l'heure des cavaliers avait pourtant sonné. Ils allaient demeurer une menace permanente pour les civilisations de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Asie durant le millénaire suivant. En un peu moins de mille cinq cents ans, ils s'étaient hissés au sommet du pouvoir de manière extraordinaire. En fait, ils représentaient une nouvelle espèce humaine jusque-là inconnue dans le monde. La puissance militaire existait naturellement déjà, mais elle demeurait exclusivement entre les mains des gouvernants et de leurs sujets, et strictement limitée par les contingences économiques.

Il s'agissait, de plus, d'armées nourries par les surplus de l'agriculture et dont la marge de manœuvre était restreinte puisqu'elles se déplaçaient à pied et ne pouvaient donc entreprendre de conquêtes lointaines. On n'avait d'ailleurs nul besoin de recourir à ces expéditions. L'ennemi, soumis aux mêmes contraintes, pouvait provoquer une bataille mais sans pour autant que la menace ne dégénère en Blitzkrieg.

Les cavaliers étaient d'une tout autre espèce. Déjà, Attila avait prouvé qu'il était capable de déplacer le centre stratégique de ses offensives – le *Schwerpunkt*, selon la doctrine de l'état-major prussien – de l'est de la France vers le nord de l'Italie grâce à des campagnes successives, couvrant jusqu'à huit cents kilomètres et plus en un temps record et opérant le long des lignes extérieures. Personne ne s'attendait à une telle manœuvre que l'on jugeait impossible. Une pareille liberté de mouvement était le cœur même de la révolution engendrée par la cavalerie.

Mais cette liberté des cavaliers au combat reposait encore sur un autre élément. Ils ne cherchaient pas, comme les Goths, à s'approprier les civilisations qu'ils combattaient et dont ils ne comprenaient pas tous les rouages. Ils ne tentaient pas non plus de substituer leur propre autorité à celle qui se trouvait déjà en place – bien qu'on ait avancé l'idée qu'Attila

ait songé à épouser la fille de l'empereur romain d'Occident. Ce que les Huns voulaient, c'était les produits de la guerre, mais non les entraves. Ils étaient guerriers par amour de la guerre, pour le butin qu'elle leur procurait, les risques, l'excitation, la satisfaction animale du triomphe. Huit cents ans après la mort d'Attila, Gengis Khan demanda à ses compagnons d'armes quel était le plus doux plaisir dans la vie. Ils lui répondirent que c'était la fauconnerie. « Vous vous trompez, leur répliqua-t-il. Le plus grand bonheur de l'homme est de poursuivre et de vaincre son ennemi, de s'emparer de tous ses biens, de laisser ses épouses gémissantes et en pleurs, de monter son cheval [et] d'user du corps de ses femmes comme d'un vêtement de nuit et d'un support[51]. » Attila aussi aurait pu prononcer ces paroles, car il se comportait certainement avec le même état d'esprit.

Le cheval et la cruauté de l'homme agirent de concert pour transformer la guerre, qui, pour la première fois, devint « une chose en soi ». Nous pouvons donc parler de « militarisme », dont la seule définition – faire la guerre, de manière aussi aisée et profitable que possible – devient en elle-même une raison suffisante pour l'entreprendre. Mais le militarisme est un concept qui ne convient pas à tous les peuples cavaliers, car il suppose l'existence d'une armée en tant qu'institution dominante, mais distincte des autres institutions. Une pareille distinction n'existait pas chez les Huns d'Attila, pas plus d'ailleurs que chez les autres peuples cavaliers jusqu'à ce que les Turcs adoptent l'islam. Pour les cavaliers, l'armée se composait de tous les mâles adultes et sains, et ce n'était pas cette sorte d'armée qui permettait à Turney-High de fixer la place d'une société au-dessus ou au-dessous de l'« horizon militaire ». Tous les peuples cavaliers qui réussirent à s'ouvrir depuis la steppe un chemin de conquêtes dans le monde civilisé faisaient une « vraie guerre » sur tous les plans – aucune limite à l'usage de la force, précision de l'objectif et poursuite de la guerre jusqu'à la victoire totale. Cependant, cette manière de combattre ne possédait aucune dimension politique au sens où l'entendait Clausewitz, elle ne provoquait pas de transformation culturelle. Ce n'était pas un moyen de progresser matériellement ou socialement. Bien au contraire, les richesses ainsi conquises permettaient aux conquérants de maintenir leur mode de vie et de demeurer exactement ce qu'ils étaient depuis que leurs ancêtres avaient tiré leurs premières flèches du haut de leur selle.

Aucun de ces peuples ayant conservé une base de vie dans la steppe n'a modifié volontairement ses habitudes. Au mieux, les plus chanceux de leurs

chefs devenaient la classe dominante des sociétés sédentaires qu'ils avaient conquises, sans pour autant abandonner leurs conceptions de nomades. C'est aussi vrai des Turcs islamisés bien qu'ils aient maintenu dans sa forme le gouvernement byzantin après la prise de Constantinople en 1453. Les Mamelouks, malgré l'autonomie dont ils jouissaient, constituaient, comme nous l'avons vu, un moyen de perpétuer le mode de vie des cavaliers tout en conservant les richesses et les honneurs apportés par la puissance militaire. Mais pendant tout le temps où les frontières de la Chine, du Moyen-Orient et de l'Europe demeurèrent perméables à leurs incursions, la plupart de ces peuples cavaliers ne réussirent ni à s'implanter individuellement, ni à s'imposer comme des chefs conquérants auprès des civilisations plus avancées. La vie de la steppe demeurait enracinée dans la guerre, mais c'était un chemin difficile. Ayant appris à leurs dépens les terribles conséquences qu'ils encouraient à baisser leur garde, les Etats dressèrent des défenses pour stopper les cavaliers dans presque toutes les directions qu'ils pouvaient emprunter, les contraignant ainsi à rester dans les limites de la steppe.

Lorsque les Huns eurent disparu, il n'y eut plus de peuples cavaliers d'importance pour inquiéter l'Europe et le Moyen-Orient. Seuls subsistaient encore les Hephtalites, ou Huns blancs, qui semblent avoir été chassés vers la frontière nord de la Perse par les Hsiung-nu à l'époque où les deux peuples vivaient à proximité de la Chine[52]. Les Hephtalites remportèrent d'abord un succès spectaculaire car les Perses consacraient toute leur énergie à livrer une guerre endémique à Byzance. Mais, en 567, ils furent finalement battus et repoussés à l'est en direction de l'Inde où ils fondèrent sans doute les bases de ce qui allait devenir la puissance rajput.

Pendant ce temps, Byzance tenait tête à divers peuples cavaliers poussés à l'ouest par les perpétuelles querelles tribales qu'ils se livraient dans la steppe. On trouvait parmi eux les Bulgares et les Avars, les premiers poussés par les seconds qui, à leur tour, furent déplacés par la puissance croissante des Turcs. Les Bulgares finirent par s'établir dans les Balkans où ils furent une cause de troubles jusqu'à ce qu'ils passent sous la domination des Ottomans. Les Avars émigrèrent vers la Hongrie, y causèrent de considérables dommages et, malgré quelques alliances occasionnelles avec Byzance, assiégèrent Constantinople en 626. Aidés des Perses, ils faillirent prendre la ville, furent finalement repoussés mais ne cessèrent de l'inquiéter sérieusement jusqu'à ce que Charlemagne réussisse à les soumettre au

VIIIe siècle. Les Magyars leur succédèrent, mais ils furent les derniers à quitter la steppe pour l'Europe centrale.

Avant de se tourner vers l'ouest, les Avars avaient déjà affronté une puissance impériale, du moins si ce sont bien eux que l'on identifie sous le nom de Yuan-Yuan, lesquels s'étaient brouillés avec la dynastie des Wei, en Chine du Nord. Les Wei du Nord étaient un peuple de la steppe sinisé qui, à la chute de l'empire unifié des Han au IIIe siècle, avait pris le contrôle des contrées situées au nord du Yangzi. Les circonstances dans lesquelles ils réussirent à s'imposer sont si complexes que cette période est appelée « les Seize Royaumes des Cinq Barbares » (304-439). Vers 386, les Wei du Nord s'imposèrent et commencèrent à réunifier le nord de la Chine. Au cours de cette évolution, ils entrèrent en conflit avec les Yuan-Yuan qui vivaient au-dessus du désert de Gobi et les chassèrent de leur territoire. Ils furent aidés dans cette entreprise par une classe soumise aux Yuan-Yuan et qui travaillait pour eux comme forgerons : c'étaient les Turcs. Ces derniers avaient un affront récent à venger. Après avoir aidé leurs maîtres à mater la révolte d'une autre tribu sujette, leur chef demanda en récompense la main de la fille du chef Yuan-Yuan. Elle lui fut refusée. Les Wei du Nord lui offrirent alors la fille d'un de leurs nobles et, ensemble, ils attaquèrent les Yuan-Yuan, qui furent vaincus. Les Turcs occupèrent leur territoire et leur chef prit le titre de *Khagan* ou *Khan*. Plus tard, ce titre devint celui de la plupart des princes de la steppe.

Le khan des Turcs et ses successeurs fondèrent un grand empire. Ils furent « les premiers Barbares à créer un royaume si étendu qu'il touchait par différents points aux quatre grandes sociétés civilisées de l'époque : la Chine, l'Inde, la Perse et Byzance[53] ». Vers 563, ils s'étaient avancés jusqu'à l'Oxus, à la frontière orientale de la Perse, et ils firent cause commune avec les Perses pour combattre les Hephtalites. En 567, le khan turc Istemi avait obtenu une part du territoire hephtalite comme butin après la victoire. L'année suivante, il devenait un personnage suffisamment important aux yeux de l'empereur byzantin Justin II pour que celui-ci lui envoie une ambassade jusqu'au cœur de la steppe. Istemi lui-même en adressa une à l'empereur, ce qui représentait un voyage considérable. Les Turcs finirent par se diviser au sein même de leur empire, faute courante chez les peuples de la steppe et qui fut une cause majeure de la dissolution de leurs structures politiques. Au cours de cette période de désunion, ils perdirent la plupart de leur territoire oriental au profit de la dynastie

chinoise des T’ang, qui, en 659, l’avait conquis jusqu’à l’Oxus (Amou-Daria). Les Turcs rencontrèrent alors à l’ouest un nouvel ennemi qui opérait des incursions à l’intérieur de la steppe où il faisait d’importantes conquêtes et disputait aux Chinois le contrôle de l’Asie centrale. Le point culminant de cette lutte fut la bataille du fleuve Talas dans le Kirghizistan d’aujourd’hui, en 751. L’Empire turc fut renversé[54]. Ces nouveaux ennemis étaient les Arabes.

Arabes et Mamelouks

Les Arabes ne sont pas un peuple de cavaliers, mais ils allaient devenir les principaux utilisateurs de chevaux du monde civilisé. Ne serait-ce que pour cela, ils méritent l'attention des historiens militaires, mais ils la méritent pour bien d'autres raisons encore. Lorsque les Turcs les affrontèrent, les Arabes mettaient un point final à l'une des plus grandes conquêtes de l'histoire, conquête qui avait fait d'une tribu pratiquement inconnue du désert d'Arabie les souverains de la plus grande part du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Espagne. Ils avaient ébranlé l'Empire byzantin, détruit la Perse où ils établirent leur propre empire. Seul Alexandre le Grand, le premier des grands conquérants de l'histoire, avait réussi à s'emparer de territoires aussi étendus dans un temps comparable. En outre, leur mode de conquête était à la fois créatif et unitaire. Plus tard, les Arabes allaient se diviser mais leur empire constituait au départ une unité puissante qui se consacra rapidement aux arts et à la paix. Les souverains arabes devinrent de grands bâtisseurs et des protecteurs de la littérature et des sciences, à la différence des rudes peuplades de cavaliers qu'ils recrutèrent plus tard comme soldats. Ils montrèrent une étonnante aptitude à se libérer eux-mêmes de la vie militaire exigée par leurs campagnes, à se civiliser et à cultiver des manières sophistiquées, tant dans leur pensée que dans leur comportement.

Plus encore, ils se distinguèrent des autres populations militaires en se révélant capables non seulement de se transformer, mais de transformer aussi leur manière de combattre. Des révolutions s'étaient déjà produites antérieurement dans ce domaine, en particulier celle provoquée par l'apparition du char et de la cavalerie. Les Assyriens avaient jeté les bases d'une bureaucratie militaire dont se servirent plus tard les Romains. Les Grecs, comme nous le verrons plus loin, avaient élaboré la technique de la bataille rangée, c'est-à-dire le combat à mort entre fantassins. Les Arabes instillèrent dans la guerre une force nouvelle, la force d'une idée. Certes, l'idéologie avait déjà joué un rôle dans la guerre auparavant. L'Athénien Isocrate, au IVe siècle avant J.-C., avait prêché une « croisade » des Grecs contre les Perses dans laquelle l'idée de liberté était implicitement contenue[55]. Pendant la lutte qui opposa l'empereur Théodose aux Goths en 383, le Romain Themistius avait soutenu que la force de Rome ne résidait « pas dans ses cuirasses et ses boucliers ni dans le grand nombre d'hommes engagés, mais dans la Raison[56] ». Les rois juifs avaient conclu avec leur dieu unique et tout-puissant un pacte afin qu'il les guide dans le combat. L'empereur Constantin avait invoqué la Croix pour qu'elle lui apporte la victoire sur son rival à la bataille du pont Milvius. Fiers de leur liberté, les Grecs méprisaient les sujets de Xerxès ou de Darius pour leur soumission, et leur haine de la Perse se nourrissait déjà aux sources du nationalisme. Lorsque les armées de Rome comptèrent dans leurs rangs un nombre de plus en plus élevé de Barbares, des soldats sauvages insensibles au discours de la raison, il devint difficile de faire appel à celle-ci. Lorsque Constantin se plaça sous la protection de la Croix, il n'était pas chrétien pour autant. Et si les rois guerriers d'Israël ont bénéficié, par la grâce de l'ancienne Alliance, de l'appui de leur dieu pour mener à bien leurs guerres intestines, les chrétiens héritiers de la nouvelle Alliance se sont torturés pendant des siècles pour savoir si le fait de faire la guerre était moralement permissible ou non. Ils ne sont d'ailleurs jamais parvenus à se mettre d'accord sur l'idée qu'un homme de guerre puisse aussi être un homme de religion. L'idéal du martyre a toujours été égal au concept de guerre justifiée, et il en est encore ainsi aujourd'hui. Les Arabes des années de conquête ne se préoccupaient pas d'un problème aussi crucial. Leur nouvelle religion, l'islam, était une croyance conflictuelle qui enseignait la nécessité de se soumettre à la doctrine révélée tout en accordant à ses croyants le droit de prendre les armes contre ceux qui ne la partageaient pas. C'est l'islam qui a inspiré les

conquêtes arabes, ce sont les idées de l'islam qui ont fait des Arabes un peuple militaire et c'est l'exemple de son fondateur, Mahomet, qui leur a appris à devenir des guerriers.

Mahomet lui-même n'était pas seulement un guerrier – il fut blessé en 625 à Médine en combattant contre les gens de La Mecque –, il prêchait la guerre aussi bien qu'il la faisait. Lors de sa dernière visite à La Mecque en 632, il édicta la règle selon laquelle les musulmans étaient tous frères et ne devaient par conséquent pas s'opposer les uns aux autres alors qu'ils pouvaient lutter contre tous les incroyants, jusqu'à ce que ceux-ci admettent qu'« il n'y a pas d'autre dieu que Dieu[57] ». Le Coran, rédigé par ses disciples selon ses propres paroles, prête un sens très large à ce commandement. D'une manière plus étendue encore que ne l'avait fait le Christ, Mahomet souligne que ceux qui respectent la parole de Dieu forment une communauté *(umma)* dont les membres doivent se montrer responsables les uns envers les autres, pas seulement pour éviter les fratricides. Les musulmans ont aussi l'obligation de faire quelque chose de positif pour leurs frères moins fortunés et de consacrer une partie de leur revenu à des œuvres de charité. Ils ont aussi le devoir de veiller sur leurs consciences respectives. L'obligation changeait, par contre, en dehors de l'*umma* : « O, toi qui crois, combats les incroyants qui sont près de toi[58]. » Il ne s'agissait pas de contraindre ces derniers à des conversions forcées. Les incroyants vivant sous l'autorité coranique avaient droit de protection et, théoriquement, ceux qui vivaient en paix en dehors de l'*umma* ne devaient pas être attaqués. Mais, en pratique, les frontières de l'*umma* coïncidaient avec la Maison de la Soumission *(Dar el-Islam)*, et la Maison de la Guerre *(Dar el-Harb)* se trouvait donc inévitablement au-dehors. C'est pourquoi, dès la mort du prophète Mahomet en 632, l'islam entra en conflit avec la Maison de la Guerre.

Ce conflit se transforma rapidement en djihad, ou « guerre sainte ». Les musulmans se lancèrent dans la guerre non seulement pour obéir aux ordres du Prophète, mais aussi pour au moins deux autres raisons qui expliquent la facilité avec laquelle ils remportèrent leurs premières victoires. Il faut tout d'abord se rappeler que l'islam ne distingue pas d'opposition entre la dévotion et le bien-être matériel. Pour le Christ, la pauvreté représentait un idéal de sainteté, ce qui fut, par la suite, à l'origine de grandes perturbations morales parmi ses adeptes. Mahomet, au contraire, avait été marchand et il comprenait parfaitement la valeur de la richesse, à condition d'en faire bon

usage. Il recommandait à l'*umma* de s'enrichir afin d'être en mesure de faire le bien, collectivement et individuellement. Lui-même attaquait, pour les piller, les caravanes des marchands de La Mecque – des incroyants – et dépensait le butin pour soutenir sa cause. Les combattants de la guerre sainte suivirent son exemple lorsqu'ils attaquèrent les riches royaumes de Byzance et de Perse.

En second lieu, l'islam sépare les deux principes qui ont si souvent été à l'origine des guerres, à savoir la territorialité et la parenté. Il ne pouvait y avoir de sens de la territorialité en islam puisque son destin était de soumettre le monde entier à la volonté de Dieu. Cette destinée ne sera achevée que lorsque la totalité de la Maison de la Guerre aura été amenée dans la Maison de la Soumission. Tous les hommes seront alors musulmans et, de ce fait, également frères. En pratique, les premiers musulmans arabes, encore puissamment unis par les liens claniques du désert, résistèrent quelque temps au principe de fraternité. Les convertis étrangers devaient se soumettre au statut de clients *(mawali)*[59]. Mais, finalement, on doit porter au crédit de l'islam d'avoir réussi à effacer les barrières de race et de langage comme aucune autre religion ou aucun empire – et l'islam réunissait ces deux concepts – n'était parvenu à le faire auparavant.

Un autre facteur joua en faveur des Arabes lorsque, dans les dernières années de la vie de Mahomet, ils entreprirent d'élargir les frontières de l'islam : les royaumes auxquels ils s'attaquèrent étaient sur leur déclin. Byzance avait épuisé presque toutes ses forces pour repousser les Avars du Nord et, depuis le début du VII^e^ siècle, l'empire était engagé dans la dernière de ses grandes guerres contre la Perse (306-328), guerre qui laissa les deux empires exsangues. Quant à la Perse, une des grandes puissances de l'histoire, elle souffrait depuis toujours de la faiblesse de sa position géographique, enfermée entre la steppe d'un côté et les riches terres du Moyen-Orient de l'autre. Avant l'arrivée des peuples cavaliers, elle avait fréquemment su profiter des circonstances pour étendre ses frontières impériales à l'ouest. Mais, un millénaire plus tôt, la Perse avait été confrontée à un terrible adversaire en la personne d'Alexandre le Grand, qui avait renversé à son profit la dynastie locale et partagé tous ses biens entre ses généraux. Séleucos, à qui échut la Perse proprement dite, parvint à maintenir le pouvoir hellénistique mais non à helléniser la société perse. Son empire finit par tomber entre les mains des Parthes, un autre peuple iranien venu de l'Asie centrale. C'était un peuple de cavaliers – ce sont les

prouesses de sa cavalerie qui vinrent à bout de l'infanterie des Séleucides –, mais il assimila rapidement la civilisation, fonda un grand empire et, entre le Ier et le IIIe siècle avant J.-C., les Parthes devinrent les principaux ennemis de Rome à l'est. Les guerres entre Rome et la Perse tournèrent souvent à l'avantage de cette dernière. La campagne de 363, au cours de laquelle l'empereur Julien l'Apostat fut tué en Mésopotamie, aboutit pour Rome à un désastre comparable à celui qu'entraîna la victoire des Goths à Andrinople quinze ans plus tard. Mais l'effort exigé par cet état de guerre permanente amoindrit la richesse de la Perse, ses effectifs, son pouvoir de régénération et l'empire fut de plus en plus harcelé par les nomades sur ses frontières avec la steppe.

Voilà pourquoi, lorsqu'en 633 une armée arabe envahit le nord de la Mésopotamie, l'armée perse n'avait plus rien de sa splendeur passée, pas plus que l'armée byzantine d'ailleurs. Audacieusement, les Arabes choisirent d'attaquer simultanément sur les deux fronts et, bien que contraints de transférer constamment leurs troupes de l'un à l'autre, ils parvinrent à maintenir leurs lignes. En 637, ils remportèrent la victoire de Qadisiyah, près de la ville actuelle de Bagdad, une victoire qui assura le triomphe de l'islam en Perse. Le retentissement de ce succès fut tel dans le monde arabe que Saddam Hussein l'évoquait encore dans les années 1980, lors de sa guerre d'usure contre l'Iran. Pendant ce temps, des armées arabes occupaient successivement la Syrie (636), l'Egypte (642) et poussaient vers l'ouest le long de la côte méditerranéenne en direction des provinces d'Afrique du Nord placées sous la domination de Byzance. En 674, Mu'awiya, cinquième calife ou « successeur » de Mahomet, décida d'assiéger Constantinople. Les Arabes durent abandonner le siège en 677 mais se représentèrent sous les murs de la ville en 717. A ce moment ils avaient conquis la totalité de l'Afrique du Nord (705), gagné l'Espagne (711) et atteint les Pyrénées d'où ils avaient envahi la France durant un court moment. A l'est, ils conquirent l'Afghanistan, réussirent des incursions dans le nord-ouest de l'Inde, annexèrent une partie de l'Anatolie (la Turquie d'aujourd'hui), repoussèrent leur frontière nord jusqu'au Caucase et franchirent l'Oxus pour pénétrer en Transoxiane (Ouzbékistan). C'est là que, sur les rives du fleuve Talas, ils remportèrent en 751 une victoire décisive contre les Chinois et s'assurèrent ainsi la domination des grandes cités caravanières de Boukhara et Samarcande que traversait la Route de la soie menant à la Grande Muraille.

Ces victoires étaient d'autant plus étonnantes que les armées arabes étaient de qualité médiocre. Elles avaient guerroyé pendant des siècles dans le désert mais ne possédaient aucune expérience réelle de la guerre intensive. En fait, les Arabes se comportaient comme des « guerriers primitifs », opérant de préférence par razzias *(ghazwa)*[60]. Leurs commandements ne semblaient pas non plus particulièrement expérimentés. Ils ne disposaient donc pas d'un atout militaire ou technique spécifique. Le cheval arabe était déjà un animal rapide, intelligent et élégant. Très bien soigné et même souvent nourri à la main, il était bien différent dans son aspect du poney à longs poils de la steppe, lequel avait toutefois l'avantage du nombre. On trouvait en revanche de nombreux chameaux dont les deux espèces – à une bosse (Arabie) ou à deux bosses (Bactriane) – étaient domestiquées depuis le I^{er} millénaire. Mais s'ils disposaient d'une grande endurance, ils étaient aussi relativement lents et peu maniables[61]. Sur le plan stratégique, le chameau permettait aux armées arabes de traverser des terrains impénétrables pour des armées classiques et d'apparaître sur le champ de bataille souvent à l'improviste ; mais, tactiquement, il n'était guère utile dans un combat rapproché. La tactique arabe consistait à utiliser les chameaux dans leur marche d'approche puis à se servir des chevaux au moment de l'affrontement – on évalue le nombre de ces derniers à moins de six cents lors de la bataille de Qadisiyah[62]. C'est ainsi que Khalid, l'un des grands généraux de la conquête arabe, put amener son armée de Mésopotamie pour apporter un secours déterminant à son compagnon d'armes Amr et remporter sur les Byzantins la grande victoire d'Adjanadayn en Palestine, en juillet 634. Sur le champ de bataille proprement dit, les Arabes choisissaient des positions offrant une défense naturelle où leurs soldats, à pied et armés d'un arc composite, bénéficiaient d'un abri. Ils préféraient aussi les terrains d'où il était possible de s'enfuir rapidement vers le désert[63].

Ces deux aspects caractéristiques de leur mode de combat – importance des obstacles naturels et de bonnes conditions de fuite – sont typiquement « primitifs ». Ainsi que nous l'avons vu, ce sont ces particularités qui ont tellement choqué les philhellènes venus soutenir les Grecs lors de leur guerre d'indépendance contre la Turquie. Nous nous trouvons là devant un problème. Si les Arabes étaient des « guerriers primitifs », comment expliquer leurs victoires contre les armées disciplinées, organisées, de Byzance et de la Perse, armées que l'on peut qualifier de « régulières » ?

Nous savons que ces deux empires s'étaient épuisés au cours d'une longue guerre. En règle générale cependant, les « primitifs » perdent, à long terme, face aux « réguliers », car la tactique du harcèlement est utile dans une guerre défensive, mais les guerres sont gagnées par des offensives et il ne fait pas de doute que les Arabes ont pratiqué l'offensive pendant le temps de leurs conquêtes. On peut en conclure que c'est l'islam lui-même qui, en soulignant si fortement l'aspect de la guerre sainte, rendait ses sujets redoutables sur le champ de bataille. Les tactiques « primitives » deviennent efficaces lorsque le guerrier est inspiré par la certitude de sa victoire et toujours prêt à combattre, tout en s'enfuyant dès que la lutte tourne à son désavantage. A une époque différente, ce fut aussi la tactique adoptée par Mao, qui ne voyait aucune indignité à battre en retraite tant que ses soldats n'étaient pas convaincus de la victoire finale. Cette stratégie offre aussi l'avantage de procurer l'appui des populations sur lesquelles elle opère. Les armées arabes ont ainsi grandement bénéficié de la présence des *musta'riba*, des Arabes ayant abandonné la vie du désert mais gardant des liens très forts avec leurs origines culturelles et prêts à combattre dès qu'on leur eût prêché la fraternité au nom de l'islam[64].

Pourtant, comme nous l'avons vu avec les Mamelouks, ce fut aussi l'islam qui finit par détruire la puissance arabe. L'interdiction faite aux musulmans de se battre les uns contre les autres fut bravée très tôt et cette brèche, peut-être inévitable, finit par faire perdre aux derniers califes toute autorité sur leurs soldats qui gouvernèrent à leur place, parfois même en leur nom. Ces soldats étaient recrutés en grande majorité parmi les peuples cavaliers de la steppe. Le titre de calife, nous le savons, signifie « successeur » du prophète Mahomet et confère une autorité à la fois temporelle et religieuse. Les premiers califes ne rencontrèrent aucune difficulté à régner dans ces deux domaines, car il n'y avait pas de conflits internes en matière de doctrine. C'est pourquoi les premiers musulmans s'établirent par tribus dans des villes nouvelles constituant des « camps » militaires – l'un d'eux devait plus tard devenir Le Caire – où la vie religieuse était réglée selon la parole des califes et les exigences temporelles satisfaites par le butin de la conquête ou par des taxes prélevées sur les incroyants.

Mais lorsque les succès de l'islam eurent accru considérablement le nombre de musulmans, il devint impossible de poursuivre cette vie de camp. Mahomet n'avait pas laissé de fils comme héritier, ce qui fut une

cause de querelle entre tribus prétendant chacune à sa succession. Durant le quatrième califat, l'une de ces querelles aboutit à un schisme au sein de la communauté musulmane qui se divisa entre une majorité de sunnites et une minorité de chiites. D'autres mouvements surgirent, provoqués par des populations nouvellement converties, jalouses des familles tribales fondatrices qu'elles soupçonnaient de figurer, seules, sur un registre militaire (le *diwan*) établi à l'origine pour assurer le partage du butin des conquêtes au profit de la guerre sainte[65]. Etre inscrit sur ce registre signifiait donc continuer à recevoir des soutiens financiers dont les nouveaux croyants ne bénéficiaient pas. La querelle pour la succession finit toutefois par s'apaiser, ce qui permit aux califes Omeyyades de Damas de poursuivre leurs campagnes en Espagne et en Asie centrale. Mais des tensions subsistèrent et le calme ne revint qu'avec les califes abbassides, qui transférèrent leur capitale à Bagdad après avoir triomphé de la guerre civile en 749. Ils l'avaient emporté surtout parce qu'ils avaient promis de faire cesser la distinction entre musulmans d'origine et nouveaux convertis, distinction qui, nous l'avons vu, s'opérait au moyen du registre militaire. Mais une fois ce registre supprimé, ce que les Abbassides firent effectivement, combattre au nom des successeurs de Mahomet devint nettement moins avantageux. Cela souleva même de vifs scrupules religieux lorsque les califes eurent à combattre des dissidents musulmans. Cela fut fréquent durant les VIII^e^ et IX^e^ siècles quand l'Espagne et le Maroc se détachèrent pour fonder des califats rivaux se réclamant d'une parenté plus directe avec la famille de Mahomet. Ne pouvant plus compter sur le soutien tribal traditionnel, ni recruter facilement des armées parmi les musulmans convertis qui prenaient au sérieux l'interdiction de se battre contre des coreligionnaires, les Abbassides furent contraints de trouver des soldats ailleurs. Ils optèrent pour des armées de métier formées d'esclaves achetés sur le budget de l'Etat et entraînés à combattre.

Le calife al-Mu'tasim (833-842) est considéré comme le fondateur de ce système d'esclaves musulmans militaires. En réalité, au temps du Prophète, on trouvait déjà dans l'armée des esclaves-soldats à côté des musulmans libres ; ils étaient de diverses origines, certains étant les serviteurs personnels de leurs maîtres[66]. Les Abbassides comprirent rapidement qu'ils ne pouvaient compter plus longtemps sur un recrutement aussi hasardeux. Al-Mu'tasim développa le marché des esclaves sur une plus grande échelle, achetant les meilleurs hommes disponibles, souvent des

Turcs originaires des frontières de la steppe. On prétend qu'il eut jusqu'à soixante-dix mille esclaves militaires turcs sous ses ordres[67]. Cette importante armée d'esclaves résolut pour l'heure le dilemme militaire de l'islam : comment respecter le recours à l'*haram* (l'exercice d'une autorité illimitée) sans opposer des musulmans à leurs frères musulmans. A cette nouvelle armée d'esclaves, il fallait des chefs efficaces et dynamiques. Ils furent d'abord fournis par la famille des Buyides, vaillants défenseurs de la frontière d'Asie centrale, qui fonda son propre califat à Bagdad en 945. Mais les meilleurs chefs furent recrutés dans une tribu d'origine turque contre laquelle les Buyides avaient acquis leur réputation, les Seldjoukides. En 1055, ces derniers pénétrèrent dans Bagdad au nom de l'orthodoxie sunnite, renversèrent les Buyides chiites et se déclarèrent les nouveaux protecteurs du calife. On leur donna bientôt le nom de « sultans », c'est-à-dire « ceux qui détiennent le pouvoir ».

La conversion des Seldjoukides à la doctrine sunnite de l'islam est considérée comme un événement aussi important que le rattachement des Francs au christianisme au temps de Clovis, près de cinq siècles plus tôt[68]. Elle entraîna la destruction de presque tout ce qui restait en Asie de l'Empire byzantin, ce qui amena les chrétiens à prêcher les croisades. Les Seldjoukides avaient été convertis en bloc par des missionnaires musulmans œuvrant à la frontière de la steppe. Ils n'étaient alors, en 960, qu'un des nombreux peuples cavaliers turcs – comprenant aussi les Karlouks, les Kiptchaks et les Kirghizes – luttant pour la domination de l'Asie centrale. Les Karlouks devinrent les maîtres de l'Afghanistan sous le nom de Ghaznévides et fondèrent plus tard le royaume esclave de Delhi, l'un des plus importants des Etats mamelouks[69]. Leurs exploits, cependant, ne se comparent pas à ceux des Seldjoukides, qui produisirent des chefs d'une féroce compétence tels que Toghril Beg, Malik Shah et Alp Arslan. C'est Malik Shah qui, aidé de son célèbre vizir Nizam al-Mulk, réalisa la principale extension de la puissance abbasside en Asie centrale, entre 1080 et 1090. Alp Arslan combattit dans la direction opposée, s'enfonça dans les montagnes du Caucase et prit en 1064 la capitale de l'Arménie chrétienne. Poussant plus loin dans les montagnes, il conquit des positions qui lui permettaient de menacer la frontière orientale de Byzance. Il rencontra l'armée de Byzance à Manzikert en août 1071 et remporta sur elle une victoire d'une importance incontestable pour la géographie politique future du Proche-Orient et de l'Europe. Les territoires de Byzance en Asie

devinrent un domaine de langue turque et de foi islamique, la future Turquie[70].

Avec leurs armées d'esclaves dont dépendait le pouvoir des Abbassides, ces derniers obtinrent des résultats paradoxaux. En attirant à leur service les peuples cavaliers turcs, ils purent restaurer la puissance de leur califat. Mais, en choisissant principalement des nomades guerriers, ils avaient inconsciemment abandonné leurs attributions, à l'exception de leur autorité nominale, et séparé ainsi à jamais le commandement de l'islam de ses racines arabes. Les Abbassides continuèrent à régner sous leur nom et, avec al-Nasir (1180-1225), eurent même un calife dont l'énergie put faire croire à la renaissance de la dynastie d'origine. Mais ils avaient commis l'erreur de recruter pour leur service une race de fiers et audacieux guerriers, des étrangers intelligents qui finirent par se lasser de leur condition servile. Ils s'arrangèrent pour se rendre maîtres de l'empire tout en trouvant une formule habile qui préservait la dignité du califat mais plaçait le pouvoir réel entre leurs mains.

D'autres musulmans d'origine étrangère suivirent la voie que les Seldjoukides avaient si bien ouverte lorsque le pouvoir de ceux-ci s'affaiblit, ce qui fut le cas vers la fin du XII^{e} siècle. A l'est, les territoires dont les Seldjoukides s'étaient rendus maîtres tombèrent entre les mains des Ghaznévides et dans celles de nouveaux envahisseurs turcs venus de la steppe, les Turcomans. A l'ouest, le califat trouva un éminent protecteur militaire en la personne de Salah el-Din (Saladin), un Kurde issu des montagnes du nord de l'Iran dont l'autorité s'affirma dans toute son ampleur lors de la crise des croisades. La bataille de Manzikert avait chassé d'Asie les armées byzantines et terrifié l'empereur Michel VII à tel point qu'il avait appelé à son secours le pape, malgré des siècles de division et de méfiance entre chrétiens orthodoxes et latins. Cet appel prit du temps à aboutir mais, finalement, il porta ses fruits. En 1099, une armée de nobles chrétiens venus de France, d'Allemagne, d'Italie et de quelques autres pays occidentaux arriva sous les murs de Jérusalem, s'empara de la ville et établit une tête de pont dans les Lieux saints d'où les croisés se proposaient d'arracher à l'islam les territoires de l'ancien empire chrétien d'Orient. Dans la longue période de guerres qui s'ensuivirent entre les royaumes des croisés et leurs ennemis musulmans, l'avantage oscilla entre les uns et les autres pendant plus d'un siècle. Mais, sous la conduite de Saladin qui prit la tête du commandement en Egypte en 1171, il sembla se fixer définitivement

du côté musulman. Durant les quatre-vingts années suivantes, les croisés furent constamment sur la défensive et, malgré des efforts incessants, ils ne contrôlèrent bientôt plus qu'un minuscule territoire. La contre-offensive lancée par Saladin semblait sur le point de s'achever par une victoire finale des musulmans. Mais l'islam avait regardé dans la mauvaise direction. Occupés à résoudre un problème de frontières à l'ouest, les califes négligèrent leur sécurité à l'est. C'est pourtant là que commença à naître imperceptiblement, au début du XIIIe siècle, une nouvelle menace venant de la steppe. En 1220-1221, la plus grande partie de l'Asie centrale et de la Perse tomba sous la domination d'un étrange peuple de cavaliers. En 1243, ce fut le tour de la Turquie. Les conquérants n'étaient pas des musulmans et se battaient avec une terrifiante cruauté contre tous ceux qui tentaient de s'opposer à eux. En 1258, ils entrèrent dans Bagdad et mirent à mort al-Mu'tasim, le dernier calife abbasside. Ces conquérants étaient les Mongols.

Les Mongols

On ne peut expliquer aisément pourquoi les Mongols, un peuple de cavaliers issu de la steppe et semblable à ceux qui avaient ouvert, avant eux, les routes de l'invasion, dépassèrent tous leurs prédécesseurs par l'étendue et la rapidité de leurs conquêtes. Aucune campagne menée par un seul peuple n'a jamais réussi à placer sous sa domination militaire un espace aussi étendu. Entre 1190, quand Temudjin, connu plus tard sous le nom de Gengis Khan, commença à unifier les tribus mongoles, et 1258, date à laquelle son petit-fils enleva Bagdad, les Mongols envahirent successivement la Chine du Nord, la Corée, le Tibet, l'Asie centrale, l'Etat de Kharezm en Perse, le Caucase, l'Anatolie turque, les principautés russes et lancèrent des incursions dans le nord de l'Inde. De 1237 à 1241, ils ravagèrent la Pologne, la Hongrie, la Prusse-Orientale et la Bohême, en poussant des pointes jusqu'à Vienne et Venise. Ils ne se retirèrent d'Europe que lorsque leurs armées apprirent la mort du fils et successeur de Gengis Khan. Sous la conduite de ses descendants, ils poursuivirent leurs conquêtes, occupant bientôt toute la Chine où Kubilaï Khan, petit-fils de Gengis Khan, fonda la dynastie Yuan qui régna jusqu'à la fin du XIVe siècle. Ils contrôlèrent de larges parts de la Birmanie et du Vietnam d'aujourd'hui, tentèrent, quoiqu'en vain, d'envahir le Japon et Java, et poussèrent leurs incursions jusqu'en Inde. C'est là qu'en 1526, Babur, un descendant de

Gengis Khan, fonda l'Empire moghol. Le titre d'impératrice des Indes conféré à la reine Victoria en 1876 dérive donc directement de cette conquête moghole, trois cent cinquante ans plus tôt, ainsi que des ambitions de Gengis Khan. On dit qu'à la veille de partir pour sa première campagne, en 1211, il sortit de sa tente après avoir communiqué avec le ciel et déclara à son peuple : « Le ciel m'a promis la victoire[71]. »

Toutefois, ce n'est pas vers l'Inde que les Mongols se dirigèrent en premier, mais vers la Chine, car ils vivaient à la lisière de cet empire. Depuis l'époque de la première unification sous les Qin, au Ier millénaire avant J.-C., les dynasties chinoises avaient toujours été menacées et souvent détrônées par des peuples vivant au nord du fleuve Jaune. Avec le temps, elles élaborèrent un système à deux niveaux pour faire face à ces incursions. Les souverains chinois utilisèrent la Grande Muraille, d'abord consolidée par les Qin, puis fréquemment rebâtie, comme ligne de démarcation entre la civilisation et le nomadisme. Ils encouragèrent les populations frontalières à défendre les régions qu'elles occupaient. Inévitablement sinisées par leurs contacts avec les marchands, les fonctionnaires et les soldats chinois, ces populations étaient directement récompensées de leurs services par l'assurance d'une protection, des subsides et des concessions territoriales (parfois à l'intérieur de la Grande Muraille). Si cette première ligne de défense était enfoncée, les souverains comptaient sur la supériorité de la civilisation chinoise et sur ses attraits pour désarmer à long terme les envahisseurs. Cette politique était fondée sur une série d'hypothèses admettant toutes la suprématie des institutions et de la culture chinoises ainsi que la disposition des Barbares à les adopter. L'idée même que ceux-ci puissent ne pas en avoir besoin n'était même pas évoquée[72].

Cette politique fonctionna pendant plus de mille ans. La Chine, bien que souvent envahie, parfois divisée et, à certaines périodes, sérieusement ébranlée, ne fut jamais soumise à une loi non chinoise. Les étrangers qui réussirent à s'adjuger une certaine autorité furent toujours absorbés par la civilisation chinoise, soit par acculturation, soit par mariages. Les périodes de rupture aboutirent souvent à des réactions positives et créatives dès que le pouvoir central était rétabli. C'est ainsi que les dynasties des Sui (581-617) et des T'ang (618-907) l'emportèrent, bien que formées d'une aristocratie dont les racines remontaient jusqu'à la steppe par les invasions barbares et surtout turques, qui furent à l'origine des divisions des IIIe et Ve siècles. Ces dynasties étendirent et renforcèrent la Grande Muraille et

réalisèrent de gigantesques travaux publics, dont le Grand Canal qui relie le fleuve Jaune au Yangzi au-delà de leurs sections navigables. Toutes ces œuvres furent entreprises sans que le régime soit militarisé et d'une manière tout à fait différente de ce qui se passa chez les Romains. Ces derniers virent d'abord les Barbares envahir l'armée puis leur imposer des royaumes guerriers qui ne survivaient que par la force de l'épée.

Les dynasties régnantes et la noblesse chinoises appréciaient l'habileté à manier les armes et à pratiquer l'équitation. Mais elles n'ont jamais confondu l'autorité militaire et l'administration. Puis une stratégie militaire graduelle, d'abord proposée par l'écrivain Sun Tzu, commença à s'implanter sous les dynasties Sui et T'ang. Sun Tzu avait formulé sa théorie en puisant dans un corpus d'idées et de pratiques déjà existantes. Il recommandait d'éviter le combat – sauf si l'on était assuré de la victoire –, de ne pas s'exposer au danger et de s'imposer à l'ennemi par des moyens psychologiques en recourant au travail du temps plutôt qu'à celui de la force pour user le potentiel d'un envahisseur (tous ces concepts furent qualifiés de totalement « anti-clausewitziens » par les stratèges du XX^e^ siècle quand les campagnes de Mao Zedong et d'Hô Chi Minh attirèrent leur attention sur Sun Tzu). Son *Art de la guerre* visait à intégrer dans une seule entité intellectuelle l'armée chinoise et la théorie politique[73]. Cette idée de stratégie graduelle convenait parfaitement aux armées chinoises de la période Sui et du début de la période T'ang qui étaient recrutées sous la forme de milices renforcées aux frontières par des contingents d'auxiliaires non chinois mais sinisés.

Au début du VIII^e^ siècle, parvenus au sommet de leur puissance, les T'ang remportèrent des succès qu'aucune dynastie chinoise n'avait obtenus auparavant ni ne devait réaliser à l'avenir. Par sa suprématie matérielle et intellectuelle – grâce au prosélytisme des maîtres chinois qui avaient réussi à propager le bouddhisme en Asie de l'Est et du Sud –, l'empire T'ang étendit ses frontières. Elles englobèrent de vastes territoires au-delà de la Grande Muraille, une partie de l'Indochine et les régions frontalières de l'est du Tibet, alors un voisin gênant. Mais les grands succès de la dynastie T'ang allaient aussi causer sa perte. Inévitablement, ces victoires mirent en avant les chefs militaires, souvent non chinois, et il en résulta une âpre compétition pour le pouvoir entre mandarins et généraux. De 755 à 763, ces troubles menèrent à une révolte militaire d'une telle ampleur que l'empereur fut obligé de s'enfuir hors de la capitale. Son successeur ne

réussit à rétablir son autorité qu'en recrutant à son tour des soldats tibétains et nomades. Ces événements suivaient de près la défaite de l'armée T'ang par les Arabes à Talas en 751, défaite qui se révéla décisive dans la lutte entre le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient pour le contrôle de l'Asie centrale. A Talas, c'était un Coréen qui commandait l'armée chinoise et le chef de la révolte de 755, An Lu-Shan, était de naissance à la fois turque et sogdienne. Pour un Chinois, ces racines appartenaient au monde barbare.

La réapparition de personnalités non chinoises au cœur de la Chine impériale ne présageait rien de bon pour l'avenir. Depuis le VIIIe siècle, grâce à une irrigation intensive, la production de riz s'était énormément accrue et la population de la Chine avait doublé. Mais ces progrès demeuraient pour une grande part limités à la vallée du Yangzi et au sud du pays. Au nord, la révolte militaire avait entraîné la famine, la dispersion du pouvoir impérial entre les délégués locaux et le recrutement d'armées mercenaires composées d'hommes « déracinés, en rupture de ban, ou de condamnés bénéficiant d'une amnistie sous condition[74] ». De cette époque datent le dégoût et le mépris des Chinois pour le métier de soldat, lequel persista jusqu'à la victoire de l'Armée de libération du peuple, en 1949. Au début du Xe siècle, l'autorité impériale s'effondra et, bien que l'unité fût restaurée par les Sung, cette dynastie (fondée en 960) ne parvint pas à récupérer les territoires du Nord-Ouest et du Nord qui étaient passés sous le contrôle du Mongol Khitay et du Sibérien Jürchen (sous le nom de Mandchous, les Sibériens devaient conquérir la Chine au XVIIe siècle). Pendant ce temps, les provinces occidentales des Sung tombèrent entre les mains des Xia de l'Ouest, ou Tanguts, un peuple d'origine mixte, tibétaine, turque et sibérienne.

Ainsi la Chine des Han, du nom de la dynastie qui, par la force, avait peuplé son empire d'ethnies chinoises, se trouvait dans une situation instable au moment où Gengis Khan reçut du ciel l'assurance de la victoire, en 1211. La Grande Muraille était occupée par un peuple non Han, le flanc occidental était sous le contrôle d'un autre groupe barbare, tandis que l'armée Sung était « trop nombreuse et inefficace, bien que son coût absorbât la plus grande part du budget » pour payer la solde des mercenaires. Elle manquait de chevaux et ne pouvait compter sur l'apport des contingents barbares auxiliaires depuis que l'influence de la dynastie ne s'exerçait plus aux frontières de la steppe[75]. Cependant, toutes ces circonstances n'expliquent pas comment les Mongols ont pu s'emparer

d'autant de territoires chinois en si peu de temps, pour ne rien dire de leurs victoires à l'ouest qui se succédaient comme en un tourbillon.

Le caractère de Gengis Khan y fut certainement pour beaucoup, ainsi que son art d'utiliser contre l'ennemi les coutumes tribales et les travers des Mongols. Ceux-ci possédaient une morale très stricte sur le plan sexuel : l'adultère était puni de mort pour les deux partenaires et ceux qui capturaient des femmes étaient désapprouvés. Ce code éliminait les querelles qui suivaient les rapts de femmes, si caractéristiques et néfastes dans les sociétés primitives[76]. Malgré cela, les Mongols – et Gengis Khan en particulier – restaient très susceptibles et leurs actes de vengeance sur l'ennemi s'exerçaient de façon particulièrement cruelle. En fait, la vie de Gengis Khan n'est qu'une longue histoire de revanches et la manière de combattre des Mongols peut être considérée comme l'extension à grande échelle d'un besoin primitif de vengeance. Mais ils n'étaient nullement hostiles à l'enrôlement d'aides extérieures et à compléter leur armée par des contingents étrangers. Il s'agissait d'ailleurs d'une nécessité puisque le noyau avec lequel ils entamèrent, en 1216, la seconde étape de leur conquête du nord de la Chine est estimé à vingt-trois mille combattants seulement[77]. La majorité de ceux qui, dans les armées mongoles, ont terrorisé les pays occidentaux étaient des Turcs. Quant aux Tartares (que l'on confond si souvent avec les Mongols), il s'agissait d'un peuple voisin que Gengis Khan avait soumis[78].

Ceux qui étudient la vie de Gengis Khan font grand cas de la sophistication de son organisation militaire, de la « carrière ouverte à tous les talents » qu'il offrait à ceux qui le suivaient, de son sens de la logique pour diviser son armée en groupes de dix, cent et mille hommes (ils furent à la fin quatre-vingt-quinze « mille ») préfigurant le système occidental moderne subordonnant les sections aux escadrons et ceux-ci aux régiments[79]. Tout cela est, sans aucun doute, très significatif. En dégageant l'octroi d'un commandement de toute considération d'hérédité (sauf en ce qui concerne sa proche famille) et en le faisant dépendre des résultats acquis, il marquait une rupture avec le tribalisme. Mais ces innovations s'appliquaient à une très faible population dont le nombre était sans commune mesure avec celui des peuples qu'elle écrasa. Aucun des peuples cavaliers venus de la steppe n'excéda quelques centaines de milliers de personnes, mais l'étendue de leurs conquêtes est sans comparaison avec celles des conquêtes mongoles. Il semble peu probable qu'ils aient jamais

pu égaler ces dernières, même s'ils avaient été mieux organisés. D'autres facteurs étaient en jeu.

On ne trouve pas non plus chez les Mongols une technologie supérieure. Comme les Huns, les Turcs et les nobles chinois qui avaient conservé l'amour du cheval de leurs ancêtres de la steppe, les Mongols ne connaissaient qu'un seul moyen de combattre qui dépendait de l'arc composite et d'une bride de cheval. Certains ont prétendu qu'ils avaient des troupes de cavaliers protégés par des cuirasses, mais cela semble improbable. On admet que les Mongols ont enrôlé des étrangers connaissant les techniques du siège. Mais avant que la poudre ne fasse son apparition, les sièges exigeaient un travail considérable et beaucoup de temps pour venir à bout de forteresses dont les défenseurs étaient bien déterminés à résister. Or, malgré quelques spéculations contraires, il est à peu près certain que les Mongols ne connaissaient pas la poudre – dans la mesure où elle était d'ailleurs connue à l'époque –, ce qui ne les a pas empêchés de se rendre maîtres de toute une succession de places fortes à l'est comme à l'ouest : Utrar, en Transoxiane (1220), Balkh, Merv, Herat et Nichapour en Perse (1221), Ning-Xia, capitale du royaume des Xia occidentaux (1226). On peut en conclure que les garnisons de ces forteresses se sont rendues sans combattre[80]. Il est significatif de constater que, dans la seule place forte où les Mongols ont rencontré une défense résolue, la cité perse de Gurganj, le siège a duré d'octobre 1220 à avril 1221, exactement le temps que des combattants féodaux du monde occidental auraient jugé nécessaire à une opération de ce genre.

Il semble très probable que les Mongols avaient acquis la réputation d'être invincibles. Nous savons que les villes de Boukhara et Samarcande ont capitulé à leur seule vue. A Boukhara, Gengis Khan prêcha dans la principale mosquée de la ville et, évoquant peut-être le spectre d'Attila, se qualifia lui-même de « fléau de Dieu ». D'où venait donc cette réputation d'invincibilité ? A la différence des troupes d'Attila, les Mongols connaissaient l'usage de l'étrier, découvert cinq cents ans plus tôt. Les chevaux mongols étaient probablement supérieurs à ceux des Huns et sans doute aussi plus nombreux, grâce aux progrès de l'élevage, mais les Turcs disposaient des mêmes avantages. Gengis Khan et ses fils ont imposé à leurs hommes une discipline féroce. Selon leur code, le *yasa*, le butin était propriété collective et abandonner un compagnon pendant le combat était une offense capitale. De graves sanctions frappaient ceux qui s'étaient

personnellement enrichis ou qui avaient fui devant le danger, autant de caractéristiques de ce mode « primitif » de combat qui nous autorise à considérer les essaims de cavaliers mongols comme une armée opérant au-dessus de l'« horizon militaire » et pas seulement comme une bande armée[81]. Néanmoins, les raisons pour lesquelles ils ont suscité si rapidement une pareille terreur demeurent incertaines.

Pour y voir un peu plus clair, il faut d'abord écarter l'idée que les invasions mongoles se sont produites presque simultanément, comme une épidémie, et admettre qu'elles se sont développées par étapes, avec des débuts très modestes, et qu'elles furent conduites avec une impitoyable puissance guerrière. On a suggéré qu'elles étaient nées par esprit de vengeance. Il est vrai que la première campagne couronnée de succès a été dirigée contre les Qing qui avaient demandé à Gengis Khan de manière insultante, et sans le moindre droit, de leur rendre hommage à titre de vassal. La seconde campagne contre les Khwarizmiens fut déclenchée parce que ceux-ci avaient traîtreusement tué des envoyés venus demander le droit de commercer. Gengis Khan n'attaquait pas sans préparation. Comme Alexandre le Grand, il accumulait les renseignements sur ceux qu'il envisageait d'attaquer et possédait un réseau étendu d'espions. Comme Alexandre toujours, il agissait en stratège rationnel. Avant de lancer son attaque contre les Qing, il renonça à traverser le désert de Gobi, la route la plus directe mais aussi la plus difficile, et préféra faire un détour par le corridor de Gansu prolongeant la Route de la soie à l'est de la trouée de Dzoungarie et s'achevant à l'extrémité de la Grande Muraille. Pour cela, il lui fallait d'abord combattre et vaincre les Xia occidentaux de l'Ouest, ce qu'il accepta comme un indispensable préliminaire.

Peut-être a-t-il même souhaité cette opération. On a pensé, en effet, que les Xia occidentaux, les Tanguts, étaient l'un de ces peuples de cavaliers qui, de manière souterraine et invisible pour des yeux étrangers, cherchaient unanimement à recréer cet empire unifié de la steppe que les Turcs avaient réalisé au VI^e^ siècle. « Quand et comment ont commencé ces tentatives pour recréer un empire unifié, on ne le sait plus aujourd'hui car les mythes et les légendes recouvrent l'histoire des Mongols et la vie de [Gengis Khan] se para de nombreux embellissements[82]. » Cependant, si l'on se tient à cette hypothèse d'une tentative de réunification, les Mongols auraient donc été entraînés dans cette lutte pour devenir les chefs incontestés de leur groupe linguistique. Et c'est à partir de cette victoire qu'ils bâtirent leur histoire. Si

nous acceptons cette version, et il est tentant de le faire, on comprend mieux comment les Mongols ont réussi à édifier un empire mondial. Ils n'apparaissent plus comme un peuple « isolé des centres de la vie civilisée que les influences culturelles ou religieuses des villes de l'Asie orientale et méridionale n'avaient pratiquement pas touchés ». Au contraire, ils devenaient les participants d'un combat qui agitait la steppe tout entière, combat par lequel ils acquirent, quoique indirectement, les notions de discipline et d'organisation militaires qui transformèrent leur art de la guerre[83].

Beaucoup de ces notions devaient s'inspirer des Turcs à l'origine puis être réintroduites, sous une forme altérée, par le Moyen-Orient et la Chine. Au cours des siècles, en effet, des Turcs sinisés ou islamisés avaient dû regagner la steppe, soit comme valeureux vétérans, soit parce qu'ils avaient échoué dans leurs projets ou, encore, parce qu'ils avaient été bannis. Il est donc inexact de prétendre que les Mongols ne savaient rien de la puissance de leurs ennemis avant d'entamer leurs conquêtes. Et, en retour, ils apprirent beaucoup d'eux.

Mais l'enseignement qu'ils retirèrent de ces campagnes est en réalité d'un ordre abstrait : à l'instar des Arabes, ils comprirent la force qu'une idée pouvait insuffler à la guerre. Il est significatif, à cet égard, que les Turcs – dont les Mongols ont certainement le plus appris – étaient des combattants de l'islam, des *ghazis* qui enseignaient le Coran à la pointe de l'épée. On a vu que Gengis Khan lui-même croyait être investi d'une mission divine, ainsi qu'il le dit à ses compagnons. Il demanda aux chamans d'appuyer son action et prêcha même une sorte de nationalisme primitif faisant des Mongols une race élue[84]. Mais – et c'est un point essentiel – il ne s'encombra d'aucun des palliatifs moraux de l'islam. Les avantages dont il disposait étaient déjà formidablement efficaces. Il faut souligner en effet l'extrême mobilité de ses cavaliers, la portée mortelle de leurs arcs composites, leur témérité devant la mort (enseignée par les *ghazis*), l'élan social provenant d'un tribalisme exclusif. Si l'on ajoute à tous ces ingrédients un paganisme ignorant la pitié, indifférent aux préoccupations monothéistes ou bouddhistes quant à la miséricorde vis-à-vis des étrangers, ou encore le perfectionnement de l'être, il n'est pas étonnant que Gengis Khan et les Mongols aient acquis une telle réputation d'invincibilité. Leurs mentalités, autant que leurs armes, étaient des agents de terreur, une terreur dont le souvenir reste encore vivace de nos jours.

Le déclin des peuples cavaliers

Et pourtant, l'incapacité répétitive des peuples cavaliers à transformer leurs conquêtes en un pouvoir stable joua une nouvelle fois pour les Mongols, comme elle l'avait fait chez les Huns et les Köktürks. On attribue à Gengis Khan un grand talent d'administrateur, mais c'était dans le but de soutirer aux Etats le maximum de richesses et non pour stabiliser le pouvoir, de faciliter la vie nomade, non de la changer. Son système ne comportait même pas de règle pour légitimer la succession. La coutume nomade voulait que l'apanage du chef – terres, serviteurs, troupeaux – soit partagé également entre ses fils et, lorsque Gengis Khan mourut en 1227, ce fut bien ce qui arriva. Son empire fut partagé entre les quatre fils qu'il avait eus de sa première épouse, Börte. Selon la coutume, le plus jeune reçut les terres venant des ancêtres et les territoires conquis furent partagés entre les trois autres. Pendant les générations suivantes, les souverains mongols de Russie finirent par suivre leur propre chemin, mais ceux d'Asie centrale et de Chine se trouvèrent entraînés dans des querelles de succession qui se transformèrent en guerre civile entre les petits-fils de Gengis Khan. Elle ne s'acheva que lorsque Hulagu, souverain d'Asie centrale, admit que son frère Kubilaï (Kubilaï Khan) portât le titre qui avait été celui de Gengis Khan. Mais cela ne suffit pas pour autant à restaurer l'unité de la Mongolie. Kubilaï Khan était déjà engagé dans la guerre qui allait lui permettre d'établir les siens en Chine pour y fonder la dynastie Yuan. Cette lutte absorba toutes ses énergies et, progressivement, détacha les Mongols à la suite de Kubilaï de leur ancien mode de vie dans la steppe. Quant à Hulagu, il était constamment plongé dans des luttes de plus en plus endémiques pour s'assurer la primauté en Asie centrale. Des conflits incessants éclatèrent sur la frontière orientale des territoires islamiques, et Hulagu finit par lancer une campagne contre le calife lui-même.

On s'aperçoit après coup que le démembrement de l'Empire mongol a commencé au moment où Kubilaï Khan se tournait vers la Chine, mais, sur le moment, cela n'était apparent ni pour l'islam ni pour l'Occident chrétien. Tous deux savaient qu'il fallait compter avec la puissance des Mongols, mais dans des perspectives totalement différentes. Enfermés dans leur guerre pour la possession des Lieux saints depuis un siècle et demi, l'annonce d'une avancée des Mongols conduits par Hulagu depuis l'Asie centrale éveilla la crainte chez les uns et l'espoir chez les autres.

L'espoir était pour les croisés des royaumes latins d'Orient. On a dit que, pour l'islam, les croisades n'avaient constitué qu'un « problème de frontières », un parmi d'autres, et il est vrai que les croisés n'avaient jamais réussi à agrandir vraiment la tête de pont qu'ils avaient conquise à Jérusalem en 1099. Ils avaient même perdu la ville au XII^e^ siècle au profit de Saladin, s'accrochant à quelques enclaves le long de la côte syrienne lors de sa contre-offensive. Mais l'appel à la croisade n'était pas mort en Occident et, constamment renouvelé, il avait permis de former au XIII^e^ siècle cinq croisades « officielles », sans compter les nombreuses autres qui avaient avorté ou avaient été dirigées contre d'autres ennemis de la chrétienté dans d'autres pays. Elles avaient abouti à la formation de puissants ordres de chevaliers soldats liés par des vœux religieux, à la construction d'un ensemble de châteaux forts pour les abriter aux frontières des royaumes créés par les croisés, et aussi à la propagation et au perfectionnement d'un code de chevalerie dans toute l'Europe chrétienne. Entre les XI^e^ et XIII^e^ siècles, la chevalerie était devenue indiscutablement l'élément le plus important de la culture militaire de l'Occident, à une époque où les forces de la noblesse occidentale se concentraient presque exclusivement sur la guerre. Cet appel répété à la croisade, auquel les rois comme les nobles sans terres prêtaient une oreille complaisante dans l'espoir de conquérir en Orient richesses et renommée, finit par porter ses fruits. Vers le milieu du XIII^e^ siècle, au moment où les Mongols d'Hulagu se tenaient prêts à lancer leur offensive sur l'Asie centrale, Jérusalem avait été reconquise et les royaumes latins d'Orient reconstitués intégralement. La chance semblait tourner à nouveau en faveur des croisés et l'idéal qui avait inspiré les croisades reprenait forme. Mais les espoirs des croisés avaient si souvent été déçus qu'aucun d'entre eux ne croyait réellement en un renversement définitif de l'équilibre des forces. L'avantage restait toujours du côté de l'islam, qui avait apparemment une capacité inépuisable de mobiliser de nouvelles offensives en puisant dans ses ressources spirituelles et physiques. En outre, l'islam ne combattait que sur un seul front. Aussi, quand la rumeur courut que la horde des Mongols d'Hulagu s'approchait, laissant présager l'ouverture d'un second front pour les ennemis des croisés, ceux-ci s'en réjouirent-ils, comptant sur un nouvel équilibre des forces. Ils poussèrent leurs espoirs jusqu'à se servir d'une soi-disant confusion de noms de ces mystérieux peuples cavaliers pour inventer un roi chrétien, le

Prêtre Jean, qui aurait marché à leur tête pour venir du fond de la steppe à leur secours[85]. Hulagu n'était pas le Prêtre Jean. Mais les croisés avaient raison de le considérer comme une menace pour leurs ennemis. A l'annonce de son approche, un frisson de terreur avait parcouru l'islam, pour qui l'avance des Mongols était bien une menace. Il restait encore à apprendre à quel point cette menace était redoutable.

Les succès de Saladin contre les croisés au XII^e^ siècle avaient déplacé le centre effectif de la vie de l'islam vers l'Egypte et la Syrie où ses descendants régnaient après avoir fondé la dynastie des Ayyubides. Mais le califat légitime abbasside siégeait toujours à Bagdad et c'était cette ville qui se trouvait en premier sur le chemin des Mongols. Au début, l'approche d'Hulagu en 1256 n'éveilla pas l'alarme, car elle semblait dirigée contre la dangereuse secte des Assassins. Les Arméniens chrétiens se réjouirent même lorsqu'ils détruisirent les forteresses rencontrées sur leur route et allèrent jusqu'à envoyer un contingent rejoindre la horde. Mais en 1257, les Mongols pénétrèrent en Perse, conquirent rapidement le pays et, à la fin de l'année, se préparaient à envahir la Mésopotamie. Le calife abbasside al-Mu'tasim tremblait devant leur arrivée mais il ne pouvait se résoudre à accepter l'invariable exigence des envahisseurs : la capitulation ou l'anéantissement. En 1258, Hulagu traversa le Tigre en venant de Perse, écarta l'armée du calife et prit Bagdad. Al-Mu'tasim fut étranglé, pratique de la steppe que les Turcs ottomans utilisèrent par la suite pour résoudre leurs problèmes de succession dans leur cour d'Istanbul[86]. Hulagu fit également massacrer un grand nombre de citoyens de Bagdad, bien qu'il se soit engagé à leur laisser la vie. En manquant ainsi à sa parole, rompant avec l'usage respecté jusqu'ici par ses semblables, il se proposait de créer une onde de choc qui le précéderait ensuite. Les habitants d'Alep, en Syrie, furent à leur tour massacrés après avoir tenté de défendre leur ville. Ceux de Damas et de plusieurs autres villes musulmanes se montrèrent plus prudents et furent épargnés. Le spectacle de l'effondrement de la puissance islamique renforça chez les chrétiens le sentiment que les Mongols soutenaient leur cause et persuada Bohémond, le plus puissant des croisés, de rejoindre leur armée pour un certain temps. Mais, lorsque la pression mongole s'exerça sur les Lieux saints, les croisés jugèrent préférable de se retrancher dans leurs forteresses le long de la côte. En l'absence d'Hulagu – qui avait dû regagner la steppe pour prendre part à la nomination du Grand Khan –, ils conclurent précipitamment un accord avec les Ayyubides d'Egypte, aussi

inquiets qu'eux. Malgré les amers souvenirs de leur défaite contre Saladin, ils autorisèrent une armée égyptienne à pénétrer sur leur territoire, à camper près d'Acre et à préparer de là une offensive contre les Mongols à présent conduits par Kitbuga, un lieutenant d'Hulagu. Pendant cette période, le commandant égyptien Baybars fut reçu en personne à la cour des croisés.

Baybars était un Mamelouk terriblement ambitieux qui avait déjà affermi la puissance du corps des Mamelouks en Egypte en assassinant le sultan pour le remplacer par un autre. Il a sans doute une responsabilité dans la décision de massacrer les envoyés mongols de Kitbuga venus demander leur soumission, selon la coutume. Cet acte constituait une véritable provocation et un *casus belli* pour les Mongols, dont on connaissait le penchant pour la vengeance. Une bataille devenait donc inévitable. Les Mongols s'avancèrent vers le nord de la Palestine depuis leurs campements de Syrie et, le 3 septembre 1260, ils rencontrèrent à Aïn Djalout (la source de Goliath), au nord de Jérusalem, l'armée égyptienne commandée par le sultan Qutuz et par Baybars. Il ne fallut à celle-ci qu'une matinée pour vaincre les Mongols, faire prisonnier et tuer Kitbuga. Les survivants s'enfuirent pour ne plus revenir.

Aïn Djalout, la première bataille rangée perdue par les Mongols, eut, à l'époque, un retentissement considérable dans toute la chrétienté, le monde musulman et chez les Mongols. Aujourd'hui encore, les historiens continuent de s'intéresser de près à cette défaite. Ses conséquences font l'objet de multiples discussions : a-t-elle sauvé le Proche-Orient de la domination des Mongols ou ces derniers étaient-ils déjà à la limite de leurs possibilités sur le plan stratégique et logistique ? Les historiens sont également divisés en ce qui concerne la tactique de la bataille : s'agit-il d'un brillant fait d'armes conçu par Baybars ou bien l'armée égyptienne a-t-elle vaincu seulement parce qu'elle était plus nombreuse ? On prétend que les chevaux mongols n'avaient plus rien à manger en Syrie, à cause de l'habitude des peuples cavaliers de dévaster sur leur passage toutes les terres cultivées. Et il faut se souvenir que, selon toute probabilité, Hulagu avait emmené avec lui l'essentiel de ses troupes pour rejoindre l'Asie centrale[87]. Mais, d'un autre côté, des estimations récentes évaluent à dix mille ou vingt mille le nombre d'hommes restant sous les ordres de Kitbuga. L'armée égyptienne, dont on a souvent exagéré l'importance, ne devait pas, pour sa part, excéder vingt mille hommes dont dix mille Mamelouks[88]. Les forces en présence à Aïn Djalout étaient donc

probablement d'importance voisine. Le sens profond de cette rencontre vient du fait qu'elle marque la suprématie d'un peuple de cavaliers, avec une armée de métier entretenue par les revenus d'un Etat sédentaire, sur un autre peuple semblable mais vivant encore du pillage et animé par des instincts primitifs de tribalisme et de vengeance.

Nous avons déjà relevé le jugement d'Abu Shama lorsqu'il notait que « c'était une chose remarquable que les Mongols aient été vaincus et détruits par des hommes de leur propre race », faisant allusion à la présence de nombreux Turcs dans chaque camp. La bataille s'est certainement déroulée selon la tactique de la steppe. Les Egyptiens s'avancèrent pour entrer en contact avec les Mongols puis, feignant de se retirer au moment de l'action, attirèrent leurs poursuivants dans un site propice à une contre-attaque soudaine. Mais il semble surtout que le cours du combat bascula du côté de la victoire lorsque le sultan Qutuz se lança lui-même dans la mêlée en criant « O islam ! », ce qui nous rappelle que les Mamelouks étaient au service d'une religion guerrière, alors que leurs adversaires n'étaient unis par aucune croyance commune[89]. Il est important aussi de souligner que les hommes de Baybars possédaient une grande expérience militaire gagnée dans leurs luttes contre les toujours redoutables croisés, expérience renforcée par l'entraînement et la discipline de l'école de guerre des Mamelouks. Mais il ne faut pas se représenter les Mamelouks de Baybars comme une armée au sens moderne du terme. Leurs tactiques, à l'époque, ne s'étaient pas encore enlisées dans un anachronisme comme ce fut le cas, plus tard, quand ils furent confrontés à la poudre à fusil des Ottomans. Elles étaient alors tout à fait appropriées pour s'opposer aux Mongols et démontrer quelle plus-value l'entraînement pouvait ajouter à une force.

Après Aïn Djalout, les Mongols ne s'attaquèrent plus au monde civilisé, ni aucun autre peuple de cavaliers. Il faut cependant rendre justice à Tamerlan, qui, en son temps, sema encore davantage la terreur que Gengis Khan et conquit un territoire presque aussi vaste. Mais, encore moins que Gengis Khan, Tamerlan n'était pas un administrateur et, dans sa fureur destructrice, il anéantit jusqu'aux fondations sur lesquelles il aurait pu bâtir sa puissance[90]. Avant tout, il était animé par un esprit guerrier. Né Timur, il fut connu ensuite sous le nom de Timur-Lang ou Timur le Boiteux, après avoir reçu dans sa jeunesse une blessure qui le laissa estropié. Il encouragea ses soldats à se montrer impitoyables. Ce sont ses campagnes, et non celles de Gengis Khan, qui ont gravé dans les mémoires les images de crânes

entassés en pyramides[91]. Seule la rage de combattre l'habitait et, éternellement en quête de nouveaux mondes à conquérir, il ne laissa même pas à ses compagnons la possibilité de jouir des fruits de leurs victoires. Ce fut un soulagement pour toutes les civilisations situées en bordure de la steppe lorsqu'il mourut juste avant de revendiquer les conquêtes de Kubilaï Khan auprès de la dynastie des Ming rétablie en Chine. A la fin du XIVe siècle, la puissance mongole avait totalement disparu dans tous les territoires où elle s'était affirmée. Elle ne se perpétua qu'en Inde et sous une forme si totalement islamisée que ses origines gengisides ou timurides n'étaient plus discernables.

Quel fut donc l'héritage des Mongols ? Un historien estime que la principale conséquence de ces conquêtes fut de provoquer la dispersion de populations turques dans trois directions : la Chine, l'Inde et le Moyen-Orient, avec ce que cela impliquait pour l'histoire militaire de ces régions. Il est certain qu'en entraînant vers l'Occident une tribu d'Ottomans insignifiante à l'origine, Gengis Khan a déclenché une série d'événements qui ont anéanti l'ordre établi dans le Proche-Orient pour le remplacer par un autre qui a survécu et tenu l'Europe sous la menace d'une offensive islamique. Après la chute de Constantinople en 1453, cette menace persista deux cent trente ans, jusqu'au siège de Vienne.

Ainsi étroitement impliqués dans le monde occidental, les Ottomans se virent amenés à faire un compromis, sur le plan militaire, entre le Blitzkrieg pratiqué dans la steppe et la stratégie des peuples sédentaires, avec ses fortifications et son infanterie lourde, deux tendances opposées qu'ils ne parvinrent jamais à concilier. Ils réussirent toutefois à créer leur première infanterie lourde de métier, très disciplinée, mais seulement sur la base de l'esclavage (les janissaires), qui rigidifia le système, comme dans le cas des Mamelouks. Dans le même temps, ils persistaient à entretenir dans leurs territoires asiatiques une aristocratie de cavaliers dont le mode de vie anarchique et nomade semblait indéracinable. Ces chefs anatoliens devinrent totalement indépendants du sultan turc au XVIIIe siècle[92].

Comme ceux qui les avaient précédés sur leurs chars, les peuples cavaliers apportèrent à l'art militaire leur dynamique guerrière : raids vers des terres éloignées, vitesse de manœuvre, sur le champ de bataille, au moins cinq fois supérieure à celle des fantassins. Pour protéger leurs troupeaux et leurs chevaux, ils conservaient leur âme de chasseur que les agriculteurs avaient perdue. Qu'il s'agisse de rassembler les troupeaux, de

les conduire, de sélectionner les bêtes et abattre celles qui étaient nécessaires à leur nourriture, ils montraient un réalisme qu'ils appliquèrent de la même manière envers les fantassins ennemis qu'ils savaient harceler, prendre à revers, acculer et tuer sans risques. Ces pratiques n'étaient cependant pas celles des chasseurs primitifs qui traitaient leurs proies avec un respect quasi mystique lorsque celles-ci étaient blessées. Mais, pour les peuples de cavaliers dont l'arme principale était l'arc composite, tuer à distance – distance physique et émotionnelle – était devenu une seconde nature.

C'est ce même détachement émotionnel qu'ils manifestaient en accomplissant délibérément des atrocités qui terrifiaient tant les populations sédentaires. Des deux caractéristiques de la guerre « primitive » qui persistèrent durant le développement de la civilisation – tentative de rencontre, association du rituel et du cérémonial avec le combat et ses répercussions –, les peuples cavaliers n'en conservèrent aucune. Certes, ils pratiquaient l'esquive face à un ennemi équipé d'armes à feu. Mais c'était une feinte destinée à attirer l'adversaire loin de ses positions, en désorganisant ses lignes et en l'exposant à une contre-attaque. Cette conduite ne s'associait en aucun cas à la répugnance des primitifs d'en venir aux mains. Lorsqu'une horde de cavaliers déferlait pour tuer, elle massacrait sans remords. Elle se battait pour gagner – vite, totalement et sans souci d'héroïsme. Cette absence d'héroïsme était même une règle chez les nomades. Gengis Khan lui-même, bien que blessé par une flèche au début de son ascension vers le pouvoir, était physiquement timide et, plus tard, il ne s'exposa jamais dans les batailles qu'il commandait en titre[93]. Pour des combattants occidentaux, il était surprenant que, dans les typiques formations en croissant des troupes nomades, la place du commandement ne fût jamais repérable. En réalité, elle se trouvait discrètement éloignée du centre, alors qu'un Alexandre ou un Richard Cœur de Lion l'auraient fièrement occupée en première ligne.

La coutume de manifester un comportement héroïque au combat est restée très longtemps attachée au concept occidental du commandement militaire[94]. Si les peuples cavaliers n'ont pas réussi à dissuader leurs ennemis de jouer les héros et à prendre des risques, ils leur ont, en revanche, indéniablement transmis leur sens de la victoire, dépourvu de tout cérémonial. Comme le remarque l'historien Christopher Duffy, l'art militaire en Europe orientale a d'abord été empreint d'un caractère racial et

totalitaire qui a insidieusement survécu ici et là. Il y voit l'influence mongole sur « le caractère russe, les institutions russes, [conduisant] à brutaliser les paysans, à mépriser la dignité humaine et à une distorsion des valeurs privilégiant une sorte d'admiration pour la férocité, la tyrannie et la ruse[95] ». Cette férocité issue de la steppe pénétra également en Europe du Sud, d'abord par l'avance des Seldjoukides en Anatolie puis par la conquête des Balkans par les Ottomans. Pendant des siècles, les combats qui se déroulèrent sur les frontières ottomanes comptèrent parmi les plus féroces que l'Europe ait connus. Ces mêmes influences ont pu également filtrer pendant les luttes des croisés contre l'islam.

Si l'on peut être tenté de faire un amalgame entre les croisades et le djihad, il faut d'abord constater que les royaumes latins d'Orient n'ont été confrontés à la guerre réelle qu'avec l'arrivée de Saladin, lui-même un produit de l'énergique réponse de l'islam au défi des peuples de la steppe. Il conduisait une armée dont le noyau était formé d'esclaves-soldats turcs connaissant parfaitement les cruelles tactiques des archers montés. Les croisades rapportèrent en Europe des habitudes apprises en Orient, par exemple lors des combats, au nord, contre les Slaves païens, eux-mêmes soumis sur une autre frontière aux attaques des peuples de la steppe. Ces tactiques ont pu également pénétrer par l'Espagne où les chevaliers de la *Reconquista* combattirent l'islam avec une rudesse que Gengis Khan aurait approuvée. La guerre *à outrance*[96] a certainement connu ses débuts en Espagne. Il n'est pas fantaisiste de suggérer que le destin tragique des Incas et des Aztèques – ces derniers toujours englués dans le cérémonial si pathétiquement inapproprié des batailles rituelles – lors de l'arrivée des conquistadores espagnols dérive en fin de compte de Gengis Khan lui-même.

C'est en Chine, l'empire avec lequel les peuples cavaliers eurent les contacts les plus étroits, que les coutumes mongoles appliquées à l'art de la guerre eurent sans doute les effets les plus durables. Comme nous le rappelle John King Fairbank, l'art militaire chinois (le *Chinese Way of Warfare*) a conservé du primitivisme un rituel et un cérémonial (incluant, avant la bataille, la divination et des démonstrations de prouesses par des champions) qui se sont maintenus bien plus longtemps que dans toutes les autres grandes civilisations[97]. Mais on y trouve aussi un facteur moral particulier dérivé de la loi confucéenne appliquée à la vie publique en Chine, loi selon laquelle « l'homme supérieur doit être capable d'atteindre

ses buts sans recourir à la violence[98] ». Les envahisseurs turcs que les Chinois absorbèrent pendant le Ier millénaire après J.-C. furent contraints d'accepter cette règle morale tout en conservant leur talent de cavaliers et d'archers qui faisait leur orgueil dans la steppe.

Mais la violence nécessaire pour chasser les Mongols après la conquête de Kubilaï Khan obligea les empereurs Ming à imposer à leurs sujets chinois un régime plus absolutiste qu'aucun de ceux qu'ils avaient connus jusqu'alors. Ce sont les Ming, en effet, qui ont militarisé la Chine et créé une classe héréditaire de militaires. C'est sous cette dynastie que la Chine se lança dans ce qui fut sa seule tentative d'expansion au-delà des mers et tenta de contrôler la steppe en y lançant des offensives directes. Cinq grandes expéditions furent montées par la dynastie du nord de la Grande Muraille, laquelle fut rebâtie à cette occasion pour prendre l'aspect qu'elle a encore aujourd'hui. Cet effort militaire pour restaurer la Chine traditionnelle eut un effet inattendu et tout à fait contraire : après avoir chassé la dynastie mongole Yuan, « le régime Ming devint plus despotique, adopta certains traits du système militaire des Yuan et demeura cloué par la menace d'une renaissance de la puissance militaire mongole[99] ».

Les Ming avaient raison de continuer à redouter une menace des Barbares de la steppe. Mais lorsque celle-ci se manifesta au XVIIe siècle, elle ne provint pas des Mongols, mais – plus ironiquement – des Mandchous, un de leurs ennemis héréditaires.

Les Mandchous n'étaient pas vraiment un peuple de cavaliers car ils étaient en partie sédentarisés, sinisés et pratiquaient le commerce. Mais le cœur de leur armée était formé par la cavalerie et ils portèrent à sa perfection la technique mongole consistant à se servir de la puissance militaire pour faire jouer en leur faveur le système administratif chinois.

> Ce fut un exploit non seulement au niveau militaire mais plus encore sur le plan de l'organisation politique. Deux facteurs sont intervenus simultanément pour expliquer ce phénomène : en premier, l'aptitude des nomades à travailler avec les Chinois des régions frontalières ; puis, grâce à cette collaboration, à combiner au sein d'un même régime les techniques guerrières violentes des non-Chinois et les talents administratifs de subordonnés chinois de confiance. Ou comment conquérir le pouvoir, le conserver et s'en servir[100]…

Malheureusement, le pouvoir de la dynastie Ming que trouvèrent plus tard les Mandchous était une version fortement mongolisée de l'idéal chinois de gouvernement. Ils en usèrent sans rien y changer. Au XVIIIe siècle, les meilleurs des empereurs Qing devinrent des despotes

paternalistes, soutenant les intellectuels, encourageant les arts, le commerce et les affaires financières, et ils instituèrent le régime fiscal le plus doux qu'ait jamais connu la paysannerie chinoise. Mais le contrepoids de cette bienveillance était « l'hypertrophie d'une bureaucratie centralisée ». Rien ne pouvait être décidé sans qu'on fasse appel à Pékin, et les fonctionnaires au service du régime étaient les produits d'un système d'éducation compétitif qui ne faisait que « renforcer leurs inhibitions[101] ». Le génie chinois d'adaptation se retrouva ainsi bloqué. La Chine avait connu une civilisation soutenant le progrès scientifique et technique, mais, sous les Mandchous, toutes les tentatives de changement, tant sur le plan matériel qu'intellectuel, devinrent suspectes. A la même époque, on s'en souvient, le Japon proscrivait toute évolution technique afin de préserver un certain ordre social et le pouvoir de la classe dominante. En Chine, c'était pour protéger la domination d'une classe étrangère, et le changement technologique fut étouffé plutôt que proscrit. Mais si, au Japon, les samouraïs finirent par comprendre que leur avenir dépendait de l'adoption de la science et de la technologie de l'Occident, les Mandchous et leurs mandarins ne purent entrer dans la modernité. Plusieurs influences expliquent cette situation, mais la plus importante, sans doute, réside dans le fait que les Mandchous étaient des étrangers, venus de la steppe en conquérants, et dont le système militaire – base de leur puissance – se sclérosa parce qu'ils n'avaient pas voulu le moderniser. C'est un épisode pathétique de l'histoire militaire que celui des porte-étendards mandchous du XIX^e^ siècle pointant leurs arcs composites dépassés contre les fusils et les canons des envahisseurs européens.

En regardant bien loin en arrière, nous pouvons voir que les puissances européennes qui se risquèrent au XIX^e^ siècle dans la guerre de l'opium contre la Chine avaient affûté leurs armes bien longtemps avant (et bien loin de là) lors de précédents conflits entre leurs ancêtres et les ancêtres cavaliers des Mandchous. Les armées européennes de l'époque impérialiste devaient une part de leur efficacité à un principe qui ne relevait en rien d'un héritage de la steppe : celui d'une organisation bureaucratique, conçue d'abord à Sumer et en Assyrie, transmise ensuite par la Perse à la Macédoine puis à Rome et à Byzance et, enfin, artificiellement ranimée à la Renaissance en puisant dans les sources classiques. Quant à la formation en bataille rangée, l'Occident la doit aux Grecs. Mais tous les éléments tactiques, qu'il s'agisse de campagnes lointaines, de la rapidité de

manœuvre au combat, de la technologie des missiles, de l'application de la roue aux engins de guerre et, par-dessus tout, de l'étroite association entre l'homme et le cheval, trouvent leur origine dans la steppe ou sur ses frontières. On peut même affirmer que ce sont les Turcs et les Mongols, qui le tenaient eux-mêmes de l'islam, qui nous apprirent la puissance révolutionnaire de la foi dans l'acte de guerre. Cette foi s'incarne avec toute la force d'une idée et on se bat alors sans considération de famille, de race, de territorialité ou de régime politique. La guerre devient une activité autonome et la vie du guerrier une culture en soi. C'est cette culture, sous une forme atténuée mais toujours reconnaissable, que Clausewitz rencontra chez les Cosaques dont les méthodes « si peu militaires » le frappèrent tant pendant la campagne de Russie en 1812. Pourtant, « si peu militaires » qu'elles soient, ces méthodes perturbèrent le monde beaucoup plus longtemps que ne le fit la stratégie clausewitzienne. Cependant, en préconisant la rudesse, la férocité et la nécessité absolue d'une victoire sans condition dans l'art de la guerre, Clausewitz lui-même devait peut-être beaucoup plus à ces origines que son esprit rationnel ne voulait bien l'admettre.

Intermède
Les armées

Clausewitz se montra incapable de reconnaître dans le style de combat des Cosaques une alternative à la tradition militaire, car, pour lui, une seule forme d'organisation était rationnelle et valable : l'institution d'armées disciplinées et rétribuées par un Etat bureaucratique. Il ne pouvait imaginer que d'autres systèmes puissent servir aussi bien les sociétés qu'ils défendaient, voire même accroître leur puissance si tel était leur programme. Certes, il est évident que les armées dotées de la poudre à canon, telles que Clausewitz les connaissait, étaient irrésistibles face à des forces non entraînées ou même à des modèles identiques mais plus faibles. Mais il ne pouvait prévoir qu'au siècle suivant, en multipliant leur puissance de feu afin d'obtenir ces victoires qui représentaient pour lui le seul objectif, ces armées aboutiraient les unes et les autres à une impasse. Et il n'imagina pas non plus que le *Chinese Way of Warfare* puisse infliger au XX^{e} siècle une humiliation si pénible et durable aux armées occidentales et à leur commandement formé à son propre enseignement.

Pourtant, les exemples d'organisation militaire que Clausewitz avait sous les yeux, quoique rationnels selon ses critères, différaient fortement du système régimentaire dans lequel il avait servi. Il y avait bien sûr les Cosaques, mais aussi l'*opolchenie*, cette milice de serfs levée par les propriétaires terriens russes pour harceler la retraite de Napoléon. Clausewitz dut observer le rôle que *l'opolchenie* avait joué pour repousser les soldats de la Grande Armée, car il parle du « peuple en armes tout autour d'elle[1] ». Il fut lui-même un ardent partisan du principe des milices lorsqu'il fut question de libérer la Prusse. Ses *Principes essentiels pour la formation d'une force de défense* (janvier 1813) furent à la base du recrutement d'une *Landwehr* nationale, une armée recrutée par

conscription. Les unités volontaires de *Jäger* (chasseurs) et de *Freischützen* (francs-tireurs) formées par les jeunes patriotes romantiques pour lutter contre les Français étaient également très présentes. Partout où les guerres de Napoléon avaient levé en masse les populations, Clausewitz aurait pu rencontrer une grande variété d'alliés et d'auxiliaires enrôlés directement en tant qu'émigrés, poussés parfois par leur sens de la patrie mais le plus souvent par la faim et l'absence de ressources ou encore engagés au service de l'Empereur, volontairement ou non, dans des corps formés par leurs pays d'origine[2]. Les meilleures de ces unités étaient les régiments suisses dont le transfert fut prévu par les accords de capitulation et qui servirent comme mercenaires dans de nombreuses armées sous l'Ancien Régime. Les lanciers polonais, dont l'origine remontait à la cavalerie féodale de leur ancien royaume, étaient également très appréciés. Beaucoup d'excellents régiments étaient les jouets ou les gardes du corps personnels de petits princes germaniques dont Napoléon avait ravi l'indépendance. L'un de leurs officiers, Franz Roeder, de la garde du grand-duc de Hesse, féru d'Ossian et de Goethe et rêvant des philhellènes comme de nombreux autres jeunes Allemands de l'époque, nous a laissé l'un des meilleurs récits de la retraite de Russie[3]. En Prusse, la garnison française comptait des régiments de frontaliers croates enrôlés dans l'armée des Habsbourg pour défendre la frontière avec les Turcs, Croates qui se révélaient être en réalité des Serbes réfugiés issus des territoires ottomans. Quant à la garde impériale, elle comprenait un escadron de Tartares lituaniens recrutés parmi les survivants de la Horde d'or. Mais l'unité illustrant le mieux l'évolution que pouvait subir un corps militaire en une seule existence est le bataillon de Neufchâtel. Formé dans le canton suisse dont le maréchal Berthier, chef d'état-major de Napoléon, fut nommé par ce dernier prince et duc, ce bataillon survécut à la chute de l'Empire français et entra au service de la Prusse pour devenir finalement le *Gardeschützenbataillon* de la garde impériale du Kaiser. En 1919, il fournit un certain nombre de recrues aux *Freikorps*, ces corps francs composés d'ex-soldats qui permirent aux généraux de droite et aux politiciens sociaux-démocrates d'arrêter la « révolution rouge » à Berlin. C'est parmi les vétérans des corps francs que Hitler recruta le noyau des hommes de main du parti nazi. Ce n'est donc pas pure imagination que de retrouver la trace de la petite armée d'opérette de la principauté de Berthier jusque dans les divisions blindées des Waffen SS[4].

Difficile de discerner une quelconque cohérence dans ce mélange de gardes du corps, de troupes régulières, de feudataires, mercenaires, colons militaires, conscrits, de milices formées de serfs descendant des tribus guerrières de la steppe – pour ne rien dire des vétérans français de la Grande Armée dont certains étaient entrés comme soldats-citoyens au service de la Révolution, cette révolution dont l'irrésistible élan avait d'abord enflammé Clausewitz en lui faisant entrevoir « la guerre comme continuation de la politique ». Aux yeux d'un sergent instructeur, tous ces hommes ne sont que des soldats, certains capables d'assumer les tâches les plus rudes, d'autres utiles lors de circonstances précises telles que les escarmouches ou les opérations de reconnaissance, certains méritant à peine leur solde, d'autres constituant même un danger pour leurs proches et une menace pour tous les paisibles citoyens. Une telle variété illustre abondamment les relations entre l'état militaire et la société. Mais comment l'expliquer en elle-même ?

Les sociologues tiennent pour acquis que toute forme d'organisation militaire est l'expression de l'ordre social dont elle émane, même lorsqu'une part importante de la population est maintenue en état de servitude par une hiérarchie militaire étrangère, comme celles qui dominèrent l'Angleterre au temps des Normands, ou encore la Chine des Mandchous. La théorie la plus avancée dans ce domaine est l'œuvre d'un sociologue anglais d'origine polonaise, Stanislav Andreski, lui-même fils d'un militaire émigré. Il se remarqua surtout par sa théorie permettant de mesurer, en combinant plusieurs facteurs, le degré de militarisation d'une société (*Military Participation Ratio* ou MPR)[5]. Malheureusement, l'œuvre du professeur Andreski n'est pas accessible – terme qui, hélas, est objet de mépris aux yeux des scientifiques pour lesquels l'idée d'accessibilité est synonyme de superficialité – à un lecteur non préparé, car l'auteur use d'un vocabulaire spécifique, créé pour la circonstance, même s'il sait, par ailleurs, user d'une langue parfaitement claire et même élégante. Il ne prend pas position sur le plan moral mais, tout en laissant entendre qu'il préfère vivre dans une société possédant un faible taux de MPR, où les forces armées demeurent soumises à la loi, il ne se fait pas d'illusion sur la possibilité de renverser une dictature militaire en écrivant des articles dans des revues de science politique. En fait, Andreski a sur l'humanité un point de vue pessimiste, proche de celui de Hobbes. Comme lui, il estime que la lutte est une condition naturelle de l'existence et, suivant en cela le Dr

Johnson, il pense que « deux personnes ne peuvent se trouver une demi-heure ensemble sans que l'une n'établisse rapidement une évidente supériorité sur l'autre ».

Andreski commence par évoquer Malthus et sa théorie de la population : puisque le nombre d'habitants s'accroît géométriquement sans que l'espace vital et la quantité d'aliments ne suivent la même expansion, la vie ne peut se poursuivre que par une limitation des naissances ou une accélération des décès par les épidémies ou la violence. Pour lui, c'est là que réside l'origine de la guerre (s'il avait connu *Plagues and Peoples* de McNeill, qui considère que les maladies font plus de dégâts que les guerres, son opinion aurait peut-être été plus nuancée)[6]. Selon Andreski, les hommes forts limitent les naissances en s'appropriant les femmes des plus faibles. Mais lorsque le taux de natalité de la couche supérieure d'une société augmente, le surplus est repoussé vers le bas dont le nombre doit toujours être limité par la violence, à moins que la violence n'aille se décharger sur le territoire des voisins. Dans un cas comme dans l'autre, on aboutit à la création d'une classe militaire, dominante chez elle ou conquérante chez ses voisins. L'importance de cette militarisation (MPR) est alors fonction de l'aptitude à satisfaire les besoins de consommation et de propriété des couches inférieures, après avoir répondu en premier lieu aux exigences de la couche supérieure, en principe exorbitantes[7]. Dans les tribus victorieuses et dominantes, tous les hommes valides peuvent être guerriers. Dans des conditions économiques plus favorables, quand la classe gouvernante peut faire vivre une population croissante par le commerce, l'industrie ou une agriculture intensive, le nombre des forces armées se limite à ce qui est nécessaire pour défendre cette prospérité ; on peut même parfois voir apparaître quelque chose que nous appelons démocratie et qui masque la réalité du pouvoir. Pour Andreski, la plupart des sociétés se situent entre ces deux cas extrêmes de MPR. Leur nature dépend alors de deux autres facteurs : le degré de *subordination*, celui que les gouvernants jugent nécessaire ou qu'ils sont capables d'exercer pour maintenir le contrôle des sociétés qu'ils gouvernent, et le degré de *cohésion*, qui mesure l'unité entre les différents responsables du pouvoir militaire[8].

En voici quelques exemples : les Boers, qui, au début du XIX^e^ siècle, quittèrent la région d'Afrique du Sud contrôlée par les Britanniques pour trouver des terres libres, durent protéger celles-ci contre les attaques des indigènes africains et former une société ayant un taux de MPR élevé

(chaque homme possédait une monture et un fusil), une faible subordination – les républiques qu'ils fondèrent ne possédaient pratiquement pas de gouvernement – et une faible cohésion car seule la famille patriarcale demeurait le principal cercle d'allégeance. Les Cosaques, pour leur part, avaient un taux de militarisation (MPR) aussi élevé, une faible subordination – les chefs ne disposant que de peu de moyens pour accroître leur pouvoir –, mais leur cohésion était importante car les groupes devaient rester étroitement liés pour faire face aux multiples dangers de la vie au cœur de la steppe. Il existe encore d'autres exemples courants présentant un MPR bas, une faible subordination et une faible cohésion (telles les sociétés féodales de l'Europe médiévale pendant les longues périodes où la monarchie ne parvint pas à imposer sa loi), d'autres avec un MPR élevé accompagné d'une subordination et d'une cohésion également élevées, comme les sociétés industrielles militarisées qui prirent part aux deux guerres mondiales.

Le petit livre d'Andreski émerveille par son audace et sa portée. Par étapes successives, complexes, mais, à l'évidence, logiques, il conduit le lecteur à admettre qu'il n'existe que six formes d'organisation militaire. Survolant en un éclair l'histoire mondiale, il passe en revue chaque société connue, de la société tribale la plus primitive jusqu'aux plus riches démocraties. Le doute ne surgit qu'une fois la lecture achevée et digérée. D'une manière générale, la thèse d'Andreski paraît trop mécanique. Son analyse demeure trop élémentairement dialectique, tout en écartant avec quelque mépris Marx selon le raisonnement suivant : « Des facteurs purement économiques entraînent sans doute des fluctuations du niveau de stratification mais […] les évolutions à long terme sont déterminées par les déplacements du centre détenant la puissance militaire[9]. » En outre, si le lecteur a quelque connaissance des sociétés qu'Andreski contraint si cavalièrement à entrer dans son système, leur appartenance à telle ou telle de ses catégories paraît moins exacte. Il est possible ainsi que les Boers aient semblé manquer de cohésion et soient restés un groupe rigide et querelleur, mais aucun de ceux qui les ont affrontés ne peut douter que ce qui pouvait manquer à leurs lois était remplacé par la force de l'Eglise réformée hollandaise. Leur cohésion était de nature biblique, non politique. Quant à l'insubordination des Cosaques, elle avait ses limites car l'expulsion du groupe d'un de ses membres exposait celui-ci à un dangereux isolement[10]. De plus, Andreski néglige ce que les sociologues

appellent « les systèmes de valeurs ». Il admet que « les croyances religieuses et magiques [constituent] les plus anciens fondements des inégalités sociales », mais il écarte ensuite le sujet[11]. Il ne tient pas compte non plus d'un affaiblissement de la violence tel que nous l'avons relevé dans certaines sociétés tribales primitives (qui la maîtrisaient grâce au combat rituel) ou dans une société monothéiste comme l'islam, contrainte de créer une classe sociale d'esclaves pour satisfaire à la fois ses besoins militaires et les exigences de sa religion. Même limitation dans la civilisation chinoise qui persistait héroïquement à croire – bien que les circonstances l'aient souvent contrainte à agir autrement – que l'« homme supérieur », c'est-à-dire le souverain idéal, « devait être capable d'atteindre ses objectifs sans recours à la violence ».

Une autre méthode semble plus profitable : admettre qu'il n'existe qu'un nombre restreint d'organisations militaires et que chacune d'elles est en relation étroite avec un ordre politique et social particulier auquel elle appartient. Mais ce qui détermine cette relation est très complexe. La tradition joue, par exemple, un rôle prépondérant. Andreski admet qu'une « société égalitaire, où tous les hommes portent les armes, peut résister à l'introduction de méthodes plus efficaces qui rendraient inutile le service militaire universel[12] ». Si nous prenons l'exemple des samouraïs et des Mamelouks, il semble que ces minorités militaires exclusives s'attachent plutôt à leurs anciennes traditions dans l'art de manier les armes ; elles peuvent même, de manière irrationnelle, les conserver pendant des centaines d'années. De telles minorités – que les sociologues qualifient à tort d'« élites » puisqu'elles se sélectionnent elles-mêmes – peuvent aussi poursuivre parfois une politique d'innovation extravagante et incessante. Ainsi les officiers de la Royal Navy victorienne, après avoir accepté les bateaux cuirassés à vapeur, mettaient au rebut à des intervalles très courts tous les modèles dès que ceux-ci étaient supplantés par un nouveau. Et cela jusqu'à ce que la construction de navires de guerre fusse inscrite au budget de l'Etat britannique dont elle devint l'un des postes les plus contestés[13].

Cette outrance « navaliste » était le reflet de la situation géographique de la Grande-Bretagne, riche Etat insulaire exposé aux invasions et siège d'un empire maritime exigeant la protection de son commerce et de ses possessions lointaines. La géographie exerce sur les formes du militarisme une influence universelle qu'Andreski ne reconnaît que par intermittence. Il admet ainsi que c'est l'isolement particulier de l'Egypte qui retarda sa

transition de l'âge de la pierre à l'âge du fer et qui lui épargna d'avoir à entretenir une armée sur pied jusqu'à une époque avancée de sa civilisation. Mais il n'a pas vu que c'était la facilité d'accès de l'Europe aux invasions venues de la steppe (et, plus tard, aux raids maritimes des Vikings) qui a donné son pouvoir à la classe des chevaliers. Ni que c'est la stabilité de leur habitat dans la steppe qui a donné leur force aux nomades dès qu'ils furent capables d'élever une race de chevaux aptes à porter un homme. A l'opposé, c'est la faim qui a entraîné les Scandinaves loin de leur étroite bande côtière cultivable pour aller « *aviking* » loin de chez eux. Et c'est l'absence de tout autre port naturel offrant un abri sûr dans l'Adriatique qui a donné à Venise sa domination maritime et lui a permis d'étendre ses tentacules commerciaux jusqu'à la Crète et la Crimée[14].

Mais, par-dessus tout, Andreski néglige l'attrait qu'exerce la vie guerrière sur l'imagination masculine. C'est un oubli commun à nombre d'intellectuels qui s'intéressent à la question militaire sans quitter leur université. Comme le savent ceux qui connaissent le monde des soldats représentant une société militaire, une telle société a sa propre culture qui diffère de la culture plus étendue à laquelle elle appartient. Elle possède son propre système de punitions et de récompenses, les premières plus péremptoires, les secondes souvent d'ordre moins monétaire que symbolique ou émotionnel, mais tout aussi satisfaisantes. Après avoir fréquenté toute ma vie des membres de l'armée britannique, je serais tenté de dire que certains individus ne peuvent être que soldats. Le parallèle féminin pourrait en être la carrière théâtrale. Certaines femmes trouvent leur accomplissement dans ce domaine comme *prima donna, diva*, idoles des photographes ou des couturiers, incarnant ainsi un idéal universel de la féminité qui leur attire l'admiration des autres femmes comme des hommes. Les acteurs de sexe masculin ne jouissent pas de la même adulation, même s'ils restent très populaires. Un héros de scène ne fait que simuler le goût du risque. Le héros de guerre, lui, est admiré par les deux sexes parce qu'il affronte des risques réels. Mais celui qui possède un véritable tempérament de soldat – et les sociologues se montrent totalement aveugles sur cet aspect – côtoiera le risque sans se soucier que les civils l'admirent ou non. C'est l'estime des autres soldats qui le satisfait. La plupart des soldats aiment à se retrouver en compagnie de leurs semblables avec lesquels ils partagent un certain mépris pour la vie facile, la satisfaction d'être libérés des petits soucis matériels dans la vie du camp et la marche en colonne. Ils

ont en commun le goût de la rude vie des bivouacs, de la compétition dans l'endurance et l'espoir de trouver *le repos du guerrier*[15] auprès des femmes qui les attendent.

Cette ivresse de la guerre aide à mieux comprendre la mentalité du guerrier primitif. Elle aide aussi à expliquer comment certains peuples primitifs, enivrés de victoires, sont devenus guerriers. Car la victoire a sa récompense : même s'il ne s'agit pas d'une véritable conquête, elle peut octroyer l'occupation d'un territoire et la soumission de ses occupants, puis le butin ou, au moins, un droit préférentiel dans le commerce, privilèges suffisants en eux-mêmes pour justifier l'abandon des voies tranquilles. Mais il est important de ne pas exagérer non plus ces incitations à la vie guerrière. Nous avons vu que de nombreux peuples primitifs s'efforcent de contenir leurs pulsions de violence alors que d'autres, plus féroces, élèvent des pyramides de crânes. Les peuples guerriers ont toujours représenté une minorité parmi les populations ayant dépassé le stade primitif. Tamerlan n'aurait pas accédé à sa puissance si des peuples cavaliers antérieurs n'avaient pas testé la capacité de résistance de la civilisation. C'est ce que les sociologues appellent une tendance compensatoire de la nature humaine, tendance qui s'oppose au recours à la violence. Aldous Huxley dit qu'un intellectuel est une personne qui a découvert quelque chose de plus intéressant que le sexe. On pourrait dire d'un homme civilisé qu'il a découvert quelque chose de plus intéressant que le combat. Une fois dépassé le seuil de primitivité, la proportion de ceux qui, à la guerre, préféraient un autre mode de vie – cultiver le sol, fabriquer ou vendre des objets, construire, enseigner, penser ou communiquer avec d'autres mondes – s'est accrue presque aussi vite que les ressources de l'économie le permettaient. Il ne faut cependant pas se faire d'illusion : comme le souligne vigoureusement Andreski, les moins riches restent condamnés à la servitude, tandis que les privilégiés soutiennent leur position par le pouvoir des armes dont ils font usage eux-mêmes ou qu'ils confient à des subordonnés. L'homme post-primitif accorde une valeur toute particulière à la non-violence, exaltant le statut d'artiste, de savant et, surtout, de religieux des deux sexes. C'est pour cette raison que les atrocités commises par les Vikings ont suscité une telle horreur dans le monde chrétien, en particulier lorsqu'ils se sont attaqués aux monastères et aux couvents. Même Tamerlan, qui avait reçu avec respect le grand savant arabe Ibn Khaldun, ne s'est pas abaissé jusqu'à ce sanglant niveau[16].

Pour nuancer l'analyse d'Andreski, nous admettrons la prédominance de l'attitude guerrière dans le monde primitif, sans oublier qu'on y rencontrait aussi des peuples ignorant presque tout de la guerre tandis que d'autres s'efforçaient de contenir leurs instincts agressifs en l'emprisonnant dans le rituel, et nous nous intéresserons au monde post-primitif. Un survol de l'histoire militaire nous a permis de rencontrer six formes majeures d'organisation militaire : le guerrier, le mercenaire, l'esclave, le soldat de métier, le conscrit et le milicien. (Andreski reconnaît lui aussi six formes, mais il s'agit plutôt d'une coïncidence ; il les désigne par les néologismes suivants : homoïque, masaïque, mortasique, néférique, ritterienne et tellénique). La catégorie du guerrier se définit par elle-même mais j'y inclurai également des groupes tels que celui des samouraïs ou des chevaliers de l'Occident dont le noyau s'apparente toujours à une tribu guerrière, étrangère ou indigène. On y retrouve également ceux qui sont animés par un culte guerrier, tels les premiers musulmans et les Sikhs ou, encore, des régimes autonomes comme ceux des Zoulous ou des Ashantis. Les mercenaires sont ceux qui vendent leur participation militaire pour de l'argent, parfois aussi contre l'octroi de terres, le droit à la citoyenneté (offert, par exemple, par l'armée romaine et, en France, la Légion étrangère) ou bien en échange d'un traitement de faveur. Les soldats de métier sont des mercenaires jouissant déjà de la citoyenneté ou de son équivalent, et qui choisissent de servir dans l'armée comme moyen de subsistance. Dans les Etats riches, appartenir à une telle armée peut prendre le caractère d'une profession. Nous avons eu déjà l'occasion d'analyser le système des soldats-esclaves. Le principe de la milice repose sur le devoir imposé à chaque citoyen valide de sexe masculin d'accomplir un service militaire, sous peine, généralement, de perdre sa citoyenneté. Enfin, la conscription concerne les mêmes individus mais leur service est limité dans le temps et par l'âge. Il s'agissait au départ d'une taxe dont le paiement était assimilé à un devoir civique. La conscription sélective se distinguait parfois difficilement du régime de l'esclavage, surtout lorsque le service exigé couvrait une très longue période et s'effectuait au profit d'un gouvernement non représentatif, par exemple l'obligation de servir vingt ans en Russie avant l'abolition du servage.

Comprendre comment naquirent les sociétés guerrières ou comment des groupes guerriers parvinrent à soumettre des groupes non guerriers et à conserver leur autorité sur eux n'exige pas de grandes explications. Le plus

souvent, cela s'opéra par l'usage d'un système d'armement élaboré, tel le char de guerre, ou grâce à l'habileté acquise dans le maniement des armes, comme ce fut le cas pour les peuples cavaliers qui instaurèrent un long règne de terreur. Le mécanisme de transition d'une forme à une autre est en revanche plus complexe. De telles transitions sont nécessaires pour qu'une société évolue, bien que les régimes guerriers tendent à être très conservateurs. Comme les samouraïs, les Mandchous ou les Mamelouks, ces régimes redoutent d'altérer de quelque manière que ce soit le système qu'ils contrôlent. En agissant ainsi, ils mènent à sa perte l'ensemble de leur édifice. Mais nous avons vu que les systèmes militaires obsolètes ne peuvent résister perpétuellement au changement. Lorsque celui-ci se produit, les nouveaux maîtres – qui peuvent aussi être les survivants éclairés de l'ancien ordre – sont confrontés à deux problèmes essentiels : comment financer le nouvel ordre et comment s'assurer la loyauté de ceux qui le représentent. Ces deux questions sont étroitement liées. Les régimes guerriers vivent d'exactions directes sur les autres membres de leur société ou sur les étrangers, d'où l'obsession des peuples cavaliers de trouver un butin ou de réclamer un tribut – parfois des droits commerciaux abusifs. Lorsque le militarisme échappe au noyau du pouvoir, ce qui constitue le début de l'affaiblissement du régime, il faut trouver une autre méthode pour entretenir les soldats. Gengis Khan veillait de près à ce que tout le butin soit centralisé et distribué équitablement[17]. Mais, de son vivant même, l'empire ayant connu une expansion, il fut obligé de céder des pouvoirs locaux à des subordonnés de confiance ; après sa mort, ceux-ci gardèrent le droit de lever des impôts et de gouverner. Les collecteurs d'impôts de Gengis Khan versaient les sommes réunies au trésor central. Ainsi s'explique le fait que l'armée mongole soit demeurée si puissante tant que ce grand chef vécut. A l'époque de ses petits-fils, toutefois, une sorte de féodalité commença à se former et, avec elle, débuta le déclin de la puissance mongole.

La féodalité est une étape courante dans la transformation d'une société guerrière en une autre forme d'organisation. On discerne deux catégories de féodalité : l'une, caractéristique de l'Occident, se développa à partir de l'attribution de terres à des subordonnés militaires, à la condition qu'ils contribuent par leurs propres forces au service du souverain quand celui-ci le requérait. Les terres étaient transmissibles aux mêmes conditions aux descendants du bénéficiaire. L'autre catégorie se retrouve plus fréquemment hors d'Europe. Elle consistait à attribuer un fief non héréditaire que le

souverain pouvait reprendre selon son gré. On la rencontrait surtout dans le monde islamique sous le terme de *igta*, mais les Seldjoukides, les Ayyubides et les Ottomans l'appliquèrent aussi. Ces diverses catégories avaient toutes deux leurs inconvénients. L'*igta* parce qu'elle n'était pas héréditaire et encourageait par conséquent le bénéficiaire à s'enrichir pendant qu'il le pouvait en écrasant d'impôts ses sujets et en évitant au maximum d'honorer ses obligations militaires[18]. Les vassaux de l'Occident, eux, avaient intérêt à gérer convenablement leurs fiefs puisqu'ils pouvaient les transmettre à leurs fils, mais ils avaient tout autant intérêt à accroître leur puissance militaire qu'ils renforçaient chaque fois qu'ils entraient en conflit avec leur souverain pour des questions de droits et de devoirs. En cherchant à acquérir eux-mêmes des vassaux et en construisant des châteaux, ils pouvaient espérer augmenter la puissance de leur maison et obtenir pour eux-mêmes le statut de souverain. Telle fut l'histoire de nombreux pays d'Europe occidentale pendant la période qui se situe entre le partage de l'Empire carolingien, au IX^e^ siècle, et l'avènement de la poudre à canon au XVI^e^ siècle.

Sous toutes ses formes, la féodalité a donc été une impasse dans l'évolution des régimes guerriers. La formation d'armées de métier s'est avérée un système plus efficace. Elles apparurent étonnamment tôt à Sumer et les Assyriens améliorèrent beaucoup le système. Comme nous l'avons vu, l'armée assyrienne comportait des contingents de toutes les catégories de soldats existant à l'époque, y compris l'infanterie, les chars de guerre, les archers montés, les spécialistes du génie ainsi que des troupes de charretiers. Mais son noyau était formé de la garde royale, qui fut peut-être à l'origine de l'armée de métier. Il est probable que l'armée de Sumer était avant tout une garde royale autour de laquelle s'agrégeaient d'autres unités selon les besoins. De telles « gardes rapprochées » subsistèrent dans les Etats où le pouvoir était personnalisé, même symboliquement, et jusqu'à nos jours.

Mais les gardes suivirent une évolution distincte et parfois divergente par rapport aux autres unités des armées régulières. Les souverains qui s'installèrent dans une résidence fixe devinrent eux-mêmes sédentaires et abandonnèrent souvent leur rôle militaire. Ils prirent l'habitude de recruter leur garde personnelle à l'étranger dans des populations parlant une autre langue, afin d'éviter qu'ils ne conspirent avec des sujets mécontents. C'est ainsi que les empereurs byzantins constituèrent leur garde varègue, d'abord

formée de Suédois et de Norvégiens qui avaient suivi les routes commerciales des « Rus » par les grands fleuves de Russie jusqu'à Constantinople, puis d'émigrés anglo-saxons après 1066. Ces hommes inventèrent une sorte de dialecte qui leur était propre et dont les exemples les plus connus sont les runes gravées sur le Lion de saint Marc qui se trouve à présent près de l'Arsenal de Venise après avoir été enlevé aux Turcs, en 1668, et transporté du Pirée en Italie par Francesco Morosini[19]. D'autres exemples similaires nous sont fournis par les archers écossais des rois de France, la garde arabe de Frédéric II de Hohenstaufen (le général Franco eut aussi sa garde de Maures recrutée parmi les unités de *regulares* marocains qui contribuèrent notamment à sa victoire lors de la guerre civile de 1936-1939), et les gardes suisses de plusieurs souverains européens, dont le pape. On peut évoquer ici l'exemple peu connu du Special Air Service (SAS) Regiment qui, aujourd'hui, fournit des gardes aux souverains étrangers que le gouvernement britannique juge utile de maintenir en place[20].

Mais ces unités, lorsqu'elles deviennent trop sédentaires, ont tendance à se fossiliser, tendant parfois même au grotesque, y compris quand elles sont recrutées parmi les nationaux. Ainsi les Yeomen britanniques, la garde suisse du pape, ou encore les *Trabanters* bavarois, aujourd'hui disparus, qui portaient des haches de guerre en plein XIX^{e} siècle. Certains monarques conservent des unités archaïques pour souligner l'ancienneté de leur lignée, telle la *Schlossgardekompagnie* des Hohenzollern, qui veillait sur le dernier Kaiser dans un uniforme datant de Frédéric le Grand. Certains jeunes hommes de bonne famille et de bonne éducation n'hésitaient pas à entrer dans ces unités, préférant démontrer leur loyauté vis-à-vis de leur souverain en tant que « garde rapprochée » plutôt que face à l'ennemi. Mais certains corps de garde se muèrent en unités de combat, en Prusse, en Russie – les régiments Préobrajensky et Semionovsky – ou en Grande-Bretagne.

La loyauté de ces unités a rarement été mise en doute (celle des gardes-françaises en 1789, pervertie par un trop long séjour à Paris, constitue une exception), mais la difficulté était d'assurer leur subsistance, de manière plus spécifique encore que pour les régiments de soldats de métier dans les autres corps habituels. Par contrat, les troupes doivent être entretenues et payées en temps de paix comme en temps de guerre. Les Etats riches dotés d'un système fiscal efficace y parviennent en augmentant si nécessaire le poids des impôts. Il peut en effet arriver qu'en cherchant à réduire une

armée de métier anormalement gonflée par une longue guerre, on aboutisse à une mutinerie, comme ce fut le cas dans l'Etat libre d'Irlande fondé en 1923. Mais la tentation reste grande, surtout pour les Etats riches et peu peuplés, d'alléger la charge d'une armée régulière en achetant l'appui militaire dont ils peuvent avoir besoin. C'est la base du système mercenaire. Historiquement, de nombreux Etats ont augmenté leurs forces en louant des mercenaires, souvent avec des contrats de longue durée, avec un résultat parfaitement satisfaisant pour les deux parties. Ce fut le cas, autrefois, avec les Français et les Suisses ou, actuellement, entre les Anglais et les Gurkhas népalais. Il y a un marché bien réglementé des mercenaires et ces derniers y retournent à l'expiration de leur contrat. Il en existait déjà un de ce genre au cap Tenaro, dans le Péloponnèse, au IVe siècle avant J.-C., marché alimenté par les soldats sans patrie que la fin des guerres entre les cités grecques du siècle précédent laissait sans occupation. Ce marché fonctionna parfaitement tant qu'il y eut une demande de militaires professionnels en Perse et dans l'Orient hellénisé[21]. Alexandre le Grand employa cinquante mille mercenaires grecs en 329, la plupart recrutés sur ce marché.

Le danger de ce système vient de ce que les fonds destinés au salaire des mercenaires peuvent manquer avant l'expiration de leur contrat, ou bien que la guerre dure plus longtemps que prévu. Dans ce dernier cas, si des gouvernants ont commis l'erreur de confier la totalité de leur défense à des mercenaires, ceux-ci prennent conscience de leur pouvoir et forment un Etat dans l'Etat. C'est ce qui se produisit dans plusieurs villes d'Italie au XVe siècle, la population de marchands de l'époque préférant payer que servir. Dans ces circonstances, les mercenaires menacent davantage leur employeur que l'ennemi. Ils se mêlent aux querelles intestines, déclenchent des grèves ou font du chantage. Il peut même arriver qu'ils passent à l'ennemi et, pis, qu'ils s'emparent du pouvoir comme le firent les *condottieri* Pandolfo Malatesta, Ottobuono Terzo et Gabrino Fondulo à Brescia, Crémone et Parme[22].

Certaines cités anciennes, comme si elles avaient pressenti ce danger, choisirent une autre méthode : elles posèrent comme condition à l'acquisition de la citoyenneté que tous les hommes possédant une terre achètent des armes, s'entraînent au combat et assurent la défense en cas de danger. Ce fut le système de la milice. Ce terme s'applique aussi aux levées de paysans – souvent pour de très longues périodes – par des Etats de tout acabit, y compris les empires de Chine et de Russie. Même chose pour le

fyrd de l'Angleterre anglo-saxonne et pour ses équivalents sur le continent européen. Ce principe, connu plus tard sous le nom de *jus sequellae* ou *Heerfolge*, voulait que tout homme libre portât les armes. Venu de Germanie avec les envahisseurs barbares, il fut appliqué par les royaumes qui succédèrent à la loi romaine et demeura en vigueur jusqu'à ce qu'on lui substitue, pendant les crises militaires des IXe et Xe siècles, la convocation (ban) des chevaliers vassaux. Il subsista plus longtemps dans certaines régions où l'aristocratie était demeurée plus faible, telles que la Suisse et le Tyrol. De nos jours, il est encore appliqué en Suisse.

Pourtant ce n'est pas avec les Barbares mais avec le monde classique que nous associons l'idée de milice, avec les phalanges de citoyens-paysans grecs dont les querelles intestines déchiraient les petits Etats mais qui pouvaient aussi s'associer face à un danger commun (comme celui qui vint de l'Empire perse aux VIe et Ve siècles avant J.-C.). Il est tentant d'imaginer les Germains et les Grecs puisant à la même source leur idée d'un service militaire accompli par les hommes libres. Plus tentant, encore, de supposer que la principale contribution de la Grèce à l'art de la guerre – la bataille rangée entre deux fantassins jusqu'à ce que l'un d'eux soit défait – a fait son chemin jusqu'aux Germains à l'époque barbare en passant par Rome. Mais il n'en fut pas ainsi. Ce qui est certain, c'est que Rome, durant les années précédant la fondation de la République, a importé de la Grèce sa tactique militaire. L'armée romaine de l'époque de la constitution de Servius, qui engendra plus tard les légions des Césars, a son origine dans les guerres entre phalanges[23]. Mais la Grèce et Rome ont par la suite divergé politiquement et culturellement. Lorsque l'empire s'installa, les soldats-paysans de Rome ont peu à peu cédé la place à des professionnels rétribués. Le « génie grec de la discorde », lui, devait préserver les milices attachées à une cité, de sorte qu'elles ne purent résister à une puissance plus forte, celle des Macédoniens semi-barbares. Néanmoins, comme bien d'autres choses venant de Grèce, l'idée de la milice survécut. Lorsque l'Europe de la Renaissance redécouvrit le monde classique, Machiavel – qui croyait en une souveraineté assurée par les armes – écrivit des livres sur le sujet et rédigea aussi une loi sur la milice de Florence (l'*Ordinanza* de 1505) dans l'espoir de libérer sa ville du fléau mercenaire[24].

Mais le système de la milice possédait une lacune militaire. Le service reposant exclusivement sur ceux qui possédaient des biens, le nombre des hommes qu'il était ainsi possible de réunir était largement inférieur à celui

de la population mâle du pays. Les Grecs acceptèrent cette limitation pour deux raisons : d'abord parce que cette règle résolvait le problème lancinant du coût d'une armée – chaque soldat se payant lui-même ; et aussi parce qu'elle assurait une extrême fiabilité des troupes. L'obligation de posséder un bien donnait au corps de la milice une unité dépassant les différences politiques, car il y avait, d'une part, les propriétaires et, de l'autre, les sans-terre, les esclaves et tous ceux qui, n'ayant pas la citoyenneté, n'accédaient pas au droit de porter des armes. En cas d'urgence, cet élitisme pouvait constituer un sérieux désavantage, comme ce fut le cas pour les Spartiates (qui appliquaient ce principe avec une extrême rigueur) durant la guerre qui les opposa à Thèbes au IVe siècle avant J.-C.

La conscription, elle, ne connaît pas d'exclusive et concerne tous les individus valides, sans distinction de richesse ou de droits politiques. Aussi n'a-t-elle jamais intéressé les pays craignant que leurs sujets, une fois armés, ne prennent le pouvoir. Elle ne tenta pas davantage les Etats qui éprouvaient des difficultés financières. La conscription est faite pour les Etats riches offrant les mêmes droits – ou tout du moins une apparence de droit – à tous. Le premier Etat qui réunit toutes ces conditions fut la France de la Ire République. Quelques autres, comme par exemple la Prusse au temps du Grand Frédéric, avaient connu auparavant un système approchant mais qui ne fonctionnait que pour compléter l'armée régulière. En août 1793, la Ire République française proclama que « jusqu'à ce que l'ennemi ait été chassé du territoire de la République, tous les citoyens étaient réquisitionnés en permanence pour le service des armées ». La condition antérieure de propriété qui limitait le service aux « citoyens actifs » était abolie[25]. De ce fait, tous les Français pouvaient devenir soldats et, en septembre 1794, la République comptait un million cent soixante-neuf mille hommes sous les drapeaux, nombre jusqu'alors inégalé en Europe.

Les succès foudroyants des armées révolutionnaires firent de la conscription le système militaire de l'avenir. Ils inspirèrent à Clausewitz sa thèse selon laquelle « la guerre est la continuation de la politique ». Les graves inconvénients de ce système, à savoir le fait qu'il militarise toute la société et coûte extrêmement cher, passèrent alors inaperçus ou furent négligés. Pendant longtemps, les armées révolutionnaires se soutinrent financièrement elles-mêmes grâce au pillage (à l'époque où la monnaie papier de la République avait remplacé les pièces, ce fut l'armée d'Italie

dirigée par Napoléon qui devint la principale source de devises fortes). Les autres gouvernements européens qui adoptèrent la conscription à partir du milieu du XIX^{e} siècle masquèrent sa charge financière réelle en ne versant aux conscrits que des sommes dérisoires à peine suffisantes pour servir d'argent de poche.

C'est dans ce sens que la conscription peut être assimilée à une sorte d'impôt. Mais, comme tous les impôts, il faut que tous ceux qui le paient y trouvent leur intérêt. En France, c'était la citoyenneté accordée à tous ceux qui effectuaient leur service militaire. Mais les gouvernements monarchiques qui l'adoptèrent au XIX^{e} siècle ne pouvaient admettre ce dispositif qui affaiblissait leur autorité. A titre compensatoire, ils ranimèrent le nationalisme avec un grand succès dans les Etats germaniques. Mais l'idée de la France selon laquelle seuls les hommes armés jouissent de la pleine citoyenneté avait fait son chemin. Rapidement, on érigea comme un idéal que les libertés civiques fussent à la fois le droit et la marque de ceux qui avaient porté les armes. Aussi, dans les Etats bénéficiant déjà de libertés civiques sans que la conscription y soit imposée, par exemple en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, vit-on curieusement des citoyens s'imposer dans les gouvernements en tant que soldats volontaires. Quant aux pays qui s'efforçaient de limiter la croissance des institutions parlementaires en imposant la conscription, comme la Prusse, les milices formées dans la classe moyenne au temps des guerres contre Napoléon tentèrent de survivre en se faisant les défenseurs des droits contre le pouvoir du roi et de son armée de métier.

Au cours de cette longue évolution, l'adoption de la conscription générale par les pays avancés d'Europe continentale s'accompagna d'une extension du droit de vote bien que les parlements eussent moins de pouvoir que ceux des pays anglo-saxons. Aussi, lorsque éclata la Première Guerre mondiale, l'Europe se trouvait formée d'Etats possédant pour la plupart des institutions parlementaires et entretenant tous des armées nombreuses recrutées par la conscription. La loyauté de ces armées, renforcée par le sentiment national, résista pendant les trois premières années aux horreurs de la guerre. Mais, en 1917, le fait d'avoir fait de chaque homme un soldat – ce qui représentait un coût élevé, tant sur le plan psychologique que matériel – commença à produire ses inévitables effets. De nombreuses mutineries éclatèrent dans l'armée française au printemps de cette année-là. En automne, l'armée russe s'effondra puis ce fut le tour de l'armée

allemande l'année suivante. Après l'armistice de novembre 1918, les soldats rentrèrent chez eux et se démobilisèrent eux-mêmes tandis que la révolution éclatait au sein de l'Empire allemand. C'était l'habituelle étape d'un processus cyclique entamé cent vingt-cinq ans plus tôt lorsque la France avait appelé tous les citoyens aux armes pour sauver la Révolution. La politique était devenue une prolongation de la guerre. Le vieux dilemme auquel étaient confrontés les Etats – comment entretenir des armées efficaces, pas trop onéreuses, et sur lesquelles on puisse compter – n'était pas plus résolu qu'au temps où Sumer avait pour la première fois commencé à payer ses soldats sur son budget.

4
Le fer

La pierre, le bronze, le cheval : autant de supports de la guerre à l'époque où les premiers Etats se formaient et devaient résister aux assauts des peuples guerriers vivant au-delà de la zone cultivée. Et cependant ils demeuraient limités, chacun à sa manière, par les ressources naturelles. La pierre est difficile à façonner. Le bronze s'obtient à partir de métaux n'existant qu'en quantité limitée. Quant au cheval, pour en élever un nombre suffisant à équiper une armée, il faut des pâturages qu'on ne trouve que dans certaines régions du monde. Si les hommes n'avaient disposé que de ces moyens de faire la guerre, celle-ci n'aurait pas dépassé en étendue et en intensité les expériences militaires du I^er^ millénaire avant J.-C. Et, par voie de conséquence, les sociétés humaines n'auraient sans doute pas dépassé le stade pastoral ou l'agriculture primitive – sauf, peut-être, dans les vallées des grands fleuves où les conditions de vie sont plus favorables. Il fallait une autre ressource pour attaquer la surface de la terre dans les zones boisées tempérées, et pour revendiquer les territoires où s'étaient déjà établies de riches et puissantes minorités qui, à l'âge du bronze, monopolisaient les techniques coûteuses de la guerre.

Ce fut le fer qui joua ce rôle. Certains érudits mettent en doute la réalité d'une « révolution de l'âge du fer », en partie parce que la thèse fut proposée par les marxistes, qui ont une vision déterministe et mécaniste de l'histoire. Mais il n'est pas nécessaire de passer par là pour comprendre combien la soudaine et abondante apparition d'un matériau capable de former des objets tranchants et résistants devait entraîner un changement dans les relations sociales (jusqu'alors, en effet, de tels matériaux étaient réservés à un petit nombre en raison de leur coût et de leur rareté). Les hommes purent disposer non seulement d'armes tranchantes, mais aussi

d’outils pour les travaux de labour ou de défrichage qui s’effectuaient auparavant à l’aide de pierres ou de bâtons. Ces outils les incitèrent à s’attaquer à des sols qui résistaient jusque-là à leurs efforts et, ainsi, à exploiter des régions éloignées de leur établissement d’origine, à tirer un parti plus intensif de celles qu’ils occupaient déjà ou, simplement, à coloniser des territoires conquis auparavant par les conducteurs de chars.

Le fer est un matériau sans histoire, à la différence du bronze, alliage de cuivre et d’étain. La rareté de ce dernier minerai, dont les sources sont, de plus, très localisées, en fit un produit coûteux sur lequel il était facile de prélever des taxes pour son transport ou son déchargement. Les peuples guerriers monopolisèrent donc rapidement le bronze et s’en servirent pour assurer leur domination. Le fer, lui, n’est pas rare. Il représente 4,2 % de la masse de la Terre et on en trouve dans de nombreuses contrées[1]. Mais, à l’état pur, celui que les hommes primitifs savaient reconnaître et façonner, il est encore plus rare que l’étain, car on ne le trouve que sous la forme de météorites ou de dépôts telluriques. Aussi, quand l’homme découvrit – on ne sait comment – qu’on pouvait l’extraire de sa gangue de terre en le chauffant, tout devint plus facile. On pense que les premiers à forger le fer furent les forgerons de Mésopotamie vers 2300 avant J.-C., alors qu’ils cherchaient à extraire des pigments (l’ocre par exemple) de minerais composites[2]. Les forgerons pratiquaient un art mystérieux et formaient une classe à part, protégée par les guerriers auxquels ils réservaient leur précieuse production. Il est donc probable qu’ils ont monopolisé au départ la production de fer dont l’usage ne s’est véritablement répandu que vers 1400 avant J.-C. A cette époque, le fer provenait essentiellement d’Anatolie où les gisements étaient abondants et d’exploitation aisée. C’est parce qu’ils disposaient du fer que les Hittites qui occupaient la région purent lancer leurs attaques contre les royaumes des vallées fertiles.

Lorsque leur royaume fut détruit vers 1200 avant J.-C., les Hittites cessèrent d’être les seuls maîtres de cette industrie naissante. Les forgerons d’Anatolie s’éparpillèrent, portant ailleurs leur technique, à la recherche de nouveaux acheteurs et de nouveaux protecteurs. De plus, il est possible que le travail du fer ait atteint à cette époque un stade qui facilitait son transfert. La technique évolua par étapes. La première d’entre elles consista à perfectionner le four dans lequel le minerai était fondu afin de produire des lingots de dimensions pratiques et avec le minimum de combustible (principalement le charbon jusqu’à ce que les Chinois puis les Européens

apprennent à le transformer en coke). La fusion du fer exige des températures plus élevées que celle du cuivre ou de l'étain, ainsi que des fours à fort tirage. Ceux-ci furent d'abord construits au sommet de collines venteuses jusqu'à ce que l'on découvre les soufflets. Environ 8 % de minerai donnait du fer sous une forme spongieuse appelée « brame » ou « bloom ». Pour obtenir les lingots à partir desquels on façonnait les outils et les armes, il fallait chauffer et marteler cette masse à plusieurs reprises. Et même après ce travail, les produits demeuraient encore peu résistants et s'émoussaient rapidement, à moins que le minerai n'ait exceptionnellement contenu une forte proportion de nickel. Le martelage à froid que les forgerons pratiquaient sur le bronze ne fonctionnait pas avec le fer. Ce n'est qu'aux environs de 1200 avant J.-C. qu'on finit par découvrir que les pièces forgées à chaud et aussitôt plongées dans de l'eau devenaient résistantes et conservaient leur tranchant. A partir de ce moment, le fer se révéla nettement supérieur au bronze. Cette période coïncide justement avec la dispersion des forgerons d'Anatolie dans le Proche-Orient.

L'apparition des techniques de la fonte et de la forge a eu diverses conséquences sur le plan militaire. Mieux armés, les peuples guerriers purent lancer des assauts contre les Etats riches et peuplés, ce qui entraîna les désordres qui agitèrent le Proche et le Moyen-Orient au début du I^{er} millénaire avant J.-C. Mais les empires riches et peuplés eurent aussi les moyens d'entretenir et d'armer des troupes nombreuses pour riposter à ces attaques. L'armée assyrienne était équipée de fer mais l'Egypte, en retard sur le plan technologique, dut attendre les derniers pharaons pour suivre son exemple.

Les armes les plus remarquables du premier âge du fer n'ont pas été découvertes en Orient mais en Europe. Ce sont les épées de la civilisation dite de Hallstatt et datent d'environ 950 avant J.-C.[3]. Copiées sur les modèles de bronze, ces épées devinrent ensuite de plus en plus longues, ce qui prouve que le matériau était abondant. On a également trouvé dans des sépultures hallstattiennes des pointes de lances et des morceaux de boucliers rivetés, mais ce sont surtout les épées qui prédominent. Le peuple de Hallstatt devait savoir s'en servir et compter sur leur tranchant et leur pointe pour venir à bout de ses ennemis.

La civilisation de Hallstatt, ainsi nommée d'après le lieu où elle fut découverte en Tchécoslovaquie, fait partie de celle des Celtes, ce peuple mystérieux qui se répandit dans toute l'Europe occidentale au I^{er} millénaire.

Au IIIe siècle après J.-C., ils envahirent aussi l'Anatolie. A leur apogée, les Celtes se montrèrent des conquérants et des colonisateurs, et leurs armes de fer furent rapidement adoptées par les peuples voisins, en particulier par les Grecs qui vivaient sur l'autre versant des montagnes bordant la grande plaine d'Europe.

Les Grecs et le fer

Comme les Celtes, les Grecs ont une origine mystérieuse. Ils sont probablement partis des rivages de l'Asie Mineure à la fin du IVe millénaire avant J.-C. pour se diriger vers Chypre, la Crète et les îles de la mer Egée. A peu près au même moment, la Grèce continentale était occupée par un autre peuple de l'âge de pierre issu des mêmes régions. Puis, vers le milieu du IIIe millénaire, apparut en Macédoine un peuple descendant du nord, sans doute des rives du Danube, de culture encore néolithique alors que les premiers arrivés entraient déjà dans l'âge du bronze. C'est ce peuple qui a apporté la langue finalement adoptée par tous les Grecs.

Il fallut un certain temps pour que se forme un seul peuple à partir de ces origines diverses. Jusqu'à la fin du IIe millénaire avant J.-C., la population des îles demeura distincte. Elle développa une civilisation – en particulier en Crète – bien supérieure à celle des Grecs du continent. Cnossos nous offre les vestiges d'un art très évolué. La mer protégeait la Crète des invasions et permettait un commerce qui apportait dans ses ports de riches marchandises. Mais, vers 1450 avant J.-C., cette civilisation minoenne fut anéantie par une catastrophe dont les archéologues ignorent toujours les causes. La découverte récente de fortifications minoennes sur les côtes de la Crète donne à penser que l'île n'était peut-être pas aussi protégée qu'on le pensait. Elle avait pu être auparavant victime de raids puis finalement conquise lors d'une seule et violente attaque venant peut-être de ces « peuples de la mer » d'Asie Mineure, peuples de pirates, ou bien des Grecs du continent, jaloux de la domination crétoise sur le commerce méditerranéen. En tout cas, les palais, les entrepôts, les ateliers furent tous détruits[4].

Entre-temps, une civilisation avancée de l'âge du bronze s'était développée sur le continent où l'on trouvait maintenant de nombreux petits royaumes tout le long de la côte orientale, en particulier dans le Péloponnèse. Celui de Mycènes, l'un des plus importants, donna son nom à

cette civilisation et, à la fin du Ier millénaire, des villes étaient également nées sur les rivages de l'Asie Mineure et, comme Troie, loin à l'intérieur des détroits conduisant à la mer Noire. Ces cités étaient assez riches pour entretenir des armées équipées de chars de guerre, si l'on en croit les tablettes portant en linéaire B les premiers signes écrits en grec. La comptabilité du palais, à Pylos, recense deux cents paires de roues de chars dans l'arsenal royal[5]. Nous ignorons d'où provenaient ces chars. Ils avaient pu être introduits par les peuples qui s'étaient rendus maîtres des royaumes côtiers, précisément grâce à l'efficacité de leurs chars. A moins que ces royaumes – qui ne manquaient pas de richesses – aient eu les moyens de les acheter. Quoi qu'il en soit, au XIIIe siècle avant J.-C., les chars jouaient un rôle assez important dans le monde grec pour prendre part à la longue guerre qui l'opposa à Troie. Dans l'*Iliade*, Homère nous présente ses héros partant au combat sur leurs chars.

Mais Homère – qui a composé son poème au VIIIe siècle, soit quelque cinq cents ans après les événements qu'il décrit – ne semble pas avoir compris le rôle joué par le char de guerre aux temps héroïques. Selon un historien moderne :

> Le char de guerre offrait l'avantage réel d'une attaque massive et rapide. C'est ainsi qu'il fut utilisé par les Mycéniens et par les royaumes du Proche et du Moyen-Orient qui entretenaient d'importantes unités de chars à l'âge du bronze et après la chute de Mycènes. L'image présentée par Homère ne devrait donc guère être différente. Pourtant, dans son récit, les guerriers utilisent surtout les chars comme moyen de transport et ils en descendent pour se battre à pied, armés d'un arc ou d'une lance. Deux armes qui ont rendu les unités de chars si puissantes lorsque fut inventée, dans la première moitié du IIe millénaire, la roue à rayons, plus légère et plus rapide[6].

On explique généralement la version erronée présentée par Homère en alléguant le temps qui sépare le récit des faits réels, faits dont on sait aujourd'hui qu'il ne s'agit pas d'un mythe. La guerre de Troie a bien eu lieu, sans doute à la suite de querelles pour l'obtention de droits commerciaux dans la mer Egée et les eaux environnantes. Mais ce décalage chronologique n'explique pas entièrement la difficulté de l'auteur à reconstituer les temps héroïques. La période intermédiaire avait vu la Grèce plongée dans une période obscure qui éloigne encore davantage un contemporain du VIIIe siècle avant J.-C. de faits s'étant déroulés cinq siècles plus tôt. Ce laps de temps peut se comparer, en Europe, à la période séparant l'histoire de Rome de celle des Carolingiens. Il semble même que

les Grecs du continent aient oublié l'écriture pendant les trois cents ans qui suivirent l'année 1150 avant J.-C.[7]. Le pays était alors envahi par une nouvelle vague de peuples venus du nord, connus plus tard sous le nom de Doriens, des Barbares qui, cependant, parlaient le grec. La première vague vint sans doute par mer, mais les suivantes traversèrent les terres, apportant avec elles le cheval et les armes de fer, sans doute poussées par d'autres peuples cavaliers des frontières de la steppe.

Avant ces invasions, une poignée de Grecs mycéniens, surtout originaires d'Attique, dans les environs d'Athènes, réussirent à défendre leurs sites fortifiés puis à recoloniser les îles (migrations ioniennes) pour restaurer la culture grecque dans tout le monde égéen jusqu'aux rivages de l'Asie Mineure où, au X^{e} siècle avant J.-C., ils fondèrent douze villes fortifiées liées à Athènes qu'elles considéraient comme leur cité mère et avec laquelle elles commerçaient par voie maritime. Sur le continent grec, aucun des royaumes mycéniens ne parvint à conserver son indépendance. Les envahisseurs doriens s'emparèrent des meilleures terres, réduisirent les habitants en esclavage et les firent travailler pour eux. Mais ils ne réussirent pas à faire la paix entre eux. « Un village se battait contre un autre et les hommes vaquaient à leurs affaires armés[8]. »

Ce modèle caractéristique des conquêtes gagnées par des peuples guerriers est à l'origine de l'une des institutions les plus typiques et les plus influentes de la Grèce, la cité-Etat. On en retrouve la trace dans les colonies doriennes de Crète où la constitution reconnaissait des droits civiques à ceux qui portaient des armes lorsqu'il s'agissait de descendants des conquérants. Mais elle refusait ces droits aux autres. En vigueur pendant la période allant de 850 à 750 avant J.-C., « ces constitutions crétoises présentent la caractéristique d'orienter les citoyens non vers leur groupe familial mais exclusivement vers l'Etat[9] ». Les fils des familles dirigeantes étaient enrôlés dans l'armée à l'âge de dix-sept ans. Ils suivaient une stricte discipline et un entraînement sportif, allaient à la chasse et s'exerçaient à des simulacres de combats. Les malheureux qui n'étaient pas acceptés dans ce groupe perdaient la plupart de leurs droits légaux ainsi que le droit de cité. A dix-neuf ans, ceux qui avaient réussi toutes les épreuves étaient admis comme membres d'un cercle fermé d'hommes qui prenaient leurs repas et combattaient ensemble. Ce « mess » était financé par le budget de l'Etat et devenait pour chaque jeune homme un véritable foyer bien qu'il

leur fût possible de se marier. Mais les épouses et les enfants menaient une existence bien distincte et la vie de famille était réduite au minimum.

Tous ceux qui n'appartenaient pas à cette classe d'élite obéissaient à toutes sortes de degrés de sujétion. Les descendants des premiers conquérants étaient esclaves, qu'ils soient attachés au domaine de leur maître ou à celui de l'Etat. Les propriétaires terriens avaient aussi leurs esclaves personnels qu'ils achetaient sur le marché. Les populations soumises après les premières invasions avaient un droit de propriété mais devaient payer des impôts et ne possédaient pas le droit de cité. Comme l'exprime une chanson à boire crétoise du IXe siècle, « ma richesse, c'est mon épée, ma lance et le solide bouclier qui protège ma poitrine. C'est avec eux que je laboure, que je moissonne, que je foule le vin sucré du raisin, c'est cela qui me donne le titre de maître des serfs[10] ».

> La *polis* (cité-Etat) tire ses principales caractéristiques de son origine. De ses éléments constitutifs, les *khomai* (villages), elle a hérité un sens profond de la parenté, de sorte que la citoyenneté se définit généralement par la descendance héréditaire. Elle perpétue la distinction entre maître et serf et soutient le privilège de la classe des citoyens dans la communauté. Elle favorise l'économie agricole qui assurait son autonomie matérielle et assure aux citoyens suffisamment de loisirs pour pratiquer les arts de la paix et ceux de la guerre[11].

La *polis* et sa constitution émigrèrent vers le continent grec dans une forme très proche de leurs origines crétoises, et elles s'y enracinèrent, notamment à Sparte, l'Etat le plus guerrier de toute la Grèce. A Sparte, la distinction entre ceux qui portaient les armes et ceux qui n'en possédaient pas – ou encore les serfs, pratiquement dénués de tous droits – atteignit un point extrême et la disproportion entre les deux groupes s'accentua. L'éducation des garçons dans des unités d'entraînement débutait à sept ans. Une ségrégation s'opérait aussi entre les filles. Les plus favorisées suivaient également un entraînement physique, on leur apprenait la musique et la danse. Jusqu'au mariage, elles devaient rester à la maison alors que les garçons vivaient à l'écart, sous le contrôle de leurs aînés et le commandement d'un surintendant de l'Etat. Leur vie durant, ils devaient s'efforcer d'endurcir leur corps en s'opposant à des groupes de leur âge dans des compétitions sportives ou des épreuves d'endurance. Ils commençaient leur formation dans les armes à l'âge de dix-huit ans et, pendant un certain temps, étaient employés dans un service secret contre les serfs. A vingt ans, ils s'installaient dans des baraquements – bien

qu'autorisés à se marier à cet âge, ils n'avaient pas le droit de vivre avec leur femme – et, à trente ans, ils pouvaient prétendre à la pleine citoyenneté par voie d'élection. Seuls les candidats élus à l'unanimité y accédaient ; ils assumaient alors les tâches d'un Spartiate « accompli » : garder la haute main sur la classe des serfs (les ilotes) et se tenir prêt au combat. Chaque année, ils s'attaquaient aux ilotes et en profitaient pour faire disparaître ceux que le service secret jugeait dangereux.

Il n'est donc pas étonnant que Sparte ait bientôt dominé tous ses voisins moins combatifs, car les historiens ne connaissent sans doute aucune autre société ayant élevé à une telle perfection le système guerrier. Au VIIIe siècle avant J.-C., les Spartiates commencèrent par se rendre maîtres de la centaine de villages entourant leurs cinq villages d'origine ; puis ils conquirent la Messénie voisine au cours d'une guerre qui dura vingt ans (940-920 avant J.-C.). Ensuite, ils visèrent la totalité du Péloponnèse mais ce fut plus difficile. Après une longue période de rébellion des villes soumises à leur domination, ils furent défiés par l'Etat voisin d'Argos qui les vainquit à Hysiai en 669. Pendant dix-neuf ans, Sparte dut lutter pour sa survie, mais, au VIe siècle, après une bataille contre Argos opposant « trois cents champions » de chaque partie adverse, Sparte l'emporta et devint la première puissance militaire du Péloponnèse.

Pendant ce temps, les autres grandes villes de la Grèce se développaient de manière différente et dans des directions multiples. Leur influence s'étendit principalement sur les îles et les rivages de l'Asie Mineure et, progressivement, généra la fondation de colonies en Sicile, dans le sud de la France puis sur les rives de la mer Noire et le long des côtes libyennes. Tandis que Sparte perfectionnait ses armes, ses tactiques et son organisation militaire pour devenir la plus puissante force grecque sur terre, les autres Etats, principalement Athènes, s'érigeaient en puissances maritimes et construisaient des bateaux afin de s'assurer la maîtrise de la mer Egée et de la Méditerranée orientale face aux Perses et aux peuples marins qui leur étaient soumis.

La guerre contre la Perse n'éclata pas tout de suite. Il fallut attendre l'avènement de Cyrus le Grand pour que le royaume perse soit unifié. Durant le VIe siècle avant J.-C., les Grecs se faisaient surtout la guerre entre eux, les cités-Etats continuant à se quereller à propos de terres, de pouvoir ou de droits commerciaux. Ce fut aussi une nouvelle forme de guerre, avec l'emploi d'armes en fer et d'unités bien plus nombreuses qu'au temps des

Mycéniens, la participation de petits paysans qui avaient aussi droit de cité, et des combats d'une férocité jusqu'alors inégalée. Alors que d'autres peuples, tels les Assyriens, conservaient encore les caractéristiques originelles de l'art de la guerre – intimidation, préférence pour les combats à distance, emploi de projectiles et répugnance pour la lutte rapprochée sauf lorsque la victoire paraissait assurée –, les Grecs écartèrent ces tactiques hésitantes et leur préférèrent un combat décisif se déroulant selon les trois unités de temps, de lieu et d'action et dont le seul objectif était la victoire, même au prix du sang. C'était aussi une occasion unique de démontrer son habileté et son courage. Cette attitude nouvelle face à la guerre fut une véritable révolution, au point qu'un grand spécialiste de la stratégie militaire a suggéré que les Grecs étaient les inventeurs « de la manière de combattre de l'Occident », grâce à laquelle les Européens réussirent à soumettre toutes les régions du monde où ils portèrent leurs armes[12].

La phalange et la guerre

La Grèce est un pays montagneux qui ne se prête à l'agriculture que dans ses vallées : les rares étendues de sol plat au nord du Péloponnèse, la Thessalie et la côte occidentale. Sur les pentes, on trouve des oliviers, de la vigne et quelques cultures en terrasses. Le blé, autre produit de base de la vie grecque avec l'huile et le vin, ne pousse guère que dans les vallées largement ouvertes et dans les plaines. On comprend mieux l'attachement des soldats-citoyens à leur lopin de terre – sept hectares, tout au plus – dont ils tiraient de quoi vivre et acheter des armes pour conserver leur place parmi les citoyens de la ville. Toute attaque contre leurs champs, vignes ou oliviers menaçait non seulement leur existence quotidienne, mais aussi leur qualité d'hommes libres. On s'explique ainsi mieux la férocité des combats lorsque des agresseurs en voulaient à leurs terres. L'historien américain Victor Hanson expose toutefois une théorie plus nuancée. Appartenant lui-même à une famille de vignerons, il constate par expérience qu'un vignoble, même dévasté jusqu'aux racines, a une faculté quasi miraculeuse de régénération au printemps suivant. Selon lui, pour anéantir totalement un demi-hectare de deux mille pieds de vigne, il faudrait y consacrer trente-trois heures de travail en moyenne[13]. Quant à l'olivier, il est encore plus résistant que la vigne[14]. A sa maturité, c'est une plante robuste et noueuse qui ne se consume pas facilement au feu et dont le tronc épais – il peut

atteindre une circonférence de six mètres – résiste aux coups de hache. Comme la vigne, il récupère bien, même si le processus n'est pas rapide. Aussi, pour ruiner vraiment le cycle agricole d'un pays tel que la Grèce, fallait-il plutôt s'attaquer aux champs de céréales, la destruction répétée d'une moisson conduisant rapidement à la famine[15]. Mais il ne s'agissait pas d'une tâche aisée, car le blé encore en herbe ne brûle pas et la moisson récoltée était à l'abri de granges très bien défendues. Les champs ne se trouvaient donc vulnérables que pendant une courte période, lorsque les blés étaient déjà mûrs et encore sur pied, c'est-à-dire pendant quelques semaines du mois de mai.

La disposition des champs ne facilitait pas non plus les incursions rapides et le pillage. Les paysans grecs savaient comment protéger leurs biens et leurs terres par des murs, chacun d'eux vivant ainsi pratiquement isolé de ses voisins. « Les attaquants ne pouvaient donc galoper librement dans la contrée pour y semer la ruine […], clôtures, collines, petits vergers ou vignobles, tout contribuait à ralentir l'avance[16]. » Lorsque l'ennemi se montrait aux portes, ne pouvant donc plus, à l'évidence, dissimuler plus longtemps ses plans d'attaque, il laissait déferler alors tout l'impact de sa violence, mais les fermes qui approvisionnaient les citoyens, les soldats et les chefs de famille pouvaient être collectivement épargnées.

Cette analyse était déjà largement acceptée lorsque Hanson commença à s'intéresser au sujet. Il y ajouta une idée nouvelle. Compte tenu du laps de temps très bref pendant lequel les attaques ennemies déferlaient sur le monde agricole grec – soit 80 % de ceux qui avaient la qualité de citoyens, selon Hanson – et aussi du fait que les attaquants devaient eux-mêmes quitter leurs propres champs pour aller guerroyer, il était de l'intérêt des deux parties de conclure le combat d'une manière aussi rapide et décisive que possible[17]. Voilà donc comment l'« idée » d'une décision militaire s'implanta d'elle-même dans les esprits, venant renforcer d'autres moyens décisifs, qu'ils soient d'ordre politique ou relevant de la logique intellectuelle ou, encore, d'un sens aigu de l'intrigue – autant d'éléments que nous considérons aujourd'hui comme notre héritage grec. Mais il importe toutefois de ne pas situer l'effet avant la cause. La période glorieuse de la Grèce, tant sur le plan intellectuel qu'artistique, se situe deux siècles après que les Grecs eurent commencé par se battre dans les rangs serrés de la phalange, bouclier contre bouclier, lance contre lance. Tout en atteignant les sommets de la civilisation, ils avaient conservé de

leur passé l'instinct primitif de revanche que les dieux de leur panthéon pratiquaient sans remords dans le cadre des mythes que tous connaissaient par cœur. Pour Hanson :

> L'art militaire des Grecs peut provenir de la progression d'une idée forte, du sentiment, pour les petits paysans que leurs terres devaient à tout prix demeurer inviolées – *aporthetos* –, qu'ils avaient seuls le droit de les parcourir, et que tous les citoyens étaient prêts à en défendre sur-le-champ l'intégrité. […] Pour la plupart des Grecs, la réponse la plus honorable et la plus expéditive à une insulte faite à leur souveraineté était la bataille rangée. Leurs traditions, leurs devoirs et même leurs désirs les poussaient à une rencontre rituelle avec l'ennemi, rencontre de front et à la lance, pour achever toute l'affaire rapidement et efficacement[18].

Cette évolution peut avoir été renforcée par les compétitions sportives, les courses de chars, de chevaux, la boxe ou la lutte qui commencèrent à être organisées tous les quatre ans à Olympie, dans le Péloponnèse occidental, sur le territoire de la ville d'Elis. Les Etats du monde grec s'y mesuraient, et cela à partir de 776 avant J.-C. Ces jeux se poursuivirent sans interruption pendant plus d'un millier d'années jusqu'en 261 après J.-C. En réalité, ils remontaient à une époque très ancienne. Homère présente les héros de la guerre de Troie rivalisant d'adresse dans des courses de chars attelés de deux chevaux, des combats de boxe, de lutte, des concours de lancer de poids, de course à pied. Ces épreuves se déroulèrent lors de fêtes organisées par Achille « pour accompagner les funérailles rituelles de son ami Patrocle tué par Hector dans un combat individuel devant les portes de Troie[19] ».

Bien d'autres peuples pratiquèrent des coutumes semblables. Les Hopi de l'Arizona organisaient des courses dont les participants symbolisaient les nuages et la pluie, dans l'espoir que l'un ou l'autre de ces éléments favorise la croissance de la végétation. De nombreux peuples de chasseurs, comme les Hurons ou les Cherokees d'Amérique du Nord, participaient à des jeux rituels ou des épreuves d'habileté qui les préparaient à la chasse. Les nomades de la steppe eux-mêmes, pourtant très individualistes, s'affrontaient à cheval pour placer un objet au-delà d'une ligne[20]. En général, toutefois, la compétition était ignorée des peuples cavaliers, surtout si elle impliquait un contact physique violent, lequel constituait à leurs yeux une insulte personnelle si l'on en croit un dialogue entre Solon et un Scythe venu assister aux jeux Olympiques. Des tombes égyptiennes du Nouvel Empire nous montrent des soldats en train de lutter, mais il s'agit d'Egyptiens affrontant des Syriens ou des Numides, ces derniers toujours

représentés vaincus. Il ne s'agit donc pas d'un combat entre égaux tels que les Grecs l'entendaient[21]. Quand Hérodote parcourut l'Egypte au Ve siècle avant J.-C., il « s'étonna de constater que des jeux n'étaient pas organisés. Mais cette forme de compétition ouverte était incompatible avec des sociétés aussi rigidement stratifiées que celles du Proche-Orient ancien avec leurs pharaons et autres souverains absolus, d'essence divine ou parfois considérés eux-mêmes comme des dieux[22] ».

Ces jeux soulevaient aussi des critiques dans le monde grec, en particulier les affrontements violents tels que la boxe ou la lutte. Comme aujourd'hui, on leur reprochait d'offrir des récompenses excessives aux vainqueurs, d'être un exemple d'individualisme asocial, et d'exposer les participants à des blessures qui pouvaient les rendre inaptes à la vie active. Platon observe nettement que les tactiques des boxeurs et des lutteurs « ne servent à rien en cas de guerre et ne méritent pas qu'on en parle ». Son jugement relève d'un idéalisme un peu trop absolu. Les sports violents récompensés par des victoires nettes ont contribué à renforcer l'éthique militaire grecque. Et, de toute façon, les Grecs se battaient avec une telle brutalité qu'aucune simulation ne pouvait égaler de telles horreurs[23].

Les combattants grecs se plaçaient sur le champ de bataille en rangs serrés, épaule contre épaule, pour former une masse compacte généralement formée de huit rangs. Après le VIIIe siècle, ils furent équipés de manière uniforme, mais chacun devait fournir individuellement son arme et son armure. Le coût de cet équipement, surtout pour le casque de bronze, la cuirasse et les cnémides protégeant les jambes, représentait une lourde charge que seuls pouvaient assumer les hommes propriétaires de biens[24]. (La survivance de l'armure en bronze à l'âge du fer s'explique par le fait que les forgerons de l'époque ne parvenaient pas à produire un métal suffisamment malléable pour en tirer de grandes plaques d'une égale résistance ; dans d'autres régions, les soldats portaient déjà des armures en fer formées d'écailles et d'anneaux métalliques fixés sur une tunique de cuir. Quant aux casques de fer utilisés dans le Proche-Orient, ils n'offraient pas une protection comparable à celle du bronze.) Une telle protection était indispensable à l'homme qui intégrait une phalange – littéralement « cylindre », terme également associé aux doigts de la main, peut-être parce que la forme de celle-ci évoque des lances placées côte à côte. En effet, les chocs auxquels le soldat était exposé n'étaient pas provoqués par une épée ou une pointe de flèche – qui pouvait ricocher sur une surface métallique –

mais par une pointe de fer acérée montée à l'extrémité d'une solide hampe en frêne. Lancée à toute force, elle pouvait pénétrer n'importe quelle surface, à l'exception du métal le plus résistant.

Les soldats étaient également protégés par un bouclier rond et convexe, le *hoplon*, d'où dérive le terme « hoplite » utilisé pour désigner les membres d'une phalange grecque. C'était un bouclier en bois renforcé de fer, de près d'un mètre de diamètre. Suspendu à l'épaule à l'aide d'une lanière de cuir, on tenait sa poignée de la main gauche. La main droite, libre, saisissait la lance serrée par le coude contre les côtes, la pointe dirigée vers l'homme qui faisait face dans les rangs ennemis. Thucydide a été le premier à observer que la phalange en mouvement avait tendance à dériver sur sa droite, car chaque homme avançait au plus près de la protection offerte par le bouclier de son voisin. Lorsqu'elles étaient au contact l'une de l'autre, deux phalanges opposées semblaient tourner peu à peu autour d'un axe invisible sous la poussée collective née du désir de chacun de se mettre à l'abri.

Les phalanges ne se heurtaient pas sans des préliminaires que tous les Grecs jugeaient indispensables. Il s'agissait, entre autres, d'offrir un sacrifice. « Car les Grecs n'entreprenaient rien sans le rituel approprié les assurant du soutien, de l'approbation ou, au moins, de la neutralité des puissances naturelles […] chaque étape menant au choc final de deux phalanges d'hoplites sur le champ de bataille était marquée par un appel aux dieux. » Une armée sur le chemin de la guerre était accompagnée de moutons que l'on sacrifiait avant de traverser une rivière ou une frontière, à l'endroit où l'on établissait le camp, puis, pour finir, sur le champ de bataille même. Ces *sphagia*, ou « rites du sang », étaient accomplis « dans l'espoir d'obtenir des signes permettant d'attendre un résultat favorable ou comme cérémonie d'apaisement. Il pouvait aussi y avoir des implications plus brutales, le sang rituel symbolisant celui qui serait versé pendant la bataille tandis qu'on en appelait aux dieux : « Nous tuons. Puissions-nous tuer[25]. » Mais lorsque survenait le moment d'accomplir les *sphagia*, les hoplites avaient généralement raffermi leur courage par d'autres méthodes. Avant le choc des armes, les adversaires prenaient un repas rituel comportant une ration de vin probablement plus généreuse qu'à l'ordinaire. La consommation d'alcool avant le combat est une coutume généralisée dans tous les pays où il est possible de s'en procurer. Les hoplites étaient également exhortés au combat par leurs commandants et, aussitôt après le

sacrifice sanglant des *sphagia*, ils se mettaient en marche en poussant leur cri de guerre, leur *paean* reproduit par Aristophane sous la forme d'un hululement qui ressemblerait à *eleleu*.

Les commandants marchaient-ils ou non à la tête des rangs ? On ne le sait pas avec certitude. Le fait semble vérifié dans le cas des phalanges spartiates, ainsi que nous le dit Homère dans l'*Iliade* lorsqu'il décrit ce que l'on nomme aujourd'hui les « proto-phalanges ». Thucydide le confirme à titre d'historien mais aussi de vétéran de guerre. Selon lui, le mur de boucliers présenté par les Spartiates laissait deviner les subdivisions tactiques grâce aux vêtements distincts des commandants au premier rang. Le choix d'un poste en première ligne reflète bien l'éthique guerrière de cette société. Ailleurs, et en particulier à Athènes, les usages différaient. « Dans les cités grecques classiques, il n'existait tout simplement pas de classe d'officiers. » Les postes militaires étaient attribués par élection, comme les postes civils, et il n'y avait pas de concept tactique dans le fait que les hommes se mettaient en avant. Les phalanges ne gagnaient pas la guerre sous l'effet d'encouragements ou d'exemples de bravoure, mais grâce au courage de tous dans un choc terrifiant et meurtrier de corps et d'armes entremêlés[26].

Hanson a brillamment décrit, avec imagination, ce style effroyable et totalement révolutionnaire de combat. Il n'accorde pas de signification réelle aux escarmouches préliminaires lancées par l'infanterie légère – composée de non-propriétaires qui n'avaient pas les moyens de se doter d'un équipement – ni aux parades des quelques riches guerriers à cheval qui accompagnaient parfois l'armée. La Grèce ne pouvait nourrir des troupeaux de chevaux et ne comptait donc pas sur des opérations de cavalerie. Les phalanges adverses se rendaient sur l'un des sites, peu nombreux, réunissant les conditions nécessaires à un affrontement et, sans perdre de temps, comme nous le dit Hérodote, « une fois choisi l'endroit le meilleur et le plus plane, ils s'y rendaient pour livrer bataille[27] ».

Après avoir traversé un espace vide d'environ cent cinquante mètres de large en courant maladroitement sous le poids d'armes et d'armures pesant jusqu'à cent quarante kilos, les rangs adverses se jetaient droit les uns contre les autres. Au moment du contact, chacun avait choisi sa cible, poussant sa lance dans les interstices qu'il pouvait trouver entre les boucliers et visant un endroit du corps qui n'était pas protégé : la gorge, l'aisselle, l'aine. Il fallait saisir sa chance au vol. Lorsque le choc se

produisait au premier rang, les autres rangs de la phalange se télescopaient et le poids des sept hommes placés à l'arrière s'abattait sur les soldats de tête engagés avec l'ennemi. Sous l'impact, un certain nombre d'hommes tombaient inévitablement, morts, blessés ou piétinés par les rangs. Une brèche pouvait alors se former dans le mur de boucliers. Les hommes des deuxième et troisième rangs tentaient de l'élargir avec leurs lances, repoussant et transperçant tous ceux qu'ils pouvaient atteindre depuis leur position relativement protégée. Si la brèche s'ouvrait, c'était alors l'*othismos*, la « poussée des boucliers », qui continuait à l'agrandir et, pour conquérir plus d'espace, l'hoplite usait alors de son épée, sa seconde arme, pour couper les jarrets de son ennemi. L'*othismos* représentait la méthode la plus sûre, mais elle pouvait conduire à la *pararrexis*, la « rupture », lorsque les hommes les plus exposés à la pression ennemie commençaient à fléchir et brisaient la formation. Ils pouvaient aussi, plus honteusement, tenter d'échapper à la mort en reculant au risque de semer la panique parmi leurs compagnons.

Lorsque la phalange était brisée, la défaite devenait inévitable. Les hoplites du camp opposé trouvaient des espaces libres devant eux et pouvaient diriger efficacement leurs lances ou sabrer ceux qui s'enfuyaient. « Le danger augmentait encore avec l'entrée en jeu de la cavalerie et des fantassins légers qui, après les escarmouches du début, pouvaient à présent montrer qu'ils étaient eux aussi des combattants et poursuivaient les troupes ennemies en déroute[28]. » Il était difficile de leur échapper. En courant, les hoplites pouvaient jeter leur bouclier et leur lance, mais pas se défaire de leur armure. Thucydide raconte ainsi qu'après une défaite athénienne pendant l'expédition de Sicile en 413 avant J.-C., « on trouvait plus d'armes abandonnées que de cadavres ». Au moment de choisir entre la vie et la mort, les citoyens-soldats, s'ils l'avaient pu, auraient également jeté leur coûteuse armure dont ils étaient si fiers[29]. Mais cela n'aurait sans doute pas hâté leur fuite, car, une demi-heure ou une heure après le combat rapproché, les hoplites étaient épuisés physiquement et sans doute aussi psychiquement. Ils ne pouvaient rivaliser à la course avec des fantassins ennemis encore frais et légèrement équipés. Les plus braves et les plus disciplinés tentaient de se retirer par groupes en continuant de se battre. C'est ce que fit Socrate, qui survécut à la défaite athénienne de Délion, en 424 avant J.-C., en prenant le commandement d'un groupe et « en faisant comprendre, même à distance, que si quelqu'un voulait attaquer un homme

comme lui, il rencontrerait une forte résistance[30] ». Toutefois, la plupart de ceux qui fuyaient les rangs vaincus se contentaient de fuir pour sauver leur vie mais finissaient souvent taillés en pièces alors qu'ils se traînaient difficilement pour tenter de trouver un lieu sûr.

On a calculé qu'une phalange pouvait, une fois défaite, avoir perdu 15 % de ses hommes, tués au combat, des suites de leurs blessures (à l'abdomen, elles provoquaient presque toujours une péritonite) ou au cours du massacre consécutif à leur fuite. Les pertes pouvaient être encore plus élevées si la phalange gagnante poursuivait les vaincus jusque chez eux. En général, pourtant, cela n'arrivait pas. « Poursuivre les hoplites en fuite n'était pas considéré comme essentiel. Les vainqueurs ne voyaient pas pourquoi ils ne rééditeraient pas leur succès quelques jours plus tard si l'ennemi se regroupait une seconde fois en s'imaginant à tort qu'il pouvait à nouveau courir sa chance. » Finalement, « de part et d'autre, on se contentait généralement d'échanger les morts au cours d'une trêve », car les Grecs se faisaient un devoir sacré de donner des funérailles honorables à ceux qui étaient tombés au combat. Puis « les vainqueurs, après avoir élevé un trophée de guerre ou un simple monument rappelant leur succès, rentraient chez eux, triomphants et désireux de recueillir les louanges de leur famille et de leurs amis[31] ». Mais puisqu'ils se battaient avec une telle férocité, pourquoi les Grecs n'anéantissaient-ils pas l'armée vaincue, un processus de destruction que l'âge moderne accepterait comme une conséquence inéluctable ? Sur ce point, Hanson est catégorique : « Ni d'un côté ni de l'autre, on n'envisageait de victoire définitive au sens moderne du terme, pas plus que la mise en esclavage des vaincus. Les combats des hoplites grecs étaient des luttes entre petits propriétaires terriens qui, par consentement mutuel, cherchaient à limiter la guerre (et donc le nombre de morts) à une rencontre unique, brève et cauchemardesque[32]. »

Nous pouvons proposer deux explications à cette attitude, l'une trouvant ses racines dans des temps très anciens, l'autre découlant directement du caractère nouveau que les Grecs avaient donné à leur *polis*. Malgré sa férocité, si étrangère aux tactiques indirectes et fuyantes des primitifs que nous connaissons maintenant, il demeure néanmoins de fortes traces de primitivité dans cette manière de combattre. D'abord le désir de revanche. Les Grecs ne se battaient pas à la suite de rapts de femmes – bien que des érudits modernes admettent que ce fut là une des causes, sinon la principale, de la guerre de Troie aux temps héroïques –, mais ils

considéraient sans doute l'invasion du territoire de leur cité-Etat comme un affront d'une gravité équivalente, le viol d'un tabou. Si telle était la nature de la provocation, cela explique la rapidité de la réponse hoplite. Le fait de chercher réparation – qui est également un mouvement primitif – explique pourquoi cette réponse prenait fin lorsque la réparation était obtenue, avant d'en venir à une réponse décisive à la Clausewitz. Les Grecs ont donc accompli un saut extraordinaire dans le futur en réussissant à surmonter la crainte naturelle de l'homme face à des dangers qui le dépassent. C'est de ce point de vue qu'il convient de considérer la tactique hoplite : le combat rapproché avec des armes mortelles est un défi à la nature et les Grecs ne l'ont affronté que parce que le risque était partagé par tous, chacun étant soutenu par le courage de l'autre, épaule contre épaule dans les rangs. Lorsque le danger était passé, il n'y a donc rien de surprenant à ce que les survivants aient estimé en avoir fait assez. Poursuivre l'adversaire au-delà du champ de bataille, en admettant que l'hoplite, épuisé, en ait eu encore la force, eût ajouté à ce combat une dimension très étrangère à la mentalité des Grecs. De plus, il est peu probable qu'ils aient été animés par l'idée de conquête comme nous l'entendons aujourd'hui, du moins lorsqu'ils se battaient entre eux. Les conflits entre les cités-Etats – Argos, Corinthe, Thèbes et, surtout, Athènes et Sparte – aux VII^e^ et VI^e^ siècles avant J.-C., c'est-à-dire à l'« âge des tyrans », avaient surtout pour objectif d'élargir une ligue formée par des alliés, non d'imposer une domination à son adversaire. Dès les premiers temps « les Grecs ont toujours eu conscience qu'ils étaient différents des autres peuples. […] Les prisonniers de guerre, par exemple, n'étaient pas envoyés en esclavage, sort que l'on réservait aux « barbares ». Les grandes fêtes religieuses de l'année – principalement les jeux Olympiques – réunissaient la population de nombreuses cités et « l'on n'y admettait que ceux qui parlaient le grec ». Pour les Grecs, et en particulier les Athéniens et leurs cousins ioniens d'Asie Mineure qui se tournaient vers la *metropolis*, la cité mère, afin d'y puiser leur inspiration, la conquête concernait des peuples étrangers vivant au-delà des mers. Et, en effet, ils conquirent des terres pour implanter des colonies sur des rivages étrangers. Mais chez eux, et bien qu'ils se soient combattus fréquemment et de façon sanglante, ils ne cherchèrent pas – à l'exception peut-être de Sparte – à se priver les uns les autres de leurs droits reconnus. Au VI^e^ siècle, les cités-Etats évoluèrent vers des gouvernements collectifs. Les « oligarchies, les gouvernements

constitutionnels et les démocraties se répandirent partout[33] ». Tous les Etats conservèrent l'esclavage mais de récentes études ont montré que, dans la *polis*, la proportion d'esclaves par rapport aux hommes libres avait été exagérée. Au Ve siècle, à Athènes, les paysans-citoyens libres étaient infiniment plus nombreux qu'eux. Il est donc faux de supposer que les hoplites, sauf à Sparte, étaient libérés, grâce aux esclaves, des travaux des champs exigés par leurs petits domaines et se trouvaient ainsi disponibles pour la guerre[34].

Au VIIe siècle, Sparte était devenue, sous l'effet de son impitoyable système militaire, la première puissance du sud de la Grèce. Ses principales rivales, Argos, Athènes, Corinthe et Thèbes, ne pouvaient lui faire obstacle que dans le cadre d'un réseau d'alliances mouvantes. Le conflit s'aggrava en 510 avant J.-C. quand Sparte intervint directement pour tenter de renverser la démocratie adoptée par Athènes. Il s'ensuivit pendant plus de cent ans un affrontement entre deux principes : l'élitisme guerrier spartiate et le modèle offert par son principal rival. Pourtant, pendant un long moment, Sparte et Athènes furent contraintes de s'allier par esprit patriotique. En 511 avant J.-C., l'Empire perse ne cessait d'accroître sa puissance. Il s'étendait jusqu'aux rives de l'Oxus et du Iaxarte, et englobait la totalité de la Mésopotamie et de l'Egypte. Cette expansion l'amena à s'attaquer aux établissements ioniens d'Asie Mineure. D'abord soumises par Crésus de Lydie, ces villes passèrent sous le contrôle de la Perse. Puis, en 499 avant J.-C., elles se rebellèrent avec l'appui d'Athènes et réclamèrent leur indépendance. Darius, qui régnait alors sur la Perse, écrasa la rébellion. Mais il était déterminé à en détruire la racine qu'il suspectait d'être reliée au continent grec. En 490 avant J.-C., à la tête de cinquante mille hommes bien équipés, il s'embarqua et se fit déposer avec sa formidable flotte à Marathon, à une soixantaine de kilomètres au nord d'Athènes. Les Athéniens partirent aussitôt pour repousser l'avance perse, accompagnés de leurs alliés de Platée. Ils adressèrent aussi à Sparte un appel à l'aide urgent. Les Spartiates répondirent qu'ils viendraient dès qu'ils auraient accompli une cérémonie religieuse imminente. Mais, lorsque l'avant-garde de leurs troupes se présenta enfin, la bataille de Marathon était terminée. Les Athéniens, subissant peu de pertes, avaient anéanti un septième des forces perses et l'ennemi, défait, réembarqua sur ses navires pour rentrer chez lui.

Ce fut la première fois que la phalange grecque affronta une armée impériale composée d'esclaves-soldats d'inégale valeur. Hanson souligne à quel point l'avance grecque avait dû dérouter l'ennemi. Il relève un passage dans lequel Hérodote rapporte que Mardonios, neveu de l'empereur Darius et commandant de la flotte perse, avait jugé les Athéniens et leurs alliés de Platée extraordinairement assoiffés de sang.

> Les divers contingents de la grande armée perse, si menaçants par leur aspect et leur vacarme, avaient une conception tout à fait différente et prévisible du combat. […] Mais les Perses souffraient d'un instinct particulièrement dangereux à la guerre : le désir de tuer mais sans pour autant risquer sa propre vie. […] A Marathon, ils crurent qu'une « folie destructrice » avait contaminé les rangs grecs quand ils les virent se lancer sur eux, chargés de leurs lourdes armures. Et, lorsque les hoplites grecs bousculèrent leurs lignes, les Perses comprirent que ces hommes ne vénéraient pas seulement Apollon, mais aussi le sauvage et irrationnel Dionysos[35].

Les Spartiates se reprochèrent amèrement de n'avoir pas participé à la bataille de Marathon, ne serait-ce que pour la gloire qu'elle rapporta à Athènes. Ils comprirent que l'attaque perse menaçait les droits des Grecs, renouvelèrent leur offre d'assistance et élaborèrent avec les Athéniens des plans coordonnés pour le cas où l'ennemi réapparaîtrait. Les Perses, en effet, n'avaient pas abandonné leur détermination. Entre les années 484 et 481 avant J.-C., Xerxès – qui avait succédé à Darius – s'assura l'alliance de Carthage, ce qui empêchait les colonies grecques de Sicile de venir au secours de leurs compatriotes. Il compléta l'organisation de sa logistique et construisit, entre autres, un pont de bateaux permettant à ses troupes de franchir les détroits séparant l'Asie de l'Europe. Devant ces préparatifs, nombre de petits Etats grecs songèrent à pactiser avec Xerxès. Seuls Athènes et les Etats du Péloponnèse persistèrent dans la résistance patriotique. Sparte essaya de persuader Athènes de regrouper ses forces au sud de l'isthme de Corinthe, aisément défendable, rejoignant ainsi les autres villes appartenant à la ligue du Péloponnèse. Mais les Athéniens, conduits par Thémistocle, refusèrent, car cela aurait signifié pour eux l'abandon de leur cité. Ils proposèrent de protéger, à l'aide de leur puissante flotte, une percée des forces expéditionnaires de la ligue plus loin au nord.

A contrecœur, car les alliés répugnaient à envoyer leurs troupes hors du Péloponnèse, Sparte finit néanmoins par se rallier à ce projet. Il fut convenu qu'elle défendrait une ligne correspondant à la jonction de la route côtière avec le défilé des Thermopyles. En août 480, la flotte, composée aux deux tiers de navires athéniens et commandée par Thémistocle, mit en déroute les

Perses déjà affaiblis après avoir essuyé une tempête. Léonidas, le roi de Sparte, réussit à bloquer l'avance perse dans le défilé des Thermopyles, mais, à la suite d'une trahison, il fut pris à revers. Alors, dans un acte héroïque qui allait devenir à jamais le symbole du courage, il tint tête malgré tout à l'ennemi et se fit massacrer avec sa garde – « les trois cents » – tandis que la flotte évacuait la population d'Athènes sur l'île de Salamine et se préparait à l'action. Les autres troupes de la ligue s'étaient retirées de l'autre côté de l'isthme de Corinthe, laissant à Thémistocle le soin de démontrer aux Perses qu'ils pouvaient être vaincus par la flotte grecque. Par un stratagème tortueux, sinon excusable, de désinformation, il convainquit Xerxès que l'armée athénienne viendrait à la rescousse si la flotte perse entrait en action. Il la poussa ainsi à se confiner dans une zone réduite où la supériorité en nombre de ses bateaux (sept cents contre cinq cents navires de guerre grecs) était plutôt un désavantage. En un seul jour – probablement le 23 septembre 480 avant J.-C. –, la flotte athénienne détruisit la moitié des navires perses, ne perdant elle-même que quarante bateaux, et força le reste à se replier vers le nord.

Les Grecs et la stratégie navale

L'invasion de Xerxès n'avait pas encore complètement échoué, mais la défaite fut consommée l'année suivante. En juillet, lors de la bataille terrestre de Platée, puis en août, à la bataille navale de Mycale, les forces réunies d'Athènes et de Sparte anéantirent le reste du corps expéditionnaire perse ainsi que leurs alliés grecs (principalement thébains). Ils chassèrent tous les Perses du continent grec et réussirent dans le même temps à s'approprier les détroits de la mer Noire.

La campagne de 480-479 avant J.-C. confirma ce que Marathon avait déjà démontré dix ans plus tôt : pour vaincre les phalanges grecques – à moins de pouvoir leur opposer un courage aussi exemplaire –, il fallait soit incorporer dans ses rangs des guerriers grecs, soit recourir à une nouvelle stratégie, plus complexe. Le courage grec s'exportait mal, sauf dans le cas de mercenaires qui trouvèrent rapidement un marché plus ouvert que jamais à leurs services (les Perses avaient déjà employé des Grecs lors de leur conquête de l'Egypte en 550 avant J.-C.). Quant aux nouvelles expérimentations tactiques, particulièrement en ce qui concerne la cavalerie, elles progressaient désormais à grands pas. Cependant, le

véritable enseignement de cette campagne ne fut pas d'ordre militaire mais naval. Il élevait le pouvoir de la flotte à un niveau égal à celui des armées dans les pays bordant une mer intérieure. Ainsi se développa une nouvelle méthode, purement stratégique, qui domina durant ce siècle toutes les luttes visant à s'assurer des positions déterminantes en Méditerranée orientale. Ses principes finirent par être adoptés par toutes les populations maritimes.

L'instrument de la stratégie navale grecque, surtout athénienne, était le bateau de guerre à rames, probablement conçu par les Phéniciens de la côte syrienne dès le début du I^er^ millénaire avant J.-C. et sans doute inspiré de modèles chypriotes encore plus anciens. Au temps de Xerxès, les Phéniciens étaient sujets des Perses mais leur technologie était déjà connue d'Athènes, qui était équipée de trirèmes. Muni d'un éperon solidement cuirassé, ce lourd vaisseau, long de trente-cinq mètres et large de quatre mètres et demi, possédait trois rangs superposés de rameurs capables de lancer le bateau à une vitesse suffisante pour couler son adversaire à l'abordage[36]. Athènes recrutait ses marins dans une classe inférieure à celle des hoplites embarqués sur les galères en tant que combattants. Au moment du combat, toutefois, les rameurs pouvaient être appelés à la rescousse lorsque les bateaux étaient à l'arrêt, encastrés l'un dans l'autre, ce qui ramenait l'affrontement à un corps à corps[37].

La puissance de la flotte athénienne et l'importance que la cité lui accordait sur le plan militaire résultaient de l'évolution de son économie et de ses relations extérieures au cours des deux siècles précédents. On a vu que Sparte avait misé sur son armée de terre et sur son système social pour dominer le Péloponnèse alors qu'Athènes, en partie parce que son sol pauvre ne fournissait pas de quoi nourrir sa population, était devenue une puissance de plus en plus politique, commerçant avec des cités alliées ou sujettes jusqu'en Asie Mineure. C'est par ce système d'alliances qu'elle put poursuivre la guerre contre la Perse après Salamine et Platée et, en 460-454 avant J.-C., elle engagea ses forces dans une lutte pour le contrôle de l'Egypte. Sparte, protégée et autonome, abandonna ce projet, mais Athènes, à la tête de la ligue de Délos constituée de petites cités, poursuivit l'offensive en réclamant à ses alliés des participations de plus en plus lourdes. Pour finir, cent cinquante villes lui payaient un tribut.

En 448 avant J.-C., Athènes eut raison de l'acharnement guerrier des Perses, qui furent contraints de conclure la paix. Mais la paix extérieure n'apporta pas pour autant la paix intérieure. Les extorsions continuelles de

l'orgueilleuse cité, ses interventions répétées pour provoquer des révolutions dans les cités alliées et y installer des régimes démocratiques, sa puissance croissante sur le plan commercial et stratégique furent autant de difficultés qui lassèrent les contribuables des villes de la ligue de Délos. Corinthe se dressa contre Athènes puis toutes les villes, les unes après les autres. Les hostilités se déclenchèrent et Sparte rejoignit les rangs des rebelles. Cette première guerre du Péloponnèse s'acheva en 445 avant J.-C. sans grands dommages de part et d'autre. Mais Athènes s'était placée sur une trajectoire qui rendait la reprise des conflits inévitable. Barricadée derrière des fortifications – les Longs Murs englobant la ville et le port du Pirée –, elle était imprenable par la terre. A l'instigation de Périclès, son chef énergique, elle concentra ses ressources financières et militaires sur son expansion au-delà des mers et devint ainsi une cité isolée, imposant sans ménagement sa domination à ses anciens alliés de la ligue de Délos et défiant à la fois les autres grandes cités commerciales ainsi que la prédominance militaire de Sparte sur le continent. En 433 avant J.-C., la guerre éclata entre Athènes et Corinthe et, l'année suivante, Sparte s'y joignit avec les villes des ligues du Péloponnèse et de Béotie[38].

Ce conflit – la guerre du Péloponnèse proprement dite – dura jusqu'en 404 avant J.-C. et aboutit à la défaite d'Athènes et à la victoire de Sparte, mais elle avait épuisé les cités-Etats. Les hostilités qui persistaient çà et là ruinèrent leurs dernières forces. La Grèce se retrouva exposée aux conquêtes et mûre pour une unification sous l'égide des Macédoniens, frères des Grecs, mais, à leurs yeux, semi-barbares. Après quoi, ce fut la fin de l'indépendance de la Grèce, de sa splendeur en tant que civilisation de peuples libres à la périphérie de l'empire expansionniste d'Asie, et de toutes les gloires intellectuelles et artistiques qu'elle avait inspirées. La guerre elle-même avait été un conflit entre deux conceptions, puissance terrestre contre puissance maritime, toutes deux s'annulant l'une l'autre. A ses débuts, Sparte tenta de venir à bout d'Athènes par la famine en envahissant son arrière-pays à peu près chaque année. Athènes abandonna alors sa population rurale et survécut grâce à ses importations maritimes provenant surtout des régions céréalières bordant la mer Noire. En 424 avant J.-C., Sparte envoya une armée s'emparer des ports de la Thrace qui contrôlaient ces accès maritimes et Athènes fut acculée à la trêve. Mais la diplomatie de Sparte ne réussit pas à imposer une paix durable. Certains de ses alliés l'abandonnèrent, ranimant chez les Athéniens des espoirs de victoire qui les

incitèrent, en 415, à élargir le conflit dans l'espoir de déclencher une crise décisive. Ils lancèrent une expédition contre Syracuse, en Sicile, dans le but de conquérir l'île entière et de trouver un nouveau centre d'approvisionnement qui assurerait définitivement leur position économique.

L'expédition de Sicile entraîna une crise bien plus grave qu'Athènes ne l'avait prévu. Comprenant que l'issue déterminante de la guerre était la domination de toute la Grèce par l'une ou l'autre des deux villes, Sparte abandonna le patriotisme qu'elle affichait depuis les Thermopyles et fit appel à la Perse. Entre 412 et 404 avant J.-C., au cours d'une série de campagnes sur terre et sur mer qui s'étendirent jusqu'à l'entrée de la mer Noire, l'armée spartiate et la flotte perse infligèrent aux Athéniens une série de défaites qui finirent par repousser leurs troupes à l'intérieur des Longs Murs. Après avoir détruit la flotte athénienne à la bataille d'Aigos Potamos en 405, la flotte perse apparut devant le Pirée et, en avril 404, sous l'effet conjugué d'un blocus terrestre et maritime, Athènes dut capituler.

La Macédoine et l'apogée de la phalange

La fin de la guerre du Péloponnèse ne signifia pas la fin de la guerre entre les Grecs. Tout au long du IV^{e} siècle, sur le continent comme dans les colonies maritimes, les protagonistes persistèrent à se battre pour obtenir l'avantage, passant d'une alliance à l'autre de manière de plus en plus arbitraire et mêlant la Perse à leurs querelles. On était bien loin de l'esprit patriotique qui avait uni tous les Grecs face à Darius ou à Xerxès. Entre 395 et 387, Athènes elle-même et ses confédérés s'allièrent à la Perse contre Sparte qui avait pris cause pour les villes grecques d'Asie Mineure. Une flotte mixte de navires athéniens et perses détruisit la flotte spartiate à la bataille de Cnide en 384. Mais le réveil de la puissance athénienne alarma la Perse, qui vint clandestinement au secours de Sparte, de sorte que le conflit aboutit à une impasse. En fin de compte, les Grecs furent contraints de reconnaître la suzeraineté nominale de la Perse chez eux et au-dehors. Mais Sparte persistait néanmoins à vouloir une issue définitive de la guerre du Péloponnèse et s'attaqua particulièrement à Thèbes, à présent son principal rival sur le continent. Thèbes remporta deux grandes victoires – à Leuctres en 371 et à Mantinée en 362 – au cours desquelles son remarquable général Epaminondas fit une démonstration magistrale de la

tactique de la phalange. A Leuctres, où il ne disposait que de six mille hommes contre onze mille, il quadrupla la force de son aile gauche et, dissimulant sa faiblesse à droite, lança toutes ses forces en avant. Les Spartiates, comptant sur la tactique habituelle qui consistait en un choc, à forces égales, des deux camps sur toute la longueur du front, ne se portèrent pas assez rapidement au secours de la section menacée. Leurs rangs furent brisés et ils subirent de lourdes pertes alors que Thèbes n'en compta que très peu. Malgré cet avertissement, Sparte se laissa surprendre de la même manière à Mantinée, neuf ans plus tard, et essuya une nouvelle défaite. Mais Epaminondas fut tué au moment de la victoire, ce qui montre bien à quel point les commandants de phalanges étaient exposés. Thèbes fut privée de son chef et la crise se poursuivit.

Le pouvoir se déplaçait à présent des grandes cités du Sud et du Centre vers le nord où la Macédoine, sous la conduite énergique de son roi Philippe, étendait son hégémonie. Philippe, qui avait connu et admiré Epaminondas, réorganisa l'armée macédonienne, défit ses ennemis sur ses frontières de l'ouest et du nord, puis s'intéressa de près aux affaires grecques. Au cours de la troisième guerre sacrée (355-346), il prit le contrôle du Conseil amphictyonique au nord-est, après avoir vaincu Athènes et s'être emparé de plusieurs des cités qui lui étaient alliées. Ayant consolidé sa position et étendu ses conquêtes extérieures, il se trouvait en mesure de tourner ses visées ailleurs. Démosthène avait averti ses concitoyens et toute la Grèce de l'importance de conserver un front uni face à la menace macédonienne, mais il ne fut pas plus écouté que lors de la guerre contre les Perses. En 339, Athènes et Thèbes déclarèrent la guerre au Conseil amphictyonique. Elles rencontrèrent les troupes de Philippe à Chéronée en 338 et furent sévèrement défaites. L'année suivante, Philippe réunit en conseil toutes les cités-Etats, qui, à l'exception de Sparte, reconnurent son autorité et acceptèrent de joindre leurs forces aux siennes pour lancer une campagne en Asie Mineure en vue d'éradiquer l'influence perse dans tous les territoires grecs.

Le fils de Philippe, Alexandre, alors âgé de dix-huit ans, avait pris part à la bataille de Chéronée. Il avait dirigé les forces de cavalerie de l'aile gauche et infligé à l'ennemi un coup décisif. Deux ans plus tard, il accédait à la royauté. Participa-t-il ou non à la conspiration qui conduisit à la mort de Philippe ? C'est là un point qui, aujourd'hui encore, divise ses biographes. Ce que l'on sait, en tout cas, c'est que sa succession ne créa aucune rupture

dans la politique de la Macédoine. Alexandre reprit à son compte – avec encore plus d'énergie que son père – l'idée d'une « croisade » contre les Perses. Après avoir définitivement vaincu les anciens ennemis de Philippe sur la frontière nord et réprimé une nouvelle rébellion de Thèbes, il prit la tête de l'armée macédonienne, renforcée de contingents mercenaires, et se dirigea vers l'Asie au printemps 334 avec l'intention de renverser Darius III, alors empereur de Perse. C'était là une entreprise d'une folle témérité. La Perse dominait alors tous les territoires du Moyen-Orient et ses frontières ne comprenaient pas seulement la Perse proprement dite, mais aussi la Mésopotamie, l'Egypte, la Syrie et l'Asie Mineure avec ses colonies grecques. Quant à son armée, elle tirait sa formidable puissance de ses chars mais aussi de sa cavalerie lourde. Elle comptait de plus un grand nombre de mercenaires grecs dans les rangs de son infanterie.

Par son organisation, l'armée d'Alexandre ressemblait à celle des Perses. Elle n'était plus équipée de chars, passés depuis longtemps de mode en Grèce. Mais elle comprenait des régiments de cavalerie lourde montés sur des chevaux nourris sur les grasses prairies qui s'étendaient au-delà des montagnes macédoniennes. Sa force de choc était représentée par les Compagnons, des cavaliers (ils ignoraient les étriers et leurs selles étaient encore rudimentaires) portant armure, lance et épée. A cela s'ajoutait une puissante phalange. Ses soldats étaient équipés de la cuirasse grecque traditionnelle et d'une lance encore plus longue, la *sarisse*, qui permettait de doubler la profondeur des rangs. Ces unités étaient rassemblées sur une base tribale, mais les Macédoniens étaient animés d'un vif sentiment national. Quant aux forces grecques qui l'accompagnaient, Alexandre – et ce n'est pas là l'un de ses moindres succès – sut leur insuffler un profond sens patriotique. Au total, son armée comptait cinquante mille hommes, nombre considérable comparé à celui des soldats qui participèrent à la guerre du Péloponnèse (Sparte parvenait à rassembler tout au plus dix mille hommes), la plupart dans l'infanterie[39].

Alexandre combattit en Asie pendant douze ans et son esprit aventureux, toujours assoiffé de nouvelles conquêtes, l'entraîna jusqu'aux plaines du nord de l'Inde. Mais, auparavant, il porta à la Perse des coups décisifs lors des batailles du Granique (334), d'Issos (333) et de Gaugamèles (331) qui finirent par anéantir les forces de Darius. La bataille préliminaire du Granique est surtout remarquable par le rôle qu'y joua Alexandre à la tête de la cavalerie. « Ce fut un combat de cavaliers, note

son biographe, Arrien, mais disposés comme dans l'infanterie, chevaux contre chevaux […] s'efforçant d'éloigner les Perses des zones escarpées pour les contraindre à se rassembler sur un terrain plat ; les Perses, eux, cherchaient à les repousser vers le fleuve[40]. » Alexandre avait choisi son point d'attaque après avoir observé que les Perses tentaient de se protéger derrière les rives du fleuve, tactique qui dénotait un évident manque de courage et une survivance intéressante des méthodes « primitives » d'esquive qui continuèrent d'imprégner les mentalités des armées du Moyen-Orient pendant encore un bon millénaire. Alexandre, lui, ne connaissait que les combats rapprochés. Il fit preuve d'une impatience bien grecque et chargea là où les Perses semblaient les plus forts. C'était un calcul risqué mais qui s'avéra juste puisque les rangs ennemis se dispersèrent devant l'attaque. Les mercenaires grecs de la phalange perse, placée en seconde ligne, demeurèrent « figés sur place devant ce désastre inattendu ». Ils furent cernés et massacrés[41]. Alexandre reçut une blessure mais, devant une victoire aussi complète, il n'y pensa plus. Il avait démontré qu'une phalange grecque aidée d'une cavalerie cuirassée pouvait porter la guerre en territoire perse et prendre l'avantage. A Issos l'année suivante, le même scénario se répéta. Avec des troupes trois fois inférieures à celles de son adversaire (si l'on en croit les meilleures estimations, Darius, présent sur le front, commandait cent soixante mille hommes), Alexandre choisit une nouvelle fois d'attaquer aux points les plus forts, aisément reconnaissables « par les palissades qui protégeaient les lignes. Ces édifices conduisirent les hommes d'Alexandre à penser que Darius n'était pas un homme courageux[42] ». Bravant le barrage, réputé infranchissable, de flèches tirées par les arcs composites perses, le Macédonien chargea à toute allure et dirigea sa cavalerie directement sur la position occupée par Darius. Au centre, sa phalange se retrouva face à la phalange mercenaire ennemie, mais, après avoir mis Darius en fuite, Alexandre fit tourner bride à sa cavalerie et la lança sur l'infanterie, remportant ainsi la victoire.

La troisième confrontation fut retardée, le temps que les Macédoniens occupent les territoires abandonnés par Darius : la Syrie, l'Egypte et le nord de la Mésopotamie. Ce n'est que vingt-trois mois après Issos qu'Alexandre affronta une nouvelle fois l'armée perse, à Gaugamèles, le 1er octobre 331 avant J.-C. Il se trouvait à ce moment à l'extrême limite de sa portée logistique, après avoir laissé sa flotte loin derrière lui pour traverser

l'Euphrate et gagner la Mésopotamie. Darius avait calculé que, s'il pouvait entraîner Alexandre dans des lieux bien défendus, il pourrait soit vaincre sur place l'armée macédonienne, soit la mettre en pièces lors de sa retraite. Il renforça donc solidement sa position à Gaugamèles, déblayant un espace de douze kilomètres carrés sur les rives d'un affluent du Tigre pour permettre à ses chars – probablement dotés de roues équipées de faux – de manœuvrer aisément, traçant trois voies parallèles par lesquelles ils pouvaient charger (on a vu que les Chinois croyaient eux aussi à la nécessité de ces préparatifs). Outre les chars (Darius paradait lui-même sur un char, selon la tradition impériale du Moyen-Orient), son armée comprenait des contingents de vingt-quatre nationalités, sujets ou mercenaires, parmi lesquels quelques Grecs, des cavaliers scythes venus de la steppe, une cavalerie indienne et même des éléphants. Comme au Granique et à Issos, ses troupes étaient de beaucoup supérieures en nombre à celles d'Alexandre – on pouvait recenser quelque quarante mille cavaliers perses – et, cette fois-ci, ses positions avaient été soigneusement délimitées et protégées[43]. Le succès des Perses semblait donc assuré et il aurait eu lieu si Alexandre, selon son habitude, n'avait pas inauguré une nouvelle tactique. Il retarda l'engagement de quatre jours, laissant les Perses paresser sur leurs positions. Puis, se décidant enfin, il déploya son armée dans le même ordre que celui des troupes de Darius – la cavalerie sur les flancs et l'infanterie au centre – et, imitant la manœuvre réussie d'Epaminondas à Leuctres, la dirigea soudain sur l'aile gauche ennemie. Surpris, les Perses hésitèrent d'abord à contre-attaquer avant que le choc des troupes n'ait lieu. Quand ils chargèrent enfin, Alexandre et ses Compagnons étaient assez près des lignes adverses pour s'enfoncer dans la brèche ainsi créée et affoler Darius qui se trouvait juste sur leur trajectoire. Le Perse s'enfuit à corps perdu.

Le Macédonien ne rattrapa l'empereur que dix mois plus tard, pour le trouver mort des blessures que venaient de lui infliger ses courtisans, gagnés par la panique. Alors Alexandre, qui s'était déjà proclamé pharaon d'Egypte et roi de Babylone, y ajouta le titre d'empereur de Perse et commença à se faire appeler roi d'Asie. En Grèce, où les éternels conflits entre Athènes et Sparte avaient fini par être matés, la ligue avait réaffirmé sa suzeraineté. Alexandre était donc libre de poursuivre son chemin. Il pouvait, selon son désir, soit se retirer sur l'Euphrate, laissant derrière lui la puissance économique et militaire de la Perse totalement brisée ; soit,

comme Trajan devait le faire plus tard, se contenter de garder la haute main sur les riches plaines de Mésopotamie. Il pouvait enfin partir à la conquête du reste de l'Empire perse. Il opta pour cette troisième voie. Car l'Empire perse ressemblait à la Macédoine avec ses plaines fécondes exposées aux attaques des rudes montagnards du Nord, et ses provinces lointaines formant barrage contre les agressions des peuples nomades.

En somme, Alexandre, sans le vouloir, avait hérité des problèmes stratégiques de ces premiers empereurs des vallées dont il était à présent le successeur, problèmes semblables à ceux qui marquaient les relations de la Chine avec les peuples vivant au nord du fleuve Jaune, ou à ceux de Rome et de Byzance sur leurs frontières asiatiques. Identiques aussi, finalement, à ceux de l'Europe chrétienne dans ses efforts pour définir et contrôler sa frontière orientale avec la steppe. Alexandre semble avoir brillamment résolu ces difficultés en repoussant sa ligne de contrôle plus loin vers l'est et en ne laissant aucun des envahisseurs potentiels établir au cœur de la Perse une base à partir de laquelle ils auraient pu lancer une attaque. Mais, en réalité, sa longue errance militaire à travers l'Asie centrale et le nord de l'Inde était surtout la poursuite d'une chimère. Après chaque victoire, un nouvel ennemi se présentait devant lui jusqu'à ce que ses troupes, lasses d'un si long exil, l'obligent à regagner son pays. Il laissa derrière lui un sillage de satellites superficiellement hellénisés que ses généraux gouvernèrent pour leur propre compte après sa mort en 323 avant J.-C. Mais leurs fondations n'étaient pas solides. Les nouveaux souverains se querellèrent entre eux et, au cours du siècle suivant, la plupart de ces contrées oublièrent l'hellénisme et retournèrent à leur état premier.

Alexandre avait frappé au bon moment. L'empire achéménide de Perse, sa principale cible, était trop étendu et donc vulnérable sur sa périphérie, surtout lorsqu'il se trouvait opposé aux féroces guerriers des phalanges macédoniennes ou aux cavaliers cuirassés d'Alexandre, qui, comme le souligne Arrien, se battaient à cheval comme des hoplites. La défense perse, elle, disposait de soldats appartenant par leur culture à la tradition orientale qui privilégiait l'esquive. Les combattants préféraient se dissimuler derrière un écran de projectiles ou compter sur les obstacles du relief pour freiner l'avance ennemie. En parcourant l'Asie centrale, Alexandre eut la chance de rencontrer des populations encore exemptes de cette combativité qui, mille ans plus tard, leur serait transmise par l'islam et par une longue expérience des tactiques de la cavalerie. La vie d'Alexandre fut

véritablement une épopée. Ses successeurs byzantins ne connurent pas un tel succès dans leurs luttes pour maintenir les frontières de leur empire, que ce soit dans le Caucase ou sur le Nil. Non qu'ils aient manqué de la détermination et des capacités du grand Macédonien, mais parce qu'ils furent confrontés à une force militaire bien plus redoutable.

Rome, mère des armées modernes

Si l'hellénisme alexandrin s'effondra aussi bien en Grèce qu'en Orient, les querelles entre les successeurs d'Alexandre n'en furent pas pour autant la cause. La souveraineté des Macédoniens sur leur territoire et sur la Grèce tout entière se trouva finalement renversée par un peuple insignifiant à l'époque d'Alexandre : les Romains. Néanmoins, l'ascension de Rome devait beaucoup à la Grèce. Au VI^e^ siècle avant J.-C., ce n'était qu'un village au bord d'un fleuve où trois tribus aux noms étrusques – preuve de la domination de l'Etrurie au nord – vivaient sous le gouvernement d'un roi. Durant le règne de Servius Tullius (580-530 avant J.-C.), on pense que la population s'organisait en cinq classes militaires recrutées parmi les familles propriétaires. On y trouvait aussi une milice qui pratiquait certainement la tactique hoplite[44]. Les Romains prétendirent plus tard qu'ils la tenaient des Etrusques, mais il est plus probable qu'elle leur venait des Grecs, relativement nombreux dans le sud de l'Italie. Peu après, un gouvernement républicain remplaça la monarchie et ce fut sous la République que Rome commença à étendre son influence en s'attaquant d'abord aux Etrusques – eux-mêmes inquiétés par les populations gauloises du nord de l'Italie – puis directement aux Gaulois et, enfin, aux Samnites, dans le Sud. Au III^e^ siècle avant J.-C., l'expansion de Rome la fit entrer en contact avec les colonies grecques de Calabre et d'Apulie qui appelèrent à leur secours Pyrrhus, souverain de l'un des royaumes grecs hérités de la

succession d'Alexandre. Bien qu'il eût remporté la victoire, ce roi fut si frappé par les pertes considérables entraînées par cette guerre (particulièrement lors des batailles d'Asculum en 299 et de Bénévent en 295) qu'il abandonna son plan de campagne et se retira.

Entre-temps, l'organisation de l'armée romaine avait beaucoup évolué par rapport au modèle hoplite. Lors de leurs guerres contre les Gaulois, qui combattaient avec fougue mais en ordre dispersé, les généraux romains s'étaient rendu compte que la formation rigide de la phalange constituait un désavantage. Ils divisèrent donc leurs troupes en sections plus petites et plus maniables, les « manipules », et abandonnèrent la lance d'estoc pour le javelot – le *pilum* – lancé sur les rangs ennemis avant la charge des soldats l'épée au poing. Puis les légions (c'est ainsi que l'on appela, au IVe siècle, les groupes de manipules constituant une division) abandonnèrent progressivement le lourd équipement hoplite. On adopta un bouclier plus maniable de forme oblongue et une cuirasse plus légère constituée de bandes de fer pas assez solides, cependant, pour résister aux piques d'estoc des phalanges ennemies, mais capables de protéger les soldats des averses de javelots ou des coups d'épée. Simultanément, un changement tout aussi important que celui de l'équipement et de la tactique intervint dans l'organisation du recrutement militaire. Pour les cités-Etats grecques, le service des hoplites s'armant et s'entretenant à leurs propres frais demeurait un idéal, même si, bien souvent, on avait également recours à des mercenaires. Parfois aussi, comme ce fut le cas à Athènes en 440, on faisait supporter au budget public l'entretien de garnisons ou d'équipages de galères[45]. Mais au IVe siècle, Rome avait abandonné ce principe et versait à ses légionnaires une solde quotidienne, se démarquant ainsi radicalement du système militaire grec. Soumis à des pressions de plus en plus grandes de la part de la classe politique, les paysans quittèrent leurs terres pour devenir des soldats de métier qui partaient guerroyer de plus en plus loin au fur et à mesure que la République étendait ses limites et devenait un empire[46].

On s'interroge encore aujourd'hui sur les véritables raisons de cette expansion. Sur le plan économique, Rome n'avait nul besoin, contrairement à Athènes, de ces conquêtes pour survivre, ayant su annexer, non loin de la ville, de riches terres capables de subvenir aux besoins de sa population. Parallèlement, toutefois, elle s'enrichissait par ses conquêtes et l'expansion se nourrissait ainsi de ses propres victoires. Les politiciens s'intéressaient à l'acquisition de nouveaux domaines et les paysans convoitaient de

nouvelles terres. Les colonies agricoles se développèrent donc rapidement et furent généralement florissantes. On ne peut guère imaginer, par ailleurs, que Rome ait délibérément entrepris cette colonisation pour se procurer des esclaves ou pour amasser du butin. L'Italie, qui fut sa première conquête, n'offrait guère de ressources à l'époque. Toutefois, « il était difficile pour un Romain de dissocier la perspective du gain de celle de la conquête ». Pour l'historien William Harris, « le gain économique était pour les Romains […] l'issue incontournable d'une guerre victorieuse et de l'expansion de leur puissance[47] ».

En réalité, tout au long de ce Ier millénaire avant J.-C., ce qui distingue le plus la manière de combattre des Romains, ce n'est pas tant la motivation impérialiste qui l'anime que sa férocité[48]. La cruauté des légions romaines n'a d'égale, dans l'histoire, que celle des Mongols ou des Timourides, mille cinq cents ans plus tard. Comme pour les Mongols, la moindre résistance adverse, en particulier celle des villes fortifiées, leur servait de prétexte au massacre des vaincus. Polybe, le principal historien militaire de Rome à ses débuts, décrit comment Scipion l'Africain, après avoir pris Carthagène en 209, lors de la deuxième guerre punique,

> […] envoya ses soldats, selon la coutume romaine, contre la population de la ville, leur disant de tuer tous ceux qu'ils rencontreraient, sans épargner personne, et de ne pas commencer à piller avant d'en avoir reçu expressément l'ordre. Cette coutume visait à semer la terreur. En effet, dans les villes conquises par les Romains, on pouvait voir non seulement des êtres humains massacrés mais aussi des chiens coupés en deux ainsi que les membres épars d'autres animaux mutilés. Dans ces conditions, le nombre des victimes était extrêmement élevé[49].

L'expérience de Carthagène fut fréquemment répétée, parfois même dans les villes qui avaient capitulé dans l'espoir d'éviter le massacre, ou encore sur le champ de bataille. Les Macédoniens qui tombèrent pendant la campagne de 199 avant J.-C. furent retrouvés par leurs compagnons littéralement dépecés et démembrés, un véritable sacrilège aux yeux de tous les Grecs, qui se faisaient un devoir d'enterrer les morts, amis ou ennemis, après la bataille. Cette barbarie romaine se prolongea pendant le Ier siècle après J.-C., si l'on en juge par le massacre de Maiden Castle dans le Dorset, perpétré pendant la seconde invasion romaine de la Bretagne et dont les restes furent mis à jour par les archéologues. Selon Harris :

> […] à bien des égards, le comportement [des Romains] ressemble à celui de nombreux autres peuples anciens non primitifs. Mais peu d'entre eux, toutefois, ont manifesté un tel

> degré de férocité lorsqu'ils avaient atteint un niveau élevé de culture politique. L'impérialisme romain fut pour une large part le résultat d'une attitude tout à fait préméditée mais on y trouve aussi des racines obscures et irrationnelles. L'un des traits les plus frappants de la guerre romaine est sa régularité – presque chaque année, les armées partaient en campagne et exerçaient leur violence massive contre un nouvel ennemi – et c'est dans cette régularité même que le phénomène a un caractère pathologique[50].

Cependant, l'histoire militaire comparée nous enseigne qu'il n'y a là rien de très surprenant. Nous avons vu que la violence pouvait emprunter diverses formes, et si la plupart des peuples tentent d'en réprimer l'expression directe afin de ne pas encourir le risque de la voir se retourner contre eux, une minorité ignore de telles restrictions. Bien que limitée dans ses effets par son côté pesant, la phalange témoignait d'une violence extrême lors du contact avec l'ennemi et ses membres devaient à la fois surmonter leur peur, inspirée par l'instinct de conservation, et leur inhibition culturelle envers le meurtre direct. Ce que les Grecs avaient appris à surmonter à leur manière, les Romains le firent d'une autre. Malgré toute leur sophistication politique et sociale, ils semblent avoir préservé de leur passé primitif une psychologie de prédateurs leur permettant d'aborder leurs adversaires humains comme des proies animales, mettant à mort leurs victimes avec aussi peu d'égards pour la vie qu'en manifestent les espèces sauvages les unes pour les autres.

Cependant, malgré son extrémisme épisodique, jamais la férocité des Romains n'égala à la guerre le niveau de cruauté des Mongols et des Timourides. Les annexions romaines s'opéraient progressivement au fur et à mesure que l'empire consolidait son territoire – à cet égard, la conquête de la Gaule par César reste une exception – et, après les guerres puniques, Rome ne répandit pas un sillage de violences et de destructions comme le fit Tamerlan. Contrairement à lui, elle ne laissa pas sur sa route des pyramides de crânes. Enfin, dans les colonies militaires installées aux frontières – par exemple en Ligurie, au IIIe siècle avant J.-C. –, ce furent des citoyens romains qui vinrent volontairement les occuper et non des populations déplacées par représailles, pratique instaurée par les Assyriens puis imitée par les Mongols, les Turcs et les Russes.

Ce changement d'attitude peut diversement s'expliquer. Pour commencer, l'armée romaine n'avait pas la mobilité des peuples cavaliers. Au IVe siècle avant J.-C., chaque légion romaine comprenait un fort contingent de cavalerie mais, par la suite, il ne s'agit plus que d'une force

auxiliaire, car l'Italie, à l'instar de la Grèce, ne pouvait nourrir d'importants troupeaux de chevaux. La classe des cavaliers préféra de surcroît abandonner progressivement la vie militaire pour suivre une carrière politique[51]. Mais les soldats de l'empire possédaient de remarquables qualités de fantassins. Les légions étaient réputées pour parcourir à un pas régulier des distances considérables, jour après jour. L'Etat fournissait la solde et le matériel, mais c'est la nature même de cette armée qui lui assurait sa dynamique propre. Les fantassins progressaient continuellement, sans précipitation, ignorant les poussées compulsives des conquérants nomades. L'expansion romaine procédait par accumulation et non par à-coups.

De plus, dès le temps des guerres puniques, les troupes romaines avaient évolué vers une structure plus bureaucratique. Elles étaient devenues cette armée de métier qui demeurera inchangée jusqu'au IIIe siècle après J.-C. lorsque les invasions barbares commencèrent à perturber sérieusement les bases de l'empire. Les historiens s'entendent aujourd'hui pour créditer l'Assyrie de l'invention de l'armée régulière. Et c'est bien elle, en effet, qui a institué le principe de la solde pour un service à plein temps, qui a commencé de construire arsenaux, dépôts et casernements, et centralisé la fabrication de l'équipement. Ce modèle fut utilisé, plus tard, par d'autres puissances. Au cours des VIe et VIIe siècles avant J.-C., il se transmit du Moyen-Orient aux régions militairement actives de l'Ouest, en partie grâce aux contacts des Perses avec les Grecs, en partie aussi par l'accroissement du marché des mercenaires payés sur le Trésor des Etats. Mais aucune armée n'atteignit le niveau des armées romaines en matière de réglementation bureaucratique et d'organisation du recrutement, du commandement et de l'approvisionnement. Dès la fin des guerres contre Carthage, cette force militaire se distingua de toutes les autres institutions du monde civilisé – excepté peut-être le mandarinat chinois – par son autonomie et sa détermination.

Si Rome persista aussi inexorablement à faire la guerre, ce fut précisément à cause de son excellent système de recrutement. Au cours des guerres puniques, l'obligation de servir dans les milices, quoique toujours théoriquement en vigueur, avait cessé d'être imposée, et les légions se pourvoyaient en recrues par un processus de sélection spécifique, le *dilectus*, qui permettait d'enrôler pour six ans (cette période pouvant s'étendre jusqu'à dix-huit ans) les meilleurs des volontaires. L'adoption du

dilectus reflétait la dégradation de la situation des petits propriétaires paysans face à l'extension des riches domaines. Le service volontaire et rétribué leur offrait une alternative qui parut fonctionner de façon satisfaisante. Il fallut attendre la fin du IIe siècle avant J.-C. pour que de nouvelles lois limitent la durée du service[52]. Le *dilectus*, toutefois, n'était pas appliqué à ceux qui occupaient un rang militaire supérieur, car le système politique romain, du moins jusqu'alors, obligeait les jeunes gens de bonne famille briguant une candidature à des postes politiques électifs au sein de la République à exercer préalablement dans la légion la fonction de tribun pour une durée prescrite. On comptait six tribuns par légion et, en général, la durée de leur service semble avoir été de dix ans. Au Bas-Empire, et en particulier lors des crises militaires du IIIe siècle après J.-C., la nécessité de cette qualification tomba en désuétude. Mais ni la République ni l'Empire n'ont jamais perdu de vue que l'aptitude à commander sur le terrain légitimait ensuite le droit de gouverner[53].

On sait que l'armée romaine représenta un modèle encore imité un millier d'années plus tard par les monarchies européennes – fondant ainsi la base des grandes armées modernes. En vérité, sa puissance ne découlait pas seulement de la qualité de son système de recrutement ou de son haut commandement, mais aussi de l'excellent encadrement de ses légionnaires, encadrement assuré par les centurions. Il s'agissait de chefs d'unités ayant un long service à leur actif et sélectionnés parmi les meilleures recrues. Ils formèrent le premier corps d'officiers de carrière connu dans l'histoire. Ce sont eux qui surent insuffler aux légions leur ardeur au combat, qui leur transmirent, de génération en génération, un code de discipline et les multiples expériences tactiques qui permirent aux armées romaines de tenir tête à d'innombrables adversaires durant cinq siècles de luttes presque constantes.

L'historien Tite-Live nous a transmis le rapport de service d'un centurion républicain. Il reflète parfaitement l'idéal de ces officiers et révèle la dimension tout à fait révolutionnaire de cette institution à une époque où le service militaire était soit intermittent, soit l'expression d'un état d'urgence, soit enfin l'affaire exclusive de mercenaires. A quelques nuances près, ce sont les mêmes principes qui régissent aujourd'hui les sous-officiers de carrière de n'importe quelle armée moderne. Voici ce que Spurius Ligustinus, en 171 avant J.-C., écrivait au consul :

> Je suis devenu soldat sous le consulat [de 200 avant J.-C.]. J'ai servi deux ans en Macédoine contre le roi Philippe. La troisième année, à cause de ma bravoure, j'ai été nommé centurion dans la dixième manipule des *hastati* [il s'agissait, avec les *triarii* et les *principes*, de la classification originelle des manipules selon leur qualification au sein des légions]. Après la défaite de Philippe, quand nous fûmes rentrés en Italie et libérés, je me suis aussitôt porté volontaire pour l'Espagne sous les ordres du consul M. Porcius (195 avant J.-C.). Ce commandant me jugea digne d'être nommé centurion de la première centurie de *hastati*. Pour la troisième fois, je m'enrôlai à nouveau comme volontaire contre les Etoliens et le roi Antiochos (191 avant J.-C.). Je fus fait centurion de la première centurie de *principes* par Manicus Acilius. Lorsque Antiochos eut été chassé et les Etoliens soumis, on nous ramena en Italie. Par deux fois, ensuite, je partis en campagne avec des légions pour des missions d'un an. Puis je fis deux campagnes en Espagne (181 et 180 avant J.-C.). […] Je rentrai avec Flaccus parmi ceux qu'il avait ramenés de la province pour participer au Triomphe en raison de leur bravoure. A quatre reprises pendant quelques années, j'ai occupé le rang de *primus pilus* [centurion de la première centurie de *triarii*]. Trente-quatre fois, je fus récompensé pour ma bravoure. J'ai reçu également six couronnes civiques. J'ai servi vingt-deux ans dans l'armée et je suis âgé de plus de cinquante ans[54].

Par cette requête, Ligustinus, père de six fils et de deux filles mariées, demandait de nouvelles fonctions ou une promotion. Ce rapport sur sa carrière militaire lui permit d'être nommé *primus pilus*, c'est-à-dire centurion en chef, dans la I^re^ légion.

Avec un corps formé d'hommes aussi valeureux que ce Ligustinus, dont l'existence entière était vouée au combat, qui n'avaient aucune chance d'accéder à la classe gouvernante et dont l'ambition se limitait exclusivement au succès d'une carrière qui, pour la première fois dans l'histoire, était perçue comme une profession estimée, il n'est pas surprenant que Rome ait pu porter ses frontières de l'Atlantique au Caucase. Et c'est ainsi que, par la force de l'idéal guerrier d'une petite ville-Etat, naquit une véritable culture militaire, une nouvelle *Weltanschauung* commune à toute la société romaine, sans distinction de classe mais incarnée et exprimée par les valeurs d'une corporation distincte et spécialisée de subordonnés. Ce n'était pas pour autant une existence privilégiée, car, malgré toute l'efficacité de la légion, les guerres romaines demeuraient une affaire sanglante et terriblement dangereuse. Le centurion, comme le légionnaire, était exposé aux coups ennemis, combattant au premier rang et acceptant les risques encourus comme partie intégrante du métier qu'il avait choisi. Voici comment Jules César décrit l'instant critique de la bataille qui l'opposa en 57 avant J.-C. aux Nerviens, sur la Sambre, dans la Belgique d'aujourd'hui :

> Les rangs des soldats étaient trop serrés pour leur permettre de combattre aisément car les étendards de la Douzième Légion avaient été massés en un seul endroit. Tous les centurions de la première cohorte avaient été tués, de même que le porte-étendard, et l'étendard était perdu. Dans l'autre cohorte, presque tous les centurions tombèrent ou furent blessés et le centurion en chef, Sextius Baculus, un homme très courageux, se trouva si épuisé par les blessures nombreuses et graves qu'il avait reçues qu'il pouvait à peine se tenir debout[55].

Cette description des réalités du métier de légionnaire, avec ses dangers, ses obligations et parfois aussi ses petits plaisirs quotidiens, ne diffère en rien de la routine d'une vie de garnison en Europe il y a encore cent ans. Le soldat romain ne se battait pas pour le seul profit de sa solde[56], mais au nom de valeurs qui sont les mêmes que celles de ses successeurs des temps modernes : fierté de mener cette vie militaire (et si spécifiquement virile), souci d'être apprécié de ses compagnons, satisfaction des victoires remportées et de l'aura de gloire qui les accompagnait, espoir d'une promotion, attente d'une confortable et honorable retraite.

Tandis que l'empire s'agrandissait et que l'armée révisait son mode de recrutement pour admettre des hommes qui n'étaient pas originaires de la péninsule, soit en tant que légionnaires, soit comme auxiliaires dans les rangs de la cavalerie ou de l'infanterie légère, la profession militaire prit un caractère multinational. Cependant, l'unité était maintenue grâce aux devoirs de tous envers Rome. Les tombes de soldats romains morts au service de l'empire au cours des deux premiers siècles après J.-C. nous offrent un remarquable aperçu de cette diversité. Nous y trouvons un cavalier venu de Mauritanie Tingitane (le Maroc actuel) qui perdit la vie sur le mur d'Hadrien ; le porte-étendard de la II^{e} légion Augusta, né à Lyon et mort au pays de Galles ; un centurion de la X^{e} légion *Gemina*, originaire de Bologne et tué en Allemagne lors du désastre de Teutobourg ; un vétéran de la même légion né près des sources du Rhin et mort sur le Danube, non loin de la Budapest d'aujourd'hui ; un soldat de la II^{e} légion *Adiutrix*, né dans l'Autriche actuelle et tombé à Alexandrie[57]. Il y a d'autres témoignages, tout aussi émouvants, de cette variété des populations militaires romaines, comme ce couple dont les deux tombes ont été creusées à chaque extrémité du mur d'Hadrien : l'épouse était originaire de la région, tandis que son mari avait vu le jour dans la lointaine province de Syrie.

Comme nous l'avons vu, ce sont les guerres puniques qui obligèrent les légions romaines à se battre loin de leur terre natale et à intégrer des recrues d'origines diverses – certains soldats venaient de régions encore

« barbares » au début de l'empire. Carthage, colonie phénicienne, se souleva lorsque Rome étendit son influence et menaça la Sicile dont elle désirait garder le contrôle. Rome dut aussi affronter Pyrrhus, un autre ennemi de Carthage, ce qui affaiblit encore sa position dans l'île. En 265 avant J.-C., la guerre éclata entre les deux puissances et s'étendit rapidement sur terre et sur mer. Les Carthaginois finirent par être vaincus et durent accepter que la partie occidentale de la Sicile tombe sous la mainmise romaine. Rome y ajouta la Corse et la Sardaigne, noyau de son empire maritime, avant de commencer ses premières incursions en Gaule. Mais Carthage n'en resta pas là et s'attaqua aux villes de la côte espagnole alliées à Rome. Le siège de Sagonte, en 219 avant J.-C., dura dix-sept ans et se termina par la défaite de Carthage, non sans que Rome ait frôlé la catastrophe. Par cette victoire, sa souveraineté sur toute la Méditerranée était enfin acquise.

Carthage disposait d'une flotte importante mais son armée était principalement constituée de mercenaires recrutés sur la côte d'Afrique du Nord et payés grâce aux profits de son empire commercial qui s'étendait jusqu'à la Bretagne, où l'on pouvait se procurer de l'étain. Pendant la deuxième guerre punique, le hasard mit à sa disposition deux commandants remarquables, les frères Hannibal et Hasdrubal, qui surent insuffler un élan nouveau aux troupes mercenaires et élaborer des tactiques audacieuses pour les combats se déroulant loin de leurs bases. Hannibal ouvrit les opérations par ce qui allait devenir l'une des plus fameuses campagnes de l'histoire : la marche rapide depuis l'Espagne à travers le sud de la Gaule, puis le franchissement des Alpes et l'entrée en Italie centrale. Il amenait avec lui des éléphants. Après avoir vaincu une armée romaine au lac Trasimène en 217 avant J.-C., il contourna Rome, se fit des alliés dans le Sud, détourna une campagne tardive conduite par Fabius Maximus et s'établit sur une position où il espérait être rejoint par Philippe V, roi de Macédoine et l'un des successeurs d'Alexandre. Les Romains avaient perdu confiance en Fabius. En 216 avant J.-C., ils marchèrent sur les Carthaginois pour les rencontrer à Cannes, une ville d'Apulie. Le 2 août, ils lancèrent contre eux seize légions représentant environ soixante-quinze mille hommes. Varron, commandant en chef de l'armée, avait massé son infanterie au centre et disposé sa cavalerie sur les deux ailes, selon une tactique classique. Hannibal fit le contraire, dégarnissant son centre et massant sa meilleure infanterie sur ses flancs. Quand les Romains s'avancèrent, ils se

retrouvèrent ainsi rapidement encerclés, leur ligne de retraite coupée par une charge de cavalerie perçant leurs rangs et massacrant près de cinquante mille fugitifs. Au XIX^e^ siècle, le tacticien français Charles Ardant du Picq analysa cette bataille et en conclut que c'est au moment de la retraite qu'une armée s'expose aux plus grandes pertes.

Les Romains se ressaisirent. Ils formèrent de nouvelles légions en recrutant des hommes sans biens, normalement exempts de service, et même des esclaves. Ils réussirent ainsi à bloquer Hannibal dans le sud de l'Italie. En Espagne, où le consul Cornelius Scipion avait prudemment conservé deux légions pour empêcher Hannibal d'amener des renforts depuis cette région, les troupes romaines passèrent à l'offensive. Le fils de Scipion, qui allait devenir le célèbre Scipion l'Africain, lança en 209 une attaque contre Carthagène et les atrocités perpétrées par ses troupes eurent pour effet d'inciter les villes voisines à se rallier à sa cause. Quand Hasdrubal voulut se retirer vers l'Adriatique en empruntant la route suivie par son frère Hannibal onze ans plus tôt, il fut rejoint et vaincu sur le Métaure. Son successeur en Espagne, un autre Hasdrubal, fut également battu par Scipion au cours d'une bataille où ce dernier utilisa la même tactique qui avait si bien réussi aux Carthaginois à Cannes. Scipion en profita alors pour gagner l'Afrique, obligeant Carthage à rappeler Hannibal. En 202 avant J.-C., les deux armées se heurtèrent à Zama, aujourd'hui en Tunisie. La charge des éléphants carthaginois fut en partie annulée par la disposition en damier des troupes de Scipion, qui lança alors sa contre-attaque et bouscula l'armée adverse. Hannibal, défait, dut s'enfuir.

La destruction totale de Carthage n'intervint toutefois que cinquante ans plus tard. Entre-temps, les troupes romaines furent appelées à agir à plusieurs reprises en Grèce et dans le monde hellénistique. Les cités grecques acceptèrent le protectorat de Rome en 196 avant J.-C. et, quand le royaume hellénistique de Syrie voulut intervenir, Rome transporta ses légions d'abord sur son territoire puis dans toute l'Asie Mineure, qui se soumit rapidement. L'Egypte de Ptolémée, le plus important des royaumes autrefois conquis par Alexandre, tomba à son tour sous la coupe de Rome en 30 avant J.-C.

A cette date, le plus célèbre des Romains, Jules César, avait ajouté la Gaule aux conquêtes de l'empire après une série de campagnes qui durèrent de 58 à 51 avant J.-C. Après avoir chassé les tribus gauloises du nord de l'Italie en 121 avant J.-C., Rome avait déjà établi des positions en Gaule

pour, de là, rayonner en Espagne. En 58, dans le but de refouler les Helvètes qui tentaient en très grand nombre d'envahir la Gaule, César prit position dans la vallée du Rhône et certaines tribus gauloises se rangèrent à ses côtés. Il repoussa les Helvètes mais se trouva bientôt confronté à une autre invasion, celle des Germains conduits par Arioviste. Il se dirigea donc vers le nord, gagnant les rives du Rhin pour repousser l'ennemi. Ses succès avaient satisfait les Gaulois du Sud tout en alarmant les populations du Nord dont le système tribal s'étendait au-delà du Rhin, jusqu'en Germanie. César se battit durant quatre années contre elles, avec des interruptions pour mener à bien des expéditions contre les Vénètes bretons et leurs cousins celtes de Grande-Bretagne (56-54 avant J.-C.). Il finit cependant par imposer la paix à toute la Gaule. Mais en 53 avant J.-C., la Gaule pacifiée se rebella massivement sous la conduite de Vercingétorix, obligeant César à renouveler ses efforts. Son adversaire avait entre-temps beaucoup appris des méthodes romaines et la guerre dura encore un an, jusqu'à ce que Vercingétorix se retire dans le vaste camp fortifié d'Alésia, près des sources de la Seine. Cette décision fut une erreur. Les Romains possédaient une formidable expérience de la guerre de siège dont certaines techniques leur venaient sans doute des Assyriens. Ils isolèrent le camp en l'encerclant avec leurs propres fortifications (lignes de « circonvallation » et de « contrevallation »), chacune d'entre elles ayant environ vingt kilomètres de circonférence. Les légionnaires étaient maîtres en la matière. A chacune de leurs avancées en territoire hostile, ils se mettaient chaque nuit à l'abri d'un camp retranché, toujours construit sur le même modèle. Quand apparut une armée celtique accourue au secours de Vercingétorix et forte d'un quart de million d'hommes, César, qui disposait d'un approvisionnement suffisant pour ses cinquante-cinq mille hommes, se cantonna derrière ses fortifications, tenant l'ennemi aux abois en poursuivant ses attaques. Finalement, après trois tentatives de sorties, le chef gaulois dut capituler et se rendre. Il fut emmené à Rome pour figurer dans le triomphe de César, puis exécuté. Avec sa disparition, toute tentative de rébellion contre l'annexion romaine de la Gaule cessa.

L'Empire romain avait alors atteint ses limites extrêmes à l'ouest, tout comme en Afrique et dans le Proche-Orient. Il ne lui restait plus à conquérir, au Moyen-Orient, que les royaumes des Parthes et des Perses, encore assez puissants pour tenir tête à sa domination. Mais d'autres dangers le menaçaient sur le plan intérieur, tant dans le domaine social que

politique. Les raisons en étaient multiples. Il y avait d'abord la recherche perpétuelle de nouveaux soldats, surtout parmi les Italiens dont le territoire avait été incorporé à celui de Rome sans que ceux-ci bénéficient pour autant de la citoyenneté romaine. De plus, les consuls, forts de leurs succès de campagne, exigeaient à leur retour des privilèges politiques et financiers supplémentaires et s'opposaient aux magistrats de la cité. Des troubles avaient déjà éclaté vers la fin du IIe siècle avant J.-C. lorsque les frères Gracchus tentèrent de réduire le poids de la contribution militaire et, dans le même temps, l'autorité des chefs d'armée. Les tensions s'aggravèrent encore en 90 avant J.-C. quand les Italiens non citoyens se révoltèrent contre cette contribution et ne s'apaisèrent qu'après avoir reçu la pleine citoyenneté. Mais les difficultés de recrutement subsistaient, même si le consul Marius, au Ier siècle avant J.-C., avait ouvert les rangs des légions aux volontaires issus des classes sociales les plus économiquement faibles. Cette mesure accrut le conflit entre les chefs militaires et la classe politique urbaine et attacha plus étroitement encore à leurs chefs les légionnaires qui n'étaient pas propriétaires. On leur promettait en effet l'octroi de terres en récompense de leurs services. La position des généraux vis-à-vis du sénat et des magistrats s'en trouva ainsi renforcée[58].

La crise atteignit son point culminant après que César eut achevé la conquête de la Gaule. Il tenta alors de prolonger sa période de commandement mais le sénat refusa. Lorsque, à la tête de sa XIIIe légion, il quitta sa province – hors de laquelle il n'avait légalement plus de pouvoir – pour regagner Rome, il déclencha une guerre civile. Celle-ci dura sept ans (50-44 avant J.-C.) et s'étendit jusqu'à l'Espagne, l'Egypte et l'Afrique, après que le sénat eut recruté des légions et des commandants (en particulier Pompée) pour s'opposer à la rébellion de César. Ce dernier triompha mais pour finir assassiné par ses adversaires politiques – attachés aux principes conservateurs et opposés à sa dictature – et par un groupe de mécontents. Dans la lutte pour le pouvoir qui s'ensuivit, Octave, le neveu de César, vint à bout de tous ces opposants au cours d'une nouvelle guerre civile. Après qu'un sénat complaisant l'eut nommé empereur (son rang initial était celui de *Princeps*, c'est-à-dire Premier Citoyen) en 27 avant J.-C., il ajouta à ce titre celui d'Auguste. Quoique conservées nominalement, les formes républicaines disparurent et Rome devint un véritable empire, en substance comme en étendue.

Le système impérial résolut les anomalies antérieures liées au fait que le gouvernement d'un Etat militaire était confié à des politiciens exclusivement élus par une classe d'électeurs qui n'étaient plus représentatifs. Les premières conséquences se firent sentir au sein de l'armée elle-même. Auguste la trouva excessivement grossie par la guerre civile, atteignant le chiffre d'un demi-million d'hommes dont beaucoup n'étaient que des mercenaires partisans de généraux rivaux. Il en réduisit sévèrement le nombre ainsi que celui des légions, limité à vingt-huit. Pour assurer la sécurité du gouvernement central et éviter un retour du césarisme, il constitua une nouvelle force, la garde prétorienne, qui tenait garnison à Rome. L'armée de campagne fut répartie aux frontières, avec une plus forte concentration sur le cours inférieur du Rhin, face à la Germanie, sur le cours supérieur du Danube, autre région menacée par les Barbares, et en Syrie. Des garnisons plus petites furent maintenues en Espagne, en Afrique et en Egypte. Auguste introduisit également de profonds changements dans le service. L'obligation pour certains de servir dans la milice, devenue symbolique, fut abolie et l'armée devint une institution de professionnels recrutés par enrôlement. On donnait la préférence à ceux qui possédaient la qualité de citoyen mais d'autres étaient admis s'ils se montraient aptes et on leur accordait la citoyenneté lors de leur enrôlement. Le service durait théoriquement quinze ans – vingt en pratique – pendant lesquels les légionnaires n'avaient pas le droit de se marier. La plupart d'entre eux étaient en réalité accompagnés d'une famille illégitime qui les suivait jusque dans les camps. La solde était fixe et régulière et le vétéran recevait une retraite qui lui permettait de vivre décemment. De nouveaux impôts, calculés sur une base plus juste, furent levés afin de réunir les sommes importantes nécessaires à cette réforme. En payant mieux les soldats, on s'assurait ainsi de leur loyauté et de leur bonne conduite.

L'armée d'Auguste se composait d'environ cent vingt-cinq mille hommes. On en comptait un nombre à peu près égal dans les unités auxiliaires de cavalerie et d'infanterie légère. Rome employait ce type d'unités depuis le début de ses conquêtes. Non citoyens, les auxiliaires avaient une durée de service irrégulière. Par la suite, certainement à partir du règne de Claude, ils reçurent une somme convenable et, surtout, l'avantage d'accéder, ainsi que leurs fils, au rang de citoyen après vingt-cinq années de service. Ces dispositions améliorèrent grandement la qualité des troupes auxiliaires. Certaines se comportaient même si bien que la

citoyenneté pouvait être accordée en bloc à toute l'unité. Après quelque temps, la cavalerie et les cohortes d'infanterie cessèrent d'être recrutées uniquement lorsque les circonstances l'exigeaient. Elles devinrent à leur tour des unités régulières capables de servir n'importe où dans le monde les intérêts de l'empire – ce qui les rapprochait encore du statut des légions – et leur commandement, jusqu'alors assuré par des chefs locaux, fut confié aux officiers impériaux[59].

Auguste modifia également l'organisation du commandement, de manière à garantir une plus sûre fidélité des troupes. Sous la République, le proconsul d'une province avait la responsabilité des légions qui y étaient stationnées. Auguste s'institua lui-même proconsul de la plupart des provinces, assurant ainsi directement le commandement des garnisons. Il décréta que, dans les autres régions dont les proconsuls étaient encore nommés par le sénat, le commandement des légions lui revenait aussi par le truchement de légats qui le représentaient sur place. Pour administrer et financer ce système complexe et fortement centralisé, il créa un service civil impérial à la tête duquel furent placés des membres de la classe politique auxquels il versa un salaire sur les fonds publics. Ces officiers impériaux avaient la charge de lever les impôts servant à entretenir l'administration et les garnisons de la province, de transférer le reste au Trésor impérial et, en Egypte et en Afrique, d'acheter et de collecter le blé destiné aux familles des villes qui bénéficiaient de distributions gratuites. On en importait quatre cent mille tonnes chaque année.

Ce système julio-claudien, comme le désignent les historiens, fonctionna bien sous les premiers empereurs qui lui succédèrent, mais il contenait des dangers cachés. En cas de succession disputée au titre d'empereur ou de défaite militaire, l'autorité tendait à revenir à l'armée sur laquelle reposait toute la structure impériale. Les succès de l'Empire romain le contraignaient inévitablement à la guerre. Sa prospérité croissante faisait des envieux à l'extérieur et ceux-ci tentaient des incursions aux frontières qu'il ne pouvait tolérer. Le danger était particulièrement grand à l'est où les anciens royaumes soumis et les empires rivaux des Parthes et des Perses s'irritaient des visées romaines pour obtenir une ligne de contrôle stable. A l'ouest, on pouvait craindre des incursions le long du Rhin et du Danube où les populations, sous la pression des nomades de la steppe, tendaient à s'infiltrer, comme elles l'avaient déjà fait au I^{er} siècle après J.-C.

La crise, prévisible, survint en 69. Sous les empereurs julio-claudiens, de nouveaux succès militaires avaient été remportés. La Grande-Bretagne (envahie en 43) appartenait maintenant à l'empire, et l'Arménie avait accepté, en 63, la suzeraineté de Rome. Mais des révoltes avaient éclaté, particulièrement en Germanie où Arminius détruisit une armée romaine dans la forêt de Teutobourg en 9 après J.-C. De même, en Judée, les Juifs se rebellèrent en 66 contre le joug romain. En 68, l'empereur Néron, probablement fou, perdit la confiance de ses soldats et fut renversé par une insurrection militaire qui déboucha sur une guerre civile, la succession au trône impérial étant âprement disputée. Ces événements conduisirent à la nomination d'un empereur-soldat, Vespasien, qui n'appartenait pas aux Julio-Claudiens par sa naissance. Compétent, prudent, il rétablit la stabilité de l'empire, mais sa légitimité paraissait contestable puisqu'il était, en fait, un usurpateur issu de l'armée. La question se posa à nouveau pour Nerva, qui décida d'établir le principe de l'adoption par laquelle l'empereur désignait son successeur. Les quatre empereurs qui lui succédèrent selon ce principe, Trajan, Hadrien, Antonin le Pieux et Marc Aurèle, se montrèrent tous d'excellents administrateurs et de bons chefs militaires. Sous les empereurs Antonins (98-180 après J.-C.), les armées romaines remportèrent une série de victoires et ajoutèrent à l'empire la Mésopotamie, l'Assyrie et la province transdanubienne de Dacie (l'actuelle Hongrie).

Ces succès étaient le fruit d'une politique de stabilisation militaire adoptée par les Antonins partout où elle paraissait possible, c'est-à-dire à la seule exception des frontières avec les Parthes et la Perse. Il s'agissait là d'« une stratégie extrêmement prévoyante fondée sur la sécurité et l'établissement d'une barrière linéaire constituant un véritable périmètre de défense tout autour de l'empire[60] ». Les historiens ne sont cependant pas d'accord sur les implications d'une telle stratégie. Pour les uns, elle n'avait pas d'écho dans la conscience des Romains et le fait d'établir des frontières « scientifiques » sur le Rhin, le Danube, dans les Highlands et à la limite du Sahara (frontières marquées par la construction de fortifications dont certains vestiges imposants subsistent encore aujourd'hui) ne révèle rien d'autre que la volonté des commandants locaux ou des empereurs venus en inspection d'établir des postes de police et de douane à la limite des zones administratives[61]. Pour les partisans de ce point de vue, qui possèdent une remarquable connaissance de l'histoire militaire romaine, il ne fait pas de doute que ce plan témoigne plutôt d'« un désir de gloire » et non d'une

théorie stratégique. Cette conception possède une résonance clausewitzienne mais il semble que, pas plus pour Rome que pour Alexandre, la guerre n'ait été « une continuation de la politique ». C'est son ambition démesurée qui poussa Alexandre vers l'Orient et c'est l'orgueil qui conduisit Rome à ne jamais concéder à ses ennemis, pas même aux Parthes ou aux Perses, la dignité d'un statut civique. Comme les Chinois, les Romains divisaient le monde entre ce qui était civilisé et ce qui ne l'était pas et, bien qu'ils eussent parfois recours à la diplomatie pour traiter avec certains gouvernements, par exemple avec les Arméniens ou avec des royaumes d'origine ancienne, ils ne le firent que par commodité et jamais dans un esprit de véritable négociation, d'Etat à Etat. Ils n'avaient d'ailleurs aucune raison d'agir de la sorte puisque leur empire surpassait, et de loin, tous ses voisins par la force de son organisation militaire et de son administration. Ce qu'il faut vraiment retenir, c'est que Rome incarna un modèle unique en son genre, notamment en choisissant, au IIIe siècle après J.-C., d'étendre la citoyenneté à tous les hommes libres vivant à l'intérieur de ses frontières. Tout aussi unique est l'extraordinaire infrastructure de routes, ponts, aqueducs, digues, arsenaux, casernes et bâtiments publics qui soutenaient la puissance militaire, l'administration civile et la vie économique.

Néanmoins, l'existence d'une frontière romaine fortifiée est un fait, tout comme la Grande Muraille de Chine. Les Chinois apprirent que la construction d'une ligne de défense fixe ne constituait pas en elle-même une garantie de sécurité suffisante. Elle devait être accompagnée d'une politique « d'avancée », adoptée par les T'ang en Djoungarie et les Mandchous dans la steppe. Plus tard, même après l'abandon de cette politique par les dynasties ultérieures, la Grande Muraille continua de marquer les limites d'une zone culturelle que tous les empereurs chinois s'efforcèrent de préserver. De la même façon, on ne peut réduire les fortifications romaines à de simples constructions secondaires. Lors des deux premiers siècles qui suivirent le règne d'Auguste, l'empire dépendait seulement de la puissance de ses légions pour assurer sa sécurité. Pour l'historien Edward Luttwak, la politique des Julio-Claudiens, encore occupés à des guerres d'expansion, consistait à faire appel en dernier ressort aux légions tandis que la défense était maintenue en première ligne par des populations nouvellement soumises, que ce soit au nord de la Grèce, en Asie Mineure ou en Afrique. Sous les Antonins, en revanche, les légions se

trouvèrent concentrées aux points les plus dangereux alors que les régions pacifiques étaient dégarnies. D'autres historiens critiquent cette théorie et affirment que les Romains conservèrent une politique expansionniste sur les frontières menacées, en particulier celles qui bordaient les royaumes des Parthes et de la Perse. Selon ce point de vue, la principale préoccupation de l'armée était de s'opposer aux désordres locaux causés par les habitudes endémiques de brigandage, de pillage et d'indiscipline des tribus pastorales transhumantes.

Il ne fait pas de doute, néanmoins, qu'à partir du IIIe siècle, lorsque s'accrut, à l'ouest comme à l'est, la pression des populations extérieures à l'empire, les légions guerroyèrent constamment sur les frontières fortifiées qui furent rectifiées de manière rationnelle en fonction des circonstances. Ce fut le cas notamment sur le Danube où la province de Dacie fut abandonnée en 270, sur le Rhin, sur le Nil inférieur, théâtre de graves conflits avec les Numides, et en Afrique où Rome fut contrainte d'évacuer la Mauritanie en 298. Pendant encore un siècle, les légions durent se battre sur ces nouveaux tracés de frontières et la stratégie romaine se concentra sur la défense des territoires intérieurs dont la ligne de fortification protégeait l'intégrité. Même partiellement affaiblies, ces frontières exercèrent donc une influence déterminante sur la stratégie militaire de Rome dès l'accession d'Auguste au trône impérial et jusqu'au Ve siècle après J.-C. Cependant, Edward Gibbon ne partage pas tout à fait ce point de vue. Selon lui, Rome se considérait comme l'unique centre de stabilité au cœur d'un monde barbare chaotique. Cette position ne tient cependant pas assez compte de l'influence psychologique exercée par une armée de métier sur la politique de l'empire pour lequel elle se bat. Lorsque les frontières se voyaient définies par des fortifications qui devenaient ainsi des lieux permanents de garnison ou simplement des lieux familiers d'affectation, elles prenaient une signification symbolique aux yeux des soldats chargés de les défendre. L'histoire de l'armée romaine nous en fournit maints exemples. C'est le cas, entre autres, de la VIe légion *Victrix* qui, venant du Rhin, débarqua en Grande-Bretagne vers 122 après J.-C. et s'y trouvait encore soixante ans plus tard. La IIIe légion *Cyrénaïca*, levée par Jules César, était toujours basée en Egypte au IIIe siècle. Quant aux régiments de cavalerie *Ala Augusta Gallorum Petriana* et *Ala I Pannoniorum Sabiniana*, levés respectivement en Gaule et en Pannonie (l'actuelle Hongrie), ils

servirent aux IIe et IIIe siècles sur le mur d'Hadrien et l'un d'eux demeura basé continuellement sur le site où est aujourd'hui Stanwix[62]. Mieux encore : la IIIe légion *Gallica* est restée en Syrie de 69 à 215 après J.-C., la IIe légion *Adiutrix* a été stationnée cent trente ans en Hongrie et la VIIe légion *Gemina* près de cent quarante-cinq ans sur le Rhin[63].

Les soldats de métier se transmettaient de génération en génération des récits et des anecdotes sur la vie dans les divers cantonnements et c'est ainsi que la géographie des frontières finissait nécessairement par s'imposer à leur conscience. Il est vrai qu'au IIIe siècle, les préoccupations des soldats furent souvent détournées du seul souci de la défense de l'empire par les querelles de succession qui déchirèrent les légions elles-mêmes, certaines se ralliant à l'un ou l'autre des prétendants au trône impérial. C'est à la suite de l'une de ces guerres civiles que Constantin (312-337 après J.-C.) accéda à l'empire. Il restructura les garnisons, rappela les légions pour les réorganiser en plusieurs unités centrales de réserve, en réduisit les effectifs et ajouta d'importantes formations de cavaliers[64]. Ces changements modifièrent profondément la composition de l'armée en atténuant de manière radicale la force de l'infanterie sur laquelle elle reposait depuis la République. Ces nouvelles troupes impériales étaient entretenues par des impôts collectés de plus en plus difficilement, il est vrai, et affectées à la défense des frontières mais à une plus grande distance de leur base. Les troupes auxiliaires, abandonnées par la réforme de Constantin dans des positions isolées sur des frontières de plus en plus menacées, déclinèrent en qualité du fait de leur éloignement des légions. Ces unités de *limitanei* furent de plus en plus formées de miliciens recrutés sur place – des paysans avant leur recrutement. Mais la valeur militaire des troupes régulières, elle, demeura formidable.

Après Dioclétien (284-305), l'empire fut divisé en deux moitiés, l'Orient et l'Occident, pour des raisons administratives, ce qui eut pour effet de scinder progressivement l'armée. Mais il faut attendre le Ve siècle pour que les armées impériales connaissent leur crise la plus grave. Malgré les désastres de la campagne de Perse en 363, au cours de laquelle l'empereur Julien l'Apostat perdit la vie, après la catastrophe d'Andrinople en 396, où l'empereur Valens tomba sous les coups des Goths, l'ordre fut finalement rétabli dans l'empire et la défense de ses frontières consolidée. Tout cela grâce aux efforts gigantesques de Théodose, qui réunit à nouveau les

empires d'Orient et d'Occident et lança une succession de campagnes en vue de repousser les étrangers qui menaçaient le territoire. Mais ce même Théodose prit aussi une décision fatale pour la romanité de l'armée en y admettant d'importants contingents de Barbares « fédérés », qui, contrairement aux auxiliaires commandés par des officiers impériaux, servaient à titre d'alliés et sous le commandement de leurs propres chefs. Une fois ce pas franchi, il devint impossible de faire marche arrière. Tout au long de la première moitié du v^e^ siècle, les soldats germains se répandirent dans l'empire d'Occident. Même si les structures de l'empire restaient nominalement présentes et que des généraux tels que Constance ou Aetius avaient conservé assez d'autorité pour réussir à confiner certaines tribus dans des aires de conquête limitées – voire, parfois, à lancer des Barbares contre d'autres Barbares –, le contrôle des frontières fut progressivement abandonné et l'autorité intérieure se détériora. Les armées « romaines » de Constance et d'Aetius étaient composées en réalité de Germains équipés de leurs propres armes, ignorant tout de la discipline militaire des légions et allant même jusqu'à combattre en poussant leur propre cri de guerre, le *baritus*[65].

Face à Attila et aux Huns, certains de ces Barbares qui s'étaient déjà trouvés, sur leur propre territoire, confrontés à ces adversaires, prêtèrent main-forte à Aetius et formèrent la majorité de ses troupes aux champs Catalauniques, en 451. Cette victoire sauva la Gaule, et peut-être Rome, de la dévastation causée par les hordes de cavaliers. Mais l'Italie et sa capitale se trouvaient désormais exposées à une nouvelle menace. Genséric, chef des Vandales, avait traversé avec sa tribu la Gaule et l'Espagne avant de fonder un royaume en Afrique du Nord. Puis il occupa la Corse et la Sardaigne et, de là, attaqua et saccagea Rome en 455. Une contre-offensive lancée par Léon, empereur d'Orient, échoua et, dès ce moment, des pirates vandales établirent leur contrôle sur les eaux de la Méditerranée depuis leurs bases de Sicile et d'Afrique. Les Sarrasins et d'autres peuples barbares leur succédèrent pendant encore un bon millier d'années. En Gaule et en Italie, le pouvoir passa dans les mains de trois chefs germains, Ricimer, Oreste et Odoacre, auxquels succédèrent une série d'empereurs fantoches. L'un d'eux, Majorien (457-461), rétablit brièvement l'autorité impériale en Gaule méridionale mais fut chassé de son trône. En 476, Odoacre, qui disposait en Italie d'une armée chargée de défendre l'empereur Romulus, vainquit Ricimer, déposa Romulus et se proclama non pas empereur, mais

roi. A cette époque, le sénat existait encore mais n'était plus que l'ombre de lui-même. Il retourna les insignes impériaux à l'empereur de Constantinople. A ce moment, l'armée romaine d'Occident avait cessé depuis longtemps d'exister[66].

L'Europe après Rome : un continent sans armée

En Orient, cependant, l'armée impériale continua de se maintenir. Elle défendit Byzance, parfois jusqu'au Caucase ou sur le Nil, parfois aussi sous les murs cyclopéens de la ville. Mais ce qu'il en restait fut définitivement anéanti en 1453, lors du grand siège de Constantinople par le Turc Mehmet le Conquérant. Depuis bien longtemps déjà, c'est-à-dire dès que l'empire d'Orient accéda à l'autonomie, cette armée fonctionnait de manière fort différente des légions. Au temps où les généraux Bélisaire et Narsès aidèrent le grand empereur Justinien (527-565) à reprendre le contrôle de l'Italie et de l'Afrique du Nord, détruisant au passage la puissance vandale, elle ressemblait encore à celle d'Aetius et de Majorien. A Tricameron (453), où Bélisaire vainquit le Vandale Gélimer, et à Tagine (455), où Narsès, victorieux, ramena Ravenne et Rome au sein de l'empire, le gros des troupes était formé de non-Romains, y compris des Huns et des archers perses[67]. Mais lorsque les frontières de l'Empire byzantin se stabilisèrent sur le Danube et le Caucase au nord et, au sud, le long d'une ligne maritime englobant Chypre, la Crète et la pointe de l'Italie (l'Egypte, la Syrie et l'Afrique du Nord avaient été abandonnées aux Arabes entre 641 et 685), l'organisation militaire fut modifiée. Elle se rapprocha de ce qu'elle avait été au temps d'Auguste. L'empire se divisa en provinces – les thèmes – dont les commandants dépendaient directement de l'empereur. Les troupes, elles-mêmes réparties en unités, rappelaient davantage la structure des armées romaines après les réformes de Constantin du IVe siècle que les lourdes légions en marche qui les avaient précédées. Il s'agissait de petits régiments indépendants d'infanterie et de cavalerie qui pouvaient être combinés, si nécessaire, pour venir prêter renfort aux milices des frontières. Au IIe siècle, on dénombrait treize thèmes, sept en Asie Mineure, trois dans les Balkans et trois en Méditerranée et dans la mer Egée. Au Xe siècle, leur nombre était passé à trente, mais l'armée ne comptait toujours que cent cinquante mille hommes, une moitié à pied, l'autre à cheval, soit à peu près le nombre de légionnaires dont disposait Auguste. Entretenue par une

bureaucratie et un système d'impôts efficaces, nourrie et équipée par une paysannerie prospère, l'armée byzantine permit à l'Empire romain de survivre jusqu'aux premiers assauts des Turcs en 1071. Entre-temps, l'empire s'était christianisé et profondément modifié[68].

En Occident, il n'y avait plus d'armée pour protéger les restes de cette civilisation romaine à laquelle ceux qui l'avaient détruite vouaient une immense admiration. Elle avait disparu en même temps que le système d'imposition régulier et équitable – tout au moins jusqu'aux derniers âges de l'empire – qui lui permettait de vivre. Les rois barbares levèrent eux aussi des impôts mais leur produit n'était pas suffisant pour entretenir une armée disciplinée. Les conquérants étaient d'ailleurs rebelles par nature à la discipline, gardant au fond d'eux-mêmes la nature indépendante et éprise de liberté du guerrier germanique. Les Goths, les Lombards et les Burgondes avaient été des paysans avant que les pressions exercées par les peuples de la steppe ne les obligent à franchir le Rhin. Leur seule ambition était de vivre à nouveau en paysans dans les pays conquis. En Italie, chacun d'eux reçut un tiers des terres où il s'était établi, comme dans le vieux système impérial qui accordait au soldat cantonné un tiers des terres paysannes qu'il occupait. En Bourgogne et dans le sud de la France, le partage obligatoire fut même de deux tiers en leur faveur. Les soldats s'installèrent donc et cultivèrent la terre, formant un habitat dispersé et oubliant peu à peu les qualités militaires qui avaient rendu leurs attaques si redoutables. Mais ils ne reversèrent pas au gouvernement les surplus qui auraient permis à celui-ci de reformer une armée capable de maintenir la paix. « Les royaumes barbares combinèrent les vices caractéristiques de l'Empire romain – en particulier l'injuste expropriation des petits paysans pour grossir les propriétés des riches –, et la barbarie. […] Aux anciens abus dont ils furent coutumiers, ils ajoutèrent la violence sans frein du Barbare tribal et des Romains [survivants] qui copiaient leurs manières[69]. »

Rétrospectivement, on s'aperçoit que la principale contribution de Rome au développement de la civilisation fut l'institution d'une armée de métier disciplinée. Naturellement, ce n'était pas là son premier but lorsqu'elle envoya ses légions en campagne pour étendre ses conquêtes ou s'opposer à Carthage. Mais, du fait même de ces batailles, ce qui fut d'abord une milice de citoyens devint un corps expéditionnaire. Toutefois, cette évolution n'était pas le fruit d'une décision consciente. Le principe d'un enrôlement régulier offrant dans tout l'empire « une carrière ouverte à

tous les talents » aux citoyens comme aux non-citoyens a été dicté par la nécessité. Les réformes d'Auguste ne firent que mettre de l'ordre dans une situation qui existait déjà de fait. Au fil du temps, l'évolution de l'armée s'effectua parallèlement à celle de la civilisation romaine à laquelle elle apportait son concours. A la différence de la Grèce, Rome était une civilisation de la loi et de l'accomplissement physique, non des idées spéculatives ou de la création artistique. Sa législation et les extraordinaires infrastructures qu'elle sut établir n'exigeaient pas tant un effort intellectuel qu'une énergie illimitée et de la discipline morale. L'armée était le vivier de ces qualités et, dans le même temps, elle permettait aussi de les exprimer, par exemple dans la réalisation de travaux d'intérêt public. Il était donc inévitable que son déclin, même s'il fut autant la conséquence de défaillances administratives et économiques internes que de crises militaires aux frontières, entraînât aussi celui de l'empire d'Occident.

Les royaumes qui lui succédèrent ne surent pas reconnaître la valeur de cette institution qu'ils avaient détruite ni combien il était difficile de la remplacer. Ce fut l'Eglise chrétienne qui assura la relève de l'autorité morale dans l'Europe post-romaine. Elle le fit sous sa forme romaine plutôt que nestorienne grâce à la conversion des Francs en 496. C'est ainsi que l'idée de l'empire – sinon sa substance – se perpétua à travers l'Eglise. Mais, sans l'action des armes, les évêques ne pouvaient réussir à y associer le christianisme. Les rois qui étaient leurs maîtres ne se privaient pas, quant à eux, d'user de leur épée pour se déchirer les uns les autres au sein de leurs royaumes et ne se préoccupaient guère de faire régner une paix chrétienne. Aux VI^{e} et VII^{e} siècles, l'histoire de l'Europe occidentale n'est qu'une interminable suite de conflits entre les dynasties héritières de ces royaumes, jusqu'à ce que les premiers Carolingiens établissent leur domination sur les deux rives du Rhin au début du VIII^{e} siècle. On peut expliquer l'émergence des Carolingiens comme une conséquence, justement, de ces luttes internes et, dans le même temps, comme une réponse aux nouvelles menaces nées de l'avance musulmane en Espagne et des attaques menées par les Barbares païens – Frisons, Saxons et Bavarois – sur les frontières de l'Est. Après la victoire de Charles Martel à Poitiers en 732, les musulmans se replièrent définitivement au-delà des Pyrénées. Son petit-fils, Charlemagne, repoussa les frontières orientales jusqu'aux rives de l'Elbe et du Danube, en Germanie. Il devint roi des Lombards et ajouta ce royaume à son nouvel

empire. Le pape Léon le sacra empereur lors d'un couronnement solennel à Rome, le jour de Noël 800.

Cet acte faisait de lui le successeur des empereurs romains et lui conférait ainsi une véritable légitimité. Comme pour eux, son pouvoir dépendait des forces armées. Certes, elles ne ressemblaient en rien aux troupes romaines, même à leur déclin. A l'instar des autres chefs barbares, les premiers rois francs organisaient leurs troupes autour d'un groupe de guerriers sur lesquels ils savaient pouvoir compter, l'équivalent des Compagnons d'Alexandre dans la cavalerie. A l'époque des conquêtes, le problème de leur subsistance ne se posait pas, celle-ci étant assurée par des moyens improvisés. Mais lorsqu'un royaume avait établi ses frontières, si imparfaites fussent-elles, il lui fallait ensuite maintenir à l'intérieur une certaine stabilité. L'entretien des guerriers exigea alors d'autres solutions que le pillage ou l'expropriation temporaire. La solution consista à appliquer la pratique romaine du *precarium*, à l'origine une sorte de bail confiant à des paysans la culture de parcelles contre un paiement en argent. Avec les désordres des Ve et VIe siècles, l'argent disparut et le paiement s'effectua en échange de services divers. Cette obligation qui assurait en retour la protection du seigneur *(patrocinium)* se transforma en une obligation de service militaire. Cette relation convenait aux deux parties : le vassal (un mot celtique signifiant « dépendant ») recevait de quoi subsister et le maître voyait son soutien militaire garanti. Le lien était scellé par un acte d'hommage qui se transforma, avec l'intervention de l'Eglise chrétienne, en un serment de fidélité ou de « féodalité »[70].

Ce système féodal (de *feudum*, ou « fief », que le suzerain accordait à son vassal) permit aux rois de lever des armées et, dès le milieu du IXe siècle, la classe militaire détint la majorité des terres de l'Europe carolingienne. Entre-temps, la coutume rendit bientôt le fief transmissible de père en fils aussi longtemps que le service était accompli. Ce principe fut officialisé en 877 lorsque Charles le Chauve, roi des Francs de l'Ouest et petit-fils de Charlemagne, rendit les fiefs héréditaires. Il avait déjà décrété que chaque homme libre, c'est-à-dire tout propriétaire de terres ou soldat, devait avoir un suzerain et que chaque homme possédant un cheval était tenu de se présenter avec sa monture à l'assemblée générale annuelle de l'armée (l'ost). « Lorsque chacun fut tenu d'avoir un seigneur, quand chaque homme jouissant d'un bénéfice fut obligé de servir à cheval, quand

les offices, bénéfices et obligations militaires devinrent héréditaires, le pouvoir de la féodalité fut total[71]. »

Toutefois, même si la féodalité carolingienne mettait l'accent sur la nécessité de posséder un cheval, il ne faut pas pour autant l'assimiler au système militaire des nomades. Les terres cultivées de l'Europe occidentale ne permettaient pas de nourrir de grands troupeaux de chevaux et les troupes féodales n'avaient rien de commun avec une horde de cavaliers. La différence venait principalement de l'influence exercée sur elles par la culture militaire des peuples germaniques qui encourageait les combats de front avec des armes aiguisées, tradition encore renforcée lors des affrontements avec les légions romaines avant que celles-ci ne s'affaiblissent. Cette culture avait survécu lorsque le soldat occidental commença à guerroyer à cheval et elle se renforça encore grâce aux nouveaux équipements dont les cavaliers disposaient. La selle elle-même était devenue un siège solide et, au début du VIIIe siècle, elle s'agrémenta d'étriers dont l'usage se répandit rapidement.

L'étrier est probablement originaire de l'Inde mais il fut adopté par les Chinois au Ve siècle, puis par les peuples de la steppe et, de là, son usage s'étendit dans toute l'Europe. Un vif débat oppose ceux qui estiment qu'en dotant le cavalier d'un siège solide on a fait de lui un lancier monté, et ceux qui pensent que le nomade montant sans étriers ne faisait pas vraiment corps avec son cheval. Aucun argument concret ne permet de donner raison à l'un ou à l'autre[72]. Mais nous savons qu'à partir du VIIIe siècle, à l'ouest, le cavalier dirigeait sa monture depuis une haute selle et logeait ses pieds dans des étriers. Il pouvait donc manier des armes et porter un équipement jusqu'alors exclusivement réservé aux fantassins. Les Perses et les Byzantins possédaient des escadrons de cavaliers cuirassés et même des chevaux cuirassés, mais nous ignorons comment ils étaient équipés ainsi que leur manière de combattre. Il serait donc risqué de leur attribuer l'origine de la cavalerie lourde[73]. Nous savons en revanche avec certitude qu'à partir du IXe siècle, les hommes à cheval de la féodalité arboraient une cotte de mailles métallique et un bouclier, et qu'ils avaient les mains suffisamment libres pour se servir d'une lance ou d'une épée tout en chevauchant.

Ces innovations venaient à propos, car, pendant le IXe siècle, l'Occident eut à supporter une nouvelle vague d'assauts à laquelle n'auraient pu

résister des fantassins encombrés d'un lourd équipement et peu entraînés, tels qu'en dénombraient les armées des premiers royaumes ayant succédé à Rome. Ces assauts venaient de trois différentes directions : les pays musulmans, la steppe et les côtes de Scandinavie dont les populations étaient encore païennes et barbares. Les pays musulmans faisaient régner sur la Méditerranée un régime de piraterie et de spoliations rappelant celui des Vandales et fondé sur l'exploitation des mêmes ports d'Afrique du Nord. Les Sarrasins, comme on les appela dès lors en Occident, écumaient les mers en toute liberté, car, depuis la disparition de la flotte romaine au Ve siècle, aucun pays ne disposait de bateaux capables de protéger les côtes et la navigation dans la Méditerranée occidentale. La Sicile, qui avait si souvent servi dans le passé de point d'appui à des attaques – Athènes, Carthage, les Vandales –, fut occupée en 827 et, peu après, les pirates établirent des bases à la pointe de la péninsule italienne et dans le sud de la France. Au Xe siècle, la Corse, la Sardaigne et même Rome se trouvèrent attaquées. Les Sarrasins furent finalement chassés d'Italie par les Byzantins – les seuls à disposer encore d'une force navale – mais seulement après qu'ils eurent mis à sac des régions souvent fort éloignées des côtes, du Rhône à l'Adriatique.

De la steppe, à l'est, vinrent aussi les Magyars, poussés vers l'Occident par les Turcs, de plus en plus puissants. Ils apparurent en 862 dans la plaine danubienne où Attila faisait autrefois paître ses troupeaux. De là, ils lancèrent une série de raids d'une portée bien plus grande que ceux menés par les Huns. Ils les amenèrent en 898 en Italie où, sur les bords de la Brenta, en septembre 899, ils vainquirent le roi Béranger et son armée de quinze mille cavaliers cuirassés. En 910, ils se heurtèrent à la levée générale des Francs appelés aux armes par Louis l'Enfant, le dernier des empereurs carolingiens, et remportèrent près d'Augsbourg une grande victoire qui leur permit de ravager à loisir la Germanie pendant les dix années suivantes. Henri l'Oiseleur, roi de Germanie de 919 à 936, réussit progressivement à limiter leurs dévastations en fortifiant la frontière à l'est ; mais ils parvinrent néanmoins à lancer des expéditions jusqu'en France et en Bourgogne puis, malgré une défaite infligée par Henri en 933, avancèrent sur l'Italie en 954. L'année suivante, Othon Ier, empereur du Saint Empire romain, finit par rassembler une force suffisante qui sut exploiter un moment opportun pour bloquer les rangs ennemis et lancer sa cavalerie lourde contre leur cavalerie légère, plus mobile. Avec ses huit mille

hommes, pour la plupart des Bavarois et des Souabes, il contourna leur camp à l'extérieur d'Augsbourg, traversa le Lech pour barrer toute ligne de retraite et attendit l'attaque. Les Magyars, qui, comme les Huns, étaient armés d'arcs composites, combattaient en ordre dispersé. Ainsi qu'Henri l'espérait, ils traversèrent le Lech pour se tailler une route et furent entraînés dans une bataille confuse, le dos au fleuve et écrasés par des ennemis cuirassés. Les fuyards furent harcelés par les paysans des environs. A partir de ce moment, les Magyars ne réussirent plus jamais à monter une opération d'importance dans les régions cultivées de l'Ouest depuis la plaine hongroise[74].

Il fut plus difficile de venir à bout des Scandinaves, car les royaumes européens ne possédaient pas d'antidote contre leurs bateaux de guerre. Les peuples des régions côtières de l'Europe du Nord étaient d'aventureux navigateurs depuis des siècles. Pour faire échec à leurs actes de piraterie, les Romains entretenaient une flotte sur le rivage saxon, en Grande-Bretagne et en Gaule. Malheureusement, la disparition de cette flotte au Ve siècle permit aux Angles, aux Saxons et aux Jutes d'envahir la Grande-Bretagne à partir du Danemark et du nord de la Germanie[75]. Le dépeuplement des régions au-delà du Rhin et les migrations barbares freinèrent certes ces expéditions maritimes, mais, à la fin du VIIIe siècle, la rareté de la terre en Norvège et en Suède incita les populations païennes du Nord à chercher de nouveaux établissements, d'autres butins, d'autres commerces. Elles disposaient alors de bateaux capables de les transporter sur de longues distances et par tous les temps. Leur supériorité résidait dans un profil étroit et une quille profonde permettant de naviguer à la voile, ainsi qu'une large section transversale, au centre, où loger des rameurs qui prenaient le relais lorsque le vent venait à manquer. Ils pouvaient accoster sur n'importe quelle plage, loin des ports gardés[76].

En somme, un bateau idéal pour des opérations maritimes de piraterie, à condition que les hommes acceptent l'inconfort de longs voyages sur une coque non couverte et de repas froids entre les étapes. Mais les Vikings – du norvégien *viking* pour piraterie – comptaient parmi les peuples les plus hardis et les plus combatifs qui s'attaquèrent à la civilisation. Avant d'entamer leurs grands voyages, ils avaient acquis, au long d'un siècle de querelles internes, une expérience terrifiante des combats au corps à corps[77]. Bien plus, à partir de 840, ils se mirent à embarquer des chevaux, se donnant ainsi les moyens de lancer des raids beaucoup plus loin à l'intérieur

des terres et à partir d'endroits inattendus, ce qui leur permettait de surprendre les défenses locales. Ils commencèrent en 793 par une descente sur le monastère de Lindisfarne, dans le nord de l'Angleterre, puis progressèrent jusqu'à Séville, dans l'Espagne musulmane, et, en 859, plus avant encore en Méditerranée. En 834, ils dévastèrent la place commerciale de Dorsten, à l'embouchure du Rhin, et, aux alentours de 877, envahirent l'Angleterre saxonne pour y établir vers le milieu du Xe siècle un royaume danois couvrant la totalité des Midlands ainsi que le nord du pays. Leurs voyages lointains – dont l'audace ne peut se comparer qu'à celle des Polynésiens – les conduisirent en Islande en 870, puis au Groenland au cours du siècle suivant, allégeant ainsi leur pression sur l'Europe occidentale. Mais cela ne les empêcha pas de poursuivre leurs incursions dans les régions de l'Europe centrale et orientale, moins bien défendues. Les Vikings, connus dans ces pays sous le nom de « Rus », ouvrirent par les armes des voies de commerce qui, empruntant le tracé des grands fleuves russes, reliaient la Baltique au monde musulman et à Byzance. Au même moment, en Occident, ils s'installaient dans le centre de l'Angleterre et, en 911, la France dut à son tour leur céder un fief, la Normandie. C'est de là qu'au XIe siècle, les Normands conquirent l'Angleterre et, au sud, jetèrent près de Naples les bases de ce qui allait devenir le royaume normand d'Italie et de Sicile.

Aucune force militaire n'aurait suffi à elle seule à s'opposer aux ravages entraînés par ces incursions au cours des IXe et Xe siècles. Il fallait alors à l'Europe occidentale – comme à la Chine lorsqu'elle dut affronter les peuples de la steppe – une puissance culturelle capable de surmonter le nihilisme des envahisseurs et de les gouverner avec efficacité. Il est vrai que les Sarrasins étaient inassimilables, pillant et dévastant avec l'assurance morale des *ghazis*, ces guerriers postés aux frontières de l'islam. Mais les Vikings et les Magyars, eux, appartenaient au même monde primitif que les Germains et les peuples de la steppe avant que ceux-ci n'entendent parler du Christ ou de Mahomet. L'Eglise chrétienne avait déjà entrepris un extraordinaire travail de pacification en Europe occidentale, commençant par la conversion des Francs en 496 et, progressivement, réussissant à unir dans une même foi tous les envahisseurs des territoires romains. Elle avait déjà imposé le respect des institutions chrétiennes : la papauté, l'épiscopat, les monastères, qui survécurent à Rome. Dans cette mission à la fois civilisatrice et religieuse, elle répandit le christianisme romain au nord et à

l'est, jusqu'aux peuples slaves et germains. Ces conversions furent souvent obtenues à la pointe de l'épée, mais il y eut également des chrétiens qui moururent en martyrs, tel l'Anglais saint Boniface, apôtre des Germains. Les Magyars finirent à leur tour par être convertis à la fin du Xe siècle et, dès lors, la Hongrie refoula les invasions venant de la steppe. Enfin, les Scandinaves suivirent la même voie aux XIe et XIIe siècles.

Sans l'influence de l'Eglise romaine, l'Europe qui avait succédé à l'Empire romain serait certainement devenue un monde barbare. Le peu qui subsistait des institutions de Rome n'offrait pas un cadre suffisamment solide pour qu'un ordre soit reconstitué. En l'absence d'armées disciplinées, tout le continent aurait pu sombrer au-dessous de l'« horizon militaire », englouti par des conflits endémiques à propos de droits tribaux ou territoriaux. Mais il y avait des limites au pouvoir de pacification de l'Eglise, limites découlant de ses propres ambitions contradictoires : sa recherche du pouvoir et les inhibitions religieuses entraînées par sa doctrine. A l'est, les évêques continuèrent de se soumettre à l'empereur byzantin selon la voie ouverte par Constantin. Dans les régions d'abord chrétiennes puis soumises à l'islam, l'autorité religieuse et séculaire fut rassemblée entre les mains d'une seule et même personne, le calife. Mais, en Occident, la papauté refusa de tels arrangements. Succédant à Rome et siégeant à Rome, elle rétablit une distinction entre les pouvoirs religieux et séculier, subordonnant le second au premier. Charlemagne restaura l'empire à la pointe de l'épée mais son titre ne dut sa légitimation qu'à l'aval reçu du pape Léon III.

Aussi longtemps que les empereurs furent forts et les papes faibles, il n'y eut pas de conflit entre eux pour le pouvoir. Mais, au XIe siècle, l'Eglise était partout devenue plus puissante et plus riche. Ses territoires, souvent acquis à la suite de dons charitables, constituaient autant de fiefs fournissant à leur seigneur l'appui de leur armée. Les monastères, fondés eux aussi par des donations charitables, devinrent les centres d'une puissante théologie dont les arguments venaient soutenir le pape quand celui-ci revendiquait l'autorité suprême. Le discours consistait à désavouer la pratique des empereurs et les rois qui appointaient ou nommaient évêques et abbés pour servir leurs causes, usaient de natures dociles pour en faire des instruments du pouvoir laïc, et notamment lorsqu'il s'agissait de lever des armées. Les théologiens n'admettaient le combat qu'à la seule condition qu'il visât la restauration des droits légitimes du souverain. Ils justifiaient cette attitude

par la parole du Christ : « Rendez à César ce qui appartient à César. » Dans le même temps, le fait de tuer ou de blesser un être humain restait un péché entraînant une pénitence. Après la bataille d'Hastings, en 1066, les évêques normands imposèrent à leurs chevaliers la pénitence d'une année de jeûne et de prière pour avoir tué un homme et quarante jours pour l'avoir seulement blessé. Et pourtant, Guillaume le Conquérant avait combattu Harold, roi des Saxons, avec l'approbation du pape, en prétextant qu'il se battait pour la restitution de ses droits suzerains[78]. Lors de la grande « querelle des investitures » qui opposa, au XIe siècle, le pape Grégoire VII et Henri IV, chef du Saint Empire romain germanique, querelle dont l'objet était la préséance de l'un ou de l'autre pour la nomination des évêques, Grégoire VII n'hésita pas à conclure une alliance avec les Normands et les Germains contre l'empereur. Mais à l'arrière-plan subsistait toujours un doute dans le cœur des chrétiens : comment concilier le pacifisme recommandé par le Christ et les devoirs militaires du chevalier, qui devait, au nom des intérêts de la papauté, tuer un frère de sang ?

C'était un cas de conscience pour la haute société européenne dont la moitié portait des vêtements religieux et l'autre des armures de guerre. Les mœurs des chevaliers étaient encore rudes au XIe siècle et ce n'est que par la suite qu'elles évoluèrent vers ce que l'on a appelé l'esprit de chevalerie[79]. Deux cents ans plus tôt, le décret carolingien exigeant que « tout homme possédant un cheval se présente avec lui à l'assemblée de l'ost » avait « gonflé les rangs de la noblesse terrienne d'une horde d'aventuriers parvenus dont le principal titre de noblesse […] résidait dans le seul fait de posséder une noble monture ». Au fond d'elle-même, l'Europe était restée une société guerrière, sourde à la loi de Dieu. Elle ne reconnaissait que la juridiction imposée par les seigneurs au nom des droits conférés par leur seul titre.

Voilà pourquoi, lorsque s'éleva, au XIe siècle, l'appel aux armes contre un nouvel ennemi non chrétien, ce fut un soulagement pour tous, pour l'Eglise comme pour les rois, qui faisait oublier la querelle des Investitures. Un nouveau pape, Urbain II, fut élu en 1088. C'était un ancien abbé de Cluny, l'un de ces monastères où se forgeait la théologie favorable à la puissance papale. Aussitôt, il tenta de rétablir par la diplomatie de bonnes relations avec le Saint Empire romain germanique et, simultanément, prêcha que c'était un péché pour un chrétien de combattre un autre chrétien. Au concile de Clermont, en 1095, il reprit l'idée de la « trêve de Dieu »,

armistice décrété pendant le carême et les jours saints, et déclara que « les chrétiens devaient cesser de se battre les uns contre les autres et entreprendre plutôt une guerre juste ». Il rappela que, lors du désastre de Manzikert, vingt-quatre ans plus tôt, les Byzantins avaient appelé l'Occident à leur secours pour la défense de la chrétienté. Il souligna aussi que les Turcs musulmans poursuivaient leur avance en terre chrétienne et que Jérusalem était tombée aux mains des musulmans. En conclusion, il appela à un rassemblement immédiat des forces pour rendre la Ville sainte à l'Eglise[80].

L'idée de « croisade » – puisqu'il s'agissait bien de cela – était déjà dans l'air. Au Xe siècle, les musulmans d'Espagne, conduits par al-Mansour, avaient conquis des terres appartenant aux petits royaumes chrétiens qui subsistaient dans le nord de la péninsule Ibérique. De pieux chevaliers s'armèrent de toutes parts en Europe et on dénombrait parmi eux des Normands, des Italiens et des Français. Ils étaient encouragés dans leur projet par les abbés de Cluny, inquiets pour les pèlerins qui se rendaient à Saint-Jacques-de-Compostelle. L'expédition de 1073 fut patronnée par Grégoire VII, le protagoniste de la querelle des Investitures, qui prôna que « le royaume d'Espagne appartenait au Saint-Siège et que les chevaliers chrétiens pourraient jouir des terres qu'ils conquerraient sur les infidèles ».

> […] Voilà pourquoi à la fin du XIe siècle, l'idée de la guerre sainte se trouvait concrétisée. Les chevaliers et les soldats chrétiens étaient encouragés par les autorités de l'Eglise à mettre fin à leurs insignifiantes querelles et à gagner les frontières de la chrétienté pour combattre les infidèles. En récompense de leurs services, ils pourraient prendre possession des terres reconquises et en recevoir les bienfaits spirituels. […] De plus, la papauté prenait la direction des guerres saintes. C'était fréquemment elle qui en lançait le projet et en désignait le commandement. Les territoires conquis devaient être placés sous la suzeraineté du pape. Bien que les grands princes aient été enclins à se tenir à l'écart, les chevaliers occidentaux répondirent favorablement à l'appel à la guerre sainte. Leurs motifs étaient pour une part sincèrement religieux. Ils avaient honte de continuer à se déchirer entre eux et désiraient se battre pour la Croix. Mais l'espoir d'obtenir des terres les poussait également, surtout chez les chevaliers issus du nord de la France où l'on pratiquait la primogéniture en matière de succession. Les seigneurs étant peu disposés à diviser leurs biens, leurs plus jeunes fils devaient chercher fortune ailleurs. On trouvait dans la chevalerie française un réel penchant pour l'aventure, plus encore chez les Normands qui descendaient depuis quelques générations seulement d'audacieux navigateurs errants. La possibilité de combiner à la fois son devoir de chrétien et la perspective d'acquérir des terres dans un pays au climat méridional était à leurs yeux particulièrement attirante[81].

La première croisade, conduite par des princes normands, français et bourguignons, quitta l'Europe par mer et débarqua en 1096. Une autre expédition emprunta la voie terrestre, traversa les Balkans avec l'autorisation de l'empereur de Byzance et se tailla un chemin en Asie Mineure en combattant les Turcs Seldjoukides. Elle parvint en Syrie en 1098 et y fut rejointe par les contingents venus par mer d'Angleterre, d'Italie et des Flandres. Sur leur route, ils avaient été retardés par le siège d'Antioche, étape clé de la route côtière qui traversait la Syrie. Enfin, ils réussirent à atteindre la Terre sainte en 1099 et, le 15 juillet, après un assaut frénétique contre les murs de la ville, les troupes prirent Jérusalem. La ville devint la capitale d'un royaume latin confié à un duc bourguignon qui prit le titre de roi. D'autres royaumes furent établis par les croisés le long de la côte syrienne et dans le sud de l'Asie Mineure. Ces royaumes subsistèrent avec des fortunes diverses jusqu'en 1291, date à laquelle le dernier d'entre eux fut balayé par l'ultime contre-offensive des Mamelouks. Toujours portée par l'enthousiasme, surtout en France et dans le Saint Empire romain, la chrétienté n'en continua pas moins d'organiser de nouvelles croisades dans l'espoir de restaurer ces royaumes. Leurs succès, toutefois, allèrent en déclinant au fur et à mesure que les musulmans rassemblaient leurs forces afin de reconquérir ce qui, pour eux également, représentait des lieux saints. Il leur fallait aussi chasser les envahisseurs des terres reliant l'Egypte à Bagdad, zone de communication vitale pour l'islam.

Cette contre-offensive ne fut probablement qu'une réponse à un « problème de frontière » semblable à celui qui perturbait l'islam dans ses rapports avec le monde de la steppe. Mais la guerre contre les chrétiens atteignit une intensité inégalée sur les autres fronts. De surcroît, la quatrième croisade (1198-1204), par suite d'une intervention malheureuse dans une querelle de succession, infligea à Byzance de terribles dommages, affaiblissant à jamais la résistance de l'empire d'Orient face à l'avance turque dans le sud de l'Europe. La chute de Constantinople, deux cent cinquante ans plus tard, sera la conséquence lointaine de ces déprédations.

Sur le plan militaire, les croisades nous offrent la meilleure image que nous possédions de la culture et de l'art militaires en Europe durant le long interrègne séparant le déclin des légions disciplinées de Rome et la réapparition, au XVI^{e} siècle, d'Etats dotés de forces militaires organisées. Elles furent le théâtre d'une étrange confrontation entre les combats au corps à corps traditionnels pratiqués en Europe du Nord et les tactiques de

fuite et de harcèlement des cavaliers de la steppe. Cela ne débuta pourtant pas comme ça. Jusqu'à ce qu'ils soient dominés par les Mamelouks, les califes d'Egypte dépendaient dans une large mesure de la cavalerie légère arabe et berbère, armée de lances et d'épées plutôt que d'arcs composites et qui se trouvait donc en position d'infériorité face aux croisés en armures. C'est ainsi qu'à Ascalon, en 1099, le futur roi de Jérusalem Godefroi de Bouillon réussit à venir à bout de l'ennemi. Mais lorsque Saladin accéda au califat de Bagdad en 1174 et, surtout, après que Baybars eut laissé en Egypte le pouvoir aux Mamelouks, les croisés se retrouvèrent face à des essaims de guerriers qui combattaient comme dans la steppe. Inférieurs en nombre, les Occidentaux ne devaient jusque-là leur force qu'à une charge massive et fulgurante de leur cavalerie lourde. Devant de nouveaux adversaires, cette tactique perdit progressivement de son avantage.

Les croisés réagirent en recrutant aux côtés de leurs cavaliers des fantassins munis d'armes tranchantes, d'arcs et d'arbalètes mécaniques qu'ils opposèrent à la cavalerie légère ennemie, cherchant à diviser leurs rangs pour mieux abattre les cavaliers un par un. Jusque-là, ces fantassins n'avaient joué aucun rôle durant les guerres contre les Magyars ou les Vikings, pas plus que dans les conflits internes qui déchiraient l'Europe féodale. Là, en effet, les cavaliers décourageaient radicalement ceux qui n'avaient pas de cheval de porter les armes afin de les empêcher ainsi – surtout lorsque ces derniers habitaient les villes – de défendre, et même de revendiquer, des droits que la classe militaire refusait de partager. En Terre sainte, en revanche, les fantassins se montrèrent très utiles, en particulier pour protéger les trains de chariots essentiels à l'approvisionnement des croisés, ou encore pour défendre les flancs vulnérables des unités montées lorsque celles-ci se rangeaient en ordre de bataille.

Longtemps, les historiens ont débattu à propos de la tactique de combat des musulmans face aux croisés. Comme nous l'avons vu, cette tactique consistait principalement à isoler les cavaliers des fantassins. Bien que les spécialistes ne soient pas unanimes à ce sujet, il semble bien que ce type de stratagème soit à l'origine des défaites de Ramla en 1102, de Marj Ayoun en 1179, de Cresson en 1187 et, surtout, de Hattin la même année[82]. Ce dernier triomphe des musulmans permit à Saladin de récupérer la presque totalité du royaume de Jérusalem. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que l'échec des croisés n'était pas dû à une erreur tactique mais à leur conception même du combat. Pour eux, la victoire devait reposer sur une charge de cavalerie

lourde. Mais l'adversaire, de son côté, préférait au contraire choisir l'esquive. Les croisés pensaient que le succès résidait « dans le choix du bon moment pour lancer la charge avec l'assurance de frapper au cœur même de l'ennemi[83] ». En Europe, ne pas se dérober devant l'attaquant était une question d'honneur, et cette éthique du combat rappelle, sous une forme élaborée, celle de la phalange. Mais les croisés avaient devant eux des ennemis perpétuant une tradition fort différente et pour lesquels il n'y avait nulle honte à fuir ni à manœuvrer de manière à éviter le choc frontal. Sur la fin, les chevaliers tentèrent de s'adapter à ce type de guerre, si peu familier pour eux, en recrutant sur place un nombre de plus en plus grand de fantassins et en choisissant des lieux de combat protégés par des obstacles pour freiner la fuite de l'ennemi. Mais les musulmans, eux aussi, apprenaient les tactiques adverses. On sait même qu'au XIIIe siècle, ils en vinrent à imiter la pratique des joutes et des tournois.

La principale réponse des croisés aux contraintes imposées par la guerre en Terre sainte fut d'essence culturelle. Ils s'identifièrent plus profondément encore à l'idéal guerrier qui les avait poussés à franchir la Méditerranée pour répondre à l'appel du Christ. Les grandes lignes de cet idéal chevaleresque étaient déjà discernables en Europe dès le XIe siècle. Pour être soldat, il ne suffisait plus, comme auparavant, de posséder un cheval, une cotte de mailles et de suivre son seigneur. La fidélité n'avait plus comme unique base l'octroi d'une terre en échange d'un soutien militaire ; elle devenait une relation à caractère rituel et religieux. Le chevalier s'engageait au service personnel de son seigneur et jurait non seulement de lui obéir, mais aussi de se comporter avec un esprit chevaleresque et de mener une vie honorable, vertueuse même.

De là à déplacer cet idéal de chevalerie de la personne du seigneur à celle de l'Eglise elle-même, il n'y avait qu'un pas que les croisés franchirent à la fin du XIIe siècle. Ils fondèrent de nouveaux ordres monastiques qui, bien qu'initialement dédiés à de traditionnelles œuvres pieuses telles que l'entretien d'hôpitaux et l'assistance aux pèlerins pendant leur voyage, assurèrent bientôt d'autres fonctions, en particulier la défense de la Terre sainte elle-même. Ces ordres de chevalerie – les Hospitaliers et les Templiers – devinrent de véritables puissances au service des croisades. Ils bâtirent des châteaux forts en Palestine et en Syrie et collectèrent des fonds en Europe pour financer leurs expéditions[84]. Leur influence fut contagieuse car

> […] leur mode de vie fit d'eux des guerriers exemplaires. Au combat, ils se montraient obéissants et disciplinés et, dans leur communauté, vivaient avec frugalité et ascétisme, sans femmes ni enfants. Tous partageaient le même toit, recevaient de leurs chefs vêtements et nourriture, sans jamais rien posséder pour eux-mêmes. Jamais ils ne restaient inactifs. Quand ils ne combattaient pas, ils se livraient à des travaux manuels. […] Leur hiérarchie était fondée non sur la noblesse mais sur le mérite. Ils avaient renoncé aux plaisirs et au prestige propres à la chevalerie séculière – l'amour des belles armes, les soins excessifs apportés à la toilette et à la coiffure, la passion du jeu et de la chasse – [en échange] d'un ordre nouveau fondé sur la pauvreté, la vie en commun et la dévotion au Christ[85].

Nous percevons dans ces ordres militaires les origines des régiments qui verront le jour en Europe au XVI^e^ siècle. Il est plausible que la dissolution des ordres monastiques dans les pays protestants pendant la Réforme a débouché sur la formation des armées d'Etat – certains moines-soldats ayant alors choisi de rester hommes d'armes – avec leur hiérarchie, leur commandement et leurs unités subordonnées dont l'organisation était semblable à celle de ces premiers ordres guerriers. Mais nous sommes déjà là dans le futur. Aux temps qui nous intéressent, l'influence des Hospitaliers et des Templiers incita d'autres soldats chrétiens en d'autres lieux à fonder des ordres similaires, en particulier parmi ceux qui luttaient en Espagne contre les musulmans ou, encore, les Germains opposés aux Prussiens et aux Lituaniens, toujours païens. C'est ainsi qu'apparurent les chevaliers Teutoniques ; ils conquirent la Prusse, fondèrent un régime militaire et fournirent au Grand Frédéric, cinq cents ans plus tard, le noyau de son corps d'officiers.

Le déclin puis la disparition des royaumes croisés à la fin du XIII^e^ siècle furent trop progressifs pour constituer une ligne de démarcation distincte dans l'histoire de la guerre européenne. Trop de croisades avaient échoué pour que se développe un esprit de revanche et, d'ailleurs, les rois, en Europe, avaient leurs propres guerres à mener. Néanmoins, les croisades entraînèrent des changements irréversibles. Elles rétablirent des Etats latins (catholiques romains) en Méditerranée orientale, non seulement en Palestine et en Syrie, mais aussi à Chypre et dans la mer Egée. Les villes de l'Italie du Nord, et notamment Venise, purent renouer des liens commerciaux avec le Moyen-Orient puis l'Extrême-Orient, et relancer les échanges entre les ports méditerranéens. L'argent ainsi gagné servit à financer la plupart des guerres qu'elles se livrèrent entre elles au XV^e^ siècle et, plus tard, celles de la France contre les Habsbourg et le Saint Empire

romain. Les croisades favorisèrent également la *Reconquista*, par laquelle l'Espagne se libéra de l'islam, et l'extension du christianisme à l'est, vers la Russie et la steppe. Mais, après avoir affaibli la puissance des Byzantins, elles ne furent plus en mesure d'intervenir pour arrêter l'avance des Turcs ottomans dans les Balkans. Au début du XV^e^ siècle, ceux-ci avaient atteint le Danube, anéanti le royaume chrétien de Serbie et menaçaient celui de Hongrie. En compensation, cependant, les croisades avaient fourni aux rois guerriers de l'Europe et à leurs turbulents vassaux une raison de se battre qui dépassait de loin leurs interminables querelles internes. Elles renforcèrent aussi l'autorité de l'Eglise, qui s'efforçait de comprimer la pulsion de guerre dans un cadre légal et moral. Mais, paradoxalement, en formant la chevalerie à une discipline militaire bien plus efficace, elles jetèrent les bases sur lesquelles allaient s'édifier des royaumes dotés d'une force nouvelle. Une fois le pouvoir central consolidé à l'intérieur de leurs frontières, les conflits endémiques qui déchiraient l'Europe devinrent plus occasionnels et externes.

La population des XIV^e^ et XV^e^ siècles n'eut guère conscience de ces changements. Que ce soit lors de la guerre de Cent Ans (1337-1457) entre la France et l'Angleterre, lors des longs conflits qui opposèrent les Habsbourg, les Wittelsbach et les Luxembourg pour la couronne du Saint Empire, pendant les révoltes qui opposèrent les sujets rebelles de Bohême et de Suisse et leurs empereurs, ou encore durant les guerres d'Italie, personne ne put imaginer que le temps des cavaliers était en train de s'achever. Et pourtant ce fut bien ce qui arriva. Les soldats à cheval équipés de pesantes armures et portés par une éthique guerrière qui privilégiait les affrontements directs menèrent des combats qui se révélèrent finalement désastreux, tout comme ceux de la phalange dans la Grèce classique. En vérité, même à son apogée au XV^e^ siècle, l'art militaire des chevaliers n'était pas aussi efficace que nous l'imaginons aujourd'hui ou qu'ils le croyaient eux-mêmes. Leurs armures, de plus en plus lourdes et résistantes au fil des siècles (vers le milieu du XIV^e^ siècle, les plaques métalliques avaient remplacé la cotte de mailles), si elles convenaient aux joutes des tournois, n'étaient guère adaptées à de véritables batailles[86].

Comme le souligne l'historien médiéviste R. C. Smail, il est difficile de reconstituer les batailles du Moyen Age à partir de données concrètes[87]. Nous savons toutefois que lors des trois batailles majeures de la guerre de Cent Ans – Crécy en 1346, Poitiers en 1356 et Azincourt en 1415 – les

chevaliers anglais combattirent à pied dans les trois cas, assistés par les archers ; à Poitiers et à Azincourt, le gros des troupes françaises était également à pied. Il est impensable que des cavaliers cuirassés, chevauchant côte à côte en pointant leurs lances sur les lignes adverses, aient pu charger l'ennemi par vagues successives et en rangs serrés. La catastrophe se serait avérée inévitable, de part et d'autre, dès le premier choc.

La guerre de fer du Moyen Age, comme celle des Grecs, était une affaire « horrible et sanglante », rendue plus terrible encore par le courage de ceux qui s'y étaient voués par devoir. Quel que soit le motif invoqué – indépendance de la cité pour les Grecs, fidélité et esprit de chevalerie pour les chevaliers –, on devinait en arrière-plan un certain « primitivisme ». Les Grecs luttèrent selon leurs propres méthodes jusqu'à ce que celles-ci s'épuisent d'elles-mêmes. Les chevaliers disparurent à la suite d'une intervention extérieure : l'invention de la poudre à canon. Dans les deux cas, le rôle du fer, ce métal trompeusement banal et bon marché, avait pris fin.

Intermède
Ravitaillement et logistique

Le combat, c'est le cœur de la guerre. La pierre, le bronze et le fer lui en ont fourni les instruments jusqu'à l'apparition de la poudre à canon. Pour qu'il y ait combat, il fallait que les adversaires puissent se rencontrer sur un champ de bataille, ce qui, souvent, se révélait plus difficile que de remporter la victoire. Seuls les peuples cavaliers échappaient à cette nécessité, mais, historiquement, ils ne représentaient qu'une minorité parmi les guerriers. Dans leur majorité, ces derniers ne pouvaient compter que sur la force de leurs jambes et de leurs épaules pour se transporter avec leur équipement vers le théâtre des opérations. Autant dire que cela limitait considérablement l'endurance des troupes et la portée de leurs actions, offensives ou défensives. Voilà pourquoi, jusqu'à des temps extrêmement

récents, la guerre était une activité qui s'exerçait à court terme et sur de courtes distances.

La raison en est simple. Quand une troupe d'hommes se rassemble, il lui faut prendre au moins un repas entre le lever et le coucher du soleil. Si la tâche prévue se poursuit au-delà d'un jour et si les hommes se déplacent, ils doivent emporter leur nourriture. Toutes les opérations militaires dépendent de facteurs qui se calculent en temps et en mouvement. Les guerriers devaient donc se charger non seulement de leurs armes mais aussi de leurs rations. L'expérience apportée par les exercices modernes d'entraînement démontre que la charge portée par un soldat ne peut excéder en moyenne trente-cinq kilos. Les vêtements, l'équipement, les armes et les quelques objets indispensables en représentent la moitié. Si l'on sait que la nourriture solide absorbée par un homme confronté à de rudes tâches physiques pèse un kilo et demi, on comprend donc qu'un fantassin ainsi chargé n'a qu'une autonomie de dix ou onze jours et à la condition que la nourriture emportée ne soit pas périssable. Ces données n'ont pas varié pendant des siècles. Le théoricien militaire romain Végèce, au IVe siècle après J.-C., insistait déjà pour que « les jeunes soldats soient entraînés fréquemment à porter des charges pouvant atteindre une trentaine de kilos ». Ils devaient « marcher au pas militaire car, au cours des campagnes pénibles, il leur faudra porter à la fois leurs rations et leurs armes[1] ». Lorsque les soldats britanniques lancèrent leurs attaques sur la Somme, le 1er juillet 1916, ils portaient une charge de près de trente-trois kilos car on leur avait donné plusieurs jours de rations au cas où les lignes d'approvisionnement se trouveraient coupées[2]. Quant aux parachutistes et aux marines britanniques qui « crapahutèrent » à travers les Malouines en 1982, ils emportaient avec eux l'équivalent de leur poids, en raison du manque d'hélicoptères pour les ravitailler. Cet effort les épuisa alors qu'il s'agissait pourtant d'hommes triés sur le volet et en parfaite condition physique[3].

Bien sûr, les soldats peuvent « vivre sur le pays », c'est-à-dire trouver leur nourriture aux dépens de la population civile. Ces pratiques courantes de déprédation se produisirent jusqu'à des époques récentes, ce qui explique pourquoi, à l'approche d'une armée, si disciplinée fût-elle, les habitants dissimulaient toutes leurs denrées transportables. Parfois aussi, on a vu une armée organiser un marché pour s'approvisionner et les paysans accourir alors pour vendre leurs produits. C'est ce que fit Wellington en Espagne, mais il avait des espèces à dépenser, ce qui se produit rarement[4]. En général,

les armées sont dépourvues d'argent et cherchent à payer leur approvisionnement par des bons honorables à terme ; sinon, en pays ennemi, elles se contentent de prendre ce dont elles ont besoin. Mais cette politique ne peut fonctionner durablement. Si la nourriture a été dissimulée, les soldats doivent se disperser pour la trouver et se mettent ainsi en position de vulnérabilité. Lorsque ces provisions ont été consommées, les ressources du pays sont généralement épuisées. On sait par exemple que les armées de cavaliers épuisaient encore plus rapidement les régions de prairies, qui, si elles permettaient de nourrir provisoirement les troupeaux, n'offraient pas toujours de quoi alimenter les hommes.

Mais la force des cavaliers réside dans la rapidité avec laquelle ils se déplacent. En outre, les peuples nomades ont généralement des habitudes frugales et leurs contraintes alimentaires s'en trouvent donc moins pesantes, à condition qu'ils ne s'éloignent pas trop d'une région de prairies. Les armées se déplaçant à pied n'ont pas la même liberté d'action. Parcourant plus de trente kilomètres par jour – la meilleure distance pouvant être couverte avec régularité en marchant (c'était la moyenne des légions romaines et celle de l'armée de Kluck lors de son avance sur la Marne pendant la campagne de 1914) –, elles progressent trop lentement pour trouver chaque jour une contrée nouvelle offrant encore des ressources[5]. Il leur faut donc ou bien s'arrêter assez longtemps pour aller chercher plus loin leur approvisionnement, ou transporter celui-ci avec elles.

Ces transports se font par voie d'eau ou par chariots. Les animaux de bât étaient fréquemment utilisés dans le monde ancien et ils le furent même à l'époque moderne quand le terrain se révélait difficile (en 1874, lors de leur avance en Asie centrale, les Russes étaient accompagnés de huit mille huit cents chameaux qui transportaient la nourriture de cinq mille cinq cents hommes). Mais ils ne jouèrent qu'un rôle occasionnel[6]. Quant aux transports par voie d'eau, ils appuyèrent bien des campagnes, comme l'illustre, en 1704, l'avance de Marlborough le long du Rhin jusqu'à la Bavière. Mais la direction du cours d'eau détermine celle de l'avance et elle ne va pas nécessairement là où pourrait se jouer une bataille décisive. Les transports par routes offrent une plus grande flexibilité dans la mesure où le réseau routier présente une certaine densité. Mais jusqu'à ce que des travaux de ce genre soient entrepris à grande échelle en Europe à partir du XVIII^{e} siècle – d'abord en France, puis en Grande-Bretagne et en Prusse –, peu de régions disposaient d'un tel réseau (en 1860, sa longueur était de

huit kilomètres pour mille habitants en Grande-Bretagne, de près de quatre kilomètres en France et d'un peu plus d'un kilomètre en Espagne). Par mauvais temps, l'état des routes était très mauvais, et il fallut attendre le XIXe siècle pour que se généralise l'usage du macadam[7].

L'Empire romain seul faisait exception, et en partie aussi la Chine (même si les voies d'eau et en particulier le Grand Canal, commencé en 608 après J.-C., représentaient le principal moyen de communication), et ce sont les routes romaines construites par les légions qui ont été l'instrument de la puissance impériale. Dans la seule province romaine d'Afrique – elle s'étendait alors du Maroc actuel au bassin du Nil –, les archéologues ont recensé seize mille kilomètres de routes de grande ou moins grande largeur. La Gaule, la Bretagne, l'Espagne, l'Italie étaient tout aussi bien desservies, ce qui permettait aux chefs militaires de calculer avec précision le temps de marche entre deux campements : de Cologne à Rome, soixante-sept jours ; de Rome à Brindisi, quinze jours ; de Rome à Antioche, cent vingt-quatre jours (dont deux en mer)[8]. Il n'y avait rien d'équivalent à un tel réseau de communications dans aucun autre empire, même pas en Mésopotamie ou en Perse où, pourtant, la plaine offrait des conditions de transport relativement faciles (la route royale utilisée par Alexandre n'avait pas la qualité d'une route romaine). Mais lorsque l'administration romaine s'effondra, ce magnifique réseau routier se dégrada peu à peu. Cette décadence mit fin pendant plus de mille ans aux marches stratégiques. En Angleterre, par exemple, lorsque Alfred le Grand, au milieu du IXe siècle, conduisit à grand-peine son armée hors du Somerset pour se porter à l'encontre des Danois, il emprunta le Hardway, une simple piste boueuse, alors que, quatre cents ans plus tôt, les Romains avaient tracé tout près de là d'excellents axes routiers.

Sans routes, les armées ne pouvaient transporter leur approvisionnement, sauf en utilisant des chars rudimentaires. Elles dépendaient donc pour cela des bateaux ou des bœufs, les animaux de trait les plus répandus depuis le Ve millénaire avant J.-C. (l'archéologie nous en a fourni des preuves lors de fouilles en Pologne) et, en Inde et en Espagne, jusqu'au début du XIXe siècle[9]. Wellington, par exemple, était sans cesse à la recherche de « bons bœufs ». En août 1804, il écrivait : « On ne peut se mouvoir rapidement sans du bon bétail, bien conduit et bien soigné. » Auparavant déjà, en Inde, il avait souligné l'importance du fait : « Le succès des opérations militaires dépend du ravitaillement. Il n'est pas difficile de combattre, ni de trouver le moyen de triompher sur l'ennemi,

avec ou sans pertes. Mais, pour réaliser ses objectifs, il faut d'abord se nourrir[10]. » Pour un commandant comme Wellington, qui disposait de ressources financières, les bœufs offraient l'avantage de pouvoir aussi bien être mangés qu'utilisés comme bêtes de trait, et ils furent donc utilisés à ces deux fins. Peu d'autres chefs militaires, en revanche, eurent la chance de disposer d'une telle source de ravitaillement, les bœufs étant trop précieux pour être mangés.

Tout comme Wellington, Alexandre le Grand dépendait des bœufs pour ses déplacements. Il calculait qu'il fallait prévoir, au bout de huit jours de marche, de nouveaux approvisionnements, généralement un dépôt maritime, car, pendant cette période, un bœuf mange l'équivalent de son poids. Alexandre ne pouvait donc entreprendre ses expéditions lointaines qu'à condition de ne pas s'éloigner des côtes et de sa flotte ou, encore, d'envoyer des émissaires avec mission d'acheter de la nourriture et du fourrage en payant comptant. Parfois aussi, il promettait le paiement après la victoire, transaction à laquelle les fonctionnaires perses, enclins à la traîtrise, se prêtaient de plus en plus volontiers au fur et à mesure que l'offensive macédonienne accumulait les succès contre Darius. Pour sa marche la plus longue – celle qui, en 326 avant J.-C., le mena de l'Indus au Makran, sur une distance de près de cinq cents kilomètres –, Alexandre amassa cinquante-deux mille six cents tonnes de provisions, de quoi nourrir pendant quatre mois une armée de quatre-vingt-sept mille fantassins, dix-huit mille cavaliers et cinquante-deux mille serviteurs. Tout au long du voyage, il se fit accompagner le long des côtes de l'océan Indien par ses navires afin d'être approvisionné, comptant sur la mousson pour grossir le niveau des fleuves à l'estuaire desquels il s'alimentait en eau. Ses calculs logistiques étaient exacts. Régulièrement débarquées et distribuées, ces réserves auraient suffi à nourrir la totalité de son armée. Malheureusement, cette année-là, la mousson empêcha la flotte d'Alexandre de sortir de l'embouchure de l'Indus. Ainsi perdit-il les trois quarts de ses troupes dans les déserts du Béloutchistan[11].

Ce désastre souligne l'importance de la logistique, aussi talentueux et prévoyant que soit le général. Dans les temps anciens ou prémodernes, peu de commandants ont pu opérer hors du territoire national sans tenir compte de cet impératif, sauf ceux des armées romaines qui disposaient du réseau routier impérial, ou encore ceux qui opéraient près d'une base d'approvisionnement maritime. Les Romains eux-mêmes ont connu des

difficultés lorsqu'ils s'éloignèrent de leurs routes, et il pouvait arriver que de grosses armées ne puissent parvenir à se nourrir sur un territoire dont, pourtant, elles avaient le contrôle, comme les maréchaux de Napoléon en firent l'expérience en Espagne, de 1809 à 1813. Il fallut attendre le XIX^e^ siècle pour que se développent les méthodes de mises en conserve et que l'on découvre le principe des aliments de synthèse. Mais, jusque-là, le principal problème restait la précarité des denrées périssables. Les céréales séchées ou pilées ont constitué de tout temps la nourriture de base du soldat, complétées par de l'huile, du lard, du fromage, du concentré de poisson (l'ordinaire habituel des légionnaires), du vin, du vinaigre, de la bière et, parfois, de la viande salée, séchée ou abattue au lieu même de consommation[12]. Mais les produits frais faisaient cruellement défaut, de telle sorte que, lors de campagnes prolongées, les soldats, comme les marins, mouraient de maladies dues à la malnutrition. Affaiblies, les armées pouvaient alors être la proie d'épidémies qui, souvent, frappaient les troupes bloquées par de trop longs combats ou par des sièges qui s'éternisaient.

L'alimentation militaire connut une véritable révolution lorsque, au milieu du XIX^e^ siècle, apparut la viande en boîte. On commença à la voir circuler dès 1845, mais son procédé de fabrication menaçait encore d'empoisonnement par le plomb ceux qui en consommaient trop (ce fut la cause de nombreux décès lors de l'expédition polaire de Franklin, en 1860). A cette époque également, on utilisa du lait concentré ou en poudre et de la margarine, inventée en 1860 sous Napoléon III, qui cherchait pour ses soldats un aliment capable de remplacer le beurre[13]. Pendant la guerre de Sécession, les Nordistes vécurent essentiellement de la viande abattue à Chicago, plus souvent salée qu'en boîte, tandis que leurs adversaires sudistes devaient se contenter de maïs et de cacahuètes séchées *(goober peas)*, car ils n'avaient pas accès aux grands troupeaux du Texas, l'ennemi contrôlant le Mississippi. En 1862, un confédéré écrivait à sa femme : « Depuis quelques jours, nous vivons de pommes crues, cuites ou rôties, parfois d'un peu de blé vert et, parfois aussi, de rien du tout[14]. » Les Nordistes expérimentaient alors des procédés industriels permettant d'obtenir des pommes de terre et des légumes séchés, ainsi qu'un mélange en boîte d'extrait de café, de lait et de sucre, autant de produits que les soldats appréciaient fort peu mais qui s'avéraient un luxe pour leurs ennemis affamés lorsqu'ils pouvaient s'en emparer.

En fin de compte, si les Nordistes furent mieux nourris que les Sudistes, c'est parce que leurs services d'intendance contrôlaient la majeure partie des cinquante mille kilomètres de chemin de fer existant en 1860 (plus que dans tous les autres pays du monde réunis), tout en continuant à poser chaque jour de nouveaux rails et à détruire les lignes confédérées qu'ils traversaient. L'apparition du chemin de fer a révolutionné les combats terrestres, et la guerre de Sécession a été la première à en faire la démonstration. On la cite fréquemment comme une véritable guerre du rail que les Nordistes auraient remportée pour avoir réussi à couper les communications ferroviaires du Mississippi, reliant les régions populeuses du Sud-Est aux contrées productives du Sud-Ouest. Après avoir divisé le réseau intérieur, notamment en s'emparant de la ligne Chattanooga-Atlanta en 1864, ils fragmentèrent ainsi le territoire en zones qui ne pouvaient plus se suffire à elles-mêmes économiquement et précipitèrent la fin des confédérés[15].

Ce point de vue ne ménage pas suffisamment les rôles respectifs du combat et de la logistique dans la victoire nordiste. En effet, ainsi que l'a constaté en 1862 George McClellan lors de la campagne de la Péninsule menée par l'Union, la suprématie logistique ne suffit pas à elle seule à triompher d'un ennemi déterminé. On a vu par exemple que des Etats économiquement à bout, tels le Japon ou l'Allemagne en 1944-1945, ont pu continuer à infliger des revers démoralisants à leurs ennemis[16]. Lorsque Napoléon affirmait catégoriquement que la victoire appartient aux grands bataillons, il disait vrai. L'apparition du chemin de fer a permis aux Etats de lever de gros contingents et de les transporter rapidement et en toute saison aux lieux choisis pour les déployer. A l'exception des Etats-Unis, ces Etats se trouvaient dans les zones industrialisées de l'Europe occidentale ou centrale, là où des réseaux ferroviaires étendus reliaient les usines aux grands ports de Grande-Bretagne et de Belgique, avant de se développer en France et en Prusse puis, lentement, vers l'est, raccordant ainsi les contrées agricoles d'Autriche-Hongrie et de Russie à l'ensemble du circuit. Entre 1825 et 1900, la longueur des voies ferrées européennes passa de zéro à deux cent quatre-vingt mille kilomètres. Le réseau comportait des tunnels, des ponts et franchissait tous les obstacles naturels du continent, y compris le Rhin, les Alpes et les Pyrénées. Le voyage de Rome à Cologne, qui représentait pour une légion romaine soixante-sept jours de marche, pouvait désormais, en 1900, être accompli en moins de vingt-quatre heures.

Ce sont les axes ferroviaires est-ouest, et non nord-sud, qui jouèrent un rôle militaire de premier plan. Ils franchissaient les frontières séparant l'Allemagne de la France, de l'Autriche et de la Russie. Or c'est précisément là que se jouèrent les conflits. Le chemin de fer devint si essentiel à la défense allemande que le gouvernement de la Prusse nationalisa la moitié de ses lignes en 1860 puis, vingt ans plus tard, la totalité. En 1866, le régiment des gardes prussiens fut amené en une semaine, à raison de douze trains par jour, de Berlin jusqu'au front autrichien, preuve évidente de la supériorité du rail sur la route. C'était aussi un avertissement aux pays qui s'exposaient à la défaite s'ils n'intégraient pas à leur tour ces données nouvelles dans leur politique de mobilisation. En 1866, la Prusse vainquit l'Autriche principalement grâce à sa supériorité dans ce domaine. De même, en 1870, la défaite de la France en Alsace-Lorraine découla d'une mauvaise organisation et, surtout, d'un réseau ferroviaire déficient[17].

Tous les états-majors d'Europe tirèrent la leçon des guerres de 1866 et de 1870-1871. En Allemagne, l'administration du chemin de fer fut confiée à un service spécial chargé de la construction de nouvelles lignes et de veiller à ce que le réseau soit en état de remplir sa fonction en temps de guerre. Les petites gares de campagne près des frontières avec la Belgique et la France furent équipées de quais d'une longueur d'un kilomètre et demi pour permettre lors d'un seul arrêt le débarquement rapide d'une division entière et de chevaux. En août 1914, ce système était en place et, entre le 1er et le 17 août, l'armée allemande, qui comptait huit cent mille hommes en temps de paix, multiplia par six ce chiffre en faisant appel aux réservistes et réussit à transporter un million quatre cent quatre-vingt-cinq mille hommes, tous équipés et prêts au combat, sur les fronts belge et français. Mais, du côté adverse, on n'était pas en retard non plus à cet égard. Le commandement militaire des chemins de fer français était aussi bon en 1914 qu'il avait été mauvais en 1870. Lors de la bataille de la Marne, les troupes nécessaires furent transportées sur les lieux de combat plus rapidement encore que du côté allemand. En Autriche, la mobilisation fut également très rapide, et la Russie, que l'état-major allemand comptait écraser en six semaines, surprit autant ses alliés que ses ennemis allemands en réussissant à concentrer sur le front polonais, en un temps record, sa Ire et sa IIe armée.

La mobilisation de 1914 a apporté la preuve que les efforts des états-majors européens entrepris au cours des quarante années précédentes pour améliorer l'organisation des chemins de fer n'avaient pas été vains. Dès la déclaration de guerre, des troupes considérables – soixante-deux divisions d'infanterie (de quinze mille hommes chacune) en France, quatre-vingt-sept en Allemagne, quarante-neuf en Autriche, cent quatorze en Russie – furent transportées de leur lieu de garnison sur le front, en même temps que plusieurs millions de chevaux[18]. Mais une fois ces troupes parvenues à destination, leur miraculeuse mobilité disparut aussitôt. Lorsqu'elles se retrouvèrent face à face, elles ne se montrèrent pas plus capables que les légions romaines de se mouvoir ou de transporter leur matériel. Les soldats devaient se déplacer à pied depuis les gares et ils ne pouvaient être approvisionnés que par des véhicules tirés par des chevaux. En fait, leur sort était pire que celui des armées d'autrefois, mieux organisées. Avec l'artillerie, une zone de plusieurs kilomètres en arrière des lignes demeurait exposée au feu et il était exclu d'y faire circuler des véhicules attelés. Le réapprovisionnement de l'infanterie, en munitions comme en nourriture, devait exclusivement s'opérer à dos d'homme.

Cette absence de mobilité s'avéra plus grave encore sur le plan tactique que sur le plan logistique. Au cœur de la zone de feu, l'infanterie ne pouvait pratiquement pas se mouvoir, sinon à un prix élevé en vies humaines. Cette situation dura jusqu'en 1916, lorsque l'apparition des chars d'assaut permit à nouveau des manœuvres tout en demeurant en contact direct avec l'ennemi. Néanmoins, la logistique demeura une préoccupation majeure tout au long de la Première Guerre mondiale, ne serait-ce qu'en raison des besoins considérables de l'artillerie en matière de munitions afin de conserver une puissance de feu supérieure à celle de l'ennemi. Ces munitions devaient être transportées par des chevaux entre la voie ferrée et les postes occupés par les batteries et, bientôt, le fourrage représenta l'essentiel des cargaisons déchargées dans les ports pendant toute la période 1914-1918.

Le même problème se posa pendant la Seconde Guerre mondiale. L'industrie allemande avait consacré toutes ses ressources à la construction de chars, d'avions et de sous-marins, laissant l'armée dépourvue de transports. De plus, le carburant était rare. Il fallut donc à nouveau employer sur le front plus de chevaux qu'en 1914-1918 – deux millions sept cent cinquante mille contre un million quatre cent mille. La plupart

moururent en service, tout comme les trois millions et demi de chevaux mobilisés par l'Armée rouge entre 1941 et 1945[19]. Seules les forces américaines et britanniques furent tactiquement en mesure de réapprovisionner leurs troupes à l'aide de véhicules motorisés, et cela grâce à l'exceptionnelle capacité de production de l'industrie pétrolière et des usines automobiles des Etats-Unis. Les ressources américaines étaient si élevées qu'elles suffirent non seulement à fournir tous les camions et le carburant nécessaires, mais encore à équiper l'Armée rouge (plus de trois cent quatre-vingt-quinze mille camions et deux millions de tonnes d'essence), ce qui permit aux Soviétiques, comme ils le reconnurent eux-mêmes par la suite, de convoyer leurs troupes de Stalingrad à Berlin[20].

Les charges transportées par rail, chevaux ou véhicules à moteur durant les grandes guerres de l'âge industriel furent infiniment plus élevées que celles nécessaires aux armées d'autrefois, même après l'apparition de la poudre à canon. La différence ne venait pas de la nourriture, du fourrage ou des indispensables accessoires de vie – tentes, outils, parfois même matériel pour la construction de ponts –, mais des besoins considérables en projectiles et boulets. A Waterloo, par exemple, l'artillerie de Napoléon comptait deux cent quarante-six canons qui tirèrent chacun une centaine de coups au cours de la bataille. A Sedan, en 1870, une des plus célèbres batailles du XIX^{e} siècle, l'armée prussienne tira trente-trois mille cent trente-quatre coups. Pendant la semaine précédant le début de la bataille de la Somme, le 1er juillet 1916, les tirs de préparation de l'artillerie britannique représentèrent un million de salves, soit vingt mille tonnes de métal et d'explosifs[21]. Cette consommation record entraîna en 1915 une « crise des projectiles » à laquelle la Grande-Bretagne remédia en augmentant encore l'effort de production et en confiant des commandes à des usines disposant encore de capacités. En France non plus, l'industrie ne fit pas défaut. On avait prévu, avant la guerre, une production quotidienne de dix mille obus de soixante-quinze millimètres mais, en 1915, elle passa à deux cent mille par jour. En 1917-1918, la France put fournir au corps expéditionnaire américain dix millions d'obus pour son artillerie – également de fabrication française – ainsi que quatre mille sept cent quatre-vingt-douze des six mille deux cent quatre-vingt-sept avions utilisés par les Américains au combat. Forcée de trouver un produit de substitution, car le blocus l'empêchait de s'approvisionner en nitrates, l'Allemagne porta néanmoins sa production d'explosifs de mille tonnes par mois en 1914 à six mille en 1915. Et même

les usines russes, si décriées, réussirent à multiplier leur production d'obus par dix de 1915 à 1916[22].

La capacité et la complexité des industries d'armement créées en Europe et en Amérique au cours du XIXe siècle n'ont pas d'équivalent dans le passé. A l'âge de pierre, l'extraction et le travail des silex s'opéraient sur une base commerciale, mais la fabrication d'armes et de cuirasses de bronze demeura une activité artisanale. L'arrivée du fer conduisit à un accroissement et à une standardisation de la production. L'armée romaine possédait un réseau de fabriques d'armement produisant le fer pour les cuirasses, les casques, les épées et les javelots. L'habileté des ouvriers employés à cette tâche était si importante aux yeux de l'Etat que celui-ci ordonna par décret, en 398, qu'ils soient marqués au fer pour éviter qu'ils ne fussent tentés de déserter[23]. Mais, avec les invasions barbares, la fabrication des armes revint au secteur privé. Toutefois, l'art de fabriquer des mailles métalliques était si rare qu'il resta contrôlé par l'Etat. En 779, Charlemagne ordonna que tout marchand pris à exporter des cottes de mailles verrait sa marchandise confisquée. Il réitéra le même ordre en 805. On a évalué à cent quatre-vingts tonnes le poids des cottes de mailles portées par ses cavaliers en armes, soit l'équivalent de plusieurs années de production des forgerons de l'empire.

La fabrication d'armures formées de plaques métalliques était extrêmement complexe et l'on comptait fort peu d'ateliers capables de cette tâche. Les meilleures armures provenaient des ateliers royaux dont, en Angleterre, Greenwich était le centre. Mais l'apogée de cette fabrication coïncida avec l'apparition de la poudre à canon, de sorte qu'elle devint périmée au moment précis où se développait une demande pressante de poudre, de boulets, de canons et d'armes à feu individuelles. Au début, les boulets de canon coûtaient si cher qu'on chercha à les remplacer par de la pierre. Quant à la production de poudre, elle se trouvait limitée par la difficulté de se procurer du nitrate de potassium et du salpêtre. Jusqu'à ce qu'un procédé industriel soit mis au point au XIXe siècle, ces produits ne se trouvaient que dans des lieux où des dépôts s'étaient formés par suite de l'action de bactéries sur l'urine et les déjections, c'est-à-dire, le plus souvent, dans des grottes ou des étables où séjournait le bétail. L'exploitation de ces dépôts était généralement contrôlée par l'Etat[24]. On fabriquait principalement les armes à feu dans des manufactures ayant un monopole (à la Tour de Londres, par exemple), mais on trouvait aussi des

fabricants privés, surtout dans les petits Etats germaniques. Dès le départ, pourtant, les rois considérèrent généralement que la fonte de canons faisait partie de leurs prérogatives, et l'histoire des arsenaux d'Etat débuta réellement à la fin du XV^e^ siècle, avec la révolution de l'artillerie.

Les premiers canons furent fabriqués par des fondeurs de cloches, les seuls artisans capables de couler de grands objets en fonte (technique née au VIII^e^ siècle). Au début, ils utilisèrent le seul matériau que l'on croyait apte à supporter le choc de la poudre : le bronze. Mais, au cours du XVI^e^ siècle, des essais furent entrepris avec du fer moulé. L'emploi de ces canons se limita aux bateaux, car ils étaient plus épais et plus lourds que des canons en bronze à résistance égale. Quant aux canons de siège, ils furent, comme ceux des navires, fabriqués en fer moulé. Le moulage des pièces améliora grandement l'artillerie de campagne. Jean Maritz, un Suisse entré au service de l'Etat français en 1734, découvrit qu'on obtenait un meilleur cylindre en coulant une pièce pleine plutôt que creuse – comme on le faisait déjà pour les cloches –, puis en évidant ensuite cette même pièce. Ainsi, on obtenait un meilleur ajustage entre le boulet et le tube, ce qui permettait de diminuer la charge de poudre nécessaire à des tirs d'une certaine portée. L'armement s'en trouva également plus léger et mobile. Il n'existait pas alors de perceuse ayant la puissance nécessaire – dérivée de l'hydraulique –, mais le fils de Maritz réussit à perfectionner les modèles existants, ce qui lui valut d'être nommé maître de l'arsenal royal de Ruelle, puis de toutes les autres fonderies de canons de France[25].

Cette machine fut copiée et introduite en Angleterre en 1774. Cependant, l'artillerie française, dont la production se trouvait concentrée dans les arsenaux royaux, demeura supérieure à celle de tous les autres Etats européens jusqu'à la fin de l'époque de la poudre à canon. Ce fut le résultat du programme de standardisation et de rationalisation mis en œuvre de 1763 à 1767 par le maître d'artillerie Jean de Gribeauval (ses fusils étaient encore en service dans l'armée française en 1829)[26]. Mais, avec la révolution industrielle, le système des arsenaux se trouva inévitablement menacé par des entreprises commerciales qui finirent par le supplanter. Le travail à grande échelle du fer fondu dans des fours à charbon, combustible plus aisément disponible grâce à la découverte de la machine à vapeur, devint une activité très profitable et, vers le milieu du XIX^e^ siècle, les maîtres de forges disposaient de tous les fonds nécessaires à une gamme de production étendue. Au début, ils produisirent surtout des rails, des

locomotives, des navires à coque métallique et des machines industrielles. Puis, lorsque la taille des armées (et des navires) augmenta, ils s'intéressèrent à la production de gros et petits canons pour la marine ou l'artillerie, ainsi qu'à celle de fusils. William Armstrong, un fabricant britannique de matériel hydraulique, après avoir appris l'extrême efficacité de l'artillerie pendant la guerre de Crimée, décida que « le temps de l'ingénierie militaire avait atteint le niveau de la technique industrielle courante ». Il se lança bientôt dans la fabrication de canons rayés pour l'armée et de plus gros modèles pour la marine. De 1857 à 1861, son usine d'Elswick ne produisit pas moins de mille six cents canons rayés dont le chargement s'effectuait par la culasse. Whitworth, un concurrent, le rejoignit bientôt sur le marché – tous deux reçurent des subventions de l'Etat – puis d'autres industriels se manifestèrent à l'étranger[27].

Ainsi Alfred Krupp, un sidérurgiste allemand originaire d'Essen, qui expérimentait déjà, avant 1850, l'utilisation d'acier pour la fabrication de canons. A la Grande Exposition de 1851, il présenta des modèles de canons en acier se chargeant par la culasse. L'acier s'avérait encore un matériau difficile à traiter dont la chimie n'était pas encore bien connue. Plusieurs des canons Krupp se révélèrent trop fragiles, et ils explosèrent lors des essais. La technique fut enfin maîtrisée et, en 1863, cette production devint tout à fait rentable, surtout après que les Russes commencèrent à passer d'importantes commandes. A la fin du XIX^{e} siècle, les canons Krupp, dont les calibres allaient de soixante-dix-sept millimètres à cent cinquante-cinq millimètres (le modèle de quatre cent vingt millimètres ne sortit qu'en 1914), équipaient de nombreuses armées, sauf en Grande-Bretagne, en France, en Russie et en Autriche, ces deux derniers pays ayant entre-temps construit leurs propres usines. Quant aux canons de marine Krupp, d'un calibre de deux cent quatre-vingts millimètres, ils se montraient fort supérieurs à leurs équivalents anglais, pourtant d'un calibre supérieur (trois cent quarante millimètres).

A la même époque, la fabrication d'armes légères fut à son tour transformée par l'apparition d'entreprises privées – la plupart aux Etats-Unis – sur le marché. Les inventeurs et constructeurs américains, établis en majorité dans la vallée du Connecticut, furent les premiers à concevoir le principe des « éléments interchangeables ». Ces pièces, fabriquées par des machines d'abord hydrauliques puis à vapeur, étaient coupées à des cadences rapides aux dimensions prescrites et avec une grande précision,

éliminant ainsi une main-d'œuvre coûteuse. Les fusils fabriqués selon ce principe (ils supplantèrent les mousquets à canon lisse) pouvaient être assemblés par des ouvriers semi-qualifiés à partir de pièces que l'acheteur pouvait se procurer partout. Le procédé fut appliqué à la fabrication des nouvelles cartouches métalliques destinées à ces fusils, et le British Woolwich Arsenal, équipé des installations nécessaires vers 1850, se trouva bientôt en mesure d'en produire deux cent cinquante mille par jour.

Finalement, ce fut le risque de superproduction, avec son corollaire la baisse des ventes, qui poussa les fabricants d'armes à mettre sans cesse au point de nouveaux modèles et à chercher au loin de nouveaux marchés. Les Américains furent des pionniers dans ce domaine. En 1870, la France avait utilisé pour la première fois un nouveau type d'arme, la mitrailleuse. Il s'agissait au départ d'un modèle semi-automatique assez rudimentaire. Divers inventeurs – Nordenfelt en Suède, Gardner en Amérique – s'efforcèrent d'en perfectionner les qualités. Sur le plan commercial, la course fut gagnée par l'Américain Hiram Maxim, qui, en 1884, créa une société chargée de fabriquer une machine capable de tirer six cents balles par minute grâce à un mécanisme qui puisait son énergie dans chaque détonation successive. L'utilisateur n'avait qu'à pousser le levier de mise en marche, appuyer sur le déclencheur et déplacer l'arme selon une série de courbes mécaniquement contrôlées, assumant ainsi une fonction comparable à celle d'un simple manœuvre[28].

Les mitrailleuses et leur équivalent un peu moins meurtrier, le fusil-mitrailleur de petit calibre, équipèrent les armées de toutes les forces engagées dans la guerre de 1914. Tirant à une portée de neuf cents mètres, avec une précision de quatre cent cinquante mètres, ces armes assurèrent rapidement une défense si efficace qu'elles rendaient toute attaque d'infanterie terriblement coûteuse en vies humaines, et parfois même suicidaire. Dès que furent creusées les tranchées à l'intérieur desquelles les hommes se tenaient à l'abri de cet orage d'acier, les généraux se mirent à la recherche de moyens nouveaux pour riposter. Ils tentèrent d'abord de multiplier le nombre de pièces d'artillerie avec pour seul résultat une guerre d'usure, la dévastation du champ de bataille et l'épuisement conjoint de l'industrie produisant les munitions et des services chargés de les amener à pied d'œuvre. L'invention du tank fut une seconde solution, mais la production en était numériquement trop faible. Ils se révélaient trop lents et trop peu maniables pour imposer une décision tactique. Vers la fin de la

guerre apparurent les forces aériennes et les deux camps s'y intéressèrent, comptant démoraliser ainsi l'ennemi et diminuer ses capacités de production. Mais ni les aéroplanes ni les dirigeables n'étaient alors en mesure de modifier l'équilibre des forces. Voilà pourquoi ce ne furent ni des armes nouvelles ni une quelconque stratégie des hauts commandements qui mirent un terme à la Première Guerre mondiale mais l'épuisement de la main-d'œuvre industrielle. Si l'Allemagne perdit la guerre au cours de ce *Materialschlacht*, la raison en fut presque fortuite. La défaite aurait tout aussi bien pu se ranger du côté adverse et, en 1917, la Russie avait déjà payé un terrible tribut à la guerre. Tous avaient utilisé la même tactique : un recrutement de plus en plus étendu de tous les hommes disponibles et des achats d'armes prohibitifs. Les problèmes d'intendance et de logistique avaient également eu raison de tous les combattants.

Il n'en fut pas de même pour la Seconde Guerre mondiale. Le ravitaillement et la logistique y jouèrent un rôle essentiel et, pour un coût relativement faible, excepté en vies humaines, donnèrent une victoire éclatante au principal vainqueur. Engagés tardivement dans la Première Guerre mondiale, les Etats-Unis ne possédaient pas, à l'époque, d'industrie d'armement, leur richesse étant axée depuis 1865 sur une industrialisation pacifique, essentiellement destinée aux besoins de leur marché intérieur. La situation s'avéra fort différente lors de la Seconde Guerre mondiale. Les Etats-Unis s'engagèrent en 1941, à un stade relativement précoce du conflit, après avoir, depuis deux ans déjà, entrepris de réarmer la Grande-Bretagne puis la Russie pour leur fournir les moyens de combattre l'Allemagne nazie. Le réarmement avait ranimé l'industrie américaine, durement frappée par la grande crise de 1929 mais qui disposait encore de capacités excédentaires. De 1941 à 1945, son économie connut la plus forte et la plus rapide expansion de tous les temps. Le produit national brut s'accrut de 50 % et la production de guerre – qui passa de 2 % à 40 % entre 1939 et 1943 – fut largement financée par les revenus plutôt que par l'emprunt. La productivité du travail augmenta de 25 % et la capacité de rendement des usines passa de quarante à quatre-vingt-dix heures par semaine. La construction navale s'en trouva multipliée par dix, la production de caoutchouc doubla, comme celle de l'acier. La fabrication d'avions suivit le même chemin. Des sept cent cinquante mille appareils produits par les principaux combattants, trois cent mille l'avaient été aux Etats-Unis, dont quatre-vingt-dix mille pendant la seule année 1944[29].

Si l'industrie des Etats-Unis triompha de l'Allemagne et du Japon, ce fut aussi parce que la flotte américaine fut capable d'assurer le transport du matériel. Entre 1941 et 1945, les Etats-Unis construisirent des navires de transport d'une capacité totale de cinquante et un millions de tonnes, ce qui représentait environ dix mille transporteurs de type « Liberty » ou « Victory » et des pétroliers T-2, cela grâce à un procédé de construction navale révolutionnaire reposant sur des éléments préfabriqués permettant de lancer un bateau en quatre jours et quinze heures. Au sommet de leur courbe de production, les Etats-Unis lançaient trois Liberty-ships par jour[30]. Chaque perte étant aussitôt remplacée, les sous-marins allemands ne parvenaient pas à couler autant de navires, même avant de devenir eux-mêmes la cible des avions longue-portée et des porte-avions escortes – les uns et les autres de fabrication américaine – au cours de la bataille de l'Atlantique.

Cette guerre, la plus terrible de tous les temps, fut donc gagnée par l'approvisionnement et la logistique. Il a été établi que, dans tout conflit futur entre des forces conventionnelles combattant pour la survie de leur identité nationale, c'est, plus que tout autre facteur, la capacité industrielle qui se révélera décisive. Le fait qu'aucun conflit de ce genre ne se soit produit depuis 1945 résulte aussi de l'apparition d'une arme alternative, la bombe atomique. Cette arme représente le point culminant d'un processus de développement économique qui a débuté il y a cinq cents ans lorsque l'on chercha à trouver pour le combat d'autres ressources que celles fournies par la seule énergie de l'homme et du cheval. Cette recherche avait débuté avec la découverte de la poudre à canon.

5
Le feu

Le feu est une arme très ancienne. Les premiers à en faire usage sous la forme d'un « feu grégeois » furent les Byzantins, au VII^e^ siècle. Ils en conservèrent si jalousement le secret qu'aujourd'hui encore, les érudits discutent de sa composition. On sait seulement avec certitude qu'il était lancé sous une forme liquide à l'aide d'une sorte de seringue et qu'il servait principalement à incendier des constructions ennemies en bois, à l'occasion de sièges ou de batailles navales. Ce n'était pas un « feu » au sens de combustible ou d'explosif comme nous l'entendons aujourd'hui. Malgré la crainte qu'il inspirait et le mystère qui l'entourait, il ne s'agissait pas réellement d'une innovation. Son intervention n'a pas révolutionné autant l'art de la guerre que le fit l'apparition de la poudre à canon.

Tous deux, néanmoins, sont liés, car on croit à présent que la base du « feu grégeois » était ce que les Babyloniens appelaient le « naphte » ou « la chose qui se répand », une substance que l'on trouvait à la surface des gisements de pétrole[1]. Eux-mêmes n'avaient pas su l'exploiter. Mais en Chine, vers le XI^e^ siècle après J.-C., on découvrit qu'en mélangeant avec du salpêtre ces substances à base de naphte, on obtenait un produit ayant des propriétés explosives et incendiaires. Les Chinois avaient déjà observé que des feux d'éclairage pouvaient avoir des effets explosifs, surtout les feux de charbon sur des sols contenant une forte proportion de soufre. Ils purifièrent le soufre, le combinèrent avec du charbon en poudre et des cristaux de salpêtre (ce procédé fut probablement appliqué dans les temples taoïstes à des fins magiques, vers 950 après J.-C.) et obtinrent ce que nous appelons la poudre à canon[2]. Il n'est pas certain qu'ils utilisèrent cette découverte à des fins guerrières. On ne trouve pas trace de canons en Chine (contrairement

aux pièces d'artifice) avant la fin du XIII^e siècle[3]. La poudre à canon était certainement connue en Europe peu après cette date. Il est possible que les alchimistes en aient découvert le secret au cours de leurs éternelles et vaines recherches pour changer le métal en or. Mais on ne peut reconstituer le processus qui a conduit à enfermer dans un tube un projectile avec de la poudre, laquelle, en détonant, lui donnait à la fois la portée et la direction voulues. On sait seulement avec précision que cette invention se produisit au début du XIV^e siècle, car il existe un dessin datant de 1326 et montrant un instrument en forme de vase (peut-être moulé par un fondeur de cloches) d'où semble projetée une large flèche. Un canonnier applique une bougie de cire sur l'ouverture et le dispositif est pointé vers la porte d'un château.

Au XV^e siècle, la technologie avait évolué. Des boulets remplaçaient les flèches et le canon avait pris une forme tubulaire – obtenue parfois à l'aide de billettes de fer forgé en forme de tonneaux –, mais son emploi était alors limité aux guerres de siège. On croit pouvoir en attester la présence à la bataille d'Azincourt (1415), mais leur seul effet était sans doute de produire du bruit et de la fumée, car les tirs se montraient fort imprécis. Quarante ans plus tard, lorsque les Français chassèrent les Anglais de Normandie et d'Aquitaine pendant les campagnes de 1450-1453, ils utilisèrent des canons pour abattre les murs des forteresses anglaises. Au même moment, les Turcs installaient d'énormes bombardes face aux murs de Théodose, à Constantinople (les canons turcs étaient parfois si gros qu'on les coulait *in situ* avant le début du siège). En 1477, Louis XI, roi de France, étendit le territoire national en bombardant les châteaux des ducs de Bourgogne. En 1478, pour la première fois depuis la fin des Carolingiens six cents ans plus tôt, la maison de France contrôlait la totalité de son territoire. Elle pouvait enfin envisager d'établir un gouvernement centralisé – soutenu par un système fiscal qui n'hésitait pas à faire appel aux canons contre les vassaux rebelles – qui allait faire d'elle la première puissance d'Europe[4].

Poudre à canon et fortifications

Les canons au moyen desquels les rois de France et les Turcs ottomans abattaient les murailles défensives de leurs ennemis possédaient un grave inconvénient qui limitait leur utilité sur le plan militaire : grands, lourds, montés sur des plates-formes fixes, ils ne pouvaient donc entrer en action que sur un territoire déjà contrôlé par leurs utilisateurs, comme ce fut le cas

pour les Français en Normandie et les Turcs à Constantinople. Pour que les canons deviennent des instruments utilisables lors des campagnes, il fallait en alléger le poids et les transporter sur roues, à la même allure que l'armée qui les accompagnait. Ainsi, en territoire ennemi, les unités à pied et à cheval formaient avec l'artillerie un ensemble intégré permettant d'éviter que les canons soient pris au cours de l'avance ou abandonnés en cas de retraite.

Ce sont les Français qui, en 1494, réussirent la percée technologique :

> Au début des années 1490, les artisans et fondeurs de cloches français […] avaient mis au point un canon qui semblait visiblement le même que celui utilisé durant les batailles et les sièges des quatre cents années à venir. On connaissait déjà la lourde bombarde « montée » tirant des boulets de pierre depuis une plate-forme de bois et qui, au prix d'un gros effort, devait être hissée sur un chariot chaque fois qu'il fallait changer de position. Elle fut remplacée par un mince tube moulé en bronze homogène d'environ deux mètres et demi de long et dont les proportions étaient soigneusement calculées pour absorber le choc de la décharge, lequel allait en diminuant, de la culasse à la gueule du canon. Il tirait des boulets de fer forgé, plus lourds que les boulets de pierre, ayant de ce fait un pouvoir de destruction trois fois plus élevé[5].

Plus important encore, les canons devenaient mobiles. Les tubes étant coulés d'une seule pièce, on pouvait leur incorporer des « tourillons », de courtes brides placées juste en avant du point d'équilibre et par lesquelles on suspendait le canon entre les deux roues d'un chariot de bois. De cette façon, il devenait extrêmement maniable, plus encore lorsque la flèche du chariot était fixée à un autre « avant-train », également muni de deux roues, ce qui formait un ensemble articulé directement attelé aux chevaux entre des brancards. On pouvait même construire le chariot de telle sorte qu'il soit possible de relever ou d'abaisser la gueule du cylindre à l'aide de cales installées sous la culasse. Pour déplacer le canon latéralement, il suffisait d'orienter la flèche du chariot dans la direction voulue, le chariot lui-même assurant la stabilité.

Au printemps 1494, Charles VIII fit embarquer quarante de ces nouveaux canons pour les transporter à La Spezia, un port du nord de l'Italie. De là, son armée ayant traversé les Alpes en passant par le col du mont Genèvre, il marcha sur l'Italie pour revendiquer ses droits sur le royaume de Naples. Les cités-Etats et les Etats de l'Eglise qui se trouvaient sur son chemin abandonnèrent toute résistance dès qu'ils apprirent avec quelle rapidité ses canons avaient abattu les murs du château de Firizzano. En novembre, le roi pénétra en conquérant dans Florence. En février de

l'année suivante, après s'être rendu maître en l'espace de huit heures de la forteresse napolitaine de San Giovanni – laquelle avait autrefois résisté pendant sept ans à un siège traditionnel –, Charles VIII entrait dans Naples. Toute l'Italie tremblait sur son passage. Ses canons avaient causé une véritable révolution dans l'art de la guerre. Derrière leurs hautes murailles qui, autrefois, avaient si souvent découragé les machines de siège et les escalades, les anciens châteaux devenaient soudain vulnérables devant ces nouveaux engins. Guicciardini écrivit que « les canons étaient amenés sous les murs avec une telle rapidité et les coups étaient si rapprochés, les boulets si foudroyants et puissants qu'ils causaient en quelques heures autant de dommages qu'on en relevait habituellement en Italie dans le même nombre de jours[6] ».

Le succès de Charles VIII à Naples fut cependant sans lendemain. Ses méthodes provoquèrent une telle panique qu'elles incitèrent Venise, l'empereur d'Allemagne, le pape et l'Espagne à former une ligue contre lui et, bien que son artillerie lui ait apporté la victoire à Fornoue, il décida d'abandonner la péninsule et de rentrer en France où il mourut en 1498. Mais son artillerie révolutionnaire lui survécut. Jusqu'alors, la capacité de résistance d'une forteresse se mesurait à la hauteur de ses murs. Dans certains cas, l'eau pouvait également constituer une excellente défense, comme Alexandre le Grand en fit l'expérience devant Tyr, en 332 avant J.-C. Il lui fallut sept mois pour emporter la victoire. Mais, en général, plus les murs se trouvaient élevés, plus difficile en était l'escalade, tout en décourageant par leur épaisseur les classiques machines de siège. Les catapultes lançaient sur ces murs des projectiles qui les frappaient obliquement. Quant aux machines à ressort, leurs missiles projetés sur une trajectoire horizontale manquaient de puissance. La seule façon de venir à bout de ces murailles consistait à les attaquer à la base par des galeries de mines, travail pénible et rarement couronné de succès.

Le nouveau canon pouvait rapidement entrer en action très près des murs et prévoir un point d'impact précis, agissant de fait comme une mine. Les boulets de fer frappaient horizontalement la base des fortifications et se succédaient rapidement, ouvrant ainsi une brèche. Plus le mur était élevé, plus vite il s'écroulait. Les pierres et déblais qui s'accumulaient alors à la base formaient un passage par où les troupes à pied pouvaient donner l'assaut. La même tactique s'appliquait également aux tours, qui, en s'affaissant, privaient les défenseurs d'une position dominante d'où ils

auraient pu gêner l'assaut en lançant des projectiles. Selon une convention tacite, les assiégés cessaient généralement de résister dès qu'une brèche perçait leurs murailles, préférant alors traiter avec les assaillants ; avec le développement de l'artillerie, cette convention devint générale.

Les désastres de Naples entraînèrent naturellement une réaction. Au temps de la Renaissance, les châteaux représentaient la première ligne de défense de nombreux pays européens, surtout pour les plus petits d'entre eux. Leur construction et leur entretien absorbaient une large part des revenus de l'Etat. La facilité avec laquelle les canons de Charles VIII détruisirent des murailles ennemies séculaires lança un véritable défi aux bâtisseurs. Quand, au XVI^{e} siècle, la France, l'Espagne, le Saint Empire romain germanique et diverses alliances mouvantes entre les cités-Etats se déchirèrent dans des guerres qui ravagèrent l'Italie, ces puissances improvisèrent des méthodes souvent remarquables pour renforcer leurs anciennes fortifications. A Pise par exemple, en 1500, on construisit à l'intérieur des murs de la ville un remblai de terre derrière un fossé, qui demeura intact même après que les Français et leurs alliés de Florence eurent ouvert une brèche. Ce « double rempart pisan » fut fréquemment copié. On lui adjoignit plusieurs lignes extérieures de défense faites de remblais et de constructions en bois auxquelles les boulets de canon causaient moins de dommages, tout au moins au début du siège[7]. Les officiers chargés de la défense s'aperçurent assez vite qu'une fois la brèche ouverte, il était encore possible de résister avec une infanterie équipée d'armes à feu dont l'usage commençait à se répandre, ainsi que le démontrèrent les sièges de Crémone (1523) et de Marseille (1524).

Mais ces tactiques improvisées ne pouvaient pas protéger pour toujours les anciennes fortifications. Un nouveau système de défense devint indispensable. On le découvrit rapidement, si rapidement même que la totale suprématie de l'artillerie ne dura pas plus d'un demi-siècle. En d'autres circonstances, il fallut encore moins de temps pour trouver une réponse à une situation nouvelle, par exemple lorsque les Alliés, confrontés au Blitzkrieg déclenché par Hitler, durent réorganiser leurs armées. Mais concevoir et réaliser un système de défense nouveau face à l'artillerie était une opération à la fois extrêmement coûteuse et complexe, car il s'agissait de remplacer l'ensemble des fortifications édifiées depuis des siècles (certaines villes s'abritaient derrière des murs qui remontaient au temps des

Romains et avaient été restaurés au Moyen Age) et dont le coût était amorti depuis longtemps.

L'idée de cette défense naquit en même temps qu'apparurent les canons mobiles qui causaient le plus de dommages aux murailles élevées. Il fallait donc en bâtir de plus basses qui, malheureusement, devenaient en retour plus faciles à escalader par surprise à l'aide d'échelles. On devait donc à la fois résister aux bombardements et tenir à distance l'infanterie ennemie. La réponse à ce problème fut le bastion d'angle faisant saillie sur la muraille et dominant le fossé ou les douves. On le bâtissait solide pour qu'il pût résister à une concentration du tir ennemi. De cette plate-forme, les assiégés usaient de leurs propres canons et de leurs armes à feu contre les attaquants. Le modèle le mieux adapté comportait quatre côtés dont deux formaient un angle extérieur se présentant obliquement face au tir ennemi, tandis que les deux autres rejoignaient le mur à angle droit. Du haut des remparts, les assiégés balayaient avec leurs canons et leurs armes à feu les douves et les fossés situés entre les bastions. Construits en pierre, parfois aussi en briques, ceux-ci étaient épaulés et comblés à l'aide de terre tassée pour que le tout présente une parfaite solidité contre les tirs adverses[8].

Des expériences de ce genre avaient déjà été tentées avant l'expédition de Charles VIII en Italie. Giuliano da Sangallo, grand spécialiste des fortifications, conçut en 1487 le plan d'un bastion pour la ville de Poggio Imperiale et, en 1494, son frère Antonio avait commencé à reconstruire le fort de Civita Castellana pour le pape Alexandre VI en y incluant des bastions[9]. Nettuno fut à son tour équipé de bastions entre 1501 et 1503 et, en 1515, Antonio entreprit de construire à Caprarole une forteresse modèle pour le pape Alexandre Farnèse. Les succès commerciaux des Sangallo leur valurent des concurrents, d'abord la famille San Micheli, puis les Savorgnano, Peruzzi, Genga et Antonelli.

D'autres encore se présentèrent sur le marché, car il y avait de l'argent à gagner. On trouva parmi eux Léonard de Vinci[10], qui fut inspecteur des forteresses pour le compte de César Borgia, ainsi que Michel-Ange. Celui-ci déclara en 1545, au cours d'une discussion avec Antonio da Sangallo : « Je ne sais pas grand-chose en peinture ni en sculpture, mais j'ai acquis une grande expérience des fortifications et j'ai déjà prouvé que j'en savais plus sur ce sujet que toute la tribu des Sangallo[11]. » Entre 1527 et 1529, Michel-Ange dota Florence, sa ville natale, de nouvelles défenses mais,

heureusement pour l'art, il n'eut pas beaucoup d'autres commandes dans ce domaine par la suite.

Les Sangallo et autres familles spécialisées dans la construction de fortifications ne manquaient pas de travail et leur renommée franchit les frontières italiennes. Un grand nombre d'Etats s'équipèrent de canons mobiles, non seulement la France, l'Espagne, le Portugal mais aussi les pays de la mer Egée, Malte (où s'étaient établis les Hospitaliers après avoir été chassés de Terre sainte) et même la Russie, l'Afrique occidentale et les Caraïbes. Il se forma une classe de mercenaires artilleurs qui vendaient leurs compétences techniques, tout comme les premiers guerriers montés sur des chars s'étaient autrefois mis au service de l'aristocratie militaire du Moyen-Orient pendant le I^er^ millénaire avant J.-C. Un historien italien décrit ainsi ces nouveaux mercenaires :

> Il nous faut essayer de comprendre ces hommes. Ils n'avaient pas d'argent mais demeuraient conscients de leurs propres talents et se considéraient comme des êtres supérieurs évoluant parmi des gens moins civilisés que les Italiens. L'exemple de certains d'entre eux ayant atteint les rangs les plus élevés les impressionnait et ils se sentaient prêts à partir servir un prince éloigné qui savait les attirer par des promesses alléchantes. Mais ils ne s'en tirèrent pas mieux pour autant. Leurs créanciers étaient nombreux, leurs bourses toujours légères et le coût de leurs longs voyages rendait difficile leur retour dans leur pays natal. Il leur fallait s'accommoder du mépris que les soldats réservaient à ceux qui tentaient de combiner la théorie de la guerre avec les armes de la guerre[12].

Ce mépris affiché par les soldats envers les techniciens de métier était une affaire d'honneur guerrier et n'avait rien à voir avec la qualité des nouvelles fortifications édifiées au prix de tant de travail et pour un coût aussi élevé. Car ces forteresses munies de bastions prouvèrent rapidement leurs mérites au combat. Elles redonnèrent l'avantage à la défense sur l'offensive, et cela tout aussi rapidement que les canons avaient agi en sens contraire au XV^e^ siècle. A la fin du XVI^e^ siècle, tous les Etats désireux de protéger leur territoire national avaient équipé de ces défenses modernes leurs frontières aux points les plus vulnérables : cols des montagnes, gués des fleuves, estuaires navigables. La conception même des fortifications s'en trouva modifiée. On voyait moins de grands châteaux à l'intérieur des terres, car les rois commençaient à faire usage de leur artillerie pour abattre les forteresses derrière lesquelles s'abritaient les derniers nobles dissidents, cherchant dans le même temps à les empêcher d'en reconstruire de nouvelles équipées de bastions. Mais, aux frontières, le réseau de fortifications devint beaucoup plus dense. L'objectif était double : opposer

une barrière militaire à un ennemi du dehors et définir les limites d'une juridiction souveraine. Les frontières modernes de l'Europe suivent pour une large part le tracé de ces forteresses autour desquelles se jouèrent les conflits majeurs opposant les territoires linguistiques et religieux.

L'exemple des Pays-Bas est caractéristique à cet égard. Les sujets hollandais protestants des rois catholiques espagnols se rebellèrent en 1566. Cette guerre, qui dura quatre-vingts ans, se confond en Allemagne avec la guerre de Trente Ans (1618-1648) et suscita des conflits annexes, telle la campagne de 1588 contre l'Angleterre et qui se termina par le désastre de l'Invincible Armada. Les Hollandais furent capables de résister longtemps pour deux raisons : ils avaient accès à la mer et contrôlaient les fleuves menant, en amont, à l'Europe centrale, ce qui leur permit de devenir une puissance commerciale égale à Venise. Grâce aux richesses ainsi acquises, ils purent construire des forteresses assurant leur indépendance. Voici précisément ce que nous en dit, en 1573, le secrétaire du gouverneur espagnol, Requesens : « Le nombre de villes et de districts rebelles est si grand qu'il recouvre presque la totalité de la Hollande et de la Zélande qui sont des îles dont on ne peut venir à bout que très difficilement ou à l'aide de forces navales. En vérité, si plusieurs villes décident de résister, nous ne pourrons jamais les prendre[13]. » La population de certaines villes éleva des remparts de terre et il suffit de quelques places ainsi fortifiées pour tenir les Espagnols en échec. Les villes d'Alkmaar et de Haarlem furent si bien défendues qu'elles firent front à la contre-offensive de 1573 pour laquelle, cependant, l'Espagne avait concentré la totalité de son effort militaire.

La guerre de siège demeurait pourtant un travail laborieux et long car il fallait déblayer de grandes quantités de terre. De plus, la forteresse munie de bastions était déjà une construction « scientifique » : mathématiquement conçue afin d'offrir au tir ennemi le minimum de surface, elle offrait en retour un contrôle maximal de ses zones assiégées. En réponse, on tenta de concevoir des attaques également « scientifiques ». Les spécialistes de la guerre de siège proposèrent la tactique suivante : creuser d'abord une tranchée parallèle à l'un des côtés du bastion pour y abriter les canons. Sous couvert de leurs tirs, on poussait vers l'avant des tranchées d'approche jusqu'à ce qu'il soit possible de creuser un autre fossé parallèle plus proche d'où le bombardement se poursuivait à moindre distance. Selon la technique perfectionnée par Vauban, le commissaire général des fortifications de Louis XIV, on constata qu'il était nécessaire de creuser

trois tranchées parallèles. Le feu tiré de la dernière d'entre elles pouvait être assez puissant pour détruire un bastion dont les débris comblaient alors le fossé, ce qui permettait à l'infanterie de donner l'assaut par la brèche ainsi ouverte.

De telles offensives demeuraient néanmoins toujours risquées, même si le bastion avait subi de gros dommages. Les assiégés avaient soin de garder à portée de main divers matériaux leur permettant d'organiser une défense à l'intérieur – paniers cylindriques (les gabions) remplis de terre, poteaux, barres de fer et barricades en bois – pendant que les mousquetaires et les artilleurs d'un autre bastion tenaient les assaillants sous leur feu. Finalement, la désaffection pour la guerre de siège ne vint pas tant des horreurs de ces combats que du pénible labeur exigé par le creusement des tranchées et par la construction de remblais. Ce fut notamment le cas en Hollande où il fallait, pour creuser, s'enfoncer de près de soixante centimètres dans l'eau. Les commandants espagnols prirent bientôt l'habitude d'engager une main-d'œuvre supplémentaire qu'ils payaient pour ce rude travail. Mais il leur fallait « compter avec l'orgueil déconcertant des Castillans pour lesquels il était plus honorable de mendier dans la rue que de travailler pour de l'argent[14] ».

Les Espagnols, cependant, obtinrent quelques succès pendant les vingt premières années de la révolte hollandaise. Ils reprirent les villes rebelles situées entre l'Escaut et la Meuse – une région qui, plus tard, allait devenir catholique et former le nord de la Belgique – mais furent tenus en échec dans les provinces plus inondables au nord du Rhin et à l'ouest de l'Ijssel où se trouvent les grandes villes de Rotterdam, Amsterdam et Utrecht. En 1590, Maurice de Nassau, commandant en chef des armées hollandaises, tenta, avec ses cousins Guillaume-Louis et Jean, de remettre à la mode la discipline et la tactique des légions romaines en s'inspirant de modèles littéraires. Il réunit des forces suffisantes pour prendre l'offensive et, en quelque dix années, réussit à repousser la frontière hollandaise au sud du Rhin, à conquérir Breda, qui, dès lors, restera à jamais hollandaise, et à menacer Eindhoven. Les garnisons espagnoles quittèrent en partie le nord des Pays-Bas, laissant la voie libre à la création du futur royaume de Hollande dont la frontière avec les territoires de langue allemande demeurait ainsi solidement assurée. Les Espagnols finirent par vaincre Maurice de Nassau en 1601, quand celui-ci s'aventura hors de la « forteresse Hollande » pour se diriger sur Ostende, un avant-poste fortifié

hollandais qui finit par tomber après trois années de siège. Mais, entre-temps, les Espagnols eux-mêmes s'étaient épuisés, surtout financièrement. Ils conclurent une trêve en 1608, qui ne dura cependant pas les douze années prévues. En 1618, une guerre plus étendue éclata en Europe, la guerre de Trente Ans, dont les participants allaient expérimenter bien plus cruellement encore les effets de la poudre à canon.

La poudre à canon à l'âge expérimental : premières batailles

Les soldats du XIVe siècle appelés à manier cette mystérieuse poudre volatile la traitaient avec un respect distant. Il leur fallait en effet beaucoup de courage et d'audace, car, pour mettre le feu aux modèles primitifs qui leur étaient confiés, la poudre devait être enflammée à l'aide d'un long cône de cire appliqué sur la « lumière » (l'orifice pratiqué à cet effet dans le cylindre), ce qui provoquait souvent des explosions entraînées par le choc de la détonation. User de cette même poudre sur des armes à feu individuelles, comme un fusil, en exigeait encore davantage. Mais, vers le milieu du XVe siècle, on commença à expérimenter de plus en plus d'armes de ce genre et, un siècle plus tard, leur usage s'était généralisé.

Auparavant, il y avait eu l'arbalète dont le mécanisme, remonté comme un ressort, permettait des tirs à longue portée très rapprochés et d'une grande précision. On a trouvé des arbalètes dans des tombes chinoises du IVe siècle avant J.-C., mais elles ne firent leur apparition en Europe qu'à la fin du XIIIe siècle[15]. Cent ans plus tard, leur usage était courant et fort redouté sur le champ de bataille, une arbalète pouvant percer une armure à moyenne distance.

Ce furent précisément son mécanisme et sa forme qui inspirèrent les premiers modèles de fusils. La crosse de l'arbalète s'appliquait au creux de l'épaule et devait être assez solide pour supporter le choc brutal provoqué par la détente du ressort. On conserva sa forme de bois pour y placer un canon allégé. Le recul entraîné par la détonation du fusil pouvait se comparer à celui de l'arbalète. Il est donc probable que les premiers soldats à faire usage des armes à feu furent les arbalétriers.

Malheureusement, les commandants n'avaient jamais très bien su comment faire intervenir les arbalétriers dans la bataille (au contraire du siège) et leur embarras demeura le même quand ils furent armés de fusils.

Au cours des XIVe et XVe siècles, les soldats anglais étaient équipés d'arcs longs très efficaces mais dont le maniement se révélait fort difficile ; peu d'hommes avaient la patience d'en acquérir la technique. Ces archers venaient généralement de régions rurales isolées et, comme pour l'arc composite, s'exercer à cette arme exigeait de grandes disponibilités de temps. Une autre arme, la pique, s'avérait d'un usage plus simple mais, entre les mains de paysans hardis, pouvait opposer une redoutable résistance aux charges de cavalerie. C'est ainsi que les Suisses, malgré une chevalerie clairsemée, se taillèrent une solide réputation de guerriers grâce à cette arme qui leur permit dans une large mesure d'échapper à l'encombrante tutelle des Habsbourg au XVe siècle. Ce courage et cette adresse conduisirent nombre d'entre eux à se faire engager comme mercenaires dans divers pays d'Europe durant les trois cents années suivantes. A la « folle bataille » de Saint-Jacques-sur-la-Birse (1444), par exemple, un groupe de mille cinq cents piquiers suisses se tailla un chemin au cœur d'une armée française forte de trente mille hommes et lutta jusqu'à son extermination. Lors des conflits qui les opposèrent aux Bourguignons – à Granson et Morat en 1476, à Nancy en 1477 –, ils employèrent la même tactique (rappelant celle de la phalange grecque) et remportèrent une série de victoires qui mirent définitivement fin à la puissance bourguignonne.

Au début du XVIe siècle, toutefois, il apparut que le meilleur moyen de s'opposer à une charge de cavalerie était de déployer à la fois des piquiers et des soldats équipés d'armes à missiles – arbalètes, arcs longs, armes à feu. Le résultat était meilleur encore si l'on mélangeait à la fois la cavalerie, les archers, les fusiliers et l'infanterie. C'est avec une combinaison de ce genre que Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, combattit les Suisses de 1474 à 1477. S'il fut défait, ce ne fut pas le fait de troupes trop faibles (leur nombre était supérieur à celles des Suisses), mais parce qu'il n'avait plus d'argent pour les payer[16]. Toutefois, la proportion entre les divers contingents était encore empirique ; en 1471, Charles le Téméraire rassemblait sous sa bannière mille deux cent cinquante cavaliers en armure, mille deux cent cinquante piquiers, mille deux cent cinquante fusiliers et cinq mille archers. Personne ne savait encore quelle proportion était la plus opérationnelle. Machiavel pensait qu'une armée devait compter vingt fantassins pour un cavalier, mais il ne spécifiait pas comment ces fantassins devaient être armés. Tout au long du XVIe siècle, de nombreuses tentatives s'esquissèrent afin de trouver un juste équilibre.

Les arquebusiers jouaient un rôle essentiel. Venise, qui vivait du commerce et possédait la puissance militaire nécessaire à sa protection, décida en 1490 de remplacer toutes les arbalètes par des armes à poudre et, en 1508, d'équiper d'armes à feu la milice nouvellement formée[17]. Mais, jusqu'en 1550, lorsque fut mis au point le prototype du mousquet, dont le tir pouvait transpercer une cuirasse, les armes à feu portées à la main n'en demeurèrent pas moins peu efficaces. L'explosion était provoquée par l'application d'une pièce enflammée à l'embouchure, avec tous les risques de mauvais fonctionnement entraînés par temps de pluie, par exemple. Les balles, trop légères, ne pouvaient être dangereuses qu'à faible distance. Néanmoins, à courte portée, elles réussissaient parfois à frapper et à provoquer la panique simultanément au sein de l'infanterie et de la cavalerie. A la Renaissance, les généraux imaginèrent que le meilleur antidote à cette invention était de faire appel aux canons. Voilà probablement comment on peut expliquer les batailles sans précédent de Ravenne (1512) et de Marignan (1515) dont la stratégie curieuse ne fit guère d'émules. Dans chaque cas, deux armées s'affrontèrent au cours d'une bataille rangée qui se déroula autour d'un retranchement hâtivement édifié par l'occupant afin d'y abriter, comme dans un bastion, ses canons.

A Ravenne, l'armée française, qui comportait un important contingent de mercenaires allemands, s'avança à la rencontre des Espagnols avec quelque cinquante-quatre canons mobiles. Les Espagnols, eux, en possédaient une trentaine, placés dans leur retranchement. Une canonnade continue des Français obligea la cavalerie espagnole à charger mais elle fut dispersée. Cependant, lorsque les mercenaires allemands marchèrent sur l'ennemi, ils furent arrêtés par le retranchement et durent livrer des combats au corps à corps jusqu'à ce que, finalement, deux canons français soient conduits à l'arrière des positions tenues par les Espagnols, qui, sous leur feu, battirent en retraite.

Trois ans plus tard, les rôles se trouvèrent renversés. A Marignan, le retranchement était occupé par les Français et ce fut une armée suisse au service de l'Espagne qui s'avança à leur rencontre. Elle le fit si rapidement qu'elle réussit à pénétrer dans le retranchement avant que l'artillerie française n'ait eu le temps de riposter. Les Suisses furent repoussés par une contre-attaque mais se réorganisèrent et attaquèrent à nouveau le matin suivant (Marignan est en effet l'un des rares exemples pour l'époque d'une bataille durant plus d'un seul jour). Cette fois, l'artillerie française était

prête. Les combats firent rage autour du retranchement jusqu'à ce qu'une troupe de Vénitiens, alliés de la France, s'approchent par l'arrière et menacent les Suisses. Ces derniers se retirèrent aussi vite qu'ils avaient attaqué mais en subissant de lourdes pertes. Ils acceptèrent donc la proposition française d'une paix négociée qui forma la base des futures relations entre les deux pays. La Suisse devint alors, et pour les deux cent cinquante années suivantes, le principal fournisseur de troupes mercenaires de l'armée française[18].

Ravenne et Marignan sont des batailles remarquables, car les adversaires choisirent de combattre en terrain découvert, sous la forme d'une sorte de siège impromptu, car les commandements militaires de l'époque ne savaient utiliser l'artillerie que du haut de bastions improvisés. Ils en avaient reconnu l'efficacité contre une charge de cavalerie ou une infanterie en formation de phalange – comme celle des Suisses – mais ignoraient encore comment les utiliser pour des stratégies d'offensive.

Il existait pourtant d'autres méthodes. Ainsi à Cérignole, en 1503, les Français avaient été repoussés par le tir d'arquebusiers espagnols abrités derrière un retranchement ; à La Bicoque, en 1522, le résultat fut identique : trois mille fantassins suisses combattant dans les rangs français furent tués en une demi-heure alors qu'ils se lançaient contre un retranchement fortement défendu par le feu espagnol. Malgré leur réputation de bravoure au combat, cette expérience dissuada les Suisses d'attaquer à nouveau une position défendue par des tireurs abrités. Il était clair qu'on ne pouvait continuer à se battre quand l'un des adversaires était retranché et l'autre contraint à l'attaque. Cette tactique condamnait à l'immobilité l'armée retranchée et l'ennemi pouvait choisir de contourner l'obstacle pour aller ravager la contrée environnante alliée ou attaquer des forteresses isolées. L'invitation au combat dans des conditions aussi extrêmes ne fonctionnait que si l'adversaire acceptait le défi. En revanche, s'il choisissait des opérations mobiles, l'armée retranchée devait en faire autant et quitter son abri. Ces changements radicaux de stratégie exigèrent donc des armées de la Renaissance une profonde transformation. Elles avaient ajouté la poudre à canon à leurs armes traditionnelles mais sans s'adapter à la logique nouvelle qui en découlait. Comme les Mamelouks qui marchaient, l'épée au poing, contre les esclaves noirs du sultan d'Egypte équipés d'armes à feu, elles demeuraient enfermées dans une éthique qui ne reconnaissait le statut de guerrier qu'aux cavaliers ou à l'infanterie encore équipés d'armes

blanches. Lancer des projectiles à distance semblait un acte de guerre indigne aux yeux des descendants de ces chevaliers qui avaient combattu dans toute l'Europe depuis le règne de Charlemagne. Pour ces hommes qui refusaient d'apprendre l'usage de la poudre, le seul combat honorable consistait à guerroyer du haut de son cheval, comme leurs ancêtres guerriers. Ils devaient être accompagnés d'une bonne infanterie qui repoussait à l'aide de piques les attaques des cavaliers adverses. Quant aux canons, s'il fallait vraiment en user, ils devaient être installés derrière les remparts, car c'était depuis toujours la place des armes à projectiles. Ce que le cavalier ne voulait surtout pas voir, c'était le rude fantassin d'autrefois universellement remplacé par le mercenaire rusé armé d'une arbalète ; et il voulait encore moins être contraint de descendre de son cheval et d'apprendre le maniement des armes à feu.

La résistance culturelle de l'aristocratie à la révolution apportée par la poudre à canon plongeait donc ses racines bien loin dans le passé. A notre connaissance, les Grecs de l'époque de la phalange furent les premiers guerriers à renoncer à la tactique fuyante des primitifs pour affronter leur ennemi de face. Il ne s'agissait pas de ces « combats de champions » préliminaires pratiqués sous des formes diverses par les sociétés tribales et dont Homère nous décrit certains épisodes dans son récit de la guerre de Troie. Les Grecs de l'époque classique, eux, cherchaient à obtenir un résultat aussi rapide et efficace que possible. Les Romains des premiers temps de la République avaient adopté la logique de cette méthode, probablement apprise des Grecs, qui avaient fondé des colonies dans le sud de l'Italie. On a pu supposer que ce sont les premières luttes opposant les Romains d'abord aux Gaulois, puis aux Germains d'outre-Rhin qui ont transmis progressivement à ces peuples l'habitude des batailles rangées. Mais les Romains eux-mêmes – qui n'ont jamais nié le courage de leurs ennemis, ni leur disposition naturelle à l'affrontement, tout en méprisant leur cruauté et leur individualisme – attestèrent que ces guerriers du Nord pratiquaient déjà le corps à corps. Voici, par exemple, comment César relate un épisode au cours duquel ses légionnaires avaient percé de leurs javelots les boucliers ennemis : « Nombre d'entre eux [les Helvètes], après avoir vainement tenté de se dégager, préférèrent jeter à terre leurs boucliers et continuer à combattre sans protection. Ils ne commencèrent à reculer que lorsqu'ils s'y trouvèrent contraints par leurs blessures et l'épuisement du combat[19]. » Il semble donc clair que les Gaulois pratiquaient déjà les

combats rapprochés avant l'arrivée des Romains, si l'on en juge d'après les grandes épées de la civilisation de Hallstatt que l'on a retrouvées. Les Germains, dont la nature hardie et guerrière impressionna Tacite, agissaient de même bien avant leur rencontre sur le Rhin, au Ier siècle après J.-C., avec les légionnaires romains. Si l'on se souvient que la phalange ne s'est développée en Grèce qu'après l'arrivée des Doriens, lesquels sont probablement venus d'au-delà du Danube, nous pouvons déterminer l'origine de cette « manière occidentale de combattre », comme le dit Victor Hanson. Nous pouvons aussi tracer une ligne séparant les régions ayant adopté cette tactique guerrière et celles qui conservèrent la méthode, bien plus indirecte, de l'esquive et de l'attaque à distance, tels les peuples de la steppe, ainsi que ceux du Proche et du Moyen-Orient. A l'est de la steppe et au sud-est de la mer Noire, les combattants évitaient d'affronter l'adversaire tandis qu'à l'ouest et au sud-ouest, ils avaient appris à abandonner cette réserve et à se placer à portée de l'ennemi.

Les raisons qui ont pu pousser les pays de l'Ouest à dépasser la psychologie et les conventions de la guerre primitive alors que ces dernières persistaient ailleurs défient toute analyse. La ligne de partage suit assez bien les différences de climat, de végétation et de topographie, mais beaucoup moins la division linguistique. Les Grecs, les Romains, les Germains et les Celtes parlaient des langues indo-européennes, mais les peuples iraniens aussi, ce qui ne les a pas incités à abandonner leur arc pour la lance ou l'épée. Au contraire, ils ont continué à pratiquer l'engagement éclair suivi de fuite et d'envoi de flèches. Il serait dangereux de chercher une explication raciale à ce phénomène. Ainsi au XIXe siècle, les Zoulous, comme les Japonais, ont acquis certainement par eux-mêmes les disciplines de combat des Occidentaux en s'inspirant de leurs propres principes fondamentaux. Tout ce que l'on peut dire sur cette question c'est que, s'il existe un « horizon militaire », il y a aussi une frontière qui délimite les zones où l'on pratique le combat « face à face ». Par tradition, les Occidentaux se trouvent d'un côté de cette ligne de démarcation, et la plupart des autres peuples de l'autre.

C'est la force de cette tradition du face-à-face qui provoqua la crise militaire du XVIe siècle. On connaît l'attitude de Bayard, le « chevalier sans peur et sans reproche », à l'égard des arbalétriers qu'il faisait exécuter lorsqu'ils étaient capturés, car, à ses yeux, ils utilisaient une arme de poltrons et se comportaient de manière déloyale. Armé d'une arbalète, un

homme pouvait en tuer un autre à distance sans s'exposer lui-même, sans avoir eu besoin d'un long apprentissage des armes comme un chevalier, et sans non plus posséder nécessairement le courage du fantassin maniant la pique. Ce qui était vrai pour l'arbalétrier l'était encore plus pour l'arquebusier. Sa manière de combattre semblait lâche, bruyante et sale, et elle n'avait même pas le mérite d'exiger un effort musculaire. Le biographe de Louis de La Trémoille, célèbre militaire du XVI^e^ siècle, résume bien cette idée : « Quel besoin a-t-on encore de l'habileté des chevaliers au maniement des armes, de leur force, de leur hardiesse, de leur discipline et de leur sens de l'honneur quand de telles armes [la poudre à canon] peuvent être utilisées à la guerre[20] ? »

Et pourtant, malgré la résistance de la classe militaire fidèle à ses traditions, on ne pouvait plus se passer des armes à feu et des canons au milieu du XVI^e^ siècle. L'arquebuse et le lourd mousquet se révélaient très efficaces. On les actionnait à l'aide d'un mécanisme amenant une mèche à combustion lente au bassinet par l'action d'une queue de détente. Ces armes pouvaient pénétrer une armure à une distance de deux cents à deux cent quarante pas. La cuirasse des fantassins les protégeait de moins en moins bien et il en allait de même pour l'armure des chevaliers qui, de toute façon, ne se portait plus à la fin du siècle. La cavalerie perdait donc son rôle décisif dans la bataille, rôle qui, d'ailleurs, avait toujours été équivoque, l'effet d'une charge de cavalerie dépendant davantage de la résistance adverse que de la puissance même de l'homme et du cheval. Dès que la chevalerie commença à rencontrer une résistance nouvelle, telle celle des piquiers suisses, par exemple, ou lorsque l'ennemi disposait de mousquets, son droit à commander les armées et à en retirer un statut social de prestige fut remis en question. En France et en Allemagne, l'aristocratie tenta de résister aux pressions qui voulaient lui faire « mettre pied à terre pour renforcer la piétaille », mais l'évolution fut la plus forte. D'ailleurs, les trésoriers-payeurs des Etats réclamaient davantage de contreparties pour l'argent dépensé[21]. En Angleterre, en Italie et en Espagne, la classe militaire traditionnelle se montrait plus disposée à adopter la nouvelle technologie de la poudre à canon et à se laisser convaincre que, finalement, combattre à pied pouvait être tout aussi honorable.

En Espagne, les *hidalgos* – les « fils de quelqu'un » – acceptèrent ce changement avec un certain enthousiasme, sans doute parce que leur pays, à l'époque, devait faire face à de sévères conflits. Pendant les guerres d'Italie

qui marquèrent la première moitié du siècle, ils se retrouvèrent confrontés aux tirs décisifs des canons. La multitude de places ingénieusement fortifiées pour résister à ces nouvelles offensives montrait bien que, pour l'emporter, on avait compris qu'il fallait maîtriser cet art, jusque-là considéré comme « inférieur », de l'artillerie. Aux Pays-Bas, autre théâtre d'affrontements, l'infanterie prenait le pas sur la cavalerie car elle manœuvrait plus aisément sur les étroites bandes de terre ferme entre les canaux, dans les estuaires et sur les murailles des villes fortifiées. Pendant la guerre des Pays-Bas, de jeunes nobles espagnols se montrèrent alors disposés à accepter des commandements dans les troupes d'infanterie, combattant ainsi aux côtés de soldats réguliers et de mercenaires recrutés en Italie, en Bourgogne, en Allemagne et dans les îles Britanniques. Ils créèrent un précédent et, au XVIII^{e} siècle, les postes vacants dans les régiments de la Garde en Angleterre, en France, en Russie et en Prusse, étaient ardemment convoités par les jeunes gens de bonne naissance qui souhaitaient suivre une carrière militaire[22].

La poudre à canon en mer

Alors que les armées hésitaient à s'adapter à l'invention de la poudre à canon, les commandants des flottes européennes se montrèrent beaucoup plus positifs à cet égard. A terre, le déplacement des canons présentait parfois des difficultés insolubles, surtout avec la rareté des moyens de transport et la médiocrité, ou l'absence, des routes. Sur mer, il en allait tout autrement. Bateaux et canons étaient faits l'un pour l'autre. Le poids des canons ne posait pas de problèmes, les bateaux étant conçus pour le transport de lourdes charges, pas plus que l'encombrement des indispensables accessoires – munitions et poudre – que l'on pouvait entreposer dans les cales. Le seul inconvénient résidait dans le fait que le bateau devait absorber le recul du canon à l'intérieur d'un espace confiné. Sur terre, la machine reculait sur ses roues au moment de la décharge, mais, sur un navire, elle n'en avait pas la place. Si le canon n'était pas amarré, son tir pouvait endommager les bordés, peut-être même percer un trou dans la coque ou abattre un mât. Il était donc nécessaire de l'arrimer solidement à une structure fixe et d'absorber le recul soit par un mécanisme de freinage, soit en le transférant au bateau lui-même, sur une ligne de moindre résistance.

Cette dernière solution fut adoptée par les premiers commandants de galères qui embarquèrent des canons en Méditerranée. Le passé de cette flotte remontait aux bateaux à rames égyptiens et à ces « peuples de la mer » qui furent les premiers à combattre en eaux libres durant le II^e^ millénaire avant J.-C. La coque longue et étroite de ces galères était occupée en majorité par les rameurs et les canons ne pouvaient donc être montés qu'à l'avant ou à l'arrière. Les charpentiers de marine ayant l'habitude, depuis les guerres médiques, de renforcer l'avant pour permettre l'abordage, le recul était en partie absorbé par le bateau lui-même qui se trouvait alors imperceptiblement ralenti par la décharge. Plus tard, on jugea bon de monter le canon sur une plate-forme pour mieux en contrôler les mouvements[23].

Ce sont sur des galères ainsi armées que se livrèrent les batailles entre Turcs ottomans et chrétiens pour le contrôle de la Méditerranée orientale durant la première moitié du XVI^e^ siècle. Après la prise de Constantinople en 1453 – tout ce qui restait aux Byzantins de leurs vastes possessions –, les Ottomans concentrèrent leur énergie à reconstituer pour leur propre compte ce qui avait été autrefois l'empire romain d'Orient. Ils annexèrent la Serbie en 1439, l'Albanie en 1486 et le Péloponnèse en 1499. Leur avance fut alors freinée par des troubles intérieurs, mais l'accession au sultanat de Selim I^er^, en 1512, conduisit à l'écroulement de la Perse safavide et à la conquête de l'Egypte sur les Mamelouks l'année suivante. En 1515, les frontières de l'Empire ottoman allaient du Danube au cours inférieur du Nil, et des sources du Tigre et de l'Euphrate jusqu'aux rivages de l'Adriatique. C'était un territoire presque aussi étendu que celui des Byzantins au début de la conquête arabe, au VII^e^ siècle. Soliman le Magnifique, fils de Selim, succéda à ce dernier en 1520. Il agrandit encore l'empire en prenant Rhodes aux Hospitaliers en 1522. Puis, lors d'une vaste offensive menée dans les Balkans, il s'empara de Belgrade (1521) et, après avoir détruit l'armée hongroise à la bataille de Mohács (1526), se présenta en 1529 sous les murs de Vienne pour défier l'empire des Habsbourg et assiéger la ville.

Dans le même temps, les Turcs s'efforçaient d'étendre vers l'ouest leur contrôle des mers en combattant les chrétiens. Ils avaient déjà réussi de profondes incursions dans l'Adriatique pour prendre les Habsbourg à revers et intimider Venise en lui faisant comprendre que le maintien de ses comptoirs en mer Egée dépendait de leur bonne volonté. Les chrétiens ripostèrent. Andrea Doria, amiral de la grande cité commerçante de Gênes,

lança une expédition dans le Péloponnèse en 1532 et devint le chef d'une importante flotte regroupant les navires d'Espagne, de Venise et des Etats de l'Eglise, c'est-à-dire les pays de la seconde Sainte Ligue (1538) dirigée autant contre les Ottomans que contre la France qui avait fait alliance avec ces derniers en 1536. L'espace méditerranéen fut tout entier le théâtre des opérations. Khayr ad-Din (Barberousse), grand amiral turc, prit Tunis en 1535 et, après avoir été chassé par Doria, refoula à son tour celui-ci de la côte occidentale grecque lors de la bataille de Prévéza, en 1538. Cette victoire permit à la flotte turque de s'avancer librement en Méditerranée occidentale au cours des années suivantes ; jusqu'à Nice (qui n'était pas française alors), en 1543, puis à Minorque, en 1558. Malgré quelques contre-attaques chrétiennes sur des ports tenus par les pirates musulmans le long des côtes d'Afrique du Nord – notamment à Djerba, en 1560 –, l'avantage restait du côté des Turcs qui recrutaient en Grèce et en Albanie des rameurs mercenaires pour leurs galères. L'Espagne et Venise, en revanche, devaient faire appel à des esclaves ou à des condamnés pas toujours suffisants en nombre. Le seul point empêchant encore l'avancée ottomane était Malte. Cette île contrôlait les détroits séparant la Méditerranée occidentale et orientale, à l'endroit où la Sicile et l'Afrique du Nord se rapprochent au plus près. Elle avait été, de surcroît, puissamment fortifiée par les Hospitaliers. Assiégée en mai 1565, la forteresse résista à une attaque combinée par terre et par mer qui dura jusqu'en septembre. Mais elle ne fut sauvée que grâce à l'intervention de la marine espagnole. Le contrôle complet des Ottomans sur la Méditerranée fut évité de justesse. La menace se trouva enfin écartée par la victoire, en 1571, de la Sainte Ligue sur la flotte ottomane à Lépante, au large du Péloponnèse. La défaite des Turcs résulta davantage des pertes subies par leurs corps d'archers équipés d'arcs composites plutôt qu'aux manœuvres navales proprement dites.

Comme l'a brillamment démontré l'historien John Guilmartin, les combats entre galères méditerranéennes demeuraient ce qu'ils étaient depuis deux mille ans : des opérations navales qui ne constituaient qu'un prolongement des opérations militaires sur terre. L'armée et la flotte s'accompagnaient en longeant les côtes et ne cherchaient l'engagement avec l'ennemi que lorsqu'elles étaient respectivement sûres de pouvoir mutuellement se soutenir. Les attaques s'engageaient de préférence non loin d'un lieu fortifié pour que de l'artillerie puisse appuyer les troupes terrestres

et navales. Lépante fut une exception à cet égard bien qu'on ne puisse pas véritablement parler ici de bataille navale, l'affrontement s'étant déroulé très près des côtes. La victoire ne fut pas acquise par les rameurs ou l'artillerie, mais par des combats rapprochés entre soldats des deux bords. Les chrétiens avaient embarqué des arquebusiers et des mousquetaires ; les Ottomans leur opposèrent leur arme traditionnelle, l'arc composite. Ce fut leur perte. Ils perdirent trente mille hommes sur les soixante mille engagés. La bataille de Lépante fut un tournant dans l'histoire de la Méditerranée. Il fallait toute une vie pour devenir un bon archer naval et les pertes ne pouvaient donc se remplacer en une génération. Le manque d'archers navals « signifia la fin de l'âge d'or de la puissance ottomane. […] Lépante marqua la mort d'une tradition vivante qu'il était impossible de reconstituer[24] ».

Ailleurs, les conflits maritimes prirent souvent une forme différente. Le résultat ne dépendait pas toujours de canons montés à l'avant pour soutenir les tirs des combattants, mais de puissantes batteries d'artillerie qui occupaient la presque totalité des bâtiments. Les navires marchands, naviguant à la voile, ne se prêtaient pas au combat naval car ils évoluaient trop lentement, et leur coque, non protégée, s'avérait vulnérable. Ils constituaient donc des proies faciles pour le feu des canons. Mais, dans les eaux de l'océan, ils retrouvaient leur avantage. Les galères, à l'inverse, tenaient mal la houle avec leur quille longue et étroite. Elles ne pouvaient s'éloigner plus de quelques jours du rivage et il leur fallait renouveler régulièrement leurs équipes de rameurs et leurs provisions. Les navires conçus pour ces mers rudes et naviguant à la voile embarquaient suffisamment d'eau et de provisions pour nourrir pendant plusieurs mois un équipage important. Ils avaient cependant un autre inconvénient : avec des canons montés à l'avant, on ne pouvait tirer que par vent arrière. Pour affronter un ennemi venant d'un côté ou de l'autre, les canons devaient être placés dans la coque et tirer par les sabords, ce qui nécessitait toute une technologie annexe, un mécanisme de freinage pour absorber le recul et une tactique de combat résolument nouvelle.

Les charpentiers de marine résolurent rapidement le problème. Le petit canon du XV^e^ siècle avait été installé dans des « châteaux » placés sur l'étrave, à l'avant. Lorsque les gros canons apparurent au début du XVI^e^ siècle, on les aligna sous le pont et on les amarra par des palans afin de les maîtriser au moment de la décharge lorsqu'ils tiraient « par le travers ».

Le premier bateau équipé sur ce modèle fut, croit-on, la *Mary-Rose* (1513), un bateau anglais. Un autre navire anglais, le *Great Harry* (1545), portait de l'artillerie lourde sur deux ponts. En 1588, des flottes ainsi armées s'affrontèrent pendant sept jours sur les eaux de la Manche[25].

La défaite de l'Armada espagnole, bien que décisive en ce qui concerne l'équilibre des forces protestantes et catholiques déchirées par des guerres de Religion durant tout le XVI^e^ siècle, est cependant moins représentative de la navigation à voile de l'époque que ne le sont les grandes expéditions portugaises, espagnoles, anglaises et hollandaises vers les Amériques, l'Afrique, les Indes et le Pacifique. Pour ces longs voyages, on utilisait des bateaux du type de ceux construits en Europe du Nord et naviguant exclusivement à la voile. Ce sont eux qui ont conduit Christophe Colomb à la découverte de l'Amérique en 1492 ainsi que les conquistadores qui détruisirent les civilisations aztèques au Mexique, maya au Yucatan et inca au Pérou. Lors de ces campagnes, il était plus important encore d'embarquer des chevaux plutôt que des canons. Cortès en débarqua dix-sept à son arrivée au Mexique, Montejo cinquante au Yucatan et Pizarro vingt-sept au Pérou, en 1531. Il faut se rappeler que les chevaux avaient été décimés dans cette partie du monde par les premières migrations de chasseurs, douze mille ans plus tôt. A l'arrivée des colons, ils semèrent donc la terreur parmi les guerriers indigènes déjà affaiblis par un style de combat peu adapté aux stratégies des Européens dont le seul but de guerre était la conquête, et non la capture de victimes pour des sacrifices. Dans un rapport de force pourtant terriblement inégal – les envahisseurs n'étaient que quelques centaines face à des milliers d'indigènes –, les chevaux accordèrent aux colons un avantage décisif.

Partout ailleurs, les canons représentèrent l'arme clé des aventuriers européens qui s'en allèrent sillonner les mers lointaines. En 1517, les Portugais apprirent à leurs dépens qu'il était dangereux de s'attaquer de trop près à une flotte bénéficiant de l'appui d'une artillerie terrestre. Après avoir fait le tour par le cap de Bonne-Espérance, ils avaient gagné la mer Rouge par Djeddah où ils furent défaits par la flotte des Mamelouks que soutenaient les canons du rivage proche, et leur tentative de bloquer la route des épices passant par les pays islamiques échoua. Cependant, leur suprématie maritime était déjà établie dans l'océan Indien grâce aux batailles d'Ormuz (1507) et de Diu (1509) sur la côte occidentale de l'Inde[26]. Peu après, ils fondèrent des établissements dans les Indes orientales

(1511) et en Chine (1557) avant de disputer à l'Espagne la possession des Philippines. A la fin du siècle, les pays ibériques étaient parvenus à construire des forts équipés de canons tout au long des côtes qu'ils avaient explorées dans le monde, jalonnant ainsi les empires qui allaient se développer au cours des trois cents années suivantes.

Les sociétés que les premiers navigateurs européens rencontrèrent n'avaient guère le moyen de s'opposer à leurs exigences. Il s'agissait d'abord de l'obtention de droits commerciaux puis de terres pour y établir des comptoirs et, finalement, de droits exclusifs appuyés par la force militaire. Certains royaumes africains côtiers, protégés par les barrières des épidémies, parvinrent à se maintenir jusqu'au XIX^{e} siècle mais seulement grâce au terrible et florissant commerce des esclaves. Les Japonais purent s'abriter de la colonisation en fermant leurs frontières et en défiant les Européens de s'attaquer à leurs samouraïs. La Chine, quant à elle, fut protégée par les dimensions de son territoire et par son régime bureaucratique. Mais le reste du monde offrait une proie facile. En Amérique, que les Espagnols et les Portugais entendaient coloniser dès le début, les populations indigènes ne possédaient ni les moyens matériels ni l'état d'esprit appropriés pour s'opposer à la puissance militaire de leurs envahisseurs. Les petits sultanats des Indes orientales furent aisément conquis et, aux Philippines, les Espagnols ne trouvèrent devant eux que des tribus d'agriculteurs. Seule l'Inde avait un gouvernement suffisamment organisé et élaboré pour résister aux Européens. Les Moghols eux-mêmes, qui n'étaient pas parvenus à assurer un contrôle absolu à la périphérie de leurs conquêtes, n'eurent pas plus de succès pour repousser ces invasions. D'ailleurs, aucun empereur moghol n'avait jamais su lancer une flotte armée de canons capable de garantir la sécurité de ses côtes.

Si les navigateurs européens rencontrèrent si peu de résistance locale, ils ne furent pas pour autant à l'abri de conflits internes. Le commerce de l'or et des épices devint si florissant qu'il entraîna rapidement une sévère compétition et des affrontements entre marchands, soit dans les mers lointaines, soit près des côtes de leurs pays d'origine. Les Hollandais arrivèrent les premiers sur la côte de Coromandel en 1601 et les Anglais y débarquèrent huit ans plus tard. Ils eurent bientôt à se mesurer à la flotte portugaise dans les eaux de l'océan Indien (les Hollandais l'avaient déjà combattue au large du Brésil en 1624-1629), puis dans la Manche et en mer du Nord. Trois grandes batailles navales les opposèrent entre 1652 et 1674.

Anglais et Hollandais durent aussi affronter les Espagnols dans les Caraïbes pour des questions de droits commerciaux. Avec l'introduction de la canne à sucre en provenance des Canaries et l'arrivée d'esclaves africains, cette zone abritait en effet les plus riches et les plus convoités trafics du monde. Un peu plus tard, les Français se lancèrent à leur tour dans de grandes expéditions coloniales ; ils installèrent des comptoirs aux Indes et en Afrique occidentale avant de jeter les bases, au milieu du XVIIe siècle, d'un nouvel empire commercial en Amérique du Nord.

Toutes les batailles navales de cette époque se livrèrent à l'aide de bateaux de plus en plus nombreux et armés. Dès 1650, chacun d'entre eux pouvait porter jusqu'à cinquante canons. En fin de compte, la puissance de l'artillerie sur mer était devenue bien plus impressionnante que celle des forteresses. A terre, il fallait plusieurs semaines pour réduire une citadelle bien construite. Mais, lors de la bataille des Trois Jours (1653) qui se déroula au sud de l'Angleterre, les Hollandais perdirent vingt de leurs soixante-quinze navires de guerre ainsi que trois mille hommes. A la fin du XVIIIe siècle, les plus grands bateaux pouvaient porter jusqu'à cent canons et, à Trafalgar (1805), on compta sept mille morts en une seule journée de combat. La culture guerrière du piquier et du chevalier s'était transmise sur mer aux artilleurs de marine, qui, postés derrière leurs canons, tiraient à bout portant sur les cibles ennemies avec la même ténacité qu'un hoplite de la phalange.

L'usage de la poudre à canon s'organise

Tout au long des trois siècles suivants, l'artillerie de marine européenne exigea de ses canonniers les mêmes ressources de courage et d'adresse, depuis l'apparition des grands navires du XVIe siècle jusqu'aux grands vaisseaux de ligne, eux-mêmes détrônés, vers le milieu du XIXe siècle, par les cuirassés à vapeur. Sur terre, en revanche, l'évolution des armes à feu perturba encore la vie des soldats au cours des XVIe et XVIIe siècles. La mobilité et la puissance de feu des canons continuèrent de se perfectionner et des pièces nettement plus légères commencèrent à se déployer avec profit sur les champs de bataille[27]. La maniabilité et l'efficacité des mousquets avaient évolué dans le même sens, autorisant finalement un feu continu. Le nouveau fusil à silex se révélait moins sensible à l'humidité que les anciens systèmes d'allumage. Mais on cherchait toujours quelle était la meilleure

proportion de tireurs, de piquiers et de fantassins au combat, et dans quel rapport exact de forces il fallait combiner infanterie et cavalerie.

Les cavaliers tentèrent de relever le défi à l'aide de techniques de combat de plus en plus élaborées rappelant l'art sophistiqué des *furusiyya* chez les Mamelouks : alternance de voltes et de caracoles censées faciliter l'usage d'armes à feu à cheval (certains de ces exercices sont encore pratiqués aujourd'hui par l'Ecole espagnole de Vienne). Mais l'expérience ne se révéla pas concluante. Les armes à feu et les chevaux ne vont pas ensemble et l'infanterie avait d'ailleurs appris à se protéger de la cavalerie. Ce fut l'une des raisons pour lesquelles les armées conservèrent dans leurs rangs, en plein XVII^e^ siècle, des piquiers – eux-mêmes protégés par les mousquetaires – qui pouvaient empêcher la cavalerie de manœuvrer quand elle menaçait une ligne de bataille à l'épée ou au pistolet.

Mais piquiers et mousquetaires ne pouvaient occuper ensemble le même espace ni accomplir la même tâche, leurs armes étant complémentaires. On le vit bien lors des batailles de la guerre de Trente Ans (1618-1648) opposant les armées des Français, des Suédois et des Habsbourg en des mêlées d'une indescriptible confusion. Le roi-soldat Gustave-Adolphe tomba à Lützen (1632) parce qu'il s'était avancé à cheval au cœur d'un de ces chaos où se confondaient cavaliers et mousquetaires. Pour sortir de ce problème, à la fin du XVII^e^ siècle, les armées adoptèrent la baïonnette, qui, montée sur le mousquet, permettait de servir à la fois de pique et d'arme à feu[28].

Ce qui caractérisa pourtant le plus les batailles du XVIII^e^ siècle, ce ne fut pas tant ce nouvel équipement que la pratique de l'exercice. Il ne s'agissait pas d'une nouveauté. On pense que les Macédoniens entraînaient déjà leurs phalanges, quoique la simplicité de leur tactique rende cette hypothèse peu probable. Chez les Romains, les nouvelles recrues des légions étaient au préalable formées. On leur apprenait à lancer leur javelot sur une cible et à manier le bouclier et l'épée. Toutefois, les évolutions d'une légion romaine, que ce soit ou non au combat, ressemblaient certainement fort peu aux mouvements des troupes de mousquetaires. Ainsi les soldats romains ne pratiquaient pas la marche au pas cadencé – lequel ne fut possible que lorsque les gouvernements aménagèrent au XVIII^e^ siècle de vastes terrains de parade – et, par ailleurs, il est difficile d'organiser précisément le combat quand sa principale force motrice est d'ordre musculaire. Il semble que l'on

se contentait de demander à chaque légionnaire de choisir la cible de son lancer de javelot[29].

L'exercice avec des armes à feu visait des objectifs fort différents. Il avait d'abord pour but d'éviter que les mousquetaires ne se blessent les uns les autres avec leurs armes. Il en fut probablement de même avec les archers, mais ce sujet n'a pas été étudié. Cependant, si un archer risquait tout au plus de blesser son voisin, il en allait autrement des mousquetaires, surtout lorsque l'allumage de leurs armes était encore peu sûr. Comme ils évoluaient en rangs serrés, l'explosion d'un fusil pouvait provoquer une cascade d'accidents. Pour tourner la difficulté, il fallait que tous les hommes accomplissent en même temps les mêmes mouvements, chargeant leurs armes, visant et tirant à l'unisson. Les livres d'exercice de la mousqueterie, imprimés à de nombreux exemplaires dans les premières années du XVII^e^ siècle, divisaient l'ensemble de l'opération en une série de gestes précis – le livre d'exercice de Maurice d'Orange, en 1607, en dénombrait quarante-sept – entre le moment où le soldat saisissait son arme et celui où il pressait la queue de détente. Malgré tout, le mousquetaire du XVII^e^ siècle demeurait un individualiste qui, peut-être, choisissait sa cible dans les rangs adverses au moment de tirer. Mais, au siècle suivant, cette liberté lui fut retirée. Les mousquetaires des régiments royaux constitués à la fin de la guerre de Trente Ans étaient entraînés à viser non un homme mais la masse des ennemis, et à tirer tous à la même hauteur pour faucher les rangs opposés lorsque l'ordre leur en était donné[30].

Cette perte d'indépendance se manifesta de diverses autres manières. Depuis la fin du XVII^e^ siècle, les soldats portaient un uniforme, tout comme les serviteurs des grandes maisons. Et, en effet, cet uniforme ressemblait bien à une livrée. Il indiquait à sa façon que celui qui le portait se trouvait au service d'un maître et que, par conséquent, ses libertés et ses droits étaient restreints. Le soldat du XVI^e^, lui, se glorifiait de la diversité de son habillement, lequel provenait souvent du pillage. La mode de la Renaissance consistant à tailler le vêtement extérieur pour exposer les soies et les velours portés en dessous avait justement pour but de démontrer qu'un soldat pouvait s'approprier toutes les jolies choses qui lui plaisaient et les porter en toute impunité. Leurs chefs se montraient indulgents. « On prétendait que les soldats devaient être libres de choisir leur propre tenue […] et qu'ils n'en combattraient que plus hardiment et joyeusement[31]. »

Rien de tel, en revanche, au XVIIIe siècle où l'on demandait aux soldats de se battre exclusivement par devoir et d'obéir aux ordres. Pour renforcer la discipline, les officiers traitaient leurs hommes avec une dureté que les piquiers ou les mercenaires des siècles précédents n'auraient jamais tolérée. Ils auraient à la rigueur accepté un règlement qui punissait de pendaison les délits de mutinerie ou de meurtre, mais certainement pas de se faire battre ou fouetter comme le prévoyaient les ordonnances des monarchies de l'époque.

Un tel régime ne pouvait être accepté que par des hommes très différents des flibustiers d'autrefois qui s'étaient battus lors des guerres d'Italie ou de Trente Ans. En France, la plupart des soldats du XVIIe siècle étaient des « hors-la-loi, des vagabonds, des voleurs, des meurtriers, des renégats ou des hommes incapables d'honorer leurs dettes ». Ils s'engageaient dans l'armée pour fuir la vie civile qui, elle-même, les rejetait[32]. Bien sûr, tous ne relevaient pas de cette catégorie. Les Espagnols et tout particulièrement les Suédois (ces derniers grâce à un système de propriété, l'*Indelingsverket*) réussirent à enrôler dans les villages et les fermes des hommes solides qui formaient leurs régiments réguliers. Quant aux troupes mercenaires, elles recrutaient la lie de la terre. Les pays où régnaient des monarchies dynastiques recrutaient des jeunes gens issus de familles nombreuses et pauvres auxquels la vie civile n'offrait guère de débouchés et qu'une forme de conscription aléatoire conduisait généralement à l'armée, surtout en France. En Prusse et en Russie, où le servage était largement répandu dans la paysannerie, le recrutement s'opérait par contrainte[33]. Bien que les intéressés ne l'aient certainement pas compris, nous sommes ici en présence d'un système d'esclavage peu éloigné de celui des janissaires ottomans recrutés sur réquisition et tenus dans un état d'obéissance et de discipline qui les privait pratiquement de tous droits civils. Le style de combat qu'ils pratiquaient, stéréotypé, presque mécanique, rodé par l'exercice et enfermé dans des rangs bien alignés, caractérisait tout à fait cette absence d'individualité.

Au sein des armées royales, les officiers devaient eux aussi abandonner une grande part des libertés individuelles dont avaient joui leurs ancêtres chevaliers. Dès le début du XVIIe siècle, « la turbulence et l'agitation des jeunes gens appartenant à la noblesse » avaient poussé Venise à créer un certain nombre d'académies militaires pour inculquer un peu de discipline et certaines connaissances professionnelles à ceux qui étaient appelés à

former la « classe des officiers ». Les réformes de Maurice, Jean et Guillaume de Nassau accélérèrent encore le processus. Puisant aux sources de l'instruction militaire classique avec l'idée de retrouver l'esprit et la structure des premières légions romaines, leurs efforts aboutirent à l'émergence d'un corps d'instructeurs professionnels prêts à vendre leurs compétences – comme l'avaient été en leur temps les spécialistes en fortifications. Ils créèrent des écoles militaires chargées d'enseigner aux jeunes aristocrates les exercices de parade, l'escrime et l'équitation, tout en les éduquant et, pour ainsi dire, en les civilisant.

La *schola militaris* de Jean de Nassau à Siegen est considérée comme la première académie militaire d'Europe. Elle ne fonctionna que de 1617 à 1623. « Son principal objectif était de produire des officiers d'infanterie techniquement compétents. » Le professeur John Hale a identifié cinq autres académies fondées en France et en Allemagne, entre 1570 et 1629. Aucune d'elles ne peut être considérée comme l'ancêtre des écoles subsistant aujourd'hui – Saint-Cyr, Sandhurst, Breda, la Maria-Theresianer et Modène (dont les fondations datent du XVIII^e^ siècle ou du début du XIX^e^) –, mais leur création marquait la naissance, ou la renaissance, d'une certaine idée déjà chère aux Romains, idée selon laquelle la conduite de la guerre exige à la fois des vertus civiques et militaires[34]. Parallèlement, d'autres écoles d'artillerie et d'ingénierie assuraient la formation des jeunes gens issus de la classe moyenne, la première d'entre elles ayant été fondée par Louis XIV à Metz en 1668. Les artilleurs et ingénieurs des mines devaient posséder de solides connaissances en mathématiques. Il y eut encore des innovations d'un autre ordre, telle l'obligation d'apprendre par cœur et d'étudier les textes classiques, ou encore la menace de coups de baguette pour les indisciplinés. Tout cela marquait la fin d'une époque où les seuls talents exigés d'un guerrier étaient la fauconnerie, la chasse et la joute[35].

Exercice, discipline, tactiques mécaniques, artillerie scientifique, tout concourait à rendre l'art de la guerre au XVIII^e^ siècle très différent des siècles précédents. A partir de 1700 et durant les cent cinquante années suivantes, les armes avec lesquelles on se battait ne changèrent guère de forme. L'infanterie fut équipée de mousquets qui se révélèrent peu redoutables à plus de quatre-vingt-dix mètres mais qui pouvaient provoquer, à plus courte distance – surtout quand ils tiraient tous ensemble –, des ravages dans les rangs adverses. Seule une artillerie de plus en plus mobile

et rapide réussissait à ébranler ces formations d'infanterie bien entraînées. Mais ses positions pouvaient être menacées par des charges de cavalerie, lesquelles visaient aussi l'infanterie, surtout après que celle-ci se retrouvait désorganisée par un tir nourri ; les fugitifs étaient alors poursuivis à cheval et achevés.

Les qualités opposées de ces trois principaux corps constitutifs des armées du XVIII^e siècle – artillerie, cavalerie et mousqueterie – ont conduit à un étrange équilibre des batailles rangées. Le professeur Russell Weigley parle de l'indécision persistante qui caractérisa les conflits entre monarchies occidentales, la plupart causés par des querelles de succession depuis la dernière guerre des Pays-Bas, à la fin du XVII^e siècle, jusqu'à la Révolution française. Les mousquetaires en uniforme se présentaient en rangs serrés, tiraient leurs volées de coups, chancelaient sous le tir de l'artillerie et repoussaient généralement les charges de cavalerie qui, parfois, réussissaient malgré tout à les disperser ; à la fin de la journée, chacun quittait le champ de bataille avec une puissance de feu toujours intacte. Les « grandes » batailles de ces guerres dynastiques – Blenheim (1704), Fontenoy (1745), Leuthen (1757) –, tout en causant de nombreuses pertes, n'entraînèrent pas de changements décisifs. Ce n'est pas le choc des armes qui provoqua la fin des guerres du XVIII^e siècle, mais l'épuisement des réserves monétaires et humaines.

Les armées européennes cherchèrent à enrôler des peuples connus pour leurs dispositions guerrières, dans l'espoir que leurs méthodes de combat moins réglementées développeraient les qualités offensives de leurs troupes en uniforme. Elles recrutèrent des Magyars en Hongrie pour la cavalerie légère – les hussards –, des tireurs d'élite dans les forêts et les montagnes d'Europe centrale, et des réfugiés chrétiens (généralement appelés les « Albanais ») issus des régions des Balkans occupées par les Turcs ottomans. L'intrigue de l'opéra de Mozart *Cosi fan tutte* montre l'effet que ces exotiques étrangers provoquaient sur les imaginations civilisées. Mais ils étaient trop peu nombreux pour faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre. Ce système se poursuivit toutefois jusqu'au XIX^e siècle, avec l'enrôlement des zouaves d'Afrique du Nord, des Bosniaques musulmans, des chasseurs tyroliens, des Sikhs du Pendjab ou des Gurkhas du Népal. Les jeunes officiers français, autrichiens ou anglais commandaient ces troupes avec fougue mais leur apparition dans les armées régulières, aussi spectaculaire qu'elle fut, ne joua pas de rôle décisif. Elles se montrèrent

plus utiles lors des « petites guerres » qui se déroulaient au loin ; c'est ainsi que l'infanterie allemande au service des Anglais se battit contre les fusiliers des armées américaines en révolte contre la tutelle britannique, tandis que les indigènes américains – les « Peaux Rouges » –, équipés d'armes européennes, infligeaient, au cœur des forêts, des revers humiliants aux troupes régulières.

En réalité, les armées exercées selon les règles de discipline européennes obtenaient de meilleurs résultats lorsque leur adversaire se battait encore selon un art de guerre traditionnel. Ainsi, à la fin du XVII^e^ siècle, l'offensive ottomane fut-elle stoppée grâce aux qualités de l'armée des Habsbourg face aux troupes de janissaires du sultan. Ces janissaires – ce qui, en turc, signifie « nouveaux soldats » – étaient des esclaves-soldats comme les Mamelouks mais, à la différence de ceux-ci, il s'agissait d'un recrutement par contrainte (le *devsirme*) parmi les enfants chrétiens des Balkans que l'on enrôlait dans l'infanterie[36]. Malgré leur discipline et leur endurance, ils furent confrontés à la fin du XVII^e^ siècle aux troupes régulières européennes nettement mieux entraînées. Lors du siège de Vienne, en 1683, les janissaires firent trembler l'Europe ; vingt-cinq ans plus tard, ils étaient chassés du sud de la Hongrie et de la Serbie du Nord, et leur maître fut contraint de signer à Karlowitz (1699) une paix qui marqua le début du repli des Turcs sur Constantinople, mouvement définitivement achevé avec la guerre des Balkans en 1911-1912.

Dans les pays islamiques éloignés de l'Europe, en particulier les territoires moghols de l'Inde, aucune armée locale n'avait atteint le niveau des janissaires. Dès le début du XVI^e^ siècle, l'Inde avait engagé des mercenaires artilleurs et ingénieurs turcs pour ses fortifications (on sait que les fortifications turques comptent parmi les plus impressionnantes de l'Occident, ainsi qu'en témoigne la citadelle de Belgrade) puis, à partir du XVII^e^ siècle, des experts en artillerie hollandais, anglais, français et suisses. Cent ans plus tard, les Moghols voulurent enrichir leurs armées d'instructeurs militaires et firent surtout appel aux Français pour cette tâche. Mais les traditions militaires locales, qui plongeaient leurs racines dans la vie même de la steppe, résistèrent à l'enseignement d'une nouvelle discipline. Babur (1483-1530), fondateur de la dynastie moghole, pensait qu'« une armée de cavaliers pouvait l'emporter lors de batailles rangées sans avoir le secours d'un "noyau" d'infanterie ». Sir Thomas Roe, ambassadeur anglais à la cour moghole entre 1615 et 1619, jugeait ces

troupes « amollies, plus propres à semer la confusion qu'à véritablement terrifier l'ennemi ». Il déclara à ses confrères de Constantinople : « Je ne vois pas de soldats, alors qu'une multitude d'hommes est entraînée à le devenir[37]. » Car, en effet, c'est bien la qualité qui l'emporta sur la multitude, comme le prouva la défaite moghole : quand, au milieu du XVIIIe siècle, les Anglais commencèrent à recruter et entraîner des hindous étrangers à la mentalité de la steppe, ils obtinrent rapidement une armée de fantassins dont la compétence compensait leur faible nombre. A la bataille de Plassey (1757), qui permit aux Anglais victorieux d'établir leur empire des Indes, les onze cents soldats européens et les deux mille cent cipayes hindous de Clive se retrouvèrent encerclés par cinquante mille Moghols à pied et à cheval ; mais ils se dégagèrent facilement grâce aux tirs de la mousqueterie et dispersèrent leurs assaillants. Une discipline fondée sur l'exercice et une organisation militaire copiée sur le modèle romain – que vantaient déjà les Nassau cent cinquante ans plus tôt – montraient donc toute leur supériorité mais seulement parce que cette tactique avait un effet de choc – au sens premier du terme – sur des adversaires obéissant à des traditions différentes et qui n'étaient pas préparés à l'affronter.

Révolution politique et transformations militaires

L'exercice et l'éthique ont ainsi permis de remporter en Inde des victoires spectaculaires, même contre des adversaires armés de mousquets et de canons identiques à ceux des armées européennes. Plassey, comme une douzaine de batailles semblables, fournit des arguments à ceux qui assurent que, dans la guerre, les facteurs moraux l'emportent sur les critères matériels, comme l'estimait Napoléon lui-même. Lors d'autres batailles lointaines au cours desquelles on vit s'affronter des forces techniquement égales – les Anglais et les Espagnols contre leurs colonies rebelles, par exemple –, un autre facteur, moral également, l'emporta : le sentiment de légitimité éprouvé par les émigrants européens qui luttaient pour défendre ce qu'ils considéraient comme leur droit à se gouverner eux-mêmes. La guerre d'Indépendance menée par l'Amérique du Nord contre la Grande-Bretagne, guerre qui inspira celles de l'Amérique du Sud contre l'Espagne, fut le premier conflit d'ordre réellement politique, sans rapport avec les traditionnelles oppositions dues aux religions ou à l'usurpation de droits légaux. Les combattants luttaient pour que soient reconnus des principes

abstraits et obtenir à la fois leur indépendance et la liberté de fonder une nouvelle société qu'ils espéraient meilleure. Ces luttes pour la liberté furent nombreuses. Un tiers des peuples colonisés s'y engagèrent, un autre tiers demeura neutre et seul le dernier tiers resta fidèle à l'ordre ancien. Les armées formées par les rebelles furent au départ faibles et pauvrement équipées. Fondées sur le modèle des milices coloniales qui avaient pour mission de défendre le pays contre les attaques indigènes puis contre les Français du Canada, il leur était difficile de l'emporter sur des troupes anglaises régulières et bien entraînées. Les succès résultèrent surtout de leur habileté à provoquer des affrontements en divers endroits du vaste territoire de l'Amérique du Nord. Les rebelles eurent aussi l'audace de prendre l'offensive chaque fois que l'occasion s'en présentait. En 1775, ils envahirent le Canada pour attaquer la forteresse de Québec, puis, entre 1779 et 1781, ramenèrent les opérations à l'intérieur du territoire en combattant jusque sur les rives de l'Ohio et dans les Carolines du Nord et du Sud. Cette stratégie obligea les Anglais à disperser leurs efforts et leur retira leur principal avantage : le déploiement massif de leurs troupes dans les centres les plus peuplés de la côte. De plus, ils furent encore affaiblis par l'intervention des Espagnols et des Français avec lesquels ils se trouvaient déjà en conflit en Europe. L'envoi d'un corps expéditionnaire français et d'une importante flotte marqua le tournant des opérations qui s'achevèrent par la défaite des Britanniques à Yorktown, en octobre 1781.

Malgré une aide étrangère considérable, cette victoire était véritablement celle des Américains et son exemple encouragea les Français qui réclamaient à Louis XVI une constitution. Le roi fut contraint de réunir des Etats généraux et de leur soumettre un nouveau système d'imposition. Les revenus de la France étaient en effet épuisés par les guerres incessantes du XVIII^{e} siècle, et les secours terrestres et maritimes envoyés aux Américains avaient absorbé les dernières ressources[38]. Sauf pour les pillards de la steppe, faire la guerre a toujours été une opération coûteuse, provoquant la faillite de certains Etats ou le remplacement d'une dynastie par une autre. Cette menace n'avait pas suscité jusque-là une philosophie vraiment nouvelle dans l'art de gouverner. Les Etats généraux s'en chargèrent, décidant successivement que la noblesse, le clergé et le tiers état voteraient par tête et non par ordre, que les trois ordres siégeraient ensemble et que la session se poursuivrait jusqu'à ce que le roi ait accordé une constitution démocratique. Les maladroites tentatives d'intimidation de

Louis XVI envers cette coalition, qui, entre-temps, s'était attribuée le titre d'Assemblée nationale, provoquèrent le soulèvement de Paris auquel s'associèrent des unités de l'armée royale, notamment les gardes-françaises. Après avoir tenté pendant quelque temps de temporiser avec la Révolution, le roi tenta de quitter le pays, mais il échoua et fut déchu de ses droits exécutifs. L'Assemblée avertit solennellement la Prusse et l'Autriche voisines de cesser, sous peine de guerre, d'accueillir les émigrés contre-révolutionnaires qui organisaient des forces sur leur territoire. En avril 1792, Louis XVI déclara la guerre à l'Autriche, bientôt rejointe par la Prusse et la Russie et, en 1793, par l'Angleterre. En juillet 1792 débuta l'invasion de la France.

Les guerres de la Révolution française, poursuivies par Napoléon Bonaparte lorsqu'il devint Premier Consul en 1799, durèrent jusqu'en 1815. D'abord défensives tant que les Français avaient renoncé aux guerres de conquête (en mai 1790), elles se transformèrent bientôt en une vaste offensive, la plus importante de l'histoire de l'Europe. Motivés au début par le désir de porter les idéaux révolutionnaires aux peuples des royaumes voisins, les Français s'engagèrent dans un programme militaire permanent afin d'agrandir le territoire national. En 1812, Napoléon avait plus d'un million d'hommes sous les armes, répartis à travers le continent de l'Espagne à la Russie. L'économie et l'administration impériales ne poursuivaient plus qu'un seul objet, celui d'entretenir les armées en campagne. A l'exception de la Russie, les grandes nations d'Europe avaient été vaincues sur leur propre territoire et les soldats des pays plus petits incorporés dans l'armée française ; tous les hommes en état de servir se trouvaient sous l'uniforme ou craignaient l'arrivée du sergent recruteur. En l'espace de vingt ans, la société européenne s'était totalement militarisée du haut en bas. Les grandeurs et servitudes de la vie de soldat, connues jusqu'alors seulement d'une minorité plus ou moins consentante, étaient désormais le lot commun d'une majorité d'hommes de cette génération. Comment était-ce arrivé ?

Les Français ne cherchaient pas « à faire de chaque homme un soldat ». Les idéaux de la Révolution étaient antimilitaristes et s'appuyaient sur le respect de la Raison et la loi. Mais pour défendre ce règne de la Raison ainsi que des lois équitables pour tous – après avoir aboli les privilèges féodaux d'une aristocratie qui les faisaient remonter au temps de son passé guerrier –, les citoyens de la Révolution durent recourir aux armes. Quinze

années plus tôt, les colons américains avaient agi de même[39], transformant pour leur propre compte un système militaire en place en une milice destinée à défendre leurs villages contre les Indiens et les Français. Les révolutionnaires, en revanche, durent créer leur propre instrument de guerre. L'armée royale, en effet, était politiquement suspecte et, de plus, elle avait perdu un grand nombre de ses meilleurs officiers qui avaient émigré pour protester contre le sort que la Révolution avait réservé à leur roi. Des volontaires enthousiastes se présentèrent alors pour former une garde nationale chargée de défendre les institutions révolutionnaires contre ce qui restait des troupes royalistes. Mais les législateurs de 1789-1791, comme ceux des cités-Etats de la Grèce classique, se montraient soucieux de limiter le droit de porter les armes à ceux qu'ils jugeaient responsables, c'est-à-dire possédant des biens. Aussi les gardes nationaux se trouvèrent-ils, au début, trop peu nombreux et comportaient trop de bourgeois attachés à leur vie privée pour former une véritable force militaire. Tant que la menace venait seulement de l'intérieur, cela ne compta guère. Il était en effet toujours possible de rassembler dans les rues une foule de manifestants contre les troupes demeurées fidèles au roi. Mais après l'invasion de juillet 1792, la France dut lever en hâte une armée plus nombreuse et plus efficace. Entre-temps, les positions antimilitaristes de 1789 avaient été oubliées et le peuple avait largement approuvé les termes de la constitution américaine prévoyant « le droit de porter les armes ». La possession d'une arme à feu apparaissait comme une garantie nouvelle de la liberté des citoyens. La nécessité pour un garde national de posséder des biens fut hâtivement abolie (30 juillet) et un appel fut lancé pour que cinquante mille hommes viennent rejoindre les cent cinquante mille qui formaient toujours l'armée régulière. Au début de 1793, trois cent mille hommes furent levés soit par conscription, soit par enrôlement volontaire. Le 23 août, un décret de levée en masse fut promulgué, mettant tous les hommes bien portants à la disposition de la République. On avait déjà décidé que l'armée régulière fusionnerait avec les gardes à raison d'une brigade sur deux et les soldats de métier devaient former les volontaires et les rendre aptes au service.

Ce fut une armée d'un style tout à fait nouveau. La discipline n'y était pas imposée à l'aide de punitions corporelles (bien que les alcooliques, par exemple, fussent châtiés en étant gorgés d'eau) mais par des tribunaux composés de soldats et d'officiers. Conformément à l'usage courant dans la garde nationale, les officiers étaient élus et la solde fixée à un niveau

relativement généreux pour les volontaires de la Révolution. Mais sous la pression de la guerre, on abolit l'élection des officiers en 1794 et les conseils de discipline furent supprimés en 1795. La transformation sociale de l'armée était trop avancée pour qu'il soit possible de revenir en arrière. Même si le mouvement qui avait poussé les volontaires à s'engager au début commençait à fléchir, les changements étaient irréversibles. Ainsi, les officiers formaient un corps absolument nouveau. En 1789, 90 % d'entre eux étaient de souche noble (le droit de porter leurs armoiries était leur seul privilège pour justifier leur position sociale), mais, en 1794, on n'en comptait plus que 3 % dans les rangs[40]. Les postes vacants furent occupés par les civils ou, plus souvent, par d'anciens officiers des régiments royaux n'ayant pas reçu de commandement leur offrant, comme la Révolution le promettait, de « faire une carrière en rapport avec leurs talents ». Sur les vingt-six maréchaux de Napoléon, Augereau, Lefebvre, Ney et Soult avaient été sergents avant 1789, Victor appartenait à la fanfare et trois autres, Jourdan, Oudinot et Bernadotte, n'étaient que simples soldats (le dernier devint roi de Suède). Tous révélèrent de grandes compétences auxquelles l'ancienne armée n'avait pas donné l'occasion de s'exprimer. En 1782, pour prétendre à un commandement, il fallait encore apporter la preuve d'appartenir à une noblesse remontant aux arrière-grands-parents. La libération sociale de 1789 permit à ces hommes déjà entraînés aux armes de devenir des chefs d'une valeur exceptionnelle[41].

Mais parmi les maréchaux de Napoléon figuraient également des hommes auxquels on avait déjà confié des commandements avant 1789. Ainsi Marmont, tout comme Napoléon, était officier diplômé de l'école d'artillerie de Metz, tandis que Grouchy avait servi dans les gardes écossaises (les anciens Varègues de la cour des Bourbons). Cette « ouverture aux talents » concernait aussi d'anciens officiers du roi disposés à servir la Révolution. Lorsque, en 1796, Napoléon lança en Italie son attaque éclair sur les territoires des Habsbourg, l'armée républicaine était devenue un amalgame, au sens le plus large du terme ; elle réunissait non seulement d'anciens soldats de l'armée régulière et des gardes nationaux, mais également des officiers venus de divers horizons, tous unis au service d'une nouvelle France et de plus en plus conscients des récompenses promises par une carrière militaire. La promotion était l'un des moyens de réaliser ces ambitions. Le pillage en constituait un autre et les occasions allaient largement favoriser ces deux méthodes au cours des vingt années

suivantes. Mais, avant tout, il fallait remporter la victoire sur le champ de bataille où les troupes révolutionnaires se retrouvaient confrontées à celles de l'Ancien Régime. Pour cela, l'armée devait être portée par un dynamisme aussi fort que celui des foules qui avaient réussi à renverser la monarchie.

L'absence de résultats décisifs au cours des batailles de la guerre de Sept Ans ou de la guerre de Succession d'Autriche préoccupait déjà les armées royales ainsi que de nombreux officiers de l'aristocratie, tel le comte de Guibert, qui proposa une réforme tactique. Comme tous ses contemporains, Guibert fut très impressionné par les succès remportés par Frédéric II de Prusse avec une armée pourtant peu nombreuse mais très disciplinée. Le grand Frédéric avait de la guerre une conception rationnelle en accord avec la philosophie de l'époque – celle des Lumières et de la Raison – selon laquelle toutes les institutions du gouvernement devaient se trouver en harmonie avec les aspirations et l'esprit du peuple[42]. Guibert, un aristocrate nationaliste typique, crut que l'entraînement et la discipline prussiennes pouvaient faire de l'armée française un instrument logique du pouvoir de l'Etat. Comme beaucoup de ses contemporains, il s'opposait à l'ancienne tactique consistant à faire tirer les mousquetaires à l'unisson et comptant exclusivement sur la puissance du feu pour vaincre l'ennemi. Il croyait à la nécessité de faire manœuvrer les troupes, leur présence à un point déterminé pouvant faire pencher l'issue de la bataille. C'est ainsi que s'ouvrit le débat « ligne contre colonne », ainsi qu'on l'appela, qui agita les esprits à partir de 1789. L'idée ne fut pas poussée à son terme, car elle supposait que les soldats s'identifient à l'Etat pour mieux le servir. Finalement, Guibert demeurait au fond de lui un absolutiste, même si, intellectuellement, il avait développé l'idée du soldat-citoyen ; ses préjugés sociaux l'empêchaient d'envisager véritablement la réalisation d'un tel idéal. Ce fut la Révolution qui se chargea de résoudre cette contradiction. En un temps record, elle donna naissance à une armée de citoyens qui résolut à elle seule ces problèmes tactiques. On a dit que les armées révolutionnaires se battaient en colonnes compactes, soutenues par une forte concentration d'artillerie mobile, les officiers n'ayant pas d'autre choix car leurs soldats ne possédaient aucune expérience. Cette hypothèse n'est pas tout à fait exacte, car l'évolution était déjà en route et les officiers de la Révolution n'ont fait que l'accélérer. Sous la conduite de généraux tels que Dumouriez, Jourdan ou Hoche, les armées françaises envahirent la

Belgique, la Hollande, l'Allemagne et l'Italie, contournant les forteresses qui résistaient encore et triomphant des Autrichiens et des Prussiens sur leur propre territoire, partout où ils tentaient d'endiguer le flot de cette formidable avance. Une partie de ces succès provenait de ce que l'on a appelé plus tard « la cinquième colonne » : les Hollandais, par exemple, ne demandaient qu'à embrasser les idéaux révolutionnaires, qui rencontraient également beaucoup de sympathisants en Italie du Nord. Mais l'importance numérique des armées a aussi joué son rôle. En 1793, elles comptaient neuf cent quatre-vingt-trois mille hommes alors qu'auparavant une armée de cent mille soldats semblait déjà considérable. Enfin, le mépris de la logistique conventionnelle affiché par les troupes révolutionnaires apporta la touche finale : des forteresses contrôlant les voies d'approvisionnement perdent tout intérêt quand la contrée environnante est remplie de soldats qui prennent sur place ce dont ils ont besoin.

Mais la qualité de ces troupes résidait surtout au cœur d'elles-mêmes. Composées, au moins au début, de volontaires dévoués à la cause d'un Etat cultivant la « Raison » et conduites par des officiers hors pair, on ne peut pas dire qu'elles étaient sous-entraînées. Le nouveau commandement fit de grands efforts en 1793-1794 pour former ce qui restait des troupes royales ainsi que les nouvelles unités de volontaires. En juin 1793, deux envoyés des comités révolutionnaires rapportaient que « les soldats se consacrent à l'entraînement avec un zèle infatigable […] et que les vétérans sont étonnés de voir avec quelle précision manœuvrent les volontaires ». Par ailleurs, l'artillerie, déjà la meilleure d'Europe grâce aux innovations de Gribeauval, sut conserver bon nombre de ses officiers et de ses artilleurs[43]. Voilà pourquoi, lorsqu'on les menait au combat, ces unités « amalgamées » réussissaient à battre leurs ennemis, qui, eux, restaient enlisés dans leurs habitudes d'obéissance aveugle et dans des tactiques stéréotypées dont les Français avaient su se dégager.

En 1800, la Révolution avait repoussé ses ennemis extérieurs et s'était consolidée à l'intérieur par une réaction de caractère conservateur. Le jeune Bonaparte avait surpassé tous ses rivaux par les victoires remportées au-dehors et, en novembre 1799, il réussit à écarter ses adversaires politiques par le coup d'Etat du 18 Brumaire. Le pouvoir politique et militaire tomba entre ses mains. De 1802 à 1803, il tenta de faire la paix avec les ennemis de la France – l'Autriche, la Prusse, la Russie, l'Angleterre – pour, ensuite, se lancer pendant les douze années suivantes dans des campagnes éclair

souvent lointaines : contre l'Autriche en 1805 et 1809, la Prusse en 1806 et, finalement, contre la Russie en 1812 – campagne dont l'issue fut désastreuse. Napoléon ne rencontra de véritable résistance qu'en Espagne où, de 1809 à 1814, ses maréchaux durent affronter des troupes anglaises de première qualité commandées par Wellington appuyées par une guérilla interne et par la Royal Navy qui s'assura le contrôle des mers après sa victoire à Trafalgar, en 1805. Désormais, la Grande Armée napoléonienne n'avait plus rien d'une armée révolutionnaire. Même si bon nombre de ses officiers et de ses soldats avaient participé aux campagnes épiques de 1793-1796, elle était devenue l'instrument d'un Etat et non plus d'une idéologie. Il lui restait cependant encore suffisamment d'idéal révolutionnaire pour que les grandes victoires napoléoniennes – Austerlitz (1805), Iéna (1806), Wagram (1809) – s'inscrivent dans son prolongement. Ce sont ces succès qui ont poussé Clausewitz – un vétéran ayant assisté à la première rencontre des Prussiens avec les armées révolutionnaires et qui vécut assez longtemps pour voir la défaite de Napoléon en 1815 – à bâtir sa théorie selon laquelle l'exploitation de la volonté du peuple à des fins stratégiques conduit une « guerre réelle » à se rapprocher d'une « vraie guerre ». C'est ainsi qu'il en vint à penser que la guerre est un acte politique.

Ces idées n'étaient pas entièrement nouvelles, comme Clausewitz l'admettait lui-même. Il reconnaît ainsi que Machiavel « avait un jugement très sain en ce qui concerne les affaires militaires ». Il s'agissait là d'un éloge un peu timide. *L'Art de la guerre*, qui connut vingt et une éditions pendant le seul XVI^e^ siècle, était un ouvrage révolutionnaire. C'était en effet la première fois que l'on associait la guerre à l'art de gouverner[44]. A l'époque classique, des auteurs tels que Philon d'Alexandrie, Polybe et Végèce avaient déjà traité de la manière dont il convenait d'ordonner les affaires militaires. Machiavel, lui, démontra comment une armée bien dirigée – il entendait par là une armée recrutée parmi les sujets et non formée de mercenaires – pouvait aider un souverain à réaliser ses objectifs. Le livre eut un retentissement considérable sur les chefs d'Etat de l'époque, mais Machiavel ne poursuivait que de modestes objectifs. Il voulait seulement donner quelques conseils pratiques à ses semblables de la classe politique des riches cités-Etats de la Renaissance. Les ambitions intellectuelles de Clausewitz étaient, elles, beaucoup plus élevées. Comme son contemporain Karl Marx, il prétendait avoir pénétré la réalité interne et fondamentale du phénomène dont il se préoccupait. Il ne donnait pas des

avis mais formulait des vérités inéluctables. La guerre était la continuation de la politique par d'autres moyens, et tout gouvernement qui se détournait de cette vérité s'exposait aux coups d'un adversaire moins aveugle que lui.

D'où l'enthousiasme avec lequel le gouvernement de son pays, la Prusse, adopta ses idées, transmises par ses élèves et successeurs à l'Académie de guerre vers le milieu du XIX^e^ siècle. *De la guerre* opéra comme une bombe à retardement. A l'époque où l'armée prussienne luttait en Allemagne pour assurer son hégémonie, de telles idées ne pouvaient que la séduire. Elles lui inspirèrent ses victoires de 1866 et 1870-1871 et influencèrent directement la diplomatie du nouvel Empire allemand. Par un irréversible phénomène d'osmose, elles se communiquèrent alors à tous les commandements militaires d'Europe dont on peut dire qu'ils étaient devenus en 1914 aussi clausewitziens qu'étaient marxistes les mouvements socialistes révolutionnaires de l'époque. Comme on avait pensé que les objectifs de la Première Guerre mondiale avaient été déterminés dans une large mesure par la pensée de Clausewitz, on considéra celui-ci par la suite comme le responsable intellectuel de cette catastrophe historique. Liddell Hart, l'auteur le plus influent d'Angleterre en matière de questions militaires, est allé jusqu'à le qualifier de « Mahdi des masses[45] ». Quand on regarde les choses avec plus de distance, cette réputation semble exagérée. Certes, avant 1914, ses idées ont sans aucun doute incité les généraux à déployer un grand nombre d'effectifs sur les lieux des combats, dans l'espoir de s'assurer l'avantage, avec pour résultat un nombre proportionnel de pertes. Les armées européennes réclamaient chaque année davantage de conscrits afin de regarnir à la fois leurs lignes de défense et les réserves dans lesquelles elles puisaient afin de remplacer les blessés et former de nouvelles unités. Mais il ne suffisait pas que les généraux réclament plus de soldats ni même que les gouvernements mettent en place des systèmes de recrutement par contrainte ; il fallait encore que les hommes eux-mêmes se montrent disposés à servir. Les généraux ont toujours demandé davantage de troupes et l'histoire de l'administration fourmille d'exemples de systèmes d'enrôlement plus ou moins dépassés. Un gouvernement possédant tous les moyens nécessaires pour identifier et situer à leur travail ou à leur domicile tous les jeunes gens relevant de son autorité, comme c'était le cas de tous les Etats européens en 1914, ne pourrait pas pour autant, même avec la meilleure police du monde, les contraindre à demeurer

dans des baraquements militaires s'ils s'y refusaient et si la société encourageait leur résistance.

Le fait qu'ils n'aient précisément pas résisté et que la société ne les ait pas soutenus dans ce sens nous incite à penser autrement que ceux qui font de Clausewitz l'architecte de la Première Guerre mondiale. Les architectes créent des structures mais ne peuvent déterminer les dispositions d'esprit. Ils reflètent une civilisation mais ne la créent pas. En 1914, les sociétés européennes étaient animées d'un esprit absolument nouveau ; on admettait que l'Etat ait le droit de demander à chacun de ses citoyens de lui fournir un service militaire et qu'il était du devoir de chacun de répondre à cette demande. Le service militaire était alors perçu comme une nécessité et un entraînement aux vertus civiques. On était bien loin de l'époque qui faisait du guerrier un homme à part, par son rang ou, au contraire, par son absence d'appartenance à une caste sociale.

Bien des choses avaient contribué à cette évolution, en particulier la croyance du XIX^{e} siècle en un progrès bénéfique, marqué par une prospérité croissante et la multiplication des gouvernements libéraux constitutionnels. Le renouveau du sentiment religieux, réaction à la laïcité de la Révolution et aux prétentions de la science d'expliquer tout ce qui se passe dans l'univers, renforça aussi le mouvement. Mais l'optimisme et le refus de la violence ne pouvaient rien contre la militarisation de l'Europe.

Aux Etats-Unis, la moins militarisée des sociétés occidentales en ce milieu de siècle, on découvrit en premier le danger de ce mouvement. En 1861, au début de la guerre de Sécession, ni le Nord ni le Sud ne s'attendaient à un conflit de longue durée. Chacun avait rassemblé à la hâte des troupes improvisées qui avaient marché au combat dans l'espoir d'une rapide victoire. Personne n'avait prévu une mobilisation totale des hommes et de l'industrie. Le Sud, d'ailleurs, n'avait guère de ressources industrielles à mobiliser. Mais les deux adversaires se virent contraints d'augmenter leurs forces armées, cherchant une supériorité par le nombre là où le commandement seul ne pouvait réussir. Le Sud eut finalement près d'un million d'hommes sous les armes et le Nord deux millions, pour une population globale qui en comptait trente-deux avant la guerre. Un taux de participation militaire de 10 %, correspondant à peu près aux chiffres ci-dessus, semble le maximum qu'une société puisse supporter si elle doit continuer à fonctionner normalement. Le Sud aurait pu augmenter ses forces en faisant appel à ses quatre millions d'esclaves mâles, mais cela lui

fut interdit par la nature même du conflit. Le Nord, disposant de ressources économiques supérieures, d'une plus grande flotte, à la fois militaire et commerciale, et d'un meilleur réseau ferroviaire, put effectuer dès le début le blocus du Sud et transporter ses troupes aux points où l'adversaire était le plus vulnérable. En 1863, il était parvenu à couper le Sud en deux et, un an plus tard, à le séparer de ses régions les plus fertiles. Malgré sa supériorité logistique, le Nord ne pouvait gagner la guerre tant que les soldats du Sud restaient disposés à se battre et trouvaient le moyen de le faire. Aussi les batailles de 1864 furent-elles aussi sanglantes que celles de 1862-1863, les Sudistes combattant pour défendre leur pays aussi courageusement qu'ils l'avaient fait lors de leur offensive dans le Nord à Gettysburg. Le coût de telles batailles fut terrible des deux côtés. En avril 1865, quand la pression exercée par le Nord eut raison du Sud, six cent vingt mille Américains étaient tombés au combat, plus que lors des deux guerres mondiales, ainsi que celles de Corée et du Vietnam réunies.

Ces pertes immunisèrent plusieurs générations d'Américains contre le faux romantisme de l'uniforme et des camps d'entraînement militaire. Néanmoins, l'image de la guerre évoquée par ces armées non professionnelles encouragea le volontariat partout ailleurs – notamment en Angleterre – et permit l'extension progressive des réserves mobilisables de conscrits ayant fait leur temps en Allemagne, en France, en Autriche, en Italie et en Russie.

Nourri par les succès impérialistes remportés dans les territoires d'outre-mer, le nationalisme de ces pays développait le militarisme. Malgré les conflits internationaux qui se déroulèrent entre 1848 et 1871 et de nombreuses guerres civiles, l'Europe fut à peu près en paix de 1815 à 1914 ; mais ses armées et ses bateaux furent constamment en activité en Inde, en Afrique, en Asie centrale et en Asie du Sud-Est. Leurs victoires, modestes par l'importance des forces en jeu, furent souvent spectaculaires et appréciées des populations qui les finançaient. Cependant, le militarisme se nourrissait aussi de son propre élan. La Révolution française avait proclamé l'égalité et propagé dans l'esprit des Européens l'idée du soldat-citoyen. Il n'était pas plus pensable d'utiliser des mercenaires que de prétendre à la supériorité sous le prétexte qu'on était un soldat. L'ancienne classe militaire cherchait encore à défendre ses privilèges pour obtenir des commandements mais l'armée issue des guerres de la Révolution et de l'Empire était devenue un instrument de cohésion sociale et de nivellement.

Les jeunes gens capables issus de la classe moyenne pouvaient espérer sortir du rang et accéder à un statut social plus élevé ; tous, en endossant l'uniforme, affichaient leur égale appartenance à la communauté. Le mercenariat et l'enrôlement dans des troupes régulières avaient autrefois, l'un et l'autre, un caractère servile. La conscription générale, au contraire, conférait une respectabilité et offrait même à certains des horizons élargis. Comme l'a écrit William McNeill : « Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le fait d'abandonner sa liberté constituait souvent une véritable libération, surtout pour les jeunes hommes vivant dans des conditions de changement très rapides et qui n'avaient pas encore été capables de se conduire en adultes[46]. »

Un tel jugement implique qu'il existait une sorte « d'infantilisme » dans l'enthousiasme des jeunes pour la vie militaire. C'est peut-être vrai. On retrouve la même racine dans les mots « infanterie » et « infantilisme ». Mais les gouvernements trouvaient d'autres termes pour se justifier, comme le prouve par exemple le rapport de la Chambre des députés française sur la forte augmentation de la conscription en 1905 :

> C'est aux grandes idées nées au cœur de la Révolution française que les idéaux militaires d'une grande démocratie républicaine […] doivent leur surgissement. Et quand, un siècle plus tard, le législateur peut demander à tous les citoyens – sans distinction de fortune, d'instruction ou d'éducation – de consacrer une part égale de leur temps à leur pays, sans exceptions ni privilèges d'aucune sorte, la preuve est faite que l'esprit démocratique a, une fois de plus, relié les chaînes du temps[47].

Neuf ans après que ces paroles eurent été prononcées au Parlement de la principale démocratie d'Europe continentale, la création d'importantes armées de citoyens entraîna d'autres conséquences. Le 3 août 1914, les recteurs des universités de Bavière lancèrent en commun l'appel suivant :

> Etudiants ! Les muses se taisent. L'heure est au combat, un combat qui nous est imposé pour la civilisation germanique menacée à l'est par les barbares, et pour les valeurs germaniques que l'ennemi de l'ouest nous envie. Ainsi s'enflamme à nouveau la *furor teutonicus*. L'enthousiasme des guerres de libération se réveille et la guerre sainte commence[48].

Dans cet extraordinaire discours de membres éminents de l'enseignement qui n'avaient d'égaux, dans la société germanique de l'époque, que les membres du grand état-major, ressortent des éléments primitifs liés à la guerre. La raison et le savoir (« les muses se taisent ») sont écartés. On évoque la terreur inspirée par la steppe (« les Barbares de

l'Est », ici les Cosaques de Russie) et le propre passé barbare de l'Allemagne (la *furor teutonicus*, supplantée par la civilisation classique) qui, tout à coup, retrouvent leur raison d'être. L'appel à la guerre sainte – nullement chrétienne ni même occidentale, mais musulmane – est lancé par des hommes qui, sans aucun doute, étaient persuadés, comme d'autres Européens, que l'islam avait semé la corruption et la décadence partout où le Coran était enseigné.

Les étudiants des universités de Bavière – ou d'Allemagne – n'ont pas relevé ces contradictions. Bien que n'ayant aucune formation militaire (ils étaient exempts de service jusqu'à la fin de leurs études), ils s'engagèrent pratiquement tous comme volontaires pour former les 22e et 23e corps lancés au combat en octobre 1914, après deux mois de préparation, contre les troupes bien entraînées de l'armée britannique à Ypres, en Belgique. Le résultat fut ce que les Britanniques ont appelé « le massacre des innocents » (connu en Allemagne comme le *Kindermord bei Ypern*) dont il subsiste encore aujourd'hui un mémorial. Dans le cimetière de Langemark, surmonté d'un mausolée décoré des insignes des universités allemandes, gisent dans une fosse commune les corps de trente-six mille jeunes gens, tous tués en trois semaines de combat, presque autant que les pertes des Etats-Unis au Vietnam en sept années de guerre.

La puissance de feu et la culture de la conscription nationale

Adolf Hitler était un rescapé de Langemark, un homme dont le tempérament chaotique l'avait empêché de poursuivre des études plus poussées et en avait fait un paria. Engagé volontaire en 1914, il s'était montré bon soldat et avait continué de servir jusqu'à la fin de la guerre malgré plusieurs blessures. Le fait d'avoir survécu faisait aussi de lui un homme à part. Son régiment, le 16e Bavarois de réserve, ne comptait plus, après un mois de bataille sur le front d'Ypres, que six cent onze hommes non blessés sur les trois mille six cents qui le composaient et, en un an, il avait pratiquement perdu tous ceux qui le formaient à l'origine. De telles pertes étaient communes à toutes les unités combattantes et leur total compte parmi les plus élevés jamais enregistrés jusqu'alors. Rapporté au nombre de combattants, il représente aussi un taux sans égal car jamais une telle fraction de la population civile n'avait été engagée dans un conflit. Il est difficile d'être catégorique quand on parle de pertes. Avant le XIXe siècle, on ne possède pas d'indications précises sur la population civile et, même si l'on a quelque idée du nombre de combattants – chiffres d'ailleurs souvent discutables –, il n'est pas possible de calculer quelle proportion de la population ils représentent. On admet par exemple que la République romaine a perdu cinquante mille des soixante-quinze mille soldats engagés dans la bataille de Cannes, mais nous ignorons combien d'hommes comptaient au total les légions romaines au IIIe siècle avant J.-C., de sorte qu'il est impossible de comparer les pertes de Cannes avec celles de Teutobourg, au Ier siècle après J.-C., par exemple.

On suppose toutefois qu'avant l'introduction de la conscription générale, les armées ne représentaient qu'une faible fraction de la population : cent cinquante-six mille hommes en France en 1789 pour une population de vingt-neuf millions d'habitants – chiffre s'élevant à neuf cent

quatre-vingt-trois mille après la conscription générale de 1793. Nous savons aussi qu'au cours d'une bataille, les pertes étaient de l'ordre de 10 % des forces engagées. Par ailleurs, il faut se souvenir que les batailles n'étaient pas si fréquentes pendant les guerres. La République française n'en livra que cinquante sur terre et sur mer entre 1792 et 1800, soit six par an, ce qui représente un chiffre très élevé par rapport aux époques antérieures[49]. On peut donc imaginer que, jusqu'au XIX^{e} siècle, la tragique nouvelle d'une mort au combat constituait un drame familial relativement peu fréquent. Les batailles de Napoléon, engageant autant d'hommes qu'en comptait toute l'armée française de l'Ancien Régime, s'avérèrent infiniment plus meurtrières. A Borodino (1812), une victoire à la Pyrrhus qu'il remporta près de Moscou, il perdit vingt-huit mille des cent vingt mille soldats présents et, à Waterloo, la première bataille pour laquelle nous possédons des statistiques à peu près sûres, ses pertes furent de vingt-sept mille hommes sur les soixante-douze mille engagés au combat, tandis que celles de Wellington s'élevèrent à quinze mille soldats sur soixante-huit mille.

Pour la guerre de Sécession, les chiffres sont calculés d'après les pensions versées aux veuves des soldats. Quatre-vingt-quatorze mille confédérés sur environ un million trois cent mille furent tués au cours des quarante-huit grandes batailles livrées pendant les quatre ans que dura la guerre. Chez les partisans de l'Union, on compte cent dix mille morts sur deux millions neuf cent mille soldats. Les confédérés perdirent proportionnellement davantage d'hommes – environ 7 % contre 3 % dans les rangs de leurs adversaires –, car il y eut moins de désertions dans leurs rangs ; par ailleurs, comme ils disposaient d'une armée moins nombreuse, ils engagèrent leurs unités plus fréquemment[50]. La mort de quelque deux cent mille jeunes, sur une population de trente-deux millions de personnes, traumatisa profondément les Etats-Unis. Il faut par ailleurs ajouter à ce chiffre quatre cent mille décès dus à la maladie ou aux privations[51].

En 1914, le vieux fléau de la maladie, jusque-là principale cause de décès, avait été écarté des armées. La guerre des Boers (1899-1902) fut le dernier conflit pendant lequel l'armée britannique souffrit encore davantage d'épidémies que de blessures causées par des projectiles. Les pertes de 1914-1918 n'en sont, elles, que plus terribles. La vie de soldat était devenue une vie saine. Les recrues, éduquées dans un environnement où la santé publique s'était améliorée, mieux nourries par les produits d'une agriculture mécanisée, étaient en bonne forme et solides. Dans un certain sens, la

longueur des listes de tués de la Première Guerre mondiale reflète directement la diminution de la mortalité infantile et l'accroissement de l'espérance de vie au tournant de ce siècle. Autant de facteurs qui alimentèrent les troupes d'hommes marchant au massacre, chaque année plus effroyable. En septembre 1915, l'armée française comptait un million de pertes, dont un tiers de tués lors des batailles livrées aux frontières, sur la Marne, dans l'Aisne, la Picardie et la Champagne. Pendant la bataille de Verdun (1916), on compta cinq cent mille morts ou blessés et les Allemands en totalisèrent plus de quatre cent mille. Le 1er juillet de cette même année, premier jour de la bataille de la Somme, l'armée britannique déplora vingt mille morts, presque autant que lui en avait coûté la guerre des Boers par suite de blessures ou maladies.

En 1917, l'armée française comptait un million de tués et, après une autre offensive désastreuse en Champagne au mois d'avril, la moitié de ses divisions combattantes refusa d'obéir aux ordres d'attaque. Cet épisode, faussement qualifié de mutinerie, doit plutôt être considéré comme une grève d'une grande partie de l'armée contre des opérations qui n'avaient pratiquement aucune chance de réussir. Sur neuf Français engagés dans des unités combattantes, quatre furent tués ou blessés dans des combats rapprochés. A la fin de cette même année, l'armée italienne envoyée contre l'Autriche par son gouvernement qui avait déclaré la guerre à ce pays en mai 1915 se conduisit de la même manière. Après avoir compté un million de pertes au cours de onze offensives sans résultat, elle s'effondra devant une contre-offensive austro-allemande et fut immobilisée jusqu'à l'armistice. L'armée russe, dont les pertes ne furent pas recensées, avait alors commencé « à voter pour la paix avec ses pieds », selon l'expression de Lénine. La victoire politique de ce dernier lors de la révolution d'octobre 1917 à Saint-Pétersbourg n'aurait pu se produire si l'armée n'avait pas été vaincue en Prusse-Orientale, en Pologne et en Ukraine, ce qui provoqua une dispersion des unités sur lesquelles le gouvernement constitutionnel aurait pu compter pour le soutenir.

Une telle inflation des pertes s'explique rétrospectivement. Depuis l'apparition de la poudre à canon au XVIIIe siècle et ses débuts « indécis », la puissance de feu des armes individuelles, des mitrailleuses et de l'artillerie avait été plusieurs fois centuplée. On a calculé que la proportion de tués par coups tirés était tombée entre un pour deux cents et un pour quatre cent soixante (artillerie non comprise)[52]. Mais un mousquetaire tirait tout au plus

trois coups à la minute et les forces adverses dépassaient rarement cinquante mille hommes. Même ainsi, les pertes infligées lors d'un échange de coups de feu de quelques minutes suffisaient généralement à semer la panique d'un côté ou de l'autre et c'était sur cela que les chefs comptaient pour prendre possession du terrain[53]. En 1914, un fantassin tirait quinze coups à la minute ; une mitrailleuse six cents et une pièce d'artillerie vingt salves d'obus chargés de balles d'acier. Tant que l'infanterie demeurait à couvert, ces tirs avaient peu d'effet. Mais dès que l'attaque était lancée, ils pouvaient anéantir un bataillon d'un millier d'hommes en quelques minutes. Tel fut le cas, le 1er juillet 1916, lorsque les hommes du 1er régiment de Terre-Neuve subirent, hélas comme beaucoup d'autres, des pertes terriblement élevées. Il était pratiquement impossible d'échapper à un tel torrent de feu, car le fugitif devait couvrir une distance de plusieurs centaines de mètres à découvert avant de pouvoir regagner son abri dans les tranchées. Les tirs le clouaient au sol à l'endroit même où il était tombé et, s'il n'était que blessé, il demeurait souvent sur place sans secours jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Le haut commandement de la Première Guerre mondiale s'efforça de trouver une issue à cette situation bloquée en utilisant ailleurs diverses autres méthodes de diversion, mais celles-ci se révélèrent inopérantes. L'action de la flotte, en particulier, fournit de maigres résultats pour un coût considérable car, pendant les soixante années précédentes, il avait fallu remplacer les navires en bois par des unités cuirassées. Nous avons vu combien les navires en bois s'étaient rendus utiles pour soutenir la technologie européenne de la poudre à canon, dans les eaux territoriales aussi bien que dans les mers lointaines. C'est grâce à eux que les Etats européens maritimes avaient pu imposer leur loi à des peuples éloignés qui, s'ils avaient pu parfois s'équiper d'armes à feu, ne possédaient pas une culture en mesure d'affronter ces nouveaux adversaires.

Dans les eaux européennes, les nations maritimes – et tout particulièrement l'Angleterre – avaient établi leur domination sur les routes commerciales lointaines et sur les zones critiques d'opérations. Elles avaient également appris les techniques de soutien des armées de terre, notamment au moyen du blocus ou de l'assistance logistique. C'est dans cet esprit que l'Allemagne s'était lancée dans une compétition avec l'Angleterre en construisant des cuirassés de type *Dreadnought* durant les dix premières années du XXe siècle. En 1914, l'Angleterre en possédait

vingt-huit et l'Allemagne dix-huit. Ces bateaux pouvaient se détruire l'un l'autre à une distance de trente kilomètres. Le commandement allemand espérait prendre l'avantage en mer du Nord et infliger à la flotte britannique suffisamment de pertes pour s'ouvrir un libre accès aux routes commerciales de l'Atlantique, détruisant ainsi le commerce britannique. Ses efforts pour y parvenir, notamment à la bataille du Jutland (mai 1916), échouèrent et les navires allemands restèrent confinés à proximité de leurs bases. Le contre-blocus de l'Angleterre par les sous-marins allemands – les U-boots –, dont le nombre fut rapidement augmenté, eut en revanche bien plus de succès, surtout lorsque les Allemands entreprirent de couler les bateaux sans avertissement dès 1917. L'amirauté britannique riposta en revenant à la coutume du XVIII^{e} siècle de faire naviguer les navires marchands sous escorte de bateaux de guerre.

La tentative de l'Angleterre de faire revivre sa traditionnelle stratégie navale – consistant à faire intervenir sur les côtes ennemies un corps expéditionnaire hébergé et approvisionné par la marine aux points vulnérables – se solda à Gallipoli, en Turquie (avril 1915), par un sérieux revers. Les Turcs, alliés depuis peu aux Allemands, déployèrent cette bravoure déjà tant redoutée des chrétiens venus d'Europe trois cents ans plus tôt ; ils prouvèrent qu'ils avaient entre-temps maîtrisé à leur tour la technologie de la poudre à canon. A Gallipoli, la puissance de feu à terre l'emporta sur la puissance stratégique en mer.

Finalement, la principale contribution de cette force maritime au conflit opposant les Alliés à l'Allemagne sur le front occidental de la France consista à transporter à bon port à travers les eaux de l'Atlantique une armée américaine fraîche, qui commença à débarquer en 1918 en nombre suffisant pour redonner de l'élan à une France démoralisée et à une Angleterre gravement secouée. A l'inverse, cette arrivée découragea les Allemands dont les cinq offensives de printemps et d'été, « décisives pour la guerre », s'étaient toutes brisées sur des lignes de défense hâtivement improvisées pour contenir leur avance. En octobre 1918, ils commencèrent à donner des signes de lassitude qui avaient déjà affecté les Français, les Russes, les Italiens et les Anglais l'année précédente. Tous leurs régiments d'infanterie, comme ceux de leurs ennemis, avaient déjà remplacé deux fois, quand ce n'était pas trois, les hommes qui les formaient à leur début. Malgré les victoires sur le front russe, une série de succès sur d'autres fronts et la portée de leur avance en territoire ennemi, ils ne pouvaient aller

au-delà de ce qui leur apparaissait de plus en plus comme un sacrifice sans objet. En novembre, le haut commandement allemand dut admettre qu'il avait trop exigé de ses soldats et demanda l'armistice.

La vérité, c'est que tous les Etats combattants avaient trop exigé de leurs soldats. L'épreuve n'avait pas été seulement imposée, elle résultait aussi d'un choix. Les populations approuvèrent le déchaînement des hostilités en 1914, envoyant avec enthousiasme leurs jeunes hommes au front en croyant qu'ils y récolteraient victoires et honneurs et que leur retour, chargés de lauriers, justifierait leur foi et leur engagement à l'égard de la guerre et de la conscription. Mais c'est la guerre elle-même qui démontra la fausseté de cette illusion. Faire « de chaque homme un soldat », philosophie qui sous-entend bien évidemment la politique de conscription, repose sur une incompréhension profonde des potentialités de la nature humaine.

Les peuples guerriers pouvaient faire de chaque homme un soldat, mais ils prenaient soin d'éviter les affrontements directs ou prolongés avec l'ennemi. Ils admettaient le désengagement et la retraite, répondaient raisonnablement à une résistance déterminée, ne prônaient pas le courage désespéré et calculaient aussi précisément que possible l'utilité de la violence. Les Grecs s'étaient montrés plus hardis mais, tout en inventant la tactique du combat de face, ils n'avaient pas poussé leur éthique de la guerre, comme l'a fait Clausewitz, jusqu'à envisager l'anéantissement comme unique issue nécessaire à la victoire. Leurs descendants européens limitèrent également les buts de leurs conflits. Les Romains se contentèrent de consolider leur civilisation puis d'en assurer la défense aux frontières – ce qui représentait également l'essentiel de la philosophie des Chinois. Quant à leurs successeurs, ils se sont surtout battus, sans relâche, pour la jouissance de droits intéressant des territoires limités. D'une manière différente, les luttes visant à défendre des droits sont également caractéristiques des guerres de l'âge de la poudre. Ainsi les protestants, même si leurs luttes étaient exacerbées par les différends religieux exprimés dans la Réforme, se sont davantage battus pour contester des droits préexistants que pour en imposer de nouveaux. En outre, dans aucune de ces guerres, il n'a été question d'engager toute la population masculine dans la querelle. Et même si cela avait été matériellement possible – ce qui est exclu, compte tenu de la main-d'œuvre nécessaire à l'agriculture, sans oublier, de surcroît, l'absence d'impôts généralisés –, la condition militaire

dans les sociétés d'avant 1789 n'intéressait que peu de gens. La guerre était pour la majorité une affaire trop brutale, sauf pour ceux qui y étaient destinés par leur position ou, au contraire, contraints de s'enrôler parce qu'ils n'avaient pas de statut social. Comme les soldats des troupes régulières, les mercenaires, eux, étaient pauvres, sans travail, souvent criminels. Si on les jugeait bons pour la guerre, c'était précisément parce que leur vie civile s'avérait tout aussi rude.

Ceux qui se montraient travailleurs, doués, instruits ou qui possédaient quelque bien modeste étaient exclus du service militaire, ce qui montre combien la nature de la guerre est une charge pour la nature humaine. Ses rigueurs ne sont pas faites pour des hommes habitués au confort, à une vie régulière et productive. Dans sa frénésie d'égalitarisme, la Révolution française a brutalement écarté ce sentiment, cherchant à conférer à la majorité ce qui, jusque-là, avait été le privilège d'une minorité. La Révolution n'avait pourtant pas entièrement tort en défendant cette attitude. Bien des hommes respectables, dont les pères se seraient dérobés au service militaire, se sont avérés d'excellents soldats, tant dans les rangs qu'au commandement. Murat, l'un des plus fougueux maréchaux de Napoléon, se destinait à la prêtrise. Bessières avait suivi des études médicales, Brune était rédacteur en chef d'un journal[54]. Quant à Staline et Mussolini, ils étaient respectivement séminariste et journaliste, mais tous deux avaient déjà un tempérament particulièrement farouche alors que Murat, Bessières et Brune passaient en leur temps pour de respectables bourgeois et ne semblaient pas spécialement doués pour la discipline et les dangers de la vie militaire. Ils constituent des exceptions, même dans l'armée de Napoléon. Cent ans plus tard, toutefois, cela n'aurait pas été le cas. Les troupes de la Première Guerre mondiale étaient composées de la base au sommet de représentants de toute la société, sans distinction de rang ni de vocation, et nombre de ceux qui échappèrent à la mort ou aux blessures servirent pendant deux, trois ou quatre ans avec un courage exemplaire. Mais 200 % à 300 % de pertes dans l'infanterie et plus d'un million de morts, voilà qui suffit à ébranler l'âme d'une nation. En novembre 1918, la France avait perdu un million sept cent mille jeunes hommes sur une population de quarante millions d'habitants, l'Italie six cent mille sur trente-six millions, l'Empire britannique un million dont sept cent mille venaient des cinquante millions d'habitants des îles Britanniques.

La persistance de l'Allemagne à tenir jusqu'à la fin malgré plus de deux millions de pertes, sur une population de soixante-dix millions avant guerre, n'en est que plus remarquable. Elle paya le prix émotionnel mais avec une monnaie différente de celle réservée aux nations victorieuses. Ces dernières, en effet, avaient fini par reconnaître qu'un prix aussi élevé ne pouvait et ne devait à nouveau être payé. « Je commence à me frotter les yeux à la perspective de la paix, écrit en octobre 1918 Cynthia Asquith, belle-fille d'un ancien Premier Ministre britannique, je pense qu'elle exigera plus de courage que tout ce qui a pu se passer auparavant. […] Nous allons bientôt réaliser pleinement que les morts ne sont pas seulement morts pour la durée de la guerre[55]. » Le 11 novembre 1918 mit un terme à l'angoisse de millions de familles, qui, pendant quatre ans, avaient redouté l'arrivée d'un télégramme porteur de mort. Les listes de tués et de blessés avaient creusé des trous dans presque tous les foyers, et les souffrances provoquées par ces pertes durèrent aussi longtemps que survécurent ceux qui les avaient subies. Aujourd'hui encore, les colonnes *in memoriam* des journaux anglais nous rappellent les pères et les frères tués dans les tranchées ou dans le *no man's land* il y a près de quatre-vingts ans. Des blessures aussi profondes ne se guérissent jamais, même si la mémoire commence à s'émousser. Elles restèrent imprimées dans la conscience collective et nationale des Britanniques et des Français de l'après-guerre, hostiles à la répétition de telles épreuves.

Pour éviter précisément le renouvellement de l'histoire, la France chercha littéralement à s'emmurer en construisant l'équivalent d'un système de tranchées le long de sa frontière avec l'Allemagne, la ligne Maginot, dont le coût, au premier stade de son installation, fut aussi élevé que le programme britannique de construction des *Dreadnought* de 1906 à 1913. Telle une énorme flotte de navires de guerre ancrés à terre, cette ligne devait empêcher toute offensive d'une quelconque armée allemande future – même si le traité de paix interdisait à l'Allemagne de reformer une armée[56]. Les Britanniques rejetèrent avec la même horreur toute perspective de guerre, mais avec moins de réalisme. Sur la suggestion de Winston Churchill, ancien Premier Lord de l'Amirauté et secrétaire d'Etat à la Guerre et à l'Air, voici ce qu'ils décrétèrent en 1919 : « Pour l'ajustement des calculs [de défense], [on admettra] qu'à aucune date quelconque il ne pourra y avoir de guerre importante durant les dix années à venir », et cette « règle des dix ans » fut renouvelée d'année en année jusqu'en 1932. Même

après qu'Adolf Hitler se fut emparé du pouvoir en Allemagne en 1933 avec la ferme intention de prendre une revanche sur la Première Guerre mondiale, l'Angleterre ne s'engagea pas avant 1937 dans le réarmement[57]. Entre-temps, Hitler avait rétabli le service militaire obligatoire et recréait une fois de plus une culture guerrière pour une nouvelle génération de jeunes Allemands.

Les armes absolues

Pour Hitler, la Première Guerre mondiale avait été « la plus importante de toutes les expériences[58] ». A l'instar d'une minorité de vétérans de la guerre, il considérait l'excitation et même les dangers des tranchées comme un enrichissement, voire une élévation. Sa bravoure lui avait valu des médailles ainsi que l'estime de ses officiers, et le fait d'être admis dans un cercle de camaraderie, après des années d'une vie misérable dans les bas quartiers de Vienne, avait renforcé sa croyance excessive en la supériorité de la nation allemande. Il se sentait profondément offensé et humilié par le traité de Versailles, dont le gouvernement allemand de l'époque n'avait accepté les conditions (perte de territoire, réduction des troupes à cent mille hommes, abandon de la flotte et des navires de guerre ainsi que de toute force aérienne) qu'après le blocus naval des Alliés dont les effets se faisaient durement sentir. Un certain nombre d'autres vétérans partageaient le sentiment de Hitler, suffisamment pour l'appuyer quand il prit position à l'extrême droite de la politique en 1921, avec le noyau d'un parti paramilitaire.

Pendant les années 1920, ces partis paramilitaires se développèrent dans presque tous les pays vaincus ou déçus par la victoire. La Turquie faisait exception : Atatürk, sauveur de la Turquie centrale après que les Alliés l'eurent dépossédée de son empire du Moyen-Orient, réussit pour la première fois à imposer à son peuple de guerriers une stratégie de modération. En Russie, le bolchevisme triomphant, après avoir gagné la guerre civile, institua un régime qui surpassait de loin la Révolution française dans sa rhétorique égalitaire, soumettant chaque aspect de la vie publique et de nombreux autres de la vie privée aux ordres de la hiérarchie et s'appuyant sur un système d'endoctrinement interne ainsi que sur l'espionnage. En Italie, Mussolini, soutenu par tous ceux qui avaient le sentiment que la France et l'Angleterre avaient partagé à leur détriment les

dépouilles de la victoire alors que les Italiens avaient versé autant de sang qu'elles prit les rênes du pouvoir en 1922 à la tête d'un parti arborant l'uniforme et singeant la discipline militaire. Il exila ou emprisonna ses adversaires politiques et mit sa propre milice au même rang que l'armée constitutionnelle.

Hitler admirait profondément Mussolini qu'il comparait à Jules César. Il s'inspira d'ailleurs pour son propre groupe du symbolisme de la légion romaine, avec ses étendards et son salut « à la romaine » qui avaient cours en Italie. Bien qu'affaiblie par la défaite, la nation allemande se révéla plus résistante à ce type de propagande que l'Italie, et le coup d'Etat de Hitler de 1923 fut aisément maté par la police bavaroise, appuyée par une armée qui n'était pas prête à se voir disputer son rôle national par un agitateur paradant en uniforme *feldgrau*. Pendant ses seize mois de prison, Hitler eut le temps de réfléchir à ses erreurs et prit la décision de ne plus s'opposer directement à l'armée. Tout en cherchant à se faire bien voir du commandement militaire, il créa sa propre milice de « troupes d'assaut » en uniforme (elle atteignit cent mille hommes en 1931, c'est-à-dire autant que les effectifs de l'armée) et choisit la voie électorale pour atteindre le pouvoir[59]. En janvier 1933, il obtint tout juste une majorité, fut nommé chancelier et entreprit aussitôt, par une série de mesures, de rendre à l'Allemagne sa place de grande puissance militaire. Le 8 février, il informa secrètement son cabinet que « les cinq prochaines années devaient être consacrées à mettre le peuple allemand à nouveau en état de porter les armes[60] ». L'année suivante, à la mort du président Hindenburg, commandant en chef de l'armée durant la guerre, il demanda à tous les soldats de lui prêter un serment d'allégeance en tant que chef d'Etat (*Führer*, ou chef). En 1935, il dénonça la clause du traité de Versailles limitant les effectifs de l'armée allemande à cent mille hommes et rétablit la conscription générale avant de décréter la création d'une force aérienne indépendante. En 1936, alors qu'il négociait un nouvel accord naval anglo-allemand l'autorisant à construire des sous-marins, il réoccupa unilatéralement la zone démilitarisée de Rhénanie avec ses troupes. Il s'était déjà lancé dans la construction de tanks. En janvier 1934, Guderian, créateur des divisions blindées, lui avait présenté secrètement à Kunersdorf quelques prototypes et Hitler s'était écrié : « C'est ça qu'il me faut ! C'est ça que je veux avoir ! » En 1935, trois divisions blindées étaient en formation[61]. En 1937, l'armée allemande comptait trente-six divisions

d'infanterie et trois divisions blindées qui, avec les réserves, représentaient trois millions d'hommes, soit trente fois plus que quatre ans plus tôt. En 1938, la nouvelle Luftwaffe disposait de trois mille trois cent cinquante avions de combat (aucun en 1933) et entraînait des troupes de parachutistes qui allaient devenir des auxiliaires de l'armée tandis que la marine mettait en chantier le premier d'une série de super-cuirassés et projetait de construire un porte-avions.

Le réarmement fut extrêmement populaire non seulement parce qu'il fournit un emploi à la jeunesse sans travail et permit d'annexer au territoire de la Grande Allemagne la Rhénanie puis, en 1938, l'Autriche et les provinces de langue allemande de Tchécoslovaquie, mais aussi parce qu'il restaura l'orgueil national allemand. Les vainqueurs de la Première Guerre mondiale avaient trouvé le prix de leur victoire trop élevé et la population était déterminée à ne plus jamais avoir à le payer. En Allemagne, un tel prix ne se justifiait que par une revanche. Hitler en était lui-même profondément convaincu et il avait su percevoir cette même rancœur dans le peuple allemand, enfouie sous l'internationalisme officiel du gouvernement. Il fit de son mieux pour l'entretenir durant ses quinze années d'agitation politique. Ses accusations de trahison contre ceux qui avaient signé le traité de Versailles et ses appels incessants à la revanche tombaient dans des oreilles prêtes à les entendre.

Tandis que les Français renforçaient la ligne Maginot et que les Anglais refusaient fermement de réarmer, les jeunes Allemands endossaient avec enthousiasme l'uniforme *feldgrau* des tranchées, suscitaient l'admiration des civils comme leurs pères et leurs grands-pères avant 1914, lorsque l'armée de conscrits était devenue le principal symbole de la nation germanique. Tous s'enorgueillissaient du modernisme de leurs chars, de leurs avions de combat et de leurs bombardiers. La vision que Mussolini avait de l'Italie était « futuriste », mais celle de Hitler, en Allemagne, avait dépassé le stade des aspirations pour devenir une réalité vertigineuse. La société germanique de 1939 était non seulement remilitarisée, mais persuadée de posséder les moyens de triompher de ses voisins décadents, des Etats qui n'évoquaient qu'à contrecœur l'idée de « faire de chaque homme un soldat » et qui, vingt et un ans plus tôt, avaient remporté une victoire dont l'Allemagne avait été frustrée.

En annonçant, le 1er septembre 1939, sa décision d'entrer en guerre contre la Pologne et, par conséquent, également contre la France et

l'Angleterre, Hitler évoqua explicitement l'expérience des tranchées : « Je ne demande rien d'autre aux Allemands que ce que j'étais moi-même prêt à accomplir durant les quelques années de la [Première] Guerre. A partir de maintenant, je ne suis que le premier soldat du Reich. Une fois de plus, j'ai revêtu la vareuse qui m'était si chère et, pour moi, la plus sacrée. Je ne la retirerai pas tant que la victoire ne sera pas assurée, ou alors je ne survivrai pas au dénouement[62]. » Ce sont là des paroles étrangement prophétiques quand on sait que, cinq ans et demi plus tard, il se suicida au cœur des ruines de Berlin, dans son bunker criblé de bombes ennemies. Mais, au début, l'idée même d'une défaite semblait chimérique. Comme le font généralement les professionnels de l'armée lorsqu'on leur demande de mettre leurs plans en action, les généraux de Hitler l'avaient averti que la victoire sur la Pologne pourrait ne pas être aussi rapide que prévu. Mais les quarante divisions polonaises, dont aucune de blindés, furent encerclées dès le départ par soixante-deux divisions allemandes, dont dix de blindés, et écrasées en cinq semaines de combat. L'aviation polonaise, qui comprenait neuf cent trente-cinq appareils de modèles déjà anciens, fut balayée dès le premier jour. Près d'un million de Polonais furent faits prisonniers, dont deux cent mille par les Russes, qui, dans le cadre d'un accord secret avec Hitler désireux d'éviter un second front comme en 1914, avaient envahi et annexé la partie orientale du pays une fois les opérations engagées.

La campagne de Pologne révéla la nouvelle tactique pour laquelle les forces allemandes de terre et d'air avaient été équipées et entraînées. Baptisée « Blitzkrieg », ou « guerre éclair » selon l'expression d'un journaliste qui décrit bien la méthode, elle consiste à concentrer les chars et les divisions blindées dans une offensive rappelant celles des phalanges, avec l'appui d'escadres de bombardiers lançant leurs bombes en piqué, et qui servait d'« artillerie volante ». Une telle attaque lancée contre les points faibles de la défense – et devant des forces aussi prépondérantes, n'importe quel point de la défense devenait faible – brisait les lignes adverses puis continuait d'avancer pour semer la confusion dans son sillage. C'était la même technique que celle d'Epaminondas à Leuctres, d'Alexandre contre Darius à Gaugamèles et de Napoléon à Marengo, Austerlitz et Wagram. Mais le Blitzkrieg obtenait des résultats que ces généraux n'auraient pu espérer car la rapidité et l'endurance limitées de leurs chevaux ne leur permettaient pas d'exploiter aussi bien les succès remportés aux points attaqués. Non seulement le char dépassait l'infanterie, mais il pouvait tenir

un rythme d'avance de quarante à quatre-vingts kilomètres par vingt-quatre heures tant qu'il était approvisionné en carburant et en pièces de rechange. En même temps, sa radio permettait au quartier général de recevoir des informations et de transmettre des ordres à la vitesse à laquelle se déroulaient les opérations, ce que l'on appela par la suite « la guerre en temps réel ».

On avait déjà expérimenté la radio pendant la Première Guerre mondiale, mais les premiers appareils exigeaient des sources d'énergie volumineuses et n'avaient donné satisfaction que sur mer. La miniaturisation ayant éliminé cet inconvénient, des appareils fiables purent être installés dans les tanks ou dans les véhicules de commandement. Entre-temps, les Allemands avaient également perfectionné le codage mécanique des messages. Il y avait là tous les éléments permettant de révolutionner une offensive. Lors d'une conférence précédant la guerre, le général de l'aviation allemande Erhard Milch révéla la nature même du Blitzkrieg : « Les bombardiers en piqué formeront une artillerie volante dirigée de manière à travailler avec les forces au sol au moyen de bonnes communications radio. […] Le commandement aura [à sa disposition] chars et avions. Le véritable secret est la vitesse – vitesse d'attaque grâce à la vitesse des communications[63]. »

Ces divers ingrédients persuadèrent Hitler et les généraux allemands que la Wehrmacht pouvait battre sans beaucoup de pertes les armées ennemies dont l'organisation était encore conventionnelle, et que cette victoire pourrait être obtenue sans avoir à mettre l'économie allemande totalement sur le pied de guerre. Selon les responsables militaires allemands, la victoire des Alliés en 1918 était due à leur capacité supérieure dans le *Materialschlacht*, la « bataille du matériel », jugement qui sauvegardait l'illusion que le soldat allemand n'avait pas été réellement vaincu. Le Blitzkrieg, dont les instruments étaient relativement peu coûteux, devait ainsi permettre au peuple allemand de jouir des fruits de la victoire sans avoir à faire les sacrifices financiers exigés autrefois d'une guerre totale.

Les résultats de la première campagne de mai-juin 1940 en France et dans les Pays-Bas semblèrent confirmer ces espoirs. Concentrées secrètement dans la forêt des Ardennes, au nord de la ligne Maginot, les divisions blindées allemandes enfoncèrent en trois jours de combats les défenses françaises et poussèrent leur avance pour atteindre la Manche à

Abbeville, le 19 mai. Cette avance coupa en deux les armées alliées, isolant au nord les meilleures troupes françaises et le corps expéditionnaire britannique, l'intérieur de la France, au sud, n'étant défendu que par des formations immobiles et de second rang. La poche du Nord fut éliminée le 4 juin – la plupart des troupes britanniques ayant été évacuées par mer à Dunkerque – et, aussitôt après, la poussée s'enfonça vers le sud. Le 17 juin, le gouvernement français demanda l'armistice (également avec l'Italie qui s'était rangée tardivement aux côtés de l'Allemagne), lequel prit effet le 25 juin. « La grande bataille de France est terminée, écrivait un jeune officier allemand, elle a duré vingt-six ans. » Ce sentiment reflétait exactement celui de Hitler. Le 19 juillet, il fêta la victoire à Berlin et éleva douze de ses généraux au rang de maréchal. Il avait déjà décidé de démobiliser 35 % des cent divisions de son armée en vue de libérer une main-d'œuvre pour l'industrie afin que celle-ci porte sa production de biens de consommation au même niveau qu'en temps de paix.

Cet été de 1940 semblait donc permettre à l'Allemagne de jouir du meilleur des mondes : la victoire, une économie florissante et le retour des combattants dans leurs foyers. A titre de précaution, en cas de reprise du conflit, Hitler ordonna que la production des armes nouvelles soit maintenue ; le nombre de divisions blindées fut doublé, d'autres sous-marins furent mis en chantier et des modèles d'avions encore au stade de prototypes entrèrent en fabrication. Mais aucune menace de conflit n'apparaissait au loin. L'Union soviétique ne bougeait pas, satisfaite d'annexer les provinces orientales de la Pologne concédées par Hitler dans l'accord secret qu'il avait conclu avec Staline, et de fournir les matières premières prévues en contrepartie. L'Angleterre, chassée du continent où elle avait dû abandonner la plus grande partie de son équipement militaire lourd, manquait des moyens nécessaires à une guerre d'offensive. Elle espérait, au mieux, défendre ses lignes maritimes et aériennes. En somme, tous les calculs rationnels conduisaient à la paix. C'était aussi l'opinion de Hitler, qui attendit pendant les mois de juin et de juillet les ouvertures de Churchill.

Rien ne vint. Au contraire, la guerre prit un cours différent. Hitler s'était déjà demandé dans quelle mesure il était prudent de laisser la Russie tranquille sur sa frontière orientale, laquelle demeurait ouverte. L'absence d'obstacles naturels rendait cette partie de la steppe occidentale accessible à ses tanks qu'il suffisait de réapprovisionner en carburant, et le Blitzkrieg

pouvait ainsi s'appliquer à une plus vaste échelle. Une guerre éclair victorieuse apporterait à l'Allemagne les matières premières et les ressources industrielles qui feraient d'elle à jamais la première puissance d'Europe. Avant de se décider, il fallait au préalable que l'Angleterre se décide à accepter un armistice afin d'écarter le danger d'une éventuelle intervention des Etats-Unis en Europe, ainsi qu'ils l'avaient déjà fait en 1917. Mais l'Angleterre se montrait récalcitrante malgré une offensive aérienne intense lancée contre elle en août. Tout en attendant de voir jusqu'à quand ses défenses aériennes pourraient tenir, Hitler décida d'arrêter la démobilisation des divisions qui avaient pris part à la bataille de France et commença à déployer précautionneusement ses formations blindées à l'est.

Rétrospectivement, on peut considérer Hitler comme le chef le plus dangereux qui ait jamais menacé une civilisation, car il possédait en lui trois croyances complémentaires que l'on avait souvent trouvées séparément mais jamais jusqu'alors réunies chez un seul homme. Il était obsédé par la technologie de la guerre, se flattant de veiller au moindre détail et persuadé que la supériorité des armes était la clé de la victoire. Il se trouvait ainsi en opposition avec les traditions de l'armée allemande qui mettait sa confiance en premier lieu dans la capacité de combat du soldat allemand et la compétence professionnelle de l'état-major[64]. Hitler, lui, croyait en la primauté de la classe guerrière, qu'il investissait, dans ses messages politiques au peuple allemand, d'un contenu racial impitoyable. Enfin, il était un partisan convaincu de Clausewitz. Pour lui, la guerre était réellement la continuation de la politique et il ne faisait aucune différence entre ces deux activités. Comme Marx, bien que Hitler ait rejeté dédaigneusement le collectivisme puisque celui-ci devait libérer indifféremment toutes les races de l'esclavage économique, il concevait la vie comme une lutte et, de ce fait, la guerre comme le moyen naturel de sa politique raciale. « Aucun d'entre vous, déclara-t-il à Munich en 1934, n'a lu Clausewitz ou, si vous l'avez fait, vous n'avez pas appris à le rattacher au présent. » Quand, en avril 1945, à Berlin, durant les derniers jours de sa vie, il rédigea depuis son bunker son testament politique à l'adresse du peuple allemand, le seul nom qu'il cita fut celui du « grand Clausewitz » pour justifier ce qu'il avait tenté de faire[65].

Des armes révolutionnaires, une éthique guerrière et une philosophie clausewitzienne intégrant des buts politiques aux affaires militaires, voilà ce

qui valut à l'Europe, entre les mains de Hitler de 1939 à 1945, une forme de guerre totale qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait jamais approchée, ni Alexandre, ni Mahomet, ni Gengis Khan, ni Napoléon. Au début, Hitler se joignit à la déclaration des gouvernements anglais et français s'engageant à éviter tout objectif civil dans les attaques aériennes directes. Mais lorsque cet engagement fut une première fois rompu – par une attaque allemande effectuée par erreur sur la ville allemande de Fribourg, le 10 mai 1940, et dont on accusa opportunément les Français –, toute inhibition fut écartée[66]. Un théoricien militaire italien, Douhet, avait déjà évoqué l'idée que les guerres pouvaient être gagnées par la seule intervention de l'aviation (les Italiens furent les premiers à l'utiliser dans un but militaire contre les Turcs en Libye, en 1911-1912) et, bien que les bombardements réciproques par avion ou bateau pendant la Première Guerre mondiale n'aient causé que peu de dommages, Hitler était persuadé que sa nouvelle Luftwaffe, avec ses milliers de bombardiers, pouvait vaincre à la fois, par une attaque massive, la Royal Air Force et le moral de la population britannique[67]. Le 7 septembre 1940, « le premier jour du Blitz » comme on dit à Londres, la Luftwaffe incendia les docks de Londres et une grande partie des faubourgs sur chaque rive de la Tamise. Le 31 décembre, elle détruisit presque toute la City et, le 10 mai 1941, premier anniversaire de l'attaque des blindés sur le front occidental, elle dévasta Whitehall et Westminster, y compris le Parlement. Si elle avait causé la mort de treize mille cinq cent quatre-vingt-seize Londoniens pendant l'année 1940, la Luftwaffe avait aussi perdu six cents bombardiers pendant les seuls mois d'août et de septembre, ce qui la décida à changer de tactique, mettant Douhet en défaut avec sa doctrine d'une « victoire remportée par l'aviation[68] ». De 1941 à 1943, elle se contenta de lancer des attaques sporadiques, exclusivement de nuit, contre les objectifs anglais.

Déçu dans ses efforts pour amener l'Angleterre à admettre sa défaite grâce à des bombardements aériens, Hitler se tourna vers une autre de ses armes révolutionnaires pour lui demander la victoire totale dont il rêvait en Europe : les blindés. Au printemps de 1941, il avait achevé le discret déploiement de ses forces à l'est et se montrait résolu à attaquer l'Union soviétique qui n'acceptait pas sa réorganisation diplomatique de l'Europe méridionale. Après une campagne complémentaire en Yougoslavie et en Grèce qui refusaient de se soumettre, il lança ses chars contre la Russie le 22 juin.

Pendant les six premiers mois, le Blitzkrieg remporta des succès spectaculaires comme il l'avait fait à l'ouest au printemps 1940. En décembre, les chars allemands avaient occupé l'Ukraine, le cœur des régions agricoles de l'Union soviétique, contrôlaient une bonne part des ressources minières et industrielles du pays et se trouvaient aux portes de Leningrad et de Moscou. Apparemment, la philosophie clausewitzienne de Hitler avait atteint ses objectifs grâce à la technologie militaire révolutionnaire dont il était un si fervent partisan (mais Clausewitz, lui, ne considérait pas la supériorité des armes comme un facteur déterminant). Sa conception du guerrier champion dont il vantait l'éthique avait aussi joué un rôle, peut-être trop grand. A l'ouest, les soldats allemands avaient respecté le code admis par tous dans les combats, mais à l'est, convaincus que leurs ennemis étaient des barbares par les propagandistes du Reich qui réveillaient dans la mémoire populaire la menace venue de la steppe et les horreurs de la révolution rouge, ils se comportèrent trop souvent de manière barbare contre les soldats de l'Armée rouge, même après les avoir faits prisonniers. Il y eut des centaines de milliers de prisonniers russes après que l'armée allemande eut encerclé Minsk, Smolensk et Kiev. Plus de trois millions des cinq millions de soldats soviétiques capturés par la Wehrmacht moururent de mauvais traitements et de privations pendant leur captivité, la plupart au cours des deux premières années de la campagne[69].

Le Blitzkrieg fonctionna bien sur terre – tout au moins jusqu'à ce que les troupes allemandes s'embourbent dans la bataille de Stalingrad, à l'automne 1942. Mais, ailleurs, la confiance de Hitler dans ses armes révolutionnaires et dans sa stratégie rencontra une série d'échecs imprévus. Sur mer, son intention de soumettre l'Angleterre à un blocus grâce à ses sous-marins – ce que l'Allemagne n'avait pu réussir en 1917-1918 car elle n'en possédait pas assez à cette époque – fut déjouée en 1943 par la tactique alliée qui assura la couverture aérienne de toute la zone dans laquelle naviguaient les convois transatlantiques par des appareils à grand rayon d'action. En outre, elle dota les convois de leur propre couverture aérienne grâce à l'aviation embarquée. En même temps, les Alliés réussirent à décoder les messages par lesquels les sous-marins allemands recevaient leurs instructions et purent ainsi détourner les convois pour éviter ceux-ci[70].

Dans l'espace aérien continental, les Alliés étaient également en train de s'assurer un avantage décisif. L'Allemagne avait eu pour politique d'engager toute sa capacité industrielle dans des armes destinées au combat

direct – tanks, bombardiers en piqué, armes automatiques pour l'infanterie. La Luftwaffe ne possédait donc pas les ressources d'une véritable force stratégique. Même avant le début de la guerre, la confiance aveugle de Hitler dans le Blitzkrieg l'avait conduit à abandonner des plans antérieurs prévoyant la construction de bombardiers plus gros et de plus longue portée[71]. En Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, l'armée de l'air adopta une politique résolument contraire. En réalité, ce n'est pas sans mal que le gouvernement britannique avait contraint avant la guerre la Royal Air Force à distraire quelques ressources de sa production de bombardiers en faveur des avions de chasse, tant ses chefs étaient convaincus, comme le disait Douhet, « de la victoire grâce à la tactique aérienne ». Les premiers bombardiers anglais étaient stratégiques dans leur conception mais pas dans leurs moyens. En revanche, quand l'aviation américaine commença à arriver en Angleterre en 1942 pour partager avec la Royal Air Force la campagne de bombardements stratégiques sur l'Allemagne, elle avait avec ses B-17 tout ce qu'on pouvait désirer d'un appareil : rapide, d'une longue portée, capable de transporter une lourde charge de bombes avec une précision inégalée (même si elle laissait encore fort à désirer en 1942) et conçu pour pouvoir se défendre lui-même contre une attaque de la chasse.

Après les entorses de Hitler aux accords tacites visant à épargner les populations civiles, l'Angleterre se décida en 1940 à bombarder les villes allemandes. L'action des bombardiers ne fut pas très importante cette année-là ni la suivante, mais, en février 1942, un nouveau commandant en chef, l'Air Marshal Arthur Harris, décida d'abandonner la tactique des attaques directes réservées exclusivement aux cibles militaires identifiables pour la remplacer par celle de la « zone de bombardement ». Il paraît ironique de rappeler ici que les frères Wright, auxquels on doit le premier vol soutenu en 1903, avaient prévu que l'avion serait un moyen de rapprocher les hommes les uns des autres. Une directive du commandement britannique de l'aviation datant du 14 février précisa que les opérations « doivent dorénavant se concentrer sur le moral de la population civile ennemie et, en particulier, des ouvriers de l'industrie[72] ». Bientôt, des milliers de bombes anglaises hautement explosives allaient écraser les villes allemandes sous un déluge de feu. A Hambourg, les raids des nuits du 24 au 30 juillet 1945 endommagèrent ou détruisirent 80 % des bâtiments de la ville, tuèrent trente mille habitants et laissèrent les rues encombrées de quarante millions de tonnes de débris, tandis que, pendant la journée,

l'aviation américaine appuyait l'attaque. Lorsqu'elle put disposer d'avions de chasse à longue portée pour escorter les bombardiers jusqu'à leurs cibles, ceux-ci purent lancer leurs bombes sur l'Allemagne presque impunément.

Les attaques aériennes stratégiques des Alliés sur les villes allemandes constituent un développement révolutionnaire de la guerre, et il se trouva un certain nombre de personnes pour les dénoncer comme une régression morale. Pourtant, elles furent surpassées dans leur dimension stratégique par le déploiement d'une puissance aéronavale dans le Pacifique. Le Japon, un autre des vainqueurs nominaux de la Première Guerre mondiale (il n'avait déclaré la guerre à l'Allemagne que pour pouvoir s'emparer de son enclave en Chine), qui se sentait lésé par le partage des dépouilles, avait consacré depuis 1921 la plus large part de son budget militaire à la construction d'une force aéronavale, la plus grande et la mieux équipée du monde. Sa flotte de six porte-avions ne lui avait été d'aucune utilité lorsqu'un gouvernement dominé par les militaires lança un assaut contre la Chine en 1937 ; mais elle joua le rôle stratégique essentiel qui lui était dévolu quand, en 1941, Tokyo décida de répondre à sa manière aux Etats-Unis qui insistaient pour que le Japon arrêtât son offensive en Chine et cessât de menacer, au sud, les possessions anglaises et hollandaises en Malaisie et dans les Indes orientales. Yamamoto, le premier expert du Japon en matière de stratégie navale et l'un des rares Japonais à connaître les Etats-Unis, avait cependant prévenu de la relative fragilité de la flotte qu'il commandait : « Nous pouvons courir les mers de six mois à un an mais, après cela, les puits de pétrole du Texas et les usines de Detroit fourniront les moyens de monter une contre-offensive inévitable et décisive[73]. » Son avertissement ne fut pas écouté et, pendant les six premiers mois de 1942, la marine japonaise, jouant à la fois le rôle de fer de lance et celui d'escorte de l'armée, conquit la presque totalité du Pacifique occidental et de l'Asie du Sud-Est. Elle étendit jusqu'aux abords du nord de l'Australie le périmètre de ce qui était censé être une zone de contrôle stratégique impénétrable.

L'origine de l'éthique guerrière du Japon, qui fit de lui l'un des peuples militaires les plus redoutables du monde, reste encore aujourd'hui mystérieuse. C'est cet esprit qui devait animer les pilotes japonais de la Première Flotte aérienne lorsque, le 7 décembre 1941, ils lancèrent leurs bombes à Pearl Harbor sur les navires de la flotte américaine du Pacifique. Déjà au XIII^{e} siècle, c'était un peuple guerrier, les seuls, en dehors des

Mamelouks turcs d'Egypte, à avoir réussi à repousser l'avance conquérante des Mongols (avec l'aide d'un typhon opportun, il est vrai). C'étaient des guerriers de l'espèce « primitive », pratiquant un style de combat fortement ritualisé et appréciant l'habileté au maniement des armes pour définir le statut social et soumettre ceux qui n'avaient pas d'épée aux ordres des samouraïs. Ce fut pour perpétuer cet ordre social qu'ils bannirent de leurs îles la poudre à canon au XVIIe siècle et résistèrent ensuite aux intrusions des commerçants étrangers jusqu'à ce que, avec l'arrivée des premiers bateaux de guerre à vapeur de la flotte américaine en 1854, ils admettent qu'ils ne pouvaient plus longtemps ignorer le monde extérieur.

A la différence des Mandchous, qui ne comptaient que sur la force de leur culture traditionnelle pour éviter d'être déstabilisés par le défi technique occidental, les Japonais décidèrent consciemment, à partir de 1866, d'apprendre les secrets de la supériorité matérielle des Occidentaux afin de les mettre au service de leur propre nation. Les samouraïs récalcitrants qui refusaient les nouvelles réformes furent écrasés dans une amère guerre civile par une armée qui, pour la première fois, avait admis dans ses rangs des hommes du peuple. Le régime qui l'emporta était toujours dominé par des familles féodales, mais, cette fois, exclusivement par celles qui avaient admis la nécessité du changement. Il introduisit au Japon les institutions que ses envoyés en Occident avaient identifiées comme étant à la base de la puissance occidentale : l'industrie, la fabrication en série et une armée recrutée par un service militaire général et équipée des armes les plus évoluées. Dès 1911, le Japon se lança dans la construction de cuirassés de guerre.

Les autres Etats non européens qui tentèrent de rivaliser avec la puissance militaire de l'Occident, notamment Méhémet Ali dans l'Egypte ottomane du XIXe siècle, échouèrent. L'achat d'armes occidentales ne suffisait pas pour transmettre la culture militaire de l'Occident, comme on le constata par la suite. Le Japon, lui, réussit à acquérir les deux. En 1904-1905, il vainquit la Russie à laquelle il disputait le contrôle de la Mandchourie, et tous les observateurs occidentaux témoignèrent du comportement exemplaire au combat du simple conscrit japonais[74]. La même démonstration fut faite lors de la campagne de 1941 à 1945 dans le Sud-Est asiatique et dans le Pacifique, surtout au cours de sa première phase, quand des unités bien entraînées recrutées parmi les « castes guerrières » de l'Inde – héritiers de plusieurs vagues successives de

conquérants et commandés par des officiers britanniques – furent écrasées par les descendants de paysans japonais auxquels, cent ans plus tôt, il était interdit de porter des armes.

Les qualités exceptionnelles du combattant japonais furent finalement vaincues par les moyens sur lesquels Yamamoto avait appelé l'attention : la surcapacité de l'industrie américaine dont la production d'avions et de navires de guerre dépassa rapidement celle du Japon. Certes, il ne s'agit pas pour autant de rabaisser le courage des soldats américains opposés aux Japonais dans le Pacifique. Les combats menés pour la conquête des îles d'Iwo Jima ou d'Okinawa (1945), en particulier, sont là pour démentir les assertions raciales de Hitler pour qui les Américains étaient une population dévirilisée par le confort matériel. Néanmoins, la résistance des Japonais, souvent décidés à se battre jusqu'à la mort – après l'attaque de Tarawa (1943), on ne retrouva vivants que huit Japonais sur une garnison qui en comptait cinq mille –, convainquit le haut commandement américain en 1945 que les attaquer dans leurs îles causerait des pertes trop élevées (on parlait d'un million de morts ou de blessés) pour que l'opération soit risquée, sauf s'il n'existait pas d'autre moyen[75]. Au milieu de l'année 1945, ce moyen existait.

Les Etats-Unis avaient déjà déployé un grand nombre de techniques évoluées contre le Japon pour réduire leur courage par la puissance du feu. Leur flotte de porte-avions, surpassée en nombre mais vigoureusement manœuvrée pendant les batailles de la mer de Corail et de Midway, avait rétabli un équilibre naval dans le Pacifique en 1942. Par la suite, la flotte américaine s'accrut si rapidement – entre 1941 et 1944, les Etats-Unis lancèrent vingt et un porte-avions et le Japon seulement cinq – qu'elle pouvait pratiquement naviguer librement, d'autant qu'elle était accompagnée par des navires de soutien qui permettaient aux bateaux de garder la mer pendant des semaines. A la fin de 1944, les sous-marins américains avaient coulé la moitié de la flotte marchande du Japon et les deux tiers de ses pétroliers. Pendant l'été 1945, l'aviation américaine entreprit une série de raids au-dessus des villes japonaises dont de nombreuses maisons étaient construites en bois ; elle incendia à 60 % les soixante plus grandes villes du pays. Mais il n'était pas certain pour autant que ces bombardements, à eux seuls, puissent contraindre les Japonais à admettre leur défaite.

Les bombardements stratégiques n'étaient pas non plus venus à bout de l'Allemagne. Pendant les derniers mois de la guerre en Europe, l'offensive de bombardement anglo-américaine détruisit toutes les usines allemandes de carburant synthétique, le seul qui restait, et arrêta tout trafic ferroviaire. Entre-temps, les Alliés avaient débarqué en France en juin 1944 et, simultanément, l'Armée rouge combattait déjà assez loin sur le territoire allemand après avoir brisé la dernière ligne de défense de la Wehrmacht en Biélorussie. Les combats avaient maintenant pris le caractère d'une guerre d'usure. Les armées possédaient de part et d'autre un si grand nombre de chars que cette arme avait perdu une partie des propriétés révolutionnaires qui avaient caractérisé le Blitzkrieg en 1941-1942. Les attaques de bombardiers marquèrent de même le pas en 1943-1944 quand chaque mission provoquait 5 %, parfois même 10 %, de pertes, ce qui affaiblissait le moral des équipages et donnait alors l'avantage à l'Allemagne dans son propre ciel grâce à son aviation de chasse et à sa défense antiaérienne. Toutefois, le bombardier piloté par un équipage était une arme offensive fragile et Hitler l'apprit à ses dépens pendant sa campagne de 1940 contre l'Angleterre. Il décida donc de fournir toutes les ressources nécessaires au développement d'un programme de missiles à l'étude depuis 1937. En octobre 1942, un tir expérimental envoya une fusée chargée d'une tonne de puissant explosif à deux cent cinquante kilomètres. En juillet 1943, Hitler déclara qu'il s'agissait là « de l'arme décisive de la guerre » et décréta que « tout travail ou tous matériaux dont [les concepteurs] pouvaient avoir besoin devait être fourni sur-le-champ ».

La fusée, baptisée par les alliés « V2 », ne fut pas mise en service avant septembre 1944, et environ trois mille seulement furent tirées, d'abord contre Londres (où elles tuèrent deux mille cinq cents personnes) puis contre Anvers, principale base logistique anglo-américaine, pendant l'attaque sur la frontière occidentale de l'Allemagne[76]. Mais la potentialité de cette arme demeurait évidente pour tous. L'annonce de sa mise au point avait beaucoup alarmé les Britanniques lorsqu'ils en furent avisés par la mystérieuse révélation d'un Allemand partisan de la cause alliée en novembre 1939. Ce « rapport d'Oslo » donna un élan à la recherche technique en Angleterre mais inquiéta aussi les scientifiques devant la possibilité que l'Allemagne utilise l'énergie atomique à des fins militaires.

Jusque-là, la menace restait purement théorique, car personne n'avait réussi à obtenir par fission une réaction en chaîne, processus par lequel les

atomes produisent l'explosion, et la machine pour obtenir ce résultat n'existait pas. Mais aux Etats-Unis, le 11 octobre 1939, Albert Einstein alerta le président Roosevelt du danger de la puissance atomique. Le Président nomma aussitôt un comité pour étudier la question et c'est de là que découla le *Manhattan Project*[77]. De leur côté, les Anglais commençaient à rassembler le personnel et les matériaux nécessaires pour faire avancer la recherche atomique, tout en s'efforçant de le dissimuler aux Allemands. Aussitôt après Pearl Harbor, le personnel de l'organisme britannique baptisé pour la circonstance *Tube Alloys*, fut transféré aux Etats-Unis pour se joindre au *Manhattan Project*, également un nom de couverture. Les deux équipes travaillèrent conjointement et de manière pressante, de peur que les Allemands ne découvrent avant eux le moyen de transformer la fission nucléaire en une arme redoutable. Le résultat de leurs efforts n'aboutit qu'après la défaite allemande. Les recherches poussées des experts alliés ont prouvé qu'à ce moment, les Allemands étaient encore loin d'avoir découvert le moyen de produire une réaction en chaîne.

Quand Winston Churchill fut informé qu'une première bombe atomique avait explosé avec succès à Alamagordo, au Nouveau-Mexique, le 16 juillet 1945, il prononça alors ces paroles prophétiques : « Qu'est-ce que la poudre à canon ? Insignifiante. L'électricité ? Sans importance. Cette bombe atomique est la Seconde Apocalypse[78]. » Ces paroles s'adressaient à Henry Stimson, secrétaire américain à la Guerre, lui-même fortement impliqué dans le débat qui agitait le gouvernement des Etats-Unis sur l'éventualité d'utiliser une arme aussi terrible pour venir à bout des Japonais à l'égard desquels les Américains avaient perdu toute sympathie depuis leur attaque traîtresse de Pearl Harbor, à laquelle s'ajoutaient une férocité au combat et une manière inhumaine de traiter les prisonniers. La décision ne se fit pas attendre, d'autant qu'une attaque directe contre le Japon, on l'a vu, aurait entraîné, selon les calculs, un million de morts ou de blessés parmi les soldats américains. Comme Stimson l'expliqua lui-même plus tard, parlant au nom de tous ceux qui avaient approuvé la décision du président Truman : « J'ai senti que pour obtenir de l'empereur et de ses conseillers militaires une reddition sincère, il fallait leur administrer un choc terrible qui leur apporterait la preuve que nous possédions les moyens de détruire l'empire[79]. » Le choc, administré d'abord à Hiroshima le 6 août 1945, puis à Nagasaki trois jours plus tard, tua cent trois mille personnes. Sommé de cesser toute résistance sous peine de risquer « l'anéantissement par air »,

l'empereur du Japon communiqua, le 15 août, par radio à son peuple que la guerre était terminée.

La fin de la guerre et la loi

La fin de la Seconde Guerre mondiale et l'apparition de la bombe atomique n'entraînèrent pas sur-le-champ la fin des hostilités, pas plus que dans les décennies suivantes. La destruction par le Japon des empires coloniaux européens en Orient et l'humiliation qu'avaient dû subir les gouverneurs et les colons sous les yeux de leurs anciens sujets firent comprendre après 1945 qu'un gouvernement colonial ne pouvait être rétabli que par la force, si même cela était encore possible. Les Anglais jugèrent l'effort impossible en Birmanie et accordèrent à ce pays son indépendance en 1948. Pareillement, la même année, ils autorisèrent la Malaisie à se doter d'un gouvernement propre afin de réprimer une révolte d'inspiration communiste qui venait d'éclater. Les Hollandais abandonnèrent rapidement toute tentative de restauration d'un gouvernement colonial dans les Indes orientales où, comme en Birmanie, un mouvement indépendantiste soutenu par les Japonais détournait d'eux la population. La France, seule, conserva un autre point de vue. Confrontée en Indochine à un parti nationaliste d'inspiration communiste qui avait récupéré les armes des Japonais, elle envoya un corps expéditionnaire pour rétablir le régime impérialiste d'avant guerre ; mais, dès son arrivée en 1946, celui-ci se trouva embourbé dans des opérations de guérilla que l'ennemi conduisait avec une grande habileté et beaucoup de persévérance. Le Viêt-minh, ainsi que l'on désigna le mouvement nationaliste, avait appris les techniques de la guérilla de l'armée communiste de Mao Zedong en Chine. Dans ce dernier pays, appauvri et déstabilisé par huit années d'occupation et de guerre contre les Japonais, les communistes renversèrent le gouvernement établi par Tchang Kaï-chek lors de la guerre civile de 1948-1950 et prirent le pouvoir. L'armée de Mao l'emporta au moyen de tactiques conventionnelles, mais, durant les années où elle avait vécu dans la clandestinité, elle avait élaboré sa propre philosophie de la guerre, renforçant la stratégie chinoise traditionnelle d'esquive et d'attente par la conviction marxiste que la révolution devait inévitablement triompher. Transmise à l'Indochine où le terrain favorisait les opérations surprise, les attaques dispersées et un désengagement rapide, cette « guerre prolongée », selon l'expression de

Mao, eut raison de la résistance française. En 1955, le gouvernement français abandonna la lutte et céda le pouvoir au Viêt-minh.

Cet exemple incita un peu partout d'autres populations à prendre les armes dans ce qui restait des colonies européennes, notamment en Afrique du Nord française et aussi dans l'Arabie britannique et l'Afrique portugaise. Durant les années 1960, les puissances européennes impérialistes durent céder sur tous les fronts, y compris dans les colonies demeurées en paix. Ce « vent de changement » soufflant contre la domination européenne fut assez fort pour anéantir la confiance des puissances maritimes européennes dans leurs propres moyens, puissances dont, pourtant, les audacieux navigateurs avaient pris la mer au début de l'âge de la poudre à canon avec la certitude de leur supériorité morale et matérielle.

La militarisation à l'occidentale des nouveaux Etats indépendants d'Asie et d'Afrique au cours des quatre décennies suivant la fin de la guerre fut un phénomène aussi remarquable que l'avait été la militarisation des populations non guerrières d'Europe au cours du XIX^{e} siècle. On pouvait s'attendre à ce qu'elle produise les mêmes effets désastreux : dépenses d'armement excessives, surévaluation des élites militaires choisies dans un cercle fermé et, même, recours à la guerre. On pouvait également prévoir que la plupart de ces centaines d'armées formées après la décolonisation auraient peu de valeur sur le plan strictement militaire. Les « transferts de technologie » de l'Occident, un euphémisme pour désigner la vente intéressée d'armes par les riches nations occidentales aux pays pauvres qui pouvaient rarement se permettre la dépense, n'entraînaient pas le transfert de la culture qui rendait ces armées évoluées si dangereuses dans les mains des Occidentaux. Seuls les Vietnamiens, contre lesquels les Etats-Unis furent entraînés dans une vaine guerre idéologique entre 1965 et 1972, réussirent la transition accomplie si brillamment par les Japonais après la restauration Meiji de 1866. Partout ailleurs, cette évolution n'apporta que les pièges du militarisme, sans la vertu de la discipline militaire en compensation.

Les nombreuses petites guerres de l'ère postcoloniale, si elles ont fait honte aux vrais libéraux de ces anciennes nations impérialistes, ne préoccupèrent pas les pays victorieux de 1945 autant que le faisait la paix conquise. Leurs craintes avaient une autre origine : les armes nucléaires qui avaient mis fin de façon aussi abrupte à la Seconde Guerre mondiale. Le monopole des Etats-Unis – les premiers à en découvrir le secret – en

matière de force nucléaire tint pendant quelque temps ces craintes à distance. Mais, en 1949, on apprit que l'Union soviétique avait elle aussi la bombe atomique et, pendant les années 1950, elle mit au point en même temps que les Etats-Unis la bombe à hydrogène, encore plus destructrice. Le monde industriel fut obligé de prendre en compte le cauchemar qu'il avait lui-même engendré. En l'espace de cinq cents ans, il était passé d'une forme d'hostilité internationale où la menace se limitait aux capacités musculaires de l'homme et de l'animal à une situation imprévue, soudaine, dans laquelle les hostilités – déclenchées à des fins que la théorie militaire considérait comme justes et normales – conduisaient tout simplement à la destruction de la terre. Quand Stimson entendit parler pour la première fois de la bombe atomique, il eut cette réflexion, plus prophétique qu'il ne le croyait lui-même : « C'est plus qu'une arme affreusement destructrice, c'est une arme psychologique[80]. » Les armes nucléaires s'emparèrent de l'esprit de l'homme comme d'une proie et les peurs qu'elles suscitèrent démontrèrent une fois pour toutes la fausseté de l'analyse clausewitzienne. Comment la guerre pourrait-elle être une extension de la politique si l'on considère que le but ultime d'une politique rationnelle est de favoriser le bien-être des personnes qu'elle concerne ? Le dilemme nucléaire conduisit les intellectuels, les hommes d'Etat, les fonctionnaires et, plus que tous sans doute, les militaires de métier à se torturer les méninges pour découvrir un moyen quelconque d'échapper à la terrible situation dans laquelle ils s'étaient eux-mêmes plongés.

Certains hommes très intelligents, dont des universitaires travaillant pour les institutions gouvernementales des pays occidentaux, élaborèrent laborieusement la thèse de la dissuasion graduelle pour montrer que la logique clausewitzienne était plus solide que jamais ; selon elle, les armes nucléaires continuaient à servir les fins politiques non par l'utilisation qu'on en faisait, mais par la seule crainte qu'on puisse les utiliser. Cette théorie de la dissuasion avait de profondes racines. Au cours des siècles passés, les militaires ont justifié l'accroissement et l'entraînement de leurs armées en se référant au dicton romain : « Si tu veux la paix, prépare la guerre. » Cette pensée fut formulée autrement aux Etats-Unis dans les années 1960 par la doctrine dite de « destruction mutuelle égale », c'est-à-dire la capacité de « détourner une attaque [nucléaire] délibérée […] en conservant à tout moment les moyens clairs et indéniables d'infliger à tout agresseur un degré de pertes inacceptable – même après avoir subi une première attaque

surprise[81] ». Aussi longtemps que le nombre de têtes nucléaires, avions et missiles (issus des V2 allemands) chargés de cette riposte ne fut pas trop élevé, cet accord pouvait se justifier, si l'on peut dire, en tant que système permettant de contenir la puissance nucléaire dans des limites contrôlables, surtout depuis que la méfiance réciproque des deux grandes puissances atomiques imposait une résistance intransigeante aux mesures de désarmement. Mais, dans les années 1980, quand les deux superpuissances disposèrent chacune de quelque deux mille lance-missiles atomiques intercontinentaux et de dizaines de milliers de têtes nucléaires, il devint clair qu'il fallait trouver d'autres moyens pour protéger la paix.

On a longtemps cherché à limiter la guerre par des lois, définissant à la fois le droit à la guerre (*jus ad bellum*, comme disent les juristes internationaux) et ce qui était ou non permis au sein même de cette guerre *(jus in bellum)* lorsque, malgré tout, elle avait éclaté. Dans le monde ancien, une guerre était « juste » si un Etat ou ses représentants avaient reçu des affronts ou des offenses. Le premier théologien chrétien de l'Etat, saint Augustin d'Hippone (354-430), à qui l'on demandait si un homme pouvait guerroyer sans s'exposer au péché, affirma que c'était possible à condition que la cause soit juste, que la guerre soit menée dans « de bonnes intentions » – pour faire le bien ou chasser le mal – et sous la conduite d'une autorité légale. Ces trois principes constituèrent la base de tout jugement ecclésiastique sur le sujet jusqu'à la Réforme. Par la suite, ils firent l'objet de développements établis par des juristes catholiques, tel Francisco de Vittoria (1480-1546), qui déclara qu'il fallait respecter un infidèle s'il combattait sous une autorité légale puisqu'il croyait que sa cause était juste. Mais, surtout, ce fut un légiste hollandais protestant, Hugo Grotius (1583-1645), qui se préoccupa le plus de définir comment une guerre devenait « injuste » ou « juste » et proposa à cette fin des solutions pour punir ceux qui ne respectaient pas cette classification.

De telles distinctions furent négligées tout au long des XVIII^e^ et XIX^e^ siècles, car la politique d'alors était largement imprégnée des thèses « amorales » de Machiavel pour lequel un souverain n'avait pas besoin de justifier son action. En l'absence de toute autorité supranationale pour contredire cette philosophie, elle prévalut pendant toute l'époque de la poudre à canon. Comme le souligna, en 1880, un juriste international de renom, W. E. Hall :

> La loi internationale n'a […] pas d'autre choix que d'accepter la guerre, indépendamment de la justesse de sa cause, comme une relation que les partenaires peuvent établir selon leur choix, et de se contenter de réglementer les effets de cette relation. De ce fait, dans chaque guerre, les deux parties sont considérées comme ayant une position légale identique et, par conséquent, possèdent des droits égaux[82].

Le développement d'armes permettant une destruction de masse à la fin du XIX^e^ siècle conduisit les Etats, même les plus forts, à juger combien cette théorie qui n'admettait pas de distinction pouvait se révéler dangereuse. Par les conventions de La Haye de 1899 et 1907, les principales puissances approuvèrent un certain nombre de mesures encore modestes limitant leur liberté – jusqu'alors sans entraves – de faire la guerre. Les conventions de Genève (la première fut signée par les douze principales puissances en 1864) avaient déjà réglementé ce problème. Et pourtant, les circonstances qui permirent à la Première Guerre mondiale de se produire ne tinrent nul compte du mouvement de La Haye. On retrouva cependant cette volonté d'imposer des limitations dans les décisions de la Société des Nations, d'inspiration américaine, qui, après 1918, imposa aux Etats l'obligation d'un arbitrage dans leurs conflits, obligation renforcée d'une sanction internationale à l'égard du pays qui rejetterait cette réglementation. En 1928, la tendance à restreindre légalement la possibilité de faire la guerre prit une forme définitive grâce au pacte de Paris, généralement connu comme le « traité de désarmement général », qui, indépendamment des décisions prises par la Société des Nations, engageait explicitement les signataires à régler à l'avenir tous leurs conflits « par des moyens pacifiques– ». Désormais, toute guerre devenait illégale sur le plan théorique, et c'est l'inobservation flagrante de ce principe nouveau qui détermina, en 1945, le gouvernement des Etats-Unis à transférer la responsabilité des forces de l'Alliance contre l'Allemagne et le Japon à une organisation permanente qui reçut le nom de Nations unies. Sur l'insistance des Américains, la Charte des Nations unies réaffirma les engagements du pacte de Paris et de la Société des Nations, et compléta le mécanisme d'arbitrage et de sanctions de cette dernière par un ensemble de dispositions permettant d'employer dorénavant la force militaire contre un membre qui n'aurait pas respecté ses obligations.

On sait à quel point l'esprit de la Charte des Nations unies fut négligé pendant les quarante années de la guerre froide, aussi est-il inutile de le redire ici. Mais avant même que cette situation ne soit résolue par

l'effondrement soudain du régime communiste en Union soviétique en 1990, les deux superpuissances avaient déjà approuvé d'importantes mesures en faveur du désarmement nucléaire, car elles étaient toutes deux inquiètes du danger sans cesse croissant d'une attaque surprise entraîné par la perfection même de la technologie des missiles. La détente qui se produisit alors est l'événement le plus chargé d'espoir ayant marqué les relations internationales depuis la création des Nations unies en 1945.

Et pourtant ce ne sont ni le désarmement nucléaire ni la fin du communisme en Russie qui apportent au monde le meilleur espoir de voir enfin la guerre s'éloigner. Paradoxalement, en effet, c'est la décision prise par l'Union soviétique, au cours des derniers mois de son existence, d'appuyer les Nations unies dans leur action militaire contre l'Irak – après que ce pays eut envahi le Koweït – qui apporta enfin une perspective résolument encourageante. L'Irak avait violé toutes les dispositions morales qui pouvaient rendre une guerre « juste » et tous les droits garantis successivement par les traités internationaux. La rapide victoire des forces alliées pour lui reprendre les territoires occupés illégalement sans infliger de pertes à la population civile – cela avec l'autorisation des Nations unies – fut le premier véritable triomphe de la morale d'une guerre « juste » depuis que Grotius en avait défini les règles au XVII^{e} siècle, au plus fort de la guerre de Trente Ans.

Ceux qui font confiance aux Nations unies pour persévérer dans ce rôle pacifique d'arbitrage – on n'a pas trouvé jusqu'alors de meilleur instrument – ont cependant encore un long chemin à parcourir avant que leurs espoirs ne soient pleinement réalisés. L'homme possède en lui une violence potentielle, même si l'on admet qu'elle concerne une minorité d'individus, et dans n'importe quelle société cette virtualité peut devenir agissante. Au cours des quatre mille ans pendant lesquels des armées organisées ont existé, on a appris à reconnaître dans cette minorité ceux qui peuvent faire des soldats, à les entraîner et à les équiper, à trouver l'argent nécessaire à leur entretien, à souscrire et à applaudir à leur comportement dans les moments où la majorité se sentait menacée. Il faut continuer : un monde sans armées – des armées disciplinées, soumises et respectant la loi – serait inhabitable. Des armées de cette qualité sont un instrument mais aussi un signe de civilisation et, sans elles, l'homme risquerait de revenir soit à un niveau de vie primitif « au-dessous de l'horizon militaire », soit au

chaos anarchique où s'affronteraient des masses hostiles. Ce serait, ainsi que le disait Hobbes, la religion du « tous contre tous ».

Il y a de par le monde des lieux déchirés par des haines communes, saturés d'armes bon marché qui sont les productions les plus honteuses du monde industriel, et où se déroule précisément cette guerre de « tous contre tous ». Ce que nous voyons alors sur nos écrans de télévision est pour nous un terrible avertissement. Nous apprenons par là à quelles calamités la guerre peut nous mener si nous admettons encore avec Clausewitz que la guerre est la continuation de la politique et si nous refusons de reconnaître qu'une politique menant à la guerre est la plus venimeuse des intoxications.

Pour écarter le message de Clausewitz, il n'est pas nécessaire de croire comme Margaret Mead que la guerre est une « invention ». Nous n'avons pas besoin non plus de méditer sur les moyens de modifier notre héritage génétique, processus en soi autodestructeur. Il n'est pas question de nous dégager des facteurs matériels. L'humanité d'aujourd'hui maîtrise les réalités matérielles à un degré que le plus optimiste de nos ancêtres n'aurait même pas pu concevoir voilà seulement deux siècles. Il n'y a qu'une seule chose que nous devons reconnaître, c'est qu'au cours de ces quatre mille années d'expériences répétées, la guerre est devenue une habitude. Dans le monde primitif, cette habitude était limitée par les rites et les cérémonies. Dans le monde qui lui a succédé, l'homme a habilement éliminé ces deux pratiques, avec les restrictions qu'elles imposaient au combat lui-même, et il a porté la violence à la limite du tolérable, voire au-delà. « La guerre, disait Clausewitz le philosophe, est un acte de violence porté à ses limites extrêmes. » Mais Clausewitz le militaire n'avait pas prévu à quelles horreurs cette philosophie conduisait. Les habitudes des primitifs – adeptes de la contrainte, de la diplomatie, de la négociation – méritent d'être réapprises. Si nous ne nous défaisons pas des habitudes que nous avons acquises par la suite, nous ne survivrons pas.

Conclusion

« Qu'est-ce que la guerre ? » Telle est la question par laquelle j'ai commencé cet ouvrage. A présent que je parviens à son terme, et si le lecteur m'a suivi jusque-là, j'espère avoir réussi à lui faire comprendre que la réponse n'est pas simple, pas plus que ne l'est la nature même de la guerre. J'espère aussi qu'il rejettera l'idée que l'homme puisse être condamné à faire la guerre ou que les affaires mondiales ne puissent se régler finalement que par la violence. L'histoire écrite du monde est pour une large part une histoire de guerre. Les Etats dans lesquels nous vivons se sont créés principalement par des conquêtes, des conflits civils ou des luttes pour l'indépendance. Bien plus, les grands hommes d'Etat qui jalonnent cette histoire écrite sont généralement des hommes de violence. S'ils n'étaient pas eux-mêmes des guerriers – mais beaucoup d'entre eux le furent –, du moins n'ont-ils pas hésité à se servir de la violence pour atteindre leurs buts.

Au cours de ce siècle, la fréquence et l'intensité des guerres ont aussi déformé le point de vue des femmes et des hommes ordinaires. En Europe occidentale, aux Etats-Unis, en Russie, en Chine, la guerre et ses exigences ont touché la plupart des familles pendant deux, trois, voire quatre générations. L'appel aux armes leur a enlevé des fils, des maris, des pères, des frères. Par millions ils ont rejoint les champs de bataille et par millions ils y ont péri. La guerre a profondément marqué les sentiments de populations entières qu'elle a endurcies dans l'espérance que leurs enfants et petits-enfants échapperaient aux horreurs qu'elles avaient elles-mêmes vécues. Et pourtant, dans leur vie de tous les jours, les gens rencontrent peu la violence ni même de véritables traits de cruauté ou de dureté. C'est l'esprit de coopération et non de confrontation qui fait tourner le monde. La plupart passent l'essentiel de leur existence dans un milieu où règne l'esprit

d'entraide et ils cherchent par tous les moyens à éviter disputes et désagréments. Avoir de bonnes relations avec son voisinage et un caractère aimable, voilà les qualités les plus appréciées.

Certes, ce principe de bon voisinage se développe dans le cadre de limites bien définies. Les sociétés civilisées dans lesquelles nous préférons vivre sont gouvernées par la loi, ce qui signifie qu'elles sont policées – et c'est là une forme de coercition. En acceptant le maintien de l'ordre, nous admettons tacitement que l'homme a au fond de lui de mauvais penchants que nous devons contenir par la crainte d'une force supérieure. La sanction frappe ceux qui refusent cette contrainte, et l'autorité supérieure est l'instrument de ce châtiment. Pourtant, malgré cette violence virtuelle, nous sommes capables d'en limiter les effets même lorsque cette autorité n'est pas là pour nous empêcher d'exprimer le pire de nous-mêmes. C'est pour cette raison que le phénomène de la « guerre primitive », que nous avons étudié au début de cet ouvrage, est si instructif. Ce n'est pas parce que les guerres de notre siècle ont pris une forme si extrême et impitoyable que nous devons supposer que cette évolution est inéluctable. La guerre moderne méprise la modération et la contrainte volontaire : les intercessions ou médiations à caractère humanitaire sont considérées cyniquement comme des moyens de remplacer ou de déguiser ce qui est en réalité intolérable. Malgré cela, l'homme qui se bat, ainsi que nous l'enseignent les « primitifs », a la capacité de limiter la nature et les conséquences de ses actes. Les primitifs ont recours à toutes sortes d'expédients pour épargner le pire, tant à leurs ennemis qu'à eux-mêmes. L'exemption est un de ces moyens : les femmes, les enfants, les personnes âgées et ceux qui sont considérés comme inaptes au service sont exemptés du combat et de ses conséquences. Les conventions en sont un autre, en particulier celles qui concernent le choix du moment, du lieu et de la saison du conflit, ainsi que son prétexte. Mais le plus important de tous ces expédients est le rituel qui définit la nature même du combat et exige que les rites soient accomplis après avoir été mutuellement définis. Les adversaires doivent alors admettre avoir eu satisfaction à l'issue du combat et recourir à la négociation, l'arbitrage et la paix.

Il ne faut certes pas idéaliser la guerre primitive, comme nous l'avons vu. Elle pouvait parfois se montrer très violente et négliger les exemptions, les conventions, les rites pour se livrer à de véritables déchaînements. Et même lorsque ces contraintes étaient respectées, la guerre pouvait entraîner

des conséquences matérielles indésirables pour ceux qui avaient à en souffrir. Parmi ces conséquences, la plus importante était le déplacement de l'adversaire le plus faible, lequel se voyait chassé de son territoire vers des terres moins fertiles. De telles migrations pouvaient finalement détériorer et même détruire la culture que les contraintes prévues auraient dû protéger. Les cultures ne sont pas éternelles. Elles demeurent fragiles et vulnérables aux influences hostiles. La plus redoutable de ces influences est la guerre.

Cependant la culture reste ce qui détermine en premier la nature de la guerre, comme le montre clairement l'histoire de l'Asie. La guerre orientale, dans la mesure où nous savons l'identifier et la désigner comme différente de la guerre européenne, est caractérisée par des traits qui n'appartiennent qu'à elle. Elle est avant tout évasive, différée et indirecte. Si l'on évoque l'extraordinaire élan et l'aspect impitoyable des campagnes d'Attila, de Gengis Khan et de Tamerlan, ces termes peuvent apparaître comme totalement inappropriés. Mais ces incursions doivent être considérées dans leur contexte. Pendant les trois mille ans durant lesquels les peuples cavaliers ont été les principaux moteurs de la guerre, leurs irruptions en Eurasie se sont produites à de larges intervalles de temps, sans régularité ni permanence. Certes, ils ont fait planer pendant ces millénaires une menace constante, mais cette menace elle-même pouvait être contenue, ne serait-ce que par la nature même de sa dynamique. La manière de combattre de ces peuples était bien, en effet, évasive, différée et indirecte. Le guerrier à cheval choisissait de combattre à distance, utilisait des projectiles plutôt que des armes tranchantes, se retirait quand il se heurtait à une opposition déterminée et comptait sur l'usure pour vaincre son ennemi plutôt que sur un affrontement armé unique.

Pour cette raison, il était généralement possible de faire échec à ce type d'attaques au moyen de défenses fixes construites autour des espaces où régnaient ces cavaliers. Sortis de ces espaces, ils avaient du mal à trouver de quoi nourrir leurs grands troupeaux de chevaux et si, de surcroît, leurs mouvements étaient gênés par des obstacles – telles la Grande Muraille de Chine ou la *cherta* russe –, ils pouvaient même se trouver dans l'impossibilité de lancer leurs raids. Certains peuples cavaliers guerriers réussirent néanmoins à pénétrer dans des pays sédentarisés et à y établir de manière permanente leur souveraineté. On peut ainsi citer les Moghols en Inde et les Turcs ottomans qui, avec les Mamelouks, exercèrent à différentes époques un vrai pouvoir dans les pays arabes. Cependant ces

conquérants eux-mêmes ne réussirent pas à transformer l'élan qui les avait poussés hors de la steppe en un art de gouverner suffisamment créatif et constructif. Ils demeurèrent attachés à la civilisation du campement, du cheval et de l'arc, continuant à vivre comme des chefs nomades alors même qu'ils demeuraient dans les luxueux palais des capitales qu'ils avaient renversées. Lorsqu'ils durent affronter des puissances nouvelles qui, elles, s'étaient adaptées au réel changement technologique survenu dans l'art de la guerre, leur conservatisme culturel les empêcha de relever le défi efficacement et, en fin de compte, ils disparurent.

Paradoxalement, l'Orient développa dans la guerre une dimension qui l'investit d'un dessein formidable, bien que limitatif, et dont l'Occident ne prit connaissance que plus tard. Il s'agit d'une dimension idéologique et intellectuelle. Longtemps avant qu'une société occidentale quelconque n'en arrive à une philosophie de la guerre, les Chinois en avaient déjà formulé une. L'idéal confucéen de rationalité, de continuité et de maintien des institutions les conduisit à chercher les moyens de subordonner l'élan guerrier aux contraintes de la loi et de la coutume. Cet idéal ne put toujours être atteint ni soutenu à cause de désordres intérieurs ou d'invasions venues de la steppe, les secondes le plus souvent à l'origine des premiers. Toutefois, le trait le plus persistant de la vie militaire chinoise était sa modération, dans le dessein de préserver la culture plutôt que de servir les impératifs de conquérants étrangers ou d'une révolution intérieure. On doit ranger parmi les réalisations les plus remarquables de la Chine le fait d'avoir réussi à siniser les envahisseurs de la steppe et à soumettre leurs pulsions destructrices aux valeurs essentielles de la civilisation.

L'autre civilisation dominante de l'Asie, celle de l'islam, mit aussi un frein à la guerre. Ce n'est pourtant pas l'idée que l'on s'en fait. Au contraire, on considère en général l'islam comme une religion de conquête et l'un de ses dogmes les plus connus est l'obligation de la guerre sainte contre les infidèles. Mais, en dehors de la communauté musulmane, on connaît généralement mal l'histoire des conquêtes islamiques et encore moins la doctrine exacte de la guerre sainte. Le temps des conquêtes fut relativement court et ce n'est pas seulement la résistance ennemie qui y mit fin mais aussi des divisions internes entre musulmans au sujet de la moralité de la guerre. Déchirés par ces querelles doctrinales, leur religion leur interdisait cependant de se combattre les uns les autres. Ils trouvèrent comme solution de confier le rôle de guerriers à une classe spécialisée et

soumise, recrutée à cet effet, libérant ainsi la plus grande part des obligations militaires pour permettre aux plus pieux de développer dans leur vie personnelle l'aspect « le plus grand », et non « le moins grand », de l'obligation de la guerre sainte : « La guerre contre soi-même. » Les spécialistes choisis par l'islam pour combattre en leur nom étant principalement recrutés dans la steppe parmi les peuples cavaliers, ceux-ci refusèrent d'adapter leur culture militaire aux circonstances modernes, même lorsque le monopole des armes qu'ils détenaient les conduisit au pouvoir. Ainsi la guerre islamique finit-elle par devenir presque aussi restreinte qu'elle l'était dans la civilisation chinoise. Sur le plan culturel, les effets en furent largement bénéfiques. Mais lorsque cette culture se trouva confrontée de plein fouet à une autre qui ne respectait aucune des limitations imposées par la tradition orientale, elle succomba devant une cruauté qu'elle n'était pas préparée à affronter ni même à mobiliser pour sa propre défense.

Cette autre culture était celle de l'Occident. Elle comportait trois éléments : l'un venait d'elle-même, le deuxième était emprunté à l'Orient et le troisième découlait de sa capacité d'adaptation et de ses expériences. Ces trois éléments sont respectivement d'ordre moral, intellectuel et technologique. L'élément moral lui vient des Grecs de l'époque classique. Ce sont eux qui, au début du v^{e} siècle avant J.-C., se sont écartés des contraintes de la guerre primitive pour adopter la pratique du combat face à face jusqu'à ce que mort s'ensuive. Cette attitude, réservée au début exclusivement aux Grecs, choqua profondément tous ceux de l'extérieur qui s'y trouvèrent exposés. L'histoire de la guerre entre Alexandre le Grand et les Perses, un empire qui pratiquait à la fois le rituel primitif et la tactique d'esquive des peuples cavaliers, est une histoire réelle, telle que nous la raconte Arrien, et un paradigme de différence culturelle. L'empereur Darius incarne une figure véritablement tragique, car la civilisation qu'il représentait n'était absolument pas préparée à affronter des ennemis qui ne pouvaient être achetés et avec lesquels il était impossible de traiter après qu'ils avaient obtenu un avantage. Ces ennemis cherchaient toujours l'affrontement décisif et combattaient alors comme si le résultat de la bataille primait toute autre considération, y compris celle de leur propre survie. La mort de Darius, tué par ceux-là mêmes qui l'entouraient et espéraient qu'en trouvant sa dépouille Alexandre épargnerait leurs propres vies, résume parfaitement la faille culturelle qui sépare dans ces deux

éthiques guerrières un comportement opportuniste et une tradition d'honneur.

L'éthique d'une lutte à mort – elle s'incarna plutôt dans l'infanterie que dans la cavalerie – se transmit des Grecs aux Romains par l'intermédiaire des colons grecs présents en Italie du Sud. On ne sait pas, et on ne saura sans doute jamais, comment elle passa ensuite aux peuples germaniques contre lesquels Rome livra ses dernières batailles et par lesquels elle fut finalement défaite. Mais il ne fait aucun doute que les envahisseurs germaniques livraient eux aussi des combats de front, car ils n'auraient jamais réussi sans cela à vaincre les armées romaines, tout affaiblies qu'elles fussent durant le dernier siècle de l'histoire de l'empire d'Occident. Les royaumes germaniques qui lui succédèrent combinèrent le combat face à face et la guerre à cheval, de sorte que le chevalier occidental, à la différence du nomade de la steppe, chargeait l'ennemi au lieu de pratiquer des escarmouches à distance. Lors des croisades en Terre sainte, ils combattirent ainsi les Arabes et les Mamelouks, souvent sans succès. Charger un ennemi qui ne voyait aucun déshonneur à fuir ne pouvait en effet guère donner de résultats. Cependant, le conflit entre musulmans et chrétiens au Moyen-Orient aboutit à un échange culturel d'une grande portée : il résolut le dilemme des chrétiens – la guerre est-elle ou non morale ? – en leur transmettant l'éthique de la guerre sainte qui, par la suite, chargea la culture militaire occidentale d'une dimension idéologique et intellectuelle qui lui avait fait défaut jusque-là.

La combinaison de la tactique du combat de front – où l'on retrouve l'éthique de l'honneur personnel – avec la dimension idéologique n'avait plus besoin que d'un élément technologique supplémentaire pour produire la guerre totale, à la manière occidentale. C'est ce qui se produisit quand la révolution apportée par la poudre à canon traça son sillage et que les armes à feu furent perfectionnées, évolution achevée au XVIII^{e} siècle. Pourquoi la culture occidentale a-t-elle été à ce point ouverte aux changements technologiques alors que l'Asie s'y refusait (ainsi que les cultures primitives, de par leur propre nature), voilà une question à laquelle nous ne répondrons pas ici. Mais nous pouvons admettre qu'un des principaux facteurs ayant empêché la culture asiatique d'accéder à une telle évolution est son adhésion à une conception contraignante de la guerre ; ses élites continuaient d'utiliser exclusivement des armes traditionnelles même si celles-ci se trouvaient démodées par rapport aux armes adverses, ce qui

constituait une forme parfaitement rationnelle de contrôle de l'armement. En abandonnant ce contrôle, le monde occidental s'engagea dans une voie différente qui aboutit à la définition que Clausewitz donnait de la guerre : une continuation de la politique qu'il considérait comme intellectuelle et idéologique, un face-à-face avec les instruments de la révolution technologique occidentale et qui devait aller de soi.

La manière occidentale de concevoir la guerre allait l'emporter au long des années qui suivirent la mort de Clausewitz. Durant le XIX^e^ siècle, tous les peuples asiatiques, à l'exception des Chinois, des Japonais, des Thaïs et des sujets de l'Empire ottoman, y furent soumis. Les populations primitives d'Amérique, d'Afrique et du Pacifique n'avaient aucune chance de s'y opposer. Seuls quelques peuples de régions isolées ou inaccessibles (Tibet, Népal, Ethiopie) s'avérèrent trop difficiles à placer sous la domination d'un empire, bien que tous aient eu à connaître des invasions occidentales. Pendant la première moitié du XX^e^ siècle, la Chine elle-même succomba sous la pression des Japonais occidentalisés et les armées occidentales occupèrent la plus grande partie des territoires ottomans. Seuls les Turcs de la Turquie proprement dite, un peuple de guerriers endurcis, intelligents et pleins de ressources qui avait tant appris à ses ennemis sur le plan militaire – bien que l'arc composite et le cheval ne soient plus des instruments de combat aussi satisfaisants qu'autrefois –, demeurèrent indomptés et constituaient vers le milieu de ce siècle une nation indépendante.

Mais le triomphe de la guerre occidentale se révéla illusoire. Certes, elle s'était révélée irrésistible contre d'autres cultures militaires. Mais, appliquée à elle-même, elle n'apporta que désastres et menace de catastrophe. La Première Guerre mondiale, qui se déroula presque exclusivement entre Etats européens, mit fin à la domination du monde par l'Europe et, par les souffrances qu'elle infligea aux populations qui y prirent part, elle altéra ce qu'il y avait de meilleur dans leurs civilisations – l'espoir et le libéralisme politique – pour confier aux militaristes et aux totalitaires le soin de préparer l'avenir. Un avenir qui déboucha sur la Seconde Guerre mondiale, laquelle acheva la ruine que la Première avait commencée. Il apporta aussi le développement des armes nucléaires, culmination logique d'une évolution technologique caractérisant la guerre occidentale et ultime réfutation de la proposition selon laquelle la guerre est, ou pourrait être, une continuation de la politique par d'autres moyens.

La politique doit continuer, mais pas la guerre. Cela ne veut pas dire que le rôle du soldat est terminé. Le monde a plus que jamais besoin de guerriers habiles et disciplinés, prêts à se mettre au service de la communauté. De tels guerriers peuvent être considérés à juste titre comme les protecteurs de la civilisation et non comme ses ennemis. Mais leur manière de combattre – contre les racismes, les seigneurs de guerre locaux, les idéologies inflexibles, les pillards et le crime international organisé – ne peut s'inspirer exclusivement du modèle occidental. Ceux qui sont destinés à l'avenir à construire la paix et à veiller sur elle ont beaucoup à apprendre d'autres cultures militaires, pas seulement issues de l'Orient mais aussi des peuples primitifs. Il y a de la sagesse dans les principes de restriction intellectuelle et même dans les rituels symboliques qui méritent d'être redécouverts. Il y a une sagesse encore plus grande à nier que la politique et la guerre appartiennent au même *continuum*. Si nous ne le faisons pas, notre avenir, comme celui des habitants de l'île de Pâques, pourrait ne plus appartenir qu'à des hommes aux mains tachées de sang.

Remerciements

Le monde a connu de grands changements depuis que j'ai commencé l'écriture de ce livre en 1989, et il convient de les mentionner. La guerre froide est terminée. Un conflit air-terre, bref mais dramatique, s'est déroulé dans le golfe Persique. Une cruelle et opiniâtre guerre civile a déchiré l'ex-Yougoslavie. Plusieurs des thèmes abordés dans ce livre se sont révélés particulièrement actuels – à mes yeux, en tout cas – durant ces deux derniers conflits.

Pendant la guerre du Golfe, les forces de la coalition ont infligé une défaite « clausewitzienne » aux troupes de Saddam Hussein. Mais, recourant à une rhétorique islamique courante, ce dernier nia la réalité intrinsèque de cette défaite – quelles que fussent les pertes subies – et priva la victoire des alliés de sa dimension politique clausewitzienne. Le maintien de Saddam au pouvoir, apparemment toléré par les vainqueurs eux-mêmes, est un exemple frappant de l'inutilité du mode de guerre occidental lorsque celui-ci est confronté à un adversaire refusant d'en reconnaître les implications culturelles. La guerre du Golfe peut être globalement regardée comme le choc de deux cultures militaires très différentes, chacune profondément implantée historiquement et excluant toute réduction théorique.

Les horreurs de la guerre en Yougoslavie, aussi incompréhensibles et révoltantes qu'elles paraissent aux yeux du monde civilisé, défient toute explication si l'on se place d'un point de vue militaire conventionnel. Les haines locales qu'elles révèlent nous sont étrangères, sauf au regard des anthropologues pour lesquels la guerre des populations primitives ou marginales sont des objets d'étude. Nombre d'entre eux nient le fait qu'il existe une « guerre primitive ». Les lecteurs avertis de la presse, à jamais marqués par ce qu'ils apprennent sur l'« épuration ethnique », les mauvais

traitements systématiques infligés aux femmes, le goût de la vengeance, les massacres, l'évacuation et la désertification des territoires, ne manqueront pas d'être frappés par les parallèles entre ces événements et les comportements des peuples précivilisationnels décrits dans cet ouvrage.

Je remercie tout particulièrement le professeur Neil Whitehead pour m'avoir guidé parmi les différents ouvrages traitant de l'anthropologie de la guerre. Les erreurs d'interprétation ou de compréhension me sont donc strictement imputables. Les soldats de métier et les historiens militaires auxquels je dois toute ma reconnaissance pour m'avoir aidé à retracer une image cohérente des diverses formes de guerre dans le monde sont trop nombreux pour que je les mentionne tous. Tous ne désirent peut-être pas se retrouver associés aux conclusions très personnelles auxquelles je suis parvenu. J'aimerais néanmoins citer mon directeur d'études A. B. Rodger, qui fut le premier à m'enseigner l'histoire militaire, ainsi que le général Peter Young, DSO (Distinguished Service Order), MC (Military Cross), chef du Département d'histoire militaire de l'Académie royale de Sandhurst où j'enseignai pour la première fois cette matière, et le Dr Christopher Duffy, mon collègue de Sandhurst, dont la profonde connaissance de l'histoire militaire des Habsbourg et des Ottomans attira pour la première fois mon attention sur le fait que la guerre est un acte culturel.

Ma profonde gratitude va à Elizabeth Sifton, mon éditeur américain, pour son travail sur mon manuscrit, à mon éditeur anglais Anthony Whittome pour le soin méticuleux qu'il apporta à sa préparation, Frances Banks qui dactylographia mon indéchiffrable écriture et, comme toujours, mon agent littéraire Anthony Sheil, un ami de trente ans.

Je désire aussi remercier tout particulièrement Andrew Orgill et son équipe de la Central Library de l'Académie royale de Sandhurst, l'une des plus grandes bibliothèques militaires du monde, à laquelle j'ai la chance d'avoir accès, ainsi que le personnel de la bibliothèque du ministère de la Défense et de la London Library.

Je veux exprimer également mes remerciements à plusieurs de mes amis du *Daily Telegraph*, tels que Conrad Black, Max Hastings, Tom Pride, Nigel Wade (qui organisa mon voyage dans le Golfe, en novembre 1990, et en Yougoslavie dans l'intervalle qui sépara les guerres croates et bosniaques), Peter Almond, Robert Fox, Bill Deedes, Jeremy Deedes, Christopher Hudson, Simon Scott-Plummer, John Coldstream, Miriam Gross, Nigel Horne, Nick Garland, Mark Law, Charles Moore, Trevor

Grove, Hugh Montgomery-Massingberd, Andrew Hutchinson et Louisa Bull.

Mon frère Francis, qui s'intéressa tout particulièrement à l'histoire de notre famille maternelle, les Bridgmans of Toomdeely, a établi sa relation généalogique avec plusieurs soldats venus d'Irlande pour combattre aux côtés de la France sous Louis XV. L'un d'eux, Winter Bridgman, incarne le portrait-type de l'officier de métier et symbolise parfaitement les thèmes abordés dans le présent ouvrage. C'est pourquoi j'ai choisi de lui dédicacer ce livre. Je suis profondément reconnaissant à Francis pour l'étendue de son travail. Enfin, j'adresse mes remerciements à mes amis de Kilmington, et particulièrement Honor Medlam, Michael et Nesta Gray, Don et Marjorie Davis, et renouvelle tout mon amour à mes enfants et mes beaux-enfants Lucy et Brooks Newmark, Thomas, Rose, Matthew et Mary, et à ma chère épouse Susanne.

Kilmington Manor, 9 juin 1993.

Notes

Anatomie de la bataille

1. « De quelque ancien malheur distant »

1. « Qui me dira ce qu'elle chante ? Peut-être les couplets plaintifs / De quelque ancien malheur distant / Et de batailles de jadis. » Wordsworth, *La Moissonneuse solitaire*.

2. On y reviendra parfois : le livre de John Keegan date de 1976. A la date de sa rédaction, le régime autoritaire portugais, qui s'accrochait à ses dernières possessions africaines, vient d'être renversé par la révolution des Œillets, menée, d'ailleurs, par de jeunes officiers de l'armée. En Irlande du Nord également, la situation s'est considérablement apaisée, même si l'Ulster connaît encore occasionnellement des flambées de violence – sans commune mesure toutefois avec ce qui se passait dans les années 1970. (*N.d.T.*)

3. La référence est nécessairement étrangère à John Keegan, mais ce que les Français ont appelé la « bataille d'Alger » n'a été, en fait, qu'une vaste opération de police. Pour le reste, l'armée française n'a pas livré de bataille en Algérie mais, selon la terminologie d'alors, effectué des « opérations de pacification ». (*N.d.T.*)

4. En français dans le texte.

5. Le contraste est révélateur entre le côté empesé du langage des historiens officiels et ce que le Dr Anthony Storr nous dit de celui des étudiants : « Les mots qui désignent l'effort intellectuel sont marqués d'agressivité, nous *attaquons* les problèmes, nous les *saisissons à bras-le-corps*, nous *dominons* un sujet, quand nous nous sommes *battus* avec lui pour *maîtriser* ses difficultés. Nous *aiguisons* notre attention, dans l'espoir que notre esprit saura rester *pointu* pour *disséquer* davantage la question sous tous ses aspects. » (*Human Agression*, Allen Lane, The Penguin Press, 1968). Le Dr Storr serait mieux qualifié que moi, sans doute, pour expliquer la réticence des militaires à appeler un chat un chat.

6. Le concept développé par Burne consiste, grossièrement, à partir du principe selon lequel, en cas de doute sur la démarche suivie par un général médiéval, la probabilité la plus forte est qu'il a pris la même décision que celle qu'aurait prise un officier actuel au vu des circonstances, du terrain, etc. (*N.d.T.*)

7. Grand analyste de la géostratégie, ses écrits inspirèrent à Stanley Kubrick le film *Docteur Folamour*. (*N.d.T.*)

8. *Les Guerres décisives dans l'Histoire*, 1932, Payot.

9. *Les Batailles décisives du monde occidental* (3 vol.), présentation de Gérard Chaliand, Berger-Levrault, 1981 ; 1982.

10. C'est-à-dire, centurion de la première centurie de sa légion, le poste le plus élevé dans la hiérarchie des centurions. (*N.d.T.*)

11. *Etudes sur le combat*, Champ libre, 1978.

12. La bataille des Ardennes présente en effet un cas d'étude intéressant. Le haut commandement américain n'a pas saisi les signes avant-coureurs de l'offensive allemande et, dans les premiers temps, la bataille est livrée à un très petit échelon par des soldats américains agissant comme ils le peuvent et sans réelle coordination, avant que, peu à peu, les actions ne commencent à être concertées par les officiers supérieurs. (*N.d.T.*)

2. Azincourt, 25 octobre 1415

1. En fait, après construction, ils n'auraient même pas pu repasser derrière !

2. Les chevaux étaient probablement de solides chevaux de chasse, non des animaux de trait, comme on le croit souvent, et le poids qu'ils devaient porter était d'environ cent vingt-cinq kilos (soixante-quinze pour le cavalier, trente pour l'armure, vingt pour la selle et les accessoires).

3. Peu après, les archers anglais mesurant le désordre qui s'est emparé de l'ennemi, et *filant vers le lieu que quittaient les fugitifs* (italiques de l'auteur), tuent et mettent à genoux les Français. Nicolas Harris, *The History of The Battle of Agincourt*, 1833, p. 268.

4. On peut même imaginer que la vue de cette tuerie par les archers provoque une contre-attaque française sur les flancs ; ou bien au contraire que cette bataille d'Azincourt ne leur paraît décidément pas assez glorieuse. Il n'y a aucun prestige à tomber sous les coups des archers.

5. Ces raisons semblent tenir, d'une part au manque de commandement général dans les troupes françaises et, d'autre part, à la difficulté de voir ce qui se passe depuis la troisième ligne, placée à cinq cents mètres environ de la zone des combats.

3. Waterloo, 18 juin 1815

1. Précision sémantique : l'artillerie, à pied comme à cheval, est pourvue d'attelages de chevaux. La seule différence est que les servants de l'artillerie à cheval se déplacent *sur* les chevaux de l'attelage, les servants de l'artillerie à pied cheminent à pied *à côté* des attelages. Les premiers se déplacent donc plus vite que les seconds, mais sont équipés de pièces plus légères, afin que le fardeau des chevaux soit moins important. (*N.d.T.*)

2. A l'exception de l'infanterie de la Garde et de quelques régiments d'infanterie légère, les régiments britanniques n'alignent généralement qu'un seul bataillon en campagne. (*N.d.T.*)

4. La Somme, 1er juillet 1916

1. En alphabet radio de l'armée britannique de la Première Guerre mondiale, « TOC » est l'indicatif de la lettre « T » (pour « Talbot ») et la lettre « H » n'a pas de code. (*N.d.T.*)

2. En 1916, la chose n'est pas rare dans les lignes françaises et s'explique moins par une certaine nonchalance que par le fait que la guerre se déroule sur le sol français et que s'y enterrer, comme le font les Allemands et les Britanniques, revient à admettre qu'elle va continuer de s'y dérouler longtemps. Une idée difficile à accepter pour l'état-major français comme pour de nombreux soldats. (*N.d.T.*)

3. R.C. Sheriff, auteur de *La Fin du voyage*, décrit sa première tentative pour devenir officier en août 1914 de la manière suivante : « "Ton école ?" demanda-t-il. Je lui en dis le nom et son visage plongea vers une liste imprimée. "Je suis désolé, dit-il, mais j'ai bien peur que ce ne soit pas une Public School." Je me sentis accablé. Je lui dis que mon école, bien que petite, était une vieille et excellente école, fondée par la reine Elisabeth en 1567. L'adjudant-major n'en fut pas impressionné. J'avais perdu tout intérêt à ses yeux. "Désolé, répéta-t-il, mais nos instructions stipulent que tous les candidats à l'encadrement doivent sortir d'une Public School reconnue, et la tienne ne figure pas sur la liste." Et c'était la vérité. Devenir un officier après cela n'a pas été facile. Je n'ai dû ma promotion qu'au fait que les effectifs en officiers avaient baissé à cause des pertes incroyables survenues en France, alors les autorités finirent par jeter les yeux sur des jeunes gens qui n'étaient pas sortis du cercle des privilégiés. »

4. « Quelle leçon de lire les réflexions de ces hommes, souvent aussi sensibles et raffinées que s'ils avaient eu le bénéfice d'une éducation ou d'une naissance aisées, alors qu'ils vivent au contraire dans des conditions bien pires que les miennes ! » Lettre du lieutenant Stephen Howett, *Warwickshire Regiment* (Downside and Balliol College, Oxford), écrite après examen pour censure des lettres de ses hommes.

5. On attribue au général Aymer Hunter-Weston, commandant le 8e corps britannique, cette phrase terrible : « Les pertes ? Pourquoi diable voudriez-vous que je me soucie des pertes ? » (*N.d.T.*)

6. Martin Middlebrook, *The First Day of the Somme*, Allen Lane, 1971.

7. Robert Scott est mort en 1912 après avoir tenté, en compagnie d'un petit groupe d'hommes, d'être le premier à atteindre le pôle Sud. Arrivé sur place, il découvre qu'Amundsen l'a devancé de quelques jours. Scott et ses compagnons mourront de froid sur le chemin du retour. Leurs corps seront découverts six mois plus tard par une nouvelle expédition. (*N.d.T.*)

8. Gerald Brenan, *Life of One's Own*, Eyre et Spottiswoode, 1962.

9. L'automutilation (malgré les peines encourues) a-t-elle été favorisée par le développement de la médecine du champ de bataille ? On rapporte que les serfs du XIX^e^ siècle, en Russie, afin d'éviter la conscription, se cassaient les dents de devant qui servaient aux soldats de l'époque pour ouvrir les cartouches au combat. Mais je n'ai pas pu trouver de cas d'automutilation avant l'invention des antiseptiques. La médecine moderne a fait d'une blessure au combat ou par accident sur le champ de bataille (cinq pour cent des cas entre 1914 et 1918) un moyen commode d'échapper à l'obligation de combattre. Maurice Bowra écrit : « Une blessure confortable représentait un coup de pouce divin très apprécié. » Quant à Hanbury-Sparrow il disait de ses soldats : « Une blessure même légère et ils étaient tout de suite prêts à se dispenser de combattre. » Et F.W.A. Turner raconte : « Quand le coup de sifflet intervint ce 1^er^ juillet, le premier homme à mes côtés se trouvait être un Américain, le soldat Martin. Quand nous avons quitté la tranchée il a été touché au poignet. Il est redescendu tout de suite en disant : "Ça y est, j'ai ma blessure, c'est terminé pour moi." »

10. Citation extraite de Royal Welch Fusiliers, *The War The Infantry Knew*, P. S. King, 1938.

11. Ce livre est sorti avant la publication de l'ouvrage de Paul Fussell, *The Great War and Modern Memory* (Oxford University Press, 1975), qui est tout particulièrement consacré à l'expérience britannique sur le front de l'Ouest et aux biais littéraires par lesquels cette expérience a été transmise et mythologisée. Les lecteurs français connaissent Paul Fussell : il fait partie des témoins interrogés par Ken Burns dans son splendide documentaire, *The War*.

5. Les batailles de demain

1. Le point central de l'attaque. (*N.d.T.*)

2. « Parfois, écrit ailleurs le général von Mellenthin, les Russes donnaient de la vodka à leurs bataillons d'assaut, et la nuit qui précédait l'attaque nous les entendions rugir de l'autre côté comme des démons. »

3. Les éléments dont nous disposons, et qui proviennent d'études menées pendant la Seconde Guerre mondiale, tendent à prouver que les combats sont plus violents quand ils opposent des soldats de groupes ethniques étrangers que dans le cas de combattants du même groupe. Parmi les soldats américains mis en présence de prisonniers japonais, presque la majorité des réponses à l'enquête précisaient qu'ils avaient envie de les tuer. Mais, parmi les Américains mis en présence de prisonniers allemands, plus de la moitié estimaient qu'il « était dommage d'être obligés de les tuer, ils étaient au fond des hommes comme nous ».

4. Les fragments métalliques sont souvent si petits que des blessures fatales peuvent être infligées de manière presque indétectable.

5. Sans oublier les animaux : les grandes batailles de la frontière de l'Est, en France, à l'automne et durant l'hiver 1944, ont provoqué une migration vers l'ouest de la majorité de la faune. Le sanglier, qu'on n'avait pas vu en vallée de Seine depuis le XIX^e^ siècle, est redevenu abondant dans ce secteur au cours des années 1950.

6. Extrait de S. L. A. Marshall, *Men Against Fire*, William Morrow, 1947.

7. L'ouvrage, en langue anglaise, est paru en 1976, ce qui explique les références qui vont suivre sur l'Europe et le monde avant la chute du mur de Berlin et l'éclatement de l'URSS. (*N.d.T.*)

L'art du commandement

Introduction. L'art du commandement avant l'âge héroïque

1. *Competition for scarce resources*. *(N.d.T.)*

2. Le professeur William McNeil suppose que ces razzias ont pu être suscitées, à l'origine, par la richesse des commerçants venus des régions civilisées pour obtenir des nomades, en échange de leurs marchandises, des métaux ou des animaux qu'on ne trouvait pas chez les sédentaires.

1. Alexandre le Grand : l'âge héroïque du commandement militaire

1. *Bonny Prince Charlie* : Charles Edouard Stuart, le « jeune prétendant », battu à Culloden en 1746 par les troupes anglaises. *(N.d.T.)*

2. En français dans le texte. *(N.d.T.)*

3. 1,05 mètre. *(N.d.T.)*

4. « La logistique de l'armée macédonienne. »

5. L'auteur écrit : « 327 », ce qui est évidemment impossible, puisque (avant notre ère) la date est postérieure à 335. (*N.d.T.*)

6. Keegan écrit : « *against* the flow of the current » ; mais Arrien : « en veillant constamment à étendre sa formation obliquement, *dans le sens où les entraînait le courant* ». (*N.d.T.*)

2. Wellington, ou l'antihéros

1. En français dans le texte. (*N.d.T.*)

2. 1,70 et 1,77 mètre, respectivement. *(N.d.T.)*

3. D'uniforme. *(N.d.T.)*

4. Environ 1/65 000. *(N.d.T.)*

5. Mais la longue-vue permettait sans doute de calculer avec précision les distances sur le champ de bataille. C'était important, car les unités étaient séparées par des intervalles mathématiques et se déplaçaient à des vitesses connues du commandant en chef. *(N.d.A.)*

6. Environ un demi-litre. *(N.d.T.)*

7. En français dans le texte. (*N.d.T.*)

3. Grant, ou le commandement sans héroïsme

1. Luc, 11 ; 21. *(N.d.T.)*

2. *Free Soil party* : « Sol libre, parole libre, travail libre, hommes libres » était le slogan de ce parti abolitionniste, fondé en 1848. *(N.d.T.)*

3. Le Rocher de Plymouth ; c'est là, dit-on, que les colons du *Mayflower* débarquèrent le 21 décembre 1620. *(N.d.T.)*

4. Fraction extrême du parti démocrate. *(N.d.T.)*

5. Stephen Arnold Douglas (1813-1861), sénateur de l'Illinois. (*N.d.T.*)

6. 56,7 grammes. *(N.d.T.)*

7. Quarante-huit kilomètres. *(N.d.T.)*

8. Le colonel W.H.L.

9. Le colonel W.H.L.

10. Il s'agit, cette fois, du général « Lew » (Lewis) Wallace (1827-1905), l'auteur de *Ben Hur. (N.d.T.)*

4. Le faux héroïsme : Hitler commandant en chef

1. En français dans le texte. *(N.d.T.)*

2. En français dans le texte. *(N.d.T.)*

3. En français dans le texte. *(N.d.T.)*

4. En réalité, Hitler pense les utiliser comme gérants de stations-service, comme « les bureaux de tabac dans la vieille Autriche ». (Hitler, *Libres propos*, vol. I, p. 96, Paris, 1952.) *(N.d.T.)*

Conclusion. L'âge posthéroïque : le commandement dans le monde nucléaire

1. En français dans le texte. *(N.d.T.)*

2. En français dans le texte. *(N.d.T.)*

3. Pendant la Première Guerre mondiale, le haut commandement, sur le front occidental, installait en général son G.Q.G. dans des châteaux, à une certaine distance de la ligne de front.

4. En français dans le texte. *(N.d.T.)*

5. Respectivement, Centre national de commandement militaire, et Centre national de commandement militaire de secours. (*N.d.T.*)

6. Successivement : Poste de commandement national d'urgence aéroporté, Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord, Commandement stratégique de l'armée de l'air, Miroir, Réseau de transmissions d'urgence embarqué sur fusée.

7. Plan opérationnel unique intégré. *(N.d.T.)*

8. *Crise à la Maison Blanche*. *(N.d.T.)*

Histoire de la guerre

1. La guerre dans l'histoire de l'humanité

1. Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Editions de Minuit, 1955, trad. Denise Naville.

2. Luc 7 : 6-8, trad. de la Bible de Jérusalem, Paris, Desclée de Brouwer.

3. Discours à l'académie militaire du Michigan, 19 juin 1879, *in* J. Wintle, *The Dictionary of War Quotations*, Londres, 1989, p. 91.

4. Clausewitz, *La Campagne de 1812 en Russie*, Bruxelles, Complexe, 1987, p. 152-154.

5. R. McNeal, *Tsar and Cossack*, Basingstoke, 1989, p. 5.

6. A. Seaton, *The Horsemen of the Steppes*, Londres, 1985, p. 51.

7. R. Parkinson, *Clausewitz*, Londres, 1970, p. 194.

8. Seaton, *op. cit.*, p. 121.

9. *Ibid.*, p. 154.

10. Eugène Labaume, *Relation circonstanciée de la campagne de Russie en 1812*, Paris, Rey et Gravier, 1816.

11. G. Sansom, *The Western World and Japan*, Londres, 1950, p. 265-266.

12. William St Clair, *That Greece Might Still Be Free*, Londres, 1972, p. 114-115.

13. Maréchal de Saxe, *Mes rêveries*, Amsterdam, 1757, I, p. 86-87.

14. Philippe Contamine, *La Guerre au Moyen Age*, Paris, PUF, 1994.

15. M. Howard, *War in European History*, Oxford, 1976, p. 15.

16. Léon Tolstoï, *Anna Karénine*, Paris, Gallimard, « Folio », 1982.

17. M. Howard, *Clausewitz*, Oxford, 1983, p. 35.

18. P. Paret, *Understanding War*, Princeton, 1992, p. 104.

19. P. Paret, *Clausewitz and the State*, Princeton, 1985, p. 322-324.

20. M. Howard, *op. cit.*, p. 59.

21. Clausewitz, *De la guerre*, *op. cit.*, p. 194.

22. *Ibid.*, p. 688-689.

23. M. Sahlins, *Tribesmen*, New Jersey, 1968, p. 64.

24. S. Engleit, *Islands at the Centre of the World*, New York, 1990, p. 139.

25. M. Wilson et L. Thompson (dir.), *Oxford History of South Africa*, vol. I, Oxford, 1969.

26. K. Otterbein, « The Evolution of Zulu Warfare », *in* B. Oget (dir.), *War and Society in Africa,* 1972.

27. Wilson et Thompson, *op. cit.*, p. 338-339.

28. G. Jefferson, *The Destruction of the Zulu Kingdom*, Londres, 1979, p. 9-10, 12.

29. E. J. Krige, *The Social System of the Zulus*, Pietermaritzburg, 1950, chap. 3, *passim.*

30. Wilson et Thompson, *op. cit.*, p. 345.

31. *Ibid.*, p. 346.

32. En français dans le texte. (N.d.T.)

33. D. Ayalon, « Preliminary Remarks on the Mamluk Institutions in Islam », *in* V. Parry et M. Yapp (dir.), *War, Technology and Society in the Middle East*, Londres, 1975, p. 44.

34. *Ibid.*, p. 44-47.

35. D. Pipes, *Slave Soldiers and Islam*, New Haven, 1981, p. 19.

36. P. Holt, A. Lambton et B. Lewis (dir.), *The Cambridge History of Islam*, Cambridge, 1970, vol. IA, p. 214.

37. H. Rabie, « The Training of the Mamluk Faris », *in* Parry et Yapp, *op. cit.*, p. 153-163.

38. D. Ayalon, *Gunpowder and Firearms in the Mamluk Kingdom*, Londres, 1956, p. 86.

39. En français dans le texte. (N.d.T.)

40. D. Ayalon, *Gunpowder and Firearms, op. cit.*, p. 94-95.

41. En français dans le texte. (N.d.T.)

42. D. Ayalon, *Gunpowder and Firearms, op. cit.*, p. 70.

43. A. Marsot, *Egypt in the Reign of Muhammad Ali*, Cambridge, 1982, p. 60-72.

44. N. Perrin, *Giving up the Gun*, Boston, 1988, p. 19.

45. R. Storry, *A History of Modern Japan*, Londres, 1960, p. 53-54.

46. J. Hale, *Renaissance War Studies*, Londres, 1988, p. 397-398.

47. Sansom, *op. cit.*, p. 192.

48. Storry, *op. cit.*, p. 42.

49. Perrin, *op. cit.*, p. 11-12.

50. L. Berlin, *The Crooked Timber of Humanity*, New York, 1991, p. 51.

51. *Ibid.*, p. 52-53.

52. Clausewitz, *op. cit.*

53. J. Shy, « Jomini », *in* P. Paret, *Makers of Modern Strategy*, Princeton, 1986, p. 181.

54. A. Kenny, *The Logic of Deterrence*, Londres, 1985, p. 15.

55. J. Spence, *The Search of Modern China*, Londres, 1990, p. 395.

56. *Ibid.*, p. 371.

57. B. Jelavich, *History of the Balkans (Twentieth Century)*, Cambridge, 1983, p. 270. F. Deakin, *The Embattled Mountain*, Londres, 1971, p. 55.

58. N. Beloff, *Tito's Flawed Legacy*, Londres, 1985, p. 75.

59. K. McCormick et H. Perry, *Images of War*, Londres, 1991, p. 145, 326, 334.

60. Deakin, *op. cit.*, p. 72.

61. M. Djilas, *Wartime*, New York, 1977, p. 283.

62. Spence, *op. cit.*, p. 405.

63. A. Home, *A Savage War of Peace*, Londres, 1977, p. 64, 537-538.

64. R. Weigley, *The Age of Battles*, Bloomington, 1991, p. 543.

65. J. Mueller, « Changing Attitudes to War. The Impact of the First World War », *British Journal of Political Science*, 21, p. 25-27.

Intermède. Les limitations de la guerre

1. *Mariner's Mirror*, vol. 77, n° 3, p. 217.

2. A. Ferrill, *The Origins of War*, Londres, 1985, p. 86-87.

3. Voir J. Guilmartin, *Gunpowder and Galleys*, Cambridge, 1974, en particulier le chap. 1, pour mieux comprendre pourquoi les galères n'ont pas immédiatement disparu après l'apparition des canons.

4. J. Keegan, *The Price of Admiralty*, Londres, 1988, p. 137.

5. O. Farnes, *War in the Arctic*, Londres, 1991, p. 39.

6. La première bataille d'Andrinople opposa l'empereur romain Constantin et le prétendant Licinius venus respectivement l'un de l'est, l'autre de l'ouest. A Andrinople II, l'une des catastrophes de l'histoire, l'empereur Valens et la dernière grande armée romaine furent écrasés par les Goths qui, fuyant les Huns, avaient envahi l'empire en traversant le Danube. A Andrinople III, en 718, les Bulgares récemment arrivés infligèrent une défaite à l'armée musulmane qui tentait de prendre Constantinople par l'arrière, résultat d'une importance capitale pour l'Europe chrétienne. Les batailles d'Andrinople IV, V et VI furent livrées par les Bulgares, qui s'efforcèrent de prendre Constantinople en 813, 914 et 1003. Andrinople VII, en 1094, opposa un empereur byzantin à un prétendant. A Andrinople VIII, en 1205, les Bulgares mirent en déroute Baudouin, un croisé qui s'était adjugé le titre d'empereur de Byzance, et le doge Dandolo. Andrinople IX (1224) se termina par la victoire de l'empereur byzantin, rétabli sur son trône, sur les Bulgares. Andrinople X (1255) fut une lutte interne entre Byzantins. Andrinople XI (1355) s'acheva par la victoire des Byzantins sur les Serbes qui étaient devenus depuis peu une puissance militaire des Balkans. Andrinople XII (1365) marqua une étape victorieuse dans l'avance turque en Europe à partir de l'Asie Mineure. Après la consolidation de la puissance turque, il n'y eut plus d'autres combats jusqu'en 1829 lorsque, à Andrinople XIII, une armée russe enleva la ville aux Turcs. Au cours des deux dernières batailles, en 1913, les Turcs ottomans perdirent d'abord puis regagnèrent Andrinople sur les Serbes et les Bulgares. Voir « Andrinople » dans l'index de R. & T. Dupuy, *The Encyclopedia of Military History*, Londres, 1986.

7. J. P. Pallud, *Blitzkrieg in the West*, Londres, 1991, p. 347.

8. J. Keegan, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 1990.

9. *Punch*, 1853, cité *in* T. Royle, *A Dictionary of Military Quotations*, Londres, 1990, p. 123.

10. *The Times Atlas*, Londres, 1977, planche 5.

11. I. Berlin, *Karl Marx*, Oxford, 1978, p. 179.

12. A. Van der Heyden et H. Scullard, *The Atlas of the Classical World*, Londres, 1959, p. 127, et C. Duffy, *Siege Warfare*, Londres, 1979, p. 204-207, p. 232-237.

13. N. Nicolson, *Alex*, Londres, 1973, p. 10.

14. Voir A. Fraser, *Boadicea's Chariot*, Londres, 1988.

2. La pierre

1. J. Groebel et R. Hinde (dir.), *Aggression and War*, Cambridge, 1989, p. XIII-XVI.

2. A. J. Herbert, « The Physiology of Aggression », in *ibid.*, p. 67.

3. *Ibid.*, p. 68-69.

4. R. Dawkins, *The Selfish Gene*, Oxford, 1989.

5. A. Manning, *in* Groebel et Hinde, *op. cit.*, p. 52-55.

6. Groebel et Hinde, *op. cit.*, p. 5.

7. A. Manning, *in* Groebel et Hinde, *op. cit.*, p. 51.

8. R. Clark, *Freud*, Londres, 1980, p. 486.

9. K. Lorenz, *De l'agression*, Paris, Flammarion, 1977.

10. R. Ardrey, *The Territorial Imperative*, Londres, 1967.

11. L. Tiger, *Men in Groups*, Londres, 1969.

12. M. Harris, *The Rise of Anthropological Theory*, Londres, 1968, p. 17-18.

13. D. Freeman, *Margaret Mead and Samoa*, Cambridge, Mass., 1983, p. 13-17.

14. *Ibid.*, chap. 3.

15. Harris, *op. cit.*, p. 406.

16. A. Kuper, *Anthropologists and Anthropology*, Londres, 1973, p. 18.

17. *Ibid.*, p. 207-211.

18. A. Mockler, *Haile Selassie's War*, Oxford, 1984, p. 219.

19. En français dans le texte. (N.d.T.)

20. A. Stahlberg, *Bounden Duty*, Londres, 1990, p. 72.

21. H. Turney-High, *Primitive War : Its Practice and Concepts* (2e éd.), Columbia, SC, 1971, p. 5.

22. *Ibid.*

23. *Ibid.*, p. 55.

24. *Ibid.*, p. 142.

25. *Ibid.*, p. 14.

26. *Ibid.*, p. 253.

27. *Ibid.*, p. V.

28. R. Ferguson (dir.), *Warfare, Culture and Environment*, Orlando, 1984, p. 8.

29. M. Mead, « Warfare is Only an Invention », *in* L. Bramson et G. Goethals, *War : Studies from Psychology, Sociology, Anthropology*, New York, 1964, p. 269-274.

30. R. Duson-Hudson, in *Human Intra-specific Conflict : an Evolutionary Perspective*, Guggenheim Institute, New York, 1986.

31. Ferguson, *op. cit.*, p. 6, 26.

32. Chiffre de 2003 (N.d.T.)

33. M. Fried, M. Harris et R. Murphy (dir.), *War : The Anthropology of Armed Conflict and Aggression*, New York, 1967, p. 132.

34. *Ibid.*, p. 133.

35. *Ibid.*, p. 128.

36. *US News and World Report*, 11 avril 1988, p. 59.

37. W. Divale, *War in Primitive Society*, Santa Barbara, 1973, p. XVI.

38. A. Vayda, *War in Ecological Perspective*, New York, 1976, p. 9-42.

39. *Ibid.*, p. 15-16.

40. *Ibid.*, p. 16-17.

41. J. Haas (dir.), *The Anthropology of War*, Cambridge, 1990, p. 172.

42. P. Blau et W. Scott, *Formal and Informal Organisations*, San Francisco, 1962, p. 30-32.

43. M. Fried, *Transactions of New York Academy of Sciences*, Series 2, 28, 1966, p. 529-545.

44. J. Middleton et D. Tait, *Tribes Without Rulers*, Londres, 1958, p. 1-31.

45. R. Cohen, « Warfare and State Formation », *in* Ferguson, *op. cit.*, p. 333-334.

46. P. Kirch, *The Evolution of the Polynesian Chiefdoms*, Cambridge, 1984, p. 147-148.

47. *Ibid.*, p. 81.

48. *Ibid.*, p. 166-167.

49. Vayda, *op. cit.*, p. 115.

50. Kirch, *op. cit.*, p. 209-211.

51. Vayda, *op. cit.*, p. 80.

52. Turney-High, *op. cit.*, p. 193 : « Les Caytes de la côte brésilienne mangèrent tous les survivants des navires échoués. Ils mangèrent ainsi, au cours d'un seul repas, l'évêque de Bahia, deux chanoines, le procureur général du Trésor royal portugais, deux femmes enceintes et plusieurs enfants. »

53. *Ibid.*, p. 189-190.

54. I. Clendinnen, *Aztecs*, Cambridge, 1991, p. 87-88.

55. R. Hassins, « Aztec and Spanish Conquest in Mesoamerica », *in* B. Ferguson et N. Whitehead, *War in the Tribal Zone*, Santa Fe, 1991, p. 85.

56. *Ibid.*, p. 86.

57. Clendinnen, *op. cit.*, p. 78.

58. *Ibid.*, p. 81.

59. *Ibid.*, p. 116.

60. *Ibid.*, p. 93.

61. *Ibid.*, p. 94-95.

62. *Ibid.*, p. 95-96.

63. En français dans le texte. (N.d.T.)

64. Clendinnen, *op. cit.*, p. 25-27.

65. I. Clendinnen, *Ambivalent Conquests, Maya and Spaniard in Yucatuan, 1515-1570*, Cambridge, 1987, p. 144, 148-149.

66. J. Roberts, *The Pelican History of the World*, Londres, 1987, p. 21.

67. *Ibid.*, p. 31.

68. H. Breuil et R. Lantier, *The Men of the Old Stone Age*, Londres, 1965, p. 71.

69. *Ibid.*, p. 69.

70. *Ibid.*, p. 20.

71. *Ibid.*, p. 69.

72. A. Ferrill, *op. cit.*, p. 18.

73. W. Reid, *Arms Through the Ages*, New York, 1976, p. 9-11.

74. Breuil et Lantier, *op. cit.*, p. 72.

75. C. Robarchak, in *Papers Presented to the Guggenheim Foundation Conference on the Anthropology of War*, Santa Fe, 1986 ; voir aussi Robarchak, *in* Haas, *op. cit.*, p. 56-76.

76. H. Obermaier, *La Vida de nuestros antepasados cuaternanos en Europa*, Madrid, 1926.

77. F. Wendorf, *in* F. Wendord (dir.), *The Prehistory of Nubia*, II, Dallas, 1968, p. 959.

78. Ferrill, *op. cit.*, p. 22.

79. M. Hoffman, *Egypt Before the Pharaos*, Londres, 1988, p. 87-89.

80. Roberts, *op. cit.*, p. 51.

81. J. Mellaert, « Early Urban Communities in the Near East, 9000-3400 BC », *in* P. Moorey (dir.), *The Origins of Civilisation*, Oxford, 1979, p. 22-25.

82. H. de la Croix, *Military Considerations in City Planning*, New York, 1972, p. 14.

83. Y. Yadin, *The Art of Warfare in Biblical Lands*, Londres, 1963, p. 34.

84. Mellaert, *op. cit.*, p. 22.

85. B. Kemp, *Ancient Egypt. Anatomy of a Civilisation*, Londres, 1983, p. 269.

86. S. Piggott, « Early Towns in Europe », *in* Moorey, *op. cit.*, p. 3, 44.

87. H. Thomas, *An Unfinished History of the World*, Londres, p. 19, 21.

88. J. Bottero *et al*. (dir.) *The Near East : The Early Civilisations*, Londres, 1967, p. 44.

89. *Ibid.*, p. 6.

90. Roberts, *op. cit.*, p. 131.

91. Hoffman, *op. cit.*, p. 331-332.

92. Kemp, *op. cit.*, p. 168-172.

93. *Ibid.*, p. 223-230.

94. *Ibid.*, p. 227.

95. Yadin, *op. cit.*, p. 192-193.

96. Kemp, *op. cit.*, p. 43, 225.

97. Hoffman, *op. cit.*, p. 116.

98. W. Hayes, « Egypt from the Death of Ammanemes II to Seqenenre II », in *Cambridge Ancient History* (3e éd.), vol. II, part 1, p. 73.

99. Kemp, *op. cit.*, p. 229.

100. La première de ces périodes de transition (2160-1991 avant J.-C.) entre l'Ancien et le Moyen Empire est en général considérée comme une ère de guerre entre des chefs locaux : un texte de cette période (cité par Bottero, *op. cit.*, p. 337) nous dit cependant ceci : « J'ai armé mes recrues et je suis parti au combat […]. J'étais seul avec mes troupes alors qu'ils [les mercenaires de Nubie et d'ailleurs] s'étaient rassemblés contre moi. Je suis revenu triomphant, toute ma ville derrière moi, sans déplorer de pertes » ; ce qui ne tend pas à démontrer que les guerres internes égyptiennes étaient particulièrement rudes.

101. Bottero, *op. cit.*, p. 70-71.

102. W. McNeill, *The Pursuit of Power*, Oxford, 1983, p. 5.

103. J. Laessoe, *People of Ancient Assyria*, Londres, 1963, p. 16.

104. Yadin, *op. cit.*, p. 130.

105. G. Roux, *Ancient Iraq*, New York, 1986, p. 129.

106. P. J. Forbes, *Metallurgy in Antiquity*, Leyde, 1950, p. 321.

107. *Ibid.*, p. 255 et fig. 49.

108. En français dans le texte. (N.d.T.)

109. W. McNeill, *A World History*, New York, 1961, p. 34.

110. R. Gabriel et K. Metz, *From Sumer to Rome*, New York, 1991, p. 9.

Intermède. Les fortifications

1. D. Petite, *Le Balcon de la Côte d'Azur*, Marignan, 1983, *passim.*

2. A. Fox, *Prehistoric Maori Fortifications*, Auckland, 1974, p. 28-29.

3. F. Winter, *Greek Fortifications*, Toronto, 1971.

4. N. Pounds, *The Mediaeval Castles in England and Wales*, Cambridge, 1990, p. 69.

5. S. Johnson, *Roman Fortifications on the Saxon Shore*, Londres, 1977, p. 5.

6. Kemp, *op. cit.*, p. 174-176.

7. S. Piggott, « Early Towns in Europe », *in* Moorey, *op. cit.*, p. 48-49.

8. A. Hogg, *Hill-Forts of Britain*, Londres, 1975, p. 17.

9. Piggott, *op. cit.*, p. 50.

10. W. Watson, *in* Moorey, *op. cit.*, p. 55.

11. S. Johnson, *Late Roman Fortifications*, Londres, 1983, p. 20.

12. E. Luttwak, *The Grand Strategy of the Roman Empire*, Baltimore, 1976, p. 96, 102-104.

13. B. Isaac, *The Limits of Empire*, Oxford, 1990 ; A. Home, *A Savage War of Peace*, Londres, 1987, p. 263-267.

14. Q. Hugues, *Military Architecture*, Londres, 1974, p. 187-190.

15. C. Duffy, *Siege Warfare*, Londres, 1979, p. 204-207.

16. J. Fryer, *The Great Wall of China*, Londres, 1975, p. 104 ; A. Waldron, *The Great Wall of China*, Cambridge, 1992, p. 5-6.

17. O. Lattimore, « Origins of the Great Wall », in *Studies in Frontier History*, Londres, 1962, p. 97-118.

18. J. Needham, *Science and Civilisation in China*, I, Cambridge, 1954, p. 144.

19. S. Johnson, *Late Roman Fortifications*, cartes 25, 44, 46.

20. P. Contamine, *op. cit.*

21. *Ibid.*

22. Pounds, *op. cit.*, p. 19.

23. Winter, *op. cit.*, p. 218-219.

24. Yadin, *op. cit.*, p. 158-9, 393, 409.

25. S. Runciman, *A History of the Crusades*, I, Cambridge, 1951, p. 231-234.

26. Pounds, *op. cit.*, p. 115.

27. Pounds, *op. cit*., p. 213.

3. La chair

1. A. Azzarolli, *An Early History of Horsemanship*, Londres, 1985, p. 5-6.

2. S. Piggott, *The Earliest Wheeled Transport*, Londres, 1983, p. 87.

3. *Ibid.*, p. 39.

4. Azzarolli, *op. cit.*, p. 9.

5. R. Sallares, *The Ecology of the Ancient Greek World*, Londres, 1991, p. 396-397.

6. Piggott, *op. cit.*, p. 64-84.

7. W. McNeill, *The Rose of the West*, Chicago, 1963, p. 103.

8. A. Friendly, *The Dreadful Day*, Londres, 1981, p. 27.

9. Yadin, *op. cit.*, p. 150, 187.

10. J. Guilmartin, *op. cit.*, p. 152 ; P. Klopsteg, *Turkish Archery and the Composite Bow*, Evanstown, 1947.

11. Yadin, *op. cit.*, p. 455.

12. Y. Garlan, *War in the Ancient World*, Londres, 1975, p. 90.

13. O. Lattimore, *op. cit.*, p. 41-44.

14. Piggott, *op. cit.*, p. 103-104.

15. H. Creel, *The Origins of Statecraft in China*, Chicago, 1970, p. 285-286.

16. Guilmartin, *op. cit.*, p. 157.

17. Lattimore, *op. cit.*, p. 53.

18. *Cambridge Ancient History*, vol. II, part 1, Cambridge, 1973, p. 375-376.

19. Laessoe, *op. cit.*, p. 87, 91.

20. *Cambridge Ancient History*, vol. II, part 1, *op. cit*., p. 54-64.

21. J. Gernet, *A History of Ancient Civilisation*, Cambridge, 1982, p. 40-45.

22. H. Saggs, *The Might that was Assyria*, Londres, 1984, p. 197.

23. *Ibid.*, p. 199, 205.

24. *Ibid.*, p. 100.

25. *Ibid.*, p. 101.

26. *Ibid.*, p. 258.

27. Creel, *op. cit.*, p. 258, 265.

28. *Ibid.*, p. 259.

29. *Ibid.*, p. 264, 266.

30. Robert Thurton, « The Prince Consort in Armour », *in* M. Girouard, *The Return of Camelot*, New Haven, 1981 ; Hubert Lanzinger, « Hitler in Armour », *in* P. Adam, *The Arts of the Third Reich*, Londres, 1992.

31. Yadin, *op. cit.*, p. 100-103 ; *Cambridge Ancient History*, vol. II, part 1, p. 444-451.

32. Yadin, *op. cit.*, p. 103-114.

33. *Ibid.*, p. 218-221.

34. McNeill, *The Rise of the West*, p. 15.

35. Saggs, *op. cit.*, p. 169.

36. J. Saunders, *The History of the Mongol Conquests*, Londres, 1991, p. 9-10.

37. *Ibid.*, p. 14 ; Gernet, *op. cit.*, p. 4-5.

38. W. McNeill, *The Human Condition*, Princeton, 1980, p. 47.

39. D. Maenchen-Helfen, *The World of the Huns*, Berkeley, 1973, p. 187.

40. *Ibid.*, p. 267.

41. *Ibid.*, p. 184.

42. *Ibid.*, p. 180.

43. J. Jakobsen et R. Adams, « Salt and Silt in Ancient Mesopotamian Agriculture », *Science*, CXXVIII, 1958, p. 257.

44. L. Kwantem, *Imperial Nomads : A History of Central Asia, 500-1500*, Leicester, 1979 p. 12.

45. A. Jones, *The Later Roman Empire, 284-602*, Oxford, 1962, p. 157.

46. J. Bury, *A History of the Later Roman Empire*, 1927, I, p. 300, n. 3.

47. R. Lindner, « Nomadism, Horses and Huns », *Past and Present*, 92 (1981), p. 1-19.

48. J. Lucas, *Fighting Troops of the Austro-Hungarian Army*, New York, 1987, p. 149.

49. Marquess of Anglesey, *A History of British Cavalry*, IV, Londres, 1986, p. 297.

50. Maenchen-Helfen, *op. cit.*, p. 152-153.

51. P. Ratchnevsky, *Gengis Khan*, Oxford, 1991, p. 155.

52. Kwantem, *op. cit.*, p. 21 ; les Hephtalites semblent avoir parlé le tocharien, une langue morte indo-européenne.

53. Saunders, *op. cit.*, p. 27.

54. *Ibid.*

55. J. Keegan, *L'Art du commandement*, Paris, Perrin, 1991 ; et p. 321 de ce volume.

56. Ferrill, *op. cit.*, p. 70.

57. A. Hourani, *A History of the Arab Peoples*, Londres, 1991, p. 19.

58. Le Coran, 9, 125.

59. P. M. Holt *et al.*, *Cambridge History of Islam*, vol. IA, Cambridge, 1977, p. 87-92.

60. *Ibid.*, p. 42.

61. Sallares, *op. cit.*, p. 27.

62. D. Hill, « The Role of the Camel and the Horse in the Early Arab Conquests », *in* Parry et Yapp, *op. cit.*, p. 36.

63. *Ibid.*, p. 57-58.

64. *Cambridge History of Islam, op. cit.*, p. 60.

65. *Ibid.*

66. Pipes, *op. cit.*, p. 109-113.

67. *Ibid.*, p. 148.

68. Saunders, *op. cit.*, p. 37.

69. Kwantem, *op. cit.*, p. 61.

70. *Cambridge History of Islam, op. cit.*, p. 150.

71. Ratchnevsky, *op. cit.*, p. 109.

72. Kwantem, *op. cit.*, p. 12-13.

73. Chen Ya-Tien, *Chinese Military Theory*, Stevenage, 1992, p. 21-30.

74. Gernet, *op. cit.*, p. 309.

75. *Ibid.*, p. 310.

76. Ratchnevsky, *op. cit.*, p. 194-195.

77. Kwantem, *op. cit.*, p. 188.

78. Ratchnevsky, *op. cit.*, p. 4-5.

79. B. Manz, *The Rise and Rule of Tamerlane*, Cambridge, 1989, p. 4.

80. Saunders, *op. cit.*, p. 196-199.

81. Kwantem, *op. cit.*, p. 192.

82. *Ibid.*, p. 108.

83. Saunders, *op. cit.*, p. 66.

84. Ratchnevsky, *op. cit.*, p. 96-101.

85. *Cambridge History of Islam, op. cit.*, p. 158.

86. Kwantem, *op. cit.*, p. 159 ; S. Shaw, *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, vol. II, Cambridge, 1976, p. 184.

87. D. Morgan, « The Mongols in Syria », *in* P. Edburg (dir.), *Crusade and Settlement*, Cardiff, 1985, p. 231-235.

88. P. Thorau, « The Battle of Aïn Jalut : A Re-examination », in *ibid.*, p. 236-241.

89. *Ibid.*, p. 238.

90. Manz, *op. cit.*, p. 14-16.

91. B. Spuler, *The Mongols in History*, Londres, 1971, p. 80.

92. Shaw, *op. cit.*, I, p. 245.

93. Ratchnevsky, *op. cit.*, p. 153-154.

94. Voir J. Keegan, *L'Art du commandement*, particulièrement le chap. 2, p. 431 de ce volume.

95. C. Duffy, *Russia's Military Way to the West*, Londres, 1981, p. 2.

96. En français dans le texte. (N.d.T.)

97. J. Fairbank, « Varieties of Chinese Military Experience », *in* F. Kierman et J. Fairbank, *Chinese Ways in Warfare*, Cambridge, Mass., 1974.

98. *Ibid.*, p. 7.

99. *Ibid.*, p. 15.

100. *Ibid.*, p. 14.

101. Gernet, *op. cit.*, p. 493.

Intermède. Les armées

1. Parkinson, *op. cit.*, p. 176.

2. J. Elting, *Swords Around a Throne*, Londres, 1989, chap. 18-19.

3. H. Roeder (dir.), *The Ordeal of Captain Roeder*, Londres, 1060.

4. N. Jones, *Hitler's Heralds*, Londres, 1987, *passim.*

5. S. Andreski, *Military Organisation and Society*, Londres, 1968.

6. W. McNeill, *Plagues and People*, New York, 1976.

7. Andreski, *op. cit.*, p. 33.

8. *Ibid.*, p. 75-107.

9. *Ibid.*, p. 26.

10. Seaton, *op. cit.*, p. 57.

11. Andreski, *op. cit.*, p. 27.

12. *Ibid.*, p. 37.

13. M. Lewis, *The Navy of Britain*, Londres, 1948, p. 128-144.

14. G. Jones, *A History of the Vikings*, Oxford, 1984, p. 211.

15. En français dans le texte. (N.d.T.)

16. Manz, *op. cit.*, p. 17.

17. Ratchnevsky, *op. cit.*, p. 66.

18. Hourani, *op. cit.*, p. 139-140.

19. S. Blondal, *The Varangians of Byzantium*, Cambridge, 1978, p. 230-235.

20. P. Mansel, *Pillars of Monarchy*, Londres, 1984, p. 1.

21. Garlan, *op. cit.*, p. 95.

22. M. Mallet, *Mercenaries and their Masters*, Londres, 1974, p. 60-61.

23. L. Keppie, *The Making of the Roman Army*, Londres, 1984, p. 17.

24. P. Paret (dir.), *Makers of Modern Strategy*, p. 19.

25. W. Doyle, *The Oxford History of the French Revolution*, 1989, p. 204-205.

4. Le fer

1. R. J. Forbes, *Metallurgy in Antiquity*, Londres, 1950, p. 380.

2. *Ibid.*, p. 418-419.

3. R. Oakeshott, *The Archaeology of Weapons*, Londres, 1960, p. 40-42.

4. N. Sandars, *The Sea Peoples*, Londres, 1985, p. 56-58.

5. P. Greenhalgh, *Early Greek Warfare*, Cambridge, 1993, p. 10-11.

6. *Ibid.*, p. 81.

7. N. Hammond, *A History of Greece to 322 BC*, Oxford, 1959, p. 73.

8. *Ibid.*, p. 81.

9. *Ibid.*, p. 99.

10. *Ibid.*, p. 100.

11. *Ibid.*, p. 101.

12. V. Hanson, *The Western Way of War*, New York, 1989.

13. V. Hanson, *Warfare and Agriculture in Classical Greece*, Pisa, 1983, p. 59.

14. *Ibid.*, p. 50-54.

15. *Ibid.*, p. 42.

16. *Ibid.*, p. 67-74.

17. Hanson, *Western Way, op. cit.*, p. 6.

18. *Ibid.*, p. 4, 34.

19. M. Finley et H. Plaket, *The Olympic Games*, New York, 1976, p. 19.

20. D. Sansome, *Greek Athletics and the Genesis of Sport*, Berkeley, 1988, p. 19, 50-53, 63.

21. M. Poliakoff, *Combat Sports in the Ancient World*, New Haven, 1987, p. 93, 96.

22. Finley et Plaket, *op. cit.*, p. 21.

23. Poliakoff, *op. cit.*, p. 93-94.

24. A. Snodgrass, « The Hoplite Reform and History », *Journal of Hellenic Studies*, 85 (1965), p. 110-122.

25. M. Jameson, « Sacrifice before Battle », *in* V. Hanson (dir.), *Hoplites*, Londres, 1991, p. 220.

26. E. Wheeler, « The General as Hoplite », in *ibid.*, p. 150-154.

27. J. Lazenby, « The Killing Zone », in *ibid.*, p. 88.

28. Hanson, *Western Way, op. cit.*, p. 185.

29. *Ibid.*, p. 64-65.

30. *Ibid.*, p. 180-181.

31. *Ibid.*, p. 36.

32. *Ibid.*, p. 4.

33. Roberts, *op. cit.*, p. 178.

34. E. Wood, *Peasant, Citizen and Slave*, Londres, 1981, p. 42-44.

35. Hanson, *Western Way, op. cit.*, p. 10, 16.

36. Sandars, *op. cit.*, p. 125-131.

37. Garlan, *op. cit.*, p. 289-290.

38. Hammond, *op. cit.*, p. 289-290.

39. *Ibid.*, p. 661-662.

40. J. Keegan, *L'Art du commandement*, p. 321 de ce volume.

41. *Ibid.*, p. 417 de ce volume.

42. *Ibid*.

43. Hammond, *op. cit.*, p. 615.

44. L. Keppie, *op. cit.*

45. Hammond, *op. cit.*, p. 615.

46. Keppie, *op. cit.*, p. 18.

47. W. Harris, *War and Imperialism in Republican Rome*, Oxford, 1979, p. 54-67.

48. *Ibid.*, p. 56.

49. *Ibid.*, p. 51.

50. *Ibid.*, p. 48.

51. Keppie, *op. cit.*, p. 18.

52. Harris, *op. cit.*, p. 44-46.

53. *Ibid.*, p. 11-12.

54. Keppie, *op. cit.*, p. 53.

55. J. Keegan, *Anatomie de la bataille*, Paris, Perrin, 2013 ; et p. 51 de ce volume.

56. G. Watson, *The Roman Soldier*, Londres, 1985, p. 72-74.

57. Van der Heyden et Scullard, *op. cit.*, p. 125.

58. Keppie, *op. cit.*, p. 61-62.

59. J. Balsdon, *Rome*, Londres, 1970, p. 91.

60. A. Ferrill, *The Fall of the Roman Empire*, Londres, 1986, p. 25.

61. Luttwak, *op. cit.*, p. 191-195.

62. D. Breeze et B. Dobson, *Hadrian's Wall*, Londres, 1976, p. 247-248.

63. Balsdon, *op. cit.*, p. 90-91.

64. Ferrill, *op. cit.*, p. 48-49.

65. *Ibid.*, p. 140.

66. *Ibid.*, p. 160.

67. J. Fuller, *The Decisive Battles of the Western World*, Londres, 1954, p. 307-329.

68. A. Jones, *The Decline of the Ancient World*, Londres, 1966, p. 297-299.

69. *Ibid.*, p. 102.

70. J. Beeler, *War in Feudal Europe, 730-1200*, Ithaca, 1991, p. 2-5.

71. *Ibid.*, p. 17.

72. M. Van Crefeld, *Technology and War*, Londres, 1991, p. 18.

73. *Ibid.*, p. 20.

74. Beeler, *op. cit.*, p. 228-232.

75. S. Johnson, *Late Roman Fortifications*, p. 8-16.

76. G. Jones, *Vikings*, p. 183-192.

77. *Ibid.*, p. 76.

78. H. Cowdray, « The Genesis of the Crusades », *in* T. Murphy (dir.), *The Holy War*, Columbus, 1976, p. 17-18.

79. Beeler, *op. cit.*, p. 106-108.

80. Runciman, *op. cit.*, p. 106-108.

81. *Ibid.*, p. 91-92.

82. R. Smail, *Crusading Warfare*, Cambridge, 1956, p. 115-120.

83. *Ibid.*, p. 202.

84. G. Sainty, *The Order of St John*, New York, 1991, p. 105.

85. P. Contamine, *op. cit*.

86. Ewart, *op. cit.*, p. 283-284.

87. Smail, *op. cit.*, p. 165-168.

Intermède. Ravitaillement et logistique

1. Watson, *op. cit.*, p. 63-65.

2. P. Liddle, *The 1916 Battle of the Somme*, Londres, 1992, p. 39.

3. J. Thompson, *No Picnic*, Londres, 1992, p. 89.

4. J. Keegan, *L'Art du commandement*, chap. 2, p. 431 de ce volume.

5. Luttwak, *op. cit.*, carte 2.2.

6. C. Callwell, *Small Wars : Their Principles and Practice*, Londres, 1899, p. 40.

7. T. Derry et T. Williams, *A Short History of Technology*, Oxford, 1960, p. 433.

8. R. Chevallier, *Roman Roads*, Londres, 1976, p. 152.

9. Piggott, *op. cit.*, p. 345.

10. J. Keegan, *L'Art du commandement*, chap. 2, p. 431 de ce volume.

11. D. Engels, *Alexander the Great and the Logistics of the Macedonian Army*, Berkeley, 1978, p. 112.

12. M. Grant, *The Army of the Caesars*, Londres, 1974, p. XXIII.

13. Derry et Williams, *op. cit.*, p. 691-695.

14. B. Wiley, *The Life of Johnny Reb*, Bâton-Rouge, 1918, p. 92.

15. J. McPherson, *Battle Cry of Freedom*, New York, 1988, p. 11-12.

16. *Ibid.*, p. 424-427.

17. D. Showalter, *Railroads and Rifles*, Hamden, 1975, p. 67.

18. J. Edmonds, *A short History of World War I*, Oxford, 1951, p. 9-10.

19. J. Piekalkiewicz, *Pferd und Reiter im II. Weltkrieg*, Munich, 1976, p. 4.

20. J. Beaumont, *Comrades in Arms*, Londres, 1991, p. 38.

21. J. Thompson, *The Lifeblood of War*, Londres, 1991, p. 38.

22. McNeill, *Pursuit of Power, op. cit.*, p. 322, 324, 329.

23. Watson, *op. cit.*, p. 269.

24. Derry et Williams, *op. cit.*, p. 269.

25. McNeill, *Pursuit of Power*, p. 166-167.

26. *Ibid.*, p. 170.

27. *Ibid.*, p. 238.

28. *Ibid.*, p. 290.

29. A. Milward, *War, Economy and Society*, *1939-45*, Londres, 1977, p. 64-69, 76.

30. D. Van der Vat, *The Atlantic Campaign*, Londres, 1988, p. 229, 270, 351.

5. Le feu

1. Derry et Wells, *op. cit.*, p. 268-269, 514.

2. J. Needham, *Science and Civilisation in China*, I, Cambridge, 1954, p. 134.

3. McNeill, *Pursuit of Power, op. cit.*, p. 39.

4. *Ibid.*, p. 82-83.

5. Duffy, *Siege Warfare, op. cit.*, p. 8-9.

6. *Ibid.*, p. 9.

7. *Ibid.*, p. 15.

8. *Ibid.*, p. 25.

9. *Ibid.*, p. 29-31.

10. Mallet, *op. cit.*, p. 253.

11. Duffy, *Siege Warfare, op. cit.*, p. 40.

12. *Ibid.*, p. 21-41.

13. *Ibid.*, p. 61.

14. *Ibid.*, p. 64.

15. Les Romains et les Grecs en utilisaient des versions plus ou moins primitives, mais leur usage était tombé dans l'oubli. (N.d.T.)

16. G. Parker, *The Military Revolution*, Cambridge, 1988, p. 17.

17. *Ibid*.

18. Mallet, *op. cit.*, p. 254-255.

19. Grant, *op. cit.*, p. 15-16.

20. Hale, *Renaissance War Studies, op. cit.*, p. 396.

21. J. R. Hale, *War and Society in Renaissance Europe*, Leicester, 1985, p. 96.

22. G. Parker, *The Army of Flanders and the Spanish Road*, Cambridge, 1972, p. 27-29.

23. Guilmartin, *op. cit.*, p. 207.

24. *Ibid.*, p. 251-252.

25. Lewis, *op. cit.*, p. 76-80.

26. Guilmartin, *op. cit.*, p. 8-11.

27. Weigley, *op. cit.*, p. 15-16.

28. *Ibid.*, p. 76-77.

29. Watson, *op. cit.*, p. 57-59.

30. C. Duffy, *The Military Experience in the Age of Reason*, Londres, 1989.

31. G. et A. Parker, *European Soldiers 1550-1650*, Cambridge, 1977, p. 14-15.

32. Hale, *War and Society, op. cit.*, p. 87.

33. A. Corvisier, *Armies and Society in Europe*, Bloomington, 1979, p. 54-60.

34. Hale, *Renaissance War Studies, op. cit.*, p. 237-242, 285.

35. Weigley, *op. cit.*, p. 44.

36. Shaw, *op. cit.*, vol. I, p. 113-114.

37. B. Lenman, « The Transition to European Military Ascendancy in India », *in* L. Lynn, *Tools of War*, Chicago, 1990, p. 106.

38. Doyle, *op. cit.*, p. 67-71.

39. J. Galvin, *The Minute Men*, McLean, 1989, p. 27-33.

40. J. Lynn, « En avant : The Origins of the Revolutionary Attack », *in* Lynn, *op. cit.*, p. 168- 169.

41. Elting, *op. cit.*, p. 123-156.

42. Weigley, *op. cit.*, p. 256.

43. Lynn, *in* Lynn, *op. cit.*, p. 167.

44. F. Gilbert, « Machiavelli », *in* P. Paret, *Makers of Modern Strategy, op. cit.*, p. 31.

45. B. Liddell Hart, *The Ghost of Napoleon*, Londres, 1933, p. 118-129.

46. McNeill, *Pursuit of Power, op. cit.*, p. 254.

47. R. Challener, *The French Theory of the Nation in Arms*, New York, 1955, p. 58.

48. M. Eksteins, *Rites of Spring*, New York, 1989, p. 93.

49. C. Jones, *The Longman Companion to the French Revolution*, Londres, 1989, p. 156, 287.

50. T. Livermore, *Numbers and Losses in the American Civil War*, Bloomington, 1957, p. 7-8.

51. McPherson, *op. cit.*, p. 9.

52. Duffy, *Experience of War, op. cit.*, p. 209.

53. A. Corvisier, « Le moral des combattants, panique et enthousiasme », in *Revue historique des armées*, 3, 1977, p. 7-32.

54. Elting, *op. cit.*, p. 30-31, 143.

55. T. Wilson, *The Myriad Faces of War*, Cambridge, 1986, p. 757.

56. A. Home, *To Lose a Battle*, Londres, 1969, p. 26.

57. R. Larson, *The British Army and Theory of Armoured Warfare 1918-40*, Newark, 1984, p. 34.

58. J. Keegan, *L'Art du commandement*, voir p. 600 de ce volume.

59. A. Bullock, *Hitler and Stalin*, Londres, 1991, p. 259.

60. *Ibid.*, p. 358.

61. C. Barnett (dir.), *Hitler's Generals*, Londres, 1991, p. 259.

62. J. Keegan, *L'Art du commandement*, voir p. 600 de ce volume.

63. G. Welchman, *The Hut Six Story*, Londres, 1982, p. 19-20.

64. J. Keegan, *L'Art du commandement*, voir p. 600 de ce volume.

65. *Ibid.*, p. 286.

66. T. Taylor, *The Breaking Wave*, Londres, 1967, p. 114-115.

67. *Ibid.*, p. 97.

68. K. Wakefield (dir.), *The Blitz Then and Now*, Londres, 1988, p. 8.

69. O. Bartov, *The Eastern Front 1941-5*, Basingstoke, 1985, p. 107-119.

70. D. Khan, *Seizing the Enigma*, Londres, 1991, p. 245-258.

71. W. Murray, *Luftwaffe*, Londres, 1985, p. 8-12.

72. J. Terraine, *The Right of the Line*, Londres, 1985, p. 474.

73. R. Spector, *Eagle Against the Sun*, Londres, 1984, p. 79-82.

74. R. Conaughton, *The War of the Rising Sun and the Tumbling Bear*, Londres, 1988, p. 166-167.

75. Spector, *op. cit.*, p. 259-267.

76. N. Longmate, *Hitler's Rockets*, Londres, 1985, p. 59.

77. M. Gilbert, *Second World War*, Londres, 1989, p. 20-21.

78. L. Freedman, *The Evolution of Nuclear Strategy*, Londres, 1989, p. 16.

79. *Ibid.*, p. 19.

80. *Ibid.*

81. *Ibid.*, p. 246.

82. G. Draper, « Grotius Place in the Development of Legal Ideas about War », *in* H. Bull *et al.* (dir.), *Hugo Grotius and International Relations*, Oxford, 1990, p. 201-202.
G. Best, *Humanity in Warfare*, Londres, 1980, p. 150-151.

Index

Abbassides (dynastie des) 796, 978-980
Abbeville 1155
Aboukir, bataille d’ (1798) 830, 833
Abu Shama 797, 993
Achille 463, 1028
Acre 992
Adams (Henry) 593
Adjanadayn, bataille d’ (634) 976
Adler (Alfred) 405, 758
Aetius 964-965, 1065-1066
Afghanistan 795, 903, 975, 979
Agis (roi des Lacédémoniens) 53-54
Agrianes (les) 387, 400, 402
Agrigente, Sicile, siège d’ (262 av. J.-C.) 919
Aigos Potamos, bataille d' (405 av. J.-C.) 1040
Aïn Djalout, bataille d’ (1260) 796-797, 992-994
Akhenaton (pharaon) 900
Akkadiens 908
Alains d’Iran 962, 965
Al-Ansari (historien) 800
Alaric 963-964
Albanie, Albanais 802, 1117-1118, 1127
Albemarle 110-111, 115, 163, 168-169, 181
Aldington 256-257
Aldridge 166
Alençon (duc d’) 87
Alep 991
Alésia, position fortifiée, siège d' 919, 1057

Alexander (général) 300-301
Alexandre VI 1104
Alexandre le Grand 322, 324-325, 329, 336-339, 342-363, 365-430, 444-445, 447, 455-460, 462-463, 465-468, 470, 477-479, 482, 486, 488-489, 491-492, 496, 498, 500, 507, 511, 513, 516, 534, 544, 570-571, 575, 581, 585, 598, 610, 690-691, 695-699, 703, 706, 709-710, 714, 720, 734, 766, 840, 919, 950, 955, 971, 974, 987, 996, 1012, 1041-1047, 1055-1056, 1061, 1069, 1086-1087, 1102, 1154, 1157, 1177-1178
Alfred le Grand 1086
Algérie, guerre d' (1954-1962) 754, 822, 878, 920
Alkmaar 1107
Allemagne 803, 833, 836, 918, 964, 980, 1054, 1089-1090, 1097, 1149-1153, 1155-1156, 1159
Al-Mu'tasim (calife) 795, 978, 981, 991
Al-Nasir (calife) 980
Alp Arslan 979
Amérique 814, 833, 838, 899, 1092-1093, 1121, 1130
Amr 976
Amundsen 1187
An Lu-Shan 984
Anatolie 944, 975, 981, 996, 1018-1020
Anderson (lieutenant) 172
Andreski (Stanislav) 1002-1008
Andrinople, batailles et sièges (323, 1913) 835-836, 838, 958, 963, 974, 1064
Angleterre 805, 830, 833, 915, 918, 920-921, 926, 1002, 1013, 1086, 1093, 1106, 1115-1116, 1136, 1140, 1146-1147
Antioche 926, 1077, 1086
Antonelli (famille) 536
Antonin le Pieux (empereur) 920, 1061
Antonins 1061-1062
Arabes 947, 970-972, 974-977, 1178
Arbuthnott (Mrs) 515
Ardant du Picq (Charles) 55-58, 129, 280, 1055
Ardrey (Robert) 851, 891
Argos 1024, 1034-1035
Arioviste 1056
Aristoclès 53-54
Aristote 339, 342, 344, 367, 445, 757, 810

Arménie 979, 1060
Arminius 1060
Armstrong (William) 1095
Arras (évêque d') 94
Arrien (biographe d'Alexandre le Grand) 368, 372-373, 377, 379, 381, 383, 386, 409, 419, 422, 427, 430, 1043, 1045, 1177
Aryens 928, 943-944
Ascalon, bataille d' (1099) 1078
Askut 916
Asquith (Cynthia) 730, 1149
Assur 944
Assurnazirpal 947
Assyrie, Assyriens 926, 944-947, 949-950, 954-955, 958, 963, 971, 999, 1010, 1025, 1050, 1057, 1061
Atatürk (Mustafa Kemal Pacha, dit) 1151
Athènes 1022, 1025, 1030, 1034-1041, 1045, 1047, 1071
Athéniens (les) 358
Attale 345
Attila (roi des Huns) 336, 961-962, 964-968, 986, 1065, 1071, 1175
Augereau (maréchal) 32, 1133
Augsbourg, bataille d' (910) 1071
Auguste (empereur) 426, 1058-1060, 1062-1063, 1066, 1068
Augustin d'Hippone (saint) 1169
Austerlitz, bataille d' (1805) 1136, 1154
Autriche, Autrichiens 778-779, 921, 1054, 1089-1090, 1095, 1128, 1131, 1134-1136, 1140, 1144, 1152
Avars 812, 924, 969, 974
Ayyubides (dynastie des) 991-992, 1010
Azincourt, bataille d' (1415) 291, 1082, 1100
Azincourt (seigneur d') 90
Aztèques 877-879, 881-882, 884-885, 901, 906, 996
Babur 981, 1129
Babylone, Babyloniens 943, 947, 954-955, 1045, 1099
Bacler d'Albe 479
Bactriens (les) 356, 390
Baculus (Sextius) 51, 54
Badian (Ernst) 426

Bagdad 796, 975, 978-979, 981, 991, 1077-1078
Balaklava, bataille de (1854) 765
Balkans 824, 838, 963, 969, 996, 1066, 1077, 1081, 1117, 1127-1128
Bantous 893
Barbares (les) 369, 387, 389-390
Barbusse (Henri) 278
Barnes 442
Barnsley 215, 221
Barzun (Jacques) 543
Bastard (lieutenant-colonel) 228
Bathurst (lord) 475
Baudelaire (Charles) 155
Bayard (chevalier) 799, 1114
Baybars 797, 992-993, 1078
Bazaine (prétendu « traitre ») 43
Beauregard (général Pierre) 556, 591-592
Bebel 155
Beck (général Ludwig) 629
Beckwith (lieutenant) 173
Beethoven 656
Belcher 164-165
Belgrade 818, 1117, 1128
Bélisaire 1066
Bell (Charles) 181-182
Bellangé (Hippolyte) 99
Benedict (Ruth) 853
Bénévent, bataille de (295 av. J.-C.) 1047
Bennett (Arnold) 203
Bentinck (lord William) 493
Béranger (roi d'Italie) 1071
Berar (chef de guerre marathe) 495, 498
Beresford 451, 505
Berger 650
Berkeley (amiral) 480
Berlin 771, 814, 1001, 1090, 1092, 1153, 1155, 1157
Berlin (sir Isaiah) 811
Bernadotte (maréchal) 1133

Berry (duc de) 434
Berthelot (général H.-M.) 715
Berthier (Louis-Alexandre) 1001-1002
Bessières (général) 32, 1148
Bigeard (colonel Marcel) 884
Bill 567
Biskupin (Pologne) 918
Blair 561, 584
Blake (Robert) 830
Blake (soldat) 38
Blakeney (colonel) 27
Bleckermann 490
Blenheim, bataille de (1704) 1127
Bloem 257
Blomberg 641-642
Blücher (feld-maréchal G.-L. von) 182, 432, 434, 438, 441, 443, 453-454, 575
Blunden 256-258
Boas (Franz) 853
Bochimans 873, 892
Bock (feld-maréchal Fedor von) 135, 299, 601, 621, 634, 644, 661-662, 675
Bodenschatz (général K.-H.) 671
Boers, guerre des (1899-1902) 966, 1144
Bohémond Ier 992
Bolivar 335, 527, 550
Bonaparte (Jérôme) 111, 143
Boners (capitaine) 555
Boniface (saint) 1074
Borgia (César) 1105
Bormann (Martin) 653, 665
Borodino, bataille de (1812) 764-765, 773, 1143
Bosnie-Herzégovine, Bosniaques 816-817, 1128
Bougainville (Louis Antoine de) 786
Boukhara 975, 986
Bowra (Maurice) 1187
Brabant (duc Clignet de) 70, 78, 90
Bracken (Paul) 725
Bradley 299

Bragg (général Braxton) 556
Brauchitsch (feld-maréchal W. von) 601, 642-644
Braun (Eva) 651
Breda 1108, 1126
Bredow (Ferdinand von) 800
Brenan (Gerald) 245, 1187
Brenta, bataille de (899) 1071
Breuil (Henri) 890
Brooke (Rupert) 249
Browne (lieutenant) 109, 168
Bruckner 656
Brune (général) 1148
Brunswick 440
Buckner (général Simon Bolivar) 537, 541
Buell (général Carlos) 553, 556, 577, 589-590
Bull (officier) 117, 170
Bundy (Mac George) 733
Burgondes 964-965, 1067
Burne (lieutenant-colonel A. H.) 25, 73, 76, 82, 1185
Burns (Ken) 1188
Burnside (général Ambrose) 551-552, 556
Burroughs (chirurgien) 490
Busch 712-713
Bush (président George Herbert Walker) 825
Butterfield (Herbert) 270
Buyides 979
Bylandt 149
Byron (lord George Gordon) 99, 169, 447, 766
Byzance, Byzantins 847, 969-970, 973-976, 979, 999, 1045, 1066, 1073, 1077-1078
Cadogan (Alexander) 164
Cadorna (maréchal Luigi) 153, 712-713, 717
Callisthène 367, 380, 383, 428
Calvert 111
Camoys (lord) 73, 82
Campbell (général Colin) 498, 500
Camperdown, bataille de (1797) 833
Canetti (Elias) 152

Cannes, bataille de (216 av. J.-C.) 1055-1056, 1142-1143
Canning (colonel) 178, 442, 491
Carnot (Sadi) 154
Carter (président Jimmy) 730
Carthage 1036, 1051, 1054-1056, 1067, 1071
Carthagène 1048, 1055
Carton de Wiart (Henry) 711
Castelnau (Edouard de) 300
Castlereagh (lord) 448, 450, 454
Çatal Höyük 898
Cathcart 110-111, 440
Caton Woodville (Richard) 99
Celtes (les) 399, 1114
Cent Ans, guerre de (1337-1453) 1082
Cérignole, bataille de (1503) 1112
César (Jules) 50-52, 54-55, 59, 324-325, 329, 398, 426, 459, 462, 466, 499, 710, 714, 1113, 1151
Chagnon (Napoléon) 861, 864-866
Chaka 789-793, 905
Chaldéens 946, 948
Chaliand (Gérard) 1186
Châlons, bataille de (451) 965
Chandler (David) 31, 33, 35
Chandos (lord) 222
Chapman (professeur Guy) 38-39
Charlemagne 405, 924, 969, 1068-1069, 1074, 1093, 1112
Charles II d'Ecosse 477
Charles VI (roi de France) 66
Charles VII (roi de France) 770
Charles VIII (roi de France) 770, 1102-1104
Charles d'Autriche (archiduc) 453, 1069, 1110
Charteris (général de brigade J.) 716-717
Château-Gaillard 926
Chavasse (capitaine N. C.) 23
Cherokees 1028
Chéronée, bataille de (338 av. J.-C.) 1041
Cherwell (lord) 255

Chetwynd-Stapleton (lieutenant) 217
Chine 803-804, 808, 812, 815-816, 820-821, 833-834, 840, 899, 903, 918-919, 921, 928, 939, 942-944, 955-957, 960, 962, 968-970, 981-982, 984-985, 988-990, 994, 997-999, 1002, 1013, 1045, 1062, 1099, 1121
Christie 165
Churchill (Winston) 61, 676, 704, 711, 730, 1150, 1156, 1165
Chypre 753, 1020, 1066, 1081
Clancarty (lord) 511
Clarke 165, 168
Clausewitz (Carl von) 323-325, 327-328, 339, 624, 630, 659-660, 679, 757, 759-765, 767-768, 771-782, 786-788, 801, 803, 810-814, 824, 858, 866, 879, 907, 968, 999-1002, 1015, 1033, 1137-1138, 1147, 1157-1158, 1172, 1179
Clendinnen (Inga) 878, 880, 884
Cléopâtre 344
Clermont, concile de (1095) 1076
Clitus 373, 378-380, 392, 428
Clive 154
Clovis 979
Cnide, bataille de (384 av. J.-C.) 1040
Cocks (major) 513
Coenos 388
Coglan (sergent) 116
Cohen (professeur Ronald) 331
Colborne (John) 110, 117, 151, 156, 158
Colditz 257
Cole 27
Colin (soldat) 43
Colomb (Christophe) 1120
Constance (empereur) 1065
Constantin (empereur) 835, 972, 1064, 1066, 1074
Constantinople (Istanbul) 835-836, 964, 968-969, 975, 994, 1011, 1065-1066, 1078, 1100-1101, 1117, 1129
Cook (James) 783
Copenhague, bataille de (1801) 830, 833
Corap (général) 631
Corée, guerre de (1950-1953) 1139
Corinthe 1034-1037, 1039

Corse 1054, 1065, 1071
Cortès (Hernán) 1120
Cosaques 760, 762-765, 767-768, 773, 921, 999-1000, 1004-1005
Costello 489
Cotter (capitaine) 115
Cotton (Stapleton) 505
Courvisier (famille) 266
Cox 558
Crane 257
Creasy (sir Edward) 45-50, 60, 101
Crécy, bataille de (1346) 1082
Creel (professeur) 950
Creevey 443, 471
Crefeld (Martin von) 634, 707
Crémone, siège de (1523) 1103
Cresson, bataille de (1187) 1079
Crésus de Lydie 1035
Crète 899, 944, 1006, 1020, 1022, 1066
Crimée, guerre de (1854) 765
Croker 511
Crozier (lieutenant-colonel) 217, 252-253
Cumberland (duc de) 159
Cutforth (René) 175
Cyrus le Grand 1025
Dacie 1061, 1063
Dahlmann 31
Dallas 161
Dalrymple (général) 480
Dalton (Francis) 852
Dante 654
Dardaniens (les) 402, 404
Darius III 1042
Darius (empereur) 348, 350-357, 370, 372, 378, 380-382, 387, 392, 398, 408, 413-414, 418-425, 459, 496, 498, 712, 950, 955, 972, 1035-1036, 1040, 1043-1044, 1178
Darwin (Charles) 45, 847, 852, 860
Davidson (lieutenant-colonel J. R.) 23
Davis (Jefferson) 167, 694, 711

Dawkins (Richard) 848
De Lattre de Tassigny (général) 700
Deakin (sir William) 817, 819
Delbrück (Hans) 25, 42-45, 49
Demeunier 851
Dent (Julia, épouse de Grant) 540, 542, 564, 566-567, 569
Derby (comte de) 197
Dickens (colonel) 236, 239
Dickson (caporal) 180
Diên Biên Phu, bataille de (1953-1954) 884
Dietl (général E.) 621, 657, 699
Dighton (Denis) 99
Dioclétien (empereur) 1064
Diodore de Sicile 386
Diomède 496-497
Dirom (membre des *Guards*) 148-149, 151-152
Diu, bataille de (1509) 1120
Divale (W.T.) 330
Djerba, bataille de (1560) 1118
Djilas (Milovan) 820
Doherty (lieutenant) 178
Dollman (général F.) 675
Doria (Andrea) 1117-1118
Doriens 944, 1022, 1113
Douglas (Stephen Arnold) 558
Douhet (Giulio) 1157-1159
Doyle (Conan) 202
Drewe (lieutenant) 111
Duffy (professeur Christopher) 24-25, 996
Dumouriez (général) 1135
Duperier (officier subalterne) 134, 162, 170
Dwyer (soldat) 166
Eanatum II (roi de Lagash) 908
Eastlake (George) 491
Eaton (aumônier) 570
Edgeworth (Maria) 446
Edouard I^er^ 76

Edouard III (roi d'Angleterre) 65
Eeles (soldat) 136
Egypte 782, 794, 796, 798, 801-802, 899, 904-905, 907, 911, 916, 925-926, 928, 932, 942-944, 950-951, 955, 975, 980, 991-992, 1006, 1019, 1028, 1035, 1037-1038, 1042, 1044-1045, 1056, 1058-1060, 1063, 1066, 1077
Ehrenberg (Victor) 342
Eindhoven 1108
Einstein (Albert) 850, 1164
Eisenhower (président Dwight) 300, 322, 534, 730
El-Amarna 900
Elcho (lord) 335
Elers (George) 446
Elisabeth (reine) 1187
Ellis (colonel) 27, 177
Elphinstone (Mountstuart) 512
Engall (John) 216
Engel (commandant) 653
Engelhardt (lieutenant-colonel) 608
Engels (Donald) 397, 418
Epaminondas (général thébain) 424, 469, 1041, 1044, 1154
Eriksson (Leif) 874
Erlon (général d') 106, 111, 119, 126, 130, 133, 141, 147, 149-153, 157, 159-160, 165, 167, 172
Erpingham (sir Thomas) 74
Etrusques 1046
Evans (Lacy) 133, 152, 165
Evans-Pritchard (Edward) 855
Ewart (sergent) 126
Ewell (général Richard) 556
Fairbank (John King) 997
Falay 704
Falkenhayn 678
Fauquemberghes (comte de) 90
Feilding (Rowland) 236
Ferrill (Arthur) 892, 894
Finer (professeur Samuel) 327
Finley (professeur Moses) 170-171, 516, 950-951

Firizzano (château de) 1102
Fischer (capitaine) 141
Fitzroy Somerset (James Henry) 442, 504
Florence 964, 1014
Floyd 578
Foch (maréchal Ferdinand) 269, 300, 614, 712
Fontenoy, bataille de (1745) 1127
Ford Madox Ford 278
Ford (soldat) 168
Forrest (général Nathan) 556, 588
Fox (Robin Lane) 339, 361, 382, 384, 396, 851
France, Français 770, 772-773, 805, 830, 836-837, 913, 918, 921, 967, 975, 980, 1008, 1011, 1014-1015, 1024, 1067, 1071, 1077, 1090, 1092, 1094-1096, 1103, 1105, 1111, 1116, 1118, 1125-1126, 1134, 1136, 1140, 1149-1150, 1153, 1163, 1166
Franco (Francisco) 711, 1011
Francs 1068-1069, 1071, 1073
Fraser (Charles) 168
Frazer (sir James) 853
Frédéric II de Hohenstaufen 1011
Frédéric II de Prusse (dit Frédéric le Grand) 280, 294, 299, 324-325, 328, 342, 355, 359, 393, 424, 466, 499, 527, 695, 708, 787, 1011, 1014, 1081, 1134
Freeman (Gillian) 22
Frémont (général) 598
Freud (Sigmund) 758, 850, 855
Fritsch 642
Fuller (général J. F. C.) 46-47, 207, 218, 236, 238, 456, 629
Furlong 161
Fussell (Paul) 1188
Gallipoli, bataille de (1915) 1146
Galway 571
Gamelin (Maurice Gustave) 153
Gardner (Richard) 1096
Garibaldi 593
Garlan (Yvon) 375, 463
Gaston de Foix 466
Gaugamèles, bataille de (331 av. J.-C.) 919, 950, 1043-1044
Gaule, Gaulois 836, 923, 961, 964, 1050, 1054-1058, 1063, 1065, 1072, 1086

Gawler (soldat) 112, 124
Gélimer 1066
Genève (conventions de) 1170
Genga (famille) 536
Gengis Khan 329, 336-337, 460-461, 796-797, 840, 967, 981-982, 984-989, 994-997, 1009, 1157, 1175
Genséric 1065
George II (roi) 335
Georges (général Joseph) 712-713
Gerasimov (Serguei) 818
Géricault (Jean) 819
Germanie, Germains 963, 1013, 1056, 1059-1060, 1068, 1071, 1073-1075, 1081, 1113-1114
Gètes (les) 346, 401
Gettysburg, bataille de (1865) 1139
Ghaznévides (dynastie des) 979-980
Ghirlandaio 536
Gibbon (Edward) 47, 1063
Gibney (assistant chirurgien) 118, 122
Giesing (docteur Erwin) 686
Gilgamesh 908
Gladstone (William) 384-385, 730
Gloucester (duc de) 87
Gneisenau (général August Wilhelm Antonius Neidhardt von) 773
Godart 530
Godefroi de Bouillon 1078
Godin (baron von) 620
Goebbels (Joseph) 681, 697
Goering (Hermann) 636, 668
Goethe 681
Golfe, guerre du (1990-1991) 823
Golikov (Filip Ivanovich) 837
Gordon (officier) 113, 154, 442-443, 480, 513-514
Goths 1067
Gough (Hubert) 153
Gracchus (frères) 1057
Graham (sergent) 168

Granique, bataille du (334) 919, 1043-1044
Grant (général) 277, 299
Grant (professeur Michael) 55
Grant (Ulysses Simpson) 322, 393, 518-599, 610, 613, 694-698, 702-703, 706-707, 710, 715
Gratien (empereur) 963
Graves (Robert) 203, 256-258
Grèce, Grecs 347-351, 353, 357-360, 384, 387, 397, 408, 416, 420, 766-767, 793-794, 802, 832, 840, 918-919, 944, 950, 963-965, 971, 1013-1014, 1020, 1022, 1024-1027, 1031, 1035, 1039-1040, 1042, 1045-1046, 1050, 1056, 1062, 1068, 1082, 1113-1114, 1132, 1147, 1177-1178
Greenwell (Graham) 250
Grégoire VII (pape) 1075-1076
Grenfell (Julian) 250
Gribeauval (Jean de) 1094, 1136
Grierson 574, 579
Gronow (officier) 120-121, 138, 287, 436, 439
Grotius (Hugo) 1169, 1171
Grouchy (Emmanuel de) 32, 1134
Grove (soldat) 169
Guderian (général Heinz) 268, 299-300, 601, 629-630, 634, 644, 674, 679, 685, 696, 699, 710, 1152
Guesde (Jules) 155
Guibert (comte de) 1134-1135
Guibert (Jacques-Antoine-Hippolyte) 56
Guicciardini 1102
Guillaume II de Normandie (dit Guillaume le Conquérant) 1075
Guilmartin (John) 352, 536, 829, 1118
Gurganj, siège de (1221) 986
Gurkhas 1012, 1128
Gurney (sergent) 230
Gustave-Adolphe de Suède 55, 155, 462, 466, 1123
Gutis 910, 943
Haarlem 1107
Habsbourg 840, 921, 929, 1001, 1081-1082, 1109, 1117, 1123, 1128, 1134
Hadrien (empereur) 1061
Hadrien (mur d') 839, 915, 920, 1054, 1063
Haig (maréchal Douglas) 185, 191-192, 214, 219, 238-239, 299, 339, 716-718

Halder (général F.) 601, 621, 644-645, 662, 664-666, 675
Hale (sir John) 535, 1126
Halkett (général) 142, 179, 439
Hall (Gilbert) 215, 221
Hall (W. E.) 1169
Halleck (général Henry) 552, 555-556, 566-567, 598
Hallstatt (civilisation de) 1019-1020, 1113
Hamilton (lieutenant) 125, 175, 179
Hammerstein-Equord (général Kurt von) 643
Hammond (N. G. L.) 373, 410, 430
Hammourabi 928, 943
Han (dynastie) 960, 969, 984
Hanbury-Sparrow (officier) 250, 1187
Hancock (général W. S.) 565
Hankey (Donald) 250-251
Hannibal 20, 1055-1056
Hanson (Victor Davis) 839, 1026-1027, 1031, 1033, 1035, 1113
Hardee 548
Harold d'Angleterre 460
Harran, bataille d' (1104) 955
Harris (général Arthur) 1160
Harris (Nicolas) 1186
Harris (William) 1048-1049
Hart (capitaine Basil Liddell) 46-47, 227
Hasdrubal 1055-1056
Hassing (R.) 879
Hastings, bataille d' (1066) 1075
Hattin, bataille de (1187) 1079
Hautpoul (Alphonse Henri d') 32
Hawkings (Frank) 215, 218
Hawkshave (colonel) 27
Hay (colonel) 172
Hayek (Friedrich August von) 761
Hector 463, 1028
Hediger (zoologue) 145
Heim (Heinrich) 653
Helvètes 1056, 1113

Hemingway (Ernest) 256-257
Henri V (roi d'Angleterre) 65-67, 69-71, 75, 81-82, 87-88, 90-93, 95, 123-124, 291, 296, 299, 462
Henri VI 300
Henri VIII 1075
Héphestion 367
Herbert (A. J.) 846
Herder 681
Hérodote 22, 52, 1028, 1031, 1035
Hesse 657
Hewel 672
Heyland (major) 168
Hickey (William) 512
Hidetada 807
Hideyoshi (Toyotomi) 805-806
Hill (général Ambrose) 491, 502, 556
Hillyer (colonel) 555, 558
Himmler (Heinrich) 646
Hindenburg (président Paul von) 43, 185, 299, 640, 642, 1152
Hinterstoisser 274
Hipponoidas 53-54
Hiroshima (bombardement atomique) 1165
Hitler (Adolf) 20, 61, 240, 268-269, 281, 322, 329, 336, 426, 600-687, 694-699, 703-706, 708, 710, 730, 735-736, 951, 1001, 1104, 1142, 1150-1160, 1163-1164
Hô Chi Minh 819, 821, 983
Hoche (général) 1135
Hoepner (général E.) 644, 675, 704
Holkar 448
Holloway (David) 257
Holst 637
Homère 170-171, 338-339, 463, 778, 881, 944, 950, 1021, 1028, 1030, 1113
Hongrie 962, 964-966, 969, 981, 1063, 1074, 1081, 1127
Hooker (général Joseph) 551-552, 554, 556
Hopi de l'Arizona 1028
Horne (Alistair) 49, 62
Hospitaliers (ordre des) 1080-1081, 1105, 1117-1118
Hoth (général H.) 268, 634, 675

Houssaye (Henri) 117
Howard (commandant) 169, 177, 182
Howard (sir Michael) 32-35, 49, 770, 773
Howard (soldat) 161
Howarth (David) 100
Howett (lieutenant Stephen) 1187
Hsiung-nu 960, 962, 969
Huaxtèques 882
Hughes (adjudant) 180
Hugo (Victor) 22, 99
Hulagu 989-993
Hume 442, 511
Huns 812, 936, 958-969, 986, 989, 1065-1066, 1071-1072
Hunter-Weston (général Aymer) 1187
Hurlbut 589
Hurons 878, 1028
Hussein (Saddam) 975
Huxley (Aldous) 1007
Hyksos 928, 943-945, 951
Hysiai, bataille d' (669) 1024
Iakoutsk 956
Iéna, bataille d' (1806) 1136
Illyriens (les) 346, 387, 389, 402-403
Indépendance américaine (guerre d') 1130
Indiens (les) 395
Indochine 820, 903, 983, 1166
Ingilby 119
Irving (David) 657
Isocrate 338, 370
Issos, bataille d' (333 av. J.-C.) 919, 1043-1044
Italie, Italiens 771, 817, 835, 855, 889, 919, 923, 962, 964-965, 967, 980, 1011, 1013, 1015, 1046, 1048, 1050, 1052, 1055-1057, 1065-1067, 1071, 1073, 1076-1077, 1081-1082, 1086, 1102-1105, 1113, 1115-1116, 1125, 1134-1135, 1140, 1147, 1149, 1151, 1153, 1155, 1157, 1178
Ivan le Terrible 762
Jack (commandant) 217
Jackson (général Thomas, dit Stonewall) 556-557

Jackson (officier) 179
James (chirurgien) 436
Japon, Japonais 782, 803-809, 833-834, 981, 998, 1089, 1098, 1160-1163, 1165-1166, 1170
Jaurès (Jean) 155
Jean (roi) 926
Jean de Bohême 460
Jean de Gaunt 65
Jean sans Terre (roi d'Angleterre) 65
Jéricho 897-899, 912, 914-915, 917
Jérusalem 926, 948, 990, 992, 1076-1077, 1079
Jeschonnek (général H.) 675
Jésus-Christ 251
Jodl (général Alfred) 601, 642, 645, 652, 657, 664-665, 670-673, 697
Joffre (maréchal Joseph) 190-192, 299, 704, 715
Johnson (Dr Samuel) 933, 1003
Johnson (président Lyndon) 693
Johnston (général A. S.) 520, 556, 578, 588, 591
Johnston (général Joseph E.) 556
Jomini 538, 552, 585
Jones (James) 257
Jones (sir John) 438
Joukov (général Gueorgui) 300, 667
Jourdan (maréchal) 1133, 1135
Joynt (W. P.) 37
Jukes (Geoffrey) 669
Julien l'Apostat (empereur) 654, 963, 974, 1064
Jung (Carl G.) 758
Junge (Traudl) 651
Jünger (Ernst) 278
Junot 454
Justin 378, 386
Justin II 970
Justinien (empereur) 1066
Jutland, bataille de (mai 1916) 833, 1146
Kahn (Herman) 43
Kamatari (Fujiwara) 804
Kant (Emmanuel) 759

Kardelj 818
Kee (Robert) 233
Keitel (feld-maréchal Wilhelm) 601, 642, 644-645, 652, 665, 697
Kellermann (François Etienne) 121
Kelly (Dawson) 147, 151-152, 179
Kennedy (président John F.) 730, 732, 734-735
Kennedy (Robert) 732-733
Keowan (lieutenant) 174-175
Keppel (enseigne) 118
Kerenski (Alexandre) 153
Kesselring (feld-maréchal A.) 621
Khalid 976
Khayr ad-Din (amiral, dit Barberousse) 1118
Khmers rouges 822
Kiev 837, 1159
Kincaid 435, 504
King (caporal Lofty) 295
Kipling (Rudyard) 85
Kirby Smith (général Edmond) 556
Kitbuga 992-993
Kitchener (lord Horatio Herbert) 154, 195-201, 203, 205, 233-235, 247-248, 296
Klein 32
Kleist (feld-maréchal E.) 668, 675
Kluck 1085
Kluge (feld-maréchal G. von) 675
Knox (Thomas) 46
Krebs (colonel H.) 601
Krupp (Alfred) 1095
Kruuk (Hans) 254
Kubilaï Khan 981, 989, 994, 997
Kubrick (Stanley) 1186
Kurz (Toni) 274
La Haye, conventions de (1899 et 1907) 1170
La Pérouse (Jean-François de) 783
La Spezia 1102
La Trémoille (Louis de) 1114
Labaume (Eugène) 765

Lagow (colonel) 555, 558
Lamarck (Jean-Baptiste) 847
Lancey (officier) 113, 442, 480
Landsteiner (Karl) 242
Lane (Allen) 1185
Langemark (cimetière de) 1142
Lantier (Raymond) 890
Larpent (président du tribunal militaire) 474, 482, 487
Larrey (Dominique-Jean) 765
Latifau 851
Lattimore (Owen) 921-922, 939-940, 942
Lawrence d'Arabie 373
Lawrence (sergent) 161, 164, 166
Le Caire 797, 799-801, 977
Lee (général Robert E.) 43, 537, 539, 556-557, 569, 576, 578, 598
Leeb (feld-maréchal W. von) 601, 621, 634, 644, 675
Leeke (soldat) 115-117, 120-121, 126, 136, 139-140, 158, 162, 168, 173, 177-178
Lefebvre (maréchal) 1133
Legros (enfonceur de la porte de Hougoumont) 295
Leith 502
Lejeune (général) 163
Lénine (Vladimir Ilich Oulianov, dit) 717, 775, 1144
Leningrad 837, 1158
Léon I^er^ (pape) 965
Léon III (pape) 1069, 1074
Léon (empereur) 1065
Léonidas (roi de Sparte) 376, 1036
Léonnatos 412
Lépante, bataille de (1571) 829, 832-833, 1118-1119
Leuctres, bataille de (371 av. J.-C.) 355, 424, 469, 1041, 1044, 1154
Leuthen, bataille de (1757) 1127
Levellyn (soldat) 110
Lévi-Strauss (Claude) 855, 858
Leyte, bataille de (1944) 833
Liban 755, 823, 910
Libye 920, 1157
Liddell Hart (sir Basil, capitaine) 309, 612, 629, 812, 1137

Ligurie 1050
Ligustinus (Spurius) 1052-1053
Lincoln (Abraham) 153, 384-385, 518, 551, 567, 570, 573, 593, 596-597, 730
Lindisfarne (monastère de) 1073
Lisle (général de) 233
List (feld-maréchal W.) 662, 664
Litorius 960
Lochiel (Cameron) 335
Longstreet (général James) 537, 556, 578, 598
Lorenz (Konrad) 850-851, 891
Louis XI 1100
Louis XIV 406, 527, 1107, 1126
Louis XV 186, 488
Louis XVI 530, 1130-1131
Louis XVIII 102, 157
Lowe (Hudson) 480
Lucius (frère de Marc Antoine) 295
Ludendorff (général E. von) 300, 609, 622, 681, 717
Luther 654
Luttwak (Edward) 920, 1062
Lutz (général O.) 628
Lützen, bataille de (1632) 1123
Luxembourg 1082
Lyautey (maréchal L. H. G.) 701
Mac Clellan (général George) 537, 551-552, 556-557, 567, 598, 613, 1089
Mac Clernand (général John) 562, 566, 589
Mac Dowell (général) 556
Mac Feely (William) 540, 565-566
Mac Grigor (chirurgien) 475, 486, 488
Mac Pherson (général James) 562, 572
MacArthur (général Douglas) 370, 409
Macaulay 483
MacDonald (soldat) 167
Macédoine, Macédoniens 343, 350, 353-354, 357-358, 360, 362-364, 369, 371, 373-374, 378-380, 386-387, 389-391, 396-397, 400, 402-403, 407-410, 412-413, 415-418, 420-421, 423-424, 835, 999, 1020, 1040-1042, 1045, 1052, 1055
Machiavel 1014, 1110, 1137, 1169

Macready (soldat) 115, 137, 166, 182
Maginot (ligne) 1150, 1153, 1155
Magyars 769, 812, 924, 1071-1074, 1078, 1127
Mahan (Dennis Hart) 538-539
Mahomet 336, 460, 794, 840, 972-975, 977-978, 1073, 1157
Mahon (lord) 472
Maiden Castle (massacre de) 1049
Maitland (commandant la brigade des *Guards*) 112, 167, 440
Malaisie 751-752, 834, 892, 1161, 1166
Malcolm III d'Ecosse 460
Malick (Terrence) 257
Malik Shah 979
Malinowski (Bronislav) 854
Malles (les) 411-412
Malleson (historien) 46
Mallet (Michaël) 50
Malouines, guerre des (1982) 1084
Malte, Maltais 1105, 1118
Malthus (Thomas Robert) 1003
Mamelouks 782, 788, 793, 795-803, 968, 992-993, 1005, 1009, 1077-1078, 1112, 1117, 1120, 1123, 1128, 1161, 1176, 1178
Mandchourie, Mandchous 937, 956, 984, 997-999, 1002, 1009, 1062, 1162
Manstein (feld-maréchal E. von) 621, 630, 636, 643, 658, 668-669, 671, 675
Mantinée, bataille de (362 av. J.-C.) 1041
Manzikert, bataille de (1071) 979-980, 1076
Mao Zedong 815-816, 819-821, 977, 983, 1166
Maoris 872, 874-877, 886, 913
Marathon, bataille de (490 av. J.-C.) 1035-1037
Marc Antoine 295
Marc-Aurèle (empereur) 1061
Marcellin (Ammien) 936
Marchand (général J. B.) 719
Mardonios 1035
Marengo, bataille de (1800) 1154
Marignan, bataille de (1515) 1111
Marinetti (Filippo) 622
Maring 866, 868, 870-872, 874, 886, 892, 894, 913, 935

Maritz (Jean) 1094
Marius (consul) 1058
Marj Ayoun, bataille de (1179) 1079
Marj Dabiq, bataille de (1515) 798-800
Marlborough (duc de) 322, 328, 527, 530, 584, 1085
Marmont (maréchal) 503-504, 1134
Marne, bataille de la (1914) 1085, 1090, 1144
Marseille, siège de (1524) 1103
Marshall (général S. L. A.) 57-59, 101, 255, 1188
Mars-la-Tour, bataille de (1870) 800
Marsyas 367
Martel (Charles) 1068
Marten (soldat) 134
Martin (soldat) 1188
Marx (Karl) 48, 323-324, 326, 624-626, 775-777, 780-781, 815, 821, 839, 1004, 1137, 1157
Masles (comte de) 90
Masséna 454
Masters, John 199
Maude (colonel) 615
Maurice d'Orange 1124
Mauritanie 1054, 1063
Maxim (Hiram) 208, 1096
Maximus (Fabius) 1055
Mc Cay (soldat) 121
McNamara (Robert) 814
McNeil (professeur William) 841, 934, 954, 957-959, 1003, 1140, 1188
Mead (Margaret) 853-854, 857, 859, 1172
Meade (général) 551, 556, 561
Mèdes d'Iran 954-955
Mèdes (les) 390
Médine, bataille de (625) 972
Megiddo (bataille de, XV^{e} s. av. J.-C.) 951-953
Méhémet Ali 801-802, 1162
Mehringer (Karl) 280, 282
Mellenthin (général von) 261, 1188
Memnon 348
Memphis 905, 928

Mercer (soldat) 109, 116, 118, 120-122, 128, 132, 138, 158-159, 162, 167, 172, 283
Mésopotamie 898, 901, 903-904, 907, 909-911, 925, 928, 930, 932, 934, 942-943, 946, 950, 955, 961, 974-976, 991, 1018, 1035, 1042, 1044-1045, 1061
Messénie 1024
Metz (école d'artillerie de) 1126, 1134
Mexique 878-879, 884, 1120
Michel VII (empereur) 980
Michel-Ange 536, 1105
Middlebrook (Martin) 235, 1187
Midway, bataille de (1942) 832-834, 1163
Mihaïlovic 816
Milch (Erhard) 1154
Milhaud 32, 121
Millán-Astray (José) 711
Milvius, bataille de (312) 972
Minet (capitaine E. C. T.) 215
Ming (dynastie) 923, 994, 997-998
Minorque 1118
Minsk 1159
Model (feld-maréchal W.) 300, 621, 674, 699
Moghols 1121, 1128-1129, 1176
Mohács, bataille de (1526) 1117
Molotov (V.) 628, 632
Moltke (Helmuth von) 20-21, 238, 322, 559, 611, 778, 782, 801-803
Mongols 796, 804, 812, 834, 840, 936, 939, 959, 965, 981-982, 984-994, 997, 999, 1048-1050, 1161
Monstrelet (chroniqueur) 76
Montecuccoli (Raimondo) 700-701, 721
Montesquieu (Charles Louis de Secondat, dit) 280, 711
Montgomery (Bernard Law) 44, 268, 299, 411, 559, 679, 700, 710, 834
Montjoie (chef des hérauts) 93
Morell (Dr) 655-656, 684
Morris (sergent) 128, 135, 161
Moscou 761-763, 837-838, 1143, 1158
Mountsteven (officier) 147, 152, 167
Mu'awiya I^{er} (calife) 975
Mueller (John) 825

Mujezinovic (Ismet) 819
Mulgrave (lord) 511
Murat (maréchal Joachim) 32, 1148
Murray (lord George) 335, 480, 485
Murray (officier) 120, 122, 134, 173, 180
Mussolini (Benito) 633, 637, 1148, 1151, 1153
Muter (colonel) 124
Mycale, bataille de (481 av. J.-C.) 1037
Myers (soldat) 27
Nagasaki (bombardement atomique) 1165
Nagashino, bataille de (1575) 806
Napier (général William) 27, 29-31, 506
Naples 1073, 1102-1103
Napoléon Ier 25, 30, 32, 35, 51, 101-102, 104-108, 111, 117-119, 123, 143, 146, 152, 156, 171, 174, 176, 192, 213, 297, 325-326, 328-329, 336, 393, 398, 426, 431, 434-436, 438, 440, 450-451, 453-454, 459, 462, 473, 477, 479-480, 484, 487, 489, 492, 498, 507, 516-517, 523, 527, 530-531, 570, 577, 583, 611, 627, 631-632, 703, 761-762, 764, 772-774, 780, 787, 801, 833, 927, 1000-1001, 1015-1016, 1087, 1089, 1092, 1129, 1131, 1134, 1136, 1143, 1149, 1154, 1157
Napoléon III 117, 573, 694, 1088
Napoléon Bonaparte, *voir* Napoléon Ier 1131
Naram-Sin 910-911
Narmer (pharaon) 906
Narsès (général) 847, 1066
Nassau (Guillaume-Louis de) 535, 1126
Nassau (Jean de) 535, 1126
Nassau (Maurice de) 55, 155, 525-526, 1108, 1126
Navarin, bataille de (1827) 833
Nazarenko (Tatiana) 818
Nedeljkovic (Raja) 820
Nelson (Horatio) 830
Néron (empereur) 1060
Nerviens 1053
Nettuno 1104
Ney (chargé du commandement opérationnel des forces) 106-107, 113, 149
Ney (maréchal) 502, 1133
Nezib, bataille de (1839) 802

Nice 1118
Nicolas Ier (tsar) 763, 838
Nietzsche 623
Nimrud 944
Nixon (président Richard) 730
Nizam al-Mulk 979
Nobunaga (Oda) 805-806
Nordenfelt (Thorsten) 1096
Normands 915, 1002, 1073, 1075-1077
Norris 439
Nubie 894-895, 905, 916, 920
Obermaier (Hugo) 893
Odoacre 1065
Olduvai (Tanzanie) 887
Olivier (Laurence) 64
Olympias (femme de Philippe II de Macédoine) 337-338, 343-345, 391
Olympie 1027
Oppenheim (professeur) 950
Orange (prince d') 105, 454
Oreste 1065
Orléans 964-965
Ormuz, bataille d' (1507) 1120
Osaka, forteresse d', siège d' (1614) 805
Ostende 1108
Ostermann-Tolstoï (Alexandre) 35
Othon Ier (empereur) 1071
Ottomans 799, 801-802, 812, 969, 993-994, 996, 1010, 1117-1119
Oudinot (maréchal) 1133
Overman (soldat) 168
Oxus 811-812, 970, 975, 1035
Page (capitaine) 540
Pakenham (Edward) 481, 504
Palat (soldat) 43
Palestine 752, 889, 951, 954, 976, 992, 1080-1081
Papagos 857
Paris 810, 1012, 1131

Parménion (général macédonien) 345, 347, 349, 352-353, 368-372, 378, 382, 386, 415, 423, 425, 427
Parthes 974, 1057, 1060-1062
Partridge (Ralph) 245
Pascuans 785-786
Pater (Walter) 339
Patrocle 1028
Patton (général George) 44, 299-301
Paul III (pape Alexandre Farnèse) 1105
Paul (saint) 369, 624
Paulus (feld-maréchal F. von) 636, 668-669, 673-674
Pausanias 344
Pearl Harbor, attaque de (1941) 832, 1161, 1164-1165
Peel 561
Pélage 511
Péloponnèse 833, 1012, 1021, 1024-1025, 1027, 1036, 1038-1040, 1042, 1117-1118
Pemberton (général John) 541, 560-561, 577-578
Penfold (soldat) 166
Péoniens (les) 362, 387
Percival 153
Perdiccas 394, 407-408
Périclès 1039
Perry (commodore) 806
Perse, Perses 344, 347-348, 350, 354, 356, 358, 369-371, 380, 386-387, 389-391, 393, 409, 413, 415-420, 423-424, 428, 767, 812, 832, 910, 919-920, 950, 955, 957, 963, 969-976, 981, 986, 991, 999, 1012, 1025, 1035-1038, 1040-1045, 1050, 1057, 1060-1062, 1064, 1070, 1086, 1117, 1177
Perth (duc de) 335
Peruzzi (famille) 536
Pétain (maréchal H. P.) 719
Peucestas 368, 412
Pevensey 915
Philippe II de Macédoine 337-339, 342-347, 357-360, 362-363, 366, 375, 377-378, 389, 397, 402, 407, 445, 463, 468, 534-535
Philippe V de Macédoine 1041-1042, 1052, 1055
Philippe d'Acarnie (médecin) 377
Philippines (archipel des) 807, 838, 1121

Phillipoteaux (Henri Félix Emmanuel) 99
Philon d'Alexandrie 1137
Philon de Byzance 464
Philotas 345, 427
Picker 650
Picton (sir Thomas, général) 106, 111, 118, 120-122, 124, 141, 157, 160-161, 170, 175, 179, 515
Pierre le Grand 527
Pierrepoint (famille) 286
Pietz (général) 606
Piggott (Stuart) 918, 932-933
Pillow 578
Pise 924, 1103
Plassey, bataille de (1757) 1129
Platée, bataille de (479 av. J.-C.) 1035, 1037-1038
Platon 339, 1028
Poe (Edgar Allan) 534
Poitiers, bataille de (1356) 1082
Poitiers, bataille de (732) 1068
Polo (Marco) 965
Pologne 762, 918, 981, 1145, 1153-1154, 1156
Polybe 56, 464, 926, 1048, 1137
Polynésie, Polynésiens 783-786, 789, 857, 874, 1073
Pompée (empereur) 426, 462, 1058
Ponsonby (William) 130, 161, 475
Pope (général) 556
Portarlington (colonel) 169-170, 172
Porter (lieutenant-colonel Horace) 559-561, 564-565, 572, 576, 579
Portugal 761, 1105
Porus (le roi) 381, 498
Powell (soldat) 148
Pratt (lieutenant) 109, 143
Prentiss 520, 589, 591
Prévéza, bataille de (1538) 1118
Price 579
Prince Noir (Edouard de Woodstock, dit) 65

Prusse, Prussiens 772-774, 778-779, 787, 802, 981, 1000-1001, 1012, 1014, 1016, 1081, 1085, 1089-1090, 1116, 1125, 1131, 1134, 1136-1137, 1145
Ptolémée 367, 395
Puckle (Thomas) 293
Pyrrhus 1047, 1054
Qadesh, bataille de (1294) 952-954
Qadisiyah, bataille de (637) 975-976
Qin (dynastie) 922, 982
Qing (dynastie) 987, 998
Quentin (soldat) 116
Quiberon, baie de, bataille de (1759) 830, 833
Quinte-Curce 371-372, 382, 393
Quirnheim 683
Qutuz (sultan) 992-993
Radagaise 964
Raffet (Auguste) 99
Ramla, bataille de (1102) 1079
Ramsès II 906, 952
Ramsès III 828
Ranke (Leopold von) 42, 48
Rapaport (David) 858
Ravenne, bataille de (1512) 1111
Rawlins (lieutenant-colonel John) 555, 558, 566, 571
Rawlinson 238-239
Raydaniya, bataille de (1516) 798-800
Reagan (président Ronald) 329, 730, 736
Reed (soldat) 140
Regan (colonel) 555
Reichenau (feld-maréchal Walter von) 300, 662, 675
Remarque (Erich Maria) 256-257
Remy (saint) 80, 86

Reynell (soldat) 137
Rhodes 1117
Rhodes-James (Robert) 24
Ribbentrop (Joachim von) 628
Ribblesdale (lord) 490
Ricardo (commandant) 221
Richard Ier d'Angleterre (dit Richard Cœur de Lion) 996
Richmond (duc de) 432
Richmond (duchesse de) 432, 575
Ridgway (Matthew) 299-300
Robbins (lord) 296
Robbins (soldat) 109
Roberts (colonel) 546
Roberts (J. M.) 887-888, 896
Robertson (maréchal William) 195
Rochester, siège de (1215) 926
Roe (sir Thomas) 1129
Roeder (Franz) 1001
Roesacès 394
Roland 400
Rome, Romains 793-794, 919-920, 923, 958-959, 962, 964-965, 972, 974, 999, 1013-1014, 1022, 1045-1072, 1074, 1078, 1086-1087, 1089, 1104, 1113-1114, 1123, 1126, 1147, 1178
Romilly (colonel) 287
Rommel (Erwin) 44, 261, 268, 299-300, 621, 633, 637, 668, 675, 679, 834
Romulus (empereur) 1065
Roosevelt (président Franklin Delano) 646, 730, 1164
Rosecrans (général W.) 556
Rostopchine (comte Fedor Vassilievitch) 761
Rowlandson (Thomas) 25
Rudyard (officier de la batterie) 111, 131
Rundstedt (feld-maréchal G. von) 300, 601, 621, 634, 644, 675, 699
Rusa Ier 949
Rusk (Dean) 733
Russie, Russes 762, 780, 815, 831, 837-838, 989, 1001, 1009, 1011-1013, 1085, 1097, 1116, 1125, 1131, 1136, 1140, 1151, 1154, 1156, 1158, 1162, 1173
Sacken (Fabian Gottlieb von) 32, 34
Sadate Mohamed 800

Sagonte, siège de (219 av. J.-C.) 1054
Saint Clair (William) 767
Saint-Arnaud (maréchal A. L. de) 573
Saint-Jacques-sur-la-Birse, bataille de (1444) 1109
Saint-Simon 488
Saladin 980, 990-992, 996, 1078-1079
Salamine, bataille de (480 av. J.-C.) 829, 832-833, 1038
Salisbury (marquise de) 480
Saltoun 137, 157, 167
Samarcande 427, 812, 975, 986
Samnites 1046
San (désert de Kalahari) 892
Sandhurst (académie militaire de) 752-754, 1126
Sangallo (Antonio da) 536, 1104-1105
Sangallo (Giuliano da) 1104-1105
Sanson (famille) 285
Saragosse 918
Sargon II 908-910, 915, 943-944, 946-947, 949, 953-954
Sartre (Jean Paul) 62
Sassoon (Siegfried) 200, 203, 256-258
Savangnano (famille) 536
Saveuse (Guillaume de) 78, 80
Saxe (maréchal Maurice de) 56, 767
Scandinavie 923, 1071
Scharnhorst (général Gerhard Johann David von) 773
Schaumann 501
Schlieffen (feld-maréchal Alfred von) 51, 189-190, 281, 612, 628
Schmundt (colonel) 653, 666, 697
Schmundt (Mme) 651
Schörner (feld-maréchal F.) 621
Schwarzenberg 454
Scipion (Cornelius) 1055
Scipion l'Africain 464, 1048, 1055-1056
Scott (général Winfield) 542, 551, 576
Scott (Robert) 237, 1187
Scythes (les) 356, 954-955, 958, 1028
Sécession, guerre de (1861-1865) 1088, 1139, 1143

Sedan, bataille de (1870) 1092
Sedlmayer (Max) 280, 282
Seldjoukides 979-980, 996, 1010
Séleucos 974
Selim Ier 799, 1117
Selous (Frederick) 893
Semna 916-917
Sennachérib 946, 948-949, 953
Sénousret III 916
Seqenenre le Brave 906
Serbie 1081, 1117, 1128
Servius Tullius 1014, 1046
Sève (colonel Joseph Anthelme, dit Soliman Pacha) 802
Séville 844-845, 1073
Seydlitz 466
Seymour 160
Sforza (Francesco) 529
Shang (dynastie) 918, 928, 942-944
Sharpin (lieutenant) 110
Shaw (caporal) 125, 161
Shelley (lady) 432, 514
Shelley (Percy Bysshe) 767
Shelton (officier) 133, 151
Sherer (capitaine Moyle) 502
Sheridan (général Philip) 556
Sheriff (R. C.) 1187
Sherman (général William Tecumseh) 520, 523, 537, 539, 556-557, 562, 566, 573-574, 584-585, 589, 591, 596, 761
Siborne (capitaine) 99, 101, 108-109, 119, 126, 131, 235
Sicile 915, 1024, 1040, 1054, 1065, 1071, 1118
Siegen, *schola militaris* 1126
Simmons (lieutenant George) 115, 181
Sindhia (souverain marathe) 448, 495, 498
Siouah (oasis) 353, 376, 382-384, 421, 429
Smith (Adam) 776
Smith (Gertrude) 950
Smith (sir Harry, général) 485, 579, 587

Smolensk 1159
Socrate 1032
Soliman le Magnifique 1117
Somme, bataille de la (1916) 941, 1084, 1092, 1144
Song (dynastie des) 465
Soult (maréchal) 28-30, 454, 507, 1133
Sparks (capitaine) 231
Sparrow 250
Spartiates (les) 353, 369, 375
Spatany (colonel) 606
Speer (Albert) 653, 656-657, 670, 677-678, 683, 685, 704
Sponeck (général H. von) 704
Srednij Stog 929
Stahlberg (Alexander) 856
Staline (Joseph) 421, 667, 704, 947, 1148, 1156
Stalingrad, bataille de (1942) 1159
Standen (soldat) 121
Stanhope (lord) 456, 472, 484
Stanton (Edwin, secrétaire d'état à la Guerre) 597
Stanwix 1063
Stauffenberg (colonel Claus von) 680, 683
Steiner (Rudolf) 250
Stendhal (Henri Beyle, dit) 22
Stevenson 495
Stewart (John Roy) 335, 480
Stilwell 299
Stimson (Henry L.) 1165, 1168
Storr (Dr Anthony) 1185
Stöwer 616
Strachan (lieutenant) 172
Stuart (Charles Edouard) 1189
Stuart (général J. E. B.) 556
Student (général K.) 699
Stumma 704
Suffolk (comte de) 76, 94
Suisse, Suisses 770, 1012-1013, 1082, 1094, 1109-1112
Sumer, Sumériens 886, 899-900, 903-904, 907-908, 910, 915, 1010, 1016

Sun Tse 145
Sun Tzu 983
Sung (dynastie) 984
Swinton (sir Edward, général) 238
Switzer (sergent) 165
Syracuse 1040
Syrie 794, 802, 901, 910, 945, 952, 975, 991-993, 1042, 1044, 1054, 1056, 1059, 1063, 1066, 1077, 1080-1081
Syrmos (roi des Triballes) 400
Tagine, bataille de (455) 1066
Takashima 766
Tamerlan 812, 840, 994, 1008, 1050, 1175
T'ang (dynastie) 970, 982-984, 1062
Tarawa, attaque de (1943) 1163
Tarn (sir William) 426
Tartares 985, 1001
Taulanties (les) 402-404
Taylor (A. J. P.) 628
Taylor (général Maxwell) 542, 576, 734
Taylor (soldat) 134
Taylor (Telford) 61
Tchang Kaï-chek 816, 819, 1166
Tchouïkov 667
Templiers (ordre des) 1080-1081
Tennyson (Alfred) 517
Terence (soldat) 38
Terraine (John) 717
Teutobourg, bataille de (Ier s. ap. J.-C.) 1054, 1060, 1143
Thackeray (Guillaume Makepeace) 22
Thatcher (Margaret) 409
Thébains (les) 407-408
Thèbes 905, 917, 1014, 1034-1035, 1040-1042
Themistius 971
Thémistocle 1036-1037
Théodose 836, 963, 971, 1064, 1100
Thermopyles, bataille des (480 av. J.-C.) 766, 1036, 1040
Thornhill (adjoint du commandant) 108

Thoutmosis III 951-952
Thraces (les) 362, 387, 389, 399-401
Thucydide 53-54, 56, 361, 1029-1030, 1032
Tiger (Lionel) 851
Tilly 466
Timourides 1048-1049
Tippou Sahib 448, 482
Tito (Josip Broz, dit) 815-819, 821
Tocqueville (Alexis de) 515
Tolstoï (Léon) 22, 763, 771
Tomkinson (soldat) 133, 173
Tomlinson (soldat) 235
Tornhill (officier) 168
Toulouse, bataille de (439) 960
Trafalgar, bataille de (1805) 830, 833, 1122, 1136
Trajan 426, 1045, 1061
Trasimène, lac, bataille de (217 av. J.-C.) 1055
Treitschke (Heinrich von) 44
Trente Ans, guerre de (1618-1648) 1106, 1108, 1123-1125, 1171
Triballes (les) 346, 389, 399-402
Tricameron, bataille de (453) 1066
Trieste 889
Troie 869, 944, 1021-1022, 1028, 1033, 1113
Trois Jours, bataille de (1653) 1122
Trotski (Léon) 154
Truman (Harry S.) 730, 1165
Tsushima, bataille de (1905) 833-834
Tubeuf (lieutenant-colonel von) 607
Tungu 956
Tunis 801, 1118
Tunisie 920, 1056
Turner (F. W. A.) 1188
Turner (Frederick Jakson) 921
Turney-High (Harry H.) 855-861, 877, 886, 968
Turquie, Turcs 782, 802-803, 901, 903, 910, 915, 930, 943, 945, 975, 981, 1146, 1151, 1179
Tyr 1102

Tyriens (les) 410
Tytler (Neil Fraser) 239
Uder 675
Uedahara, bataille de (1548) 806
Ukraine, Ukrainiens 956, 1145, 1158
Ur 903, 909, 931
Urartu 946-947, 949-950
Urbain II 1075
Uruk 903, 908, 931
Uxbridge 160
Uxbridge (lord, général) 170, 438, 441
Valens (empereur) 462, 963, 1064
Van Dorn 575
Vandales 964, 1065, 1071
Varus 673
Vassilevski (général) 667
Vauban (maréchal Sébastien Le Pestre de) 406, 409, 1107
Vayda (Andrew) 868, 870-871
Végèce (écrivain) 50, 1084, 1137
Venise 965, 981, 1006, 1011, 1081, 1102, 1106, 1110, 1117-1118, 1126
Vercingétorix 919, 1057
Verdun, bataille de (1916) 1144
Vespasien 1061
Vico (Giambattista) 811
Victoria (reine) 117, 951, 981
Vienne 812, 814, 919, 981, 994, 1117, 1128, 1150
Viêt-minh 1166
Vietnam, guerre du (1965-1972) 693, 815-816, 821-822, 859, 1139, 1142, 1167
Vikings 769, 829, 874, 924, 1006, 1008, 1072-1073, 1078
Vinci (Léonard de) 1105
Virginia Capes, bataille de (1781) 833-834
Visby, bataille de (1361) 894
Vittoria (Francisco de) 1169
Vivian (général) 111, 120, 126, 162, 170, 182
Voltaire 810-811
Wagh (Dhundia) 448
Wagner (Richard) 656

Wagram, bataille de (1809) 1136, 1154
Wallace (colonel W. H. L.) 589, 591
Wallace (général Lew) 570, 587, 591
Wallenstein 325
Warlimont (général W.) 665
Wartenburg (Yorck von) 683
Warwick (Thomas) 549
Washburn (général) 574
Washington (George) 335, 527, 539, 550, 594, 703
Waterloo, bataille de (1815) 219, 291-292, 294, 764, 1092, 1143
Wavell (lord, général) 398
Waymouth (soldat) 126-128
Weber (Max) 873
Webster (colonel) 587
Wehrmacht 837-838, 1155, 1159, 1163
Wei (dynastie) 969-970
Weichs (général von) 662, 675
Weigley (professeur Russell) 823, 1127
Weir (sergent) 39
Weller (Jac) 100-101, 139, 308
Wellesley (Richard, premier marquis de) 444
Wellington (Arthur Wellesley, premier duc de) 62, 98, 100-101, 104-105, 107-108, 111-113, 117-119, 124, 135-136, 138, 140, 142, 147, 150, 156-157, 159, 166, 171, 174, 176, 178-179, 182, 213, 216, 238-239, 275, 277, 287, 297, 299, 301, 322, 324, 374, 393, 431, 517, 523-524, 527-528, 530, 533, 543-544, 552, 558, 561, 563-564, 567-571, 575-576, 581, 585, 610, 615, 692, 695-698, 702-703, 706-710, 714-715, 810, 1084, 1086, 1136, 1143
Wellington (William) 479
Wenck 637
Wendorf (professeur Fred) 893
Wheatley 439
Whistler (James Mac Neill) 534
Whittaker (C. R.) 920
Whitton (colonel) 46
Whitworth (sir Joseph) 1095
Wietersheim (général G. von) 704
Wilkinson (brigadier-général L. F. Green) 23
Williams (général H. B.) 233

Wilson (lieutenant) 119
Wilson (professeur) 950
Wingate 299
Wisigoths 962-963, 965
Wittelsbach 1082
Wolfe (général James) 527, 530
Wood (capitaine) 115-116, 126-127
Woods (soldat) 178
Wray (Hugh) 140, 168
Wright (Orville et Wilbur) 1160
Wyndham (lieutenant) 121, 167
Wynne (G. C.) 210
Xénophon 387, 463-464
Xerxès (empereur) 376, 972, 1036-1038, 1040
Xia occidentaux (ou Tanguts) (dynastie des) 986-987
Yamamoto (amiral) 1161-1162
Yanomami 861-868, 874, 886, 892, 894, 935
Yeats (William Butler) 222
Yoritomo (empereur) 804
York (colonel) 31
York (duc d') 73, 82, 94
Yorktown, défaite de (1781) 1130
Yougoslavie 815-817, 819-821, 1158
Young (général de brigade Peter) 31, 33, 35
Young (John Russell) 577
Yuan-Yuan 969-970
Zama 1056
Zeitzler (général K.) 601, 621, 637, 664, 666, 671-676
Zoulous 782-783, 788-789, 792-793, 1008, 1114

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur
www.editions-perrin.fr

PERRIN

Nous suivre sur

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library